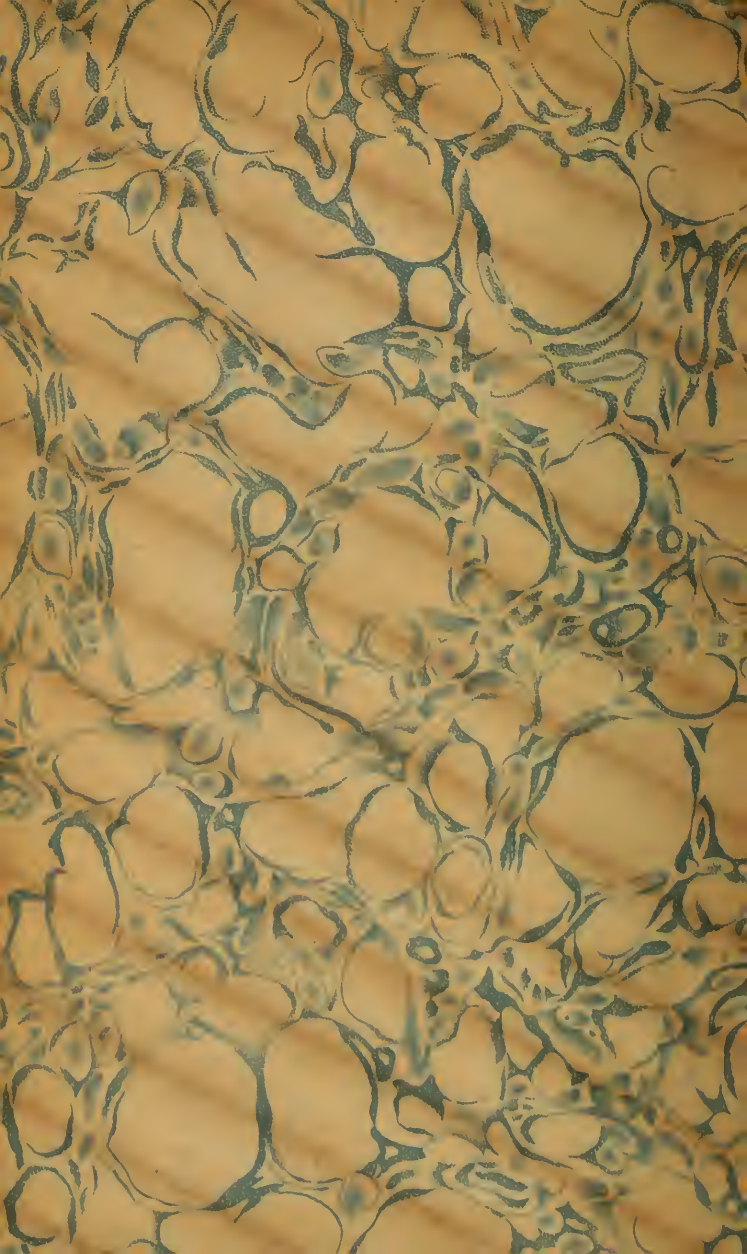


3 1761 07458093 7





MANUEL HISTORIQUE

DE

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

TOME II

LES RÉVOLUTIONS

(1789-1830)

MANUEL HISTORIQUE

DE

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

PAR

Émile BOURGEOIS

MAITRE DE CONFÉRENCES A L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
PROFESSEUR A L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

TOME II

LES RÉVOLUTIONS

(1789-1830)

SIXIÈME ÉDITION



PARIS
LIBRAIRIE CLASSIQUE EUGÈNE BELIN
BELIN FRÈRES
8, RUE FÉROU, 8
A l'angle de la rue de Vaugirard 50

1920

SAINT-CLOUD. — IMPRIMERIE BELIN FRÈRES.

MANUEL HISTORIQUE

DE

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LES RÉVOLUTIONS
(1789-1830)

INTRODUCTION

ÉTATS ET NATIONS

Y a-t-il rien de plus flatteur pour notre amour-propre national que les grandes classifications introduites par l'usage dans l'étude historique des peuples européens? C'est le vieux dicton « *gesta Dei per Francos* » érigé en règle et en système. Que les Français renoncent aux croisades et laissent les Turcs s'installer à Constantinople, l'Europe du moyen âge disparaît et les temps modernes commencent. Qu'ils reprennent, en 1789, les armes pour une autre cause, pour la cause de la justice et de la liberté, leur croisade révolutionnaire ouvre une nouvelle époque dans l'histoire du vieux monde : ce n'est plus l'Europe moderne, c'est l'Europe contemporaine.

Le premier devoir de l'historien qui aborde, avec le souci exclusif de la vérité, l'Europe contemporaine, est pourtant de se soustraire aux habitudes de cette classification. S'il s'agissait seulement de la France et de son développement intérieur depuis un siècle, le début de la Révolution marque

dans notre histoire une date trop importante pour n'être pas considéré comme une ère nouvelle. C'est le point de départ de mouvements politiques et sociaux qui sont la substance même de notre vie intérieure depuis 1789. Il n'en est pas ainsi de cette date au point de vue de l'Europe et de nos rapports avec elle. On ne peut plus dire aujourd'hui, comme Mignet : « La Révolution devait changer la politique de l'Europe; elle devait terminer la lutte des rois entre eux, et commencer celle des rois contre les peuples. »

L'étude impartiale de notre siècle n'est qu'un perpétuel démenti donné par les faits à cette conception qui se ressent par trop de l'enthousiasme de nos pères et de leurs illusions généreuses. Leur effort a modifié les conditions de la société française. Il n'a pas, hélas! à ce point bouleversé et régénéré la société européenne des rois et des nations.

A la veille de la Révolution française, le monde politique se composait d'États souverains, qui n'admettaient d'autre droit que leur intérêt, et trouvaient bons tous les moyens de le servir, ruse ou violence. C'était une société, si l'on veut, mais anarchique, reposant sur un état de lutte sourde ou déclarée, dans laquelle les petits succombaient, sans défense et sans protestations, aux convoitises des grands associés pour le partage de leurs dépouilles, où les plus forts eux-mêmes se surveillaient et s'épiaient pour s'agrandir ou ne pas décroître. La guerre de la Succession d'Autriche et le partage de la Pologne furent les actes les plus clairs de cette communauté d'intrigues et de violence entre les rois.

Il ne paraît pas qu'après 1789, une politique différente se soit imposée aux rois de l'Europe, ni à leurs États, ni à leurs ministres. On les a vu déclarer aux idées et aux hommes de la Révolution des guerres de principes et s'unir au nom d'un droit monarchique, suranné peut-être, plus légitime du moins que la raison d'État et la force. Mais on les a vus d'autre part abandonner simultanément Louis XVI,

pour s'occuper surtout de partager la France, achever la ruine de la Pologne, et se payer des dommages que leur causaient les républicains sur Venise, l'Allemagne et la Hollande.

Contre Napoléon, dont la fortune a été longtemps servie par leurs convoitises et leurs rivalités, ils se sont posés en défenseurs des peuples menacés, invoquant le droit national qu'ils avaient précédemment paru combattre, unis parce qu'il y allait de leur existence même dans cette partie décisive. Mais la partie gagnée, ils ont bien vite montré à Vienne ce que valaient leurs paroles et leur mutuelle amitié. Leur prétendue société de rois liés contre l'usurpateur et le tyran a paru, en 1815, ce qu'elle était en réalité, toujours semblable à l'alliance constituée par Frédéric II contre la Pologne, une société d'affaires, d'affaires assez louches, formée en vue du butin seulement et sans cesse prête à se dissoudre dans la mêlée des convoitises, les disputes et les marchandages.

Par la suite, on a beaucoup parlé de la Sainte-Alliance, dont la sainteté, les motifs désintéressés sont aussi douteux que l'accord. Car elle a permis l'attaque aussi bien que la défense des monarchies légitimes, de la part des tsars en Turquie et des rois d'Angleterre dans l'Amérique du Sud. Et les congrès qu'elle a solennellement convoqués ont moins été, comme celui de Vienne, des assises diplomatiques que des champs de bataille où les rois ont plus cherché à se tromper qu'à se servir. Loin de changer, les mœurs politiques des Etats et des souverains se seraient de nos jours plutôt fixées, avec autant d'âpreté que jamais, suivant la méthode qui depuis cent ans avait le mieux réalisé leurs ambitions.

En 1815, ils s'indignaient contre le droit public qui les gênait, se préparant à le déclarer anéanti et primé par la force, l'argument dernier de la raison d'État. Le partage de la Turquie s'accomplit en ce siècle comme celui de la Pologne au siècle passé, moins vite pourtant, parce qu'il excite des convoitises plus nombreuses. On a discuté plus

d'une fois le morcellement de la Belgique, et la France a payé bien cher la faute de s'être associée à ces marchandages; elle a été à son tour victime d'un démembrement que ses voisins avaient peut-être souhaité plus complet. La paix armée est pour tous les souverains aujourd'hui ce qu'elle était pour les rois de Prusse au dix-huitième siècle, l'unique moyen de garder leur bien, en ne laissant pas échapper les occasions de l'accroître. S'il est un système qui règle les affaires politiques de notre temps, c'est celui-là : il n'a rien de nouveau. C'est un héritage que l'Europe a reçu du passé. La Révolution française n'a pas réussi à en diminuer les conditions onéreuses ou sanglantes.

Ce ne fut point la faute de ses doctrines, les plus contraires qu'on pût imaginer à l'abus de la force et aux pratiques de la raison d'État, aussi désintéressées qu'il le fallait pour corriger un régime politique réglé à l'excès par l'intérêt le plus étroit. Aux rois qui se plaisaient « à communier du corps eucharistique des peuples », la Révolution s'opposait au nom de la justice et du droit, proclamant comme un évangile la dignité et le respect inviolable de la personne et des sociétés humaines constituées en nations. Certes, les philosophes qui prêchaient avant 1789 cette religion, et nos pères qui l'adoptèrent, ne se trompaient pas en l'offrant à l'Europe comme le seul remède efficace alors : et, se l'appliquant d'abord à eux-mêmes, ils en firent connaître les bienfaits.

L'Europe comprit, en effet, dans un premier moment d'enthousiasme, la portée, l'étendue de cette Révolution qu'on a si bien qualifiée de *révélation*. Elle parut y adhérer, d'autant mieux qu'elle y était préparée depuis longtemps par la Réforme, plus récemment encore par la propagande des écrivains français. En proclamant le dogme de la souveraineté nationale, la France ne découvrait pas, elle ravivait une source d'idées et de sentiments que les politiques depuis le seizième siècle et les peuples eux-mêmes avaient trop souvent souillée et absorbée, mais où des nations, comme la Suisse, la Hollande, l'Angleterre, la

Belgique trouvaient encore à satisfaire leur soif de justice, de respect pour les consciences et pour le passé. Sans doute plus d'un prince au dix-huitième siècle avait paru par ses réformes esquiver la Révolution dont la menace était redoutable; les philosophes, attirés, cajolés par les politiques, avaient pu croire, sur la foi des paroles souveraines, au bonheur des peuples éclairés par leurs maîtres, et célébrer la ruine de la Pologne comme un progrès de la raison. Dans les doctrines de Rousseau, la Pologne cependant retrouvait une espérance et les fondements de son droit; Jefferson y puisait les formules d'un catéchisme national nécessaire à la justification de la révolte américaine. Aux Américains opprimés, la philosophie du siècle avait encore de quoi fournir des armes juridiques ou un état civil, un code enfin. L'Europe semblait prête à l'accepter de la main des Français.

Par malheur, il y eut dès le début, au milieu de l'enthousiasme, un malentendu que les bonnes volontés mutuelles masquèrent d'abord. Préparés par le cosmopolitisme littéraire qui explique les œuvres et l'influence de Rousseau à une sorte de religion internationale, l'Europe s'attendait, en 1789, à ce que la Révolution fît une œuvre absolument désintéressée et se consacrât à toutes les nations en général. Pour la plupart des penseurs et des peuples qui applaudirent aux déclarations des assemblées françaises, ces assemblées étaient plutôt un rendez-vous assigné aux députés de l'Europe que des chambres de législateurs français, patriotes et réformateurs. Et, d'autre part, à voir ces dispositions autour d'eux, les membres de la Constituante, de la Législative surtout, purent croire que leur œuvre, si profondément nationale, s'adapterait sans difficulté à l'Europe. Ce fut l'illusion qui inspira leur propagande.

Cette illusion eût été sans conséquences, avec le temps les points de vue différents se seraient corrigés, rapprochés si, en attendant, la Révolution eût établi un code mutuel des peuples, comme elle revendiquait les droits de l'individu dans les Etats. C'était là ce qu'avait négligé la Réforme :

après avoir ruiné la communauté chrétienne du moyen âge et suscité des nations, elle les avait laissées, parfois même les avait mises aux prises les unes avec les autres, à l'image des Etats italiens qui se constituaient d'après les principes de Machiavel et du monde romain.

On put croire un instant qu'en 1789 les hommes de la Révolution se chargeraient de la tâche abandonnée par les réformateurs du seizième siècle. Ils renonçaient solennellement aux conquêtes, conviaient les peuples à la concorde et à la paix, par la ruine des princes conquérants, sous l'égide de la liberté et des souverainetés nationales. C'était un beau programme de paix et d'attente, d'une application difficile à la politique sans doute, qui en tout temps, et alors surtout, s'est gouvernée par la raison d'Etat plus que par la raison. Mais ne fût-ce que pour concilier les aspirations et les droits des nations, l'essai devait être tenté. Il n'était pas pour rebuter des gens de cœur et de foi. Le moyen de prouver sa valeur pratique était de le pratiquer.

C'est justement ce que ne firent pas les Français. Au lieu de travailler dans la paix, ils commencèrent la guerre. Et de cette guerre aux royautés, pour le triomphe du droit national qu'ils proclamèrent en 1792, ils se forgèrent une arme pour leurs discordes civiles, destinée à frapper surtout la royauté française, puis leurs adversaires politiques. Ce qui pouvait être une fin très élevée devint un moyen d'intrigue. L'œuvre de justice et de pacification fut un instrument de violence et de conquête. Les républicains, pour établir en France la souveraineté nationale, adoptèrent les procédés qu'ils reprochaient aux monarchies, le complot, l'abus de la force et les ressources d'Etat. Ce fut de leur part, à deux siècles d'intervalle, la même erreur que celle des réformateurs du seizième siècle : placés entre une société dont ils prétendaient corriger les vices concrets et anciens et leur programme de réformes, abstrait, général, ils se trouvèrent amenés, de gré ou non, à vicier leurs idées, dès qu'ils voulurent les réaliser. Bientôt même, par l'effet des terreurs

ressenties dans les dangers de leurs premières tentatives, par la fierté qu'ils éprouvèrent à les avoir repoussés, par le développement de leurs ambitions victorieuses, ils ne distinguèrent plus l'objet véritable de leurs entreprises. Ils conquirent, partagèrent avec les rois et par leurs procédés l'Europe à qui ils avaient promis d'autres destinées. En sorte que leur propagande aboutit, comme la Réforme, à un bouleversement de l'Europe caractérisé par les pires injustices et des spoliations odieuses.

Dans ce bouleversement, d'ailleurs, les Français éprouvèrent le besoin d'être forts et sacrifièrent leur liberté à la nécessité d'un gouvernement militaire : la nation abdiqua sa souveraineté pour trouver dans les ressources de l'Etat napoléonien les moyens de fixer et d'accroître sa puissance. Par là, si elle reprit le rang que les hésitations des Bourbons lui avaient fait perdre au dix-huitième siècle, le premier un instant, ce fut au mépris du jugement qu'elle avait porté sur la politique de l'ancien régime, par l'exagération même de cette politique, qu'elle paya bien cher en 1815.

Dans cet intervalle cependant, la gloire de la France avait paru si grande, après un siècle d'éclipse, qu'elle ne s'aperçut point de l'abandon de ses principes, et n'y fut pas ramenée par les désastres de Leipzig et de Waterloo. Singulier état d'esprit que le sien, après 1815! Les souvenirs de la conquête se mêlaient en elle au désir de la liberté, et le goût des aventures militaires, l'admiration de l'empire aux passions de l'époque républicaine.

Ces contradictions n'étaient guère faites pour rendre à l'Europe confiance dans la Révolution. Que pouvaient valoir à ses yeux des principes de justice et de désintéressement, associés aux maximes de la raison d'Etat et de la conquête, proclamés par des admirateurs et par les héritiers de Napoléon? Elle avait pu déjà, au temps où ils parurent, douter de leur efficacité. Elle en vint à craindre justement le retour de leurs conséquences pratiques et leur application fertile en bouleversements. Elle préféra le passé avec ses

injustices à l'avenir que les Français lui préparaient. Et tout naturellement les nations se trouvèrent d'accord avec les rois pour maintenir à peu près jusqu'à nos jours la politique de l'ancien régime, au moins dans leurs rapports entre elles.

Quelques-unes cependant ont en ce siècle, plus nombreuses qu'en aucun autre, revendiqué et retrouvé leurs droits à l'existence. Mais la date et la forme de leurs succès ne permettent pas de les attribuer aux effets directs de la Révolution française. Beaucoup d'entre elles sont nées de ses excès plus que de ses bienfaits, de la résistance à ses armées autant que de la contagion de ses idées, comme la nation française s'était formée elle-même dans les épreuves de la conquête anglaise. C'est ainsi que dans la Belgique, l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne, foulées par les troupes françaises, la communauté de souffrances fit taire les petites rancunes provinciales et naître des sentiments nouveaux, provoqua l'union des cœurs et le patriotisme national, fondements de l'unité matérielle. Pour toutes, l'on vit se réaliser ce qu'Albéroni prédisait à l'Italie et Bismarck à l'Allemagne, à deux siècles d'intervalles : elles se firent par le fer et le feu. Ce fut encore le cas de la Grèce et des nations nouvelles qui ont paru dans les Balkans, enfantées par la longue oppression des Ottomans, favorisées par les projets ambitieux des États européens contre la Turquie. Trop chargé d'injustices, ébranlé par le choc des intérêts et des convoitises, l'édifice politique de l'Europe moderne a craqué sur plus d'un point, mais au hasard et par la force des choses, sans qu'une ordonnance harmonieuse réglât les dispositions et les rapports des nations constituées sur ses flancs ou dans son enceinte.

La Révolution et les philosophes avaient conçu et apporté le plan d'une Europe nouvelle. Ils ne l'ont pas réalisée. C'est en vain qu'on s'efforce de nous la montrer, même à l'état d'ébauche depuis 1789. Ce que nous voyons est encore le dessin général que les hommes du dix-huitième siècle avaient sous les yeux. Dans les partages, les appels à la violence et les intrigues des plus célèbres de notre temps,

ils n'auraient pas de peine à le reconnaître, et, peut-être, le trouveraient-ils plus achevé. C'est encore l'esprit politique de l'ancien régime qui inspire le nôtre. Les événements de 1792 ne l'ont point aboli : plutôt au contraire l'auraient-ils servi et répandu, en lui ouvrant un champ plus vaste et des milieux nouveaux. Ils ont précipité l'histoire de notre temps, ils ne l'ont pas détournée de la route où l'engageait l'évolution du siècle précédent.

Il faut cependant reconnaître que les Français en hâtant, en étendant le cours de cette évolution, ont contribué à lui trouver, à lui constituer des limites. Au dix-huitième siècle, les grands Etats avaient pratiqué, avec d'autant plus de succès, leur politique brutale qu'ils avaient chacun leur terrain de chasse réservé où leurs ambitions risquaient moins de se rencontrer : la Russie, les plaines de l'Est : la Prusse, celles de l'Allemagne; l'Angleterre, les mers et les colonies. La France, au temps de la Révolution et de l'Empire, par l'effet de sa situation historique et géographique ne craignit pas d'envahir tous ces domaines à la fois. Ce ne furent plus des partages particuliers, mais un partage de l'Europe et de l'Orient qu'elle mit avec Napoléon à l'ordre du jour. Dans les grands combats qui s'engagèrent alors pour la domination du vieux monde, tous les Etats se trouvèrent aux prises avec la France et entre eux. Il arriva comme dans les luttes de la nature, que les sociétés les plus faibles disparurent au profit de celles qui avaient des ressources de puissance et d'avenir. Alors le monde européen se trouva, en 1815 déjà, composé d'un moins grand nombre d'éléments, mais d'éléments plus forts, plus rapprochés, et partant plus jaloux. Cette tendance après le congrès de Vienne n'a pas cessé de s'accentuer : les petits États, les provinces d'Allemagne, la Prusse elle-même, ont de plus en plus subi le joug d'un grand Etat fortement uni sous le gouvernement de l'Autriche, accrue par la diplomatie de Metternich : même phénomène se vit en Italie. L'Europe sembla réduite en 1820 à un directoire de quatre Etats.

Mais ces grandes puissances, qui n'avaient autrefois

d'autre intérêt, d'autre devoir que leur continuelle extension, eurent désormais un intérêt commun à limiter celle de leurs voisines. Et le respect qu'elles s'imposaient mutuellement devint, à défaut de droit et de justice, une garantie de paix et d'équilibre pour l'Europe entière. Au lendemain du traité de Vienne, les violences tendent à se faire plus rares, parce qu'elles sont plus difficiles et plus dangereuses. La partie est plus vaste, les mises plus fortes, les adversaires plus âpres et plus riches. Ils hésitent à l'engager. La prudence en un mot commande à l'égoïsme, limite les convoitises et inspire aux États et aux nations la crainte d'un bouleversement analogue à celui qui avait marqué le début du siècle.

L'enjeu eût été en effet plus grand qu'avant 1789, et la perte nécessairement proportionnelle. Au dix-huitième siècle, l'empire des mers et des mondes nouveaux semblait n'attirer que le peuple anglais. Pour quelques places en Flandre, en Allemagne ou en Italie, les Espagnols, les Hollandais, les Français même le leur eussent cédé. C'est à peine si bientôt il restera assez de place sur la terre, après la découverte déjà ancienne de deux continents, pour satisfaire le besoin d'expansion des peuples européens. Le développement colossal de l'Angleterre et de la Russie les ont avertis de regarder au delà des frontières qu'ils étaient accoutumés de se disputer. Ils vont devenir attentifs aux phénomènes qui, parmi ceux de notre époque, frapperont le plus la postérité, la colonisation du monde entier par l'Europe, le déplacement de l'histoire sur un axe nouveau, et son extension dans des domaines qui n'auront bientôt plus de limites que les bornes mêmes de la terre. Déjà, lorsque se posait, après la chute de la Pologne, le partage de l'empire ottoman, leur attention avait été éveillée par la condition particulière de cet État européen, asiatique et africain à la fois, dont la capitale était la clef des routes entre l'Europe et deux grands continents. Dans le duel de Napoléon et d'Alexandre, cette question prit une valeur singulière. Et quel changement dans le monde depuis 1789 ! La science,

à la veille de la Révolution, renouvela l'élan que la foi avait produit à la veille de la Réforme. Elle assura la prise de possession du monde par l'Européen. C'est alors qu'il en fit le tour pour la première fois, jeta les bases de l'association africaine, commença à peupler l'Océanie, et vit en Amérique se constituer des peuples assez forts pour rejeter sa tutelle et revendiquer pour eux seuls un continent.

La politique européenne, quoique conforme encore par sa nature et ses procédés à celle du dix-huitième siècle, n'a pu, de 1815 à 1830, échapper aux conséquences de changements aussi considérables. L'intérêt, son unique règle, exigeait encore qu'elle s'y adaptât. Et, par ce motif, on a vu souvent les Etats, en dépit de leur égoïsme, revenir à des principes de justice et de paix qui paraissaient inconciliables avec leurs appétits. Instrument de conquête forgé par la Russie au moyen de formules qui rappelaient les dogmes de la Révolution, la Sainte-Alliance est devenue aux mains de Metternich un instrument de conservation et de défense contre les ambitions des tsars en Orient. La fameuse politique de non-intervention, pratiquée par l'Angleterre et par la France, n'a point été autre chose qu'un hommage forcé des grandes puissances, jalouses les unes des autres, inquiètes des progrès de l'Amérique, à un droit contre lequel elles paraissaient armées et toutes-puissantes, à la paix dont leurs ambitions s'accommodaient mal.

Ainsi on a pu croire, en 1830, à un retour prochain de la justice entre les nations, à un réveil du droit dans le monde. L'Amérique du Sud, puis la Grèce indépendantes, la Belgique arrachée aux Nassau et la France aux Bourbons ont paru les témoins d'une nouvelle révolution universelle qui rappelait les espérances de la première, les promesses de la propagande et de l'esprit français. C'est là une illusion que les Français ont entretenue, dont ils ont fait la règle de leur politique étrangère, politique d'action et de revanche plutôt que de justice et de principe. Tout ce qui pouvait ébranler le monde, de l'isthme de Panama au Bosphore, crises d'Espagne ou d'Italie, révoltes dans l'Amérique mé-

ridionale ou dans les Balkans, leur semblait favorable à la reprise des traditions glorieuses de la Révolution et de l'Empire. Leur influence était minime dans ce réveil des nations qui se produisit de 1820 à 1830 successivement, par l'oppression dont elles souffraient. Les Français laissaient les Bourbons écraser l'Espagne et protéger la Grèce. Ils s'insurgèrent contre la royauté quand ils la trouvèrent trop pacifique : leur révolution en 1830 fut ainsi plutôt un effet que la cause des troubles dont ils espéraient profiter.

Ce n'était donc pas réellement une victoire du droit que le réveil de la France en 1830, de ses passions militaires, de sa fièvre de gloire et d'honneur. Pourtant, entre cette date et 1789 un grand progrès était réalisé : l'événement avait prouvé que, dans les rivalités des grandes puissances, par le choc de leurs ambitions et le conflit de leurs intrigues, des nations aussi faibles que la Grèce, aussi nouvelles que les peuples de l'Amérique, trouvaient encore le moyen de conquérir leur existence légale. A deux reprises la France avait dû en 1793, en 1813 à ce moyen son salut. En 1814 au congrès de Vienne les États secondaires, sinon les nations, y avaient trouvé une ressource pour leur faiblesse. « L'*acte final* fut le premier essai qui ait été tenté de donner à l'Europe une charte, au moins territoriale. »

Les souverains, les diplomates, réunis à Aix-la-Chapelle, à Troppau, à Vérone, s'attribuèrent par la suite le mérite de cet équilibre européen, pacifique et durable. Ils l'expliquèrent par des principes qu'ils formulaient avec emphase, quand leur intérêt, tout simplement, les y obligeait.

Ce n'en était pas moins un fait considérable dans l'histoire de l'Europe, devenue désormais celle du monde, que l'égoïsme et les rivalités des grands États, le nombre et l'étendue de leurs rapports devinssent des garanties pour les faibles contre leurs ambitions, une ressource pour les nations opprimées, un recours suprême et inespéré pour le droit. Ce fait nouveau aurait dû servir de règle aux Français. Il leur préparait une revanche meilleure que la conquête du Rhin : la revanche de leurs idées, la vraie garantie de leur avenir.

I

PREMIERS RAPPORTS DE L'EUROPE

ET DE

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Au début de la Révolution, la France s'attacha d'abord à la tâche que lui avait laissée l'ancien régime, que lui imposaient les événements de 1789. Elle se constitua en nation. Talleyrand formulait vraiment les sentiments et les opinions de la majorité des Français, lorsque, en février 1790, il faisait, au nom de l'Assemblée nationale, l'éloge de son œuvre considérable : « Les droits des hommes étaient méconnus. Ils ont été rétablis. La nation avait perdu le droit de discuter les lois et les impôts. Ce droit lui a été restitué. Des privilèges sans nombre composaient tout notre droit public. Ils ont été détruits. Une féodalité vexatoire couvrait la France entière. Elle a disparu sans retour. Vous désiriez l'abolition de la vénalité des charges, elle a été prononcée. Vous éprouviez le besoin d'une réforme du moins provisoire des principaux vices du code criminel : elle a été décrétée. Un code de lois civiles fera disparaître toutes ces lois obscures, compliquées, contradictoires. L'Assemblée a consommé l'ouvrage de la nouvelle division du royaume qui seule pouvait effacer jusqu'aux dernières traces des anciens préjugés, substituer à l'amour-propre de province l'amour véritable de la patrie. Nous terminerons nos tra-

vaux par un code d'instruction et d'éducation nationale qui mettra la constitution sous la sauvegarde des générations naissantes. Voilà votre ouvrage, Français. »

C'était bien en effet celui qu'ils avaient voulu et dû réaliser. Le dessein général et la conception en ont été parfois dénaturés par les événements postérieurs, les préjugés et les discussions de notre siècle. A voir les nombreuses constitutions que la France se donna en dix années, on a cru qu'elle y avait consacré tous ses efforts et son attention exclusive. On a expliqué et classé son histoire par la succession de ces actes constitutionnels. Les partis y ont cherché un idéal à restaurer, ou des motifs de haine et de dénigrement. Enfin il a paru que chacun de ces actes portait la marque des philosophies qui avaient préparé la Révolution, de Montesquieu, de Condorcet et de Rousseau. Peu à peu s'est ainsi formé le dernier jugement que l'on ait porté sur elle, et ce grave reproche qu'on lui a fait d'avoir en France tout désorganisé, sacrifié la réalité à des formes et des formules politiques, épuisé ses forces à des essais hâtifs, contradictoires et dangereux.

De toutes ces philosophies pourtant qu'on lui reproche d'avoir appliquées, la Révolution avait dès le début dégagé un principe commun, réalisable, le plus nécessaire alors. La nation française devint vraiment une nation. Elle assura ses droits, son bien-être par des réformes, acheva son unité matérielle et morale, et se fit pour la première fois une conscience nationale. Les considérations et les formes politiques ne furent qu'au second plan. Elles ne furent plus même que des armes aux mains des partis qui se disputaient le pouvoir. L'Assemblée de 1789, la Convention étaient des chambres nationales plutôt encore que constituantes. On raconte qu'au retour de la campagne d'Italie, Bonaparte se vantait auprès de Sieyès d'avoir fait la *grande nation*. « C'est que nous avions d'abord fait la nation, » lui répondit Sieyès. Cet homme en qui l'on a vu le type du théoricien de la Révolution, définissait en vrai politique, à la fin comme Talleyrand au début, l'œuvre pratique et durable

qui s'accomplit entre 1789 et 1799, œuvre française avant tout.

Sans doute, par la place que la France tenait depuis longtemps en Europe, que ses écrivains au dix-huitième siècle lui avaient conservée, un tel changement dans ses destinées ne pouvait passer inaperçu. Il se fit en outre dans des conditions qui lui donnaient la valeur d'un exemple et presque d'une leçon. C'était à la fois une démonstration philosophique et l'application d'un dogme. L'esprit géométrique et classique du siècle, l'enthousiasme des Français lui donnèrent dès le premier jour ce caractère : « La révolution qui s'achève parmi nous, disait André Chénier, le 27 août 1790, est grosse des destinées du monde. Les nations qui nous environnent ont l'œil fixé sur nous. On peut dire que la race humaine est maintenant occupée à faire sur nos têtes une grande expérience. Si nous réussissons, le sort de l'Europe est changé : les hommes rentrent dans leurs droits, les peuples dans leur souveraineté usurpée. »

Mais de ces rêves généreux et de ces conceptions sur le sort futur de l'Europe à l'idée de lui imposer des formes politiques nouvelles, pour son bonheur et par droit, il y avait loin. La Révolution qui, pour la France, était une nécessité n'était pour ses voisins qu'une expérience, où la force n'interviendrait pas, dont les souverains pourraient profiter comme les peuples, pour leur avantage mutuel : « Les rois, frappés du succès de nos travaux et séduits par l'exemple du roi des Français, transigeront peut-être avec les nations, et, peut-être instruits par nous, des peuples plus heureux que nous parviendront à une constitution plus équitable et libre, sans passer par les troubles et les malheurs qui nous auront conduits à ce premier des biens. » Langage d'apôtres et de philosophes, confiants dans la justice de leur cause, la puissance de la vérité et la contagion de l'exemple.

La façon dont les événements de 1789 furent accueillis par les peuples était de nature à accroître cette confiance, à confirmer ces illusions. L'Europe les regarda avec sym-

pathie et vit en eux, comme les Français, la promesse d'un avenir meilleur. La prise de la Bastille fit dans le monde un très grand effet, surtout dans le monde des écrivains. Les historiens la mirent au nombre des dates capitales de l'histoire. Les poètes, comme Goëthe, Wordsworth, Klopstock et Pindemonte la chantèrent. Les philosophes, Kant et Schubart, la célébrèrent comme le triomphe de la raison moderne. S'ils applaudissaient cependant à cette explosion populaire, ils n'en conseillaient pas l'imitation immédiate et brutale, au risque d'en attendre plus longtemps les effets. Il faut remarquer que leur admiration s'exprimait en des termes qui excluaient l'idée d'un bouleversement subit de l'Europe, sous la forme d'espérances lointaines, prudentes et résignées. « Nous ne sommes pas préparés, » disaient Forster, l'un des Allemands les plus enthousiastes, et Schubart. De fait il n'y eut de révoltes que sur les frontières mêmes de la France, sur des points tout particuliers, à Monthéliard, à Cologne, à Trèves, à Livourne et Pistoia, à Chambéry, à Carouge, et ces révoltes locales ne ressemblèrent que de très loin au grand mouvement révolutionnaire. La France ne s'y associa point. Il lui suffisait de poser chez elle solidement la première pierre du bonheur de l'humanité. Ses admirateurs ne lui demandaient pas autre chose : il leur suffisait d'espérer. Tous furent alors parfaitement d'accord pour laisser au temps le soin d'élever l'édifice harmonieux et logique destiné à abriter en paix les générations futures.

L'accord, il est vrai, était moins aisé entre les Français et les Etats européens, tels qu'ils s'étaient constitués au dix-huitième siècle, entre ce programme d'avenir et les conditions politiques du présent, assises sur des événements antérieurs et chargées du passé. Enfin, malgré son désir de se consacrer tout entière à sa reconstitution intérieure, la France ne pouvait s'isoler à ce point de ses voisins qu'elle ne dût régler parfois avec eux des questions pendantes en 1789. L'histoire de l'Europe ne commençait pas au 14 juillet 1789. La France y avait joué un très grand rôle

par des démarches et des alliances qui l'engageaient encore. Elle avait eu, en un mot, une politique très active. Elle pouvait en changer. Au moins fallait-il qu'elle lui en substituât une autre qui ne fût pas absolument négative. Le rêve qu'elle formait d'une Europe immobilisée dans le spectacle offert par sa révolution n'était qu'un rêve. Elle en fit promptement l'expérience : un an ne s'était pas écoulé qu'elle fut mise en demeure d'examiner et de résoudre le problème de ses rapports avec les souverains et les Etats. Elle dut chercher un moyen d'obtenir d'eux la trêve nécessaire à ses réformes dans de bonnes conditions, avec des garanties sérieuses. Il lui fallut une politique étrangère.

La Constituante en comprit la nécessité, mais ne réussit pas à y pourvoir. Deux mois après la révolution de France, une révolution éclatait en Belgique. Ce n'était ni une conséquence, ni une imitation des événements de Paris. Les rebelles avaient déjà lutté contre l'empereur Joseph II dont les réformes ressemblaient beaucoup plus à l'œuvre des Français que leurs revendications. Ils s'armaient en effet encore pour le maintien de l'ancien régime dans les provinces belges, et, s'ils en défendaient l'indépendance, à coup sûr ils n'en préparaient ni l'unité, ni l'avenir. *Statistes*, partisans des États provinciaux et de tous les privilèges qu'impliquait cette forme de gouvernement aristocratique, ils n'avaient rien de commun avec les hommes de la Révolution. Il est vrai qu'en octobre 1789 ils surent s'allier aux libéraux belges, à une minorité dirigée par l'avocat Vonck, dont les idées se rapprochaient de celles qui prévalaient en France. Mais l'alliance, qui leur donna la victoire, ne devait pas en changer les conditions. Elle fut tout entière à leur profit.

La France n'avait donc aucun motif de prendre parti pour eux. Ceux que lui fournissait C. Desmoulins n'étaient pas sérieux, quoique instructifs. Il invoquait les souvenirs de la république romaine : « Mes chers amis, disait-il aux Belges, puisque vous lisez Cicéron, je réponds de vous. Vous êtes, vous serez libres. » Lafayette rap-

pelait des souvenirs bien plus récents, mais trop unis à sa propre gloire, et trop différents pour servir de règles à ses concitoyens. Qu'y avait-il de commun entre les Etats-Unis d'Amérique et ceux de Belgique? L'intrigue enfin que le duc d'Orléans formait alors en Angleterre, d'accord avec Louis XVI, pour se créer en Flandre une royauté n'était pas une meilleure raison, au contraire. L'événement devait en principe laisser les Français indifférents. En fait, cela pouvait leur paraître une occasion d'enlever à l'Autriche les Pays-Bas, depuis longtemps leur objectif et le théâtre de leurs principales guerres.

Mais il eût fallu compter avec une affaire européenne, avec l'Angleterre, la Prusse et la Hollande, et précipiter un partage qui, en 1787, avait commencé. Les risques ne valaient pas un profit aussi douteux : la France avait besoin de la paix. Ni les ministres ni Louis XVI, fidèles à la tradition de Vergennes, ne lui conseillaient cette aventure, ni Mirabeau qui, en matière politique, était le principal conseiller de l'Assemblée nationale, en attendant qu'il devînt celui du roi lui-même.

Par un mélange de cynisme et de clairvoyance qui le rapproche de Talleyrand, Mirabeau apportait à la Révolution avec ses vices un grand sens des nécessités politiques. Homme d'Etat autant qu'orateur, il avait prévu de bonne heure les dangers, les embarras, la faiblesse du gouvernement pendant la crise qui constituerait la nation, l'impuissance passagère où la placerait cette crise, et par conséquent toutes les conséquences d'une guerre : « La France est dans l'état de faiblesse où est tout pays qui se constitue. Point de guerre surtout : loin d'offrir un dérivatif aux maux de l'Etat, elle les multiplierait et les porterait à leur comble. On ne fait pas la guerre tant qu'on n'a pas de gouvernement. » L'Assemblée fut docile à ses conseils qui, par la suite, prirent la valeur d'une prophétie. Elle déclara qu'elle ne reconnaîtrait pas la république belge et refusa de recevoir ses délégués. Ni ses doctrines, ni ses intérêts, ne lui en faisaient un devoir. Elle marqua par là aux souverains

européens son intention de ne pas soutenir les peuples révoltés contre eux, de se consacrer à la réorganisation de la nation. C'était, en retour, son droit strict de leur réclamer les moyens d'y travailler en paix, et son devoir d'assurer à la France les bénéfices de la neutralité qu'elle promettait.

Il ne pouvait s'agir d'alliances; mais il fallait entre l'Europe et la Révolution une sorte de contrat tacite, analogue à celui qui venait d'être passé entre la royauté et l'Assemblée, fondé, comme tous les actes politiques, sur la réciprocité des avantages. Plusieurs Etats européens eussent accepté, par intérêt, sinon par sympathie.

Les politiques du dix-huitième siècle particulièrement ne se guidaient pas par des raisons de sentiments. A l'endroit de la Révolution française ils n'éprouvaient ni bienveillance, ni hostilité véritable. Ils la jugeaient comme un fait, et d'après l'opinion qu'on se faisait dans leur monde et parmi leurs devanciers des faits du même genre. Ils se rappelaient l'Angleterre écartée pendant tout le dix-septième siècle des affaires européennes par ses discordes civiles, la Hollande asservie à sa voisine par la lutte des stathouders et des Etats. Ils ne distinguaient point surtout entre les grandes crises d'enfantement par où les nations renaissent à une vie nouvelle et les convulsions mortelles où elles s'abîment comme la Pologne. En 1789, après la défaite de la royauté, la France leur parut, ainsi que l'Angleterre après l'expulsion des Stuarts, perdue sans ressources, anéantie, rayée de la liste des grandes puissances européennes. Burke résumait leur pensée commune quand il disait : « Je viens de parcourir la carte de l'Europe et j'ai trouvé une grande place vide. C'est l'espace occupé par la France. »

Cette conclusion n'était pas pour déplaire aux anciens ennemis de la France, à ses voisins. Laisser la Constituante poursuivre ce qu'elle appelait une œuvre de régénération, et eux une œuvre de décadence, était à la fois le programme le plus conforme à leurs intérêts, le plus favorable à la France. Un seul, parmi les souverains, l'empereur d'Autriche, allié à

la famille des Bourbons, et de très près, pouvait être amené, soit par les sollicitations de ses parents, soit par le désir de les servir, à tenir une conduite différente. Mais de tous ces princes il se trouvait justement le plus intéressé à ne pas chercher querelle aux Français. Nul ne pouvait davantage se réjouir de voir affaiblis cette monarchie et ce peuple toujours hostiles et funestes à sa maison. L'Etat autrichien avait été très ébranlé par les réformes de Joseph II, à un moment où sur toutes ses frontières les plus grands dangers le menaçaient. Une guerre dans les Balkans, malheureuse contre les Turcs soutenus par l'Angleterre, une invasion prochaine des Prussiens que Pitt avait également armés, et peut-être une insurrection en Pologne, des révoltes en Hongrie et en Belgique, tel était le compte redoutable que Joseph II avait laissé à régler à son frère. Léopold II le régla de son mieux, en sacrifiant aux Anglais les espérances de l'Autriche dans les Balkans; avec leur concours, il apaisa la Prusse à Reichenbach (26 juin 1790), résista et pardonna à ses sujets rebelles (juin 1790). Il était trop heureux que la France le laissât procéder à cette liquidation onéreuse; trop attentif aussi aux progrès des Russes restés maîtres du terrain en Orient, après sa retraite, pour se créer volontairement des embarras sur le Rhin. La neutralité des Français lui était précieuse, et il disait : « Il n'est aucun souverain en Europe qui ait le droit de demander compte à une nation de sa constitution. Si elle est bonne, tant mieux pour elle; si elle est mauvaise, les voisins en profiteront. »

C'était également l'avis en Angleterre du ministre principal, de Pitt. Il n'éprouvait ni l'admiration de Fox pour la Révolution, ni les haines de Burke. Il la jugeait comme une circonstance plutôt favorable à l'Angleterre, d'abord en ce qu'elle paraissait annuler sa rivale : « un roi constitutionnel étant faible d'autorité serait moins dangereux qu'un roi à la Louis XIV. » Si la France ne devait plus compter en Europe, l'Angleterre n'y serait que mieux écoutée, et justement l'état des affaires d'Orient l'obligeait à employer toute

son autorité contre les entreprises et les desseins de Catherine II. Elle avait réussi à rallier contre les Russes la Prusse et la Hollande, à détacher d'eux l'Autriche, à réveiller la Pologne et la Suède Etait-ce le moment de ranimer la France affaiblie et désarmée? Pitt était persuadé du contraire, autant et parce qu'il était convaincu de la nécessité de fermer aux Russes les Balkans. « Laissez, disait-il (15 avril 1791), les Russes garder toutes leurs conquêtes, pousser jusqu'au bout et chasser les Turcs d'Europe. Avec ceux qui posent en principe que cela n'a point d'intérêt pour nous, je refuse de discuter. » Il trouvait, en effet, dans l'Assemblée constituante plus d'appui que dans le parlement anglais, et celle-ci, en retour, dans sa volonté de ne pas l'attaquer, la plus solide garantie de succès.

Les adversaires de Pitt, par esprit d'opposition, par désir de venger les défaites de la guerre d'Amérique, pour agrandir encore le domaine de l'Angleterre, envisageaient les troubles de France à un autre point de vue. L'occasion leur paraissait bonne d'attaquer leurs voisins au milieu d'une pareille crise, de leur enlever le peu que la guerre de Sept ans leur eût encore laissé dans le monde. Et plus d'un politique pensait, comme eux en Europe, qu'il fallait en profiter. « C'est le moment, écrivait le ministre du roi de Prusse, Hertzberg (juillet 1789), à son maître. Voilà une situation dont les gouvernements doivent tirer parti. »

En Allemagne, en effet, la Prusse ne partageait pas plus les vues pacifiques de Léopold II que certains Anglais n'approuvaient la neutralité de Pitt. Elle s'était alliée à l'Angleterre, non pour prévenir une crise orientale, mais pour la régler à son avantage. Convoitant Thorn et Dantzig, elle avait soulevé, soutenu les Polonais à ce prix, et mobilisé son armée en Silésie pour forcer l'Autriche à un nouveau démembrement de la Pologne. La prudence de Léopold avait déjoué ses calculs et fait avorter brutalement cette entreprise. Les événements de France pouvaient aider les Prussiens à la reprendre. Une guerre sur le Rhin laissait

entrevoir à Frédéric-Guillaume II et à son ministre Goltz le succès et les agrandissements que la fin des campagnes autrichiennes dans les Balkans avait compromis. Désormais, avec un partage de la France, avantageux à l'Autriche, ils allaient chercher à combiner un second partage de la Pologne, utile pour eux.

La France était faible : justement aussi les Russes avaient de nouveau jeté les yeux sur la Pologne. Catherine II s'en était d'abord détournée pour commencer le démembrement de la Turquie. Mais, quoique victorieuse des Turcs à Ismaïl (22 décembre 1790) et maîtresse des provinces danubiennes, elle sentait la difficulté de poursuivre cette œuvre sans un allié contre l'opposition de l'Angleterre. L'Autriche lui manquait. Le roi de France, réduit à rien, « ne pouvait plus être qu'un allié en peinture ». N'était-ce pas lâcher la proie pour l'ombre que de s'obstiner à cette affaire, tandis que les Prussiens se préparaient à des conquêtes sur la Vistule, lorsque le peuple polonais, armé par eux, éclairé par le passé, par les idées françaises, se reconstituait pour secouer le joug de la puissance russe? Il suffisait à l'impératrice de se rappeler l'histoire du dix-huitième siècle et de son règne pour savoir comment ses ancêtres et elle avaient asservi la Pologne. Les luttes des Allemands et des Français, des Bourbons, des Habsbourg et des Hohenzollern lui avaient livré l'Orient. Il était trop clair que le moyen d'y commander encore était de renouveler ces querelles. On entendit Catherine II exciter les Allemands contre « les jacobins de Paris », tandis que le roi de Prusse à Paris travaillait les révolutionnaires contre l'Autriche, armait Léopold II à Vienne contre les Français.

Ainsi se formait en Europe une ligue pour la guerre, toute différente de celle que Pitt et l'Autriche négociaient à Vienne par l'intermédiaire de lord Elgin pour le maintien de la paix. Ces deux ligues avaient ceci de commun pourtant que leurs membres n'éprouvaient pour la Révolution française ni haine, ni sympathie. Ceux qui la voulaient attaquer ne la détestaient pas plus que ne l'aimaient ceux

qui voulaient la laisser en paix. Tous au même degré la trouvaient bonne et utile à leurs intérêts, puisqu'ils croyaient la France livrée à l'anarchie. Mais c'était sur le parti à tirer de cette faiblesse qu'ils se divisaient. Les uns, souhaitant qu'elle se prolongeât en toute liberté, escomptaient l'avenir. Les autres la trouvaient déjà suffisante à leur assurer, par un démembrement de la France, des avantages immédiats. Entre ces deux partis, les Français n'avaient pas à hésiter et n'hésitèrent pas. Offrir la paix à qui leur la laissait, en prouvant d'ailleurs par une prompte reconstitution de leurs forces qu'on s'abusait sur la durée de leur faiblesse et sur ses conséquences, tel était leur ligne de conduite toute tracée, indiquée par Mirabeau et qu'ils suivirent. « Par la seule force de la paix et une bonne constitution, leur disait-il, nous aurons bientôt une invincible influence sur les gouvernements de l'Europe. »

Encore fallait-il imposer cette paix à qui n'en voulait point. C'était la seconde partie de leur tâche : ce n'en était pas la moins nécessaire. Les puissances qui se préparaient à les attaquer ne se trouvaient ni moins fortes, ni moins nombreuses que les Etats résolus à ne pas la combattre. Les destinées de l'Europe et de la Révolution étaient véritablement attachées aux décisions que la France allait opposer à leurs convoitises.

L'occasion se présenta, en 1790, de les formuler une fois pour toutes. Le patriotisme envahissant des Anglais les mettait aux prises alors avec les Espagnols. Ils prétendaient leur enlever la baie de Nootka, en Californie, contre tout droit (10 mai 1790), et se préparaient à cette nouvelle guerre coloniale. Les Espagnols avaient le droit de compter sur le pacte de famille qui, dans la crise d'Amérique, avait paru ce qu'il était, une alliance essentielle des nations maritimes contre les violences de l'Angleterre, nationale dans la pensée de ses auteurs, quoique sous la forme d'un traité entre les rois Bourbons. Les Anglais, au contraire, espéraient bien que la nation française dénoncerait les engagements pris par son roi : ils spéculaient sur sa

faiblesse, sa crainte de la guerre, sa défiance des Bourbons.

Le moment était venu pour les Français de prouver à leurs anciens rivaux et à l'Europe qu'il leur restait encore assez de force pour protéger leurs alliés naturels, à plus forte raison pour se protéger eux-mêmes. A défaut de traités, c'était leur intérêt. Fidèle au pacte de famille, le gouvernement de Louis XVI ordonnait l'armement des escadres, prenait ses mesures en conséquence, invitait l'assemblée à prendre les siennes. Ce fut une époque décisive dans l'histoire de la Constituante. Le débat qui s'ouvrit le 15 mai dans son enceinte montra son impuissance à régler la situation nouvelle de la France en Europe.

Au lieu d'examiner les circonstances et l'intérêt présent de la nation, elle s'attacha à la discussion des principes et du droit, droit de paix et de guerre qu'elle refusa à la royauté, principes d'une nouvelle politique européenne qu'elle était seule à concevoir et à formuler. Du même coup, elle désapprouva et fit cesser les armements contre l'Angleterre. Aux puissances fortes et ambitieuses elle se contenta d'opposer pour toute digue la barrière fragile du respect et de la liberté des nations, l'abbé de Saint-Pierre aux émules et aux successeurs de Frédéric II. La partie n'était pas égale et la lutte impossible.

Le plus grave fut que la Constituante ne le vit pas : elle avait foi dans la force irrésistible du droit. Tant l'unanimité qui se manifestait parmi ses membres pour le proclamer et l'appliquer lui paraissait le gage certain d'une entente cordiale entre les nations de l'Europe : « Vous allez convoquer l'assemblée des nations, » disait Volney. Et devant cette assemblée idéale, ses collègues se croyaient assurés d'être approuvés, si la société des princes les condamnait. Plus de conquêtes, plus de partages, ni de cette diplomatie d'intrigue qui prépare les abus de la force et les sanctionne ; mais des pactes nationaux avec des peuples libres, pour le triomphe de la justice et du droit. « La France renonce à entreprendre aucune guerre dans la vue de faire des conquêtes et n'emploiera jamais ses forces contre la

liberté d'aucun peuple. » L'Assemblée se persuada, le jour où elle vota cet article, qu'il valait à lui seul toute une politique. Elle crut la France mieux défendue par son désintéressement et la puissance de cet exemple que par un système d'alliances et des démonstrations militaires.

Est-il besoin de dire qu'elle se trompait? Mirabeau eut le mérite encore de l'avertir : « La paix perpétuelle est un rêve dangereux, s'il entraîne la France à désarmer devant une Europe en armes. » Il lui conseilla de se défier des nations plus que des souverains encore, et de la nation française elle-même : « Voyez les peuples libres, c'est par des guerres plus ambitieuses, plus barbares qu'ils se sont toujours distingués. Croyez-vous que des mouvements passionnés, si jamais vous délibérez ici de la guerre, ne vous porteront jamais à des guerres désastreuses. Et c'est pour Rome que César était dangereux. » En homme d'Etat, psychologue, et presque prophète, il indiquait d'un mot le rôle funeste du sentiment dans la politique révolutionnaire, depuis le premier accès de générosité jusqu'à l'emportement final de la conquête, et le rapprochement presque fatal que les passions populaires devaient créer entre ces deux termes si opposés. On ne l'entendit point. Son éloquence ne servit ce jour-là qu'à lui permettre au moins d'être écouté. Et, pour en mesurer l'effet, il faut se rappeler que le lendemain, à la même tribune, Cazalès fut hué d'avoir osé « préférer les intérêts de la patrie française et le sang de ses concitoyens à ceux de tous les peuples du monde », et fut contraint de se faire pardonner par des excuses une antithèse presque impie.

Cette antithèse pourtant, c'était toute la question. Les préparatifs de l'Angleterre et ses ambitions prouvaient qu'une nation au moins n'était pas disposée à reconnaître le nouveau code international, que ce code par conséquent était insuffisant à garantir l'Espagne pour le moment, la France dans un avenir prochain. Placer les destinées de la nation sous la seule égide d'un droit qui n'avait encore ni vigueur ni sanction, avec l'espoir de lui en procurer, c'était

s'exposer aux risques d'une expérience douteuse. Le fait seul de montrer à l'Europe la France en armes pour la défense de ses intérêts aurait au contraire suffi à modérer les convoitises que ses embarras intérieurs excitaient. Ne craignant pas la guerre, elle eût de toute manière, suivant le vieux proverbe, et autrement, assuré la paix. Son désintéressement parut à ses voisins une défaillance, symptôme certain de la décadence qu'ils escomptaient : « L'Angleterre, écrivait notre ambassadeur à Londres, se persuade qu'elle n'a plus rien à redouter de la France. »

/C'était une défaillance en effet, moins complète il est vrai qu'on ne se l'imagina au delà de la Manche et du Rhin, nullement irréparable : car elle ne procédait pas d'un défaut de cœur et de confiance, mais d'une erreur, où entrait une part de vérité. Si la France se laissait désarmer, ce n'était point par lâcheté. Elle le prouva plus tard. Elle croyait alors à une paix facile et générale entre les nations. Elle les supposait libres, maîtresses de leurs destinées et désintéressées, en quoi elle se trompait. Mais il était vrai que la moitié des puissances européennes désirait la paix, par calcul, sinon par esprit de justice, et que la nation française, en la leur procurant, accordait leurs intérêts et les siens. Elle leur permettait d'empêcher en Orient les bouleversements qui les effrayaient, et se donnait à elle-même le temps d'apaiser les troubles intérieurs qui l'affaiblissaient. Cette trêve aurait pu sans doute être plus solide, si on l'eût appuyée de la force et des menaces nécessaires. Telle qu'elle était pourtant, elle dura presque deux années et ne se rompit en somme que par la volonté des Français. /

BIBLIOGRAPHIE

SOREL. *L'Europe et la Révolution française*, tome II, livre Ier. Paris, Plon, in-8o, 1887.

DE SYBEL. *Histoire de l'Europe pendant la Révolution française*, traduction Bosquet, tome Ier. Paris, Alcan, 1869.

Bourgoing. *Histoire diplomatique de l'Europe pendant la Révolution française* Paris, 1865, tome Ier.

De Tocqueville. *Mélanges*. Paris, 1865.

De Rémusat. *L'Angleterre au dix-huitième siècle*. Paris, 1865 tome II.

Stanhope. *William Pitt, traduction Guizot*, 2 vol. Paris, 1862.

L. Pingaud. *Les Français en Russie*. Paris, 1885.

Rambaud. *Les Français sur le Rhin*. Paris, 1873.

Juste. *Histoire du règne de l'empereur Joseph II et de la Révolution de 1790*. Bruxelles, 1846.

Geoffroy de Grandmaison. *L'Ambassade française en Espagne pendant la Révolution*. Paris, Plon, 1892, in-8°.

De Barral-Montferrat. *Dix Ans de paix armée entre la France et l'Angleterre*. Paris, Plon, 1894, in-8°.

De Larivière. *Catherine II et la Révolution française*. Paris, Le Soudier, 1895.

Ferrand. *Histoire des trois démembrements de la Pologne*. Paris, Deterville, 1820, 3 vol., in-8°.

Biedermann. *Deutschland im achtzehnten Jahrhundert*. Leipzig, 1880, IIe partie, 3e section.

Hæusser. *Deutsche Geschichte*, Berlin, 1869, tome Ier, chap. II.

Venedey. *Die deutschen Republicaner unter der französischen Republik*. Leipzig, 1870.

A. Stern. *Mirabeau's Leben*. 1889 (trad. franç., 1895).

Franchetti. *Storia d'Italia* (1789-1799). Milan, 1878, chap. II.

Beer. *Die orientalische Politik Oesterreich's*, 1883. Prag.

Documents :

Lafayette. *Mémoires;* Paris, 1832, tome III. — Dumont. *Souvenirs sur Mirabeau;* Paris, 1832.— De Bacourt, *Correspondance de Mirabeau avec le comte de la Mark*, 3 vol.; Paris, 1851. — Lucas de Montigny. *Mémoires de Mirabeau;* Paris, 1834. — Flammermont, *Documents inédits sur la prise de la Bastille;* Paris, 1885. — André Chénier, *Œuvres en prose;* Paris, 1872. — Camille Desmoulins, *Révolutions de France et de Brabant*, tome III. — Léouzon le Duc, *Correspondance inédite du baron de Staël-Holstein;* Paris, 1881. — Lettres de Grimm à Catherine II. de Catherine II à Grimm; Pétersbourg, 2 vol., 1878-1885. — Beer, *Joseph II, Léopold II et Kaunitz;* Vienne, 1873. — D'Arneth, *Joseph II, Léopold II* (lettres); Vienne, 1872. — D'Arneth, *Joseph II und Catherina II* (lettres); Vienne, 1869. — Beer, *Joseph II, Catharina II* (lettres); Vienne, 1874. — Kovalevski, *Dispacci degli ambasciatori alla corte di Francia durante la Rivoluzione*, tomes I et II; Torino, 1895-1897. — Browning. *The Despaches of Earl Gower* (juin 1790-août 1792); Cambridge, 1885. — De Salamon, *Mémoires de l'Internonce à Paris pendant la Révolution;* Paris, in-8°, 1890.

II

LES ORIGINES DU CONFLIT

ENTRE

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET L'EUROPE

TRADITIONS. INTRIGUES et PROPAGANDE

Le 20 avril 1792, la France déclarait la guerre à l'Autriche, ou plutôt à l'Empereur et à l'empire d'Allemagne. L'initiative des hostilités lui appartenait : il paraissait cependant que ses adversaires, depuis trois mois, l'y eussent provoquée de parti pris. Au mois de janvier, et surtout le 16 février 1792, la chancellerie autrichienne avait adressé à Paris des notes menaçantes, injurieuses pour la nation, qui, communiquées à l'assemblée législative, la déterminèrent à prendre l'offensive. « Il faut préférer, disait Kaunitz le 3 mars, que la France nous attaque pour mettre le bon droit de notre côté. Il faut la mettre dans la nécessité de nous faire la guerre. »

Le motif du conflit, comme le conflit lui-même, semblait bien le fait des souverains allemands : à Pillnitz d'abord et depuis, à Vienne ou à Berlin, ils ne cessaient de menacer la France d'une immixtion dans ses affaires, d'une ligue des princes en faveur de Louis XVI, d'une action diplomatique et militaire de l'Europe contre la Révolution. Sans doute, les révolutionnaires aussi, surtout depuis l'ouverture de la Législative, invitaient les peuples

à suivre leur exemple, et parlaient d'une croisade contre les rois. Mais n'étaient-ils pas fondés à se dire en droit de légitime défense, à déclarer aux rois qui engageaient la guerre contre eux qu'ils répondraient à leurs provocations par un soulèvement général de l'Europe? Leur modération en 1790, leur renonciation solennelle aux conquêtes plaidaient en leur faveur. S'ils changeaient si vite de ton et de conduite, c'est que l'Europe et particulièrement l'Empereur avaient changé de dispositions à leur égard, du mépris passant aux menaces.

En réalité cependant, les Français cherchèrent cette guerre. Ce furent eux qui d'abord, par le triple effet des circonstances, des traditions, des intrigues du siècle dernier, de leurs passions enfin, modifièrent leur attitude et leur système. Mirabeau en 1790 le leur avait prédit. L'année même de sa mort, un an après, sa prédiction commençait à se réaliser. Ce revirement total dans les sentiments d'un peuple épris, à deux ans d'intervalle, de paix jusqu'à désarmer, et de guerre jusqu'à menacer toute l'Europe, a paru si incroyable, qu'on hésita longtemps à y voir la seule origine des guerres de la Révolution. Ce ne fut pas tout à fait la seule en effet, nous le verrons. Il fallut à ces passions même des aliments. Leur sève appelée, doublée par l'habileté des hommes qui les cultivèrent monta des racines profondes qu'elles avaient dans le passé, du terrain où elles se développèrent. Encore furent-elles la cause principale et puissante de la lutte demi-séculaire de la France avec l'Europe, cause véritablement proportionnée à son effet, singulièrement instructive pour une nation qui ne doit plus, selon la belle parole de Mirabeau, « confondre le conseil du courage avec celui de l'expérience ».

Au milieu de l'année 1790, la Constituante, après avoir prudemment réglé le rôle de la France dans les affaires de Belgique et d'Espagne, avait dû procéder à l'examen d'autres questions diplomatiques, plus délicates; car elles engageaient les principes mêmes de la Révolution et l'unité de la patrie. Il s'agissait, en effet, de l'Alsace et de la Provence.

La ruine de l'ancien régime n'avait pu se faire dans ces deux provinces, aux mêmes conditions que dans les autres, par la seule volonté des Français.

Il n'y avait pas que des Français en Alsace, du moins comme propriétaires. De vrais Allemands, le duc de Wurtemberg, le margrave de Bade, le duc de Deux-Ponts, le landgrave de Hesse, les princes de Nassau, les électeurs ecclésiastiques de Mayence, Trèves et Cologne, les évêques de Bâle et Spire se trouvaient atteints, comme nobles et comme allemands, par les décrets de la Constituante. Cette situation singulière tenait aux conditions dans lesquelles s'était accomplie, en 1648, la cession de cette province à la monarchie française.

Elle avait été en partie le prix de la longue lutte soutenue par les Bourbons contre la maison d'Autriche. Par les traités de Westphalie, le chef de cette maison, Empereur d'Allemagne, avait abandonné à la France ses pays alsaciens. Mais, quoique cela puisse paraître bizarre, il n'avait pas stipulé de la même manière comme prince autrichien, ou comme chef de l'Empire. Tout ce qu'il avait de propriétés fami iales, ses droits de souveraineté politique sur les autres (*supremum dominium*) étaient passés au roi de France. Les princes de l'Empire ne lui eussent pas permis de faire abandon de leurs propriétés : ils n'acceptèrent pas même que les conditions de leurs biens en Alsace fussent modifiées par le changement de souveraineté qui s'y accomplissait. Louis XIV et Léopold déclarèrent que ces propriétés resteraient soumises au droit féodal allemand d'immédiateté, que le roi de France n'aurait pas sur elles le droit de suzeraineté qu'il exerçait sur les terres de la noblesse française (*superioritas regia*). La noblesse d'Alsace prêta serment à Louis XIV, mais ses biens demeurèrent, jusqu'en 1789, des propriétés de droit allemand, des enclaves possédées par des étrangers à titre étranger.

Aux décrets de la Révolution qui supprimaient en France le droit féodal, les princes allemands se crurent donc fondés à refuser leur consentement. Etrangers, ils étaient;

étrangers, ils restaient; ils n'avaient point envoyé de députés aux Etats généraux, et ne jugeaient pas qu'une assemblée française eût le droit de modifier à leurs dépens des clauses internationales. Allemands, ils s'adressèrent à la diète germanique et l'invitèrent à se charger de leurs réclamations, appuyées sur les traités de Wesphalie.

Ces traités avaient fait à l'Alsace française une situation spéciale : nul doute que les princes étrangers, possessionnés en Alsace, n'y fussent des propriétaires d'une espèce particulière. Mais était-il admissible, et compatible avec l'unité française qu'une clause de droit allemand empêchât l'établissement de la législation française en Alsace? Cette exception que la diplomatie avait créée, la diplomatie d'ailleurs pouvait la faire disparaître. Le gouvernement de Louis XVI s'y employa. Il offrit aux princes allemands des indemnités, et leur fit porter cette offre, en mai 1790, par un agent spécial, M. de Ternant. Cependant, (quelques mois après 28 octobre 1790), le rapporteur du comité diplomatique de la Constituante saisi de l'affaire, Merlin de Douai, s'écartait de cette sage ligne de conduite. Il invoquait, pour régler une affaire ancienne, un droit nouveau qui n'avait pu s'y appliquer : « Le peuple alsacien s'est uni, disait-il, au peuple français par sa volonté et sans restriction. » Plus politique, Mirabeau détermina la Constituante à soutenir l'offre d'indemnité dont le gouvernement de Louis XVI avait pris l'initiative. C'était la paix certaine, si les passions populaires ne fussent venues, en 1791, bouleverser l'œuvre de la diplomatie.

Elles commencèrent à se manifester en France, dans l'affaire d'Avignon, analogue par certains côtés à l'affaire d'Alsace, très différente par d'autres. Comme les propriétés des princes allemands en deçà du Rhin, le Comtat était une propriété du pape enclavée dans le domaine français, et même une souveraineté. D'autre part, le Comtat contenait une population indépendante encore en 1789, qui n'était point incorporée comme le peuple alsacien à l'unité française. La Révolution, en éclatant

dans la Provence, l'atteignit. Les campagnards et les bourgeois, sur certains points, réclamèrent la suppression de la féodalité. La ville d'Avignon, le 11 juin 1790, se mit en insurrection contre le pape, chassa le légat et se réunit à la France. Carpentras au contraire demanda le maintien de l'ancien régime et de la souveraineté pontificale. Un tiers parti enfin se forma à Orange qui voulut établir la liberté, sous la protection de la France, mais sans annexion. La révolte et les tendances des Avignonnais ressemblaient fort à celles des Belges insurgés contre l'Autriche. Elles plaçaient la France dans une situation plus délicate encore. Cette révolution était bien fille de la sienne. Devait-elle la désavouer, pouvait-elle regarder d'un œil indifférent un événement qui se produisait cette fois à l'intérieur de ses propres frontières?

La Constituante envisagea ces circonstances d'abord avec un certain sang-froid. Elle n'écarta pas, comme elle avait fait les Belges, les habitants du Comtat. Mais, avant de les réunir, elle exigea d'eux une manifestation unanime et officielle de leur désir d'être réunis. Et sagement, surtout, elle subordonna leur adoption à une entente préalable avec leur souverain, à une négociation avec le pape. Elle marquait ainsi sa volonté de ne pas donner à la propagande révolutionnaire, où elle se trouvait entraînée, un caractère de combat et de provocation. Malgré ces réserves, ce fut un moment grave dans notre histoire que celui où, même dans cette petite affaire, les Français changèrent le droit public de l'Europe au nom de la Révolution. Des passions contenues jusque-là s'éveillèrent en eux, le sentiment d'une mission libératrice en Europe, de la puissance invincible de leurs doctrines, l'espérance et l'orgueil de faire la France grâce à elles plus compacte et plus forte. Elles réveillèrent aussitôt et servirent à excuser des ambitions moins désintéressées qui dorment toujours au cœur des grandes nations, la passion et la fièvre de la conquête préparée et servie par la raison d'État.

Lorsqu'au mois de novembre, les Avignonnais récla-

mèrent encore une fois leur annexion à la France, les Constituants n'osèrent déjà plus résister à cette pression des passions populaires. Ils avaient vu, au mois de juin, l'enthousiasme des tribunes, lorsque Anacharsis Clootz avait fait défiler dans son enceinte un cortège d'Anglais, d'Espagnols, de Hollandais, d'Italiens, de Persans même et de Turcs, leurs applaudissements, quand il s'écriait : « Tous les peuples ont disparu, je ne vois plus que la France. » Dans l'intervalle aussi, la fête des Fédérations, ce grand mouvement populaire et presque religieux, venait donner la mesure des sentiments que le succès de la Révolution éveillait en France et à l'étranger. L'orgueil, la joie d'avoir fait triompher une grande cause et un droit nouveau, préparaient la nation à toutes les ambitions, désintéressées ou non. Dans la discussion qui s'engagea une seconde fois à la Constituante, à la fin de 1790, à propos d'Avignon, ces ambitions se déclarèrent. C'est Pétion qui proclame d'abord le droit de la France, imprescriptible et naturel, à réunir les peuples que sa propagande affranchit. Puis il invoque l'intérêt qui justifie toutes les conquêtes : « Ce pays est au centre de nos provinces méridionales. Il en coupe toute les communications. » Barnave et Robespierre font appel à l'histoire, comme Frédéric II avant d'envahir la Silésie : « Le pays est à moi, je le reprends. » (18 nov. 1790.)

En vain leur opposa-t-on la souveraineté du pape, le vœu contraire de certains habitants du Comtat, et surtout les nouveaux principes de la nation qui s'était engagée à renoncer aux conquêtes. Si Mirabeau n'était pas intervenu, la Constituante eût donné libre cours à cet élan de conquête, sans se soucier ni de ses principes, ni du droit, ni de l'intérêt de la France. Lui seul parla en vrai politique (20 novembre 1790), non du droit des hommes, ni des précédents historiques, mais de l'utilité présente, du peu d'intérêt et du danger que présentait la prise de possession d'Avignon, de la nécessité pourtant de l'occuper pour y maintenir la paix publique. Et, comme dans l'affaire des princes alsaciens, il réussit encore à imposer la solution

diplomatique d'une question qui ne pouvait se régler autrement.

Ce devait être un de ses derniers succès : ses jours étaient comptés, comme ceux de l'Assemblée Constituante à qui il avait su, ce n'est pas son moindre mérite, tracer une politique étrangère conforme à la dignité, à la sécurité de la France et de la Révolution. Des hommes nouveaux se préparaient à les remplacer, pour qui la politique étrangère et les rapports de la France avec l'Europe devinrent un objet d'ambition et d'intrigue. C'étaient encore des politiques, mais uniquement préoccupés d'établir en France une forme nouvelle de gouvernement à leur convenance. En relation avec la Commune, Camille Desmoulins, Loustalot et Brissot, qui allait être le chef reconnu de la Gironde, souhaitaient l'établissement de la République. Aux Jacobins, aux Cordeliers, Robespierre, Danton, Hérault de Séchelles, faisaient avec plus de violence une propagande analogue. Le peuple n'y songeait pas : ses vœux n'étaient pas pour une seconde révolution à l'intérieur, mais pour une révolution européenne qui lui paraissait une conséquence de ses premiers succès, une garantie de sa victoire et de sa liberté. Après l'ivresse des premiers triomphes sur la royauté et la féodalité, une fièvre nouvelle s'empara des Français, fièvre d'apôtres, fanatisme de nouveaux convertis, qui veulent prouver à l'humanité les bienfaits de la foi dont ils jouissent désormais. La croisade n'est-elle pas un devoir pour les religions triomphantes ?

En cet état d'enthousiasme, où ils ne calculaient plus leurs intérêts, les Français étaient faciles à conduire, pourvu qu'on flattât leurs passions. C'est ce que ne manquèrent pas de faire les politiques qui jugeaient la Révolution inachevée, si elle n'aboutissait pas à la République. Camille Desmoulins prêcha dans son journal la croisade sur les frontières, la prépara avec Garat et Linguet, aussi avec Marat, avec les « patriotes incendiaires », et déclara dès 1791 la guerre aux princes allemands, tandis que le gouverne-

ment et l'Assemblée leur offraient une paix équitable : « Nous irons encore incendier le Palatinat, mais ce second incendie y fera bénir le nom français. »

Alors les publicistes républicains, pour armer le peuple contre la royauté avec qui il avait fait sa paix, l'excitèrent contre les princes, les tyrans étrangers, avec qui la paix n'était point faite encore et paraissait impie. Leur intrigue, couverte d'un masque religieux, mit la France aux prises avec ses voisins, lui fit de la guerre un devoir, quand son intérêt lui commandait la réserve et la paix. La politique étrangère de la Révolution en fut dénaturée, et qui pourrait nier l'effet des violences du dehors sur celles du dedans ?

Guidée jusqu'au début de 1791 par la sagesse de Mirabeau, l'Assemblée résista d'abord à cette poussée de propagande, à ces intrigues. Mais on sentait déjà que sans lui elle eût fléchi peut-être. Lorsque peu de jours après sa mort, le 30 avril, elle fut saisie de nouveau de l'affaire d'Avignon, elle résista plus mollement au projet qu'on lui soumit d'annexer le Comtat, en vertu de prétendus droits historiques. Le 24 mai, elle ne le repoussait plus qu'à six voix de majorité au lieu de cent soixante et onze. Elle décidait enfin d'envoyer des médiateurs en proclamant le droit de la France sur le pays.

L'annexion du Comtat, en elle-même, n'était pas une affaire considérable. On comprend que plus tard on l'ait bien oubliée dans le nombre et l'extension des conquêtes révolutionnaires, que l'Europe même victorieuse ne l'ait jamais discutée avec la France vaincue. Ce n'en était pas moins une conquête, d'une nation qui avait juré solennellement de n'en plus faire. Surtout c'était une victoire décisive du parti de la guerre sur le parti de la paix, dans l'Assemblée qui allait se dissoudre après avoir constitué la France nouvelle, en lui léguant une politique de propagande et d'annexion. On a souvent répété que la grande faute des Constituants avait été de s'être déclarés inéligibles à l'Assemblée législative. On peut douter, s'ils

eussent pris part aux travaux de cette seconde assemblée, qu'ils eussent évité la guerre de conquête où elle se trouva un an plus tard entraînée. A son terme déjà, la Constituante y était presque gagnée. L'important est de savoir comment.

Auprès d'elle, les partisans de la guerre n'ont pas employé les mêmes arguments qu'auprès du peuple. A une Assemblée, il fallait offrir d'autres raisons que des raisons de sentiment, lui tenir un autre langage que celui de la propagande, pour la décider à pratiquer une politique entièrement contraire à celle qu'elle avait résolu de suivre. Quand Robespierre et Pétion (10 novembre 1790) vinrent déclarer à la tribune que la réunion d'un peuple libre n'a rien de commun avec la conquête, les Constituants ne se laissèrent pas convaincre par ce sophisme. Ils doutaient; Tronchet leur disait : « Suffit-il que le peuple d'une province se soulève, pour légitimer sa réunion à un Etat étranger? » Des légistes seuls pouvaient avoir raison de leur résistance, et gagner cette cause. Ce furent en effet des avocats ou des magistrats, Barnave avocat à Grenoble, Goupils de Prefeln, juge d'Alençon, Barère conseiller de Bigorre, qui, d'avril en mai 1791, décidèrent l'affaire. Ils eurent l'art de rechercher des pièces à conviction, notamment un vieil arrêt du parlement d'Aix qui paraissait consacrer les droits de la France sur Avignon. Et surtout, ils évoquèrent, devant ces Français tout pleins des souvenirs glorieux des deux derniers siècles, les traditions de la grandeur nationale, les maximes qui semblaient l'avoir fondée. « J'ai cru, s'écriait Barère, que la France pouvait pour sa sûreté user des mêmes droits qu'avaient exercés Louis XIV et Louis XV. » Cet appel à la raison d'Etat parut renouvelé de Richelieu, qui restait aux yeux des Français le maître incontesté de la politique étrangère. A distance, nous avons peine à comprendre comment la sûreté de l'Etat était engagée dans l'affaire d'Avignon. Mais les circonstances alors étaient telles que les Constituants purent aisément le penser : « Ce que vous aurez fait pour Avignon, abandonner vos droits, leur disait Barnave, le 3 mai 1791,

on vous le demandera pour l'Alsace. » L'abandon d'Avignon ne serait-il pas le prélude de la perte autrement grave du Rhin français?

Si les princes allemands avaient, dans les premiers mois de 1791, accepté pour leurs domaines d'Alsace les compensations pécuniaires que Louis XVI et l'Assemblée leur offraient le 4 décembre 1790, les partisans de la guerre en France n'auraient pas trouvé dans cette menace un argument. Mais, par la faute des Allemands et à dessein, la question alsacienne n'était pas réglée et ne paraissait pas près de l'être. Ils prétendaient qu'elle n'était pas une affaire de propriété, mais de droit public, que leurs biens, garantis par un traité, ne pouvaient leur être repris que par un nouveau traité. Ils cherchaient chicane à propos de la double souveraineté de l'Empire et du royaume de France sur l'Alsace. Et vraiment, ils semblaient souhaiter que l'une des deux disparût, que les actes de Westphalie fussent en effet modifiés conformément aux prétentions germaniques. Une lettre de Francfort insérée au *Moniteur* (III, 4:6) vint avertir les Français : « il serait possible que les réclamations des princes donnassent lieu à la réunion de l'Alsace à l'empire d'Allemagne dont il fut détaché par ambition. » (5 février 1791.) Cette lettre publique était l'expression exacte du langage que tenaient les agents de la Prusse dans les petites cours allemandes.

Nul doute qu'à cette époque au delà du Rhin, comme en deçà, les politiques n'excitassent les passions populaires des deux nations pour les mettre aux prises et profiter de leur querelle. « Les décrets de la Révolution, disait Hertzberg, au roi de Prusse, le 9 mars 1791, infirment le titre de la France sur l'Alsace. »

Il faut convenir qu'au mois de mai 1791, au milieu de ces haines nationales, de ces convoitises des Français et des Allemands, éveillées, entretenues par les politiques, le rôle de l'Assemblée fut difficile. Par peur elle se livra aux audacieux qui lui rappelaient, pour défendre l'Alsace, l'énergie des ministres qui l'avaient conquise. Elle crut

imiter Richelieu et menaça l'Empereur dont l'alliance aurait pu l'aider à modérer les convoitises des princes allemands, à conserver l'Alsace. La politique est plus souvent affaire de circonstances que de tradition. Fidèles à la tradition du dix-septième siècle, comme tous leurs ancêtres, les Constituants compromirent l'avenir et leurs successeurs.

Au même moment, Louis XVI et sa femme, par une pratique qu'ils empruntaient également au passé, par des intrigues secrètes, allaient précipiter de leur côté la guerre, faisant, aux dépens de la France et de la royauté, le jeu de leurs adversaires.

Louis XVI avait, d'abord à contre-cœur, accepté la Révolution, puis fait assez franchement le sacrifice de son autorité absolue, se résignant à ce qu'il appelait «l'usurpation». Mais à partir de 1790, les réformes d'ordre religieux que l'Assemblée lui proposa : (14 avril) loi sur les biens et les salaires du clergé ; (12 juillet) constitution civile, troublèrent sa conscience de chrétien et le ramenèrent à la politique de résistance. Les reproches du pape achevèrent de le décider : il ne se résigna plus qu'en apparence, et dans l'espoir d'une revanche prochaine. Au premier acte d'énergie qu'on lui demanda (26 décembre 1790) pour forcer par le serment les évêques à consacrer les prélats élus en vertu de la Constitution, il marqua son impatience et le désir d'engager la lutte : « J'aimerais mieux être roi de Metz que de demeurer roi de France dans une condition pareille. Cela finira bientôt. »

Pour en finir, Louis XVI se rapprocha de ses courtisans absents, émigrés depuis 1789 avec l'intention d'organiser du dehors la lutte contre la Révolution. La plupart des hommes en effet qui avaient quitté la France aux premiers jours de l'émeute, n'étaient pas des victimes et des timides. C'étaient des mécontents, partis beaucoup moins pour fuir un péril que pour préparer plus à leur aise la revanche de l'ancien régime. « Ils n'ont alors, dit M. Sorel, qui les a définis à merveille, quitté la partie que pour la gagner plus sûrement : ils n'ont quitté la France que pour y rentrer en

maîtres ; ils n'ont laissé le champ libre à la Révolution que pour la prendre à revers et mieux l'anéantir. »

Tous intrigants de l'ancienne cour, les émigrés sont à la royauté ce que les politiques, les intrigants du parti républicain sont à l'Assemblée. Ils se considèrent comme l'avant-garde de la réaction royale, ainsi que les autres se proclament les champions de la liberté. On est suspect à leurs yeux de tiédeur, de lâcheté même si l'on n'émigre pas. Car l'émigration est une croisade. Et l'on manque à son devoir en ne la suivant pas. Résolus à ramener la France en arrière à toute force, ils sont les pires ennemis de la royauté, comme les républicains servent mal la Révolution, en la poussant trop vite en avant, et par la guerre également.

Jusqu'à la fin de 1790, Louis XVI s'est défié d'eux, de leurs conseils, de leurs audaces. La reine même a supplié Léopold, son frère, de ne pas les encourager. Et c'est le plus grand service que l'Empereur ait rendu à ses parents de France que de les écarter : l'intérêt de leur sûreté l'exigeait. D'ailleurs, le prétendu dévouement des émigrés à la cause royale n'était qu'un prétexte au rétablissement de leurs privilèges. Un certain nombre, pour revenir à l'ancien régime, aurait sacrifié la vie du roi. On comprend que Louis XVI ait longtemps refusé de les servir et de les imiter. Mais à la fin de 1790, les conseils de Marie-Antoinette l'amenèrent à intriguer comme eux contre la Révolution, à s'échapper de France pour la combattre. La fuite du roi qui se prépare dès lors, c'est aussi une émigration.

Depuis le début du règne, la reine avait sa politique, son *secret*, comme les maîtresses du roi sous le règne précédent. Turgot en a été la victime. Et ce ne fut qu'à force de prévoyance et de fermeté que Vergennes réussit, mieux que Choiseul en 1760, à disputer à l'intrigue de la reine la direction de la politique étrangère. Marie-Antoinette s'efforçait de servir l'Autriche. Elle le disait à sa mère : « c'était l'affaire la plus importante de sa vie. » La Révolution ruina un instant son crédit et son œuvre, mais bientôt elle lui fournit, quand le roi eut résolu de la combattre, l'occasion

de le diriger selon ses vues. « Le roi n'a qu'un homme, disait Mirabeau, c'est la reine. » Pressentant ses desseins et leur suite, Mirabeau avertit en vain Louis XVI de ne pas déclarer avec l'étranger la guerre aux Français, de ne pas fuir avec des proscrits, de ne pas devenir un proscrit lui-même. Au mois d'octobre, l'émigration de la famille royale était décidée, le secret de la reine formé.

Ce secret avait pour agents à l'intérieur Fersen, chargé de régler le départ de la cour à Paris; Bouillé, commandant des Trois Evêchés, qui promettait de la recueillir à Metz. La politique étrangère était confiée à un des anciens serviteurs de la diplomatie secrète, le marquis de Breteuil. Le 26 novembre, Louis XVI lui donnait une commission officielle : « J'approuve tout ce que vous ferez pour arriver au rétablissement de ma couronne et au bonheur de mes peuples. » La reine avait dicté, le roi signé. L'influence de Marie-Antoinette augmentait chaque jour. Louis XVI hésitant, inerte, se laissait conduire, assez incapable de sentir la gravité des projets qu'il approuvait. Il n'était pas encore question d'appeler en France les armées étrangères : « nous ne demandons à aucune puissance de faire entrer leurs troupes dans ce pays-ci. » On sollicitait seulement leur appui éventuel, dans le cas où le roi, entouré des troupes et des émigrés, serait vaincu et exposé. Tandis que la reine rassurait Louis XVI par ces réserves, elle l'entraînait au nom de la religion menacée. « C'est la religion qu'il faut mettre en avant. » Elle lui faisait accepter l'idée d'abandonner son royaume pour une croisade.

Ainsi peu à peu Louis XVI, comme son peuple, s'acheminait à la guerre, séduit comme lui par des intrigues qui la lui présentaient comme un devoir. D'une part la guerre et la croisade des peuples, de l'autre, selon les expressions de Marie-Antoinette, « la cause des rois » et la religion. Prétextes d'ailleurs dont se servaient les intrigants, partisans de la République ou de l'ancien régime, apôtres de la guerre pour les mêmes raisons. Le plus grave fut que l'intrigue de la reine acheva de se former aux dépens de

l'unité nationale que les républicains s'efforçaient de présenter aux Constituants comme menacée. On connut alors à Paris et dans l'Assemblée, par une lettre de Mercy interceptée, les conditions que l'Europe entendait faire à la royauté française, le prix onéreux de son concours. L'Espagne demandait la Navarre, le Piémont, la frontière du Var, l'Angleterre des colonies, l'Autriche se réservait l'Alsace. C'était un vrai démembrement, auquel en mai 1791 Louis XVI et ses agents finirent par donner les mains, fournissant ainsi au parti républicain l'argument le plus fort qu'il pût souhaiter. Puisque la guerre se préparait contre la France avec la complicité de la reine et du roi, ne valait-il pas mieux prévenir l'attaque par une vigoureuse offensive que de l'attendre, et combattre au profit de la République gardienne de l'unité nationale?

La fuite du roi à Varennes (20 juin 1791), qui devait être le premier acte du secret de la reine, interrompit l'intrigue par un dénouement inattendu. Mais elle la découvrit au public. Cette tentative fit de Louis XVI un de ces émigrés dont la nation connaissait les desseins. On se crut perdu en le voyant partir pour la frontière, sauvé quand on le sut arrêté. Le crédit des hommes qui prêchaient à la Révolution la guerre à l'Europe et à la royauté s'accrut singulièrement, depuis le moment où les rois eurent l'air en effet de se liguer contre la nation.

C'est alors que parut la fameuse déclaration de Pillnitz. (27 août 1791.) Elle sembla la proclamation officielle d'une ligue des souverains unis pour la ruine de la Révolution et de la France. En réalité, elle n'était rien moins que cela. L'Empereur d'Allemagne avait bien pensé, en apprenant le malheur de la famille royale, à solliciter le concours des puissances. Son ministre Kaunitz, le 17 juillet, s'était adressé contre les rebelles de Paris à toutes les cours, de Londres, de Pétersbourg, de Madrid. Le 25 juillet, Léopold faisait alliance avec le roi de Prusse; il concluait la paix avec les Turcs à Sistowa, le 5 août, pour être libre. Mais il était, malgré cette précipitation, résolu à n'agir que si l'An-

gleterre, seule capable de surveiller pendant cette crise la Russie, se joignait à lui. « Sans son aveu, rien ne se fera, » écrivait à Marie-Antoinette Mercy, qui connaissait bien les secrets de la cour de Vienne. L'Angleterre refusa obstinément : il ne resta plus dès lors aux souverains allemands, qui avaient jeté les bases de la coalition, qu'à replier leur bannière déjà déployée. Se rencontrant à Pillnitz, près de Dresde, ils s'accordèrent sur la nécessité d'une retraite, et sur l'utilité de la masquer par des bravades diplomatiques. Ils rédigèrent une déclaration de combat contre la Révolution, en stipulant avec soin que le combat commencerait « alors seulement et en cas que toutes les puissances sentiraient la nécessité de secourir Louis XVI ». Dans cet acte célèbre, la réserve à elle seule avait plus de valeur que tout le texte : « *Alors et dans ce cas*, disait Léopold, sont pour moi la loi et les prophètes. — Si l'Angleterre nous fait défaut, le cas n'existe pas. » La ligue des souverains n'était plus qu'une entente éventuelle subordonnée à l'accession très peu probable d'un seul d'entre eux : « L'ardeur des rois allemands se réduisait à une auguste comédie. »

Louis XVI et sa femme n'en furent pas dupes. Elle les découragea au moins autant que leur tentative de fuite avortée. « La poltronnerie du roi Louis XVI nous tirera d'affaire, » écrivait Kaunitz, escomptant l'effet de cet abandon. Et de fait, trois semaines après, Louis XVI, conseillé par sa femme qui, un peu tard, songeait à l'avenir de son fils, acceptait la Constitution (13 septembre 1791). A Vienne, son beau-frère, trop heureux de ce dénouement qui le « tirait d'un mauvais pas », se prononçait énergiquement pour la paix.

Et pourtant les Français, émigrés ou républicains, préparaient la guerre plus que jamais. Commentée par l'entourage du comte d'Artois qui prenait ses rêves pour des réalités et voulait tout brouiller, la déclaration de Pillnitz parut une menace, un défi, l'acte d'union officielle de souverains dont elle trahissait pourtant les hésitations, l'impuissance à se mettre d'accord. Bien peu de Français

alors la lurent; la plupart ne la connurent que par le commentaire intéressé qu'en donnèrent les princes dans leur lettre du 23 septembre. La capitulation de Louis XVI et de sa femme ne leur suffit point, du moment que les émigrés et les puissances semblaient la désavouer. « C'est dans l'esprit des émigrés que la France lut la déclaration de Pillnitz et la comprit. Devant leur glose véhémente, que devenaient les savantes réticences du texte? Le public français prit cette déclaration, non pour ce qu'elle était, un expédient de chancellerie, mais pour ce que la lui donna le parti qui s'en réclamait » (Sorel). L'histoire même s'y est longtemps trompée : dans cette déclaration elle a vu le manifeste certain de la guerre déclarée par les royautés à la Révolution française. Elle ne la considère plus aujourd'hui que comme une arme, et comme l'argument suprême dont se servirent les partis extrêmes pour déterminer cette Révolution à la guerre.

Le 14 septembre, avant de se séparer, la Constituante décidait la conquête d'Avignon. Elle prenait l'offensive : « La France, écrivait Mercy, va être en état de guerre contre tous les gouvernements. Elle les menacera sans cesse d'insurrections, et ces insurrections conduiront à la conquête. Pour la prochaine législature, telle qu'elle est composée, des mesures incendiaires paraîtront la chose du monde la plus simple. »

Les élections à l'Assemblée législative se firent en effet au mois d'août, sous le coup des événements de Varennes, de la trahison royale et des menaces des émigrés. Elles devaient être favorables au parti qui, depuis un an, réclamait la guerre contre la royauté, contre l'Europe, aux amis de Brissot, véritable chef d'une majorité composée au même titre de Girondins nouveaux venus et de futurs montagnards, Marat, Danton, Sieyès, Robespierre. Au moment où Thouret dit à Louis XVI : « Sire, Votre Majesté a fini la Révolution, » cette majorité en préparait une autre, contre la cour perfide, et par une guerre nécessaire. On le vit à la façon dont au premier jour les

Girondins se précipitèrent au comité diplomatique : cinquante-trois candidats se disputèrent les douze places de ce conseil qui devait décider de la paix ou de la guerre. Et comme Brissot passa, le 16 octobre 1791, en tête de la liste qui comptait Koch, Lemontey et Gensonné, on put prévoir déjà ses décisions.

Elles eurent surtout le caractère d'une réponse directe à la déclaration de Pillnitz. Aux menaces des émigrés et des souverains allemands qui semblaient unis contre la nation, les Girondins ripostèrent par des menaces qui les atteignaient au milieu de leur prétendu complot. Tandis que l'Assemblée ordonnait, le 31 octobre, à Monsieur de rentrer en France, que le 9 novembre elle déclarait suspects et coupables de haute trahison les émigrés qui ne seraient pas rentrés le 1er janvier 1792, Brissot appelait les vengeances de la nation sur les princes qui favorisaient leurs intrigues : « Les Anglais autrefois ne s'amusaient pas à faire de petites lois sur l'émigration. Ils ordonnèrent aux étrangers de chasser les Stuart de leurs États. Il faut menacer l'Europe. » Brissot ne se contentait pas de parler ainsi le 20 octobre, il agissait : le 22 novembre, au nom du comité diplomatique, Koch somma les princes allemands de disperser les rassemblements d'émigrés, et bientôt, le 29, le roi est mis en demeure, s'ils s'y refusent, de les y obliger au risque d'une guerre avec l'Empire : « Dites aux puissances étrangères que nous garderons religieusement le serment de ne faire aucune conquête, que nous respecterons leur loi, leur constitution, mais que nous voulons que la nôtre soit respectée. Dites-leur que si les princes d'Allemagne continuent de favoriser des préparatifs contre la France, nous porterons chez eux, non le fer et la flamme, mais la liberté : c'est à eux de calculer quelles peuvent être les suites du réveil des nations. »

C'est en vain que, par un souci visible des transitions nécessaires, la nouvelle Assemblée parle encore le langage désintéressé de la précédente et paraît encore préférer la défensive. Dans le ton général, et dans la dernière

phrase de cette adresse au roi, on peut mesurer le progrès des idées et de l'influence de Brissot. La Législative a adopté son programme d'une croisade républicaine qui renversera les trônes et celui de Louis XVI tout le premier. Elle ordonnait l'impression d'un discours où Isnard formula ce programme, le 29 novembre 1791, en termes éloquents et menaçants pour l'Europe et Louis XVI : « Parlons aux ministres, au roi avec la fermeté qui nous convient. Disons à nos ministres que la nation n'est pas satisfaite d'eux, que par le mot de responsabilité nous entendons la mort. » On croirait déjà entendre Danton. « Disons à l'Europe que si les cabinets engagent les rois dans une guerre contre les peuples, nous engagerons les peuples dans une guerre contre les tyrans. Alors les peuples s'embrasseront à la face des tyrans détrônés, de la terre consolée et du ciel satisfait. » Un mois après, l'Assemblée confiait à Condorcet le soin de conclure : il le fit dans la forme philosophique et presque religieuse qui convenait à la propagande et pouvait déguiser les motifs secrets et véritables de cette prise d'armes : « La nation française se contentera d'avoir reconquis les droits de la nature. »

Les raisons véritables du parti de la guerre, Brissot se réservait de les dévoiler cinq mois plus tard, lorsqu'il disait : « Bien avant l'entrée de Dumouriez au ministère, j'avais prouvé que la guerre était le seul moyen de déjouer les perfidies de Louis XVI. » Par ses conseils et son crédit, la Législative acceptait et souhaitait un conflit européen, comme l'unique moyen de détrôner le roi.

Et alors, comme au début de l'année, la royauté se reprit à souhaiter ce conflit pour se débarrasser des Assemblées. Cette fois son ministère lui-même, moins perspicace que Mirabeau, les Feuillants, Narbonne, Biron et Talleyrand l'y encourageaient. Jeunes, actifs, ambitieux ils espéraient sauver la royauté par une guerre et s'en faire un mérite. Narbonne avait trente-six ans, mais à cet âge déjà il avait trop appartenu à la cour pour se dégager des habitudes d'intrigue qui en étaient au dix-huitième siècle le vice prin-

cipal. Talleyrand, plus jeune encore, trouvait bons tous les moyens de parvenir. « Il avait embrassé la carrière de l'ambition. » Par leurs soins, un nouveau secret se forma autour du trône en vue d'une guerre avec l'Allemagne, populaire et peut-être heureuse si l'on était assuré de la neutralité de la Prusse et de l'Angleterre. Custine, un plus jeune homme encore, fut envoyé au duc de Brunswick très influent à Berlin. Pour décider la cour de Londres, on n'hésita pas à lui offrir les débris de notre empire colonial, Tabago, l'île de France et Bourbon. Talleyrand fut chargé de passer la Manche ces cadeaux en poche, tandis que, resté à Paris, Narbonne préparait la guerre au gré des Girondins, mais pour les ruiner.

Enfin, brochant sur le tout, Marie-Antoinette travaillait de nouveau les cours étrangères : « On ne peut différer, écrivait-elle à son frère à Vienne. Voilà le moment de nous servir. » Elle sollicitait Gustave III, Catherine II, le roi de Prusse de donner à son mari les moyens de prévenir le mal qui menaçait les autres États. Ses agents, Fersen, Breteuil intriguaient dans toute l'Europe, et Louis XVI, le 14 décembre 1791, n'hésitait pas à souhaiter la confusion de toutes choses en France et sur les frontières pour devenir comme le sauveur de cette nation dont dépendait son propre salut. « Il est clair, disait-il, pour toute personne qui marche sur deux pieds qu'intérieurement je ne puis approuver la Révolution et la Constitution absurde qui me met au-dessous du roi de Pologne. Il faut que j'aie l'air de m'y livrer franchement et que ma conduite soit telle que dans le malheur la nation ne voie de ressources qu'à se jeter dans mes bras. »

Jamais guerre ne fut plus ardemment souhaitée que celle que les Français préparaient au début de 1792. Tous les partis, l'Assemblée, le gouvernement, la nation plaçaient en elle leurs espérances. Seul le ministère des affaires étrangères, de Lessart, s'efforçait encore de l'écarter. Il envoya de Ségur à Berlin, pour décider la Prusse à ne pas attaquer la France, pour convaincre les autres princes alle-

mands d'accepter des indemnités. Il donna la même commission à Barbé-Marbois auprès de la Bavière, à Noailles auprès de la cour de Vienne. Mais à l'étranger sa diplomatie demeurait impuissante, combattue par les agents de Narbonne ou par ceux de la reine. A Paris, elle se heurtait au comité diplomatique et aux intrigues de la Gironde..

Ce qui frappe le plus dans les origines de cette guerre aujourd'hui bien connues, c'est leur analogie avec les débuts des guerres au dix-huitième siècle. On se croirait à la veille de la guerre de Sept ans, au milieu de toutes ces intrigues qui se croisent à travers l'Europe pour servir à Paris les ambitions des différents partis, secret de Brissot. secret de Narbonne, secret de la reine et du roi. La politique étrangère, subordonnée depuis longtemps aux intrigues de cour, n'est plus celle de la France, mais des factions qui se la disputent. Elle est agressive, parce que dans le désordre de la guerre, royalistes et républicains comptent faire leur profit, quoique la paix soit pour le pays une nécessité et presque un devoir. C'est en vain qu'on invoque les grands souvenirs des politiques qui la comprenaient autrement, les traditions d'Henri IV et de Richelieu, uniquement formées pour le bien du royaume. Ce sont les défaillances de Louis XV et de ses courtisans qui menacent encore la France dans cette crise décisive.

Les politiques de l'Europe, et le chef de l'Empire particulièrement exposé aux provocations de l'Assemblée législative ne s'y trompèrent pas. Ils se réjouissaient de voir la France tombée si bas : ils ne souhaitaient pas cette guerre qui pouvait permettre à la royauté ou à la République de la relever par des victoires. La paix leur semblait une garantie de la durée de cette anarchie, cette anarchie une garantie de notre faiblesse. Léopold Ier échangeait ces vues et ces espérances avec le roi de Prusse; il les consignait dans le protocole du traité de Berlin, 17 janvier 1792 : « Il ne s'agit pas de faire une guerre à la France, de prodiguer notre or et notre sang pour la remettre dans son ancien état de puissance. » Les mêmes calculs, à la même date,

déterminaient le cabinet de Londres à la plus stricte neutralité. « La paix est encore entre nos mains, » concluaient nos ambassadeurs à l'étranger. C'est la conclusion même qui s'impose à l'histoire, plus éclairée que ne l'étaient nos pères, par des documents authentiques. Se croyant menacés par les rois de l'Europe, et désignés pour soulever les peuples contre eux, les Français par crainte, tradition et fanatisme de propagande, voulurent la guerre et se livrèrent aux partis qui la préparaient depuis 1791.

Au printemps de 1792 les Girondins prirent décidément l'offensive. Pour entraîner la nation tout entière, ils réveillèrent les souvenirs anciens des guerres contre l'Autriche. Gensonné blâma l'alliance antinaturelle avec les Habsbourg qui, depuis Choiseul, avait placé Marie-Antoinette sur le trône de France. Appuyé par Narbonne, Isnard demandait avec instance la guerre à l'Allemagne : et c'était déjà la lui déclarer que de sommer l'Empereur de s'expliquer avant le mois de mars. « La rupture de l'alliance est aussi nécessaire que la prise de la Bastille, » dit un membre du comité diplomatique. « Passons le Rhin », conclut Anacharsis Clootz.

Alors, la France est prête à courir aux armes, pour une guerre contre l'Autriche dont la tradition fait presque une guerre sacrée, dont la Révolution en outre fera une croisade. Le goût des entreprises militaires la porte à cette prise d'armes. « La nation veut la guerre, dit un étranger bon observateur. L'esprit du pays a toujours été guerrier. » Par là, les Français se détournent de la Révolution, croyant de bonne foi la servir hors de leurs frontières. Le souci de leur défense, la fièvre de la conquête les occuperont souvent dans cette crise où elle se précipite, plus que la tâche de leur reconstitution intérieure. Et avec les intrigants qui les ont conduits à leur insu, déjà paraît l'influence des chefs militaires. Dumouriez commence cette guerre que Bonaparte conclura. La politique étrangère décide des destinées de la Révolution française, politique d'intrigues, de traditions et de sentiments, funeste

à la nation, le plus triste legs que la France de l'ancien régime ait fait à la France nouvelle.

BIBLIOGRAPHIE

SOREL. *L'Europe et la Révolution française*, tome II, livres II et III.

DE SYBEL. *Histoire de l'Europe pendant la Révolution française*, tome Ier. — Aux ouvrages cités dans le chapitre Ier qui pour la plus grande partie sont utiles pour celui-ci, ajouter :

LA ROCHETERIE. *Marie-Antoinette et l'émigration* (*Correspondant*, tome XCVIII).

FLAMMERMONT. *Négociations secrètes de Louis XVI et du baron de Breteuil.* Paris, 1885.

FEUILLET DE CONCHES. *Louis XVI et Marie-Antoinette.* Paris, 1860-1872, 6 vol.

TOURNEUX. *Marie-Antoinette devant l'histoire.* Paris, 1895.

FORNERON. *Histoire générale des émigrés.* Paris, 1884, tome Ier, in-8°.

André LEBON. *L'Angleterre et l'Emigration.* Paris, 1882, in-8°.

VILLEMAIN. *Souvenirs contemporains* (M. de Narbonne). Paris, 1856.

LYTTON BULVER. *Talleyrand*, trad. Perrot. Paris, 1868, in-8°.

KLINCKOVSTRÖM. *Le comte de Fersen et la cour de France.* Paris, 1877, in-8°.

L. VON RANKE. *Ursprung und Beginn der Revolutionkriege*, 1791-1792. Leipzig, 1879, in-8°.

Aux documents précédents, ajouter :

ARNETH et GEFFROY. *Correspondance secrète entre Marie-Thérèse, Mercy Argenteau et Marie-Antoinette*, 3 vol. Paris, 1874.

MALLET DU PAN. *Correspondance et mémoires*, tome Ier, 2 vol. 1851.

DE GUILHIERMY. *Papiers d'un émigré.* Paris, 1886.

PINGAUD. *Correspondance intime du comte de Vaudreuil avec le comte d'Artois.* Paris, 1889, 2 vol.

MALOUET. *Mémoires.* Paris, 1868, 2 vol.

CONTADES. *Souvenirs.* Paris, 1886.

MONITEUR, tomes IX et X.

MERCY ARGENTEAU. *Briefe an den ausserordentlichen Gesandten zu London, Graf Louis Starenberg* (décembre 1791-avril 1794). Turin, 1885.

III

LA GUERRE DE 1792

LA DÉCLARATION DE GUERRE

Un changement de règne en Autriche décida la guerre entre la France et l'Allemagne, au gré des Français. L'empereur Léopold Ier préférait les laisser en paix « se dégrader » : il mourut, et son successeur François II (1er mars) ne voulut plus imiter sa réserve. A un nouvel ultimatum de la France (27 mars) reçu le 4 avril, il répondit le 13 que ces provocations « lui donnaient l'occasion, le droit d'une intervention. » Il s'était mis d'accord avec les princes allemands, le roi de Prusse surtout, pour défendre contre l'éternel agresseur de l'Allemagne « la chère et commune patrie. » Le 18 et le 20 avril, le conseil du Roi et l'Assemblée, à Paris, déclaraient la guerre à l'Autriche et à l'Empire.

Ce n'était pas encore un défi général de la Révolution française à l'Europe ; c'était un combat de frontières entre Français et Allemands, même moins encore dans la pensée des Français, la suite naturelle et nécessaire du duel engagé entre leur nation et les Habsbourg. « Ce fut, dit très justement un historien allemand, moins un conflit pour les rives du Rhin qu'une sorte de guerre de la Succession d'Espagne où la France et l'Autriche se disputèrent la possession de la Belgique, du Luxembourg et l'influence en Italie. »

On ne saurait mieux définir cette crise de la fin du dix-

huitième siècle que de la rapprocher de celle qui ouvrit le siècle par une série de désastres inutiles. Préparées par des intrigues analogues, de cour ou de partis, soutenues par la tradition des frontières naturelles et l'esprit militaire de la nation, elles eurent pour effet, toutes deux, la ruine et le démembrement de la monarchie impériale. En vain dans le courant du siècle des politiques, comme Choiseul ou Vergennes, avaient démontré l'inutilité, le danger de cette haine séculaire, et corrigé la politique française de cette illusion. A la leçon qu'ils avaient donnée, les Français préféraient celle qu'avaient paru leur laisser comme une règle invariable de conduite Henri IV, Richelieu et Mazarin, la conquête des frontières naturelles sur les héritiers de Charles-Quint. Leurs maîtres en politique, au dix-huitième siècle, ne leur ont d'ailleurs pas appris autre chose.

Rousseau blâme en principe les violences des conquérants et paraît d'accord avec Vergennes pour déclarer que « c'est par une sage police et des établissements utiles qu'un prince augmente les forces de ses Etats ». Mais il ajoute que l'ordre politique qui a constitué la nation française entre les Alpes, le Rhin, la mer ou les Pyrénées est l'ouvrage de la nature elle-même, et doit à ce titre se maintenir ou s'achever. Ses élèves reprennent et formulent au nom de la philosophie naturelle cet axiome. Mably considère la maison d'Autriche comme l'ennemie nationale, puisqu'elle a dépouillé la France de ce qui lui appartient en droit; Raynal invoque les souvenirs de Richelieu, vainqueur des Habsbourg, le gardien des titres naturels de la France et de l'Europe. « C'est ainsi qu'eût parlé aux tyrans Richelieu que tous les citoyens doivent haïr en ce qu'il fut un meurtrier sanguinaire, mais que la nation et l'Etat doivent honorer comme ministre, parce que, le premier, il avertit la France de sa dignité et lui donna dans l'Europe le ton qui convenait à sa puissance. »

Voltaire et ses imitateurs complètent cet enseignement par ce qu'ils pensent et disent de la Prusse. Ils vantent son

roi dont ils feraient volontiers le Louis XIV du dix-huitième siècle, ses institutions d'Etat qui l'ont mise en mesure de vaincre et de dépouiller l'Autriche. Ils admirent la prodigieuse fortune de cet électorat de Brandebourg, dont la politique française a soutenu les premiers pas et employé l'alliance contre les prétentions alors redoutables des Habsbourg. Par leurs éloges, ils masquent à leurs concitoyens les trahisons de Frédéric II, les ambitions dangereuses de la puissance prussienne. A Paris l'on ne fait pas de différence entre les princes Hohenzollern qui commencent à prétendre à l'hégémonie de l'Allemagne, et leurs prédécesseurs qui sollicitaient humblement, au temps de Richelieu, les subsides et l'amitié de la France. On les souhaiterait même plus forts, plus grands, pour diminuer l'Empereur. « Pour le bien de l'Europe, il faut, dit Mably, désirer que la puissance prussienne se soutienne. » Rivarol ajoute, pour expliquer ce vœu : « Fortifier la Prusse, c'est travailler à réduire l'Autriche. Ses victoires sont les gages de notre sûreté. » La haine des Habsbourg oblige à servir les Hohenzollern. La tradition mal comprise du grand siècle, le crédit de Frédéric II auprès des philosophes font de l'alliance prussienne un dogme et un devoir, au même titre que le combat contre l'Autriche, que la poursuite des frontières naturelles.

Au début de cette nouvelle guerre, calquée sur celles du passé et contraire à l'intérêt présent de la nation, l'autorité de Dumouriez est venue de ce qu'il s'est présenté aux Français comme le champion de cette politique traditionnelle. Son entrée au ministère a eu d'autres causes. Narbonne était suspect à la cour, de Lessart son collègue, à l'Assemblée et aux Girondins. Marie-Antoinette exigea, contre l'Assemblée, le départ de l'un ; contre elle, les républicains décrétèrent l'autre d'accusation. Le 10 mars 1792, il n'y avait plus de ministère feuillant. Dans l'état de conflit où se trouvaient le roi et l'Assemblée, il était malaisé de le remplacer par des hommes également agréables aux deux partis. Le choix d'un ministre des affaires étrangères à la veille d'une

guerre qu'escomptaient les factions rivales paraissait surtout impossible. Il fallait un très habile homme pour ce rôle : Dumouriez le sollicita et l'obtint. Fils d'un commissaire des guerres sans fortune, pour parvenir il avait beaucoup intrigué en Corse, en Portugal, en Pologne où la diplomatie secrète l'employa. Son habileté, qui ne lui avait encore rapporté que le poste de gouverneur de Cherbourg, attendait une occasion; son ambition, des emplois plus élevés. La Révolution, les intrigues des partis, la guerre que ces intrigues avaient formée les lui offraient : nul n'était plus apte à satisfaire tout le monde en ne servant que sa propre fortune. Associé par Gensonné aux projets de Brissot et des Girondins, il persuadait à la cour, par l'intendant Laporte. dépositaire de ses secrets, qu'il se liait aux républicains pour les tromper. Il jouait de la Révolution comme de Retz de la Fronde. « Il fut l'homme unique dans une situation où des intrigants seuls pouvaient réussir. »

Mais il fut aussi l'homme de la tradition. Dans la guerre de Sept ans où il servait contre Frédéric II, comme beaucoup d'officiers français, il avait fait des vœux pour la Prusse. Réformé en 1763, par haine de l'Autriche il s'était lié avec Favier, le grand théoricien de la diplomatie secrète. En 1790, il était allé aux Pays-Bas, avec l'espoir de les enlever aux Habsbourg. Fidèle admirateur du passé de la France, il n'eut pas à rendre compte du sien pour être investi de la confiance de la nation immédiatement. Il lui suffit, pour être populaire, d'avoir formé un plan d'attaque contre l'Autriche, conçu selon toutes les règles des guerres du dix-septième siècle.

Se tenir sur une exacte défensive partout où des montagnes comme les Alpes, les Pyrénées, la mer ou une rivière comme le Rhin présentaient des barrières naturelles et porter la guerre ailleurs, pour prendre la Savoie et les Pays-Bas jusqu'au Rhin, ce n'était pas une conception très originale. C'était le programme depuis longtemps classique des opérations de la France en Italie et en Belgique, l'offensive habituelle pour l'acquisition des frontières naturelles.

Les projets diplomatiques de Dumouriez n'étaient pas plus originaux. Ses négociations avaient pour objet d'isoler l'Autriche : en Allemagne, par l'alliance ordinaire avec la Prusse; en Italie, par des traités avec la Sardaigne; en Europe, par une entente avec les puissances maritimes. Le 10 et le 24 août 1791, Custine avait été envoyé à la cour de Prusse, « notre chère alliée »; Caillard auprès des cours allemandes à qui l'on promettait de sauver « la liberté germanique »; Semonville au roi de Sardaigne pour lui offrir le Milanais (mars-avril 1792). Ce programme n'était pas difficile à imaginer : il est vrai que Dumouriez aurait eu un rare mérite à le réaliser dans un temps où la Prusse, beaucoup plus que l'Autriche, souhaitait avec ardeur la guerre et groupait contre la France les haines et les ambitions de l'Allemagne. Peut-être ignorait-il cette situation et le danger de compter sur l'Allemagne désormais contre l'Autriche.

Ce qu'il ne pouvait ignorer, c'était la volonté à jamais arrêtée de l'Angleterre et de la Hollande de ne laisser à aucun prix les Pays-Bas à la France, règle aussi classique pour ces deux nations que l'était pour la nôtre le principe d'étendre nos frontières jusqu'au Rhin. Dumouriez examina longuement, dans deux mémoires, cet obstacle pour le tourner. Au mois d'avril 1792, il prit sa décision, et adjoignit à Chauvelin, ambassadeur en titre à Londres, Talleyrand, le seul homme qu'il jugeât capable, quoiqu'il le redoutât, de traiter avec adresse une matière aussi délicate. Il le chargeait à la fois de rassurer les Anglais sur l'objet de notre invasion en Flandre qui ne serait pas l'annexion, mais l'émancipation d'un peuple libre, et de les tenter par l'offre de nouvelles colonies, Tabago ou les Indes espagnoles. Sur ce point d'ailleurs, comme pour ses projets de diversion en Allemagne, Dumouriez payait d'audace : il n'attendit pas le résultat de ses avances à l'Angleterre pour risquer l'entreprise. Ne suffisait-il pas qu'elle fût conforme à toutes celles qui, au dix-septième siècle, avaient fortifié l'unité française pour que son auteur

parût appelé aux destinées de Richelieu? Personne ne se souvenait plus de Belle-Isle, de ses projets ruineux, de ses espérances détruites par la politique prussienne, de nos colonies perdues pour des victoires éphémères en Flandre. Et pourtant c'était Belle-Isle et non Richelieu que Dumouriez allait recommencer. La guerre ne durait pas depuis huit jours que l'analogie se marquait par des désastres qui rappelaient les plus mauvais jours du règne de Louis XV.

Le 28 avril, les troupes du général Dillon, cantonnées à Tournai, s'enfuyaient devant un ennemi imaginaire, blessaient à mort leur chef, entraînaient le peuple dans leur panique et leur révolte. Puis, c'était à Quiévrain, un autre émoi qui faillit coûter la vie à Biron. L'armée, que la Constituante n'avait pas eu le temps de remanier, était un pêle-mêle de troupes de ligne et de volontaires sans cohésion, sans tenue, ni discipline. Les vieilles troupes désertaient, à l'exemple des officiers qui trouvaient la frontière propice à l'émigration. « Dans six semaines, les Autrichiens seront à Paris, » disait Luckner. Ce mercenaire bavarois, pusillanime et médiocre, ne s'en troublait pas autrement. Ses collègues français, Lafayette, Rochambeau, et plus tard Dumouriez, ne paraissaient pas plus que lui pénétrés des devoirs et de la responsabilité du commandement. Ces officiers généraux, connus dans la guerre de Sept ans, regardaient plus volontiers à Paris qu'au delà des frontières dont l'ennemi s'approchait, attendant leur pardon ou leur fortune du gouvernement, plutôt que l'arrivée de l'ennemi. Le ministère enfin, incapable d'organiser la victoire, indulgent aux rapines des fournisseurs, ignorant les mouvements de ses armées et l'état de ses forteresses, s'organisait déjà pour la défaite, et se préparait à concentrer à Châlons les armées battues pour défendre la capitale. On avait promis à la France des frontières nouvelles : en deux mois elle perdait celles que deux siècles d'efforts patients lui avait constituées.

Et d'alliances, pas plus de traces que de conquêtes. Dès le début de mai, Custine était éconduit par le gouvernement

prussien. Le roi de Prusse, ses courtisans et ses maîtresses se montraient plus violents qu'aucune cour d'Europe contre la Révolution. Ses ministres calculaient les avantages d'un démembrement de la France, d'un nouveau partage de la Pologne. Ce qu'ils souhaitaient le plus, c'était un bouleversement de l'Europe, par conséquent, la participation de toutes les puissances à cette guerre que Dumouriez espérait, avec leur concours, limiter au duel de l'Autriche et de la France. Ils trouvaient Catherine II préparée à leurs projets, plus disposée qu'eux-mêmes à précipiter les événements sur le Rhin pour avoir les mains libres en Pologne. Ils séduisaient l'Autriche par l'offre de la Bavière. Contre la France, en un mot, et la Pologne leur ancienne victime, les successeurs de Frédéric II organisaient, du 25 mai au mois de juin, une triple alliance analogue à celle de 1770, fondée sur la communauté des convoitises et le droit du plus fort, sans souci des principes, des engagements passés et des complications à venir. Sans doute, pour justifier et cimenter cette coalition, ils invoquaient « l'honneur des couronnes », mais au même titre que Frédéric II, en Pologne, les intérêts de la religion Nul plus que Frédéric-Guillaume II ne contribua, par tempérament et par politique, à donner à cette coalition la forme d'une croisade monarchique. Il ne lui déplaisait pas d'avoir à son service, avec les princes et ces alliances, les apparences et la puissance morale du droit. Mais quelle déception pour les Français d'avoir ainsi pour premier ennemi, pour adversaire irréconciliable le successeur des électeurs de Brandebourg, le neveu du prince qui attirait à sa cour les philosophes !

La libre Angleterre, la Hollande républicaine leur préparaient une déception semblable. Elles attendaient, dans une attitude de réserve menaçante, que la Révolution justifiât par des actes ses promesses de ne faire ni propagande, ni conquête sur les Belges. Elles se refusaient jusque-là à rien déclarer de leurs desseins. On pouvait craindre que le moindre mouvement en Flandre ne déterminât leur adhésion à la ligue des puissances continentales. De Londres, Talleyrand en

donna avis dès le mois de juin. Il signalait les inquiétudes des Hollandais, prêts à nous attaquer, au premier signal d'une intervention en Flandre, et l'intention bien arrêtée chez les Anglais de soutenir leurs attaques. Dumouriez était clairement instruit : il devait choisir entre les Pays-Bas et une guerre générale.

Il ne le pouvait plus, sans avoir l'air de déserter la cause nationale qu'il avait promis de faire triompher. Il préféra abandonner son poste de ministre des affaires étrangères. Il fit, le 20 juin 1792, un dernier effort diplomatique, un essai d'alliance turque, cette ressource bien usée de la politique française contre l'Autriche. Le 12 juin, il avait donné l'ordre à Semonville d'aller à Constantinople, de déterminer le sultan à reprendre la guerre contre la Russie et l'Empire, en lui promettant le concours traditionnel, mais problématique, de la Hongrie, de la Pologne et de la Suède. Puis, pour se dégager d'une situation qui le réduisait à de pareils moyens, Dumouriez aidait Louis XVI à renverser le ministère girondin, et, masquant sa retraite par un acte de courage, il prenait, dans le nouveau ministère, la responsabilité et la conduite de la guerre.

S'il avait cru réparer le mal qu'il avait fait en la déclarant, il fut vite désabusé. Son désir peut-être sincère d'organiser la défense l'amena à faire sur l'état des armées et de la discipline, sur la situation intérieure, des déclarations que l'histoire a enregistrées, mais qui irritèrent l'Assemblée sans la convaincre. Son discours du 15 juin 1792 justifia trop tard la prophétie de Mirabeau : « Nous subirons tous les malheurs, si nous n'avons pas un gouvernement actif et une législation ferme. » A cette date, le malheur était trop certain et trop proche, pour que Dumouriez eût le droit d'en tirer une leçon à l'adresse de ses anciens associés. La majorité le lui fit comprendre. Il le sentit aussi, et, toujours habile, le soir même, il échangeait le ministère contre le commandement d'une armée. Il demandait même un poste d'avant-garde qui lui fournît l'occasion de se signaler.

Les Girondins n'avaient pas la même ressource et sentaient peser sur leur parti les mêmes menaces. La lettre de Lafayette du 18 juin, lue à l'Assemblée, fut contre eux un acte véritable d'accusation, d'autant plus grave que la majorité composée ce jour-là de la droite et du centre l'enregistra, en décréta l'impression. Par la force des choses, l'intrigue qui, de leur part, avait formé cette guerre, si peu semblable par ses suites aux souvenirs glorieux qui l'avaient rendue d'abord populaire, apparaissait : dans le trouble produit par les premiers revers, les intrigants se découvraient. Pour conjurer l'orage, ils le détournèrent sur le roi, aussi coupable qu'eux assurément. Depuis la fin de mai, ils dénonçaient le « secret de la reine », « le comité autrichien ». Ils ne ménageaient pas leurs efforts pour découvrir à leur tour l'intrigue royale, et justifier la leur aux yeux de la nation.

Louis XVI sentait bien le danger de cette tactique : en préparant avec Montmorin et Mallet du Pan un programme et un manifeste, il leur recommandait tardivement de rassurer « les Français qui craignaient le démembrement de la France, la vengeance des émigrés et l'influence des puissances étrangères sur notre gouvernement ». Le 20 juin, les Girondins crurent la nation assez excitée contre le roi, et leurs propres affaires assez compromises pour lancer l'émeute contre l'Assemblée qui les accusait et la famille royale qu'ils voulaient perdre pour se sauver. Ils donnèrent à leur violence un prétexte patriotique, la nécessité de vaincre la résistance du roi à l'organisation d'un camp de fédérés, les trahisons de la monarchie. Ils se présentaient comme des sauveurs, en réalité pour n'être pas des accusés. Ils armaient le peuple contre l'Assemblée elle-même, sans pouvoir en fournir d'autre raison que le soin de leur propre salut. « Journée plus fatale à la République qu'à la royauté. On frappa la République avant qu'elle fût née ; on prépara l'avortement de la Révolution. » Edgar Quinet a raison : cette journée a décidé de la Révolution. Mais elle fut elle-même la suite presque fatale d'une

guerre mal entreprise, inopportune et dès le début malheureuse, le fruit sanglant des intrigues de la reine, de Dumouriez, des Girondins.

Pour échapper aux responsabilités dont le malheur de la France les menace, l'une continue à conspirer avec l'étranger, l'autre déserte son devoir, les Girondins excitent les passions populaires, violent la loi, augmentent à l'intérieur la confusion et le désordre. Ils ne songent qu'à eux, tandis que la guerre, qui est leur œuvre, prépare l'invasion et le démembrement du territoire national. Le 16 juin, en effet, Luckner écrit de la frontière : « Avant six semaines, les Autrichiens seront à Paris. » Et dans les cours d'Europe, les politiques s'occupent d'un partage simultané de la Pologne et de la France. Catherine II y pousse les puissances allemandes, offre aux Prussiens Thorn et Dantzig, à l'Autriche la Bavière, à toutes deux des avantages à prendre sur la France, en échange de l'Ukraine qu'elle convoite : « On trouvera aisément dans les archives des documents qui autorisent les démembrements, » dit à Vienne son conseiller, Razoumovski. Kaunitz, trop prudent pour se prêter à ces partages qu'il juge dangereux pour l'Autriche, se retire le 24 juin, et laisse le champ libre aux ambitions déchaînées autour de lui.

La coalition de 1772 se reforme ainsi en Europe, tandis que la France, déjà envahie, livrée aux intrigues, est menacée d'un sort analogue à celui de la Pologne, dont la ruine va s'achever. Si par ses origines la première guerre de la Révolution rappelle la guerre de Sept ans, elle prend dès le début une tournure plus dangereuse encore : ce n'est plus, comme au milieu du dix-huitième siècle, seulement un duel colonial, dans lequel a sombré la France nouvelle. C'est la vieille France aveuglée par ses traditions, désorganisée par les partis, qui se trouve aux prises, pour sa propre défense, avec des Etats que leurs ambitions rapprochent et poussent à terminer en Orient, à consommer dans l'Europe tout entière l'œuvre et la politique de Frédéric II en Pologne. Il ne s'agit pas d'une lutte entre

les nations et les monarchies, pour le triomphe d'un droit ou d'un autre. Seule en Europe, et désarmée, la nation française est livrée aux convoitises des souverains que leurs succès en Orient et ses provocations ont encouragées et déchaînées. Ils la guettent : la journée du 20 juin les réjouit. « C'est le signe d'une désorganisation absolue. » L'heure des grands désastres semble venue.

L'INVASION

Ce fut en 1792, à la veille de l'invasion, que l'on put juger ce que la Révolution avait fait de la France. Dans cette crise décisive, son œuvre parut puissante et salutaire, et solide au point de se défendre seule contre les ennemis du dehors et les factions du dedans. Déjà Marie-Antoinette escomptait, le 9 juillet, l'effet de l'arrivée des étrangers pour être sauvée dans un mois. Et dans le désarroi, les Girondins, le 3 juillet, ne songeaient qu'à rejeter sur Louis XVI les malheurs d'un pays qu'ils auraient dû uniquement préparer à la résistance, l'ayant mis si près de sa perte : « Citoyens français, s'écriait André Chénier, attristé par ce spectacle, vous tous qui avez des fils et des femmes, des parents, des frères et des amis, avec qui et pour qui vous voulez vaincre, avec qui et pour qui vous êtes résolus de mourir, jusqu'à quand parlerons-nous de notre liberté pour rester esclaves des factions impies? Elevez donc la voix, montrez-vous, que la nation paraisse! »

Appel éloquent, mais qui fut demeuré vain, si la nation n'eût pas été faite dans les deux premières années de la Révolution. Déjà, en 1791, la fuite du roi à Varennes, son abdication avait permis de constater l'existence de cet élément populaire que jusque-là la monarchie avait absorbé : « Si le roi est parti, disait-on, la nation reste. Délibérons sur ce qu'il y a à faire. » Sans doute, c'est dans l'armée, à l'avant-garde de la défense qu'en 1792 la nation paraît

consciente d'elle-même, résolue à réparer par son énergie les fautes de ceux qui l'ont trompée. Mais l'un des généraux de cette armée nous en a donné les raisons. « De toutes parts on courut aux armes; tout ce qui était en état de supporter la fatigue se porta dans les camps. Chacun abandonna ses études, sa profession : le patriotisme suppléa à tout. » Ce témoignage de Gouvion Saint-Cyr est précieux : si l'armée de la Révolution fut l'image la plus vivante et la plus noble de la France nouvelle, elle puisa ses éléments et sa force morale dans la nation reconstituée. C'est par là qu'elle se distingua si vite des armées monarchiques du dix-huitième siècle, et que la guerre de 1792, d'abord semblable à la guerre de Sept ans par son principe et ses revers, prit brusquement la forme d'une campagne de défense nationale.

Ce changement échappa aux hommes qui jugeaient la Révolution du dehors. Ils la favorisèrent, en ne comprenant pas ses causes et l'étendue de ses conséquences. Louis XVI, mieux conseillé par Mallet du Pan que par sa femme, suppliait, le 20 juillet 1792, les ministres allemands réunis à Mayence de ne pas exciter par des projets de démembrement le patriotisme des Français. Et d'abord, ils parurent se contenter de discuter un partage de la Pologne. Mais bientôt, ils se détournèrent de Mallet du Pan pour écouter les émigrés et les agents de la reine, Breteuil et Fersen. Le manifeste qu'ils rédigèrent en commun et que signa le duc de Brunswick (25 juillet 1792) réunit dans un même élan d'indignation et de patriotisme les Français qu'ils s'étaient naïvement flattés de diviser. Cet acte, si maladroit qu'un an après Brunswick devait le regretter pour toute sa vie, faisait deux parts de la nation : la partie saine et les rebelles. Aux bons Français, on expliquait l'intervention de l'étranger par la nécessité de mettre un terme à l'anarchie; aux autres, on la présentait comme une menace de châtiments terribles pour eux, leurs biens, leurs députés, leur capitale. On parlait de subversion totale, de droit de la guerre, s'ils osaient se défendre. Ni les explica-

tions, ni les menaces ne devaient produire l'effet qu'on attendait. Les *gens de bien*, c'est-à-dire les gentilshommes eux-mêmes, répondirent que leur place était à l'armée et renoncèrent à l'ancien régime, du moment qu'il fallait le rétablir avec l'étranger, et que la perte de l'Alsace pouvait être la condition de ce retour au passé. Il ne faut pas s'en étonner : des émigrés eux-mêmes commencèrent alors à comprendre que rien n'absout de la guerre étrangère suscitée à sa patrie. — Quant aux *rebelles*, à la masse de la nation qui savait par expérience la différence de leur nouvelle condition avec leur condition ancienne, la menace lui parut justement un motif de défendre désespérément les bienfaits que les émigrés appelaient l'étranger à lui reprendre. « Cet ancien régime, la grosse masse rurale le hait par expérience et par tradition. Sitôt qu'elle aperçoit dans le lointain le rétablissement possible de la taille ou de la dîme, son parti est pris : elle se bat à mort. » Devoir ou intérêt, patriotisme ou haine, calculs ou sentiments, tout rapproche les Français dans un même élan de résistance contre les auteurs du manifeste qui se figuraient les intimider, les désunir et les vaincre aisément. Un étranger, qui n'a jamais absous les crimes dont il fut le témoin, mais qui fut un témoin clairvoyant, l'Américain Morris, résumait ainsi, le 17 août, l'effet des déclarations de Brunswick sur les Français : « Soyez tous contre moi, et faites bonne résistance, car vous n'avez plus d'espoir. »

Elles firent plus, pour déterminer à l'action les énergies nationales réveillées par la Révolution, que les appels d'André Chénier, plus même que la proclamation de la patrie en danger, antérieure de quelques jours. Les Girondins, après avoir par leurs intrigues compromis cette œuvre de restauration nationale, seule ressource pourtant que la France trouvât dans la crise où ils l'avaient jetée, s'efforcèrent encore d'exploiter à leur profit les passions populaires. Mais le jour où ils ont livré la Législative à l'émeute, ils ont eux-mêmes miné le terrain sur lequel ils avaient formé leurs précédentes intrigues. Ce

n'est plus dans l'enceinte d'une assemblée, c'est dans les sections et les clubs; ce n'est plus dans les comités, c'est dans la rue elle-même que doit se décider le succès de leurs trames. Ce domaine n'est plus le leur : ils y sont mal à l'aise, trop philosophes, trop lettrés, trop orateurs pour ce peuple qui veut des actes et non des paroles. Leur maladresse à manier l'émeute a paru dans l'échec qu'ils ont essuyé au 20 juin. Ils s'en rendent compte, se défient d'eux, et du coup sont suspects par leurs hésitations, dont les violents devinent les motifs. Le 24 juillet, Brissot est hué par eux, lorsqu'il propose à l'Assemblée la suppression du pouvoir royal et une régence aux mains de ses amis.

Alors, dans les quinze jours qui précèdent la ruine définitive de la monarchie, on voit les Girondins se rattacher désespérément, pour établir leur pouvoir, à l'Assemblée qu'ils ont détruite eux-mêmes. Ils touchent au but; mais par un effet fatal de la crise extérieure et intérieure qu'ils ont provoquée, le terrain se dérobe sous leurs pieds. Le 7 août, Pétion supplie Robespierre de retenir l'émeute, de laisser les députés proclamer la déchéance, Vergniaud et Guadet proposent à Louis XVI d'abdiquer. Il est trop tard : le roi est impuissant. Quand le 3 août il se déclare prêt à maintenir jusqu'à son dernier soupir l'indépendance nationale, personne ne le croit plus. Ses intrigues sont soupçonnées, et vont être connues. L'Assemblée ne peut plus ni dissimuler, ni délibérer : la rue a envahi les tribunes. Pour ne pas tout perdre, au moment décisif, les Girondins se résignent et subissent l'alliance des hommes qui savent diriger les masses populaires. Pour l'émeute qu'ils préparent, le 9 août au soir ils acceptent un auxiliaire, Danton, et se donnent un maître. Le pouvoir que, le 10 août, ils enlèvent au roi passe inévitablement au ministre de la justice, véritable chef du Conseil exécutif provisoire. « On m'a reproché, écrivait plus tard Condorcet, d'avoir donné ma voix à Danton. Voici ma raison : il fallait un homme qui eût la confiance de ce peuple dont les agitations venaient de renverser le trône, un homme qui,

par son ascendant, pût contenir les instruments méprisables d'une révolution utile, glorieuse, nécessaire. »

Toute la politique et le caractère des Girondins s'éclairent à cet aveu de la dernière heure. Il n'est pas possible qu'ils ne méprisent pas les organisateurs, et surtout les agents de l'émeute, Santerre, Maillard, Marat, Rossignol, des assassins ou des pillards. Mais ils les emploient au service de leurs ambitions, incapables sans eux d'accomplir la Révolution qu'ils souhaitent. « Je désirais l'insurrection, dira Pétion en 1793, mais je tremblais qu'elle ne réussît pas. » Elle a réussi, et pourtant leurs calculs ont été déçus. La République appartient à Danton.

Elle est à lui, du premier coup, parce qu'il l'a faite, et qu'il peut et veut la diriger dans le sens où elle s'est établie. Plus tard, devant ses juges, il revendiquera l'honneur d'avoir préparé le 10 août, et donné ensuite le signal de l'émeute en ordonnant la mort de Mandat. Danton est né en 1759 dans une famille de bourgeois champenois, qui comptait parmi ses membres des prêtres, des négociants, des hommes de loi. Par l'éducation qu'on donnait aux jeunes gens de sa classe, par sa science du droit, il avait pris place au barreau parmi les avocats, et ne semblait pas destiné à devenir un démagogue. Il l'avait été pourtant dès les premiers jours de la Révolution, par son admiration pour la plèbe romaine et ses héros, par l'effet de son tempérament physique qui le faisait peuple, en dépit de ses origines, de son instruction, de sa condition. Son portrait le plus ressemblant est celui d'un vrai paysan, le teint vermeil, les yeux d'un bleu clair intense, le nez petit et imperceptiblement formé, une ossature solide et des chairs saines. Tous les contemporains ont noté ses formes athlétiques. Ils le comparent à « un colosse, à un boule-dogue, à un géant des terres magellaniques ». Son langage justifiait ces images; son éloquence, ses plaisanteries, chaudes et colorées, étaient celles de la halle, de la rue, du ruisseau même. Par là il était compris du peuple, et s'il parlait sa langue, il comprenait aussi ses passions, les servait et les dirigeait.

Théoriciens et ambitieux, les Girondins faisaient de la République un idéal politique propre à leur donner le pouvoir. Les Français n'y voient qu'un fait, la ruine d'une royauté suspecte. Pour eux, il s'agit de ne pas subir la conquête à main armée, les exécutions militaires de Brunsvick, la vengeance des émigrés proscrits, la restauration de l'ancien ordre fiscal et féodal. Crainte ou patriotisme les livrent aux hommes qui ont le sentiment de ces nécessités, qui ordonnent la guerre, et, pour la faire avec succès, créent non seulement une République, mais un gouvernement.

Le gouvernement de Danton, c'est la Terreur. Il ne faut pas confondre la Terreur avec les émeutes sanglantes qui, depuis 1789, ont marqué les principales étapes de la Révolution, ni la faire remonter, comme certains contemporains et comme Taine, jusqu'au 14 juillet. La Terreur a été organisée par Danton, au lendemain du 10 août 1792. L'émeute est l'anarchie perpétuelle : la Terreur est un gouvernement avec ses lois propres, les décrets contre les prêtres et les émigrés, ses rouages, les tribunaux révolutionnaires établis le 17 août, son ministre principal, le ministre de la justice, le « ministre du peuple ». Il faudrait presque avoir vécu à cette époque de crise où les émeutes parisiennes favorisaient l'invasion de l'étranger, pour comprendre que des hommes aient pu songer à chercher dans ces passions sanglantes et anarchiques les éléments d'un régime assez fort pour protéger la patrie en danger. Leur propre témoignage pourtant éclaira la nature de leur œuvre, encore aujourd'hui discutée.

Lorsque, le 18 août 1792, instituant le tribunal révolutionnaire, Danton s'écriait : « Que la justice des tribunaux commence, la justice du peuple cessera, » et quand plus tard il ajoutait : « Soyons terribles pour dispenser le peuple de l'être, » il formulait un programme. Pour éviter l'émeute désordonnée, la Terreur désigne et livre sans jugement, mais avec une sorte de régularité, les victimes qu'elle irait chercher. L'Etat révolutionnaire prélève méthodiquement l'impôt du sang nécessaire aux appétits de ceux qui l'ont

constitué. Pour durer et gouverner, il se conserve les moyens de combattre l'invasion. Danton et les jacobins font du massacre régularisé un système. Les crimes de septembre en sont la plus triste application : et c'est plus à leurs yeux qu'une mesure du salut public, c'est le « premier article de leur *credo* », selon le mot de Collot d'Herbois. « La justice, dira plus tard Billault-Varennes, c'est la volonté du peuple. » Constatant que nulle puissance humaine ne pouvait empêcher le débordement de la vengeance populaire, Danton a imaginé d'en canaliser le cours sanglant. Il a organisé un tribunal et permis les massacres de septembre. Et « ce grand œuvre terminé, » il appelle les Français aux armes.

On peut être surpris qu'avec un tel préambule, son appel ait été entendu. On l'est moins en lisant dans Joseph de Maistre cette phrase que M. Sorel a justement relevée : « Il s'agit surtout de maintenir l'intégrité de la France et nous ne le pouvons qu'en combattant pour le gouvernement, quel qu'il soit. » Si détestable que fût dans son principe et ses effets la Terreur, les armées, les volontaires et leurs chefs l'acceptèrent pour l'énergie qu'elle apportait au service de la défense nationale. Valmy, leur première victoire, coïncida avec la première séance de la Convention, où, pour les mêmes raisons, les députés se crurent obligés d'absoudre les septembriseurs et leurs chefs.

En elle-même, l'affaire de Valmy n'était qu'un combat d'artillerie, avec cinq cents hommes à peine atteints de part et d'autre. Ses conséquences furent incalculables : le soir même, les généraux prussiens proposaient un armistice. Le 23 septembre, ils offraient la paix. Le 30 septembre, ils se retiraient sur la Meuse; le 11 octobre, de Verdun, ils reprenaient les négociations. Le 23 octobre, le territoire de la République était complètement évacué. L'ennemi avait employé cinq mois à forcer nos frontières : un mois, presque un jour, la rencontre de Valmy, avait suffi à les lui reprendre.

Les Allemands avaient cru l'occasion propice de dé-

pouiller la monarchie française. Ils rencontraient un peuple résolu à se défendre: à sa première résistance, ils reculaient, surpris et même sympathiques. Les généraux et les politiques sentaient leurs calculs déjoués, leurs troupes compromises et découragées, et les volontaires de la France « comme de petits coqs dressés sur leurs ergots, prêts à tout ». Les soldats ennemis, le soir même de Valmy, semblaient former des vœux pour cette nation consciente d'elle-même désormais, comme si sa résistance venait de leur révéler à eux-mêmes le secret d'une existence nouvelle: « De ce jour, disait Gœthe au bivouac à ses compatriotes, date une nouvelle époque de l'histoire du monde. Vous pourrez dire, j'y étais. » Combattre une nation tout entière, sans être assuré de ses propres sujets, parut aussitôt aux souverains allemands une affaire malaisée, dont les profits pourraient ne pas couvrir les risques. Il y a des parties qu'il faut gagner du premier coup : « On s'est flatté, disait Mercy, de suppléer à tout par la force, et la force a manqué. Les Français ont supporté l'épreuve décisive, celle qui a fait la ruine des Polonais et la puissance des Américains. Cette nation a vu les armées étrangères sur son territoire et elle est restée inébranlable dans ses idées. Il faut renoncer à l'espoir d'enchaîner une nation entière, une masse de 24 millions d'hommes, abandonner la contre-révolution et les émigrés. » En résumé, Valmy sauva la France en retirant à ses ennemis l'envie et l'espoir de la perdre.

Ils réfléchirent qu'il était plus aisé et meilleur d'achever la Pologne que d'entamer la République. Les Allemands s'étaient flattés de dicter des lois à l'Europe. En s'attardant à l'ouest, ils risquaient de voir Catherine leur en dicter en Orient. La tsarine plaisantait leur déconvenue, ne leur fournissait aucun secours, et se hâtait d'annexer les Polonais à son empire, assurée de vaincre « les jacobins de la Vistule ». Pour la surveiller les Prussiens et l'Autriche quittèrent précipitamment les rives de la Meuse et du Rhin. La guerre à l'ouest « n'était plus ce qui les intéressait ». Le 24 octobre, le roi de Prusse, son ministre Haugwitz et

l'agent de l'Autriche Spielmann se réunirent à Merle près de Luxembourg, pour essayer de s'entendre et de défendre leurs intérêts contre Catherine II : Haugwitz réclama la part de Pologne que son maître convoitait ; Spielmann demanda la Bavière pour l'Autriche (6 novembre). Chacun voulait s'arrondir : mais la Prusse n'était pas disposée à donner toute l'Allemagne du Sud à sa rivale : la lui refuser pourtant, c'était abandonner la Vistule aux Russes.

C'est alors qu'apparut, après Valmy qui mit le fait en pleine lumière, la situation nouvelle de la France et de l'Europe, si différente pour le salut de l'une et la confusion de l'autre, de ce qu'elle était au temps de la guerre de Sept ans. En réduisant les Français à se défendre, les souverains leur apprirent par une rude leçon à se défaire, provisoirement au moins, des préjugés qui leur servaient de règles dans leurs rapports avec eux. La nécessité où ils les mirent leur suggéra d'instinct une règle meilleure, celle de l'intérêt présent, de l'intérêt unique de la patrie. Au dix-huitième siècle, ils s'étaient perdus, en se mêlant à la fois de l'Orient, des affaires germaniques, en même temps que du partage des continents nouveaux. Ils se trouvèrent, dès qu'ils furent obligés de ne penser qu'à eux, seuls en face de l'Allemagne.

Il ne fallut qu'un instant à Danton pour s'improviser diplomate. Il reconnut dans Talleyrand le seul homme capable de limiter à un duel avec l'Allemagne l'énorme charge de la défense nationale, de contenir l'Angleterre. « Il faut agir sur des bases nouvelles, disait-il, ou plutôt, en s'abstenant d'agir, il faut se borner à prévenir les coups qui pourraient être portés de ce côté. » Talleyrand formule ce programme. Danton, à côté de Lebrun, ministre en titre des affaires étrangères, s'efforce de l'exécuter, recherche les amitiés qu'il a gardées à Londres, y envoie Noël, avec la promesse en outre de ne plus faire de propagande en Hollande, de céder aux Anglais Tabago et l'Amérique du Sud qu'ils convoitent. Fut-ce à ces efforts qu'il fallait attribuer la neutralité anglaise ? On ne peut au moins douter de leur

opportunité : la neutralité de l'Angleterre enchaîna le cabinet autrichien, au moment où Valmy décourageait la Prusse.

La situation des puissances allemandes, par un retour des choses qu'elles n'avaient pas prévu, fut aussi compliquée, aussi douteuse que celle de la France devenait simple et rassurante. Pour elles, le règlement des affaires germaniques était lié aux affaires d'Orient. C'était pour se disputer l'Allemagne que les successeurs de Frédéric II et de Joseph II s'associaient aux projets de conquête des Russes. Désormais les affaires d'Orient ne pouvaient plus se régler sans la volonté de l'Angleterre qui avait pu sacrifier la Pologne, mais, avec Pitt, veillait sur Constantinople. Pendant tout le dix-huitième siècle, l'Allemagne s'était divisée, par la rivalité de l'Autriche et la Prusse; cette constitution d'ailleurs de deux grandes souverainetés la rapprochait plus de l'unité, lui préparait un meilleur avenir que le morcellement consacré par les traités de Westphalie. Subitement le programme s'arrêtait, en se heurtant à des intérêts trop nombreux. L'Allemagne demeurait moins divisée, mais aussi impuissante que dans le passé. Son avenir était subordonné à un bouleversement total de l'Europe. De même, le rêve de la Russie, qui depuis Pierre le Grand se réalisait par des progrès successifs, se trouvait brusquement limité par l'obstacle que l'Angleterre dressait sur la route des Balkhans. — L'Angleterre, enfin, après l'ivresse des conquêtes, avait subi en Amérique une défaite qui la rendait plus attentive à son empire oriental. Le grand mérite du second Pitt fut de comprendre que son pays, en 1792, ne pouvait plus se contenter de la politique très simple qui lui avait permis de dépouiller ses rivaux en les occupant sur le continent. De nouveaux bouleversements européens lui en susciteraient d'autres, plus dangereux peut-être. La question d'Orient en un mot était posée : elle domine le siècle qui s'achève. Elle intéresse toute l'Europe.

Sur ce terrain, les convoitises des puissances qui par

la violence et l'intrigue avaient étendu depuis cent ans leur domaine, se heurtent et se limitent. Où le droit était demeuré impuissant, la force et la raison d'État interviennent et s'enchaînent elles-mêmes. Le respect des faibles, que la justice conseillait, l'intérêt l'exige, la politique l'obtient.

Ce fut une phase nouvelle dans l'histoire politique de l'Europe, singulièrement favorable à la France, que le moment où les calculs de la politique européenne confirmèrent, au lendemain de Valmy, la victoire remportée par le droit et le peuple français sur la force et sur les convoitises des souverains allemands. Les circonstances se prêtaient d'elles-mêmes à la restauration de cet ancien système d'équilibre européen que Frédéric II, en 1740, se vantait d'avoir détruit. Il l'avait été en effet par l'abus de la force et de la raison d'Etat; pourtant il se reformait, par une suite du même principe : l'intérêt commun de toutes les puissances à maintenir entre elles une balance pour leur sauvegarde leur imposait, dans une certaine mesure, le respect du droit et des nations. C'est par l'application de ces maximes que la France au dix-septième siècle s'était relevée avec Richelieu. Elle avait l'occasion de les appliquer encore en 1792 au service de sa défense et de sa grandeur, à la condition pourtant de régler ses actes sur les faits, de renoncer à l'imitation servile du passé, ou à des rêves d'avenir chimériques et dangereux.

LA VICTOIRE : LES AMBITIONS DES GÉNÉRAUX

Si les Français avaient tiré de la victoire de Valmy tous les avantages qu'elle comportait, ils auraient facilement retrouvé la paix nécessaire à l'achèvement de la Révolution, et, par la paix, une grande influence en Europe. Ils étaient maîtres de leurs frontières : le corps d'armée de Champagne se portait sur Valenciennes et couvrait le Nord que le duc

de Saxe-Teschen et les Autrichiens menaçaient à peine. L'armée du Rhin, commandée par Biron, mal équipée, mal armée, mais enthousiaste, suffisait à défendre l'Alsace contre les princes d'Empire qui ne se pressaient guère d'envoyer leurs troupes à l'Empereur. Les Suisses se décidaient, le 26 décembre 1792, à reconnaître la République; sur les Alpes enfin les soldats de Montesquiou et d'Anselme étaient de force à fermer les routes de la Savoie et du comté de Nice.

Les principaux dangers dont la nation eut alors à se garder venaient d'elle-même; l'ivresse de se sentir libre et victorieuse après s'être crue asservie et perdue; et le souvenir des conquêtes anciennes réveillé par le succès facile qu'elle venait de remporter. Sur sa frontière, protégée de l'invasion, au nord, à l'est, au midi, les peuples saluaient sa victoire d'applaudissements qui devaient la griser plus encore que son propre orgueil. En Allemagne, les apôtres de la propagande, le Wurtembergeois Kœner, le professeur de Mayence, Dorsch; les publicistes Schneider, de l'*Argus*, Cotta, de la *Gazette pour les lumières et la liberté* invitaient les Français à la croisade. Des Savoisiens réfugiés à Paris, des jacobins de l'Isère et du Lyonnais la souhaitaient et l'organisaient, tandis que les Niçois recherchaient l'armée d'Anselme. Des Belges de Liège surtout, des Bataves réfugiés depuis 1787, adressaient à la Convention les mêmes appels. Résisterait-elle à ces appels mieux que l'Assemblée législative, dans la joie du triomphe qui coïncidait avec ses premières séances? Il fallait qu'elle considérât la victoire comme inespérée et la paix comme nécessaire, pour renoncer au rêve formé par la Révolution d'émanciper les peuples autour d'elle. Elle hésita : dès le 3 septembre 1792, Duhem, un jacobin, lui demandait d'affranchir le Brabant, d'envahir les Electorats. Les Girondins, craignant de voir les Jacobins profiter à leur tour de cette croisade, la répudiaient : « Vous avez consacré le principe de ne point faire de conquêtes, » dirent-ils le 29 septembre à propos de la Savoie. — « Ne précipitons pas nos décisions, »

répliquait Danton embarrassé par les désirs de ses amis, la résistance des Girondins et les scrupules de son patriotisme.

Elles se précipitèrent pourtant, malgré lui, par l'entraînement du peuple et des armées à la suite des généraux chargés de la défense nationale. Ce n'est pas seulement à la fin de la Révolution que les chefs d'armée ont décidé des destinées de la France et de ses rapports avec l'Europe. Leur ambition, leurs intrigues, dès 1792, lui ont imposé une guerre de conquêtes, contraire à ses intérêts, conforme à ses traditions d'extension en Allemagne et aux Pays-Bas, sur les Alpes. La royauté est à peine ruinée que la République est déjà menacée de la dictature militaire. Nul n'en a plus approché que Dumouriez ; mais, comme Bonaparte plus tard, Dumouriez n'est pas le seul de son espèce alors. Il appartient à une catégorie d'hommes de l'ancien régime, intrigants et actifs, qui excellent à mêler au langage des passions révolutionnaires les discours classiques sur les frontières naturelles, qui, chargés de défendre la France, savent réveiller en elle le goût de la conquête et l'encouragent par leurs victoires.

Custine donne le branle : né à Metz en 1740, officier dans la guerre de Sept ans, mauvaise école pour ses pareils, admirateur de Frédéric II, et fervent imitateur de ses méthodes, Custine avait pris dans l'armée et la nation une très grande place. Lieutenant général dès 1791, il s'était trouvé un moment député aux États généraux, et se croyait apte à tout, parce qu'il était prêt à tout. La politique financière n'avait pas de secrets pour lui : il en remontrait à Necker. Depuis qu'il avait visité la cour de Prusse, il s'imaginait connaître toute l'Europe. Il avait sa politique étrangère qui se ramenait, selon la tradition, à une guerre inexpiable contre l'Autriche. Il voulait, en outre, la liberté par la guerre : « Pour être libre, il faut détruire la maison d'Autriche. » Son ambition, d'ailleurs, trouvait la Révolution bien lente à reconnaître son génie, son zèle. Quand on lui offrit, au lieu d'un commandement sur la

frontière réservé à Biron, à Dumouriez, la direction du camp de Soissons avec l'armée de l'intérieur, il se fit réclamer par les patriotes de Landau, pour être à l'avant-garde. Il n'avait obtenu d'abord, sur le théâtre des opérations, qu'un bout de rôle. Mais il l'étudiait de manière à s'y tailler un succès de premier ordre : « C'est à nous de nous signaler, disait-il le 30 août, avec les faibles moyens qui nous restent, de façon à prouver que nous étions dignes du salut de l'empire. »

Valmy l'offusqua à la fois et le servit. Il enviait Dumouriez, mais il profita du désarroi où sa victoire jetait les Allemands. Le 29 septembre 1792, il marchait sur Spire, et commençait, sans ordre, la croisade révolutionnaire sur le Rhin. Il appelait à lui les chefs de la propagande allemande, Stamm, Cotta, Bœhmer, le professeur de Gœttingue. Il n'avait ni ressources, ni instructions : ce fut donc par des contributions levées à Worms sur le clergé et sur les nobles qu'il entreprit cette aventure. Les armées de la Prusse et de l'Autriche étaient éloignées : les patriotes allemands se groupaient autour de lui, théologiens, poètes, savants, prêchant à leurs concitoyens l'ère nouvelle. Custine réussit le 20 octobre à prendre Mayence, dont le principal défenseur, l'ingénieur Eckemeyer, se fit aussi ôt citoyen français. Les Français atteignaient le Rhin, non en vainqueurs comme autrefois, mais en amis, en frères, en apôtres. La croisade révolutionnaire leur donnait sans effort leurs frontières naturelles. Ils surent gré à Custine de l'avoir entreprise, d'avoir agi, quand ils délibéraient encore. Ainsi. Allemands et Français servaient ses ambitions, sans pénétrer ses desseins que masquait la propagande, et lui laissaient faire une guerre destinée à la conquête et à la dictature.

Ce furent les populations du Rhin qui, les premières, reconnurent l'intrigue et dénoncèrent l'intrigant. Custine arrivait devant Francfort. Cette ville s'administrait librement par une aristocratie de magistrats, et de plus elle était riche. Sous prétexte de lui donner plus de liberté

encore, et pour la dépouiller, Custine et son lieutenant Neuwinger frappèrent les magistrats d'une contribution de 2 millions de florins. Le peuple soutint ses chefs : « Pourquoi nous imposer des bienfaits dont nous n'avons nul besoin? C'est un pillage régulier. Une grande nation comme la vôtre veut-elle de l'argent ou des amis? » Cette résistance déchirait les voiles. Custine s'en irrita, et, voulant la briser, il achevait, le 27 octobre, de découvrir ses projets : « Cessez, disait-il aux Francfortois, de vous repaître de chimères. » La réalité qu'il offrait, c'était la conquête. Du coup, elle apparut à l'Allemagne désabusée ce qu'elle avait été au temps des luttes anciennes pour la possession du Rhin : « Ces républicains, s'écria un pamphlétaire, sont les frères des soldats de Louis XIV, les brûleurs du Palatinat; Custine est un bandit. Les philosophes de Paris l'ont chargé de faire la guerre aux palais. Il la fait aux caves, aux greniers, aux cassettes. »

Ce mouvement d'indignation n'effrayait guère Custine. Il espérait fixer sa conquête et l'étendre avec le concours des Français. Il spéculait sur la fierté de la nation grisée par ses succès : « N'aurait-il pas le droit de porter ses forces partout où le demanderaient la sûreté et la gloire de l'armée? » Le gouvernement semblait l'y autoriser, l'y inviter en lui donnant le pas sur les autres généraux de la frontière, Biron, Bournonville, Kellermann même (novembre 1792). Et alors fièrement il prenait le titre de « Citoyen français, général commandant les armées de la République sur le Haut et le Bas-Rhin, au centre de l'empire et en Allemagne. » Peu lui importait qu'un pamphlétaire, au delà du Rhin, signalât ses « accès d'humeur cromwelienne », si, à Paris, son ambition était plus agréable que suspecte.

Mais il n'eut pas le temps d'achever sa fortune. Sans doute, son armée, qui n'était pas celle de Bonaparte cinq ans plus tard, lui eût opposé une résistance inattendue. Des officiers autour de lui blâmaient le traitement imposé à Francfort, et n'auraient pas subi un dictateur. Les Prus-

siens d'ailleurs se chargèrent de mettre fin au rêve. Au milieu de novembre 1792, Brunswick ramenait ses troupes dans les provinces rhénanes. Le 28, Custine craignant d'être coupé, recula, découvrit Francfort que les Hessois réoccupèrent, et se trouva dans Mayence réduit à la défensive. Il perdait la partie laissant à la France, un instant séduite, la charge d'acquitter les frais.

Sur un théâtre différent, avec des ressources plus restreintes encore, Anselme à Nice s'essayait au même rôle. Appelé par les habitants du Comté, le 28 septembre 1792, il prétendit d'abord apporter l'ordre et la liberté. La liberté, ce fut l'annexion, déguisée par une motion du club de Nice qui demanda, le 21 octobre, le retour du pays à sa patrie primitive, la République française. L'ordre fut établi par la troupe, au profit de la populace : « pillage, viols, concussions arbitraires, voilà les fléaux de cette région que vous avez rendue à la liberté, » écrivait, le 18 novembre, un commissaire du Conseil exécutif. Anselme n'en était pas moins fier de son œuvre, au point de réclamer le bâton de maréchal, et, jetant les yeux au delà des Alpes sur l'Italie, il étudiait avec un député en mission, Arena, un vaste plan de conquête : il se voyait chassant le pape de Rome, occupant le Milanais et ruinant le Piémont, seule puissance militaire de la péninsule. C'était par Gênes et par la mer qu'il conduirait ses armées victorieuses, nourries aux dépens des petits souverains et du clergé italien. Et déjà, il offrait à Paris les riches dépouilles de la terre italienne, intrigant, ambitieux, première ébauche très imparfaite d'un Bonaparte conseillé par Salicetti.

De tous les points de l'Italie, ses intrigues attiraient les ambitions. Le 21 novembre 1792, notre agent à Gênes, Naillac, l'appelait à Turin et Milan. « C'est en Italie qu'il faut vaincre les Allemands, écrivait notre chargé d'affaires à Venise. Les peuples, sachant qu'on ne veut pas les conquérir, se prêteraient à l'invasion » : croisade et conquête comme sur le Rhin. Nul n'était plus ardent à les réclamer toutes deux que Mackau, créature à Naples de Dumouriez

qui trouvait la prise de Rome facile et lucrative : « Il faut inviter le pape à renoncer avec sa caste à l'athéisme, à se rendre à la raison, à la vérité, à la nature et à Dieu. » Dès le mois d'octobre, Mackau prêchait cette guerre à « l'Infidèle ». Anselme s'offrait à diriger cette glorieuse et profitable entreprise. L'heure n'était pas encore venue, d'ailleurs, où elle pouvait plaire aux Français et réussir : Anselme ne paraissait pas de taille à l'exécuter. C'était aux Pays-Bas que devait se tenter le premier essai de dictature militaire. Mais entre Dumouriez et Bonaparte, entre la guerre de 1792-1793 et les campagnes d'Italie, Custine, Anselme, avec leurs projets de conquête révolutionnaire et leurs rêves de soldats ambitieux, sont des termes de comparaison qu'il ne faut pas négliger. Les généraux s'imposent à la République de sa naissance à sa ruine.

La guerre que Dumouriez conduit aux Pays-Bas n'est pas, comme les opérations de Custine sur le Rhin, d'Anselme sur les Alpes, une entreprise exécutée et conçue sur la frontière sans le concours de la nation. C'est une affaire commune à la France et au chef de l'armée des Pays-Bas qui se réserve la meilleure part. Dumouriez n'a rien négligé pour mettre les Français dans ses intérêts. Au temps où le combat n'était pas terminé entre le roi et la Révolution, il avait trouvé le moyen de les ménager l'un et l'autre : « il identifiait la nation et Louis XVI dans son cœur. » Après la victoire des Jacobins, il leur avait également donné une place dans ses affections, la plus large bientôt pour leur faire approuver, dès le 28 août, son plan d'invasion de la Belgique. Dans le développement de ses ambitions, l'invasion et la défense de la Champagne n'étaient qu'un épisode : il comptait toujours prendre ses quartiers d'hiver à Bruxelles.

Alors Valmy avait fait de lui presque un héros national : c'était mieux encore. On ne parlait de rien moins que de le nommer maréchal de France. De tous les ambitieux qui avaient préparé en 1792 cette guerre, il était le seul à qui elle eût réellement réussi. Ce succès unique n'était pas pour décourager son ambition, ni son esprit d'intrigue. Il négocia

avec les Prussiens, dans l'espoir de les associer à son entreprise de Flandre. Dès le 27 septembre 1792, il chargeait un prisonnier de la maison civile du roi de Prusse d'aller dire à Frédéric-Guillaume que, placé par l'universelle confiance au plus haut degré d'autorité, il le laisserait se tirer du mauvais pas, s'il voulait combattre avec les Français la maison d'Autriche. Il traitait au nom de la France : le ministre des affaires étrangères, Lebrun ne le désavoua pas. Au contraire, il l'autorisa à suivre les négociations, et jusqu'au 25 octobre Dumouriez s'efforça de faire préférer aux Prussiens l'alliance de la France « à celle de la perfide et dangereuse Autriche ». De nouveau, le général se retrouvait aux avant-postes le chef de la diplomatie française, ainsi qu'au mois d'avril, escomptant toujours l'amitié de la Prusse pour détruire l'Autriche et lui reprendre les Pays-Bas. Il négligeait ainsi ses véritables devoirs et l'intérêt de la France, épargnait l'armée prussienne dont il aurait pu gêner la retraite précipitée, et perdait par l'ambition des conquêtes l'occasion de consacrer dans un traité honorable et avantageux les résultats de la défense nationale. Trop heureux d'échapper à si peu de frais et par une feinte négociation, les Prussiens lui refusaient leur concours le 8 novembre définitivement : « ils ne voulaient pas servir l'expansion de la République. »

Dumouriez ne s'en troubla pas autrement. Si ses intrigues échouaient à la cour de Prusse, elles avaient une fois de plus réussi à Paris. Il y était venu vers le 11 octobre 1792: supérieurement il avait manœuvré auprès des différents partis, hésitants, hostiles même à ses plans de conquête. D'accord avec les Jacobins déterminés à la guerre, avec Couthon et Robespierre, il flattait les Girondins pour les désarmer, dînait chez Roland, offrait des bouquets à sa femme, écrivait à Gensonné, tandis qu'il décidait Danton et ses amis. Le Conseil exécutif, dès le 6 octobre, lui avait donné le commandement absolu de l'armée des Pays-Bas et tracé un programme qui favorisait ses ambitions : « affranchir en Belgique les peuples opprimés et poursuivre sur son

territoire le plus mortel ennemi de la République ». Peu de jours après, Dumouriez avait gagné plus de terrain encore: il devenait l'homme nécessaire en qui s'incarnaient la gloire et les espérances de la République, le champion unique de la grande entreprise que la France avait résolue pour atteindre ses frontières naturelles. « Nous avons sauvé la patrie, écrivait-il à Kellermann le 25 octobre; il s'agit de la faire triompher au dehors. Le désir de toute la nation et le véritable intérêt de la République est que nous hivernions hors de nos frontières. Le Rhin doit être la seule borne de nos campagnes depuis Genève jusqu'à la mer. Arrive ensuite ce qui pourra. Mais lorsque nous aurons rempli notre tâche, la révolution de l'Europe sera bien avancée. » Cette lettre était l'écho fidèle des discours que Dumouriez avait tenus aux Français pour les entraîner à sa suite, langage de la propagande, appel à la tradition. Il avait été entendu : le Conseil exécutif, le 29 octobre, l'investissait de la lieutenance générale des armées de la France, lui subordonnait Kellermann et Valence, lui donnait « carte blanche » enfin. A peine née, la République se livrait à un soldat. « Vous êtes regardé par la France comme son héros, » lui écrivait Lebrun le 8 novembre.

La victoire de Jemmapes (6 novembre 1792) consacra son prestige et ses projets. Que ne pouvait-on attendre d'un général et d'une armée qui, en un mois et demi, arrêtaient les Prussiens et mettaient les Autrichiens en déroute? Les Français, à Valmy, avaient vaincu en désespérés: à Jemmapes, ils devenaient des conquérants victorieux. Toujours la victoire, et désormais la conquête.

La Convention, jusque-là froide ou hostile, applaudit tout entière à ce succès éclatant et en accepta les conséquences. C'est un jacobin, Jean Debry, qui, le 9 novembre, propose en l'honneur des héros de Jemmapes une fête nationale. C'est Vergniaud qui la fait décréter et annonce à l'Europe la reprise officielle de la guerre de propagande : « Je le jure, chacun de vos combats sera un pas fait vers la paix, l'humanité et le bonheur des peuples. » Le 19 novembre, sur la

proposition de l'Alsacien Ruhl, la Convention décrète, séance tenante, sans même en référer à son comité diplomatique, la guerre aux rois, la propagande armée en faveur des peuples :

« Au nom de la France, elle accordera fraternité et secours à tous les peuples qui voudront recouvrer leur liberté et charge le pouvoir exécutif de donner aux généraux les ordres nécessaires pour porter secours à ces peuples et défendre les citoyens qui seraient vexés pour la cause de la liberté. »

Les événements conspiraient avec les hommes, les armées avec leurs chefs, pour entraîner une seconde fois la nation française, aveuglée par ses traditions, dans un conflit avec l'Europe que l'intérêt lui prescrivait d'écarter. Pas plus que la précédente, cette seconde guerre de la Révolution n'était un effet de ses doctrines propres, ni un plan formé par ses hommes d'Etat. Mais elle mit plus que jamais la France dans la direction des conquêtes, suivant l'expression de Metternich, la République à la merci des généraux et plus tard des armées.

BIBLIOGRAPHIE

SOREL. *L'Europe et la Révolution française;* tome II, livre IV, *la Guerre;* tome III, livre I[er], *l'Invasion et la République*, (ch. I : *Guerre d'indépendance nationale*; ch. II : *Guerre d'affranchissement;* ch. III : *Guerre d'expansion.*)

SYBEL. *Histoire de l'Europe*, etc., tome I[er]. — Louis BLANC. *Histoire de la Révolution française*, tome VI à X. — MICHELET. *Histoire de la Révolution*, tomes III et IV. — A presque tous les livres cités dans la bibliographie des chapitres I et II, ajouter spécialement pour celui-ci :

CHUQUET. *Les guerres de la Révolution*; tome I[er], *Première invasion prussienne*, Paris, 1886; tome II, *Valmy*, Paris, 1887; tome III, *la retraite de Brunswick*, Paris, 1887; tome IV. *Jemmapes et la conquête de la Belgique*, Paris, 1890; tome V, *l'Expédition de Custine*, Paris, 1890.

BORGNET. *Histoire des Belges à la fin du dix-huitième siècle.* Bruxelles, 1861, tome II.

C. ROUSSET. *Les Volontaires.* Paris, 1870.

A. MICHIELS. *L'Invasion prussienne et ses conséquences.* Paris, 1880.

IUNG. *Dubois-Crancé.* Paris. 1884.

L. PINGAUD. *L'Invasion austro-prussienne.* Paris. 189[illegible]

Masson. *Les diplomates de la Révolution*. Paris, 1882.

Masson. *Le département des affaires étrangères pendant la Révolution*. Paris, 1877.

Ernouf. *Maret, duc de Bassano*. Paris, 1878.

Raynaud. *Merlin de Thionville*. Paris, 1860.

Avenel. *Anacharsis Cloots*, tome Ier. Paris, 1865.

Bornarel. *Relations de la France et de la Toscane*, 1792-1795 Paris, 1888.

Grosjean. *Relations de la France avec les Deux-Siciles*, 1789-1793 Paris, 1888.

Grosjean. *La Mission de Semonville*. Paris, 1887.

Pingaud. *Correspondance de Vaudreuil avec le comte d'Artois*. Paris, 1889.

De Broglie. *Le Secret du roi*, Paris, 1879; tome II, chap. IX (Dumouriez).

Sur Danton, consulter : Robinet, *Mémoires sur la vie privée de Danton*, Paris, 1865; *Procès des Dantonistes*, Paris, 1879; *Danton émigré*, Paris, 1887. — Antonin Dubost, *Danton et les massacres de septembre*; Paris, 1885. — Mortimer Ternaux, *Histoire de la Terreur*, Paris, 1862-1869, tome IV à VI. — Aulard, *l'Eloquence parlementaire pendant la Révolution*; Paris, 1885, tome II.

Sur Talleyrand, consulter : Lytton Bulver, ouvrage cité. — Mignet, *Portraits et notices*, tome Ier. — Sainte-Beuve, *Nouveaux lundis*, tome XII.

Documents :

Documents cités par M. Sorel, d'après les Archives des affaires étrangères. — Barthélemy, *Papiers édités par* Kaulek; Paris, 1886. — Vivenot, *Quellen zur Geschichte der Deutschen Kaiserlichen Politik*, 2 vol., 1873, continué par Zeissberg, 1882; *Vertrauliche Briefe von Thugut*, 2 vol., Vienne, 1872; *Zur Genesis der Zweiten Polen's Theilung*, Vienne, 1874. — Dumouriez, *Mémoires*; Paris, 1822. — Mme Roland, *Mémoires*, 1823. — André Chénier, *Œuvres en prose*. — Roederer, *Œuvres*, Paris, 1856. — Governor Morris, *Mémorial*, Paris, 2 vol. 1841. — Contades, *Souvenirs*, Paris, 1886. — Moniteur, tome XII à XV. — Aulard, *Recueil des actes du comité du Salut public*, Paris, 1889; — *Procès-verbaux de la Convention nationale*, Paris, 1792. — Dubois-Crancé, *Analyse de la Révolution*, Paris, 1895.

IV

LA GUERRE DE 1793

De Valmy à Jemmapes, il y a toute la différence entre une lutte pour la défense du sol national et une victoire dont la conquête est l'objet et le prix. La conquête sans doute n'est pas dans les desseins, d'abord, de la République et de ses chefs : mais les généraux la désirent, et leurs troupes en font une nécessité pour le gouvernement qui les emploie. Les ministres se résignent par politique à laisser les vainqueurs de Valmy occuper la Belgique. « Il faut, dit Rolland, faire marcher les milliers d'hommes que nous avons sous les armes aussi loin que les porteront leurs jambes. Autrement ils nous couperaient la gorge. » « Le retour des soldats nous perdrait, conclut Clavière. » Les considérants de l'arrêté du 24 octobre qui propose au *patriotisme* et à l'*habileté des généraux* la conquête des frontières rhénanes trahissent les mêmes préoccupations. Si la guerre recommence, et doit décider des destinées de la Révolution, c'est par la volonté des généraux, par la peur des républicains.

Ces motifs, d'ailleurs, on les dissimule. La Convention, comme l'Assemblée qui l'a précédée dans cette voie, n'avoue pas cette guerre de conquête, ni les motifs qui l'y déterminent. Elle se propose et présente à la nation et aux armées une tâche plus haute, où l'intérêt n'a point de part. Les peuples, Niçois, Brabançons, Bataves, Allemands de Mayence ont fait appel à sa justice et à sa puissance. Elle s'est déclarée, à la voix de Danton, « le tribunal d'insurrection des

peuples ». Le 19 novembre, sur la proposition de l'Alsacien Ruhl, elle décida que les peuples qui voudront s'affranchir seront protégés par elle. Dix jours après, Brissot lui montrait la République française environnée d'une ceinture de républiques sœurs.

Le 27 novembre enfin, Grégoire formulait dans son rapport sur l'annexion de la Savoie à la France le programme général et la théorie « de la *guerre des peuples contre les rois* ». La France renonce au brigandage des conquêtes toujours, mais la nature a condamné les tyrans et l'a chargée de l'exécution de ses arrêts. « Le sort en est jeté, nous sommes lancés dans la carrière. Tous les gouvernements sont nos ennemis, tous les peuples sont nos amis. Ils seront détruits, ou ils seront libres. Ils le seront, et la hache de la liberté, après avoir brisé les trônes, s'abaissera sur la tête de quiconque voudrait en ramasser les débris. »

L'étendue et les risques de cette croisade n'effrayaient pas les Conventionnels. Brissot s'en réjouissait avec Dumouriez dont les intrigues avaient déterminé enfin d'une façon complète cette propagande : « *Novus rerum nascitur ordo.* C'est un combat à mort entre la liberté et la tyrannie, entre la vieille constitution germanique et nous. Pas un Bourbon ne doit rester sur le trône. Ah ! mon cher, qu'est-ce qu'un Richelieu qu'on a tant vanté ! Qu'est-ce que ses projets comparés à ces soulèvements du globe, à ces grandes révolutions. Ne nous occupons plus de ces projets d'alliance de la Prusse et de l'Angleterre, misérables échafaudages. » Dans ces conceptions chimériques, dans ce rêve de politique extérieure, les souvenirs de la vieille politique française, l'hostilité contre les empereurs d'Allemagne entrent pour une grande part. On invoque encore le nom de Richelieu, mais de plus en plus on dénature son œuvre, en prétendant le dépasser. On renonce même aux alliances classiques, en escomptant l'alliance incertaine de tous les peuples. La Convention ne calcule plus; elle se livre à l'enthousiasme, et livre l'avenir aux ambitieux.

Elle a pourtant parmi ses membres des politiques,

Danton, Barère et leur confident Lebrun, chargé dans le ministère des relations extérieures. Incapables d'arrêter en pleine conquête les armées républicaines, ni de modérer la croisade révolutionnaire, ils essaient du moins d'assurer les profits, de limiter les risques de ces entreprises démesurées. Ils en réduisent l'objet à des conséquences pratiques, à des avantages immédiatement réalisables, et ne s'associent à la guerre que dans la pensée de les arracher à l'Europe. « Nous ne pouvons avoir la paix que par la guerre, » écrit Lebrun, le 16 novembre. Le 4 décembre, lorsque les Belges demandent à la Convention de s'engager à ne traiter qu'après avoir fait reconnaître leur indépendance, Barère, qui présidait, refusa cette condition. Et quelques jours après, Danton envoyait de Belgique, par Camus, un projet de réquisitions et de contributions à établir aux Pays-Bas, qui n'était en somme qu'un plan d'annexion déguisée. A la politique étrangère, il appliquait déjà la méthode réaliste et brutale qu'il avait pratiquée depuis le 10 août dans la conduite de la Révolution elle-même. Tandis qu'il s'efforçait de constituer avec l'émeute par la Terreur un gouvernement, Danton étudia le moyen de faire servir la guerre à la République et à la France. Que les Français affranchissent les Belges, c'était bien. Il ne pouvait admettre qu'en outre ils s'épuisassent à cette œuvre de désintéressement : « Payez, nous vous affranchirons, » disait un publiciste, pénétré de ses idées, dans un article du 4 décembre 1792. Danton demandait la confiscation des biens nobles et ecclésiastiques en Belgique, une demi-conquête de ce pays féodal encore où ces biens formaient la richesse principale.

Un mois ne s'était pas écoulé depuis le décret du 19 novembre qu'un nouveau décret, inspiré par Danton, rédigé par Cambon, celui du 15 décembre, substituait à la croisade annoncée la guerre de conquête, avec ses violences et ses nécessités. Par des phrases encore et des déclarations, la Convention masquait le démenti qu'elle se donnait elle-même : « Nous ne sommes point guidés par

l'ambition des conquêtes. Nous ne voulons dominer ni asservir aucun peuple. Plus que jamais nous respectons l'indépendance des nations. » Par des sophismes aussi, elle expliquait comment la pensée lui était venue de lever des contributions sur les Belges appelés à la liberté : « Ce n'est pas aux rois seuls que nous avons fait la guerre. Nous avons à combattre leurs complices, les castes privilégiées. Aux peuples qui voudraient conserver ces castes, il faudra dire : « Vous êtes nos ennemis et alors les traiter comme tels. » En réalité, la liberté qu'elle offrait aux Belges, c'était l'obligation de recevoir le gouvernement qu'elle leur imposait, les commissaires qu'elle leur envoyait pour les soumettre à ses lois : la conquête, en un mot, à leurs frais.

Si brutale que fût cette banqueroute des théories généreuses inscrites dans le décret du 19 novembre, il était d'une politique plus sage de limiter la guerre où les vainqueurs de Valmy avaient entraîné la France à des profits certains que d'abandonner la République aux risques et aux charges d'une croisade européenne. « Nous avons fait œuvre de dupes, disaient Danton et Cambon. La France n'est pas assez riche pour affranchir gratuitement les nations. On a annoncé de grands principes philosophiques. Il faut détruire les riches en Belgique, ou notre propre liberté serait en péril. » Et d'un mot, *le Moniteur* complétait leur pensée et donnait la formule de leur politique. « Plus la guerre sera ruineuse, moins elle sera longue. » Cette formule équivaut à celle que Danton nous a laissée de la Terreur : « que la justice des tribunaux commence et la justice du peuple cessera. » Il ne souhaitait ni la durée de l'émeute, ni celle de la guerre. Il cherchait la fin de l'une et de l'autre dans l'organisation des tribunaux révolutionnaires et de la Belgique conquise.

Pour faire accepter au peuple cette politique « très subtile », l'épithète est de lui, Danton continua d'ailleurs à parler le langage de la propagande. Il parut s'associer à cette croisade contre les rois, dont les Français se montraient fiers et enthousiastes. Et c'est pour cela sans doute que, trompée à

son tour sur ses intentions et sur celles de ses amis, l'histoire a longtemps considéré comme une guerre de la Révolution aux monarchies européennes le grand conflit qui se préparait à la fin de 1792.

Rien n'a plus contribué à donner au conflit cette apparence que le jugement et l'exécution de Louis XVI. Le procès fait au roi de France sembla le procès de tous les rois : en Europe et dans la Convention il provoqua un échange d'interpellations et de manifestations qui parurent lui attribuer cette portée et ce sens.

Le 16 janvier 1793, lorsqu'on lut à l'Assemblée la dépêche de l'ambassadeur d'Espagne qui intercédait encore pour Louis XVI, Danton fit entendre des paroles qui, dans sa bouche, constituaient une véritable déclaration de guerre aux rois de l'Europe : « On ne compose point avec les tyrans. On ne frappe les rois qu'à la tête, on ne doit rien attendre de ceux de l'Europe que par la force des armes. Que le président dise à cet ambassadeur que les vainqueurs de Jemmapes ne démentiront pas la gloire qu'ils ont acquise et qu'ils retrouveront pour exterminer les rois de l'Europe conjurés contre nous les forces qui, déjà, les ont fait vaincre. » Le 31 janvier, dix jours après la mort de Louis XVI, Danton reprenait plus brutalement encore : « C'est en vain qu'on nous menace de la colère des rois. Vous leur avez jeté le gant. Ce gant, c'est la tête d'un roi. C'est le signal de leur mort prochaine. » Ces apostrophes étaient surtout destinées aux Français, dont il fallait soutenir l'effort contre une coalition menaçante, par des appels pressants à leur orgueil.

Au delà des frontières, d'autre part, la triste destinée du roi de France parut déterminer un concours de sympathies, de deuils et de colères. Le 1er février 1793, Pitt la signalait aux communes « comme le forfait le plus odieux et le plus atroce qui ait été raconté par l'histoire ». Catherine II prit le deuil, l'imposa à sa cour et ne cessa depuis de manifester son aversion pour les régicides. En Espagne, Charles IV jura de venger le malheureux roi, Marie-Louise

le pleura, Godoy se donnait des attitudes de chevalier redresseur de torts. Les souverains d'Italie parurent prendre au sérieux pour leur compte les menaces de Danton. A Vienne, enfin, autour des Habsbourg, dans les salons de l'aristocratie autrichienne et hongroise, il y eut un véritable accès de fureur monarchique. Cette attitude des cours européennes prit d'autant plus d'importance que les amis de la royauté française, les émigrés, se montraient froids et presque indifférents. « La mort de leur roi ne leur fit pas grand effet, écrivait Fersen. Ils allaient au spectacle et au concert, consolés par la perspective d'une régence en faveur de Monsieur, et répétant, à la grande indignation de la société bernoise, qu'ils ne regrettaient pas un roi sans égard pour sa noblesse. » La vérité, c'est que les émigrés laissaient trop voir leurs sentiments, et que les politiques, les cours de l'Europe se paraient d'une sympathie qui pouvait servir leurs desseins. Leur empressement à plaindre et à venger Louis XVI fut en proportion de leur ardeur à faire la guerre à la République.

Le roi de France aurait été épargné, que l'Angleterre eût disputé à tout prix la Belgique aux Français. Elle y était décidée depuis Jemmapes. Et le décret du 15 décembre la confirma dans ce dessein : « Si la France désire demeurer en amitié et en paix avec nous, disait Grenville à notre ambassadeur en Angleterre, Chauvelin, il faut qu'elle se montre disposée à renoncer à ses vues d'agression et d'agrandissement. » Autant l'invasion des Pays-Bas était populaire en France, autant l'idée de la repousser devait trouver en Angleterre de faveur : il était fatal que les traditions des deux nations se heurtassent en Flandre. « Jamais l'Angleterre, écrivait Chauvelin, ne verra d'un œil indifférent la France s'ériger en maîtresse des Pays-Bas. La guerre est à la veille d'y être populaire. » Et ce fut par ces raisons que les ministres anglais, le 1er février, décidèrent surtout leurs concitoyens à la guerre : « C'est un principe, dirent-ils, de notre politique, de ne jamais abandonner le Brabant aux Français. » Si, outre ces raisons,

ils en invoquèrent alors d'autres tirées du jugement de Louis XVI, pour donner plus de force et l'apparence d'un droit supérieur à la guerre d'intérêt qu'ils préparaient, leur véritable dessein apparaît dans cette réflexion que Fersen, l'ami de Marie-Antoinette, faisait tristement en mars 1793 : « Je crois fermement que les ministres travaillent seulement à la ruine totale de la France et ne sont pas fort intéressés à la conservation de la famille royale. »

L'empereur d'Allemagne, qui avait son beau-frère à venger et sa sœur à sauver, donnait l'exemple de songer beaucoup plus aux intérêts de sa monarchie qu'à ses devoirs envers sa famille. Il venait de confier ces intérêts à un ministre qui était loin d'être un homme de sentiment. Thugut avait pris le pouvoir à une heure qu'il jugeait décisive pour l'avenir de l'Autriche. Malgré les promesses de Catherine II, un second partage de la Pologne (janvier 1793) s'achevait sans qu'elle en eût sa part. Si elle la réclamait, la tsarine lui répondait durement qu'après une guerre malheureuse, elle était bien osée de parler de conquêtes. L'Autriche, frustrée en Pologne par ses alliés, se voyait à la veille de perdre par les victoires des Français le moyen d'échanger les Pays-Bas contre la Bavière. Les provocations de la République, la fièvre de conquêtes qui s'emparait d'elle, pouvaient rétablir les affaires de la maison d'Autriche, procurer à sa faiblesse des alliés, des compensations enfin aux pertes qu'elle avait subies en Orient, en ne s'annexant rien : « J'espère, disait Mercy le 13 février, que la furie française nous servira. Je ne vois plus pour nous d'autre ressource. » Entraîner toute l'Europe, l'Angleterre et la Sardaigne, dans cette guerre, et venger Louis XVI, en partageant la France à défaut de la Pologne, tel était le plan de Thugut. L'intérêt seul l'avait formé : par intérêt les Anglais l'adoptèrent et l'appuyèrent en Portugal, en Sardaigne et en Espagne : « Il faut démembrer la République de telle façon que, quel que soit son gouvernement et son principe, elle ne puisse plus être un sujet d'inquiétude pour les nations. »

La Prusse s'y serait associée, si, résignée à ne pas s'agrandir en Orient, l'Autriche l'eût appelée et admise au partage de la France. Enfin, Catherine II excitait l'Angleterre et les Habsbourg à venger Louis XVI, pour qu'acharnés contre les Français, ils la laissassent en paix détruire la Pologne et peut-être la Turquie. C'était en dernière analyse l'espoir commun d'une curée inespérée qui armait les souverains européens, au moment où ils s'unissaient pour la défense des Bourbons de France et du droit monarchique. « Les princes, écrivait Malouet, ne voient en Pologne et en France que des pièces à prendre, des hommes à asservir, des provinces à partager. Il n'y a rien de noble, rien de généreux dans leur ressentiment. Je ne vois d'autre trace de ce prétendu système fédératif que de vaines paroles et des formules vides de sens. » La coalition des souverains contre les Jacobins en 1793 n'était pas autre chose qu'un retour, d'une part à la grande alliance de 1701 contre la France, aux alliances de 1770 contre la Pologne, de l'autre. Elle résumait toute la politique du siècle qui s'achevait.

Cependant c'est alors un fait important que les politiques de l'Europe aient été amenés à colorer leurs actes égoïstes d'une apparence de justice, à donner aux partages qu'ils méditaient la forme d'une croisade monarchique. Ce fait fournit la preuve que l'opinion publique autour d'eux se constituait et les obligeait à des explications, autrefois inutiles. Les peuples se sont émus de la mort de Louis XVI. A Londres, les théâtres se sont fermés, des citoyens ont pris le deuil au lendemain du 21 janvier. En Espagne, les paysans se sont armés, excités par les prêtres, des volontaires sont venus s'inscrire pour la guerre contre les Français A Vienne, on offre des dons patriotiques pour la même entreprise. Cette explosion de haines, ce désir sincère de vengeance s'expliquent par le caractère même que les montagnards ont donné au jugement de Louis XVI. En accusant un roi que la loi même faisait inviolable, ils avaient le dessein de consacrer par l'acte le plus décisif

l'établissement de la justice révolutionnaire. C'était la proclamation même de la Terreur, sur la tête de la victime la plus en vue qu'on pût choisir, au sein de la Convention transformée par ce procès en tribunal révolutionnaire. « Nous ne sommes pas des juges, disait Robespierre, nous sommes des hommes d'État. » Le régime par lequel la France devait vaincre la coalition, réaliser ses conquêtes, et affranchir les peuples ne pouvait plus être discuté lorsque la Convention eut jugé Louis XVI. Le même jour, l'Europe fut avertie qu'il ne le serait pas. « Les nations étrangères pour leur propre liberté, disait Thuriot, le 12 décembre, réclamaient ce grand exemple. »

Elles comprirent cette leçon terrible, en effet, mais autrement que les révolutionnaires ne se l'imaginaient. Leur indépendance leur parut plus menacée que servie par les événements que le jugement de Louis XVI leur présageait. Sur le Rhin, en Belgique, les Français se montraient avec les nations aussi peu respectueux de la légalité qu'à Paris avec leur roi. On les avait applaudis à Valmy ; après Jemmapes, on les redouta, on plaignit leurs victimes, on se rangea avec leurs adversaires. Sans doute, leur politique ne justifiait pas cet effroi universel. Ni Danton ni ses amis ne prétendaient renverser toutes les monarchies et conquérir l'Europe. Au lendemain de la mort de Louis XVI, ils ne réclamaient pour la République d'autre étendue que les frontières naturelles du Rhin, des Alpes et des Pyrénées, et le disaient. Leurs déclarations auraient pu rassurer Allemands, Italiens, Espagnols. Mais il en fut de leurs paroles et de leurs actes en général au début de 1793 comme de la déclaration de Pillnitz en 1791. Les nations de l'Europe les prirent, ainsi que la nation française avait fait des menaces des souverains, dans leur ensemble, sans réserve, et firent de la contre-révolution un principe de défense essentiel, un devoir pour leurs chefs.

C'était donc une guerre redoutable que la Révolution, en février 1793, déclarait à l'Europe coalisée : les souve-

rains qu'elle réunissait contre elle en revendiquant ses frontières naturelles paraissaient résolus à profiter de ses discordes pour démembrer la France. Et déchirée par les disputes des partis, livrée aux armées, à leurs chefs, elle devait soutenir une lutte où s'était épuisée la monarchie de Louis XIV. Elle n'avait plus enfin seulement à se défendre à coups d'enthousiasme et de patriotisme contre les appétits de souverains que leurs ambitions rivales pouvaient encore paralyser. Les nations commençaient à faire cause commune avec leurs maîtres : elles leur apportaient le concours de leur haine, de leurs craintes, de leur patriotisme ombrageux ou avide. Le duel de la République française et de l'Angleterre se dessinait. La lutte des Français et des Allemands sur le Rhin allait reprendre. Voilà le grand combat que, jusqu'à la chute de Napoléon, la France va livrer à l'Europe, non pas aux rois seulement, mais aux peuples. Danton en donne la formule le 10 mars 1793, telle qu'elle s'imposera plus tard et pendant toute sa durée au régime militaire, que la fatalité de la guerre réserve à ses auteurs : « Conquérons la Hollande, et Carthage est à nous : l'Angleterre ne peut plus vivre que par la liberté, faisons marcher la France et nous irons glorieux à la postérité. » Conscient de l'étendue du péril et soucieux d'y faire face, Danton paie d'audace, pour éveiller dans la nation toutes les forces morales dont elle dispose, le culte de la tradition, l'amour de la gloire, avec la passion de la liberté.

Il eût mieux valu qu'elle eût d'abord à son service la force matérielle d'un gouvernement organisé pour la conquête et la résistance, assez fort pour réunir et soutenir les Français dans cet élan commun contre toute l'Europe. Et cela, la France, au mois de mars 1793, moins que jamais, ne paraissait pouvoir l'attendre de la Révolution.

Quand la guerre de 1793 éclata, les Girondins étaient au pouvoir, mais aussi impuissants que la royauté en 1792 quand ils avaient déchaîné contre elle la première fois cette guerre européenne. La mort du roi, qu'ils avaient

renversé, leur paraissait le présage de leur propre renversement ; ils redoutaient pour eux-mêmes maintenant les conséquences du conflit international provoqué par cet acte décisif de la justice révolutionnaire. Dès le 28 décembre 1792, Buzot avait marqué les inquiétudes de son parti : « Louis descendu de l'échafaud dans la tombe est un grand moyen d'attache à la cause des puissances. » Et le 1er janvier, le principal auteur de la guerre de propagande, Brissot, en dénonçait les dangers, s'efforçait trop tard d'en arrêter le cours. « Nous ne voyons pas assez l'Europe, disait-il alors à la Convention. Nos ennemis nous peignent comme prêts à révolutionner le monde. La mort de Louis XVI servira leurs desseins, jettera les neutres dans la coalition, déchaînera la guerre universelle. De la clémence pour les rois, de la modération envers les peuples conquis. » Les Girondins n'avaient pas été écoutés : on plaide mal les causes qu'on embrasse à la dernière heure, et par intérêt. On sert plus mal encore celles qu'on se repent d'avoir défendues. Et pourtant, le parti girondin accepta au mois de janvier 1793 la responsabilité d'une guerre qu'il désapprouvait.

Roland avait quitté le ministère le 20 janvier; ses amis et ses collègues ne l'avaient pas suivi dans la retraite. Ils défendaient leur pouvoir, cherchaient même à l'étendre aux dépens des Jacobins, sans paraître se soucier des devoirs que ce pouvoir leur imposait, vis-à-vis de la Convention et de l'étranger. Chargés par un vote de l'assemblée de procéder à la réunion de la Belgique, ils s'arrangeaient avec leurs agents pour la retarder. Brissot la déclarait dangereuse et recueillait surtout au comité diplomatique les protestations contraires des Belges. Si bien que par leur faute, la France encourait le blâme de cette conquête déguisée, sans avoir le profit et les ressources que Cambon au moins prétendait en retirer pour soutenir la guerre. Il fallut une intervention énergique de Danton pour décider les ministres à envoyer les commissaires nationaux en Belgique : et ceux-ci, pour rattraper, à la veille des hostilités, le temps perdu, firent

cette conquête, sans mesure, sans ménagement, nous aliénant tout ce pays, au moment même où il allait devenir la base d'opérations de nos armées.

Le 1er janvier 1793, dans un élan d'enthousiasme provoqué par l'étendue de la guerre qui se préparait, la Convention avait institué un *Comité de défense générale :* elle voulait réunir toutes les forces de terre et de mer dans les mêmes mains. Les Girondins s'installèrent dans ce comité, pour l'influence nouvelle qu'il leur offrait. Mais au lieu d'en faire le centre des opérations contre l'ennemi, ils s'en servirent pour combattre leurs adversaires. Ils y recueillaient les dénonciations de Dumouriez contre Danton, de leurs amis contre Pache, le ministre de la guerre, et ajournaient le 25 janvier, après l'avoir accepté, le projet de Dubois-Crancé sur l'amalgame qui eût donné à la France une armée à la fois jeune et disciplinée.

Si peu disposés que fussent les Girondins à préparer cette guerre, ils n'en disputaient pas moins le ministère à Pache, qui d'ailleurs n'en était pas digne. Depuis le 8 janvier, Pache s'occupait plutôt de peupler les bureaux des jacobins, ses créatures, que de fournir aux armées le nécessaire. Ce n'étaient que plaintes des généraux abandonnés sans ressources. Les Girondins recevaient toutes ces plaintes, accusaient Pache d'*impéritie* ou de *perversité*, moins par souci de la défense nationale que par désir de mettre à sa place l'un d'entre eux. La Montagne, le 25 janvier, dut le renvoyer. La Gironde proposa Duchâtelet. Ce fut Beurnonville qui, le 4 février, se trouva installé par les Jacobins au ministère, avec la lourde responsabilité d'organiser à la hâte une guerre déjà engagée.

Jamais pareille anarchie ne s'était vue dans un Etat obligé à soutenir le choc de toute l'Europe coalisée. Le parti qui allait résolument au devant de ce danger n'avait pas l'autorité nécessaire pour y faire face. Le parti qui avait l'autorité, et craignait de la perdre dans cette aventure, n'employait son pouvoir que contre ses ennemis de l'intérieur. Et l'émeute à Paris, excitée par leurs rivalités, risquait

d'emporter dans une dernière tourmente le peu qui restait à la France de gouvernement.

Enfin, l'homme qui depuis Valmy et Jemmapes avait déterminé les Français à la conquête de la Belgique et précipité par son ambition cette redoutable crise, Dumouriez, par ambition encore, regrettait, au lieu de la préparer, la guerre qu'il avait déchaînée. S'il était entré en Flandre au mois d'octobre 1792, c'était avec l'arrière-pensée de substituer en partie son pouvoir à celui de la maison d'Autriche. La politique de Danton et de Cambon, réclamant pour la France les profits de la guerre, avait fait tort aux espérances de Dumouriez. Il protesta dès le premier jour contre le décret du 15 décembre, au nom des Belges et soi-disant en faveur de leur liberté. « Je ne serai pas l'Attila des Belges après avoir été leur libérateur. » Il essaya de résister aux Conventionnels, s'insurgeant réellement, comme le lui reprochait Delacroix, contre le pouvoir civil. Il comptait sur le concours des patriotes et des privilégiés belges, malmenés par les agents jacobins, le fameux Chepy entre autres, qui, dans les élections belges pour la constitution d'une assemblée nationale, avaient eu presque partout la majorité (29 décembre). Au mois de janvier 1793, Dumouriez vint à Paris tenter un dernier effort auprès des Dantonistes, pour les convaincre de laisser la Belgique à elle-même, ou plutôt à son prétendu libérateur. Econduit, persuadé par le décret du 31 janvier sur la réunion de la Belgique qu'elle ne pouvait plus lui appartenir, il regagna son armée avec le dessein formé d'en faire l'instrument de ses rancunes et de son ambition. L'ennemi pour lui n'était plus à la frontière, mais à Paris.

A juger d'après les apparences, cependant, Dumouriez préparait en février 1793 une nouvelle conquête à la Révolution. Il parlait plus que jamais le langage de la propagande, s'associait aux patriotes hollandais qui s'apprêtaient à révolutionner leur pays : le 17 février, il lançait aux Bataves sa célèbre proclamation. En réalité, il cherchait aux embouchures du Rhin un nouveau domaine plus favo-

rable à ses intrigues que les plaines de Flandre, occupées désormais par les Jacobins, un terrain de résistance d'où il pût avec son armée engager contre eux une lutte décisive : « Je voulais pénétrer en Hollande. J'en avais les moyens immanquables. Il me fallait sacrifier du monde, mais les Bataves me désiraient. Maître de la Hollande, où j'aurais peut-être permis le pillage, je prenais les troupes de la République et je les incorporais dans les troupes de ligne. Avec une armée aussi formidable j'entrais dans la Belgique, je la délivrais de ses nouveaux tyrans, j'attaquais les Autrichiens pour pouvoir ensuite entrer en France et y rétablir un roi et une loi. »

Peu lui importait de risquer l'armée française à cent lieues de la frontière, pourvu qu'elle l'aidât à fonder son autorité sur la ruine des Jacobins et de la Convention.

Sa témérité était encore plus dangereuse pour la République que les hésitations des Girondins. Les querelles des partis n'étaient rien auprès de ce conflit sur la frontière et dans les armées, entre l'autorité militaire et la Convention. La France, au début de cette lutte redoutable avec l'Europe, fut exposée, si Dumouriez réussissait, à une dictature militaire, s'il échouait, à l'invasion, au démembrement peut-être.

Au mois de mars, le danger se précisa. L'entreprise ne pouvait pas réussir. Hâtivement conçue, elle fut exécutée sans prudence. L'armée française négligeait toutes les places fortes pour occuper rapidement la Hollande. « Ce n'est pas le temps de la prudence, » disait Dumouriez. Il le prouvait, en chargeant Miranda d'enlever Maëstricht par un coup de main et Valence de défendre seul la Belgique, d'assurer sa ligne de retraite contre un retour offensif de l'ennemi. Miranda ne put s'emparer de Maëstricht : il apprit que les Autrichiens se massaient sur la Roër. Effrayé (1er mars), il recula précipitamment par Vanloo sur Liège. Ce retour inexpliqué, sans défaite qui le motivât, troubla l'armée française que des menaces de révolte en Belgique achevèrent de démoraliser. Il rendit courage à l'ennemi

qui se prépara à reprendre le terrain perdu. Et Dumouriez, à son tour, se vit contraint à une retraite précipitée qui lui fit perdre la confiance de ses soldats. Sa colère s'abattit sur les Jacobins. Le 10 mars, il fit arrêter leurs agents Chaussard, Chépy; irrité de son échec, il se décida à suppléer au plan qu'il avait formé par un coup de tête. « Je prendrai la dictature en Belgique. » Au lieu de chercher à réparer ses fautes, il les rejeta sur la Convention, et lui adressa dans sa lettre du 12 mars une véritable déclaration de guerre qu'il fit imprimer. L'ennemi n'avait pas eu besoin de combattre pour arrêter la conquête française : pour conquérir la France, il n'avait plus qu'à laisser éclater le conflit de Dumouriez et des Jacobins.

Cobourg et Clerfayt, les généraux autrichiens, furent obligés pourtant de livrer bataille. Il fallait à Dumouriez le prestige d'une nouvelle victoire « pour sa grande aventure ». Vainqueur à Tirlemont le 16 mars il fut en partie défait à Nerwinden (18 mars) et obligé de se retirer sur la frontière pour n'être point tourné. Au lieu de la défendre, comme il le pouvait encore, il allait la découvrir par une trahison plus coupable encore que ses projets de dictature, mais nécessaire à son point de vue depuis qu'il s'était démasqué. Le 23 mars, il envoyait son adjudant général à l'armée autrichienne. Cobourg lui adressait Mack, le 25, pour concerter avec lui un complot contre la Convention. Sans doute les Autrichiens promirent à Dumouriez de ne pas envahir la France : en leur tournant le dos pour marcher sur Paris, il la leur livrait cependant.

Le 31 mars, Dumouriez annonce à la Convention son retour à la tête de ses troupes; le 1er avril il fait arrêter Beurnonville et les Conventionnels, venus pour l'arrêter lui-même, les remet aux Autrichiens, fait appel à ses soldats; le 2 avril au camp de Bruille, le 3 au camp de Maulde, il les exhorte à le suivre à Paris. Les volontaires, au cri de « la République ou la mort », lui tournent le dos pour faire front à l'ennemi, rangés autour des Conventionnels qui les appellent à Lille. Abandonné le 5 avril, Dumouriez passe la

frontière et se livre aux Autrichiens après leur avoir livré la France.

De la Hollande entrevue, de la Belgique perdue, il ne restait plus aux Français partis pour la conquête de l'Europe que l'humiliation d'une déroute, aussi dangereuse pour leur propre sûreté que les paniques de 1792. La guerre civile éclatait de toutes parts au milieu d'eux, plus violente que jamais; dans les provinces, les paysans du Midi, de la Vendée s'insurgeaient contre la Convention. A Paris, le 9 mars, la Commune, pour d'autres motifs, menaça l'assemblée d'un coup de main. Enfin, dans la Convention elle-même, la dispute du pouvoir entre les factions rivales s'aigrit par les reproches que Girondins et Jacobins se firent les uns aux autres d'avoir provoqué cette déplorable aventure. Dumouriez par la fuite s'était soustrait au règlement de comptes qu'on pouvait lui demander. Dans l'assemblée, les partis demeurés en présence se le réclamaient mutuellement. Depuis le 10 mars Robespierre menaçait la Gironde. A partir du 30 mars, la Gironde harcèle Danton et s'efforce de rejeter sur lui la responsabilité des désastres et des trahisons.

Seul, au milieu de cette confusion, Danton prévoit les dangers de l'anarchie et s'efforce d'y porter remède. Il réclame dès le 10 mars 1793 la fin des querelles entre les partis et la création d'un gouvernement. Il la réclame alors au profit de la conquête qu'il croit encore possible à force d'audace. « Point de débats, point de querelles. Vos discussions sont misérables. Je ne connais que l'ennemi. » — « Nous ne pouvons nous le dissimuler, il nous faut des ministres dont le contact nécessaire et habituel avec vous assure l'ensemble et l'exécution des mesures que vous avez combinées pour le salut public. » Sourds à cet appel, les Girondins refusent de réorganiser le ministère, pour empêcher qu'il ne lui appartienne. Plus dévoué au bien public, Danton retourne en Belgique, s'efforce de conjurer la trahison de Dumouriez et la retraite précipitée de son armée. Quand il revient à la fin de mars, la patrie est menacée comme au mois d'août 1792.

Les premières paroles de Danton sont encore un appel à l'union auquel les Girondins répondent par une déclaration de guerre. Ils l'accusent d'avoir connu et favorisé le crime de Dumouriez, et, pour l'atteindre, suspendent eux-mêmes l'inviolabilité des membres de la Convention. Enfin, en pleine crise, ils cherchent à prendre le pouvoir qu'ils lui refusent. « Saisissons d'une main hardie, ferme et pure, les rênes du gouvernement. Il faut sauver la patrie, » s'écrie Isnard le 4 avril, et le 6, le Comité de défense générale devient le Comité de Salut public.

La France avait au moins un gouvernement. Mais ce gouvernement appartint à Danton et à ses amis dès les premières élections. C'était, en effet, de nouveau et définitivement la mise à l'ordre du jour de la Terreur. Le 6 avril, le tribunal révolutionnaire avait repris sa fonction, menaçant cette fois les Conventionnels eux-mêmes que l'inviolabilité ne couvrait plus, par suite des lois nouvelles du 28 mars, du 1er et du 5 avril contre les suspects. Le 5 avril, sous le nom d'armée de l'intérieur, s'organisait la garde prétorienne des sans-culottes, au service de ce régime dictatorial. Les Girondins n'étaient point faits pour gouverner de la sorte. Ces pouvoirs extraordinaires et sanglants devaient appartenir aux hommes qui les avaient imaginés six mois auparavant. La Convention fut logique en les leur confiant. Leur excuse fut de les avoir employés encore au service de la patrie en danger, avec la pensée de la sauver de l'anarchie et de l'invasion. Leur mérite, qui revient presque tout entier à Danton, est d'avoir eu et formulé un programme de politique intérieure et extérieure, au temps où la France en avait plus que jamais besoin.

LA DÉFENSE NATIONALE

Le lendemain du jour où Danton prend de nouveau le pouvoir, dans les mêmes conditions que huit mois auparavant, le 10 avril 1793, sa première préoccupation, son pre-

mier mot furent : « *vaincre les ennemis.* » Il songeait aussi à terminer la Révolution, c'est-à-dire à substituer par une bonne constitution un régime légal et régulier à l'anarchie, à l'émeute, au régime révolutionnaire. Mais la sûreté des frontières et la paix avec l'Europe lui paraissaient plus nécessaires encore, ne fût-ce même que comme une condition de la paix intérieure. « Nous touchons au moment, dit-il, le 13 avril, où il faudra dégager la liberté, pour mieux la conserver, de tous ces enthousiasmes. »

Et alors, sans hésiter, Danton propose à la Convention de renoncer à la guerre de propagande qui a justement alarmé les nations autant que les souverains. Il la décide à revenir sur ses résolutions du 19 novembre et du 15 décembre 1792. Le décret du 13 avril est l'abandon de la guerre de conquête justifiée par la croisade républicaine. « Dans un mouvement d'énergie, vous avez rendu un décret qui porte que nous donnerons protection aux peuples qui voudraient résister à l'oppression des tyrans. Mais ce décret singulièrement vague vous oblige à secourir quelques patriotes qui voudraient faire une révolution en Chine. Il faut avant tout songer à la conservation de notre corps politique et fonder la grandeur française. Que la République s'affermisse, et la France, par ses lumières et son énergie, fera attraction sur tous les peuples... Décrétons que nous ne nous immiscerons plus dans ce qui se passe chez nos voisins. »

D'un coup, par la volonté et la clairvoyance de Danton, la politique étrangère de la France se trouvait ramenée en arrière, au temps où la Constituante répudiait, à l'appel de Mirabeau, la propagande et les conquêtes. La Révolution et ses chefs s'instruisaient par leurs propres fautes. Ils évitaient même celles que la Constituante, dans son ardeur à prêcher la paix perpétuelle, avait commises. L'attitude de l'Europe, la guerre où la Convention était engagée avec elle ne lui permettaient pas de désarmer. « Décrétons, ajouta Danton, que la nation s'abîmera plutôt que de souscrire à toute transaction, que de transiger avec des ennemis qui pour préliminaire ne reconnaîtraient pas la souveraineté

du peuple. » Ces appels à la modération n'étaient donc ni un signe de faiblesse, ni l'effet de vagues et dangereuses théories. C'étaient des résolutions et les actes d'une politique déterminée à soutenir la guerre, à la limiter aussi quand il le faudrait au prix d'une paix honorable.

Pour n'avoir plus été inspirée par le désir de la conquête, la diplomatie de Danton n'est pas faite d'abdication : dans une guerre inégale et malheureuse, elle devient une arme de défense, l'auxiliaire des résistances nationales. Pour vaincre l'étranger, elle se propose de le diviser. Danton a défini sa politique le 7 juin en disant : « Il faut faire aux ennemis une dernière sorte de guerre, une guerre de négociations. » Il l'a pratiquée avec Lebrun, ministre des affaires étrangères, Hérault de Séchelles qui fréquentait auprès de Poterat ou Soulavie, intrigants ou théoriciens de l'ancienne diplomatie monarchique. Et peut-être est-ce par ces influences qu'il s'égare encore, malgré son génie et sa pénétration, dans les chemins sans issue de la politique traditionnelle.

A tort, comme ses prédécesseurs, Danton considère l'Autriche comme l'ennemi le plus redoutable, l'adversaire ancien qu'il faut isoler et réduire. C'est en ce sens que le Comité de Salut public procède avec lui à la pacification nécessaire. Il déclare nettement que la France rentrera dans ses anciennes limites, sans abandonner pourtant Montbéliard, Mulhouse, Avignon, la Savoie et Nice librement associés à ses destinées, et à la condition de conserver le gouvernement qu'elle s'est donné. Il proclame son intention d'évacuer définitivement les Pays-Bas dont l'invasion a produit la guerre. Mais il refuse à l'Autriche le droit de les échanger contre la Bavière ; il se prépare à ruiner la papauté en Italie, parce que, depuis trois siècles, elle a lié ses intérêts à ceux des Habsbourg. Enfin, de toutes parts, il met en mouvement contre l'Autriche le système classique des alliances du Nord et de l'Orient.

Descorches est chargé d'inviter les Turcs à s'armer contre elle. « On espère cependant que *même avec l'Autriche* la paix

n'est pas impossible. » Mais c'est évidemment la dernière puissance de laquelle on l'attende. On paraît préférer la contrainte à la négociation. Et c'est pour cette raison que le Comité, le 13 mai, arrête avec la Suède un projet d'alliance offensive et défensive pour empêcher l'Autriche de s'accroître en Allemagne, d'usurper la Bavière. S'il envoie Semonville en Toscane, cette terre à demi autrichienne, il le prévient que « la République n'a que la guerre à traiter avec l'Autriche (19 mai) ». Et il invite notre agent à Venise, Noël, à éveiller contre les Habsbourg les ambitions de l'Etat vénitien sur Fiume et Trieste : « car entre nous et eux, c'est une guerre à mort. »

Désireux, certes, de restreindre la guerre, de diviser la coalition, Danton et ses collaborateurs, dominés par les souvenirs des luttes entre les Bourbons et les Habsbourg, confondent l'Europe de 1793 avec l'Europe du seizième et du dix-septième siècle. Richelieu mal compris est toujours leur modèle : ils négligent, ils ménagent, pour atteindre un ennemi moins redoutable qu'il ne leur paraît, l'adversaire véritable, et le principal champion de la coalition.

C'est entre l'Angleterre surtout et la France que désormais la guerre à mort est déclarée. La restitution des Pays-Bas ne suffirait plus à désarmer la nation anglaise depuis que les embarras et les défaites de la République ont éveillé en elle l'espoir des conquêtes faciles : Danton se méprend sur les sentiments des Anglais, les jugeant plus favorables que les royautés du continent à la constitution d'une république. Il ignore leurs rancunes de la guerre d'Amérique et leur espoir de revanche. Il attend des quelques démocrates anglais qu'il fréquente ou emploie, Miles, Mathews, la promesse d'une neutralité, d'une réconciliation que la nation anglaise n'est pas disposée à ratifier.

Comme tous les Français d'alors, il persiste également à se faire illusion sur les intentions du gouvernement prussien. La paix avec la Prusse, « notre alliée naturelle », lui paraît simple, prochaine, une alliance même vraisemblable, selon les traditions encore de la guerre de Trente ans. Le

Comité de Salut public la paierait, s'il le fallait, un bon prix : il consentirait à procurer aux Hohenzollern Dantzig, un stathoudérat dans les Pays-Bas, s'ils voulaient ouvrir les yeux à la raison et se lier avec la République contre l'Autriche. Coquetteries, tentations, il n'épargne rien pour séduire et convaincre la Prusse : l'envoi de Semonville en Toscane (23 mai 1793) a pour objet d'alarmer, par une apparence de négociation autrichienne, le cabinet de Berlin, de le ramener, de désunir la ligue.

Si Danton, Lebrun et le Comité avaient connu les véritables dispositions des puissances, et réglé sur l'intérêt présent de l'Europe et de la France leur action diplomatique, ils l'auraient engagée dans des voies absolument opposées. Au moment où le Comité s'organisait sous la main de Danton, le 8 avril 1793 un conseil de guerre se tenait à Anvers auquel assistaient tous les généraux, tous les diplomates de la coalition, le duc d'York et lord Auckland pour l'Angleterre, le comte Keller et le général Knobelsdorf pour la Prusse, Stahremberg et Metternich pour l'Autriche et l'Empire. De tous les assistants, les plus modérés à l'égard de la France étaient les généraux de l'Empereur, Cobourg et Mack : ils proposèrent aux alliés de respecter la promesse faite par eux à Dumouriez, de restaurer les Bourbons sans rien prendre à la France. « Leur langage souleva un tocsin général d'indignation. » Et de toutes les réponses, les plus violentes, les plus haineuses furent celles des Anglais : lord Auckland déclara qu'il fallait réduire la France à un véritable néant politique, réaliser des conquêtes à Dunkerque, dans les colonies, et les garder.

L'ivresse de la victoire déliait les langues : les ennemis de la République s'expliquaient franchement, en avril, sur les motifs réels de leur prise d'armes. « J'avais cru », disait Cobourg à François II, « que le vœu des puissances était de rétablir en France la monarchie, l'ordre et la paix en Europe. Je trouvai que je m'étais trompé. Je vis que chacun ne pensait qu'à soi. »

Sans doute l'Autriche y pensait comme les autres. Mais

elle n'avait pas, comme l'Angleterre, les yeux uniquement fixés sur les dépouilles de la France. Elle convoitait en même temps celles de la Pologne. Le démembrement de la République française lui paraissait plus malaisé, plus incertain que celui de la République polonaise. Il y fallait des ménagements. « Quel est le but de la guerre contre la France, disait Thugut le 14 avril : la restauration de la monarchie. Non, il ne faut pas reconnaître ni le Dauphin, ni Monsieur, ni exciter le peuple de France au point de le réunir contre les conquêtes qu'on médite à ses dépens. » Le cabinet autrichien comptait avec le sentiment national en France, et il avait raison. Il n'avait pas tort non plus de penser qu'un profit plus aisé l'attendait en Pologne, si l'Autriche s'imposait à la Prusse, à la Russie prêtes à opérer un deuxième partage. François II réclamait à Catherine sa part, et arrêtait ses troupes aux Pays-Bas pour forcer les Prussiens par intimidation à la lui concéder.

Le gouvernement prussien, depuis Valmy, faisait mieux encore la différence des conquêtes sur le Rhin ou sur la Vistule, et renonçait volontiers aux unes pour s'assurer des autres. « Que faut-il faire? se disaient les généraux de Frédéric en face des quartiers de Custine : rien. Nous avons en tout cas un morceau de Pologne. »

Seule l'Angleterre était déterminée à une lutte opiniâtre, acharnée, exclusive contre la France, par sentiment, par ambition, par intérêt aussi. Si, malgré ses refus qu'elle renouvela jusqu'au 14 juillet et au 31 août, de laisser partager la Pologne, ou sacrifier la Bavière, les puissances continentales s'agrandissaient, il lui fallait des compensations, prélevées sur la France. Elle s'approchait de Dunkerque, se saisissait de Toulon, négociait en Vendée, occupait Tabago, reprenait en un mot son duel avec la France au point où la paix de Paris l'avait interrompu.

Tandis qu'ils croyaient poursuivre l'Autriche surtout, l'ennemie traditionnelle, les Conventionnels en 1793 déchaînaient sur la France, une fois encore, l'orage qui avait brisé au dix-huitième siècle son empire colonial, et qui

menaçait maintenant son existence nationale. Danton s'en aperçut le 18 mai aux réponses qu'il reçut de Londres. Le gouvernement anglais exigeait de la France qu'elle rendît même Avignon, après la Savoie, sous prétexte d'avoir la preuve qu'elle renoncerait à toute conquête, en réalité pour l'atteindre dans les principes essentiels de sa vie nationale. « Il faut, disait Pitt alors, que les forces de la France soient assez affaiblies et celles de l'Angleterre assez augmentées. » Trop tard, Danton entrevit avec Lebrun la vérité : c'était à l'Autriche qu'il eût fallu s'adresser. Peu pressée de courir des risques en France, jalouse en Pologne de la Prusse et de la Russie, elle aurait consenti à traiter, si on lui eût permis l'échange de la Bavière contre les Pays-Bas. La paix, la ruine de la coalition, sur ce fondement, étaient probables. Car la Prusse, qui refusait au Comité de combattre l'Autriche, l'eût suivie immédiatement dans la retraite. Et l'Angleterre restait seule, en face de la France, résolue et sans doute de force à se défendre. Excellente dans son principe, opportune, la diplomatie de Danton fut sans effet par l'emploi des moyens usés, des traditions surannées que lui fournissaient ses collaborateurs.

Certes, il eut vite fait de s'orienter autrement, quand il reconnut son erreur. Dès le 15 juin, son confident Hérault de Séchelles fut chargé de s'aboucher sur le Rhin avec les agents autrichiens ; le 7 juillet, Chauvelin reçut l'ordre d'aller en Toscane préparer une négociation sérieuse avec l'Autriche. Mais cette conversion tardive se faisait au moment où Danton ne disposait plus du Comité de Salut public, ni par conséquent du pouvoir. Pendant les trois mois qu'il l'avait occupé presque souverainement, il n'avait pas réussi, comme il le souhaitait, à limiter la guerre de la Révolution, ni même le nombre de ses ennemis.

Sa politique étrangère échouait comme sa politique intérieure. Il espérait, le 13 avril, mettre fin à l'anarchie, à l'émeute : les nécessités de sa lutte avec les Girondins l'obligeaient, le 2 juin, à atteindre, pour les frapper, le seul pouvoir capable de restaurer un régime légal, la Conven-

tion. Après des débats presque quotidiens, le 21 mai, les Girondins faisaient nommer une commission d'enquête contre la Commune de Paris. Danton se crut, se vit, fut toujours menacé, et, selon les paroles de Garat, pour se sauver, lui et les siens, « il franchit tous les rubicons ». Il participa à l'émeute du 31 mai qui força la Convention à supprimer la commission des Douze. Le 2 juin une nouvelle émeute éclatait : l'Assemblée essaya de lui résister, refusant de livrer les Girondins à ses colères. Elle fut obligée de capituler devant les canonniers d'Henriot. Ce jour-là, elle fut brisée, comme la royauté l'avait été le 10 août. En vain, Danton s'était efforcé d'obtenir, le 29 mai 1793, de cette Convention nommée pour établir la loi, et bientôt incapable de la faire respecter, une Constitution, garantie suprême de la légalité dans l'avenir. Quatre jours après, il n'était plus le maître de la régler. La proposition qu'il en fit fut pour lui l'occasion d'un premier échec : la Convention confia le soin de rédiger l'acte constitutionnel aux amis de Robespierre, Couthon, Saint-Just, Mathieu, Ramel. Bientôt le Comité de Salut public retirait à Danton, pour la leur donner aussi, la direction de la correspondance générale (13 et 15 juin). Un mois après, au renouvellement du Comité, Danton et ses amis furent écartés (10 juillet), remplacés par la faction de Robespierre qui y entrait lui-même enfin, pour en prendre possession, le 27 juillet 1793. Ainsi se trouvait justifiée cette parole que Danton disait à un de ses amis : « Hâtons-nous ; ceux qui font les révolutions ne sont pas ceux qui en jouissent. » La République au mois de juin ne lui appartenait plus : la révolution continuait au profit de Robespierre. Et la guerre avec l'Europe se poursuivait aussi par la volonté des hommes qui venaient de substituer leur pouvoir à celui de Danton.

Depuis le jour où Robespierre a entrevu le moyen d'établir son autorité par la ruine des Girondins et des Dantonistes, dont le duel servait ses ambitions, il a prêché à la Convention et dans les clubs la guerre républicaine, la croisade contre les rois, la lutte à outrance contre l'Europe.

S'il accuse la Gironde de complicité avec Dumouriez, pour la perdre, il reproche dès le mois d'avril à Danton sa politique de transactions avec l'ennemi. Dans les intrigues des uns et la tiédeur des autres, il se réserve, à son parti et à lui-même, l'honneur et l'avantage d'un patriotisme farouche et intransigeant qui exige au dehors la guerre sans trêve, et assure au dedans la durée du gouvernement révolutionnaire. Dès le 13 avril, en face de Danton, il proclame la mise hors la loi des lâches qui proposeraient de traiter avec l'ennemi. Le 24, il affiche le programme de la République universelle, dont tous les citoyens en tous pays doivent s'unir contre les aristocrates et les tyrans. Dans la proscription du 2 juin, Robespierre fait comprendre avec les Girondins le ministre à qui Danton avait confié ses idées de pacification et le soin de les réaliser, Lebrun.

Certes, il y avait de l'audace à vouloir émanciper les peuples, en un temps où la France et la République elle-même avaient peine à garantir leur propre sûreté. Les Jacobins payaient en effet d'audace, dans cette crise décisive où ils manœuvraient pour prendre le pouvoir. Quand on discuta le 18 juin l'Acte constitutionnel, Hérault de Séchelles, par crainte de Robespierre, y fit inscrire la clause que le peuple français ne ferait point la paix avec un ennemi qui occuperait son territoire. « Avez-vous fait un pacte avec la victoire? » fit observer Mercier. « Nous en avons fait un avec la mort, » répondit Barère, et l'article passa, sur ce mot à effet, par les instances de Robespierre.

La situation de la France n'en était pas moins, à cette date, presque désespérée. Sur la frontière du nord, Dampierre, le successeur de Dumouriez, fut tué le 1er mai en essayant de sauver Condé. Custine, qui le remplaça, le 13 mai, ne put défendre ni Condé, ni même Valenciennes, occupées le 13 juin et le 28 juillet. Le 25 juillet, la frontière de l'est était découverte par la capitulation de Mayence. Au sud, l'armée républicaine était vaincue le 20 mai par les Espagnols qui envahissaient le Roussillon. Enfin, à l'intérieur, vainqueurs à Fontenay le 25 mai, les Vendéens marchaient

sur Saumur et y entraient le 10 juin sans résistance. Les insurrections de Lyon, de la Lozère n'étaient pas moins heureuses. C'était partout, par les victoires de l'ennemi et par la guerre civile, le démembrement de la France, tandis que Robespierre et ses amis prêchaient la conquête de l'Europe et la République universelle. La coalition disposait de près de trois cent mille hommes. « Les alliés, dit Jomini, auraient pu former deux grandes armées, s'avancer de Valenciennes sur Paris, ou de Mayence sur Reims. En quinze marches on pouvait conduire deux cent quatre-vingt mille hommes sur Paris. » Désorganisée, mal équipée, sans aide d'un gouvernement qui n'existait plus, l'armée française n'aurait pas résisté à cette invasion.

Cette fois l'honneur de la défense nationale n'appartint pas d'abord à la nation ; la France fut sauvée au mois de juillet 1793 par un concours heureux de circonstances. Occupées en Orient à la curée de la République polonaise, les puissances lui laissèrent, sans négociation, une trêve inespérée.

La Russie prétendait faire ratifier par une diète polonaise convoquée à Grodno le traité de partage conclu en janvier 1793 avec la Prusse, pour donner à cet acte de spoliation la valeur d'une cession volontaire et définitive. Il lui fallut un mois, du 19 juin au 23 juillet, pour convaincre ce malheureux peuple par la menace et la violence. Catherine était nantie : alors les Polonais, à son instigation peut-être et sans doute à celle de l'Autriche, refusèrent au roi de Prusse le même sacrifice pendant tout l'été de 1793. L'âpreté des Prussiens, mécontents de voir Catherine II en possession et de ne l'être pas, les intrigues de l'Autriche contre eux immobilisaient les Allemands sur le Rhin. Ils ne voyaient que ce qui se passait à leur frontière de l'est. De même qu'auparavant, après Valmy, les préliminaires du second partage de la Pologne avaient rappelé Brunswick de la Meuse, en juillet 1793, les suites de ce partage suffirent à protéger la nation française d'une invasion qu'elle semblait moins capable encore de repousser. C'eût été, à

Danton avait gardé la direction de la République, une nouvelle occasion d'une paix honorable.

Ce fut pour Robespierre, décidé à pousser la guerre afin de s'installer définitivement au pouvoir, le moyen au moins d'éviter un désastre que son ambition avait rendu presque inévitable. Alarmé du péril, Danton avait encore le grand mérite de réclamer l'organisation d'un gouvernement fort, quoiqu'il ne dût plus lui appartenir. « Rien ne se fait, s'écriait-il le 1er août, le gouvernement ne dispose d'aucun moyen politique. Je demande que la Convention érige en gouvernement provisoire son Comité de Salut public, que les ministres ne soient que ses premiers commis, qu'il soit mis cinquante millions à sa disposition. » Le 5 septembre, Barère donnait enfin à ce régime son vrai nom, en demandant à la Convention de placer la Terreur à l'ordre du jour. Danton le soutenait des mêmes mesures atroces qu'un an plus tôt, en réclamant de nouvelles proscriptions. Mais en même temps il faisait décréter la levée en masse le 23 août, et, comme le 19 juin il avait eu la prudence de prescrire l'amalgame de ces recrues avec les troupes régulières, un mois après la France avait une armée de 500000 hommes mieux constituée que jamais. A son appel, les membres du Comité de Salut public, Carnot et Jean Bon Saint-André, se chargent de l'organisation de la guerre à la place des ministres incapables, comme Bouchotte. Dès le mois de septembre déjà la France était prête à la résistance.

Il était temps : le 28 août les Anglais avaient déjà pris Toulon, quand Houchard, le 8 septembre, leur ferma Dunkerque par la rude victoire d'Hondschoote. Le 15 septembre Houchard était battu, il est vrai, mais le 23 septembre Carnot partait pour la frontière du nord, après s'être adjoint Jourdan la veille, et la victoire de Wattignies (16 octobre 1793), décisive comme celle de Valmy, prouvait la supériorité de la stratégie imaginée, de l'armée réorganisée, des généraux choisis par lui. Le 26 octobre, les Autrichiens opéraient leur retraite de Maubeuge qu'ils blo-

quaient, de Condé et de Valenciennes occupées depuis trois mois. La prise de Lyon (8 et 9 octobre), les défaites des Vendéens à Châtillon et à Cholet sauvaient la République à l'intérieur, tandis que le roi de Prusse visitait, sans plus songer à elle, le nouveau domaine que le 25 octobre 1793 la Pologne avait enfin dû lui céder.

Sans doute, l'œuvre de délivrance n'était point achevée. Les Autrichiens étaient maîtres des lignes de Wissembourg et presque de l'Alsace; les Anglais restaient à Toulon, les Espagnols dans le Roussillon, et les Vendéens se reformaient au delà de la Loire. Mais si l'on considère ce qu'en un mois d'efforts dispersés sur tous les points, la nation et ses chefs avaient obtenu par leur énergie, et à la condition d'avoir à leur service un gouvernement résolu et ferme, le succès définitif était certain.

C'est pourtant à ce moment, où la Terreur et le régime révolutionnaire n'avaient plus d'objet, que Robespierre et son parti l'imposent définitivement à la France. Le 10 octobre 1793, le gouvernement sanglant du Comité de Salut public s'organise, comme un décemvirat légal, par leur volonté, uniquement à leur profit. Saint-Just demande que la Constitution soit suspendue, et le pouvoir révolutionnaire concentré jusqu'à la paix entre les mains des membres du Comité. Jamais encore le régime de la Terreur n'avait été organisé à ce point : les ministres n'ont plus d'autorité. La Convention n'est plus qu'une représentation nominale. Ses membres, frappés de stupeur, tremblent comme de simples citoyens. Les chefs de la Terreur disposent souverainement de la France avec l'aide du Comité de Sûreté générale, qui lui désigne ses ennemis et livre au peuple et à la justice révolutionnaire ses victimes : Marie-Antoinette le 16 octobre, les Girondins le 31. Une apparence même de légalité couvre leur tyrannie : car le 19 octobre Billaud-Varenne a fait la théorie de ce régime d'exception, et la Convention l'a approuvé : « Trop longtemps nous avons marché au hasard : qui n'a ni système arrêté, ni plan tracé se rend le jouet des événements, se met à la merci des passions humaines. Il

s'agit maintenant d'établir la démocratie dans une nation qui a longtemps gémi dans les fers : il faut une action forte : vous avez mis la justice à l'ordre du jour. La justice a été trop longtemps profanée. Elle a un caractère fortement calqué sur les droits de l'homme. La justice est la raison et la volonté du peuple. » Cette définition de la justice révolutionnaire, le seul gouvernement de la France depuis le 10 octobre, légal presque, et fort, explique pourquoi elle fut le contraire même de la justice, et comment elle dura.

Les Dantonistes qui l'avaient inaugurée ne reconnurent plus leur œuvre. Danton, dégoûté, se retira à Arcis-sur-Aube, laissant la place à Robespierre « qui *déshonorait*, selon le mot de Courtois, *la Terreur* ». D'un expédient sanglant, son adversaire et son successeur avait fait un système de gouvernement régulier, une loi, et presque une religion. Billaud-Varenne en était avec Saint-Just le théoricien, Robespierre voulut en être et en devint le *grand prêtre*. C'est l'apparence qu'il eut ou se donna auprès des contemporains. « Il avait, dit Thibaudeau, ses dévots et ses dévotes, Mahomet et Cromwell moins le génie. » « Il a tous les caractères d'un chef de secte », répète Condorcet, et Mallet du Pan compare son pouvoir à celui de l'Islam. Pour un tel rôle, il avait dans l'esprit peu de ressources. Les Conventionnels Meillan, Baudot, Daunou, Carnot lui-même, constataient que sa parole n'était que déclamations vides, et ses projets que généralités vagues, sans rien d'utile ni de précis. Mais en lui la volonté était aussi tenace, et l'ambition réglée que l'esprit était vide. Il a épuisé avec patience les phases successives de la Révolution, sans se laisser user, attendant, observant. Et quand l'heure est venue, marquée par la lutte des Girondins et des Dantonistes, et le meurtre de Marat, il a recueilli et réuni dans sa personne et dans son parti les éléments divers dont s'étaient faits leurs pouvoirs et leur popularité. C'est pour lui que les Girondins ont établi par la guerre la République, pour lui que par deux fois Danton l'a sauvée de l'invasion par un gouverne-

ment véritable, pour lui enfin que Marat a constitué une sorte de culte dont les manifestations lui survivent. Robespierre est à la fin de 1793 toute la Révolution, parce qu'il a su discipliner à son service toutes les forces de sentiment ou de pensée successivement mises en jeu par elle. Son parti l'adore comme un Dieu : ses adversaires le traitent de dictateur. Il a, en effet, remplacé Marat et préparé Bonaparte.

Ce fut de sa part la suprême habileté que d'avoir lié la puissance du Comité de Salut public à la guerre contre l'Europe. Il n'a pas, comme Danton, deux fois sauvé la France, et Thibaudeau remarque justement qu'il ne faut pas lui faire honneur des victoires décisives de 1793. Mais son gouvernement, fort et redouté, a pu donner immédiatement à l'élan de conquête qui emporta la nation, après la crise du mois d'août 1793, une direction et des encouragements dont il a profité.

Dès le mois de septembre, le Comité de Salut public décrète la guerre de conquête et l'organise sur toutes les frontières de la République. Les voiles sont brutalement déchirés, et la lutte de la Révolution contre l'Europe n'a plus rien d'une croisade ni d'une œuvre de propagande. C'est une entreprise nationale d'un peuple qui s'est prouvé à lui-même, dans une crise de rajeunissement et d'angoisse patriotique, les forces dont il disposait pour la défense et pour l'attaque. Glorieuse de vaincre, depuis qu'elle est assurée de la victoire, la France proclame, par la bouche des terroristes, ses besoins d'expansion, ses appétits, ses ambitions. Les généraux républicains reçoivent de Jean Bon Saint-André, le 15 septembre 1793, de Carnot, le 30 septembre 1794, l'ordre de « renoncer à toute idée philosophique, adoptée dans la vue de faire sentir aux nations étrangères le prix et les avantages de la liberté. Ils doivent pratiquer la représaille : et la loi nouvelle est d'exercer à l'égard des individus ou des pays subjugués par les armées françaises les droits ordinaires de la guerre, c'est-à-dire de désarmer les habitants en leur prenant des otages, de les

frapper de contributions en nature et en numéraire proportionnées à leur richesse, de confisquer leurs trésors d'église ou d'Etat, d'enrichir en un mot la République après avoir nourri les armées à leurs dépens. » La Convention approuve ce système. Elle applaudit au langage du représentant Baudot qui lui en montre les avantages : « Nous faisons la guerre comme aux beaux temps de Rome. Vaincre l'ennemi et vivre à ses dépens, c'est le vaincre deux fois (12 mars 1794). »

Le temps est déjà loin où la Révolution distinguait les armées ennemies qu'elle refoulait et les peuples qu'elle prétendait affranchir. Elle confond désormais dans sa vengeance les souverains et les nations. Elle traite les Belges, lorsque après Wattignies ses armées rentrent en Flandre, comme des vaincus, leur prend des otages, de l'argent, plus de 15 millions en quelques jours, des tableaux de prix. Pour masquer la brutalité de ses actes, elle fait encore quelques réserves en faveur des pauvres gens, et déclare surtout la guerre aux riches, aux oppresseurs. Les officiers de ses armées prétendent que les chefs-d'œuvre enlevés à l'étranger seront mieux à leur place « dans la patrie des arts et du génie, la patrie de la liberté et de l'égalité sainte ». Mais les organisateurs de la conquête laissent voir la joie des profits qu'elle donne. « La Belgique nous envoie au lieu de recevoir, dit Cambon. — Nos besoins sont immenses, écrit tout le comité des finances. Vous êtes dans un pays où les ressources sont grandes. » Tallien résume crûment en quelques phrases tout ce mouvement d'appétits et de pillage. « La Belgique, comme toutes vos conquêtes, doit être traitée en pays conquis. Pourquoi chercher des alliés dans un pays où nous n'avons jamais trouvé un ami? »

Si l'argument avait quelque valeur, l'Allemagne aurait dû être épargnée, car nulle part la Révolution n'avait mieux été accueillie que sur les rives du Rhin. Mais de bonne heure Custine y avait donné l'exemple des réquisitions. Depuis, malgré l'avertissement qu'il avait reçu, et le soulèvement des populations hostiles, peut-être sous le prétexte

de les punir, l'*évacuation* des contributions, des objets d'art sur Paris avait continué en masse. Il est impossible de concevoir un système plus dur que ce régime décrit par un témoin peu suspect, Merlin de Thionville, le 5 avril 1795, à la Convention : « compilation de monstruosités, d'exécutions, de vols, de rapines. Les maisons, même celles des paysans, vidées, fouillées du grenier à la cave. »

L'Italie, éloignée jusque-là du théâtre de la guerre, à partir de 1794, à mesure que les Flandres et les pays du Rhin s'épuisaient, commençait à fixer les regards des conquérants. Il y avait là une source de richesses « qui n'était point encore tarie », selon les termes d'un rapport officiel du 14 octobre; « une belle contrée pour le premier occupant », suivant un autre. Et là-dessus, Robespierre l'aîné laisse à Robespierre le jeune le soin de nouer, au mois de juillet 1794 en Italie, des intrigues qu'ils considèrent comme un objet de premier intérêt.

Ce serait sans doute se tromper gravement que d'attribuer à la nation tout entière et aux armées les mobiles qui déterminèrent les organisateurs de la conquête et de ces expéditions militaires. Tous les témoins sont d'accord pour définir par un idéal plus élevé, où le patriotisme se confondait avec une noble ambition, l'élan des armées républicaines et de leurs chefs en 1793-1794. Et de même, les Français étaient alors séduits par la gloire et l'ivresse plutôt que par les profits matériels de la conquête. Mallet du Pan doit être cru quand il nous les montre triomphant de l'invasion de la Hollande, consommée en quelques jours sans résistance. « Le peuple est aussi transporté de cette conquête que la Convention. Il se croit déjà le maître de l'Europe, il désire moins la paix depuis qu'il se juge en état de la dicter quand et à qui il voudra. »

Au cours de ces trois années de guerre pourtant, où la Révolution a passé par d'étonnantes alternatives de dangers mortels et de succès inespérés, l'âme française a beaucoup changé. De la fièvre de propagande désintéressée qui l'animait, elle s'abandonne à la surexcitation du patriotisme, et

se fait en dernier lieu un idéal de gloire militaire, où les sentiments précédents entrent pour une part, mais qui répond surtout aux aspirations d'un peuple de soldats. Par les convulsions du dedans et les crises de la frontière, elle se façonne pour le siècle qui va s'ouvrir. Elle s'habitue à la possession définitive des biens auxquels elle attache le plus de prix, l'égalité civile et la dictature de l'Europe. « La guerre est devenue nationale pour les Français, disent leurs adversaires, les généraux et les politiques autrichiens, Mercy et Mack : c'est un mouvement rapide, accéléré pour former au centre de l'Europe une république militaire et conquérante (mars 1794). »

La Révolution a fait de la France dès le premier jour une nation : par là elle lui a donné, en 1792 et 1793, le moyen d'échapper aux dangers où l'avait précipitée la guerre. Puis la guerre, de cette nation préoccupée d'abord de ses destinées, a fait un peuple enthousiaste de gloire et de conquête, à qui le gouvernement est devenu indifférent, s'il le laissait vaincre.

La dictature de Robespierre correspond à cette transformation décisive de l'esprit français au temps de la Révolution et s'explique par elle. Ce fut au mois de janvier 1794 que son pouvoir et la tyrannie des décemvirs s'établirent définitivement. Alors la libération du territoire était tout à fait achevée : l'invasion refoulée par la victoire de Hoche à Geisberg (25 décembre 1793, de Dugommier à Toulon. L'insurrection de Lyon était vaincue (octobre 179'), et la grande guerre terminée en Vendée par la bataille de Savenay (23 décembre). Les Dantonistes attendaient cette heure pour reprendre à Robespierre le pouvoir, en mettant fin au gouvernement de la Terreur, à la guerre et aux « mascarades religieuses ». Camille Desmoulins secondait Danton dans le *Vieux Cordelier*. Leur opposition fut désarmée par l'élan que le Comité de Salut public donna en janvier 1794 à la conquête. Tandis que Carnot se préparait à réunir en Flandre contre les Autrichiens et les Anglais les armées du Nord, Barère dénonçait Danton, comme Danton avait fait de Bris-

sot, « pour un traître qui osait parler de paix ». Robespierre le ménageait encore en février, pour s'aider de sa modération contre les Hébertistes qu'ils envoyaient de concert à l'échafaud (24 mars). Puis, à la fin de ce même mois, Danton et ses amis étaient arrêtés et exécutés le 5 avril.

La ruine de ces deux partis, à quinze jours d'intervalle, délivrait Robespierre de toute opposition. Il était le maître de la Révolution, juste au moment où la victoire de Fleurus rendait les Français maîtres de la Belgique et de la guerre. Les ministères disparaissent au mois d'avril; la Convention s'annule, réduite à 100 votants au mois de mai. La grande fête de l'Être suprême, au mois de juin, est l'apothéose de Robespierre. Et la Terreur, dépouillant les dernières apparences de justice qu'elle eût gardées jusqu'à la loi du 20 prairial, frappe en un mois autant de victimes que dans les six mois qui ont suivi l'avènement des décemvirs.

Il est possible, comme le dit Thibaudeau, que « la nation se soit alors vengée sur les ennemis du dehors de cette humiliation intérieure », se consolant des spectacles de l'échafaud par la perspective de ses armées toujours victorieuses. Ce qui est certain, c'est que son dégoût, si elle en eut, n'alla pas jusqu'à essayer même de détruire ce pouvoir sanglant, appuyé sur la guerre qu'elle continuait avec passion. Ce ne fut pas par sa volonté que Robespierre fut renversé le 9 thermidor. Et ce fut pour fixer ses conquêtes, pour en préparer de nouvelles que la France permit aux Thermidoriens de négocier la paix de Bâle. Elle accepta la paix, parce que certains de ses ennemis la lui offrirent. Elle ne l'aurait pas offerte, et ne la fit que pour rendre la guerre moins incertaine et plus lucrative.

BIBLIOGRAPHIE

Sorel. *L'Europe et la Révolution française*, tome III, livres II et III; tome IV, livre I, chapitres I, II et III.

Sybel. *Histoire de l'Europe pendant la Révolution française*, tome II, — et les *Histoires générales de la Révolution*, Michelet, Louis Blanc. — Pour ce chapitre, ajouter spécialement :

Chuquet. *Les Guerres de la Révolution*, tome VI; *la Trahison de Dumouriez*. Paris, 1890; tome VII, *Mayence*, Paris, 1891; tome VIII, *Wissembourg;* tome IX, *Hoche;* tome X, *Valenciennes*.
Krebs et Morris. *Campagnes des Alpes pendant la Révolution*, 2 vol. Paris, 1891.
Foucart et Finot. *La Défense nationale dans le Nord*, 1890.
Fervel. *Campagnes de la Révolution dans les Pyrénées orientales*. Paris, 1851.
Aulard. *La Diplomatie du premier comité de salut public* (*Revue de la Révolution française*, 1890, tomes XVIII et XIX).
A. Duruy. *Hoche et Marceau*. 1885. Charavay. *Lazare Carnot*. 1871.
Chassin. *L'Armée de la Révolution*. Paris, in-8°.
Ernest Hamel. *Histoire de Robespierre*, 1865; — *de Saint-Just*. 1859.
Marc Dufraisse, *Histoire du droit de paix et de guerre, de 1789 à 1815*. Paris, 1869, in-8°.
De Pradt. *La Belgique, de 1789 à 1814*. Paris, 1820.
Anonyme. *La Révolution française en Hollande*. Paris, 1894, in-8°.
Campardon. *Histoire du tribunal révolutionnaire*. Paris, 1862.
E. Biré. *La Légende des Girondins*. Paris, 1881, in-8°.
Wallon. *Les Représentants en mission*, 5 vol., 1889-1890.
Aulard. *Le Culte de la Raison et de l'Etre suprême*, 1892, in-12.
Claretie. *Camille et Lucile Desmoulins;* 1875, in-8°.
Aux ouvrages allemands précédemment cités, de Bidermann, Hæusser, ajouter Treitschke : *Deutsche Geschichte im neunzehnten Jahrhundert*. Leipzig, 1882, tome Ier. — Hüffer, *Die Politik der Deutschen Mächte*. Munster, 1869, 3 vol. in-8°.
Philippson. *Geschichte des Preussischen Staatswesens*. Leipzig, 1882.
Boguslavski. *Das Leben des Générals Dumouriez*. 1889, 2 vol.
Goecke. *Französische Herrschaft am Rhein*, 1792-1797.
Baumgarten. *Geschichte Spaniens zur Zeit der französischen Revolution*. Berlin, 1851, in-8°.
Green. *Histoire du peuple anglais*, trad. Monod. Paris, 1888, tome II.
Massey. *History of England during the reign of Georges III*. Londres, 1860, tomes III et IV.
Sorel. *La Diplomatie française et l'Espagne* (*Revue historique*, tomes X, XI, XII et XIII).

Documents :

Aux documents employés et cités par MM. Sorel et de Sybel, aux documents précédemment indiqués, ajouter :

Thibaudeau. *Biographie, Mémoires;* Niort, 1875, in-8°. — Id. *Mémoires sur la Convention;* Paris, 1824, 2 vol. in-8°. — P.-F. Tissot, *Mémoires* sur Carnot, 1824, in-8°. — Durand-Maillane, *Histoire de la Convention*, 1825, in-8°. — Garat, *Mémoires sur la Révolution*. — Charavay, *Correspondance générale de Carnot* (collection des Documents inédits). — Rousselin, *Correspondance de Hoche;* Paris, 1798. — *Recueil des Actes du comité de salut public* et le *Procès-verbal de la Convention nationale* cités plus haut. — *Mémoires sur Carnot*, par son fils. — Vivenot, *Thugut, Clerfayt et Wurmser* (Documents et introduction); 1869, Vienne. — Massenbach, *Historische Denkwürdigkeiten, seit* 1794-1809. — Beauchamp et Schubart, *Mémoires tirés des papiers d'un homme d'Etat*, 13 vol., 1828.

V

LA PAIX DE BALE ET SES EFFETS

(1795-1796)

En 1795, la Révolution fit la paix avec trois des cinq puissances qui la combattaient depuis 1793, la Prusse, l'Espagne et la Suède. Les traités de Bâle rompirent la coalition que les intrigues des partis en France, celles des souverains en Europe avaient formée. Ils pouvaient paraître la préface d'un désarmement général des puissances, disposées à laisser la France maîtresse de ses destinées depuis qu'elle avait prouvé sa force dans le danger, depuis surtout que la Pologne était partagée entre la Russie et la Prusse. En apparence aussi, cette pacification partielle était le premier acte d'une diplomatie française qui n'abdiquait pas, comme celle des Constituants, devant ses adversaires, mais ne refusait pas de traiter avec eux systématiquement, comme les Décemvirs, également éloignée des chimères d'une paix perpétuelle ou d'une guerre illimitée, réglée à la fois sur la force et les intérêts de la nation, sur les ressources et les dispositions des nations voisines.

Mais ce n'étaient là que des apparences : l'histoire, les origines, l'esprit des traités de Bâle, les instructions et les dépêches des gouvernements qui les ont conclus, l'étude de l'Europe et de la France, à l'époque où ils furent signés, découvrent des réalités tout opposées.

L'initiative de cette paix d'abord n'appartint pas à la France. La Prusse en avait besoin, l'offrit, et se préoccupa la première de l'obtenir. Depuis le mois de janvier 1794, le roi Frédéric-Guillaume II inclinait à négocier. Ses ministres

le lui conseillaient. « Il avait fait assembler sa Sorbonne politique, et tous étaient d'avis que la raison d'Etat devait l'emporter sur toute autre considération. » Son général à l'armée du Rhin, Moellendorf, devançait même ses ordres en adressant le 23 juillet 1794 un agent à Barthélemy, notre envoyé en Suisse.

Le fait que Robespierre disposait à cette date du pouvoir fit encore hésiter le roi de Prusse. Mais pouvait-il longtemps résister à des arguments que lui présentaient à la fois le vieil Hertzberg et Hardenberg? « La paix, promptement et conjointement amenée, est le seul parti qui puisse nous garantir ou pour le moins éloigner les malheurs dont nous sommes menacés. » La nécessité qui allait faire fléchir l'orgueil du chef de la ligue monarchique, c'était la situation des affaires en Pologne. L'occupation russe qui avait suivi le deuxième partage provoquait sur la Vistule, au moment où la France faisait son grand effort sur le Rhin, une insurrection nationale (24 mars 1794). Conduits par Koscinsko, les Polonais reprenaient Varsovie et Vilna, avec l'espoir d'une diversion des Turcs et d'une défaite des Allemands.

Ce dernier réveil de la République orientale exposait la Prusse à un double danger : heureux, il pouvait compromettre ses conquêtes antérieures; malheureux, il procurerait sans doute de nouveaux avantages aux souverains qui réduiraient la Pologne, à Catherine II seule, ou à l'Empereur. Ce dernier, qui ne se consolait pas de n'avoir point eu part au deuxième démembrement, dès le 10 avril, parlait avec ses ministres « *du lot à prendre* ». Si la Prusse n'y contribuait point, elle n'aurait droit à aucune indemnité. Pour vaincre les Polonais, garder ou étendre ce qu'elle leur avait pris, obliger la Russie ou l'Autriche à compter avec elle, la Prusse avait besoin de la paix avec la France. Au mois de juin 1794, Frédéric-Guillaume II rappelait des troupes du Rhin : le 15 juillet, il envoyait en Pologne vingt mille hommes qui enfermaient Kosciusko dans Varsovie. Il formulait, se croyant sûr de vaincre, ses prétentions sur les palatinats de Cracovie et de Sandomir, tandis que le

12 et le 25 juillet, Cobenzl négociait avec les Russes, sans lui, un troisième partage de la Pologne.

C'est alors que Koscinsko, par un dernier et suprême élan, réussit à dégager Varsovie. Les Prussiens furent obligés de reculer : à ce moment même Souvoroff et les Russes entraient en Pologne pour recueillir le profit de la guerre où les Polonais s'étaient épuisés contre la Prusse. Koscinsko est vaincu et pris : aussitôt, le 10 octobre, entre Catherine II et l'Autriche, s'élabore un traité de partage que les Hohenzollern ne seront pas admis à discuter. De plus longues hésitations eussent, aux yeux des héritiers de Frédéric II, perdu la monarchie prussienne, puisqu'elles ne lui auraient pas permis, comme à ses voisines, de profiter d'une bonne affaire Le frère du grand roi, le prince Henri, revient à Berlin pour joindre ses instances à celles des ministres, et rappeler à Frédéric-Guillaume II la tradition qu'il a créée. La chute de Robespierre sert leur plaidoirie en levant les derniers scrupules du roi; le 25 octobre 1794, il dénonce son traité d'alliance avec l'Angleterre, permet à son envoyé de Bâle (25 novembre) de traiter d'un armistice avec la France. Puis il appelle l'ancien ministre de Prusse à Paris, le comte de Goltz, et le 8 décembre il le charge d'instructions pour le Comité de Salut public. Quelques jours après, il envoie même un agent, Harnier, porter à Paris ses propositions de paix.

Pour masquer la défaite de son amour-propre et se faire pardonner cette négociation avec des jacobins, lui qui le premier avait paru leur vouer une haine inexpiable, Frédéric-Guillaume II se donnait le beau rôle de « *pacificateur d'une grande partie de l'Europe* ». Il laissait croire qu'il faisait la paix pour les autres, autant que pour la Prusse.

En réalité, à cette époque, l'Europe ne désirait pas la paix, et la Prusse n'avait aucun moyen de l'y contraindre. Un moment, au début de 1794, l'Autriche avait paru aussi désireuse qu'elle de négocier avec la France. Notre agent à Bâle avait reçu, en janvier, des ouvertures de personnes en

relation avec la maison d'Autriche qui le sondaient pour savoir à qui adresser des propositions de paix. En mai, encore l'Autriche semblait assez disposée à se séparer de l'Angleterre. Généraux, diplomates et souverain, avant Fleurus, au lieu de soutenir la guerre, écoutaient un prétendu émissaire de Robespierre, et, moins scrupuleux que Frédéric-Guillaume II, avouaient que « ce monsieur de Robespierre était un homme bien étonnant : pourquoi ne pas le reconnaître, disait l'un d'eux le 24 mai 1794, tout serait terminé. » Cette hâte de conclure avec la France s'expliquait pour l'Empereur aussi par les événements de Pologne.

Mais en six mois ses intentions se modifièrent par la tournure que prirent ces événements. Catherine II, cette fois, au lieu d'exclure l'Autriche comme en 1793 des affaires polonaises, l'invitait, avant les Prussiens, à les régler avec elle (juillet 1794). Bien vite, l'empereur François avait quitté la frontière française; ses agents, Thugut et Cobenzl mirent sur le tapis le projet d'un dernier démembrement. Alors au mois de septembre 1794, la czarine, qui par les victoires de Souvoroff était en posture de dicter ses volontés à l'Autriche, lui fit savoir que la condition d'un nouveau partage de la Pologne serait la poursuite de la guerre en Flandre et sur le Rhin. Sans haine au fond contre les Français, Catherine II poussait contre eux les Allemands à outrance, pour être libre d'attaquer l'empire ottoman. Au printemps de 1794 elle avait cru déjà le moment venu : la Pologne était abattue; la Révolution faisait à ses adversaires une guerre plus rude que jamais. Les Russes s'étaient massés en Crimée et en Bessarabie pour envahir la Turquie. L'ordre qu'attendait Souvoroff le 29 mars 1794 brusquement se trouva changé par l'insurrection polonaise qu'il fut chargé de vaincre. Et cette même révolte, occupant les Allemands, les avait détournés de leur lutte contre la France. Ce contretemps passé, les Polonais écrasés, Catherine exigea de l'Autriche, pour prix de la part qu'elle réclamait dans les plaines de la Vistule, une action énergique dans la vallée

du Rhin. Elle lui refusait d'ailleurs sa coopération contre les Français, « *ayant les Turcs qu'il ne fallait pas perdre de vue* » (24 décembre 1794).

Le 3 janvier 1795, l'Autriche acceptait les conditions de la czarine et signait le troisième partage de la Pologne, qui anéantissait la nation polonaise à son profit. Elle s'engageait à poursuivre seule la guerre contre la Révolution, avec l'espoir ou la promesse de se dédommager en France, en Bavière ou à Venise. Elle abandonnait les Turcs aux coups de la Russie, à la condition de se tailler une part de leur empire ruiné en Serbie, Bosnie, Herzégovine et Monténégro. Ainsi, des trois grandes puissances continentales, deux encore, la Russie et l'Autriche, s'acharnaient contre la France au mois d'avril 1795, moins pour la combattre elle même que pour consommer la ruine de la Pologne et préparer celle de l'Empire ottoman.

D'autre part, plus que jamais l'Angleterre s'obstinait dans le duel qu'elle avait engagé contre la nation française pour lui interdire les Pays-Bas, pour lui arracher ses dernières colonies. Pitt déclarait, aux applaudissements des Chambres anglaises, le 30 décembre 1794, qu'ayant par ses richesses l'avantage sur son adversaire, la Grande-Bretagne conserverait ce qu'elle lui avait pris. L'alliance du 16 mai 1795 entre les Républiques française et batave, suite des victoires de Pichegru, conquête déguisée des embouchures du Rhin qui déployait la puissance française sur toute l'étendue de la mer du Nord, fut pour les Anglais un motif de plus à la lui disputer sans merci. Et leurs ambitions s'excitèrent par l'appât des colonies hollandaises. La Hollande opposait à l'Angleterre un nouvel ennemi, mais lui offrait une proie plus belle aussi.

Il semblait qu'entre les puissances maritimes se préparât une lutte analogue à la guerre d'Amérique, tandis que la question d'Orient se réglait par des crises semblables à celles de 1772 et 1774. Le roi d'Espagne, dès la fin de 1793, regrettait d'avoir voulu venger Louis XVI en voyant les Anglais dans la Méditerranée. D'Aranda, ennemi de Godoy,

rappelait à son maître que le Pacte de famille était un pacte national nécessaire à l'Espagne aussi bien qu'à la France contre les prétentions de l'Angleterre. Et dès 1794, sans lui conseiller de renouveler cette alliance avec des jacobins, il l'engageait du moins à ne pas servir, par une guerre plus longue contre eux, les intérêts de l'Angleterre. Menacé, Godoy inclinait alors à devenir « le Prince de la paix ». Des pourparlers s'échangèrent, en décembre 1794 aux avant-postes des armées, et se poursuivirent sur les Pyrénées, entre Bourgoing et d'Ocaritz, à Bâle entre Barthélemy et Yriarte : ils aboutirent, du 5 mai au 22 juillet 1795, au deuxième traité de Bâle, convention de paix entre la France et l'Espagne qui devait être le prélude d'un traité plus important encore, d'une alliance désirée par toutes deux contre les Anglais.

Pour les deux Etats qui signèrent le traité de Bâle avec la France, ces contrats étaient donc des instruments de guerre plutôt qu'une œuvre de paix. La Prusse et l'Espagne cessaient de lutter contre la Révolution afin de disputer l'Orient aux Russes, la mer aux Anglais. Et toutes les puissances avec eux se préparaient au mois d'avril 1795 à un conflit général d'intrigues, d'ambitions, à une lutte armée, sur terre et sur mer, de Constantinople à la Vistule, de la Vistule au Rhin, en Amérique, dans l'Afrique australe et dans les Indes, aussi terrible, aussi étendue que la guerre de Sept ans. « L'Europe s'en va, » disait tristement Mallet du Pan. A force d'abuser des principes nouveaux qui avaient réglé le partage de la Pologne, en les exagérant en face de la Révolution victorieuse, l'Europe s'exposait en effet, dès cette époque, aux grands bouleversements qui ont marqué pour elle le début du dix-neuvième siècle.

La France se chargeait et se proposait, au milieu de 1795, de donner le branle. Les traités qu'elle signait à Bâle n'étaient même pas des trêves. C'étaient autant de défis et de menaces à ses adversaires.

La chute de Robespierre avait, il est vrai, retardé la reprise des négociations qui aboutirent à la paix de Bâle.

La réaction thermidorienne pouvait faire croire que, plus modérée au dedans, la Révolution le serait aussi au dehors.

Il n'en fut rien : le Comité de Salut public, qui réorganisa au mois d'août 1794 les affaires étrangères, en y rappelant des serviteurs de l'ancien régime, Otto, Perreau, Reinhard, prétendit dès le premier jour restaurer à l'aide des armées républicaines, achever l'œuvre glorieuse de la monarchie. « Depuis Henri IV jusqu'en 1756, disait-il sans hésiter devant cet éloge des souverains français, les Bourbons n'ont pas commis une seule faute majeure. Nos tyrans, forts de l'industrie nationale, parvinrent à donner à la France le degré d'étendue qui en a fait la puissance la plus terrible au dehors. »

Le Comité de Salut public se composait alors de Terroristes que l'opinion, les circonstances avaient obligés à sacrifier la Terreur. Mais leur pouvoir incertain, illégal et toujours discuté, les réduisait à demeurer terribles avec l'étranger. Dès le premier jour, pour vivre, ils durent vaincre et conquérir. Leur diplomatie ne pouvait donc être que l'auxiliaire de leurs entreprises ambitieuses. Tallien, le 17 octobre 1794, la définissait ainsi : « On a dit, je le sais, une république puissante ne traite avec l'ennemi qu'à coups de canon. Mais une république peut avoir une autre diplomatie que celle-là, et dans des mains pures, cette dernière peut tirer de grands secours de l'autre. » Et Merlin de Thionville, en deux mots, formulait le programme de cette politique : « Il faut que la République dicte des lois à l'Europe. » (24 novembre 1794.)

Ce n'était pas un programme pacifique. Le principe essentiel du Comité de l'an III en matière d'affaires étrangères fut la poursuite de la guerre. A la tribune de la Convention, Merlin de Douai la déclarait nécessaire, inévitable contre l'Angleterre, cette « odieuse puissance », contre « l'astucieuse Autriche ». Duhem lui répondait sur un ton aussi agressif : « Poussons la guerre à fond. L'Anglais est le seul ennemi. » Et deux mois après (janvier 1795), au Comité de Salut public, Dubois-Crancé proposait « des combinaisons diplomatiques qui lui permissent de poursuivre son objet

immuable : guerre à mort à l'Angleterre et à l'Autriche. » Mais, aux yeux de ces politiques, tout imprégnés des traditions de l'ancien régime, la paix, des traités, des alliances pouvaient trouver leur place dans ce plan offensif et même aider à le réaliser plus vite, plus complètement. « Tandis que nous concentrerons la guerre continentale contre l'Autriche, écrivait le 19 janvier 1795 le Comité à un de ses agents, nous tâcherons d'isoler d'un autre côté notre ennemie maritime, l'Angleterre. »

Ce fut dans cet esprit que les Thermidoriens commencèrent de négocier avec le roi de Prusse à partir du 5 décembre 1794. Ils espéraient le détacher de l'Autriche et du même coup se l'attacher. Le 15 janvier 1795 ces espérances figuraient comme un ordre dans les instructions envoyées à notre ambassadeur chargé à Bâle de la négociation. « Il est temps que l'Allemagne soit délivrée de l'oppression de l'Autriche, et que cette maison, dont l'ambition depuis trois siècles a été le fléau de l'Europe, cesse d'en troubler le repos. — En méditant bien l'état de l'Europe, tu auras sûrement reconnu que la Prusse et la France doivent se réunir contre l'ennemi commun. *C'est le but principal de la négociation, celui auquel tu dois tendre.* »

Et de même, si le Comité écoutait les propositions de l'Espagne, c'était avec l'espoir de l'engager à une alliance contre l'Angleterre. « Il n'est pas loin, s'écriait Merlin de Douai le 4 décembre 1794, le temps où plusieurs de ces gouvernements, ameutés contre nous par l'Angleterre, ne pourront fixer sans effroi l'abîme dans lequel cette odieuse puissance a pensé les précipiter, où l'Espagne ouvrira les yeux sur les projets ourdis par le cabinet de Saint-James, où, calculant enfin ses vrais intérêts, elle reconnaîtra que l'Angleterre est sa seule et véritable ennemie. » Quand l'Espagne en parut convaincue, le 7 mars 1795, le Comité chargea Bourgoing de lui offrir avec la paix une alliance offensive et défensive, la conquête même du Portugal, cette sorte de colonie anglaise, et Gibraltar : « *notre grand objet étant d'affaiblir l'Angleterre.* »

Jamais négociation de paix ne fut entamée dans des intentions moins pacifiques. Désarmer certains ennemis, les détourner et les armer contre d'autres, en vue d'une guerre à outrance, c'était préparer des alliances, sous la forme de traités de paix, retourner et reformer une nouvelle coalition à la place de celle qu'on espérait dissoudre.

La France, enfin, prétendit escompter immédiatement les bénéfices de ces alliances et se les faire payer, quoiqu'elles lui fussent utiles. De la sorte, le profit serait double; pris sur les alliés avant le combat, et sur l'ennemi après la lutte. « Notre principe, disait Merlin de Thionville, doit être que les loups se dévorent entre eux. Je crois que la paix doit se faire aux dépens de tous nos ennemis et surtout aux dépens des plus faibles. C'est par eux qu'il faut arriver aux plus forts. » Aux Allemands, à l'Empire et à la Prusse, le Comité offrait de les délivrer de l'Autriche, à condition qu'ils lui cédassent la rive gauche du Rhin. C'était le vœu de la nation, la tradition consacrée de sa politique, le prix de ses victoires : « *les colonnes de l'Hercule français.* » A l'Espagne, l s Français firent les mêmes conditions, la cession du Guipuzcoa, frontière naturelle comme le Rhin, de la Louisiane ou de la partie espagnole de Saint-Domingue.

La prétention était si forte de servir ses alliés en commençant par les traiter en vaincus, que les négociations en furent retardées, celle avec la Prusse de trois mois, celle avec l'Espagne de six. Frédéric-Guillaume II avait sans doute besoin de la paix. Mais un acte de neutralité lui eût suffi. Il ne lui convenait pas, dans un temps où le patriotisme germanique s'était éveillé, où la puissance morale de la Prusse avait paru se constituer à son service, de trahir l'Allemagne en la démembrant, de s'associer ainsi à la guerre des Français contre une puissance allemande. Ce que la France attendait surtout de lui était justement ce qu'il avait le plus formellement défendu au comte de Goltz de lui céder. — Charles IV à Madrid était aussi fort opposé à des cessions de territoire qui risquaient de blesser l'orgueil espagnol.

On s'étonne que, dans ces conditions, la France ait réussi à dissoudre la coalition. Posé ainsi, le problème de la paix, même d'une paix partielle, paraissait insoluble, au grand regret de quelques hommes alors qui l'eussent voulu résoudre vite, pour le bien de la France et l'affermissement de la République. Dès le 16 juillet 1794, Carnot qui avait organisé la victoire avertissait les Français de n'en point abuser. « Nous pourrions planter, écrivait-il, l'arbre de la liberté sur les bords du Rhin, réunir à la France tout l'ancien territoire des Gaules. Mais il est peut-être sage de renoncer à ce système qui préparerait à la France une guerre interminable » Et le négociateur de la paix de Bâle, Barthélemy, fidèle à la politique de Vergennes, s'efforçait de prouver que cette paix serait bonne, même sans conquête, et surtout sans alliance en vue d'une guerre nouvelle.

Ce ne furent pas leurs conseils d'ailleurs qui décidèrent la Prusse et le Comité de Salut public à se faire les concessions indispensables, mais la nécessité. Le roi de Prusse, pressé d'être libre pour intervenir en Pologne où les événements se précipitaient, prit les devants. Il écouta son ministre, Haugwitz, qui lui conseillait d'être plus *prussien qu'allemand* : il chargea Hardenberg d'offrir secrètement à la République pour terminer, sinon la rive gauche du Rhin, du moins les territoires prussiens de cette région et la promesse d'examiner favorablement la situation du reste, à la paix générale. En échange, il exigea une convention de neutralité pour la Prusse et le Nord de l'Allemagne, qui ne laissât point à la France l'espoir de les entraîner à sa suite contre l'Autriche. Le Comité de l'an III refusa d'abord énergiquement : la paix de Bâle en cette forme perdait le caractère qu'il avait surtout souhaité lui donner. C'était un traité simplement, et non plus le germe d'une coalition.

Mais, le 31 mars 1795, dans la crainte d'une émeute qui éclatait le 1er avril, très violente, contre la Convention, le Comité, pour ne pas tout perdre, se décidait à signer

cette paix, quoique incomplète. Elle manquait, à ses yeux, de l'avantage essentiel, fondamental. Mais elle lui permettait encore de se montrer victorieux et patriote aux Français à demi assurés de la rive gauche du Rhin. Pour la même raison elle plaisait aux Prussiens, qui pourraient se présenter aux Allemands comme les protecteurs et les garants de leur repos : l'Autriche avait perdu la patrie; la Prusse accourait et prenait sa défense.

Pendant que le Comité et la Prusse se faisaient ces concessions décisives et signaient le traité de Bâle (5 avril 1795), la paix entre l'Espagne et la France avait paru s'éloigner. Le 10 mai 1795, puis le 18 juin, le Comité adressait à l'Espagne des menaces de guerre. Mais un mois après, la nécessité l'obligeait à changer de ton. L'insurrection, au début de juillet, devenait redoutable en Vendée, par l'appui des Anglais. Pour combattre Pitt, il parut bon d'avoir l'Espagne, et de ne la plus traiter en vaincue, si l'on voulait son alliance. « Comme l'état de guerre de la République avec l'Espagne est en quelque manière contre nature, et attendu que la paix avec cette puissance fournira des moyens de presser plus vivement les ennemis sur d'autres points, » le citoyen Servan est chargé de se relâcher de toutes demandes de cession de territoire (11 juillet 1795). Il obtint pourtant Saint-Domingue, que Godoy, effrayé des victoires de Moncey aux Pyrénées, offrit de son côté pour avoir la paix. En se montrant clément, le Comité escomptait l'alliance espagnole. « Nous avons un ennemi de moins et un allié de plus. » C'est ainsi que Treilhard annonçait le traité du 22 juillet à la Convention.

Dans l'esprit des négociateurs français, les traités de Bâle n'étaient donc que des arrangements tout provisoires, préfaces de traités offensifs que la nécessité seule les obligeait à reculer de quelques mois. En signant la paix, aux mois d'avril et de juillet 1795, ils entendaient se procurer un moyen décisif de pousser la guerre, et de réaliser des conquêtes glorieuses. En cela, ils ressemblaient à la plu-

part des gouvernements européens, à Pitt qui se préparait à l'attaque des colonies hollandaises, à la Russie et à l'Autriche qui, par le partage définitif de la Pologne (août-octobre 1795), s'apprêtaient à celui de Venise et la Turquie. De toutes parts, les nations encouragent ces entreprises et ces violences, les Anglais, réjouis par les perspectives d'un empire colonial plus étendu, les Prussiens, fidèles à la tradition de Frédéric II, les Russes, en qui se réveillent les traditions et les principes de la croisade dans les Balkans. Les Français, à l'idée d'acquérir les frontières du Rhin et d'abattre peut-être l'Angleterre et l'Autriche à la fois, acceptent ces traités de Bâle pour les espérances de conquête qu'ils leur offrent.

Certes, la paix aurait pu être tout le contraire, un instrument de pacification générale, si la France l'avait conclue avec l'intention de s'y tenir. Nul doute qu'elle y eût trouvé son avantage. Ce n'était pas un mince profit que d'avoir imposé à ses adversaires, c'est-à-dire à toute l'Europe coalisée, le respect de ses frontières par ses armées d'abord, maintenant par sa diplomatie. La Prusse et l'Espagne donnaient l'exemple de reconnaître son intégrité. Et l'Autriche, quoique engagée par le traité de Pétersbourg à la combattre, laissait voir, dès le mois de mai, qu'elle chercherait des indemnités en Allemagne, en Italie, plutôt qu'en France. Dans la situation où se trouvaient, au début de 1795, les armées, les finances de la République, le profit se serait doublé de l'avantage qu'elle avait à éviter de nouveaux risques. Les représentants en mission déclaraient, en février 1795, que les armées manquaient de tout et ne trouvaient plus à vivre sur des pays épuisés par la guerre. A l'intérieur, famine et banqueroute. « Grande et triste nouvelle : si la paix n'est pas conclue avec quelques puissances marquantes, écrivait Merlin de Douai, le 7 mars 1795, la République est perdue. » Il le répétait deux mois après, le 8 mai : « Nous sommes dans un état terrible. » « Tout est disposé pour la victoire, lui répondait en juillet 1795 Merlin de Thionville, mais

nous sommes sans chevaux, sans numéraire. Le moment de terminer cette guerre est arrivé. L'Europe est à nos genoux. Le monde nous demande la paix quand un seul échec pourrait nous faire perdre tout notre éclat antérieur. » Dans ces conditions, la paix de Bâle aurait dû paraître d'un prix inestimable.

Elle pouvait en outre contribuer au rétablissement de la paix intérieure, nécessaire pour affermir la République. On ne doit pas oublier qu'une émeute de deux jours, formée et dirigée par les montagnards, força le Comité, le 1er avril 1795, à signer le traité avec la Prusse, et que le réveil de l'insurrection vendéenne à Quiberon l'obligea, en juillet, à se montrer indulgent avec l'Espagne. Le Comité de l'an III n'était qu'un pouvoir de fait, le gouvernement de la Terreur, sans les moyens que ce gouvernement avait eus à sa disposition. Il se trouvait ainsi exposé aux attaques des anciens terroristes, qui se sentaient menacés, en le voyant désarmé, aux entreprises des royalistes que les mêmes raisons encouragaient. Il avait à garder la République contre les excès qui l'eussent perdue ou le retour offensif du royalisme, sans aucun moyen légal de la défendre. « On regrette à la fois Robespierre et Louis XVI, » écrivait Marie Chénier, le 1er mai 1795. » Et Cambacérès concluait : Quant au gouvernement provisoire, on n'en veut plus. Songez à donner à la nation un gouvernement définitif (30 avril). » Le retour à la légalité, à une constitution républicaine sans excès, à un gouvernement modéré sans réaction était le vœu de tous les bons Français d'alors, la pensée des esprits clairvoyants et sages comme Mme de Staël et Rœderer. La Convention à cette date le comprit : impuissante à rétablir la loi qu'elle avait tant de fois laissé violer, impopulaire et dégradée, elle pouvait du moins faire une constitution, et la fit de mai à septembre 1795, « pour cicatriser et fermer les plaies de la Révolution ». La paix sur les frontières était la condition de cette pacification intérieure : les intrigues, les complots, les émeutes auraient disparu devant la loi, si les intrigants

et les factieux avaient perdu la ressource de l'appel adressé tant de fois aux passions populaires surexcitées par la guerre.

C'est donc un moment décisif dans l'histoire de la Révolution et de l'Europe que celui où la Convention dissout la coalition et se dissout elle-même. Les traités de Bâle et une constitution nouvelle offraient alors à la France les moyens assurés de remonter d'un seul coup le double courant où elle se laissait entraîner depuis 1792. C'était bien elle qui, au mois d'avril 1792, avait déchaîné la guerre sur l'Europe, en provoquant les puissances qui souhaitaient un conflit, comme la Prusse et la Russie, et celles qui ne le souhaitaient pas, comme l'Allemagne, l'Espagne, l'Autriche et l'Angleterre. Trois ans après, elle se trouvait revenue au même point d'avoir à choisir entre les États qui inclinaient à la paix, la Prusse, l'Espagne et l'Autriche, et les puissances obstinées à la poursuite de la guerre, Angleterre ou Russie. Du choix qu'elle ferait, dépendaient l'avenir de l'Europe et le sien. D'autant plus qu'elle avait donné la preuve de sa force et que la paix avec la promesse de la rive gauche du Rhin, ou tout au moins de la Belgique, ne pouvait plus paraître un acte de faiblesse. Enfin la Révolution avait fait l'expérience de ce que valaient, appliquées à l'Europe du dix-huitième siècle, ses théories généreuses sur la fraternité des peuples, de ce que lui avaient coûté la propagande et la croisade. Par son énergie morale et par ses victoires, la nation se retrouvait libre de fixer ses destinées et ses rapports avec l'Europe.

Le moment était venu pour elle aussi de régler son compte avec les partis, de choisir entre ceux qui s'obstinaient par l'anarchie à la guerre civile, royalistes ou sans culottes et les partisans d'un gouvernement légal, appuyé sur une Constitution respectée. Depuis trois ans, ballottée entre les fauteurs d'émeutes et les intrigants de cour, elle pouvait trouver le repos dans un régime qui cesserait d'être un gouvernement d'insurrection ou d'ostracisme.

Mais les actes diplomatiques ou constitutionnels de 1795, comme toutes les conventions humaines, ne pouvaient avoir cette efficacité bienfaisante, que par les intentions de leurs auteurs. Les traités de Bâle avaient été des œuvres de paix, uniquement parce qu'au dernier moment le Comité de Salut public avait été contraint d'être pacifique. En les négociant, en les signant, il songeait à la guerre, la souhaitait, la préparait, et de ces traités mêmes avait toujours entendu former une coalition pour une lutte à outrance.

C'est par le passé même des partis auxquels appartiennent ces hommes que s'explique leur politique contre l'Europe : Girondins, tels que Sieyès, Doulcet, Larivière, Daunou, Louvet, Defermon, ils sont bien les survivants de ce parti qui a provoqué la guerre pour constituer la République : dans le retour de la paix, ils voient la fin de la République et de leur pouvoir. Montagnards, comme Merlin de Douai, Rewbell, Lindet, Dubois Crancé, ils ont en 1793, pour donner à cette République un gouvernement capable de soutenir la guerre, créé la Terreur ; ils y ont mis leur marque par l'exécution de Louis XVI et se rattachent désespérément à la guerre qui semble justifier leur dictature sanglante et les garantir d'une réaction capable de les juger à leur tour. — L'intrigue forme leur politique ; les traditions nationales mal interprétées, l'amour des Français pour la conquête et la gloire, qui s'est substitué peu à peu à la fièvre de la propagande, servent leurs desseins. Ce mélange de calculs, de préjugés et de sentiments décida une seconde fois des destinées de la Révolution et de la France.

BIBLIOGRAPHIE

SOREL. *L'Europe et la Révolution française*, tome IV ; *les Limites naturelles*, livre I, chapitre v ; *la Réaction thermidorienne ; Ouvertures de paix*, livre II ; *la Paix de Bâle*, livre III ; *les Desseins de la République. Fin de la Convention.*

SOREL. *La Paix de Bâle* (*Revue historique*, tomes V à VII), 1877-1878

(nombreux documents). — *L'Autriche et le Comité de Salut public* (*Ibid.*, tomes XVII et XVIII).

SYBEL. *L'Europe et la Révolution française* (trad. française), tome III.

D. RAYNAUD. *Merlin de Thionville*. Paris, 2 vol. 1860.

VIVENOT. *Zur Geschichte des Baseler Friedens*, 2 vol. Vienne, 1865.

RANKE. *Denkwürdigkeiten des Staatskanzler, Graf v. Hardenberg*, 5 vol., 1877.

HERMANN. *Geschichte des Russischen Staats*, tome VI et vol. complémentaire.

BRÜCKNER. *Catharina II* (collection Oncken).

LISKE. *Zur polnischen Politik Catharinas* (*Hist. Zeitschrift*, tome XXX).

FERRAND. *Histoire des trois démembrements de la Pologne*. Paris, 1820 et 1865, 3 vol.

MONIER. *Histoire de la Pologne jusqu'en* 1795, 2 vol., 1807, Paris.

E. V. BRÜGGEN. *Polens Auflösung*. Leipzig, 1878, — et les ouvrages de BEER, HÜFFER, HAÜSSER, PHILIPPSON, pour l'Autriche et l'Allemagne, de BAUMGARTEN, pour l'Espagne, précédemment cités.

Documents :

BARTHÉLEMY (*Inventaire des papiers de*), par KAULEK : publication du ministère des Affaires étrangères, 1886-1898.

Les Actes du comité de salut public et la correspondance des représentants en mission (AULARD, collection des documents inédits, 1897).

F. DE MARTENS. *Traités de la Russie* : Autriche, tome II, 1889-1897; Allemagne, tome II.

MARTENS. *Recueil général des traités*, tome VI, Gottingen, in-4°.

ANGEBERG. *Recueil des traités avec la Pologne*. Paris, 1862.

KILINSKI. *Mémoires sur la Révolution polonaise de* 1794. Paris, 1861.

OGINSKI. *Mémoires sur la Pologne*. Paris, 4 vol., 1826.

V. SMITT. *Suworow u. Polens Untergang* (d'après les sources). Leipzig, 2 vol., 1855.

VI

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

DU DIRECTOIRE

Tout a été dit sur les défauts de la Constitution de l'an III, compliquée et mal équilibrée, où les Assemblées des Anciens et des Cinq-Cents s'opposent sans moyen légal de régler leurs conflits, où, législateurs cloîtrés, les représentants ne peuvent s'accorder pour juger le pouvoir exécutif, où le Directoire ne peut rien d'ailleurs contre eux, et se divise lui-même en partis hostiles. Ce qu'on n'a point assez dit, c'est que cette situation constitutionnelle a été l'effet de plusieurs intrigues qui, dès le début, ont faussé et dénaturé la loi.

Sieyès est le principal auteur de cette loi, et naturellement on juge l'œuvre par l'idée qu'on se fait de l'auteur. Métaphysicien égaré dans la Révolution pour les uns, « Newton d'une nouvelle ère politique » pour ses admirateurs, philosophe aux yeux de tous, Sieyès a paru intervenir aux époques décisives pour n'apporter que des principes et des combinaisons de cabinet. Nous pensons qu'on s'est également trompé sur l'homme et sur ses œuvres. Nul n'a mieux que lui, dans toutes les grandes crises de la Révolution, marqué la réalité des situations en des formules qui ont survécu. En 1789 : « Qu'est-ce que le tiers état. » En 1799 : « Il me faut une épée. » — « Nous avions fait la nation. » Talleyrand et Mirabeau, qui étaient

des politiques, l'ont pris comme maître et loué de sa pénétration et de son sens pratique. « Ceux qui n'ont considéré Sieyès que sous le rapport d'un métaphysicien, a dit Mallet du Pan, un bon juge, ne le connaissaient que de profil. Fertile en découvertes d'exécution, sachant se taire et attendre, ne concevant pas de plans chimériques, il alliait la dextérité à la constance. »

Ambitieux au fond, et amoureux du pouvoir, mais se défiant des hommes, calculateur qui ne voulait jouer qu'à coup sûr et sans se démasquer, il intrigue dans la Révolution en homme d'église, se heurte aux hommes d'action, leur est indispensable aux heures où il faut penser, combiner, et inutile quand il faut agir. « Sieyès, disait Bonaparte, calcule volontiers ses intérêts. » Ses constitutions ont été ses principaux calculs; jamais elles ne furent ni des chimères, ni les conceptions d'un esprit désintéressé du présent et du réel.

En l'an III, il parut s'imposer à la Convention par l'autorité de son parti. Les Girondins revenus d'exil dans l'assemblée tenaient une grande place et le mettaient parmi eux au premier rang. Les présidences de la Convention, la majorité à la Commission des onze, la presse, et jusqu'aux imprimeurs, la Jeunesse active qui avait mis fin à la Terreur, tout appartenait, et l'opinion publique elle-même, aux Brissotins, comme on les appelait encore en 1795. Une république girondine paraissait certaine, pourvu qu'elle sût à la fois contenir les montagnards et les royalistes. Si les idées du temps s'étaient accommodées d'une présidence, Sieyès eût été désigné. Il voulut du moins être la pensée unique de ce gouvernement et chercha les moyens de s'installer avec ses amis au pouvoir. Et il forma le plan de la Constitution de l'an III.

Tout en laissant sa place à l'assemblée populaire, au Corps législatif, et en gardant sous un nom différent l'ancien Comité de Salut public, le législateur girondin constituait dans la République un pouvoir nouveau, un Sénat, les *Anciens*, auxquels discrètement il attribuait

l'autorité principale, le droit de veto suspensif, le pouvoir de changer le siège du gouvernement, celui de reviser la Constitution, des fonctions de justice, et dans une certaine mesure le droit de nommer les membres de l'Exécutif. Ce Sénat, il le réservait de toutes les manières à son parti : il stipulait que les électeurs procéderaient d'abord à sa nomination. Il constituait le corps électoral à deux degrés, et de propriétaires en majorité brissotins. Et, pour prévenir toute défaillance, il décidait par les décrets du 13 fructidor que la Convention, où la majorité était aux Girondins, aurait le droit d'imposer les deux tiers des éligibles aux électeurs.

Ce plan adroitement combiné parut d'abord réussir : pendant les élections la nation manifesta avec éclat sur les noms des principaux Girondins, Lanjuinais, Boissy d'Anglais, Pelet, Doulcet. Daunou. Les Cinq-Cents appartenaient aux partis extrêmes, mais les Anciens, l'essentiel, était à eux. Et le Directoire leur semblait assuré. C'est alors que, menacés de disparaître, les Terroristes à la ruse opposèrent l'intrigue à leur tour. Ils avaient vu depuis six mois les événements tourner contre eux. Leurs violences en germinal et en prairial n'avaient contribué qu'à les rendre plus impopulaires encore. Le boucher Legendre, Fréron, Tallien, Barras, Lareveillère-Lépeaux se firent brusquement modérés, caressants avec Sieyès et leurs anciennes victimes. Ils obtinrent de vivre jusqu'au 13 vendémiaire, où leur alliance même parut précieuse. Puis le 8 brumaire, par une manœuvre, ils se saisirent du Directoire. Sieyès en avait réservé la nomination aux Anciens : stipulant qu'ils choisiraient les cinq Directeurs sur une liste de cinquante membres dressée par les Cinq-Cents, il espérait qu'on y trouverait bien cinq girondins. La liste des Cinq-Cents fut par les Terroristes composée de quarante-cinq noms obscurs, de Sieyès et des quatre thermidoriens que leur activité au Comité de l'an III avait le plus désignés, Rewbell, Barras, La Reveillère et Letourneur.

Alors, ce pouvoir exécutif, qui, dans la pensée de Sieyès

devait être un instrument docile aux volontés des Anciens, se trouva dès le premier jour leur adversaire, sans avoir de moyens légaux pour les combattre, sans qu'ils eussent prise sur lui. L'esprit de la Constitution de l'an III se trouva faussé le premier jour où on l'appliqua. Et ce fut bien pis encore, lorsqu'aux élections suivantes (germinal an V, 20 mai 1797) la majorité aux Cinq-Cents devint royaliste, choisit Pichegru comme président. Chacun des éléments constitutionnels eut sa vie propre, et prit le caractère d'un parti, servit à des intrigues différentes, tandis qu'ils auraient dû s'incliner devant l'autorité des Anciens, et favoriser la domination des Girondins.

Œuvre de circonstances et de parti, la Constitution de l'an III ne fut plus d'aucun usage, dès que le parti qui l'avait faite pour son service se trouva par une circonstance imprévue hors d'état d'en profiter. Et cela se marqua dès le premier jour, par la retraite de Sieyès, mécontent d'être pris aux pièges qu'il avait tendus, par les embarras des Directeurs dans une place qui n'était point faite pour eux et où ils se sentaient mal à l'aise. Faute de mieux, ils s'y maintinrent comme ils l'avaient occupée, par intrigue et par ruse. Contre les Conseils, ils ont recours à la nation. Ils la flattent, ils l'excitent dans ses enthousiasmes, ses colères et ses ambitions. Ils sont, ou du moins s'efforcent d'être à ses yeux, le bataillon sacré, qui ne transige ni avec la monarchie et l'ancien régime, ni avec l'Europe.

La première proclamation du Directoire annonce aux Français son intention de consolider la République, et de réveiller le « patriotisme ». C'est le langage du Comité de l'an III. Le Directoire, qui n'a guère changé que de nom, réclame, pour se maintenir au pouvoir, un nouvel effort contre l'étranger. Réveiller le patriotisme ne signifie point autre chose qu'exciter le peuple à la guerre à outrance. Le sens des mots s'est déformé : il ne peut plus s'agir, dans l'état de sûreté et presque de grandeur où s'élève la France en 1795, de cet amour de la patrie qui veille sur

la frontière menacée. Mais n'est-ce pas être patriote aussi que de vouloir la France assez grande, assez forte, par la conquête de frontières plus étendues et naturelles, pour reprendre ses destinées glorieuses d'autrefois? Mauvais citoyens, *partisans des anciennes limites*, ceux qui se contenteraient d'une République respectée et pacifique. Le Directoire ne les ménagera pas; ils le priveraient du profit qu'il trouvera durant trois années à flatter l'amour-propre national que les Français confondront désormais et pour près d'un siècle avec l'amour de la patrie.

Avec eux, par leur intrigue, leur langage, la politique étrangère de la Révolution, hésitante en 1789, déterminée en 1792 par le conflit des partis, et de nouveau incertaine dans les crises de 1792 et de 1793, se fixe et prend la forme agressive et conquérante à laquelle la nation s'attachera pour longtemps. La tradition, que le parti jacobin installé au pouvoir invoque sans cesse, soutient cette politique des souvenirs glorieux, mal interprétés de la vieille France. La République ne veut pas faire moins que la royauté, et croit l'imiter, en ne souhaitant que conquêtes nouvelles, sur les peuples du Rhin que la nature semble avoir désigné pour limite à l'expansion nationale, sur l'Angleterre qu'elle paraît lui avoir désignée toujours pour ennemie. Et dès lors la France se donnera ou pardonnera à tous les gouvernements disposés à servir cette passion d'entreprises héroïques qu'elle prend pour une mission imposée par l'histoire, la nature et la raison moderne. Elle règle son avenir par ses rapports avec l'Europe, et ces rapports par ses ambitions et ses hardiesses, incapable de bonheur et de grandeur durables.

En cet état, les Directeurs l'exploitent à leur aise. La guerre à laquelle ils l'entraînent est pour leur gouvernement sans ressource, et leur administration réduite aux expédients, le trésor auquel ils puisent. Ils se disputent, dès le premier jour, à qui ne prendra pas la charge des finances. Les caisses sont vides. Les Cinq-Cents accordent, pour les remplir, trois milliards d'assignats que les

Anciens refusent, décrètent l'emprunt forcé (mai 1795), un an après les mandats territoriaux, dépréciés aussitôt qu'émis. C'est toujours la même détresse, avouée dans la banqueroute du tiers consolidé et sans autre remède que des impôts impopulaires (mai 1797). La rareté du numéraire, la nullité du crédit, le cours incertain du papier réduisent l'État et le peuple à ne vivre que de spéculations, dans une fièvre perpétuelle. La société française, avec ses fortunes rapides et ses misères, dans cette incertitude du travail et des conditions favorable au développement de toutes les passions, est désemparée comme au temps de la Régence. Incertains de leur lendemain, corrompus et corrupteurs, les Directeurs donnent eux-mêmes l'exemple des concussions et de la licence. A ce jeu, à leurs passions, à leur politique, ils ne trouvent de ressources que les profits de la guerre, et offrent à la nation de les partager pour se faire excuser. C'est le seul moyen pour elle, comme pour eux de vivre. « Comment se flatter d'arracher au peuple appauvri, écrit Mallet du Pan, sans industrie, sans navigation, sans confiance, près d'un milliard de subsides. Comment renouveler ce fonds immense de confiscations qui fait vivre la République ? »

Les Directeurs y veillent : c'est leur intérêt le plus pressant, en même temps que la source de leur puissance morale sur les Français. Et dans cette œuvre, ils sont aidés par l'adversaire même qu'ils ont supplanté, par Sieyès dont les amis à l'intérieur les combattent et les servent au dehors partout contre l'Europe, Ginguené à Turin, Garat à Naples. Au mois de juin 1795, dans la retraite où de dépit il est rentré, le créateur de la Constitution de l'an III fait maintenant des plans de politique étrangère, qui résument tous les appétits, toutes les ambitions de la France entraînée à la conquête de l'Europe. Il désigne aux Français deux adversaires à vaincre, l'Angleterre, la Russie, *ennemies du droit des nations*, et, comme moyens d'y réussir, la reconstitution d'une Allemagne docile à la République, fermée à l'Angleterre où les deux principales puis-

sances, Autriche et Prusse, retournées vers l'est. la Vistule et le Danube, serviront d'avant-gardes contre les Russes.

Ce programme, aussi considérable au moins que les plans de Napoléon, et première ébauche de ces plans mêmes, prépare à la France des combats sans trêve, des ennemis nouveaux, mais de nouvelles gloires et plus de butin. Après avoir triomphé de l'Angleterre, des puissances maritimes et des Allemands, qui l'empêcherait de provoquer, jusque dans l'Orient, la Russie elle-même? La paix de Bâle, au lieu d'être le terme de ses efforts contre l'Allemagne, lui semble une préface de luttes plus glorieuses et plus lucratives. Elle n'y cherche point le plaisir d'avoir assuré sa frontière et son unité, mais l'espérance de dominer et de remanier l'Allemagne à son tour pour de plus grands desseins. Sieyès est son guide, comme au début de la Révolution, dans cette voie qui la mène fatalement à une nouvelle période de son histoire. Tandis qu'il crie en effet aux Directeurs dociles à ses conseils : « Vous êtes perdus si vous faites la paix, » ils préparent ensemble la domination des généraux et des soldats qui font la vie et la gloire de l'État. Ils ne gouvernent plus que par eux : ils gouvernent pour eux déjà.

« Les généraux, écrit Sandoz Rollin, l'envoyé de Prusse, sont pour leur patrie autant de financiers doués des plus grandes ressources. Pichegru a valu 100 millions, Bonaparte 25 millions, Jourdain et Moreau 72 millions dans leurs derniers avantages en Allemagne (août 1796). » Chargés par Carnot de prendre l'offensive au nord, au sud, au centre de l'Europe sur toutes les frontières à la fois, d'un même élan ils ont contenu les Anglais en Hollande, et rejeté en quelques mois les Autrichiens au delà du Danube, au delà du Mincio (avril-août 179 i), avec des troupes mal armées, mal équipées, à peine soldées. La victoire est donc à eux plus qu'au gouvernement qui les emploie. Comment peuvent-ils l'ignorer, voyant ce qu'ils font avec ce qu'on leur donne? Les uns, ce sont les plus médiocres et les moins nombreux en 1796, prélèvent leur

part immédiate de ces profits inespérés. Les autres calculent pour l'avenir les chances de grandeur et de fortune que ces services leur ménagent. Pichegru se souvient de Dumouriez, Hoche intrigue avec Barras, Joubert avec Sieyès, Moreau avec les royalistes, Augereau avec les Jacobins. Tous concourent à l'établissement de la dictature militaire qui remplacera le Directoire, instruments eux-mêmes plutôt qu'ouvriers d'une évolution que le gouvernement subit, après l'avoir préparée. La guerre à outrance, programme des uns, emploi des autres, seule entreprise sur laquelle tous les partis et toutes les classes dans la nation s'accordent depuis 1795, fait à la France et à la République leurs destinées. Toute l'Europe proclame cette fatalité. « Par la force des choses, les Français auront un roi qui ne sera pas dans la maison de Bourbon. » — « Et, déclarait Catherine II, si la France sort de ceci, elle aura plus de vigueur que jamais ; elle sera obéissante comme un agneau. Mais il lui faut un homme supérieur, habile, courageux, au-dessus de ses contemporains et peut-être de son siècle même. Est-il né ? Tout dépend de cela (1794). »

Bonaparte était né, et son rôle commençait. Catherine II, qui ne l'a point connu, avait comme pressenti son génie, marqué son avènement, et indiqué sa destinée alors que lui-même l'ignorait encore.

BONAPARTE

LE DIRECTOIRE ET L'ITALIE

Après toutes les apologies et les critiques passionnées que la fortune prodigieuse de Bonaparte a provoquées, un seul point paraît encore établi, c'est qu'il était bien l'être d'exception prédit aux Français par la czarine. Lanfrey, Taine, Iung, ses critiques, comme ses admirateurs, s'accordent à reconnaître en lui un « homme extraordinaire, pour son époque, démesuré en tout », non seulement « hors ligne par

son tempérament, ses instincts, ses facultés, fondu dans un autre moule, composé d'un autre métal que ses contemporains », « bandit sans rival et sans prédécesseur, le fauve le plus puissant, le plus grand génie que l'histoire ait connu. » Peu importe le milieu dont il est sorti : la Corse, contrée à part « isolée de l'Europe, propice à l'éclosion des natures fortes; » ou « l'Italie aux passions violentes, terre classique des grands aventuriers de la Renaissance. » Ce qui est certain, c'est qu'il dépasse ses contemporains et déroute l'histoire. « J'avais vu, dit Mme de Staël, des hommes très dignes de respect, j'avais vu aussi des hommes féroces. Il n'y avait rien dans l'impression que Bonaparte produisit sur moi qui pût me rappeler ni les uns ni les autres. Son caractère ne pouvait être défini par les mots dont nous avons coutume de nous servir. Il n'était ni bon, ni violent, ni doux à la façon des hommes que nous avons connus. Un tel être n'avait point de pareil, c'était plus et moins qu'un homme. »

Ainsi disposé aux actions uniques, Bonaparte devait en chercher partout l'occasion. L'ambition n'était en lui ni une vertu, ni un vice. C'était sa nature même. Elle n'avait pas d'objet précis au début, et rien ne prouve dans les premières années de sa vie qu'il l'ait réglée pour parvenir en France où il parvint. S'il entra dans la Révolution, c'est qu'elle lui offrit un premier moyen de se signaler à Toulon. Lorsqu'il cultiva l'amitié des frères Robespierre, ce fut pour leur désigner une proie, l'Italie, théâtre tout nouveau où sa besogne ne ressemblerait à aucune autre. Déjà, les rôles secondaires lui déplaisent : nommé, après Thermidor, général dans l'armée d'Hoche, il refusait le 14 juin 1795, incapable de subir la hiérarchie et la règle. L'Italie l'attirait invinciblement : il voulait reprendre avec son frère Joseph établi dans la Péninsule un vieux procès de la famille en Toscane, et pressait le Comité de Salut public de porter la guerre au delà des Alpes, avec l'espoir d'en être chargé.

Et peut-être déjà ne considérait-il l'Italie que comme

une étape. A ses protecteurs, qui lui permirent en attendant mieux de rester auprès d'eux à Paris (20 août 1795), à Barras, Fréron, Doulcet, Debry il n'hésitait pas à désigner l'Orient comme le centre et le théâtre des entreprises décisives, mécontent si on l'empêchait alors d'aller en Turquie.

Il s'en est fallu de peu qu'il ne s'embarquât pour Constantinople. Le Grand Seigneur demandait en juillet 1795 à la République des officiers d'artillerie. Bonaparte établit un projet de réorganisation des armées turques On le chargea une première fois en juillet, une seconde fois en septembre 1795 de l'appliquer. Il emmenait avec lui sa famille, son frère, et le beau-frère de Joseph, comme pour un établissement durable, lorsque l'amitié de Barras (13 vendémiaire) et ses services contre les royalistes parisiens le rattachèrent à la Révolution et le désignèrent au Directoire. Peut-être avait-il entrevu en Orient, là où seulement se fondent de grands empires, des destinées plus conformes à l'étendue de son génie. Quand il trouvait un an plus tard l'Europe « une taupinière », que devait-il alors penser de la France?

Cependant, l'une et l'autre s'armaient pour un combat qui semblait annoncer de grands bouleversements. L'heure était propice aux larges entreprises. Bonaparte se déclara satisfait d'avoir obtenu, par l'amitié de Barras et peut-être grâce à son mariage avec Joséphine, un commandement, un premier rôle. Il était désigné pour diriger l'armée d'Italie (février 1796), seul responsable, seul maître de déployer son génie et d'atteindre la fortune, déjà conscient de sa supériorité : « Mon épée est à mon côté, et avec elle, j'irai loin. »

En quelques jours, Bonaparte a triomphé de la coalition des Piémontais et des Autrichiens. Le 26 mars, à la tête de son armée, il a battu successivement ses adversaires et imposé en un mois la paix à la Sardaigne (avril 1796). Jamais peut-être le Directoire ne sera ni mieux, ni plus vite servi : « Toute l'Italie est à vous, » lui écrit le général victorieux. Et il le prouve, en imposant au duc de Parme,

en échange d'une trêve, tous les frais de la campagne, en dépouillant du nord au sud Milan, Bologne, Livourne, de leurs richesses, de leurs tableaux. Peuples affranchis comme les Lombards, princes menacés ou épargnés comme le duc de Modène, versent également leurs millions dans les caisses du Directoire. L'éclat de cette conquête si lestement enlevée, de ces victoires dont chacune fait écho à l'autre, du jeune général déjà populaire, rejaillit sur les hommes qui l'ont choisi. N'ont-ils pas le droit de faire la guerre, et raison de l'étendre? L'Allemagne, la Belgique, la Hollande furent à demi oubliées : l'Italie, aussitôt prise qu'entrevue, parut pour les Directeurs un don de joyeux avènement.

Et déjà pourtant, elle leur appartenait à peine En mai Bonaparte entrait à Milan, et son langage se modifiait : « L'Italie est *à nous*, » disait-il ce jour-là à Marmont. Ivresse du triomphe peut-être, mais conscience des ressources aussi dont il dispose. Le secret de ses succès, c'est la sûreté de ses plans. C'est aussi la façon supérieure dont il a façonné l'âme de ses soldats. Il les sait mal nourris. Il leur montre les plaines de Lombardie. «Le gouvernement ne peut rien vous donner. Je vais vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde. Vous y trouverez gloire, honneur et richesse» (27 mars). Il insiste après leurs premières victoires le 26 avril : «Vous faites des marches forcées, sans souliers, sans pain. » Bonaparte pourrait à l'armée répéter le langage de Sieyès au Tiers-Etat. Le Directoire l'a réduite à rien. Et par lui, elle est tout. Il la tient par la gratitude, l'amour-propre et le profit acquis. Ensemble, ils oublient la République et son gouvernement, et se sentent presque hors de France, sur cette terre devenue française par leurs seuls efforts.

Bonaparte, en un mot, a réalisé en Lombardie ce que Dumouriez avait tenté en Flandre. Les soldats ne l'abandonneraient pas aussi aisément, sur un ordre ou une accusation venus de Paris. Et d'ailleurs, il ne travaille pas pour d'autres que pour lui. Avec le levier qu'il s'est forgé,

il peut soulever un monde et, les yeux sur l'Orient, il dit à Marmont : « Nous quitterons l'Italie pour aller plus loin. Personne jusqu'ici n'a eu une grande pensée. C'est à moi de donner l'exemple. »

Il a eu sa guerre : il a sa conquête et déjà se dessine sa politique, distincte de celle qu'il est chargé de servir. Les plus clairvoyants des Directeurs, Carnot surtout, se prennent à redouter cette personnalité qui leur échappe. Le 7 mai 1796, ils envoient Kellermann à Bonaparte, avec Salicetti pour arbitre, en constituant l'armée des Alpes à côté de l'armée d'Italie. La réponse du vainqueur aux Directeurs ne se fit pas attendre. Il refusait un commandement diminué, et offrait sa démission. Et ce fut le 21 mai, par l'effet heureux de cette menace, un triomphe plus décisif pour Bonaparte que ses succès sur les Autrichiens. Il se fit désormais indépendant, maître de son armée, de l'Italie, libre d'étendre et de régler sa conquête, pourvu qu'il laissât au gouvernement une part des profits. « Envoyez-nous tout ce qui se peut transporter, tout ce qui nous peut être de quelque utilité, » lui écrivait-on de Paris. A ce prix, le Directoire acceptait sa désobéissance et consacrait sa souveraineté.

C'est en appelant les Italiens à la liberté que Bonaparte résolut de l'établir. A ses soldats, il proposait de nouvelles victoires, la gloire surtout de rétablir le Capitole, au profit des descendants des Scipion, des Brutus, « de réveiller le peuple romain engourdi par plusieurs siècles d'esclavage, de changer la face de la plus belle partie de l'Europe ». Au début de juin 1796, travaillés par ses émissaires, les Lombards se soulevèrent, tandis que l'armée française, pour protéger la constitution de leur République nouvelle, assiégeait Mantoue. Cette œuvre n'était pas sans doute ce que le Directoire attendait de l'armée d'Italie : à Paris, on se souciait peu de constituer une nation italienne pourvu que l'on obtînt, par des victoires décisives sur l'Autriche, la Belgique et la rive gauche du Rhin. On eût volontiers rappelé l'armée de Bonaparte, si des négociations en-

gagées au mois de juin avec la Prusse avaient abouti à une grande ligue franco-allemande contre les Habsbourg, et procuré à la France ses frontières naturelles.

Les Autrichiens le savaient si bien qu'obstinés à ne pas traiter, à trois reprises en 1796 ils portèrent leurs efforts contre l'armée d'Italie : en juillet-août, Wurmser se fit battre à Castiglione et Lonato, puis en septembre, à Bassano et à Saint-Georges. Alvinzi et Davidovich éprouvèrent le même sort à Rivoli et Arcole en novembre. La situation de Bonaparte plusieurs fois avait paru désespérée : ses victoires n'en furent que plus décisives.

Dans l'intervalle, seul à défendre l'Italie, il acquérait le droit de l'organiser à sa guise et pour lui. Il émancipait les Légations, appelait Modène et Reggio à la liberté et constituait dans l'Italie du Nord un État nouveau (4 octobre) « capable de rivaliser avec Venise et de diminuer la puissance pontificale ». Si le Directoire lui laissait entendre que ses conquêtes en Lombardie, dans les Légations ne devaient pas être durables, qu'elles étaient destinées à servir d'équivalents aux conquêtes que la France exigerait de l'Autriche à la paix pour sa sûreté, il se hâtait de poursuivre son œuvre pour mettre le gouvernement français en présence du fait accompli. Déjà l'Italie lui tenait plus à cœur que les provinces du Rhin et de la Belgique. C'était son œuvre, son bien, sa chose. Il se refusait à l'avance à toute négociation qui ne la lui garantirait pas; à la veille de la victoire d'Arcole, il offrit une fois encore sa démission pour faire accepter ses conditions. « Il faut que votre général soit le centre de tout en Italie, » dit-il, en demandant un successeur, très assuré qu'on ne le remplacerait pas, et pour se donner la liberté d'aller à Rome fonder définitivement sa capitale (28 octobre 1796). Il l'eût fait sans l'attaque d'Alvinzi qui l'obligea à retarder cette entreprise décisive.

Après Arcole, Bonaparte se heurta de nouveau à l'opposition des Directeurs : voyant ses embarras, ils le crurent plus docile et chargèrent Clarke de négocier, malgré lui, le

14 novembre avec Alvinzi. Carnot, inquiet de ses projets, mécontent de ses désobéissances, voulait que la restitution de l'Italie, la cess on de Salzbourg et de Passau décidassent l'Autriche à la paix. Il lui offrait un armistice. Bonaparte refusa la trêve, maltraita, puis débaucha Clarke, et se hâta de constituer, au congrès du 10 décembre 1796, « l'Italie libre ». Enfin, la sanglante victoire de Rivoli, et de la Favorite, la capitulation de Mantoue (janvier 1796) lui assurèrent toute la vallée du Pô. Il put soutenir contre les troupes du pape et de Naples les soldats d'Augereau et de Vaubois, dépouiller et désarmer Pie VII à Tolentino (19 février 1797), lui arracher enfin la reconnaissance de la République italienne. Ses victoires, sa diplomatie triomphaient à la fois du gouvernement français et des puissances de la péninsule. Elles lui créaient, entre la France et ses adversaires, une place à part que l'on ne pouvait disputer ni à ses armées, ni à son ambition.

Seule, l'Autriche, parmi les puissances italiennes, se refusait encore à reconnaître cette situation. Bonaparte résolut en 1797 d'aller chercher son consentement à Vienne même, au moment où l'Empereur dirigeait contre lui son principal effort et son meilleur général. Le choc eut lieu sur le Tagliamento, l'Isonzo, aux cols de Tarvis et de Neumark (mars-avril), entre Bonaparte et l'archiduc Charles. Il fut décisif : à Leoben, le 15 avril, l'Autriche demandait un armistice que cette fois le général en chef de l'armée française lui accorda Trois jours après, les préliminaires de Leoben étaient signés.

LEOBEN ET CAMPO-FORMIO

LES TRAITÉS DE PARTAGE DE L'ITALIE ET DE L'ALLEMAGNE

La convention de Leoben, par rapport à l'ensemble de la diplomatie française, fut ce que les campagnes de Bonaparte, consacrées par cette négociation, étaient à l'effort général des armées françaises en 1796, une œuvre particulière, faite en vue de l'Italie seulement, réglée par les intérêts et les desseins de Bonaparte, une œuvre de guerre et d'intrigue que ne justifiaient même plus le souci et la préoccupation de la grandeur nationale. Tout le prouve, son histoire et ses stipulations.

Le Directoire, selon les conseils de Carnot, avait résolu d'arracher aux Allemands, dans une campagne décisive, les frontières naturelles que la paix de Bâle lui laissait espérer. Les armées du Rhin avaient été reconstituées au printemps de 1797, sous le commandement de Hoche et de Moreau. Leur départ avait été retardé, pour permettre à Bernadotte de conduire des renforts à l'armée d'Italie. Mais Hoche à Neuwied, Moreau à Altenkirchen avaient rattrapé le temps perdu : en avril ils envahissaient la Souabe. S'unissant à eux, Bonaparte aurait réduit l'Autriche à merci. Il les arrêtait par les préliminaires de Leoben, et leur enlevait le bénéfice de leurs efforts.

Dans les premières entrevues qu'il eut avec les lieutenants de l'archiduc, Merveldt et Bellegarde, le 7 avril, Bonaparte avait réclamé la rive gauche du Rhin. Le 13 avril, ceux-ci ne lui laissaient espérer que la Belgique et exigeaient la restitution de la Lombardie. En s'approchant de Vienne, Bonaparte mit l'Autriche (le 14 avril) en présence d'une alternative qui l'obligeait à choisir : la rive gauche du Rhin et la Belgique cédées à la France à condition qu'elle renonçât à toutes ses conquêtes italiennes ; ou la Lombardie et la Belgique laissées au Direc-

toire, s'il restituait l'Allemagne rhénane et permettait l'établissement des Autrichiens en Vénétie. Pour l'Autriche, le choix s'imposait. Les deux solutions ne se valaient pas. La seconde lui faisait perdre des provinces éloignées de Vienne, toujours mal rattachées au corps de la monarchie, mais lui livrait l'Adriatique en laissant à l'Empire le Rhin. Bonaparte prévoyait presque à coup sûr que l'Empereur consentirait à échanger la Vénétie contre la Lombardie : alors l'Italie lui resterait.

Le 15 avril, c'était chose faite. Thugut avait accepté au nom de son maître, en principe. Dans le détail, la négociation fut suspendue par la difficulté de régler le sort du Modenais. L'Empereur défendait son parent : son ministre voulait garder dans l'Apennin un état vassal qui de Venise fût une porte toujours ouverte sur la péninsule. Le 18 avril, ils acceptèrent pourtant la réunion de Modène à Reggio, au nouvel État Cispadan constitué auprès de la République Cisalpine dans la vallée du Pô : les préliminaires étaient signés. Souverain italien, véritable médiateur entre l'Autriche et la France, plus que diplomate au service du Directoire, Bonaparte avait effrayé l'Empereur des victoires de Hoche, des prétentions de la France sur le Rhin, et, servi par la peur qu'il inspirait, avait dicté ses conditions. Entre la République victorieuse, et l'Europe épouvantée, il s'interposait, sans mandat, au moment le mieux choisi pour le succès de ses desseins personnels. Tel fut, incontestablement, le caractère de la négociation de Leoben.

Bonaparte l'a plus tard dénaturée par les explications qu'il s'est efforcé d'en donner. Il prétendit que le retard des armées d'Allemagne, l'ignorance de leurs mouvements l'obligèrent à ne pas demeurer seul, et sans garantie, au cœur de la monarchie autrichienne. Mais sa situation à Leoben était bonne : il connut dès le 13 avril les succès de Hoche autour de Mayence et la retraite des Autrichiens derrière la Forêt Noire. Il pouvait au moins attendre. Il affirma d'autre part que la révolte des patriotes vénitiens l'avait alors inquiété pour la sûreté de sa retraite. Mauvaise

raison encore, puisqu'il fit tout pour provoquer et précipiter cette révolte. Dès le mois de mars, des officiers à sa dévotion, Landrieux et Lefaure, à Bergame tramaient un complot que la France désavoua. Le 9 mars, avec l'argent des Milanais, Landrieux attaquait à Brescia le podestat Battaglia qui se défendit : le Sénat vénitien eut à la fois la prudence de ne pas encourager ses défenseurs, et le tort de refuser l'alliance française, de vouloir maintenir sa neutralité. Du 31 mars au 12 avril, Bonaparte avait déjà résolu de céder Venise à l'Autriche pour conserver Milan et la Lombardie. Il était reconnaissant au Sénat « de l'occasion qu'il lui fournissait de mettre ses intérêts d'accord avec ceux de l'Autriche ». Une révolte des montagnards de Salo (9 avril) n'était pas pour l'inquiéter, mais elle le justifiait. Elle lui permit de faire, le 15 avril 1797, au Sénat vénitien des conditions inacceptables, de le pousser au désespoir. Les massacres de Vérone n'éclatèrent que le 17 avril : la paix de Leoben, la perte et le partage de Venise étaient déjà décidés.

Le vrai motif de cette négociation subite, qui suspendit brusquement l'effort du gouvernement français contre l'Autriche, Rewbell l'a donné : « Les grands succès de nos armées ont fait désirer à Bonaparte des conquêtes. » Victorieux contre toute espérance, il jugeait le moment venu, après avoir triomphé cinq fois de l'Autriche, une dernière fois de l'archiduc, d'arracher aux Habsbourg, par la paix, aux dépens d'eux-mêmes et de la France, l'aveu de sa puissance en Italie, de ce que M. Sorel a désigné d'un nom très heureux, « son proconsulat ». Au delà des Alpes, avec l'aide des armées françaises qui lui sont acquises, en invoquant la propagande républicaine, le chef de l'armée d'Italie a créé un État qui lui appartient. Par la diplomatie, à Leoben, il le met au rang des États européens. Sous prétexte de constituer la nation italienne, il sacrifie aux intérêts de sa province proconsulaire les conquêtes et les ambitions de la nation française. L'acte de paix auquel, sans pouvoir et sans instructions, il a mis sa

signature est dans sa vie, dans l'histoire de la Révolution, dans celle de l'Europe un événement considérable. Par cette négociation sa souveraineté est mieux consacrée dans la péninsule encore que par ses victoires. Et dans les relations de la République et de l'Europe c'est le moment où leur lutte d'ambitions les met l'une et l'autre à la discrétion d'un soldat de fortune, encouragé par leurs appétits à satisfaire les siens, justifié par leurs intrigues, complice de leurs violences.

Désormais, la politique personnelle de Bonaparte est un des principaux facteurs de la diplomatie européenne. Elle absorbe, contrarie, ou annule celle du Directoire. Le premier mouvement des Directeurs, de ceux même qui désiraient la paix, fut, aux nouvelles qu'ils reçurent de Leoben, la colère, l'indignation. « Les triumvirs rugissent. La Reveillère est un tigre, Rewbell pousse de gros soupirs, » écrit, le 29 avril, Carnot, qui se consola vite en songeant aux bienfaits d'une pacification.

Bonaparte avait prévu le blâme du gouvernement. Il chargea Clarke de lui dire (22 avril) que : « les propositions faites de Paris n'auraient pas été acceptées. Les idées du Directoire différaient trop des siennes et de celles de l'Autriche. Nouvel Alexandre, il avait tranché le nœud gordien. » Pour prévenir l'effet de son audace, il employa la menace, offrit sa démission et laissa entendre qu'il reviendrait en France « faire une carrière civile aussi simple que sa carrière militaire ». Le Directoire feignit un instant de le prendre au mot, et se ravisa aussitôt. Ne valait-il pas mieux lui laisser en Lombardie le fruit de ses victoires que de le réduire à s'indemniser en France ? Bonaparte, d'ailleurs, ne se montrait pas intraitable : il imposait les préliminaires, mais il n'imposait pas à la France et à ses chefs l'abandon de leurs espérances : « Ces préliminaires, disait-il, sont susceptibles à la paix de toutes les modifications que vous pourrez désirer. Les Etats de Venise sont à votre disposition Tous les jours j'ai de nouvelles raisons de plainte. Moyennant quelques précautions, je pense que

nous obtiendrons la rive gauche du Rhin ou à peu près. »

Dans sa pensée, Venise devait faire encore les frais de sa réconciliation avec la France, et sceller l'accord définitif entre la France et l'Autriche : ainsi s'achèverait le rapprochement provisoire obtenu par les mêmes moyens entre l'Empereur et lui à Léoben.

Lorsqu'après la guerre de Sept ans, Frédéric II, Marie-Thérèse et la Russie s'observaient, inquiets de leurs progrès et de leurs appétits réciproques, le roi de Prusse avait trouvé dans le partage de la Pologne l'instrument de leur mutuelle réconciliation. A la fin du siècle, comme au milieu, à un moment encore où, par de nouveaux partages en Orient, par l'effet des ambitions déchaînées en Europe depuis 1792, la France, l'Allemagne, et le nouveau proconsul d'Italie se heurtaient et s'inquiétaient, Bonaparte, d'instinct, chercha sa grandeur et la garantie de ses conquêtes où Frédéric II les avait trouvées, dans un partage de l'Allemagne, de l'Italie, et de Venise particulièrement.

A Leoben, il en avait fait accepter le principe à l'Autriche, gagnée à cette méthode depuis vingt ans déjà. Il eut quelque peine à le faire approuver par la France, pour qui ce système était la négation même des principes proclamés par la Révolution française sur le droit des nations et des individus. Il la mettait dans l'alternative d'une banqueroute morale ou d'un profit matériel considérable. Les Directeurs se refusèrent à faire connaître aux Conseils le sort réservé à Venise. Marie-Thérèse avait encore, en 1771, de ces pudeurs et de ces hésitations. Ils l'imitèrent dans sa résignation. « Allez à Venise, écrivaient-ils à Bonaparte le 4 mai 1797, et rendez-nous compte de vos dispositions afin d'instruire le Corps législatif de la nécessité où vous avez été d'agir hostilement contre cette puissance perfide. » Entre eux ils se disaient que le lot de l'empereur en Vénétie serait proportionnel au lot de la France sur la rive gauche du Rhin. Et le partage leur plaisait, quoiqu'ils voulussent en éviter les apparences : « Il convient, disait Carnot, d'éviter soit une déclaration de guerre, soit une stipula-

tion qui prononce une cession positive de ce territoire à l'Empereur. Ce territoire n'est pas notre propriété, nous ne pouvons le donner, surtout dans nos principes républicains sur l'indépendance des peuples. Mais l'Empereur, étant assez fort pour prendre possession du pays, doit se contenter de la déclaration positive et formelle que nous ne nous y opposerons pas. » Arrivés au terme de cette guerre de conquête, commencée comme une croisade, les hommes de la Révolution ne pouvaient pas ne pas sentir la triste contradiction de leurs paroles et de leurs actes. Leur conscience se trahit dans les efforts qu'ils firent pour rejeter sur leurs complices la responsabilité du partage, et par leurs aveux mêmes : « Nous aurions voulu, disait Carnot, à l'envoyé de Prusse, *éviter ce pénible incident.* Mais les services éminents et signalés de Bonaparte nous ont subjugués. »

Celui-ci, qui touchait au but, n'avait pas de ces scrupules. Il n'attendit pas les ratifications du Corps législatif, dès qu'il eut le consentement des Directeurs. Le 14 mai 1797, il chargeait le général Baraguey d'Illiers de rétablir l'ordre à Venise, et l'armée française procédait à cette œuvre en dépouillant les musées. Pour sauver l'unité de l'État, la malheureuse République se donnait, le 16 mai 1797, à la France. Elle vidait ses coffres dans les caisses du Directoire. Par un dernier raffinement, Bonaparte accepta cette soumission « pour tirer de Venise tout ce qui convenait à la France, » avant le partage désormais décidé, et pour « éviter ce que ce partage d'une puissance neutre avait d'odieux ».

A Campo-Formio le complot s'acheva, le 17 octobre 1797, après cinq mois de négociations, où le génie de Bonaparte éclata, s'imposa, comme il s'était imposé dans la guerre depuis un an. Patience, adresse, sang-froid, subtilité et décision, le général de l'armée d'Italie déploya toutes les qualités qui, avec la connaissance des situations acquises et des nécessités présentes, font le diplomate, stratégiste à sa manière sur un terrain différent. Il se mit à l'œuvre dès

le 24 mars 1797, pour remanier les préliminaires de façon à adjoindre au partage de l'Italie, qui avait été conclu, un partage de l'Allemagne où les pays de la rive gauche du Rhin seraient compris, au profit de la France. Il jugeait d'abord assez facile d'accorder l'avidité de l'Autriche avec l'ambition des Français, et pensait régler l'affaire en un mois, annonçant pour le premier juillet le Congrès de Rastadt où se feraient les parts définitivement.

A la première rencontre, Bonaparte put se rendre compte que sa tâche serait plus malaisée. En touchant aux préliminaires, il remettait en question le partage de l'Italie. Et pourtant il les fallait modifier, puisque dans les articles secrets de Leoben il avait été convenu de ne pas fournir aux princes allemands, à la Prusse surtout, l'occasion de remanier et de bouleverser l'Allemagne en touchant à son intégrité. Bonaparte avait même justifié cette promesse faite à l'Autriche d'arguments conformes sinon à l'ambition, du moins à l'intérêt de la France. « Détruire le corps allemand, disait-il, ce serait perdre l'avantage de l'acquisition de la Belgique et des provinces rhénanes. Ce serait remettre dix à douze millions d'hommes aux mains des deux grandes puissances dont nous devons nous défier. Si la constitution de l'Allemagne n'existait pas, il faudrait la créer dans notre propre intérêt. » Mais comment dépouiller les princes allemands de la rive gauche du Rhin, sans les dédommager en Allemagne? Le traité de Bâle avait promis à la Prusse cette compensation, que les préliminaires de Leoben lui refusaient. Pour faire accepter au Directoire son œuvre diplomatique, Bonaparte se vit contraint de la modifier selon les vues et les engagements du gouvernement français.

Et aussitôt l'Autriche se vit déliée de ceux que ses défaites lui avaient imposés. Thugut se reprit à espérer que les pourparlers lui donneraient le temps de refaire l'armée et les finances de l'Empereur, d'exiger plus, devenu plus fort, et de céder moins. Il employa, pour y parvenir, un vieux moyen toujours bon, réclama la tenue d'un Congrès

européen à Berne, quoiqu'il se fût engagé à une paix séparée. Il comptait opposer aux prétentions de Bonaparte et de la France, pour les réduire, une coalition d'adversaires. Bonaparte vit le manège, et comprit que la paix s'éloignait. « Ces gens-ci sont longs, » écrivait-il le 11 juin. Le 20 juin, il menaça l'Autriche de la guerre, si dans un délai de trois mois, à partir du 18 avril, la paix n'était pas signée. Des conférences s'ouvrirent à Udine, le 30 juin, pendant lesquelles Thugut négocia secrètement avec l'Angleterre et les Russes pour les amener à discuter avec lui contre la France. Il essaya aussi, dans une lettre à Talleyrand du 31 juillet, de diviser Bonaparte et le Directoire.

Le 9 août seulement le ministre de François II consentit à reprendre directement la négociation avec le vainqueur de l'Autriche. Très habilement, il donnait à cette discussion les apparences d'une affaire nouvelle, offrit à la France, outre la Belgique, Liège, Stablo et Malmédy, pourvu qu'elle lui promît de ne pas toucher à l'Empire, et de lui donner en Italie, outre Venise, les Légations. On eût dit qu'à Leoben, rien n'avait été fait, aucun engagement pris. Bonaparte, une seconde fois, découvrit le jeu. « S. M. l'empereur, disait-il à Clarke, avec la seule promesse de conclure la paix, a obtenu des restitutions et des agrandissements, l'éloignement de l'armée ennemie de sa capitale. Il voudrait avoir aujourd'hui cinq ou six forteresses de plus et une partie de l'Italie par d'autres promesses. » Le général eut recours encore à la menace : « Je vous assure que quinze jours après l'ouverture de la campagne je serai à Vienne, et, à mon approche, le peuple, qui a déjà cassé les glaces de M. Thugut, cette fois-ci le pendra. »

Mais il fallait, pour que ces menaces fissent impression sur l'Empereur, qu'il les sût appuyées à Paris par le Directoire, qu'il se sentît réellement à la veille de la guerre. Or justement, aux mois de juillet et d'août 1797, les événements de Paris semblaient tourner d'une autre manière. Les hommes qui avaient envoyé Bonaparte en Italie et le poussaient à réclamer, au besoin par la guerre, la frontière

du Rhin, se heurtaient, dans les Conseils et au Directoire même, à une opposition que les succès et la dictature menaçante de Bonaparte avaient formée.

Cette opposition reçut alors de ses adversaires le nom « de *faction des anciennes limites* ». Et cela seul suffit à indiquer comment elle se constitua, avec des hommes d'opinions très différentes, unis contre les terroristes au pouvoir, justifiés par l'excès même de leur politique étrangère. Ces excès avaient paru en mai dans le traitement appliqué à la République de Venise et dans la puissance de Bonaparte. Il était évident pour Carnot que la Révolution, en abdiquant ses principes au dehors, les sacrifiait aussi à l'intérieur et se livrait aux généraux. Cette conviction le rapprochait de Barthélemy, l'auteur de la paix de Bâle et l'élève de Vergennes : ce diplomate, devenu l'un des meilleurs serviteurs de la Révolution, demandait simplement à la République, comme son maître autrefois à la monarchie, d'employer sa puissance au maintien de la paix, de chercher la grandeur de la France moins dans les conquêtes que dans l'expansion pacifique du génie national. Par malheur, Carnot se rapprochait aussi, peut-être sans qu'il s'en doutât, de certains monarchistes qui, en retirant aux Terroristes les ressources de la guerre, voulaient les contraindre à une restauration royaliste.

La Constitution de l'an III n'offrait aucun moyen au gouvernement de se défendre, ni à l'opposition de vaincre légalement. « Faut-il donc, disait Barras, que la patrie ne puisse être sauvée par les voies légales ! Si la Constitution n'ava t pas négligé l'une des plus sages prévoyances, si elle eût suffisamment armé le Directoire exécutif du droit de dissoudre la Chambre, nous n'eussions pas été réduits à défendre les lois par la force des armes. » L'Assemblée des Cinq-Cents, où dominait avec les royalistes la faction des anciennes limites, n'avait aucun moyen d'atteindre les Directeurs. Elle ne pouvait que les remplacer, à la fin de leur mandat. Elle n'y manqua pas : elle nomma en juillet Barthélemy directeur ; mais cela n'eut d'autre effet que de

porter au sein du Directoire, où Carnot et Barthélemy s'opposaient au triumvirat de Barras, Rewbell et la Réveillère, le conflit qui divisait déjà les pouvoirs publics. La crise éclata à propos de la nomination des ministres, le 16 juillet, lorsque Carnot proposa d'en choisir de plus pacifiques, conformément au vœu du Corps législatif. Ses adversaires, au Directoire, lui répondirent en nommant Hoche à la guerre.

L'opposition atteignait les généraux en visant les Terroristes. Il était naturel que tous se rapprochassent, ayant à la guerre un même intérêt. A la fin de juin, Barras, l'homme d'action et d'intrigue des Jacobins, se liait secrètement à Hoche « par un tripotage personnel ». Le mot est de la Réveillère-Lepeaux. Sous prétexte d'embarquer dix mille homme, à Brest, pour une expédition d'Irlande, Hoche reçut l'ordre d'amener auprès de Paris une troupe d'élite, et arriva à Châlons le 19 juillet 1797. Entre temps, on le nommait ministre de la guerre. Deux jours après, devant l'opposition des Conseils, les Directeurs le désavouèrent. Le 29 juillet, ils l'abandonnaient, mais pour signer un pacte analogue avec un général plus adroit et surtout plus riche. Le 2 août, Augereau arrivait d'Italie, pour servir en aveugle les plans que Bonaparte et Barras avaient concertés, par correspondance et par l'intermédiaire de Lavalette, l'aide de camp du général d'Italie. « Il n'y a que Bonaparte en Italie, moi à Paris qui puissions sauver la patrie. »

Il n'est pas nécessaire, il est même faux d'expliquer l'intervention de Bonaparte dans les conflits du Directoire à cette époque par le dessein machiavélique de s'essayer, sans se compromettre, au coup d'État décisif. Il ne pouvait rester indifférent à la question qui se débattait entre le gouvernement et la faction des anciennes limites. De la solution que ce conflit recevrait, toute son œuvre dépendait, puisque les partisans de la paix, arrivés au pouvoir, lui feraient perdre l'Italie, et le réduiraient à rien. Ce n'était pas seulement les Directeurs, c'était lui-même que, le 19 juin, aux applaudissements des Cinq-Cents, Dumolard

attaquait, en blâmant les conquêtes de la République à Venise, en Toscane, à Gênes. L'indignation de sa réponse, dans la lettre du 30 juin, marque assez le danger dont il se croyait menacé.

Ce n'était pas la première fois que Carnot essayait de l'arrêter en plein succès. Que, contre Carnot et son parti, Bonaparte ait offert à leurs adversaires de l'argent, des soldats, et un général déterminé comme Augereau, dès le mois de juillet; que pour les perdre dans l'opinion, il ait affecté de les confondre avec les royalistes et les Clichyens; qu'il ait cherché enfin et trouvé à Venise par la découverte des papiers de d'Antraigues les preuves des menées des émigrés en France, rien de plus naturel : en attaquant, il prévenait les attaques prochaines. En s'associant à Barras, en lui offrant son concours contre les ennemis de la liberté, de loin il continuait le rôle qu'il avait joué à ses côtés le 13 vendémiaire pour conserver les avantages que ce rôle lui avait déjà procurés. Lorsque l'opposition se déchaîna contre Hoche, Bonaparte comprit que le moment d'agir était venu. Si l'Autriche, en août 1797, incrédule à ses menaces de guerre, prolongeait, pour la faire échouer, la négociation d'Udine, c'était la preuve qu'elle comptait sur la faction des anciennes limites pour disputer à l'armée d'Italie ses conquêtes et discuter ses conditions. « Si la paix s'éloigne, disait alors Bonaparte, ce malheur sera dû aux agitations du Corps législatif, à la protection donnée aux émigrés et aux fanatiques. »

Le 10 août 1797, au Directoire une querelle s'engagea dans laquelle Bonaparte fut directement visé. Carnot reprochait à ses collègues d'éterniser la guerre, en remaniant les préliminaires de Leoben. Il accusa du même coup Bonaparte d'être « un criminel en insurrection contre la loi ». Rewbell riposta en accusant Carnot de royalisme, Barras en le couvrant d'injures. Tous deux défendirent énergiquement le général de l'armée d'Italie. Il était « le *bouclier de la Constitution* ».

Pendant ces quelques semaines, où la politique étran-

gère du Directoire fut mise en question, discutée par l'opposition à l'intérieur, au dehors contestée par l'Autriche, ce fut le sort tout entier du gouvernement qui se joua du 10 août au 3 septembre 1797. Devenu, aux dépens des Anciens, le principal pouvoir de la République, le Directoire avait faussé la Constitution, et dénaturé l'œuvre de Sieyès, sans pouvoir la refaire à son profit. Depuis le premier jour, il ne vivait pas de la loi, mais de la guerre et des ambitions qu'elle avait éveillées chez les Français. Aussi La Réveillère-Lepeaux disait-il justement à Bernadotte, le 10 août : « Le Directoire bravera tout pour assurer aux Français leur Constitution, leur gloire, fruits trop mérités de sept ans de travaux et de malheurs et d'une suite inouïe des plus étonnantes victoires. » Le 3 septembre, il était d'accord avec Rewbell et Barras pour préparer, au moyen d'Augereau et des armées, le coup d'État. Suppression de la poste, visites domiciliaires, proclamations contre les royalistes, précédèrent l'investissement des Tuileries, l'arrestation de Carnot, de Barthélemy, et de leurs prétendus complices qui se firent par les soins d'Augereau, très aisément le 18 fructidor, de une heure à huit heures.

Si l'on examine la liste des parlementaires arrêtés, on s'étonne d'y trouver plus de membres républicains des Anciens que des Cinq-Cents, des Montagnards et des Girondins, au moins autant que de monarchistes. Les ennemis de la Constitution, alors c'étaient moins les partisans de la royauté que les adversaires de la guerre à outrance. Les triumvirs désormais assimilaient l'une à l'autre.

Pour rentrer dans la loi, après le coup d'Etat, suivant les expressions de Talleyrand, ils provoquèrent l'Europe par des exigences nouvelles. « Les événements de fructidor, écrivait le 8 septembre Barras à Bonaparte, doivent nécessairement réagir au dehors. Le ton des négociations doit devenir plus élevé. Que la république d'Italie soit affermie, que Mantoue soit à elle, c'est le cri de tous les républicains. Si, avec cela, nous avons la limite du Rhin et que Venise ne soit pas à l'Empereur, c'est là une paix digne de Bonaparte. » C'était,

à l'avenir, une loi pour la République, et comme sa constitution même, de conquérir à outrance, sans laisser de conquête à ses adversaires.

Ce n'était plus le programme de Bonaparte : la pacification qu'il préparait à Udine avait pour condition un partage à trois, dans lequel sa part serait l'Italie du Nord. Refusant Venise à l'Empereur, acharné à réclamer en outre les Légations, le Directoire rendait l'entente impossible. Il paraissait même ne la plus souhaiter. Bonaparte dut la lui imposer : il fit valoir que de pareilles exigences allaient à la guerre de nouveau, que l'Autriche s'était reconstitué une armée, qu'un échec pouvait compromettre toutes nos conquêtes et l'Italie. « Si d'un coup de sifflet, écrivait-il le 19 septembre, nous retirions notre influence morale et militaire, tous les prétendus patriotes italiens seraient égorgés par le peuple. Ce n'est pas lorsqu'on laisse dix millions d'hommes derrière soi d'un peuple foncièrement hostile aux Français par l'habitude des siècles, qu'il faut rien négliger. » Bonaparte savait sa conquête fragile. Par la diplomatie, et avec l'aide du temps, il se disposait à la consacrer, à la consolider. La paix lui était nécessaire : il fallut que le Directoire en acceptât les conditions. Les triumvirs résistèrent jusqu'au mois de septembre, encouragés par leurs victoires sur l'opposition. Le 29 septembre ils déclaraient encore qu'ils préféraient les chances de la guerre : le citoyen Bottot portait à Bonaparte leur ultimatum.

Pendant que Bottot faisait route vers l'Italie, où le général lui réservait un fort mauvais accueil, une nouvelle lettre de démission menaçante, du 25 septembre, arrivait au Directoire. « J'ai besoin, disait Bonaparte, de retremper mon âme dans la masse des citoyens. » Il annonçait le dessein de traiter maintenant le parti des limites excessives comme il avait en fructidor traité celui des anciennes limites. Il parlait en citoyen, et commandait déjà en souverain. Les directeurs obéirent. Bonaparte retira, le 30 septembre, sa démission. Il ne lui restait plus qu'à se faire écouter de l'Autriche par le même moyen. « Prenez garde,

disait-il le 26 septembre à Cobenzl, le plénipotentiaire de l'empereur, qu'on ne voie la république de Vienne. » En vain celui-ci essaya, par des chicanes et des subtilités, de marchander. « On me fait perdre mon temps, disait Bonaparte, je suis l'égal de tous les rois. » A d'autres moments, il rappelait avec éloge les souvenirs de Joseph II qui s'entendait si bien aux échanges avantageux. Serviteur auprès de Catherine II de la politique de Joseph, Cobenzl ne répugnait pas au partage que Bonaparte lui proposait. Mais, si la cour de Vienne était décidée à démembrer l'Italie, elle hésitait à livrer l'Allemagne à la France. Elle craignait l'indignation des Allemands et les agrandissements de la Prusse autorisée par son exemple.

Le 1er octobre 1797, Cobenzl avait trouvé le moyen de sauver les apparences. La paix était faite en principe, quoiqu'elle ne fût signée que le 17 octobre à Campo-Formio. Rien dans le traité public ne devait apprendre aux Allemands que l'Autriche consentait à la cession de la rive gauche du Rhin : c'était une querelle spéciale à l'Empire et à la France qui devait se régler dans un congrès dont le lieu seul, Rastadt, était désigné. Mais dans les articles secrets, l'Empereur offrirait ses bons offices à la République pour lui faire obtenir le pays rhénan limité au nord par le cours de la Nèthe. Il évacuerait Mayence pour donner le signal de cette cession, et, si l'Empire résistait, retirerait ses troupes. En échange, et toujours secrètement, il obtenait le pays de Salzbourg et la Bavière jusqu'à l'Inn.

L'Autriche avait donc enfin consenti à un partage de l'Allemagne avec la France, formel, quoique secret : dans le traité définitif on ajouta en effet, comme au partage de la Pologne, que si la France recevait de nouveaux territoires en Allemagne, l'Autriche recevrait des équivalents. Ce n'était pas un fait particulier, mais un principe, une règle applicable à tous les cas. Pour mettre fin à la guerre de la République et de l'Autriche, et par là se faire en sûreté sa part en Italie, Bonaparte offrait à toutes deux ce moyen de pacification dans le présent et pour l'avenir. Il réussit ainsi à

constituer définitivement dans l'Italie du Nord, depuis les Alpes jusqu'à Mantoue, comme un Etat à sa discrétion. « J'y suis plus maître et souverain, disait-il à Miot le 16 novembre, que général d'armée. » Et déjà il rêvait de l'agrandir du côté de l'Adriatique : lorsqu'au cours des négociations l'Autriche voulut réclamer les îles Ioniennes, Bonaparte résista jusqu'à menacer de rompre. Le succès encourageait ses audaces.

Pour apprécier l'étendue de ce succès, les clauses du traité de Campo-Formio ne suffisent pas. Il faut voir la situation acquise par Bonaparte du mois de mai au mois d'octobre 1797. Au Montebello, il a organisé sa cour que Joséphine préside entourée des dames de l'aristocratie milanaise. Généraux, diplomates, députations y viennent de toutes les parties de l'Italie et de l'Europe. Comme un souverain, le vainqueur traite avec les ministres de l'Autriche, de Rome, de Sardaigne, de Venise, des cantons suisses et des princes allemands. Chaque jour, il dicte ses ordres aux Italiens dont il est « le *libérateur et le maître* ». Ils lui obéissent, ils lui font cortège. A Passeriano, quelques mois après, par de nouvelles victoires, son prestige et son autorité se sont encore accrus : il se prépare à augmenter la République italienne qu'il a fondée des cantons italiens de la Suisse. A Gênes, ses agents Faypoult et Morando, puis Lavalette intriguent contre le Sénat et le Doge, et constituent le 6 juin la république ligurienne. Des Alpes à la mer ou à l'Apennin, toute l'Italie du Nord est à sa discrétion. Par droit de conquête, il est l'égal des rois. Par ses ambitions, il les dépasse.

C'est à Passeriano, en effet, que se développe, en vue de l'Adriatique, le rêve qu'il a formé de fonder un Etat à sa mesure. « Ce n'est qu'en Orient qu'il y a de grands empires, » dit-il à son confident Bourienne. Quand au mois de février 1797 il a pris Ancône au pape, il a vu au delà de la mer intérieure que ce port commande Constantinople à sa portée, la Macédoine à vingt-quatre heures de distance. La conquête de Venise entraînait la possession de ses éta-

blissements dans le Levant. Bonaparte recommandait à ses agents de captiver les peuples que la République vénitienne avait gouvernés jusque-là, de flatter leur goût pour l'indépendance, et de parler aux Grecs de Sparte et d'Athènes de liberté, comme il avait fait aux Italiens. « Les îles de Corfou, de Zante, de Céphalonie sont pour nous plus importantes que l'Italie tout entière. Si nous étions obligés d'opter, il faudrait mieux restituer l'Italie à l'empereur et garder les quatre îles, » écrivait-il le 16 août 1797.

Il est difficile, à cette époque déjà, de fixer avec précision, l'étendue du champ qu'embrassent les ambitions de Bonaparte. Il pense, après avoir constitué trois républiques en deçà des Alpes, à les réunir pour constituer l'Italie libre aux dépens du pape, des rois de Sardaigne et de Naples. La liberté qu'il apporte aux Italiens, il le dit à l'un de ses confidents, M. de Melzi, « c'est sa dictature ». Il est possible qu'il rêve déjà de substituer son pouvoir en France à celui des avocats du Directoire, et que les essais de législation imposés au nouvel Etat italien soient, suivant les expressions de Lucien, des moyens de se préparer à les imposer à la France. Mais il sait surtout, que par la gloire i dispose des soldats, et bientôt de la nation, « qu'il est tout pour son armée, » et qu'avec elle, maître de la guerre et de la paix, il peut tout entreprendre et tout oser.

Le traité de Campo-Formio n'est donc pour lui qu'une étape. Or il se trouve justement que les puissances auxquelles sa volonté l'a imposé ne le considèrent aussi que comme une trêve. Le Directoire, après le 18 fructidor, espérait enlever à l'Autriche l'Italie et la rive gauche du Rhin sans compensation. Rewbell blâmait ce qu'on lui avait accordé, Barras prétendait même qu'on s'était mis à sa merci. Sieyès aux Cinq-Cents déclarait qu'à Campo-Formio on avait laissé l'Empereur, l'ennemi héréditaire, dicter ses conditions, quand il aurait dû recevoir celles de la France. Ce n'est qu'à contre-cœur que les Français et leurs chefs ont consenti à partager avec leurs adversaires.

On le vit nettement à la même époque dans leurs négo-

ciations avec l'Angleterre. Au mois de juillet 1797, menacé par l'opposition anglaise qui lui reprochait l'épuisement réel du Trésor, inquiet de la révolte d'Irlande qui s'appuyait désormais, comme les Etats-Unis, sur la France, la Hollande et l'Espagne (juin 1797), Pitt. pour la première fois offrit sérieusement la paix à la République : « Nous ne pouvons nous dissimuler notre situation, écrivait-il à l'agent anglais Ellis. S'il est possible d'avoir la paix, il nous la faut, je le crois fermement. » C'était la fin de la coalition et le désarmement de l'Europe assuré. Talleyrand sentit le prix de ces avances et s'efforça de les faire aboutir. Sans doute, comme Bonaparte, ce fut un partage qu'il proposa au Directoire. Tout en affirmant la loyauté de la France, il offrit des compensations aux Anglais aux dépens des colonies hollandaises, de Ceylan, du Cap, en échange de la paix et de la restitution de leurs conquêtes. Maret, Letourneur allaient à Lille traiter sur cette base avec Malmesbury, lorsque le coup d'Etat se produisit au 18 fructidor. Le parti de la guerre fut au mois de septembre assez fort pour faire rompre ces pourparlers, comme il eût rompu la négociation de Campo-Formio, si la volonté de Bonaparte n'eût été plus forte que ses ambitions.

Au mois d'octobre 1797, le Directoire résolut de poursuivre la guerre à outrance, contre l'Angleterre. Talleyrand fut écarté ; on le suspectait de souhaiter la paix et par conséquent de mal servir la République. Bonaparte fut rappelé d'Italie où on l'accusait « d'avoir trahi la cause de la République conquérante ». On le destinait au commandement de l'armée d'Angleterre, pour l'obliger à mériter son pardon. Enfin, des négociations qui allaient s'ouvrir à Rastadt, le gouvernement français attendait ou de nouvelles conquêtes ou l'occasion d'une nouvelle guerre, plus fructueuse encore que les précédentes. Bonaparte, lui-même, pour faire excuser le traité qu'il avait signé, disait aux Directeurs : « Nous ne faisons qu'une trêve. L'arrangement des affaires d'Allemagne nous offrira vingt moyens de recommencer la guerre. »

Ainsi, en signant le traité de Campo-Formio, les républicains qui, depuis 1792, avaient pris le pouvoir et prétendaient s'y maintenir au moyen de la guerre, comme à Bâle et plus encore, ne négociaient avec l'Allemagne qu'avec l'intention arrêtée de poursuivre leurs conquêtes. En 1795, au moins ils avaient eu la direction des négociations et la volonté d'apaiser une partie de leurs adversaires. En 1797, la paix était un temps d'arrêt forcé, imposé par une volonté étrangère à leurs desseins, et déjà supérieure à leur pouvoir. Si la politique du Directoire n'avait désormais cessé de régler seule les destinées de la France, aucun traité, aucune négociation n'auraient ralenti le débordement de la conquête française dont il vivait.

Il est clair aussi que, sans Bonaparte, l'Autriche ne l'eût pas accepté. « C'est un honteux traité dans les annales de l'Empire, » disait, le 22 octobre, Thugut à Colloredo. « Ce n'est qu'une trêve, répétait-il à Cobenzl, pleine de prétextes de rupture. » Et le ministre de l'Empereur allait chercher cette rupture, comme le Directoire, avec autant d'ardeur. Dans l'histoire des relations absolument hostiles du Directoire et de l'Europe, le traité de Campo-Formio n'est donc qu'un incident presque sans portée, puisqu'il les a modifiées à peine et pour quelques mois seulement.

Il est au contraire d'une importance considérable pour l'histoire de Bonaparte, assez fort, assez habile pour imposer en 1797, à la République, à l'Autriche, le partage de l'Italie et de l'Allemagne. Avant d'être le maître en France, Bonaparte avait paru déjà le maître de l'Europe.

LE CONGRÈS DE RASTADT

LA CONQUÊTE DE L'EUROPE PAR LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

En désignant ses plénipotentiaires au Congrès de Rastadt, le Directoire leur disait dans ses instructions : « Le

traité de Campo-Formio n'est qu'un préliminaire. Il sera dépassé. L'Empire sera bien forcé d'accepter de nouvelles modifications » (2 novembre 1797). Et, comme on lisait d'autre part, dans le même mémoire, l'aveu qu' « il y avait loin déjà du traité de Campo-Formio aux préliminaires de Leoben », le gouvernement français marquait son dessein de poursuivre, dans la paix comme par la guerre, un programme d'agrandissements illimités.

Comme tous les gouvernements qui l'avaient précédé depuis la Révolution, le Directoire invoquait la tradition nationale : « Il faut consommer le salutaire ouvrage qui fut commencé à la paix de Munster et qui demeure imparfait. » Quel mérite aux yeux des Français, si la République achevait, par la conquête de la rive gauche du Rhin promise par la Prusse à Bâle et par l'Autriche à Campo-Formio, les acquisitions commencées par Richelieu, Mazarin et Louis XIV en Alsace ! Encore n'était-ce pas tout son programme, ni toutes ses espérances. En 1648 et depuis, la monarchie française, en fortifiant contre l'Autriche les princes souverains d'Allemagne, avait paru dicter des lois au delà du Rhin, enchaîner les Habsbourg, disposer de l'Empire comme d'une clientèle. En 1798, le Directoire, obligé par un des articles secrets de Campo-Formio, à chercher des indemnités à ces mêmes princes que la France dépouillait, se préparait à leur offrir des biens ecclésiastiques sécularisés, à les agrandir encore, à se faire de leurs ambitions éveillées, autant d'occasions de les gouverner encore. C'est ce qu'il appelait « constituer une Allemagne concentrée et forte », à sa discrétion. Acquérir les frontières naturelles du Rhin, et, du même coup, comme le protectorat de la Germanie, c'était, pour les hommes de la Révolution, couronner par un succès décisif six années d'efforts héroïques et deux siècles de longues et patientes entreprises.

Sûrs de plaire aux Français, les Directeurs ne manquaient pas d'arguments pour convaincre l'Europe de la justice de leurs revendications. N'était-il pas nécessaire, équitable, que la France s'agrandît, après avoir vu grandir en ce

siècle, la Prusse, la Russie et l'Autriche? Ces puissances « avaient pris dans le système de l'Europe un équivalent anticipé de ce que la France obtiendrait. » Se justifier par les partages de la Pologne, même après avoir consommé celui de Venise, pouvait paraître étrange de la part de politiques qui tant de fois avaient proclamé le droit des nations. Aussi le Directoire s'empressait-il de corriger son argumentation par cette réserve : « Il y a bien de la différence entre une véritable usurpation, et des réunions légitimées par l'agression et des victoires. » Tant pis, si on avait forcé les Français à conquérir pour se défendre.

Quelque prétexte, du reste, que le Directoire invoquât, à la veille du Congrès, ses intentions étaient formelles. La diplomatie devait servir son programme de conquête, et Rastadt se présentait à lui comme un champ de bataille, où il comptait trouver du butin, pour en vivre, et de la gloire pour l'offrir aux Français. Comme premier plénipotentiaire, il avait choisi le général de l'armée d'Italie. Bonaparte n'y alla qu'à contre-cœur, et repartit aussitôt le 2 décembre 1797 après avoir réglé l'évacuation de Venise et de Mayence, maltraité, injurié, épouvanté les plénipotentiaires allemands, « ces ganaches ». Treilhard, son collègue, était un diplomate pénétré des droits de la France sur le Rhin, « un digne ambassadeur » pour les faire valoir; Bonnier, un jurisconsulte, ami de Rewbell, retors, subtil, instruit, armé de toutes les manières pour les combats de chicanes qu'il devait livrer.

En bons stratégistes, les envoyés de la France avaient d'abord à séparer ses ennemis. C'était un principe admis qu'en divisant l'Allemagne, Richelieu et Mazarin l'avaient réduite à merci. On croyait qu'ils avaient réussi surtout en exploitant les rivalités des catholiques et des protestants. Sans tenir compte toujours de la différence des temps et des passions, le Directoire voulait charger la Prusse des intérêts protestants, et l'Autriche des intérêts catholiques, puis les opposer, pour les vaincre. L'Autriche déjoua ce projet. Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume II mourut au moment où

notre agent à Berlin, Caillard, lui offrait la direction de l'Allemagne du Nord. L'empereur en profita pour garder encore celle de l'Allemagne tout entière : ce fut la Diète seule, dont il disposait, qui s'unit pour choisir les plénipotentiaires allemands à Rastadt, Albini et Metternich.

Le 17 janvier 1798, les envoyés français leur firent connaître les conditions de la République, et la première de toutes : la *cession de la rive gauche du Rhin*. La Prusse l'avait laissé espérer. L'Autriche venait de l'accorder. L'Empire n'avait plus qu'à ratifier cette double promesse. Il résista, alléguant les préliminaires de Léoben, et l'insuffisance du Rhin, « ce fleuve semé d'îles, » comme frontière (2 février 1798). L'Autriche encourageait secrètement cette résistance de la députation allemande, pour se faire payer plus cher une complaisance qu'elle se réservait d'offrir au bon moment. Elle faisait mine de combattre pour l'Empire, afin de s'enrichir à la paix. « Il faut protester, disait Metternich, pour tenir ouverte la voie de l'indemnisation. » Et, dès la fin de janvier 1798, Thugut et Cobenzl faisaient connaître à Treilhard le prix de leur trahison : « une augmentation de notre lot en Italie ».

Treilhard comprit alors qu'à la fin du dix-huitième siècle le vrai moyen de diviser les Allemands, ce n'était plus de faire appel aux passions religieuses, comme au dix-septième siècle, mais à l'ambition, à la cupidité des princes, excitées par l'exemple de Frédéric II et de Joseph II. En dehors des députés de la Diète, des envoyés étaient venus à Rastadt de toutes les cours d'Allemagne, grandes et petites, de Darmstadt, de Bade, de Wurtemberg, de Hesse-Cassel, de Deux-Ponts, chargés par leurs maîtres de « cultiver et de chérir la France en vue des sécularisations ». L'ambassadeur de Prusse lui-même reçut l'ordre d'offrir Clèves avec la rive gauche du Rhin contre une bonne indemnité. Laisser la Diète et ses délégués à leurs protestations stériles, acheter séparément les princes qu'elle ne représentait plus réellement, c'était obtenir l'aveu de l'Empire à moindres frais que par une négociation unique et directe avec l'Empereur.

L'Autriche vit la manœuvre et s'indigna : « Le Congrès ressemble à une grande foire où l'on fait commerce de biens d'Empire, disait Thugut. » Les Allemands trouvaient la critique étrange, sachant que la cour de Vienne avait la première à Campo-Formio donné le branle. De plus, les partages de la Pologne étaient-ils autre chose que de semblables marchés? La Prusse plus conséquente, ou plus avide, donna l'exemple des concessions décisives. Du moment que le partage de l'Empire s'imposait, autant prendre les devants et en profiter selon la méthode pratiquée par Frédéric II en 1741, en 1772. Le nouveau roi, Frédéric-Guillaume III, écrivit à son envoyé à Paris, Sandoz-Rollin (14 février 1798), qu'il ne visait à aucun agrandissement, mais en voulait d'équivalents à ceux qu'obtiendraient la France et la cour de Vienne : Munster, Würtzburg, Bamberg, en Franconie, 130 000 kilomètres carrés, si l'Autriche recevait Salzburg et Passau; l'évêché d'Osnabruck et le duché de Westphalie en plus, si elle prenait la Bavière jusqu'à l'Inn. Le prétexte invoqué était le même qu'aux partages de la Pologne, la *nécessité de maintenir l'équilibre*. Pur prétexte, puisqu'alors la cour de Vienne réclamait de la France des équivalents en Italie que celle-ci lui refusait, et que le 26 février encore l'Empire s'obstinait à refuser au Directoire le pays situé au delà de la Moselle. Le 13 mars 1798 Talleyrand envoyait aux plénipotentiaires français « l'ordre de quitter le Congrès, si la rive gauche du Rhin n'était pas assurée ».

Le partage n'était donc nullement un fait accompli, dont les conséquences fissent à la politique prussienne une obligation de s'y associer, lorsque Frédéric-Guillaume III détermina les Allemands, pour s'agrandir, à y souscrire. Joignant ses sollicitations à celles des Français, auprès des princes de Saxe et de Mayence notamment, il fut assez fort, assez persuasif pour engager les envoyés allemands à céder, moyennant indemnité, la rive gauche du Rhin (11 mars 1798). Le *Moniteur français*, enregistrant cette victoire diplomatique, ne disait que la stricte vérité,

quand il proclamait le 18 mars le service « rendu par la Prusse à la France maîtresse de ses frontières naturelles, désormais ».

Par ce concours fort efficace, qui entraîna celui des autres princes, l'Autriche était isolée de l'Allemagne. Sa résistance, qui n'avait rien d'ailleurs de désintéressé, était brisée. Elle aurait préféré revenir sur les partages de l'Italie. Cobenzl et Thugut avaient lutté jusqu'à la dernière heure; ils devaient s'avouer vaincus. Par dépit, la chancellerie autrichienne transmit à la Diète, sans observation, la décision de ses députés à Rastadt. La Diète prit le silence de l'Empereur pour une acceptation : elle ratifia le 20 mars 1798 la cession de la rive gauche du Rhin.

Cette conquête, en pleine paix, était peut-être de tous les succès que le Directoire avait remportés, le plus considérable. Il l'annonça triomphalement aux Français. Et l'on put juger de la joie qu'elle provoqua par le langage de leurs hommes d'État. « Les Autrichiens seront moins exigeants, maintenant que nous pouvons nous passer d'eux, » s'écriait Talleyrand, le 25 mars 1798, et Treilhard leur parlait sur le ton d'un vainqueur : « Nous ferons, disait-il à Cobenzl, un mémoire de toutes vos acquisitions que d'autres nomment usurpations. Nous n'oublierons pas la Pologne et nous compterons ensuite. »

Il eût été d'ailleurs bien embarrassé, si on l'eût pris au mot. Ce n'était pas sur le Rhin seulement que le Directoire cherchait ces prétendues compensations aux partages de la Pologne. Tout ce qu'il n'avait pas encore pris en Europe, après avoir occupé la Belgique, la Hollande et l'Italie du Nord, il le prenait dans les premiers mois de 1798. Un conflit qui se produisit à Rome, en décembre 1797, entre la bourgeoisie et les troupes de Pie VI, le meurtre du général Duphot, assassiné à l'ambassade française, provoqua l'intervention du général Berthier. D'abord, le Directoire déclara, le 12 janvier 1798, qu'il n'avait en vue aucune conquête. Mais bientôt les patriotes romains exigèrent qu'on supprimât la papauté. Le pape, chassé de Rome,

vint mourir à Valence. La république romaine fut proclamée le 15 février 1798, et placée sous le protectorat de la France, en même temps que des coups d'État lui livraient le gouvernement des Républiques cisalpine et batave.

Le 28 janvier 1798, la république de Mulhouse fut simplement incorporée. Bientôt ce fut le tour de la Suisse. D'accord avec Rewbell et Bonaparte, l'envoyé de France en Suisse, singulier diplomate, Mengaud organisait des révoltes démocratiques contre les bourgeois des cantons et de Berne, plantait l'arbre de la liberté à Aarau. Ses excitations déterminèrent les Vaudois à se soulever en janvier 1798 contre le gouvernement bernois. Les troupes françaises parurent, conduites par le général Brune, battirent les Bernois et s'installèrent dans leur capitale pour la piller. Le trésor de Berne enrichit le général victorieux, le Directoire, ses commissaires et ses agents de près de trente millions.

Sous prétexte d'émancipation, c'était la conquête d'un pays qui n'avait pas attendu la Révolution française pour être libre et imposer à l'Europe le respect de sa liberté. Vis-à-vis de la nation suisse, les directeurs ne pouvaient invoquer les traditions de la diplomatie française, fidèle tutrice, depuis deux siècles, de ses privilèges et de sa neutralité. Jamais encore, la France ne l'avait considérée que comme une alliée volontaire et libre. Sans doute, par ses prétentions au gouvernement exclusif de la Confédération, son refus d'y admettre certains peuples de Suisse, l'aristocratie bernoise avait amassé bien des rancunes. Elle s'était plus d'une fois montrée secrètement favorable aux ennemis de la France. Mais proclamer, le 12 avril 1798, une *République helvétique*, calquée sur la nôtre, pour l'exploiter et lui retirer ses droits, c'était faire payer à la Suisse tout entière les fautes de ses chefs. Cette révolution préparée par nos soins avait toutes les apparences d'une conquête.

Pour que de la mer du Nord jusqu'à l'Adriatique l'Europe devînt jusqu'à l'Allemagne la propriété de la France, il ne restait plus qu'une enclave, le Piémont. Le roi

de Sardaigne, effrayé, avait ouvert par le traité de Paris (15 mai 1796) ses États, ses places fortes aux Français pour leur ôter l'envie de les lui prendre tout à fait. Cette situation nuisait pourtant à l'unité de la conquête. A Rastadt, notre plénipotentiaire Treilhard exprimait au représentant de la République cisalpine, Melzi, ses regrets et ses vœux : « Faites-moi le plan du bouleversement du Piémont, et ce sera chose faite dans six mois. » Il ne fallut pas si longtemps. Les premiers troubles se produisirent au mois de mars 1798. Des patriotes recrutés à Milan se groupèrent à Domo d'Ossola, en Ligurie, à Pignerol « pour réclamer la déchéance du roi que son alliance impliquait ». Ils étaient en commerce régulier avec le général Brune et notre envoyé à Turin, Ginguené. Victor-Amédée III s'en plaignit : « Pouvait-on empêcher un peuple esclave de s'affranchir? » répondit Ginguené. Le prétexte était bien mauvais, rapproché du langage de notre plénipotentiaire à Rastadt. Le roi le jugea tel : au mois de mai 1798 il réprima énergiquement la révolte. La France l'en punit en mettant garnison dans sa capitale, le 28 mai. La conquête du Piémont commençait : elle était inévitable et s'acheva six mois après par les soins de Joubert (9 décembre 1798).

Vraiment, au mois d'avril 1798, la République française et son Directoire pouvaient se louer des complaisances de la fortune et de l'Europe. Les profits qu'ils faisaient compensaient largement les risques et les menaces des années précédentes; ils mettaient la France fort au-dessus des puissances qui l'avaient dépassée au dix-huitième siècle. Leurs ennemis désarmaient les uns après les autres, la Prusse, l'Espagne, l'Autriche, l'Empire et l'Angleterre même. Il n'eût tenu qu'au Directoire de conclure avec cette dernière la paix au mois d'octobre 1797. L'Europe tout entière paraissait accepter les prétentions de la France, ses usurpations, ses audaces.

L'état de force et de puissance que la République atteignait alors sans difficulté répondait mal sans doute au programme de justice et de désintéressement qu'elle avait

paru appelée à réaliser. En vain, le Directoire essayait-il d'excuser ce débordement de violence et de conquête par les prétendues nécessités de la défense nationale, les sollicitations des patriotes étrangers, les droits historiques de la France et les précédentes usurpations des autres puissances. Toutes ces raisons valaient celles que Frédéric II avait fait valoir pour dépouiller Marie-Thérèse de la Silésie ou la Pologne de sa liberté.

Il était naturel qu'ayant besoin de la guerre et de la conquête, pour se maintenir au pouvoir, les républicains de l'an VI en vinssent à pratiquer la méthode, à parler le langage qui avaient servi les grandes injustices du dix-huitième siècle. Formée à l'école de Frédéric, l'Europe se reconnut en eux et ne s'étonna point de leur œuvre, identique à toutes celles qu'elle avait pris l'habitude de sanctionner. La Prusse négociait volontiers avec la France à Bâle et à Rastadt le partage de l'Allemagne, l'Autriche celui de l'Italie; et l'Angleterre lui eût abandonné définitivement les Pays-Bas en échange des colonies hollandaises. L'espoir de s'agrandir à peu de frais disposait les puissances fortes à laisser les Français s'agrandir. Victimes ou témoins, les faibles, sans défense et sans recours, se résignaient. En somme, les annexions du Directoire, en pleine paix, s'expliquaient par une sorte d'entente tacite avec les grands Etats, fondée, comme les alliances de l'Allemagne et de la Russie au dix-huitième siècle, sur la communauté des convoitises.

Les Allemands faillirent alors à leurs dépens apprendre ce que valait cette entente avec les conquérants, cette méthode de s'associer à leurs conquêtes, au lieu de la limiter. Complices et complaisants, ils risquèrent fort d'être dupes.

Dès le mois de janvier 1798, le plénipotentiaire de la France à Rastadt, Treilhard, avait eu une idée ingénieuse et sage qu'il proposa de nouveau au Directoire à la fin de mars. Il voulait que la France, nantie de la part d'Empire qu'elle avait souhaitée, laissât la Prusse, l'Autriche et les princes régler entre eux le démembrement et la sécolari-

sation de l'Allemagne. Par une simple médiation, le Directoire, maître de la rive gauche du Rhin, se fût acquitté sans risque envers la Prusse et les princes qui venaient de la lui procurer. Et le Congrès se fût terminé, ainsi, au profit de la République seule, ne laissant aux Allemands que des espérances et un compte difficile à régler entre eux.

L'Autriche et la Prusse ne pouvaient pas s'entendre sur un partage de l'Empire. Du 21 au 26 mars 1798, leurs envoyés, Gœrtz et Cobenzl, convinrent que leurs maîtres, par leurs divisions, avaient fait le jeu de la France et parlèrent de s'unir contre elle. Mais ils ne voulurent se céder mutuellement ni la Bavière et Salzbourg, ni Hildesheim, Trèves et Munster, qu'ils s'adjugeaient d'avance. La cour de Vienne sentit alors, plus encore que celle de Berlin, l'inconvénient de ces marchandages.

Si elle laissait le Directoire depuis trois mois conquérir sans résistance la Suisse et l'Italie, c'est qu'elle espérait toujours accroître son lot à Rastadt. Elle avait donné ce mot d'ordre à ses envoyés au Congrès. Pendant le mois de janvier et de février, Thugut les pressa de réclamer les Légations, les îles Ioniennes en échange de l'occupation de Rome, de la Suisse. Il comptait alors en feignant de refuser à la France la rive gauche du Rhin obtenir d'elle ces équivalents. Tandis que l'Autriche marchandait, l'Empire livra les provinces rhénanes. Ses réclamations n'avaient plus de base et sa colère fut grande. Thugut voulut, dans ce désarroi, appeler l'Europe à son aide. « Il est indispensable de s'occuper sans délai des mesures les plus propres à empêcher, s'il en est temps encore, la ruine de tous les gouvernements légitimes. »

Il était bien tard en effet; après avoir dépouillé Venise, le ministre autrichien avait mauvaise grâce à reprocher aux Français leurs violences. Il le comprit et recommença avec le Directoire ses négociations. Les conférences eurent lieu le 25 mai 1798 à Selz, en Alsace, pour qu'un Directeur, François de Neuchâteau, pût y assister. Cobenzl se plaignit de l'extension de la France ; le Directeur n'y contre-

dit pas. Il était vainqueur et patient. Il offrit en échange « des prêtres allemands, des provinces turques ». Cobenzl réclama un nouveau partage de l'Italie : « c'est le grand point, le point dont tout dépend. » Les Directeurs, d'autant moins favorables à cette exigence qu'ils se sentaient en possession du Rhin, refusèrent. Après six mois d'attente, la cour de Vienne était aussi avancée qu'au traité de Campo-Formio. Elle avait perdu un temps précieux que la République avait bien employé. Thugut ne s'en consola point : « Ce n'est pas Selz, ce n'est pas Rastadt qui me rendent malheureux, disait-il, c'est l'Adige. Le bonheur pour moi était sur l'Oglio et dans les Légations. » Il ne lui restait plus de remède que dans une nouvelle guerre. Encore ne pouvait-il engager l'Autriche seule, en dehors de l'Allemagne et sans prétexte.

Si le Directoire avait au mois de mars 1798 accueilli, comme il méritait de l'être, le programme de Treilhard, son représentant à Rastadt, cette dernière consolation eût été retirée à l'Autriche. La paix eût été assurée à la République avec ses conquêtes, malgré Thugut. Les Allemands n'auraient pas sacrifié aux rancunes de la cour de Vienne l'espoir des indemnités qu'ils attendaient de l'intervention de la France. Prolonger ces espérances, les entretenir sans les satisfaire trop tôt, c'était condamner l'Allemagne, par la rapacité de ses princes, à l'impuissance. Procéder hâtivement aux sécularisations, c'était la fortifier, et, par bien des injustices, l'exaspérer.

A cette heure décisive, où la paix, avec des avantages inespérés, s'offrit une dernière fois à la Révolution, ses chefs, comme en 1795, ne consultèrent que leur intérêt et leurs passions. Le profit, et quel profit! était en 1798 au prix de leur modération. Par malheur, la modération n'entrait ni dans leur programme, ni dans leurs goûts. Il leur sembla toujours que, sans conquérir, ils ne pouvaient plus gouverner. Après avoir écrasé leurs adversaires au 18 fructidor, ils se sentirent débordés par leurs complices, et redoutaient les Terroristes qu'ils se préparaient à détruire par

un nouveau coup d'Etat, le 22 floréal (11 mai 1798). Ces violences étaient autant de preuves de faiblesse. Les Directeurs s'efforçaient de les faire excuser et de s'affermir, en ouvrant sans cesse de nouveaux domaines à l'ardeur belliqueuse, à l'ambition des Français. L'Allemagne semblait s'offrir à Rastadt : « Il ne faut pas, écrivit de leur part Talleyrand à Treilhard, le 27 mars 1798, l'abandonner à la Prusse, à l'Autriche. Nous devons rester en état d'attaquer et rendre notre arbitrage efficace. »

N'était-il pas, d'ailleurs, très glorieux pour la France, très conforme à ses traditions, très flatteur pour son amour-propre de disposer de l'Empire, plus complètement encore qu'aux traités de Westphalie, d'en répartir à son gré les territoires et les souverainetés, de s'y constituer une clientèle, de le réduire enfin, après en avoir chassé les Habsbourg, à une sorte de vasselage déguisé, comme la Suisse, la Hollande et l'Italie. Quelle revanche séduisante du mal que l'Allemagne avait pu nous faire! Et qu'à côté de cette œuvre, celle de la monarchie française, demeurée pourtant depuis deux siècles un modèle, était encore imparfaite et provisoire! Quand Louis XIV prétendait dicter des lois à l'Europe, avait-il fait autre chose qu'esquisser une politique où il était venu se briser, par l'opposition de l'Empire et de la Hollande. Maîtresse des deux à la fois, la République pouvait dire, comme les Directeurs en 1798 : « Dans la position glorieuse où les événements l'ont placée, elle peut à peu près tout ce qu'elle veut et doit diriger tous ses efforts vers une organisation nouvelle de l'Europe centrale. »

Treilhard reçut l'ordre d'y procéder sans délai. Le 2 et le 4 avril 1798, il obtint de la Diète l'abandon des biens ecclésiastiques aux appétits des princes allemands. Le principe des sécularisations fut admis officiellement par l'Empire. Et le partage commença. Les légistes français lui donnèrent une apparence juridique, comme les ministres et les députés des cours allemandes. Au fond, ils ne se faisaient pas d'illusion sur la nature de leur œuvre : « Il faudrait, s'écria un jour Treilhard, avoir une seconde Allemagne

à leur distribuer. » C'était une curée. Aidé de Bonnier il s'employa de son mieux à en dissimuler la brutalité. Il prit au sérieux, compulsa, classa les mémoires qu'il recevait de Bade, de Dresde, de Deux-Ponts, de Munich. Le Directoire devait l'en récompenser, en l'appelant au mois de juin 1798 à la place de François de Neuchâteau.

La France aurait eu tout profit à ce qu'il s'épargnât cette peine. L'œuvre d'arbitrage, dont Treilhard avait prévu et voulu éviter les difficultés, était aussi périlleuse que malaisée. Elle devait mieux servir les rancunes de l'Autriche que les intérêts de la République. Dès le mois d'avril 1798 si l'Allemagne avait été plus docile et moins divisée, la cour de Vienne aurait recommencé les hostilités pour disputer aux Français des avantages que la paix leur assurait, que la guerre pouvait leur faire perdre. Elle avait eu alors un prétexte : comme pour un défi, Bernadotte avait arboré à Vienne, à la porte de son ambassade, un drapeau républicain qui fut insulté par la populace (13 avril 1798). Là-dessus l'ambassadeur français avait rompu toutes relations. Ce fut à contre-cœur, et faute de mieux, que l'Autriche les reprit à Selz au mois de mai. Elle intriguait déjà dans toute l'Europe, et ne fut satisfaite qu'en voyant se former, à la fin de l'année, une coalition nouvelle.

Le Directoire la provoqua lui-même. Le partage de l'Allemagne était à peine commencé qu'il lui parut bien lent, et déjà presque insuffisant. On résolut à Paris de le précipiter et de l'étendre par une négociation décisive, dont Sieyès fut chargé au mois de mai 1798. L'abbé, écarté du pouvoir au début du Directoire, par sa mission à Berlin, reparaît alors sur la scène politique, comme si de nouveau un instinct secret l'eût averti de la faiblesse de ses rivaux, du terme prochain de leur autorité, de l'occasion possible de jouer un premier rôle.

Mais cette fois, ce fut par ses plans diplomatiques qu'il se recommanda aux Français. Il séduisit leur ambition par un hardi programme de conquête : il leur offrait un remaniement général de l'Europe auprès duquel les audaces

du Directoire n'étaient que des ébauches timides. Lorsqu'il partit le 10 mai 1798, pour Berlin, comme envoyé extraordinaire de la République, il reçut du gouvernement des pouvoirs tels qu'il était déjà le ministre des affaires étrangères et presque le premier ministre de la République. Talleyrand, désolé de voir la guerre s'étendre, impuissant à corriger des dispositions belliqueuses qu'il blâmait, abdiquait entre ses mains et lui parlait sur un ton où jamais ministre ne parla à ses agents : « Je vous serai reconnaissant de me communiquer vos propres idées. Je n'ai pas besoin de vous dire de quel poids sera votre opinion. Vous savez à quel point repose sur vous la confiance du *Directoire* et de la *nation entière*. — J'ai la certitude que je remplirai ses intentions en proposant de vous confier ce qui sera le plus difficile et du plus grand intérêt pour la République. — Vos principes sont les miens. »

Ces principes de Sieyès, c'était de hâter et de poursuivre le remaniement de l'Allemagne par un bouleversement total de l'Europe. Il prenait pour levier l'ambition et la cupidité de la Prusse. Par son concours « il *espérait activer* et conclure la négociation de Rastadt. » (Instructions de Sieyès, 20 juillet 1798.) Il voulait surtout que son alliance, « une association complète de moyens et de forces » procurât à la France la domination de l'Europe centrale. Unie à la première monarchie militaire de l'Europe, la *République conquérante* constituerait au cœur de l'Allemagne une fédération de princes assez robustes pour devenir des auxiliaires utiles, assez faibles pour être ses protégés nécessaires. C'était réaliser le rêve des Directeurs « et des maximes d'État *invariables* », servir la gloire de la France et ses traditions.

Mais l'invention propre de Sieyès ne consistait pas dans cette première partie de son programme. Là, il ne faisait que reprendre les plans des négociateurs de Bâle, de Campo-Formio et de Rastadt. L'alliance prussienne, depuis Valmy, avait été recherchée par tous les diplomates de la Révolution, et sans succès. Le mérite de Sieyès, sa

supériorité sur ses prédécesseurs, du moins aux yeux des hommes qui alors recouraient à lui, furent les moyens qu'il offrait d'acquérir cette alliance et de la fixer enfin. Il proposait un remaniement général de l'Europe orientale, si favorable à la Prusse qu'il ne doutait pas, en partant pour Berlin, de la conquérir à ses vues dès le premier jour. La Pologne, « reconstituée en corps de nation » sous la protection des Hohenzollern, devenait le centre de leur royaume, transféré au nord et à l'est de l'Allemagne ; en compensation des agrandissements de la France au delà du Rhin, la Prusse s'étendait sur la Vistule, se transformait en puissance orientale, limitait la Russie, en lui arrachant sa victime : un beau rôle, semblait-il, et un grand profit. Il ne tenait qu'à l'Autriche d'en trouver de semblables en Orient, si elle laissait l'Allemagne aux Français, et se réservait la Turquie.

Alors, alliée de l'Espagne, de la Hollande, de la Suisse, de l'Italie, des principaux membres du corps germanique, la France disposerait de toute l'Europe, depuis l'Elbe jusqu'au fond de la Méditerranée, et réduirait l'Angleterre à merci, tandis que la Russie serait rejetée dans les plaines de l'Asie par la Prusse et l'Autriche chargées de la garde du vieux monde. Toutes les questions qui depuis deux siècles occupaient les hommes d'Etat, du même coup, seraient résolues : la lutte des puissances maritimes, le règlement des affaires d'Allemagne, et les affaires d'Orient, de la Baltique à la mer Rouge. Des trois puissances qui s'étaient singulièrement agrandies aux dépens de la France, l'une, l'Angleterre serait rejetée à la mer; les autres, la Prusse et la Russie refoulées dans les plaines de l'Est. Et la France, replacée au premier rang par les efforts de la diplomatie républicaine, à l'abri de toute coalition possible, ferait une Europe nouvelle à son image et à son profit : « Dictons la paix dans le cabinet, comme sur le champ de bataille, écrivait Talleyrand le 23 mars. Faisons plus et mieux. » Sieyès allait à Berlin, avec l'espoir de dicter des lois à l'Europe, après avoir donné tant de constitutions aux Français.

Sa négociation, pas plus que celle qui se continuait à Rastadt par les soins de Debry, Bonnier et Roberjot, ne devait aboutir. Sa raideur, en partie voulue, déplut à la cour de Berlin. La Russie sollicitait le roi de Prusse de se déclarer contre la République, tandis que Sieyès employait tour à tour la menace, l'insolence et la ruse pour convaincre le ministère prussien d'une alliance avec le Directoire. Toutes ses armes diplomatiques s'émoussaient contre la froideur du roi et de ses conseillers, contre leur parti pris de ne pas se compromettre. Négligé, mécontent, Sieyès demeura six mois encore à Berlin, dans l'attente vaine d'une réponse qui ne devait jamais venir.

Les plénipotentiaires de Rastadt prolongèrent également leur séjour en Allemagne jusqu'au mois d'avril 1799, bien qu'au début de cette année, l'Autriche fût décidée à commencer la guerre, après même qu'elle l'eut commencée. Le jeu était plus dangereux pour eux que pour Sieyès et se termina par un drame. Ils le poursuivaient cependant, encouragés par les résultats de leurs négociations. Au mois d'octobre 1798, de plus en plus séduits par les offres du Directoire, les princes allemands avaient abandonné à la France certaines places fortes de la rive droite du Rhin. La Bavière se montrait particulièrement empressée et complaisante : à défaut de l'alliance prussienne, les envoyés français croyaient pouvoir escompter, dans la lutte qui allait reprendre contre les Habsbourg, le concours des princes d'Empire, intéressés à défendre, à consacrer l'œuvre avantageuse pour eux du Congrès. Leurs calculs étaient justifiés par le fait que le roi de Bavière, le duc de Wurtemberg, la diète même gardèrent jusqu'à la dernière extrémité les agents français Alquier à Munich, Trouvé à Stuttgart, Bacher à Ratisbonne. L'Autriche dut employer la force pour les expulser. Le refus que les diplomates allemands opposèrent, le 25 avril encore, à l'archiduc Charles de dissoudre le Congrès, même en présence de l'armée autrichienne, était plus caractéristique encore. Il perdit les plénipotentiaires, en leur inspirant une con-

fiance excessive dans les bonnes dispositions de l'Allemagne.

L'état d'esprit des officiers allemands ou hongrois au service de l'Autriche ne ressemblait guère à la bienveillance générale des cours germaniques et de leurs ministres. Les lieutenants de l'Archiduc, le général Schmidt, le colonel Barbaczy étaient exaspérés qu'on tolérât sur le sol de l'Empire les agents du Directoire; ils le laissaient voir à leurs troupes. Trois jours après que l'Archiduc eut ordonné de la façon la plus stricte aux plénipotentiaires français de repasser le Rhin, ceux-ci étaient attaqués, dans la nuit du 28 avril, au sortir de Rastadt; Bonnier et Roberjot étaient tués par des hussards szecklers, Debry n'échappait que par miracle.

Poussé jusqu'à ses plus extrêmes conséquences, le Congrès de Rastadt qui se terminait par un crime, on dit alors un *guet-apens*, ne devait pas être fatal aux hommes seulement que le Directoire avait chargés d'appliquer à l'Allemagne sa politique conquérante. Il devait être fatal à la République elle-même. A un moment donné les négociations de Rastadt auraient pu lui procurer une paix solide.

Comme la mission de Sieyès à Berlin, ces négociations étendues à un partage véritable de l'Europe allaient au contraire obliger la République à un effort, cette fois supérieur à ses forces, tel que pour le soutenir pendant quinze années la France acceptât la dictature de Bonaparte.

Lorsqu'en 1793 les Républicains unirent contre eux, en occupant les Pays-Bas, les puissances maritimes aux puissances allemandes qui leur disputaient le Rhin, ils avaient imposé à la France le poids d'une double guerre sur le continent et sur la mer, toujours fatale à la nation. Elle l'avait supportée comme par miracle. En fait, son énergie avait rencontré dans les circonstances un concours inespéré. Les complications de l'Orient, les partages de la Pologne, l'état chancelant de l'empire ottoman lui avaient créé une diversion précieuse. Elle eut le bonheur de n'être pas mêlée à ces affaires lointaines, tandis que ses adversaires, les Allemands surtout, ne pouvaient s'en désintéresser. Elle

vit la guerre continentale ralentir et cesser à Bâle, à Leoben, à Campo-Formio.

Le jour où les hommes de la Révolution vinrent à Rastadt avec le dessein d'installer en Allemagne la domination de la France, après l'avoir établie en Italie, ils franchirent la distance qui, de toute l'étendue de l'Europe centrale, séparait nos frontières des plaines de la Vistule et de la péninsule des Balkans. Ils inquiétèrent, outre les puissances allemandes et maritimes, les puissances orientales dont les querelles avaient été pour eux jusque-là une sauvegarde. Partout désormais ils se trouvèrent en contact et en conflit avec l'Europe.

Bientôt même, en acceptant l'expédition d'Egypte, ils donnaient à la question d'Orient que leur témérité rallumait, avant d'avoir réglé les autres, une telle extension que tout le vieux monde en fut bouleversé.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Pour l'histoire **du Directoire**, de sa politique et de sa diplomatie consulter :

SYBEL. *Histoire de l'Europe pendant la Révolution française*, tomes IV et V.

SOREL. *Revue historique*, tomes XVII et XVIII.

SOREL. *L'Europe et le Directoire.* (*Revue des Deux-Mondes*, 15 juillet et 15 août 1897.)

L. SCIOUT. *Le Directoire*, 3 vol. in-8°, 1897.

DE BARANTE. *Le Directoire exécutif*, 3 vol. in-8°, 1855.

V. PIERRE. *La Terreur sous le Directoire*, in-8°, 1887.

Ernest HAMEL. *Histoire de la République française sous le Directoire*, in-8°, 1872.

BAILLEU. *Preussen und Frankreich von* 1795 *bis* 1807. Leipzig, 1881-1887, 2 vol. in-8°.

A. LEFEBVRE *Histoire des cabinets de l'Europe depuis le Consulat*, tome Ier, introduction.

HÜFFER. *Der Rastater Kongress*. 2 vol. 1874.

ID. *L'assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt.* (*Revue Historique*, 1896, tome LXI.)

GUILLON. *La France et l'Irlande sous le Directoire*. Paris, 1888.

R. KOECHLIN. *La politique française au congrès de Rastadt.* (*Annales de l'Ecole des sciences politiques*, 15 janvier et 15 juillet 1886, 15 avril 1887, 15 avril 1888, 15 juillet 1888.)

V. Arneth. *Philipp Cobenzl u. seine Memoiren*. Vienne 1867.

Vivenot. *Die Politik des Vicekanzlers Graf Philipp. v. Cobenzl unter Kaiser Franz II*. Vienne, 1874.

Bonnal. *Les armées de la République*. — *Histoire de Desaix*, 1884. — *Chute d'une République : Venise*, 1885. — *Guerre de Hollande*.

Documents :

Messages, arrêtés et proclamations du Directoire. Paris s. date, 6 vol. in-8°. — A. Schmidt. *Tableaux de Paris pendant la Révolution française* (trad. Viollet), tome III. — Victor Pierre. *Le 18 fructidor*. Paris, 1893, in-8°. — Babeau. *La France et Paris sous le Directoire*. Paris, 1888 (traduction d'une correspondance anglaise de 1798). — *Akten aus der Zeit der helvetischen Republik*, 1886, tome Ier. — Tratchevski. *Documents sur les rapports de Paul Ier avec la France* (*Société impériale d'histoire de Russie*, tome 70). — Sandoz Rollin, ministre de Prusse. *Correspondance* (dans le volume de Bailleu cité plus haut). — Lareveillère Lepeaux. *Mémoires*, 3 vol. 1895. — Gohier, *Mémoires*, 2 vol. 1824. — Barras. *Mémoires*, 4 vol., Paris, 1896. — Talleyrand. *Mémoires*, tome Ier. — Pallain, *Le ministère de Talleyrand sous le Directoire*, Paris, 1891. — Mathieu Dumas, Thibaudeau, Hyde de Neuville, mémoires cités plus haut.

II. — Pour **Napoléon,** pendant cette période :

Lanfrey. *Histoire de Napoléon*, tome Ier. Paris, 1875.

Iung. *Bonaparte et son temps*, 1769-1799, 3 vol. in-8°. Paris, 1880-1881.

Masson. *Napoléon inconnu*, 2 vol. Paris, 1896.

Masson. *Napoléon et sa famille*, 2 vol. Paris, 1898.

Chuquet. *La jeunesse de Napoléon*, 2 vol. Paris, 1898.

Dr A. Fournier. *Napoléon Ier* (trad. Jaeglé). Paris, 1891.

Taine. *Les origines de la France contemporaine*, tome V : *le Régime moderne*.

A. Sorel. — *Bonaparte et Hoche*. Paris, 1896.

Yorck von Wartenburg. *Napoléon als Feldherr*, 2 vol. Berlin, 1887, 1890.

Sur certains épisodes :

Gaffarel. *Bonaparte et les républiques italiennes*. Paris, 1894.

Pellet. *Bonaparte en Toscane* (1796) (*Revue politique et littéraire*, 1887).

Belloc. *Bonaparte et les Grecs*. Paris, 1826.

Antonopoulos. *Bonaparte et la Grèce* (*Nouvelle Revue*, 1889).

Documents :

En dehors de ceux qui sont cités ou utilisés dans les volumes précédents, consultez :

Surtout *Correspondance générale de Napoléon*. Paris 1855-1868, et y ajouter : *Ungedrückte Briefe Napoleons aus den Iahren* 1796-1797, éditées par Hueffer (*Archiv. für Œsterreichische Geschichte*, XLIX). — Lucien Bonaparte. *Mémoires*, édit. Iung, 2 vol. Paris, 1882. — Landrieux. *Mémoires* (*Revue du Cercle militaire*, 1887). — Bourrienne.

Mémoires, 1829-1831. — Marmont. *Mémoires*. Paris, 1857. — Miot de Melito. *Mémoires*. Paris, 3 vol. 1833. — Et le livre de Hüffer cité précédemment : *Die deutschen Mächte*, 1869, 3 vol.

III. — Pour l'Italie si importante à cette époque :

Outre les histoires de *Carlo Botta* et de *Franchetti* déjà cités, consultez :

Tivaroni (Carlo). *Storia del risorgimento italiano*. 3 vol. Milan.

Franchetti (Aug.). Articles publiés dans la *Nuova Antologia*, 1er août et 6 juin, 1er et 15 déc. 1889 et surtout : *Della Unita italiana nel* 1799 (1er avril 1890).

Bianchi (N.). *Storia della monarchia piemontese*.

Carutti. *Storia della corte di Savoia durante la rivoluzione*, 2 vol. in-8°, 1873.

Melzi. *Memorie, documenti e lettere*, édit. G. Melzi. Milan, 1865.

Stendhal. *Souvenirs de Milan en* 1796 (*Revue des Deux-Mondes*, 1er sept. 1855).

G. de Castro. *Milano e la republica cisalpina*. Milan. 1879.

Biadego. *Le Pasque Veronesi*. Vérone, 1885.

S. Romanini. *Storia documentata di Venezia*. Venise, 1852-1864, 11 vol.

A. Sarfatti. *Memorie del Dogado Lodovico Manin*. Venise, 1864.

Artaud. *Histoire de Pie VII*. Paris, 2 vol. 1833.

G. Sala. *Diario romano* (1798-1799) 4 vol. Rome, 1882.

Conforti (L.). *Napoli dal* 1789 *al* 1796 ; — *Napoli nel* 1799, etc., 3 vol. Naples 1886.

Hervey de Saint-Denis. *Histoire de la Révolution dans les Deux-Siciles*. Paris. 1856.

Helfert (de). *Fabrizio Ruffo* (trad. ital.). Florence 1884.

Id. *Kœnigin Karolin v. Neapel*. Vienne, 1878.

VII

LA CAMPAGNE D'ÉGYPTE

ET

LA QUESTION D'ORIENT A LA FIN DU XVIIIe SIÈCLE

Au moment où le Directoire provoque l'Europe à former contre la France une coalition plus redoutable que les précédentes, lorsqu'il prétend disputer à la fois la mer aux Anglais, à l'Empereur, la Suisse, l'Allemagne et l'Italie, et jusqu'à la Pologne au tsar, une flotte française, une des dernières qui lui restât, emporte 40000 Français parmi les meilleurs, vers l'Egypte : à leur tête, du théâtre de la guerre où leur présence semblait indispensable, s'éloignent le vainqueur de l'Autriche et ses auxiliaires, Kléber, Desaix, Lannes, Murat.

Une telle entreprise, à la veille d'une guerre européenne décisive, semblait le dernier mot d'une diplomatie qui accumulait les difficultés, comme par gageure. Les contemporains, frappés de l'inutilité et du danger de cet effort lointain, embarrassés de l'expliquer, ont été amenés à croire que les Directeurs cherchaient en cette affaire la satisfaction de leurs intérêts particuliers, de leurs rancunes. Ils les ont accusés d'avoir voulu éloigner le plus possible Bonaparte et ses soldats : « Les avocats ont voulu se débarrasser du héros, écrit Lucien dans ses *Mémoires :* on leur reprocha cette perfidie. »

Ces accusations ont souvent été reprises par l'histoire, depuis que les Français, à l'approche des Russes victo-

rieux en Italie, les eurent formulées contre le Directoire en juillet 1799. Il a paru, comme on le dit alors, qu'en déportant 40000 Français dans les déserts de l'Arabie, les Directeurs étaient responsables des malheurs de la patrie. Un émigré d'allures louches, agent secret de la République et des royalistes, Montgaillard, en 1825, a répandu par ses récits d'histoire contemporaine cette explication que le caractère personnel de la diplomatie directoriale rendait d'ailleurs plausible. Le *Mémorial de Sainte-Hélène* a fait une légende de la jalousie des avocats contre le général de l'armée d'Italie et des moyens qu'ils employèrent pour le perdre au risque de perdre la France elle-même.

Au moins faut-il entendre la défense des accusés. Laréveillère-Lepeaux, alors directeur, l'a présentée dans ses *Mémoires :* « Tout ce que cette entreprise, dit-il, a de véritable grandeur, comme tout ce qu'elle peut avoir de téméraire et d'extravagant soit dans la conception, soit dans l'exécution appartient en propre à Bonaparte. L'idée n'en était jamais venue au Directoire ni à aucun de ses membres. Son ambition et son orgueil ne pouvaient plus supporter l'idée de n'être plus en évidence, ou d'accepter un emploi qui l'eût placé sous les ordres des directeurs. » Comme nous savons d'ailleurs, et par le témoignage même du frère de Bonaparte, Lucien, qu'au Directoire Laréveillère fut toujours et nettement hostile à cette expédition d'Egypte, « bonne à nous attirer une guerre avec la Turquie, à éloigner de France le meilleur de nos généraux et trente mille hommes d'élite, » sa défense paraît justifiée : le procès qu'on lui a fait, à lui et à ses collègues, paraît mériter une revision.

Voici d'ailleurs un aveu précieux de Bonaparte dans ses *Mémoires* rédigés par Bertrand. « Pour qu'il fût maître de la France, il fallait que le Directoire éprouvât des revers en son absence et que son retour rappelât la victoire sous les drapeaux. » Et l'aveu se reproduit dans le *Mémorial* dont le rédacteur n'est pas gêné par les contradictions : « La position de Napoléon était délicate. Il n'était pas temps de prendre une marche audacieuse. C'est dans cette délicatesse

de position que je crois trouver les principales raisons de la conclusion de la paix de Campo-Formio, et aussi de l'entreprise d'Egypte. » Les complices des desseins de Bonaparte à cette époque, d'ailleurs, font les mêmes déclarations que les confidents de sa pensée. Talleyrand s'est fort employé à l'expédition d'Egypte; or il dit : « Le jeune général ne voulait pas aller se perdre dans la foule des simples généraux. Il voulait tenir en haleine la renommée. Après la paix de Campo-Formio, il vint proposer à Paris au Directoire la conquête de l'Egypte. — « Et les directeurs ne firent que lui céder, » conclut Lucien.

Répliques des uns, aveux des autres, ne laissent aucun doute à qui veut impartialement établir les responsabilités de cette entreprise d'Egypte si différente de celles que méditait le Directoire. Elle appartient, comme le traité de Campo-Formio qui l'a rendue possible, à la politique de Bonaparte. Elle est le second acte important de son œuvre personnelle, cette œuvre qui vint s'ajouter à l'action du gouvernement français, sans s'y confondre pourtant, puisqu'elle la contrarie. Déjà l'histoire de France ne se fait plus seulement dans les armées et les conseils de la République; elle se fait parallèlement dans l'armée et selon les desseins de Bonaparte.

Le plus malaisé, c'est d'expliquer les motifs qui ont déterminé le général de l'armée d'Italie à s'éloigner, pour courir cette aventure, du théâtre de ses intrigues et de ses succès. L'explication fournie par ses amis ou ses Mémoires paraît avoir été réglée ultérieurement : Bonaparte eut besoin, à son retour, de faire excuser un départ qui, en 1798, avait pu paraître une trahison, « une résolution criminelle », disait Lucien.

Comme alors il se présenta en sauveur aux Français, il était naturel qu'il rattachât à ce rôle, dont l'utilité parut démontrée, ses actes antérieurs. Si, en brumaire, il avait pu arracher la France aux Directeurs qui compromettaient la Révolution, c'est qu'auparavant, en s'exilant, il s'était arraché lui-même à leurs perfidies. Plus tôt, il se fût

perdu; ses ennemis l'auraient ruiné. Par la fuite il se sauvait, et se réservait pour l'heure où il sauverait la Révolution et la France. « Il fallait chasser les avocats. On le pressait de se mettre à la tête de la République, mais il ne pouvait encore marcher seul. Il craignit de compromettre son caractère. Il partit, résolu de reparaître, dès que les circonstances rendraient sa présence utile et nécessaire. »

Il est très certain qu'à son retour d'Italie, en 1797, Bonaparte fut pour le Directoire un sujet d'inquiétude, par les désirs et les flatteries de certains personnages un danger. L'envoyé de Prusse notait alors « qu'il pouvait prétendre à l'*autorité* ». Rien ne prouve qu'il en eut le projet formé. Il ne voulait plus obéir et refusait de servir contre l'Angleterre. Mais de là à commander lui-même en France il y avait loin encore. Au mois d'avril 1798, après l'incident qui se produisit à l'ambassade de Vienne, avant que les conférences de Selz n'eussent retardé la guerre avec l'Autriche, Desaix affirmait à Mathieu Dumas que Bonaparte eut l'idée du coup d'Etat et songea à ne plus partir pour l'Egypte. Rewbell lui aurait intimé l'ordre d'aller prendre à Toulon le commandement qu'il avait sollicité. A cette époque, l'expédition d'Egypte était prête et depuis six mois décidée. Ce n'était pas le désir de se réserver en France pour un rôle ultérieur qui la recommandait à Bonaparte.

Depuis le mois d'août 1797, celui-ci songeait à satisfaire son ambition en Orient. C'était le rêve de ses premières années dont ses succès en Italie le rapprochaient insensiblement. En novembre 1796, au lendemain d'Arcole, il étudiait déjà avec ses aides de camp la question des îles Ioniennes, étape nécessaire de l'Italie à demi conquise vers la Grèce qu'il rêvait d'émanciper. Au mois d'août 1797, à Passeriano, tandis qu'il confiait à Bourrienne son mépris pour l'Europe et son goût pour les grands empires de l'Orient, il s'assurait des îles Ioniennes, nouait des intrigues avec Poussielgue pour occuper Malte, en chargea Brueys, établit une correspondance avec le pacha Ibrahim et les Albanais par

l'intermédiaire du général Chabot. Le démembrement de l'empire turc lui semblait indiqué et prochain : « Il faut le soutenir ou en prendre notre part, » écrit-il à cette époque.

Tous ses confidents et ses flatteurs, ceux qui ont pu pénétrer sa pensée au retour d'Italie, nous le montrent occupé de ces projets. « Une immense ambition de gloire, le plus noble des égoïsmes, atteste Lucien, est entré pour beaucoup dans la détermination de Napoléon. Une course victorieuse sur les traces d'Alexandre devait remuer son âme. » — « Il n'était pas impossible, ajoute Talleyrand, qu'il pût se faire en Orient une souveraineté, pourvu que la France lui en fournît les premiers moyens. Apparaître aux chrétiens d'Orient, à tous les Grecs, comme un libérateur prêt à briser leurs fers, voilà ce qu'il demandait à ses troupes d'Italie, comptant pour le reste sur le nombre, l'énergie, la reconnaissance de ces mêmes Grecs. » Enfin, Bonaparte ne désavouait pas les flatteries de Fontanes : « Le théâtre d'Italie est déjà trop étroit pour la grandeur de vos vues. Je rêve souvent à votre correspondance avec les peuples de Grèce. Je ne serais point étonné que vous eussiez conçu le projet hardi de planter à la fois l'étendard français sur les murs du Vatican et sur les tours du Sérail. Ce serait une étrange manière de renouveler l'empire d'Orient et celui d'Occident. »

Assuré de l'Italie par la paix dont il disposait, maître de son armée, et menacé de déchoir s'il la quittait pour rentrer dans le rang, et pour servir ailleurs, Bonaparte est attiré vers l'Orient, où son ambition ne rencontrera pas les limites étroites des vieux Etats européens. Il confie, avant le traité de Campo-Formio, ses projets à Talleyrand, alors ministre, et déjà son complice. De leurs entretiens se forma au mois d'août 1797 l'idée d'une entreprise sur l'Egypte.

Plus tard, en l'an VII, accusé par l'opposition et par Delacroix d'avoir favorisé ce projet, Talleyrand s'en est défendu. Sa défense alors ne fut que mensonge : il avouait en février 1798, à l'envoyé de Prusse, être l'auteur de l'entreprise et s'en vantait : « Je vais vous confier des projets

qui m'appartiennent. J'ai proposé une affaire qui pourra étendre la sphère de nos colonies. » Nul doute qu'au général impatient de se tailler une souveraineté en Orient, le diplomate n'ait désigné « particulièrement les provinces de l'empire turc baignées par la Méditerranée, et l'Egypte qui pourrait devenir d'une grande utilité. » Ce sont les termes même qu'il employait dans une lettre à Bonaparte du 23 août 1797. S'il ne l'a pas poussé vers l'Orient, où de lui-même il allait par la fatalité de son ambition, entraîné par ses victoires, il lui a en tout cas désigné aussitôt l'Egypte.

C'était en effet la partie essentielle du programme de politique étrangère que Talleyrand apporta en juillet 1797 aux hommes de la Révolution, incapables de le comprendre et de l'appliquer, plus utile à la France que le leur, s'ils l'eussent suivi. Fidèle à cette pensée des derniers diplomates de l'ancien régime, avertis par l'expérience, que la France n'avait plus rien à prétendre sur le continent ni à gagner par la guerre, Talleyrand souhaitait qu'elle reprît son rang dans le monde des colonies, hors d'Europe, à la faveur d'une paix européenne. En 1792, il désignait l'Amérique du Sud ; en 1797, il pensait à l'Egypte, « une colonie qui vaudrait à elle seule toutes celles que la France avait perdues. » — « Après une révolution, disait-il, il faut ouvrir de nouvelles routes à l'industrie, donner des débouchés à toutes les passions. »

A son retour d'Amérique, à la veille d'entrer au ministère, il allait lire à l'Institut deux Mémoires qui, sous une apparence scientifique, étaient les vraies préfaces de sa politique prochaine ; l'un sur *les Relations commerciales de l'Angleterre et des Etats-Unis* (24 mars 1797), l'autre du 13 juillet sur *les Avantages des colonies nouvelles*. « Il faut attacher, disait-il, à ces entreprises les hommes agités qui ont besoin de projets, les hommes malheureux qui ont besoin d'espérances. » Et il semblait désigner Bonaparte et les émigrés. Il précisait enfin en rappelant les desseins de Choiseul-Gouffier qui négociait avant 1789 la cession de l'Egypte à la France.

La paix continentale était nécessaire comme toujours au succès de ces entreprises coloniales. Elle parut être entre les mains de Talleyrand au mois de juillet. Il approuvait et encourageait comme ministre la négociation de Campo-Formio; il négociait avec Pitt; il chargeait Caillard de ménager une réconciliation avec Paul Ier : « Je veux la paix, confiait-il à Sandoz Rollin, par le moyen le plus sûr, des pourparlers avec l'Angleterre. » Et comme s'il en était le maître, il en escomptait les effets. Alors, pour occuper Bonaparte au service de la politique coloniale qu'il méditait, il le dirigeait, impatient d'agir en Orient, sur l'Egypte.

C'est grand dommage que chez Talleyrand, le caractère ait été aussi bas, aussi aveuglément soumis aux circonstances que l'esprit était haut et clairvoyant. Il savait la paix nécessaire à la France : elle l'était d'une façon générale, et pour ses projets. Pourtant on le voit après le 18 fructidor servir la politique agressive du Directoire, rompre pour lui plaire les conférences de Lille, et donner, sur son ordre, aux plénipotentiaires de Rastadt les instructions les plus violentes. « En quel moment suis-je entré en place ! Le moyen de travailler à la tranquillité générale, » avait-il l'air de dire à l'envoyé de Prusse. Ses regrets ne sont point une excuse. Et ce n'en est point une davantage que sa façon de concilier alors sa docilité et les indications contraires de sa propre expérience. Talleyrand apparaît en cette heure décisive ce qu'il sera plus tard à Erfurt, servant son maître avec complaisance, et le desservant en secret, comme pour mettre sa conscience à couvert des fautes auxquelles il n'a pas le courage de se refuser.

Obligé par les événements de fructidor de renoncer à son programme pacifique, il étendait le champ des complications continentales où le Directoire entraînait la France en poursuivant avec Bonaparte le plan de la campagne d'Egypte. « Vos idées par rapport à l'Egypte sont grandes, lui écrivait-il le 23 septembre, et l'utilité doit en être sentie. Je me borne à vous dire aujourd'hui que si

l'on en faisait la conquête, ce devrait être pour la Porte, pour déjouer les intrigues anglaises et russes qui se renouvellent en ce malheureux pays. Un si grand service rendu aux Turcs les engagerait aisément à nous y laisser toute la prépondérance et les avantages commerciaux. L'Egypte comme colonie remplacerait bientôt les Antilles. » Engager la France dans cette entreprise coloniale au moment où, complice du Directoire, Talleyrand la poussait à une vér table conquête de l'Europe, cela devenait une trahison, alors que c'eût été un bienfait de lui créer cette diversion à la faveur d'une paix générale. Talleyrand ne s'arrêta pas à ce scrupule. On eût dit que cette expédition, utile en principe, était à ses yeux la rançon de toutes les entreprises funestes auxquelles il s'associait. Le 27 septembre, il accordait à Bonaparte la permission d'envoyer à Malte comme à une première étape Brueys et la flotte du Levant.

Dès lors et jusqu'à la fin de l'année, sous l'œil bienveillant de Talleyrand, l'expédition d'Egypte se prépara comme un complot. Bonaparte revint de Rastadt, en toute hâte, après avoir réglé les conventions militaires. Il acceptait le commandement des flottes destinées contre l'Angleterre, en refusant celui des armées, pour disposer de la marine à son gré. Tandis que le Directoire concentrait les flottes à Brest pour une opération décisive dans la Manche, il feignait d'inspecter les côtes françaises, avec le dessein bien arrêté d'y recueillir des arguments contre les ordres qu'il recevait. « Opérer une descente sans être maître de la mer, est l'opération la plus hardie, la plus difficile que l'on puisse faire. » Et, pendant ce temps, au lieu d'appeler Brueys de la Méditerranée dans l'Océan pour réunir toutes les forces françaises, il lui commandait de s'arrêter à Malte (14 novembre). Il l'encourageait à désobéir au Directoire qui lui ordonnait de revenir à Toulon, puis à Brest. Brueys, pour lui faire sa cour, était encore, au mois de février 1798, arrêté devant Malte.

Peu à peu, avec toutes sortes de précautions, Bonaparte démasqua ses plans. Il se gardait bien de parler de ses vues

sur l'Orient. Il s'offrait à combattre les Anglais, mais autrement, et selon lui, plus sûrement. C'était dans leurs colonies qu'il fallait les atteindre et s'en aller ruiner, par le plus long chemin, par l'Egypte, les ressources qu'ils tiraient de l'Inde. Eloquent, renseigné, actif, il se fit de plus en plus, vers le mois de janvier, écouter.

A cette époque le ministère de la marine ordonna d'armer une division à Toulon pour renforcer la flotte de Brueys. Talleyrand joignit ses arguments à ceux de Bonaparte. Ils se rencontraient à l'Institut, où, dans des entretiens avec Berthollet et Monge, l'expédition prenait un autre caractère encore, « destinée à éclairer le monde, à procurer un trésor aux sciences ». Puis en l'hôtel où Talleyrand donnait des fêtes en l'honneur du général, Bougainville, Fontanes encourageaient l'entreprise de leur autorité, de leurs flatteries. Tout cela servit à masquer les véritables desseins du général, que le ministre dans ses bureaux servait en secret. Il étudiait les projets de conquête anciens que lui retraçait un consul général en Egypte, alors en congé, Magallon. Il envoyait l'auteur de nombreux mémoires sur le Levant, Comeyras préparer, à titre de « commissaire de la mer Egée », l'expédition (7 janvier 1798).

Quand l'affaire vint en délibération devant le Directoire, l'intervention de Talleyrand fut surtout décisive. Bonaparte avait beau dire qu'il ne cherchait en Orient que la ruine de l'Angleterre. Son intention n'apparaissait pas moins de démembrer la Turquie : le danger était réel pour la France de se mettre un nouvel ennemi sur les bras, lorsque tant de fois et à l'heure présente les Turcs lui avaient servi et pouvaient lui servir d'auxiliaires contre l'Europe. Fallait-il détruire l'empire ottoman, alors que l'on songeait à reconstituer la Pologne? Les craintes du Directoire étaient fondées : Talleyrand se chargea de les endormir. Il représenta que Bonaparte ne ferait pas la guerre aux Turcs, mais aux mameluks indociles au sultan, dociles aux menées des Anglais, qu'il conquerrait l'Egypte pour le

compte de son maître légitime. Il s'offrit même d'aller porter ces assurances à Constantinople. Pressés par Bonaparte, rassurés par Talleyrand, les Directeurs cédèrent. Au mois de mars et d'avril 1798, l'aile gauche de l'*armée d'Angleterre* fut formée à Toulon. La flotte partit le 19 mai. Talleyrand n'alla pas à Constantinople : « sa nomination aurait été dangereuse. Elle eût révélé le secret de l'entreprise. » Il ne se souciait pas d'être mis aux Sept-Tours, comme ce fut le sort de notre envoyé Ruffin, à la nouvelle de la bataille d'Aboukir (2 juillet 1798). Il se contenta de recommander à notre agent des îles Ioniennes de la prudence dans ses rapports avec les Grecs, pour ne pas provoquer la colère des Turcs. L'expédition d'Egypte y suffit. La Turquie nous déclara la guerre.

Tel fut l'effet immédiat de cette entreprise, uniquement utile aux ambitions de Bonaparte, de rouvrir la question d'Orient, et cette fois d'y engager la France. Talleyrand, après l'avoir recommandée pour d'autres raisons, approuvait le Directoire de se lancer dans cette aventure : « Si Bonaparte s'établit en Egypte, disait-il, qui empêchera la flotte française s'unissant à celle de la Turquie, pour consoler cette puissance, de l'aider à reconquérir la Crimée? Nous pouvons marcher à Constantinople. La destruction de Kherson et de Sébastopol serait la juste vengeance de l'acharnement insensé des Russes. »

Provoquer sans raison la Russie, lui livrer les Turcs, qui allaient devenir nos ennemis, et non pas nos alliés, unir le tsar et les Anglais contre nous, voilà les seuls résultats qu'il fallait attendre de ce nouvel effort de la France dans la Méditerranée. Dans les guerres précédentes, les divisions des puissances orientales, la diversion que leur âpreté à se partager la Pologne avait créée, avaient été pour la République des chances inespérées. Dans cette guerre qui se préparait, elle perdait d'avance le bénéfice de la position par laquelle elle s'était deux fois sauvée. Talleyrand lui traçait un vaste programme : attaquer l'Angleterre en Irlande, et conquérir l'Allemagne jusqu'à Hambourg pour

lui fermer le continent, tandis que l'on conquérait le reste de l'Europe (juillet 1798). Ce n'était point assez : il lui fallut suivre et soutenir Bonaparte en Orient, bouleverser l'Europe de la Manche à la mer Noire, par ses seules forces, contre toute l'Europe coalisée par tant d'ambition.

L'expédition d'Egypte fut en effet pour la Russie et pour l'Angleterre, Talleyrand l'avoue, le point sensible. A la seule nouvelle des préparatifs de Toulon, Paul Ier donna l'ordre d'armer ses flottes à Odessa et à Sébastopol, offrit son alliance aux Turcs et ses vaisseaux à l'Angleterre. Le gouvernement anglais pendant deux mois hésita entre une intervention en Egypte et la nécessité de se protéger contre les Irlandais Unis, dont la révolte, concertée avec la France, était fixée au 23 mai 1798. Ce fut au mois de mai seulement que de Londres Nelson reçut l'ordre d'arrêter la flotte française dans le golfe de Lion. Une tempête l'empêcha de surprendre Brueys et de sauver Malte. Au mois de juillet il reçut des renforts, et se mit à la poursuite des Français. La prise de Malte détermina Paul Ier : l'amiral Ucsakoff reçut l'ordre de gagner la mer Egée. Les flottes de l'Angleterre, de la Russie et bientôt celle de la Turquie se rapprochaient pour nous enfermer en Egypte.

Sans doute, jusqu'en décembre 1798, il n'y eut pas entre les cours de Londres et de Pétersbourg d'alliance formée. Leurs intérêts les rapprochaient insensiblement. Mais, comme toujours, l'égoïsme et la cupidité divisaient les puissances européennes. La Russie hésitait à se déterminer si elle n'était assurée du concours de la Prusse. En mai 1798, Paul Ier avait envoyé Repnin à Berlin pour solliciter le roi d'épargner à l'Allemagne une ruine totale. Frédéric-Guillaume III recevait alors la visite de Sieyès qui l'invitait au contraire à précipiter avec la France cette ruine et à y chercher son profit. Le roi de Prusse, comme plusieurs de ses ancêtres, avait « *des dispositions thésaurisantes* ». Deux parties s'offraient, il ne voulait jouer qu'à coup sûr : en attendant il restait neutre. Son inaction enchaîna longtemps la Russie.

Les hésitations de l'Autriche d'autre part retenaient l'Angleterre. L'empereur François II et son ministre Thugut faisaient le même calcul que le roi de Prusse. L'amitié de la France leur avait procuré Venise et leur laissait espérer mieux encore dans le partage de l'Allemagne qui se préparait au congrès de Rastadt. « Une bonne paix valait mieux que la guerre, » disait encore Thugut au ministre anglais à Vienne, Eden, en décembre 1798. Pourtant, il supputait les avantages d'une coalition qui pourrait écraser la France, négociait avec la Russie au mois d'août pour obtenir une armée qui lui rendît l'Italie tout entière, et demandait de l'argent à Pitt pour reconstituer celles de l'Autriche. S'il faisait la guerre, il la voulait très lucrative et peu coûteuse. L'Angleterre hésitait à servir ses intrigues et sa cupidité.

Bonaparte profita de ces délais pour s'installer en Egypte. Il entraînait ses soldats dans le désert par les mêmes discours qu'il leur avait tenus dans les plaines du Pô. Aux Egyptiens, comme aux Italiens, il promettait la liberté, et détruisait aux Pyramides l'armée des mameluks (21 juillet 1798). Nelson, il est vrai, ruinait sa flotte à Aboukir, le 1er août. Mais, séparé de la France, Bonaparte ne vit dans ce désastre qu'un motif de plus d'organiser sa conquête, tout seul et pour lui seul. « Les Anglais nous obligeront, disait-il à Kléber le 21 août, à faire de plus grandes choses encore que nous ne voulions. » Il procéda à la constitution de l'Etat qu'il rêvait de fonder en Orient, mit en valeur le sol de l'Egypte pour créer les ressources dont il avait besoin, établit des usines, des imprimeries, appela à la vie ce pays endormi depuis des siècles dans le fanatisme musulman, écrasé par la domination des mameluks. Une révolte qui éclata au Caire, le 21 octobre, offrit à Bonaparte l'occasion de vaincre, par un massacre qui servît d'exemple, les résistances opposées à son œuvre par les fanatiques de l'Islam. Les *Droits de l'homme* furent adjoints au Coran. Entre les mains du conquérant, l'Egypte devenait l'Etat à demi musulman, à demi occidental qu'elle est restée en ce

siècle. En quelques mois, elle avait reçu son empreinte durable.

Plus qu'aucune autre puissance, l'Angleterre s'effrayait de ces résultats. Par ses flottes du moins maîtresse de la Méditerranée, elle s'y installait pour empêcher Bonaparte de rattacher à la France cette colonie d'Egypte si rapidement créée. Nelson occupait Port-Mahon, la Sardaigne. Il reçut l'ordre surtout de se rendre à Naples, où le ministre de la reine Caroline, Acton, appelait à son aide les Anglais. La cour de Naples, qui avait poussé celle de Vienne à signer la paix de Campo-Formio, délivrée par cette paix de la crainte de Bonaparte, jugeait le moment venu de disputer aux Français l'Italie. Elle négocia un traité avec l'Angleterre (1er décembre), avant d'attaquer Championnet et son armée dans les Etats romains. En soi, l'alliance du roi de Naples était pour les Anglais un faible avantage : en un mois Championnet eut raison de ses troupes et fonda, le 23 janvier 1799, la République Parthénopéenne. Mais cette alliance était, par ses conséquences, plus importante : elle allait devenir le germe d'une coalition européenne contre la France.

Pendant la fin de l'année 1798, l'Angleterre s'acharna à constituer cette ligue : il s'agissait de disputer sur le continent, comme elle y avait toujours réussi, la mer, les colonies à sa rivale. Un instant, son envoyé à Berlin, Thomas Grenville, avait cru décider la Prusse, en lui offrant les Pays-Bas (décembre 1798). Puis, Frédéric-Guillaume III avait reculé devant la guerre, et traîné la négociation : « On peut toujours passer, disait-il, de la négociation à la guerre. Mais on ne peut pas revenir de la guerre à la neutralité à volonté (27 janvier 1799). » Les hésitations de la Prusse d'autre part servaient d'exemple aux puissances secondaires de l'Allemagne, effrayées de menaces du Directoire et tentées par ses offres de sécularisation et de partage. Cependant, l'intention un instant manifestée par Frédéric-Guillaume III de se déclarer contre la France servit les desseins de l'Angleterre : la perspective d'un con-

cours efficace des Prussiens détermina le tsar à conclure avec elle un premier acte de coalition (29 décembre 1798), auquel la Turquie accéda le 3 janvier.

Il ne restait plus qu'à déterminer l'Autriche, à défaut de la Prusse. Toute la diplomatie de l'Angleterre était à ce prix. Si, devenus ses auxiliaires, les Russes se voyaient fermer l'Europe centrale par la neutralité des puissances allemandes, à quoi servirait leur intervention contre la France, protégée par cette barrière? En se liant aux souverains de Naples, dont l'influence sur la cour de Vienne était bien connue, les seuls alliés que l'Autriche eût gardés en Italie, les Anglais voulaient entraîner François II : « Ils se servent de Naples pour nous engager dans la guerre, » disait Thugut. Ils y réussirent : le Directoire sommait, le 2 janvier 1799, l'Autriche de refuser son territoire aux troupes russes. Ce fut le moment décisif. Thugut hésita, mais il réfléchit que Naples maintenant et la Sardaigne, après le reste de l'Italie, appartenaient aux Français, et, comme disait Nelson, que dans trois mois on ne pourrait plus les en chasser. Le 24 janvier 1799, il décida son maître à la guerre. Cobenzl partait le 31 pour Saint-Pétersbourg, afin de fixer avec soin le prix que mettait l'Autriche à son consentement. La coalition était formée.

C'était une alliance bien étrange que celle qui unissait là pour la première fois la Russie et l'Angleterre, déjà rivales et destinées à l'être de plus en plus. L'union de la Russie et de la Turquie, qui semblait démentir deux siècles de lutte acharnée, celle des Deux-Siciles avec l'Angleterre, renversement du pacte de famille, ne l'étaient pas moins. Il semblait presque, en rapprochant le sultan et la cour de Naples, qu'on eût marié Venise au grand Turc. Pour expliquer cette ligue singulière, les puissances invoquaient sans doute des principes.

Paul Ier, qui en paraissait le chef mystique et convaincu, prétendait faire la guerre aux jacobins de Paris et rallier leurs adversaires. Il avait recueilli en Russie les Bourbons, le prince de Condé, les émigrés, et rendu à Louis XVIII, à

Mittau en Courlande, les apparences d'une cour. Les royalistes, encouragés, avaient repris leurs espérances et leurs intrigues. L'Empereur, ses ministres Panin et Kotschoubey le 15 mai 1799, paraissaient servir les desseins de Pichegru, de Dumouriez, qu'un certain la Maisonfort leur avait apportés de Hambourg. L'Angleterre semblait en Suisse protéger leurs agents, Wickam et Willot, et à Londres, écouter le comte d'Artois. Mais tout cela n'était, comme à l'ordinaire, que mensonges et prétextes. Les puissances unies contre le jacobinisme se refusaient à reconnaître et à servir Louis XVIII comme roi de France. Leur désintéressement n'allait pas jusqu'à lui vouloir remettre son royaume intact. Elles se réservaient de prélever sur les Français le prix du service qu'elles prétendaient rendre, malgré eux, à leur roi.

Paul Ier était peut-être plus sincère que ses alliés. Mais il ne réglait pas leurs desseins, n'étant qu'en apparence le chef de la coalition. La ligue européenne de 1799 fut l'œuvre de l'Angleterre, la première de toutes celles qu'elle a formées depuis pour nous interdire l'accès de la Méditerranée orientale, la préface de la coalition de 1840. Elle avait recruté tous les auxiliaires que notre politique en Egypte inquiétait, Russes et Turcs. Et, pour nous détourner de l'Orient avec le concours des Italiens et de l'Autriche, elle avait créé en Italie une diversion formidable, que les conquêtes du Directoire, en pleine paix, justifiaient. C'était sa réponse aux entreprises de Bonaparte, aux projets de Talleyrand sur l'Egypte. Elle exploitait les fautes du Directoire pour arrêter, sur le théâtre de ses succès, la fortune du conquérant de l'Italie.

La France se trouva ainsi ramenée par la force des traditions, les intrigues de Sieyès, de Talleyrand et de Bonaparte à la situation qui lui avait été déjà si funeste au milieu du siècle. Elle eut à supporter à la fois le poids d'une guerre coloniale et maritime et de la défense de ses frontières continentales. Trop tard, lorsque tout était engagé, le Directoire parut vouloir réagir contre les fatalités de cette crise. En refusant à Bonaparte, le 29 août 1798,

une escadre de secours, il fit pressentir que la France renoncerait à la lutte maritime. Il lui conseilla de se tirer seul d'affaire en revenant par la Syrie et par Constantinople. Les lettres des Directeurs d'ailleurs ne parvinrent pas en Égypte. Alors, pour défendre la frontière, ils imposèrent aux Français, le 5 septembre 1798, la conscription, le service obligatoire d'une nation armée pour la lutte à outrance.

. Cependant était-il possible d'abandonner Bonaparte et les Français d'Égypte? Dès le début de 1799, l'amiral Bruix, ministre de la marine, déterminait le gouvernement à concentrer sur Toulon, pour défendre Corfou et ravitailler l'armée d'Égypte, ce qui restait de forces navales à la France : il s'offrit lui-même à les commander. On escomptait le concours de l'Espagne qui, le 27 mars, avait promis de tenir les Anglais en respect dans l'Océan. La flotte française parut en mai 1799 dans la Méditerranée, trop tard pour secourir Corfou qui devait être son point d'appui et son refuge sur la route d'Égypte. Un moment l'espoir d'être appuyée par la flotte espagnole, qui sortit de Cadix (26 mai 1799), permit à la marine française de continuer son entreprise. Les Espagnols l'immobilisèrent au siège de Port-Mahon. Bruix, découragé, rentra à Brest (août 1799).

Sans le secours de cette flotte, Bonaparte ne pouvait rien. Inaccessible pourtant au découragement, il avait poursuivi d'Égypte en Syrie, sans avoir reçu les ordres de Paris, par obstination, sa conquête qui l'épuisait. Parti du Caire avec 12 000 hommes, vainqueur à El-Arish, le 4 mars à Jaffa, il était obligé de massacrer ses prisonniers, faute de pouvoir les garder. Arrêté devant Saint-Jean-d'Acre, il put encore vaincre les Turcs au Mont-Thabor, le 16 avril 1799. Mais la peste et la victoire décimaient son armée déjà trop faible. Il apprenait que les Turcs se concentraient à Rhodes pour lui disputer l'Égypte. Le 17 mai, il quitta la Syrie, détruisant tout sur sa route pour s'enfermer dans un boulevard de déserts, et se sauver une fois encore par la

victoire d'Aboukir (25 juillet 1799). On prétend qu'un mois avant cette victoire, il aurait écrit, le 28 juin, à Paris une lettre désespérée, véritable cri de détresse qui ne pouvait être entendu. La lettre, publiée en Angleterre, a paru suspecte : ce qui est certain, c'est que, depuis le mois de mai, l'entreprise d'Égypte était définitivement condamnée par le Directoire, préoccupé seulement de recouvrer les troupes et les généraux si maladroitement engagés. L'ordre formel en avait été donné à la flotte de Bruix : Talleyrand proposa aux Turcs, en septembre, d'évacuer l'Egypte s'ils voulaient permettre le retour de Bonaparte et de ses soldats. Cette guerre coloniale ne devait être que stérile : elle pouvait, en outre, par les haines qu'elle avait amassées, par les forces qu'elle immobilisait, devenir fatale.

Jamais, depuis les grands désastres de 1793, la France n'eut plus de dangers à courir qu'au printemps de 1799. Tandis que Bonaparte s'enfonçait en Asie Mineure, de tous les points de l'Europe, Russes, Autrichiens, Anglais s'avançaient, en une foule à n'être pas arrêtée, plus de 350000, par la Hollande, l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, sur nos frontières. Jourdan était battu à Stokach par l'archiduc Charles (22 mars 1799) ; Moreau à Cassano (27 avril); Macdonald sur la Trebbia, par les Russes ; Joubert tué à Novi (15 août 1799). La République était réduite au Rhin, aux Alpes : au delà, il ne lui restait que le camp retranché de Suisse, d'où Masséna épiait habilement ce qui se passait au nord et au sud. L'armée de Masséna et de Lecourbe sauva le Directoire des catastrophes qu'il avait préparées : celle de Brune à Bergen lui conserva la Belgique (septembre 1799).

Si les alliés avaient été unis et forts, les victoires de Zurich et de Bergen n'auraient peut-être encore été qu'une trêve. Mais au lendemain de ce grand effort il se passa ce qu'on avait vu après Valmy. Les Russes avaient fait comme les Prussiens les frais de cette campagne : Souwarow avait été comme le Brunswick de la nouvelle coalition. Son maître, ainsi que Frédéric Guillaume III,

s'était proposé d'autres desseins que la croisade monarchique dont il s'était déclaré très haut le chef. En combattant les Français, Paul Ier avait les yeux fixés sur l'empire ottoman : avec ses conseillers, il « *s'entretenait des avantages que la crise actuelle lui offrait pour être l'arbitre des destinées de l'Europe* ». Très satisfait déjà de la prise de Corfou, en mars 1799, assuré de l'impuissance de Bonaparte en Égypte, jaloux d'avoir Malte, il se souciait peu de poursuivre une guerre qui favoriserait trop l'Autriche et l'Angleterre : il ne voulait pas les servir au point qu'elles pussent lui refuser une part de l'empire turc. Ses armées n'avaient pas encore été détruites à Zurich, qu'au mois d'août 1799 il s'inquiétait déjà de leurs succès : « Pour avoir eu, disait-il à Razoumovski, la résolution d'anéantir le gouvernement français, je n'ai pas voulu qu'une autre prenne sa place. Que chacun soit dédommagé, rien de plus juste. La Révolution de France ayant bouleversé l'ordre de l'Europe, il est essentiel de le rétablir, mais d'un commun accord, par un Congrès où chaque puissance intéressée soit représentée. » Le souci de la question d'Orient désarmait donc déjà, à la veille de la bataille décisive que ses armées allaient livrer en Suisse, le tsar comme autrefois le roi de Prusse. Et le lendemain de la défaite à plus forte raison, dès le 4 octobre, Paul Ier déclarait que, ne pouvant vaincre la France, il ne jugeait pas bon d'agrandir l'Autriche. Il traitait de « gueux » ses alliés allemands. Il abandonnait la coalition qu'il avait formée.

Le retour de Bonaparte en France acheva de le décider. L'expédition d'Égypte paraissait abandonnée. Quoique vaincus, les Russes avaient obtenu ce qu'ils souhaitaient : ils avaient détourné de l'Orient un conquérant redoutable, bientôt retenu à Paris par une conquête plus facile.

Ce n'était pas cependant pour venir enlever la France aux Directeurs que Bonaparte avait quitté brusquement l'Afrique. La légende, créée par ses amis, acceptée par ses ennemis, a toujours expliqué par une entente formée de loin entre Bonaparte et ses partisans son retour

précipité. Talleyrand, Joseph, l'amiral Bruix l'auraient invité, depuis le mois de mai, à sauver des avocats et des armées étrangères à la fois la nation toute prête à accepter un sauveur. La vérité fut que, depuis le mois de mars 1799 jusqu'à son départ, le chef de l'armée d'Égypte demeura sans aucune nouvelle, ni du gouvernement, ni de ses amis. Tous les courriers étaient interceptés, et ceux qui lui parvinrent par hasard, la dernière fois, le 25 mars à Saint-Jean-d'Acre, ne lui apportaient aucune nouvelle sur la lutte du Directoire et de l'Europe. Peut-être n'en eût-il pas cherché, si la fortune en Syrie lui avait souri : « Si je m'étais emparé de Saint-Jean-d'Acre, je prenais le turban, je faisais mettre des culottes à mon armée, je ne l'exposais plus qu'à la dernière extrémité. J'en faisais mon bataillon sacré. C'était par des Arabes, des Grecs, des Arméniens que j'eusse achevé la guerre contre les Turcs. Au lieu d'une bataille en Moravie, je gagnais une bataille d'Issus. » Son rêve oriental ne l'avait pas abandonné : mais, dès qu'il se reconnut impuissant à le réaliser pour le moment, il voulut savoir ce qui se passait de l'autre côté de la Méditerranée, échapper surtout à une capitulation qui l'exposait à la réputation d'un aventurier.

Après la bataille d'Aboukir, l'amiral Sidney Smith, en traitant avec lui de l'échange des prisonniers, se laissa arracher un paquet de journaux d'un mois antérieurs qui contenaient le récit des premières défaites de Scherer à Magnano, des Français devant Mantoue. Bonaparte ne pouvait croire qu'au moment où ces nouvelles lui parvenaient, toute l'Italie déjà était perdue. Il voulut sauver sa conquête : « J'arriverai avec un peu de fortune avant la prise de Mantoue. » Cette espérance et ce désir expliquent la précipitation de son départ. Dès le 11 août il en avisait Desaix, dans la haute Égypte, le 19 et le 20 il donnait rendez-vous près de Rosette à Kléber, à Menou, attendant que la flotte anglaise s'éloignât de la côte.

Elle s'éloigna plus tôt qu'il ne pensait. Le 22 août, brusquement il s'embarquait, convaincu que, sauf en cas de

peste, Kléber réussirait à protéger l'Égypte, et qu'il aurait le temps de défendre en Italie ses premières conquêtes. Il partait, pour une œuvre qu'il croyait facile, rapide, nullement préparé aux événements qu'il allait apprendre en débarquant le 9 octobre à Saint-Tropez. Sincère, lorsqu'il parlait en quittant l'Egypte d'y revenir dans trois mois, Bonaparte ignorait que l'empire se préparait pour lui en France par les défaites du Directoire et les intrigues de Sieyès surtout.

Les victoires de Masséna et de Brune avaient presque miraculeusement sauvé la France. Il aurait fallu un miracle plus grand encore pour défendre les Directeurs contre l'indignation publique et les complots. La guerre redoutable où ils avaient engagé le pays sans être assurés de la pouvoir soutenir avait surexcité, comme toujours, contre eux la nation. Au mois de mai 1798, ils avaient été réduits (22 floréal) déjà à casser les élections populaires défavorables à leur autorité. En mai 1799, les électeurs se livraient aux anciens septembriseurs qui réclamaient le retour à la Terreur pour faire face à l'invasion menaçante. Les premières défaites d'Italie et d'Allemagne leur servaient d'arguments. Le Directoire payait la faute de son aveuglement.

Sieyès revint alors de Berlin : il jugea le moment opportun de prendre sa revanche sur les hommes qui l'avaient écarté du pouvoir en l'an III. Sa mission en Allemagne, quoiqu'elle eût échoué, l'avait mis de nouveau en évidence. Au retour il succédait à Rewbell comme Directeur et, installé dans la place enfin, fit un complot pour en déloger ses adversaires, pour y faire entrer ses amis de la Gironde. Le complot éclata le 30 prairial (18 juin 1799) : d'accord, dans les Conseils, avec les patriotes exaltés, les *amis de la liberté*, les anciens Girondins, guidés par Sieyès et, par son intrigue, maîtres de la majorité, se débarrassèrent de Treilhard, La Réveillère-Lepeaux et Merlin, obtinrent une seconde place pour l'un des leurs, Roger-Ducos, débauchèrent Barras et se saisirent alors du pouvoir : l'alliance, d'ailleurs, qui leur donnait cette victoire, était trop fragile

pour leur procurer une autorité durable. Ils ne pouvaient gouverner avec le parti des enragés qui les avait aidés au coup d'État du 30 prairial. Ils ne pouvaient gouverner avec le leur ; contre l'ennemi du dehors chaque jour plus menaçant, et contre l'ennemi du dedans, les factions terroristes reconstituées, Sieyès et ses amis se sentaient impuissants. La République, entre leurs mains, ne pouvait échapper à une de ces crises d'anarchie et de détresse publique que la guerre étrangère ramenait périodiquement. Son seul refuge, alors, comme pour la royauté en 1792, c'était le recours à une force capable de réprimer l'émeute et de protéger la frontière. Depuis sa naissance, les généraux, à qui Dumouriez avait donné l'exemple, attendaient la Révolution à ce tournant. Sieyès n'hésita pas, pour garder son pouvoir éphémère, à prendre l'épée qu'ils lui offraient : d'un mot, il conclut la Révolution, comme d'une phrase il l'avait ouverte : « Il me faut une tête et une épée. » Il comptait bien être la tête.

Son plan était déjà formé, lorsqu'il fit nommer Joubert à l'armée de Paris, à la fin de juin 1799 : profiter de son autorité passagère pour détruire légalement la Constitution de l'an III, et s'attribuer, par une loi mieux calculée, définitivement, une sorte de présidence de la République, discrète et indiscutée. En l'an VIII, Sieyès donnera le pouvoir législatif tout entier cette fois à ses amis des Anciens, avec un nouveau titre, celui de Sénateurs, avec le droit de nommer les autres chambres, corps législatif et tribunat, divisées pour qu'ils règnent, réduites à *l'ombre d'une ombre*. Inamovibles, les Sénateurs constitueront une oligarchie à laquelle la République appartiendra de droit. Sieyès, *grand électeur*, chargé de la paix et de la guerre, maître de nommer deux consuls, l'un civil, et l'autre militaire, maître surtout de les révoquer, se réservait d'être le chef de cette oligarchie, le président de cette République, « dans un temps où il fallait encore déguiser cette magistrature ».

Tout est déguisement d'ailleurs dans cette œuvre com-

pliquée de législateur rompu aux intrigues : ce qu'on cachait le plus particulièrement, c'était cette association du Grand Electeur et du Consul de la guerre, dernier complot par lequel Sieyès espérait faire durer son pouvoir et la loi. La mort de Joubert, tué à Novi (août 1799), le déconcerta un instant. La famille Bonaparte, Lucien, Joseph, aidés par Talleyrand, proposèrent Napoléon, et lui adressèrent deux émissaires, Vitalis et Bourbaki, vers le 6 et le 10 octobre 1799. Ils le croyaient encore en Égypte, tandis qu'il débarquait en Provence ; ce fut en approchant de Paris que Bonaparte connut par Bourbaki le secret de Sieyès, « l'offre qu'il lui faisait, *non pas du pouvoir suprême, mais d'une situation de nature à y aspirer.* » Pour lui, aussi bien que pour ses confidents et pour Sieyès même cette rencontre de leurs ambitions fut donc une surprise : Bonaparte ne revenait pas pour cette œuvre. Sieyès ne pensait pas être pris au mot si vite. « On ne sait pas, disait plus tard à Sainte-Hélène l'Empereur à son confident Las Cases, la part que le hasard a sur nos déterminations politiques. »

Après quelques jours de réflexion, ayant fait son choix entre les partis, Bonaparte fournit à Sieyès son concours au 18 brumaire, mais il se réserve la meilleure part du butin. Les Conseils sont dissous ; les Directeurs renvoyés ; la Constitution de l'an III est détruite. Tandis que Sieyès en prépare une nouvelle, celle qui doit lui donner le pouvoir, Bonaparte déjoue ses stratagèmes, refuse au Sénat l'autorité que le Grand Électeur eût employée à fortifier la sienne. D'auxiliaire il devient un maître, en supprimant la place réservée à Sieyès pour ramener le pouvoir exécutif à trois Consuls dont il sera le premier, bientôt le seul. En un tour de main, la dictature militaire s'établit : l'abbé était joué une fois de plus. Il avait poussé à la guerre générale contre l'Europe, à la ruine du Directoire, à la répression des patriotes par la force : le besoin de vaincre, d'être gouverné, l'amour de l'ordre livraient la nation sans regret au général que Sieyès avait pris pour complice, et qu'il lui donnait pour maître.

BIBLIOGRAPHIE

Pour **l'expédition d'Egypte**, consulter :

Boulay de la Meurthe. *Le Directoire et l'Expédition d'Egypte*, in-8°, 1885.

Pajol. *Kléber, sa vie, sa correspondance*. Paris, 1877.

Jomard. *Souvenirs sur Gaspard Monge et ses rapports avec Napoléon*. Paris, 1853.

Pongerville. *Gaspard Monge et l'Expédition d'Egypte*. Paris, 1860.

Pallain. *Le ministère de Talleyrand sous le Directoire*. Paris, 1891.

Documents :

Napoléon. *Correspondance générale*, tome IV et V. — Talleyrand. *Mémoires*, tome Ier. — Lucien. *Mémoires*, édit. Iung, 1882. — Laréveillère-Lepeaux, *Mémoires* cités chap. VI. — Sandoz Rollin. *Correspondance avec la cour de Prusse* (dans le recueil de Bailleu : *Œsterreich und Preussen*). — Eugène Beauharnais. *Mémoires*. Paris, 1861. — Richardot. *Nouveaux mémoires sur l'armée française en Egypte*, Paris, 1848. — Niellosargy, *Mémoires secrets sur l'expédition d'Egypte*, édit. Beauchamp, Paris, 1825. — Mathieu Dumas. *Les campagnes d'Egypte et de Syrie*. Paris, 1876. — Martin. *Histoire de l'expédition française en Egypte*, 2 vol. in-8°, 1815-1816.

Pour **Bonaparte** et le **coup d'Etat de Brumaire :**

A. Sorel. *La France en danger*. — *La Révolution de Brumaire* (Revue des Deux-Mondes, décembre 1897, janvier 1898.)

Aulard. *Bonaparte et les poignards des Cinq-Cents* (*Révolution française*, tome XXVII).

Sybel. *L'Europe*, etc., tome VI (traduction française).

Lanfrey. *Histoire de Napoléon*, tome Ier.

Thiers. *Le Consulat*, tome Ier.

F. Rocquain. *L'Etat de la France au 18 Brumaire*. Paris, 1874, et comme documents les *Mémoires* précédemment cités.

VIII

LA FRANCE ET L'EUROPE

(1800-1802)

LE CONSULAT : RÉTABLISSEMENT ET CONDITIONS DE LA PAIX GÉNÉRALE

En 1799, au prix de sa liberté, la France obtint ce qu'elle estimait et désirait le plus, l'égalité, notre « *passion dominante* », disait Beugnot. Peu lui importait que la Révolution se terminât par une dictature, si le dictateur lui assurait, de toutes les conquêtes de 1789, la plus précieuse à ses yeux. Elevé au premier rang par l'intrigue de Sieyès, par les ambitions de sa famille, son retour opportun et sa propre habileté, Bonaparte devait s'y maintenir par le réalisme de son génie, uniquement attentif aux passions des hommes qu'il voulait asservir : « Si je gouvernais un euple de juifs, je rétablirais le temple de Salomon. — Vous, Français, vous ne savez rien vouloir sérieusement si ce n'est peut-être l'égalité. — La liberté n'était qu'un prétexte. »

Outre cette soif d'égalité, la nation française avait, en 1799, un autre besoin : elle sentait vivement, après sept ans d'efforts, la nécessité de la paix. Elle applaudissait aux discours de Bertrand du Calvados, de Boulay de la Meurthe ; elle les approuvait de reprocher aux Directeurs la durée de la guerre, les violences de la politique française, les hasards de l'expédition d'Egypte : « Vos commissaires

ont pillé et tyrannisé les peuples. Vous avez troublé la paix de l'Europe. » Le peuple accepta le coup d'État, pour les promesses pacifiques qu'il lui apportait, après l'avoir préparé par ses colères contre le Directoire, responsable à ses yeux de la guerre.

A la fin de 1799, la paix était donc prochaine, possible même. Les Français la souhaitaient. Le tsar, principal soutien de la coalition, était vaincu et s'apprêtait à désarmer. Le 7 janvier 1800, il en annonçait l'intention formelle : « Il s'est opéré en France un grand changement dont je dois attendre les suites. » Elles ne furent pas ce que la France attendait, ni ce que croyait le tsar.

Bonaparte, continuant au lendemain de brumaire la politique personnelle qui lui avait donné la réputation et le pouvoir, se préparait uniquement à la revanche de ses défaites en Egypte. C'était un duel offert au tsar, dont la puissance s'était dressée contre son ambition au seuil de l'empire ottoman. Si de la guerre de 1798, la France sortait victorieuse, le général de l'armée d'Egypte revenait vaincu par la diversion que les armées russes avaient créée sur les Alpes. Il ne respirait que vengeance : le jour où on promulgua à Paris la constitution nouvelle, qui le faisait maître et presque roi sans le titre, il adressait officiellement (25 décembre 1799) un défi à la Russie, en publiant un appel aux Polonais, au général Dombrowski.

Sans doute, en même temps, il adressait deux lettres au roi d'Angleterre et à l'empereur d'Allemagne, deux appels pacifiques en des termes très solennels qui semblaient annoncer un vif désir de « *contribuer à la pacification générale* ». En réalité, le Premier Consul ne proposait alors la paix à Londres et à Vienne que pour disputer plus sûrement l'Orient à Paul Ier. Soit qu'il craignît d'imposer aux Français une tâche trop lourde et de les mécontenter, soit qu'il se rendît compte de la difficulté d'une lutte pour la possession de l'Europe entière, il voulait limiter le nombre de ses ennemis pour atteindre plus sûrement le principal.

L'Angleterre le comprit si bien qu'elle mit pour condi-

tion essentielle à la paix l'évacuation de l'Egypte, le désarmement des troupes françaises qui s'y trouvaient encore. Elle n'entendait pas livrer aux Français les routes de l'Asie. La négociation n'alla pas plus loin. Pour rentrer en Orient, Bonaparte devait compter avec elle aussi bien qu'avec Paul Ier. Il s'efforça de séduire l'Autriche, en lui offrant ce qu'il lui avait autrefois si durement refusé, des provinces italiennes, le 27 février, et encore le 7 avril 1800! Sans vouloir l'entendre, au printemps, l'empereur d'Allemagne remettait ses armées en campagne, sous la conduite de Mélas. Menacé par les Français depuis deux ans d'un bouleversement d'autant plus grave que l'avidité des princes allemands leur abandonnait l'Allemagne, assuré des subsides anglais, François II voulait fermer définitivement le Rhin aux armées françaises.

Les refus successifs de l'Autriche et de l'Angleterre modifièrent brusquement les plans du Premier Consul. Incapable de continuer ainsi son entreprise orientale, également incapable d'y renoncer, il cherche une autre méthode : au lieu de combattre la Russie et de lui disputer l'empire turc, il essaye tout à coup de s'entendre avec elle et de partager. Au mois de juin 1800, quelques jours avant Marengo, des nouvelles décisives arrivent d'Egypte : Kléber, menacé d'une invasion turque et se croyant abandonné, avait d'abord signé la convention d'El-Arish (24 janvier 1800). Bonaparte, irrité de cet abandon qui, de l'Orient entrevu, ne lui laisse plus rien, apprend avec joie que, le 20 mars, Kléber s'est révolté contre les exigences des Anglais, qu'il a vaincu à Héliopolis, repris le Caire, sauvé l'Egypte un instant. Il s'efforce aussitôt de consacrer ce succès par une entente avec le tsar. « Il serait bien important d'avoir quelqu'un en Russie. L'empire ottoman n'a plus longtemps à exister, et si Paul Ier tourne ses vues de ce côté, nos intérêts deviennent communs » (lettre à Talleyrand, mai 1800). Le 4 juin il insiste : « Il faut donner au tsar des marques de considération. Cela devient absolument nécessaire. Notre chargé d'affaires à Hambourg pourrait lui faire des ouvertures

énérales et flatteuses. Voyez à prendre un parti. » Un mois après, le Premier Consul songe à offrir Malte aux Russes : le 19 juillet, en attendant, il prend l'initiative du rapprochement en proposant de rendre sans conditions les prisonniers russes. Le 19 août enfin, Talleyrand adresse à Panin la lettre qui doit servir de préface et de base à l'entente.

L'un des plus graves reproches qu'on ait fait à Bonaparte, c'est d'avoir, après le 18 brumaire, oublié en Egypte l'armée qu'il y avait conduite, et brusquement abandonné, dans sa nouvelle fortune, l'œuvre dont il était l'auteur. On l'a loué au contraire tout récemment d'avoir dès lors préféré à tout la lutte contre l'Angleterre, une lutte nationale. Le Premier Consul ne méritait ni ces reproches, ni cet éloge. Le pouvoir qu'il a pris des mains de Sieyès n'a modifié ni ses projets, ni sa manière. C'est un levier plus fort contre les obstacles que rencontre son ambition. Sa politique devient celle de la France : et, en cet état, le salut de l'Egypte, « cette superbe colonie », est, dans les premiers temps de son gouvernement, sa principale préoccupation, la seule règle de ses rapports avec l'Europe, de ses négociations ou de ses luttes avec l'Angleterre, avec la Russie.

Sans doute, en 1800, il fait campagne contre l'Autriche. La victoire de Marengo (14 juin 1800) lui assure l'Italie et le consacre en France. Mais ce n'étaient ni cette guerre, ni cette gloire qu'il cherchait. Si François II eût voulu la paix, Bonaparte l'aurait acceptée. De Genève, le 16 mai 1800, avant de passer le Saint-Bernard, il écrivait à Talleyrand encore : « Il faut mener de front la guerre et les négociations et prévenir Thugut que quand il voudra revenir à d'autres sentiments, il trouvera à Dresde Lavalette. » Pour conclure la paix, il eût renoncé, en faveur de l'Autriche, à tout le pays au delà de l'Adda. Le 28 juillet, un mois après la victoire la plus complète qui semblait lui rendre l'Italie, Bonaparte autorisait Talleyrand à signer avec le comte de Saint-Julien des préliminaires de paix. Malgré le désaveu irritant que Thugut infligea à son plénipotentiaire, le Pre-

mier Consul consentit encore au mois d'octobre à négocier avec un second envoyé, Cobenzl, à Paris. Et déjà, le 9 août 1800, il avait accepté la réunion d'un congrès à Lunéville.

Pourquoi cette modération, s'il n'eût voulu que vaincre? Qui l'empêchait de poursuivre ses victoires? Quand il combat en Italie, c'est l'Egypte qu'il a en vue. Un Congrès où l'Angleterre sera représentée aura pour premier effet une suspension d'armes favorable au ravitaillement de l'armée d'Afrique. C'est la première condition de Bonaparte, et son espérance. Son agent à Londres, Otto, demanda tout d'abord la liberté de ravitailler Malte et Alexandrie (4 septembre 1800). Les Anglais ne consentirent à cet armistice que si la France promettait de ne porter en Egypte des provisions que pour une quinzaine. Otto acceptait encore, pourvu que six frégates pussent aller en ce temps sans être visitées de Toulon à Alexandrie. L'intention était si claire que lord Granville refusa et exigea l'évacuation de l'Egypte (10 septembre 1800). Il ne fut plus question de Congrès. Et pourtant, Bonaparte offrait toujours à l'Autriche, pour la désarmer, la moitié de la vallée du Pô jusqu'à Mantoue.

La victoire de Hohenlinden (3 décembre 1800), l'arrivée de Moreau à Steyer, au delà de l'Enns, l'approche de Brune et de Macdonald, qui se réunissaient dans les Alpes du Trentin, contraignirent François II à l'armistice de Steyer (25 décembre 1800). La paix qu'il acceptait enfin ne pouvait plus être pour l'Autriche, après ces événements, aussi favorable. Le 19 janvier 1801, le Premier Consul envoyait à son frère Joseph et à Talleyrand, réunis à Lunéville avec Cobenzl, ses instructions définitives. Elles ne ressemblaient plus à ses offres du mois d'octobre. Bonaparte, cette fois, exigeait la cession de Mantoue, et toute l'Italie, sauf les territoires au delà de l'Adige, la Toscane même et le duché de Modène enlevés à la famille des Habsbourg. De sa conquête désormais incertaine en Afrique Bonaparte se consolait en reconstituant son domaine italien. En Allemagne il demandait la rive gauche du Rhin, une dernière fois, et

le droit pour la France de dédommager les princes allemands par la sécularisation des domaines ecclésiastiques. Après bien des résistances, l'Autriche avait cédé : la paix était conclue à Lunéville (9 février 1801). Le siècle nouveau s'ouvrait pour elle par la défaite la plus complète qu'elle eût subi dans tout le courant du siècle précédent. Jamais elle n'avait été obligée de souscrire à un pareil traité.

Pour la France, il était moins avantageux qu'il ne paraissait, quoiqu'elle fût victorieuse et l'imposât. Le droit qu'elle acceptait, et revendiquait même, de procéder au delà du Rhin à un remaniement général des territoires et des conditions était la concession la plus dangereuse qu'on pût lui faire. Heureuse d'avoir terminé cette guerre, elle s'en préparait de nouvelles inutilement. Et pourtant, dans l'état où l'avaient placé les dernières victoires de ses armées, elle n'eût pas accepté de traiter autrement. Les Français, à la fin de la Révolution, se faisaient de la paix extérieure une même idée que de la paix intérieure. Ils ne croyaient ni l'une ni l'autre possibles sans l'affirmation de certaines conquêtes, indispensables à leur sûreté ou à leur gloire, l'égalité au dedans; au dehors, les frontières naturelles du Rhin, et une organisation de l'Allemagne dirigée contre les Habsbourg. Ces garanties leur semblaient, contre le retour de l'ancien régime ou des dangers passés, nécessaires à l'existence nationale qu'ils s'étaient donnée. Pour leur plaire et pour assurer son pouvoir, Bonaparte les leur procura à Lunéville.

Les plans qu'il méditait l'obligeaient à ces complaisances. Le concours matériel de la France ne pouvait suffire à ses ambitions; il fallait qu'elle lui appartînt moralement tout entière et pour longtemps.

Au lendemain de la paix de Lunéville, son œuvre se dessine comme une vaste entreprise contre l'Angleterre. Contre elle, les flottes françaises sont appelées à occuper les positions que l'Italie possède sur la Méditerranée, les ports de Toscane, ceux de l'Etat Romain, avec qui le Premier Consul se réconciliait et négociait le Concordat (25 mai 1800 au

15 juillet 1801), Gênes. Au mois de février, Murat se dirigeait sur Naples, et les Bourbons n'étaient sauvés que par l'intervention du tsar, après une promesse formelle de fermer leurs ports à l'Angleterre, de les ouvrir à la France (traité de Florence, 28 mars 1801). Maître de l'Italie, Bonaparte, par le traité de Madrid (21 mars 1801), y fit une place à l'Espagne : il donnait à ses infants la Toscane constituée en royaume d'Etrurie, échangée avec la Louisiane, pourvu que le roi Charles IV s'engageât à chasser les Anglais du Portugal. Enfin, jusqu'en Amérique, où il faisait rentrer la France, le Premier Consul avait cherché des adversaires à l'Angleterre : par le traité du 30 septembre 1800, il s'était rapproché des Etats-Unis pour proclamer le droit des neutres et favoriser aussi leur commerce.

De toute cette ligue constituée dans la Méditerranée et dans l'Atlantique le fondement principal et la force, c'était l'alliance ébauchée avant Marengo entre le tsar Paul Ier et Bonaparte. Dans les six derniers mois du siècle elle prit forme et s'acheva le 8 octobre 1801. Lorsqu'au 26 septembre 1800 Paul Ier engagea formellement cette négociation, irrité contre les Anglais qui s'installaient à Malte, il déclara sa colère « contre l'Angleterre qui viole tous les droits des nations », son intention de s'unir à la France pour mettre un terme à ses injustices. Comme au temps de la guerre d'Amérique, la Russie groupait, le 16 décembre 1800, les puissances maritimes du Nord au nom du droit des neutres. Le Danemark s'emparait des marchandises anglaises dans les ports de la Baltique. La Prusse, en avril 1801, occupait militairement le Hanovre. Ainsi se reconstituait dans l'Europe septentrionale la grande Alliance que Pierre le Grand, dans sa toute-puissance, avait opposée à l'Angleterre, lorsqu'après les traités d'Utrecht, elle développait ses ambitions. Et la France y adhérait, avec l'espoir de reprendre aux Anglais ce que depuis un siècle elle leur abandonnait.

En réalité, pourtant, ce n'était pas sa revanche qui se

préparait; mais celle de l'homme qu'elle s'était donné pour maître. Au prix des satisfactions fournies au sentiment national par le traité de Lunéville, Bonaparte se disposait en 1801 à la conquête de l'Orient, dont l'Angleterre lui barrait la route. Dans la correspondance échangée alors avec le tsar, ces projets apparaissent : les deux alliés mettent à l'ordre du jour un partage du monde oriental. Paul I[er] le propose. Bonaparte l'examine et l'accepte, à la condition que la France s'installe définitivement dans la Méditerranée et le Levant. Les troupes russes, aidées d'un corps d'armée français, sous la conduite de Masséna, d'Orenbourg à Boukhara, devaient conquérir les steppes, puis d'Asterabad envahir la Perse et l'Afganistan, inquiéter l'Angleterre sur l'Indus et le Gange, et constituer au tsar un immense empire asiatique. A la cour de Vienne, en même temps, le Premier Consul offrait un démembrement de l'Empire turc : Cobenzl, le 15 mars 1801, avertissait son maître de se tenir prêt à entrer dans ces projets, et l'Empereur, revenant aux plans de Joseph II, dessinait déjà la part de l'Autriche : Serbie, Bosnie, Bulgarie, principautés roumaines (31 mars 1801). Si, vers le même temps, Bonaparte épargna les Bourbons de Naples, ce fut avec l'intention, que le traité enregistra secrètement, de réunir à Otrante sous le commandement de Soult douze mille Français, destinés à une seconde expédition d'Egypte. Le 21 janvier 1801, l'amiral Ganteaume partait sans délai de Brest pour Alexandrie, avec sept vaisseaux de ligne, des munitions de guerre et cinq mille hommes de troupes. Une autre flotte, garnie de troupes également, cinglait de Rochefort vers la Méditerranée. Le 10 février 1802, ces vaisseaux français, que l'amirauté anglaise croyait en route pour l'Atlantique, croisaient dans les eaux d'Afrique. L'Egypte était donc bien l'enjeu de la partie décisive que le Premier Consul engageait contre les Anglais.

Ils le savaient si bien que, dans la Méditerranée, ils avaient réuni une flotte et des troupes considérables pour livrer la dernière bataille. Un armement formidable fut

décrété dans les ports de la Grande-Bretagne à la fin de 1800 : l'amiral Keith reçut soixante navires de haut bord. Une armée y fut embarquée sous les ordres du général Abercombrie. A Marmorica, en Caramanie, elles durent concerter leur débarquement avec les troupes et la flotte du Sultan, tandis que de l'Inde, le général Baird aborderait à Cosseir avec six mille cipayes. L'Egypte devait être attaquée par terre et par deux mers à la fois. A côté de cette vaste entreprise, la mission confiée en février 1801 à sir Hyde Parker et à Nelson d'intimider dans la Baltique les puissances neutres et de détruire la flotte russe à Revel n'était qu'une diversion.

La diversion fut aussi heureuse pour l'Angleterre que l'effort principal. Malgré l'énergie des Danois (mars 1801), Nelson leur imposait à force d'audace la paix ainsi qu'à la Suède par une victoire chèrement disputée. Et définitivement, les généraux Abercombrie et Hutchinson nous enlevaient l'Egypte. Depuis l'assassinat de Kléber (juin 1800), Menou n'était pas de taille à la défendre. Il laissa d'abord débarquer les Anglais à Aboukir, 8 mars, et ne les attaqua le 21 mars avec la moitié de son armée que pour être battu à Canope. Il avait laissé le reste de ses troupes au Caire, sous les ordres du général Belliard, pour faire face à l'invasion turque. Le grand-vizir se garda bien de livrer bataille avant d'avoir rallié les Anglais et le reste de son armée débarquée le 27 mars. L'armée anglaise venue de l'Inde envahissait la Haute-Egypte. Cerné de toutes parts, Belliard capitula le 27 juin pour obtenir le droit de ramener ses troupes. Seul, Menou demeura bloqué dans Alexandrie jusqu'à la paix.

Dès que Bonaparte avait appris le débarquement des Anglais, il avait jugé la partie perdue. Peut-être ne l'eût-elle pas été, si l'amiral Ganteaume, qui pouvait être le 1er mars devant la côte d'Egypte et y gêner les opérations de lord Keith, n'avait reculé devant une bataille navale et cinglé plutôt vers Toulon, où il rentra le 19 février 1801. Le Premier Consul lui donna, le 20 mars, l'ordre formel

d'un second départ. Ganteaume obéit, mais rentra quinze jours après. A cette date, Bonaparte recevait la triple nouvelle de l'entrée des Anglais en Egypte, de l'assassinat de son principal allié, Paul Ier (24 mars 1801), du triomphe de Nelson dans la Baltique. Au mois d'avril, il offrait la paix à l'Angleterre. Il n'était plus en mesure de la combattre, ni de lui disputer l'Egypte. Sa colère au premier moment s'était traduite dans la note qu'il dicta au *Moniteur* : « Paul Ier est mort dans la nuit du 24 au 25 : l'escadre anglaise a passé le Sund le 31. L'histoire nous apprendra les rapports qui peuvent exister entre ces deux événements. » La réflexion l'obligea à s'avouer vaincu. Son programme n'était plus réalisable.

Le ministère Addington, qui avait remplacé celui de Pitt au mois de février 1801, inclina dès le premier jour à la paix. Depuis le moment où le premier ministre de Georges III avait engagé la guerre contre la Révolution, il avait vu grandir à la fois l'empire maritime et colonial de la nation anglaise dans le monde, et le péril irlandais au cœur même de cet empire, œuvre glorieuse de son père et de ses propres efforts. Les Irlandais, soulevés à l'exemple des Américains une première fois et unis par les soins de Grattan en 1779, avaient continué en 1796 à conspirer avec la Révolution française sous la direction de Fitz Gerald et d'O'-Connor. La tempête avait dispersé la flotte qui portait en Irlande Hoche et vingt mille Français : un miracle avait préservé l'Angleterre alors. La prudence de Pitt, en mars 1798, découvrit et découragea un nouveau complot : l'expédition du général Humbert (22 août 1798), plus heureuse d'abord que celle de Hoche, n'avait pas mieux réussi, faute de pouvoir être soutenue par les Irlandais. Le danger passé une seconde fois, Pitt n'en avait pas moins envisagé ce qu'il laissait pour l'avenir encore de menaces.

Si les intérêts de l'Angleterre exigeaient la poursuite des hostilités contre la France, une réconciliation avec l'Irlande s'imposait. Pitt l'avait tentée, offerte après un siècle et demi de haine et de vengeances réciproques, au peuple de

l'île conquise par les soldats de Cromwell. « L'*Union* » réelle, cent sièges de députés au Parlement anglais, la participation à la vie légale et politique du royaume, voilà ce qu'il avait proposé et fait accepter aux Irlandais (1er juin 1801). C'eût été la préface d'une pacification réelle et durable, si la loi qui excluait dans le Royaume-Uni les catholiques des fonctions publiques n'eût encore réservé aux protestants d'Irlande, descendants des anciens conquérants, à l'exclusion des vrais Irlandais en majorité catholiques, les bénéfices de l'Union. — Pitt avait promis cette concession décisive : il n'entendait pas retirer d'une main ce qu'il accordait de l'autre. Mais il s'était trouvé tout d'un coup impuissant à vaincre les préjugés de ses concitoyens contre les catholiques. Le roi, à qui en 1784 il s'était imposé par son crédit sur la nation, semblait représenter à son tour contre lui le vrai patriotisme anglais. Fidèle à la parole qu'il avait donnée à l'Irlande, Pitt avait quitté le ministère (février 1801).

Addington ne pouvait pas accorder aux Irlandais ce que Pitt, pour débarrasser son pays de leur haine, leur avait promis, l'émancipation des catholiques. Cependant convaincu comme son prédécesseur des périls d'une guerre européenne combinée avec cette situation intérieure, il avait offert la paix à la France dès le 20 mars 1801 : il n'avait fait ensuite un grand effort contre elle que parce que Bonaparte prétendait alors garder l'Egypte. Lorsque la cité de Londres et la Grande-Bretagne eurent manifesté leur joie des victoires anglaises sur le Nil, le ministère entra le 6 juin en négociations définitives. Il manifesta l'intention de garder à la fois les conquêtes faites sur les Hollandais, Ceylan et la Guyane, sur nous et sur les Espagnols, la Martinique et la Trinité, peut-être une partie de l'Egypte, et en tout cas Malte pour en fermer la route aux Français et se l'ouvrir (6 juin 1800). Le dessein était clair : en même temps qu'elle étendait dans le monde son empire colonial, aux dépens de nos alliés, la Grande-Bretagne voulait nous interdire à jamais l'établissement que Bonaparte avait souhaité dans le Levant.

Les intentions du Premier Consul ne parurent pas moins nettement dans ses réponses. C'était si peu la puissance coloniale des Anglais qu'il voulait atteindre que, dès le début, le 25 mars, notre agent Otto et Talleyrand leur offraient Ceylan et les Etats de Tippo-Sahib, l'Inde définitivement. Au mois de juin, la France dépouillait encore ses alliés, les obligeait à s'incliner devant la grandeur de l'Angleterre, pourvu que celle-ci, laissant libre au moins la Méditerranée, évacuât Malte, si la France était obligée d'évacuer l'Egypte. Bonaparte n'aurait pas signé la paix à d'autres conditions. Il la voyait nécessaire ; les Français la réclamaient. Il n'entendait pas qu'elle lui fermât l'avenir.

Toute la négociation, du mois de juin au mois d'août 1801, fut suspendue à la question de Malte. Bonaparte ne renonçait pas à la Méditerranée. Le 13 juin l'amiral Linois partait de Toulon à destination de l'Egypte, où Belliard n'avait pas encore capitulé. Il devait auparavant rallier sur les côtes d'Espagne la flotte de Charles IV, les escadres venues de Rochefort avec Bruix et Dumanoir. Le 5 juillet Linois rencontrait à Algésiras l'escadre anglaise, lui imposait une défaite qui se renouvelait le 13. Les Anglais étaient humiliés de leur premier désastre : pour les effrayer, autour de Boulogne, dans tous les ports du Pas-de-Calais, le Premier Consul fit construire une flottille de bateaux plats, protégée par des batteries le long de la côte et par une escadre.

Des bataillons d'infanterie, des détachements d'artillerie s'exerçaient sur cette flottille sous la direction active et vigilante de l'amiral Latouche-Tréville (juillet 1801). Il semblait que l'apostrophe de Bonaparte au diplomate anglais Hawkesbury allait se réaliser. « Contre Carthage, il s'apprêtait à renouveler la grandeur de Rome. »

L'effet à Londres fut immédiat. On décréta la levée en masse. On arma tous les ports de la côte. Les vaisseaux de la Compagnie des Indes furent disposés au combat. Nelson, enfin, le plus populaire et le plus audacieux des marins anglais, était chargé, le 24 juillet, d'aller à la tête d'une es-

cadre bombarder Boulogne et la flottille qui s'y formait. Il parut devant la côte française le 4 août : l'amiral Latouche-Tréville l'avait prévenu ; il avait pris la précaution de faire sortir son escadre du port où elle aurait été immobilisée. Et ce fut la flotte anglaise qui fut bombardée. Deux fois Nelson reprit cette tentative jusqu'au 15 août, toujours inutilement. Son échec détermina les Anglais à céder. Le lendemain de sa première tentative, le 5 août, le ministère Addington offrait de rendre l'île de Malte à l'ordre de Saint-Jean.

C'était la paix : les succès de Latouche-Tréville permirent à Bonaparte de conserver à la France les Antilles. La diplomatie française se montra accommodante du moment qu'elle n'avait plus à sacrifier que ses alliés. Après avoir livré Ceylan, elle obligea l'Espagne à laisser aux Anglais la Trinité, et garda la Martinique. Les préliminaires de Londres (1er octobre 1801), à quatre ans d'intervalle, étaient la répétition de ceux de Léoben. Ils n'étaient inspirés que des ambitions et des intérêts de Bonaparte.

Comme ces ambitions se heurtaient à celles de l'Angleterre, le Premier Consul lui offrait, ainsi qu'à l'Autriche en 1797, une part prélevée sur les domaines de l'Espagne et de la Hollande, afin de l'apaiser pour se réserver la sienne. Il sacrifiait les puissances maritimes et la France même, en consacrant sa ruine dans les Indes, à l'avidité des Anglais, pourvu qu'en évacuant Malte et la Méditerranée, ils laissassent ouverte la route de l'Egypte.

Partager avec les puissants le domaine des faibles, pour ménager ses forces en vue de conquêtes futures, telle est la diplomatie de Bonaparte en 1801 comme au début de ses négociations. Son entreprise sur l'Orient se réglait comme ses entreprises en Italie. Un jour que dans les discussions du Congrès d'Amiens, le Hollandais Schimmelpenninck faisait mine de vouloir défendre les intérêts de son pays, Bonaparte lui fit tenir ce langage par son frère : « Ce ministre doit savoir que la réserve lui est imposée par la

connaissance de la position de la Hollande. La Hollande est une puissance de second ordre. Or, si la France et l'Angleterre font la paix, que peut faire autre chose une puissance secondaire comme la Hollande que d'y adhérer? » (6 janvier 1802). C'est bien là le principe qui règle depuis 1772 et justifie aux yeux des politiques les partages : le traité d'Amiens (27 mars 1802) n'en est, après celui de Campo-Formio et de Lunéville, qu'une nouvelle affirmation. L'Italie en 1797, l'Allemagne en 1798, la Hollande et ses domaines, ceux de l'Espagne en 1802, ont successivement subi la loi des plus forts. Vainqueur ou pacifique, Bonaparte la leur impose également. De ses guerres ou de ses négociations le résultat pour l'Europe est le même ; elle se concentre et passe aux mains des grandes puissances : la France est au premier rang.

Depuis le jour où l'Angleterre a déclaré la guerre à la Révolution, depuis la mort de Louis XVI jusqu'au jour où la dernière elle traite avec le général que la Révolution à son tour s'est donné pour maître, la carte de l'Europe a été profondément remaniée. Ces remaniements, qui inaugurent le siècle où nous sommes, expliquent en grande partie son histoire.

On a vu d'abord disparaître la Pologne, absorbée définitivement par l'Autriche, la Prusse et la Russie. Les Habsbourg ont acquis un million de sujets, les Hohenzollern deux millions et demi, les Romanow près de quatre millions. Le double partage de 1793 et de 1795 est la leçon et l'exemple qu'ils donnent aux Français en les combattant au nom de la justice et du droit.

Ce n'est pas le seul : à Campo-Formio, les Habsbourg ont occupé en outre la Vénétie jusqu'à Mantoue, l'Istrie, la Dalmatie, complices et bénéficiaires du partage qui a ruiné la république de Venise, rayée comme la Pologne de la carte. Ils ont réclamé et obtenu l'archevêché de Salzbourg et la Bavière jusqu'à l'Inn, inaugurant en Allemagne les violences contre les princes ecclésiastiques dont le traité de Lunéville va devenir le signal. Sans doute, ils perdaient à ce

traité le Brisgau, cédé au duc de Modène en échange de son duché confisqué, une partie de la Vénétie au delà de l'Adige, l'archevêché de Salzbourg qui servit d'indemnité au grand duc de Toscane, dépouillé de ses Etats. Mais ils se préparaient à remanier l'Allemagne à leur profit. L'Empire les y autorisait : Bonaparte les y invitait.

Par un traité secret du 23 mai 1802, la Prusse se préparait à prendre sa part des indemnités que la paix de Lunéville promettait aux princes souverains L'empereur de Russie, par un acte du 11 octobre 18 2 passé à Paris avec le Premier Consul, approuvait ces violences contre les princes ecclésiastiques, avec l'espoir d'en assurer le profit à ses clients d'Allemagne : Wurtemberg, Bade et Bavière. Lui-même avait eu sa part du démembrement de Venise, les îles Ioniennes qui, constituées en République libre, devenaient un protectorat russe (21 mars 1800).

A tous ces partages l'Angleterre était demeurée étrangère. Elle n'en avait pas profité. Elle s'indemnisait ailleurs par la paix d'Amiens. Déjà, dans une large mesure, ce traité lui fut une revanche de celui de Versailles qui, en 1783, l'avait privée de ses colonies d'Amérique. Elle accrut sa colonie des Indes, après la ruine de Tippo-Sahib, de la plus grande partie de la péninsule, préludant aux conquêtes de lord Wellesley sur les Mahrattes et les souverainetés locales. Elle complétait cette œuvre par l'acquisition décisive de Ceylan. D'autres compensations s'offrirent alors dans l'Amérique du Sud à ce qu'elle avait perdu au nord. Obligés de rendre aux Hollandais la Guyane, les Anglais trouvaient à la paix d'Amiens le moyen d'en reprendre la route, par ce qu'ils acquirent aux Antilles. Aux îles Lucaye, Saint-Cristophe, Antigoa, à la Barbade, la Dominique, Saint-Vincent, Grenade et Tabago, ils ajoutèrent la Trinité enlevée à l'Espagne. Ce chapelet d'îles par cette conquête était maintenant soudé au continent américain, l'ouvrait à l'Angleterre, le fermait à l'Europe. Comme l'Autriche, la Russie ou la Prusse, le gouvernement anglais, obligé à la paix, la faisait aux dé-

pens des faibles. Il pactisait avec la France qui lui livrait ses alliés, traités en vaincus.

Ce fut la France, en définitive, qui profita le plus largement alors de ces remaniements. A l'école des rois du dix-huitième siècle, les politiques républicains, qui avaient dirigé ses conquêtes, avaient pris des leçons utiles et fait de rapides progrès. Leur entente avec les Habsbourg et les Hohenzollern, avec les princes, leurs émules d'Allemagne, avait rapporté gros : l'occupation de la rive gauche du Rhin et la moitié de l'Italie. Sur le Rhin c'était une vraie conquête, sur le Pô une conquête indirecte.

Les événements qui s'accomplirent à Lyon le 25 janvier 1802 donnèrent à cette dernière œuvre son véritable caractère. La République Cisalpine reçut de la *Consulte de Lyon* le titre de République italienne et une constitution presque monarchique qui la remettait aux mains de Bonaparte, devenu son président. Sous cette forme de l'union personnelle réalisée par le Premier Consul, elle était rattachée à la France. Il en fut à peu près de même de la Toscane, constituée en royaume d'Étrurie au profit d'un Bourbon d'Espagne, duc de Parme, enfant mineur dont Bonaparte s'était fait le tuteur et le protecteur. Le Premier Consul commandait à Florence, comme à Milan, et son pouvoir livrait à la France l'Italie. Depuis longtemps déjà, la Belgique était purement et simplement annexée, comme la Savoie et Nice : elle recevait en 1801 une organisation définitive en départements. Les Habsbourg, dépossédés, avaient reçu Venise en échange. Aux Anglais, qui se plaignaient encore de nous voir maîtres de « cette côte importante », pour eux très gênante, la France, en 1802, répondait en leur offrant « une paix avec des conquêtes ».

Enfin ces acquisitions de près de 6000000 d'habitants se complétaient par un système d'alliances, presque identiques à des protectorats; la Hollande était occupée par l'armée d'Augereau, qui y installait le 6 octobre 1801 une régence ou *Staatsbewind*. La Suisse l'était aussi et allait subir le même sort; la République ligurienne, à Gênes,

le 29 mai 1802, à son tour. Le roi d'Espagne était lié au Premier Consul par la crainte et l'ambition, quelque onéreuse que fût cette amitié pour son peuple.

Aux dépens de l'Espagne, en effet, les Français achevaient de désintéresser leurs ennemis, en s'agrandissant eux-mêmes. La paix d'Amiens, si importante pour l'Angleterre en Amérique, ne l'était pas moins pour l'avenir colonial de notre pays. Elle lui rouvrait le chemin d'établissements nouveaux et riches autour du golfe du Mexique, la Louisiane particulièrement, restituée par Charles IV en échange de la Toscane (traité de Saint-Ildefonse, 1er octobre 1800). Un an après (novembre 1801), le Premier Consul décidait de transformer en souveraineté effective la souveraineté nominale de la France sur Saint-Domingue et chargeait Leclerc de détruire la République de Toussaint-Louverture. On prétendit alors que les Français visaient à l'occupation du Mexique. C'était du moins le chemin d'un nouvel empire colonial dont l'Espagne déjà fournissait les deux principaux éléments.

Ainsi, par les guerres qui venaient de remplir l'Europe, par les négociations qui en furent la préface ou la conclusion, le monde au dix-neuvième siècle était en passe de devenir le domaine exclusif d'une pentarchie de grandes puissances, dont la plus grande était la France, assurément. Rien n'était plus contraire que cette transformation profonde et durable aux principes de droit et de justice, posés par la Révolution française, seules garanties des faibles contre les forts. Rien de plus conforme, en revanche, aux maximes et aux tendances de la politique qui, depuis 1713, avait constitué les domaines coloniaux de l'Angleterre, l'empire de Russie, le royaume de Prusse, et la monarchie de Marie-Thérèse. En neuf années, se précipitait vers son achèvement l'œuvre d'un siècle. Treize années de bouleversements nouveaux ne l'ébranleront pas. La carte du monde en 1815 ne différera de celle de 1802 que par la réduction des limites de la France, sauvée du moins par cette force nationale qui, un

moment, l'a mise au premier rang. Si, dans l'espoir de fixer ces conquêtes de la Révolution, au dedans comme au dehors, la nation française n'avait pas remis, par une dernière intrigue, ses destinées aux mains de Bonaparte, elle fût demeurée, en restant une nation, l'une des plus grandes. « Au traité d'Amiens, a écrit Talleyrand, on peut le dire sans la moindre exagération, la France jouissait au dehors d'une puissance, d'une gloire, d'une influence telles que l'esprit le plus ambitieux ne pouvait rien désirer au delà pour sa patrie. Jusque-là Bonaparte n'avait pas manifesté de desseins à l'exécution desquels un Français ami de son pays pût faire difficulté de concourir. La paix était à peine conclue que la modération commença de l'abandonner. »

BIBLIOGRAPHIE

SYBEL. *L'Europe*, etc., tome VI (traduction française).
LEFEBVRE. *Histoire des cabinets de l'Europe pendant le Consulat et l'Empire*, 2e edit., 5 vol. 1866, tome Ier.
DUCASSE. *Histoire des négociations diplomatiques relatives aux traités de Mortfontaine, de Lunéville et d'Amiens*, 3 vol. in-8o, 1855.
THIERS. *Histoire du Consulat*, 1845, tome II et III.
LANFREY. *Napoléon Ier*, tome II.
A. FOURNIER. *Napoléon Ier* (trad. Jaeglé), tome Ier.
AULARD. *Le lendemain du 18 brumaire* (*Revue de Paris*, 1er avril 1886.)
BERNHARDI. *Geschichte Russlands im XIXten Iahrhundert*, tome Ier.
NOORDEN. *Der Rücktritt des Ministeriums Pitt* 1801 (*Histor. Zeitschrift*, tome IX).
TATISCHEFF. *Paul Ier et Bonaparte* (*Nouvelle revue*, 1887).
STANHOPE. *Vie de Pitt*, trad. Guizot. Paris, 1862.
ADAMS. *Napoléon et Saint-Domingue* (*Revue historique*, tome XXIV).
E. PAUL. *Projekt einer Occupation Indiens im Iahre* 1800 (*Deutsche Revue*, 1888).
TEISSIER. *Hohenlinden* (d'après les mém. de Decaen). *Rev. hist.*, 1877, tome IX.
FOURNIER. *Historische Studien*, *Leipzig* 1885. (*Die Mission des Grafen Saint Julien im Iahre* 1800).
JURIEN DE LA GRAVIÈRE. *Guerres maritimes sous le Consulat et l'Empire*, 2 vol. in-12, 1881.
FORGUES. *Nelson*. Paris, 1860.
NICOLAS. *Correspondance de Nelson*.
DEJOB. *Mme de Staël et l'Italie*. Paris, 1890.
RUTH (E.). *Geschichte des italienischen Volkes unter der napo-*

leonischen Herrschaft. Leipzig, 1859, et les *histoires d'Italie*, citées au chapitre VI. Leipzig, 1865.

Baumgarten. *Geschichte Spaniens* (ouvrage déjà cité).

Grandmaison. *L'ambassade française en Espagne* (1789-1804). Paris, 1892.

Marmottan. *Le royaume d'Etrurie.* Paris, 1896.

Anonyme. (Legrand.) *La Révolution française en Hollande.* Paris, 1894.

Rambaud. *La domination française en Allemagne*, 2 vol., 1874.

Lanzac de Laborie. *La Belgique sous la domination française*, 1880.

Aux ouvrages allemands précédemment cités de Bailleu, Treitschke, Ranke, Hœnsser, etc., ajouter pour cette période :

Aegidi. *Der Fürstenrat nach dem Luneviller Frieden*, 1859.

V. Hoff. *Das deutsche Reich nach dem Frieden von Luneville*, 2 vol. 1805.

Wertheimer. *Geschichte Œsterreichs und Ungarns* (1800-1809), 1884, t. Ier.

Beer. *Zehn Iahre œsterrcicher Politik* (1801-1010), 1877.

Fournier. *Genz, Napoleon und Cobenzl*, 1880.

Winkelmann. *Paul Ier.* (*Histor. Zeitschrift*, tome XXII.)

Général Sabloukof. *La mort de Paul Ier* (*Revue moderne*, 1865-1866).

Documents :

Aux documents cités ou publiés particulièrement dans les œuvres de *Sybel*, *Ranke*, *Bailleu*, *Lefebvre* et *Ducasse*, ajouter :

Napoléon. *Corr. générale*, tome VI. — Talleyrand. *Mémoires*, tome Ier, 1890 ; — *Lettres inédites à Napoléon* (1800-1809), avec notes et introduction par Pierre Bertrand. Paris, 1889, in-8°. — *Pièces officielles relatives aux préliminaires de Londres et au traité d'Amiens.* Paris, 1803, in-8°. — *Correspondance du roi Joseph*, édition Ducasse. Paris, 10 vol. — Lalanne. *Les derniers jours du Consulat* (*notes de Fauriel*). Paris, 1886. — Miot de Melito. *Mémoires.* Paris, 1858, tome Ier. — Pasquier. *Mémoires.* 1893, tome Ier. — Marmont. *Mémoires.* tome II. — Thibaudeau. *Mémoires sur le Consulat*, 1827 ; — *Histoire générale de Napoléon*, 6 vol., 1827-1829. — Savary. *Mémoires*, 1818. — Chaptal. *Souvenirs*, 1893, in-8°. — Hase. *Briefe und Tagebücher von* 1801 und 1802 (*Deutsche Revue*, 1881). — F. J. L. Meyer. *Briefe im Jahre* 1802, Tubingen. — Laquianté. *Un hiver à Paris sous le Consulat.* Paris, 1896 (traduction des lettres de J. F. Reichardt). — Aulard. *Registre des délibérations du Consulat provisoire*, in-8°, 1894 (Société de l'*Histoire de la Revolution française*). — Moniteur (à partir du 7 nivose, an VIII). — Peltier. *Paris pendant les années* 1799 *à* 1802 (journal in-8°, imprimé à Londres).

IX

LE SECRET DU PREMIER CONSUL

LA RUPTURE DE LA PAIX D'AMIENS

L'institution du Consulat à vie, avec faculté pour le Premier Consul de désigner son successeur, de faire les traités de paix et d'alliance, de nommer les sénateurs, fut consentie en faveur de Bonaparte le 8 août 1802 par un vote presque unanime des citoyens, reconnaissants de la paix. Elle marquait, en même temps que l'abdication définitive du peuple, le terme de cette paix même: « Je suis, disait Napoléon, au niveau des autres souverains. Ils ne sont aussi quelque chose qu'à vie. » En créant de nouveau une monarchie née de l'intrigue, les Français livraient leur politique extérieure aux intrigues qui, sous l'ancienne royauté, l'avaient ruinée. Le maître qu'ils se donnaient, comme ceux dont ils s'étaient délivrés, ne pouvait manquer de songer à son intérêt propre. « Reste à savoir, écrit Taine, jusqu'à quel point et pendant combien de temps cet intérêt, tel qu'il le comprend, sera d'accord avec l'intérêt public. Tant mieux pour la France, si cet accord est complet et permanent. Tant pis s'il est partiel et temporaire. Le risque était terrible. »

Les besoins des Français ne s'accordèrent qu'un instant très court, six mois à peine, avec les ambitions de Bonaparte. Assuré d'eux plus que jamais il reprit son œuvre, où il l'avait laissée à son retour d'Égypte, quand la

France avait réclamé son aide contre l'étranger. Il ne pensa qu'à sa conquête d'Italie pour l'achever, à ses conquêtes dans le Levant pour les restaurer. Le hasard lui avait livré la France ; son épée lui avait donné la vallée du Pô : son rêve était toujours tourné vers l'Orient. Il aimait surtout, et peut-être selon Talleyrand y avait-il autant d'intérêt que de goût, ce qui attestait ou pouvait faire éclater la domination de son génie.

Ainsi, entre la République Italienne et la France, il restait une lacune. Les routes qui par-dessus les Alpes les unissent, et par où Bonaparte a conduit ses armées à la victoire, ne sont pas demeurées au conquérant, du moins légitimement. En droit, le roi Victor-Amédée III restait toujours possesseur du Piémont que l'armée de Jourdan occupait depuis le 19 avril 1801. Il abdiqua, le 11 juin 1802, en faveur de son frère. Le Piémont fut annexé à la France (2 septembre 1802). La même pensée, à la même époque, détermina la création de la République du Valais (juin 1802), boulevard de la République d'Italie, lien naturel de la vallée du Rhône avec celle du Pô. Il ne restait plus qu'à relier la vallée du Rhône aux routes du Rhin pour couvrir l'Italie tout à fait. La dernière campagne de Masséna en Suisse avait montré le prix de ces positions rhénanes pour la possession de la péninsule. La victoire de Zurich avait largement préparé celle de Marengo.

Or, Bonaparte ne disposait pas de la Suisse, dont le patriotisme souffrait mal les ordres de notre agent Verninac, la présence de nos troupes et les trahisons d'un parti en minorité, le parti unitaire favorable aux Français. Un instant, et toujours en juin, le Premier Consul eut l'idée de livrer la Suisse au margrave de Bade pour la prendre sans violer la neutralité qui la couvrait. Puis il adopta une autre méthode : il retira ses troupes (fin juillet) du territoire helvétique, en ayant soin de les laisser sous le commandement de Ney, très près du Jura. Certain que le parti français privé de cet appui serait vaincu par les patriotes et réduit à le solliciter de nouveau, Bonaparte s'assurait un moyen

d'organiser la Suisse à sa guise, en respectant les traités. La conquête, dirigée par Ney, se fit à la fin de l'année 1802, sous forme de médiation. Le vainqueur rétablissait l'Union Helvétique par l'acte du 11 février 1803. Mais il la rétablissait à son profit. A Paris où il avait mandé les Suisses les plus influents, il passa cet accord comme un véritable traité de partage encore. L'aristocratie conservait le gouvernement local des cantons; Bonaparte se réservait le pouvoir central confié à un magistrat du pays, choisi par lui, à un pensionnaire, le président d'Affry. « Je ne souffrirai en Suisse, avait-il dit, d'autre influence que la mienne. »

De toutes parts, il créait alors à l'Italie, sa conquête, son bien, son refuge peut-être, une situation telle qu'on ne pouvait p us ni la lui disputer, ni l'en éloigner. Il y agrandissait son influence par l'acquisition du duché de Parme. Son empire italien allait désormais des Alpes à l'Adriatique et au golfe de Gênes : et cet empire demeurait le point d'appui solide, comme autrefois, de ses entreprises futures sur le Levant. Livourne était occupée, l'île d'Elbe annexée (26 août 1802). « Je tiens toujours mes yeux fixés sur l'Égypte, » faisait-il écrire au *Moniteur*, au mois de janvier 1803.

Dans le démembrement de l'Europe, réglé de 1800 à 1802 à sa volonté, il semblait que Bonaparte n'eût pas fixé sa part, ainsi qu'à Léoben et à Campo-Formio. En réalité, il se la réservait sur la seule puissance faible que n'eussent pas atteinte encore les partages européens : la Turquie, protégée par l'Angleterre et la Russie, est demeurée intacte. De ses négociations avec l'Angleterre, Napoléon avait espéré l'Egypte. Il y compta jusqu'au 22 juillet 1801. Sa diplomatie pacifique, combinée avec la dernière tentative de l'amiral Linois, n'avait pas d'autre objet. Ni les marchandages tenus à un prix trop haut par les Anglais, ni la guerre ne réalisèrent ses calculs. Il céda : les préliminaires de Londres coïncidèrent avec la nouvelle qu'il reçut de la capitulation définitive de Menou à Alexandrie

(1er octobre 1801). L'Égypte était perdue; la paix faite. Le Premier Consul n'accepta que pour la forme et provisoirement la défaite de ses espérances : cette paix ne fut qu'une trêve.

Elle ne pouvait durer : « A travers les discussions diplomatiques et par delà les griefs allégués, dit Taine, son caractère, ses exigences, ses projets avoués, tels sont les causes profondes et les motifs vrais de la rupture. » Le génie du conquérant, pour la première fois, ne lui a pas procuré sa part dans le démembrement de l'Europe. Il la réclame, décidé, même quand il cède à l'Angleterre, à la lui disputer. Dès le 18 mars 1802, avant la conclusion de la paix d'Amiens, il demande à Poterat un plan pour détacher de la Grande-Bretagne l'Irlande et l'Ecosse, de manière à lui rendre une guerre impossible. Au mois d'août 1802, il chargeait d'une mission commerciale en Egypte et en Syrie le général Sébastiani, singulier agent pour une étude pacifique dont les éléments devaient être l'examen des fortifications turques et des flottes anglaises, ainsi que des pratiques auprès du pacha et des beys (15 septembre 1802).

Si le Premier Consul insista, dans les négociations d'Amiens, sur un seul point, l'évacuation de Malte par les Anglais, la remise de cette place aux Napolitains, à l'Ordre ensuite, c'était pour garder les voies libres de Toulon ou de Livourne jusqu'à Alexandrie. « Tôt ou tard l'Egypte appartiendra à la France, soit par la dissolution de l'empire ottoman, soit par quelque arrangement avec la Porte. » En disant ces paroles à l'envoyé d'Angleterre, Witworth, en février 1803, Bonaparte savait qu'il déchaînait de nouveau la guerre. Il n'avait jamais voulu la paix au prix de l'Egypte.

A ce moment décisif où, pour le remercier de cette paix, la France s'abandonnait à lui, son remerciement, en échange, fut de l'entraîner à la guerre en la trompant. Nul n'a jamais mieux possédé l'art de faire servir à ses desseins personnels les passions humaines. Il abuse des meilleures, patriotisme ou amour de la gloire; il excite les mauvaises, la haine,

l'orgueil ou la vanité. Ce n'est pas lui qui s'attirerait le reproche, comme les Directeurs, d'une guerre inutile, contraire aux traditions, pour la possession de l'Egypte. Il désigne sans trêve aux Français l'Angleterre comme l'ennemie perfide, déloyale, ennemie de leurs institutions et de leur repos. Il saura se faire déclarer la guerre par elle, pour se présenter à la France comme le champion de son indépendance et de sa grandeur nationale. Il le lui a si bien persuadé alors, que plus d'un historien demeure aujourd'hui convaincu par les arguments qu'en 1802 il a su fournir à nos pères.

A dessein, Bonaparte exagère les intrigues des émigrés et des royalistes au delà de la Manche, et laisse présumer que le gouvernement anglais est leur complice. Dès le mois de mai 1802, son agent à Londres, Otto, dut exiger de Georges III l'expulsion des émigrés, la déportation de Georges Cadoudal, le départ des princes bourbons, la défense expresse de porter sur le territoire anglais les décorations de l'ancien régime. Ces exigences, faites pour être rejetées, devaient servir à justifier de furieuses attaques insérées dans le *Moniteur* au mois d'août, dictées par le Premier Consul lui-même à Barrère, Montlosier, contre ces Anglais, « *protecteurs d'assassins* », toujours suspects de vouloir, même par le crime, rétablir en France l'ancien régime. Le calcul était si clair que, dans les mêmes articles, Bonaparte affirmait la solidité de son gouvernement.

Mais il lui fallait à la fois exciter la France contre les Anglais et la rassurer sur sa vigilance, lui persuader enfin, par un réveil des passions d'autrefois, qu'elle était au lendemain de Pillnitz. C'était une guerre de défense nationale, puisqu'il n'y avait pas de nation pour les émigrés. En désignant les Anglais comme leurs complices, Bonaparte prescrivait aux Français un devoir patriotique. « Je suis l'homme de l'Etat, » dira-t-il à Joséphine, implorant la grâce du duc d'Enghien qui n'avait pas conspiré. « Je suis la Révolution et je la soutiendrai. » Depuis 1802, c'est une tactique de sa part qui va jusqu'au crime.

C'en fut une autre de réveiller alors chez les Français leurs ardeurs coloniales et les souvenirs des spoliations anglaises. Au lendemain de la paix, en Amérique, en Inde, Bonaparte applique un vaste programme de politique coloniale, assez peu sincère, puisqu'en 1803 il cédait déjà la Louisiane aux Etats-Unis. Il ferme en même temps aux Anglais, devenus les rouliers des mers, les ports de France, de Hollande, d'Italie : ce premier essai du blocus continental en pleine paix (avril 1802) eut pour effet dans toutes les villes de France un grand mouvement d'entreprises et d'affaires. Aux Français, jaloux de la concurrence anglaise, le Premier Consul désigne comme leur domaine la Méditerranée destinée dans l'avenir à devenir un lac français : « contre cette communauté de marchands qui garde Malte en dépit des traités », et pratique la foi punique pour ajouter à ses conquêtes du dix-huitième siècle le patrimoine de la vieille Rome réservé à la France, il excite les colères de la nation. Et s'il tient ce langage à son agent à Londres dès le mois d'octobre 1802; s'il publie en janvier 1803 le rapport de Sébastiani sur les empiétements de l'Angleterre dans le Levant, c'est avec le dessein d'armer les deux peuples l'un contre l'autre : « Parbleu, nous verrons bien si cela ne décidera pas John Bull à guerroyer, » disait-il à Sébastiani.

Contre John Bull il a préparé un grand courant de colères françaises qui aboutira, en 1803, à une fièvre patriotique semblable à l'enthousiasme généreux de 1761. Successeur de Choiseul et de Vergennes, non pas, mais appliqué à s'en donner les apparences pour réaliser son dessein. « Je ne suis pas de ceux, écrit Lucien en 1802, qui ont cru et persistent à croire que mon frère Napoléon fit la guerre malgré lui à aucune époque de sa vie. J'ai trop connu à cette époque le fond de sa pensée, surtout du temps dont je parle. Et disons franchement que cette pensée, beaucoup plus ambitieuse que patriotique, qui lui faisait alors une nécessité personnelle de la guerre, m'avait été révélée presque sans mystère. »

L'ambition de Bonaparte excelle enfin à déchaîner, alors, le patriotisme français. Si le ministère Addington lui fait observer que, depuis le traité d'Amiens, le partage convenu de l'Europe a été modifié par l'acquisition du Piémont, de l'île d'Elbe, l'occupation déguisée de la Suisse, il répond fièrement, le 23 octobre 1802, « qu'on fera bien de ne pas nous forcer à conquérir l'Europe ». Les Français y pensaient toujours, quoique heureux de la paix : l'amour de la gloire, soutenu par un vif sentiment de supériorité sur les autres peuples qui n'avaient pas fait la Révolution, leur était devenu comme une seconde nature capable d'accepter tous les efforts. « Quelle différence, lit-on dans le *Moniteur* du 1er septembre 1802, entre un peuple qui fait des conquêtes pour la gloire et un peuple de marchands qui devient conquérant ! »

Il était agréable à la nation française d'entendre dire au Premier Consul, comme il le fit aux délégués suisses le 29 février 1803 : « *que l'Italie, la Hollande et la Suisse étaient à sa disposition.* » En voyant, selon les plans de Sieyès et par la diplomatie de Talleyrand, disparaître dans les marchés conclus avec les princes allemands (sécularisations du 25 février 1803) la clientèle ecclésiastique de l'Autriche, grandir la Prusse et changer la face de l'Allemagne, elle se réjouissait de lui dicter des lois. Elle se consolait d'avoir rétabli la royauté pourvu que l'empire d'Occident échappât aux Habsbourg et lui revînt. Ce rôle d'arbitre entre les peuples libres, analogue à celui de l'Empereur autrefois parmi les souverains, cette autorité que les Français allaient de nouveau déléguer à un empereur, flattaient leur vanité. Et leur orgueil s'exaspérait jusqu'à désirer la guerre où Bonaparte les entraînait, en présence des contradictions que le peuple anglais leur opposa. « Les Français, disait le Premier Consul au Conseil d'État en créant la Légion d'honneur, ne sont pas changés par dix ans de révolution. Ils sont ce qu'étaient les Gaulois. Ils n'ont qu'un sentiment : l'honneur. » — « Il faut, ajoutait-il à Miot de Melito, que le gouvernement français d'aujourd'hui soit le

premier de tous. » Ainsi, exploitant les haines, les besoins ou les passions conquérantes de la France, il l'acheminait à une guerre dont le seul objet, le seul motif réel étaient son désir secret et invariable de s'établir en Orient.

Un dernier trait, à la veille de la rupture, après l'ultimatum remis le 26 avril 1803 à l'ambassadeur anglais Witworth, découvrit ses intentions. Il offrit aux Anglais un moyen terme pour le maintien de la paix, calculé, prétendait-il, sur les intérêts des deux pays. Son envoyé à Londres, le général Andréossy, reçut l'ordre de proposer l'occupation simultanée et pour dix ans de Malte par l'Angleterre, de Tarente par la France. On chercherait en vain l'intérêt que la France, pour se défendre contre les émigrés, étendre son domaine colonial et commander même à l'Europe, pouvait trouver dans le golfe d'Otrante. On voit bien au contraire l'importance de cette situation pour la conquête du Levant. Malte aux Anglais, c'était la route d'Alexandrie fermée; Tarente aux Français, c'était l'Egypte entrevue, presque promise au maître de l'Italie. A ce prix, Bonaparte eût consenti à retenir encore les passions qu'il avait déchaînées. Pour un traité avantageux à ses ambitions, il eût abandonné cette guerre nationale, dont il parlait depuis un an dans le *Moniteur*. Ce n'était plus le cri de « Malte ou la guerre » poussé le 10 mars 1803. Les Français pouvaient céder Malte sans danger, sans déshonneur, si Bonaparte avait Tarente. Mais, par un dernier mensonge, le Premier Consul leur cachait combien il les avait trompés en toute cette affaire. « Il est important, écrivait-il à Talleyrand, que si cette proposition ne peut réussir, Andréossy n'en fasse aucune communication qui laisse des traces, afin qu'on puisse toujours nier ici que le gouvernement ait pu adhérer à cette proposition. » (13 mai 1803.)

Heureusement pour l'histoire, la trace de ce mensonge est demeurée dans les Archives, et le trahit. L'intrigue apparaît, le secret se découvre. La guerre déclarée en 1803 par le Premier Consul aux Anglais ne fut ni une nécessité, ni un avantage pour le peuple qui lui remettait ses destinées.

Celui-ci ne l'eût pas faite, à la veille même des hostilités, si la paix eût laissé le champ libre à ses ambitions.

La politique étrangère qui, désormais, de campagne en campagne, allait entraîner les Français à combattre toute l'Europe jusqu'à leur perte, ce n'est pas en définitive une politique nationale, c'est celle du maître. Bonaparte ne sert pas la France, il l'emploie : flattant sa passion de gloire et ses haines, épuisant ses ressources, il poursuit son rêve personnel, l'idée fixe à laquelle, comme les hommes de génie, il pense toujours, dont il a donné la formule en 1804. « Il n'y a plus rien à faire en Europe : ce n'est que dans l'Orient qu'on peut travailler en grand. » Et tandis qu'à sa suite les Français s'imaginent d'abattre l'Angleterre, de soumettre l'Allemagne, d'étouffer les puissances secondaires, Bonaparte engage la lutte décisive pour la possession des territoires orientaux dont le sort demeurera, après lui, le grand problème du dix-neuvième siècle. Ils s'agitent, et il les mène, victimes d'une dernière intrigue, de leurs traditions, de leurs illusions, à une conquête dont seul il possède le secret, et qu'ils devront disputer à l'Europe tout entière.

De leur côté, au lendemain de la paix d'Amiens, les Anglais ne s'étaient pas mépris sur les intentions du Premier Consul à l'égard de l'Egypte. Le secrétaire d'Etat des affaires étrangères, Hawkesbury, exprimait à notre agent Otto, dès le 18 avril 1802, les craintes de son gouvernement : « Il fallait laisser la Turquie en repos et ne pas l'exposer à l'ambition de deux ou trois puissances. » — Et le général Andréossy, qui remplaça Otto à Londres, répétait à son tour, le 25 janvier 1803, qu'il trouvait le peuple anglais toujours persuadé des desseins de la France sur l'Egypte. La France, à la vérité, s'en souciait peu. Mais elle ne disposait plus de ses desseins.

Ces craintes, en partie justifiées, devinrent le thème de l'opposition qui se forma dans le Parlement anglais et bientôt dans tout le pays contre le ministère Addington. Elle fut menée très vivement, dès le mois d'avril 1802 par

lord Grenville. Dans les pays où l'opinion publique règle la politique, il faut aux intérêts une formule simple. L'amiral qui commandait à Malte, quand le traité du 27 mars vint obliger l'Angleterre à évacuer l'île lord Keith avait déclaré hautement qu'il n'évacuerait pas « pour l'honneur et le bien de son pays ». Malte, répétèrent après lui les adversaires de la paix, n'était qu'un rocher stérile, mais de sa possession dépendaient les routes du Bosphore et de l'Egypte. Ce fut un axiome pour le public anglais que la perte de Malte entraînerait l'établissement des Français en Orient et la ruine de l'empire des Indes. A six mois d'intervalle, le même peuple qui avait salué la paix d'Amiens comme un bienfait, imposait à ses ministres l'obligation de la violer. Il se fût volontiers écrié comme Pitt en 1791 : « Avec ceux qui posent ce principe que la question d'Orient n'a pas d'intérêt pour nous, je refuse de discuter. » Aussi Addington ne discuta pas : il se soumit.

Pour ne pas évacuer Malte et gagner du temps, il sollicita les grandes puissances de refuser leur garantie, à laquelle cette évacuation était subordonnée. L'ambassadeur Saint-Helens à Pétersbourg fit tous ses efforts pour détourner le tsar d'y consentir et y réussit (mai 1802). Quelques mois après, Addington inventa d'autres expédients : il empêcha l'élection dans l'ordre de Malte d'un grand maître qui pût reprendre l'île en vertu des traités; il s'arrangea pour que la cour de Naples, chargée provisoirement avec l'ordre de Saint-Jean de garder Malte, n'y expédiât pas de troupes.

Bientôt une occasion s'offrit au gouvernement anglais d'expliquer et de faire excuser ces actes contraires à la paix d'Amiens. Il prétendit que Bonaparte, par ses annexions du Piémont et de l'île d'Elbe, son intervention en Suisse (août-septembre) avait lui-même changé les conditions du traité. Ces conquêtes en pleine paix justifiaient l'Angleterre d'en souhaiter aussi : elle exigeait Malte comme compensation. Ce fut le sujet d'une note de lord Hawkesbury, remise le 10 octobre 1802 au Premier Consul par l'envoyé à

Paris, Merry, le thème du discours que le roi fit au Parlement le 16 novembre 1802. En droit, l'argument était faible. Bonaparte n'eut pas de peine à répondre que dans les négociations d'Amiens l'Angleterre avait refusé de s'occuper du continent. Et puis, quelle autorité avait-elle pour invoquer la lettre des traités qu'elle n'exécutait pas, pour défendre les peuples libres, lorsqu'elle exigeait des conquêtes? L'objet qu'elle se proposait c'était « le *principe des acquisitions égales* », fondement du système copartageant, le contraire même du droit. « Vous conviendrez avec moi, écrivait alors Fox à son ami Grey, que c'est un prétexte bas et hypocrite et que notre victoire aurait pour résultat l'acquisition de Malte et du Cap, tout autre chose en un mot que l'indépendance de la Suisse. » Mais, en fait, le ministère Addington trouvait dans ce prétexte le moyen de violer la paix qu'il avait signée, de calmer les colères de l'opposition, de satisfaire l'opinion publique, et il s'y tint. Un an après, le 18 octobre 1803, il demeurait décidé à n'évacuer Malte que si l'indépendance des Suisses était proclamée.

Entre Bonaparte et l'ambassadeur anglais, lord Witworth, qui arriva à Paris en décembre 1802, entre notre envoyé à Londres le général Andréossy et le cabinet anglais, il n'y eut pas en trois mois d'autre conversation. Le 14 mars 1803, le Premier Consul fit une scène violente aux Tuileries, et reprocha à l'Angleterre de ne pas respecter les traités. Le 26 avril, le ministère anglais répliquait en exigeant l'évacuation de la Hollande, de la Suisse et du Piémont. Le 13 mai 1803, lord Witworth demandait ses passeports, et avant la déclaration de guerre, les navires anglais saisissaient les bateaux de commerce français qui naviguaient sur la foi des traités.

« C'est bien la question de Malte qui amène la guerre, dit le 16 mai lord Pelham, en réponse à l'appel du roi à la nation. Le ministère a regardé la conservation de cette île comme absolument nécessaire à la Grande-Bretagne pour la garantir contre les desseins de la France à l'égard de l'Egypte. »

« Livrer Malte à un grand maître nommé par le pape. vassal de la France, serait livrer l'Egypte aux Français, » ajouta lord Mulgrave. Plus violent encore, lord Melville déchira tous les voiles. Il s'agissait bien de l'Europe et de la liberté des peuples : « C'est pour l'Angleterre qu'il faut garder Malte et non pour les autres. Je suis heureux de pouvoir dire que c'est pour Malte seule que la guerre a été déclarée. » Cette franchise de l'homme qui fut chargé par Pitt, le 15 mai 1804, de diriger cette guerre comme ministre de la marine, contraste avec le langage que Bonaparte tenait le 11 mai. La guerre qui s'engageait pour l'Egypte à Londres était une guerre nationale, à Paris une guerre personnelle au Premier Consul. Pour la faire accepter aux Français, Bonaparte leur présentait le combat prochain comme un moyen « d'asseoir plus solidement en Europe leur système fédératif », de conquérir et de dominer, « de s'*affranchir* pour jamais des jalousies de l'Angleterre ». Il leur cachait le vrai motif : les hommes d'Etat anglais le proclamaient avec fierté.

Ce fut entre eux, au moment où ils engageaient ce duel redoutable, une différence fondamentale qui fit leurs chances dès le début inégales. Les conséquences de cette intrigue pesèrent sans relâche sur Bonaparte et sur la France. Le Premier Consul fut obligé à persévérer dans son mensonge, à servir d'abord les ambitions des Français pour avoir le droit de réaliser les siennes. La France ne put se reposer de ses victoires successives qu'il ne fût satisfait; maître et sujets se firent tort réciproquement. En Angleterre, peuple, ministres et souverain, associés à une œuvre unique par une même volonté, mirent en commun toutes les ressources de leur génie ou de leur énergie nationale : leurs sacrifices mutuels, si grands qu'ils fussent, après neuf années, profitèrent au moins à leur grandeur.

Les Anglais s'attendaient à ce que les premières rencontres eussent lieu dans la Méditerranée. Ils y avaient envoyé Nelson pour tenir tête au meilleur des amiraux

français, Latouche-Tréville. Leur attente fut trompée et un moment exploitée par Bonaparte. Il préférait, en préparant une descente en Angleterre, exciter le patriotisme national. Il y réussit par les préparatifs du camp de Boulogne, auxquels il fit une telle réclame qu'on a pu douter de son intention d'y donner suite. Il ne réussit guère qu'à obtenir l'effet moral de cet armement colossal de bateaux plats inutilisables. On les construisait sur les bords de la Seine, de la Somme, de l'Escaut, de la Loire, de la Gironde, de la Meuse, à Paris même, pour intéresser la nation tout entière à l'entreprise. Du mois de juin au mois d'août 1803, le Premier Consul visita les provinces maritimes où devait se concentrer l'attaque contre l'ennemi. Sa présence, l'action de ses administrateurs sur les populations, le souvenir aussi des torts de l'Angleterre déterminèrent une fièvre de guerre telle qu'il la pouvait souhaiter. Partout des arcs de triomphe, avant la victoire, avec des inscriptions : *chemin de l'Angleterre*. Et une émulation prodigieuse de contribuer à la construction, à l'armement de la flottille, à la reconstitution de la marine nationale : Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, offrirent des vaisseaux, puis les départements à leur tour. Le Lot-et-Garonne s'imposa pour fournir les voilures. Les plus petites villes, Coutances, Bernay, Louviers, Valogne, Foix, Verdun et Moissac votèrent des bateaux plats moins coûteux pour la flottille. La France applaudissait unanimement à cette grande entreprise contre les Anglais.

Si de l'autre côté de la Manche l'amirauté donnait l'ordre à ses flottes qui comptaient cent-vingt vaisseaux, cent soixante-dix mille hommes d'équipage, de bloquer les côtes d'Italie, de Hollande, de France, le Premier Consul, par toute l'Europe, cherchait à l'Angleterre des ennemis, multipliait les agressions. Le 25 juin 1803 il exigeait le concours de la Hollande, trente-quatre mille hommes, dix vaisseaux de guerre, des canonnières, des bateaux plats, des transports, avec la promesse fallacieuse de lui restituer ses colonies. Il invoqua auprès de l'Espagne, pour la forme, le traité de

Saint-Ildefonse, afin de lui arracher ensuite par la peur un nouveau traité de subsides de 72 millions (13 octobre 1803). Pour qu'aucune nation maritime ne manquât, selon la tradition, à cette ligue contre l'Angleterre, l'Espagne fut chargée, outre ce qu'elle nous promettait, d'obtenir du Portugal, par les mêmes menaces, 16 millions de subsides (19 décembre 1803). Toutes devaient nous aider à vaincre les « tyrans des mers » et s'associer aux mesures que la France se disposait à prendre pour fermer le continent à leur commerce. Si Bonaparte alors vendait la Louisiane aux Etats-Unis, ce n'était pas seulement pour les 60 millions que lui rapportait ce marché, c'était « pour créer à l'Angleterre une nouvelle rivale capable d'abaisser son orgueil » (30 avril 1803). Enfin, le 16 mai 1803, Mortier, avec seize mille hommes, mettait la main sur le Hanovre, le patrimoine de Georges IV, un pays placé surtout à souhait pour ouvrir ou fermer au commerce de ses sujets les ports et les marchés de l'Allemagne du Nord. L'occupation de Hambourg, de Rintzbuttel, de Cuxhaven (15 juin 1803), la saisie de toutes les richesses des marchands anglais dans ces ports compléta ce vaste système d'attaques qui prenait toutes les formes et se développait sur toutes les côtes, de Lisbonne à Anvers.

Bonaparte semblait n'avoir qu'une pensée, la lutte unique, à outrance contre l'Angleterre. Un décret du 2 décembre 1803, constitua les camps retranchés du Nord, où cinquante mille soldats, l'*armée d'Angleterre*, commençaient à se réunir sous le commandement de Soult et de Ney. Bruix à Boulogne, Truguet à Brest, Villeneuve à Rochefort, le Hollandais Van Huelff sur l'Escaut, dressaient des batteries et surveillaient la concentration dans le Pas-de-Calais des bateaux qui s'acheminaient le long des côtes, en face des croisières anglaises (septembre 1803, février 1804). Bonaparte, de temps à autre, venait voir son ouvrage et semblait écouter les flatteries de l'amiral Decrès qui lui prédisait, avec le public enthousiaste, « la fortune de César ».

En réalité, sa pensée était ailleurs : pendant toutes ces opérations qui absorbaient l'attention des Français, qui entretenaient, à son gré, leurs ardeurs belliqueuses, le Premier Consul suivait la petite armée de Gouvion Saint-Cyr : il veillait à ce qu'elle s'emparât en juin des positions de Tarente, Otrante et Brindisi. Il instituait pour Latouche-Tréville, l'amiral en qui il avait le plus de confiance, le commandement des côtes de la Méditerranée. Et s'il n'avait visé alors que l'Angleterre, pourquoi cet ordre du 21 février 1803 au ministre de la marine d'équiper un navire chargé d'armes pour les Souliotes et les Maniotes révoltés contre la Turquie. En juin 1803, l'Autriche découvrit une intrigue du consul français à Raguse, Bruyère avec l'évêque du Montenegro, pour occuper les bouches du Cattaro. Enfin les Français auraient été bien surpris et fort mécontents, s'ils avaient pu connaître les négociations engagées par Talleyrand, sur l'ordre du Premier Consul, au mois de juin 1803, avec l'ambassadeur de Russie Markow; le lendemain du jour où il excitait la France à la guerre, Bonaparte offrait à Alexandre Ier d'évacuer la Suisse, la Hollande, de cesser même la guerre contre les Anglais, à la condition secrète d'obtenir mieux par son concours en Orient. Jusqu'au mois d'août il suivit cette négociation avec l'espoir d'arracher Malte aux Anglais, sans être obligé à les combattre. L'ardeur de ses préparatifs sur la Manche, les déclamations qu'il insérait au *Moniteur* contre le *génie infernal* des Anglais dissimulaient ses desseins particuliers.

C'est une exagération, sans doute, d'affirmer, comme l'ont fait plusieurs historiens sur la foi de certains mémoires, que Bonaparte n'a jamais cru à la possibilité, ni sérieusement songé à l'exécution de sa descente en Angleterre. Il a pu le dire plus tard, lorsqu'elle eut échoué, « pour dégager son honneur compromis dans ce projet proclamé avec trop de solennité ». Mais il est certain que les contemporains n'y ont pas cru, sauf les Français. Le gouvernement de Londres fut très longtemps avant de s'en

émouvoir. Ce n'était pas la Manche qu'il surveillait, mais la Méditerranée. La flotte de Toulon lui causait plus d'inquiétudes d'abord que les préparatifs de Boulogne. Pour lui interdire les routes du Levant, Nelson vint prendre position à la Maddalena, dans cette belle rade de Sardaigne « qui *couvrait Naples, la Sicile, Malte et tous les Etats du sultan* » (31 octobre 1803). C'était sa préoccupation principale. Lorsqu'il apprit plus tard le départ de la flotte française, ce fut du côté de la Sicile, de l'Egypte, qu'il la chercha d'abord sans la trouver. Metternich, qui débutait alors dans la carrière diplomatique, à Dresde, ne croyait pas davantage aux projets de Bonaparte sur l'Angleterre.

Il est également certain que le Premier Consul les négligea de bonne heure par la difficulté de les réaliser. On lui avait représenté, et il s'aperçut vite quel danger il y aurait à risquer ses troupes sur des bateaux plats, mal faits pour résister aux bourrasques au milieu des flottes ennemies. Un instant il sembla revenir à son idée, lorsqu'il eut imaginé, en 1804, d'unir la flotte de Latouche-Tréville aux flottes de l'Espagne et de l'appeler de la Méditerranée dans la Manche : « Que nous soyons maîtres du détroit six heures, et nous serons maîtres du monde. » L'amiral mourut à la veille de cette entreprise hardie, le 12 août 1804. Et le projet, entre les mains de son successeur Villeneuve, n'aboutit qu'à la ruine définitive et totale de la marine française à Trafalgar (21 octobre 1805). La victoire d'Austerlitz (2 décembre 1805), qui livrait l'Allemagne tout entière aux Français, leur fit oublier l'Angleterre et Trafalgar. Ils avaient enfin détruit l'empire germanique, et sur ses ruines fondé leur domination dans l'Europe centrale. Cette victoire éclatante de leurs traditions les rendit indulgents à Napoléon. Il le savait : ce fut son plan depuis le début de 1804 de leur fournir cette compensation aux satisfactions que la lutte contre l'Angleterre ne procurait pas au patriotisme national.

Au milieu de la paix générale, du mois de mai 1802 au mois de février 1803, la France avait réglé sans obstacle

la question des indemnités germaniques. Pour avoir, comme les traités de Bâle et de Lunéville l'y autorisaient, le droit de s'agrandir, elle avait livré en Allemagne les plus faibles, les princes ecclésiastiques, aux plus forts, aux souverains des grands États allemands. Ce qu'on appelait séculariser n'était, en somme, que partager toujours. La Prusse recevait les évêchés de Paderborn, d'Hildesheim, de Munster, les abbayes d'Elten, d'Essen et Verden, 400 000 sujets, beaucoup plus qu'elle n'avait perdu sur la rive gauche du Rhin, et en espérance encore l'héritage des biens constitués aux Nassau-Orange avec les évêchés de Fulda, les abbayes de Convay et de Weingarten (23 mai 1802). La Bavière obtint les évêchés de Würzburg, Bamberg, Passau, Augsbourg, Eichstedt, Freysing, des villes libres, 300 000 habitants de plus qu'elle n'en perdait; le Hanovre s'incorpora l'évêché d'Osnabruck. Ce fut pour le duc de Bade, devenu électeur, une vraie fortune que l'acquisition des très riches évêchés de Constance, Bâle et Spire, avec les dépendances de celui de Strasbourg, en somme toute la plaine du Rhin ajoutée à la Forêt-Noire. Le Wurtemberg protégé par la Russie ne fut pas négligé. Le 31 août 1802, convaincue par Talleyrand et Dahlberg, entraînée par les princes, la Diète acceptait ces spoliations qualifiées de *médiatisation*. Seul, l'Empereur, traité en vaincu, ainsi que sa famille, le duc de Modène, l'archiduc Ferdinand de Toscane, réduit à quelques évêchés, protesta pour arrondir leur lot et le sien. Protestation où le droit n'entrait pour rien, puisqu'elle aboutit à la sécularisation, le 26 décembre, de Trente et de Brixen, de Eichstedt rétrocédé par la Bavière aux Habsbourg. Le recez principal du 25 février 1803, ratifié à Vienne le 27 avril, avait consacré cette transformation de l'Allemagne, si complète qu'il ne s'en était pas faite de pareille depuis le traité de Westphalie.

Les Français s'en glorifièrent parce qu'elle leur rappelait cette grande œuvre de la monarchie française. Ils s'en réjouirent, la croyant utile à leur sécurité. Agrandir ces princes

que les traités de 1648 avaient constitués souverains en face de l'Autriche, c'était achever de ruiner l'Empereur, héritier de Charles-Quint, et se faire une clientèle qui, sur ses ruines, établirait l'empire de la France, étendu jusqu'au Rhin, respecté au delà.

L'empire français naissait en effet, en mai 1804, de ces sentiments exploités par Bonaparte au profit de ses ambitions. La création impériale de 1804 fut pour les Français l'application d'un principe, pour le Premier Consul un moyen. Les décrets de 1803, si facilement acceptés par l'Allemagne, la ruine de la féodalité ecclésiastique qui présageait un sort pareil aux princes laïques ne justifiaient-ils pas la domination de la France? Et n'était-ce pas justice que l'empire passât ou revînt des Germains aux Gaulois?

Pendant toute l'année 1803, l'idée, le nom même d'un empire des Gaulois circulent à Paris; les étrangers les signalent. Bonaparte les recueille. Ils vont lui servir au début de 1804; sa police lui livre Cadoudal, Pichegru et Moreau. Les deux premiers ont imaginé de le tuer pour restaurer les Bourbons. « Une fois le Premier Consul battu, la nation, croyaient-ils, n'aurait plus qu'un désir, revenir à ses maîtres légitimes. » Il importait à Bonaparte, pour sa sûreté, de retirer, en les châtiant, ces espérances à qui serait tenté de les imiter. A son pouvoir viager il voulut ajouter un élément nouveau, l'hérédité. Une royauté pour les Français était inacceptable. Si, avant le couronnement, Berthier vint le féliciter un jour d'y songer, le Premier Consul se fâchait, le traitant d'imbécile. Mais l'hérédité par l'empire que la nation vient de détruire au delà du Rhin et qu'on peut reconstituer comme un monument de sa victoire, un gage de sa domination sur l'Allemagne, est possible. Les Français l'accepteront par cette raison qu'il les flatte. C'est dans le sang que Bonaparte scelle ce pacte avec eux. Ils se jugent assurés de leur pouvoir au delà du Rhin lorsque Bonaparte ose, le 15 mars 1804, chez un prince allemand dans le duché de Bade, faire enlever le duc d'Enghien. L'exécution d'un Bourbon qu'ils lui permettent (21 mars

1804) est, en retour, pour Bonaparte, l'essai décisif de son autorité. « Cette audace, disait Luchesini, au lieu d'ébranler son autorité, la consolide. » Fouché le lendemain communiquait au Sénat les pièces du complot et ajoutait : « Pour enlever toute espérance aux conspirateurs, il faut assurer l'existence du gouvernement au delà de la vie de son chef. »

Le Tribunat, le Sénat demandèrent alors la nomination d'un Empereur, et la perpétuité de cette charge dans la famille de Napoléon Bonaparte. Un sénatus-consulte (18 mai 1804) fixa cette nouvelle constitution dite de l'an XII. Par la façon dont le Premier Consul interrogea la France sur ce changement, on put voir ce qu'il en espérait. Il ne l'invita à voter que sur un point, l'hérédité de la couronne dans sa famille. C'était, à ses yeux, le profit essentiel du nouvel ordre des choses. Il tenait moins au titre, étant, dès la paix d'Amiens, comme il l'a répété dans son mémorial, « *déjà souverain par la volonté du peuple* ».

Le titre, au contraire, importait aux Français. Il était le symbole de leur victoire sur les Habsbourg, qui furent obligés à la fois de devenir Empereurs d'Autriche et de reconnaître, pour le devenir, l'Empire de Napoléon (10 août 1804). C'était le présage de nouvelles victoires, toujours populaires sur l'Allemagne. Pour suivre ses desseins particuliers, à défaut de l'entreprise contre l'Angleterre qui se présentait mal, le nouvel Empereur leur préparait comme don de joyeux avènement, une guerre au delà du Rhin. C'est la dernière intrigue, où il les entraîne par un effort que désormais ils soutiendront jusqu'à la fin du régime impérial.

BIBLIOGRAPHIE

Outre la plupart des volumes cités au chapitre VIII consulter :
LANFREY. *Napoléon Ier*, tome II et III.
THIERS. *Histoire du Consulat*, tomes III et IV.
DE CLERCQ. *Recueil des traités de la France*, tome Ier.
LEFEBVRE. *Histoire des Cabinets de l'Europe*, tome Ier.

Forneron. *Les émigrés et la société française sous le Directoire* (*Correspondant*, 1887).
Castro. *Storia d'Italia* dal 1799 à 1814. Milan, 1881.
Muralt. *Hans von Reinhard*. Zurich, 1839.
Muralt. *Bonaparte, Talleyrand et Stapfer*. Zurich, 1869.
Tessier. *Le général Decaen aux Indes* (*Revue historique*, tome XV).
Rambaud. *L'Allemagne sous Napoléon Ier*, 1880.

Pour **l'Angleterre :**

Browning. *England and Napoléon in* 1803. Londres, 1887 (dépêches de C. Witworth).
Stanhope. *Vie de Pitt* (ouvrage cité, traduction Guizot).
M. Duncker. *Die Landung in England* (*Abhandhlungen aus der neueren Geschichte*).
Ompteda. *Die Überwältigung Hannovers durch die Franzosen*. Hanovre, 1866.
Chevalier. *Histoire de la marine française sous le Consulat*, 1886.
G. de Cadoudal. *Georges Cadoudal et la chouannerie*. Paris, 1887.
Boulay de la Meurthe. *Les Dernières années du duc d'Enghien*.
Welschinger. *Le duc d'Enghien*. Paris, 1859.
Rocquain. *Notice sur Napoléon Ier* (*Revue de France*, mars 1880).

Documents :

Correspondance de Napoléon, tomes VI et VII. — *Moniteur*, 1803. — *Lettres inédites de Talleyrand à Napoléon* (édition Bertrand). — Fox. *Memorial and correspondances*, 3 vol. — *Annual register for the year*, 1803. — Castelreagh. *Letters and dispeaches*, tome V. — Lucchesini. *Dépêches* dans Bailleu. *Preussen und Frankreich*. — Malsbourg (envoyé de Hesse à Paris). *Correspondance*. (*Deutsche Revue*), octobre 1881. — Miot de Melito. *Mémoires*, tome II. — Hyde de Neuville. *Mémoires*, tome Ier.

X

LE SECRET DE L'EMPEREUR

AUSTERLITZ ET PRESBOURG

Le 17 mai 1804, Luchesini, ambassadeur de Prusse à Paris, écrivait à son gouvernement : « La guerre du continent, je ne saurais assez le répéter, est dans le vœu secret du Premier Consul. » Mais l'occasion manquait encore au dessein que Napoléon avait formé de substituer à l'expédition d'Angleterre condamnée une vaste entreprise en Allemagne.

De toutes les puissances continentales, seule, la Russie était résolue à la guerre. L'ambassadeur Markow avait quitté Paris au mois d'août 1803 sur le refus du Premier Consul d'accepter l'ultimatum d'Alexandre, d'évacuer le Hanovre, la Suisse et l'Italie. Pas plus qu'autrefois, le tsar ne songeait à faire une guerre de principes, quoiqu'il se posât plus tard, en la déclarant, comme le vengeur du duc d'Enghien. Ce qu'il exigeait surtout, c'était l'abandon des projets de Bonaparte sur l'Orient, des positions qu'il avait prises dans le royaume de Naples. Tel fut le premier article des réclamations qu'il fit parvenir à Talleyrand par son chargé d'affaires d'Oubril (21 juillet 1804). Il souhaitait d'ailleurs, comme son adversaire, un bouleversement de l'Europe continentale qui lui permît de s'assurer la

Pologne, Constantinople et les Balkans. Il massait ses troupes sur la Vistule, laissait espérer de son amitié et de sa justice à son confident Czartoriski la renaissance de sa patrie, tandis qu'en réalité il escomptait sa crédulité et les troubles de l'Europe pour réunir toute la Pologne entre ses mains. Précurseur du panslavisme, il rêvait d'affranchir les chrétiens des Balkans et de constituer, avec Constantinople pour capitale, un grand empire slave qu'il gouvernerait de la Baltique au Bosphore. Le concours des puissances allemandes était indispensable à ses plans : à l'Autriche, le tsar offrait la Bosnie, la Valachie, Belgrade et Raguse et de larges compensations en Italie, à la Prusse des agrandissements en Allemagne.

L'Autriche, au contraire, depuis la paix de Lunéville, tenait obstinément à la paix. Et pourtant Napoléon, qui voulait la provoquer, ne lui ménageait pas les insultes. Après le recez de la Diète qui avait consacré la confiscation des propriétés ecclésiastiques, à la fin de 1803, les princes d'Allemagne mis en goût s'étaient disposés à faire main basse sur les domaines des petits féodaux, barons, chevaliers laïques, la « Ritterschaft ». L'électeur Maximilien-Joseph, dont le ministre, Français d'origine, Mongelas par sa haine de la féodalité était bien fait pour servir les ambitions, donna l'exemple, bientôt suivi en Wurtemberg, en Hesse. L'Autriche, pour maintenir l'équilibre, voulut enlever à la Bavière les districts de l'Inn qu'elle convoitait. « Que chacun reste à sa place, » lui cria Bonaparte (2 mars 1804). Et elle y resta humblement. Même docilité à accepter que le Premier Consul enlevât, sur le territoire de l'empire, le duc d'Enghien (15 mars). Devant l'Empereur, l'Autriche baisse le ton à mesure qu'il élève le sien. C'est sans délai qu'il exige la reconnaissance de son titre impérial; et c'est immédiatement que l'archiduc Charles conseille à l'Empereur d'y consentir. Cette complaisance obstinée désarmait Napoléon : il eût secrètement souhaité plus de résistance. Jusque dans ces concessions, il prétendait découvrir un motif de guerre, déclarant qu'elles ne pouvaient pas être

sincères. Elles l'étaient si bien qu'à cette époque dans le Conseil de l'Empereur on agita à Vienne le projet d'une alliance intime avec la France. La peur de la Russie empêcha Cobenzl de suivre ce dessein appuyé par l'archiduc Charles. La crainte de la France également empêchait l'Autriche de se rapprocher d'Alexandre qu'un autre archiduc Joseph se chargeait de rendre bienveillant.

« Nous sommes proprement entre l'enclume et le marteau, disait le pauvre ministre. Notre but devrait être de nous rapprocher de la Russie sans nous brouiller avec la France. Il nous conviendrait même, si cela était possible, de servir d'intermédiaire à leur conciliation. » Cet acharnement à souhaiter la paix mécontentait Napoléon autant qu'Alexandre. Le tsar tournait le dos à l'ambassadeur qu'au début de 1804 lui envoyait l'Autriche, Sutterheim. A Paris, les envoyés de François II n'étaient pas mieux traités. Car, si l'Autriche ne se déclarait point, la guerre était impossible entre les deux empereurs.

La Prusse également les séparait et les embarrassait. Elle pratiquait la même politique que l'Autriche, moins par peur peut-être que par calcul. Le roi Frédéric-Guillaume III aurait pu, s'il l'avait voulu, trouver dans l'occupation du Hanovre par les Français une occasion de leur déclarer la guerre. C'était une violation manifeste de la neutralité de l'Allemagne du Nord que la France avait accordée aux Prussiens, à Bâle, en échange de la rive gauche du Rhin. Hanovrien, et de plus négociateur de la paix de Bâle, Hardenberg eût voulu que le roi protestât. Mais Haugwitz affirmait que la Prusse devait s'agrandir par l'amitié de la France : loin de combattre les empiétements de Napoléon, il eût voulu l'y associer. A la fin de 1803, il préparait avec un agent de Talleyrand, La Forest, une alliance par laquelle la Prusse aurait obtenu peut-être le Hanovre en échange de son concours actif contre la Russie. Ce concours, pourtant, le roi hésitait à le donner. Il attendait, pour se déclarer, que la fortune lui eût désigné des deux rivaux le plus fort et le plus capable d'indemniser son royaume

En vain Bonaparte s'irritait de ces hésitations, de ces calculs : Frédéric-Guillaume acceptait l'exécution du duc d'Enghien, l'Empire français, et même l'obligation de fermer aux Russes et aux Anglais unis contre la France les chemins de l'Allemagne du Nord (1er juin 1804). Mais il refusait d'aller plus loin et d'associer la Prusse aux risques d'une guerre, même au prix d'une couronne impériale que Napoléon lui offrit au mois d'octobre.

Avec le tsar Alexandre qui le sollicite de prendre parti, qui emploie l'influence de la reine pour écarter Haugwitz, le roi de Prusse garde la même réserve. Tout ce qu'il lui offre, c'est son concours pour la paix, dont il veut et désire être le médiateur. Et l'on vit, à la fin de 1804, Napoléon et Alexandre accepter tous les deux cette médiation, avec le même espoir d'en retirer une alliance favorable à leurs projets.

Les puissances allemandes avaient donc entre leurs mains en 1804 la paix du continent. Quoique Napoléon tînt à persuader aux Français qu'ils étaient les maîtres de l'Allemagne, qu'il voulût le leur prouver par de nouvelles victoires, l'Autriche et la Prusse unies auraient pu lui enlever cette satisfaction. Quant à lui, si réellement il n'eût désiré, comme il le prétendait, qu'atteindre dans l'Angleterre l'ennemie de la nation, il ne lui aurait fallu, de l'avis de Talleyrand, que la prudence la plus vulgaire et le plus petit effort pour séparer de l'Angleterre les puissances du continent.

A cette heure décisive, le sort de la France se joua comme au début des guerres de la Révolution, pour des traditions inutiles, exploitées par un gouvernement qui avait son secret, pour une intrigue en somme. Cette fois, ce n'était plus seulement l'héritage acquis par l'ancienne monarchie, mais les conquêtes de la Révolution même que le secret de l'Empereur allait exposer au hasard des coalitions et des batailles. Napoléon était assuré de faire excuser et de masquer ses desseins particuliers par la gloire et l'éclat d'un Empire fondé sur les ruines des Habsbourg, par la sou-

mission de l'Europe surtout aux décrets de la Révolution.

Au mois de septembre 1804, Napoléon s'en allait sur les rives du Rhin, à Aix-la-Chapelle, célébrer en grande pompe la reconstitution de l'empire de Charlemagne au profit des Français. Le pape, effrayé, attiré par l'espérance aussi de recouvrer les Légations, consentait à venir, à la fin de l'année, le couronner à Paris. Enfin, depuis le mois de mai, les républicains italiens savaient et faisaient savoir à Vienne que Napoléon voulait fonder en Italie une monarchie héréditaire. Ces démarches étaient calculées sur le plan qu'il avait formé : aux Français, dont il avait besoin comme instruments, il offrait l'Allemagne par un empire que le pape aurait consacré. Pour lui-même, il achevait l'unité italienne, afin de se trouver mieux en mesure de chasser les Anglais de Malte et les Russes de Corfou, pour prendre dans la péninsule le point d'appui nécessaire à ses entreprises sur l'Orient. C'était si bien son désir secret, qu'au début de l'année 1805, il écrivait à l'Empereur d'Autriche : « On ne peut plus se battre aujourd'hui raisonnablement que pour l'Empire de Constantinople. »

Ces intentions finirent par convaincre l'Autriche des dangers qu'elle courait. Perdre l'Allemagne définitivement et ne pas même conserver l'Italie, voir peut-être à bref délai l'Empereur de Russie, par dépit d'être dédaigné, se rapprochant de Napoléon, obtenir de lui des satisfactions, en Pologne, en Turquie, c'était compromettre sur toutes ses frontières la monarchie des Habsbourg. Cette menace ébranla les hésitations de l'Empereur d'Autriche. Le 6 novembre 1804, François II signait avec Alexandre I[er] une déclaration, traité secret d'alliance strictement défensive. La Russie promettait aux Habsbourg de les défendre en Italie. L'Autriche s'engageait à maintenir contre Napoléon l'intégrité de l'Empire ottoman. Cet acte qui fut considéré comme une victoire de la diplomatie russe éclaire une fois de plus la portée de la guerre que cette diplomatie préparait contre l'Empereur des Français. Ce n'était point l'Allemagne, où cependant il va porter la guerre, qui faisait l'objet du

litige. Le germe de ce conflit continental, comme la cause du duel avec l'Angleterre, déjà engagé depuis 1803, ce sont les ambitions rivales de Napoléon, d'Alexandre, des Anglais sur Constantinople. L'Autriche, malgré la perte de son autorité en Allemagne, ne se fût pas mêlée à ce conflit, si, pour s'assurer l'Adriatique, le nouvel Empereur n'avait formé le projet d'en exclure les Autrichiens: Lorsque le 2 janvier 1805, Napoléon fit connaître à l'Empereur François son intention d'ériger en Italie pour son frère Joseph une monarchie héréditaire, séparée de la sienne, celui-ci sembla se résigner encore. Mais le refus de Joseph, peut-être secrètement exigé, le 25 mai 1805, amenait Napoléon à prendre lui-même la couronne de fer : François n'hésita plus. La coalition de l'Angleterre et de la Russie s'était scellée le 11 avril 1805. L'Autriche y entra le 9 août.

Encore à ce moment, c'était si peu l'Allemagne qu'il s'agissait de protéger que tous les Allemands restèrent indifférents à cette querelle ou se joignirent à Napoléon. Pour décider la Prusse à prendre parti, pendant toute l'année 1805, l'envoyé de l'Autriche, Metternich, qui préludait alors de Berlin à sa guerre diplomatique contre l'Empereur, invoqua plus d'une fois auprès du ministre prussien Hardenberg les intérêts germaniques. Mais Frédéric-Guillaume III d'une part savait que l'Autriche, dans cette guerre, se préoccupait surtout de l'Italie, que la Russie, en l'y poussant, cherchait à mettre la main sur l'Orient. Il ne se méprenait pas sur l'impossibilité de défendre seul l'Allemagne contre les Français.

Fidèle aux principes de son prédécesseur que la crainte des Russes avait déterminé au partage de la Pologne, il eut un instant l'idée de partager avec la France pour constituer une digue à l'Etat prussien à l'ouest comme à l'est. Hardenberg, à la fin converti au programme d'Haugwitz, lui conseillait d'accepter le Hanovre que la France et Talleyrand lui offraient, rassurait sa conscience inquiète « de manquer aux règles de la morale ». Le 23 août, cette convention était presque faite lorsque Napoléon envoya Duroc

à Berlin pour la conclure. Mais l'Empereur exigeait que la Prusse fît ouvertement la guerre aux Russes : elle s'y refusa au mois de septembre, préférant renoncer au gain que de courir ce risque, politique très prussienne aussi, où le souci de ménager et de défendre l'Allemagne n'entrait pour rien.

L'Electeur de Bavière aurait peut-être souhaité de rester neutre, comme le roi de Prusse : par peur de l'Autriche qui le menaçait d'une invasion ; il quitta sa capitale, joignit ses troupes à l'armée française et signa le 12 octobre 1805 un traité qui lui promettait une part nouvelle de l'Empire. Les souverains de Bade, de Wurtemberg, de Hesse-Darmstadt hésitèrent moins encore à fournir à Napoléon tous les secours qu'il demandait, séduits du premier coup par la même espérance. « Voilà les quatre piliers, disait Napoléon aux Français, de ma future confédération allemande. »

A la veille d'Austerlitz, la guerre continentale que préparait l'Empereur pour donner le change aux Français avait donc pris la tournure qu'il souhaitait. Elle parut une grande entreprise concertée avec les princes allemands contre la maison d'Autriche, l'effort définitif de la nation pour transformer l'Allemagne, selon ses traditions et ses doctrines. Dès qu'il avait vu l'Autriche se rapprocher de la Russie, Napoléon s'était réjoui de pouvoir détourner sur elle la haine des Français contre l'Angleterre. « L'Allemagne va voir plus de soldats que jamais, » s'écria-t-il. Il affecta même au mois de janvier 1805, devant le Conseil d'Etat, de n'avoir réuni depuis deux ans tant de troupes à Boulogne que pour être en mesure de combattre l'Autriche, au moment opportun. « Le prétexte m'a été fourni, dit-il, par le projet de descente en Angleterre. » Si le bruit se répandait d'un traité conclu le 11 avril entre l'Angleterre et le tsar, Bonaparte donnait l'ordre à Fouché le 26 mai 1805 d'imprimer dans les journaux des lettres de Pétersbourg affirmant la bienveillance et la neutralité des Russes. Avant tout il lui importait que l'on ne pût soupçonner à Paris la véritable étendue de cette

guerre continentale, que le patriotisme français aurait peut-être redoutée au lieu de la désirer.

Les Autrichiens lui rendirent un dernier service, en commençant la guerre le 7 septembre 1805, en la commençant surtout en Allemagne, par l'occupation de la Bavière. Le général Mack, à qui François II allait confier son armée, avait persuadé la conférence de Vienne, contrairement aux idées de l'archiduc Charles plus avisé, qu'en se portant rapidement en Souabe on entraînerait les troupes bavaroises, qu'on pourrait devancer Napoléon, et, par les routes de Suisse, envahir l'Italie. Il eût mieux valu attendre les Russes que d'exécuter avec une armée insuffisante cette pointe hardie et dangereuse.

L'Empereur des Français, depuis le mois de juillet, avait fait tous ses préparatifs. Bernadotte lui amenait ses troupes de Hanovre, Marmont de Hollande au mois d'août déjà ; Murat travaillait l'électeur de Bavière, Masséna était chargé de l'Italie. Napoléon, demeuré longtemps à Boulogne pour masquer le départ de l'armée principale qui de la Manche gagnait au mois d'août le Rhin à marches forcées, arriva à Paris au milieu du mois de septembre, décréta une levée anticipée de 150000 hommes pour former une armée de réserve confiée à Kellermann. Il arrivait enfin à Strasbourg le 23 septembre, cinq jours après l'entrée des Autrichiens à Ulm. Il était tout prêt, à la tête de 200000 hommes, « la *Grande Armée* », entouré de ses meilleurs lieutenants. En face de l'Autriche qui avait chassé, le 7 septembre, l'Electeur de ses Etats, n'avait-il pas le droit d'affirmer qu'il venait assurer *l'indépendance du corps germanique* et *confondre l'agresseur ?* « Soldats, disait-il à ses troupes enfin, pour les entraîner par l'ambition et par la gloire, vous êtes l'avant-garde du grand peuple, » de la nation héritière du grand roi qui allait achever son œuvre au delà du Rhin.

Ce fut l'affaire d'un mois à peine : tandis que Mack attend les Français au sortir de la Forêt Noire, Napoléon tourne cet obstacle, suit la rive gauche du Danube et, dé-

truisant l'armée autrichienne par de simples marches, il fait le 17 et 19 octobre capituler son chef « pris dans Ulm comme un vilain ». L'Autriche était battue, impuissante. Son armée d'Italie reculait en toute hâte à Marbourg; la guerre qui devait livrer aux Français l'Allemagne était achevée, avant l'arrivée en Souabe du premier corps d'armée russe que Kutusoff s'empressa de ramener au delà de l'Inn. Le 4 novembre 1805, François II demandait à son vainqueur un armistice et la paix.

Si Napoléon avait eu seulement le désir de satisfaire les Français, d'offrir à leur amour-propre une compensation de leurs efforts impuissants contre l'Angleterre, il aurait pu s'arrêter à cette victoire si complète, si décisive. La capitulation d'Ulm valait le combat de Trafalgar (20 octobre 1805). L'un donnait aux Anglais l'empire de la mer. Celle-là procurait à la France l'Allemagne, la domination incontestée sur l'Europe. On raconte que Pitt pâlit à la nouvelle de cette capitulation qui, dans la lutte engagée, retirait à l'Angleterre l'appui du continent. « Plus d'empereur en Allemagne, écrivait Talleyrand à son confident d'Hauterive le 27 octobre. Plus de diète de Ratisbonne. » Le ministre étudiait, le 31 octobre, sur l'ordre du maître un projet de confédération allemande, destinée à remplacer l'Empire détruit, à fonder la domination des Français dans l'Europe centrale. Il eût voulu de plus qu'une paix immédiate vînt consacrer ces avantages obtenus si aisément, et la renonciation des Habsbourg à l'Allemagne.

Talleyrand, à ce moment décisif, fut à la fois l'interprète des vœux de la nation, l'avocat de ses intérêts auprès de Napoléon. C'était une lourde charge qu'une guerre sur le continent contre deux Empires, et sur mer à la fois, contre l'Angleterre. L'intérêt de la France n'était point d'écraser l'Autriche, pour agrandir encore les trois puissances dont le siècle précédent avait démesurément accru les domaines et les forces. Aussitôt après la capitulation d'Ulm, de Strasbourg où Talleyrand venait de quitter Napoléon « marchant à la victoire », il lui proposait de mé-

nager les Habsbourg, de conclure avec eux dès le premier succès une paix avantageuse. Conscient des ambitions qu'inspiraient aux Français leurs conquêtes, et du passé de leur Empereur, Talleyrand savait que l'Autriche n'avait de chance alors d'être épargnée par eux qu'en leur abandonnant l'Allemagne et la Suisse, et l'Italie tout entière, Venise elle même. Mais, à moins d'être « abattue et prosternée », l'Autriche ne pouvait accepter de pareils sacrifices qu'avec l'espoir et sur l'offre d'une compensation. Lui donner des indemnités en Orient, Moldavie, Valachie, Bessarabie, Bulgarie, lui rendre, avec ces provinces, l'unité plus solide d'un grand Etat Danubien, et du même coup l'opposer pour jamais à la politique russe dans les Balkans comme une avant-garde de l'Europe : tel était, aux yeux de Talleyrand, avant Austerlitz, le moyen de limiter la guerre où la France était engagée. Les Habsbourg, d'ennemis devenus alliés, chargés d'arrêter et de rejeter la Russie en Orient, il ne restait plus à Napoléon, à ses sujets, que l'Angleterre à combattre, une seule question à résoudre. L'expérience plaidait en faveur du ministre, fidèle aux leçons de Louis XIV, de Fleury, de Vergennes.

Mais comment faire accepter à Napoléon un programme qui laissait à l'Autriche dans les Balkans la tâche que secrètement il se réservait? Il avait hâte au contraire d'atteindre, en attaquant les Russes, cet Orient mystérieux qu'il avait entrevu en Egypte, auquel il allait toucher. C'est à peine s'il prit le temps de lire les propositions de son ministre. Il regagnait, avec le gros de l'armée, Murat qu'il avait chargé de suivre les Russes l'épée dans les reins. Il s'irrita à la nouvelle que Kutusoff avait pu s'échapper sur Brünn, que Murat s'attardait par gloriole à prendre Vienne (11 novembre 1805). Lorsque François II lui envoya pour traiter le général Giulay, ce fut à peine s'il l'écouta. Les Français traversèrent Vienne au pas de course à la poursuite de Kutusoff qui, finalement, leur échappa sous le canon d'Olmütz.

La poursuite aurait pu durer longtemps, si le tsar avait

pratiqué, comme le souhaitait Kutusoff, la tactique qui consistait à entraîner Napoléon et son armée toujours plus loin vers l'Orient. Et le danger eût été grand ; on apprenait alors que la Prusse mobilisait son armée, occupait le Hanovre, que les Anglais débarquaient aux embouchures du Weser. « Bonaparte était intéressé à ne pas perdre de temps, écrivait Czartoriski un peu plus tard à Alexandre Ier, en avril 1806 ; et nous l'étions à en gagner. Il avait toutes les raisons pour risquer une bataille décisive et nous pour l'éviter. » Mais il avait si peu lieu de l'espérer qu'il négociait le 23 novembre avec l'Autriche, offrait en même temps, à Alexandre la Valachie qu'il refusait aux Habsbourg. Sa pensée était toujours de partager l'Orient avec les Russes.

Décidé à le lui fermer obstinément, Alexandre Ier préféra offrir aux Français la bataille à Austerlitz, 7 décembre 1805. « Napoléon vit venir l'armée russe avec une indicible joie. » Il rassembla son armée, prépara la manœuvre qui devait anéantir l'ennemi, et remporta une victoire dont le retentissement consacra en Europe sa dignité nouvelle et l'Empire des Français.

Plus encore que l'affaire d'Ulm, la journée d'Austerlitz parut le triomphe de la Révolution sur l'Allemagne. On y vit moins la défaite des Russes que l'humiliation de l'Empereur d'Autriche arrivant, le 4 décembre, au camp du vainqueur pour implorer sa clémence. Le 5 décembre, en vertu d'un armistice, Alexandre se retirait tranquillement avec les débris de son armée en Pologne. Vaincus, les Russes ne cédaient point : c'était l'Empire d'Autriche tout entier qui capitulait devant Napoléon. La France dut être satisfaite ; son Empereur pouvait lui rendre la paix, une paix durable, conforme à ses désirs et à ses intérêts.

Talleyrand, entré à Vienne à la suite de son maître, et bientôt chargé de négocier avec Stadion et Giulay à Nicolsbourg, insiste une fois encore pour que Napoléon dédommage l'Autriche de ce qu'il est en droit de lui demander. « Je supplie Votre Majesté de relire le projet que j'ai eu

l'honneur de lui adresser de Strasbourg. Les victoires de Votre Majesté le rendent facile. L'Autriche, sous le coup des défaites, se disloque : un politique prévoyant devrait en s'alliant à elle la fortifier, lui rendre confiance et l'opposer comme un boulevard nécessaire aux barbares, aux Russes » (5 décembre 1805).

Ce n'étaient point là les vues de l'Empereur : sa victoire définitive sur l'Autriche n'était rien à côté de ce qu'il rêvait. Lorsqu'un an auparavant il groupait autour de son trône récent tous les princes allemands à Mayence en 1804, on l'entendit dire : « Il n'y a plus rien à faire en Europe : ce n'est que dans l'Orient qu'on peut travailler en grand. » La veille même d'Austerlitz, ces regrets lui reviennent encore ; ce rêve le hante : « Si je m'étais emparé de Saint-Jean d'Acre, au lieu d'une bataille en Moravie, je gagnais une bataille d'Issus, je me faisais empereur d'Orient et je revenais à Paris par Constantinople. » Le 5 décembre, dès qu'il rencontra François II, il lui offrit la restitution, l'intégrité de tous ses Etats, s'il voulait lui ménager l'alliance des Russes, si l'Autriche et le tsar, unis pour contenir l'Angleterre, lui laissaient libre le chemin de l'Orient.

Austerlitz n'était à ses yeux qu'une étape, et le moyen d'obtenir la neutralité, la complicité du continent à ses projets sur l'Orient, traversés par l'Angleterre. Un instant même il eut l'idée d'arracher à ses ennemis, « en suivant sa victoire », ce qu'il leur demandait par la paix et ce qu'il n'obtint pas : Alexandre se retira, sans avoir désarmé, dans ses Etats. L'Autriche, que le tsar devait remercier de lui avoir procuré cette retraite, était incapable de garantir à Napoléon qu'il n'en sortirait pas de nouveau. « Cet homme-là, disait Napoléon en désignant François II à ses généraux, me fait faire une faute. » Talleyrand lui proposait le moyen de la réparer. Il l'écarta, résolu toujours à ne rien céder de l'Orient à l'Autriche : pour contenir les Russes, il s'adressait alors à Berlin.

La Prusse, à cette époque, n'était pas moins à sa discrétion que l'Autriche. Pour les deux grandes puissances

allemandes, la bataille d'Austerlitz avait été livrée trop tôt. Irrité de l'occupation d'Anspach par les Français, entraîné par la diplomatie russe, Frédéric-Guillaume s'était enfin laissé entraîner à prendre parti pour la coalition (3 novembre 1805). Ses troupes ne pouvaient cependant entrer en campagne que le 15 décembre. Si le tsar eût attendu jusque-là, l'intervention de l'armée prussienne pouvait changer la face des choses. Sa défaite réduisit la Prusse, comme l'Autriche, à subir la loi du vainqueur. L'effet en fut considérable à Berlin. On y attendit avec anxiété le retour de l'ambassadeur, le comte d'Haugwitz, que Frédéric-Guillaume avait envoyé au camp de Napoléon, pour l'arrêter en le menaçant. La situation de ce négociateur, lorsque l'Empereur le reçut à Brünn le 7 décembre, était, il faut l'avouer, pénible. Les éloges qu'il fit au vainqueur d'Austerlitz furent accueillis par cette réponse : « Le compliment que vous m'adressez était destiné à d'autres. C'est la fortune qui a changé l'adresse. » De l'ironie, Napoléon passa le 13 décembre, dans sa seconde entrevue avec Haugwitz, à la menace : « Je veux de la sécurité, ou je me sépare de vous. Je marche sur mes ennemis partout où ils se trouvent. » Cette sortie impétueuse était calculée, les derniers mots l'indiquaient : la guerre, ou une alliance, qui vaudrait à la Prusse le Hanovre, un million de sujets nouveaux à la France, la domination de l'Allemagne, fermée par la cour de Berlin aux Anglais et aux Russes. Haugwitz ne crut pas avoir le choix. Il accepta l'alliance six jours après. Le 15 décembre 1805, la Prusse livrait l'Allemagne aux Français plutôt que de la leur disputer par une lutte inégale. Elle y gagnait le Hanovre : « A la suite d'une guerre glorieuse, écrivait Haugwitz, ce serait déjà un beau succès; mais l'avoir sans risque et garder toutes nos forces intactes, c'est bien mieux. »

Napoléon avait ses desseins, en faisant à la Prusse « ce pont d'or ». Ce qu'il exigeait d'elle en retour, c'était son consentement aux progrès de la Bavière, à qui il

réservait Anspach, et les dépouilles de l'Autriche. C'était aussi son concours contre les Habsbourg. « Assuré de la Prusse, écrivait Napoléon à Talleyrand, la veille du traité, l'Autriche devra aller où je voudrai. » La négociation de Schœnbrunn fut en effet la préface et la condition de la paix de Presbourg, la plus humiliante que l'Autriche eût jamais signée.

Ni les conseils de Talleyrand, ni les instances, ni les protestations de François II ne prévalurent contre les intentions de l'Empereur. Il lui plaisait de prouver aux Français qu'il avait réduit aux dernières extrémités les Habsbourg, qu'il les chassait d'Allemagne. La paix de Presbourg leur enlevait la plupart de leurs provinces allemandes, le Tyrol, le Vorarlberg, le Brisgau, l'Ortenau, la ville de Constance. Elle supprimait en outre la noblesse d'Empire, cette Ritterschaft qui, pour échapper à la souveraineté des princes, n'avait d'autre refuge que l'Empereur allemand, et lui formait une clientèle. L'œuvre traditionnelle de la monarchie française au delà du Rhin parut consacrée par ce traité qui, avec des couronnes royales, donnait à la Bavière le Tyrol, le Vorarlberg et Anspach; au Wurtemberg une partie du Brisgau, avec des comtés et des villes; au duché de Bade l'Ortenau, Constance et l'autre partie du Brisgau; à la Prusse le Hanovre.

On chercherait vainement dans ces stipulations la part de la France. Napoléon la payait de la gloire qu'elle souhaitait. La satisfaction qu'elle eut de voir s'achever la grandeur des princes souverains, du roi de Bavière surtout, lui cachait le danger prochain d'une Allemagne plus centralisée et moins docile qu'elle ne se l'imaginait. « Les Français entraînés, dit un témoin oculaire, par le récit d'une telle victoire à laquelle rien ne manquait puisqu'elle terminait la guerre à leur gré, sentirent renaître leur enthousiasme, et pour cette fois encore on n'eut besoin de rien commander à l'allégresse publique. Je regarde cette époque comme l'apogée du bonheur de Bonaparte. Ses hauts faits furent alors adoptés par la majorité du

peuple; on pourrait dire par l'unanimité. Les émigrés, qui jusque-là avaient résisté aux séductions du maître, se rallièrent au politique qui venait d'achever l'œuvre de la royauté en Allemagne. A Sainte-Hélène, Las Cases faisait à Napoléon cette confidence : « Mon cœur s'étonna de se retrouver français. Je fus vaincu par la gloire. » Combien la joie et l'orgueil de la nation n'eussent-ils pas grandi si elle eût connu de plus cet aveu de Metternich alors ! « La France exerce sur l'Europe occidentale une influence impossible à détruire pour le moment. On ne peut s'opposer a un système fédératif de l'Occident dont elle serait la tête » (janvier 1806).

Ce triomphe donnait le droit et le moyen à Napoléon de poursuivre ses desseins particuliers. Ce qu'il exigea et obtint pour lui-même à Presbourg, ce fut, avec la Vénétie, l'ancien empire de Venise dans les Balkans, l'Istrie, la Dalmatie, l'Albanie. Au lieu d'agrandir et de rejeter l'Autriche vers l'Orient, comme l'eût voulu Talleyrand, l'Empereur avait tenu surtout à lui en fermer le chemin. Il lui refusait de ce côté toute espérance : s'il n'avait tenu qu'à compléter par l'acquisition de Venise l'unité du royaume italien, pourquoi cette exigence?

Le prince de Liechtenstein, M. de Giulay à Presbourg, dès la première heure, consentirent à l'abandon de Venise, à la perte de l'Allemagne, pour conserver au moins à leur maître les routes de l'Adriatique et des Balkans. Sans doute, ils n'osèrent pas demander, pour se réserver cet avenir, un partage de l'Empire ottoman. Ils redoutaient les reproches de la Russie, et, vaincus par Napoléon, craignaient de se créer avec Alexandre une affaire redoutable. Mais timidement, ils souhaitaient que le vainqueur ajoutât Raguse aux provinces maritimes de Venise, situées dans leur domaine naturel. « C'était si peu de chose, » observait doucement Talleyrand. Pour Napoléon, c'était tout, le prix essentiel de la guerre, la condition de la paix.

Le traité de Presbourg marque une nouvelle étape dans le développement de la conquête bonapartiste. L'Italie, à

Campo-Formio et à Lunéville, l'Adriatique et ses deux rives, italienne, balkanique, en 1805. Le jour où il signait cette paix, l'Empereur annonçait dans un bulletin de la Grande Armée que Gouvion Saint-Cyr marchait à grandes journées sur Naples. La conquête commença réellement sous les ordres de Masséna, le 9 janvier 1806. « La dynastie de Naples avait cessé de régner. » Elle avait commis la faute, après une neutralité suspecte, quoique garantie à la France par le traité du 21 septembre 1805, de se déclarer quinze jours avant Austerlitz pour les Alliés, d'accepter dans ses Etats une armée anglo-russe, d'y joindre la sienne. Puis la coalition l'avait abandonnée. L'Autriche, aux conférences de Nicolsbourg, seule et par un intérêt trop évident, prit sa défense. Talleyrand empêcha « qu'on ne parlât alors de Naples ». Naples fut écartée. Un mois après elle était occupée. Les Bourbons se sauvaient à Palerme (13 janvier 1806). Le 20 mars, leurs troupes commandées par un émigré, le comte de Damas, avaient évacué la Péninsule. Depuis Venise jusqu'à Otrante, toute la côte italienne de l'Adriatique appartenait aux Français; le 3 novembre, ils s'étaient installés à Ancône, malgré les protestations du Pape. Deux mois après, l'Empereur apprenait au Pape qu'à Rome il commandait avec lui et qu'il fermait les ports de ses Etats aux Anglais et aux Russes (13 février 1806). Quand à Presbourg il signa la paix avec l'Autriche, en 1805, Napoléon se réservait de lui donner cette extension, qui en déterminait d'ailleurs le caractère et la portée.

C'était bien son domaine à lui qu'il constituait autour de l'Adriatique. Il en disposait souverainement. La couronne de Naples fut attribuée le 1er avril 1806 à son frère Joseph. A mesure que ses domaines s'accroissaient, l'Empereur sentit le besoin d'intéresser à leur conservation sa famille et les hommes qui l'avaient aidé à se les procurer. L'argent qu'il leur distribue ou leur laisse prendre ne pouvait suffire : il fallait que leur fortune suivît la sienne et s'élevât avec elle pour la consolider. « Je sentais mon isolement, j'avais surgi tout à coup de la foule, je jetais des ancres de salut

au fond de la mer. » Dans la Vénétie, Napoléon créait douze duchés, Dalmatie pour Soult, Istrie pour Bessières, Frioul pour Duroc, Cadore pour Champagny, Bellune pour Victor, Conegliano pour Moncey, Trévise pour Mortier, Bassano pour Maret, Feltre pour Clarke, Vicence pour Caulaincourt, Padoue pour Arrighi, Rovigo pour Savary. — La conquête de Naples servit à procurer le titre ducal de Gaëte à Gaudin, d'Otrante à Fouché, de Tarente à Macdonald, de Reggio à Oudinot. Talleyrand devint prince de Bénévent, Bernadotte de Ponte-Corvo, Lebrun, duc de Plaisance, Cambacérès, duc de Parme, Régnier, duc de Massa. Ces donations, la plupart prélevées sur la part de Napoléon qui se taillait d'ailleurs en Italie une grosse fortune, près de 50 millions, firent accepter aux Français que leurs seules conquêtes de 1805, Neuchâtel et le grand-duché de Berg, cédés par la Prusse, servissent de principautés à Murat et à Berthier. Et cela devait les habituer à l'idée d'une noblesse héréditaire que l'Empereur allait bientôt créer pour étendre cette association formée entre ses serviteurs et lui. L'œuvre qu'il médite en 1806 est immense : par l'institution héréditaire de l'Empire, il a voulu l'assurer dans sa propre personne et celle de son successeur. Après Austerlitz, il y associe sa famille et ses fonctionnaires. Il compte sur leur zèle garanti par leur intérêt. « Voilà des gens que j'ai faits indépendants, dit-il, mais je saurai bien les empêcher d'être ingrats. » Ceux qu'il a faits grands dignitaires et rois doivent cesser d'être libres dans leurs pensées et dans leurs expressions qui ne peuvent être que le reflet des siennes. Cet aveu du comte Mollien explique et justifie les créations de 1806. Avec de tels moyens et la France éblouie jusqu'à les accepter sans reproches, Napoléon pouvait se croire en mesure de réaliser son rêve.

Ce rêve, ce n'était point, comme on l'a dit, une revanche totale, définitive sur l'Angleterre. Ce n'était pas davantage la domination du monde, ambition vague que son esprit précis et réaliste aurait désavouée. Au camp de Boulogne, aux premiers mouvements de la Grande Armée, à Austerlitz et

dans les négociations de Presbourg et de Schœnbrunn, quand il excite les Français contre l'Angleterre, les Habsbourg, la Russie, l'Empereur a son secret : développer ses conquêtes italiennes, acquises au service de la France, jusqu'à l'Adriatique occupée de la même manière, et toujours pour lui seul, se rapprocher de l'Orient que depuis son échec en Egypte et la prise de Malte, il ne peut plus atteindre par mer. Le voilà à Tarente, en Albanie : « En acquérant ces provinces, a-t-il dit un peu plus tard, l'Empereur a eu principalement pour but d'être à portée de protéger contre la Russie qui l'opprime la Turquie, le plus ancien de nos alliés. »

Les politiques de l'Europe ne s'y sont pas trompés. « Nous ferons tout pour éloigner les prétextes ou les raisons que Napoléon pourrait prendre d'attaquer directement ou indirectement l'Empire ottoman », disait l'envoyé autrichien à Pétersbourg, Merveldt (1806). L'envoyé de la Prusse à Vienne répétait le 15 février : « le traité de Presbourg est le germe d'une nouvelle guerre. » Alexandre I[er] signalait le voyage de l'Empereur en Italie comme la préface d'une action militaire en Dalmatie; il craignait qu'écoutant Talleyrand Napoléon ne gagnât l'Autriche, pour la dédommager, à ses projets de conquête. Les Habsbourg de leur côté redoutaient de voir les deux Empereurs se partager l'Orient, et que la Porte ne rouvrît aux Français les routes de l'Egypte. L'occupation de Raguse, le 27 mars 1806, les discours tenus par Bonaparte sur l'Albanie, l'envoi du général Sébastiani à Constantinople motivèrent ces inquiétudes et ces défiances réciproques des cours orientales.

Avant ces événements même, Metternich proposait à sa cour, trois semaines après avoir signé le traité de Presbourg, un plan politique uniquement destiné à limiter les entreprises françaises dans les Balkans. « Tirons une ligne, disait-il, du Weser au Tagliamento, fortifions en deçà par une triple ligne de forteresses, l'Elbe, la Bohême, l'Enns et la Carniole, puis l'Oder, la Silésie et la Save; laissons à la France totalement tout l'Occident; que l'Autriche, la Russie et la Prusse, unies étroitement en un seul tout, for-

ment, pour protéger l'Empire ottoman, une confédération de l'Orient. » Si Napoléon acceptait ce partage de l'Europe, c'était la paix durable. La guerre à outrance, s'il franchissait cette limite concédée, mais assignée à sa puissance. Le projet ressemblait à celui de Talleyrand, avec cette différence que l'Autriche préférait aux agrandissements proposés par la France et à la guerre en Orient la paix par une entente avec la Russie et la Prusse.

A la même époque, le ministère anglais effrayé inclinait à une solution semblable. W. Pitt disparaissait le 23 janvier 1806. Son dernier regard avait été pour la carte de l'Europe si profondément remaniée, et son dernier mot : « Dans dix ans, elle ne servira plus. » Peut-être songeait-il à désarmer. Ce fut, en tout cas, la première pensée de ses successeurs Grenville, Fox, Addington devenu lord Sidmouth, torys et whigs réunis dans une même œuvre décisive de pacification. « On avait fait à la France une loi de la conquête indéfinie. La guerre n'avait pas été inutile pour l'Angleterre : elle ne lui avait rien coûté et lui avait beaucoup rapporté. Le moment était venu de fixer ces profits avant que, poussé à de nouvelles conquêtes, Napoléon ne s'attaquât à l'Orient. » Ce fut dans cet esprit que, le 20 février 1806, Fox aborda la négociation et la fit suivre, le 26 mars, par un de ses amis retenu à Paris après la paix d'Amiens, lord Seymour. L'Angleterre demandait la restitution du Hanovre, le maintien de ses conquêtes coloniales, Malte et la Sicile, mais surtout dans l'intérêt de la paix future, le respect de l'Empire ottoman. « Il faut se presser, lui répondit Talleyrand, heureux de ces ouvertures. Beaucoup se prépare, mais rien n'est fait » (mai 1806).

La Russie avait d'abord été d'avis aussi de se presser : elle avait mis la main, par la trahison d'un général autrichien, sur Cattaro (mars 1806). Au mois de mai Alexandre Ier recevait, à Pétersbourg, une députation des Serbes révoltés contre les Turcs, depuis 1804, à l'appel de Kara Georges et leur promettait de l'argent et des armes; et c'était pour avoir un moyen de rester en contact avec les Monténégrins

qu'elle s'installait et restait à Cattaro, malgré les instances de l'Autriche menacée des colères de Napoléon, et de Fox préoccupé d'une agression qui portait la guerre sur le territoire turc. Puis, brusquement le tsar se ravisait : il envoyait à Paris un diplomate, d'Oubril, pour faire la paix avec Napoléon (mai 1806). C'était à qui parmi les puissances européennes désarmerait tour à tour devant l'Empereur. Chacune pressentait son intention secrète de tenter l'effort décisif qui lui donnerait l'Orient.

Pendant toute l'année 1806 Napoléon s'y prépara. L'entreprise était colossale, le rêve de Sieyès avec les éléments de succès que les victoires des Français depuis dix ans y avaient ajoutés. Il lui fallait les moyens de tenir en respect l'Angleterre et la Russie pendant que ses desseins s'accompliraient. Il voulait en charger l'Europe, à condition qu'elle lui fût docile. Au lendemain de la paix de Presbourg, la politique impériale entreprit cette tâche fiévreusement.

Pour resserrer la coalition maritime contre les Anglais, le 5 juin 1806, Napoléon installait son frère Louis sur le trône de Hollande. Le gouvernement républicain réduit depuis un an à la seule autorité d'un grand pensionnaire que la France avait désigné, Schimmelpenninck n'avait pas encore paru un allié assez docile ni assez sûr. « Le principe de l'élection laissait toujours possible l'éventualité d'une administration qui, aux mains d'un autre magistrat, se rangerait au parti de l'Angleterre. L'hérédité monarchique en faveur d'un prince de la famille impériale présentait de bien autres garanties. »

L'attribution à Murat du grand-duché de Berg, cédé par la Prusse à la paix de Schœnbrunn, avait le même objet : il s'agissait de fermer, d'une manière durable, la Basse Allemagne aux Anglais. Napoléon avait d'abord songé à charger le roi de Prusse de cette mission. Au traité du 15 décembre 1805 il substitua un autre traité, le 15 février 1806, pour obliger le cabinet de Berlin à interdire jusqu'à la paix au commerce et au pavillon britanniques les embou-

chures de l'Elbe, du Weser et tous les ports de la Baltique. En dépit de cette nouvelle concession, arrachée par la menace, la politique de la Prusse avait encore paru à l'empereur trop suspecte. Si l'on en croit les mémoires de Gentz, à qui Haugwitz fit alors ses confidences, Napoléon ne se trompait guère, en pensant que cet adversaire vaincu l'attendait à sa première défaite. Et, dès lors (21 avril 1806), le projet se forma dans son esprit de substituer à la Prusse un État allemand plus maniable, dont le noyau fût Berg, Clèves et la Hesse Darmstadt. En y joignant le Hanovre, plus tard Hambourg, Brême et Lubeck, on ruinait la maison de Hohenzollern, et l'on constituait à sa place, aux portes de la Hollande, une seconde forteresse contre l'Angleterre. La fidélité de la Prusse à ses engagements, qui, au mois d'avril 1806, l'entraînèrent à une guerre redoutable avec les Anglais, retarda cependant ce nouveau bouleversement. L'Empereur se croyait encore mieux assuré de l'Espagne : elle avait fait énergiquement la guerre aux Anglais. Toutes les positions maritimes de l'Italie enfin, depuis que Joseph était devenu roi de Naples, se trouvaient, sauf la Sicile, entre nos mains.

Contre la Russie, d'autre part, l'Empereur comptait sur les Allemands. La paix de Presbourg engageait les princes à son service, par les avantages qu'elle leur procurait. En faisant d'eux ses parents le lendemain, Napoléon voulut, en outre, s'assurer qu'ils ne seraient pas ingrats. Une négociation entamée depuis 1804 avec le roi de Bavière fit, le 14 janvier 1806, d'Eugène de Beauharnais le gendre de Maximilien-Joseph. Le prince héritier de Bade épousa Stéphanie de Beauharnais. Et, dès la fin de 1805, le mariage de Jérôme avec la fille du roi de Wurtemberg était une affaire décidée.

Cette politique de mariages fut la préface et le moyen de la dernière transformation que l'Empereur réservait à l'Allemagne, pour s'en faire un instrument maniable et solide. Désunis, les princes étaient inutiles et même dangereux. Il importait qu'ils formassent un tout résistant et

facile à gouverner. S'ils n'y consentaient pas, la France les menaçait de les sacrifier à la Bavière que Napoléon avait désignée pour constituer cette unité indispensable, depuis la frontière d'Autriche jusqu'à celle de la France. L'un d'entre eux prit les devants, Dahlberg, l'ancien archevêque de Mayence, que son dévouement à la France avait épargné dans les sécularisations et fait transférer à Ratisbonne. Au nom du patriotisme allemand, il détermina les princes à former une *Confédération du Rhin* sous la présidence de Napoléon qui fit de lui son chancelier. Il les convainquit par d'autres arguments, le maintien et l'extension de leurs souverainetés accrues de ce qu'il y avait encore de domaines immédiats disponibles : terres des Furstenberg, des Schwarzenberg, des Hohenlohe. Le 1er août 1806, les rois de Bavière, de Wurtemberg, les grands-ducs de Bade, de Berg, les princes de Nassau, de Hohenzollern, le landgrave de Hesse-Darmstadt déclarèrent se séparer de l'Empire, pour détruire ce qui en restait encore et se partager définitivement l'Allemagne (art. 8). Ils convenaient, en outre, de former entre eux et avec l'Empire français une alliance qui obligeait les contractants à se soutenir d'une armée de 150 000 hommes dans toute guerre continentale (art. 12 et 35). C'était là surtout ce que Napoléon exigeait d'eux, comme prix de leur puissance consacrée, agrandie : leur concours ferme, immédiat pour couvrir l'Europe centrale le jour où les armées d'Alexandre y reparaîtraient.

La Prusse n'était pas moins engagée que la Confédération du Rhin avec la France contre la Russie. Le traité qu'elle avait accepté ou subi le 15 février 1806, comme celui de Schœnbrunn, contenait la promesse formelle donnée à Napoléon de l'aider à maintenir l'*intégrité de l'Empire ottoman*. Cette promesse n'était-elle pas une preuve encore plus éclatante des desseins que formait l'Empereur des Français à la fin de 1805. Quel intérêt la Prusse pouvait-elle avoir à défendre les Turcs, au risque de se brouiller avec la Russie! Il s'agissait moins d'ailleurs de protéger les domaines du Sultan que d'en régler le sort. Dans le cas

où le règlement devrait aboutir à une guerre, Napoléon avait voulu s'assurer le concours des Prussiens contre l'Angleterre à la fois et contre le tsar. Il l'avait payé de la cession du Hanovre: il escomptait le bénéfice de cette avance dans la liquidation prochaine de l'empire turc.

Talleyrand, initié aux secrets de l'Empereur, avait donc bien raison de dire qu'au mois de mai 1806 la question d'Orient n'était pas encore ouverte, mais ne tarderait pas à l'être. Depuis la rupture de la paix d'Amiens, au milieu de la guerre déclarée à l'Angleterre, des défaites de l'Allemagne et des Russes, par la ruine de l'empire germanique, l'occupation de l'Adriatique, les négociations avec l'Europe, c'était invinciblement le but où tendaient les ambitions de Napoléon. Dans le secret des chancelleries européennes, entre ministres des cours hostiles ou alliées à la France, à Londres, à Berlin, à Vienne, à Pétersbourg, on devinait aisément l'affaire décisive auquel l'Empereur préparait les Français, sans les avertir. On en calculait l'étendue et les chances.

Pour la première fois, au début de 1806, date capitale dans l'histoire du dix-neuvième siècle, l'Europe tout entière s'est vue placée, par les ambitions de Napoléon, en face du problème redoutable qui pèse sur toute son histoire depuis. Les peuples ne l'ont pas vu aussi nettement. Mais les ministres et les souverains, après avoir pratiqué pendant trente ans la politique des partages et encouragé la France à la pratiquer avec eux, se sont trouvés, en 1806, à la veille d'un partage qu'ils ne pouvaient considérer sans terreur, celui du monde ottoman : tant il excitait de convoitises rivales et supposait de difficultés et de risques! C'est à qui d'entre eux parlera déjà de l'*intégrité de l'Empire ottoman*, dont ils sont prêts à se disputer la moindre parcelle. Langage et sentiments qui sont demeurés ceux des puissances européennes en tout ce siècle.

Alors, comme aujourd'hui, avant de s'engager dans cette redoutable aventure, les adversaires se surveillent, marchandent et négocient. Le risque est si gros, comme l'enjeu,

qu'au besoin ils abandonneraient la partie, s'ils étaient assurés de la retraite des autres. C'est là le secret des pourparlers engagés au mois de mai 1806 par les successeurs de Pitt avec Napoléon. Par là s'explique aussi le désir de Talleyrand de les voir aboutir. Napoléon eût garanti à l'Angleterre l'intégrité de l'Empire ottoman, et rendu le Hanovre, quoiqu'il l'eût formellement livré à la Prusse, renoncé enfin à la Sicile et à Malte. Mais il demandait en échange aux ministres anglais l'abandon de l'alliance russe, afin de n'avoir plus en face de lui qu'un adversaire. C'était le prix du marché. L'Angleterre s'y refusa d'abord. Peut-être l'eût-elle accordé si, dans l'intervalle d'un voyage que fit au début de juin à Londres le négociateur anglais Yarmouth, Napoléon n'avait pris tout d'un coup un autre parti.

Inquiet de la négociation qui s'ébauchait entre Londres et Paris, le tsar résolument offrit, à la fin de mai, à Napoléon ce qu'il souhaitait, une paix séparée bonne à diviser et à réduire ses ennemis. Lorsque son agent d'Oubril arriva à Paris (15 mai 1806), ce fut aux politiques de Vienne, de Londres à trembler à leur tour. Ils virent l'entente prochaine entre les deux empereurs et ses conséquences, Constantinople au tsar, la Méditerranée aux Français. Ils redoutèrent d'autant plus cette éventualité que l'envoyé russe affecta de se cacher des Anglais pour traiter.

Cependant cette paix que, le 20 juillet 1806, d'Oubril signa avec Napoléon, proclamait l'indépendance de l'empire ottoman : comme preuves de leurs intentions pacifiques, la France abandonnait Raguse, les Russes Cattaro. Il semblait que la Turquie fût un domaine auquel ils se défendaient de toucher, peut-être avec le désir secret de n'y toucher qu'ensemble. En tout cas, Napoléon devait trouver meilleur un traité qui ne l'obligeait plus à restituer le Hanovre et lui procurait la Sicile. Le seul sacrifice exigé par les Russes se ferait aux dépens de l'Espagne forcée d'indemniser par la cession des Baléares les Bourbons de Naples de la perte totale de leur royaume. Et quel profit pour Napoléon d'avoir brisé l'alliance des Russes et des

Anglais, formée par ses entreprises orientales, au temps de l'expédition d'Egypte et toujours depuis reformée pour les entraver! « Napoléon et sa race vont-ils partager l'Europe avec la Russie? » écrivait alors, le 9 août, dans son journal un Allemand frappé des avantages qu'à cette époque l'Empereur des Français venait de réaliser par la diplomatie et par la guerre. « L'empire d'Allemagne est partagé comme la Pologne, » disait l'un. « Il va falloir s'occuper de la ruine prochaine de la Turquie, disait l'autre, le 26 août, et des sûretés que l'Autriche doit prendre, en cas de partage, dans les Balkans. »

Cette double négociation de Napoléon, à la veille de l'épreuve décisive que toute l'Europe attendait de son ambition, met en pleine lumière la portée de ses desseins, et les calculs de sa politique. Elle le montre, non pas, comme on le représente d'ordinaire, épris d'un rêve démesuré de puissance et de domination, vague et sans objet, mais comme un joueur préoccupé sans relâche de gagner, avec tous les atouts dans les mains, une partie dont l'enjeu déterminé le tente, et l'a toujours tenté. Elle nous révèle en outre, à l'apogée de son pouvoir, la première cause de ses déceptions et de sa ruine. Le parti qu'il a pris, en juillet 1806, de traiter avec la Russie plutôt qu'avec l'Angleterre a été funeste à ses propres desseins, aux intérêts de la France entraînée dans une guerre qui ne la servait point. Son génie, pour la première fois aux prises avec la diplomatie d'Alexandre Ier, n'en a pas deviné les détours et les mensonges, ce qu'un historien appelle avec indulgence « la subtile finesse », et ce que Caulaincourt, plus sévère et plus juste, qualifiait de « *dissimulation souveraine* ».

Si Alexandre Ier parut au mois de mai 1806 se rapprocher de Napoléon au point d'inquiéter toute l'Europe, ce fut faute de mieux et à regret. Depuis deux ans son conseiller Czartoriski l'y engageait sans être écouté. Il lui montrait les avantages d'une conquête de la Moldavie et de la Valachie, de la réunion sous le sceptre russe des Grecs et des Slaves des Balkans. « Ces projets, ajoutait-il, ont été constamment

repoussés par votre Majesté, et de manière à ne pas laisser le moindre espoir qu'ils vous plairaient jamais. » Ils ne pouvaient, en effet, se réaliser que par un partage de l'Europe avec Napoléon. Alexandre eût préféré dépouiller les Turcs sans compter avec lui. Mais la diplomatie de l'Empereur en l'isolant de plus en plus, de la Prusse d'abord, de l'Angleterre même, lui rendait la résistance difficile et même dangereuse.

Dès le mois de mars 1806, quand il connut les engagements pris par le roi de Prusse de soutenir la politique orientale de Napoléon, le tsar avait mis tout en œuvre à Berlin pour les faire rompre. Il employa les bons offices du duc de Brunswick, qui de Pétersbourg essaya de convaincre Frédéric-Guillaume III par l'intermédiaire d'Hardenberg, disgracié le 8 avril sur l'ordre de Napoléon. Le tsar insistait pour que le roi de Prusse effaçât du traité du 15 février la clause relative à l'intégrité de l'Empire ottoman. Ses exhortations, ses menaces se heurtèrent pendant deux mois aux hésitations de la Prusse, à la crainte qu'elle avait de perdre, en violant le contrat passé avec Napoléon, le prix du marché, le Hanovre.

C'est alors qu'Alexandre, lassé de cette résistance, effrayé des pourparlers que l'Angleterre avait engagés à Paris, se décida à négocier à son tour avec l'Empereur des Français pour prendre ses sûretés. La mission de d'Oubril n'avait pas pour objet un traité immédiat, une paix qui brouillerait à jamais la Russie et ses alliés. C'était une mission d'observation et d'attente. A peine d'Oubril était-il arrivé à Paris que Napoléon, trompé par ces avances, s'éloignait de l'Angleterre : au même moment, le 1er juillet la Prusse l'abandonnait pour se rapprocher de la Russie. Le 20 juillet, d'Oubril signait, il est vrai, avec Napoléon un traité de paix, mais il avouait avoir dépassé ses instructions. Et son maître restait libre de le démentir.

Le traité secret du 1er juillet 1806 entre les deux cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg était un grand succès pour la diplomatie russe. Le roi de Prusse s'engageait « à ne

faire jamais la guerre au tsar, au cas où celui-ci armerait pour protéger la Turquie contre la France, ou pour la forcer à exécuter ses conventions avec la Russie, et même à ne pas l'attaquer. » Quelle que fût en un mot la politique orientale d'Alexandre Ier, les Prussiens lui donnaient carte blanche. Et qu'obtenaient-ils en échange, et comme prix de cette trahison, ni le Hanovre, qu'ils demandaient, ni la Poméranie suédoise qu'ils convoitaient. Le tsar, pour rien, obtenait leur neutralité. On conçoit qu'au lendemain d'un pareil marché Alexandre ne fût plus disposé à en conclure un autre, certainement plus onéreux avec Napoléon. Assuré de la paix sur la Vistule, et de la rupture désormais inévitable des Anglais avec la France, il n'éprouvait plus le besoin de lui abandonner dans les Balkans une part qui pouvait lui revenir. Il désavoua d'Oubril, qu'il avait choisi à dessein parmi les hommes nouveaux et obscurs de sa cour pour se réserver avec lui plus de liberté. Cette négociation d'un mois à laquelle Napoléon s'était laissé prendre lui fit tort : elle fut pour son rival un coup de partie.

Sur la route de l'Orient, l'Empereur des Français retrouvait unies la Russie et l'Angleterre qu'il avait cru diviser. Et les pourparlers qu'il avait engagés avec chacune séparément, exploités par ses adversaires, le privaient au mois d'août des alliés qu'il se croyait assurés.

Le 2 août, l'ambassadeur de Prusse à Paris, Lucchesini, informait son roi que dans un dîner le plénipotentiaire anglais Yarmouth lui avait fait une confidence décisive : l'offre de Napoléon de rendre à l'Angleterre, pour prix de son désarmement, le Hanovre cédé à la Prusse. Comme au même moment l'Empereur travaillait à faire entrer la Saxe et la Hesse dans la Confédération du Rhin, Frédéric-Guillaume III se vit cerné, dépouillé, réduit à rien. Cette confidence calculée des Anglais, les démarches des Français en Allemagne réveillèrent à Berlin le patriotisme chez les ministres les plus dociles jusque-là à la France, comme Haugwitz, parmi la noblesse surtout, et dans l'armée. Le 9 août, le roi de Prusse mobilisait ses troupes sur les frontières.

A la même époque sincèrement Napoléon se préparait à rappeler les siennes d'Allemagne (13 août). Les deux ordres s'étaient croisés. C'était la preuve même des intentions pacifiques de l'Empereur à l'égard de la Prusse. Il en renouvela l'assurance, le 26 août, à Berthier : « Mon intention est de faire rentrer effectivement mes troupes en France. » Il ne lança de contre-ordre qu'à la fin du mois, en apprenant qu'Alexandre Ier désavouait le traité du 20 juillet 1806. Il démêla cette fois le jeu de la Russie : elle avait débauché la Prusse en secret et détruit l'ouvrage de toute une année. La Grande Armée fut aussitôt reformée; Frédéric-Guillaume III dès le 7 septembre sommé de désarmer. Le 25 septembre 1806 Napoléon partait pour Mayence. Le même jour, le roi de Prusse emmenait la reine à l'avant-garde de ses troupes que Blucher conduisait à Cassel et en Thuringe.

Simultanément, à l'autre extrémité de l'Europe, le roi d'Espagne, Charles IV, depuis dix ans l'allié fidèle de la France, docile jusqu'au sacrifice, annonce à son peuple une prise d'armes prochaine, une levée d'hommes extraordinaire. Il ne dit pas contre qui sont destinés ces armements subits, contre le Portugal, l'Angleterre, maîtresse de Gibraltar, ou Napoléon lui-même. Mais nos agents ont remarqué l'arrivée à Lisbonne d'un envoyé russe, M. de Strogonoff, venu pour se concerter mystérieusement avec l'envoyé de Prusse et le premier ministre, le Prince de la Paix. Nul doute que la Russie n'ait fait connaître au roi d'Espagne et à Godoy le prix dont Napoléon voulait payer son désarmement : les Baléares destinées à servir d'indemnité aux Bourbons de Naples. Cette clause a été inscrite dans les articles secrets du traité du 20 juillet. Ainsi ce que la France a réservé à l'Espagne, après lui avoir pris la Louisiane en 1801, cent millions de subsides, ses flottes, et le moyen de défendre Buenos-Ayres occupé à cette époque par les Anglais, c'est en 1806, sans aucun prétexte, le démembrement même de la monarchie, alors que la France, son alliée, s'est elle-même par la guerre démesurément agrandie

et enrichie. Si bas que soient tombés les Bourbons d'Espagne, humiliés, dépouillés, livrés à leur favori qui les perd, l'excès de la trahison les porte à la révolte. Les Russes et les Anglais la leur conseillent. Une guerre contre Napoléon, moins périlleuse avec de tels appuis, au moment où la Prusse se lève contre lui, offre à l'Espagne de meilleures chances qu'une fidélité payée de sacrifices successifs et de perpétuelles trahisons. Le 5 octobre le Prince de la Paix a fait le pas décisif. Il appelle les Espagnols aux armes, pour la défense de leurs privilèges et de ceux de la couronne, sans leur dire encore, par une dernière précaution, qui les menace, et quel est l'ennemi désigné à leur patriotisme. Mais Napoléon ne s'y est pas trompé. Le lendemain de la bataille d'Iéna, il trouvait dans la correspondance de l'envoyé de Prusse à Madrid, tombée entre ses mains, la preuve de la complicité de l'Espagne avec ses ennemis. Il était averti de sa révolte, déterminé à la châtier.

Ainsi, en négociant avec l'Angleterre au mois de mai, l'Empereur lui avait fourni l'arme essentielle du complot où elle entraîna la Prusse contre lui. En traitant avec les Russes, il leur avait procuré les moyens de détourner de lui la cour de Madrid. Tout son avenir était en germe dans cette double faute, le jour où, séduit par la diplomatie russe, il abandonna les pourparlers avec l'Angleterre, susceptibles d'une paix avantageuse, pour essayer une entente avec Alexandre Ier. Quand il vit la coalition formée, par un dernier effort et le sacrifice de nos comptoirs de l'Inde, il essaya, le 18 septembre, de désarmer encore les Anglais. Mais alors ils exigèrent de l'Empereur la Dalmatie et la Sicile, tout le fruit de la paix de Presbourg, l'abandon de ses projets sur les Balkans. Napoléon ne négocia plus, espérant que la guerre réparerait les erreurs de sa diplomatie, et forcerait les Russes ainsi que les Anglais à laisser les voies libres à son ambition. Il ne lui restait plus qu'à essayer de séduire l'Autriche et de lui faire sa part : il lui offrit, pour prix de sa neutralité, une entente *sur la base de la conservation et de la garantie de l'Empire*

ottoman (20 septembre 1806). L'Autriche n'était pas en état de courir seule le risque d'un partage de l'Orient avec Napoléon : elle refusa de prendre parti.

Le 5 mars 1806, l'Empereur chargeait son ministre Champagny de tenir au Corps législatif le discours suivant : « Ce ne sont plus des conquêtes qu'il médite. Il a épuisé la gloire militaire. Il n'ambitionne plus ces lauriers sanglants qu'on l'a forcé de cueillir. Perfectionner l'administration, en faire pour son peuple la source d'un bonheur durable, mériter les bénédictions de la génération présente et celle de la génération future, telle est la gloire qu'il ambitionne. » Il y avait dans cette déclaration autant de franchise que de calcul. Il n'y a pas de doute que Napoléon ne souhaitait pas, en 1806, une nouvelle guerre : il fut réellement surpris par les armements de la Prusse et de l'Espagne. « Je n'ai aucun intérêt, disait-il encore le 12 septembre à Talleyrand, à troubler la paix du continent. L'Autriche est impuissante. Beaucoup de haines et de rivalités séparent la Prusse et la Russie. Les blessures d'Austerlitz saignent toujours. La Russie fera peut-être des sacrifices pour attaquer la Turquie. L'idée que la Prusse peut s'engager seule contre moi est si ridicule qu'elle ne mérite pas d'être discutée. »

Que l'Empereur des Français ne voulût pas la guerre n'était pas une preuve qu'il eût renoncé aux conquêtes. Sur ce second point, ses déclarations n'étaient pas sincères. Elles étaient contredites, à l'instant même, par l'établissement de Joseph à Naples, de Louis en Hollande, par l'occupation de Raguse et la proclamation de la Confédération du Rhin. Napoléon méditait en 1806 des projets de conquête qu'il n'avouait pas à la France, redoutant qu'elle ne les désavouât. Son langage pacifique, démenti par ses actes, trahissait sa crainte de ne pouvoir associer les Français à ses entreprises, s'il les leur révélait. En cet état, il eût préféré les réaliser par la paix que par la guerre. Une convention heureuse avec la Russie, à qui il proposa la Pologne en échange de l'Orient, lui semblait meilleure qu'une entente avec l'Angleterre toujours résolut

à le lui interdire, qu'une guerre ouverte pour l'arracher à l'Europe coalisée. Si son génie vint se prendre aux pièges de la diplomatie russe, s'il se vit contraint par elle à une guerre qu'il voulait éviter, amené à se battre non pour l'Orient, mais contre la Prusse et l'Espagne, ce fut, on n'en peut douter, pour avoir voulu, au lieu de suivre son chemin, en cacher l'objet aux Français. Si maître qu'il fût, l'opinion publique, contraire à ses desseins secrets, l'obligeait à des détours où il commençait de s'égarer. La lutte contre la Prusse, les hostilités prochaines contre l'Espagne étaient autant de retards pour son ambition, de peine perdue pour les Français dont quelques-uns pour la première fois se prirent à douter et à médire de l'Empereur.

BIBLIOGRAPHIE

Lefebvre. *Histoire des cabinets de l'Europe*, tomes II et III.
Thiers. *Histoire du Consulat et de l'Empire*, tomes V et VI.
Lanfrey. *Napoléon Ier*, tome III.
Wertheimer. *Geschichte Oesterreichs im ersten Jahrzehnt des 19 ten Jahrhund.*, tome I. Leipzig, 1884.
Bernhardi. *Geschichte Russlands*, tome II.
Wertheimer. *Erzherzog Karl als President der Hofkriegsrathes*, 1801-1805. (Archiv. für œsterreichische Geschichte, 1885.)
Beer. *Zehn Jahre œsterreichischer Politik*, 1801-1805. Leipzig, 1877.
Schönhals. *Der Krieg* 1805 *in Deutschland*. Vienne, 1874.
Honcken. *Œsterreich und Preussen im Befreiunnskrieg*, 1879, t. II.
Cobbett. *Parliamentary Debates*, vol. VI. London, 1806.
Stanhope. *Life of Pitt* (traduct. Guizot), tome II.
F. Noack. *Hardenberg und das geheime Cabinet Friedrich Wilhelms III*. Giessen, 1881.
Ranke. *Hardenberg und die Geschichte des preussischen Staates.*
Max Duncker. *Graf Haugwitz und Freiherr von Hardenberg.* (Abhandlungen an der neueren Geschichte.)

Documents :

Napoléon, *Correspondance*, tome VII à XI. — Talleyrand, *Lettres à Napoléon* (édit. Bertrand). — Martens, *Recueil des traités conclus par la Russie*, tome VI (1883). — Garden, *Histoire des traités de paix*, tome IX. — Ranke, *Denkwürdigkeiten des Staatskanzlers Hardenberg*, 1877 (II à V). — Metternich, *Mémoires*, tome Ier. — Bailleu, *Preussen und Frankreich*, tome II (*dépêches de Lucchesini*). — De Mazade, *Mémoires et correspondance du prince Adam Czartoriski avec Alexandre Ier*, 1887, tome Ier. — Tatischeff, *Alexandre Ier et Napoléon*. Paris, 1892. — Davout, *Correspondance*, 4 vol., 1885. — Michailowski Danilevski. *La campagne de* 1805, Paris, 1846. — Bernhardi, *Denkwürdigkeiten der Generals Toll*. Leipzig, 1865. — Jackson, *Diaries and Letters*. London, 1872.

XI

LA CONQUÊTE DE L'ALLEMAGNE

ET DE LA PRUSSE (1807)

LA PAIX DE TILSITT

« Je suis innocent, disait Napoléon à ses ministres, à la veille de la campagne de Prusse, de cette guerre. Je ne l'ai provoquée en rien. Elle n'est point entrée dans mes calculs. » Longtemps il avait cru en effet que la Prusse n'oserait pas l'attaquer. Il avait raillé ses armements d'abord; puis il réfléchit que pour déterminer Frédéric-Guillaume III à cette audace, il fallait l'appui secret d'un allié puissant. Sans connaître les promesses et les séductions d'Alexandre Ier, il devina le traité du 1er juillet 1806 et prit ses mesures comme s'il le connaissait. L'armée prussienne était à peine réunie pour le surprendre, sous le commandement de Brunswick, autour d'Erfurt, de Gotha, d'Iéna, que le 5 octobre les troupes impériales étaient groupées au pied du Fichtelgebirge. Le plan de Napoléon se dessinait, identique à celui qui lui avait livré en 1805 l'Allemagne du Sud. Tourner l'ennemi par la Saxe, tandis qu'il nous attendait en Thuringe, l'écraser dans sa surprise, et tenir, avant l'arrivée des Russes, toute l'Allemagne du Nord, tel était le programme de cette attaque imprévue, préparé en un mois, en un mois à peine réalisé.

Le mouvement commença le 8 octobre 1806 de Hoff;

le 12, Napoléon était à Géra, et menaçait Dresde. Demeuré à Weimar, le duc de Brunswick se vit, trop tard, coupé de l'Elbe, de la Prusse peut-être. Pris de peur, il partagea son armée en deux corps, l'un chargé d'atteindre l'Elbe par Auerstædt, l'autre de couvrir cette retraite à Iéna. Il fut attaqué sur les deux points à la fois, en mauvaise posture pour se défendre. « L'ennemi est tourné comme Mack à Ulm, » s'écriait Napoléon le matin du 14 octobre. Le soir Hohenlohe était défait à Iéna. Le même jour, Brunswick, le roi, les meilleures troupes prussiennes étaient vaincus à Auerstædt. Moins de dix jours après cette double défaite, l'avant-garde de la Grande Armée arrivait à Wittenberg, à Dessau, à deux journées de Berlin. Les débris de l'armée prussienne inutilement massés autour de Magdebourg ne pouvaient plus disputer au vainqueur les routes de la capitale. Le 24 octobre, Napoléon était à Postdam; il entrait à Berlin en triomphateur.

Ces succès éclatants devaient flatter l'amour-propre des Français. La nation commençait cependant à en sentir le poids, et à le trouver lourd. De plus, elle n'en comprenait plus l'utilité. Pénétrée de la tradition française des derniers siècles, que la Révolution avait remise en honneur, les Français regardaient la Prusse comme leur alliée naturelle. Le combat avait été si précipité, la victoire si rapide que l'Empereur avait pris à peine le temps de s'expliquer. On l'attaquait : il courait se défendre. Il avait vaincu. L'heure des explications nécessaires avait sonné. Le décret d'Iéna (16 octobre 1806) apprit à la France que son maître venait de remporter une victoire sur l'Angleterre. « Je n'ai pas le droit, écrivait-il à son envoyé de Vienne, de verser le sang de mes peuples sous de vains prétextes » (3 octobre). Dix jours après il avait trouvé le prétexte : en frappant de contributions l'Allemagne du Nord, il avait eu soin de spécifier que les *marchandises anglaises* saisies dans les ports allemands appartiendraient à l'armée. Le 10 novembre il annonça, dans un bulletin officiel, que l'armée française ne quitterait Berlin que le jour où les colonies espagnoles et françaises

seraient rendues. « J'ai besoin, écrit-il à un ambassadeur, de tourner mes efforts du côté de la marine. » Et le 21 novembre 1806, le décret de Berlin inaugurait le régime du *Blocus continental*.

Les côtes des îles Britanniques étaient mises en état de blocus, tout commerce, tout échange postal avec elles interdits. Les sujets britanniques se trouvant sur les territoires occupés par les troupes de l'Empereur ou de ses alliés devenaient prisonniers de guerre. Tout magasin, toute marchandise leur appartenant seraient confisqués, et le produit des confiscations destiné à indemniser les commerçants des pertes que leur causaient les croisières anglaises. Deux tribunaux de prises allaient être installés à Paris, à Milan. Notification serait faite aux rois d'Espagne, de Naples, de Hollande et d'Etrurie, à tous les autres alliés dont les sujets comme ceux de l'Empereur souffraient de l'injustice et de la barbarie anglaises.

Ce décret devait avoir pour l'Angleterre des conséquences funestes. Il annonçait une guerre d'un nouveau genre, très redoutable. Mais Napoléon comptait sur son effet moral, surtout. Il espérait, en le lançant de Berlin, donner aux opérations militaires qu'il venait d'achever ou méditait encore un caractère d'utilité, à ses conquêtes un objet national. S'il avait l'air de sacrifier la France à la gloire de vaincre l'une après l'autre les plus vieilles monarchies d'Europe, il la payait aussitôt de ses peines en faisant servir l'Europe à la ruine de l'Angleterre. Il réveillait au bon moment chez les Français leur haine contre l'ennemie traditionnelle. Il l'exploitait pour justifier la défaite de la Prusse et le nouvel effort qu'il allait demander à ses armées, à ses sujets.

En 1806, pour la seconde fois, Napoléon, après Iéna, comme après Austerlitz, et de plus près encore, touche, selon l'expression de son plus récent biographe, l'Europe orientale de son épée. L'heure est venue, cette fois peut-être, d'en régler le sort au gré de son ambition.

En face de ce grand problème, la diplomatie de l'Empe-

reur continue à déployer toutes ses ressources. Le 9 décembre 1806, Talleyrand est autorisé à offrir à l'Autriche une entente sur le règlement de la question d'Orient : un nouvel ambassadeur, le général Andréossy, se rend à Vienne pour l'établir. — D'autre part, au milieu du mois de novembre, Napoléon, maître de toute la Prusse, depuis la Baltique jusqu'à la Vistule, Blucher et Hohenlohe ayant successivement capitulé, offrit à Frédéric-Guillaume, réfugié avec la reine à Graudentz, la paix s'il voulait promettre de chasser les Russes de la Vistule. C'était toujours les mêmes exigences qui avaient provoqué la guerre, l'obligation de rompre avec Alexandre et d'aider Napoléon à lui disputer l'Orient. Sur le refus que formula Frédéric-Guillaume le 21 novembre à Osterode malgré ses ministres, l'Empereur réalisa sans délai le plan qu'il méditait depuis le début de l'année : en démembrant la Prusse, reconstituer la Pologne et faire de cette grande victime vengée le pivot de ses entreprises dans le Nord contre la Russie. « Toute la Pologne va se lever, » écrivait-il de Berlin le 12 novembre 1806. Il y envoyait le 13 novembre Davout pour s'entendre avec Dombrowski. Le 24 novembre, il transportait à Posen son quartier général. Et de toutes parts, à son approche, les nobles Polonais accouraient et se soulevaient (1er décembre).

Pour faire accepter à l'Autriche la révolte prochaine de ses sujets galiciens, Napoléon lui proposa son alliance encore avec une indemnité en Silésie, une part des dépouilles de la Prusse réduite ainsi à presque rien. On a la preuve que, dans sa toute-puissance et avec la volonté de se créer une alliance sûre contre les Russes, Napoléon conçut même un instant l'idée de détruire les Hohenzollern et leur royaume tout à fait : « Il lui fallait entre le Rhin et la Vistule une puissance inséparablement unie d'intérêts avec l'Empire ottoman qui contribuât dans le Nord à sa défense, pendant que la France irait l'embrasser au sein même des provinces ottomanes. » Un instant il parut que Napoléon comptait sur la Saxe, dont l'électeur, de sa main, devint

roi pour jouer ce rôle. L'Empereur hésitait cependant encore à rayer, comme il y songea, la Prusse de la carte. Jusqu'au dernier moment, il attendit de Vienne et de la cour de Prusse une résolution favorable à ses desseins.

Il obtint du sultan au moins qu'il se déclarât contre les Russes. Depuis le mois d'août, Sébastiani avait réussi à exciter les Turcs : par son initiative, le Divan annulait le traité de Kaïnardji et déclarait aboli le protectorat des tsars sur les principautés danubiennes. Un instant, l'entrée d'un corps d'armée russe dans ces provinces fit hésiter Sélim III. Mais de Berlin, le 11 novembre, Napoléon lui écrivit une lettre qui vint au bon moment seconder les conseils de Sébastiani, et décider les Turcs. « Le destin m'a choisi pour sauver l'Empire turc. » Sélim le crut, et la guerre commença sur le Danube immédiatement.

Plus loin encore, jusque dans le Caucase, la France cherchait des ennemis à Alexandre Ier. Elle s'alliait au prince des Abazes, Kizil Beg, toujours sous prétexte de couvrir sur la mer Noire les frontières de l'Empire ottoman. Bientôt Talleyrand devait envoyer une ambassade au shah de Perse, et en recevoir une qui allait préparer une alliance plus importante encore. « L'Empire de Russie est attaqué de tous côtés » (31 décembre 1806). Toute cette diplomatie qui se déploie en quelques jours avec une activité fiévreuse de la Baltique à la Caspienne, à Varsovie, à Vienne, sur le Danube, à Constantinople, et jusqu'en Perse, n'est pas, comme on l'a dit, dans la pensée de l'Empereur, une arme politique forgée contre la Russie qu'il attaque, et pour ce combat seulement. C'est depuis la paix de Presbourg, la suite des efforts dépensés par son génie, au milieu desquels la guerre avec la Prusse ne fut qu'un épisode, pour obliger l'Europe et la Russie à lui ouvrir l'Orient. Devant leur résistance, Napoléon fait appel aux puissances orientales elles-mêmes, à la fin de 1806. Chaque année, chaque victoire nouvelles l'engagent davantage à la poursuite des desseins secrets dont la portée échappa aux Français et depuis aux historiens.

Cependant, à cette époque, au début de 1807, l'Empereur éprouva le besoin de préparer l'opinion publique et la France à l'effort décisif qu'il comptait leur demander. La guerre avait commencé contre les Russes, au delà de la Vistule. Un premier engagement, le 26 décembre 1806, entre Lannes et Bennigsen, était demeuré indécis. Le plus grave surtout fut que d'un coup préparé comme à Ulm et Iéna Napoléon n'avait pas réussi à envelopper l'armée russe. Il se trouvait en présence de généraux avisés et prudents, d'une armée habituée à un climat qui décourageait ses troupes. En vain, pour entraîner ses soldats, faisait-il valoir que cette rude campagne encore c'était la revanche sur l'Anglais, l'ennemi national : « Nous avons conquis sur l'Oder Pondichéry, nos établissements de l'Inde, le cap de Bonne-Espérance : qui donne aux Russes le droit de renverser de si justes desseins? » Dans les marais de Pultusk, qu'importaient à la Garde elle-même, dont il entendit les murmures et blâma les faiblesses, Pondichéry et le cap de Bonne-Espérance? Et l'écho des plaintes de l'armée venait si bien à Paris que Napoléon, le 18 janvier, chargeait Fouché de les démentir.

Le 17 février 1807, le Sénat était convoqué pour recevoir communication d'un message de l'Empereur daté de Varsovie et d'un rapport de Talleyrand. Pour la première fois, le maître s'expliquait sur ses projets et parlait aux Français de l'urgence de la question d'Orient : « Qui pourrait, dit-il, calculer la durée des guerres, le nombre des campagnes qu'il faudrait faire un jour pour réparer les malheurs qui résulteraient de la perte de l'Empire de Constantinople? » — « C'est pour sauver cet empire, pour le rétablir dans son intégrité et son indépendance, ajoutait Talleyrand, que la France verse aujourd'hui son sang, combat à trois cents lieues de ses frontières. » Après avoir entraîné la nation par la haine de l'Angleterre, par la gloire d'avoir conquis ses frontières naturelles et l'Empire des Habsbourg, Napoléon, sur la Vistule, propose à son patriotisme un nouvel objet, le maintien de l'Empire ottoman. Il le lui pré-

sente « comme le premier des intérêts » pour la conservation de son commerce du Midi, l'unique source de sa prospérité « et même pour la sécurité de ses frontières ». Les Russes à Constantinople, ce seraient bientôt « *ces fanatiques, ces barbares dans nos provinces* ».

Ce qui est plus curieux encore, c'est de voir Napoléon répandre dans la presse, toute à ses gages, ces idées nouvelles. Sur ses indications, le ministère des affaires étrangères dut faire passer dans les petits journaux des articles écrits par Talleyrand : « Il ne faut pas différer l'insertion d'un seul jour, afin de ne pas laisser prendre à l'opinion une autre direction. » Serait-ce que l'heure des aveux a sonné et qu'enfin l'Empereur va fournir aux Français le moyen de suivre et d'approuver sa politique orientale?

En réalité, s'il souhaite leur concours, il craint leurs critiques. Et son véritable objet est toujours de les dépister. Il les invite à le suivre en Orient, il leur parle des intérêts de leur commerce méditerranéen, de leur frontière menacée, de défense en somme, alors qu'il leur prépare les charges d'une redoutable conquête. L'intégrité de l'Empire ottoman n'est pas ce qu'il se propose en réalité. C'est une bonne formule pour couvrir à Paris et à Constantinople un programme ambitieux de partage de cet Empire. Voici l'aveu précieux de Talleyrand, confident du conquérant. « Suivez, écrivait-il à M. d'Hauterive, les directions que vous a données M. l'archichancelier. Je ne crois pas du reste que quelque chose puisse relever la puissance ottomane. Elle est à mon sens perdue. La question est de savoir quelle portion en aura la France dans le partage qui doit nécessairement être fait de nos jours. » Ce qu'il disait à Paris, Talleyrand et son maître le répétaient à Varsovie à M. de Vincent, envoyé par l'Autriche pour surveiller leurs desseins : « Les affaires de l'Empire ottoman sont le véritable nœud de la situation actuelle. Il faudrait un traité éventuel dont l'objet serait, s'il y a moyen de conserver l'Empire des Turcs, d'en garantir l'intégrité, ou de se concerter sur ce qu'il y aurait à faire de ces débris, s'il était prouvé qu'il

n'est pas plus possible de le conserver dans son entier que de réparer une glace brisée en un grand nombre de morceaux. » Et, tandis que le ministre tenait ce langage si contraire à ce qu'officiellement il annonçait aux Français, l'Empereur offrait à l'Autriche la Serbie, la Bosnie Depuis un an, sa pensée tendait invinciblement au même but, la conquête de l'Orient, avec ou sans alliés, malgré l'Angleterre, malgré la Russie. Les résistances, les obstacles ne le gênaient que par leur effet sur l'opinion et sur la France. En se justifiant, il avait soin de les égarer à sa suite. Il s'efforçait de présenter encore comme une œuvre nationale ce qui n'était que passion et calcul personnel.

La bataille d'Eylau l'y obligea plus encore. L'armée prenait ses quartiers d'hiver lorsqu'on apprit la marche subite de Bennigsen sur Thorn. Un instant, Napoléon espéra le prendre de flanc au milieu de ce mouvement. Bien renseigné, le général russe suspendit sa marche et offrit la bataille. Sous un ciel obscurci par la neige, les deux armées se heurtèrent presque sans se voir et sans lâcher pied durant douze heures de carnage (8 février 1807). « L'éloignement, écrivait Napoléon à Duroc le lendemain, rend mes pertes plus sensibles. » Il ressentait l'effet de ces rudes combats sur des troupes séparées de la patrie par une pareille distance, que le sentiment national ne soutenait plus. C'était comme une préface de la guerre de Russie et de la catastrophe finale.

Napoléon l'a-t-il deviné? En tout cas, de février à mars 1807, il envoie note sur note à Fouché, pour qu'il commande aux journaux de dire : « Il n'y a plus de troupes en Russie. » Il fait expulser de France Mme de Staël : « Cette femme est un vrai corbeau. Elle croyait la tempête déjà arrivée » (18 avril). Il s'obstine, mais il s'inquiète. L'Autriche n'a pas répondu à ses avances. Brusquement, le lendemain même d'Eylau, il se tourne encore vers la Prusse. Le 13 février, le général Bertrand fut envoyé à Frédéric-Guillaume, pour lui offrir une fois de plus la grâce du vainqueur, et même ses bienfaits : la permission

de rentrer dans sa capitale, « et la Pologne » à laquelle il n'attachait plus aucun prix, un royaume réorganisé et plus fort, s'il abandonnait et même combattait Alexandre. Effort perdu, Bertrand fut éconduit le 20 février 1807.

Dans le langage, dans les démarches de Napoléon, à cette date, on devine le trouble, une impatience inquiète. « Il avait, dit un témoin contemporain, la contenance d'un homme dont l'esprit était inquiété furieusement. » Au moins la Prusse lui répondait non catégoriquement. L'Autriche, qui eût pu le servir à défaut des Hohenzollern, par peur autant que par calcul, se réservait toujours et ne répondait pas. « Que veut-elle, je ne le sais. Veut-elle l'intégrité de l'Empire ottoman? J'y consens, ou bien un équivalent. Que veut-elle ? » A Pozzo di Borgo venu à Vienne de la part d'Alexandre pour l'enchaîner, comme à Andréossy qui le pressait de se déclarer, le ministre autrichien Stadion refusait tout engagement et toute promesse. Décidément les puissances allemandes s'opposaient à Napoléon, par leur alliance avec les Russes, ou simplement par leur neutralité. Il n'avait plus à compter sur leur complicité pour s'ouvrir les chemins de l'Orient.

Dès lors son dessein fut bien arrêté de les châtier. Puisqu'elles ne voulaient pas l'aider à refouler les Russes, « ces nouveaux Européens » dans leur Asie, il s'entendrait avec le tsar pour disposer avec lui de l'Europe à leurs dépens. « Je suis d'opinion qu'une alliance avec la Russie serait très avantageuse, » écrivait Napoléon le 14 mars 1807. Mais en la souhaitant il s'en défiait, au souvenir du traité négocié l'année précédente par d'Oubril, et déchiré aussitôt que conclu : « Y a-t-il quelque fond à faire sur cette cour? » Le 26 avril, Alexandre Ier vint à Memel resserrer son alliance avec la Prusse par la convention de Bartenstein. Il semblait plus que jamais décidé à la guerre. Napoléon cependant imagina qu'il se lasserait de faire seul les frais de la coalition. S'il avait pu entendre le langage que tenait à Vienne l'envoyé russe Pozzo di Borgo, son hypothèse serait devenue une certitude. « Si l'Autriche s'ob-

stinait à ne pas réunir ses armes à celles de Sa Majesté, et si Bonaparte offrait pour la paix des avantages proportionnés à ceux que Sa Majesté pouvait espérer d'obtenir par la guerre isolée du moment, la continuation de cette même guerre aurait cessé d'avoir un objet utile. » Cette déclaration était du 30 mars. Le 1er avril Napoléon s'occupait activement à relever le moral et le matériel de son armée. Le 4 avril, il appelait à l'armée les conscrits de 1808. Il annonçait aux Français un nouvel effort « pour avoir la paix ». Il l'attendait de la nouvelle campagne qu'il préparait avec une furieuse activité.

Au loin ses alliés lui restaient fidèles. L'ambassadeur anglais Arbuthnot, pour effrayer Sélim III, avait appelé devant Constantinople la flotte de l'amiral Dukworth (21 février 1807). Le général Sébastiani eut le mérite de rassurer le Sultan. Il lui apprit, sur-le-champ, à mettre sa capitale en état de défense, faisant instruire ses officiers, hérissant les côtes de batteries improvisées. Les Anglais sortirent en toute hâte des Dardanelles (3 mars). Cette résistance énergique était d'un bon augure pour la diversion que l'Empereur attendait des Turcs en Roumanie. Il félicita Sélim, lui offrit des armes, des munitions et des soldats, et l'engagea à entraîner le shah de Perse à la guerre. Il écrivait en même temps à ce souverain (3 avril), et bientôt, en mai, allait lui envoyer le général Gardane. — A l'autre extrémité de l'Europe, la diplomatie française avait préparé et obtenu une autre victoire : la Suède, entrée l'une des premières en 1805 dans la coalition, consentait à un armistice. Enfin, au centre même de ses opérations, Napoléon s'assurait de la Pologne. Il exaltait son patriotisme, flattait sa noblesse, lui donnait par des fêtes l'illusion d'être de nouveau une nation et une cour, affectait le mépris des Russes et l'éloge de Sobieski : il trouvait en échange sur la Vistule des ressources, des magasins et des soldats, à la veille d'une campagne décisive.

Cette campagne s'ouvrit par la prise de Dantzig qui fit de Lefebvre un duc (24 mai 1807) et de la Prusse isola

définitivement les Alliés. On prête à Bennigsen l'intention d'avoir voulu alors, évitant toute bataille, entraîner par un système de temporisation, qui réussit en 1812, les Français au fond de la Russie. « Il faudrait lasser Bonaparte. » Il ne le fit pas, soit qu'il fût pressé par Frédéric-Guillaume de débloquer Kœnigsberg, sa capitale, très menacée, soit qu'Alexandre Ier eût formé le projet de rallier autour de lui par une victoire les puissances hésitantes. Il s'imagina surprendre Ney le 5 juin, à Guttstadt, n'y réussit pas, et se vit poursuivi à son tour jusqu'aux portes de Kœnigsberg, du 10 au 14 juin, par l'armée française tout entière. La bataille de Friedland, qui dura une longue journée, et deux fois reprit aux dépens des Russes (14 juin 1807), décida par la perte de trente mille ennemis, blessés ou pris, de la campagne en faveur de Napoléon. Kœnigsberg, Tilsitt, toute la Prusse jusqu'au Niémen, la frontière russe lui appartenaient. Alexandre Ier était vaincu, sans allié désormais; son empire se trouvait ouvert au conquérant, exposé au sud en même temps aux attaques des Turcs et des Persans. Ainsi se terminait, par l'effondrement total de la monarchie prussienne, la guerre que depuis le mois de juillet 1806 le tsar avait contraint Napoléon de soutenir, et qu'il avait engagée avec l'espoir de lui opposer l'Allemagne. La Prusse étant, par ses défaites, réduite à l'impuissance, et l'Autriche immobilisée par la crainte du même sort, la partie sanglante qu'Alexandre avait jouée était perdue. Il ne lui restait plus qu'à désarmer le vainqueur.

Il s'y résolut avec la même décision qu'il avait apportée depuis un an à la défense de la coalition. Successivement, mais en très peu de jours, il autorisa Bennigsen à conclure un armistice le 22 juin 1807 avec l'armée victorieuse, revint en arrière au-devant de Napoléon, traînant à sa suite la cour de Prusse éperdue. Son ministre Lobanoff, son frère le grand duc Constantin l'avaient précédé au quartier général de Tilsitt. Assaillis de prévenances par l'Empereur et ses lieutenants, ils préviennent le tsar que le vainqueur est animé des meilleurs sentiments pour la Russie, sinon pour

ses alliés. L'occasion s'offre de réparer par une diplomatie avisée et opportune les dommages de la guerre. Alexandre la saisit, et dès le 24 juin, ce n'est pas seulement la paix qu'il demande à Napoléon, c'est une alliance qu'il lui propose, et dont il sait le prix inestimable encore, même après sa défaite. « Je suis convaincu que l'alliance de la France et de la Russie peut seule garantir le repos de l'univers, » écrivait le tsar à son ministre. Et il ajoutait : « un système entièrement nouveau doit remplacer celui qui a existé jusqu'ici. » Le plan en était arrêté dans son esprit, analogue aux transactions que Catherine II avait négociées avec le grand Frédéric.

Lorsque les Prussiens avaient refusé en 1769 à la Russie la Pologne, elle l'avait avec eux partagée. De même Alexandre, impuissant à arrêter Napoléon, consentait à lui faire une part pour se réserver la sienne. Séduisant, passionné en apparence, au fond calculateur et fourbe, il comptait sur l'influence, sur le charme de ses flatteries et de ses manières pour amener l'Empereur à ses calculs : « Nous nous entendrons facilement, pourvu que nous traitions sans intermédiaires. » L'entrevue de Tilsitt fut la première de ces rencontres entre souverains, à l'écart des ministres, qu'Alexandre toute sa vie rechercha, persuadé d'y réussir par la seule force de ses talents et de sa grâce

Le premier rendez-vous eut lieu sur un radeau du Niémen, où les soldats français avaient élevé une maisonnette très joliment meublée pour les deux Empereurs en présence des deux armées qui saluaient leurs chefs et la paix enfin retrouvée. Dès le premier mot, Alexandre offrit à Napoléon son concours contre l'Angleterre, la seule puissance capable encore de barrer la route à ses ambitions. « Je serai votre second, dans tout ce que vous ferez contre eux. » Et en échange, il obtint des adoucissements au sort que l'Empereur des Français réservait à la Prusse ; il lui procura un armistice immédiat. La conversation, après cette entrée en matière, se poursuivit dans la ville de Tilsitt neutralisée en vue des négociations du 26 juin au 8 juillet. Les interlocu

teurs paraissaient ravis l'un de l'autre, affectant l'amitié la plus étroite, et s'en donnant toutes les marques, devant leurs armées, leurs ministres, « tous les honneurs et attentions imaginables ». Et pourtant, comme deux duellistes, ils se tâtaient, évitant dans leurs parades et leurs feintes le coup décisif qui engage, dissimulant leurs désirs les plus chers et l'objet principal de leur ambition.

Ce fut Napoléon qui vint au fait le premier, quoique par un détour encore savamment calculé. L'allié qu'il s'était donné contre les Russes, le restaurateur de l'Empire turc Sélim III venait d'être renversé et tué par une révolte de janissaires, le 27 mai. Talleyrand en avait averti l'Empereur dès le 22 juin. Le nouveau sultan Mustapha n'était pas plus que Sélim l'ami des Russes et pouvait l'aider encore. Avant l'entrevue de Tilsitt, Napoléon avait mandé à Sébastiani de se concilier le nouveau gouvernement ottoman, de le tenir prêt à la guerre. « Si d'ici à un mois je m'aperçois qu'on ne veut pas négocier de bonne foi, je passerai le Niémen et ma jonction sera bientôt faite avec le grand vizir. »

Tout d'un coup, au milieu d'une de ces revues où se plaisait le tsar, l'Empereur feignit d'apprendre par un courrier de Constantinople la chute de Sélim, et d'un air inspiré s'écria : « C'est un décret de la Providence qui me dit que l'empire turc ne peut plus exister. » La parole décisive était prononcée : Napoléon démasquait son plan, le rêve de toute sa vie. A grands traits colorés, passionnés, il invitait l'héritier de Pierre le Grand, de Catherine II à remplir sa destinée, à réaliser le grand projet, le projet grec, l'affranchissement des Grecs et des chrétiens, le refoulement des Turcs, *ces barbares*, en Asie. L'éloquence qu'il déploya ce jour-là, bien qu'elle fût l'expression sincère de ses aspirations les plus fortes, ne l'entraîna pas au delà des limites qu'il s'était fixées. En appelant les Russes à le suivre vers l'Orient, il n'entendait pas le leur livrer. Pas une fois il ne parla de Constantinople. Il n'offrit à Alexandre que les principautés roumaines, ou à la rigueur la Bulgarie.

Il ne réclama pour lui que la liberté de développer ce qu'il avait fondé à Presbourg, la conquête de l'Albanie, de l'Epire, de la Grèce peut-être ajoutée à ses possessions de l'Adriatique, en somme un premier partage de l'Empire ottoman, assez limité pour que les Russes y eussent leur profit, sans prétendre au lot décisif que lui se réservait.

C'était la seconde fois que dans sa politique orientale Napoléon se mesurait avec la diplomatie d'Alexandre. En 1806, l'essai ne lui avait pas réussi. En 1807, il crut trouver plus de franchise et d'abandon, et se prodigua pour entretenir ces dispositions chez « le beau, bon et jeune Empereur » qui ne se livrait cependant qu'avec arrière-pensée. Alexandre parut séduit, conquis aux projets que l'Empereur lui développait. Il flatta sa haine contre les Anglais, admira la grande armée, et de son côté ne négligea rien pour encourager ses confidences. Mais pas un instant, il ne lui abandonna l'Orient : plus réservé encore que Napoléon, il se préparait à exploiter son amitié aux dépens des Turcs, pour se faire céder ce qu'il leur avait pris, les provinces moldo-valaques, sans accorder à son allié d'autres avantages dans les Balkans que des espérances, rien de plus.

Les entretiens de Tilsitt, ces épanchements intimes de souverains tout-puissants qui semblaient prêts à se partager le monde, n'aboutirent pas même à un partage de l'Orient. Napoléon proposa lui-même de renvoyer la conversation décisive à une entrevue ultérieure. Alexandre, satisfait d'avoir délivré sans aucun sacrifice la Russie de son ennemi le plus dangereux, se flattait avec le temps et par la politique d'exploiter l'amitié de l'Empereur. Une dernière fois, comme en 1806, Talleyrand essayait d'arracher son maître aux séductions du tsar, aux entraînements de sa politique orientale; il lui suggérait l'opportunité d'une paix avec l'Angleterre dont le nouveau ministère Portland souhaitait la fin de la guerre. Un mois après Tilsitt, il quittait le ministère des affaires étrangères (1807, août), las de conseiller et de n'être pas écouté.

Les traités du 7 et du 9 juillet 1807, en effet, n'étaient qu'en apparence cette paix réclamée une fois de plus par Talleyrand à la nouvelle de Friedland, destinée à prévenir d'autres combats, d'autres dangers, d'autres occasions ruineuses de vaincre. Ils confirmaient d'une manière irrévocable Napoléon et les Français dans leurs conquêtes. Roi d'Italie, protecteur de la confédération du Rhin, l'Empereur disposait de l'Europe. Le tsar reconnaissait ses frères comme rois de Hollande et de Naples (art. 14, 17); et il laissait même espérer à Joseph la Sicile. Mais surtout il laissait la France mettre la main définitivement sur l'Allemagne. Il achevait à son profit la grande transformation de l'Europe centrale, préparée par la victoire d'Austerlitz, consacrée par les dernières campagnes de Prusse et de Russie. C'est le caractère essentiel, frappant des traités de Tilsitt, qui justifie la création de l'Empire français, Empire européen et allemand comme celui des Habsbourg qui s'écroule. L'Autriche est définitivement rejetée vers l'est : son chef a renoncé depuis un an à l'Empire d'Allemagne détruit. La Prusse est démembrée et refoulée vers la Baltique. Elle perd toutes ses provinces de la rive gauche de l'Elbe, ses provinces polonaises et Dantzig. De tout ce que les Hohenzollern ont lentement acquis depuis le dix-septième siècle, elle ne conserve que la Silésie. Un instant, Napoléon avait eu la pensée de la lui prendre aussi, pour achever sa ruine et son humiliation. Alexandre épargna à Frédéric-Guillaume ce dernier coup. La belle reine de Prusse, moins heureuse, s'humilia vainement devant le vainqueur pour sauver Magdebourg. Napoléon fut inflexible : il ne consentit même à rendre la Silésie qu'à la condition qu'elle resterait ouverte aux troupes de son allié le roi de Saxe et aux siennes. C'était ne la rendre qu'à demi, avec des arrière-pensées.

Tout autour de la Prusse demantelée et réduite à l'impuissance par de lourdes contributions de guerre, le traité de Tilsitt constituait un boulevard d'Etats, membres de la confédération germanique, étroitement unis à la France,

à demi gouvernés par elles. Réalisant un rêve séculaire, que la politique prussienne avait interrompu, la maison de Saxe rentrait à Varsovie, dans de meilleures conditions qu'autrefois. Elle reprenait les provinces polonaises de la Prusse. Grand-duc en Pologne, l'électeur devenait roi de Saxe, et, sous la protection de Napoléon, réunissait, par une route militaire assurée à travers la Silésie, Varsovie et Dresde. Toute l'œuvre de Frédéric II, son grand effort de la guerre de Sept ans, sa diplomatie qui avait décidé le partage de 1772 étaient réduits à rien. Par ce succès inespéré de la Saxe, on comprend l'étendue du malheur qui frappait la Prusse, et cette réponse de la reine de Prusse à Murat : « Que lit Votre Majesté? — L'histoire du passé. C'est déjà trop pour moi que de vivre dans le présent. »

Murat, justement, recevait à l'ouest quelques-unes des provinces enlevées aux Hohenzollern, Munster et le comté de la Marck, pour les surveiller comme le roi de Saxe. Il avait compté que ce rôle lui rapporterait davantage. Lorsque Napoléon l'avait créé grand-duc de Berg, Murat, installé dans les domaines rhénans de la Prusse, avait pu espérer la constitution à son profit d'un grand État français de l'Allemagne du Nord. Souvent, depuis 1805, l'Empereur avait agité et proclamé ce dessein, dernier effort de sa volonté toute-puissante. Tilsitt le réalisa et le confirma. Les articles 18 et 19 du traité, dans ce pays de Westphalie qui n'avait jamais eu que des souverainetés morcelées, constituèrent avec le duché de Brunswick, de Hesse-Cassel, avec la vieille marche prussienne et Magdebourg un royaume dont la capitale fut Cassel : mais ce royaume ne fut pas pour Murat. Il demeura à Dusseldorf avec quelques pays prussiens de plus. Marié le 23 août 1807 à une princesse allemande, Catherine de Wurtemberg, le frère de Napoléon, Jérôme, recueillit à sa place le principal bénéfice de la guerre de 1807. On lui laissait encore espérer le Hanovre que Napoléon tenait sous séquestre, jusqu'à nouvel ordre. La France restaurait aux dépens des Hohenzollern la puissance des électeurs de Hanovre, diminuée en Alle-

magne depuis que cette maison était allée chercher fortune à Londres.

On a souvent répété que l'œuvre napoléonienne au delà du Rhin avait été une œuvre factice, une façade incomplète et fragile. On a trop jugé de sa valeur par sa durée. En réalité, appuyé sur le passé, soutenu par la raison d'Etat, conforme à la politique et aux ambitions des princes souverains, le traité de Tilsitt achevait l'œuvre déjà lointaine des traités de Westphalie, consacrait l'organisation plus récente de la Confédération du Rhin. Les Habsbourg étaient définitivement chassés de l'Allemagne. Les Hohenzollern, à leur tour, perdaient l'espoir de les y remplacer. De grands Etats comme la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, la Westphalie ou le Hanovre se partageaient l'Empire et ses dépouilles, clients de la France, ayant abandonné après l'Alsace la rive gauche du Rhin, dociles à ses ordres qui depuis plus de deux siècles servaient leur grandeur et leurs intérêts. Ces résultats de la conquête napoléonienne en Allemagne sont si peu factices, qu'ils demeureront après qu'elle aura passé. Ils restent les éléments avec lesquels s'est constituée l'Allemagne contemporaine, par une évolution constante, accélérée seulement au temps de Napoléon.

Si rapide qu'ait été l'influence du conquérant, les peuples même l'ont ressentie. Les habitants des pays incorporés de la région rhénane, surtout dans la campagne, se réjouissaient de la suppression de la dîme et des corvées, de la sécurité rendue au commerce, de l'entretien des routes et de la protection légale que leur accordait le Code civil (1804). L'œuvre des préfets dans les villes, de Jean Bon Saint-André à Mayence, par exemple, régulière, bienfaisante, peu à peu effaçait les souvenirs de la conquête, ranimait l'industrie, hâtait la fusion entre les Français et les peuples du Rhin : les Allemands ne furent pas les derniers à célébrer, quand naquit le roi de Rome, les bienfaits et la durée de la dynastie nouvelle. Dans le grand-duché de Berg, des administrateurs comme le comte Beugnot trouvaient le moyen de combattre par leur sagesse et leur activité

l'attachement invétéré des populations au régime prussien Jérôme se présentait à ses nouveaux sujets comme le roi providentiel, élu pour le bonheur des peuples délivrés par lui du régime féodal. Avec son cortège de conseillers français comme Reinhard et de ministres allemands, l'historien Jean de Muller, les juristes Leist, Dohm et Martens, le roi de Westphalie se mettait à l'œuvre, de très bonne volonté. Il abolissait le servage, les droits féodaux, les corporations, introduisait le Code Napoléon, l'assistance publique (1808). « Le royaume de Westphalie, dit Gœthe, fut le premier essai de reconstruction de l'Allemagne échappée à l'Empire germanique. » Reinhard, son correspondant, se flattait que ce serait bientôt une Allemagne française, attachée au conquérant par ses bienfaits.

Au delà des domaines français ces bienfaits se faisaient sentir indirectement encore : les chefs des dynasties allemandes, demeurées indépendantes, rivalisaient d'ardeur avec les administrateurs français et prenaient leurs conseils. Quelques-uns imitaient puérilement, légèrement comme ce prince d'Anhalt qui, dans son petit État, créa à la hâte préfectures, cour de cassation, conseil d'Etat. Mais la plupart procédaient avec méthode et par un intérêt bien entendu, pour s'attacher leurs sujets, comme avaient fait leurs ancêtres après la paix de Westphalie : Charles-Frédéric de Bade, par exemple, souverain libéral et pieux et qui entendait rester un libre prince allemand. Aidé par son ministre Mongelas, Maximilien-Joseph à Munich établissait la liberté des cultes, la laïcité des écoles, supprimait les dîmes, diminuait les corvées. Et en Bavière comme dans tout le Sud, le sort du paysan s'améliorait, tandis que l'administration devenait plus active, moins tracassière et plus utile.

Si du Rhin jusqu'à la Vistule le traité de Tilsitt étendait la domination française comme un coin entre les domaines des Habsbourg et des Hohenzollern, c'était du moins une œuvre préparée par l'histoire, reconnue par l'Europe, servie par la plupart des souverains allemands, agréable encore

et bienfaisante aux peuples. Ce débordement de la conquête française, à la condition d'être fixé, comme les traités de Tilsitt en donnaient l'espoir et le moyen, créait un vaste courant d'idées et de réformes dont la fécondité se serait affirmée dans la paix.

La France le sentait. Lorsque Napoléon revint à Paris, le peuple qui l'acclama saluait moins en lui le vainqueur de Friedland que l'auteur de la paix. Il était à la fois fier d'avoir réalisé le rêve de la Révolution, et las de n'en jamais jouir en repos. Les ministres de l'Empereur, attentifs à ces symptômes, s'appliquaient à vanter la sollicitude du maître qui, du fond de la Lithuanie, veillait sur la chaumière du paysan et l'atelier du fabricant. Ils annoncèrent son retour comme l'ère décisive de prospérité qui ferait excuser de si longues guerres. Et Napoléon parut justifier les promesses de ses ministres : par de grands travaux d'utilité ou d'art, il procurait du travail aux indigents. Il prenait des mesures pour délivrer les paysans de l'usure, obligeait, en faveur des négociants, la Banque à baisser le taux de son escompte, publiait un Code de commerce, suscitait par le blocus continental l'industrie nationale.

Lorsque les Français virent la rente monter à 93, en 1807, leurs inquiétudes se calmèrent. Et sans murmurer ils abdiquèrent les dernières garanties qu'ils eussent gardées : le 19 août, le Tribunat, « conservant encore quelque chose de cet esprit inquiet et démocratique qui avait longtemps agité la France, » fut supprimé. Par le même décret, le Corps Législatif appelé à le remplacer fut limité dans son recrutement à des membres au-dessus de quarante ans : l'Empereur se défiait des générations nouvelles, qu'il n'aurait pas eu le temps de s'attacher. Et, dans sa prévoyance, il s'apprêtait à les gagner : ce fut pour elles qu'il multiplia, à partir d'août 1807, les titres nobiliaires : « marques de considération à laisser aux enfants », comtés, baronnies héréditaires constitués par des majorats. Bientôt, à la fin de 1807, il allait, pour s'emparer des jeunes esprits et les plier à la discipline de son service, créer définitivement

l'Université (18 mars 1808), cette institution caractéristique du régime impérial, à la fois laïque et par certains côtés religieuse, dont le rôle devait être surtout d'apprendre aux Français qu'obéir au Prince, c'était servir Dieu et la nation. Ainsi, à ce point de grandeur où la fortune l'avait élevé, et la France avec lui, Napoléon ne songeait toujours qu'à prolonger l'erreur qui la faisait docile à son ambition mal satisfaite. Il l'éblouissait de sa propre gloire, la flattait de la paix retrouvée, de son influence incontestée, de la richesse prochaine qu'il lui préparait, apaisait ses inquiétudes, brisait sans bruit sa volonté, et la disposait, sans qu'elle s'en aperçût, à de nouveaux sacrifices.

Les traités de Tilsitt, analogues à toutes les œuvres diplomatiques forgées par l'ambition de l'Empereur, n'étaient qu'une trêve destinée à réunir autour de la France toutes les ressources de l'Europe contre l'Angleterre plus que jamais décidée à lui disputer l'Orient. Pour juger ce programme immense, c'est dans les stipulations secrètes, et l'alliance plus secrète encore qui les explique, ajoutées au traité public qu'il faut l'examiner. Au premier rang des articles secrets et séparés, signés le 7 juillet, figurait la promesse de l'Empereur de Russie de remettre à Napoléon le pays de Cattaro et les îles Ioniennes, au roi de Naples la Sicile. Aussitôt l'Empereur mettait en mouvement son armée de Naples, ordonnait à Joseph d'envoyer des troupes à Corfou, de prendre et de fortifier Scylla et Reggio, de tout préparer pour une descente en Sicile. Il chargeait Marmont de châtier les Ragusains qui faisaient mine de lui résister (août 1807, février 1808). Maître désormais de toute l'Adriatique, il s'appuyait sur l'Italie du sud, et la Dalmatie pour intriguer en Bosnie : installé à Corfou, aidé par la flotte russe de l'amiral Siniavine, l'amiral Ganteaume commandait cette mer française et n'était pas loin de la mer Egée.

Les Anglais seuls, dont les croisières se ravitaillaient à Malte, à Palerme et à Messine, faisaient obstacle à ces projets. L'alliance franco-russe obligeait Alexandre (art. 4) à leur déclarer la guerre le 1er décembre, s'ils n'avaient

pas à cette date accepté de ses mains une paix onéreuse, fondée sur la restitution de leurs conquêtes depuis 1805. Mais le concours de la Russie dans la Méditerranée ne pouvait être efficace que si elle disposait de Constantinople. Et Napoléon ne voulait à aucun prix lui livrer cette place. Il préférait employer les Russes à une diversion puissante dans la Baltique, à laquelle seraient conviées la Suède et le Danemark : dirigée contre la Suède d'abord, avec l'aide du Danemark et des villes hanséatiques, si la Suède résistait, cette diversion occuperait les Anglais au nord. Pour s'assurer de la Méditerranée, l'Empereur avait d'autres projets : longtemps il s'était confié à l'alliance espagnole, et pour prix des sacrifices qu'il exigeait il avait abandonné à une princesse espagnole l'Etrurie avec le grand port de Livourne. Mais l'alliance de Charles IV avait failli lui manquer à la veille d'Iéna, à une heure décisive qu'il n'avait pas oubliée. Sous pavillon américain, les marchandises et l'influence anglaises pénétraient en Toscane et dans toute l'Italie. Avant de quitter Tilsitt, Napoléon avait résolu de remplacer, en Italie et en Espagne, les Bourbons devenus désormais suspects par un pouvoir plus capable et plus maître de lui garder la Méditerranée, ses ports et ses relations commerciales. Avant l'entreprise décisive, il lui fallait toutes les ressources dans la main. Et ce nouveau coup de force lui paraissait facile à condition d'être conduit avec rapidité et secret. Aucun des actes de Tilsitt n'en fait mention, et pourtant il y fut décidé : on sait que Joseph aussitôt envoya un confident à Alexandre I[er] pour se recommander à lui dans la nouvelle dignité que la politique de son frère lui destinait à Madrid.

La seule indication sur l'entreprise très secrète que Napoléon venait de régler fut l'engagement réciproque des deux empereurs de déclarer la guerre au Portugal, s'il ne la déclarait pas aux Anglais (art. 5). Le Portugal serait offert comme dédommagement au roi d'Espagne, en échange de l'Etrurie que le général Miollis occupait dès le 30 août 1807. La perte de la monarchie des Bragance pourtant ne devait

être que le prélude de la ruine des Bourbons d'Espagne, heureux d'abord d'en accepter les dépouilles. Le traité de Fontainebleau du 27 octobre 1807 parut tout entier à leur avantage. Le régent de Portugal, à l'ultimatum de Napoléon, avait répondu par l'offre de fournir sa flotte, si on l'exigeait, mais par le refus aussi de confisquer les biens des Anglais établis dans le royaume. Cette réponse pourtant conciliante avait déterminé le départ de l'ambassadeur français Rayneval : puis l'ordre fut donné à Junot le 18 octobre de franchir avec vingt-cinq mille hommes la Bidassoa et de gagner par Salamanque la frontière portugaise. La conquête, décidée depuis deux mois, avait pour objet un partage auquel Charles IV et son ministre Godoï avaient volontiers souscrit : la région d'Oporto appartiendrait au roi d'Etrurie ; les Algarves et l'Alemtejo formeraient une principauté pour le prince de la Paix ; le reste avec la capitale demeureraient à la France jusqu'au jour où l'Angleterre vaincue rendrait à l'Espagne ses possessions coloniales, Gibraltar, et en outre une partie de l'Empire portugais. Ce jour-là, Charles IV deviendrait empereur à son tour, comme les deux alliés de Tilsitt qui, en se partageant l'ancien monde, lui laisseraient l'Empire nouveau des Amériques.

Il ne se doutait pas, lorsqu'il formait ce rêve, qu'abandonnant l'Italie, il allait être bientôt forcé de renoncer à l'Espagne même : enchaîné aux pièges de son puissant allié, il ne devait même pas garder la ressource de chercher, ainsi que le régent du Portugal fuyant au Brésil les Français (27 novembre 1807), un refuge au delà des mers. Les calculs de Napoléon étaient formés : le traité de Fontainebleau l'autorisait à constituer à Bayonne une armée auxiliaire de quarante mille hommes destinée à conquérir cette fois l'Espagne. Le même traité obligeait Charles IV à dégarnir simultanément sa frontière du nord, pour réunir ses forces à celles de la France sur la frontière portugaise. Enfin Junot, en traversant les provinces espagnoles, avait l'ordre de relever avec soin les places fortes

espagnoles sur sa route et de s'en assurer à l'occasion.

Tout ainsi était préparé pour perdre Charles IV, en le trompant. Ses illusions étaient la condition même du succès de l'entreprise. Pour que personne ne pût les dissiper, avant l'heure prochaine où le coup de main l'éclairerait trop tard, le traité de Fontainebleau ne fut pas plus révélé aux ministres de l'Empereur, Champagny ou Talleyrand, que ce qui avait été déjà concerté à Tilsitt. Le secret fut révélé seulement à Joseph : Murat, chargé de cette affaire qui devait lui procurer le trône de Naples, en échange de son duché de Berg désormais sans avenir, ne le connut même pas. Les ministres espagnols à plus forte raison l'ignorèrent. Peut-être, s'ils l'avaient connu, auraient-ils empêché la discorde qui, au mois d'octobre, se mit à Madrid dans la famille royale et fit éclater le complot si savamment ourdi par Napoléon. Quant aux ministres français et à Talleyrand surtout, ils n'auraient eu qu'à s'incliner devant la volonté du maître En vain lui auraient-ils représenté le poids de cette double affaire, de cette intrigue pour ainsi dire à double détente : l'homme qui avait détruit en quelques mois la monarchie de Fréderic II, simplement pour s'ouvrir la route de l'Orient, et qui, pour la même raison, avait fermé toute l'Europe aux Anglais, eût souri qu'on lui parlât de difficultés pour une si petite entreprise. L'affaire d'Espagne n'était évidemment à ses yeux qu'une exécution militaire de même ordre que l'expulsion des Bourbons de Naples, ou que l'occupation des domaines du pape effectuée à la même époque sans résistance du mois de décembre 1807 à février 1808. Tout cela devait lui sembler des opérations très aisées et très secondaires, simples précautions, détails insignifiants d'un programme autrement vaste dont il venait à Tilsitt de jeter les bases avec l'espoir de réaliser sur ces fondements le rêve de toute sa vie.

Ce qui apparaît dans le traité public, ce qui explique les articles secrets et l'alliance de Tilsitt, c'est le désir de régler la situation de l'Orient avec la Russie, et malgré l'An-

gleterre. Les diplomates européens n'ont pas connu les négociations des deux empereurs, mais ils en ont deviné la portée. Pour écarter l'orage qui menaçait la Prusse, Hardenberg imaginait d'offrir à la France la péninsule hellénique, à la Russie Constantinople et le Danube, à l'Autriche la Bosnie et la Serbie, enfin toute la Pologne à l'électeur de Saxe, qui eût abandonné aux Hohenzollern à ce prix son électorat de Dresde. Après les défaites de 1807, c'était de la part du ministre prussien beaucoup d'illusion de croire à une extension possible de la monarchie. C'était d'ailleurs un assez bon calcul que de vouloir partager l'Empire ottoman pour satisfaire à la fois Napoléon et Alexandre. Au même moment, le ministre autrichien Stadion supputait les chances que pouvait avoir son maître dans un bouleversement de l'Orient : Bosnie, Serbie, Bulgarie, Salonique. En janvier et en février 1808, les grandes puissances allemandes rappelaient leurs ambassadeurs de Londres. Elles s'attendaient au partage de la Turquie et s'y préparaient.

Pour la première fois, à Tilsitt, Napoléon inscrit cette entreprise dans un acte formel de sa diplomatie. L'article 23 du traité public l'autorise à offrir sa médiation aux Russes qui vont évacuer les Principautés et aux Turcs. C'est la paix en apparence en Orient comme pour le reste de l'Europe. Mais l'article 8 stipule que, si la Porte n'accepte pas cette médiation, la France fera cause commune avec les Russes contre elle. Et l'objet de ce concert, c'est la ruine décidée de l'Empire turc « qu'on ne laissera subsister qu'à Constantinople et en Roumélie », le partage par conséquent. Les conditions n'en sont pas formulées : entre les deux alliés, c'est à qui prendra la plus grosse part et restreindra le plus celle de son associé. Il n'y a qu'un point sur lequel ils s'entendent, c'est de se refuser mutuellement le meilleur lot, les détroits. Ils l'exceptent de leur partage éventuel.

Le programme ébauché à Tilsitt, avec ses apparences pacifiques, les nombreuses médiations qu'il impliquait et ses promesses de procurer à l'humanité les bienfaits de la paix, était en réalité le plus formidable système de guerre

que Napoléon eût encore imaginé. A la vérité, il ne l'a pas de toutes pièces créé : sa diplomatie s'est formée et développée peu à peu par la poussée des entreprises révolutionnaires qui ne sont elles-mêmes que la poursuite des traditions anciennes de domination française servies par l'enthousiasme républicain, l'élan de la conquête et les conditions de la politique européenne. Ce que l'Empereur achève à Tilsitt et fait accepter à presque toutes les puissances, c'est le remaniement du vieux monde selon les idées de Merlin de Thionville et de Sieyès, la France dictant, suivant leurs expressions mêmes, des lois à l'Europe, assurée du continent contre l'Angleterre La seule différence, c'est que l'œuvre était accomplie, non pas avec le concours des Hohenzollern et des Habsbourg, alliés de la République contre les tsars, mais par leur ruine, et du consentement de la Russie que l'on croyait dix ans plus tôt irréconciliable. Combien en 1795, au moment de la paix de Bâle, au lendemain de crises intérieures et extérieures qui avaient mis la France et la Révolution en si grand péril, le programme du Directoire et de ses conseillers n'était-il pas plus chimérique et plus dangereux ! Et pourtant l'Empire et la paix de Tilsitt le réalisaient au delà de toute espérance.

Ce succès éclatant de la politique révolutionnaire explique, sans le justifier, le désir de l'homme qui par ses victoires l'avait consacré en 1807, et l'espoir qu'il conçut de réaliser alors de plus vastes desseins. La France avait toute la gloire et la puissance qu'elle lui avait demandées. Lui n'était encore ni satisfait, ni servi à son gré. Depuis le jour où, conseillé par Talleyrand et conduit par son ambition, il avait touché en Egypte à l'Orient, il avait senti l'importance que la Méditerranée, depuis Constantinople jusqu'à Alexandrie, avait prise dans les préoccupations de l'Angleterre, le rôle aussi que, dans cette fin de siècle et pour l'avenir, la question d'Orient tenait dans la politique européenne. Les ambitions qu'elle éveillait parmi les puissances avaient plus d'une fois, depuis 1792, sauvé, servi la France. Et c'était en exploitant la cupidité d'Alexandre Ier que Napoléon avait pu

mettre définitivement la main sur l'Allemagne et l'Europe à Tilsitt. Pourquoi dans cette question orientale dont le génie de l'Empereur embrassait l'étendue depuis les rivages de la Baltique jusqu'à la Pologne, désormais sa cliente, jusqu'aux côtes de la Méditerranée orientale où il avait paru et rêvait de retourner vainqueur, ne parviendrait-il pas à renouveler les exploits des conquérants anciens? Ce serait son œuvre personnelle, sa part de gloire et de grandeur s'ajoutant aux profits que la conquête de l'Europe avait procurés à la France, un succès nouveau, incomparable, décidé et garanti par l'étendue de sa domination qu'en un tour de main il espérait compléter en Italie et en Espagne.

Seule l'Angleterre lui barrait la route : mais le temps n'était plus où pour le rappeler d'Egypte elle formait avec les puissances du continent une redoutable coalition. Il disposait contre elle de l'Europe, il allait disposer de la Méditerranée. Il espérait, au mois de septembre 1807, faire chasser de toutes les capitales tous les diplomates anglais, saisir les lettres, les marchandises et les biens des négociants de Dantzig à Lisbonne, et de Gênes à Trieste Enfin, en déchaînant contre l'Angleterre une coalition des puissances du Nord, une crise dans la Baltique, il l'obligeait à se détourner de la Turquie qu'il épiait avec une armée de soixante mille hommes toute prête en Dalmatie et à Corfou.

A l'heure justement où Napoléon formait ce plan, l'Angleterre y donna la main. Elle commença la guerre dans le Nord, par l'ordre, envoyé à Yarmouth à l'amiral Gambier, de se joindre à la flotte de la Baltique et de conduire trente-six vaisseaux de guerre et trente mille hommes devant Copenhague, de s'y saisir de la flotte danoise et d'occuper les îles (3 août 1807). Le gouvernement de Canning et de Castelreagh avait intérêt à connaître les stipulations de Tilsitt : il en pressentait l'objet et le danger. Mais il ne les connut qu'en partie, probablement par les confidences du major Wilson employé dans l'armée d'Alexandre. Réduit en somme aux hypothèses, il jugea de l'inconnu par le connu et s'imagina que l'alliance des deux empereurs, loin

d'avoir l'étendue qu'ils lui destinaient, se réduirait comme en 1801 à une ligue des puissances maritimes du Nord, constituée par le Danemark et la Suède, appuyée sur la Russie. Mettre immédiatement la main sur le Danemark, sur sa flotte, et couper, par la possession des passages et des îles, toute relation entre la Grande Armée de Napoléon et la Suède, parut aux ministres anglais un moyen sûr d'intimider, de faire hésiter la Russie, et d'éteindre dans la Baltique même la coalition maritime prête à se former contre les côtes de la Grande-Bretagne. Ils ne s'arrêtèrent point à des scrupules de droit : le Danemark était un État neutre qui ne les menaçait point encore. Mais il pouvait les menacer, si Napoléon l'exigeait. Et tandis que Talleyrand sommait, en effet, le 4 août le ministre Bernstorff de se joindre sans délai aux alliés de Tilsitt, le 6 août l'envoyé anglais Jackson signifiait au prince royal à Kiel les offres et les menaces de son gouvernement. Si le Danemark se joignait avec sa flotte à l'Angleterre, il serait épargné, défendu et même récompensé par l'octroi de quelques colonies. S'il refusait, l'île de Seeland serait dévastée et Copenhague bombardée. Offres et menaces furent rejetées : le prince fit appel au pays, transféra l'administration à Kiel, mit à la hâte sa capitale en état de défense. Le 2 septembre 1807, la flotte et l'armée anglaises commençaient le bombardement qui dura trois jours, incendia la moitié de la ville, tua cinq mille personnes. Le 7, Copenhague et la flotte danoise se rendaient à l'amiral Gambier.

Ces violences, qui provoquèrent partout en Europe une vive indignation, n'eurent pas le résultat qu'espérait Canning. Il s'était imaginé épouvanter Alexandre et le retenir dans l'alliance anglaise; il lui fit offrir aussitôt par ses envoyés Robert Wilson et lord Gower des indemnités pour le Danemark, à la condition qu'avec tous les Etats du Nord la Russie resterait fidèle à l'Angleterre. Le bombardement de Copenhague n'avait été ordonné que pour préparer cette démarche diplomatique. Elle échoua : si Canning avait connu les engagements qu'Alexandre avait

pris à Tilsitt, il ne l'aurait pas mis par un acte brutal en demeure de les rompre. Napoléon était trop près, l'Angleterre trop loin pour que le tsar hésitât. La conduite du ministère anglais n'eut pour effet que de fournir aux alliés de Tilsitt un prétexte excellent de recommencer la guerre, de la porter au nord où l'intérêt de Napoléon était qu'elle se déchaînât. En septembre, Alexandre Ier appelait au ministère Roumantsoff, l'homme d'Etat en qui revivait fortement la tradition orientale de la Russie inaugurée par Pierre le Grand, poursuivie contre la Turquie par Catherine II, le ministre le plus capable, le plus désireux de réaliser la politique de conquête réglée par les entretiens de Tilsitt. L'Angleterre, éclairée par ce choix, comprit sa faute : elle essaya par un dernier effort, par l'offre de concessions en Turquie, l'abandon des provinces danubiennes, des îles Ioniennes, de satisfaire Alexandre. Wilson, son envoyé à Pétersbourg, qui comptait dans la société russe, généralement hostile à la nouvelle alliance, de nombreux amis, fit jouer tous les ressorts, multiplia vainement les séductions pour reprendre la partie perdue.

Le 7 novembre, Alexandre lançait sa déclaration de guerre à l'Angleterre; le 30 octobre, le Danemark à Fontainebleau s'unissait à la France. A la fin de l'année les troupes russes se massaient sous les ordres du général Buxhovden aux portes de la Finlande. Bernadotte recevait l'ordre de passer en Scandinavie avec une division de la Grande Armée, un corps danois et un corps hollandais. Napoléon n'avait pas cru le roi de Suède assez inconséquent pour oser résister à la perspective d'une rupture avec la Russie et avec lui. La crainte d'exposer Stockolm au même sort que Copenhague avait pourtant donné au roi cette audace : elle ne déplut pas à Napoléon. La conduite de la Suède, effet immédiat des violences de l'Angleterre, déterminait à son gré le bouleversement du Nord, attirait les Russes sur les côtes de la Baltique. « La Suède perdra la Finlande, » écrivait-il le 10 mars. C'était une bonne indemnité à offrir au tsar pour le trouver plus accommodant et moins

maître de contredire en Orient ses ambitions. Enfin le coup de main des Anglais justifiait aux yeux de l'Europe et des Français ceux que Napoléon avait résolus lui-même sur Lisbonne et sur Madrid. « Aussitôt que j'ai reçu la nouvelle de l'expédition anglaise contre Copenhague, j'ai fait signifier au Portugal qu'il eût à fermer ses ports à l'Angleterre et j'ai réuni à Bayonne une armée de quarante mille hommes. » Si deux mois après Tilsitt, en octobre 1807, l'œuvre pacifique dont la France finissait à peine de se réjouir était détruite, si l'Empereur reprenait la guerre en Danemark, en Portugal et en Espagne, s'il la préparait plus largement encore pour le mois de juin en Turquie, après le règlement de ces affaires secondaires, l'agression des Anglais lui en fournit du moins le prétexte.

Les 18 et 26 novembre 1807, le ministère et le Parlement à Londres déclarèrent aux nations de l'Europe en outre que tous les ports où leur pavillon n'entrerait point seraient bloqués, que leurs vaisseaux de commerce seraient visités par leurs croiseurs et emmenés en Angleterre pour y être soumis à l'impôt. Ils ne reconnaissaient plus de marine neutre. A cette menace, Napoléon répondait par un nouveau décret de blocus daté de Milan le 17 décembre 1807. Tout navire qui aurait subi les conditions de l'Angleterre serait *dénationalisé :* on lui donnerait la chasse. On a justement remarqué que la supériorité de la marine anglaise et la complicité des Américains rendaient ce décret et ces menaces tout à fait inutiles. Aussi n'était-ce pour Napoléon, comme le décret de Berlin, qu'un moyen de donner à ses entreprises continentales le caractère d'une lutte à outrance contre l'Angleterre, de les justifier auprès de la France. Sa vraie pensée se trahissait dans le langage de son ministre Champagny : « Les Anglais sont maîtres de la mer. Le moment est venu où Napoléon veut l'être du continent. Allié de la Russie, il ne craint plus personne. Le sort en est jeté. » Il lui était avantageux de dire que les Anglais l'avaient obligé à cette lutte immense, mais nationale.

En réalité, à la fin de 1807, dans ce voyage d'Italie où

il lançait ce défi commercial à l'Angleterre, sur cette terre d'où en 1797 il avait pour la première fois aperçu l'Orient, Napoléon formait d'autres projets, plus larges encore, tout à fait étrangers à l'intérêt de la France, favorables à sa seule ambition. D'Udine il demandait à Marmont qu'il préparait à cette tâche décisive des renseignements sur la valeur des différentes provinces de la Turquie d'Europe. De retour à Paris il dévoilait son intrigue impériale à Talleyrand qui la confiait à Metternich (18 janvier 1808) : « Deux projets, l'un fondé sur des bases réelles, l'autre du roman. Le premier est le partage de la Turquie, le second celui d'une expédition aux Indes orientales. Rien ne peut influer sur les déterminations de l'Empereur dont vous connaissez le caractère. » Son parti était pris irrévocablement. Encore quelques obstacles à franchir, moindres que ceux qu'il avait renversés à Marengo, à Austerlitz, à Iéna, à Friedland : le prix à donner, pour son concours, à la Russie plus aisée, semblait-il, à séduire qu'à vaincre, l'affaire d'Espagne à régler avec une dynastie dégénérée. Et son rêve prenait corps. Les Français pourraient apprendre alors le secret de l'Empereur.

BIBLIOGRAPHIE

VANDAL. *Napoléon et Alexandre Ier*. 1er vol. (de Tilsitt à Erfurt), Paris, 1891.
LEFEBVRE. *Histoire des cabinets de l'Europe;* tome III et IV.
THIERS *Consulat et Empire;* tome VII.
FOURNIER, *Napoléon Ier* (traduction Jœglé); tome II.
BERNHARDI. *Geschichte Russlands;* tome II.
RANKE. *Hardenberg und Preussen;* tome III.
HÖPFNER. *Geschichte des Krieges von* 1806 *und* 1807. Berlin, 1850.
C. von der GOLTZ. *Rossbach und Iena*. 1883, Berlin.
LETTOW-VORBECK. *Der Krieg von* 1806-1807. 2 vol. 1891, 1893.
P. FOUCART. *La campagne de Prusse en* 1806. 2 vol., Paris, 1887, 1890.
P. FOUCART. *La campagne de Pologne en* 1807. Paris, 1882.
PERTZ. *Gneisenau;* tome Ier, 1864.
LEHMANN. *Scharnhorst*; tome Ier, Leipzig, 1885.
MONTÉGUT. *Le maréchal Davout*. Paris, 1882.
ERNOUF. *Maret, duc de Bassano*. Paris, 1878.

BOPPE. *La mission de l'adjudant Mériage à Widdin.* (*Annales de l'École des sciences politiques.*)
GARDANE. *La mission du général Gardane en Perse.* Paris, 1865.
GAFFAREL. *Relations de Napoléon avec Shah Feth-Ali.* (*Revue politique et littéraire*, 1878.)

Pour l'**Allemagne napoléonienne, à Tilsitt ;** consulter :

RAMBAUD. *La domination française en Allemagne.* Paris, 1880.
DENIS. *L'Allemagne de 1789 à 1810.* Paris, 1896.
PERTHES. *Politische Zustände zur Zeit der französischen Herrschaft.* 2 vol. 1861.
BEAULIEU-MARCONNAY. *Karl von Dalberg und seine Zeit.* 2 vol. 1879.
HOFFMANN. *Œconomische Geschichte Bayerns unter Montgelas*, 1885.
THIMME. *Innere Zustände des Kurfürst. Hannover unter der Fremdherrschaft.* 2 vol., 1893, 1894.
KLEINSCHMIDT. *Die Eltern und Geschwister Napoléon des Iten.* 2e édition, 1886.
DU CASSE. *Le général Vandamme et sa correspondance*, 1868.
BECK. *Zur Verfassungsgeschichte des Rheinbundes.* 1890.
GOECKE. *Das Grossherzogthum Berg unter Joachim Murat*, 1877.

Documents :

NAPOLÉON. *Correspondance générale;* tome XIII à XV et le recueil des *Lettres inédites* (édit. Lecestre), 1897, tome Ier. — TALLEYRAND. *Lettres à Napoléon* (édit. Bertrand). — HARDENBERG. *Denkwürdigkeiten* (édit. Ranke, tome IV et V, 1877). — METTERNICH, *Mémoires*, tome II. — SCHLESIER. *Genz und sein Tagebuch im preussischen Hauptquartier* (*Œuvres*, Mannheim, 1838) ; tome II. — GAGERN. *Mein Antheil an der Politik*, tome Ier. — DE BARANTE. *Souvenirs.* tome Ier. — SAVARY. *Mémoires.* — DE MAISTRE. *Mémoires politiques* (lettres écrites en 1807). — V. BOYEN. *Erinnerungen*, Leipzig, 1889, tome Ier. — WILSON. *Remarks of the campaigns in Poland*, 1806-1807. — *Beiträge zur Geschichte des Kriegs v.* 1806, *v.* 1807; BRESLAU 1836. (*Mémoires* du comte Oginski, de Bennigsen, etc.) — DUCASSE. *Mémoires du roi Joseph*, 1853 ; — *du roi Jérôme*, 1861-1866. — *Diaries and letters from the peace of Amiens to the battle of Talavera.* 2 vol., Londres, 1872. — DE CLERCQ. *Recueil des traités de la France;* tome II. — GARDEN. *Histoire des traités de paix ;* tome X. — MARTENS. *Recueil des traités conclus avec la Russie;* tome VI. — Le texte des articles secrets de Tilsitt dans VANDAL, ouvrage cité, tome Ier, et dans FOURNIER, *Napoléon*, tome Ier, p. 307.

XII

L'ALLIANCE DE TILSITT

LA RÉVOLUTION D'ESPAGNE

(1808)

Le soir de la dernière journée qu'il passa à Tilsitt, le 9 juillet 1807, Napoléon signait des instructions pour un de ses officiers, le commandant Guilleminot, chargé de négocier à Bucharest la paix entre les Russes et les Turcs. Quelques jours après, son ambassadeur à Constantinople, Sebastiani, recevait l'ordre de déclarer au Divan, ému par ce que les Anglais lui apprirent des conversations de Tilsitt, au nouveau sultan Mustapha IV prêt à se déclarer pour l'Angleterre, « qu'il soutiendrait la Porte si elle lui restait fidèle. » Il leur ôtait, il est vrai, l'espoir de se venger en Crimée des Russes, de reprendre leurs anciennes limites. Mais il leur promettait, s'ils acceptaient sans regret sa médiation, de leur faire restituer la Valachie et la Moldavie encore occupées par l'armée du tsar. Le sultan se le tint pour dit; quoique mécontent et déçu, il consentit à l'armistice de Solobosa (24 août) qui suspendait la marche des Russes jusqu'au 21 mars 1808, et fixait à un délai de trente-cinq jours l'évacuation des Principautés. Au lieu du partage dont il croyait son empire menacé, Mustapha se trouva garanti pour six mois contre les attaques de la Russie, à la veille d'être délivré de leur conquête.

Et cependant, trois jours après qu'Alexandre était rentré

dans sa capitale, il recevait la visite d'un aide de camp de Napoléon, Savary, chargé de préparer l'arrivée d'un ambassadeur français qui fût, comme lui-même, « dans les principes du grand événement de Tilsitt » (23 août 1807). Cet exorde permit au tsar de déclarer au confident de son allié, dès le premier jour, dans sa résidence d'été, à Kammenoi-Ostroff : « L'empereur a eu la bonté de me dire qu'il se regardait comme tout à fait dégagé avec la Turquie. Il a paru voir que l'empire de Constantinople ne pouvait longtemps occuper une place parmi les puissances de l'Europe. Nous avons beaucoup parlé de cela. » L'envoi d'un homme de confiance à Pétersbourg indiquait en effet que Napoléon ne voulait pas laisser tomber toute la conversation. C'était bien le principe essentiel qu'en détachant Savary, il affirmait : « Je sens la nécessité de terminer quelque chose, écrivait-il en novembre 1807, et suis prêt à m'entendre là-dessus avec la Russie. » Autrement, les efforts de Savary pour conquérir les bonnes grâces de la société russe, des impératrices qui se refusaient à l'alliance et le mettaient en quarantaine n'auraient pas eu de sens. Et Dieu sait ce qu'il dépensa de peine pour faciliter l'accès de Saint-Pétersbourg à l'ambassadeur choisi par Napoléon, le 1er novembre 1807, le général grand-écuyer de Caulaincourt.

Ces démarches de Napoléon, aussi contradictoires que possible, le refus proclamé à Constantinople, la promesse maintenue à Pétersbourg de partager l'empire turc seraient malaisées à expliquer, si, dans les instructions qu'il donna le 12 novembre 1807 à Caulaincourt, ne se révélait le secret de ces contradictions.

« Le partage de l'empire ottoman est inévitable, écrivait-il de sa propre main, et, si l'idée en est décidée à Saint-Pétersbourg, l'intention de l'Empereur est de ne point trop choquer cette cour sur cet objet, préférant ce partage seul avec elle, de manière à ce que la France ait le plus d'influence possible dans le partage que de porter les Russes à y faire intervenir l'Autriche. »

Ainsi, tout en admettant le principe, Napoléon préférait retarder l'exécution, jusqu'au jour où elle lui serait la plus favorable. Dans les entretiens de Tilsitt, il avait facilement deviné les intentions d'Alexandre de réduire à presque rien, à l'Albanie et à l'Épire, provinces peu riches, que la guerre seule pourrait donner et conserver, le profit de la France. Et, voulant restreindre à son tour celui de la Russie, il était revenu de Tilsitt bien décidé à ne pas précipiter l'événement, à ne pas laisser au tsar la moindre part de la Turquie qu'il ne fût en état de réclamer et de prendre la sienne.

Son principal souci surtout était d'éviter que l'Angleterre profitât de la crise pour mettre la main sur l'Egypte et les îles, les plus riches provinces du sultan, objet véritable de ses ambitions en Orient, sur Constantinople même : « C'était sa plus forte objection. » La ruine de l'Angleterre, dans la Méditerranée tout au moins, devait précéder l'entreprise décisive en Orient. Il lui fallait le temps de la poursuivre en Italie, en Sicile, en Espagne, en Portugal : qui pouvait lui garantir que, nantie des provinces roumaines et satisfaite, la Russie pour disputer l'Orient à la France ne se retournerait pas vers les Anglais, et ne lui fermerait pas encore comme en 1799, même au prix de l'Égypte, la Méditerranée orientale? Ces craintes avouées, cette diplomatie prévoyante à l'excès peut-être expliquent comment au lendemain de Tilsitt, médiateur entre le tsar et le Sultan, Napoléon exigea du premier la restitution de ses conquêtes, et promit au second la garantie de son empire. Plus franc d'ailleurs avec Sebastiani qu'avec son ambassadeur en Russie, il déclarait ne laisser aux Ottomans que « quelques moments de végétation ».

Aussi fin diplomate que lui, Alexandre, désireux de se nantir immédiatement, avait déjoué déjà ce plan, en refusant sa signature à l'armistice de Solobosa. Il avait maintenu et renforcé son armée dans les Principautés. Obligé par l'alliance de déclarer la guerre aux Anglais, il prétendait se payer d'avance aux dépens de la Turquie. Il avait

un gage ; il le garda. Lorsqu'il envoya à Paris un ambassadeur, le général Tolstoï, très hautain, très froid, il ne lui donna aucune instruction relative à l'évacuation des provinces roumaines. Il était assuré qu'avec son caractère l'envoyé ne parlerait pas, s'il n'en recevait l'ordre. Ce silence mécontenta Napoléon; c'était sa première déception, depuis Tilsitt, et vraiment un échec. Le silence de Savary aux questions du tsar qui l'interrogea sur le partage de l'empire turc fut sa seule réponse. Quand il fit partir Caulaincourt, il en avait préparé une autre, plus gênante pour son allié.

« Le traité de Tilsitt est violé en apparence, disait-il à Caulaincourt, si le tsar retient la Moldavie et la Valachie. Cette violation ne peut être au profit d'une seule des parties contractantes. Il faut une compensation à l'Empereur, et il ne peut la trouver que dans une partie des États de la Prusse dont le traité stipule la restitution, partie égale en population, en richesse aux deux provinces turques. De cette manière l'allié de la France, l'allié de la Russie éprouveraient une perte égale. » Cette province que Napoléon avait imaginé de reprendre aux Hohenzollern, c'était la Silésie : il ne la leur avait rendue qu'à demi à la prière instante d'Alexandre. Il s'était réservé le moyen d'y rester, une convention qui subordonnait l'évacuation des provinces prussiennes au versement d'une contribution militaire de 150 millions, trop lourde pour les finances de Frédéric-Guillaume. Il en demeurait maître, comme Alexandre des provinces roumaines, au même titre si la Russie n'abandonnait pas le Danube.

Ce fut un coup droit, habilement calculé, que les Français portèrent là à Alexandre et dans les termes les plus forts. L'Empereur déclara à Tolstoï, le 7 novembre, qu'il évacuerait la Prusse si le tsar épargnait la Turquie. Il chargea Caulaincourt de poser ses conditions comme un dilemme : « Tel est son principe, aucun obstacle ne pourra le détourner de cette vue. » C'était à prendre ou à laisser.

L'émotion du tsar, à cette proposition, trahit son em-

barras. Au fond, il demeurait attaché à la Prusse, à ses souverains qui, dans leur retraite de Memel, le sollicitaient chaque jour de les délivrer du conquérant. Sa cour, la société russe, sa mère, son envoyé à Paris, la plupart de ses ministres considéraient déjà comme une trahison et une faute l'abandon de la Prusse, l'entente de Tilsitt. Que dirait-on, si elles s'aggravaient d'un dernier démembrement consommé à son profit? « Son honneur de chevalier lui ferme la porte que Votre Majesté lui ouvre en Prusse, écrivait Caulaincourt, son intérêt plus encore. » Alexandre était bien alors de l'avis de Tolstoï, que la Silésie donnée à la Saxe, c'était la constitution entre l'Elbe et l'Oder d'un grand État, aussi fidèle à Napoléon que jusqu'ici la Prusse l'avait été aux tsars, un instrument redoutable aux mains de son allié, son ennemi peut-être demain. Mais il lui en coûtait beaucoup de voir s'éloigner les espérances qu'il avait après Friedland arrachées au vainqueur par sa diplomatie, de lâcher la proie qu'il tenait sur le Danube, de renoncer à accroître comme ses illustres prédécesseurs, son empire des dépouilles de l'Infidèle.

Pour échapper à ce dilemme, le tsar mit tout en œuvre, les arguments, les séductions, la menace même de rompre. Ses entretiens avec Caulaincourt nous montrent les deux diplomaties aux prises. Alexandre rappela les conversations de Tilsitt, les promesses faites contre les Turcs sans condition d'une nouvelle injure aux Hohenzollern. Il combla Caulaincourt de prévenances, lui donna dans toutes les fêtes la première place, l'admit dans son intimité, lui parla de ses amours impériales, encouragea les siennes; et, quand il l'eut conquis et convaincu avec art de sa sincérité, il le chargea de menacer son allié délicatement d'une rupture. « S'il se croit trompé, écrivait Caulaincourt le 31 décembre 1807, on ne peut calculer les conséquences de sa réflexion. »

Napoléon ne tenait pas à la Silésie, essentiellement. Il était à demi sincère lorsqu'il faisait écrire à Caulaincourt : « L'Empereur est prêt pour l'un ou l'autre parti. L'un et

l'autre lui conviennent. » Pour retarder le partage de la Turquie, il eût volontiers épargné la Prusse. Le 14 janvier 1808 il calculait toujours que laisser les Russes gagner le Danube, c'était « décider la question de l'existence de l'empire turc, et livrer l'Égypte à l'Angleterre ». La mise en demeure de Caulaincourt l'inquiéta. S'il perdait l'alliance russe, que deviendraient tous ses projets? Il ne demandait qu'un an pour être en mesure de les réaliser. « Gagnez du temps, en y mettant assez d'art pour que ces délais ne soient point désagréables à la cour de Russie à laquelle vous ne pouvez trop faire entendre que la guerre avec l'Angleterre et la paix à laquelle il faut la forcer doit être le premier objet de l'attention des deux empereurs. »

Il traçait à Caulaincourt ces instructions, le 18 janvier, lorsqu'il reçut de lui un avis pressant sur la nécessité de prendre un parti. Quel parti prendre! Doit-il s'écarter, pour plaire à son allié, de la marche que lui tracent les intérêts de son empire et de son ambition? Pour la seconde fois, depuis Tilsitt, la diplomatie de son allié le tient en échec, inquiet, indécis. Nous avons conservé une double preuve de cette incertitude : une conversation du 22 janvier 1808 avec Metternich où il lui révèle les projets de partage de l'empire turc, et le désir de les retarder. Il lui demanda son concours formellement pour disputer l'Égypte aux Anglais, Constantinople aux Russes. Pour faire cette ouverture décisive et recourir ainsi à l'Autriche, il fallait que Napoléon eût vraiment besoin de s'assurer contre les risques de cette crise, à tout prix. Une lettre que Champagny adressa, huit jours après, à Caulaincourt trahit plus encore son embarras. « L'Empereur préférerait de beaucoup que les choses restassent telles que le traité de Tilsitt les a établies. L'arrangement même qui lui donnerait la Silésie en compensation de la Moldavie et de la Valachie, il ne le conclura qu'à regret. Mais peut-on se borner à exécuter le traité de Tilsitt, en maintenant l'alliance de la France et de la Russie? Par l'abandon de la Valachie et de la Moldavie, par le partage de l'empire turc, cette

alliance sera chèrement payée. Faites voir l'avantage de différer ces mesures, au moins jusqu'au moment où on aurait pu arracher à l'Angleterre l'empire de la Méditerranée qui la met en état de recueillir dès ce moment les plus précieuses dépouilles de l'empire ottoman. » C'étaient là moins des ordres qu'un dernier appel à l'habileté de l'ambassadeur, à son zèle, pour maintenir, en face d'une rupture menaçante, un système que Napoléon jugeait le meilleur, mais qu'il sentait ébranlé.

Quatre jours après, le 2 février 1808, ses hésitations avaient cessé. Son génie, fertile en expédients, inaccessible au doute, avait imaginé contre son allié la solution la plus étonnante, Talleyrand et Champagny disaient « la plus chimérique », qu'on ait vu paraître en deux siècles dans la politique européenne. Il avait trouvé le moyen, puisque la Russie l'obligeait d'agir en Orient avec elle, de le faire sans livrer la Turquie à l'ambition d'Alexandre, à la vengeance des Anglais : une expédition aux Indes par terre, d'accord avec le tsar, appuyée sur la Perse. « Ce n'est plus, écrivait-il tout d'un coup au tsar, que par de grandes et vastes entreprises que nous pourrons arriver à la paix et consolider notre système : que Votre Majesté augmente et fortifie son armée... Une armée de cinquante mille hommes russe, française, peut-être même un peu autrichienne, qui se dirigerait par Constantinople sur l'Asie, ne serait pas arrivée sur l'Euphrate qu'elle ferait trembler l'Angleterre... Je suis en mesure en Dalmatie. Votre Majesté l'est sur le Caucase. Un mois après que nous en serions convenus, l'armée pourrait être sur le Bosphore. Le coup en retentirait aux Indes et l'Angleterre sera soumise. Tout peut être signé et décidé avant le 15 mars. Au 1er mai, nos troupes peuvent être en Asie. Alors les Anglais menacés dans les Indes, chassés du Levant, seront écrasés sous le poids des événements dont l'atmosphère sera chargé. Votre Majesté et moi aurions préféré la douceur de la paix : les ennemis du monde ne le veulent pas. Il faut être plus grands malgré nous. J'exprime à Votre

Majesté mon âme tout entière. L'ouvrage de Tilsitt réglera les destinées du monde. »

Il faut citer cette lettre, nerveuse, éloquente, emphatique, qui n'a peut-être jamais eu sa pareille dans aucune chancellerie européenne pour s'expliquer les jugements divers qu'elle a provoqués. Aux uns, ce projet a paru, par l'éloquence du document qui le révèle, un projet sérieux, le dernier mot d'un programme de guerre à outrance contre l'Angleterre jusqu'aux Indes. Aux autres, un piège tendu avec de grands mots à la Russie pour l'obliger à laisser aux Français la domination du monde, la preuve d'une ambition malade et susceptible pourtant de calculs. C'est en réalité, tout autre chose, un expédient diplomatique approprié, dans des circonstances données, à une œuvre déterminée qui n'est ni seulement la lutte contre l'Angleterre, ni le dessein trop vague de dominer le monde, mais le partage devenu inévitable de l'empire ottoman, et surtout la conquête de l'Égypte.

Par les espérances qu'il avait éveillées à Tilsitt et par la diplomatie d'Alexandre, Napoléon se trouvait amené à précipiter ce partage qu'il s'efforçait depuis six mois de reculer par crainte de servir les ambitions de l'Angleterre et de la Russie. Les observations de Caulaincourt l'inquiétaient. Ou favoriser la Russie, en se déclarant trop tôt contre les Turcs, ou la perdre, s'il ne se déclarait pas. Tel était le dilemme auquel il se sentait acculé. Savary, qui revint de Pétersbourg à la fin de janvier 18 8, appuya les conseils de Caulaincourt. Il accrut même les craintes de l'Empereur : abandonner la Russie, c'était la rejeter dans les bras des Anglais. « C'est une vérité qu'il serait dangereux de taire. La nation serait toute prête à reprendre les armes et à faire de nouveaux sacrifices pour une guerre contre nous. » Faute grave, au moment où le roi et les ministres à Londres se prononçaient plus que jamais pour une lutte inexpiable, « une lutte imposante et terrible ». Tels sont les motifs que Napoléon donna lui-même alors de sa démarche du 2 février; ses entretiens avec Savary, la volonté de l'Angleterre

de pousser la guerre à outrance l'avaient, disait-il, déterminé, pour sceller et consolider l'alliance de Tilsitt, à agir immédiatement, au gré du tsar, en Orient. Il n'y a pas lieu de mettre en doute, sur ce point, la parole de l'Empereur. La diplomatie d'Alexandre, obstinée à la conquête des provinces roumaines, l'obligeait à cette concession.

Ce qu'il n'avouait pas, c'étaient les garanties, les réticences, les stratagèmes dont il entourait cette concession, pour en éviter encore les périls. Un rapprochement entre deux projets parallèles, formés à la même époque pour le même objet, permet à l'historien de retrouver les intentions secrètes de l'Empereur. Ce n'est pas un hasard si dès le 12 novembre, Champagny, dictant sur son ordre les instructions de Caulaincourt, le charge de pousser le tsar également à la guerre contre la Suède et dans les Indes, à la conquête de la Finlande, de la Baltique et de l'Asie. Dans les ordres qu'il envoie encore le 29 janvier au général, même coïncidence. On la retrouve, presque dans les mêmes termes enfin, dans la lettre du 2 février au tsar : « Votre Majesté a besoin d'éloigner les Suédois de sa capitale; qu'elle étende de ce côté ses frontières, aussi loin qu'elle voudra. Je suis prêt à l'y aider de tous mes moyens. » C'est après cette offre et avec cette promesse que Napoléon déploie son programme d'expédition aux Indes.

Les deux entreprises font partie d'un même plan, procèdent d'une même pensée. L'une des deux, au mois de février, était déjà entamée : le 15 février, vingt mille Russes étaient entrés en Finlande. Le Danemark allait, le 29, déclarer la guerre à la Suède et Bernadotte, en même temps, recevait l'ordre de débarquer en Scanie. La façon dont Napoléon soutint cette entreprise du Nord éclaire singulièrement le système dont elle faisait partie. Il n'était pas sincère, lorsqu'il promettait au tsar de lui fournir son concours tout entier. L'armée française de Bernadotte ne profita pas de l'hiver pour passer le Belt; Napoléon rejeta la faute sur les Danois et déclara, en avril 1808, le passage impossible par la belle saison. Les Russes soutinrent tout l'effort de la guerre : il

est vrai qu'elle leur donna la Finlande et que « les belles de Saint-Pétersbourg ne furent plus exposées à entendre le canon des Suédois. » C'est ce que l'Empereur répondit gaiement à son allié mécontent d'être seul à soutenir cette conquête et réduit à rappeler des troupes du Danube. « Nous n'avons gagné qu'un désert et des lacs, » répliquait d'un ton bourru Roumantsoff. Napoléon laissait dire, mais il faisait ses confidences à Talleyrand. « Je ne pouvais pas aussi légèrement porter mes soldats contre la Suède. Ce n'est pas là que sont mes affaires » (25 avril 1808). Ce dernier mot en dit long sur sa politique : il lui importait de mettre aux prises dans le Nord l'Angleterre et le tsar. Il se gardait les mains libres par cette diversion, pour agir ailleurs.

L'expédition qu'il proposait en Asie était une diversion du même genre, autrement importante, et plus grosse de complications, partant beaucoup plus favorable à ses desseins. Déjà, par l'affaire de Suède, le Danube était dégagé des troupes russes. Les Anglais, sous le commandement du général Moore, quittaient la Méditerranée et la Sicile pour remonter au plus vite vers la Baltique. Que serait-ce lorsqu'une armée russe et autrichienne jetée au delà du Bosphore et du Caucase atteindrait l'Euphrate, et que la Perse, appuyant comme le Danemark au nord cette opération, se déclarerait contre l'Angleterre : elle recevrait « le coup de massue » : « sans barrière dans ses possessions les plus lointaines, source principale de sa richesse, elle ferait à n'en pas douter une résistance désespérée. » Ce duel, qui pouvait être long, c'était la Russie « *amicalement refoulée en Asie*, » et l'Angleterre « *visée dans son empire asiatique*, écartée de la Méditerranée, *chassée du Levant* ».

Alors, dès le 7 février, Napoléon ordonne à Ganteaume et à son frère Joseph d'occuper la Sicile, et de ravitailler Corfou. Il accumule des ressources dans cette île pour une expédition d'Egypte, en même temps que pour l'entreprise contre la Turquie d'Europe. Mais cette opération continentale secondaire n'est qu'une simple menace pour détourner

les Anglais de la Méditerranée. Napoléon se voit enfin maître de cette mer que depuis dix ans ils lui ferment. Il touche au but obstinément poursuivi à travers les crises glorieuses d'une carrière qui aurait satisfait et fixé toute autre ambition que la sienne. « J'attends d'autres escadres, écrit-il alors à Joseph. Ce seront celles de Lorient, de Brest, de Carthagène, les vaisseaux de l'île d'Elbe, ceux de Lisbonne, ceux de Cadix. Ainsi se composera une redoutable armée navale, irrésistible par sa masse : frôlant d'abord les rivages de Tarente, elle y prendra à son bord un corps expéditionnaire et ira le jeter en Egypte où la population nous appelle et espère en nous. » Aux ordres fiévreux que depuis février 1808 il distribue à sa marine, à ses lieutenants de Naples et de Corfou, on sent que sa diplomatie leur a confié le rôle principal. Contrairement à ce qui s'exécute dans la Baltique, ou se prépare sur le Bosphore, opérations à ses yeux secondaires, l'entreprise sur l'Egypte, voilà la grande affaire, l'affaire essentielle. La moindre faute, la moindre hésitation de ses escadres l'irrite. Il lui échappe des cris comme celui-ci : « Souvenez-vous de ce mot : dans la situation actuelle de l'Europe, le plus grand malheur qui puisse m'arriver est la perte de Corfou. Elle porterait un coup funeste à mes projets » (mars 1808.)

Il faut, de ces paroles prononcées en 1808 par l'Empereur avec un tel accent, rapprocher le langage qu'il tenait au lendemain de Campo-Formio : « Les îles de Zante et de Céphalonie sont pour nous plus importantes que l'Italie tout entière. Si nous étions obligés d'opter, il vaudrait mieux restituer l'Italie tout entière et garder les quatre îles. » Durant ces dix années, pour le général corse qui déjà avait fait en 1797 le rêve de se tailler entre la Révolution et l'Autriche une souveraineté italienne, quel changement prodigieux ! Le partage de l'Europe imposé à toutes les puissances successivement ; sa part, sans cesse accrue, et en 1808, la France étendue pour lui jusqu'à la mer du Nord, à la Vistule, au golfe d'Otrante, et bientôt jusqu'à Gibraltar. Et cependant, à ce degré où la fortune l'a porté depuis

ses débuts, son ambition s'attache obstinément au programme qu'il a une fois conçu. On pourrait sourire d'entendre le maître de l'Europe, à l'apogée de sa puissance, trembler à l'idée de perdre Corfou : mais à ce compte, n'était-ce pas folie plus grande que de préférer à l'Italie les îles Ioniennes, en 1797? Isolées à travers son histoire, si remplie et si courte, ces deux phrases d'une même portée exposeraient à une facile méprise : rapprochées, elles éclairent l'histoire et expliquent l'homme. L'idée fixe qu'elles révèlent, cette longue patience que ne lassent ni les obstacles, ni surtout les succès, c'est la marque du génie, sûr et toujours maître de lui : « Pour réussir, il n'y a pas besoin d'être Dieu, mais de vaincre les obstacles et de partager ma volonté qui est forte, » disait Napoléon à ceux qui critiquaient alors l'étendue de ses entreprises.

Son projet contre les Indes de même, où l'on a cru trouver la preuve d'une ambition exaspérée jusqu'à la folie, aurait cette apparence, si on ne le jugeait à sa date, à sa place dans l'ensemble de la diplomatie napoléonienne. C'est tout simplement un calcul de l'Empereur, un moyen secondaire d'occuper les Anglais et les Russes au loin, pour s'assurer la part de l'empire ottoman qu'il a toujours convoitée, l'Egypte. Obligé au partage de la Turquie par Alexandre, il le pousse en Asie comme dans le Nord contre les Anglais, dégage le Levant, pour s'y installer enfin.

Il consent alors au partage, puisque la Russie l'exige. « L'Empereur doit avoir pris son parti, disait avec impatience Alexandre à Caulaincourt le 20 février. Il sait s'il veut ou non tenir ce qu'il m'a dit à Tilsitt. » Il se décidait en effet, le 2 février, mais avec quelle prudence encore! Aucune trace dans sa lettre de conditions formelles, ni de propositions fermes : « Je ne me refuse à aucune des stipulations préalables nécessaires pour arriver à un si grand but. Mais l'intérêt réciproque de nos Etats doit être combiné et balancé. Cela ne peut se faire que dans une entrevue avec Votre Majesté, ou bien après de sincères conférences entre Roumantsoff et Caulaincourt et l'envoi ici d'un homme qui soit

bien dans le système. » Sa diplomatie a résolu, dans cette crise, d'attendre ou de provoquer, par des confidences et des épanchements analogues à ceux de Tilsitt, les demandes du tsar : sur ce terrain glissant Napoléon n'a négligé aucune sûreté.

Le premier mouvement d'Alexandre, lorsqu'il reçut cette lettre, fut la joie, une joie enthousiaste, certainement sincère. « Cela me fait grand plaisir. général, dit-il à Caulaincourt. je vous parle franchement. » Et plusieurs fois, dans la journée, il lui répéta : « Voilà le style, voilà le langage de Tilsitt, voilà des paroles de Tilsitt. » Il se félicitait d'avoir ramené son allié à ses volontés. Dans cette lutte diplomatique où leur alliance les engageait, il se croyait au bout de six mois vainqueur, maître du Danube et du Bosphore peut-être.

Mais bientôt l'enthousiasme fit place à la réflexion. Devina-t-il en relisant la lettre de l'Empereur les sûretés qu'il se ménageait, les réserves de ce programme qui n'était pas « son âme tout entière »? Ce qui est certain, c'est qu'aussitôt il voulut des garanties. Se défiant à son tour de ce que Napoléon pourrait surprendre dans une entrevue, il accepta le principe d'une rencontre, en fixa le lieu, Weimar ou Erfurt et promit avec une feinte impatience « d'y *aller jour et nuit* ». Mais il entendit que d'abord les deux ministres Caulaincourt et Roumantsoff se missent d'accord sur les conditions du partage. Il espérait sans doute plus facilement réduire le serviteur que le maître.

Napoléon avait prévu cette réponse et d'avance prescrit à Caulaincourt d'accepter la discussion. Il lui avait aussi fourni les moyens de s'y défendre, ses intentions, ses ordres. Elle commença le 2 mars, et dura dix jours. Elle fit grand honneur au ministre français, réduit à discuter loin de l'Empereur, seul contre Alexandre Ier et Roumantsoff. Elle prouva d'ailleurs que la diplomatie russe était de force à se mesurer avec celle de Napoléon. Au cours des propos échangés, des phrases comme celles-ci furent prononcées par le ministre du tsar : « C'est pour vous que nous irons aux Indes, nous n'y avons aucun intérêt personnel. Les îles

sont pour vous une richesse incalculable : l'Egypte et la Syrie, vous en disposerez pour qui vous voudrez, et nous, qu'aurons-nous pour cela ? » Les Russes ont déjà pénétré les intentions de Napoléon ; la diversion en Asie est pour lui le moyen de conquérir l'Egypte. Ils ne s'y trompent point. « Cette coopération, précisément parce qu'elle sera sans limites, doit entraîner de grands profits, des avantages qui parlent aux yeux, frappent la nation, la rallient au nouveau système et ne lui paraissent pas disproportionnés avec les sacrifices exigés d'elle. » Ces grands profits, Roumantsoff, à la fin des entretiens, les a formulés : les Principautés roumaines, la Bulgarie, la Roumélie, surtout Constantinople. Byzance enlevé aux Infidèles après un siècle d'efforts, la croisade russe victorieuse, tels sont pour Alexandre et pour son ministre l'objet du système inauguré à Tilsitt, le prix de la guerre déclarée aux Anglais, la condition *sine qua non* de la poursuite de cette guerre jusque dans les Indes.

Ces propositions n'étaient pour Napoléon ni pour Caulaincourt une surprise. Ils pensaient bien, comme le fit observer Roumantsoff que l'expédition d'Asie supposait l'expulsion des Turcs du Bosphore, et qu'il fallait se préoccuper de leur succession. Y constituer un Etat neutre eût paru bon ; mais c'était œuvre impossible et fragile. La Russie la rejetterait ou la briserait. La seule solution de cette question redoutable, c'était de réclamer pour la France, ou à l'extrême rigueur pour l'Autriche, les Dardanelles en échange et en face de Constantinople. Napoléon l'avait prescrite d'avance à Caulaincourt qui fit tous ses efforts pour la faire accepter au tsar. La France voulait bien donner aux Russes la mer Noire, le Danube, le Bosphore et Trébizonde, mais, comme Pierre le Grand avait eu la Baltique, avec « des barrages aux Dardanelles et au Sund ». Roumantsoff d'abord, Alexandre lui-même s'y refusèrent obstinément. Aux sollicitations de Caulaincourt, à ses raisons, ils répondaient sans se troubler que l'opération aux Indes serait subordonnée à cette condition. Ils n'entendaient pas « être refoulés en Asie ». Ils faisaient fi des conquêtes que, pour

les détourner, l'Empereur leur offrait au loin. Les Dardanelles, après tout, n'étaient « qu'une langue de chat » : ils l'exigeaient. Le 16 mars, impuissant à les convaincre, Caulaincourt écrivait à son maître : « Que votre Majesté réunisse l'Italie à la France, peut-être même l'Espagne, qu'elle change les dynasties, fonde des royaumes, qu'elle exige la coopération de la flotte de la mer Noire et d'une armée de terre pour conquérir l'Egypte, qu'elle fasse avec l'Autriche les échanges qui lui conviendront, en un mot, que le monde change de place : si la Russie obtient Constantinople et les Dardanelles, on pourra, je crois, lui faire tout envisager sans inquiétude. »

« Il faut que la Russie montre moins d'ambition, lui répondit l'Empereur tout simplement. Si c'était là son ultimatum, il serait difficile à arranger. » Il n'entrait point dans les vues de l'Empereur d'installer la Russie sur la mer Egée, de lui ouvrir l'accès de la Méditerranée. Pour l'en empêcher, il refusait depuis Tilsitt de s'expliquer sur le partage, le retardait. Obligé de parler, il avait dans le même dessein imaginé de refouler les Russes en Asie. Alexandre et ses ministres, flairant le piège, résistaient. Il ne restait plus d'autre ressource que de réduire le tsar par la persuasion, de le flatter, de l'éblouir : une entrevue, des entretiens amicaux, les procédés de Tilsitt, pour en achever le système directement entre les deux souverains. « C'est parce que j'avais prévu ces difficultés que j'avais demandé l'entrevue, et non pas pour une vaine formalité ; j'ai calculé qu'il faut certainement trente courriers pour finir cette affaire, que trente courriers à deux mois consumeront trois ans, que nous aurions tout terminé en trente conférences qui, à deux par jour, auraient employé quinze jours, » écrivait l'Empereur le 18 avril.

Mais justement pour les raisons que Napoléon avait de souhaiter l'entrevue, Alexandre la redoutait. Il y mettait comme condition l'accord préalable sur le partage, la promesse essentielle de Constantinople. Pour l'obliger à être plus conciliant, Napoléon avait feint de ne plus souhaiter

l'entrevue. Il partit pour Bayonne au début d'avril 1808. « Il est fâcheux, écrivait-il encore à Caulaincourt, que l'entrevue n'ait pas eu lieu. Au lieu d'être ici, je serais à Erfurt. » La question d'Orient le préoccupait plus encore que les affaires d'Espagne. « Le fond de la grande question, disait-il encore le 31 mai, est toujours là : qui aura Constantinople? » A aucun prix, il ne voulait consentir à un entretien, dont la condition serait la promesse dangereuse d'une concession aussi importante. « Je suis disponible, ajoutait-il, mais je veux l'entrevue sans condition. Bien mieux, il faut que l'on convienne d'abord que je n'adopte pas les bases proposées par M. Roumantsoff qui me sont trop défavorables. »

Dans cette même dépêche enfin, l'Empereur donnait les raisons de son refus obstiné. Il a fait écrire plus tard dans le *Mémorial :* « Constantinople est placée pour être le centre et le siège de la domination universelle. » Cette déclaration a fait croire à une ambition démesurée, à un désir insatiable de dominer, par le Bosphore, l'Europe et l'Asie à la fois. Des motifs moins éloignés, plus sérieux, qu'il exposait le 31 mai à Caulaincourt, expliquent mieux cette décision. Le point essentiel à ses yeux, ce n'était pas Constantinople, mais les Dardanelles « d'où la Russie se trouverait aux portes de Toulon, de Naples et de Corfou. » S'il laissait cette position à son allié, la conquête de l'Egypte et de la Syrie devenait précaire, douteuse même : car qui pouvait assurer que le tsar installé à Constantinople et maître de sa part nous aiderait à prendre la nôtre, et ne nous fermerait pas la route entre Toulon, Tarente, Corfou et Alexandrie? Depuis qu'à Tilsitt il eut lancé l'idée du partage, Napoléon a entrevu ce danger. S'il a refusé aux Russes les Principautés, c'est qu'elles lui paraissaient former un chemin plus ouvert, plus rapide vers le terme de leurs ambitions que ne le serait pour lui la route de la Méditerranée, fermée par les croisières anglaises, par les Russes eux-mêmes plus vite satisfaits. Et sans l'Egypte et le Levant, à quoi bon un partage à ce point inégal? A plus forte raison ne

pouvait-il laisser les Dardanelles à son allié. « Vous nous mettrez dans votre poche, » avait dit Caulaincourt à Roumantsoff. « Ce n'est pas concilier les intérêts des deux empires, répétait son maître le 31 mai, que de sacrifier les intérêts de l'un à ceux de l'autre et compromettre même son indépendance. » Point de partage à cette condition : c'était son dernier mot.

Talleyrand, qui suivait, sans y prendre part, cette diplomatie, fit alors ses confidences à Metternich. « La question du partage me paraît un peu plus éloignée, ne dites pas ajournée, je dis tout au plus un peu moins imminente. » « L'Empereur ajourne tout sans rien décider, » disait de son côté avec aigreur Alexandre I[er] à Caulaincourt. Mais ce n'était qu'une tactique; rien de plus.

Le 28 avril, Napoléon accueille la nouvelle d'une révolte militaire à Constantinople comme le symptôme de la ruine et du partage de la Turquie. Du 11 mai au début de juillet, rien ne l'occupe plus que les préparatifs de sa grande expédition en Orient. L'armée de Dalmatie, sur la conscription de 1809, a reçu des renforts pour l'entreprise continentale que le tsar doit diriger. Mais c'est l'Egypte qui demeure l'objectif principal : les géographes en dressent une carte détaillée « qui restera sous les sceaux comme secret d'Etat pour être distribuée dans un événement extraordinaire. » Le ministre de la marine établit le plan et les devis d'un grand armement maritime à Toulon. Le ministre de la guerre doit réunir toutes les ressources qu'avait l'armée d'Egypte en 1798 à son débarquement. Les ordres seront donnés à Tarente pour y préparer vingt mille hommes; des munitions s'accumulent à Corfou. C'est le grand effort qui touche à son terme : l'Empereur en a fixé la date. Il annonce (30 juin 1808) au vice-roi d'Italie qu'il passera les Alpes en octobre ou novembre au plus tard. Car c'est lui qui donnera le branle. Il ne veut confier ce soin à personne. Et de la péninsule où a commencé sa prodigieuse fortune, d'où il a conçu son entreprise orientale, il va reprendre l'œuvre interrompue; avec le concours du tsar, vainqueur de l'Angleterre, il l'achève.

Ce concours décisif, il se croit en droit de l'escompter. Lassé par sa diplomatie, menacé en Finlande par les Suédois qui ont repris victorieusement au mois de mai l'offensive en Bothnie et bloquent avec les Anglais la flotte russe dans la Baltique, circonvenu, séduit par Caulaincourt, Alexandre Ier au mois de juin consent à l'entrevue, sans conditions préalables, pour le mois d'août. Napoléon y voit la preuve que son obstination a triomphé des exigences de son allié. Il compte sur son influence, les ressources de son éloquence, sa persuasion pour achever ce grand succès diplomatique, indispensable à l'exécution définitive de son programme oriental.

Si l'on considère, en se plaçant à la date où nous sommes, au mois de juillet 1808, le développement de ce programme, les espérances de Napoléon paraissent, en effet, justifiées. Jamais il n'a été plus près de les réaliser qu'à cette époque qui fut le point culminant de ses efforts et de sa fortune. Fortement installé en Dalmatie, à Corfou, à Naples, et par l'élévation de son frère Joseph au trône d'Espagne, sur toute la côte espagnole, servi au Nord par une diversion qui a fait évacuer aux Anglais la Sicile et presque la Méditerranée, assuré de la bienveillance de l'Allemagne, de la neutralité de l'Autriche, l'Empereur des Français est de force à partager l'empire ottoman, de manière à ce que Russes et Anglais soient contraints enfin de lui abandonner sa part, l'Egypte, la Syrie, la Grèce et les îles.

Cependant les longues négociations qu'il a poursuivies depuis Tilsitt, pendant l'année 1808, trahissent, à la veille de cette œuvre décisive, ses hésitations, parfois son embarras, à de certains moments sa déception même. Son alliance avec la Russie n'a ni la sûreté ni la valeur d'un rapprochement solide fondé sur la communauté des intérêts. Comme tous les accords politiques du dix-huitième siècle, comme ceux mêmes auxquels il a dû sa fortune, cette alliance a la fragilité et les caractères d'une entente pour ainsi dire forcée par la rencontre des mêmes convoitises. L'amitié des deux Empereurs si hautement proclamée dé-

guise mal la lutte perpétuelle de leurs ambitions. C'est en se menaçant d'une rupture grosse de périls et de déceptions qu'ils demeurent unis. S'ils se tiennent aux yeux du monde embrassés, c'est à la façon de lutteurs qui se cherchent, et essaient leurs forces et surtout leur adresse. Avec ses apparences de tendresse mutuelle, en un mot, leur mariage politique n'est qu'un mariage de raison, et de la pire, de la raison d'Etat qui gouverne les affaires du monde et les ont bouleversées depuis un siècle.

Quoique Napoléon espère, de cette amitié qui n'a été qu'un long duel, dans l'entrevue prochaine acceptée par Alexandre sans condition, recueillir le profit décisif, il ne le tient pas encore. La diplomatie de son allié vaut à peu de chose près la sienne. Les caresses du tsar, ses bonnes grâces et son charme n'excluent ni l'entêtement, ni la souplesse et servent même les feintes, les réserves brusques ou déguisées que son ambition imagine. Depuis que Napoléon a négocié avec l'Autriche le partage de l'Italie, avec les Prussiens le partage de l'Allemagne, avec la Russie celui de l'Europe, jamais négociation ne lui a pris plus de peine et de temps que la ruine et le démembrement de l'empire ottoman.

Et cela particulièrement explique et fait comprendre comment il y pourra échouer. Pour le maître de l'Europe, c'est une proie facile en apparence que cet empire décrépit dont la décadence s'accuse, au moment où il s'en approche. Mais alors que tant de puissances moins faibles ont été victimes depuis quarante années des appétits combinés de leurs voisins, le système de partages qui a précipité leur ruine et servi la Révolution avec Bonaparte se limite en Turquie par son principe même. Ce régime de violence et d'astuce a en effet ses règles, l'équivalence absolue des parts que les puissants se distribuent aux dépens des faibles. Les possessions du Sultan sont telles qu'on n'y peut découper des parts égales. Rien ne pourrait compenser aux yeux des Anglais l'attribution de la Syrie et de l'Egypte à la France, et Napoléon préférerait renoncer au partage que de les

leur laisser. C'est le secret de l'énergie que dépense contre lui le gouvernement anglais, malgré des conquêtes inespérées aux quatre coins du monde. C'est aussi le secret des hésitations de l'Empereur à précipiter l'événement après 1807, le motif de toutes les garanties que sa diplomatie accumule.

L'entente des grandes puissances continentales se heurte également à la difficulté, à l'impossibilité de compenser par un équivalent l'avantage que procurerait à l'une d'entre elles la cession de Constantinople. Pour l'Autriche, c'est la clef des Balkans; pour la Russie, de la mer Noire; pour la France, de la mer Egée qu'elle convoite. Il y a là une situation exceptionnelle que les discussions de l'alliance de Tilsitt ont mise en pleine lumière. Le système des partages ne s'y applique plus : la Turquie peut encore être sauvée par les principes qui ont condamné la Pologne. Et de fait l'empire ottoman subsiste, la Pologne n'a point été reconstituée.

En 1808, la fortune de Napoléon rencontra soudain cette résistance presque fatale des choses. Il n'y a point de prodige en histoire : l'élévation du conquérant est l'œuvre à la fois de son génie, de la France soutenue par un élan national dont il s'est fait un instrument docile, et des méthodes enfin que les politiques de l'Europe ont fournies à son ambition. Tout le monde en 1808, à Erfurt où il va paraître comme sur une scène triomphale, reconnaît et salue son génie qui n'a point en effet faibli et s'acharne à sa tâche. Mais aux portes de l'Orient où son ambition le pousse, le système des partages jusque-là favorable à sa fortune lui manque. Il le sent, cherche des expédients contre la puissance des choses, espère encore triompher par la puissance de sa volonté. Il se flatte, selon le mot de son plus récent biographe, d'être à lui-même sa seule ressource. Quoique mécontente des conscriptions, mais trompée toujours par le mirage d'une lutte nationale, la France lui fait crédit et s'abandonne à ses desseins. C'est alors que se dessine parmi les collaborateurs de son secret, dans sa famille même qui en a pénétré

l'objet véritable, une sourde opposition, assez forte pour paralyser la seule force dont il dispose encore, sa volonté toute-puissante. Contre ses desseins, Talleyrand forme ses intrigues ; les frères de l'Empereur développent les leurs. Les affaires d'Espagne déterminent cette crise décisive pour sa fortune : Napoléon ira s'y perdre au moment où il croit tout gagner, mal servi ou trahi.

Au mois d'octobre 1807, l'Empereur avait fait du roi d'Espagne et du ministre Godoy ses complices contre le Portugal, avec l'intention soigneusement cachée de les envelopper dans la ruine des Bragance. Son envoyé à Madrid lui en préparait les moyens : Beauharnais encouragea l'héritier du trône, Ferdinand, à intriguer contre son père avec ses conseillers, les ducs de l'Infantado, de San Carlos et le chanoine Escoïquiz jaloux de ruiner et de remplacer le prince de la Paix. Il l'engagea, le 12 octobre 1807, à écrire à Napoléon pour lui demander la main d'une princesse impériale et son concours. Ces discordes de la famille royale à Madrid fournissaient à la diplomatie de Napoléon l'occasion d'intervenir en Espagne sans se démasquer.

Le 28 octobre 1807, Charles IV saisit les preuves de la trahison de son fils, le fit arrêter avec ses complices, et invoqua aussitôt l'aide de son puissant allié, sollicité d'autre part de sauver Ferdinand. A cette nouvelle le 8 novembre 1807, Clarke, le ministre de la guerre, recevait l'ordre de mettre en mouvement l'armée de la Gironde, de fortifier les places des Pyrénées, et d'amener *en poste* une nouvelle armée des bords du Rhin. Un instant cet ordre fut suspendu : le fils rebelle, prisonnier, faisait des aveux complets et révélait à son père ses intrigues avec la France. Il implora son pardon : conseillé par Godoy qui se prit à découvrir les desseins et la politique de l'Empereur, Charles IV pardonna à son fils, pour échapper à l'intervention française (5 novembre). Mais ce ne fut qu'une trêve

bien courte. Napoléon ne put se résoudre à abandonner la partie.

Le 13 novembre, il annonçait à Charles IV son dessein de renforcer l'armée de Portugal. L'homme de confiance qu'il chargeait de cette commission officielle, M. de Tournon, en avait une autre, plus importante. Il devait rendre compte de l'état du pays, de ses sentiments à l'égard de Godoy et du prince des Asturies, de la situation des places fortes et de l'armée espagnole. Sous la conduite du général Dupont qui le même jour reçut ses instructions, une armée de vingt-deux mille hommes passait la Bidassoa. Au moment où elle arrivait à Valladolid, Moncey, habitué aux guerres d'Espagne, amenait le 9 janvier une seconde armée forte de vingt-huit mille hommes par la Biscaye. C'était sans doute la route du Portugal : mais, comme à la même date l'Empereur invitait Junot à détacher six mille hommes au moins en arrière sur Badajoz et Alcantara, c'était la preuve qu'il n'avait pas besoin de renforts. « Il se préparait des événements inattendus avec l'Espagne, » disait l'Empereur alors. L'entrée d'un troisième corps de douze mille hommes en Catalogne (février 1809), d'un autre en Navarre, l'occupation de Pampelune, de Figuières, de Saint-Sébastien, de Barcelone ne laissa plus d'illusion aux Bourbons. L'invasion, la conquête de la Péninsule commençaient. Quoique Napoléon prétendît au Corps législatif justifier ces opérations par la nécessité de défendre Cadix (24 janvier 1808), le choix d'un généralissime, de la famille impériale, de Murat appelé en toute hâte de Dusseldorf le 20 février, indiquait l'importance de l'entreprise. Le grand-duc de Berg était l'homme des coups de main heureux : il devait sa fortune à son sang-froid, à sa décision dans l'affaire de Brumaire. C'est pour cela que Napoléon l'envoyait au delà des Pyrénées avec l'ordre de se diriger, aussitôt après la prise de Pampelune, sur Burgos et Madrid, sans lui révéler encore l'étendue de sa mission (2 et 7 mars 1808).

Le premier ministre d'Espagne acquit à ce moment la certitude du complot formé à Paris contre son maître. A la

fin de février 1808, Napoléon chargeait Talleyrand d'offrir à l'envoyé d'Espagne, Izquierdo, l'échange des provinces de l'Ebre contre le Portugal, sans doute pour les tromper tous deux et justifier son invasion. Izquierdo ne s'y méprit pas, refusa, et revint en toute hâte avertir Godoy. Il était trop tard : Charles IV ne put réaliser le dessein que le désespoir lui conseillait, s'enfuir. Son fils, prêt à se révolter, lui interdit de quitter Madrid. Le 17 mars 1808, au moment où Murat s'approchait de la capitale, la foule et les troupes, travaillées par les agents du prince des Asturies, se jettent sur l'hôtel de Godoy à Aranjuez pour l'empêcher d'emmener le roi. Elles exigent sa destitution que Charles IV leur accorde le 18 mars. Le soir même, reconnu par la foule, le prince de la Paix échappe avec peine à ses colères. Et le lendemain, le roi, après un dernier effort pour fuir sur Grenade, menacé lui-même par l'émeute, abdique en faveur de son fils.

Quatre jours après, le 23 mars, Murat, à la tête de l'armée française en bel ordre, prenait possession de Madrid. Les calculs de Napoléon se réalisaient. « Ce qui est arrivé à Aranjuez est fort heureux, écrivait-il le 26 mars; la certitude que le roi ne partira pas est très avantageuse. » Il tenait les Bourbons entre ses mains sans violence, par l'effet de leurs discordes qui l'autorisaient à agir. Le 25 mars 1808, Charles IV déclarait nulle son abdication obtenue par la force et sollicitait le concours de l'Empereur. Ferdinand envoyait à Murat son confident Escoïquiz pour prendre les conseils de la France. Par là, Napoléon se crut justifié et couvert. Il fit dire par Caulaincourt à l'Empereur de Russie le 31 mars : « Je ne suis pour rien dans les affaires d'Espagne. Mes troupes étaient à quarante lieues de Madrid, lorsque ces événements ont eu lieu. Le prince de la Paix était généralement haï, mais le roi Charles était aimé : vous direz aussi que le roi a été forcé et que vous ne seriez pas étonné que je me décidasse à le remettre sur son trône. Les mauvais esprits de Saint-Pétersbourg diront que j'ai dirigé tout cela. »

Ces mauvais esprits en Russie, aussi bien qu'ailleurs,

avaient raison. Lorsque l'Empereur parlait de rétablir Charles IV, il prenait ses mesures pour lui donner un successeur de sa propre famille. La difficulté qu'il eut à le trouver fut peut-être la source principale de tous les embarras qui peu à peu ruinèrent son intrigue. Joseph, après Tilsitt, paraît s'être disposé d'abord à échanger le trône de Naples contre celui d'Espagne. Au mois de décembre 1807, ses idées changèrent à la suite d'une entrevue qu'il eut avec son frère en Italie. Il craignit de quitter le certain pour l'inconnu, et ce fut lui sans doute qui proposa à Napoléon de marier au prince des Asturies une fille de Lucien dont il souhaitait le retour en grâce. Mais Lucien refusait, pour reprendre son rang dans la famille, de sacrifier sa femme, Mlle Jouberthon, aux exigences du maître. « Il n'y a pas un moment à perdre, les événements pressent. Il faut que les destinées s'accomplissent, » écrivait le 20 décembre Napoléon de Milan à Joseph pour qu'il intervînt et décidât leur frère à cette séparation nécessaire. Lucien s'obstina; et pendant ce temps l'affaire d'Espagne se dessinait.

A la nouvelle de la crise d'Aranjuez, un autre parti se présente à l'esprit de l'Empereur : rappeler Louis de Hollande, pour lui donner l'Espagne. Le 27 mars il lui écrit : « Répondez-moi catégoriquement, mais ne mettez personne dans la confidence. Il faut qu'une chose soit faite pour qu'on avoue qu'on y a pensé. » Les mêmes raisons déterminèrent le refus du roi de Hollande, après celui de Joseph. Ce que Napoléon leur proposait, c'était une tâche qu'ils sentaient périlleuse et lourde, au lieu d'une situation sûre à exploiter. Leur ambition n'était pas de mesure à servir la sienne. Portés par les événements et le génie de l'Empereur à des fonctions qui flattaient leur vanité, leur procuraient des revenus, des jouissances, les frères de Napoléon eurent leur politique, dès le premier jour opposée à la sienne. Tandis qu'il les considérait comme des lieutenants d'un ordre supérieur, et des administrateurs de provinces françaises, ils cherchaient à se constituer une domination solide,

à prendre racine dans le pays, à conquérir les peuples, a se les attacher. Sans doute, ils tiraient de leur royaume de larges profits pour leurs plaisirs ou leur luxe, comme Jérôme en Westphalie ou Joseph à Naples; mais ils les calculaient de manière à ne pas mécontenter leurs sujets et, pour justifier leur part, réduisaient celle de la conquête, de la France et de l'Empereur. « Par là, selon l'observation de Talleyrand, chacune de ces créations royales devenait un principe de dissolution dans la fortune de Napoléon. » L'Empereur le sentait, et ne ménageait pas à ses frères les reproches, s'indignait de leur luxe, de leur souci de popularité, de leur indépendance. Mais ils connaissaient le secret de ses ambitions : il ne pouvait plus se passer d'eux. Le refus de service qu'ils lui opposèrent au mois de mars 1808 fit grand tort à son intrigue d'Espagne.

Quoiqu'il ait nié plus tard dans le *Mémorial* toute préméditation dans les actes qui lui permirent alors de disposer de la royauté espagnole, Napoléon a pratiqué là un de ces secrets politiques qui lui étaient familiers. Il est vrai aussi qu'il se réservait, au moment où l'intrigue serait à point, de la conclure par ce qu'il appelait « un immense coup d'Etat ». Il s'apprêtait à frapper de haut, comme la Providence. Pour y réussir, la promptitude n'était pas moins nécessaire que la vigueur. Aussitôt après la condamnation des Bourbons, leur successeur devait être désigné. Au début d'avril 1808, les Bourbons étaient condamnés. Napoléon n'avait encore obtenu le consentement d'aucun de ses frères. Le mois d'avril se passa : il fallut que le 10 mai l'Empereur se décidât à donner l'ordre à Joseph de quitter Naples et de venir, sans répliquer et sans tarder, en Espagne.

Ces délais gâtèrent toute l'affaire. « On ne peut, écrivait Murat dès le 25 mars, laisser l'Espagne plus longtemps dans l'incertitude sur son sort. » Pour faire prendre patience aux Espagnols, Napoléon annonçait son arrivée, et ne venait pas, malgré les instances de son lieutenant. Le parti qui avait fait la révolte d'Aranjuez et proclamé Fer-

nand VII profitait de ces ajournements pour s'organiser, cherchait à mettre la main sur Godoy, travaillait l'armée, les gardes du corps, les populations des grandes villes. « Il ne faut pas, répétait Murat le 26 avril, laisser languir les Espagnols. C'était un très grand mal. On n'était plus tourmenté que par l'impatience et le désir de connaître le nouveau roi. » Si, au mois de mars, l'Empereur avait présenté à l'Espagne un roi de sa façon, son prestige l'eût peut-être fait accueillir, ainsi que la certitude d'être délivré de Godoy. Mais, en présence des troupes françaises et des hésitations de Napoléon dont les raisons n'étaient pas connues, la nation espagnole s'imagina que ces questions dynastiques dissimulaient des intentions de conquête, de démembrement, d'annexion. Ce qui venait de se passer aux frontières, en Portugal, encourageaient ces craintes. « C'est une nation fière et impressionnable, disait encore Murat le 10 avril, qui ne voudrait pas être conquise, mais qui se donnerait, qui ne voudrait pas paraître avoir fait par force ce qu'elle avouerait avec orgueil être son ouvrage. »

On peut concevoir l'effet qu'eut sur cette nation déjà portée à se défier l arrestation subite de ses rois à Bayonne (le 2 mai 1808). Savary avait été chargé confidentiellement par l'Empereur de ce dernier coup de main qui devait terminer l'affaire. Arrivé à Madrid le 7 avril, l'envoyé de Napoléon persuada à Ferdinand VII et surtout à son Conseil de faire le voyage de Bayonne, où son maître, disait-il, l'attendait pour le reconnaître. Savary a nié dans ses Mémoires plus tard ce mensonge. Tous les témoignages le lui attribuent. Ferdinand se mit en route avec ses conseillers le 10 avril, laissant la régence à une Junte et à son oncle, l'infant Don Antonio. A Burgos, puis à Vittoria, il hésita un instant à continuer sa route : mais la crainte des troupes françaises, les instances de Savary, et le désir surtout d'être reconnu le menèrent jusqu'à Bayonne où il arriva le 20 pour présenter ses hommages à l'Empereur. Le 21, au lieu du trône d'Espagne qu'il s'imaginait acquérir, il reçut l'offre, s'il se montrait docile, de la couronne d'Etrurie, et

d'un mariage avec la fille de Lucien. Le plus courageux de ses ministres, Cevallos, secrétaire de la Junte, lui recommanda la résistance. De force, Napoléon ne pouvait l'obliger à abdiquer. Mais l'Empereur s'était réservé un autre moyen.

Le 30 avril, le roi Charles IV et sa femme Marie-Louise arrivaient à Bayonne à leur tour. On n'avait pas eu besoin de les y contraindre La reine et son mari, effrayés du traitement que les Espagnols infligeaient au prince de la Paix, demandaient à quitter l'Espagne pour se mettre sous la protection de l'Empereur. Ils craignaient que leur fils ne se fît livrer Godoy par Napoléon. « Le poison est bien à redouter. De grâce, emmenez-nous en France, lui et nous deux, tout est danger, tout est risque, » écrivait la reine à Murat, le 16 avril. Ils attendirent seulement, pour s'éloigner, l'assurance que le grand-duc de Berg avait réussi à retirer le prince de la Paix des mains des révolutionnaires. Le 22 avril, ils avaient quitté l'Escurial. On les reçut à Bayonne avec honneur. Ils apportaient à l'Empereur le moyen de vaincre la résistance de leur fils.

Le roi Charles ayant protesté contre son abdication et confirmé à Bayonne sa protestation, le devoir du prince des Asturies était de lui rendre sa couronne par une renonciation pure et simple. Il fit encore quelque difficulté : la colère de son père appuyée des menaces de l'Empereur eut raison de lui (6 mai). Aussitôt après, le roi Charles IV terminait volontairement son règne, en déclarant Murat lieutenant général du royaume, cédait à Napoléon ses droits en échange de Chambord, de Compiègne et d'une rente. Son fils à son tour renonçait à l'héritage, en échange d'un château en Navarre. Tous les Bourbons demeurés en Espagne étaient renvoyés au delà des frontières pour faire place à la dynastie nouvelle. Comme plusieurs d'entre eux, le prince des Asturies, son frère Don Carlos, et leur oncle Don Antonio n'avaient cédé que de mauvaise grâce, Napoléon jugea plus prudent de les envoyer, pour leur faire honneur et pour toutes sortes de raisons, sous bonne escorte au château de Valençay. « Votre mission est honorable, écrivait-il au pro-

priétaire, à Talleyrand : recevoir trois illustres personnages pour les amuser est tout à fait dans le caractère de la nation et dans celui de votre rang. » Le choix était habile à un double point de vue : l'Empereur, en plaçant le dernier acte, le plus odieux de l'intrigue à Valencay, rejetait la responsabilité sur Talleyrand. Le *Mémorial* établit ce calcul. Et si plus tard son confident essayait, après l'avoir blâmé, de réparer le tort fait aux Bourbons, leur prison lui répondait de sa fidélité.

Tout était bien réglé : il ne manquait plus qu'un roi à l'Espagne. Le 10 mai, Joseph recevait son ordre de service. « Les affaires d'Espagne vont bien et vont être entièrement terminées. » écrivait Napoléon le 16 mai 1808 à Talleyrand. Et il ajoutait quinze jours plus tard, en reprenant au plus vite avec Caulaincourt l'examen de la question orientale que rien ne l'empêchait plus enfin de résoudre : « les Espagnes sont tranquilles et même dévouées » (31 mai 1808).

Dans l'intervalle de ces deux lettres, la nation espagnole était entrée en pleine révolte. Le 22 mai Carthagène, le 25 mai la Junte des Asturies et Oviédo, le 23 et le 24, Valence, Saragosse et Murcie, le 26 Santander et Séville, le 30 la Corogne, Badajoz et Grenade déclaraient à l'Empereur une guerre sans merci. Il n'y a aucun doute que ce fut la nouvelle publiée par la *Gaceta* le 20 mai 1808 des événements de Bayonne qui détermina ce soulèvement général. Déjà, le 2 mai, comme s'il avait pressenti le sort de la famille royale, le peuple de Madrid s'était soulevé, à l'appel des émissaires de Ferdinand, pour sauver son frère cadet, le dernier Infant, Don Francisco. On avait commencé de massacrer les officiers et les soldats français. Sur l'ordre de Murat, le général Grouchy avait réprimé l'insurrection par la force et des exécutions sommaires. « Le plus sûr moyen d'empêcher une nouvelle revolte, c'est de faire connaître sans délai le nouveau roi d'Espagne, » répétait toujours Murat avec la même insistance, le 16 mai, à l'Empereur. Le jour où la nation apprit qu'elle n'avait plus de rois, que Napoléon n'en désignait point, elle se crut con-

quise et prit la cause des Bourbons comme la sienne même. Elle parut défendre ses rois : elle crut lutter pour son propre salut. « La patrie est dans le plus grand danger, » criaient les chefs de l'émeute qui l'appelaient aux armes contre les Français.

Le grand malheur pour Napoléon fut que cet appel surprit son lieutenant en Espagne plus encore que lui-même. A la fin de mai, trois jours à peine avant la révolte des provinces, Murat se louait en toute confiance des dispositions heureuses à Madrid, et en général dans toute l'Espagne (17 mai 1808). Son aveuglement, sa faiblesse qu'explique son ambition personnelle, achevèrent le mal que les frères de l'Empereur, par leurs refus, avaient causé. Elles déterminèrent définitivement la crise.

Lorsqu'il était venu en Espagne, le grand-duc de Berg souffrait de la déception que lui avait procurée le traité de Tilsitt. L'élévation de Jérôme au trône de Westphalie le laissait réduit à sa petite principauté. Son commandement d'Espagne ouvrit de larges perspectives à son ambition déçue. Le 30 janvier 1808, Napoléon écrivait à Jérôme, en lui laissant espérer le grand-duché de Berg : « Un temps peut venir où Murat sera placé ailleurs. » Comme on n'ignorait pas dans la famille impériale les refus de Joseph, de Louis et bientôt de Lucien, Murat se vit ou se crut nécessairement appelé au trône d'Espagne.

Dès le premier jour, il avait pris ses mesures en conséquence, celles que tous ses pareils adoptaient, à la Haye ou à Naples. Il s'attacha à séduire le roi Charles IV, les grands, le peuple. Par une intrigue secrète, qu'il forma avec la reine d'Etrurie après la révolte du prince des Asturies, il gagna la confiance du vieux souverain, irrité contre le fils qui le détrônait. Il écartait ainsi du trône le seul rival qui pût le gêner, avait l'air de servir les desseins de Napoléon, et s'appliquait à se faire désigner sans secousse comme roi par le roi légitime, au moment opportun. Il lui sembla déjà, le 27 mars, que le peuple de Madrid ratifiait la détermination du souverain. « Le délire était général, » écrivait-il

à l'Empereur. « Votre Altesse Impériale, lui rapportait le général Grouchy à la même date, a été témoin de l'indicible enthousiasme excité par sa présence à la parade. D'autres causes accroissent généralement les sentiments qu'elle inspire, notamment l'accueil à la fois digne, bienveillant et paternel qu'elle fait aux grands comme aux Espagnols des différentes classes qui lui portent l'expression de leurs hommages. »

Dans ce premier mois, Murat chercha la popularité et crut la trouver. « Il y a dans tout cela de la faiblesse, je n'ai pas réuni de si grandes armées en Espagne pour suivre les caprices de la populace, » lui faisait observer une première fois Napoléon, le 8 avril. A la fin de mars, Murat croyait toucher au terme de son ambition, et se préparait à faire arrêter les meneurs du parti de Ferdinand, pour gouverner au nom de Charles IV, en attendant mieux. Savary vint l'informer de la part de l'Empereur que la couronne d'Espagne était réservée à un de ses frères. Il fut forcé de « travailler non sans regret à un autre plan », et pour d'autres.

Cependant, il ne changea pas de méthode, cultivant toujours l'amitié de la reine et du vieux roi, veillant pour leur plaire sur la vie et la liberté de leur favori; il offrait des bals aux femmes, des combats de taureaux et des feux d'artifice au peuple dont il payait les frais. « Je veux me ruiner. » Il se mettait aussi en frais d'amabilité pour la Junte de Régence, les ministres, les capitaines généraux, le peuple et se payait à tort de leurs promesses de fidélité. Intérieurement, il se réjouissait d'apprendre à l'Empereur que les Espagnols, impatients d'avoir un souverain de sa main, se précipitaient chez lui pour le proclamer roi. Jusqu'au dernier moment où Napoléon exigea de la Junte de Régence qu'elle lui demandât pour roi le roi de Naples, Murat avait certainement compté sur cette popularité et l'avait entretenue. L'émeute du 2 mai ne l'en avait pas même empêché.

« Vous avez, lui écrivait le 13 mai alors l'Empereur,

une trop grande confiance. C'est votre défaut. J'aurais perdu vingt hommes de moins à Madrid si vous aviez inspiré un peu de méfiance aux Français. Vous avez, en vérité, une confiance d'enfant. Vous flattez trop les Espagnols et vous nous conduirez bientôt à une nouvelle révolution qui peut être plus dangereuse que la première, qui n'a été dirigée par personne. J'ai plus d'expérience que vous. » — Quatre jours après il lui répétait : « Ce sont des gens qui vous trompent constamment, en vous berçant de compliments et de flatteries. Vous ne les menez pas assez rondement. Vous ne faites point de cas de mes ordres, et des malheurs arriveront... » Quand Murat reçut cette lettre, les malheurs avaient commencé, en partie par sa faute.

Il était trop tard lorsque, à cette même date, Napoléon chargeait son ministre des affaires étrangères d'adresser un blâme énergique à son agent à Madrid, Laforest, pour corriger le mal. « Il doit éclairer le grand-duc de Berg et non le flagorner, servir de contrepoids et non l'entraîner à faire des sottises. Il n'y a pas une voix pour le grand-duc. La nation est encore dans la situation de haine et d'humiliation où les derniers événements l'ont mise. Qu'il appelle son esprit au secours de son caractère. » Devant la résistance de la Junte qui se refusait à accepter la royauté de Joseph pour faciliter l'élévation de Murat, Napoléon avait enfin vu clair dans le jeu de son beau-frère, deviné le secret de son indulgence, et marqué en termes prophétiques le danger de sa popularité apparente. Plus tard, il disait avec raison au rédacteur du *Mémorial*, en déplorant cette malheureuse guerre d'Espagne, la plaie de son règne : « Murat m'a beaucoup gâté tout cela. »

Murat pourtant n'était pas seul responsable. Toute la famille avait contribué à faire de cette entreprise le gouffre où la fortune des Bonaparte devait s'abîmer, les uns par leur refus de la soutenir qui fit craindre à l'Espagne de devenir une province française, d'autres par leur désir de l'exploiter, qui fit trouver à ce peuple inquiet et fier un moyen de s'affranchir par leurs concessions, Napoléon lui-

même, qui rendit l'Europe, éblouie de sa puissance et fascinée par ses victoires, attentive aux excès de la raison d'État. Les actes de Bayonne n'étaient pas accomplis que Metternich écrivait de Paris à sa cour le 27 avril 1808 : « Les catastrophes qui font crouler le trône d'Espagne sont assurément faites pour combler la mesure de la politique astucieuse, destructive et criminelle de Napoléon, politique qu'il n'a cessé de suivre depuis son avènement. Le bouleversement de l'Espagne n'est, sous le rapport du principe, pas plus que la réunion de la Ligurie, l'organisation actuelle de la Hollande, les cent une destructions que nous avons vues. » Elle n'était pas plus, à ce point de vue sans doute, que la ruine de la Pologne, ou de Venise auxquelles l'Autriche avait participé. Et pourtant Talleyrand avait raison de dire au maître tout-puissant : « Vous avez plus perdu que gagné aux événements de Bayonne. »

Talleyrand a-t-il pu, alors, tenir au maître le langage qu'il prétendit plus tard avoir fait audacieusement entendre : « Qu'un homme dans le monde fasse des folies, on le blâmera sans doute, mais s'il est riche, puissant, habile, il pourra rencontrer les indulgences de la société. Que cet homme triche au jeu, il est immédiatement banni de la bonne compagnie qui ne lui pardonnera jamais. » S'il n'a pas été prononcé en 1808 devant Napoléon, le jugement n'était pas moins fondé, et le *Mémorial* l'a accepté : « Je le confesse, l'immoralité dut se montrer par trop patente, l'injustice par trop cynique, et le tout demeure fort vilain puisque j'ai succombé. Car l'attentat ne se présente plus que dans sa hideuse nudité, privé de tout le grandiose et des nombreux bienfaits qui remplissaient mon intention. La postérité l'eût préconisé, si j'avais réussi. » En Espagne, comme en Orient, et à la même date, le système de violence et de ruse que Napoléon a trouvé établi en Europe, dont il a profité, se brise par l'abus qu'il en fait. Il ne peut plus l'appliquer au partage de la Turquie ; et les nations qui le subissent trouvent dans la résistance de l'Espagne des motifs et l'espérance de le détruire.

Les nouvelles de l'insurrection espagnole parvinrent à Bayonne vers le 8 juin 1808, au moment où l'Empereur se préparait à faire reconnaître Joseph par une assemblée extraordinaire convoquée pour le 15 juin et chargée de donner une constitution à l'Espagne napoléonienne. Le gouvernement français dans cette insurrection ne vit d'abord que des révoltes locales dont ses armées auraient vite raison, un mécontentement passager que l'arrivée d'un roi national à Madrid dissiperait. L'événement le détrompa : les Espagnols s'étaient levés en masse, animés par leurs prêtres dans toutes les provinces. Quelques succès partiels remportés par les généraux Verdier et Lassalle ne les atteignaient pas. Une victoire plus complète de Bessières à Medina-del-rio-Seco ne leur arracha qu'une province (14 juillet 1808). Ce fut enfin au milieu d'un peuple hostile que Joseph, « condamné à régner sur lui », arriva à Madrid. « Il n'y a pas un Espagnol qui se montre pour moi, » écrivait-il le 12 juillet à l'Empereur. A peine était-il à Madrid qu'il se vit obligé de s'enfuir précipitamment à Vittoria. Le 23 juillet, le général Dupont déjà réduit à la défensive en Andalousie, dans les positions de Baylen et d'Andujar, à la porte de la Sierra-Morena, s'y laissait envelopper par les troupes de Castanos : découragé, il capitulait. Les trois quarts de l'Espagne étaient perdues. Le Portugal allait l'être par la capitulation de Junot à Cintra (30 août 1808). Comparant le mouvement espagnol à la Révolution française et Baylen à Valmy, Joseph disait le 24 juillet à son frère : « Votre gloire échouera en Espagne. »

Plus grave que la perte d'un corps d'armée fut l'effet moral de cette victoire dans la péninsule et en Europe. Le 25 septembre 1808, toutes les provinces espagnoles, divisées par un particularisme ancien, s'unissaient d'abord pour constituer un gouvernement national, une Convention, la *Junte suprême* d'Aranjuez. Appelées à une vie nouvelle par la Révolution française, puis opprimées par elle et par le chef militaire que la France s'était donné, démembrées, partagées, conquises selon un code politique que leurs souverains

acceptaient, les nations européennes se reprirent subitement en 1808. Un second mouvement analogue à celui qu'avait déterminé la Révolution, et dirigé cette fois d'Espagne contre Napoléon, agita l'Europe et bouleversa les créations de son génie: « Les événements d'Espagne, écrivait Stein, le grand patriote allemand, démontrent à quel point peut aller la finesse et le désir de dominer, et ce que peut faire une nation qui a de la force et du courage » (15 août 1808). Par un singulier retour des choses, c'étaient les vaincus de Valmy qui exaltaient les mérites des vainqueurs de Baylen, et la puissance du sentiment national contre les excès de la raison d'Etat.

BIBLIOGRAPHIE

Pour les négociations avec la **Russie** consulter :
VANDAL. *Napoléon et Alexandre*, tome Ier (de Tilsitt à Erfurt).
LEFEBVRE. *Histoire des cabinets européens*, tome III.
TATISCHEFF. *Alexandre Ier et Napoléon*. Paris, 1892.
FOURNIER. *Napoléon*, tome II.
BERNHARDI. *Geschichte Russlands*, tome II.
BEER. *Die orientalische Politik Œsterreichs*. Prague, 1883.
WURM. *Diplomatie Geschichte der orientalischen Frage*, Leipzig, 1868.
SCHLECHTA. *Die Revolutionen in Constantinopel* 1807-1808, Vienne, 1882.
JUCHEREAU DE ST-DENIS. *Révolutions de l'Empire Ottoman*, Paris, 1814; et la plupart des ouvrages cités dans la bibliographie du chapitre XI.

Documents :

Outre les documents cités dans les volumes ci-dessus : NAPOLÉON. *Correspondance générale*, tomes XV à XVII. — *Correspondance inédite avec Caulaincourt* 1807-1808. (Edition Vandal : *Revue politique*, 1895.) — *Lettres inédites*, édition Lecestre, Plon, 1897. — TALLEYRAND. *Mémoires*, tome I et II. — METTERNICH. *Mémoires*, tome II. — *Mission du général Savary à Pétersbourg* 1807, (édition Polovtsoff, Pétersbourg, 1892). — *Rapports de Tolstoi envoyé à Paris*, Saint-Pétersbourg, 1895. — ADAIR, *The negociations for the peace of the Dardanelles* 1808, Londres, 1845.

Pour l'**Espagne** :

LANFREY. *Histoire de Napoléon*, tome IV.
THIERS. *Le Consulat et l'Empire*, tome VIII.
BAUMGARTEN. *Geschichte Spaniens vom Ausbruch der französischen Revolution*, Leipzig, 1865, tome Ier.
LEFEBVRE. *Histoire des Cabinets européens*, tome IV, et surtout le comte MURAT, *Murat lieutenant de l'Empereur en Espagne*, Paris, 1897.

XIII

LES NATIONS EUROPÉENNES

DE 1789 A 1809

Il a suffi qu'en 1808 un corps d'armée français capitulât au fond de l'Andalousie, devant des troupes improvisées par un gouvernement fragile et sans ressources, pour que la diplomatie et plus tard la fortune de Napoléon en fussent modifiées, les fondements de sa puissance en Europe ébranlées. Un pareil changement, si considérable, ne se comprendrait pas, si l'on n'étudiait comment, à travers les vicissitudes de la conquête française servie par l'égoïsme des gouvernements, à des profondeurs où le regard des politiques souvent n'atteint point, l'âme et la conscience des peuples européens, lentement, par des réactions obscures s'étaient depuis 1789 transformées.

Lorsque éclata la Révolution, il y avait en Europe bien peu de nations, au sens propre du mot, qui eussent conscience d'un passé commun, de leur avenir ou de leurs droits. Morcelées par la féodalité, par le particularisme des villes et des provinces, habituées à confier l'héritage de leur gloire ou le soin de leurs progrès, sans leur en demander compte, aux familles souveraines, les peuples ignoraient pour la plupart les conditions de leur existence nationale. Fort peu connaissaient ce qui, moralement, constitue une nation, le souci de leurs origines, celui de leurs destinées.

La philosophie française du dix-huitième siècle les avait

cependant atteintes par le contact d'une langue et d'une littérature devenues presque européennes, qui répandirent dans tout le vieux continent très vite ses doctrines. Et si ces doctrines, de Voltaire à Montesquieu et à Turgot, étaient loin de former un corps, dans toutes pourtant un principe commun se retrouvait que la Révolution sut dégager, le droit des nations à la liberté, et par la liberté, au bonheur. « Il faut, disait Voltaire, mettre le peuple en état de s'apercevoir qu'il a un esprit. » Les réformes, la plupart de détail qu'il a réclamées, étaient celles qu'il jugeait les plus capables, au nom de la raison, de rendre les nations conscientes et heureuses, de leur procurer leurs titres perdus. Peu lui importait la forme du gouvernement, pourvu qu'il fût éclairé et soucieux d'éclairer la nation. — Quoique Montesquieu ait paru viser plus loin, et fait avec l'*Esprit des lois* un livre de critique politique, son système, où toutes les formes de gouverner trouvaient place, eut surtout pour objet en dernière analyse de fournir aux nations le moyen d'exprimer leurs vœux et leurs besoins. « Dans une nation libre, il est très souvent indifférent que les citoyens raisonnent bien ou mal. Il suffit qu'ils raisonnent. De là sort la liberté qui garantit des effets de ces mêmes raisonnements. » L'idéal de Montesquieu est à peu de chose près celui de Voltaire, quoique plus précis par certains détails. Le bonheur, l'existence et les progrès des nations, pour tous les deux, sont attachés au développement libre de leur esprit, de leur raison, de leur conscience. Et chez tous les économistes, c'est le même souci de corriger les abus du passé, moins par un système politique que par l'enseignement public général de la justice et de l'ordre naturel. Il suffit à leurs yeux que les nations pensent, soient instruites et puissent se faire entendre pour qu'elles soient heureuses. Turgot, leur interprète, dira à Louis XVI : « Dans dix ans votre nation ne sera plus reconnaissable par les lumières, les bonnes mœurs, le zèle éclairé pour votre service et celui de votre patrie. »

Cet appel à la conscience des nations ne pouvait être

proclamé avec tant de force et d'unanimité qu'il ne fût entendu. Il le fut, même et surtout par les princes attentifs à la puissance des littérateurs français. Et l'on vit au dix-huitième siècle les monarchies s'éclairer plus vite que les peuples eux-mêmes. Les plus grandes, celles de Frédéric II et de Catherine II, attirèrent les philosophes et parurent mettre en pratique leurs doctrines, pour fortifier l'Etat par une bonne administration. Les princes allemands rivalisaient avec eux d'ardeur pour leurs peuples ; les ministres en Espagne, en Portugal, en Italie, en Danemark poussaient leurs maîtres dans la même voie. Ce despotisme éclairé, comme on l'a appelé, fut loin de répondre à l'idéal des écrivains français : il pouvait contribuer au bonheur des nations. Il était aussi mal fait que possible pour leur donner conscience d'elles-mêmes. Ce ne fut pas une banqueroute, mais une déviation du principe essentiel proclamé par les écrivains du dix-huitième siècle. La philosophie française n'aurait pas en améliorant la condition des peuples éveillé leur conscience, si avec le temps, les circonstances et le renouvellement incessant des œuvres, elle n'avait trouvé d'autres formes et ouvert à son influence d'autres voies. Le génie de Rousseau a brisé, par l'imitation des Anglais qui séduit son temps, le moule trop étroit, encore classique et français où s'arrêtent les doctrines nouvelles, limitées, appliquées seulement « à une république d'esprits cultivés, de princes et de seigneurs élevés à la française ». En créant le cosmopolitisme littéraire qui date de lui, l'auteur du *Contrat social* a plus agi sur les nations européennes qu'en retrouvant le fondement théorique de leur droit dans « le consentement mutuel ». Son art, inspiré de la nature et des littératures étrangères, accessible à tous hors de France, y a porté plus loin que ses théories formulées seulement pour la nation génevoise l'influence de l'esprit français sur les consciences nationales.

L'action fut d'autant plus profonde et étendue qu'à leur tour, disciples de Rousseau, les écrivains étrangers mirent au service de cette propagande, avec leur génie, la langue

de leur pays respectif. Les Allemands d'abord, et parmi eux les plus grands. Kant a rendu à Rousseau cet hommage qu'il l'avait ramené dans le droit chemin, en lui apprenant « à ne pas mettre tout l'honneur de l'humanité dans la soif de savoir, à honorer les hommes. » Néophyte passionné, Kant a converti Herder au culte de Rousseau. Herder, ensuite, a converti Gœthe. « C'est un saint, un prophète, » s'écrie le critique allemand auprès de sa fiancée qui à vingt ans apprend des phrases du philosophe comme les versets d'un livre sacré. Tandis que Gœthe écrit *Hermann et Dorothée*, ce poème des cœurs simples ramenés à la vérité par la nature, Schiller contre les tyrans exalte, dans les *Brigands*, dans *don Carlos* et *Fiesque* les vertus républicaines, appelle les descendants d'Arminius à la liberté. C'est un mot d'ordre, une croisade dont la formule est dans le beau livre de Fichte, véritable commentaire du *Contrat social*, « *Rectification des jugements touchant la Révolution française* ».

L'Angleterre a produit un livre du même genre et de même portée : *la Défense de la Révolution française*, par Mac-Intosch, l'ami le plus dévoué de Fox, le champion avec lui des doctrines nouvelles contre Burke, l'avocat infatigable du particularisme anglais. C'est un monument en l'honneur de l'auteur du *Contrat social*, où revit la pensée de Locke, fondement des libertés nationales. « Ce ne sont pas les moqueries de Burke qui m'empêcheront de citer Rousseau, » déclare Mac-Intosch, et il le prouve par des citations abondantes. Et de même qu'en Allemagne, le restaurateur du lyrisme en Angleterre, Wordsworth, par le commerce familier de Rousseau, se préparait à aimer la Révolution française. Southey, à vingt ans, avait la tête pleine de Rousseau, était républicain et « panti-socrate ». Pour tous, en Angleterre, écrivains, poètes et philosophes de ce quart de siècle, pour les vieux, Thomas Day, Edgeworth, Godwin, comme pour les jeunes, « l'*Emile* est le principal réservoir de pensée qui existât dans le monde. »

Tout près, et pour d'autres motifs, l'Irlande attend de

Rousseau le bienfait de sa délivrance. Grattan, le grand orateur irlandais, celui qui, pour la première fois en 1780, de son pays fit un peuple, empruntait au *Contrat social* les principes, à Rousseau les formules mêmes de son éloquence. Les mêmes emprunts sont à toutes les lignes de la constitution que les Polonais se donnèrent en 1791 avec l'espoir d'y retrouver et de revendiquer leur liberté. « Tout pouvoir dans la société émane de la volonté nationale. » C'est la pensée qui inspire les patriotes hongrois, petit groupe peu nombreux, très actif, dirigé par Martinović, disciple immédiat de Rousseau, et Lazcovisé qui proclame avec lui les droits universels de l'homme et du citoyen. Le Suédois Thorild, emprisonné pour sa hardiesse, le Danois Steffens, initié directement ou par la culture germanique aux écrits du philosophe génevois, adressent aux peuples du Nord les appels « à *la liberté de la raison* » que les Allemands recueillent de la bouche de Kant et de Fichte.

En Italie, toute une société de poètes nationaux, habitués par Beccaria à la philosophie du siècle, se forme surtout à l'inspiration de Rousseau. C'est une renaissance littéraire qui précède et prépare l'éveil du peuple italien. Pindemonte retrouve la poésie dans la nature, écrit ses poésies champêtres et célèbre dans *La Francia* l'heureuse influence de l'art et des idées de Rousseau. Ugo Foscolo, dont le patriotisme et le génie illustrent les derniers jours de Venise, a puisé aux mêmes sources les éléments de sa gloire durable. Pierre Verri, l'ami de Beccaria et des encyclopédistes, au culte de Rousseau qu'il a connu à Londres auprès de Fox prodigue ses ardeurs de néophyte, convertit Giulia Beccaria et la marie à Manzoni le père, qui, converti à son tour, vient chercher à Paris le baptême définitif et le donne à son fils, héritier de cette pléiade de patriotes et de penseurs.

Nul, dit-on, n'est prophète en son pays. Rousseau a fait exception à la règle. Ce fut même en Suisse que le cosmopolitisme littéraire, création essentielle de son génie, fondement de son autorité, retrouva, après la réaction classique

qui lui disputa un instant les Français, un champion heureux, Mme de Staël, génevoise comme Rousseau, comme lui protestante, son plus fidèle disciple. Dans le pays de Vaud, consacré par la *Nouvelle Héloïse*, à Lausanne, l'influence de Rousseau demeura toute-puissante sur des hommes comme Gibbon, Laharpe, le père de Benjamin Constant, l'abbé Raynal, Mme Necker, jusqu'au jour où Laharpe, enfant de Rolle, précepteur d'Alexandre Ier, appela, au nom de ces souvenirs, les Vaudois à la liberté. A Neuchâtel, autour de Mme de Charrière, même culte pour Rousseau, chez des gens qui l'avaient connu et approché, comme son héritier Du Peyron ; même amour de la liberté avec lui et par lui chez Benjamin Constant. Tous les Suisses, collaborateurs de Mirabeau plus tard, Dumont, Reybaz, Duroveray, avaient à Genève embrassé la cause qu'ils servirent à Paris. La Révolution s'en souvint lorsqu'elle voulut les mettre à la tête du cortège qui conduisit triomphalement au Panthéon le corps de Rousseau. Mais le vrai triomphe de l'écrivain, ce fut Mme de Staël qui l'assura, complétant et couronnant son œuvre, nourrie de sa substance, interprète infatigable de son génie auprès de tous les écrivains, de tous les peuples de l'Europe. « Esprit européen dans une âme française », « née en France avec un caractère étranger, » la fille de Necker proclamait en 1800, dans un livre qui fait époque, *la Littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales*, l'importance de la doctrine et de l'art nouveau qui avait rallié autour de Rousseau les poètes et les philosophes de l'Europe dans une inspiration et comme avec une âme commune.

« La grande nouveauté n'est pas, écrivait Tocqueville, que la Révolution française ait conçu et répandu les idées qu'elle a produites, c'est que tant de peuples fussent arrivés au point que de telles maximes pussent si facilement être admises. » Le cosmopolitisme littéraire, abaissant les barrières entre les hommes, faisait une sorte de cosmopolitisme international, favorable à la propagande révolutionnaire des premières années. « Il n'y a plus aujourd'hui,

disait Rousseau en 1772, de Français, d'Allemands, d'Espagnols, d'Anglais même, il n'y a plus que des Européens. » Il le disait et semblait le regretter : « Tous ont les mêmes goûts, les mêmes passions, les mêmes mœurs, parce qu'aucun n'a reçu de forme nationale par une institution particulière. » Et il ajoutait : « Ce sont les institutions nationales qui forment un peuple, qui le font être lui et non pas un autre. » L'auteur du *Contrat social* n'était pas aveuglé par l'influence de ses doctrines, par l'éclat de la philosophie française, au point de n'en pas voir les limites. Les révolutionnaires le furent, et de bonne heure entre eux et l'Europe qui leur paraissait si docile un malentendu se produisit.

Les apôtres de leurs idées, sur les frontières du Rhin, en Flandre, en Italie, n'étaient pas en majorité des Allemands, des Belges, des Bataves, des Italiens. La Révolution qu'ils saluaient avec enthousiasme n'était pas une œuvre française, c'était la Révolution. Cosmopolites, ils oubliaient leur patrie et venaient chercher à Paris, et dans les villes de la frontière, une terre libre. « Nous avons, écrit Herder, un patriotisme plus élevé qu'Horatius Coclès. » Et cet écrivain qui, de tous les glorieux, déclarait le glorieux de sa nationalité le plus sot, se proclamait citoyen de l'univers. En établissant la liberté à Mayence avec Forster, Hoffmann et Jean de Muller travaillaient à la régénération de l'humanité. Des Allemands, comme Anacharsis Clootz, députés de la nation humaine, réclamaient à ce titre leur place à la Convention. D'autres votaient dans une assemblée germanique la réunion de l'Allemagne libre à la République française. De même en France, l'Anglais Wordsworth devenait « patriote du monde », et c'étaient justement ces tendances des radicaux, Paine, Priestley « à reléguer à la seconde place le patriotisme où il doit être modestement », que combattit Burke avec passion, qu'exploita Pitt contre les Français. En Italie, Ugo Foscolo se consolait de la chute de Venise, en cherchant une autre patrie plus digne d'un homme libre. « C'était à la liberté que les patriotes vénitiens avaient

prêté serment. » Pierre Verri est demeuré toute sa vie un cosmopolite. Les Bataves sont des républicains plus que des Hollandais. Leur bannière est « celle des droits de l'homme. » Et jusque dans le Nord, Steffens, qui, plus tard, prêcha contre Napoléon la croisade germanique, saluait en 1789, « avec un enthousiasme sacré et pur », les événements de 1789 « comme une révolution européenne dont les racines poussaient dans des millions d'âmes ».

Dans cet élan qui amenait à la Révolution les individus, sans distinction de patrie, qui réveillait les nations pour les jeter, les arrachant à leurs maîtres et à leur passé, au creuset où devait se faire une Europe régénérée, les Français trouvèrent un encouragement à ressaisir, au contraire, à développer la chaîne de leur grandeur Les uns de très bonne foi, convaincus qu'étendre les frontières de la France, c'était élargir le domaine de ses bienfaits; d'autres par politique et par calcul pour se payer de ce que l'émancipation des peuples pouvait coûter; quelques-uns enfin, et les généraux vainqueurs particulièrement, par intrigue ou envie de se tailler des principautés, dans une crise où toutes les conditions étaient bouleversées. Le désintéressement des uns, la grandeur et la fièvre de la propagande masquèrent pendant un temps les calculs des autres. Elles dérobèrent d'abord ces entreprises d'un patriotisme surexcité, aux yeux des peuples qui avaient voulu la Révolution, sans le sacrifice total de leur unité à leur liberté. Mais assez vite, les Français parurent ce qu'ils étaient, des conquérants au lieu de frères, à mesure surtout qu'ils imposaient les lois, les coutumes, les sentiments même de leur nation particulière à des hommes qui les avaient accueillis, comme les représentants de toutes les nations en général.

Dans leur première conquête en Belgique, où cependant le mouvement d'indépendance avait précédé la Révolution française, des résistances nationales trahirent déjà ce malentendu entre la France et ses voisins. Aux Jacobins qui, en janvier 1793, organisaient l'annexion sous prétexte de réunion librement votée, les patriotes belges opposèrent la

demande d'une Convention nationale belge qui leur fut refusée. Leur vœu était celui de la majorité des Flamands : un agent français le reconnut. La minorité, hostile aux anciennes institutions du pays, garanties de son indépendance, mais incompatibles avec la liberté nouvelle, se rallia aux conquérants, en proclamant la République universelle. « Il y a moins de différence entre Paris et Bruxelles qu'entre Paris et Marseille. » Bruxelles ne devint pas une capitale, du consentement des Jacobins belges, mais par le droit du plus fort surtout. Ce droit fut bientôt assez dur pour que, dès le mois de mars 1793 les commissaires se vissent obligés d'informer la Convention « qu'à la moindre défaite les Vêpres siciliennes sonneraient en Belgique contre la France ». Si l'archiduc Charles, en rentrant au mois d'avril 1793 en Brabant, avait su se dégager de la faction aristocratique et féodale, pour appuyer ceux des Belges qui voulaient un grand parti national et libéral, qui rêvaient d'une nation indépendante et transformée, la conquête française eût été plus difficilement acceptée après Fleurus.

Mais alors, la défaite et l'éloignement des Autrichiens, leur hostilité à des réformes qu'on sentait nécessaires, la présence des troupes françaises, la fiscalité des commissaires qui comme Tallien mettaient le pays en coupe réglée, l'excès du malheur, l'impossibilité de concevoir un autre avenir firent désirer aux Belges leur annexion à la France en 1795. « Ceux mêmes qui n'étaient pas pour le régime républicain sentent que le salut de leur pays dépend de la réunion, » écrivait Haussmann. — « Vous nous avez rendus si malheureux, disaient leurs députés, que nous aimons mieux encore être à la France. Et pourtant nous n'avions pas pris les armes contre nos vainqueurs, disons plutôt nos frères et amis. » Association forcée qui ne pouvait pas ne pas laisser des rancunes.

Elles s'aigrirent, au lieu de s'atténuer, par la politique du Directoire : il traita la Belgique divisée en départements comme une province de France qui n'aurait jamais connu que les lois françaises et la Révolution. Aucun effort pour adapter

aux coutumes anciennes le droit nouveau. Les vieilles corporations nationales, les institutions municipales furent supprimées ou transformées brutalement. La maladresse des procédés nuisit à ce que le régime nouveau apportait, malgré tout, de lois utiles, de progrès réels. Le peuple fut surtout choqué des violences contre les prêtres. Les premiers administrateurs du pays engagèrent le Directoire à ne pas appliquer les lois religieuses de la République : en 1796 on se contenta de dissoudre les ordres monastiques. Puis en 1797 on exigea le serment de tous les prêtres. La Belgique devint alors une Vendée. « L'égoïste habitant, disait un fonctionnaire, ne veut être ni autrichien, ni français. » L'hostilité commençait à se manifester dans les tribunaux où les jurys acquittaient toujours, dans les municipalités désertées par les Belges, au théâtre où l'on fuyait les pièces jacobines pour applaudir les satires d'Edouard Bivort contre les Français. « L'esprit de Bruxelles même n'était pas bon. » L'établissement de la conscription, de 1797 à 1799, provoqua dans les campagnes, dans la forêt de Soignes, le Luxembourg et la Campine des insurrections, encouragées sans doute par les prêtres persécutés, mais dirigées surtout contre l'arbitraire de la conquête dans ce qu'elle avait de plus odieux. L'attachement à la religion des ancêtres devint, dans ce pays où le régime féodal et les divisions provinciales, désormais abolies, permettaient l'essor d'une nation, le premier fondement de sa conscience. Il lui fallait un passé : ce fut là qu'elle le retrouva, tandis que les plus éclairés des Belges commençaient à invoquer contre la violence étrangère le droit naturel. Par les leçons de la France en partie, par sa politique religieuse surtout, à son insu une nation se formait contre elle.

Le danger n'échappa point à Bonaparte devenu Premier Consul. Et, comme il avait besoin de compter sur la Belgique autant que sur la France, il lui offrit à la faveur du Concordat des concessions religieuses. « Il eût restauré le temple de Jérusalem s'il avait gouverné des juifs. » Au mois de juin 1803, il partit avec sa femme pour les Flandres,

s'en alla entendre en grande pompe la messe à la cathédr.
de Gand. Il l'entendit à Sainte-Gudule de Bruxelles avec la même dévotion. Il inaugurait aussi avec l'aristocratie belge une politique de coquetteries, formait à Bruxelles un semblant de cour, offrait des places dans ses administrations aux familles belges. Peu à peu, le peuple lui-même, rassuré sur sa religion, séduit même par la gloire impériale, se soumettait à la conscription : les départements belges donnèrent en 1806 et en 1807 moins de réfractaires que certains pays de France. Les souvenirs de la conquête s'effaçaient par une administration régulière, respectueuse des croyances.

Tout d'un coup, vers 1809, ils se réveillèrent. Il avait suffi de la rupture nouvelle de la France avec le Saint-Siège, des violences de Napoléon contre le pape en 1808 pour ranimer l'opposition des Belges. Elle se marqua à l'heure critique où les Anglais débarquèrent à Walcheren, en l'absence de Napoléon. Les ouvriers d'Anvers, les paysans de la Flandre se révoltaient ou faisaient des vœux pour l'Autriche. On entendait dans les cabarets des paroles comme celles-ci : « Pourquoi se faire casser le cou pour un ambitieux comme Bonaparte. Qu'avait-il besoin d'aller en Espagne détrôner un roi? » Après la conquête républicaine, les entreprises napoléoniennes, surtout quand elles atteignaient le pape, réveillaient et formaient le patriotisme belge. La première nouvelle d'une résistance en Espagne, l'exode de la papauté à Savone le trouvèrent tout prêt à s'émouvoir. « Ce peuple, dira trois ans plus tard un préfet, n'est ni anglais ni autrichien, mais il est belge. Il serait résigné à sa qualité de français, si cette qualité n'entraînait d'immenses sacrifices en famille, en fortunes, en opinions religieuses. » On ne peut pas dire plus nettement que la conquête, son esprit et ses charges avaient fini en vingt ans par créer en Flandre une nation, produit singulier des idées de la France et de ses excès, favorable aux réformes, hostile à celles qui menaçaient sa religion ; née du contact ou des conflits avec l'administration républicaine et impériale.

Le sort de la Hollande, après la conquête qui avait suivi de quelques mois l'occupation de la Belgique, avait été d'abord bien différent de celui que la Révolution avait fait aux Flamands. Il y avait là une nation qui avait proclamé et défendu ses titres depuis deux siècles. Ce n'était pas pour se constituer une patrie que les patriotes bataves, comme les Belges soumis à une domination étrangère, Daendels, Kraijenhoff, Gogel avaient appelé les Français. En appliquant à leur pays les principes et la législation de la République universelle, ils cherchaient et croyaient trouver la solution d'un problème intérieur que par ses seules ressources la Hollande jusque-là n'avait pas résolu : l'organisation d'un gouvernement central qui ne fût ni la dictature militaire du stathoudérat, ni le règne d'une bourgeoisie fermée, appuyée par le particularisme des provinces et des villes. La Révolution avait répondu à leur appel, chassé le stathouder, et refusé d'intervenir dans cette œuvre de réorganisation intérieure : « Nous ne sommes pas, avaient dit les représentants de la France, des vainqueurs, les conquérants du pays. » Il se trouva des Hollandais que ces déclarations déçurent. Pour une fois que la France tenait compte du passé et des droits d'une nation particulière, on le lui reprochait. On aurait voulu qu'elle établît un comité révolutionnaire, chargé de faire table rase des institutions hollandaises et d'en constituer de nouvelles. Mieux inspiré, l'un des hommes en qui s'incarna la nouvelle République, Schimmelpenninck, chef de la municipalité d'Amsterdam, formula le programme des réformes essentielles : « Être généreux pour le passé, inflexible envers toute entreprise contre la souveraineté nationale. » Son collègue Paulus, président des Etats de Hollande, annonçait des intentions analogues de concilier avec les institutions traditionnelles la réforme du pouvoir central et de la société.

Leurs efforts avaient abouti à une Constitution votée à la fin de 1796 par la Convention hollandaise qui s'était réunie le 1er mai 1796, à la Haye. Agréée par la France, cette constitution qui proclamait l'unité, l'indivisibilité du

gouvernement, et lui donnait, en brisant les autorités provinciales, une base légale était un bienfait pour la Hollande, un progrès décisif dans son histoire. « Trop longtemps, disait avec justesse Schimmelpenninck, cette nation a senti l'inconsistance d'une constitution bâtie sur le système fédéraliste, tardif et faible dans l'exécution. » Les Hollandais pourtant repoussèrent ce bienfait et rejetèrent l'œuvre de leur Convention à une énorme majorité. Elle avait à leurs yeux un grave défaut; elle portait malgré tout la marque de la conquête.

C'était en vain que la France avait affiché son intention de laisser aux Hollandais leur liberté. Elle avait commencé par leur prendre une partie de leur territoire, ce pays de la Généralité lentement acquis sur l'Espagne autrefois, les bouches de l'Escaut, Flessingue, Maëstricht, tout leur passé, toute leur gloire. A ce démembrement, elle avait ajouté, le 16 mai 1795, le poids d'une alliance qui se traduisait par l'entretien d'une armée de vingt-cinq mille hommes, le paiement d'une indemnité. La Zélande avait protesté contre la cession des provinces du Sud; les bourgeois de Hollande étaient atteints dans leur commerce par les contributions et une guerre qui livrait aux Anglais toutes leurs colonies: la France ne songeait-elle pas déjà à négocier la paix au prix de leur empire colonial? Singulière liberté que celle de se donner des lois, quand la loi de l'alliance était la guerre non seulement inutile, mais onéreuse et fatale à l'unité de l'Etat. Et quel profit pour les Hollandais dans cette constitution, soi-disant supérieure au stathoudérat ou au fédéralisme, en réalité marquée par la perte des domaines que ces gouvernements imparfaits avaient procurés à la patrie?

Les exigences croissantes du Directoire, la durée de la guerre, l'impuissance du parti unitaire à imposer la loi de ses rêves autrement que par les coups d'Etat avec l'aide des troupes françaises, en très peu de temps mirent à nu cette plaie, d'abord assez cachée : « On ne nous aime pas, on ne peut pas nous aimer, » disait en 1799 l'envoyé de France, Lombard. « Ces gens-là ne nous veulent plus, » répétait

Semonville en 1800. — « Nous avons le droit et la force pour nous, » répliqua Talleyrand, au nom du Premier Consul. La Batavie se soumit à la force : en fait de droit, elle reçut une dictature civile que Bonaparte lui imposa, en faveur de ses créatures, de Schimmelpenninck seul à la fin. La paix d'Amiens consacrait un an après (1801-1802) la perte de Ceylan. Et tous ces sacrifices ne procuraient même pas à la Hollande la paix rompue presque aussitôt. Cette fois, ce fut la conquête à peine déguisée, le démembrement de l'Etat et la ruine prochaine; tous les maux à la fois.

On peut dire alors que dès 1805 la lutte est engagée entre la Hollande pour son indépendance et Napoléon pour les besoins de sa conquête. Lutte tellement inégale que les Hollandais se gardent bien, avec la prudence et la patience de leur race, de la pousser jusqu'à l'éclat d'une rupture. Avec insistance pourtant ils invoquent leurs droits à se gouverner eux-mêmes. « Leur effort à lutter éternellement contre un élément auquel ils ont arraché leur pays, leur fait mettre un haut prix à leur indépendance, » dit noblement l'amiral van der Huell à Napoléon, qui dès 1804 voudrait les annexer. Ce langage d'un des partisans les plus résolus des idées françaises marque l'évolution des consciences. Dans ce qu'elles ont appris de la Révolution, elles puisent des ressources pour résister à ses violences. Le parti unitaire et l'ancien parti fédéraliste se rapprochent dans le péril commun : on a noté que cette époque où la France domine à la Haye, « le temps français » (*de fransche tijd*), est celle où l'imitation de sa littérature, jusqu'alors en honneur, cesse tout à coup. La Hollande retrouve avec Wilhem Bilderdijk et Tollens des poètes nationaux qui, dans sa langue, expriment ce qu'elle ressent au contact de la conquête. Quoique mesurée dans la forme, la résistance au fond est si forte qu'elle fait reculer Napoléon, l'empêche d'établir la conscription, de frapper les fortunes privées par la réduction des rentes, et l'oblige, au lieu d'annexer la Hollande, à proclamer son indépendance (24 mai 1806[1]), en lui donnant un roi de sa famille. L'esprit hollandais s'impose

même à ce prince étranger qui groupe autour de lui tous les patriotes, révolutionnaires et orangistes, défend contre son frère la cause de ses sujets, et tombe en roi national le jour où la Hollande est enfin démembrée (juillet 1810), annexée. Ce jour-là fut pour la France le moment glorieux où elle atteignit jusqu'à la mer les frontières de la vieille Gaule, pour la Hollande le retour des épreuves qui avaient autrefois formé son patriotisme. Deux traditions nationales se heurtèrent : on vit un ancien révolutionnaire, le général Kraienjoff, étudier le moyen d'inonder, comme en 1672, son pays pour le sauver. « Mieux vaut, disait-il, faire sauter le vaisseau de la patrie que de le rendre. » Ce ne fut pas l'avis des patriotes hollandais : ils attendirent l'heure qu'ils jugeaient prochaine où la tempête menacerait à son tour la fortune de Napoléon pour se joindre à ses ennemis: assez sages pour garder les bienfaits de la Révolution, assez forts pour se donner une monarchie nationale.

On a dit qu'en 1806, après Austerlitz, Napoléon préparait aux Suisses les mêmes destinées qu'aux Hollandais. Il avait été mieux inspiré, lorsqu'il leur donnait avec l'indépendance l'acte de Médiation (19 février 1803), en les menaçant, s'ils ne l'acceptaient pas, de les réunir à la France. Par cet acte célèbre, Bonaparte avait répudié les doctrines conquérantes de la Révolution, reconnu les droits d'un peuple libre et tenu compte des conditions historiques de son développement. Appelé à choisir entre les Jacobins, Laharpe, Stapfer d'Argovie, Ochs, qui, puissants à Bâle et à Zurich, appliquaient les idées nouvelles à la constitution d'un État centralisé, et les défenseurs du passé fédéral, Aloïs Reding, les curés Herzog et Paul Styger entourés des montagnards d'Uri, de Schwyz, du Valais, le Directoire avait conquis la Suisse au profit des premiers, à son profit aussi. Comme en Belgique, la politique religieuse avait fourni aux patriotes des montagnes ligués contre l'étranger des motifs doublement sacrés de résistance. Comme la Campine, les cantons d'Uri et de Schwyz avaient eu en septembre 1798 leur Vendée « au nom du Christ et de Guillaume Tell ».

Etouffée dans le sang, elle reprit à l'arrivée des Autrichiens, ralliant les patriotes de Berne et d'anciens amis de la Révolution, comme Jean de Muller ou Louis de Haller, puissante surtout dans les montagnes, excitée et soutenue par les prêtres, mais par des républicains aussi.

Il avait fallu moins de temps aux Suisses en somme pour revenir de leur premier enthousiasme à la crainte de compromettre tout leur passé d'indépendance par la recherche d'une meilleure constitution. « Notre devoir, disait en 1799 le Zurichois Escher, est de dire si nous sommes libres, indépendants. » On expulsa les unitaires intransigeants, Ochs et Laharpe. Un parti modéré, formé de patriotes comme Fresching de Berne, le Lucernois Ruttimann, Dolder, se constitua et fit effort pour concilier les formes nouvelles que la Suisse devait à la Révolution avec les exigences d'un patriotisme justement soupçonneux. Son œuvre (acte de la Malmaison 1801) fut un progrès décisif : la Suisse affirmait son indépendance à une époque où de plus grandes ne l'obtenaient pas : le Premier Consul lui accordait la neutralité. L'acte de 1801 donnait à ce peuple, dont l'unité morale était faite, pour la garantir et l'achever, l'unité politique qui lui faisait défaut. Par ses idées, par ses menaces, la Révolution avait fait une Suisse plus solide que jamais, toute nouvelle : trop nouvelle encore au gré de quelques-uns, qui avec Reding cherchaient l'âme et les garanties de la liberté dans les droits des cantons, représentants de l'histoire en face des disciples de la Révolution toujours portés de leur côté à l'exagérer.

En 1803, Napoléon eut le mérite de comprendre qu'il fallait céder aux exigences de ce patriotisme ombrageux, que c'était le meilleur moyen d'assurer sa frontière. La Suisse lui dut l'acte de Médiation conçu dans l'esprit du discours qu'il tint comme médiateur aux différents partis : « La Suisse ne ressemble à aucun autre Etat. La nature a fait votre pays fédératif. » Les cantons reprirent leur vie politique et leurs droits, avec la réserve d'une voix en plus accordée aux cantons dépassant 100000 habitants. Un

pouvoir central subsista, passant successivement au bourgmestre de Fribourg, Berne, Soleure, Bâle, Zurich et Lucerne qui fut le landamman, le président de la République helvétique. Et dans la paix que cette constitution donna à la Suisse, les anciens partis se fondirent, Aloïs Reding et les patriciens bernois aux côtés des unitaires assagis, Ruttimann et Dolder. A la seule condition de fournir des régiments auxiliaires à l'Empereur, les cantons demeurèrent indépendants. Ils célébraient les anniversaires de Sempach et opposaient fièrement à Napoléon leur liberté.

Fut-ce cette fierté qui, l'irritant en 1806, le poussait à la leur retirer? Se repentait-il de sa modération? Un mot de Jean de Muller qu'il interrogea sur ses projets d'annexion montre bien que le patriotisme suisse avait reçu de la Révolution comme un baptême nouveau et un nouvel essor. « Les vrais Suisses ne veulent pas d'annexion. Un changement de ce genre n'aboutirait qu'à faire d'elle une Vendée. » Napoléon se le tint pour dit. Il annexa en 1806 Neuchâtel et la Valteline, plus tard (1810) le Valais et le Tessin. Les Suisses, aussi sages que lui, se résignaient aux sacrifices nécessaires.

Ce qu'ils gardaient le valait bien : ils ont joui quinze ans de la paix, alors que personne ne la connaissait plus en Europe. Ils ont eu l'honneur et le moyen de conserver aux libres esprits un coin de terre respecté par Napoléon jusqu'en 1810. Sans combattre l'Empereur, ils ont offert un asile à Mme de Staël, B. Constant, Sismondi, M. de Montmorency, Schlegel, qui s'unissaient à Coppet contre le maître de l'Europe. Par sa haine et ses persécutions, Napoléon a bien fait voir ce que valaient, selon le mot de Stendhal, « ces *Etats généraux de l'opinion européenne* ». Contre la conquête française, dont la force et l'excès s'incarnaient en lui, Mme de Staël retournait les dogmes de Rousseau. « Il y avait deux nations hors de mode, les Italiens et les Allemands. J'ai entrepris, disait-elle à un Suisse de ses amis, de leur rendre la réputation de sincérité. » Dans *Corinne*, en effet (1805), elle célébrait

la grandeur passée et l'unité prochaine de la nation italienne. « Les Italiens sont plus grands par ce qu'ils ont été, et par ce qu'ils pourraient être, que par ce qu'ils sont. » Cinq ans après, elle reprochait à l'Allemagne de n'être pas une nation, ayant tous les titres à l'être, Napoléon faisait mettre ses livres au pilon : trop tard. La conscience de l'Italie ne pouvait plus être étouffée. Les romantiques allemands ont devancé les appels de leur amie de Coppet. Et l'un de ces philosophes à qui Mme de Staël reprochait de ne pas savoir écrire sur la politique ni former une nation, Fichte avait déjà donné ses discours à la nation allemande.

Sur nul peuple, peut-être, plus que sur les Italiens, ne se saisit mieux la double action successive et contrariée de la Révolution française, de ses idées, de ses conquêtes. La France leur a restitué leurs droits, donné une patrie, une cité commune. En devenant citoyens, ils se lassèrent aussitôt d'être sujets. Le sentiment de leurs droits réveilla celui de leurs intérêts. Et leur haine contre la France fut le résultat fatal des progrès qu'ils devaient à ses idées.

L'Italie, en effet, avait été à la fois délivrée et conquise. Tandis que toutes les classes de la population saluaient à Milan le vainqueur de Lodi, et jetaient des fleurs à ses soldats, les libérateurs levaient des contributions, extrayaient « les manuscrits de l'Ambrosienne, les tableaux de maîtres des églises ». « Toute l'Italie sera notre proie, » écrivait Bonaparte à ses chefs, le 17 octobre 1796. Elle le comprit déjà, et des insurrections réprimées d'une manière sanglante marquèrent le début de cette ère de liberté. Déjà les chefs de la garde nationale lombarde fondaient la Société secrète des *Rayons* pour créer, avec les forces que leur avait données la France, une nation qui lui disputât son indépendance. Et Bonaparte formulait ces aspirations et ces haines quand il écrivait à Talleyrand : « C'est un peuple foncièrement ennemi des Français par préjugé, par l'habitude des siècles, par la haine. »

C'est alors que le général devint, par son ambition et la

complicité des Italiens qui retrouvaient en lui un compatriote, un médiateur entre les deux nations. Lorsqu'il fit de l'Italie son domaine, dès 1797, il les mit d'accord, comme le juge fait les plaideurs, en imposant à l'une et à l'autre l'autorité de ses victoires. Mécontents de la conquête française, les Italiens l'acceptèrent quand ils comprirent que le profit serait pour lui, et non plus pour le Directoire et ses agents. C'était une façon d'indépendance qu'il leur donnait. S'il demeurait le maître, du moins « il était de la famille. » Comme les républicains exaltés, journalistes du *Thermomètre politique*, patriotes des clubs, prêtres défroqués, par leurs menaces contre la noblesse et l'église, favorisaient la domination des Jacobins de Paris, ce fut entre les modérés et Bonaparte que l'entente se fit. On a conservé un appel anonyme adressé au général et qui aurait pu être signé de Serbelloni, Melzi, Visconti ou Morosini, tous membres de l'aristocratie libérale de Milan : « Formez de l'Italie un grand empire, soyez-en le chef en gardant à votre solde une grande partie de l'armée française. » La conversation de Bonaparte avec Melzi à Montebello fut la réponse à cet appel. « Il y a dans votre pays moins qu'en France d'éléments de républicanisme. Nous en ferons tout ce que nous voudrons. »

En attendant, pour ménager le Directoire, Bonaparte fit la République cisalpine « *libre et indépendante* », (9 juillet 1797) dont les Directeurs, Serbelloni, Moscati, Melzi, Paradisi et Contarini, les ministres Birago, Ricci, Luosi, Testi furent en réalité ses interprètes, ses auxiliaires. Ce premier germe de nation italienne ne fut pas le produit de la Révolution française. On y crut reconnaître sa marque à la forme républicaine, à l'abolition des privilèges féodaux, de la dîme, des majorats, à l'égalité partout affichée. En réalité, c'était comme Bonaparte le dit à Passeriano, « l'œuvre de l'armée d'Italie ». — « Je n'ai point eu, ajoutait-il, depuis que je suis en Italie pour auxiliaire l'amour des peuples pour la liberté, mais la bonne discipline de notre armée, le grand respect que nous avons eu pour la

religion porté jusqu'à la cajolerie pour ses ministres, de la justice et une grande activité à réprimer les malintentionnés. Voilà l'historique. Tout ce qui est bon à dire dans des proclamations, des discours imprimés sont des romans. » La France s'en tint, longtemps abusée, au roman jusqu'au jour où l'invasion autrichienne et l'absence de Bonaparte la ramenèrent brutalement à la réalité.

L'établissement de la liberté à Gênes lui procura la même illusion. Au début, ce fut vraiment l'effort, contenu de 1792 à 1796 par la politique du Doge, de hardis républicains attachés aux idées françaises, Morando, Vitaliani, d'amis et de disciples de Robespierre, les frères Serra, Gaspare Sauli (mai 1797). Mais de bonne heure Bonaparte, qui avec Faypoult les avait encouragés, les abandonna. Il obligeait sans doute l'aristocatie à proclamer l'égalité et l'abolition des privilèges. Mais il se prononçait aussi contre les excès des démocrates qui jetaient à la mer le livre d'or de la vieille cité, et dans les égouts la statue d'André Doria. « André Doria, disait-il en véritable Italien, défenseur des gloires nationales, fut grand marin et homme d'Etat. L'aristocratie était la liberté de son temps. » Avec « *les patriotes et les gens sages* », il faisait un gouvernement (7 juin 1797) qui, conservant douze sénateurs et le Doge, unissait encore les institutions et la gloire du passé, l'indépendance aux réformes. Un homme d'Etat, ami de son pays, n'aurait pas mieux agi pour garantir son bonheur. Lorsqu'à la fin de cette même année, des disputes religieuses provoquées encore par l'imitation de la France compromirent l'unité et la sûreté de Gênes, Bonaparte, réprimant les insurgés qu'excitaient les prêtres, intervint pour recommander la tolérance aux nouveaux chefs de la République. « Vous ne devez pas gouverner par des excès. » Il leur donnait l'exemple et le conseil de se concerter avec l'archevêque. « Ne perdez jamais de vue, ajoutait-il, que si vous mettez la religion aux prises avec la liberté, la première l'emportera toujours dans l'esprit du peuple. » Il les engageait à ne pas exclure des fonctions publiques les nobles : « L'injus-

tice serait révoltante. » Langage et politique qui d'un général républicain pouvaient surprendre, mais qui expliquent les origines et le caractère de la *République ligurienne* constituée le 19 janvier 1798, Etat italien comme sa voisine, de la façon de Bonaparte, docile à ses ordres, réservée à son ambition.

Le sort qu'il avait trois mois auparavant infligé à Venise ne prouvait-il pas qu'il était, comme il avait voulu l'être, le centre de tout en Italie? Son intérêt exigeait qu'il livrât à l'Autriche les patriotes vénitiens, tandis qu'il arrachait ceux de Milan et de Gênes à la conquête française. Dans son système tout se tenait : par l'abandon de Venise à l'Autriche, par une paix conforme à ses calculs, il prévenait une négociation prochaine entre les Habsbourg et le Directoire qui l'eût obligé à rendre la Lombardie, rançon de la rive gauche du Rhin. « Venise, selon ses propres paroles, a payé la limite du Rhin. » S'il l'eût épargnée, il perdait la Cisalpine. Mais, après tout, la responsabilité du sacrifice retomba sur la France : et ce fut à lui que revint l'honneur exclusif de réunir en 1807 à l'Italie la Vénétie. Tandis qu'il obligeait le Directoire à partager une nation, et notre agent Villetard à trahir les démocrates, ces « *républicains universels* » qui avaient cru un instant, après la ruine du patriciat, à la liberté et aux promesses de la France, il leur offrit un asile dans la Cisalpine, l'Italie libre. Foscolo fut ainsi consolé de la ruine de sa patrie. Dandolo, dont l'émotion patriotique arrachait des larmes au vainqueur, reçut de lui plus tard le gouvernement de la Dalmatie, et crut y restaurer la gloire de Venise. La haine fut pour la France, et le pardon pour lui.

Jusque dans le *Mémorial*, on retrouve la trace de cette politique habile à détacher de la Révolution les provinces et les cœurs. « L'administration du Directoire et celle du général en chef de l'armée d'Italie semblaient deux gouvernements différents. » Elles l'étaient : on le vit bien à Rome. Contre les mauvaises traditions du gouvernement pontifical, l'absolutisme et la routine, la Révolution avait groupé

et excité la bourgeoisie lasse de la surveillance des prêtres, particulièrement des artistes comme Milizia et Ceracchi, des hommes de loi. Mais cette opposition n'avait pas le nombre pour elle : la populace, fortement travaillée par les prêtres et les agents de la cour romaine, s'était jetée en 1793 sur l'envoyé de la République, Basseville, au premier encouragement qu'il avait donné aux meneurs du parti libéral. Elle demeurait dans les mêmes sentiments, lorsque le Directoire ordonna à Bonaparte, le 3 février 1797, de détruire à Rome le gouvernement des prêtres et d'en chasser le pape. Pressentant la fragilité d'une entreprise qui n'avait pas d'appui sur les lieux mêmes, le général se contenta d'occuper les Romagnes, pays de tradition républicaine, Ancône, nécessaire à ses plans sur le monde oriental ; il se fit céder les légations par le traité de Tolentino (19 février 1797). Mais il refusait, en détruisant le pouvoir temporel, « de toucher en aucune manière à la religion ». — « Une révolution complète en Italie selon moi est impossible. Elle serait terrible par les excès et sans avantages pour le bonheur de la société. »

Contrairement aux ordres du Directoire, aux espérances de Grégoire qui se flattait le 13 janvier de voir naître la République romaine, Bonaparte comptait sur le concours du pape dompté, mais épargné, pour s'attacher les populations italiennes. La République se fit le 15 février 1798 : mais Bonaparte était parti. Son frère Joseph, laissé comme ambassadeur pour suivre sa politique conciliante, n'avait pu empêcher le meurtre du général Duphot qui décida l'entrée des troupes françaises à Rome. Le gouvernement libre établi par Berthier ne fut qu'une parodie de l'antiquité, imposée par les baïonnettes de ses soldats, un prétexte à rapines pour le Directoire, ses généraux et leurs troupes. Les chefs de la République commençaient à s'apercevoir qu'ils avaient été conquis et non affranchis. Elle disparut en un an, laissant plutôt de mauvais souvenirs. — Adoptée par les hautes classes de la société napolitaine, bourgeois et nobles, désavouée par le peuple de

l'intérieur surtout, la République parthénopéenne fondée par Championnet en janvier 1799 dura moins encore : les vengeances sanglantes des Bourbons, servies par Nelson et Ruffo, le chef de la populace, prouvèrent ce qu'il aurait fallu de forces à la République française pour soutenir ses adhérents dans l'Italie méridionale. Là, moins encore que dans le Nord, elle n'aurait point dû compter sur l'amour des peuples pour la liberté. La conquête était sa seule ressource, et cette conquête était odieuse.

Ce qui parut également, dans les années où la République française se mit en contact avec les républiques italiennes, ce furent entre ces Etats nouveaux une persistance remarquable de l'esprit particulariste, des jalousies mutuelles, des revendications très âpres. « L'esprit de localité, a dit Napoléon plus tard, fut le grand obstacle au rétablissement de la nation italienne. » Le Directoire de Milan était de son aveu travaillé par cet esprit. La République ligurienne et la République cisalpine convoitaient les dépouilles du Piémont, réclamant l'une le Montferrat, l'autre le pays de Novare et d'Alexandrie. Les patriotes de Turin, avec Carlo Botta, demandaient en 1799 leur annexion à la France pour éviter au moins le partage. A leurs yeux, l'*italianisme* était alors le grand danger. « Politiquement l'Italie, disaient-ils, n'existera pas d'ici quelque temps. » Dans le centre, Parme convoitait la Toscane, et Naples voulait dépouiller de Bénévent la République romaine. Plus d'un Cisalpin précipita enfin la ruine de Venise, pour lui prendre les Etats toujours mal soumis de la Terre ferme.

Puis la conquête autrichienne succéda en 1799 tout d'un coup à la conquête française, et ce fut alors le retour de Bonaparte après Marengo. La dureté des gouverneurs autrichiens, dans la période des « *treize mois* », le *trienno*, les excès des troupes alliées firent regretter non pas les Français, dont la noblesse, le clergé, d'anciens amis de la Révolution, comme Parini, saluèrent le départ avec joie, mais les institutions précédentes. Cette courte période dont l'importance échappa au Directoire, obligé de songer surtout à la France

menacée fut décisive pour l'Italie nouvelle. « C'est de cette époque que date vraiment la naissance du parti italien, » dit quelques années plus tard un agent du Consulat. Entre la Révolution, dont ils détestaient la politique conquérante, et la coalition dont ils avaient espéré leur délivrance, excessive à son tour et brutale aussi, les Italiens ne trouvèrent de salut que dans des concessions mutuelles des partis et des petits Etats. La Société des *Rayons* fut l'âme de cette résistance nationale à une double conquête étrangère. Elle groupa des hommes qui de la Lombardie, des Romagnes, du Piémont ou de la Ligurie, Birago, Pirabelli, Fantoni, Manuconi réclamaient à la fois l'indépendance et l'union. Pour appuyer ces vœux, Ugo Foscolo prenait avec P. Custodi la direction du *Moniteur italien*.

Ces vœux étaient si forts qu'en 1802 le Premier Consul dut réunir à Lyon une assemblée de patriotes italiens. Il leur donna, en leur imposant des lois de son choix, la promesse toutefois de ne pas les réunir à la France (26 janvier 1802). Et pour mieux faire accepter l'union personnelle qu'il entendait réaliser, en posant sa candidature à la présidence, en la refusant à Melzi, il salua la République cisalpine du nom de *République italienne* qui à lui seul constituait une large promesse.

Mais de simples promesses ne pouvaient plus suffire à une nation qui avait pris conscience d'elle-même. L'Italie n'acceptait une conquête déguisée que faute de mieux, et pour se faire sous le joug un autre avenir. Les Cisalpins se virent refuser le Piémont annexé à la France (21 septembre 1802), la Ligurie qui recevait un doge de la main de Bonaparte et de Salicetti, le duché de Parme transformé en départements français, lorsque son duc devint roi d'Etrurie (1801) : le Premier Consul partageait maintenant l'Italie avec les Bourbons. Au lieu de s'agrandir, la République qu'il avait fondée demeurait « le jeu de proconsuls avides et de pâles magistrats ». Dans ses discours à Bonaparte, Foscolo avait éveillé les espérances de ses concitoyens. Déçu, il leur adressait ses lettres de *Jacopo*

Ortis, le Werther italien. Le capitaine Cervoni, officier comme Foscolo attaché à Napoléon, attaquait les Barbares. Le romantisme faisait là comme ailleurs son œuvre nationale. S'il ne provoquait pas dans tous les cœurs la même ardeur, Melzi, bon juge et bien renseigné, déclarait que « l'animosité passive contre les Français était absolument universelle. » Les mesures mêmes que Melzi prenait avec le financier Prina pour organiser les services publics ne servaient qu'à constituer plus fortement la nation pour la résistance. En vain Bonaparte prétendait-il que « les réunions à la France n'étaient que temporaires, et faites pour rompre les barrières entre les peuples et accélérer leur fusion avec leur éducation. » « Il me fallait vingt années, » répétait-il plus tard. Les Italiens ne faisaient plus crédit que par force : c'était à leurs yeux la conquête et le partage.

La désignation d'Eugène de Beauharnais comme vice-roi, et peu de jours après la création du royaume d'Italie (15 mars 1805), l'annexion de la Vénétie qui effaça l'humiliation du premier partage dissipèrent quelque temps les haines accumulées par la domination étrangère, calmèrent les révoltes de la conscience nationale. Jamais aussi l'Italie n'avait connu à ce point les bienfaits d'une administration réparatrice, équitable pour tous, active et féconde. L'égalité et la justice s'affirmaient par la législation française. La route du Simplon, les canaux du Rino et du Mincio, les embellissements des villes, Milan, Venise, Bologne agrandies, assainies, attestaient la prévoyance et le penchant de l'empereur pour ses peuples d'Italie. Il semblait même que ceux-ci se fissent honneur de son génie, italien par ses origines. Le pape Pie VII n'avait-il pas donné cette leçon, en le couronnant avec ses cardinaux quand il disait : « Après tout nous sommes vengés des Gaulois. C'est une famille italienne que nous imposons aux barbares. »

Malgré tout, c'était encore la conquête. Pour établir des impôts à son aise, le maître ne convoquait plus les assemblées du royaume. Et surtout la levée de conscriptions

chaque année plus nombreuses, l'obligation du service pour les fils de famille, dans les gardes d'honneur il est vrai, l'organisation toute militaire des collèges et des universités rappelèrent aux Italiens, de la façon qui pouvait le plus les atteindre, que la discipline des armées n'était point la liberté. Napoléon avait raison de penser qu'elle était du moins une bonne école, un moyen puissant pour former vite une nation. « La garde et les régiments organisés, écrivait-il le 14 juin au prince Eugène, on aurait révolutionné les mœurs; on aurait organisé la nation. » L'armée italienne, bien constituée et brave, fut un foyer de patriotisme. Mais elle se recruta toujours avec peine dans un peuple qui la considérait comme un instrument de domination. — Puis on vit le conquérant distribuer à ses maréchaux des fiefs en Italie, partager les duchés et les royautés entre ses sœurs, frères et beaux-frères, Naples à Murat, la Toscane à Elisa Bacciochi, et toujours annexer des lambeaux de la patrie à son domaine impérial. Les louanges largement payées des poètes officiels, Monti. Giordani ne réussirent pas à soumettre au joug les poètes patriotes. De sa chaire de l'Université de Pavie où le prince Eugène l'a installé, Foscolo lance, au delà de l'auditoire de jeunes gens qu'il passionne, des appels à ses concitoyens, des satires voilées contre les maîtres étrangers. Son discours sur *le rôle et l'origine de la littérature*, son *Ajax*, où Bonaparte n'a pas contre Moreau le beau rôle, le firent révoquer. Pamphlets, doctrine et révocation lui procurèrent alors une popularité qui le réduisaient à l'exil encore, mais qui éclairent d'une vive lumière la force et la poussée du sentiment national contre les Français.

Avec les persécutions de Napoléon contre l'Eglise de Rome, ce sentiment est définitivement formé d'éléments presque religieux qui, comme en Belgique, en Suisse ou en Espagne, soutiennent et doublent la force du patriotisme dans les âmes populaires. Dans des notes qu'il dicta plus tard à Montholon à Sainte-Hélène, l'Empereur a nettement affirmé que sa rupture avec le Saint-Siège n'avait pas eu

des motifs antireligieux, mais une cause d'ordre politique, l'opposition du pape à ses desseins sur la péninsule, en somme une question italienne. Le Concordat de 1801 avait terminé d'une façon définitive la querelle de la Révolution française et de la Papauté. Sans doute, cet acte n'avait pas, comme Bonaparte l'a toujours répété, « fait sortir de ses ruines l'Eglise catholique ». Il n'avait pas relevé des autels devant lesquels depuis 1796 près de quarante mille prêtres disaient la messe. Cependant, malgré l'intérêt politique que le Premier Consul avait à conclure cette *Convention* avec le pape, à recruter parmi ces prêtres des partisans et des auxiliaires, le traité n'était pas uniquement un accord politique. C'était la fin d'un schisme, une pacification sociale par les sûretés données aux possesseurs de biens ecclésiastiques, une paix religieuse.

Rien, pas même les *articles organiques*, promulgués par le Premier Consul de sa seule autorité, en vertu du droit de police que semblait lui accorder le Concordat, rejetés par le pape le 24 mai 1802, sans autre réclamation ultérieure, ne troublait l'entente rétablie entre Napoléon, ses sujets et l'Eglise de Rome. Elle parut même définitivement consacrée, le jour où le nouvel Empereur reçut de la présence du pape à son couronnement une sanction qui lui donnait une autorité européenne. Ce fut cependant le lendemain même que le conflit se rouvrit sur un terrain exclusivement politique, et plus italien que français.

En invitant Pie VII à négocier, en lui faisant savoir (le 14 juin 1800) par le cardinal Martiniana que vainqueur à Marengo, il voulait et pouvait lui restituer ses Etats, Bonaparte avait pris l'engagement de rétablir le domaine temporel du Saint Siège. Cette promesse pouvait sembler d'autant plus sûre que le général avait déjà préservé ce domaine à Tolentino : elle ne pouvait avoir qu'un sens, l'abandon des provinces détachées en 1797, des Légations annexées à la Cisalpine, de Ferrare et Ravenne, bref une restitution totale. Le pape y tenait d'autant plus qu'Imola, son pays, était dans la Romagne. Il n'en fit pas une condition du

Concordat, affaire religieuse : c'eût été de la simonie. Mais depuis le début de la négociation (7 mars 1801) jusqu'à la fin (24 octobre), il ne cessa de réclamer du Premier Consul l'exécution de cette promesse essentielle, invoquant la parole donnée, la misère du Saint-Siège, les libéralités de Constantin et de Charlemagne. « Le pape doit avoir confiance en moi, » répliquait Bonaparte. Au lieu de terres, il offrit quelques millions; au lieu de restitution, une aumône.

La déception fut grande pour Pie VII : il dissimula deux ans, trouvant que malgré tout le Concordat servait l'Eglise, rendait la France aux congrégations d'assistance, d'enseignement, ou de propagande, sœurs de la Charité, frères des Ecoles chrétiennes, Lazaristes. La restitution de Bénévent et de Ponte-Corvo, de Pesaro et d'Ancône (1803) étaient d'ailleurs un acheminement : Pie VII méditait, en attendant, ces paroles de Bonaparte à son légat Caprara : « Saint-Pierre ne s'est pas fait en un jour. » Lorsque le nouvel Empereur lui demanda de le couronner (10 mai 1804), il crut l'occasion venue : la restitution des *Légations* fut la raison déterminante de la faveur qu'il accorda à Napoléon le 2 décembre 1804. Il demanda, attendit la réponse jusqu'au 4 avril 1805, et n'obtint rien. « Les Légations faisaient partie de la République cisalpine, Etat étranger, » répondait Napoléon. Il ne pouvait dépouiller un peuple indépendant qu'il avait constitué, dont il devait respecter les frontières. La vérité, c'est qu'il n'avait jamais eu l'intention de refaire une papauté puissante au centre de sa conquête. Maître de l'Italie, il prétendait au contraire devenir maître de Rome.

Lorsque Pie VII, aigri, déçu, l'eut enfin compris, il engagea la lutte sourdement d'abord, refusant à l'Empereur la faveur de prononcer le divorce de son frère Jérôme et de Mlle Paterson. Il entra secrètement en relation avec ses ennemis, la Russie, l'Angleterre et l'Autriche, à la veille d'Austerlitz. Pour l'intimider, et compléter son domaine italien, Napoléon fit occuper Ancône et ne la rendit plus.

Et, en effet, quelle ressource restait au Saint-Siège contre le conquérant, vainqueur de deux empereurs? La tradition : Pie VII l'invoqua une fois de plus dans une lettre du 29 janvier 1806. « Toute l'Italie sera à moi, » répondit l'Empereur le 3 février. Le pape voulait demeurer un souverain italien. Il le réduirait à n'être qu'un évêque. L'arrêt fut retardé deux ans par la guerre et les négociations avec la Russie. Mais l'insistance du pape à ne pas céder, les délais que la cour de Rome apportait à instituer les évêques dans l'Empire, rendaient l'exécution inévitable. Sous prétexte de soutenir l'armée de Naples, douze mille Français entraient à Rome le 2 février 1808 sous le commandement de Miollis, en réalité « pour supprimer sans qu'on s'en aperçût la puissance temporelle du pape ». Le pape était prisonnier, et, malgré ses appels aux catholiques, l'Europe en partie indifférente. Alors le 10 juin 1809, pour en finir, Napoléon le déporta à Savone, incorpora ses domaines à l'empire, fit enfermer à Fenestrelles son principal ministre, le cardinal Pacca. L'Empereur était excommunié, et, bien que les foudres pontificales eussent perdu de leur valeur, il devait voir bientôt qu'il avait rallumé, comme la Révolution, une guerre religieuse.

Cette querelle politique prit une extension qu'il ne prévoyait pas. Entre le pape et l'Empereur, elle ne pouvait rester une affaire italienne. Elle fit perdre à Napoléon le bénéfice de la pacification religieuse : « De même que le Concordat lui avait, selon Talleyrand, rallié les sympathies des catholiques du monde entier, » la destruction du pouvoir temporel, surtout la déportation du pape, bientôt toute une série de violences, le trouble jeté dans les consciences par cette persécution et le refus du pape d'administrer l'Eglise s'il n'était point libre, formèrent en Euro e un grand courant d'opposition. Les peuples, avertis par le guet-apens de Bayonne, s'alarmèrent de cette entreprise analogue, dont l'effet les atteignait davantage. Leur religion inquiétée soutint leur patriotisme de jour en jour plus conscient, plus ombrageux. Il semblait, en 1809,

qu'une sorte de coalition se préparât dans l'étendue et sur les frontières de l'Empire, de toutes les puissances morales foulées, méprisées par le conquérant.

C'est l'époque où Manzoni, en qui s'incarne désormais le patriotisme italien, fils de républicain, disciple de la Révolution, passe tout d'un coup avec sa femme Henriette Blondel, protestante convertie, en 1810, au catholicisme. Ses hymnes, religieux et démocratiques, marquent une date dans l'histoire du sentiment national en Italie, et même pourrait-on dire en Europe : et ce n'est pas sans surprise qu'on entend alors le général autrichien, l'archiduc Charles, dans sa campagne contre Masséna, lancer aux Italiens ce appel : « Levez-vous pour rendre votre frontière inaccessible aux étrangers. Quel que soit le parti auquel vous apparteniez, n'en craignez aucun pour devenir vraiment Italiens. »

A la même date un autre archiduc, le palatin Joseph, tenait aux Magyars le même langage : « Il s'agit de savoir si nous garderons notre constitution et nos lois, si nous aurons à déplorer la perte même du nom magyar. » La Hongrie qui, dans les guerres précédentes, avait repoussé les demandes des Habsbourg au moins autant que les menaces de la conquête française, s'est insensiblement disposée à recevoir, à suivre cet appel.

On avait pu croire, en voyant les Hongrois se soulever en 1796 contre Bonaparte, à la voix de leur poète populaire, Csokonaï, que la Révolution leur était dès le début odieuse. En réalité, c'était une levée de la noblesse, qui avait rallié ses concitoyens par une haine commune contre le cosmopolitisme. Servie par des littérateurs, qui à l'admiration de la France unissaient pourtant l'amour de leur patrie, comme Kazincski, disciple de Herder et de Klopstock, Verseghi, le traducteur de la *Marseillaise*, la Révolution contribuait à ce réveil de la nation hongroise. La diète de 1807, où l'orateur Paul Nagy combattit pour les franchises, la langue hongroise et défendit contre la fiscalité le pauvre peuple, montra le progrès des idées libérales et nationales. Au contraire, la diète de 1808 accorda aux

Habsbourg tout ce qu'ils demandaient : plus de résistance parlementaire. Paul Nagy, volontairement, s'est retiré de la lutte. D'après le témoignage d'un étranger, les événements d'Espagne ont excité en Hongrie un enthousiasme très vif pour l'Empereur habsbourg, résultat des craintes que Napoléon inspire aux patriotes. C'est « un tyran universel », contre lequel la guerre doit se faire sans merci. Et tandis que les Habsbourg exploitent ce sentiment, un poète national, le Tyrtée de cette insurrection patriotique, Kisfaludy, ancien prisonnier des Français, admirateur des lyriques italiens, prêche aux Hongrois un autre Evangile que celui de Rousseau : « L'amour de la patrie est un sentiment, non une suite de connaissances. » Les doctrines politiques avaient divisé les Hongrois : le sentiment national les a rapprochés en 1809 contre Napoléon. Verseghi, jacobin converti, fit jouer la *Fidélité magyare*. C'est en vain que de Schœnbrunn, le 15 août 1809, Napoléon adressait un appel à la nation hongroise, rédigé par le vieux poète jacobin Bacsanyi. Patriotes et catholiques, les Hongrois vinrent se heurter en masse aux troupes françaises, à la puissance de l'homme qui leur était apparu, en Espagne et à Rome, comme l'ennemi général de toute foi, de toute loi.

A la même époque, et pour des motifs semblables, les Dalmates revenaient aux Habsbourg qui, après la chute de Venise, les avaient gouvernés neuf ans. Dès 1807, le clergé tout-puissant, les franciscains surtout, avaient fait appel en langue slave au patriotisme morlaque contre les Français, « jacobins et juifs ». Il défendait ses privilèges et ceux des nobles. Mais il n'avait trouvé d'appui que dans la garde dalmate des pandours : excitée par des Italiens, médecins, nobles libéraux même, la population avait marqué par une véritable jacquerie sa haine des privilèges, son besoin d'égalité. Les Autrichiens avaient durement réprimé la révolution dalmate, fait alliance avec les classes privilégiées qui désiraient le maintien de leurs droits et leur indépendance politique, une situation semblable à celle des magnats et du clergé hongrois. S'il n'était point libéral, ce

parti, s'appuyant sur l'histoire et les traditions anciennes d'union avec la Hongrie, était du moins une sorte de parti national et peu à peu ramenait à lui les hommes éclairés du parti populaire, comme les frères Garagnin, grands propriétaires de Trau.

Lorsque la Dalmatie fut cédée à la France, l'administration impériale fit choix pour la gouverner d'un Vénitien, Vincent Dandolo. Le choix était bon, son titre de Provéditeur général meilleur encore : il rappelait aux Dalmates une partie de leur histoire. Dandolo créait un journal, le *Royal Dalmate*, et le faisait rédiger par un franciscain, en slave comme en italien : s'il se consacrait à la réforme des abus, c'était en invitant le clergé à lui prêter son concours. Juste et intègre, libéral aussi, Dandolo habituait les Dalmates à des idées et des mœurs nouvelles. Mais ce qu'il ne pouvait faire oublier, c'était la conquête, un régime militaire que l'Empereur jugeait nécessaire dans une province frontière, le pouvoir et les excès des généraux Molitor, Marmont, considérés à Paris comme ses supérieurs. Tandis que les députés du pays allaient réclamer le rappel des troupes françaises, et se voyaient durement repoussés, le 15 mai 1806, Napoléon prescrivait la conscription. Les paysans s'insurgèrent. Le clergé des campagnes, les religieux, dont les troupes françaises occupaient les couvents et les églises, poussaient à la révolte, menaçaient les personnes qui se soumettraient. Beaucoup désertaient ; le provincial des franciscains, Dorotich, parcourait le pays déguisé, et Marmont reconnaissait à son ordre plus de crédit sur le peuple qu'à son propre pouvoir ou à la crainte de ses troupes. Tout cela se passait au début même de l'occupation. Trois ans après, le mal n'avait fait que s'étendre : en 1807, à l'approche des Russes, un grand nombre de fonctionnaires indigènes, la gendarmerie des pandours, la noblesse avaient formé une vaste insurrection. A la fin de 1808, l'Autriche était assurée de la retrouver préparée. En quelques mois (mars-juin 1809) tous les Dalmates, ceux des côtes, des îles, se livraient à elle, par haine

d'un gouvernement qui, sans tenir compte de leurs traditions, de leurs aspirations, voulait faire d'eux simplement de parfaits conscrits ou de parfaits contribuables.

On conçoit qu'à la vue de ces soulèvements populaires, éclatant sur toutes les frontières de l'Empire, en même temps que la Vendée espagnole, Metternich ait pu écrire à son maître en 1809 : « Les dispositions des peuples sont pour nous. » N'était-ce pas encore une révolte vraiment populaire que celle qui se préparait en 1808 au Tyrol, au nom de l'archiduc Jean, prise d'armes loyaliste, nationale et religieuse, protestation contre la conquête qui avait incorporé en 1806 le pays à la Bavière? Fidèles aux Habsbourg « les pères du pays », catholiques irrités des réformes jacobines du ministre bavarois Montgelas, les Tyroliens ne concevaient pas que la conquête et des idées qu'ils rejetaient fussent pour eux des bienfaits. Ils envoyaient des députés en secret à Vienne, l'aubergiste André Hofer, le capucin Haspinger dont l'énergie et la foi devaient un an après arrêter les corps d'armée de l'Empereur. Dans toutes les Alpes le mot d'ordre passait : les gens du Vorarlberg le recevaient du Tyrol et se disposaient à chasser les Bavarois à la voix du patriote Schneider.

Sans doute, il y avait entre tous ces peuples d'Autriche, en qui Metternich cherchait contre Napoléon un appui, bien des barrières de race, de langues, de coutumes. Il y en avait plus assurément qu'entre des Belges, des Italiens, des Espagnols. Un patriotisme autrichien eût été aussi singulier qu'un patriotisme européen. Mais c'était un fait considérable que le cosmopolitisme auquel inclinaient, vers 1789, les adeptes de la Révolution dans toutes les nations, dont ces nations avaient accueilli les bienfaits comme d'un Evangile nouveau, eût fait place, avec les excès de la conquête, à une sorte de concentration des peuples sur eux-mêmes. Les peuples se détachaient, sinon de la Révolution, du moins de la France; ils se rattachaient à leurs coutumes, à leur religion, à leurs traditions, cherchant en dehors d'elle, contre son Empereur, un sort meilleur par une

alliance féconde de leur génie héréditaire et des réformes proclamées en 1789 par les penseurs français et leurs disciples à l'étranger.

Chez tous les Allemands, Metternich constatait ce travail d'évolution. Il se trompait lorsqu'il le croyait achevé, au début de 1809, « dans tous les peuples jusqu'au bord du Rhin ». Mais l'erreur était excusable : au moment même où Napoléon venait triomphalement à Erfurt, salué par les princes et les peuples encore, Stein écrivait le 15 août 1808 : « l'agitation en Allemagne augmente tous les jours. » Napoléon, qui le fit expulser d'Europe et d'Allemagne, « raillait son sublime projet de lever des masses ». Le projet était prématuré. L'état moral des sujets de la confédération germanique l'expliquait cependant.

Si la conquête française avait fait en deçà et au delà du Rhin des heureux, les princes d'abord, et leurs peuples qui d'eux ou de la France avaient reçu des réformes appréciées, elle avait fait des mécontents et des victimes, certains souverains dépossédés ou dépouillés, l'électeur de Hesse, le duc de Hanovre, le roi de Prusse, leurs courtisans, leurs conseillers, les officiers congédiés, la noblesse d'Empire, dont Stein fut le type, implacables dans leur rancune, les individus ruinés par les réquisitions e les passages de troupes, de nobles esprits enfin attristés, irrités de la d cilité de leurs conc toyens.

Entre tous, la grande victime, c'était la Prusse démembrée. Sa chute profonde en 1806, l'état où on la vit après Iéna, vaincue, occupée sans effort, comparé à la situation morale qu'elle avait tenue à la fin du dix-huitième siècle, furent pour l'Allemagne comme un brusque avertissement. Dans ce pays prussien, où la royauté et ses fonctionnaires avaient paru absorber toutes les énergies, il y avait cependant ce qui constitue une nation, l'unité matérielle, des sentiments communs, un héritage ancien d'efforts et de gloire, des traditions. La conquête étrangère, en précipitant la ruine d'une administration décrépite, atteignait d'autre part un peuple qui tenait à sa dynastie,

à son unité, que la défaite humiliait. C'est alors seulement que la conquête apparut aux Allemands ce qu'elle était, une dépossession violente, une entreprise intéressée et brutale. Jusqu'alors ils l'avaient considérée comme l'effet et le contrecoup souvent bienfaisants d'une révolution européenne. La ruine du Saint-Empire n'était pas la fin de l'Allemagne, mais celle de la féodalité : elle abaissait les barrières qui séparaient les intérêts et les consciences. La nouvelle Confédération de 1805 devenait plus germanique que l'ancienne unité romaine. La ruine de la Prusse au contraire, les procédés que Napoléon employa pour l'achever, mutilation des provinces, insultes à la royauté, contributions de guerre écrasantes pour l'Allemagne inquiète, révélèrent des appétits, des intentions qu'elle ne soupçonnait pas.

Ce fut en Prusse naturellement que d'abord le réveil se fit. « Jamais je n'ai su que j'aimais autant mon pays, » écrivait Rahel, l'amie de Schlegel. La petite noblesse de province, le nerf de l'Etat en tous les temps, vivant au milieu des paysans, respectée d'eux, associée au gouvernement local, la première « offrit son sang et ses biens pour écarter de la patrie la honte et la ruine ». Indignée depuis 1795 des progrès de l'égalité, elle avait toujours gardé à titre de ressource pour la crise suprême, comme le hobereau Marwitz l'interprète de ses sentiments et de son patriotisme, la haine de l'étranger. Le peuple, en Silésie surtout et en Poméranie, dans les dernières provinces que les troupes prussiennes eussent essayé de disputer, refusait l'impôt, enlevait les convois, fournissait même des conseils, des recrues aux partisans. Les officiers de Napoléon, Clarke, Rapp, signalent alors « l'excessive douleur *vraiment nationale* de la perte que fait la Prusse » (1807). La pitié des Prussiens pour leur roi dépouillé, pour leur reine qu'ils savaient depuis 1805 en communion de sentiments avec eux, contribua, comme en Espagne, au réveil du patriotisme. « Ils me haïssent tous, » dit Napoléon, après Tilsitt.

La nouvelle de l'insurrection espagnole, de ses succès, fut pour ces haines comme un signal, tout au moins une leçon

pour les patriotes, une occasion de se ressaisir et d'espérer. « Pourquoi ne nous estimerions-nous pas autant que les Espagnols? » s'écriait alors Blücher (août 1808). « Il faut, disait Stein le 11 août, susciter les idées insurrectionnelles, apprendre à chacun comment on peut faire naître et diriger un soulèvement national. Les événements d'Espagne font une grande sensation. » — « Nous serions indignes des fondateurs de l'Etat, écrivait Scharnhorst le 6 août 1808, si nous abandonnions sans courage le patrimoine si chèrement acquis. »

Pour ces hommes d'ailleurs, à cette date, le moment de commencer la guerre ne semblait pas encore venu. Ils avaient travaillé depuis 1806, dans le domaine restreint que la conquête française avait laissé à la Prusse, à une œuvre de réorganisation, à la constitution d'une force morale et matérielle, suprême ressource qu'ils ne voulaient pas risquer à la légère. Une première révolte du patriotisme prussien avait déterminé Frédéric-Guillaume III à renvoyer ses conseillers du *parti français*, Haugwitz, Lombard ; une autre, après Tilsitt, à prendre comme ministres Stein, et après Hardenberg (10 juillet 1807). Une commission nationale, composée de patriotes et de réformateurs, Schön, Hardenberg, Niebuhr, Altenstein, Stägenman, avait proposé au roi une réforme totale de la Prusse à laquelle Stein devait mettre sa marque particulière.

Résolu, énergique, le 9 octobre 1807 Stein publiait l'édit qui proclamait en principe l'abolition de la sujétion héréditaire en faveur du paysan, et « faisait luire un Eldorado aux yeux des classes agricoles », sans le leur donner. Car, si les paysans des domaines royaux recevaient le droit de propriété (27 juillet 1808), ceux des seigneurs affranchis du servage personnel restaient soumis aux charges des tenures féodales. D'une façon moins absolue, moins complète qu'Hardenberg et ses amis décidés à proclamer les *principes démocratiques*, Stein empruntait aux idées de la Révolution les moyens de lui résister. Ce n'était pas chez lui libéralisme, mais calcul de politique. Pour relever la Prusse, il voulait

associer toutes les classes de la nation à la gestion des affaires publiques, réveiller en elles «l'*esprit de collectivité*». Tandis qu'il faisait du paysan un citoyen, sinon un propriétaire, pour ménager la noblesse dont le con·ours était nécessaire, il offrit à la bourgeoisie le 19 novembre 1808 le droit d'administrer les villes. Et, par la même politique que soutenait aussi sa rancune de féodal contre les serviteurs des princes acharnés depuis deux cents ans à la ruine de ses pareils, il réduisait le 16 décembre 1808 les pouvoirs et le nombre des administrateurs et bureaucrates prussiens. On avait pu voir en 1806 qu'il y avait en Prusse les éléments d'une nation : Stein dégageait ces éléments, sans secousse, des entraves historiques ou administratives qui avaient encore empêché de les employer, de les connaître même. Sans imiter en tout la Révolution, il faisait ce qu'elle avait fait de la France, une nation.

Cette nation, Scharnhorst auprès de lui l'armait, aidé aussi par une commission de patriotes où entrèrent Gneisenau, Grolman. Le roi sans doute se refusait à autoriser la préparation d'une levée en masse, analogue à celle qui avait constitué les armées révolutionnaires. Mais, le 6 août 1808, Scharnhorst et Bulow faisaient décider que tous les Prussiens viendraient un mois s'exercer au régiment, que les officiers, trop nombreux pour l'armée sur pied, iraient aux jours fériés leur rappeler ce qu'ils avaient appris au corps. Ces soldats d'un mois toujours exercés, ces *Krümper*, cent cinquante mille hommes formaient les éléments solides d'une armée nationale. Animé des mêmes intentions que Stein, Scharnhorst aurait voulu en outre associer toutes les classes à la direction de l'armée, enlever à la noblesse le privilège de la conduire, pour qu'au jour de la revanche un souffle national entraînât à la même œuvre officiers et soldats. Gőtzen de sa propre autorité l'avait fait en Silésie : Scharnhorst obtint la suppression du privilège jusqu'au grade de lieutenant seulement. Avec von der Goltz et beaucoup d'autres, il affirmait du moins et réalisait ce principe que la Prusse se relèverait par les causes qui avaient fait la

puissance de la France, l'éveil des forces sociales, leur emploi assuré dans le cercle d'action qui leur était propre « L'utilisation de toutes les puissances morales et matérielles d'une nation, disait von der Goltz, voilà ce qui la fait grande, ou, quand elle est affaiblie, la restaure. »

La prudence que ces réformateurs apportaient à leur œuvre de reconstitution nationale la rendait plus dangereuse encore pour Napoléon : sa conquête les obligeait au silence, comme la politique de Frédéric-Guillaume III qui depuis Tilsitt ne pouvait plus compter sur la Russie. Stein, Scharnhorst, la haine dans le cœur, escomptant l'avenir, étaient d'avis qu'il fallait au besoin servir le vainqueur, accepter ses conditions, jusqu'au jour où on pourrait le trahir, et démasquer pour une lutte suprême l'appareil silencieusement mis en réserve. Une lettre de Stein, interceptée le 15 août, révéla à Napoléon ses projets. L'Empereur exigea le renvoi du ministre patriote. Il ne réussit qu'à frapper un homme : le système subsista et dans l'ombre se développa contre lui.

La lettre de Stein au prince de Wittgenstein révélait un autre danger, des intrigues avec les Allemands de Hesse et de Westphalie. Le grand honneur, dont la Prusse depuis a tiré un grand profit, pour tous ces adversaires de la conquête française, fut d'avoir eu conscience qu'ils travaillaient pour l'indépendance de l'Allemagne entière. Tous Allemands d'ailleurs en majorité, et non Prussiens, quoique pliés à la discipline de l'Etat prussien. Hardenberg est hanovrien, Stein, de Nassau ; Niebuhr, du Danemark; Arndt, de Rügen ; Scharnhorst, de Bordenau sur le Weser ; Gneisenau, de Schildau en Saxe ; Blücher, de Silésie; Allenstein, d'Anspach avant l'annexion à la Prusse. Victimes comme Stein des transformations de l'Allemagne, humiliés comme Blücher ou Gneisenau par les victoires de la France, impuissants comme Hardenberg à lui opposer un système pratique, ils se trouvèrent réunis à Berlin, puis à Kœnigsberg, par leur carrière ou leur disgrâce, dans un même sentiment de patriotisme. Guéris du particularisme, où leurs concitoyens

s'attardaient dans les pays soumis à la Révolution, ils demeuraient Allemands en devenant Prussiens, en défendant le dernier asile que la Prusse leur avait procuré. Intermédiaires désignés entre leur patrie adoptive et la patrie allemande envahie par les Français, ils réveillaient dans l'une les sentiments de nationalité, ils appliquaient à l'autre les principes de liberté et de progrès dont l'union devait faire une Allemagne nouvelle et libre. Nationaux d'abord, libéraux aussi, ils rapprochaient l'Allemagne et la Prusse, corrigeant l'une des erreurs du cosmopolitisme, l'autre des préjugés et de l'infatuation de la bureaucratie berlinoise.

Ce fut enfin une époque décisive que celle où ces hommes d'action, gens pratiques et patriotes, et les écrivains d'autre part enthousiastes de la Révolution et cosmopolites se comprirent et se firent des concessions mutuelles. Ce fut un rapprochement plus fécond encore. Scharnhorst et Stein méprisaient « le peuple des savants », Kant et ses disciples, les brutalités de la discipline, les mesquineries de l'administration prussienne. « Ce fut, s'écriait Arndt, lorsque l'Autriche et la Prusse eurent succombé dans les combats que mon cœur se prit à les aimer, *elles et l'Allemagne,* d'un amour véritable, à haïr les Welches de toute la passion concentrée d'une haine profonde. » Chez Fichte la transformation fut éclatante, antérieure au désastre de 1806. Austerlitz le ramena en 1805 de la philosophie cosmopolite brusquement à la prédication patriotique. Dans l'hiver de 1804 il disait encore à Berlin : « La patrie d'un Européen civilisé, c'est d'une façon générale l'Europe, en particulier c'est l'Etat qui se trouve à la tête de la civilisation. Avec ce sens cosmopolite, nous pouvons assister tranquilles aux vicissitudes et aux catastrophes de l'histoire. » En 1806, il demandait à servir dans l'armée prussienne comme « aumônier militaire laïque » pour enflammer les cœurs des soldats et épargner à la Prusse la catastrophe à laquelle il s'était cru indifférent. En 1807, il écrivait dans *le Patriotisme et son contraire :* « La distinction entre la Prusse et le reste de l'Allemagne est une distinction arbitraire, tandis

que la distinction entre les Allemands et les autres peuples de l'Europe est fondée en nature. » Plus de cosmopolitisme, mais bientôt un appel éloquent, ses célèbres *discours à la nation allemande*, à tous les Allemands sans exception, au « peuple qui doit être », au *Peuple* même par excellence. Avec Schleiermacher, la religion vint achever cette transformation de la pensée allemande. L'Espagne a ses prêtres patriotes; la Prusse ses théologiens et ses pasteurs. « C'est une crise suprême pour l'Allemagne, dit celui-ci deux mois avant Iéna : l'enjeu sera notre existence morale, notre religion. » Et dans l'église de la Trinité en 1808, enthousiasmant son auditoire de Berlin jusque-là sceptique, Schleiermacher prédit et sollicite une Allemagne nouvelle dont il confie à Dieu les destinées.

S'ils prêchent et convertissent, ces penseurs inconsciemment se transforment en hommes d'action. Ils délaissent « le cliquetis de mots métaphysiques, de formules théologiques » qui irritaient Stein et les hommes d'Etat. Le sentiment précis qui les anime les réconcilie avec les soldats, les administrateurs, moins éloignés après tout qu'il ne pourrait paraître de leurs enseignements. Stein a subi l'influence de Kant: « il y a une conscience qui juge, » a-t-il dit un jour de colère. Le général Boyen a suivi les cours du philosophe de Kœnigsberg. Scharnhorst, dans le cercle militaire qu'il avait créé en 1803 à Berlin pour l'éducation des officiers, avait fait place à la philosophie. Plus d'un enfin, parmi les collaborateurs de Stein au ministère, se souvenait de l'enseignement de Fichte à Berlin. Fichte avait prononcé la formule de l'œuvre commune : « Que chez nous la pensée et l'action soient d'une seule pièce et forment un tout inséparable. Alors nous serons ce que sans cela nous serions réduits à devoir être, des Allemands. » Schleiermacher et Humboldt, en constituant de 1808 à 1810 l'Université de Berlin, créaient, à côté de la formule, la forme réelle, le symbole sensible de la réconciliation définitive entre l'Allemagne et la Prusse, entre les penseurs et les hommes d'Etat. Dans la Prusse encore démembrée,

ils fondaient la première institution nationale allemande, sur la science, la philosophie, pour l'action patriotique, et ils disaient : « Par sa force interne, elle pourra dominer sur un domaine plus vaste que les frontières de l'Etat prussien. Berlin deviendra le centre de l'activité scientifique de l'Allemagne du Nord, de la partie protestante du moins. » (Schleiermacher.)

Cette confiance dans l'avenir, cette fièvre d'ambition et d'espérances, en pleine défaite, devaient paraître présomptueuses, imprudentes même. Dans l'état où se trouvait la Prusse, pouvait-elle prétendre à disputer l'Allemagne à Napoléon? Les événements en 1809 prouvèrent en apparence le contraire. On vit alors de quoi étaient capables « l'acharnement et la résistance » du patriotisme allemand. Un lieutenant prussien, Von Katt, le 3 avril 1809, avec cent vingt hommes, essaya de soulever le pays de Stendal et Magdebourg. Il échoua. Puis, un officier du roi Jérôme, affilié « au Tugend-Bund » en garnison à Marburg, le baron de Dœrnberg, entraînant soldats et paysans, menaça le roi de Westphalie dans sa capitale de Cassel, le 22 avril. En trois jours il était réduit à l'impuissance. Le 28 avril, de nouveau, le major Schill qui avait réuni un petit corps de mille volontaires sortait de Berlin sous le prétexte d'exercer ses troupes, occupait Halle, recrutait des paysans mécontents, puis inquiet de n'être pas soutenu, gagnait le nord, Hambourg, la Poméranie, et couronnait sa campagne par la prise de Stralsund. « Ce devait être une autre Saragosse, » écrivait à l'archiduc Charles ce chef de partisans que, le 31 mai 1809, quelques troupes françaises et danoises suffirent à mettre à la raison. L'effort du duc de Brunswick, soutenu par l'Autriche et l'électeur de Hesse, fut plus sérieux. Il avait réuni les aventuriers des bandes précédentes, dix mille hommes environ, occupé Dresde et Leipzig avec l'espoir de reprendre à Jérôme ses Etats, et de trouver secours auprès des Anglais. Il ne put qu'échapper aux armées françaises, se sauver sur une flotte anglaise et se retirer à Londres.

En somme, c'étaient des équipées, des efforts incohérents et stériles. Dans le peuple épuisé par la conscription et les impôts, ces aventuriers rencontraient des sympathies, quelques renforts. L'effet moral était infiniment plus grand : les martyrs ont toujours servi les causes naissantes. Ces prises d'armes isolées, sans portée militaire, « comme autant de Vendées », préparaient l'Allemagne du Nord à comprendre la portée, à suivre le programme de la propagande patriotique de Stein et de Fichte. Elles encourageaient en Prusse les auteurs de cette propagande à la poursuivre. Et, pour l'histoire, aujourd'hui, elles demeurent des témoignages certains de l'effet que fit instantanément sur les peuples de l'Europe centrale, las de la conquête française et de la domination napoléonienne, le soulèvement du peuple espagnol.

« Ce ne sont pas les peuples qui ont été mes ennemis, c'est l'oligarchie, » disait Napoléon à Montholon plus tard à Sainte-Hélène. Illusion de conquérant et de despote qui dans les mouvements populaires n'a jamais vu qu'intrigue et qu'anarchie, qu'œuvre d'aristocrates et de brigands. Devant cet orage qui se forme, les lacunes de ses conceptions politiques déjà se marquent. « En sa qualité d'homme d'Etat, il n'admettait aucun sentiment. Il ne se décidait ni par affection, ni par haine. » Il allait à son but, indifférent aux haines qui s'amassaient autour de lui.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux. — SOREL, *l'Europe et la Révolution française*, tome Ier. — GERVINUS, *Histoire du dix-neuvième siècle* (trad. Minssen, *introduction*). — LEFEBVRE-SAINT-OGAN, *Essai sur l'influence française en Europe au dix-huitième siècle*. Paris, 1884. — TEXTE, *Rousseau et les origines du cosmopolitisme littéraire*. Paris, 1895.

Pour la **Belgique.** — BORGNET, *Histoire des Belges à la fin du dix-huitième siècle*, Bruxelles, 1861. — DE LANZAC DE LABORIE, *la Belgique sous la domination française*, Paris 1880.

Pour la **Hollande.** — ANONYME (LEGRAND), *la République Batave*. Paris, 1894. — ROCQUAIN, *Napoléon et le roi Louis*. Paris, 1875. —

Th. Juste, *le Soulèvement de la Hollande en* 1813, Bruxelles, 1870. — Reville, *la Hollande et le roi Louis.* (*Revue des Deux-Mondes*, 1870.)

Pour l'**Irlande.** — Guillon, *la France et l'Irlande sous le Directoire.* Paris, 1888.

Pour l'**Italie.** — E. Ruth, *Geschichte des italienischen Volks unter der napoleonischen Herrschaft*, Leipzig, 1859. — Dejob, *Madame de Staël et l'Italie.* Paris, 1890. Consulter dans cet ouvrage la bibliographie très complète des livres sur la question italienne. A la liste des livres que nous avons indiqués p. 186, ajouter : Roux, *Littérature contemporaine en Italie.* Paris, 1869. — Rocca, *les Grands Italiens du dix-neuvième siècle : Ugo Foscolo et Manzoni.* — Etienne, *Ugo Foscolo.* (*Revue des Deux-Mondes*, 1854).

Pour les **Dalmates.** — L'abbé Pisani, *la Dalmatie de* 1789 *à* 1815, Paris, 1893. — A. Tullio Erber, *Dalmatia dal* 1797 *al* 1814, Zara, 1886-1892.

Pour la **Suisse.** — Tellier, *Histoire de la République helvétique*, Genève, 1846. — Hilty, *les Constitutions fédérales de la Suisse.* Neuchâtel, 1891 et les ouvrages cités p. 248. — Daguet, *Histoire de la confédération suisse*, tome II, 2e éd. Genève, 1880. — Ph. Godet, *Histoire littéraire de la Suisse française.* Paris, 1889.

Pour les **Hongrois** et les **Tyroliens.** — Ed. Sayous. *Histoire des Hongrois et de leur littérature politique de* 1790 *à* 1815, Paris, 1872. — De Gérando, *l'Esprit public en Hongrie.* Paris, 1848. — Bartholdi, *la Guerre contre les paysans du Tyrol en* 1809. — Saint-Clair, *André Hofer et l'insurrection du Tyrol en* 1809. Paris, 1881. — Chélard, *les Armées françaises jugées par les habitants de l'Autriche*, 1893. — Bidermann, *Die Geschichte der œster. Gesammtstaatsidee* (1526-1804). 1888.

Pour l'**Allemagne** et la **Prusse.** — Outre les ouvrages de Denis et Rambaud, les biographies de *Stein* par Pertz (5 vol. 1849-1855), de *Gneisenau*, par le même (5 vol. 1874-1881), de *Scharnhorst*, par Lehmann (2 vol. 1886), de *Schleiermacher*, par Dilthey (1878), il faut consulter :

Cavaignac, *la Formation de la Prusse contemporaine* (2 vol., 1806-1810). — Lévy-Bruhl. *l'Allemagne depuis Leibniz.* Paris, 1886. — G. Droysen, *Vorlesungen über die Zeit der Freiheitskriege* (2 vol. 1896). — Goette, *Das Zeitalter der deutschen Erhebung*, 1891. — Meier, *Die Reform der Verwaltungsorganis. unter Stein und Hardenberg*, 1881. — Lehmann, *Knesebeck u. Schön*, 1877. — Lehman, *Das Tugenbund*, 1877. — M. Duncker, *Preussen u. die allgemeine Wehrpflicht im Jahre* 1809. (*Hist. Zeitsch.*, 1861.) — Hillebrand, *La société Allemande en* 1806. (*Revue des Deux-Mondes*, 1870.) — Scherer, *Geschichte der deutschen Litteratur*, 1893.

XIV

L'ENTREVUE D'ERFURT

ET LE

SECRET DE TALLEYRAND

(1808)

Si Napoléon avait en 1809 trouvé chez les Français en général l'opposition que sa conquête en Europe rencontrait, sa ruine eût été certaine. Mais quoique la France désirât la paix, elle lui demeurait attachée, convaincue qu'il défendait et servait sa gloire. Il lui prenait ses fils, mais pour en faire des vainqueurs dont il célébrait les exploits dans des allocutions enflammées, les Bulletins de la Grande Armée. La nation armée et victorieuse lui répondait de la docilité des Français. Sa police attentive faisait le reste, surveillait la presse, les étudiants, lui signalait les déserteurs, les conspirateurs royalistes. Les fonctionnaires, dans les provinces, concouraient à empêcher les manifestations en faveur de la paix. Comme l'archevêque de Bordeaux se permit de dire et de laisser dire à ses curés que « le repos, objet de l'espérance chrétienne, méritait quelques sacrifices passagers, » il fut rappelé à l'ordre, et ses prêtres frappés de façon exemplaire (janvier 1809). Lorsque des troupes, après trois ans de campagne en Allemagne, furent dirigées à travers la France au delà des Pyrénées, les préfets des départements, à Nancy, Reims, Sens, Saumur, Tours, Bordeaux reçurent de la main du maître des instructions spéciales pour organiser sur leur route des

fêtes et des triomphes. « Des harangues, des couplets, des spectacles gratis, des dîners, voilà ce que j'attends des citoyens pour les soldats qui rentrent vainqueurs. Les chansons parleront de la gloire que l'armée a acquise, de celle qu'elle va acquérir encore et de la *liberté des mers qui en sera le résultat* » (septembre 1808). Par ce mélange d'exaltation militaire et de surveillance étroite, l'Empereur réussissait toujours à entretenir le zèle, les illusions patriotiques et la résignation des Français.

Malgré toutes ces précautions, il fut trompé lui-même et ne put empêcher une sourde opposition de se former, d'autant plus redoutable qu'elle était l'œuvre de ses collaborateurs, les plus intimement associés à sa pensée. Nul doute qu'à partir de 1808, Napoléon ait été trahi par les chefs qu'il avait placés à la tête des grandes administrations de l'Etat, et principalement par Talleyrand, par Fouché. Après avoir fait leur fortune avec lui, désireux de la consolider et d'en jouir, à l'exemple de sa famille, ils s'inquiétaient de l'ambition de l'Empereur, et ralliaient tous ceux qui commençaient à douter de ses succès. « Vous voilà bien content, disait en 1810 le ministre de la marine Decrès à Marmont parce que vous venez d'être fait maréchal. Vous voyez tout en beau. Voulez-vous que moi, je vous dise la vérité? L'Empereur est fou, tout à fait fou. Il nous culbutera tous tant que nous sommes. » C'était la pensée commune à beaucoup de fonctionnaires.

A la nouvelle de Baylen, l'Empereur invita Talleyrand, le 26 octobre, à réunir les députés au Corps législatif avec ses ministres et ses conseillers d'Etat « pour cultiver leurs dispositions » dans des dîners fréquents. C'était s'adresser mal : Talleyrand était homme à leur insinuer des dispositions toutes contraires à celles que le maître exigeait. Le grand chambellan était l'âme de ce parti d'opposants qui avait d'abord espéré réduire Napoléon à de certaines bornes, le dissuader de ses entreprises trop vastes, le détourner de l'Espagne. Le mauvais succès de cette dernière affaire et peut-être aussi le dépit d'en avoir été

de force le complice, avaient fourni à Talleyrand l'occasion et l'envie de passer des conseils à la résistance. « L'Espagne, et toujours l'Espagne, les désastres, la destruction d'une grande et belle armée, voilà les grands moteurs, » écrivait Metternich le 24 septembre 1808. Dans Fouché, Talleyrand trouva un complice qui disposait de l'opinion par de puissants moyens, quoique obligé d'en user discrètement. Fouché s'arrangea, simplement en laissant sa police inactive, pour que la conduite perfide de Napoléon à l'égard de Ferdinand, et les défaites de l'armée française retentissent dans tous les coins de la France. Ayant l'autorité de leurs hautes fonctions, les deux complices travaillèrent avec succès le monde des fonctionnaires, des hauts dignitaires de l'armée, les émigrés rentrés en grâce, enrichis ou amnistiés par la générosité et l'indulgence calculées de l'Empereur. « Ces hommes, dit Metternich, qui recueillait sur place en 1808 les éléments de ses informations précieuses, voulaient jouir de leur fortune et n'entendaient pas risquer tous les jours leurs biens et leurs vies au milieu des vicissitudes de la guerre. »

On peut discuter les déclarations du même observateur, lorsqu'il affirme que cette opposition formait un courant national, et que la France maudissait les conquêtes. Ce fut le thème de Talleyrand, pour se faire écouter de l'étranger : il avait besoin d'affirmer qu'il avait avec lui la France, la France raisonnable : « le Rhin, les Alpes, les Pyrénées sont la conquête nationale; le reste est la conquête de l'Empereur. La France n'y tient pas. » Ou encore ces mots : « le peuple français est civilisé, son souverain ne l'est pas. » Ou bien ces paroles de Talleyrand qu'Alexandre répétait à son ministre Roumantsoff : « Mon opinion est celle des hommes les plus éclairés et les plus sages. » Metternich voyait les choses plus justement lorsqu'il constatait la docilité persistante du peuple français. « Il ne peut et ne doit entrer dans nos calculs qu'en tant qu'il opposera moins de résistance aux efforts que pourraient tenter des hommes tirés de son sein et animés d'un esprit régénérateur. »

Ce n'en était pas moins un fait grave pour l'Empereur, qui l'apprécia trop tard à sa valeur, que la formation d'un parti d'opposition dans son entourage; qu'un antagonisme déclaré entre lui et son principal serviteur. Ils étaient de taille à se mesurer, et en fait d'intrigue, le serviteur valait peut-être plus encore que le maître. « Des hommes retors tels que M. de Talleyrand, écrivait encore Metternich, sont comme des instruments tranchants avec qui il est dangereux de jouer. Mais aux grandes plaies il faut de grands remèdes. » — « Nous sommes arrivés, ajoutait-il, à une époque où des alliés semblent s'offrir à nous dans l'intérieur même de l'Empire; des hommes qui peuvent représenter la nation réclament notre appui. Cet appui est notre cause elle-même, notre cause tout entière » (4 décembre 1808).

Pour immobiliser l'Empereur et lui barrer la route de l'Orient, il ne restait à Talleyrand d'autre ressource que de faire appel à l'Autriche, et la solliciter d'intervenir dans le partage de l'Empire ottoman. Elle seule pourrait encore le prévenir peut-être, en tout cas le limiter. Le calcul n'était pas mauvais : placé entre deux ambitions rivales, qui depuis un an sous couleur d'alliance se querellaient, l'empereur d'Autriche pouvait devenir l'arbitre tout-puissant, capable en les opposant de les enchaîner toutes deux. Dès le début de janvier 1808, au sortir d'une conférence où Napoléon venait de lui apprendre sa décision prochaine de commencer l'affaire d'Orient, Talleyrand courait chez Metternich, lui révélait les desseins de son maître, pressait l'Autriche de prendre une décision. « Il faut que nous devenions alliés, lui disait-il, et ce bienfait sera le résultat du traité de Tilsitt : quelque paradoxale que puisse paraître cette thèse, le traité vous met dans la meilleure position parce que chacune des parties contractantes a besoin de vous pour surveiller l'autre. C'est le plus vite possible qu'il faut vous en mêler; dans peu de mois on ne vous saura plus de gré de ce qui dans ce moment vous maintient au rang que vous occupez. » On ne pouvait pas dire plus clairement au cabinet

autrichien que, même après Tilsitt, il était l'arbitre de la question d'Orient.

Cette confidence deux fois renouvelée, à cette date, ne pouvait encore passer pour une trahison. Metternich y trouva même une teinte officielle marquée. Il put croire que l'Empereur l'avait ordonnée, lorsque le 21 janvier 1808 notifiant à Napoléon le mariage de François II, il vit celui-ci « le faire sauter à pieds joints dans une discussion sur le sort de la Porte ottomane et l'inviter à y prendre part ». Mais la communication de Napoléon n'avait été qu'un incident, une ouverture faite en passant, au moment où il cherchait les moyens de retarder l'impatience gênante de la Russie. La confidence de Talleyrand fut au contraire la préface d'un système formé contre celui de l'Empereur.

Dans une troisième entrevue qu'il eut le 25 février avec Metternich, il fit cette déclaration qui ne laisse plus aucun doute : « Je déteste l'idée du partage de la Porte ; je vous dirai même plus explicitement qu'elle est en désaccord avec mes principes politiques, mais rien ne peut en faire revenir l'Empereur. Arrêtez-vous à cette vérité, tenez-la pour certaine et que votre cour entre tout à fait dans ma manière de voir. Si j'étais empereur d'Autriche, je dirais ce qu'a dit Frédéric II du roi de France : aucun coup de canon ne se tirera en Europe sans ma permission. Voilà comme vous vous soutiendrez, comme vous sortirez victorieux de la lutte dans laquelle ont péri tant d'autres. »

Révéler au gouvernement autrichien un projet que l'Empereur n'avait encore communiqué à aucun autre confident constituait un abus de confiance ; le révéler afin qu'une puissance étrangère eût le temps de s'en garantir et d'y trouver peut-être un motif et des moyens de résistance, c'était véritablement trahir.

Les événements d'Espagne au mois d'avril 1808 encouragèrent Talleyrand à poursuivre son intrigue. Ce fut aussi cette nouvelle conquête de Napoléon qui décida l'Autriche à appuyer contre lui l'opposition de ses fonctionnaires. Pour obliger l'Empereur à compter avec elle, elle

arma. Depuis la paix de Presbourg, l'Archiduc Charles avait réorganisé les forces de l'Autriche qui se montaient à peu près à quatre cent mille hommes : on les cantonna sur les frontières de l'Empire depuis la Silésie jusqu'au Danube. Le 12 mai 1808, le ministre Stadion faisait approuver à son maître le principe d'une milice nationale qui devait doubler en quelques mois cette force de première ligne. Le 9 juin, tous les Autrichiens de dix-huit à vingt-cinq ans étaient appelés à s'exercer sous la direction des Archiducs qui leur adressaient des proclamations patriotiques pour la défense du territoire national. Pour les hommes d'Etat autrichiens, ces mesures militaires n'étaient cependant pas le signal d'une guerre immédiate : la déclarer alors à Napoléon « leur eût paru de la démence ».

Persuadés par Talleyrand que l'Empereur se préparait à son entreprise d'Orient, ils voulaient s'y associer de tout leur pouvoir, puis l'affaire une fois commencée, d'accord avec la Russie prendre des positions militaires assez fortes « pour serrer le sac dans lequel on aurait fait entrer les armées françaises ». Ce double calcul demandait un grand déploiement de troupes : l'Autriche n'y pouvait suffire qu'en faisant appel au sentiment national surexcité par l'exemple de l'Espagne. Ses finances ne lui auraient pas permis la levée immédiate d'une armée de huit cent mille hommes nécessaire au coup de partie qu'elle méditait.

Sans pénétrer encore la trahison de son collaborateur, Napoléon devina les arrière-pensées de l'Autriche. Au mois d'août 1808, il dit à Metternich : « Est-ce par vos armements que vous voulez un jour être de moitié dans nos arrangements relatifs à la Turquie. Vous vous trompez; jamais je ne m'en laisserai imposer par une puissance armée, jamais je ne traiterai avec celle qui voudrait m'en imposer. » Un peu plus tard, quinze jours après il entrevoyait avec Sébastiani le piège que lui tendait les Habsbourg. Pour frapper la Turquie, la France serait obligée d'allonger sa ligne d'opérations de Paris à Athènes, de l'amincir autour de l'Adriatique. Cette ligne se trouverait

étranglée entre la mer et l'Autriche, au risque d'être coupée, à la merci d'une surprise que François II certainement méditait. Le génie de Napoléon lui montra *le sac* où l'empereur d'Autriche avait dessein de l'enfermer.

Pour arrêter les armements qu'il redoutait, il employa tour à tour la menace et la persuasion, cajolant Metternich à Paris, ordonnant au général Andréossy de parler haut à Vienne. Les événements se précipitaient : les désastres en Espagne, en même temps le désir pressant du tsar de régler la question d'Orient : « en septembre à Erfurt, en octobre les mouvements, » disait Alexandre ; enfin une révolution de palais à Constantinople, le massacre simultané de Sélim III et de Mustapha IV qui au mois de juillet 1808 venait justifier les impatiences de la Russie. Au mois d'août 1808, le moment semblait désigné pour l'action en Orient dont l'empereur des Français avait donné lui-même le programme à Tilsitt.

Comment l'entreprendre, avec l'Autriche sur ses flancs, prête à s'allier peut-être aux Anglais installés désormais dans la péninsule espagnole, à réveiller en outre les Allemands, et les nations européennes ? Autant d'obstacles qui se dressaient un à un devant son ambition, pour la première fois contrariée. Napoléon avait rêvé la Méditerranée librement ouverte à ses flottes : le peuple espagnol venait d'en remettre les clefs aux Anglais. Et maintenant, c'était sur le continent des menaces encore, un piège peut-être dans l'attitude de l'Autriche. Comment d'autre part se soustraire aux appels de la Russie, décourager Alexandre, renoncer à ses projets pour jamais peut-être ? L'heure critique était venue où le conquérant se trouvait mis en demeure de choisir et de fixer sa destinée. C'était bien là où Talleyrand avait voulu l'amener ; incapable de le persuader, à la place d'objections vaines, il dressait des obstacles assez forts pour l'obliger à réfléchir, à reculer. Il a prétendu depuis que ce fut à ses yeux la meilleure manière de le bien servir, en servant du même coup la France et l'Europe. En fait, son intrigue n'eut d'autre résultat que de

pousser Napoléon et l'Europe aux résolutions extrêmes. Le secret de Talleyrand envenima la plaie qu'il avait voulu circonscrire. La France paya aussi cher le remède que le mal.

Les menaces de l'Autriche, sur une ambition comme celle de Napoléon, n'agirent pas comme un frein, mais comme des piqûres qui l'exaspérèrent. Si le 15 août 1808, il parla une dernière fois à Metternich avec calme, dans le ton sur lequel il lui dit : « Vous voyez combien je suis calme, » la colère grondait. Il la laissait éclater devant ses intimes : il parlait à Sébastiani de briser l'Autriche, et sur les ruines de l'Europe de ne laisser que deux Empires, deux colosses, la France et la Russie. Le bruit de ces colères parvint à Pétersbourg, jusqu'au tsar informé par son envoyé Tolstoï. La destruction de l'Autriche n'était pas décidée au point où le croyait l'ambassadeur russe. Mais Napoléon, irrité, avait résolu de l'obliger à un désarmement.

Ce fut avec cette intention qu'il partit pour Erfurt le 23 septembre 1808. Le plus pressé n'était plus, à ses yeux, de discuter avec le tsar la question de Constantinople, mais de vaincre la résistance nouvelle de l'Autriche au partage même. A Metternich, le 15 août, il avait formulé son programme : « Vos armements déplaisent également à Saint-Pétersbourg? Savez-vous comment cela finira? L'Empereur Alexandre vous fera déclarer qu'il désire que vous les cessiez, et vous le ferez. Je ne vous admettrai plus alors à l'arrangement de tant de questions auxquelles vous êtes intéressé; je m'entendrai seul avec la Russie, et vous n'en serez que les spectateurs. » L'exécution de cette menace, il allait la demander au tsar, à Erfurt. Certain qu'Alexandre attendait de lui autre chose, et que son désappointement pouvait provoquer un refus, il lui prépara, il lui offrit des gages.

Le premier sera d'évacuer la Prusse, que ses troupes, contrairement au traité de Tilsitt, occupent toujours. Dès le 5 août il fait parvenir à Caulaincourt cette agréable nouvelle. « C'est inappréciable pour moi, » répondit le tsar, heureux d'assurer le salut des Hohenzollern et de voir les

Français s'éloigner de la Vistule, abandonner la Silésie. De plus, le 11 août, Champagny proposait au ministre prussien Brockhausen un traité d'évacuation qui fut accepté et signé, le 8 août 1808, malgré l'hésitation du roi à subir encore une contribution de 140 millions. Le 5 décembre, à l'exception des villes de l'Oder destinées à la garantie de cet impôt de guerre, Glogau, Stettin et Custrin, la Prusse redevenait libre; elle reprenait son rang parmi les nations, son indépendance précieuse à plus d'un titre pour la politique russe.

Napoléon réservait à Alexandre un autre témoignage de sa bonne volonté : depuis six mois il lui refusait les provinces roumaines, il subordonnait l'évacuation de la Prusse à l'abandon de ses conquêtes sur le Danube. Pour lui plaire, il évacuait la Prusse immédiatement et lui apportait à Erfurt la promesse de lui laisser aussi le Danube. « La Russie, disait-il, fait des conquêtes sur la Suède, elle grapille sur la Turquie, elle n'évacue pas les Principautés, et moi j'évacue la Prusse. » Il est vrai que c'était une promesse seulement, mais de nature à convaincre le tsar de son désir d'entente. Elle avait son prix.

Circonvenir Alexandre, et le bien disposer ne parut pas à Napoléon une précaution suffisante. Il fallait séduire cet enthousiaste au moment décisif. « Le prestige ne manquera pas, » dit-il à Talleyrand, et le grand chambellan nous a conservé plus d'une preuve curieuse de ce singulier génie attentif aux moindres détails. « Il faut que mon voyage soit très beau. — Quels seront les chambellans de quartier? Je veux de grands noms. Il faut rendre justice à la noblesse française. Elle est admirable pour représenter dans une cour. — Il me faudra tous les jours un spectacle. Dazincourt, je voudrais la Comédie Française, nos plus belles pièces. A Paris, des doublures suffiront. Il faut emmener tout ce qu'il y a de bon. » Le cortège militaire devait être fort brillant, le maréchal Soult d'abord, le maréchal Davout, Lannes, Berthier, Mortier, Oudinot Suchet, Savary, Lauriston. Chaque jour, il partit quelqu'un pour Erfurt. La

route était couverte de fourgons, de chevaux de selle, de carrosses, de gens à la livrée impériale, de troupes aussi venues de toute l'Allemagne pour former la haie en tenue de parade.

En quelques jours, par la volonté souveraine du maître, la petite ville allemande se transforma en une capitale digne de l'hôte qu'on y attendait. Le palais du gouvernement devenait par sa décoration renouvelée un palais français dans le goût du temps : partout la marque de Napoléon, les aigles et les abeilles semées sur la pourpre des tentures. Des bronzes, des vases, les tapisseries des Gobelins transportées de Paris donnèrent aux vieilles demeures bourgeoises l'aspect somptueux de palais destinés aux hôtes de l'Empereur.

La docilité ou la cupidité des souverains allemands firent le reste. Empressés de plaire au chef du nouvel Empire, curieux de le voir, ou désireux de lui arracher quelque arrondissement, les rois de Saxe, de Wurtemberg, de Bavière, les ducs de Cobourg, de Weimar, de Mecklembourg et une multitude de principicules accoururent à Erfurt d'heure en heure, avec leur suite féodale d'écuyers, de chambellans, de conseillers. Grâce à eux, la cour improvisée d'Erfurt fut telle que pouvait la souhaiter Napoléon, faite à première vue pour donner au tsar l'impression de la grandeur et de l'étendue de l'empire français.

Alexandre y arriva « plus vite qu'un courrier », sans sa maison, comptant absolument sur l'hospitalité de son allié, sur sa cuisine, sur son vin dont il était fort appréciateur. En treize jours, du 14 au 27 septembre, avec un détour et deux journées de réception à Kœnigsberg, il avait franchi la distance de sa capitale à Erfurt. Tant il avait de hâte, après un an d'attente, de donner aux projets de Tilsitt, à l'affranchissement réel de la Turquie, à la conquête décisive qui devait assurer la gloire de son règne, la consécration d'une entente définitive! Napoléon venait au-devant de lui, le 27 septembre à l'entrée de la ville, suivi de son cortège de maréchaux, de fonctionnaires, salué par les salves d'ar-

tillerie, les cloches des églises, des beffrois, au milieu d'une foule innombrable de curieux. « Je veux avant de commencer que l'Empereur soit ébloui par le spectacle de ma puissance ; il n'y a point de négociation que cela ne rende plus facile. » A la hâte de son allié, il opposait un système momentané de lenteur. Longs déjeuners, visites aux établissements du pays, réceptions et spectacles prirent la plus grande partie des premières journées. Avant de démasquer ses batteries, Napoléon attendait l'effet de sa stratégie, et par sa diplomatie, comme à la guerre, espérait envelopper son adversaire.

Mais quand il se démasqua, il était trop tard : et le cours de l'histoire en fut changé, comme celui de sa destinée. Alexandre avait pris position. Passant à l'ennemi d'une façon définitive, Talleyrand l'avait mis en garde.

Par l'habitude prise depuis longtemps de dissimuler à ses ministres les secrets essentiels de sa diplomatie, par besoin peut-être d'employer ses plus adroits serviteurs à l'œuvre la plus délicate de son règne, Napoléon communiqua à son grand chambellan seul les négociations avec la Russie, ses desseins. « Je veux être sûr que l'Autriche sera inquiète et contenue, lui avait-il dit. L'article contre l'Autriche est le point essentiel. » C'était ordonner à Talleyrand en somme de renverser l'obstacle que ses calculs secrets avaient fait surgir devant une entreprise condamnée par sa prudence. Par une nouvelle trahison, Talleyrand ne déclina pas l'ordre ; il vint à Erfurt, décidé à faire reculer son maître une seconde fois, à empêcher « l'esprit d'entreprise de dominer dans cette singulière entrevue ». Il arriva deux jours avant Napoléon : après l'Autriche, c'était la Russie qu'il allait lui opposer. Alexandre n'était pas favorable à Talleyrand, ni ses ministres qui le tenaient en médiocre estime. Le grand chancelier employa les deux journées qu'il avait d'avance sur les Empereurs à se procurer auprès du tsar des garants et des avocats. Du premier coup il mit la main sur Caulaincourt, et le conquit à son intrigue. La trahison était complète : les deux hommes à qui Napoléon

avait confié son secret s'accordaient pour le livrer. « Il faudra bien qu'un jour on lui rende justice, » a écrit Talleyrand dans sa gratitude pour Caulaincourt. Le témoignage de Talleyrand n'y aidera guère.

Ce fut en effet Caulaincourt qui, chargé d'aller chercher le tsar à Weimar, le disposa aux confidences de son ami. Rendez-vous fut pris le soir même chez la princesse de Tour et Taxis, « *une excellente personne* » dont le salon fut tous les soirs la coulisse où se noua l'intrigue, derrière la grande scène sur laquelle Napoléon étalait inutilement sa puissance. Tandis que l'Empereur ménageait ses effets, son confident, devenu décidément son adversaire, allait droit au fait, et se découvrait. Aussitôt il dit au tsar : « Sire, que venez-vous faire ici? C'est à vous de sauver l'Europe, et vous n'y parviendrez qu'en tenant tête à Napoléon. Le peuple français est civilisé. Son souverain ne l'est pas. Le souverain de Russie est civilisé et son peuple ne l'est pas. C'est donc au souverain de Russie d'être l'allié du peuple français. » On ne pouvait plus nettement poser la question. Alexandre avait désormais à choisir entre la politique orientale de Napoléon qui pouvait le servir, mais le gêner aussi, et celle de ses ministres qui, au nom de la nation française, lui offraient un rôle moins onéreux d'arbitre entre la France, l'Europe et le conquérant trahi par son entourage. Sacrifier l'Autriche, ou tout au moins la menacer pour ouvrir à Napoléon le chemin de l'Orient; s'allier aux Habsbourg et à Talleyrand pour le lui fermer. Entre ces deux diplomaties françaises qui le sollicitèrent à Erfurt, le tsar avait la partie belle : et il faut avouer qu'il la joua supérieurement.

On ne le vit plus insister auprès de Napoléon pour le règlement immédiat de la question d'Orient. Mais il parut d'accord et toujours déterminé pour l'avenir avec son allié de Tilsitt. A ce prix peu coûteux, il obtint l'évacuation de la Prusse et du grand-duché de Varsovie, les dépouilles de la Suède, la Finlande et les Principautés du Danube, l'extension gratuite et la sécurité de ses frontières. Cela valait mieux qu'un vaste système de conquêtes combinées où Na-

poléon se serait fait la part du lion. Une simple promesse et des marques d'attachement n'engageaient pas la Russie.

Napoléon qui croyait le tsar séduit par ses concessions reconnut le manège trop tard, quand le moment vint d'exiger le prix qu'il avait voulu y mettre. Il lui demandait de l'aider à intimider l'Autriche, pour qu'elle reconnût les rois d'Espagne et de Naples, désarmât, consacrât ses conquêtes, et lui permît d'en réaliser d'autres en Orient. Il avait combiné un article menaçant pour les Habsbourg; il pressa le tsar de le signer : « Dans le cas où l'Autriche *donnerait des inquiétudes à la France*, l'empereur de Russie sur la première demande qui lui en sera faite s'engage à se déclarer contre l'Autriche. » Pour refuser cette condition, Alexandre prit les conseils de Talleyrand, et le parti des Habsbourg représenté à Erfurt par un de leurs meilleurs diplomates, dans le secret de l'intrigue, M. de Vincent. « Il ne faut pas de mesures inquiétantes pour l'Autriche, » lui soufflait Talleyrand. Ne devait-on pas craindre que Napoléon ne passât aussitôt des menaces au coup de force? Si pour lui opposer des barrières, la Russie avait travaillé à sauver la Prusse, devait-elle maintenant laisser détruire l'Autriche? La grandeur de l'Empire depuis un siècle s'était fondée sur la rivalité des Allemands et des Français. Pour l'avenir même que le tsar avait entrevu depuis Tilsitt, cette rivalité demeurait précieuse. Les prières des Français raisonnables et sensés qui lui demandaient d'épargner l'Autriche se trouvaient d'accord avec les calculs de sa politique. « Il faut qu'il existe une balance entre les forces de la Russie, de la France et de l'Autriche, et la Russie n'ayant rien à redouter pour elle-même de l'Autriche peut voir avec une sorte de tranquillité l'accroissement de sa force comme moyen de parvenir à l'établissement de ce système. »

Malgré les instances de Napoléon, Alexandre repoussa donc en termes très nets et très fermes toute proposition qui contraindrait l'Autriche à désarmer. Arguments, séductions, rien n'y fit. « Votre Empereur, s'écriait Napoléon devant Caulaincourt, est têtu comme une mule. » Il eut

recours à la colère, jeta son chapeau à terre et le piétina. Il avait trouvé son maître. Le tsar sourit. « Vous êtes violent, moi entêté. Avec moi la colère ne gagne donc rien. Causons, ou je pars. » Il ne partit pas : c'eût été perdre ce qu'il avait acquis. Les deux alliés s'en allèrent chasser à Iéna, le 6 octobre, amis comme par le passé. Ils portèrent leurs hommages au génie allemand représenté à Weimar par le duc et sa cour d'hommes de lettres, Wieland, Gœthe. Napoléon voulait séduire la nation allemande et la préserver des excitations de la Prusse et de l'Autriche. De retour à Erfurt, il échangeait avec Alexandre les cadeaux, les marques d'un mutuel dévouement.

Le tsar tenait aux avantages qu'un traité préparé par Champagny et Roumantsoff était sur le point de lui confirmer. Pour prix de son alliance contre l'Angleterre formulée dans les quatre premiers articles de la Convention d'Erfurt, il obtenait par les articles 5, 7, 8, 9, sous la médiation de la France, la Finlande, la Valachie et la Moldavie, « provinces russes ». Comme il n'avait pas voulu refuser toute satisfaction à son allié, il lui promettait, « dans le cas seulement où l'Autriche se mettrait en guerre avec la France, » de se déclarer contre elle. Il espérait bien que les Habsbourg ne l'obligeraient à tenir cette promesse, bien moins grave que celle qu'il avait refusée. « L'Autriche, disait-il, ne sera jamais assez folle pour se faire l'agresseur et entrer seule en lice. » Encore prit-il ses précautions : ce fut d'écrire à l'Empereur François pour le tranquilliser et le renseigner sur la portée de son engagement. « Je vous prie d'être bien persuadé de l'intérêt que je prends à Votre Majesté et à l'intégrité de son empire. »

La précaution était sage : à défaut de menace, Napoléon avait compté sur l'effet de son entrevue avec le tsar pour intimider l'Autriche. Au moment où l'envoyé autrichien l'était venu trouver, il lui avait dit à dessein, la colère dans les yeux : « L'Empereur Alexandre est et restera mon allié ; il remplira scrupuleusement ses obligations, j'en ai la certitude, et dirigera contre vous toutes les forces de

l'Empire. Votre véritable intérêt n'est-il pas de licencier vos milices et de réduire vos troupes de ligne? — Nul n'a le droit, répliquait Alexandre au même envoyé, à la fin de l'entrevue qu'il eut à son tour avec lui, pour bien préciser ses obligations, d'intervenir dans les affaires intérieures d'un autre Etat. » L'Autriche ne pouvait plus ignorer la défaite diplomatique que la Russie avait infligée au vainqueur de Presbourg. Elle en reportait le mérite et l'honneur sur Talleyrand, dont l'entrevue d'Erfurt paraissait affermir les desseins et le système. « Son appui, s'écriait Metternich enthousiaste, est notre cause tout entière » (4 décembre 1808).

La diplomatie secrète de Talleyrand avait en effet prévalu contre les desseins de son maître. Après avoir armé l'Autriche, il avait obtenu de la Russie qu'elle ne l'obligeât point à désarmer. Mais à quel prix? Si Talleyrand fermait à l'ambition de Napoléon les routes de l'Orient, il les ouvrait toutes grandes à la Russie, et la menait comme par la main jusqu'à la mer. La cession de la Finlande livrait au tsar la Baltique. Délivrée de la France, la Prusse lui procurait une alliance précieuse, dont la Pologne, cinq ans plus tard, devait être le gage. Par sa trahison, Alexandre avait plus que lui vaincu à Erfurt. Talleyrand le reconnaîtra plus tard, lorsqu'à Vienne il sera contraint en 1814 de disputer aux Russes l'Orient qu'il vient de leur livrer, depuis la Baltique jusqu'à la mer Noire. Il verra bien alors que ce n'était point l'intérêt de la postérité et de l'Europe d'abandonner ainsi les Etats faibles comme la Suède et la Turquie aux appétits des grandes puissances. « Je déteste, disait-il, le partage de l'empire ottoman. » Au moins Napoléon qui le souhaitait n'en cédait-il depuis un an à son allié de Tilsitt aucune parcelle qu'il ne fût assuré d'avoir sa part. Son ambition tenait en suspens les progrès de la Russie. Pour limiter les conquêtes de son maître, Talleyrand favorisait celles de son adversaire. Entre la diplomatie de l'Empereur qui lui résistait et les intrigues de son grand chambellan qui le servaient, le tsar demeurait l'arbitre : l'ar-

bitrage lui fut avantageux. En voulant ruiner ou fortifier les résistances de l'Autriche au partage de l'empire turc, Napoléon et son confident consentaient à un premier démembrement, dont la France était exclue. Nul doute que Talleyrand ne fût responsable du tout, puisque son intrigue avait déterminé Napoléon, en armant l'Autriche, à ces concessions.

Avait-il du moins procuré à la France, à la nation dont il s'autorisa devant l'étranger, devant la postérité, ce bienfait de la paix qu'elles eussent en effet apprécié? Quelques mois après Erfurt, à la guerre très lourde que le réveil de la nation espagnole et les menaces des Anglais nous obligèrent à soutenir, s'ajouta un conflit entre Napoléon, l'Autriche et la Turquie qui faillit être le signal d'une grande prise d'armes des nations en Europe contre la France. Cette lutte, ruineuse pour les Français, dangereuse par la diversion qu'elle procura aux Anglais et les excès où elle entraîna Napoléon, c'est Talleyrand qui la provoqua. Ses confidences perfides au cabinet autrichien après et avant Erfurt, l'illusion qu'elles donnèrent à Metternich et à François II d'une revanche facile avec le concours de la Russie, des nations européennes, et des Français eux-mêmes déterminèrent l'Autriche à combattre Napoléon une quatrième fois. Talleyrand s'en allait répétant aux étrangers que la cause de la France n'était plus celle de Napoléon. Elle n'en fit pas moins les frais, jusqu'à la catastrophe finale, de cette guerre et de toutes celles plus redoutables encore qui en sortirent fatalement.

Assurément, c'était, chez cet homme d'Etat formé à la bonne école de la politique nationale, une vue juste que de condamner les excès de la conquête impériale, d'en marquer le caractère stérile et dangereux. Lorsqu'à Erfurt même, en faveur de l'alliance autrichienne et de la paix continentale, il opposait aux ambitions de Napoléon les traditions de Vergennes, en principe il avait raison, comme onze années plus tôt, il ne se trompait pas en proposant au Directoire une politique coloniale, une expédition

en Egypte, plutôt que la conquête des frontières naturelles. Mais Napoléon n'était pas moins justifié à lui répondre : « Il n'est pas question de cela, il faut prendre le temps comme il est. » « Ce qui est, a riposté Talleyrand dans ses *Mémoires,* est presque toujours fort peu de chose ; toutes les fois que l'on ne pense pas que *ce qui est* produit ce qui sera. Dans les affaires de ce monde il ne faut pas s'arrêter seulement au moment présent. On accepte le pouvoir non pour servir des hommes ou des choses qui déplaisent, mais pour les faire servir au profit de l'avenir. » En dépit de cette justification, ç'a été constamment, de la part de Talleyrand, la même erreur de prétendre réaliser ses desseins personnels en servant des ambitions qu'il blâmait. Sa propre ambition fit ainsi plus de mal à la France que sa clairvoyance ne lui rendit de services. C'est ainsi qu'en 1798, il a précipité la France dans les affaires d'Orient à la suite de Bonaparte, quand les hommes du Directoire suffisaient à peine à régler, au gré des passions nationales, le compte de la conquête avec les puissances allemandes

Et de même en 1808 : pour écarter Bonaparte de l'Orient où il l'avait d'abord engagé, où son ambition s'obstinait, il déchaînait de nouveau contre lui les colères et le patriotisme au delà du Rhin. Double faute, dont les effets ont été incalculables pour la France, de Rastadt à Presbourg, et d'Erfurt au traité de Paris. La diplomatie, l'intrigue de Talleyrand ont compliqué ce que la conquête et la puissance nationale simplifiaient. Contraire aux ambitions qu'elle acceptait de servir, elle a épuisé leurs ressources, en les obligeant à des efforts que l'ancienne diplomatie française dont elle se réclamait avait, avec Vergennes, condamnés, sur terre et sur mer à la fois, ruineux pour l'avenir qu'elle prétendait assurer.

L'attitude de Talleyrand, à Erfurt, condamnait enfin cette diplomatie non seulement dans ses conséquences, mais dans son essence même. C'est une œuvre, qui pour être en principe nationale, n'en est pas moins en fait clandestine. Elle a tous les caractères et tous les défauts de cette

politique secrète qui a coûté si cher à la nation et en définitive à la royauté au dix-huitième siècle. L'intrigue de Talleyrand avec Bonaparte contre le Directoire, avec Metternich et le tsar contre Napoléon, de quelque étiquette patriotique qu'il l'ait décorée, garde des allures louches de trahison. « On ne peut que séparer, écrivait Metternich en 1808, en M. de Talleyrand l'homme moral de l'homme politique. Il n'eût point été, il ne serait point ce qu'il est, s'il était moral. Il est d'un autre côté éminemment politique et comme politique, homme à système. Il peut être, comme tel, utile ou dangereux. Il est utile en ce moment. » Il était donc dangereux pour Napoléon, et pour la France, puisqu'il servait l'Autriche par son système et par ses trahisons.

BIBLIOGRAPHIE

Thiers. *Histoire de l'Empire*, tomes VI à VIII.
Lanfrey. *Histoire de Napoléon Ier*, tomes III et IV.
Lefebvre. *Histoire des cabinets de l'Europe*, 2e édition, tome III. Bruxelles, 1863.
A. Vandal. *Napoléon et Alexandre; de Tilsitt à Erfurt*. Paris, 1891, tome Ier.
Tatischeff. *Alexandre Ier et Napoléon*. Paris, 1892.
Ernouf. *Maret, duc de Bassano*. Paris, Charpentier, 1876.
Bittard des Portes. *Les préliminaires de l'entrevue d'Erfurt*. (*Revue d'Histoire diplomatique*, 1890.)
G. Hassel. *Geschichte der preussischen Politik*. 1807-1815. 1er vol., 1881.
Beer. *Zehn Jahre œster. Politik*, 1801, 1810, 1877.
Bernhardi. *Geschichte Russlands im XIXten Iahrhundert*, tome III, 1863.
Hæusser. *Deutsche Geschichte*, 3e vol. Berlin, 1869.
Fournier. *Napoléon Ier* (trad. Jaeglé). Paris, 1892, tome II, chapitre v.

Documents :

Talleyrand, *Mémoires*. Paris, 1891, tome Ier. — Metternich, *Mémoires*. Paris. Plon, tome II (1808). — Napoléon, *Correspondance*, tomes XIII à XVII. — Comtesse de Choiseul-Gouffier, *Réminiscences sur Napoléon et Alexandre Ier*. Paris, 1862. — Pasquier, *Mémoires*. Paris, 1892, tome Ier. — *Souvenirs de l'entrevue d'Erfurt par un page de Napoléon*. (*Correspondant*, tome LXIII.) — Duc de Broglie, *Souvenirs*. Paris, 1886, tome Ier. — Mme de Rémusat, *Mémoires*, tome III. Paris, 1880.

XV

LA GUERRE DE 1809

LA PAIX DE VIENNE ET LE RÉVEIL DE LA POLOGNE

Lorsque Napoléon se sépara d'Alexandre Ier, à quelques lieues d'Erfurt, il revint seul vers la ville, au pas, sans parler. Savary raconte même qu'il le vit s'absorber dans une méditation nuancée de tristesse. A l'apogée de sa puissance, il en touchait pour la première fois les limites. Il en saisissait même la fragilité. La résistance du tsar l'éclairait. « C'est un système de faiblesse que vous me proposez, lui avait-il dit un jour en colère. Si j'y accède, l'Europe me traitera bientôt en petit garçon. » C'était le contre-coup de ses embarras d'Espagne, il le sentait : « Ces diables d'affaires d'Espagne, elles me coûtent cher. Cela m'occupe loin d'eux, voilà ce qu'il leur faut. » Contre l'avantage incertain d'établir Joseph à Madrid, il abandonnait au tsar une partie de l'Orient qu'il avait prétendu partager avec lui. La convention d'Erfurt réservait ses droits pour l'avenir. Mais quand cet avenir s'ouvrirait-il, en face de l'Autriche menaçante? Toujours de nouveaux obstacles à son ambition sur cette route de l'Orient où il s'imaginait d'abord ne rencontrer que l'Angleterre. Sa volonté pourtant ne désarme pas : il quitte Erfurt le 14 octobre; le 5 novembre, il est à Logrono à la tête de son armée d'Espagne, avec l'espoir d'en finir au bout de trois mois. Son échec à Erfurt sera vite réparé par d'éclatants succès au delà des Pyrénées.

Ce qui l'attriste et l'émeut, c'est la cause plus intime à

laquelle il attribue la tiédeur du tsar et les manèges de l'Autriche. « Savez-vous, dit-il à Talleyrand lorsqu'il s'est heurté à l'entêtement d'Alexandre, ce qui fait que personne ne marche droit avec moi, c'est que n'ayant pas d'enfants on croit la France en viager sur ma tête; voilà le secret de tout ce que vous voyez ici : on me craint et chacun s'en tire comme il peut. C'est un état de chose mauvais pour tout le monde. Il faudra bien y remédier un jour. » Et tandis qu'Alexandre et ses ministres sont encore là sous sa main, à Erfurt, Napoléon charge Talleyrand de les interroger discrètement sur un mariage avec une grande-duchesse « dont l'âge lui convient. » Il a prononcé le gros mot de *divorce*, mais avec une agitation singulière. Ce n'est pas sans déchirement qu'il en a pris la résolution. Beaucoup de tendresse et comme une superstition, la crainte de briser sa fortune avec celle de la femme qu'il y a depuis l'origine associée l'attachent à Joséphine. Les réflexions que lui suggère l'entrevue d'Erfurt le détournent d'elle : il lui semble que sa destinée exige une séparation et que la stabilité de la France la demande. De là ses tristesses, d'une part, et le problème qu'il examine en s'éloignant d'Erfurt.

Sans connaître les trahisons de son entourage, ni jusqu'à quel point ses serviteurs ont conspiré avec l'étranger, le génie de Napoléon a pénétré enfin, dans cette épreuve décisive, les motifs, et découvert la source de cette opposition. Si l'on discute son alliance, si en secret on le trahit, « c'est qu'on escompte, ou redoute la date que rien n'éloigne, sauf la vie d'un seul homme » où son empire disparaîtra avec lui. « Il est curieux, écrivait Metternich le 26 juillet 1807 pour conseiller la patience à son maître, que le génie de Napoléon tourmentant, modifiant les conditions de l'Europe entière, n'ait pas fait un seul pas qui tende à assurer l'existence de ses successeurs. » Auprès de Napoléon, Talleyrand et Fouché ont depuis longtemps fait la même remarque et suggéré le remède, le divorce que le ministre de la police osait même à la fin de 1807 proposer formellement à l'impératrice. « Il songe tant à l'avenir, » écrivait un peu plus tard Na-

poléon à Cambacérès. L'Empereur y songeait lui-même, et en parla à Joséphine au mois de mars 1808. Les larmes et la tendresse de sa femme l'empêchèrent alors de prendre parti. Croyant désarmer ses adversaires, à Erfurt, loin de sa victime, « il la sacrifia à la politique qui n'a point de cœur », « à la loi d'airain ». De tous les sacrifices que Talleyrand et la Russie l'obligèrent à faire, nul ne lui coûta plus, et par la suite ne lui servit moins. Le remède venait trop tard; le mal était fait.

Certes Napoléon se hâte de vaincre en Espagne. Ses étapes sont autant de batailles gagnées. De Vittoria, tandis que les armées ennemies s'étendent pour l'envelopper, l'Empereur a marché sur leur centre et l'enfonce à Burgos, le 20 novembre. Ses lieutenants collaborent avec le même bonheur à son plan de campagne, Lannes sur sa gauche à Tudela, Soult sur sa droite à Espinosa. Par le col de Somo-Sierra, Napoléon poursuit sa route victorieuse. Madrid capitule le 5 décembre. Et Joseph est de nouveau roi d'Espagne, en un mois, par le génie de son frère (22 janvier 1809). La Junte nationale, obstinée à ne point le reconnaître, s'est enfuie à Séville : une campagne décisive de l'Empereur contre l'armée du général Moore, rejetée, pressée dans les montagnes de Galice prive les Espagnols de leur dernière ressource : l'armée anglaise. Il ne restait plus à ce peuple que l'énergie de son désespoir, et la conscience de son droit.

Si l'une et l'autre le servirent contre Napoléon, comme elles avaient servi le peuple français en 1792 et en 1793 contre l'Europe, rien ne le faisait prévoir au moment où la Junte de Séville adressait un appel désespéré à toutes les nations d'Europe. C'est une lutte d'un genre nouveau pour Napoléon, gâté par ses guerres d'Allemagne et d'Italie, où il n'avait trouvé qu'à désunir ce qui n'avait jamais été uni, à morceler ce qui l'était depuis longtemps déjà, dans un pays pauvre et mal fait pour sa stratégie ordinaire. Sans diminuer le mérite et les avantages de la nation espagnole, il faut pourtant constater que sa résistance fut singulièrement aidée, aux heures décisives, par un concours de cir-

constances analogue aux événements qui hâtèrent et favorisèrent, sous la République, la délivrance de la France. C'est la même histoire en sens inverse.

Lorsque Napoléon s'est jeté sur l'Espagne, c'est avec le dessein d'y prendre contre l'Angleterre des positions qui lui permissent de régler à son aise la question d'Orient, de même qu'en faisant la guerre à la Révolution française, les puissances allemandes songeaient au partage de la Pologne. Leur rivalité en Orient paralysait leur action sur le Rhin, tandis que l'énergie nationale se déployait en France pour la défense des frontières. Les ambitions orientales de Napoléon procurèrent en 1809 aux Espagnols la même trêve.

Il était à Bénavente, le 1er janvier 1809, satisfait en deux mois de leur avoir détruit trois armées, lorsqu'il reçut la nouvelle d'une grande révolution à Constantinople. Le grand vizir Baraïctar, dont l'autorité s'était substituée à celles des sultans Selim et Mustapha successivement assassinés, à son tour a péri dans son palais incendié par une soldatesque sans loi, excitée par les Oulemas. Sur ce seul avis, Napoléon se rapprocha de France; laissant à Soult le soin d'achever l'armée anglaise en Galice, il arrivait à Valladolid le 7 janvier avec sa garde. « Les affaires d'Espagne n'étaient plus dignes de l'occuper. » L'anarchie de l'empire turc attirait toute son attention. Le sort de l'Orient allait-il se régler sans lui, sans qu'il y eût la part qu'il s'était réservée?

Aussitôt l'ordre est donné à Paris de réunir à Toulon au 1er mars une escadre de soixante-quinze voiles, et un corps de trente-deux mille hommes pour une expédition lointaine, importante : « Cette escadre m'intéresse au delà de ce que vous pourrez penser. » Pour tenir les Anglais en respect, des armements sont prescrits à Boulogne et à Brest. C'est l'entreprise décisive de la Méditerranée, de l'Egypte, qui se prépare. Comme il y faut la coopération de la Russie, Napoléon de Valladolid envoie en mission spéciale un officier de sa maison, M. de Ponton, à l'empereur Alexandre, à Caulaincourt. Exciter le tsar contre les Anglais, l'inviter

à terminer avec lui les affaires de Turquie, voilà le plus pressé. Avec sa garde, Napoléon rentrait à Paris le 28 janvier, convaincu que la soumission des Espagnols était désormais affaire de temps, de police et de fermeté.

Sur le chemin que suit son ambition avec la même patience, et qui le détourne de l'Espagne, se dresse toujours le même obstacle que Talleyrand a fait lever six mois plus tôt. Son insistance à Erfurt ne l'a pas abaissé. « Le désarmement de l'Autriche, voilà le principal. Si le tsar avait voulu parler ferme à Erfurt, c'eût été chose faite. » De Paris, à ce moment décisif Napoléon reprend pendant tout le mois de janvier de 1809 la cause qu'il a plaidée inutilement en 1808 auprès de son allié. Il s'efforce de séduire ou convaincre les ministres d'Alexandre, Roumantsoff et Kourakin, par des distinctions, des cadeaux, des menaces aussi : « je donnerai des coups de bâton à l'Autriche. » Son langage est appuyé par des actes. Il lève une nouvelle conscription de cent mille hommes. Il ordonne à la Confédération germanique une levée égale. Il a ramené sa garde ; et cent cinquante mille hommes d'Italie, de Dalmatie n'attendent qu'un ordre pour franchir les Alpes. Au premier signal, la France jettera quatre cent mille hommes sur l'Autriche. L'Empereur semble prêt à exécuter cette menace qu'il a lancée à Alexandre à Erfurt. « Je vais vider tout de suite ma querelle avec l'Autriche. » Et sans trêve, par chaque courrier, il la répète à Saint-Pétersbourg, pour obliger le tsar aux mesures comminatoires qu'il souhaite pour faire céder l'Autriche, sans guerre. La guerre, en effet, il ne la veut pas : ce serait « se battre sans raison ». Il a mieux à faire que de poursuivre les « soldats tout nus » de l'Empereur François. Alexandre, de son côté redoutait une rupture entre la France et l'Autriche pour les obligations que, dans ce cas, la convention d'Erfurt lui prescrivait. Ce fut l'Autriche qui la provoqua : les confidences de Talleyrand l'avaient décidée à risquer une fois de plus la partie.

Le premier motif de cette décision, il faut la chercher en effet dans les conseils que l'homme d'Etat français avait

donnés à Vienne d'armer le plus vite et le plus possible. Au bout de six mois, François II était hors d'état de supporter ces armements démesurés. « L'armée dévorait l'Etat. » Les mesures de défense, recommandées par Talleyrand, ne pouvaient être soutenues qu'à la condition de changer de nature et d'aboutir à une action offensive. A court d'argent, l'Autriche aurait pour banquier l'Angleterre qui, par l'intermédiaire de son agent Adair, la sollicitait d'intervenir et lui offrait l'alliance des Turcs obtenue le 5 janvier 1809 par le même agent. Confident de Talleyrand, de Metternich et de Caulaincourt, le prince de Schwarzenberg s'est excusé à Pétersbourg, auprès du tsar par ce motif de vouloir la guerre : « L'Autriche, lui a-t-il dit, ne pouvait rester sur le pied où elle était. »

A ces motifs, les ministres autrichiens Metternich et Stadion ont ajouté, depuis Erfurt, d'autres espérances. Ils se sont imaginé que le réveil de l'Espagne, ses appels aux nations seront entendues de l'Allemagne, de l'Italie : l'Autriche ne devait pas laisser passer l'heure de ce grand réveil des peuples. Ils s'exagéraient le mal que l'Espagne faisait à Napoléon, et l'étendue de leurs propres ressources : « La Providence, écrivait Metternich, marque des bornes à toute puissance usurpatrice : l'Espagne a été appelée à sauver l'Europe. Ces chances se seraient encore écoulées en vain, si nous les avions attendues pour reprendre la seule attitude qui nous convient. » Cette attitude, c'est la résistance, par une guerre heureuse et populaire, aux entreprises de Napoléon sur l'Orient, le moyen décisif de réparer les défaites passées, en tout cas de sauver l'avenir de la monarchie.

Une espérance encore plus forte que toutes celles-là détermina les ministres autrichiens à la fin de 1808. Ils la trouvaient sinon dans les conseils, du moins dans les confidences de Talleyrand. Au retour d'Erfurt, Talleyrand a dit à Metternich : « Le tsar n'est plus entraînable contre vous. » La résistance d'Alexandre à la politique comminatoire de Napoléon, accompagnée de ce commentaire, a paru

à Vienne l'équivalent d'une certitude de neutralité. Talleyrand, Caulaincourt se faisant fort d'entretenir les bons sentiments de la Russie, cette neutralité, sous la pression des événements, ne pouvait-elle devenir « une intime réunion », et la ruine de l'œuvre de Tilsitt? L'alliance russe enfin retirée à Napoléon, c'était la Prusse acquise, l'Autriche en dernière analyse, placée pour son honneur et son profit à la tête d'une grande ligue des peuples et des États, vengée, restaurée. « La force de l'Autriche, les embarras momentanés mais bien réels de la France, l'état de délabrement de la Porte, la tendance nécessaire de la Prusse à réparer les pertes qu'elle a essuyées, la conviction générale que la Russie sera forcée à changer de système, la rupture de la négociation avec l'Angleterre, le ferment qui germe dans les peuples d'Allemagne et d'Italie », tels furent, exposés par Metternich, le 11 janvier 1809, les motifs et les espérances qui décidèrent la cour de Vienne à précipiter la guerre. Ce fut l'effet fatal et immédiat des conseils ou de la trahison de Talleyrand.

A cette date, Napoléon avait reconnu à l'œuvre et par des délations la main du traître. Sa mère, dont la tendresse aiguisait la clairvoyance, avait surpris, pendant qu'il était en Espagne, des entretiens secrets entre Talleyrand et Fouché, chez la princesse de Vaudemont à Suresnes. Elle avertit son fils : il lui fournit les moyens de poursuivre l'enquête jusque dans le propre salon du grand chambellan. Il s'agissait, dans un bouleversement général de l'Europe, de renverser le maître au profit de Murat et de l'Autriche. « C'est un insensé, aurait dit Fouché. Il faut en finir. » Le fait est que le secret fut connu de l'empereur, par un courrier de sa mère, le jour presque où l'Autriche se décidait à l'attaquer, le 17 janvier 1809. En six jours, Napoléon revint précipitamment à Paris, faisant à cheval la route de Valladolid à Burgos, le reste en poste. Cinq jours après, en présence de Cambacérès et de Decrès, il faisait une violente sortie contre les hommes qui s'étaient donné pour but d'entraver la marche de son gouvernement. Et aussitôt il chargea

Duroc de reprendre à Talleyrand sa clef. Il gardait Fouché en le surveillant étroitement. Il marquait enfin à tous les gens en place, par son irritation, qu'il avait découvert le mystère de leurs espoirs et de leur trahison. La disgrâce de Talleyrand lui parut une leçon suffisante. Elle ne réparait pas le mal qu'il avait fait.

L'Autriche en février organisa la guerre pour le mois de mars d'abord, puis définitivement pour le mois d'avril. Metternich reçut l'ordre de déclarer le 2 mars 1809 que la mobilisation de l'armée avait pour prétexte les levées ordonnées à la Confédération germanique. A Saint-Pétersbourg, comme à Paris, les diplomates autrichiens s'appliquaient à se donner l'air d'être attaqués. Les généraux n'en sont pas moins à l'œuvre, très activement; trois cent mille hommes de troupes actives, de réserves, s'ébranlent vers les frontières de Bavière, de la Pologne, de l'Italie. Le peuple les acclame partout où elles passent. Le gouvernement, l'aristocratie excitent et dirigent ces passions patriotiques. De l'aveu de nos agents, c'est une guerre nationale. Le généralissime, l'archiduc Charles, en prenant le 6 avril le commandement, a appelé les Allemands aux armes; il les invite du Rhin au Danube à la délivrance de la patrie commune. Puis il se jette sur la Bavière, et franchit l'Inn le 10 avril avec l'espoir de nous surprendre. Et déjà dans le Tyrol, à son approche et à l'appel d'un patriote, André Hofer, les populations des montagnes prennent les armes contre le conquérant qui les a malgré elles enchaînées à la Bavière.

Napoléon, au contraire, avait attendu jusqu'au dernier moment pour commencer cette guerre qu'il eût voulu éviter. L'Autriche, disait-il, « devient de jour en jour plus bête », (6 février 1809). Il ne désespérait pas encore du concours de l'empereur Alexandre pour la mettre à la raison. En termes nets, précis, enfiévrés par l'attente, il sollicitait ce concours le 23 février. « Je puis entrer s'il le faut en Autriche au mois d'avril avec des forces doubles de ce qui est nécessaire pour la soumettre. Néanmoins, je ne ferai rien

que mon accord ne soit parfait avec la Russie. Les ridicules armements de l'Autriche ont paralysé tous mes moyens. Il est temps que cela finisse. Notre alliance devient méprisable. Les résultats que nous essuyons à Constantinople sont aussi déshonorants que contraires aux intérêts de nos peuples. Il faut donc que l'Autriche désarme réellement, que je puisse dans le courant de l'été faire rétrograder mes troupes, que j'aie la sécurité d'exposer vingt-cinq à trente mille hommes sur la mer. » Désarmer l'Autriche pour conquérir l'Égypte, éviter une guerre continentale inutile pour atteindre en sûreté le but de son ambition, tel est le dernier effort de la diplomatie que Napoléon a cru établir à Tilsitt et qui va lui manquer. « Si je n'eusse pas appris, conclut-il, en Espagne les armements de l'Autriche, si mes troupes n'eussent pas été obligées de rétrograder de Metz et de Lyon, mes escadres de Toulon seraient parties avec vingt mille hommes de débarquement. »

Son erreur fut de croire alors qu'il convaincrait Alexandre. Caulaincourt, à Pétersbourg, était comblé de distinctions, d'amabilités. Mais il ne gagnait rien et, peut-être complice de Talleyrand en secret, ne désirait-il rien gagner. L'avocat était mauvais. Sa cause était d'ailleurs condamnée d'avance. Depuis qu'à Erfurt la diplomatie russe avait obtenu l'évacuation de la Prusse, nécessaire à la sécurité de la Pologne, la Finlande, et les principautés danubiennes, en perdant l'espoir de nous arracher Constantinople, elle ne souhaitait plus d'ouvrir à Napoléon le chemin de l'Orient. Ses vœux semblaient conformes à ceux de Talleyrand et de l'Autriche, contraires à l'alliance de Tilsitt virtuellement rompue. Peut-être même, dans la guerre qui se préparait entre l'Allemagne et Napoléon, le tsar, fidèle aux traditions de Catherine II, entrevoyait-il l'occasion de s'étendre vers le Danube sans avoir de compte à rendre à personne. « Changent les circonstances, disait confidentiellement Alexandre à l'envoyé de Prusse, Schœler, à Tilsitt même en 1807, la politique aussi pourra changer. » Il lui paraissait en 1809 que les circonstances avaient changé. Il mo-

difia sa conduite, avec un art des transitions vraiment supérieures : il n'avait rien refusé, rien accordé à Napoléon quand l'Autriche commença la guerre brusquement.

Avec un autre adversaire que l'archiduc Charles, plus capable d'en profiter, le manège de la politique russe aurait pu être fatal à l'empereur des Français et singulièrement avantageux déjà à l'Autriche. L'armée française n'avait pas encore opéré sa concentration. Davout était à Ratisbonne, Oudinot sur le Lech, Masséna à Ulm, les Bavarois à Munich, l'armée saxonne à Dresde, attendant son chef Bernadotte, Berthier enfin, le major-général de la Grande Armée, à Strasbourg sans ordres. Napoléon, lui-même, toujours à Paris, conservait l'espoir d'arrêter l'Autriche par la crainte des Russes. Cette dispersion eût été favorable aux généraux autrichiens, s'ils ne s'étaient avancés lentement sur l'Isar.

Averti par le télégraphe, l'empereur eut le temps de partir en poste pour Strasbourg où il arriva le 15 avril, et de là sans aucun délai pour Donauverth et Ingolstadt où il se mit le 18 avril à la tête de ses troupes. Sa présence suffit à réparer le temps perdu. Par un combat sanglant, celui d'Hausen, Davout rallie le gros de l'armée concentrée désormais autour de Freising le 19 avril. Ce fut l'affaire d'une semaine. Dès lors, maître de ses forces, l'Empereur commence avec impétuosité la manœuvre qui tant de fois lui a réussi. Il fond à Abensberg, le lendemain même sur le centre de l'armée ennemie qu'il rejette en désordre à droite sur Rohr et Landshut où l'attendent pour l'écraser Lannes et Masséna. Il pousse les Autrichiens à gauche, sur Ratisbonne confié à Davoust. (20 avril) Napoléon est si sûr de lui qu'il annonce déjà le 21 avril à Paris la ruine totale de l'armée autrichienne. Pourtant elle se rallie encore autour de Ratisbonne, pour couvrir le Danube et se garder une retraite en Bohême. Lannes, envoyé à l'aide de Davout, l'attaque le 22 avril à Eckmühl et lui tue ou lui prend vingt mille hommes.

Cette entrée en campagne était véritablement un modèle

de guerre méthodique, un chef-d'œuvre de hardiesse et de prudence tout à la fois. Elle décidait de la campagne. La route du Danube ouverte, « avant un mois, nous serons à Vienne ». L'armée française y parut en effet le 10 mai et y entra presque sans combat. Cette pointe hardie avait été accompagnée des précautions nécessaires : l'archiduc Charles, qui s'était retiré en Bohême, devait trouver en face de lui l'armée de Davout et derrière l'armée saxonne, qui de Dresde descendait vers le sud commandée par Bernadotte. L'archiduc avait trouvé plus prudent de sortir du quadrilatère, et, sans nous inquiéter, de venir à Vienne même, se réservant les plaines de Moravie et de Hongrie comme retraite. « Nos ressources, disait-il, sont encore grandes, nous les avons sous la main. Celles de l'ennemi sont moindres et éloignées. C'est par la temporisation que Fabius a sauvé Rome et Daun l'Autriche. »

Au point où en étaient les choses, le calcul n'était pas mauvais. Cette méthode, imparfaite pour arrêter l'invasion au début, offrait pour l'épuiser des avantages certains. Les armées françaises de secours que l'empereur avait appelées d'Italie et de Varsovie avançaient lentement. Celle d'Italie, commandée par le prince Eugène, avait été d'abord battue sur l'Adige à Sacile par l'archiduc Jean. En Pologne, l'archiduc Ferdinand avait rejeté Poniatowski et occupé Varsovie. En Tyrol, enfin, ce ne fut qu'avec peine que Lefebvre reprit Innsprück à l'armée improvisée d'André Hofer.

Avec le temps surtout, l'Allemagne émue de la lutte pouvait prendre parti. En Prusse, Kleist reprochait au roi son inertie, sa trahison. La création du journal, *la Germania,* était une manifestation de patriotisme significative. Scharnhorst, Gneisenau. Blucher préparaient une révolte en Hesse. En Westphalie, le peuple de Cassel et de Dornberg se soulevait le 22 avril, et forçait le roi Jérôme à mettre sa femme en sûreté à Mayence. A Berlin, le major Schill, le 29 avril, prenait la campagne à la tête d'un unique régiment, vite grossi, occupait le pays d'Anhalt, menaçait Cassel, s'installait à Stralsund où il périt le 31 mai en combattant pour

la patrie allemande. Autant d'étincelles d'un foyer prêt à fournir un incendie qui pouvait gagner la France elle-même. Elle remuait inquiète. Nous en avons la preuve par les confidences de Napoléon à ses ministres : « Je vois avec pitié, écrit-il, le peu de consistance de l'opinion de Paris, les craintes perpétuelles et les effets de la badauderie et de la malveillance. On a fait ce que l'on a pu pour alarmer le public ; il ne faut pas laisser voir des choses que l'art consiste à cacher (20 mai 1809). » — « J'attache beaucoup d'impor-portance à ce qui regarde l'intérieur des départements, » ajoute-t-il à Fouché. Visiblement l'état moral de l'Europe et de la France le préoccupe. De toutes parts, à Paris, en Italie, en Allemagne, il envoie des ordres rigoureux contre les mécontents.

La preuve la plus décisive, et l'effet le plus curieux de ses craintes, furent les observations qu'il fit parvenir alors par Caulaincourt à l'empereur de Russie : « L'Autriche se sert des mêmes moyens que les gens qui avaient fait la Révolution française. M. de Stadion attaque l'autorité souveraine, l'ordre social en Allemagne, et, disant à la France que c'est à l'empereur Napoléon seul que l'empereur François fait la guerre, il paraît aussi jacobin que Marat. Dans les salons qui l'appuient les gens bien pensants travaillent contre celui qui a arrêté le torrent révolutionnaire qui menaçait tous les trônes et l'ordre social : ils ne sont autre chose que des anarchistes comme ceux de 1793. La marche que l'Autriche a suivie fait de cette affaire la querelle de tous les souverains. » Langage singulièrement nouveau dans la bouche de l'homme dont la fortune s'était faite au moyen des énergies nationales éveillées par la Révolution. Il sent contre son œuvre des forces analogues se grouper en Europe, et, comme les souverains de l'Allemagne en 1792, pour les réduire aux lois de son ambition, il fait appel au droit monarchique, à la Russie. Quel renversement des rôles, des situations ! Ce n'est plus qu'en son nom que Napoléon peut parler ainsi aux souverains d'Europe. Appuyé sur la Révolution, il parlait en maître.

Lorsqu'elle se dresse contre lui en Espagne, en Allemagne, vainqueur encore Napoléon prend un autre ton. La Russie est son arbitre. comme elle l'a été entre la Révolution française et l'Europe monarchique. C'est la crise décisive de sa destinée.

On ne peut prévoir ce qui serait arrivé, si, avant Wagram, Alexandre sortant de sa réserve se fût prononcé contre lui. L'Autriche l'espérait au début de la guerre. Habile à dissimuler, le tsar avait laissé entrevoir des sympathies pour la cause des Habsbourg. Lorsqu'en vertu de la convention d'Erfurt, attaqué par eux, Napoléon avait réclamé le concours de son allié, celui-ci avait lancé un manifeste de guerre contre l'Autriche, et massé soixante mille hommes en Galicie. Mais ce n'était qu'une feinte : en prenant ses passeports, Schwarzenberg reçut l'assurance qu'Alexandre faisait des vœux pour les succès de l'Autriche. L'armée russe en Galicie resta pendant tout le mois d'avril immobile. « Marchera-t-elle sur Olmutz? demandait Caulaincourt. — Oui, dans la direction d'Olmutz, » ripostait le tsar. Si cette promesse eût été tenue, l'archiduc Charles, pris à revers en Moravie, perdait sa dernière armée, le profit de sa temporisation. Si, au contraire, l'armée russe eût paru dans la plaine de Marchfeld et appuyé la résistance de l'Autriche, le sort de la campagne pouvait être changé, malgré les éclatants succès qui en avaient marqué le début pour les Français.

Les combats d'Aspern et d'Essling, le 21 mai 1809, ne modifièrent rien à cette situation. Malgré ses instances et un traité formel, Napoléon n'avait pas entraîné la Russie à se prononcer. Et l'Autriche était réduite, malgré ses espérances, à se défendre seule. Le tsar jugeait les coups. Ils étaient rudes : Lannes et Masséna avaient franchi le Danube en face de l'île Lobau, et enlevé victorieusement les positions qui en commandaient le passage. Mais deux fois les ponts qui rattachaient l'avant-garde au gros de l'armée française furent rompues par la crue du fleuve. Et les divisions de Lannes et de Masséna, isolées, durent lutter

trente heures à Essling pour repousser les attaques furieuses de l'ennemi, heureuses encore de pouvoir ramener dix mille blessés, et leur général Lannes frappé mortellement. Alexandre plaignait le maréchal tombé au champ d'honneur, admirait les Français, et se félicitait de n'avoir pas à faire sur ses troupes l'épreuve de leur valeur. « Des compliments et des phrases ne sont pas des armées ; ce sont des armées qu'exigeait la circonstance. » Napoléon ne se faisait plus d'illusion : « Ce n'est pas une alliance que j'ai là, » dit-il à Savary. Au moins fût-ce la neutralité, et cela encore lui demeurait un avantage. Il sut le conserver. Sa diplomatie, dans cette campagne mémorable, fut à la hauteur de son génie de tacticien. Jamais il n'a déployé plus de hardiesse et de prudence, plus d'ardeur et de sang-froid.

On aurait compris, dans cette grande crise où l'alliance décisive lui manquait, à l'heure où elle lui aurait suffi pour briser l'Autriche, un acte de colère et de vengeance. La vengeance, il l'avait sous la main, en Pologne. Son lieutenant Poniatowski, après avoir perdu Varsovie, s'était audacieusement jeté en Galicie. La population polonaise accourait à sa rencontre ; les nobles lui amenaient leurs vassaux. Sandomir lui ouvrait ses portes (mai 1809). Un souffle d'indépendance, un vaste espoir de revanche nationale animaient déjà les sujets de la Russie, dans les provinces polonaises de Podolie, de Volhynie. Là, ce n'était pas révolte, mais désertion. Les jeunes gens, les fonctionnaires venaient se mettre à la disposition du gouvernement provisoire installé par Poniatowski en Galicie. A la fin de mai le mouvement était irrésistible. L'occasion était belle pour Napoléon contre l'Autriche qui lui reprochait de conquérir les peuples, de rappeler la nation polonaise à l'existence, de démentir ainsi aux yeux des nations, par le réveil d'un grand peuple, la réputation qu'on lui faisait : quelle réponse aux trahisons du tsar enfin que la Pologne reconstituée !

Déjà les politiques à Pétersbourg tremblaient. Et Roumantsoff déclarait le 26 mai à Caulaincourt que pour

ne pas laisser s'agrandir le grand-duché de Varsovie, la Russie sacrifierait jusqu'à son dernier homme. Ce n'était pas une vaine menace : les armées russes, jusque-là immobiles, se mirent en mouvement le 3 juin 1809, et occupèrent la Galicie à leur tour. Leur attitude accentua la trahison de la cour de Russie : elles assistèrent impassibles, près de Sandomir aux efforts désespérés que fit Poniatowski le 13 juin pour disputer cette place aux Autrichiens. Ce n'était pas une armée de secours. C'était une armée de garde et de surveillance. Ses chefs Galitsine et Souvarow, d'accord avec l'archiduc Ferdinand, défendaient aux Galiciens de prêter serment à Napoléon, traitaient les patriotes en rebelles, rétablissaient même les autorités et les couleurs galiciennes. Jamais encore Alexandre n'avait poussé la dissimulation à ce point. En fait, contre Poniatowski et ses partisans, l'alliance austro-russe, si ardemment souhaitée par l'Autriche, était faite. Si Napoléon eût écouté les plaintes trop fondées des Polonais et répondu à la trahison par la vengeance, l'alliance austro-russe se fût immédiatement achevée contre lui.

Sa clairvoyance aperçut le danger. Profondément blessé, il n'écrivit point à son allié, ne se plaignit pas, renfermant en lui-même sa colère. Il fit écrire à son ambassadeur auprès du tsar pour l'éclairer sur ce qu'il pensait de ce « fantôme d'alliance », pour lui prescrire aussi de ne rien changer à ses manières, de ne pas donner à la Russie le moindre prétexte, ni à l'Europe et à l'Autriche les avantages d'une rupture.

Puis, dans un élan suprême, il ramassa toutes ses forces pour vaincre l'archiduc Charles, seul à seul, pendant qu'il était temps encore. Après Essling, celui-ci, fidèle à son système de ne rien risquer et d'attendre dans une bonne position le coup décisif, s'était fortifié en face du Danube. Il y attendit l'armée auxiliaire de Hongrie que devait lui amener l'archiduc Jean. Pendant un mois, Napoléon prépare l'attaque : il s'installe fortement dans l'île Lobau qu'il relie à Vienne par deux grands ponts très

solides et fortifiés. C'est sa ligne de retraite. Puis il fait effectuer à ses armées un vaste mouvement concentrique. Bernadotte et Vandamme descendent le Danube de Linz sur Vienne; le corps de Davout se poste à Presbourg et bombarde la ville pour être maître du pont. Le prince Eugène se rapproche, après avoir obligé l'archiduc Jean à lui livrer les passages des Alpes; il harcèle son adversaire, l'empêche de rejoindre l'armée principale qui l'attend, le bat à Raab, lorsqu'il veut livrer bataille contrairement aux ordres reçus, le 14 juin. Enfin, du fond de la Dalmatie, Marmont arrive à la fin de juin après des fatigues inouïes et des combats heureux contre le ban de Croatie, Giulay.

Alors, dans la nuit du 4 au 5 juillet, l'Empereur, par de nombreux ponts jetés en deux heures sur le Danube, fait passer le fleuve à toute son armée, et la range en bataille, au lever du jour. Dans la journée même, il essaie une attaque, selon sa tactique, contre le centre de l'armée ennemie fortement établie sur le plateau de Wagram. L'attaque échoue. L'Archiduc commit le lendemain la faute de prendre à son tour l'offensive : il avait fait le calcul d'écraser l'aile gauche de la Grande Armée confiée à Masséna, avec l'espoir de tourner Napoléon et de briser les ponts du Danube. Il triomphe de Masséna en effet, mais il dégarnit son centre sur lequel Napoléon peut alors porter tout son effort. L'armée autrichienne est obligée de battre en retraite sous le feu d'une artillerie formidable, tandis que Davout dans un élan irrésistible emporte les hauteurs de Neusiedel et de Wagram. Au moins sa retraite s'opère en bon ordre. Si elle laisse à l'Empereur le champ de bataille, elle le lui a chèrement disputé. Concentrée à Znaïm dans une forte position sur la route de Bohême, elle est encore le 10 et le 11 juillet prête à la lutte.

Wagram n'était pas Iéna : maître de Vienne et du Danube, Napoléon ne l'était ni de la Bohême couverte par une bonne armée, ni de la Hongrie où l'archiduc Jean pouvait en recruter d'autres, ni de la Styrie où le Belge Chasteler faisait une fière défense, ni du Tyrol où l'insurrec-

tion des montagnards s'était rallumée victorieusement. La victoire du 6 juillet 1809, quoique Napoléon s'en vantât à l'empereur Alexandre, n'avait pas réalisé ses espérances. L'Autriche n'était pas réduite à merci. Elle ne fut pas, selon le mot de François II, obligée de capituler. « Elle pouvait se sauver encore par des négociations appuyées par ce qui lui restait de force. Elle proposa le 11 juillet un armistice et l'obtint. »

La raison pour laquelle alors Napoléon procurait à son ennemi ce dont il avait le plus besoin, le temps de chercher des alliances et des renforts est singulièrement curieuse. De Schœnbrunn, où il s'est installé pendant cette trêve, il écrit le 30 juillet au maréchal Lefebvre. « Lorsque j'ai fait mon armistice, ç'a été principalement pour soumettre le Tyrol. Agissez de manière qu'on puisse retirer vos troupes, sans avoir à craindre qu'ils recommencent de plus belle. » Le détail des ordres qu'il envoyait à son lieutenant est atroce. « Il faut qu'il y ait six gros villages pillés et brûlés, mais de manière qu'il n'en reste pas de vestiges. Vous exigerez qu'on vous livre 150 otages et au moins 18000 fusils et autant de paires de pistolets. Toute maison après cela dans laquelle sera trouvée un fusil sera rasée; tout Tyrolien qui en sera porteur passé par les armes. La clémence et la miséricorde ne sont pas de saison avec ces brigands. Soyez terrible. » Ces ordres, cette méthode, c'est son procédé pour réprimer les insurrections nationales. Absent d'Espagne, c'est la consigne qu'il a laissée à son frère pour achever la victoire. *Brigands du Tyrol*, *mauvais sujets d'Espagne* l'inquiètent, sans qu'il l'avoue, au même degré. Leur tort est de l'obliger à éparpiller ses forces, qu'il ne peut constamment accroître. Deux cent mille hommes sont ainsi déjà immobilisés en Espagne. Les Tyroliens, à leur tour retiennent l'armée bavaroise qui serait nécessaire à l'Empereur pour enfermer l'archiduc en Bohême. Avant de l'y poursuivre, il s'arrête et laisse échapper cet aveu : « Une victoire ne finit pas une guerre. Vingt mille hommes plus ou moins bien employés peuvent changer le destin de

l'Europe. Sans l'armistice de Znaïm, j'eusse poursuivi le prince Charles sur Prague » (24 juillet 1809).

Si limitée qu'elle fût, la révolte des Tyroliens, douze mille hommes au plus, mais résolus à défendre un pays difficile à soumettre formait, après les affaires d'Espagne une diversion suffisante pour arrêter Napoléon en pleine victoire. Comme en 1808, de nouveau sa fortune hésitait devant un peuple moindre que les Espagnols, mais indomptable autant qu'eux. Ainsi, peu à peu, se découvrent les écueils où le flot de la conquête française se heurte et bientôt se brisera. A ce moment en effet, en Allemagne comme en Espagne, éclatait de plus l'insuffisance des lieutenants que Napoléon avait pris dans sa propre famille. Les fautes du roi de Westphalie avaient réduit le vainqueur de Wagram, autant que la résistance du Tyrol, à l'armistice de Znaïm.

Jérôme avait reçu de son frère une mission de confiance. A la tête de l'armée westphalienne, il devait, avec Junot qui organisait les recrues de la Confédération, veiller sur l'Allemagne, couvrir la Franconie et la Saxe. Plus lent et plus irrésolu que les Autrichiens, maladroit et soldat à regret, Jérôme avait laissé passer entre ses troupes et celles de Junot obligé de se retirer précipitamment sur le Danube, le seul corps que l'Autriche eût laissé par là. Le général autrichien Kienmeyer s'était fortement établi à Bayreuth. Jérôme à son tour avait fui devant lui à Schleitz. Puis, à la nouvelle de Wagram, se figurant la campagne finie, prenant son désir pour une réalité, Jérôme avait simplement renvoyé ses troupes, et les Autrichiens, après la Franconie, avaient sans peine occupé la Saxe et Dresde (14 juillet 1809).

Tant de maladresse et de négligence achevèrent de déconcerter Napoléon; avant l'armistice ses généraux le priaient de pousser la guerre en Bohême. Pour y frapper un coup décisif, il eût fallu que les armées auxiliaires pussent toutes à la fois s'y porter, l'armée de Lefebvre par Ratisbonne, celle de Junot par Bayreuth, celle de Jérôme par Dresde et la Saxe. Certes, c'eût été un beau coup de filet et en une fois la fin de la campagne. Mais Napoléon ne disposait

pas de ces trois armées : sa colère contre son frère égala son irritation contre les Tyroliens : « Il y a loin du métier de soldat, écrivait-il à Jérôme le 25 juillet 1809, à celui de satrape. J'avais à peine votre âge que j'avais conquis toute l'Italie. Mais je n'avais pas de flatteurs, ni de corps diplomatique à ma suite. Je faisais la guerre en soldat. On ne la fait pas différemment. Je ne me prétendais ni frère de l'Empereur, ni roi. Je faisais ce qu'il fallait pour battre l'ennemi. Je ne veux point vous déshonorer en vous ôtant le commandement. Mais je ne veux pas non plus par de sottes condescendances de famille exposer la gloire de mes armes. » Comme l'entreprise d'Espagne, les affaires de l'Empereur se gâtaient en Allemagne par l'égoïsme et la désobéissance de ses frères. Le Tyrol eût été moins redoutable, si l'Empereur avait rencontré en 1809 selon ses calculs l'armée de Jérôme établie à Dresde prêt à suivre l'ennemi en Bohême. Les peuples en révolte trouvaient dans les premiers serviteurs du conquérant, les plus intéressés pourtant à sa conquête, des alliés, sinon des complices.

Lorsque Napoléon signa l'armistice de Znaïm, ce fut donc à regret, en présence d'obstacles qui l'empêchaient d'épuiser sa victoire. Tout indique qu'à cette date, il ne considéra cette trêve que comme un arrêt forcé. Il reconstitue à la hâte son armée, qui, composée en partie de conscrits éprouvés par les dernières batailles, n'a plus la solidité des troupes d'Austerlitz. Ce n'est plus leur élan qui a pu décider la victoire à Wagram : l'artillerie a dû donner pour les soutenir. « J'ai besoin de beaucoup d'artillerie, écrit-il du camp de Znaïm, le 12 juillet, à l'amiral Decrès. Faites relever à Boulogne, en Bretagne, à Belle-Isle sur les côtes de l'Océan tous les canonniers de terre. Désarmez quelques vaisseaux. Que cet ordre soit surtout exécuté sans délai. » Toutes ses instructions à Jérôme, à Lefebvre, à Berthier respirent le même désir fiévreux de s'organiser pour une campagne décisive en Bohême.

La Russie allait définitivement obliger Napoléon à la paix : après l'avoir pendant la guerre laissé, malgré l'alliance, à ses

seules forces, elle l'empêcha même d'en user pour écraser l'Autriche. Le 10 août 1809, Napoléon recevait à Schœnbrunn une lettre de Caulaincourt qui lui apportait de Russie des nouvelles menaçantes. Malgré la complicité des généraux russes et autrichiens, les Polonais avaient continué la conquête de la Galicie. Gêné par les Russes à Sandomir, Poniatowski avait reporté ses forces sur la rive gauche de la Vistule et pris Cracovie, la ville sainte des patriotes, pour objectif. Souvarow l'y suivit et prétendit au nom du tsar la lui fermer. Le 15 juillet, Poniatowski entrait pourtant à Cracovie au nom de l'Empereur des Français, mais au risque de collisions sanglantes : il dut se résigner à l'occuper en commun avec ces étranges alliés. Il était clair que les généraux russes avaient reçu l'ordre formel de s'opposer à l'émancipation de la Galicie. L'opinion à Pétersbourg se prononçait de plus en plus vivement dans le même sens. Elle accusait le tsar et son ministre de sacrifier par imbécillité les conquêtes passées à des rêves chimériques d'avenir. Et le tsar d'un ton menaçant disait à Caulaincourt : « Je veux *être tranquillisé.* » Une note rédigée par Roumantsoff, le 26 juillet 1809, mit Napoléon en demeure de choisir entre les Polonais et la Russie.

Comment, sans la paix, arrêter désormais l'élan des Polonais, et poursuivre une guerre où la France serait obligée peut-être de les trahir, si elle ne voulait avoir la Russie à combattre? Si la Russie et la Prusse sans doute à sa suite se déclaraient pour l'Autriche, comment les écraser? Napoléon a beau s'irriter contre les journaux français qui montrent la Prusse et la Russie hostiles, prêtes à nous déclarer la guerre. Il fait emprisonner les journalistes. Il lui faudrait pour cacher la vérité plus de rigueur. Dans son entourage même on proclame les intentions de la Russie et de quel poids elle pèse sur la conclusion de la paix. C'est le 10 août 1809 que Napoléon a reçu de Pétersbourg l'ultimatum que contenait la note russe; et c'est le même jour qu'après avoir jusque-là fait à l'Empereur d'Autriche des réponses brutales, il ouvre les conférences d'Altenburg et met

son plénipotentiaire Champagny en présence des diplomates autrichiens, Metternich et Nugent. Sans la résistance des Tyroliens, et sans les fautes de Jérôme, il eût employé le mois de juillet à poursuivre, à écraser l'archiduc à Prague. Sans l'intervention de la Russie, il eût employé ce délai à ressaisir l'occasion manquée.

Décidément sur les champs de bataille, comme dans les négociations, à Znaïm comme à Erfurt, les mêmes causes concouraient à paralyser la fortune de Napoléon et les efforts de son génie. Il n'est pas vaincu, il ne recule pas; mais tous ses projets demeurent en suspens. L'Espagne n'est point abattue, ni l'Autriche désarmée, encore moins réduite à merci. Le partage de l'Orient avec la Russie, la conquête de l'Egypte et de la Méditerranée orientale s'éloignent plus encore : à Tilsitt en 1807, l'Empereur parlait en vainqueur. Et le moment approche où le tsar, au début de 1810, osera prendre le ton, selon son propre aveu « d'un supérieur à un inférieur ».

Aux conférences d'Altenburg, la supériorité de la Russie allait se dessiner plus encore qu'à l'entrevue d'Erfurt. En échange des services qu'il lui avait rendus, Alexandre pouvait faire à Talleyrand l'honneur de marier son neveu à une princesse souveraine, la duchesse de Courlande. C'était le prix de ses confidences, et le salaire anticipé de celles auxquelles dans sa retraite il se disposait encore. L'on entendit, en retour, Napoléon dans les conférences pour la paix, se plaindre de Champagny, son ministre des affaires étrangères, regretter Talleyrand et s'écrier : « Tenez, si j'avais cet autre, je suis sûr que je saurais déjà ce qu'ont les Autrichiens dans le ventre. »

Ce qu'ils avaient, nous le savons, par les instructions de l'Empereur François à Metternich. Ces instructions respiraient le regret très vif d'une paix forcément onéreuse, la crainte des conditions du vainqueur, le désir surtout de *recommencer la lutte*, si la Russie venait à l'aide. Et le souverain qui caressait cette dernière espérance dès le 30 juillet avait envoyé un appel suppliant à Pétersbourg. Dans

l'attente d'une réponse décisive, il recommandait à ses diplomates de se dérober jusqu'à la fin d'août à tout entretien précis.

Or, il se trouvait que Napoléon donnait au même moment le même ordre à Champagny. « Evitez surtout de paraître pressé. » Comme son adversaire, il attendait également de Russie une réponse décisive. S'il avait renoncé à la guerre, il ne pouvait sans consulter le tsar arrêter les termes de la paix. Il s'empressa, dès le 12 août, de l'interroger. Dans les négociations, en effet, comme pendant la campagne, la question de la Galicie restait l'obstacle où l'alliance de Tilsitt risquait de se briser : « L'honneur de la France serait compromis si elle abandonnait au fer, au joug de l'Autriche, des hommes qui l'ont servi. Mais il faut concilier ce devoir avec les intérêts de la Russie. » La situation n'était pas facile à régler, entre les Polonais désireux d'ajouter la Galicie à la Pologne déjà indépendante, au grand-duché de Varsovie, justifiés par leurs efforts à réclamer cette revanche nationale, et les Russes résolus à l'empêcher de toutes leurs forces.

Pris entre ses alliés, Napoléon alors a imaginé un biais, un partage inégal, les quatre cinquièmes de la Galicie aux Polonais, le reste un million d'habitants, et l'importante ville de Lemberg aux Russes. Son premier soin a été de présenter au tsar ce compromis par l'intermédiaire de Caulaincourt, chargé de lui en faire apprécier les avantages. Après sa conduite pendant la guerre, et son attitude de neutralité plutôt hostile, Alexandre I[er] ne reconnaîtrait-il pas la bonne grâce de son allié, et le profit d'une conquête inespérée? Et si, prenant les choses de plus haut, il ajoutait à cette nouvelle acquisition les provinces enlevées à la Turquie et à la Suède depuis 1807, ne devait-il pas avouer que l'alliance de Tilsitt lui avait rapporté le meilleur lot? L'Empereur espérait que pour la conserver le tsar se résignerait à l'extension du duché de Varsovie. Avant de formuler ses conditions à l'Autriche, il lui importait de savoir réglée cette question épineuse.

Jusqu'au 12 septembre 1809, Napoléon resta dans l'attente. Le 1er septembre il reçut une lettre du tsar par son aide de camp Tchernitcheff, peu rassurante. Avec une insistance émue, et dans des termes très amicaux, mais très fermes, Alexandre refusait tout agrandissement aux Polonais. Il est vrai qu'en même temps il invitait l'Autriche à ne pas compter sur son concours. Mais François II et ses ministres avaient pénétré le secret du désaccord que la question de Pologne jetait entre les alliés de Tilsitt, et pour les brouiller, ils offraient la Galicie à la France, la pressaient de l'accepter. L'embarras de Napoléon était extrême : le 9 septembre il s'accrut par l'arrivée à Schœnbrunn d'un aide de camp de François II, le comte Bubna, envoyé par son maître pour hâter la paix au prix de la Galicie. Un instant, l'Empereur, fatigué de son alliance avec la Russie, eut l'idée de rendre à l'Autriche toutes ses conquêtes, la Pologne même, si l'Empereur d'Autriche consentait à abdiquer en faveur de son frère, le grand-duc de Würzburg, son client fidèle. De Vienne et de Dresde, avec deux princes vassaux, comme le roi de Saxe et cet archiduc, Napoléon eût, sans réunir Varsovie et Cracovie, placé à l'avant-garde de son empire, à la tête des Polonais des lieutenants intéressés à sa grandeur. La paix de Vienne eût achevé l'œuvre de Tilsitt. Il plaça François II entre l'abdication et un ultimatum qui le privait de quatre millions de sujets ou la guerre.

Tandis que Bubna portait le 10 septembre à la cour d'Autriche installée à Dotis cette réponse, Napoléon était enfin fixé sur les conditions de la Russie; après un mois d'entretiens stériles, Caulaincourt, le 28 août, avait obtenu le consentement du tsar au partage de la Galicie. Ce partage, cependant, Alexandre ne l'entendait pas comme la France : un district au grand-duché de Varsovie seulement, et toute la province avec cette réserve pour lui. Napoléon passa outre : satisfait d'avoir emporté le principe du partage même, il consentit par une dernière concession à ne réclamer à l'Autriche que la moitié de la Galicie, mais réduisit d'autant la part de la Russie. Le 15 septembre, con-

sidérant la question comme réglée, il fixa définitivement ses conditions à l'Autriche et donna l'ordre à Champagny de conclure le plus tôt possible. « Je voudrais bien vite m'en retourner à Paris. »

François II le retint à Vienne encore un mois. « Je ne vois, avait dit Metternich à son maître au début de la négociation d'Altenburg, le moyen de céder en aucun cas Trieste, ni le littoral. » « Ce serait la ruine de mes Etats, » répondait François II. Des cessions que réclama Napoléon, celle justement à laquelle il tenait le plus, c'était celle-là. « Il me faut, déclarait-il à Bubna, l'Illyrie pour faire un chemin d'Italie en Dalmatie qui conduise les armées françaises en Orient. » La paix de Vienne n'avait de valeur à ses yeux que si elle prolongeait, dans le même sens, vers la Turquie, le traité de Presbourg; si, de l'Adriatique devenue définitivement un lac français, elle installait sa puissance aux portes de l'Empire ottoman. Il n'aurait pas fait la guerre à l'Autriche pour ce seul avantage. Mais, la tenant vaincue à ses pieds, il entendit relier cette nouvelle paix à la chaîne que depuis ses premières victoires, patiemment il forgeait pour rattacher Paris à Athènes et à Brindisi. Nulle puissance au monde, nul obstacle ne l'en détourneraient. Metternich s'efforça pour l'arrêter de lui offrir une part plus grande de la Galicie. Ils veulent « jeter une pomme de discorde entre les Russes et moi », dit Napoléon, et il rompit les conférences d'Altenburg. Au négociateur de Presbourg, à Lichtenstein renvoyé alors le 30 septembre à Vienne pour traiter directement avec lui, il abandonna encore, pour avoir l'Illyrie, une nouvelle partie de la Galicie, les salines précieuses de Wielicka. C'était le terme extrême de ces concessions. Dans la nuit du 13 au 14 octobre 1809, la paix de Vienne était signée.

Ce traité rapportait plus à Napoléon que l'armistice de Znaïm ne lui laissait d'abord espérer. Sa diplomatie à la fin de la guerre avait donc égalé les prodiges que son génie militaire avait au début déployés. Entouré d'intrigues ou mal servi, trahi par son allié et par son entourage, para-

lysé par des haines nationales, qui, la veille même de la paix, armaient pour un assassinat le bras d'un enfant autrichien, Frédéric Staps, Napoléon avait trouvé en lui seul des ressources et le maintien de sa grandeur. Il poursuivait victorieusement son œuvre.

Lorsqu'un mois auparavant l'Empereur examinait avec Sébastiani les moyens d'exécution de son entreprise orientale, de concert ils avaient reconnu le danger de la conduire par terre, tant que l'Autriche par Trieste et par la vallée de la Save garderait les moyens de couper au centre même l'expédition et de l'enfermer dans les Balkans. Non seulement elle en avait les moyens, mais l'intention. Elle avait armé pour nous arrêter ou nous prendre de flanc. La paix de Vienne ruinait ces espérances et ces calculs. Elle nous livrait les ports de Fiume et de Trieste, et derrière, une bande de territoire étendue qui, des confluents de la Save et de l'Unna s'étendait sur toute la Croatie et la rive gauche de ce fleuve, la haute vallée de la Drave et Laybach. Appuyée au sud sur la Dalmatie, à l'ouest sur l'Italie, l'Illyrie française avait pour point d'appui, au nord, la Bavière agrandie de toute la vallée de la Salza, entre Salzburg et Braunau, et remise en possession du Tyrol. De Passau à Laybach, Karlstadt, Raguse, Cattaro et Otrante, l'Empire français avec ses annexes de Bavière et de Naples offrait désormais à l'Autriche et à la Turquie une ligne de défense et d'attaque formidable.

C'était enfin par le désarmement de l'Autriche que Napoléon faisait de ce traité une garantie décisive : il fallut que par des articles secrets François II s'obligeât à réduire son armée à cent cinquante mille hommes, promît une contribution de guerre de 85 millions qui de longtemps l'empêchait, en paralysant ses finances gravement atteintes par la guerre et la perte de ses ports, de reconstituer sa puissance militaire. Ainsi était atteint le but que, sans guerre, Napoléon se proposait en 1808. En lui résistant, pour l'obliger à se détourner de l'Orient, l'Autriche l'avait rapproché de la Turquie, et s'était mise hors d'état

elle-même d'empêcher l'attaque qu'elle redoutait le plus.

« Concevant, écrivait en 1810 Metternich, ses moyens d'action avec un sang-froid merveilleux, les employant avec une promptitude, une habileté sans égale, Napoléon a fini par s'élever à un degré de puissance tel qu'il peut bien mettre lui-même des bornes à son ambition, mais que nulle puissance humaine ne saurait le faire avec des chances de succès qu'on pût calculer d'avance. »

Lorsqu'il décernait au vainqueur ces éloges mérités, et faisait cet aveu d'impuissance, le diplomate, que le 7 octobre 1809 François II avait appelé à remplacer Stadion, reconnaissait ainsi la vanité des illusions qu'il avait entretenues en 1808. Vanité que l'espérance d'être appuyé « contre le plus grand des conquérants par le tsar conquérant comme lui ». Vanité surtout que d'avoir compté sur l'énergie des peuples : « Ils vivent tous dans l'avenir. Napoléon seul agit dans le présent. Ce qu'on peut attendre du sentiment national allemand, les vingt dernières années le disent assez. » Il avait suffi de l'entêtement du roi de Prusse à rester neutre pour contenir le patriotisme germanique. Et les coups que l'Autriche avait reçus des Saxons et des Bavarois n'étaient pas les moins rudes.

Cette nation espagnole enfin qui semblait s'armer pour le salut de l'Europe pouvait-elle désormais offrir « autre chose qu'une diversion partielle à peine capable de modifier les conditions de l'ensemble » ? Qu'avait-elle obtenu de sa résistance, tandis que l'Autriche occupait l'Empereur et ses quatre cent mille hommes, que l'Angleterre lui venait en aide et que la Russie se dérobait à l'alliance de Tilsitt? Au mois de mars les généraux français avaient avec peine, mais avec succès repris la conquête du Portugal. Soult était alors à Oporto, Victor vainqueur à Mérida. Le cercle se fermait autour de Lisbonne pour interdire la péninsule aux Anglais. Un instant Wellesley l'avait rompu ayant eu le bonheur de surprendre le duc de Dalmatie pendant qu'il travaillait à échanger son titre ducal contre une place meilleure, la royauté portugaise. La rivalité de Soult et de Ney avait

ensuite permis aux Anglais de se rabattre vers le sud, de chasser Victor de la vallée du Tage, et de menacer le roi Joseph jusque dans sa capitale. Mais le 29 juillet 1809 l'énergie du maréchal Victor dans les trois combats de Talavera, l'arrivée de Soult à Plasencia, les victoires de Mortier et de Joseph sur les armées de Cuerta et de Venegas (8 et 11 août 1809) refoulaient l'ennemi en Portugal et en Andalousie. Malgré les difficultés d'une guerre dispersée, malgré les rivalités et les intrigues de ses lieutenants et l'impossibilité de renforcer ses armées d'Espagne, Napoléon triomphait des Espagnols.

La paix de Vienne enfin lui permit d'avoir raison de l'insurrection tyrolienne. Metternich, en déplorant la faiblesse des peuples allemands, eût pu faire exception en faveur de ces braves montagnards dont la fière énergie avait sauvé à Znaïm la dernière armée de l'Autriche. Certes, ç'avait été là, du moins, une diversion précieuse de l'aveu du vainqueur. Mais, sans doute, le ministre autrichien aimait mieux ne pas rappeler ce service, après la façon dont son maître l'avait payé, une simple amnistie et le conseil donné à André Hofer de se soumettre. Le brave aubergiste refusa l'une et l'autre, et seul continua la lutte contre Napoléon, avec succès d'abord, vainqueur du prince de Bavière à Salzbourg (20 octobre 1809). Que pouvait-il contre quatre divisions françaises cernant sous la conduite du prince Eugène son pays de toutes parts, s'enfuir indomptable dans la montagne où on le prit pour le fusiller dans les vingt-quatre heures à Mantoue (25 février 1810)? Son fier courage méritait de l'Autriche plus de gratitude que le monument qu'elle a élevé plus tard à sa mémoire. Après avoir appelé les peuples à son aide, François II les abandonnait; son ministre les méprisait. Ce défaut de justice était de leur part un manque de clairvoyance. Vaincus, ils s'exagéraient l'étendue de la puissance qui les avait frappés.

La paix de Vienne, en effet, malgré les avantages inespérés qu'elle procurait à Napoléon, aux embarras d'où elle

le tirait avec éclat, n'avait pas en un jour et par miracle mis fin. Ne l'avouait-il pas à Metternich, lorsqu'il lui disait en avril 1810 : « J'étais perdu si, à la reprise des hostilités, au mois de septembre, vous me battiez. » Il est vrai qu'il s'était repris et corrigé : « tout au moins *très embarrassé.* » Ce que, de son propre aveu, Napoléon redoutait pendant les conférences d'Altenburg, c'était, si la guerre reprenait, un échec qui eût rallié la Russie immédiatement à la cause de l'Autriche. « Si j'eusse été battu, les Russes seraient tombés sur moi. » Et c'eût été peut-être un mal irréparable : on comprend la hâte de l'Empereur à conclure la paix, dès qu'il eut trouvé le remède dans un partage de la Galicie accepté par son allié.

Il n'ignorait pas, cependant, que les conditions de ce partage devaient déplaire au tsar. Quelques jours avant la conclusion il avait reçu de lui cet avis « Il faut que le Grand Duché ait la petite partie, moi la grande. » Il avait passé outre, et décidé justement le contraire. Les Polonais avaient eu le « *gros lot* ». La décision prise et le traité signé, Napoléon ne négligea rien pour rassurer la Russie sur la portée future de l'accroissement du Duché de Varsovie. Il lui offrit toutes les garanties pour empêcher la propagande polonaise de se répandre en Lithuanie. Ce qu'il laissait de la Pologne à l'Autriche, les trois cinquièmes de son ancienne part, ce qu'il en donnait aux Russes, n'était-il pas autant de preuves de ses bonnes intentions pour l'avenir? « Non seulement, faisait-il dire à Pétersbourg le 20 octobre, je ne veux point faire naître l'idée de la renaissance de la Pologne, si éloignée de ma pensée, mais je suis disposé à concourir avec l'Empereur Alexandre à tout ce qui pourra en effacer le souvenir dans le cœur de ses anciens habitants. J'approuve que les mots de Pologne et de Polonais disparaissent non seulement de toutes les transactions politiques, mais même de l'histoire. » Une telle déclaration, au lendemain d'une grande victoire diplomatique, fait saisir ce que cette victoire, aux yeux de Napoléon, avait d'incomplet encore et

de dangereux. Pour l'obliger à cette promesse, il fallait que l'amitié du tsar fût à la fois douteuse et importante. Elle était en tout cas fort exigeante puisqu'au mois de décembre 1809 elle demanda davantage.

Au traité du 14 octobre qui leur rapportait « plus qu'ils n'avaient gagné », Alexandre et ses ministres prétendirent en effet annexer une convention particulière en huit articles. L'article 1er consistait dans cette phrase que Caulaincourt accepta, mais que Napoléon ne voulut jamais accepter : « Le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli. » Pour comprendre l'importance de cette phrase, il faut se représenter les desseins du tsar et les espérances de son ministre Roumantsoff. Depuis qu'à Tilsitt les offres de Napoléon avaient entrouvert à la politique russe les perspectives de Constantinople, elle s'était attachée avec obstination à la poursuite de cette conquête éclatante. D'abord, ç'avaient été des négociations de partage, qui avaient fort irrité le tsar, lorsqu'il trouva son complice résolu à ne pas lui donner le Danube avant d'avoir atteint l'Egypte, à lui refuser même Constantinople. L'obstacle qu'il rencontrait fut tourné grâce aux embarras que Talleyrand et l'Autriche opposèrent à Napoléon à son tour. La politique russe avait suivi un autre chemin, depuis. Erfurt lui procura les provinces danubiennes. Elle y engagea ses armées au lieu de les conduire à son allié, avec l'espoir de les mener dans les Balkans pendant que celui-ci était engagé au delà des Pyrénées et sur le Danube. Mais les Turcs alors lui avaient résisté plus qu'elle ne le pensait. L'armée de Koutousoff avait dû reculer devant Giurgewo et Braïla, elle n'avait pu exécuter la marche prescrite par le tsar sur Constantinople (mai 1809). De nouveaux efforts, dirigés par Bagration à la fin de l'année, n'eurent d'autre résultat que la prise de quelques places fortes. La Russie, pour avoir les mains libres, venait de signer avec la Suède un traité avantageux qui lui cédait la Finlande (Friedrikshám, septembre 1809).

Et, tout d'un coup, la Pologne se réveillait dans le grand-duché de Varsovie, en Galicie, avec une armée nationale

disciplinée par les Français, victorieuse, impatiente de reconstituer l'unité de la patrie morcelée. L'ennemi séculaire que depuis deux cents ans les Russes avaient dû vaincre, avant de s'engager sur la route de Byzance, se redressait au moment décisif où ils voyaient cette route ouverte ; comme par le passé, la menace était là sur leurs flancs, s'ils avançaient. En vain, Napoléon leur promettait-il de retenir plutôt que de pousser les Polonais, et offrait-il de ne pas encourager leur patriotisme vivace. Il ne leur avait point promis Constantinople. Bien plus, ce qu'en 1810, l'Empereur confiait à Metternich, que « toute idée de conquête au delà du Danube serait une lésion de l'alliance, » Alexandre le savait. Il pressentait que son allié, son adversaire en ce cas, ne refuserait pas et même solliciterait le concours des Polonais, si la Russie poussait ses entreprises dans les Balkans, pour les arrêter. Le seul moyen qui restât à la politique russe de garder la voie libre à ses desseins, c'était de brouiller les Varsoviens et l'Empereur. La convention qu'elle avait imaginé n'avait pas d'autre objet. Si Napoléon souscrivait à l'article 1er et déclarait la Pologne pour jamais anéantie, pourrait-il plus tard, lorsqu'il aurait besoin des Polonais, faire encore appel à leur patriotisme? Il était lié aux ambitions de la Russie, le jour où il rompait le lien qui attachait à lui la Pologne reconnaissante. S'il trahissait ces espérances nationales, il se retirait les moyens de combattre celles du tsar. Il pouvait être amené par un pareil engagement même à combattre les Polonais, tandis que les Russes marcheraient en sécurité vers Constantinople.

Ainsi, ce qu'à la fin de 1809 la paix de Vienne n'a pu régler à la satisfaction des alliés de Tilsitt, c'est la question d'Orient, la ruine de l'Empire ottoman. Un obstacle a disparu, celui que le génie de Talleyrand avait opposé aux ambitions de son maître, l'Autriche. L'Empire français accru de l'Illyrie, l'empire russe accru des principautés danubiennes, enfermant la monarchie des Habsbourg comme dans un étau, touchent de leur masse au nord et à l'est la Turquie. Si, d'un double choc, elle eût été alors heurtée,

affaiblie par la révolte des Serbes, et les succès de Kara-Georges (1805-1806), par les tentatives d'indépendance des pachas, Pasvan Oglou à Widdin, Ali de Tebelen en Albanie, Djezzar-Pacha en Syrie, Méhémet-Ali en Egypte, elle n'eût pas résisté. Ce qui la sauve encore, c'est en 1809 comme avant, comme plus tard, l'impossibilité pour Napoléon et Alexandre à s'entendre pour la partager. L'article 11 de la convention d'Erfurt est, pour le Sultan, la plus forte garantie. « Les Hautes Parties s'engagent à maintenir l'intégrité des possessions de l'empire ottoman, ne voulant ni faire elles-mêmes, ni souffrir qu'il soit fait aucune entreprise contre aucune partie de cet empire, sans qu'elles en soient préalablement convenues. » Si les conquérants, infidèles à leur mutuel engagement qui irrite leurs ambitions rivales, ont cependant cherché à satisfaire leur convoitise par une action isolée, ils s'arrêtent, l'un et l'autre en 1809, paralysés dans leur effort par des énergies nationales dont la résistance les inquiète et les surprend.

Contre Napoléon, l'Espagne est toujours debout. Pour se défendre, elle livre à l'Angleterre la Méditerranée occidentale et ferme à son adversaire les routes de l'Egypte et du Bosphore; contre Alexandre, c'est maintenant la Pologne qui se lève. Pour se reconstituer, elle a fait appel à Napoléon, et lui a donné toute la vallée de la Vistule, fermant aux Russes, comme dans le passé, les routes du Danube et aussi du Bosphore. Aux flancs des deux empires dont la puissance et les appétits menacent la Turquie depuis 1807, depuis le jour où les chefs de ces empires ont arrêté sa perte, les peuples d'Espagne ou de Pologne dont la décadence semblait prochaine ou achevée trouvent dans leur rancune la force de faire des blessures profondes, une double plaie que l'Angleterre acharnée contre Napoléon, que Napoléon forcé de secourir les Polonais et de leur donner la Galicie, enveniment et élargissent.

L'Empereur des Français apparaît alors à la fin de 1809 dans une situation singulièrement contradictoire et dangereuse. Si, dans ses desseins sur l'Orient, dont l'alliance avec

la Russie demeure une condition nécessaire, il se sent gêné, arrêté par les revendications du peuple espagnol, appuyées par l'Angleterre, à son tour, il ne peut démentir les espérances du peuple polonais. Par là, au risque de faire du tsar son ennemi, oppresseur des nations et leur vengeur à la fois, il enchaîne son action contre les Turcs. Il a senti lui-même la fausseté et les dangers de cette situation : « Je n'ai pas voulu l'agrandissement du grand-duché de Varsovie, mais je n'ai pu ôter aux Polonais ce qu'ils avaient conquis. Si la Russie n'avait pas attendu mon entrée à Vienne pour mettre son armée en mouvement, elle aurait occupé la Galicie et le duché de Varsovie ne l'aurait pas eue. Cela entrait dans ma politique comme dans mon plan de campagne. » Loin de vouloir annuler les partages de 1772, il eût préféré accroître la part des Russes. Mais il ne dépendait pas de lui, héritier de la Révolution française, qu'elle n'eût éveillé au cœur des Polonais de grandes espérances, et qu'impuissante d'abord à les soutenir, la France ne les eût, en débordant sur l'Europe, reformées et encouragées. Napoléon avait tout fait depuis 1805 pour les contenir : la Russie lui demandait en 1809 de les détruire, au besoin par la force. C'est alors qu'on l'entend s'écrier devant Kourakin, l'ambassadeur du tsar, en 1810 : « L'affaire de Pologne est la honte de la France : par amitié pour l'Empereur de Russie, j'ai passé par-dessus cette tache, mais je ne veux pas qu'elle me devienne personnelle en la sanctionnant d'une manière qui indignerait la France. Le sang français ne coulera pas pour la Pologne ; sa cause n'est plus celle de la France, mais il ne sera pas versé contre cette malheureuse nation : ce serait par trop m'avilir que d'en prendre l'engagement. » Lui demander d'obliger la France à renouveler la grande injustice de 1772, c'est le contraindre à l'impossible.

Tandis que, par une nouvelle étape où son génie s'est montré supérieur à tous les obstacles, la paix de Vienne le rapproche encore de l'Orient, le système sur lequel il pouvait compter pour ajouter cette conquête décisive à la con-

quête de l'Europe, lui manque tout à coup. La politique des partages qui l'a si longtemps servi a paru inapplicable à l'empire ottoman, par la difficulté d'y trouver des parts équivalentes à toutes les convoitises. Et voici qu'en 1810, non seulement les procédés, mais le principe de cette politique, dans les lieux mêmes où elle s'est formée, devient pour Napoléon un embarras et une entrave. Au long conflit qu'il a engagé avec l'Angleterre et dans lequel l'Angleterre rallie les nations contre lui, vient s'ajouter la menace d'un conflit avec la Russie, s'il ne lui livre le seul peuple que les Français et son propre intérêt ne lui permettent pas de sacrifier.

BIBLIOGRAPHIE

Espagne. — NAPIER. *Histoire de la guerre dans la Péninsule* (trad.) Paris. 1828, 10 vol. in-8°.

DUCASSE. *Les rois frères de Napoléon Ier*. Paris. 1883.

Léon LECESTRE. *La guerre de la Péninsule*, d'après la correspondance inédite de Napoléon Ier. (*Revue des quest. hist.*, avril 1896.)

BAUMGARTEN. *Geschichte Spaniens vom Ausbruch der französischen Revolution*, 1er vol., 1865.

FOURNIER. *Napoléon Ier*, tome II, chapitre VI. Paris, 1891.

Documents :

DAVOUT, *Mémoires et correspondance*. Paris, 1885. — FEZENSAC, *Mes souvenirs militaires*. Paris, 1870. — Capitaine COIGNET, *Cahiers*. — NAPOLÉON, *Correspondance*, tomes XVII et XVIII. — SUCHET, *Mémoires*. Paris, 1834, 2 vol.

Guerre avec l'Autriche. — VANDAL. *Napoléon et Alexandre Ier*. Paris, 1892, tome II.

TATISCHEFF. *Alexandre et Napoléon Ier*. Paris, 1892.

THIERS. *Histoire de l'Empire*, tomes VIII et IX.

LEFEBVRE. *Histoire des cabinets de l'Europe*, tome IV.

LANFREY. *Histoire de Napoléon Ier*, tomes IV et V.

BEER. Ouvrage cité dans le précédent chapitre.

WERTHEIMER. *Geschichte Œsterreichs im XIXten Jahrhundert*, 2e vol. Vienne, 1892.

A. JOEGER. *Zur Vorgeschichte des Kriegs von* 1809. (Académie de Vienne, 1852.)

HASSEL. *Geschichte der preuss. Politik* (1809), 1er vol.

RANKE. *Hardenberg und die Geschichte der preussischen Staats*. (48e vol. des *Œuvres complètes*).

Alf. Stern. *Abhandlungen zur Geschichte der preussischen Reformzeit*, 1807-1815. Leipzig, 1885.
Fournier, *Napoléon Ier*, tome II, chapitre vi.
Saint-Clair. *André Hofer et l'insurrection du Tyrol*. Paris, 1881.
Ernouf. *Maret, duc de Bassano*. Paris, 1878.

Documents :

Metternich, *Mémoires*, tome II. — Napoléon, *Correspondance*, tomes XVIII et XIX. — *Correspondance inédite*, édition Lecestre, tome Ier. — Stadion, *Mémoires* (*Archiv. für œsterr. Geschichte*, 63e vol.) — Montgelas, *Mémoires*. — Ségur, *Histoire et mémoires*, 3e vol., 1894. — Marmont, *Mémoires*. Paris 1856. — Rapp, *Mémoires*. Paris, 1823. — Genz, *Tagebücher*, tome Ier. Leipzig, 1861. — Pelet, *Mémoire sur la campagne de 1809*. Paris, 1825, 4 vol. — Fournier, *Genz und der Friede von Schœnbrunn*. (Deutsche Rundschau, 1886.)

XVI

L'ANNÉE 1810

EXPANSION EXTÉRIEURE ET CRISE INTÉRIEURE DE L'EMPIRE

L'année 1810 fut pour le pouvoir et la fortune de Napoléon l'époque décisive. Elle accumula contre ses ambitions les obstacles ; elle développa les germes de ruine que son empire démesurément accru renfermait. En Orient, sa politique se heurtait au refus du tsar de démembrer la Turquie et paraissait encourager contre les Russes la reconstitution de la Pologne : double effet de la méfiance que Talleyrand avait inspirée à Alexandre, puis de la guerre à laquelle il avait entraîné Metternich et son maître. En Espagne, les ambitions de Soult avaient fait autant de tort à Napoléon en 1809 que les intrigues de Murat d'abord. Puis Joseph se montrait aussi incapable, après avoir accepté la couronne, qu'il avait été hésitant à la prendre. Toujours prêt à donner sa démission, il tenait à rester roi et espérait y réussir par une politique entièrement opposée à celle de son frère. Traiter les Espagnols en rebelles avec rigueur, faire vivre à leurs dépens l'armée chargée de les réduire, épouvanter et épuiser le pays, tel était le programme de Napoléon contre les insurrections nationales. Joseph se flattait de s'attacher l'Espagne par la douceur, et comptait au besoin sur le contraste de sa clémence avec ce gouvernement de fer pour se faire pardonner. « Il s'était persuadé que

dire du mal de son frère, c'était s'en séparer, et que se séparer de son frère, c'était s'enraciner : Il n'y a que moi d'honnête homme dans la famille, disait-il, et si les Espagnols voulaient se rallier autour de moi, ils apprendraient bientôt à ne rien craindre de la France. » La cour de Madrid devenait ainsi le refuge de Français mécontents de l'Empereur, suspecte aux officiers qui recevaient de lui leurs ordres directement : impuissant à persuader les Espagnols de sa bonne volonté, le roi était sans autorité sur les généraux chargés de les châtier. Il récriminait contre eux et contre son frère. Napoléon récriminait contre lui. Ce désordre entravait la conquête de l'Espagne. Il détermina surtout l'Empereur à des mesures décisives qui poussèrent les Espagnols au désespoir et leur procurèrent de nouvelles énergies.

Au moment où Joseph se félicitait d'avoir aisément conquis l'Andalousie et Séville (1er février 1810), Napoléon démembrait son royaume. Le décret du 8 février 1810 constituait des gouvernements militaires en faveur de Suchet, d'Augereau, de Reille, de Thouvenot, divisait l'Espagne en fiefs de maréchaux, et laissait prévoir que bientôt tous les pays de la rive gauche de l'Ebre seraient incorporés à la France. Ainsi, la conviction se faisait plus profonde et plus générale parmi les Espagnols que Napoléon n'avait jamais voulu, en leur donnant un roi, que prendre et partager leur patrie. La *Junte nationale*, réfugiée dans l'île de Léon après la conquête de Cadix, s'unissait plus étroitement que jamais aux Anglais fortement retranchés en Portugal. Cette guerre dont moins que jamais on peut prévoir la fin occupe trois cent mille hommes et les meilleurs généraux de l'Empire, Soult, Masséna, Marmont, Sébastiani, Suchet, Kellermann, Augereau, le grand état-major des guerres de la Révolution. La cupidité des lieutenants de l'Empereur, les maladresses de son frère, qui parfois ressemblent à une trahison, enveniment cette plaie que l'Angleterre entretient aux flancs de l'empire.

Il s'en est fallu de peu qu'elle n'en ouvrît une autre au Nord de la France comme au Midi, à Anvers comme à Lis-

bonne, à la fin de 1809, et que là encore les trahisons obscures, tramées autour du trône impérial par les serviteurs et jusque dans la famille de Napoléon, ne facilitassent sa tâche.

Le ministère tory qui avait définitivement repris le pouvoir en 1807 sous la direction de Perceval avec Canning aux affaires étrangères et Castelreagh à la guerre, tous deux jeunes et résolus à une lutte sans merci, avait pour combattre Napoléon changé de tactique. Au lieu de dépenser l'or de l'Angleterre à solder des coalitions que l'alliance de Tilsitt condamnait à l'impuissance, il concentrait l'attaque sur la mer, bloquait les flottes françaises dans les ports de l'Empire, occupait des colonies sans défense, le Sénégal, la Martinique et la Guadeloupe, la Guyane, Saint-Domingue (1809), l'île de France (1810). Enfin il dirigeait l'effort en Europe sur des points qui pouvaient devenir contre Napoléon des forteresses redoutables. L'Espagne et Lisbonne lui procuraient une position de cette sorte. Les îles de Zante, Céphalonie, d'Ithaque et de Cerigo tombaient en octobre 1809 aux mains d'une garnison anglaise. Au mois de mai de la même année, Castelreagh avait ordonné à l'amirauté un armement considérable de trente-sept vaisseaux de ligne, de deux cents autres vaisseaux de second ordre, et de quatre cents transports destinés à recevoir quarante mille hommes. Ce ne fut que le 1er août 1809, par le débarquement des Anglais à l'île de Walcheren, que l'on sut l'objet de leur entreprise. Elle était destinée à détruire les travaux commencés par Napoléon à l'embouchure de l'Escaut, à Flessingue, à Anvers, fortifications, arsenaux qui avaient coûté plus de cinquante millions. Les Anglais espéraient aussi inquiéter les frontières françaises en soulevant la Belgique dont Napoléon, le 2 août, signalait à Fouché, de Schœnbrunn, « le *mauvais esprit* ».

Depuis le jour où, entraîné de plus en plus sur le continent par ses ambitions et les circonstances, l'Empereur avait abandonné ses projets de descente en Angleterre, il

n'avait cessé de veiller sur sa frontière maritime pour la préserver d'un danger analogue. C'était dans ce dessein uniquement qu'il avait substitué au gouvernement du grand pensionnaire Schimmelpennink, dévoué pourtant, la royauté héréditaire de son frère Louis, investi à l'époque d'Austerlitz du commandement de l'armée du Nord (mai 1806). « La Hollande, disait le message du 5 juin, possédant toutes les places fortes qui garantissent notre frontière du nord, il importait à la sûreté de nos Etats que la garde en fût confiée à des personnes sur l'attachement desquels nous ne puissions concevoir aucun doute. La Hollande *est le premier intérêt politique de la France.* » Napoléon avait fait sentir à son frère, à son départ, la portée du rôle qu'il lui donnait : « Je vous confie le Nord de mes Etats. »

Le roi Louis s'était formé de sa mission une tout autre idée. Ce qu'il avait accepté, ce n'était pas une collaboration à l'œuvre générale de son frère, mais une couronne royale dont il prétendait s'assurer. Au lieu de faire de la Hollande une place forte contre les Anglais, il s'attacha à se concilier les Hollandais pour se procurer leur reconnaissance, et le droit, par là, de les gouverner. Tandis que Napoléon l'invitait à constituer une armée de trente mille hommes et une flotte puissante, s'excusant sur la pauvreté du trésor hollandais chargé de dettes, et le désir de son peuple de ne plus faire la guerre, Louis désarmait ses vaisseaux, licenciait ses troupes, parlait de raser ses forteresses (juillet 1806). Et en même temps il insistait pour être couronné solennellement, se donnait une garde, créait un ordre, rétablissait pour gagner la noblesse les titres héréditaires et recherchait, en souverain constitutionnel, la popularité et les honneurs à la fois. Il n'était pas en Hollande depuis deux mois que Napoléon constatait la mauvaise volonté de son frère, sa politique personnelle et s'alarmait de sa faiblesse.

Pour en atténuer l'effet, l'Empereur se fit céder le 11 novembre 1807, par les Hollandais, la ville et le port de Flessingue, le fort de Rammekens près de Middelbourg en

échange du pays d'Ostfrise et de territoires sur le Rhin près de Wesel. Encore fut-il obligé d'attendre jusqu'au mois de juin 1808 la levée d'une conscription nouvelle pour garder les embouchures de l'Escaut.

C'est à cette époque que l'Empereur offrit à Louis de changer sa couronne de Hollande contre le trône d'Espagne : pas plus pour Madrid qu'à Amsterdam il ne trouvait en lui un collaborateur dévoué. Alors il lui renouvelait l'ordre, le 20 mai 1808 et pendant toute l'année, de concentrer des troupes dans l'île de Walcheren. Puis, par une mesure plus radicale, il lui offrit d'abandonner à la France la Zélande et le Brabant hollandais contre les villes hanséatiques jusqu'à Brême et Hambourg. Interrogé sur ce projet qui aurait eu l'avantage d'établir une situation nette, et de laisser à l'empire français le soin de défendre sa frontière, Louis s'y refusa encore, et pourtant, malgré Napoléon, désarma ses troupes et licencia une fois de plus sa flotte. « Tant sous le point de vue de terre que sous le point de vue de mer, la Hollande n'a jamais été moins utile que depuis le royaume. »

L'événement du mois d'août 1809 le prouva. En vain, avant de partir pour l'Autriche, Napoléon avait lancé à son frère ce dernier avis : « Organisez vingt mille hommes présents sous les armes. Toutes mes troupes sont employées et vous serez sûrement attaqué au mois de juin ou de septembre » (16 mars 1809). Quelles que fussent les souffrances des Hollandais, leurs justes plaintes contre le blocus continental qui ruinait leur commerce, la crise que traversait Napoléon en 1809 entre l'Espagne, l'Autriche hostiles et la Russie suspecte faisait un devoir au roi Louis de songer aux embarras de son frère d'abord et de l'aider. Sans lui aurait-il eu cette royauté qu'il essayait de s'assurer en servant les vœux de ses sujets? Pouvait-il oublier qu'au même moment l'Empereur, le 9 mars, donnait à son fils aîné le grand-duché de Berg destiné aussi à fournir plus tard un dédommagement aux Hollandais? Pour lui et la Hollande, la paix lui paraissait meilleure que la guerre. Il conseillait à l'Empereur la paix, au lieu de prendre toutes

les mesures nécessaires pour repousser les Anglais : lorsqu'ils débarquèrent à Walcheren, le roi Louis était à Aix-la-Chapelle, attendant avec impatience les nouvelles de l'armistice conclu avec l'Autriche. Il aurait dû être à son poste de combat. Sa mauvaise volonté valait une désertion.

Allait-elle jusqu'à la trahison? En tout cas il s'en donnait les apparences. A Schœnbrunn, l'Empereur avait entre les mains des bulletins adressés de Paris à son frère, et de nature à l'écarter « de la ligne de ses devoirs » (juin 1809). L'auteur était un petit avocat de Libourne, M. Decazes, qui devait rapidement faire fortune auprès de Louis XVIII après avoir épousé la fille d'un grand dignitaire de l'empire, M. Muraire, juge à Paris. Secrétaire du cabinet du roi de Hollande, il avait noué des intrigues au ministère de la police avec Fouché pour le servir, et ensemble ils excitaient Louis à exiger de l'Empereur qu'il fît la paix.

« Ce n'est pas en se plaignant qu'on fait le métier de roi, lui répondait brutalement Napoléon : instruit depuis longtemps que les Anglais méditaient cette expédition, vous auriez mieux fait de visiter l'Escaut que de faire à Aix-la-Chapelle un voyage inutile » (13 août 1809). A l'invasion anglaise le roi de Hollande n'avait guère que des plaintes et des regrets à opposer. Et dès le 2 août il voyait la Zélande perdue, ses Etats envahis par quarante mille Anglais Il écrivait à Napoléon, à l'archichancelier Lebrun, au roi de Westphalie pour solliciter des secours. La situation, si grave qu'elle fût, n'exigeait pas une telle panique après tant d'indifférence. Le général anglais Chatam avait l'ordre de prendre Flessingue et y portait son principal effort, tandis que la flotte française de Missiessy se mettait à l'abri sous le canon d'Anvers. Et le général Monnet avait les moyens, surtout s'il coupait les digues, de se défendre quelque temps devant Flessingue. Les Français enfin avaient d'autres auxiliaires, sur qui l'on pouvait compter à cette époque de l'année, les fièvres meurtrières pour une armée de siège.

Avec sang-froid, Napoléon calculait toutes ces chances pour organiser la défense de sa frontière. De Schœnbrunn,

dès le 5 août, il donna ses ordres pour concentrer les troupes de Gand, Louvain, amener de l'artillerie de Douai, Saint-Omer et Maëstricht, envoyer des officiers de génie à Anvers, et de la gendarmerie sous les ordres du maréchal Moncey. Cela ne l'empêchait pas d'envisager les dangers ultérieurs de l'entreprise. « Je ne puis pas penser qu'ils aient fait cette opération pour se rembarquer aussitôt. » Ordre par conséquent de mettre en état de siège Ostende, Anvers, de diriger sur la Belgique toutes les troupes disponibles, de réunir dans le Nord le plus grand nombre possible de canons attelés; ordre à Kellermann de se porter à Wesel et de surveiller la Belgique orientale avec un corps d'armée en formation à Strasbourg; ordre enfin le 8 août de réunir toutes les forces à Gand, l'*armée du Nord* qui doit être prête en quinze jours. En somme, c'était à la France de se défendre, puisque la Hollande et son roi lui manquaient.

Dès le 1er août 1809, le conseil chargé de l'Empire en l'absence du souverain s'était réuni chez Cambacérès. Tous les conseillers furent d'accord pour organiser la défense de la Belgique. Fouché, qui tenait alors par intérim le ministère de l'intérieur, proposa contre l'Angleterre une levée patriotique de trente mille gardes nationales. Avait-il, comme Cambacérès et Clarke violemment le lui reprochèrent, le dessein de montrer à la nation, en faisant appel à ses dernières ressources, les dangers de la politique du maître? N'était-il pas aussi suspect lorsqu'il désignait pour commander cette armée populaire Bernadotte renvoyé d'Autriche après Wagram sous le coup d'une disgrâce assez méritée. Napoléon au premier moment approuva son initiative, et blâma les hésitations de l'archichancelier et de Clarke (10 août). Mais dès le lendemain il commençait à s'inquiéter de voir toutes les gardes nationales entre les mains de Bernadotte, et envoyait Bessières pour diminuer son autorité. Un mois après il ôtait au prince de Ponte-Corvo son commandement « parce qu'il correspondait avec les intrigants de Paris et flattait à l'armée les gardes nationales ». En même temps,

il se plaignait qu'on « eût fait trop de tapage pour cette levée extraordinaire ». Fouché l'avait étendue jusqu'au Piémont, se permettait de nommer à Paris les officiers, et cela au moment où l'on apprenait que les Anglais, après avoir pris inutilement Flessingue, décimés par les fièvres, considéraient leur entreprise comme condamnée Le patriotisme prenait des airs de trahison. « On met en armes toute la France et inutilement, » s'écriait Napoléon, indigné, à la fin de septembre. Il ne pardonnait plus à un ministre suspect le service qu'il avait prétendu lui rendre. Fouché l'avoue, et le *Mémorial* en garde la trace. « On n'avait excité le zèle des citoyens que dans des intentions mystérieuses et coupables. »

Après les défaillances du roi de Hollande, les intrigues de Bernadotte et de Fouché. Comme en Espagne, les fautes de son entourage allaient pousser l'Empereur à des mesures extrêmes, dangereuses pour l'avenir. Au lendemain de la paix avec l'Autriche, Napoléon disait à son quartier général : « Ici tout est fini, il nous faut marcher contre l'Espagne et surtout contre la Hollande. » Tandis qu'il donnait l'ordre d'envoyer de nouvelles divisions au delà des Pyrénées, il acheminait vers les frontières hollandaises l'armée du duc d'Istrie sous prétexte de reprendre Walcheren et d'intimider les Anglais. Son parti était pris dès le 28 octobre de retirer la couronne à son frère. Il annonça à son retour « des *changements nécessaires* à la sûreté de ses frontières, à l'intérêt des deux pays : la réunion de la Hollande à l'empire. » « Le trône du roi, disait Napoléon à son ministre Champagny, a été ruiné par l'expédition anglaise (octobre 1809). Mon intention est irrévocable. »

Vainqueur de l'Autriche et quoique mal assuré de la Russie, l'Empereur en 1810 a résolu de se retourner contre l'Angleterre qui le harcèle. Il voudrait se multiplier : il annonce à Joseph son intention d'aller se mettre à la tête des armées d'Espagne, pour jeter les Anglais hors du Portugal, à la mer. Il veut surtout du continent resserrer contre eux la guerre de tarifs qu'il a inaugurée, et, puisqu'ils

ont profité de la lutte pour accaparer les colonies européennes, fermer aux produits de ces colonies du moins le marché européen. Or il se trouvait que la Hollande, étant après l'Angleterre sur le continent la seconde puissance coloniale, avait le principal centre de ce marché. Quoique soumise au blocus continental, elle recevait par la contrebande encore et sous le prétexte d'un trafic colonial tant de marchandises que l'Empereur avait dû leur fermer l'Allemagne et la France. Sous cette double interdiction de commercer par mer ou par terre, elle étouffa. Napoléon avait reconnu qu'il l'écrasait inutilement, qu'il la mettait hors d'Etat d'entretenir les troupes et les flottes nécessaires à la défense de son empire. En la réunissant, il l'éloignait de l'Angleterre, mais il pourrait lui ouvrir la France, l'Italie, l'Allemagne. Et alors la France fortifiant Anvers, l'Escaut ferait la police de ces côtes comme celle de la Normandie.

Quoiqu'il fût dur pour les Hollandais d'être conquis et annexés, les mesures que préparait l'Empereur valaient mieux encore que la situation fausse où ils restaient, que celle surtout dont il les menaçait. Pour la France, c'était une redoutable aventure, ruineuse pour son commerce auquel les marchands d'Amsterdam allaient faire concurrence avec 50 p. 100 de bénéfice, une charge nouvelle dont les fortifications immenses entreprises à Anvers, à Flessingue quand on l'eut reprise, à Terneuse, au Helder furent la moindre partie. Elle acquérait sans doute les débouchés de la Meuse, de l'Escaut et du Rhin, ses frontières naturelles achevées selon les idées du temps et les traditions du passé, mais au prix d'une guerre sans merci avec l'Angleterre. La réunion de la Hollande à l'Empire en effet, c'était après l'entreprise d'Espagne, l'obstacle définitif, infranchissable à toute paix avec l'Angleterre. L'échec de Flessingue avait déjà exaspéré le sentiment national à Londres. Les ministres Canning et Castelreagh se le reprochèrent mutuellement et avec tant de violence qu'ils donnèrent leur démission pour trancher par un duel leur litige. En cet état, il n'y avait plus d'espoir que le gouvernement anglais laissât jamais la

Hollande, outre la Belgique, comme prix de cette guerre à la France. Pas un ministre à Londres n'eût osé parler d'une paix aussi chèrement achetée.

Ainsi, au début de 1810, par la conduite du roi de Hollande, les menaces de l'Angleterre, le soupçon des trahisons de son entourage, Napoléon se trouvait amené à des mesures de violence contre un peuple allié, à une lutte sans merci contre la marine anglaise, sur une côte de plus de six cents lieues de Cadix à Amsterdam. Affronter cette crise, lorsqu'en Orient se préparait l'orage d'un conflit avec la Russie, c'était, après dix-huit années d'efforts ininterrompus, exposer l'Empire et la France aux chances d'une partie trop lourde. Il semble qu'au mois de janvier Napoléon ait hésité devant cette responsabilité. La résistance de son frère à ses projets l'y obligea définitivement.

Le 27 novembre 1809, Louis était parti pour Paris avec son ministre des affaires étrangères, Rœll, et son état-major hollandais pour plaider la cause de la Hollande et la sienne. Il était descendu chez sa mère pour solliciter son concours. Ses instances pendant un mois furent inutiles. On le traitait en prisonnier, comme un roi déchu et rebelle. Tout d'un coup, Napoléon se ravisa et promit de lui rendre son royaume, s'il pouvait décider l'Angleterre à la paix. La négociation s'engagea de Hollande par les soins du ministère hollandais qui chargea un banquier Labouchère, gendre du financier Baring, de porter au marquis de Wellesley une lettre du roi Louis. Les ministres anglais se montrèrent intraitables.

L'intervention de Fouché, sollicitée par le roi de Hollande, au début de février également, retarda l'événement décisif. C'était une dernière concession à la paix que la proposition de Louis transmise par le duc d'Otrante, acceptée par l'Empereur d'annexer seulement à l'Empire les pays jusqu'à la Meuse : la Zélande, le Brabant, et le Betaw avec le Nimègue (13 mars 1810). On y trouva, avec l'obligation de laisser à la France la police des côtes et des douanes hollandaises, la base d'un compromis signé le

16 mars qui sauvegarda quelques mois encore l'indépendance de la Hollande démembrée. La pensée qui dicta cet acte à Napoléon apparaît dans une lettre et une note qu'il adressait quatre jours après à son frère pour le presser d'essayer une nouvelle démarche à Londres par l'intermédiaire de Labouchère.

Cette fois, une véritable trahison acheva le dénouement. Il n'y avait pas un mois que le roi Louis était rentré dans ses Etats (11 avril) qu'au début de mai, Napoléon mettait la main, à Anvers, sur une correspondance secrète engagée à son insu avec les Anglais. Le banquier Ouvrard, à qui l'Empereur reprochait depuis 1805 des malversations, était parti de Paris pour la Hollande, au moment où Napoléon la partageait, au début de mars. Il s'était mis en rapport avec Labouchère et la maison Baring pour faire parvenir aux Anglais des propositions de paix séduisantes : « la Sicile, Naples, les îles Ioniennes, la Hollande et surtout un règlement inespéré des affaires américaines. » Une entente pour conquérir l'Amérique, les Etats-Unis à frais communs, pour y installer Ferdinand d'Espagne remis en liberté et marié à la fille de Lucien, en laissant aux Anglais la plus grande part des colonies espagnoles, devait être la formule de cette réconciliation qui donnerait la paix à l'Europe et « remplacerait le sytème des conquêtes par la consolidation du pouvoir ». Les papiers saisis chez Ouvrard trahissaient la complicité du roi de Hollande, au moment précis où, de retour dans sa capitale, celui-ci renvoyait les Français à son service, et destituait à Amsterdam un bourgmestre qui s'obstinait à ne pas laisser fortifier la ville. Napoléon manifesta sa colère à son frère par l'une des plus rudes lettres qu'il lui eût écrites. « Ne m'écrivez plus de vos phrases : c'est la dernière lettre de ma vie que je vous écris. » (23 mai, de Lille.)

En arrivant à Paris, l'Empereur retrouva les fils de l'intrigue. « L'affaire Ouvrard devient grave. Jamais il n'y a eu criminel d'Etat d'un genre plus grave, » écrivait-il le 5 juin à Savary. Dès le 1er juin il avait fait interroger Ouvrard

par le conseiller d'Etat Hauterive ; il acquérait la certitude de ses relations avec Fouché à qui le ministère de la police était immédiatement retiré. D'abord Napoléon n'avait pas cru à une trahison de son ministre : mais le refus de celui-ci de communiquer ses papiers, la découverte qu'on fit de ses relations en Angleterre, de ses entretiens fréquents au mois d'avril avec le colonel américain Burr, l'adversaire taré de Jefferson, éclaira Napoléon sur toutes ses intrigues et ses liaisons avec le roi de Hollande. « Il n'est pas douteux, a dit Pasquier, que le ressentiment des négociations entamées par celui-ci avec l'Angleterre fût la cause de la rupture de leurs relations. » Le même jour, le 24 juin, l'Empereur mettait les scellés chez Fouché, l'exilait dans sa sénatorerie d'Aix, d'où il jugea prudent de s'enfuir en Toscane : ordre fut donné au duc de Reggio d'occuper Amsterdam. Le roi de Hollande à cette nouvelle songea un instant à provoquer une insurrection nationale, abdiqua en faveur de son fils pour que le mouvement se fît en son nom (1er juillet 1810). Dans la nuit même il s'enfuit à Tœplitz et se mit sous la protection de l'empereur d'Autriche. Comme Fouché, il avait songé à passer en Amérique et comme lui y avait renoncé pour garder, de son propre aveu, « la possibilité de retourner en Hollande, lorsque les circonstances le permettraient ». Cette fuite était un dernier calcul qu'un frère de l'Empereur ne devait pas se permettre.

Ainsi la réunion de la Hollande à la France devint inévitable et se fit par les causes qui l'avaient préparée, l'insuffisance et l'ambition des serviteurs de Napoléon, au dernier moment par leur trahison. Le décret parut le 9 juillet 1810 : les Hollandais se virent invités à envoyer des députés au Corps législatif, au Sénat, au Conseil d'Etat de l'Empire et à recevoir un lieutenant général, l'ancien consul Lebrun. La tâche de ce vice-roi était celle que Louis avait refusé d'accomplir : fermer les ports de la Hollande aux Anglais, assurer la défense du Nord en formant une armée hollandaise par la conscription, en trouvant dans les fortunes privées, dans les rentes frappées d'impôt les moyens de

l'entretenir. La Hollande en souffrit, mais l'Angleterre plus encore. Sa haine, exaspérée par les plaintes de ses marchands et l'effroi de la puissance française, depuis ce jour fut implacable. Il semble que Napoléon en ait eu conscience. « C'est alors, dit-il au *Mémorial*, que la guerre devint tout à fait personnelle. Chaque nouvelle réunion faisait à Londres pousser les hauts cris et reculait la paix. » Avant de faire paraître le décret du 13 décembre 1810 qui complétait l'annexion de la Hollande par la création de neuf départements français, l'Empereur éprouva le besoin de le justifier, et de s'excuser : « Il faudrait, disait-il à son ministre des affaires étrangères le 27 septembre 1810, à cette occasion faire connaître mes démarches auprès de l'Angleterre pour la porter à la paix. » Et ce fut, précédé de cette justification avec un exposé de ses intentions pacifiques que le décret définitif parut au *Moniteur* du 15 décembre 1810.

De toutes les fautes que Napoléon a paru accumuler en 1810, de l'extension illimitée de l'Empire et de la guerre sans merci déclarée à l'Angleterre, la responsabilité n'appartient pas à lui seul. L'Angleterre ne désarma jamais depuis 1802 ; elle trouvait son intérêt à le combattre, et s'était constitué ainsi un empire colonial dont les profits pouvaient être un gigantesque coup de commerce. Par ses célèbres arrêts du Conseil de 1807, elle avait même obligé les neutres à se faire les facteurs de ses denrées coloniales, par un système de licences qui ne les exemptait qu'à ce prix du tribut imposé par sa tyrannie à leur marine. A son tour, par l'arrêt du 15 août 1810, par celui du 25 novembre 1810, Napoléon frappe les marchandises coloniales d'un droit de 5 p. 1000, poursuit la contrebande chez ses alliés, et transforme ses armées des côtes en régiments de douaniers. C'est ainsi qu'à Hambourg, et dans toute l'Allemagne du Nord, de l'Ems à la Poméranie, le prince d'Eckmühl installe son armée dans les villes de commerce, les occupe, les surveille et les ruine. Le 10 décembre, « pour attaquer et chasser du continent les marchandises anglaises, les denrées coloniales », l'Empereur réunit à l'Empire les

embouchures de l'Ems, du Weser et de l'Elbe après celles de l'Escaut et de la Meuse.

Cette dernière réunion, qui fut la conséquence de celle de la Hollande, inspirée par les mêmes principes, lésait de la même manière un autre frère du roi, Jérôme, dépouillé de deux cent mille sujets. S'il s'était montré toujours plus docile que Louis, en revanche, il avait été tout à fait incapable. Jamais Napoléon n'eut dans un poste de confiance de lieutenant aussi médiocre. Le prince Jérôme a plus tard retiré de la correspondance impériale les vifs reproches que son oncle adressait à son père de Schœnbrunn en 1809. A cette époque il n'avait tenu qu'à ce mauvais général, indigne d'être roi, de consacrer la victoire de Wagram par l'écrasement des Autrichiens en Bohême. « Vous avez autrefois, lui disait Napoléon, commandé un vaisseau de guerre, vous avez abandonné la mer et votre amiral sans ordres. Un vaisseau était peu de chose, et j'ai voulu ignorer ce fait. Aujourd'hui vous vous sauvez honteusement, et vous déshonorez nos armes et votre jeune réputation... Il y a loin du métier de soldat à celui de courtisan... Si vous voulez continuer comme vous avez commencé, vous pouvez rester dans votre sérail. »

La dynastie de Jérôme, a dit Talleyrand, a commencé par où les autres finissent. De la royauté, il n'avait entendu que les plaisirs faciles, les satisfactions de vanité. Il en avait sacrifié tous les devoirs. Dès la seconde année de son règne, il était aux expédients; avec soixante millions de budget et des emprunts forcés, il se trouvait hors d'état de payer ses officiers et sa petite armée. Au mois de septembre 1809, avec le concours de Bourrienne chargé d'affaires à Hambourg et passé maître dans les opérations louches, il extorquait par des menaces d'exécution militaire 300000 francs au Sénat de cette ville. Il criait misère à Paris, et pourtant achetait deux maisons de campagne, l'une pour sa femme, l'autre pour ses intrigues, 175000 thalers, près de 700000 francs! A la fin de l'année, malgré tout, Napoléon lui vint en aide :

il ajouta à ses Etats le Hanovre qu'il avait jusque-là gardé avec soin, tant qu'il conservait l'espoir de la paix avec le roi d'Angleterre. Il le lui donnait sans doute avec les charges dont il était grevé, les donations et les rentes constituées à ses serviteurs (traité du 10 janvier 1810). Et, pour prévenir les dissipations du roi de Westphalie, Napoléon l'obligeait à entretenir vingt-cinq mille hommes de troupes françaises, à défaut de troupes locales qu'il n'aurait certainement pas payées. Jérôme accepta le don et refusa les charges. Il prétendit que, si l'Empereur rappelait ses troupes, il lèverait une armée westphalienne. Pour le déterminer à acquitter les rentes « des généraux dont les victoires vous ont fait roi », Napoléon dut se fâcher. Au mois d'août 1810, il était las et désabusé de son frère : il consentit, pour ne pas faire un second éclat, à lui laisser « une satrapie », mais non pas un vrai gouvernement. Le traité du mois de janvier fut annulé, la partie méridionale du Hanovre fut attribuée au royaume de Westphalie en échange de ce qu'on lui prit sur les côtes pour former avec le Hanovre maritime, les villes hanséatiques le duché d'Oldenburg et Magdebourg, une grande citadelle garnie de troupes et de douanes françaises. Le pouvoir et la responsabilité passèrent au prince d'Eckmühl, « chef du corps d'armée d'observation de l'Elbe ».

Ce fut aussi l'époque de la condamnation définitive d'un mauvais serviteur de Napoléon, de Bourienne. Eloigné de Paris par ses concussions, il avait, par la faveur de Fouché et l'indulgence du maître, obtenu une sorte de gouvernement dans les villes hanséatiques. Incorrigible, il trafiqua de ce poste d'honneur à la frontière, s'enrichit par la contrebande, servit les dissipations de Jérôme, les intrigues des émigrés, celles de Fouché avec l'Americain Burr à qui l'on fermait l'Europe, à qui il la rouvrait. Lorsqu'à la fin de 1810, Napoléon le rappela pour lui faire rendre gorge, il avait encore trouvé le temps d'exciter Bernadotte à la révolte, quand celui-ci passa par Hambourg pour s'établir en Suède, contre le gré de l'Empereur.

Sans être une trahison, en effet, le départ de ce général en disgrâce pour Stockolm a été, dès le début, l'effet d'une de ces intrigues ambitieuses que l'Empereur découvre à chaque instant désormais sous ses pas. Une révolution en Suède, déterminée par l'abus que Gustave III et Gustave IV avaient fait du pouvoir royal depuis 1772, en exposant la nation isolée aux conquêtes de la France et de la Russie, avait appelé au trône un prince ami de la noblesse, disposé à lui rendre quelques droits, ami de la paix également.

Charles de Sudermanie, Charles XIII avait promulgué une constitution intermédiaire entre la monarchie absolue de Gustave III et l'anarchie légale qui avait failli perdre la Suède autrefois, une royauté tempérée par le pouvoir des Etats et la responsabilité des ministres, du Rath devant eux (1er mai 1809). Il avait aussitôt signé le traité de Fredrikhsam avec les Russes, au prix de la Finlande (septembre 1809) et recouvré, du moins, la Poméranie par le traité de Paris que lui accorda Napoléon (janvier 1809). Pour consolider cette œuvre de paix et de concorde, Charles XIII, privé d'héritiers et sans espoir d'en avoir, adopta Charles-Auguste d'Augustenbourg, allié à la famille de Danemark. Ce prince mourut subitement le 28 mai 1810. Charles XIII reporta ses espérances sur le frère cadet, Frédéric d'Augustenbourg. Comme un mois après ce jeune prince était aussi le candidat de Napoléon, il ne lui manquait plus que la ratification de la Diète. Elle se réunit le 23 juillet 1810 à Œrebro. Le 21 août, les quatre ordres désignaient Bernadotte à l'adoption du vieux roi.

Le prince de Ponte-Corvo avait commandé les troupes françaises contre la Suède en 1807 et 1808. Mais, comme la guerre du Nord avait été pour l'Empereur un moyen seulement d'occuper Alexandre, son lieutenant selon ses ordres l'avait poussée mollement, pour la faire durer. Il avait montré aux Suédois la puissance française : par comparaison avec la conquête russe, il l'avait rendue presque aimable. De là, et surtout après la perte de la Finlande et la restitution de la Poméranie, naquit en Suède dans les

milieux populaires et dans l'armée, l'espoir d'une revanche contre les Russes avec l'appui de la France. Ce que les Polonais attendaient de Poniatowski, quelques officiers suédois, M. de Wrède, Mœrner, vinrent le demander à Bernadotte (25 juin). Du premier coup celui-ci avait accepté, sollicité de l'Empereur les permissions nécessaires et dépêché en Suède ses partisans.

Dès que Napoléon avait découvert son ambition, il avait décidé de rester neutre. Non pas que la candidature lui fût agréable, ou même indifférente. « Elle compromettait ses relations avec la Russie. » C'était bien assez, entre le tsar et lui, d'un motif de rupture aussi grave que les espérances hautement avouées des Polonais, groupées autour du grand-duché de Varsovie. Encourager un parti de la revanche en Suède, par l'élection d'un maréchal français, eût été de la dernière imprudence, s'il ne voulait pas précipiter la guerre avec son allié de Tilsitt. Le danger lui paraissait si clair et si grand, que le 25 juillet il rappelait son agent de Stockolm, Désaugiers, pour s'être permis, à l'ouverture de la Diète, de recommander l'alliance de la France au parti national. Pourquoi, en conséquence, n'obligea-t-il pas son lieutenant à s'abstenir? Par fatalisme, a-t-on dit, et comme s'il ne se sentait plus le maître de diriger les événements à son gré. En réalité, par ce simple calcul que cette candidature improvisée en quelques jours lui paraissait, s'il ne l'appuyait, destinée à un échec inévitable, et qu'il préférait opposer plutôt à un ambitieux la force des choses que son autorité.

Le calcul était juste : le comité de la Diète, chargé des présentations, avait d'abord écarté Bernadotte par onze voix contre dix. Mais le prince de Ponte-Corvo qui s'entendait en intrigues avait fait choix, pour le représenter à la Diète, d'un intrigant de belle force, Fournier, ancien négociant failli et vice-consul à Gothenbourg. Surprendre au ministre des affaires étrangères un passeport diplomatique, libellé de sa main, qui semblait l'accréditer auprès de la Diète, courir en brûlant les étapes à Œrebro, et répandre

le bruit que Napoléon l'envoie en secret travailler pour le maréchal, fut pour Fournier l'affaire de quelques jours. Les lettres du candidat français circulent, avec les promesses nécessaires de conversion au protestantisme, de revanche prochaine. C'est un mot d'ordre que Fournier semble avoir apporté de Paris. En quarante-huit heures, il devient le cri de ralliement de la nation. Les ministres entraînent le roi qui se refuse *à boire le calice :* « Ils viennent, dit-il, avec leur Bernadotte. Ils disent que l'Empereur le veut. Son chargé d'affaires agit en sens contraire. Il y a de quoi devenir fou. » Proposé par Charles XIII qui cède sans comprendre, le prince de Ponte-Corvo emporte le 21 août les suffrages de la Diète. Pour la première fois, Napoléon a fait un roi, malgré lui, contre son intérêt le plus évident. L'intrigue à Erfurt lui a soustrait son meilleur allié. A Vienne, l'intrigue encore a failli d'une guerre avec l'Autriche faire naître un conflit avec Alexandre Ier. A Stockholm, l'intrigue encore précipite la crise que la guerre de 1809 avait ouverte en Pologne.

Jamais l'Empereur n'avait été joué, ni desservi à ce point. Il reçut très mal le baron de Rosen qui lui apporta la nouvelle de l'élection. Il répondit sèchement au roi de Suède : « J'étais peu préparé à cette nouvelle » (6 sept. 1810). Il fit savoir immédiatement au tsar qu'il avait patronné le duc d'Augustenbourg, et lui en fournit la preuve. Mais sa surprise parut feinte, et ni les Russes, ni Metternich qui se trouvaient alors à Paris ne voulurent croire qu'il avait pu être trompé. « Il paraît, lui dit celui-ci, que ces complications entraient dans vos calculs, sans quoi Votre Majesté les eût évitées. »

Un instant, Napoléon songea pour dissiper le malentendu à retenir le nouveau prince royal par un coup d'autorité. Mais comment le justifier auprès des Suédois, et leur avouer surtout que sa puissance ne l'avait pas empêché d'être joué par des intrigants? Il essaya d'obtenir de Bernadotte un refus : mais peut-être eut-il peur de garder malgré lui « un ancien jacobin avec la tête à l'envers » qu'il avait trouvé toujours indépendant et suspect. Comme der-

nière ressource, il voulut insérer dans les lettres patentes qu'il délivra à son maréchal le 10 septembre un engagement « de ne jamais porter personnellement les armes contre la France ». Cette proposition acheva d'éclairer la situation : « Mon élection a fait de moi, lui répondit Bernadotte, un sujet suédois. » A cette réponse l'Empereur fronça le sourcil : encore un qui se détachait de lui « pour suivre sa politique et ses propres intérêts, aux dépens des siens ». Pouvait-il prévoir qu'à peine un mois après à Hambourg, le futur roi de Suède s'entendrait déjà avec Bourrienne pour lui résister, et que deux ans plus tard, il négocierait avec la Russie pour échanger la couronne de Suède contre un trône à Paris? Napoléon se réjouit de l'avoir éloigné, d'en être quitte, et le laissa partir. « Nos destinées vont s'accomplir, » dit-il simplement. Etait-ce la sienne d'être désormais trahi par ceux qu'il avait élevés? Il semble résulter des témoignages contemporains qu'il entrevit ce triste avenir avec une rare clairvoyance.

« L'exemple d'un maréchal montant sur un trône, lui disait alors Metternich, doit nécessairement influer sur ses collègues en mal. Votre Majesté se verra sous peu dans le cas d'en faire fusiller un. — Vous avez d'autant plus raison, répondit l'Empereur, que déjà il y en a qui ont rêvé grandeur et indépendance. Cette considération m'a fait souvent regretter d'avoir placé Murat sur le trône de Naples. Je devais ne nommer que des gouverneurs généraux et des vice-rois. » Et élargissant la question, Napoléon ajoutait alors : « En général, je ne devais pas même donner de trône à mes frères. La conduite du roi de Hollande prouve que les parents sont souvent loin d'être des amis. Mais on ne devient sage qu'à la longue. » C'est à Sainte-Hélène, après la chute en effet, qu'éclairé par son malheur il dira : « J'ai été bien peu secondé des miens, et ils m'ont fait bien du mal. » Et toujours les souvenirs de l'Orient : « Je n'ai pas eu le bonheur de Gengiskhan avec ses quatre fils qui n'avaient d'autre rivalité que de le bien servir. Moi, nommais-je un roi, il se figurait l'être par la *grâce de Dieu :* tant le

mot est épidémique. Ce n'était plus un lieutenant sur lequel je devais me reposer. C'était un ennemi de plus dont je devais m'occuper. Ses efforts n'étaient pas de me seconder, mais bien de se rendre indépendant. Tous avaient la manie de se croire adorés, préférés à moi. C'était moi qui, désormais, les gênais, les mettais en péril. Des légitimes n'auraient pas agi autrement : ils ne se seraient pas plus ancrés. »

De ce mal que Napoléon apercevait en 1810, et qui fut selon Talleyrand « le vice radical de sa puissance parvenue alors à l'apogée », nous trouvons la preuve dans les lettres de la reine de Westphalie, sa belle-sœur, qu'il a toujours choyée, et qui lui était attachée. C'est elle pourtant qui écrit à son père, le 13 juillet 1810. « Vous savez l'abdication du roi de Hollande : où est aujourd'hui la garantie des rois? » Huit jours après, c'est l'abdication de Joseph dont on parle, parce qu'il refuse de céder à la France la rive gauche de l'Èbre contre la foi des traités. A la réponse de Napoléon : « Si vous passez les Pyrénées, je vous ferai fusiller, » la jeune reine ajoute ce commentaire : « Il est à désirer que des réponses aussi sévères soient exagérées : car on ne saurait plus sur quoi compter en ce monde dans aucune espèce de position. » Et s'il s'agit même d'une trahison comme celle de Fouché qui a mérité son sort, ayant cherché à traiter de la paix avec l'Angleterre à l'insu de l'Empereur, » recueillant les bruits des Tuileries, Catherine fait à son père cet aveu : « Il n'en est pas moins regretté de toute la famille, et d'un assez grand nombre de personnes. » La même reine nous apprend encore que la fille de Lucien, adoptée par l'Empereur, a dû être renvoyée pour les injures qu'elle écrivait contre lui et les siens à son père, résolu alors à se séparer de l'Empire avec éclat (juin 1810). Grâce à ce témoin naïf, prudent et renseigné, nous prenons sur le vif les progrès de la trahison, d'ambitions qui par l'intrigue et la désertion venaient enchaîner la politique impériale, le sourd travail de la jalousie, des appétits et de la haine même qui mine l'édifice napoléonien.

Depuis le jour où l'Empereur en a ressenti à Erfurt les premiers effets, il s'est imaginé trouver le remède dans un second mariage qui lui permettrait d'espérer un héritier de sa puissance. Il a cru que, « si la France cessait d'être en viager sur sa tête, on marcherait droit avec lui, » souverains étrangers, souverains de sa propre famille et serviteurs. Dès le mois d'octobre 1809, aussitôt après la paix de Vienne, il a essayé de faire sentir à Joséphine par sa froideur cette nécessité d'Etat. Le 30 novembre, dans une scène célèbre il lui a signifié son arrêt. Le prince Eugène est venu d'Italie pour consoler sa mère et la préparer au sacrifice. Huit jours avant, l'ambassadeur de France à Pétersbourg, Caulaincourt, a été chargé de demander au tsar la main de sa sœur, Anna Paulovna, avec discrétion, mais de manière à avoir une réponse dans les deux jours. Peu importent les qualités de la jeune princesse : « A quelle époque peut-elle être en état de devenir mère? Car, dans les calculs actuels, six mois de différence sont un objet. » Napoléon a déjà trop tardé à s'assurer un héritier. Il faut mettre un terme aux trahisons, en se procurant la stabilité. Ce n'est pas un mariage qu'il recherche, c'est une affaire d'Etat, la plus grave et la plus pressante de toutes.

Aux instances de Napoléon, Alexandre Ier répondit évasivement. Il s'abrita derrière les volontés de sa mère, lui réservant le droit de disposer de sa fille. A son tour, l'impératrice mère demanda à consulter sa fille aînée, la princesse Catherine, qui résidait à Tver. Elle opposa l'âge de sa fille, le danger d'un mariage précoce. Toute la famille s'entendait pour « faire filer » une négociation qu'on ne voulait pas conclure, mais dont on espérait tirer profit. Entre les alliés de Tilsitt la question de Pologne demeurait depuis la paix de Vienne un sujet irritant de discussions, un motif de rupture peut-être. Si le tsar donnait à Napoléon sa sœur, pourrait-il lui disputer la Pologne? S'il la lui refusait immédiatement, ne risquerait-il pas de perdre le profit de la convention qu'il soumettait depuis la fin de 1809 à l'Empereur, pour l'obliger à abandonner

les Polonais, pour l'engager « *à ne jamais les rétablir* »? Aussi avait-il temporisé, « espérant mener Napoléon par le nez pour lui faire signer un traité très avantageux à la Russie, plus précieux qu'une guerre. »

« Je connais les Grecs, » s'écriait alors Napoléon. Et il l'avait prouvé en écoutant, dès la fin de décembre, l'offre d'une archiduchesse qu'en termes voilés Metternich lui avait fait faire par deux personnes, M. de Laborde, et un confident de M. de Schwarzenberg, son ambassadeur à Paris. Depuis deux ans le premier ministre autrichien avait prévu que la nécessité imposerait à Napoléon le divorce et la recherche d'un héritier. « Il est curieux, disait-il en 1807, que tourmentant, modifiant les relations de l'Europe entière, il n'ait pas fait un seul pas qui tende à assurer l'existence de ses successeurs. » En relation, depuis, avec Talleyrand et Fouché, il savait que l'idée du divorce, préconisé par ce dernier, avait été à Erfurt examinée favorablement par l'Empereur. La guerre de 1809 avait ôté à Metternich l'espoir de sauver l'Autriche par une coalition des peuples et de la nation française, par une alliance avec les Russes qui à Wagram l'avaient abandonnée. Entre les exigences de Napoléon et l'abandon d'Alexandre, il ne vit plus en 1809 de salut pour les Habsbourg que dans leur hâte à prévenir une alliance plus étroite encore, une alliance de famille entre la Russie et la France. « Dès qu'il fut informé de l'approche du divorce, il tourna ses regards vers l'archiduchesse Louise, et trouva une foule de raisons pour convaincre son père de l'offrir à la France. Les princesses d'Autriche étaient peu habituées à choisir leur époux d'après les préférences du cœur. François II était sans préjugés; » il le prouva en se hâtant de proposer sa fille qui ne fit d'ailleurs aucune résistance.

Ce fut le 15 décembre 1809 que dans une grande réunion de famille aux Tuileries Joséphine demanda le divorce, et l'obtint du Sénat. Au début de janvier 1810, le mariage français était devenu à Vienne « la plus grande affaire de l'Europe, un moyen *doux* de prolonger l'existence de l'Au-

triche jusqu'au jour de la délivrance commune, le seul, à défaut de l'assistance de la Russie que le projet de mariage russe rendait plus problématique encore. » Et le plus piquant fut de voir Metternich, dont la femme était à Paris grande amie de Joséphine et des Beauharnais, employer leur crédit, très solide encore, au succès de ses vues.

Le 28 janvier 1810 solennellement, Napoléon convoquait aux Tuileries les princes de sa famille, les grands dignitaires de son empire, Eugène et Murat, Berthier, Talleyrand, Fouché, Cambacérès, vingt-cinq à trente personnes. Il les interrogeait sur le choix d'une impératrice, il écoutait impassible leurs réponses, les unes favorables à une archiduchesse, les autres à une princesse russe, inspirées par la vieille haine des Français contre l'Autriche ou par le désir de trouver la paix enfin dans une alliance avec elle. Cette consultation solennelle, si peu dans les usages du maître, indiquait son dessein d'accueillir les offres de Vienne ; mais ramener une Autrichienne à Paris, n'était-ce pas rompre avec la Révolution dont il s'affirmait toujours avec soin l'héritier? Si les Français protestaient, Napoléon aurait la ressource de détourner leurs colères sur ses conseillers. Et le moyen, excellent pour l'avenir, avait dans le présent l'avantage de lui faire connaître l'opinion de son entourage sur un mariage destiné à calmer l'opposition sourde, les intrigues des sociétés et des salons.

Dix jours après, le 6 février, le même conseil se réunissait aux Tuileries pour connaître, cette fois, la décision de l'Empereur. Le matin, le prince Eugène était allé à l'ambassade d'Autriche demander la main de Marie-Louise, et une réponse immédiate. Napoléon entendait rattraper les deux mois que la Russie venait de lui faire perdre. Schwarzenberg avait l'ordre très précis d'accepter, sinon de signer le contrat. Comme il connaissait les désirs de son maître, il accorda sur l'heure tout ce que voulait l'étrange fiancé de l'archiduchesse. Jamais mariage princier ne fut conclu plus rondement, en quelques heures. Dans la nuit on dressa le contrat sur le modèle de celui de Louis XVI et de Marie-Antoi-

nette : le lendemain à midi, le ministre d'Autriche le signait. Dans la même journée, Berthier est nommé ambassadeur extraordinaire à Vienne et reçoit l'ordre de partir, dans quinze jours, à la première réponse de la cour d'Autriche. Tout est réglé ainsi : le mariage se fera par procuration à Vienne le 2 mars, puis à Paris le 26, et l'héritier le plus tôt possible. C'est, de la part de Napoléon, une diplomatie foudroyante comme sa stratégie. Il s'agit, en effet, d'une affaire décisive, destinée à consolider l'œuvre triomphale de ses victoires.

Au moment, où le 4 février, Alexandre Ier fait l'injure à l'Empereur de rejeter à deux ans sa demande d'une princesse russe, celui-ci, avant de connaître ce refus déguisé pouvait, le 7 février, le prévenir de son mariage avec Marie-Louise. Et, du côté de Vienne, tout allait au mois de mars comme il avait été prescrit, le consentement immédiat de François II d'abord. Puis, le 22 mars, la nouvelle impératrice des Français arrivait en France, accompagnée par Metternich. Le 2 avril, en grande pompe, elle épousait Napoléon ; ce n'était qu'une semaine de retard, peut-être moins, si l'on croit ce qu'on a dit : vers le 27 mars, à Soissons, l'Empereur aurait enlevé et conduit sa femme à Compiègne. Le soir du mariage, Metternich, au Louvre, ouvrait une fenêtre et criait aux Français massés dans les cours, son verre à la main : « Au roi de Rome ! » Nul toast ne pouvait davantage flatter Napoléon.

Le 20 mars 1811, le roi de Rome naissait. La certitude d'une grossesse de l'impératrice avait rassuré Napoléon, dès le mois de juillet 1810, sur les intrigues de sa famille, de ses maréchaux, de ses fonctionnaires. Par le sacrifice de Joséphine qui lui avait beaucoup coûté, par un mariage qui le grandissait encore, par la naissance prochaine d'un héritier, il croyait limiter le mal dont, à Erfurt, il avait senti pour la première fois son œuvre atteinte. Le remède était bon : « Voici la plus belle époque du règne. Puisse-t-elle lui donner du bonheur et à nous de l'avenir ! » Ce propos échangé entre les deux hommes qui avaient en 1808

donné l'exemple de la trahison, Caulaincourt et Talleyrand, est un témoignage significatif. Mais il y a des remèdes qui n'agissent qu'à leur heure. En 1810, l'heure était passée où celui-ci pouvait être efficace. Napoléon avait trop tardé. L'orage amoncelé à l'Orient, au nord, à l'ouest, au sud de son empire, en Pologne, en Suède, en Hollande, en Allemagne, en Espagne ne pouvait plus être dissipé. Les ambitions ou les intrigues de ses frères, de son entourage auraient été arrêtées que les sentiments plus profonds, plus puissants des nations, rancunes ou espérances patriotiques encouragées et excitées par ces ambitions particulières auraient suivi leurs cours redoutable pour l'Empereur.

C'est un fait général depuis 1807, tout à fait accusé en 1810, que les hommes qui le trahissent se sont posés déjà, comme ils l'ont fait plus tard auprès de la postérité, en défenseurs des peuples. Quand la première fois Talleyrand et Fouché se sont rapprochés, pour négocier secrètement avec Metternich et Alexandre I[er], ils se sont présentés comme les chefs populaires d'un parti qui prenait contre Napoléon les intérêts de la France, en vrais représentants de la nation sacrifiée aux exigences et à l'ambition du maître. C'est pour le bien des Français que Talleyrand a précipité en 1809 les armements de l'Autriche et neutralisé la Russie, obligeant Napoléon à multiplier, à anticiper les conscriptions. C'est en invoquant de même le salut public que Fouché, au mois d'août, appelait aux armes la garde nationale, les vieillards après les enfants. C'était encore pour sauver la France qu'il intriguait avec Louis de Hollande et les Anglais pour assurer la paix continentale, au prix d'une entreprise aventureuse sur les colonies espagnoles et contre les Etats-Unis d'Amérique.

Pour justifier ces intrigants, comme ils prétendaient l'être, il eût fallu le consentement de la nation. Et les sentiments des Français étaient encore très partagés au sujet de ce régime qui offrait aux uns des honneurs, de la gloire, des places à l'infini dans toute l'Europe, flattait leur amour-propre national, et d'autre part prenait leurs en-

fants pour des combats sans trêve, attribuait au *domaine extraordinaire* de l'Empereur les profits de la conquête, leur en laissait les charges, ruinait leur commerce et les tenait toujours à la merci d'une catastrophe. On demeurait fier d'être la grande nation invincible, soucieux de ne pas déchoir, satisfait du présent, inquiet du lendemain, flatté de la conquête et las des sacrifices.

Les peuples d'Espagne, au contraire, unanimement, nettement, sacrifiaient tout pour leur indépendance et leur unité. Le début de leurs premières alarmes avait moins été la déchéance des Bourbons impopulaires que l'attente d'un roi que six mois, par la faute de ses frères, Napoléon ne leur désigna pas, la crainte d'une annexion masquée par un coup d'Etat. Par une ambition qu'il n'avouait pas, Murat avait excité ces craintes, et, poussé par les Espagnols à réclamer un roi, recherché leurs faveurs. Quand Joseph fut enfin désigné, le mal était fait; ses sujets le reçurent comme un conquérant. Le gouvernement national ne pouvait plus être le sien. Et ce fut alors un autre malentendu. Tandis que Napoléon et ses généraux traitaient l'Espagne en pays conquis, Joseph voulut en faire la conquête morale, prétendit épargner à ses nouveaux sujets les maux de la guerre qu'ils lui faisaient. En face de l'Empereur, il se posait en défenseur des Espagnols, menaçait en 1810 de sa démission, si l'on touchait à l'unité de la péninsule et n'avait de ressources que « pour plaindre une grande nation de méconnaître le roi que dans sa bonté le ciel lui avait donné ». La haine pour l'Empereur était presque égale au palais du roi à Madrid et autour de la Junte à Cadix : la conquête française devenait ainsi chaque jour d'autant plus odieuse aux Espagnols, que des Français et le frère du conquérant la réprouvaient. La conduite et le langage de Joseph justifiaient le patriotisme espagnol exaspéré par les rigueurs de Napoléon. « Quel pouvait être, a dit fort justement Talleyrand, le sort d'une entreprise où les principaux chefs étaient en opposition ouverte entre eux? »

Plus heureux que son frère, Louis en Hollande avait réussi à devenir populaire : « le bon roi » Louis. Mais il ne faut pas oublier que depuis longtemps les Provinces-Unies avaient été d'abord soumises par la force, à une époque où les peuples croyaient encore au désintéressement de la Révolution et de ses armées. C'était par une série de mesures transitoires, parallèles aux révolutions de France que les Bataves, d'un régime républicain accepté après la conquête, étaient passé à un Directoire, à un Consulat toujours hollandais pour recevoir enfin un Bonaparte comme stathouder et roi. La popularité était facile auprès d'un peuple ami des Français, docile parce qu'il avait été conquis, rassuré après la conquête par des apparences de liberté. Elle devait en outre tenter un homme tel que Louis, nature aimable, dont la maladie avait développé la sensibilité. « Ce n'est pas avec une lymphe âcre et viciée, devait bientôt lui dire Napoléon, que l'on gouverne les Etats. »

L'Empereur lui avait en effet assigné une tâche très différente : le nouveau royaume de Hollande était destiné à mettre fin au compromis établi depuis dix ans entre les vainqueurs et les vaincus, à l'indépendance apparente des Bataves. C'était une réunion masquée par une dernière précaution; Napoléon jugeait l'incorporation nécessaire pour défendre le Nord de son Empire contre les Anglais en le complétant, pour tirer de la Hollande, appauvrie par la guerre de tarifs surtout, les ressources en hommes et en argent qu'il escomptait. A ce titre, c'était comme un rappel de la conquête première.

Il y avait là un moment très difficile à passer pour les Hollandais d'abord, pour le lieutenant de l'Empereur aussi. Dès le premier jour ils se mirent d'accord contre ses volontés. Le premier acte du roi fut de réclamer les dettes que la France avait contractées avec la Hollande, puis en tout il se constitua son défenseur contre le blocus continental qui la ruinait, contre les exigences du maître. Il blâmait ouvertement la politique générale de son frère, et faisait la guerre, qu'il critiquait, de mauvaise grâce. Il s'at-

tachait à gagner toutes les classes de la nation, la noblesse par la restitution de ses titres et la création d'offices de cour, la bourgeoisie marchande par son indulgence pour la contrebande et la protection donnée à ses rentes, le peuple enfin par le refus d'établir la conscription. La Hollande aurait eu un roi national qu'elle n'aurait pas été plus chaudement défendue. Son dernier pensionnaire, Schimmelpenninck, était plus docile que ce premier roi français aux ordres de Napoléon.

Il se trouva ainsi que le règne de Louis de Hollande contribua, autant que les exigences de son frère, à réveiller, à enhardir le patriotisme hollandais. Lorsque l'Empereur frappa le roi de Hollande, et procéda à l'annexion pure et simple de ses Etats, il ne s'aperçut point que cette querelle de famille faisait de son frère une victime aux yeux des Hollandais, au jugement des peuples. La résistance des villes et du peuple de Hollande à ses décrets auraient pu l'éclairer à la fin de 1810. Son lieutenant général Lebrun l'avertit aussitôt : l'Empereur le tança rudement d'écouter « la populace », d'enhardir « la canaille ». Si l'on se révolte à Emden, « il faut du sang et des châtiments. » Comment ne serait-il pas obéi de ce petit peuple, quand il commande souverainement aux Français? La Hollande en effet était faible, mais entièrement prête, à la première défaite de Napoléon, à se soulever tout entière : et ce ne devait pas être pour rappeler un Bonaparte. Revenant au parti orangiste, oublié depuis 1795 et subitement restauré, les patriotes ont désormais les yeux tournés vers l'Angleterre, vers leur stathouder, dont le courage s'est signalé à Wagram contre les Français.

Ce fut, vers la fin de 1810, un moment décisif dans l'histoire de l'Europe et pour la fortune de l'Empire que celui où la résistance nationale des Anglais devint comme le levier et le centre des énergies réveillées par les fautes de l'Empereur et les trahisons de ses lieutenants chez les peuples du continent. Trente ans plutôt, on avait vu groupées autour de la France par des sympathies soigneusement

entretenues et par des intérêts communs contre les ambitions et les insolences des Anglais ces mêmes nations qui, dans leur détresse, se jetaient entre leur bras. Protectrice alors des Etats-Unis, alliée à la Hollande et à l'Espagne, la politique française prenait en 1780 sa revanche de la guerre de Sept ans. La neutralité armée, cette antithèse frappante du système continental imaginé par Napoléon, établissait la liberté des mers, par des princi es également conformes au droit et aux intérêts des nations. A partir de 1810, l'Angleterre devient en Espagne, en Hollande, dans la Basse Allemagne, le champion des peuples : la France est leur tyran. Tout ce que Napoléon décrète pour ruiner les ressources coloniales et commerciales des Anglais, de 1807 à 1810, accuse cette tyrannie et procure des clients à ses adversaires. Les mesures vexatoires, perquisitions, confiscations, incendies de magasins et de marchandises, conséquences fatales de cette guerre économique poussent désormais les puissances qui avaient donné autrefois l'exemple de la neutralité armée à la résistance, à une entente avec les Anglais. C'est la neutralité désarmée devant les exigences d'un conquérant.

Napoléon n'entend pas ces plaintes des peuples ; si elles lui parviennent malgré tout, il les fait taire. Il s'irrite de trouver l'Angleterre intraitable. Il s'obstine dans son système qui rallie autour d'elle les nations. Il lui déclare alors, et cette fois pour tout de bon, une guerre sans merci. Ordre à tous les Anglais qui seraient à Paris d'en partir sur-le-champ et de résider dans les villes qu'on leur désignera (24 juin 1810). Après ce premier défi, pendant la fin de l'année 1810 et pendant l'année 1811, toute une série d'instructions presque quotidiennes au ministre de la marine sur la défense et l'armement des ports, Cherbourg, Toulon, Trieste, Portoferrajo, Rochefort, Anvers, pour les batteries des côtes, les constructions et armements de vaisseaux, à Anvers, Amsterdam, Venise, Gênes, Livourne, Lorient, Brest, pour le recrutement et l'instruction des équipages, composés de 60000 matelots, la constitution des états-ma-

jors. Tout ce programme est à la fois un plan de défense et d'attaque. « En temps de grande guerre, dit l'Empereur à son ministre, la France ne peut rien sur mer (27 juillet 1810). Mais l'époque est arrivée où la marine peut développer ses moyens. » Au mois de septembre 1810, Napoléon lui assigne son rôle décisif pour le mois d'août 1812 : alors une grande entreprise contre l'Angleterre commencera de tous les points de l'Europe. Avec 106 vaisseaux de ligne, 73 vaisseaux dans l'Océan, 36 dans la Méditerranée appuyés sur des ports redoutables, une flotte de transport chargée de 42000 hommes à Anvers, une autre de 60000 à Boulogne menaceront l'Ecosse et l'Irlande, une troisième de 12000 hommes se porterait de Cherbourg sur les îles Anglo-Normandes. Enfin une flotte quitterait Toulon, une autre la Sicile pour porter en Egypte 60000 hommes. Devant ce déploiement de forces « les Angla s se trouveront dans une tout autre position », épuisés par le blocus continental, menacés chez eux, réduits enfin à laisser s'accomplir les desseins de l'Empereur sur l'Orient.

La fin de son règne approche : et pourtant, malgré les difficultés qu'il rencontre auprès de lui, malgré la résistance des peuples et la charge immense de son empire, Napoléon n'est point lassé de son rêve oriental. Cette grande levée d'armes contre l'Angleterre, c'est toujours la poursuite de ses projets sur l'Empire ottoman : « Les provinces illyriennes, écrit-il le 14 août, peuvent être considérées comme servant dans une guerre contre les Turcs : Karlstadt serait bientôt armée et Dubitza pourrait servir à l'agression de la Bosnie. » Deux mois après, il fait partir son aide de camp Lauriston pour cette région en inspection (10 octobre). Le 13, le sieur de Nerciat est chargé de visiter la Syrie et l'Egypte, d'en inspecter les places fortes, Saint-Jean-d'Acre, Jaffa, Rosette, Alexandrie, le Caire, et de consacrer toute une année à une étude approfondie. Ordre aux consuls en Syrie, et en Egypte de fournir des mémoires tous les six mois à partir du 1er janvier 1811, sur l'état politique, financier et militaire des provinces ottomanes. Puis c'est le mi-

nistre de la guerre qui doit envoyer pour le même objet l'officier du génie Boutin en Egypte : « Qu'il masque sa mission, s'écrie l'Empereur, comme il voudra, mais qu'il la fasse. Levez tous les obstacles et ne m'en parlez plus. »

Au début de l'année 1811, pour la quatrième fois, comme en 1805, en 1806 et en 1809, l'Europe continentale se met en travers de son rêve et retarde ses espérances. Un mois avant, du 8 au 10 février 1811, il a donné les ordres nécessaires pour concentrer des quatre coins de son empire une immense armée contre la Russie qui l'inquiète. Et alors il écrit à son ministre de la marine : « Les résultats que je me propose ne pourraient avoir lieu avant 1812 ou 1813. » Bientôt il dira : avant 1814. « Il faut cette année fatiguer seulement les Anglais. A ces dates, j'aurai deux armées navales et deux flottes de transport, l'une dans l Escaut, l'autre à Toulon. Je compte menacer l'Irlande et porter l'une dans la Martinique, la Guadeloupe ; avec l'autre, je compte faire l'expédition de Sicile ou d'Egypte (6 mars 1811). » — « Il est nécessaire, reprend-il encore le 8 mars, qu'il y ait à Toulon tout ce qui est nécessaire pour une expédition d'Egypte. Faites-moi un rapport sur l'espèce de bâtiments la plus convenable pour remonter le Nil et entrer dans les lacs à côté d'Aboukir. » Ainsi on peut suivre sans relâche, jusqu'au jour où Napoléon engage la partie décisive qui précipitera la catastrophe prédite par ses ennemis, la politique personnelle, secrète où il s'obstine depuis dix ans.

Il s'y obstine et elle le perd. Ce que, faute de pouvoir découvrir son secret, on a appelé fatalité, « une fatalité supérieure à sa haute intelligence », une force aveugle maîtresse de sa volonté, c'est en réalité son obstination et son impuissance à résoudre un problème qui s'est posé à son génie, qui a tenté son ambition, et qu'un siècle de diplomatie et de guerres n'a pas encore résolu.

C'est en vain que Napoléon a cherché à régler à son profit le sort de l'Empire ottoman. Il a épuisé la France en la trompant, l'Europe en la conquérant peu à peu, pour imposer à l'Angleterre les conditions qu'a marquées sa volonté

tenace. Ses calculs n'ont abouti en 1811 qu'à provoquer en France des inquiétudes, des trahisons justifiées par l'étendue, le danger et le mystère de ses projets. Ses violences, en Espagne, en Hollande, en Italie, en Allemagne, ont fait de la cause des Anglais, qui prennent le monde tandis qu'il leur dispute la Méditerranée, la cause de toutes les nations. Il ne lui a même pas suffi de vaincre l'Autriche et de lui ravir en dernier lieu les portes des Balkans, pour qu'elle consente à sa grandeur. « Il faut tout faire, disait encore l'Empereur d'Autriche, le 8 août 1810, pour maintenir la Porte ottomane. »

Et voilà enfin que la Russie, dont le concours un instant promis à Tilsitt pouvait tenir à Napoléon lieu de tout, lui manque et s'apprête à le combattre. A force d'éveiller les ambitions de son associé, puis de les satisfaire, le conquérant s'est donné un rival. Le diplomate a trouvé son maître, en lui révélant le secret de ses ambitions. Sur les proies qu'ils ont paru se partager, en Turquie, en Pologne, leurs mains se touchent; elles ne se serrent plus comme à Tilsitt; elles mesurent leurs forces respectives, tâtent pendant un an encore l'adversaire, avant de prendre l'épée pour le duel qui ne peut plus s'éviter et qui décidera de leurs ambitions mutuelles. Le lieu du champ-clos est marqué aussi depuis 1809, c'est le terrain classique où la question d'Orient s'est ouverte au début du dix-huitième siècle. La Pologne tressaille à l'approche des deux adversaires qui n'ont pourtant ranimé ses espérances que faute d'avoir pu s'accorder à partager la Turquie comme elle.

BIBLIOGRAPHIE

Napoléon, Joseph et l'Espagne. — Lanfrey. *Histoire de Napoléon*, tome V.

Rehfues. *L'Espagne en* 1803, 2 vol. Paris, 1811.

E. Ducasse. *Mémoires et correspondance du roi Joseph*, 10 vol. Paris, 1853-1855.

Talleyrand. *Mémoires*, tome II.

Léon Lecestre. *Correspondance inédite de Napoléon.* Paris, Plon, 1897.

Toreno. *Historia del levantamiento, guerra y Revolución de España*, 3 vol. Madrid, 1838.

Napoléon, le roi Louis et la Hollande. — Rocquain. *Napoléon et le roi Louis.* Paris, 1875, in-8°.

Jorissen. *Napoléon et le roi Louis.* La Haye, 1868, in-8°.

Lefebvre. *Histoire des cabinets de l'Europe*, tome V.

De Ségur. *Mémoires.* Paris, 1873, tome III. — Fouché, *Mémoires.* Paris, 1824, 2 vol. — Pasquier, *Mémoires*, tome Ier.

Prince Napoléon. *Napoléon et ses détracteurs.* Paris, 1887.

Comte de Saint-Leu, *Documents historiques sur le royaume de Hollande*, 3 vol. in-8°. Londres.

William James. *The naval history of the great Britain*, 1824, tome IV.

Fr. Leckie. *Historical survey of the foreign affairs of Great Britain for* 1808-1810. Londres, 1811.

Napoléon, Bernadotte et la Suède. — Sarrans. *Histoire de Bernadotte*, 2 vol. Paris, 1845.

Touchard-Lafosse. *Histoire de Bernadotte*, 3 vol. Paris, 1838.

Vandal. *Napoléon et Alexandre*, tome II.

Hochshild. *Désirée Clary, reine de Suède.* Paris, 1888.

Ernouf. *Comment Bernadotte devint roi de Suède.* (*Revue contemporaine*, mars-avril 1868.)

Geffroy. *L'élection de Bernadotte.* (*Revue des Deux-Mondes*, 15 septembre 1885.)

L. Pingaud. *Bernadotte et les Bourbons.* (*Revue de Paris*, 15 juin 1897.)

Le mariage autrichien. — Lefebvre. *Histoire des cabinets de l'Europe*, tome V.

Vandal. Ouvrage cité, tome II.

Welschinger. *Le divorce de Napoléon.* Paris, in-8°, 1889.

Ernouf. *Maret, duc de Bassano.* Paris, 1878.

Helfert. *Marie-Louise* (1799-1847).

Meneval. *Napoléon et Marie-Louise*, 1843, 3e vol.

De Barante. *Souvenirs*, tome Ier. Paris, 1890.

Pour tout le chapitre consulter en général : Thiers, *Histoire de l'Empire*, tomes IX et X. — Lanfrey, *Histoire de Napoléon*, tome V; — *Correspondance de Napoléon*, tomes XX à XXI et la correspondance inédite, publiée par Lecestre. — Schlossberger. *Correspondance de Catherine de Westphalie, du roi Jérôme et de Napoléon.* Stuttgart, 1886-1887. 2 vol. in-8°. — *Mémorial de Sainte-Hélène*, passim.

XVII

LE DUEL DE NAPOLÉON ET D'ALEXANDRE

Dans le duel décisif qui va s'engager, à partir de 1811, entre Napoléon et Alexandre, il est d'usage d'attribuer à l'Empereur les provocations. On cite de lui, comme mesures hostiles à la Russie, son mariage autrichien (mars 1810), l'élection de Bernadotte au trône de Suède (21 août), le décret de Trianon (15 août) obligeant le tsar à poursuivre les neutres pour atteindre les Anglais, la réunion enfin à l'Empire français (février 1811) de l'Oldenbourg dont l'héritier était le beau-frère d'Alexandre Ier.

Dès le mois de novembre 1809, avant que ces mesures n'eussent été résolues et connues, le tsar rappelait auprès de lui le confident de ses premières années, le prince Czartoriski, écarté depuis 1806, et lui demandait le concours de ses concitoyens dans le cas d'une guerre avec Napoléon. C'était le moment même où il exigeait de Napoléon, après la paix de Vienne, l'engagement que la Pologne ne serait jamais rétablie. Ainsi en même temps, il assurait la ruine et réveillait les espérances des Polonais. Il négociait avec Napoléon et songeait à le combattre.

Ces contradictions d'Alexandre Ier sont de celles qui, pendant tout le cours de son règne, ont déconcerté les contemporains, et suspendu en des occasions décisives comme celle-ci le jugement de l'histoire : « C'est une entreprise difficile, a dit Metternich, que de faire le portrait de l'empereur Alexandre. » Et il ajoutait, rappelant ses souvenirs

pour les fixer : « Celui qui a le mieux caractérisé ce prince, c'est Napoléon, en 1810. » A cette époque, où il est si important de connaître l'opinion de l'Empereur, on est surpris de ce qu'elle a d'équitable, et frappé de ce qu'elle contient d'inquiétude : « A côté de ses grandes qualités intellectuelles et de cet art de captiver ceux qui l'entourent, il y a en lui quelque chose que je ne puis définir. *Il lui manque toujours quelque chose*, et, ce qu'il y a de plus singulier, c'est qu'on ne peut jamais prévoir ce qui lui manquera dans un temps donné. Car ce qui lui manque varie à l'infini. » Un jour viendra où, moins indulgent, Napoléon fixera cette nature insaisissable en l'appelant « le *Talma du Nord*, un vrai Grec byzantin ». Metternich, à son tour, a hésité entre des jugements très sévères sur la fourberie d'Alexandre, et une tendance plus favorable à expliquer ses contradictions par la vivacité et la mobilité féminine de ses enthousiasmes successifs. Les ministres anglais n'ont jamais pu se prononcer, ni savoir ce que les déclarations libérales ou mystiques du tsar contenaient de folie ou de fourberie. Les Français l'ont aimé, et cependant pas un de nos envoyés à Pétersbourg, ni La Ferronays, ni Malvirade qui n'aient signalé « son caractère profondément dissimulé », et son art à masquer par l'abandon les ruses et le calcul.

« Nature de Slave à l'école de Byzance, ont dit nos plus récents historiens, en qui, par un chef-d'œuvre de la conscience de la race, se seraient mêlés, sans se contredire jamais, les rêves de l'enthousiaste aux calculs du politique. » Nature d'ambitieux surtout, merveilleusement douée pour prendre de son temps ou de son milieu les passions qui pouvaient servir ses desseins. Certes, dans ce prince, allemand par sa mère et par sa grand'mère, qui des Romanoff n'a conservé que l'héritage lointain transmis par la fille de Pierre le Grand aux Holstein-Gottorp, des Allemands encore, la race slave s'est singulièrement atténuée. Mais combien il rappelle sa grand'mère, convertie tour à tour avec la même ferveur à l'orthodoxie russe et au caté-

chisme de Rousseau, aussi passionnée pour la tolérance en Pologne que pour la religion grecque dans les Balkans. Elève de la Harpe, et créateur de la Sainte-Alliance, Alexandre I[er], modifiant sa politique, ses théories, ses programmes selon les circonstances, poursuit l'œuvre que lui a léguée Catherine II, en face de l'homme que celle-ci, sans l'avoir connu, proclamait déjà le plus grand de son siècle. L'alliance de Tilsitt en quatre ans lui a permis de continuer l'œuvre de Pierre le Grand dans la Baltique, celle de Catherine II dans la mer Noire. Mais qu'était-ce que cela, à côté du champ de conquête que les ambitions de la Russie avaient embrassé, depuis le jour où la question d'Orient s'était posée pour les servir? Du Sund au Bosphore et de la Baltique au Danube, la puissance d'expansion qui, au dix-huitième siècle, s'est révélée à l'Europe, ne connaît pas de limites. Elle soutient le génie ou répare les défaillances et les défaites des souverains qui la dirigent. Elle anime leurs successeurs : Alexandre I[er] la sert comme Catherine II.

Comme sa grand'mère avait escompté les querelles des Allemands avec la Révolution pour se saisir du reste de la Pologne, Alexandre, après avoir consacré les premières années de son règne à des réformes intérieures, analogues à celles de Catherine II, saisit la coalition de 1805 comme une occasion favorable de reprendre la plus grande partie de la Pologne abandonnée aux Allemands, de disputer l'empire turc, « *Constantinople* surtout » à Napoléon. Son ministre des affaires étrangères lui rappelait, en 1806, qu'ils étudièrent ensemble, de 1804 à 1806, les moyens de donner à la Russie la Vistule pour frontière, d'assurer « la réunion des peuples grecs et slaves ».

Ce n'était point un effet du hasard, ni de l'amitié seulement si le prince Adam Czartoriski était devenu le principal conseiller du jeune Empereur. Sa famille, dans l'histoire de la décadence polonaise, avait eu un rôle particulier. A la veille des partages, les Czartoriski avaient compté sur l'influence de Poniatowski pour sauver la Pologne en oppo-

sant la Russie aux convoitises des Allemands. Et, comme Catherine II était autant qu'eux, mais pour annexer leur pays tout entier, hostile à un partage, elle les avait employés et encouragés. Pacte étrange qui n'empêcha pas le démembrement, et qui pourtant lui survécut. Pour les Polonais, à défaut de liberté, c'était au moins la patrie reconstituée; pour les Russes, l'espoir de reprendre les parts de butin qu'ils avaient dû céder à leurs voisins de Prusse et d'Autriche. Avant de mourir, Catherine II, en 1796, rappelait à Pétersbourg les fils du vieux prince Czartoriski; avant de régner, Alexandre faisait du prince Adam son ami, et, dès qu'il régna, son confident et son ministre. Flatté dans ses espérances patriotiques, le prince polonais put se croire le sauveur de son pays, quoiqu'il fût en réalité l'instrument d'une certaine politique russe. A Tilsitt, il entrevit cette réalité et quitta le service d'Alexandre, quand celui-ci abandonna la Pologne à Napoléon pour concerter avec lui la ruine de la Turquie. L'amitié de Napoléon devenait, au lieu de l'amitié des Polonais, la ressource du tsar.

Ce fut une preuve que cette ressource lui manqua en 1809, s'il rappela Czartoriski et lui fit espérer de nouveau la restauration de la Pologne. N'ayant pu arracher à Napoléon la promesse de Constantinople, le tsar lui avait réclamé sans les obtenir, pendant la guerre et les négociations, du moins les pays de la Vistule. Jugeant l'alliance stérile, si elle ne lui avait rapporté ni la Turquie ni la Pologne, Alexandre s'apprêtait à d'autres calculs. Lorsqu'il exigea de Napoléon un désaveu éclatant de la politique française en Pologne, ce fut pour relever aussitôt les espérances de ce malheureux peuple et les rattacher à la politique russe, pour se faire contre son associé le protecteur intéressé des Polonais. « En cas d'une guerre avec la France, disait-il à Czartoriski, dès le mois de novembre 1809, sûrement il se déclarerait roi de la Pologne, pour gagner les esprits à sa cause. »

Pour conquérir la Pologne, comme pour annexer la Fin-

lande, Alexandre se présente, à partir de 1810, comme le champion des peuples, le protecteur de leur nationalité, de leurs institutions contre le conquérant français. S'il refuse après le décret de Trianon sa coopération à l'Empereur contre les marchands neutres, ce n'est pas seulement pour épargner à la Russie cette charge, c'est pour défendre les intérêts de la Suède. Bernadotte n'est pas plus tôt arrivé à Stockolm qu'il est en coquetterie avec le tsar. A la condition « qu'il soit sa vedette fidèle, Alexandre lui laisse espérer son appui pour sauver sa nouvelle patrie d'une politique qui la ruine » (novembre 1810). Si le tsar proteste contre l'extension de l'Empire français en Allemagne, c'est moins en faveur de son beau-frère, le duc d'Oldenbourg, que des Allemands en général dont il doit garantir les libertés. Dès le mois d'août 1810, il a permis à un officier allemand de lui présenter un plan de campagne contre la France. Et pourquoi aurait-il offert à l'Autriche de lui céder les provinces roumaines, s'il n'avait cherché à se constituer en Pologne, par la cession réciproque de la Bukhovine et de la Galicie, un royaume étendu et redoutable?

Derrière ce réseau d'intrigues, Alexandre I[er] a en outre préparé le premier, bien avant Napoléon, ses moyens militaires pendant l'année 1810. Il envoie des assurances d'amitié à l'Empereur sans cesse; il cajole Caulaincourt à Pétersbourg, mais il arme. Ce sont des mesures préventives d'abord : camps retranchés sur la frontière, fortifications à Riga et à Dunabourg, poussées avec fièvre, jour et nuit. Puis, c'est une accumulation d'hommes et de matériel qui se fait insensiblement de toutes les parties de l'Empire, vers la Pologne et la Lithuanie, plusieurs armées, trois cent mille hommes prêts à entrer en campagne, avant que Napoléon ait pu remuer un seul homme. Il y a des cas et des moments où la défiance, si ces mesures n'étaient que des précautions, ressemble fort à une trahison.

C'est le cri véritable que la surprise arracha à Napoléon le 5 décembre 1810. Il s'irrita contre Caulaincourt de

ne l'avoir pas prévenu des fortifications ordonnées par le tsar, « véritables ouvrages de campagne, menaces d'une entente prochaine avec l'Angleterre contre lui ». L'ukase du 31 décembre 1810, par lequel Alexandre frappait les produits français venus par terre et admettait librement les marchandises de mer transportées par vaisseaux neutres mit davantage encore Napoléon en garde. Au 21 janvier 1811 déjà il informe Davout, chef de l'armée d'Allemagne, qu'il lui ajoute une quatrième division. Quelques jours après, il rachète à l'Autriche des fusils pour armer les Polonais. Il réorganise l'artillerie de la Garde. En grand secret, il concentre à Wesel le 13 février tous ses armements. Sur ses ordres, l'administration de la guerre étudie le modèle de caisson nécessaire pour faire la guerre en Pologne. En mars, il se décide à faire de Dantzig une grande forteresse; « sous prétexte de défendre cette ville contre les Anglais, il y fait passer neuf mille hommes, puis quinze mille hommes le 18 mars. » En réalité, son intention est de prendre là « une position offensive » pour intimider la Russie et la surveiller à la fois.

De toutes les parties de l'Empire, c'est au printemps de 1811 un appel incessant de troupes vers le nord de l'Allemagne : régiments suisses de Toulon, de Walcheren, de Brest, tirailleurs corses, régiments allemands de Hambourg revenus de Catalogne, bataillons illyriens, régiments de Naples; une concentration gigantesque qui se prépare de tous les points de l'Empire. Au premier signal, Davout se trouve mis en mesure de réunir à Dantzig « à tire-d'aile » cent mille hommes. Trois fois autant de troupes, prêtes à se mettre en marche, sont sur ses derrières (24 mars 1811).

« Je ne veux pas la guerre, écrivait alors l'Empereur à Davout, mais je veux être à même d'être aussitôt que les Russes sur la Vistule. » Lorsqu'on compare ce langage à celui que le 25 décembre 1810, trois mois avant, le tsar tenait à son confident Czartoriski, on ne peut ni blâmer les précautions de l'Empereur, ni lui attribuer l'initiative de

cette guerre : « Un pareil moment ne se présentera qu'une fois. Si vous pouvez me faire espérer une unanimité d'intention de la part des Varsoviens, surtout de l'armée pour leur restauration, le succès n'est pas douteux, car il est basé sur le manque de forces dans lequel se trouvera Napoléon, joint à l'exaspération générale des esprits dans toute l'Allemagne contre lui. » Et là-dessus, le tsar envoyait à Czartoriski le tableau de ses troupes prêtes, cent mille Russes contre soixante mille Français. Il disait nettement son espoir d'entraîner les Polonais, les Prussiens et bientôt les Allemands, deux cent mille hommes de plus que Napoléon. Metternich ne se trompait pas lorsqu'il écrivait à son maître, le 25 mars 1811 : « Tout prouve que Napoléon est loin de chercher la guerre avec la Russie. C'est l'Empereur Alexandre qui, en se livrant au parti de la guerre, la provoquera. Le moment est proche. » Et il ajoutait :

« Dans le cours des dernières années la Russie n'a cessé de suivre avec succès une politique qui n'appartient qu'à elle. Au début du dix-huitième siècle, sous le règne d'un grand prince, cette politique l'a élevée du rang d'une puissance asiatique à peine connue à celui d'une des puissances européennes les plus imposantes. Depuis Pierre le Grand, les regards du cabinet russe ne se sont jamais tournés que du côté de la frontière occidentale de l'immense Empire moscovite. Ce ne sont pas des principes qui le font agir, ce sont des impulsions. »

Au même moment, le prince Czartoriski écrivait dans ses *Mémoires :* « L'impulsion que la volonté de fer de Pierre Ier a su donner dure encore : ce sont toujours les mêmes entreprises de plus en plus développées, ces mêmes buts desquels, par un concours de circonstances extraordinaires, la Russie s'est rapprochée d'une manière effrayante, sans que l'Europe soit parvenue à l'arrêter. Des difficultés intérieures ont pu momentanément ralentir sa marche : l'esprit de Pierre le Grand plane sur son Empire, et son ambition impitoyable est au fond de tous les cœurs russes. »

Par une fatalité qui, au début de ce siècle et pour tout

son cours, imposait à l'Europe la question d'Orient, c'était cette question qui allait mettre aux prises, après les avoir unis, Napoléon et Alexandre. Le tsar escomptait le concours des Polonais, pour accaparer la Pologne. L'Empereur escomptait en 1810 la ruine de l'Angleterre et l'alliance russe pour occuper l'Egypte et la Méditerranée. Les calculs de son allié, les ambitions russes l'obligeaient à retarder son entreprise d'un an, de deux ans. En 1811, comme à Erfurt, même impuissance à régler entre eux ce partage de l'Orient qu'ils convoitent.

La guerre eût éclaté, en mai 1811, par les préparatifs d'Alexandre, et les précautions de Napoléon, si les Polonais avaient accepté « d'être régénérés par la Russie ». — « Tant que je ne suis pas sûr de leur coopération, je suis décidé à ne pas commencer la guerre, » écrivait Alexandre le 1er janvier 1811 à Czartoriski. Il fut au mois d'avril si assuré du contraire, de la fidélité des Polonais à la France, et en outre des dispositions des cours allemandes à ne point prendre parti pour lui qu'il autorisa brusquement Roumantsoff, partisan de la paix, à négocier un accommodement pour l'Oldenbourg et le commerce. Il écrivit des lettres affectueuses à l'Empereur, accueillit avec la même faveur le nouvel ambassadeur, Lauriston, qui remplaçait Caulaincourt (juin 1811), bref « rentra ses griffes ».

Ce fut Caulaincourt qui apporta à Napoléon le 5 juin 1811 la nouvelle décisive de cette évolution du tsar, et ses conditions. « Alexandre est faux, s'écria d'abord l'Empereur, il arme pour me faire la guerre. » — « Il désarmera, reprit l'ambassadeur, et restera fidèle à l'alliance, si on le satisfait en Pologne, si le grand-duché démembré, placé sous le protectorat de la Russie, sert d'indemnité au duc d'Oldenbourg. » — « L'Empereur Alexandre est ambitieux, repartit Napoléon, il a un but dissimulé en voulant la guerre. Il la veut, il a un motif secret. » Plus clairvoyant que son ambassadeur, Napoléon avait reconnu les exigences du tsar et de la Russie : à défaut de Constantinople, la Pologne coûte que coûte, par une alliance avec les Polonais

et la guerre, ou par une entente avec la France et la paix, si les amis de Czartoriski lui refusaient leur concours. « La guerre et la paix sont entre les mains de Votre Majesté, répliqua Caulaincourt, en insistant, en joignant à sa prière la peinture redoutable des moyens de défense dont disposaient les Russes dans leur empire immense : « Je me retirerai plutôt au Kamchatka, » avait dit un jour Alexandre.

Dépendait-il de la volonté de Napoléon, comme le croyait son serviteur, de fournir au tsar la satisfaction qu'il exigeait? Son intérêt était de le faire, pour maintenir l'alliance nécessaire à sa lutte contre les Anglais, à ses opérations dans la Méditerranée. Ni son intention, ni son intérêt n'étaient « de dépenser deux cent mille hommes pour rétablir la Pologne ». Et pourtant, il ne céda point, non par orgueil mais par calcul. « Je ne suis pas Louis XV, le peuple français ne souffrirait pas cette humiliation. »

On se figure toujours Napoléon disposant de la France si complètement qu'on a hésité à recevoir cette explication, à chercher le dernier mot de l'Empereur dans une volonté supérieure à la sienne. Au point où il était parvenu, on oublie trop ses origines, et comment sa grandeur et sa politique demeuraient, en partie, subordonnées aux passions conquérantes et humanitaires à la fois des Français. Son empire est l'héritier de la Révolution : il a reçu d'elle un legs d'orgueil et de justice, singulier mélange d'idées libérales et ambitieuses qui, depuis et plus tard, représenteront l'honneur national. Le pacte qu'au 18 brumaire Napoléon a formé avec la France, où son ambition a puisé des forces inouies à la condition de dissimuler ses desseins, lui impose des limites. Il a servi et flatté l'honneur national, lorsque, pour suivre ses projets sur l'Orient, il faisait la guerre aux Habsbourg, à la Russie, opposait une résistance sans trêve aux Anglais. Pour satisfaire Alexandre Ier, il ne pouvait démentir à ce point son passé, celui de la France. Malgré lui, dans le conflit qui se prépare, c'est la rencontre sur la Vistule de deux mondes, également en-

thousiastes et conquérants, de la Révolution, de l'orthodoxie russe, de deux croisades en un mot.

Depuis 1792, elles se rapprochent peu à peu; elles se touchent en Turquie, sur le Niémen, dans la Baltique, après l'écrasement de l'Allemagne. Par ses entreprises sur l'Orient, Napoléon s'est placé dès le premier jour à la tête de l'une. Par tradition, par ambition, Alexandre I[er] est le chef de l'autre. Si l'Empereur, le 15 juin, refuse d'abandonner la Pologne, le tsar sous prétexte d'indemniser le duc d Oldenbourg, refuse, pendant l'été de 1811, de renoncer à la conquête de la Vistule, et menace, en le caressant encore, son adversaire.

Alors, le 15 août 1811, le jour de sa fête, dans une grande audience solennelle, Napoléon en appelle à la France de ce duel auquel il ne peut se soustraire. Il jette à l'ambassadeur de Russie, Kourakin, cette apostrophe : « Je ne suis pas assez bête pour croire que ce soit l'Oldenbourg qui vous occupe. Je vois qu'il s'agit de la Pologne : vous me supposez des projets en faveur de la Pologne. Je commence à croire, moi, que vous voulez vous en emparer. Non, quand même votre armée camperait sur les hauteurs de Montmartre, je ne céderais pas un pouce du territoire varsovien, pas un village, pas un moulin. » Kourakin trouva, ce jour-là, qu'il faisait bien chaud chez l'Empereur. Les paroles qu'il venait d'entendre, c'était, avec l'appel lancé comme un coup de clairon aux Français, un défi à la Russie.

Le 16 août, Napoléon formait avec ses ministres, aussitôt, son plan de campagne militaire et diplomatique. Contre les Russes, il allait armer l'Europe, hommes et princes.

C'était une solution toute nouvelle de la question d'Orient, une levée générale de l'Occident contre cette puissance asiatique, à qui, depuis un siècle, l'on avait ouvert à demi les portes de l'Europe par les partages. L'armée d'abord, le symbole et l'instrument de l'entreprise, la Grande Armée, d'août à février, se reforme dans toute l'étendue de l'Empire. A Dantzick, le grand dépôt, centre et base de l'attaque, vingt-cinq mille hommes: et sur la même ligne

comme couverture, l'armée polonaise, soixante mille hommes sous le commandement de Poniatowski qui reçoit de Paris armes et argent. — Puis, encore au premier rang, de Hambourg à l'Oder, l'armée de l'Elbe portée à cinq divisions, cent mille hommes français en majorité, et allemands. — Tout près, une troisième armée, le 2e corps d'Oudinot, d'Hambourg à Boulogne sur toutes les côtes de l'Océan, Français nouvellement appelés par la conscription, Suisses, Hollandais, Croates. — Enfin, de Boulogne à Mayence, le 3e corps, celui de Ney formé de vieilles troupes encore, de bataillons portugais et espagnols. — Le 4e corps en Italie, sous la direction du prince Eugène et de Junot, quatre-vingt mille hommes de Garde et troupes italiennes, de Croates, d'Espagnols, de Dalmates. Les princes allemands ont reçu l'ordre de mobiliser l'armée de la Confédération, cent trente mille hommes : Gouvion Saint-Cyr (6e corps, les Bavarois), Reynier (7e corps, les Saxons), Vandamme (8e corps, les Westphaliens).

Le tout va constituer une armée européenne, dont la Garde Impériale forme la réserve et achève la physionomie, avec ses régiments d'Italiens, de Hollandais, sa légion de la Vistule. Pour relier ces masses, comme dans la campagne de 1805, des brigades de cavalerie grosse et légère, du Rhin à l'Elbe, et du Mincio à la Vistule; pour les appuyer, beaucoup d'artillerie, indispensable à ces recrues, plus de sept cents bouches à feu; — pour les nourrir, les préserver du froid et de la faim, des vêtements, des vivres, trente millions de liquide et des convois en conséquence. Jamais rouages plus compliqués n'ont été montés avec plus de soin.

Pour augmenter ses forces, pour isoler son adversaire, pour l'atteindre sans embarras, la diplomatie de l'Empereur s'emploie aussi activement que son génie militaire. La Prusse coupait, gênait ses communications de l'Elbe à la Vistule. Si, comme on pouvait le craindre par certaines négociations entamées en juillet 1811 entre son roi et le tsar, elle armait, c'étaient Davout et les Polonais pris

entre deux feux, au premier signal de guerre. Déjà, poussé par le patriotisme de la nation réveillée aux appels de Fichte et des sociétés populaires, aux leçons de l'Université de Berlin, le gouvernement prussien mobilisait, fortifiait ses places, envoyait Scharnhorst à Pétersbourg.

Napoléon a mesuré le péril, et brutalement il l'écarte. Il ordonne le 13 septembre 1811 à son envoyé de Berlin, Saint-Marsan, de prescrire dans les trois jours le désarmement de la Prusse, l'envoi de trente mille soldats à la Grande Armée comme otages. Le 14, Davout, les rois de Saxe et de Westphalie, la division Desaix sont invités, au premier signal du diplomate qui leur fera connaître la réponse du roi de Prusse, à cerner ses Etats, à l'étouffer sur place sans un cri, sans une bataille. Le cabinet prussien par de feintes mesures de désarmement gagna quelques jours, puis quelques autres encore en consentant à l'envoi d'un commissaire français, le tout pour attendre une réponse de Saint-Pétersbourg. Elle arriva le 3 novembre, au moment où Napoléon proposait définitivement à Berlin son alliance et la disposition temporaire de la Prusse, ou la guerre. Scharnhorst avait conclu avec Alexandre I[er] le 17 octobre une convention militaire, qui ne garantissait à son maître en cas d'attaque que Kœnigsberg.

Entre son peuple qui réclamait une guerre à outrance et la perspective de quitter encore Berlin, peut-être pour n'y plus rentrer, entre la menace brutale de Napoléon et une protection incomplète d'Alexandre, Frédéric-Guillaume hésita. On le conçoit : la capitulation pouvait paraître la déchéance morale; la résistance pouvait être la ruine matérielle de la monarchie. En désespoir de cause, le roi s'adressa à l'Autriche, expédia en grande hâte Scharnhorst à Vienne. Pour lui donner le temps de revenir, il négociait avec Napoléon et feignait d'autant plus de céder que l'Empereur se montrait plus menaçant.

Le plan de Metternich était fait depuis longtemps, en vue de cette *guerre inévitable*. « Le meilleur parti serait certainement celui de la neutralité, dans le cas où la guerre

serait défavorable à la France. » Mais Metternich avait calculé la victoire possible de Napoléon, probable même, la perte de la Galicie qui en serait la conséquence. Il recommandait le seul moyen d'en tirer parti, de s'associer à la France avec des réserves qu'il appelait d'un joli euphémisme : une *neutralité modifiée.* On pouvait ne pas se compromettre, et gagner la Silésie peut-être. Ce n'était pas au moment où Napoléon acceptait le 17 décembre ce concours prudemment concerté que l'Autriche, convoitant une province prussienne, se risquerait à sauver les Hohenzollern à demi abandonnés du tsar. Dès le 26 décembre Scharnhorst, *inexprimablement malheureux*, recevait son congé, revenait à Berlin sans espoir le 29 janvier. Son roi signait, le 24 février 1812, le traité de Paris. La Prusse ouvrait ses places fortes à la Grande Armée, lui assurait des vivres et lui fournissait un 10e corps destiné à Macdonald, où, par une revanche étrange de l'histoire, vingt mille Prussiens viendraient se ranger sous les ordres de la France aux côtés des Polonais.

Ce fut donc vraiment l'Autriche qui, en cette fin d'année, où l'entreprise se formait, lui fit la voie libre. Mieux eût valu qu'elle l'empêchât. Au moment où l'alliance de Tilsitt manquait à Napoléon, il se réjouissait de trouver cette complaisance chez son beau-père. Le concours de l'Autriche lui paraissait précieux : il devait lui être funeste, en l'abusant. A ses côtés, instruit par l'expérience de la dernière guerre, l'Empereur avait résolu à Vienne, sur les conseils de son ministre, de garder l'attitude qui avait servi le tsar : s'agrandir avec la France victorieuse sans combattre, ou la combattre vaincue pour s'agrandir aussi ou réparer ses pertes. Le lendemain du jour (14 mars) où François II promettait de mettre trente mille hommes en Galicie pour recevoir des indemnités en Turquie ou en Pologne, Metternich communiquait le traité à l'envoyé russe, Stackelberg, et le commentait : « Le corps de Schwarzenberg n'opérera qu'en Bukowine et ne sera jamais augmenté. » C'était la neutralité modifiée. « Quelle garantie en donnerez-vous? » répondait l'autre : « L'intérêt

de la monarchie, » lui répliqua simplement Metternich qui devait d'ailleurs ajouter trois mois plus tard l'engagement écrit des deux Empereurs de se combattre pour la galerie seulement (2 juin 1812).

Ces alliances de 1812 avec la Prusse, avec l'Autriche, demeuraient pour Napoléon de simples préfaces, excellentes si la conclusion les confirmait, subordonnées à sa victoire. Imposées à Berlin par la menace, à Vienne par la perspective du butin, elles ressemblaient toujours à celles que, pendant tout le dix-huitième siècle, les Allemands avaient conclu avec les tsars par convoitise et par la crainte des conquêtes russes; plus dangereuses infiniment pour Napoléon, puisqu'en se retournant contre lui, elles pouvaient lui fermer la retraite. Alors, elles lui suffirent : il comptait sur ses forces, et se contentait de ces traités pourvu que l'Europe fût ouverte à ses armées. Pour la même raison il n'insista pas pour obtenir le concours de la Suède que Bernadotte lui faisait attendre, prêt à trahir ou à servir selon l'occasion. Ce pays n'était pas sur sa route. Sa diplomatie avait fait assez, si au début de 1812 elle avait dégagé le chemin de la Grande Armée. Quand il vit ainsi toutes les barrières levées, l'Empereur, d'un signal donné le 8 février 1812, la mit en marche vers le Niémen.

En plus grand, cette opération se fit comme en 1805. L'armée d'Italie, la plus éloignée, dut partir la première, du Mincio sur le Mein où elle se réunirait aux 2e et 3e corps ainsi qu'aux corps allemands, pour former la masse de l'entreprise couverte en avant par l'armée de Davout et les Polonais. Comme il y avait encore un long chemin de l'Elbe au Niémen derrière lequel, à Vilna, se trouvait concentré le gros de l'armée russe, Napoléon accomplit cette œuvre dans le plus grand secret. Tandis que selon la coutume il portait tout l'effort au nord contre le centre de l'ennemi, il voulait éviter que ce centre se déplaçât au sud vers la Vistule. Beaucoup de secret donc dans la manœuvre de mobilisation et, jusqu'au dernier moment, toutes sortes d'assurances de paix et d'amitié, à Paris et à Pétersbourg pour les Russes.

Alexandre Ier n'était pas dupe de ces protestations, ni mal renseigné sur ces mouvements. Le jour où ils commencèrent, il disait à l'envoyé suédois : « Il ne faut pas se tromper soi-même : je serai probablement dans un mois ou six semaines en guerre ouverte avec la France » (21 février 1812). Il disait cela froidement, résolu à ne pas céder, décidé à ne pas être l'agresseur non plus. Son plan de résistance était formé; les échecs que l'armée française venait d'éprouver à l'autre bout de l'Europe, l'habileté que Wellesley avait mise à dérober le centre de son armée aux attaques de Masséna, pour lui opposer tout à coup dans les lignes de Torrès Vedras un centre plus résistant, avaient instruit pour ce duel décisif l'adversaire de Napoléon. Au mois de juin 1811, le tsar avait décidé d'attirer l'ennemi dans les lignes de défense établies derrière la Duna. Lorsqu'à la fin de l'année son envoyé à Paris, Tchernitcheff lui fit connaître la mobilisation de la Grande Armée dérobée par le traître Michel dans les bureaux de la guerre, il se flatta avec son conseiller le Suédois Armfeldt « de voir l'Empereur donner dans son piège ».

La Russie disposait alors de près de trois cent mille hommes, tout ce que l'Empire pouvait fournir contre l'armée européenne « des vingt nations ». Le corps principal, le centre formé à Vilna, confié à Barclay de Tolly, patient et méthodique, devait reculer devant l'invasion, toujours, et chercher un abri dans les lignes de Drissa sur la Duna; l'aile gauche, réunie sur le Bug, remise à l'impétueux Bagration, était chargée d'harceler l'ennemi, à mesure qu'il allongerait ses lignes contre ce centre insaisissable. Le plan était ingénieusement calculé pour déconcerter la tactique ordinaire des Français.

Afin d'en assurer le succès, la diplomatie russe n'était pas moins active que celle de Napoléon. Tandis que celui-ci procurait à l'Europe armée les moyens de pousser droit à travers l'Allemagne, vers la Russie, Alexandre Ier, par des négociations à Constantinople et à Stockolm, renforçait au contraire son aile gauche et constituait son aile

droite. Le général Kutusof, qui disposait de quatre divisions sur le Danube contre les Turcs, et, depuis 1811, négociait avec eux pour être libre de revenir sur le Dniester, reçut l'ordre de terminer les conférences de Bucharest (mars 1812) coûte que coûte Le 28 mai il signait la paix dans cette ville, restituait les conquêtes russes en Moldavie (1812), libre désormais d'accourir au secours de Bagration. Son successeur, l'amiral Titchagoff continua à négocier à Constantinople l'alliance de la Turquie, après la paix.

Au mois d'août 1812, Alexandre obtenait à Abo, par Bernadotte, le concours de la Suède. Depuis le mois de février, un envoyé suédois, Loewenwielm, était venu lui offrir dans la Baltique et l'Allemagne du Nord une forte diversion composée de Suédois et d'Anglais sur le flanc gauche de la Grande Armée. Il y joignait la promesse d'agir avec les Anglais à Constantinople pour déterminer la Turquie. La Suède mettait à son concours une condition, l'acquisition de la Norvège : Alexandre craignit d'abord que le patriotisme suédois ne s'assurât ce gage et ne le servît point. Dès le 5 avril, cependant, la nécessité l'obligeait à un premier traité que la conduite, les ambitions et le langage de Bernadotte scellèrent définitivement au mois d'août.

Dans l'âme du Gascon ambitieux qui n'avait jamais pardonné à Bonaparte d'avoir fait Brumaire à sa place, qu'un trône consolidé par la gratitude des Suédois ne consolait pas encore de cette fortune manquée, des espérances s'éveillaient de ruiner Napoléon par l'Europe et de le remplacer à Paris. Alexandre n'eut qu'à lui dire : « Je verrai avec plaisir les destinées de la France entre vos mains, » pour être assuré que la Suède suivrait jusqu'au bout, et que le Prince royal l'entraînerait au delà de ses convoitises nationales dans une lutte sans merci contre Napoléon.

La Suède acquise, la Prusse impatiente du joug qu'elle avait dû subir et s'en excusant, la Turquie apaisée, peut-être alliée, et l'Autriche affirmant sa neutralité, le Nord et le Sud de l'Empire russe assez fortement garantis pour

que les armées du tsar pussent reculer devant la Grande Armée et la harceler sur ses flancs, tel était le plan avec lequel Alexandre attendait son rival.

Au mois de mai 1812, les deux champions se sont rendus à la tête de leurs armées. Napoléon est arrivé à Dresde, avec l'Impératrice, le 17, pour une grande parade comme à Erfurt. Il y a retrouvé la même cour de rois, princes allemands, rois d'Italie ou d'Allemagne, ses lieutenants. Il a reçu la visite de l'Empereur d'Autriche, du roi de Prusse; il leur a donné des fêtes et rendu leurs visites, offert des chasses royales. Il dispose de l'Europe, mais ce n'est plus alors comme en 1808 pour l'inviter à discuter pacifiquement avec le tsar sur le sort de l'empire ottoman. Il l'invite à régler la question d'Orient par les armes, en rejetant d'une poussée brutale, unique, la puissance russe dans les déserts d'où le génie de Pierre le Grand et de Catherine II, et la complicité des puissances allemandes l'ont fait sortir.

Quoiqu'il affiche, à Paris, le dessein de redresser les griefs des Polonais, de réparer la grande iniquité du dix-huitième siècle, et qu'il prétende, par un effort suprême, décider de l'Europe « républicaine ou cosaque », son dessein reste personnel, ambitieux et, si grand qu'il soit, un fragment de son rêve éternel. La Russie abattue, c'est la force victorieuse lui livrant ce qu'à Erfurt le prestige de cette force et sa diplomatie n'ont pas obtenu, le chemin de Constantinople et de l'Orient; l'Angleterre enfin obligée d'y consentir.

Les Français ne s'y trompent point, ni ceux qui l'approchent de plus près, ni le dernier soldat qui de loin le suit, confiant dans son étoile. « On sait trop, a osé lui dire Caulaincourt, bien en face, que Votre Majesté veut des pays plus pour elle que pour leur intérêt propre. » Et un pauvre fusilier de la garde écrivait de l'armée à son père : « On dit que nous allons en Egippe : je voudrais que nous allions à la fin du monde. » Napoléon n'a pas souhaité cette guerre; il ne l'eût pas faite pour restaurer la Pologne. Mais obligé de combattre, plutôt que de détruire une révolution fille de

celle qui le consacre, il emploie comme toujours cette guerre à la poursuite de son dessein tenace. Quel autre projet formait-il à Dresde lorsqu'il y apportait dans un fourgon qui devait le suivre en Russie les ornements impériaux destinés, si le fait appuyé sur plus d'un témoignage est vrai, à le présenter aux Slaves sous la double figure d'un Charlemagne et d'un tsar armé contre les Asiatiques et les Infidèles Tout prouve qu'à ses yeux et pour son ambition, la guerre « contre ce petit empereur arrangé en un tour de main à la sauce blanche » facile, rapide, était une préface, le préambule de son histoire inachevée toujours, de l'Egypte à Constantinople et en Orient.

Certes, la vision était grande: mais la conclusion trop vite formulée et connue fit tort à la préface, à Dresde comme à Erfurt déjà. Démasquées, les ambitions de Napoléon provoquent autour de lui les inquiétudes, et avec la peur, les trahisons. C'est Caulaincourt qui l'adjure de songer à la France; Pasquier, le ministre de la police, qui lui signale les doutes et les sourdes révoltes des Parisiens; Rapp, l'exaspération générale des Allemands; Jérôme qui tremble pour son trône; tous enfin, Cambacérès, Mollien, Decrès, Lavalette, les ministres, les généraux, les sénateurs, parvenus, grands seigneurs du nouveau régime, satisfaits si le maître ne l'est pas. Talleyrand, confident d'Alexandre Ier, négocie avec Nesselrode pour l'arrêter. Moins scrupuleux encore, Bernadotte escompte la colère des Russes, l'excite en leur montrant le conquérant en marche sur Constantinople et l'Egypte, et s'évertue à lui fermer la route pour le détrôner dans cette impasse et le remplacer, s'excusant du coupe-gorge par le service rendu à l'Europe de la protéger contre *un fou dangereux*

Le moment n'est pas loin où le premier désastre, auquel l'Empereur se refuse de croire, persuadera l'Europe, la France elle-même saisie par la peur d'une grande revanche que, comme les Directeurs autrefois, il est seul responsable de cette guerre lointaine. Alors on lui demandera compte de ces boucheries d'hommes, enfants de toutes les nations,

dont à Dresde il semble souverainement décider les destinées.

Tout autre est l'attitude du souverain dissimulé et ambitieux qui a, plus que Napoléon, mené depuis trois ans les événements. Alexandre s'est rendu à Vilna le 10 avril, après avoir envoyé le 8 son ultimatum à l'Empereur et exigé l'évacuation de la Prusse : là, des réceptions aussi et des fêtes, moins somptueuses et plus intimes que celles de Dresde, où le maître semble oublier dans un commerce de bonnes grâces réciproques la gravité de l'heure présente. Sans y paraître, il travaille à s'attacher ses sujets lithuaniens, nobles dont il visite les châteaux et distingue les femmes, paysans au foyer desquels il vient s'asseoir non en maître, mais en ami. Pour plaire à la Russie où gronde la haine contre la France, il a exilé Spéranski, sans autre motif que la crainte de paraître coupable à ses sujets en lui continuant sa confiance (mars 1812). « Il s'est coupé volontairement, ainsi qu'il l'a dit alors, la main droite. »

La dépense de flatteries et de caresses qu'il a faite pour subjuguer Napoléon, il la renouvelle pour habituer, entraîner son peuple aux sacrifices qu'il lui prépare. Il prévoit qu'il pourra être obligé de reculer jusqu'à Tobolsk, mais il n'en laisse rien voir. Il compte que le dévouement des Russes sera d'autant plus grand que leur malheur commun aura été moins prévu, moins mérité. En l'attaquant à la tête de l'Europe, en l'isolant, Napoléon fait son jeu : dans son ultimatum, le tsar n'a même pas fait mention de la Pologne. Point de conquête de sa part, mais une résistance fière, stoïque, pour la sauvegarde de la Russie, de l'Allemagne et de l'Europe, au conquérant qui viole les droits des nations. S'il tend la main à l'Angleterre, à la Suède, à la Prusse, ce n'est pas pour former, comme les puissances avides qui combattaient la Révolution, une coalition d'intérêts. Avec ces puissances, il est le champion des peuples opprimés.

Si Dresde est le rendez-vous des rois, Vilna est le tribunal des nations. Armfeldt y représente le peuple suédois;

Stein, la patrie allemande; Serra-Capriola, ministre des deux Siciles, l'Italie; Bentinck l'Angleterre qui souffre et lutte pour tous; un envoyé des Cortès espagnols, la première nation qui se soit levée invincible contre le tyran : une Babel enfin dont les langues et les avis discordants gênent les décisions de l'état-major russe. La Providence qu'invoque Alexandre sans relâche dans les temples grecs et même dans les églises catholiques se chargera de mettre ordre à tout. Car ce n'est pas le Dieu des batailles qui décidera. C'est le Dieu de justice qui saura reconnaître les ambitieux des victimes. A Vilna, on attend ses arrêts, gravement, posément. Point de fièvre, ni de grandeur, ni d'ambition. Cette attitude a frappé l'aide de camp de Napoléon, Narbonne, chargé de ralentir par une feinte négociation ou de surveiller les armements des Russes. « Je reste dans l'alliance, lui a répondu le tsar sans colère, je ne tirerai pas l'épée le premier; je ne veux pas avoir, aux yeux de l'Europe, la responsabilité du sang que fera verser cette guerre, » et, mettant avec la plus grande tranquillité le doigt sur une carte où figure le Kamchatka, il ajouta : « Il faudra que votre maître aille jusque-là, si *Dieu ne favorise pas la cause juste.* » Puis poliment, le tsar avec les formes nécessaires donna son congé à Narbonne. Tandis que Napoléon semblait à Dresde annoncer son triomphe, Alexandre, malgré son ambition, préparait son attitude et son langage en vue d'éventualités toutes contraires. En cas de désastre, il n'aurait de comptes à rendre ni à son peuple ni à l'Europe. Il s'était mis en règle avec l'opinion. Son sang-froid, et cet art de convaincre les autres à force de paraître convaincu, juste et sincère firent d'autant plus impression qu'il soutint le rôle jusqu'au bout.

Ce fut à Vilna que le tsar apprit, au milieu d'une dernière fête, le passage du Niémen effectué le 24 juin 1812, par les corps de Davout, d'Oudinot et de Ney en présence de l'Empereur même. Pas un muscle de sa physionomie ne bougea; pas un mot ne fut prononcé qui pût troubler la fête. On y vit Alexandre aussi aimable, aussi galant qu'à

l'ordinaire, en frais d'esprit, quand la Russie s'ouvrait au flot de l'invasion. Après cette heure de répit donnée par un suprême effort de volonté à ses sujets, Alexandre prit ses dispositions, invita les Russes à le suivre, où la fortune le conduirait, au Kamchatka ou sur le Rhin : « Dieu, dit-il simplement, est contre l'agresseur. » Un duel de deux ans, le plus grand que l'Europe eût vu, venait de commencer.

La première passe fut rapide. Elle surprit Napoléon et le déconcerta. Il s'attendait à livrer bataille devant Vilna. Alexandre avait quitté cette ville le 27, et ses armées se retiraient, à distance, Barclay de Tolly sur Drissa, Bagration sur Minsk, hors de portée. Le 1er juillet, l'Empereur des Français fit appeler l'aide de camp Balachoff que son rival lui avait envoyé pour manifester une dernière fois la candeur de ses intentions, son désir de ménager l'humanité. Puisque l'armée russe échappait aux coups qu'il avait médité de lui porter, Napoléon voulait menacer Alexandre du projet qu'il s'était réservé d'exécuter, à sa première et décisive victoire. Il lui faisait savoir que, s'il ne cédait pas, il déchaînerait de Moscou, la capitale sainte où il se porterait immédiatement, parmi sa noblesse et son peuple une révolution. Accompagnées d'éclats de colère, piétinements de rage et bris de fenêtre, ces menaces étaient, selon l'usage, une manœuvre de l'Empereur pour réparer le premier échec que la tactique de l'adversaire venait de lui infliger, en l'évitant.

Poursuivre sa route sur Moscou, entre deux armées également intactes, comme s'il les avait vaincues, dans un pays déjà menacé de la neige, détrempé par la pluie, où les équipages trop nombreux gênaient la route, avec des troupes sans cohésion, commençait à devenir dangereux : « Quel est le chemin de Moscou? » demandait-il à Balachoff, qui lui répondait : « A volonté, tout chemin mène à Rome. Charles XII l'a pris par Pultava. » Napoléon n'avait pas besoin de ce souvenir pour être en garde. Si le tsar, intimidé par ses menaces, consentait à renouveler dans Vilna l'alliance de Tilsitt, l'Empereur « déjà sombre, préoccupé

de son premier échec », eût été heureux de terminer la guerre. Sa diplomatie eût réparé le mécompte de sa stratégie.

Il demeura quinze jours à Vilna, attendant une réponse et l'effet de ses menaces. Alexandre s'était résigné d'avance à la perte de Moscou : il ne céda point. C'était un duel à mort. « Je signerai la paix à Moscou, » dit alors l'Empereur. La Grande Armée déploya en avant son front, depuis Dunabourg jusqu'à Minsk (16 juillet 1812) pour atteindre le centre de la Russie par le fossé qui unit la Duna au Dniéper. La seconde passe du combat commençait.

Elle se termina par la victoire de Smolensk, complétée par celle de Ney à Valoutina (17-19 août 1812). L'opinion publique en Russie s'était prononcée violemment contre les calculs qu'on reprochait à Alexandre d'avoir formés avec des Allemands, pour découvrir par des retraites successives la route de la capitale sainte aux Français. Le tsar avait dû renoncer à son programme défensif, au commandement des armées. Impatient de livrer bataille, Bagration avait cherché, au risque de se faire écraser isolément, à se réunir à Barclay de Tolly et y avait réussi. Leur réunion ne leur procura qu'une défaite. Sans la résolution de Barclay qui obligea Bagration à se retirer encore, les armées russes étaient anéanties. Elles se sauvèrent.

Ce n'était pas encore la victoire décisive qu'avait rêvée Napoléon : ce pouvait être, s'il l'eût voulu, le terme encore heureux de l'entreprise. En passant le Niémen, au début, Napoléon avait prononcé ces mots : « La deuxième guerre de Pologne est commencée. » Après la prise de Smolensk, dont ses soldats polonais célébrèrent la prise par des cris de joie, cette guerre était achevée. Quelle revanche pour les armées et la politique républicaines d'avoir assuré, avec le concours de l'Europe, de l'Autriche et de la Prusse elle-même, ce triomphe du droit! Quelle justification aux yeux des peuples, pour cet Empereur héritier de la Révolution, qui venait de combattre les Russes plutôt que de renier cet héritage, fondement de sa grandeur! Quel remède

enfin, puissant, efficace au tort que lui avait fait sa conduite en Espagne!

La ligne de la Duna, où l'ennemi avait espéré l'arrêter, lui servait maintenant de rempart. Oudinot l'occupait de Drissa à Polotsk (18 août). La Grande Armée était à Smolensk, dans une position redoutable. Les Autrichiens de Schwarzenberg eux-mêmes, les Saxons de Reynier occupaient le haut Dniéper, Macdonald et les Prussiens tenaient la Courlande et assiégeaient Riga. C'était la Pologne, non seulement vengée, mais reconstituée comme au temps de sa pleine puissance. Le 26 juin 1812 la Confédération polonaise avait prononcé solennellement la restauration de la patrie, sous la présidence du vieux prince Czartoriski. Tous les Polonais au service de la Russie étaient invités à se ranger sous les drapeaux du libérateur. Et le confident d'Alexandre I[er], le jeune prince Adam, passait lui-même à Napoléon. Le royaume des Jagellons avait enfin retrouvé son unité matérielle et morale. Les partages étaient effacés.

Il semblait que ce résultat suffît à payer tant de dépenses et d'efforts. Il eût fait porter à Alexandre la peine de son ambition et de ses intrigues. Pour avoir voulu la Pologne entière, il aurait ainsi perdu sa part. La couronne qu'il se destinait, en abusant du patriotisme polonais, avait paru et pouvait être la récompense de Murat. A cette heure décisive, dans cette trêve dernière que lui accordaient encore la fortune et la victoire, l'Empereur eut son secret, qui le perdit. Il traita la révolution polonaise comme il avait fait les Français, flattant à Varsovie comme à Paris les espérances et les ambitions patriotiques, dans la mesure où elles créaient des ressources à sa propre ambition, obstiné à suivre, habile à masquer derrière la guerre de Pologne son entreprise personnelle.

A Varsovie, à Vilna, la haine des Russes et des Romanoff fut entretenue, exploitée, comme en France, celle des Bourbons et des Autrichiens, pour le secours que promettait cette nation indomptable de soldats « J'aime les Polonais

sur le champ de bataille : ils le meublent bien, » disait l'Empereur à Narbonne en mars 1812. Toute la question était là : « Eveiller la fibre nationale de ce peuple et l'entraîner avec moi. C'est une race valeureuse. » Mais il avait calculé que refaire la Pologne, c'était se brouiller avec l'Autriche, ou s'obliger, pour l'indemniser de la Galicie, à lui rendre l'Illyrie, les chemins des Balkans. Le partage de l'empire ottoman, il y pensait toujours. Maître de la Lithuanie, il ne la réunit pas au duché de Varsovie, la gardant comme un objet d'échange séparé. Il ne voulut pas renoncer à imposer au tsar par de nouvelles victoires et par une révolution à Moscou, par de subites concessions peut-être en Pologne, ses conditions d'Erfurt. Alexandre lui avait refusé Constantinople : avec l'aide des Allemands, des Français, des Polonais on lui prendrait Moscou d'abord, Byzance après.

Qu'était la restauration de la Pologne, à côté de la perspective qui s'ouvrait à lui de régler à Moscou, par un dernier effort aux dépens même de la Pologne, avec la Russie vaincue, l'Autriche satisfaite, le compte définitif de son ambition? A Campo-Formio, l'Italie; à Presbourg et à Vienne, l'Adriatique; à Moscou enfin, aux portes de l'Asie, les Balkans, cet Orient que les Anglais ont fermé à son rêve, dont les tsars et l'Autriche ont aussi les clefs. Napoléon a laissé dans le Mémorial un aveu précieux : « J'ai toujours calculé trouver un bien plus grand secours dans le secret; alors demeurait comme en auréole autour de moi ce vague qui enchaîne la multitude et lui plaît, ces dénouements subits et imprévus reçus avec tant d'applaudissements *et qui créent tant d'empires*. C'est ce principe qui m'a fait courir malheureusement si vite à Moscou; je m'étais mis dans l'obligation de ne pas laisser le temps de commenter. Avec ma carrière déjà parcourue, mes idées sur l'avenir, il fallait que ma marche eût quelque chose de surnaturel. »

Le 21 août, l'Empereur hésitait encore. On raconte qu'ayant visité le champ de bataille de Valoutina, il se

serait écrié : « Avec de pareilles troupes on peut aller au bout du monde : à Moscou. » Le 24 il mobilisait de nouveau la Grande Armée et s'ouvrait, par la victoire de Borodino, la route de la capitale (7 septembre). Le 14 septembre, il entrait, entouré de sa garde encore intacte, au Kremlin. Après cette troisième passe, courte mais décisive, il pouvait croire qu'il était maître du champ. Il se préparait à la conclusion attendant que son adversaire s'avouât vaincu et rendît son épée. Le peuple russe avait exigé qu'on défendît Moscou, réclamé que Kutusoff réunît les armées du tsar et livrât bataille, au lieu de fuir comme Barclay de Tolly. La bataille avait été livrée et perdue. Toutes les ressources de la défense nationale eussent été sacrifiées à l'amour des Russes pour leur cité sainte, si Kutusoff eût essayé de combattre encore devant Moscou, s'il ne se fût retiré vers le sud. C'était malgré son peuple qu'Alexandre avec ses généraux pratiquait cette tactique prudente : lui serait-elle pardonnée? Les sujets du tsar prendraient-ils leur parti de ces éventualités qu'il avait prévues, le suivraient-ils à Tobolsk, abandonnant à l'ennemi leurs foyers, leurs dieux? Vaincu, ne serait-il pas abandonné? S'il l'était, la lutte se trouverait terminée, comme son rival l'espérait. « Russes, avait dit Kutusoff à ses soldats le matin de Borodino, vous êtes le nerf des énergies de votre Empereur. » A Borodino, ils avaient compris ce langage. Le comprendraient-ils encore après l'entrée des Français à Moscou?

Ce n'était pas seulement obstination, si le tsar disait au colonel Michaux le 21 septembre : « Napoléon ou moi, moi ou lui. Nous ne pouvons plus régner ensemble. » En posant ce dilemme, il trahissait son angoisse, attentif à celles de son peuple. Tandis qu'à Moscou, l'Empereur se croyait assuré « d'avoir fini avant la fin de septembre », comme il l'avait annoncé à Dresde, Alexandre à Saint Pétersbourg, se demandait, impassible encore comme à Vilna, mais dans l'attente d'événements graves, si la Russie lui viendrait en aide.

L'incendie de Moscou décida pour jamais entre leurs

ambitions rivales. Les exigences formulées par Napoléon à Erfurt, renouvelées à Dresde, furent brutalement rejetées, à la veille d'être confirmées; les refus et les prétentions d'Alexandre se trouvèrent justifiés par l'événement du 16 septembre. Evénement imprévu en apparence, œuvre surnaturelle de cette fatalité que Napoléon invoquait pour masquer ses calculs, et qu'en cette circonstance encore il invoqua pour cacher sa déception. « Si Moscou n'eût pas été incendiée, Alexandre eût été contraint à la paix. »

Le gouverneur de la ville, Rostopchine, qui savait comment on agit sur les foules, avait préparé l'incendie et emmené les pompes. Au lieu de l'apothéose que Napoléon se réservait, il fit de la ville sainte un *holocauste*, signal décisif de la croisade patriotique. La cause d'Alexandre était gagnée auprès de ses sujets; celle de Napoléon perdue. Il avait espéré, si le tsar ne cédait pas, apparaître à la Russie, de Moscou, comme un Dieu. Sur les ruines de la Ville Sainte que son armée avait pillée et profanée, pendant l'incendie, il ne parut plus que le démon de la conquête. Contre lui, en faveur d'Alexandre, et bientôt avec le concours des nations, ce fut désormais une guerre sacrée. Son erreur fut de compter encore sur sa diplomatie pendant un mois pour effrayer et faire céder des adversaires désormais en possession d'une pareille force morale. Alexandre, à qui il écrivit le 20 septembre, invoquait pour toute réponse le concours des nations européennes, de l'Angleterre et de la Suède « contre le nouvel Attila ». Tout le monde, en Europe, fut persuadé par la plainte du tsar que les Français avaient brûlé et pillé Moscou.

Le 5 octobre, Napoléon envoyait Lauriston à Kutusoff et recevait une réponse enfin qui dut l'éclairer : « Je serais maudit par la postérité si l'on me regardait comme le premier moteur d'un accommodement quelconque. Tel est l'esprit de ma nation. » Autour de Moscou, la guerre des partisans commençait. Paysans et cosaques arrêtaient les estafettes, harcelaient les convois, traquaient les marau-

deurs. Le 19 octobre, vainqueur d'Alexandre, Napoléon reculait devant la Russie soulevée et ordonnait la retraite que l'hiver survenu, après un automne trompeur, transformait brusquement, jusqu'à la Bérésina, en désastre (29 novembre).

L'incendie de Moscou avait assuré le salut de la Russie sans combat. La retraite des Français, par une autre fatalité, un hiver aussi rude que précoce, détermina, sans autre combat que ceux de Malojaroslavetz (24 octobre), de Krasnoe (16-17 novembre), de la Bérésina, la ruine de la Pologne. Pour la sauver, il eût fallu que Napoléon pût arrêter son armée à Smolensk. C'était son dessein, lorsqu'il quitta Moscou. Le défaut de vivres, la rigueur du froid, le nombre croissant des traînards, l'impossibilité de reconstituer une armée, de la faire vivre, toutes ces raisons avouées dans ses lettres à Maret l'obligèrent à se rabattre sur Vilna. Le 20 novembre, il perdait déjà cette dernière ressource. « Pourrons-nous y tenir? Oui, si l'on peut y tenir huit jours. Mais si l'on est attaqué... Des vivres, des vivres, des vivres. Sans cela, il n'y a pas d'horreurs auxquelles cette masse indisciplinée ne se porte contre cette ville. Peut-être cette armée ne pourra-t-elle se rallier que derrière le Niémen. » Il prévoyait que la Pologne paierait de ses espérances les plus chères, et du pillage de ses villes, le concours qu'elle lui avait prêté. Toutes ses dépêches, jusqu'au jour où il la quitta à Smorgoni le 5 décembre, pour retourner à Paris en hâte, laissant l'armée à Murat, prédisaient son sort à ce malheureux pays : « Je plains Vilna, dit-il le 30 novembre. » Le 8 et le 9 décembre la ville était pillée, mais la populace à son tour, exaspérée, assassinait les soldats de Napoléon. Et cette autre prédiction de Daru : « Votre départ sera la ruine de l'armée, » se réalisait. Murat, démoralisé, laissa, le 16 décembre 1812, les restes de l'armée débandée s'enfuir sur Kovno.

Lorsque les Russes entrèrent à Vilna immédiatement, ils y trouvèrent un immense charnier de quarante mille hommes, Français et Polonais entr'égorgés, image lamentable du

sort que la Pologne et la Grande Armée subissaient à la fois, sacrifiées toutes deux à l'entreprise fatale sur Moscou. Napoléon avait trouvé et préparé son excuse, accusant, pour ne point être accusé, les Polonais d'abandon, quand il les abandonnait : « Personne n'a bougé. J'ai été bien mal secondé par la Lithuanie et par le duché de Varsovie, ou plutôt je n'ai pas été secondé du tout, ni par le gouvernement ni par le pays. » Ce furent ses adieux à la Pologne : le 5 décembre 1812, le lendemain de son départ, le prince Adam Czartoriski écrivait au tsar : il se faisait fort d'amener la Pologne en cet état de détresse, désabusée de son rêve de liberté, à se donner aux Russes, pour écarter à jamais le cauchemar d'un démembrement. « Reprendrez-vous, sire, vos anciens projets relatifs à ce pays? En la subjuguant, aurez-vous encore le désir de subjuguer les cœurs, de rendre les liens entre les deux nations indissolubles, en les rendant volontaires? Nous touchons au moment où vos succès militaires vous permettront enfin de procéder à l'exécution de cette œuvre. »

Tel était bien le résultat de cette guerre : la Pologne appartenait de nouveau aux Russes, tout entière, comme avant les partages de 1772. Alexandre Ier avait, au début de 1813, à travers les angoisses des peuples, réalisé son dessein. L'œuvre de Frédéric II était effacée : à Tauroggen, le corps d'armée prussien du général York venait de demander le 30 décembre 1812 au général Diebitsch le bénéfice de la neutralité. La situation précaire de ces troupes était l'image de celle qui était faite alors à la Prusse par les ordres de Napoléon et par les succès d'Alexandre. Elle devait tout subir : elle ne pouvait rien empêcher. Par l'impuissance des Hohenzollern les Czartoriski se voyaient dans « un de ces moments qui ne reviennent point dans la vie » : à la conquête matérielle de leur pays ils offraient à Alexandre de joindre la conquête morale. « Si Votre Majesté, quand la nation polonaise s'attend à la vengeance d'un conquérant, lui tend la main et offre de plein gré ce qui faisait pour elle l'objet du combat, l'effet en sera ma-

gique. Il surpassera votre attente. Je prendrais sur moi de tout signer sans retard. » Czartoriski avait raison : Alexandre Ier tenait les enjeux de ce duel redoutable, une occasion de les prendre qu'il ne devait plus retrouver.

Roumantsoff, toujours partisan de la paix, considérait la guerre comme terminée et le disait à son maître. Kutusoff, le héros de la patrie russe, croyait sa tâche accomplie et jugeait les sacrifices suffisants. Alexandre lui-même avouait, le 13 janvier 1813, « le brillant de la position actuelle ».

Il ne la trouvait pas cependant assez solide. Il craignait de découvrir aux Allemands son dessein de garder la Pologne tout entière. Ne rejetterait-il pas, en leur retirant leur proie, l'Autriche et la Prusse dans les bras de la France? Par défaut d'audace peut-être, par l'influence des conseils de Stein aussi, Alexandre subordonna sa victoire, qui était complète pourtant, au désir de gagner la Prusse à ses projets. La convention de Kalisch (28 février 1813) fut le signal de la guerre nouvelle que le tsar trouvait nécessaire à l'achèvement de sa conquête. La question de Pologne fut réservée jusqu'au jour où l'Allemagne serait indépendante et libre, où, comme la Russie, la Prusse retrouverait dans cette œuvre nationale sa grandeur passée et de larges compensations, morales et matérielles à la perte de ses provinces polonaises. « Empêchons à tout prix, écrivait Stein le 7 novembre 1812, la formation d'un royaume de Pologne en tout cas inutile et peut-être menaçant pour l'Allemagne. Que l'Angleterre et que l'Autriche se réunissent pour s'opposer à ces désirs sauvages. »

En écartant, à peu de frais, ce danger inévitable dans la situation où était la Prusse, en lui procurant de plus les moyens de commencer une croisade nationale, Stein rendit à sa patrie d'adoption un service dont les historiens prussiens n'ont pas méconnu la valeur. Mais les ambitions d'Alexandre et les espérances des Czartoriski se trouvèrent ajournées. Le sort de la Pologne n'était pas réglé ; la Russie avait abandonné les provinces roumaines au début de la

guerre. Elle n'avait pas acquis, en échange, et malgré ses victoires, les pays de la Vistule abandonnés en 1772 à regret aux Allemands.

BIBLIOGRAPHIE

VANDAL. *Napoléon et Alexandre. La rupture*, tome III.
THIERS. *Histoire de l'Empire*, tome XI à XIV.
LANFREY. *Histoire de l'Empire*, tome V (s'arrête à la rupture).
LEFEBVRE. *Histoire des cabinets européens*, tome V.
ERNOUF. *Maret, duc de Bassano*. Paris, 1878.
SCHNITZLER. *Histoire intime de la Russie sous Alexandre Ier*. Paris, 2 vol., 1847.
DE MAZADE. *Alexandre Ier et le prince Czartoriski*.
A. DE SÉGUR. *Vie du comte Rostopchine*. Paris, 1872.
A. RAMBAUD. *Français et Russes*.
A. RAMBAUD. *L'Education d'Alexandre Ier*. (*Revue des Deux-Mondes*, 1er février 1874.)
A. RAMBAUD. *Le comte Rostopchine*. (*Revue des Deux-Mondes*, 1876, 1878.)
BOGDANOVICH. *Histoire d'Alexandre Ier* (en russe). Pet.. 1869, tome III.
BOGDANOVICH. *Histoire de la guerre patriotique*, 1863, 3 vol. (trad. allemande de Baumgarten).
BOUTOURLINE. *Histoire de la campagne de Russie*. Paris, 1824, 2 vol.
E. TEGNER. *Le baron d'Armfeldt*. Stockolm, 1887, 3 vol., in-8o (en suédois).

Documents :

Papiers diplomatiques sur les relations de la France et de la Russie, publiés par TRATCHEVSKI (Société d'histoire de Russie, tomes 67, 70, 74, 82, 83, 88). — CAPO D'ISTRIA, *Notes sur lui-même* (même société, tome III). — POZZO DI BORGO, *Correspondance diplomatique*. Paris, 1891. — CZARTORISKI (Adam), *Mémoires et correspondance*. — NAPOLÉON, *Correspondance*, tomes XXII à XXIV. — METTERNICH, *Mémoires*, tome II. — A. STERN. *Abhandlungen*. Leipzig, 1885. — JOSEPH DE MAISTRE, *Correspondance diplomatique* (édit. Blanc, 2 vol. 1860). — OGINSKI, *Mémoires*. Paris, 1833, 2 vol. — CAULAINCOURT, correspondances inédites publiées en partie ou analysées par VANDAL, tomes II et III. — ROVIGO, *Mémoires*, tome V. Paris, 1828. — PASQUIER, *Mémoires*, tome I. — DE PRADT, *Histoire de l'ambassade dans le grand-duché de Varsovie*. Paris, 1815. — VILLEMAIN, *Souvenirs contemporains*, tome Ier. Paris, 1854 (M. de Narbonne). — COMTESSE DE CHOISEUL-GOUFFIER, *Réminiscences sur Alexandre Ier*. Paris, 1829. — BARON FAIN, *le Manuscrit de* 1812. 1827. 2 vol. — BIGNON. *Souvenirs d'un diplomate*. Paris, 1815.

Les mémoires sur la campagne de Russie sont innombrables. Voici les principaux :

De Ségur, *Histoire et mémoires*, tome IV (la Grande Armée). — Castellane, *Journal*, tome Ier. Paris, 1895, 1897. — Marquis de Chambray, *Histoire de l'expédition de Russie*, 3 vol. Paris, 1823. — Denniée, *Itinéraire de l'empereur Napoléon en* 1812. Paris, 1842. — Pion des Loches, *Mes campagnes*, édit. Pingaud, 1880. — Gourgaud, *Napoléon et la grande armée*. Paris, 1825. — Labaume, *Relation de la campagne de* 1812. Paris 1814. — Marbot, *Mémoires*. Paris, 1891, 3 vol. — Brandt, *Mémoires d'un officier polonais*, publiés par le baron Ernouf.

On trouvera la bibliographie complète des ouvrages spéciaux dans Liprandi, *Essai de catalogue des publications sur la guerre patriotique* (Société moscovite d'histoire et d'antiquités, 1874, tome III, 1875, et dans les Mémoires de l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg, tome XLIII, 1883.

XVIII

LA LIQUIDATION IMPÉRIALE
(1813-1814)

LA GUERRE DES PEUPLES (1813)

Le 8 février 1813, à Breslau, un naturaliste norvégien, Henrich Steffens, interrompait sa leçon à l'Université, convoquait les étudiants autour de sa chaire, et tout ému, les larmes aux yeux, annonçait que l'heure était venue de réaliser les espérances formées dans son cœur, dans son monde depuis 1808, la délivrance de l'Allemagne, de l'Europe, à l'appel de la Prusse régénérée. « Steffens, je vous souhaite bonne chance, écrivait au professeur de Breslau Scharnhorst, le réorganisateur de l'armée prussienne, vous ne pouvez savoir ce que vous avez fait. » Il venait de donner le signal d'un grand mouvement national à sa patrie d'adoption. Il avait justifié les conseils que Stein en 1808 laissait aux Allemands, que ses successeurs avaient suivis en fondant l'Université de Berlin. « C'est de l'éducation et de l'instruction de la jeunesse que nous devons le plus attendre. »

La jeunesse répondit au premier appel de Steffens : elle s'arma avec lui à Breslau. A Berlin, à Halle, à Kœnigsberg, même enthousiasme, qui s'étendit aux classes supérieures des gymnases. La bourgeoisie, magistrats, fonctionnaires, les femmes furent gagnés par cet exemple : on s'enrôlait ; les dons patriotiques affluaient au gouvernement prussien. Dès le 19 février, Metternich constatait et prévoyait avec tristesse la nature et la portée de cet élan national : « la Silésie

est en proie à la plus terrible agitation ; il en est de même en Bohême, la Westphalie, le Tyrol s'agitent. Je ne m'aveugle point sur les conséquences de ces mouvements populaires : provoqués au nom de l'honneur et de l'indépendance de l'Allemagne, ils ne tarderont pas à briser tous les liens politiques et sociaux. Croyez, disait-il à l'envoyé de France, que dans peu de temps l'insurrection de Prusse s'étendra jusqu'au Rhin. »

C'était « une croisade allemande qui commençait, une guerre sacrée pour la patrie germanique, délivrée et unie », selon les expressions de Kœrner et de Arndt, le rêve de Stein réalisé. On comprend, par le rôle que les patriotes avec le réformateur de la Prusse réservaient aux Hohenzollern dans cette croisade, l'effroi de Metternich. Le roi Frédéric Guillaume III, en voyant les Russes envahir ses provinces et la France l'inviter à les défendre, avait d'abord été repris par les mêmes angoisses qu'à la veille de la guerre. Ses conseillers lui criaient en vain : « C'est le moment : l'heure de la vengeance est sonnée. » Par timidité, il craignait de rompre avec la France, désavouait York et sa convention de Tauroggen, s'affligeait de l'influence qu'Alexandre Ier donnait à Stein : il refusait de se déclarer si l'Autriche ne l'y autorisait. « Sans l'Autriche, rien à faire. »

Ce fut dans ce dessein que le 18 janvier 1813 Frédéric-Guillaume se transporta à Breslau, attendant, pour se décider, la réponse des Habsbourg. Au lieu de prendre hardiment la direction de l'Allemagne, il semblait encore docile aux ordres que depuis si longtemps celle-ci avait attendus de Vienne. Et justement, dans ce pays de Silésie où Frédéric II avait par la conquête affirmé l'indépendance des Hohenzollern, le peuple allemand invita son successeur à remplir sa destinée, à grouper autour de la Prusse les espérances et les forces de la patrie. Le roi était sceptique, prêt à dire comme les vieux Prussiens, comme York lui-même le disait en 1808 : « L'Allemand ne se prêtera jamais à une guerre de Vendée, à des Vêpres Siciliennes. » Il fut entraîné, « incapable, selon les expressions d'un de ses agents, de

maîtriser ce mouvement national ; exposé, s'il le négligeait, à une révolution. » (20 février 1813.)

Ce fut alors que, dans cette dernière défaillance de la royauté, on put apprécier l'importance des efforts faits par Stein et Hardenberg pour remplacer le mécanisme d'État prussien par la collaboration de la nation et de l'esprit public à l'œuvre royale. Après avoir enfin signé la convention de Kalisch, sous la pression des patriotes, Frédéric Guillaume se décida à faire appel à son peuple (17 mars 1813): cet appel tardif n'était qu'une réponse impatiemment attendue aux programmes formulés depuis un mois, déjà réalisés du patriotisme prussien. Toute la Prusse s'était levée : et, comme ses réformateurs avaient prévu non seulement le réveil de la nation, mais la nation armée, que chacun donnait volontairement pour l'entretenir, une force redoutable, régulièrement organisée par les décrets du 17 mars et du 21 avril sur la Landwehr et la Landsturm, sortit immédiatement de cette prise d'armes populaire. On comptait bien que l'exemple donné par la Prusse serait suivi par l'Allemagne : un officier prussien, ancien partisan de la campagne stérile de Schill, Lutzow, enrôlait à Berlin dans ses *chasseurs noirs* les jeunes patriotes pour les entraîner à la conquête patriotique des autres Universités. C'était une cohorte de soldats et d'apôtres Iahn, l'homme d'action, Kœrner, le poète, accouraient de Berlin et de Vienne ; Allemands de tous pays se groupaient autour d'eux et commençaient, invoquant les leçons de Fichte, aux appels de Arndt, la propagande à l'Université d'Iéna (mars 1813). En ce « printemps de la liberté », la Prusse saisissait la primauté de l'Allemagne, que son roi eût laissé échapper : en même temps que de son indépendance, elle se chargeait de son unité.

Si l'on songe que dans l'année 1812, à l'autre extrémité de l'Europe, l'Espagne, comme la Prusse, en présence des armées étrangères, achevait de se donner une vie nationale nouvelle, on comprend l'importance de l'incendie qui, après avoir couvé cinq ans, éclatait de toutes parts contre la do-

mination napoléonienne, de l'Oder jusqu'aux Pyrénées. Ce n'était plus une nation désemparée, privée par l'absence de son roi des seules garanties de son indépendance, que celle à qui Joseph et Soult s'efforcèrent de disputer Madrid perdue le 10 août 1812 après les *Arapiles*, reprise le 2 novembre, définitivement évacuée le 23 mars 813. Depuis la réunion à Cadix de ses Cortès légalement élus (24 septembre 1810), l'Espagne rajeunie et retrempée par le malheur a proclamé la souveraineté du peuple ; elle s'est donné une Constitution (18 mars 1812) qui, malgré des emprunts maladroits, improvisés à la Révolution française, est pourtant la charte d'une nation. Envahie, mutilée par les Français, elle a trouvé, en les combattant, cette conscience et cette vie nationale, qu'en 1789 ceux-ci souhaitaient à tous les peuples de l'Europe. Et le droit que les Espagnols se sont donné fortifie et consacre les efforts spontanés, presque inconscients, parfois incohérents de leur longue résistance à l'étranger. Aux guérillas des provinces, des villes et des paysans a succédé la guerre nationale, appuyée sur le talent de Wellington et les subsides de l'Angleterre.

Incendie de Moscou, réveil de la nation prussienne, victoires des Espagnols, efforts des patriotes allemands, et jusqu'en Hollande, menées des chefs orangistes, la crise est ouverte : les excès de la conquête française, le patriotisme et la haine du conquérant ont armé enfin les nations contre Napoléon. Leur résistance s'est groupée autour de l'adversaire qui l'a fait reculer et se déclare leur champion. A Breslau, le tsar a, le 19 mars, resserré son alliance avec Frédéric Guillaume, promis son concours fidèle à la nation prussienne, la liberté à l'Allemagne. Et, avant de remettre le commandement des armées à Wittgenstein, le 25 mars 1813, Kutusoff a lancé cet appel aux Allemands : « La levée en masse doit combattre à outrance. »

« C'est une guerre bien différente, disait alors le ministre prussien Hardenberg à l'envoyé d'Autriche, de toutes celles que nous avons faites jusqu'ici. » Reprenant son

duel contre Napoléon, Alexandre Ier appelle à son aide les peuples d'Allemagne. Après la croisade russe qui lui a donné la victoire, une croisade européenne qui par de nouvelles victoires le laissera seul maître de régler au gré de son ambition la question d'Orient.

Contre la Révolution française dont l'esprit de conquête s'est incarné dans Napoléon et ses armées, l'Europe s'arme en 1813 au nom des nations, comme elle avait paru s'armer vingt ans plus tôt pour une croisade monarchique, soi-disant afin de venger Louis XVI et les souverains. Le parlement anglais votait en novembre 1812 des secours aux Russes victimes de leur héroïsme, célébrait comme un triomphe du droit le succès de Wellington à Salamanque. Il allait bientôt de la même manière appuyer les revendications de l'Italie et de la Hollande. La Russie et la Prusse se chargeaient de l'indépendance allemande, et leur zèle pour les peuples parut aller si loin qu'à Breslau ils mettaient en demeure les princes allemands de choisir entre Napoléon et leurs sujets affranchis volontairement ou non. On eût dit que les chefs de la coalition se mettaient à la tête d'une armée révolutionnaire capable, autant que les armées de la Convention, de briser les souverains s'ils soutenaient la cause de l'Empereur. Et Bernadotte enfin allait combattre Napoléon, avec la prétention d'être pour la France un Guillaume III, « le noble héros qui élevé dans son sein ferait son entière délivrance ».

« La vengeance des peuples », c'est le nom que les historiens allemands donnent à cette guerre de 1813, au fond pourtant ne différait guère de la coalition formée en 1793 « pour venger les rois ». Le mot d'ordre seul avait changé: avec d'autres prétextes, les Etats européens se préparaient encore à exploiter, au profit de leurs appétits, de leurs intérêts égoïstes, et de leurs ambitions, les excès et les crises de la puissance française.

L'Angleterre réclamait le prix de la lutte, le maintien de ses conquêtes. Elle prétendait, après avoir écarté Napoléon de l'Orient, chasser les Français de la Belgique et de

la Hollande : elle ne les y avait laissés qu'à regret depuis 1793. Libérateur de l'Espagne, Wellington la gouvernait comme un tyran, et lui refusait, en lui donnant l'indépendance, la liberté. Par les conflits du généralissime anglais et des constituants à Cadix, on voyait déjà que le peuple espagnol était et devait rester aux mains des Anglais un instrument. D'autre part les proclamations populaires de Kalisch et de Breslau masquaient des conventions d'Etat, des combinaisons de conquête entre la Prusse et la Russie. Pour livrer la Pologne, un peuple tout entier aux Russes qui soi-disant allaient la reconstituer, les Prussiens se préparaient, au nom de l'indépendance germanique, à l'annexion de la Saxe. C'était là la condition formelle de leur entente qui laisse plus d'un doute sur la sincérité de Blücher s'écriant : « Vaillants Saxons, l'heure de la délivrance est venue. Aux armes, levez l'étendard contre vos oppresseurs. Soyez libres. »

Si Bernadotte à son tour voulait sauver la France, pourquoi se faisait-il attribuer comme domaine l'un des rares débris de son empire colonial, la Guadeloupe? Et pour entraîner les Suédois dans son intrigue, ne leur offrait-il pas, autorisé par ses alliés qui ne consultaient pas les Danois, la conquête du peuple norvégien? La déclaration de guerre enfin d'Alexandre Ier au « tyran » valait les imprécations de Catherine II contre les jacobins : en excitant le patriotisme allemand comme sa grand'mère en 1792, en armant comme elle la Suède et les Allemands, le tsar voulait avoir les coudées franches. De tous il déploie l'ardeur la plus vive à prêcher cette croisade des peuples. Au fond, l'Empire n'est pour lui, comme la Révolution, qu'une diversion. Son objet direct et personnel, c'est encore et toujours la Pologne. Ainsi dans ce cri de haine qu'il provoque et pousse contre Napoléon, écho des colères de Catherine contre la Convention, entrait plus de calculs encore que de passion.

On le vit clairement à l'attitude de l'Autriche. Pour elle, il était singulièrement dangereux d'abandonner à la Prusse

l'honneur d'affranchir, de bouleverser et d'accaparer l'Allemagne, plus dangereux encore de laisser la Russie maîtresse de la Pologne, en récompense des services rendus aux patriotes prussiens. La convention de Kalisch menaçait l'Autriche autant que la France. Metternich savait que le tsar et son allié entreprenaient « une guerre de conquête », qu'il fallait y prendre part, ou se retirer le droit, quand la paix se ferait, d'être consulté. — Mais, on n'avait pas prévu à Vienne une défaite aussi prompte de Napoléon, et l'on ne se croyait pas en mesure de l'attaquer immédiatement. Comme d'autre part il ne convenait pas à l'empereur François d'appeler aux armes les populations de l'Autriche, le moment ne lui paraissait pas venu de se déclarer avant la concentration de ses armées en Bohême.

C'est alors que Metternich inventa la *médiation armée*, médiation pour rester neutre encore et travailler à la paix, armée, pour faire la guerre, s'il le fallait au moment opportun. Si l'on compare ce procédé à l'attitude de l'Autriche dans les premières coalitions contre la France, on saisit dans les deux cas des arrière-pensées du même genre. En déclarant la guerre à la Révolution, les Habsbourg s'étaient bien gardés de s'engager à fond, se réservant de surveiller les ambitions de la Prusse sur l'Allemagne, les desseins de Catherine II sur la Pologne. Vingt ans après, ce n'était pas encore pour faire des conquêtes, c'était pour surveiller celles de leurs voisins qu'ils armaient. N'était-ce pas la preuve que la coalition où ils allaient entrer n'était désintéressée qu'en apparence? Lorsque Metternich apprit le 9 avril 18 3 que les Anglais se refusaient formellement à rien céder de leurs conquêtes coloniales en échange des conquêtes françaises sur le continent, la preuve fut complète. L'Europe déclarait la guerre à Napoléon : elle invoquait le droit contre la force, et se préparait d'autres maîtres. Les vengeurs qu'elle appelait méditaient la vengeance à leur profit.

Si las qu'ils fussent de la guerre, les Français ne s'y trompèrent point. Ils demeuraient décidés à garder leurs

conquêtes, en face de ceux qui les leur reprochaient pour en faire à leur tour. Les guerres de la Révolution avaient enraciné dans leur esprit ce préjugé que l'égalité et les provinces conquises de leur sang étaient des biens inséparables. Le prestige militaire de l'Empereur leur paraissait la garantie de ces biens. Ils avaient en lui une confiance sans bornes; ils le considéraient comme « infaillible ». Etant encore à Smolensk, Napoléon avait appris le succès momentané du complot de Malet : quelques hommes isolés, en répandant le bruit de sa mort, avaient pu emprisonner ses fonctionnaires et se saisir un instant de la capitale. Cette nouvelle avait contribué à son retour précipité. Il retrouva son autorité intacte. L'attitude des Français l'encouragea à la résistance.

Son premier soin fut de l'organiser. De la conscription levée en 1812, avec un an d'avance, il avait sur pied cent quarante mille conscrits déjà mobilisés et exercés. Des conscriptions antérieures, il rappela cent mille hommes qui s'étaient fait exempter ou remplacer. Il fit partir pour la frontière les cohortes de garde nationale, les compagnies que les préfets s'étaient formées dans les départements, trente mille marins. Dans les arsenaux, on trouva près de mille canons avec des affûts tout neufs. On obligea les nobles ou la bourgeoisie aisée à donner leurs fils, pour reformer à leurs frais, sous le titre de *gardes d'honneur*, la cavalerie qui manquait. Peu à peu cinq cent mille hommes durent de nouveau s'acheminer au delà du Rhin à peine équipés et instruits. « L'imagination reste confondue, dit un témoin contemporain (Pasquier), quand on songe à tout le travail qu'il a fallu faire et aux ressources en tout genre qu'il a fallu trouver pour lever, habiller, équiper, fournir de munitions dans l'espace de cinq mois une pareille armée. » Ce qui surprend plus encore, c'est de voir les Français ruinés par la guerre au point de souhaiter la paix avec passion, attristés du départ de leurs enfants « pour de nouvelles boucheries », se résigner cependant. Pour garder leurs conquêtes remises à la garde de l'Empereur, ils mon-

traient sinon un enthousiasme, du moins un esprit de sacrifice tel qu'en d'autres temps pour sauver leurs frontières.

Le courage de ces troupes improvisées égala devant l'ennemi la bravoure des plus vieilles troupes. Elles reçurent à Lutzen le baptême du feu (2 mai 1813), et leur premier effort suffit à arrêter l'ennemi. La Saxe fut reprise aux Prussiens, trop pressés d'acquérir l'objet de leurs convoitises. Les routes de l'Allemagne se trouvèrent fermées aux Russes. La victoire eût été plus complète, si Napoléon avait disposé de la cavalerie nécessaire à la poursuite de l'ennemi. Ce fut avec son armée même qu'il poursuivit Blücher et Wittgenstein en Lusace. La bataille de Bautzen lui ouvrit la Silésie, tandis qu'au nord Davout reprenait Hambourg (20, 21 mai). Les Français entraient victorieux à Breslau, le 1er juin : dans la ville où les souverains avaient concerté leurs conquêtes, où la nation prussienne avait proclamé son dessein d'affranchir l'Allemagne, la France affirmait sa volonté de ne point reculer. Les Russes, plus lassés qu'elle, parlaient de se retirer en Pologne. Les patriotes prussiens faisaient des efforts désespérés pour ressaisir leur rêve qui leur échappait. Les Anglais envoyaient un de leurs meilleurs diplomates en Silésie, lord Cathcart, pour rallier, exciter, relancer les coalisés hésitants. Ils comptaient surtout sur l'entrée en campagne de Bernadotte, débarqué le 18 mai à Stralsund ; ils invitaient l'empereur d'Autriche à se déclarer enfin. Si le centre de la coalition paraissait faiblir, ne pouvait-on, en jetant sur les flancs de la Grande Armée deux nouvelles armées intactes et considérables, affranchir l'Allemagne, et vaincre Napoléon encore malgré ses victoires?

L'ARMISTICE DE PLESSWITZ. LES NÉGOCIATIONS DE DRESDE ET DE PRAGUE

(4 juin-15 août 1813.)

Le 17 mai 1813, trois jours avant Bautzen, l'Empereur, gardant l'espoir de décider Alexandre Ier à la paix, envoyait au quartier général des alliés le duc de Vicence : il ne fut pas reçu. Mais, dès qu'après leur défaite les alliés demandèrent un armistice pour négocier, aussitôt Caulaincourt reçut l'ordre, le 26 mai, de se rendre au village de Neudorf, et bientôt les pleins pouvoirs nécessaires pour conclure une suspension d'armes de deux mois jusqu'au 1er août.

L'armistice de Plesswitz (4 juin 1813) était la première trêve qui se fût produite depuis un an entre Napoléon et Alexandre, après une lutte colossale dont leurs peuples de part et d'autre souhaitaient la fin. Vainqueur, le tsar n'avait pas accordé aux Russes ce répit. Vaincu, il le demandait à Napoléon : à chacune des victoires remportées par sa jeune armée, celui-ci l'offrit et l'accepta.

La nouvelle, télégraphiée à Marie-Louise, ne pouvait qu'être agréable aux Français. Après Lutzen et Bautzen qui permettaient à leur maître de traiter honorablement, elle leur parut l'indice et la préface de la paix, « le seul vœu, le besoin le plus pressant de la France », selon les expressions de son ministre Maret. Napoléon désirait cette paix : il répétait à Caulaincourt, le 17 mai, le 18, le 26, le 3 juin 1813 : « Cherchez à nouer une négociation directe avec le tsar. Je suis résolu à tous les moyens de rétablir la paix continentale et générale. Si je ne voulais pas traiter de la paix, je n'aurais pas la sottise de traiter d'un armistice dans le moment actuel. » L'événement a prouvé que le répit accordé par l'Empereur à ses ennemis fut une grande faute : il donna à la coalition le temps de s'entendre et de s'armer. On ne peut cependant reprocher à Napoléon d'avoir méconnu ce danger, ni la nécessité de transformer cette trêve en un traité définitif qu'il annonçait à Rapp, enfermé à Dantzig,

le 5 juin. Il voulait la paix, mais il la voulait d'une certaine manière qui trahit avec éclat l'obstination de ses calculs personnels.

Nous avons conservé de lui l'aveu décisif dans une lettre adressée le 1er juin 1813 au duc de Bassano : « Quel serait dans cette paix le côté d'avantages pour moi? Car pour qu'elle paraisse honorable, il faut qu'il y ait quelque chose pour moi Tâchez de faire parler le comte Bubna. »

Ce diplomate autrichien était venu, de la part de François II, à Dresde, le lendemain de Lutzen, avec une lettre de son maître et des offres de paix (14 mai). D'après les calculs de Metternich, « l'heure avait sonné où l'Autriche devait faire reconnaître sa position aux puissantes belligérantes ». Par la victoire du 8 mai, l'équilibre s'était rétabli entre Napoléon et la coalition. Aux partis en présence, l'Autriche se trouvait en mesure de vendre son alliance et de dicter ses conditions. Tandis que Stadion allait vers Alexandre et réclamait de lui, pour décider l'Autriche en sa faveur, l'affranchissement de la Hollande qui plairait à l'Angleterre, et l'extension de la puissance autrichienne jusqu'au Mincio (7 mai), Bubna demandait tout autre chose à Napoléon : l'abandon du grand-duché de Varsovie et son partage entre l'Autriche et la Prusse, l'abandon de l'Allemagne aux Allemands par la suppression du titre qu'il avait pris de *Protecteur de la Confédération germanique*, la restitution enfin des provinces illyriennes à l'Autriche.

On s'est beaucoup mépris sur les intentions de Metternich à ce moment : les uns l'ont loué de s'être montré avec Napoléon pacifique et modéré ; les autres l'ont accusé d'avoir eu deux langages, pacifique à Dresde, agressif au camp des alliés. La vérité est qu'avant de se décider pour l'un des deux partis il faisait à chacun d'eux ses conditions : connaissant les intentions de la Russie et de la Prusse, et sachant que cette guerre de conquêtes devait leur rapporter à l'une l'Allemagne, à l'autre la Pologne, il réclamait, pour les aider, l'Italie : pour être payé, il exigeait que l'Angleterre eût satisfaction en Hollande. Ce qu'il demandait à

Napoléon d'autre part, c'était de concourir, en donnant l'exemple de la modération, à modérer les exigences de ses rivaux : il se contentait des provinces illyriennes, si la Russie se trouvait écartée de la Pologne et la Prusse de la Saxe, le jour où Napoléon renoncerait lui-même à ses créations de la Vistule et de l'Allemagne. Ce qu'au congrès de Vienne, dans un an, Metternich demandera aux Bourbons et obtiendra de Talleyrand, il l'exige de l'Empereur à Dresde, au besoin par la menace. Craignant qu'il ne cède point, il fait aux Alliés en même temps ses conditions.

Sa politique se trouva justifiée par les réponses de Napoléon au comte Bubna, négatives, hautaines. L'Empereur ne put supporter l'idée de se voir menacé par son allié, par son beau-père, d'avoir à subir, vainqueur, les conditions du prince qu'il avait tant de fois vaincu. Son indignation, à ce moment décisif, l'aveugla : dans les propositions de l'Autriche, il ne vit plus que pièges et que trahison. « J'ai acheté, s'écria-t-il, l'Illyrie avec un million d'hommes. Vous commencez par me la demander, puis vous me demanderez le pays de Venise, puis le Milanais, la Toscane, toute l'Italie enfin, outre l'Allemagne. Vous voulez avoir des provinces : il faut que le sang coule. Je sacrifierai un million d'hommes puisque vous voulez me déshonorer. » Se croyant menacé de perdre l'Italie, ce domaine où s'est établie sa gloire, qu'il a conquis par son génie sur l'Autriche et le Directoire à la fois, cette terre où chacune de ses victoires a marqué une étape de son rêve « entre Rome et Constantinople », il repousse à ce prix la paix que lui offre l'Autriche. Qu'importe ce qu'on laisse aux Français, si sa part est réduite, si l'avenir se ferme à jamais sur sa conquête et la démasque. Au duc de Bassano, son confident, il en a fait l'aveu : toutes ses démarches après le 16 mai le confirment.

En hâte, il a fait partir le prince Eugène pour l'Italie, dès le 12 mai. Il lui a donné l'ordre de disposer et de concentrer son armée rapidement à Laybach, le 18 mai, de manière à pouvoir occuper à la fin de juin une armée de

quatre-vingt mille hommes. « Mettez-vous en état, ajoute-t-il le 30 mai. Ne perdez pas un moment. La maison d'Autriche est trop exigeante. » Dès le 28 mai, ordre est donné au duc de Castiglione de fortifier Würtzburg et de constituer avec des troupes en formation à Mayence une armée sur la Regnitz. Le roi de Bavière sera chargé d'établir des relations entre Castiglione et le prince Eugène. Enfin le 2 juin, l'Empereur marque le dessein de revenir en arrière, de placer sa jeune garde à Pirna, d'ouvrir, s'il le faut, ses opérations contre l'Autriche dans deux mois, de l'attaquer de toutes parts, au nord et au sud. C'est la guerre à l'Autriche que Napoléon a préparée, avant l'armistice même. S'il a signé cet armistice, il le dit au prince Eugène, à Clarke le 2 juin, c'est pour avoir le temps de former les deux armées qu'il entend lui opposer en Italie, en Bohême. « Elle n'aura rien de moi, » ni l'Illyrie, ni l'Italie. Enfin, comme pour consacrer aux yeux de tous les peuples de l'Empire son dessein de ne rien abandonner de l'Italie, son domaine, sa conquête, le 4 juin il envoie à l'Impératrice-régente un décret pour l'érection au mont Cenis d'un monument en l'honneur de la victoire de Bautzen.

De ce qu'au prix de la guerre, Napoléon refusait à l'Autriche l'Italie qu'elle ne lui demandait pas, faut-il conclure qu'il renonçait à l'espoir de la paix? Mais s'il n'avait pas gardé cette espérance, il n'eût pas signé l'armistice. « Si j'ai des sacrifices à faire, j'aime mieux que ce soit au profit de l'empereur Alexandre et du roi de Prusse qu'au profit de l'Autriche » (17 mai 1813). Excitant les rancunes, flattant l'orgueil et l'ambition de son rival, il espérait de lui ce mot de paix qu'il avait fatalement attendu à Moscou six mois avant. Il pouvait croire que Bautzen, après Lutzen, rendrait Alexandre plus traitable. Il demandait un congrès, enfin, avec l'espoir de le détacher de la coalition par l'opposition des intérêts, par l'offre de la Pologne peut-être. Cette entente d'Erfurt, dont le succès lui avait été si fatal, il s'obstinait à la rechercher encore. Il tournait le dos à la paix qui s'offrait de Vienne, sans calculer les sacrifices qu'une fois de

plus il allait exiger des Français : toujours attaché à ses ambitions secrètes, il caressait le rêve de partager le monde avec la Russie. Ne lui garderait-elle pas l'Illyrie, les routes de l'Italie, s'il lui abandonnait la Pologne? C'était la paix, croyait-il, mais une paix du moins qui le laisserait en possession. « Je veux la paix, disait-il avec aigreur à Savary, qui lui représentait les désirs des Français, je ne suis pas un rodomont et je ne fais pas de la guerre un métier. Mais la solennité de la paix, l'ensemble des circonstances décideront seules dans mes délibérations sur cette matière » (18 juin 1813). La paix pour lui, par une entente avec la Russie, comme il l'avait dit à Maret, non pour la France et par l'Autriche, à ses dépens, voilà ce qu'il attendait de l'armistice de Plessvitz.

Et son calcul était si juste, à son point de vue, que, si le tsar eût pesé ses intérêts, il l'eût accepté : la paix se faisait pour leur profit commun. A cette époque, plus encore qu'à la fin de l'année 1812, Alexandre Ier tint entre ses mains le sort du monde et la fortune de son rival. Quand il entrait en Allemagne, Napoléon était en fuite, ses armées dispersées. Alexandre pouvait à la rigueur se croire obligé de ménager les Allemands en Pologne. Napoléon vainqueur, et l'Autriche effrayée, l'occasion était belle de toucher, d'accord avec lui, le prix de cette longue lutte. Metternich le sentit si bien qu'à la nouvelle de Bautzen il entraîna son maître au quartier général de l'armée, le 1er juin, en Bohême. Cette démarche était à la fois une menace pour Napoléon, un encouragement pour le tsar. « Il ne fallait pas lui fournir un prétexte de se retirer derrière la Warta et de traiter avec l'Empereur! » C'était donc l'intérêt des Allemands qu'il ne s'arrêtât point. Plus tard, lorsqu'à Vienne Alexandre rencontra l'Autriche et l'Angleterre obstinées à lui refuser la Pologne, il put se rappeler le conseil de son adversaire : « Aujourd'hui tout l'honneur de cette paix serait à l'empereur Alexandre seul. En se servant de la médiation de l'Autriche, cette dernière puissance, quel que fût l'événement de la paix ou de la guerre, aurait l'air

d'avoir mis dans la balance la destinée de toute l'Europe » (17 mai 1813).

Ce fut pourtant avec l'Autriche et l'Angleterre que le tsar préféra traiter le 14 juin, dix jours après l'armistice. « Malgré son peuple et son armée hostiles à son entreprise, » il décida souverainement de la poursuivre. Le 19 juin, la Russie informait Napoléon qu'elle ne pouvait conclure la paix qu'aux conditions formulées par l'Autriche, et même que ces conditions étaient un minimum. La veille, en effet, les ministres alliés à Opotschna s'étaient mis d'accord pour exiger plus encore de l'Empereur, autant, s'il acceptait de négocier, qu'on pouvait espérer de lui reprendre en combattant. Alexandre avait eu à choisir entre la paix avec Napoléon et la guerre payée par l'Angleterre, soutenue par l'Autriche. Il avait choisi la guerre, par colère, par rancune, par vengeance. Nul doute qu'il n'ait subi en outre l'influence de son entourage. Les Prussiens, Stein, Humboldt, interprètes de leurs concitoyens, l'excitaient. On avait vu aussi le prince royal de Suède, Bernadotte, à la nouvelle de l'armistice et de la paix qui ruinaient ses espérances ambitieuses, accourir à Trachenberg auprès d'Alexandre, lui fournir le concours des Anglais, le pousser à la guerre et rédiger lui-même les articles de la coalition. Jomini abandonnait le camp de Napoléon, irrité des injustices de Berthier, apportant au tsar sa science et sa rancune à la fois. Moreau surtout, qu'Alexandre eût voulu mettre à la tête des armées coalisées, jouait sa dernière partie et prétendait n'y point renoncer. A toutes ces vengeances particulières, Pozzo di Borgo ajoutait le poids de son autorité et de sa haine.

A Plesswitz, comme à Erfurt autrefois, Napoléon fut dupe de son rival qu'il espérait convertir ou ramener à ses ambitions secrètes, victime d'un faux calcul et des trahisons de son entourage qui sut exploiter les défiances du tsar et les colères des nations. L'armistice accordé par le tsar était un piège où il se prit. La fortune lui réservait une dernière chance de salut qu'il négligea par une même erreur.

En signant l'armistice, Napoléon avait demandé un congrès pour diviser ses ennemis, regagner Alexandre Ier et se venger de l'Autriche. Ce fut Metternich qui lui procura ce congrès. Il obtint du tsar la permission de négocier avec Napoléon. « S'il refuse notre médiation, dit au tsar le diplomate autrichien, l'armistice cessera de plein droit et vous me trouverez dans le rang de vos alliés; s'il l'accepte, la négoci tion nous montrera que Napoléon ne veut être ni sage, ni juste, et le résultat sera le même. » Il ajoutait : « En tout cas, nous aurons ainsi gagné le temps nécessaire pour établir notre armée dans des positions solides » (17 juin 1813). S'il fallait arriver à la guerre, comme Metternich le prévoyait, la négociation donnerait le temps à Schwarzenberg de préparer l'attaque décisive. Si, contre son attente, Napoléon revenait à la raison, à la modération, l'Autriche se gardait une ressource contre les ambitions de la Russie et de la Prusse. Ce fut avec cette arrière-pensée que l'empereur François signa (27 juin) le pacte de Reichenbach, exigeant « qu'on attendît jusqu'au 20 juillet la réponse de la France ». Pour la connaître et prendre ses mesures, Metternich s'en alla faire à Dresde, le 25 juin, une dernière reconnaissance diplomatique. Il savait par Bubna déjà les intentions de Napoléon : il voulut s'en assurer et voir si la réflexion ne les avait pas modifiées.

L'entrevue fut chaude, le 26 juin 1813, dans le palais Marcolini. L'Empereur avait deviné les intentions de Metternich. « La grande question pour vous est de savoir si vous pouvez me rançonner sans combattre, ou s'il vous faudra vous jeter directement au rang de nos ennemis. Vous ne savez encore bien lequel des deux partis doit vous offrir le plus d'avantages. Peut-être ne venez-vous ici que pour mieux vous en éclaircir. » Dans la bouche de l'Empereur, l'aveu est précieux : il confirme que l'Autriche lui offrit une dernière fois la guerre ou la paix. La paix aux mêmes conditions que Bubna avait formulées, restitution de l'Illyrie à l'Autriche, de la Pologne à l'Autriche et à la

Prusse, de l'Allemagne aux princes allemands. « L'offre de l'Illyrie, que l'Autriche désirait, eût été décisive, » dit Pasquier. Napoléon ne put, quoiqu'il ait plus tard affirmé le contraire, s'y résigner. Sa colère était grande, il la marqua en jetant violemment son chapeau à terre, de se voir à la merci de l'Autriche, obligé de lui faire, sur ses propres conquêtes, une part qu'elle n'avait pas méritée. Au lieu d'acheter la neutralité de l'Autriche, il voulut la contraindre et l'intimider. Et, pour excuser aux yeux des Français, de son armée, de son état-major las de la guerre, le refus de cette paix que son intérêt seul lui dictait, il feignit d'avoir à rejeter des conditions que ses ennemis se réservaient de faire, seulement en cas de guerre. « Au fait, vous voulez l'Italie ; la Suède veut la Norvège ; la Prusse veut la Saxe ; l'Angleterre la Hollande et la Belgique ; la Russie la Pologne. Vous aspirez au démembrement de l'Empire français. Ma domination n'y survivrait pas. » Comme toujours, à cette heure décisive, pour couvrir son ambition et son intrigue, Napoléon fait appel à la tradition française, à la tradition de gloire et de conquête. Il présente Metternich comme un agent de l'Angleterre : c'est son thème, et jusqu'à la fin son prétexte. Céder à l'Autriche l'Illyrie, Venise peut-être, sa part de rêve et d'ambition, jamais; mieux vaut demander à la France, en l'abusant, un dernier sacrifice : « Un homme comme moi se soucie peu d'un million d'hommes. »

Metternich sortit de l'entrevue éclairé. C'était la guerre. « C'en est fait de lui, » dit-il. C'en est fait de la France que Napoléon entraîne au combat par une dernière intrigue et un dernier mensonge. A le voir s'obstiner dans une conquête que la France ne lui demandait pas, on ne peut souscrire au propos de Maret : « S'il n'avait été conquérant, il serait devenu le maître du monde. » Le vrai, c'est qu'il eût mieux fait de se battre, et, repoussant l'Autriche, de ne pas s'obstiner à négocier. Déterminé depuis ce moment à la guerre, Metternich s'efforça de gagner vingt jours encore, pour la mieux préparer. Napoléon lui accorda jusqu'au

10 août la prolongation de l'armistice, sous le prétexte de tenir à Prague un congrès qui n'avait plus d'objet.

Les alliés de l'Autriche, désormais assurés d'elle, voulurent la guerre immédiate. Ils accueillirent mal, craignant une ruse de Metternich, cette prolongation d'armistice : ils ne firent connaître leur adhésion que le 22 juillet. Napoléon refusa d'ouvrir le Congrès sous cette menace. Ces hésitations de la Russie et de la Prusse auraient dû l'avertir de leurs intentions hostiles. Lorsqu'il envoya cependant Caulaincourt à Prague, le 24 juillet, il « espérait encore négocier avec la Russie une paix glorieuse pour elle, et punir l'Autriche de sa mauvaise foi ». Il s'obstinait à poursuivre, au lieu de la paix qui s'offrait, une paix impossible. En attendant, il se préparait à la guerre, allait à Mayence, le 25 juillet, surveiller l'organisation de ses armées contre l'Autriche. Jusqu'à son retour à Dresde, il s'imaginait encore profiter du Congrès pour repousser les exigences de son beau-père, pour fléchir Alexandre Ier. « C'est un problème, » écrivait-il encore le 1er août à Decrès, le ministre de la marine.

Au mois d'août, Napoléon trouva à Dresde le problème résolu. Le 4 août, il annonçait à Ney que le Congrès n'arriverait à aucun résultat et l'invitait à se tenir prêt pour le 10 août. Il donnait les mêmes ordres au prince Eugène, le même jour. Il savait que les Alliés ne se laisseraient pas diviser, qu'il fallait traiter avec l'Autriche ou perdre l'espoir de traiter. Metternich, en effet, pour éviter des débats favorables à la tactique de Napoléon, dès l'ouverture du Congrès, le réduisait à un échange de notes écrites, concertées entre l'Autriche, la Prusse et la Russie. Le médiateur seul s'était réservé le droit de parler : il fallait écouter ses conditions, les accepter avant le 10 août. Napoléon et Metternich s'étaient mesurés : le diplomate avait vaincu le conquérant, sans se livrer d'ailleurs jusqu'à la dernière heure aux plans de conquête de la Russie et de la Prusse. « Jusqu'au 10 août, disait-il encore le 31 juillet à Narbonne, nous n'avons pas d'engagement. »

Napoléon, le 4 août, avait pris parti. Perdant l'espoir de se concilier la Russie, obstiné à repousser l'Autriche, il a choisi la guerre, et depuis qu'il s'est ainsi décidé, il a dicté, chaque jour, ses ordres à ses généraux, Macdonald, Davout, à Daru. Voulut-il donner alors une satisfaction à ses ministres, à Maret, à Caulaincourt, et rejeter sur l'Autriche la responsabilité de la rupture, quand il se décida le 5 août à expédier un courrier à Caulaincourt le chargeant de faire « par une voie extra-ministérielle » une démarche pacifique auprès de Metternich? On serait tenté de le croire, d'après le ton qu'il prit. « Si les alliés désirent commencer les hostilités, Sa Majesté a le même désir. » C'était aussi une dernière mesure d'intimidation contre l'Autriche : « L'Empereur Napoléon se trouve dans un état de guerre plus brillant qu'il ne pourra l'être. » Metternich fit attendre jusqu'au 8 août la réponse de son maître : Napoléon, averti le 9 « que la paix du monde était encore entre ses mains », prit à son tour vingt-quatre heures de trop et différa de se prononcer au delà du terme de l'armistice qui expirait le 10 au soir. Le 11 août seulement, Caulaincourt put annoncer que son maître acceptait les conditions de l'Autriche et renonçait à une partie des provinces illyriennes. Depuis la veille au soir, l'empereur François avait remis au duc de Vicence son ultimatum et sa déclaration de guerre. Le congrès de Prague était rompu.

Caulaincourt fut au désespoir. Il avait depuis un mois plaidé auprès de Napoléon la cause sinon de l'Autriche, du moins de la paix et de la France. Initié depuis longtemps aux vues ambitieuses du maître, il avait eu le courage de lui dire : « Cette paix, sire, pourra coûter quelque chose à votre amour-propre, mais elle ne coûtera rien à votre vraie gloire, car elle ne coûtera rien à la grandeur de la France. » L'ambassadeur lutta même contre la fatalité de cette guerre désormais inévitable. Auprès de Napoléon, Maret appuyait encore le 13 août à Dresde les efforts que Caulaincourt fit jusqu'au 14 août pour convaincre Metternich. Tous deux arrachaient enfin à Napoléon « l'abandon de l'Illyrie ». Mais

trop tard : l'empereur François n'était plus libre. Le 16 août Alexandre Ier, arrivé à son quartier général, exigeait la guerre.

Elle commença aussitôt avec des conditions beaucoup plus dures que l'armistice et la médiation de l'Autriche n'en aurait pu alors procurer. Retardées par la victoire de Dresde (27 août), préparées par les défaites de Grossbeeren (23 août), de Kaltzbach (26 et 27 août), et surtout de Kulm et de Dennewitz (30 août, 6 septembre), les batailles sanglantes des 16, 18, 19 octobre à Leipzig devaient précipiter les Français hors d'Allemagne. A un an d'intervalle, avec moins de désordre, ce fut la retraite d'Allemagne, après la retraite de Russie. Elle eût pu être fatale, si les troupes de la Bavière, dont le roi s'était déclaré contre Napoléon (8 octobre 1813), avaient réussi à fermer aux Français, comme elles y tâchèrent, les passages de la Kintzig, à Hanau. Tous les Allemands, aidés des Russes, étaient en armes sur les rives du Rhin, le 2 novembre : Wellington avec les Anglais, poursuivait Soult vaincu à Vittoria (21 juin 1813), arrivait sur la Bidassoa. Seul, Eugène Beauharnais disputait encore avec quelque succès l'Italie aux Autrichiens.

« C'est le commencement de la fin, » s'écriaient certains Français, au témoignage du duc de Bassano. C'était assurément le second acte du drame qui se précipitait. Il semblait que les crises successives en fussent réglées par une sorte de fatalité, par la répétition des mêmes fautes : la retraite de Russie après la poursuite et l'attente inutile à Moscou d'un accord avec le tsar qui ne se fit pas ; la retraite d'Allemagne, après la même recherche aussi vaine, à Plesswitz et à Dresde, d'une entente directe entre la Russie et la France. Et, de plus en plus, au service d'Alexandre et contre l'Empereur, les peuples se groupent, exaspérés par les levées d'hommes et d'impôts incessantes : les Russes, puis les Prussiens en 1812, l'Allemagne tout entière en 1813, les Hollandais qui le 2 décembre rappellent le prince d'Orange, les Italiens bientôt excités par l'Angleterre.

Dans cette ligue enfin des souverains et des peuples,

on retrouve la haine et les ambitions implacables des Anglais unies à la rancune du tsar, et l'action persistante des lieutenants infidèles de l'Empereur, élevés à la faveur, formés à l'école de son ambition, intrigants qui se retournent contre l'intrigue du maître, pour la reprendre à leur profit. Tel Bernadotte qui rêve de remplacer Napoléon, qui sert de lien à Trachenberg entre les Anglais et le tsar : il répand les brochures et les proclamations anonymes à la France, et prépare un gouvernement de maréchaux dont il sera le chef, se croyant en mesure d'arracher à l'ennemi qu'il a excité et servi « les frontières naturelles de la vieille Gaule et de la Révolution ». Tel Murat, que Napoléon a rappelé auprès de lui à Leipzig pour l'empêcher de trahir, et qui, dès le lendemain de la bataille, reprend avec l'Autriche des intrigues commencées depuis un an : il espère obtenir des Alliés au moins l'Italie, s'ils donnent la France à Bernadotte. Le roi de Suède intrigue avec Masséna et promet de lui procurer la Provence. Murat passant par Bâle en 1813 excite Louis-Napoléon et l'invite à rentrer en Hollande par le secours des Alliés. Et si le frère de l'Empereur, par un reste de pudeur, hésite à négocier avec ses ennemis, il essaie du moins de retrouver sa couronne dans ce pays, affranchi du joug des Français. Enfin à Paris même, l'opposition active de Savary, de Fouché rentré en grâce pour trahir, de Berthier même, impose à Napoléon le renvoi de Bassano des affaires étrangères et le choix de Caulaincourt (novembre 1813).

Ainsi l'Empire est ruiné en 1813, par les causes qui depuis 1810 annoncent et préparent sa chute : les trahisons, les intrigues, la désobéissance des serviteurs, leurs mauvais offices auprès des peuples fatigués du gouvernement impérial; les revendications légitimes de ces peuples que Napoléon ne comprend pas ou refuse d'entendre, leur révolte; l'obstination enfin du conquérant à vouloir, depuis Erfurt jusqu'à Plesswitz, régler, avec le tsar et le roi d'Angleterre, conquérants comme lui, soit par la guerre où il entraîne sans succès l'Europe impatiente, soit par la diplo-

matie où son génie s'épuise en efforts vains, le partage de l'Orient, objet suprême et inavoué de ses rêves ambitieux.

On s'est demandé si, avant le désastre de Leipzig, Napoléon aurait pu prévenir la catastrophe en acceptant les conditions de l'Autriche. Il n'y a pas de doute que Metternich redoutait les révolutions d'Allemagne et l'ambition de la Russie autant que les projets de Napoléon sur l'Orient. Obtenir pacifiquement l'abandon de ces projets par la reprise des provinces illyriennes lui eût paru préférable à une guerre trop avantageuse au roi de Prusse et au tsar. « Si l'Angleterre, faisait-il dire à Londres le 13 février, veut se ménager une puissance qui puisse contenir l'ambition de la France et celle de la Russie, elle doit souhaiter la conservation intacte, par la paix, de l'Autriche. » — « La grande force de la Russie, ajoutait un mois après Metternich, a besoin d'un contrepoids puissant, qui se trouve naturellement dans la puissance française. » Les communications secrètes du cabinet autrichien avec ses agents, à qui forcément Metternich devait parler clair, trahissent son dessein de fixer dans une même paix continentale les ambitions rivales des deux Empereurs. Tout, la guerre même, plutôt que de les laisser séparément renouveler l'alliance de Tilsitt. Mais la paix de préférence, avec le regret sincère d'y trouver Napoléon de moins en moins disposé, pour prévenir les menaces de la convention de Kalisch, « un événement de la plus haute importance, le seul qui dût faire réfléchir l'Autriche et lui inspirer les *réflexions les plus sérieuses* ». Les craintes de Metternich offraient à Napoléon une ressource précieuse, qu'il aurait dû saisir et payer volontiers de la cession de l'Illyrie. Lutzen n'était point Austerlitz, ni Bautzen Friedland.

Et pourtant, impuissant à se détacher de son rêve, Napoléon refusa au prix de l'Illyrie la paix, dans l'espoir chimérique « de partager le monde en deux ». Aux profits du traité de Presbourg, il croyait pouvoir joindre en 1813 les avantages de Tilsitt. Il appelait à Dresde la Comédie-Française, comme s'il allait revenir avec Alexandre « tou-

jours son ami » aux beaux jours d'Erfurt. Tandis qu'il espérait encore, avec la collaboration du tsar, donner à l'édifice qu'il avait élevé le décor oriental et les proportions d'un empire asiatique, seuls capables de satisfaire son imagination ambitieuse, il ferma les yeux sur le travail qui depuis quatre ans en ébranlait les fondements : la poussée des peuples, les coups des souverains, les mines pratiquées par des mains perfides sous les murs mêmes de l'enceinte. Et l'édifice s'écroula d'un coup, à Leipzig.

NÉGOCIATIONS DE FRANCFORT ET DE CHATILLON

Lorsque les souverains victorieux, s'approchant du Rhin à la suite de leurs armées, se réunirent et s'arrêtèrent le 6 novembre 1813 à Francfort, Metternich déclara que « le but de la guerre de 1813 était atteint, Napoléon étant rejeté de l'autre côté du Rhin ». L'Allemagne était délivrée, la Hollande soulevée, l'Italie à ce point détachée que Murat négociait pour s'y tailler un royaume national, l'Espagne affranchie et restituée aux Bourbons par le traité de Valençay (8 décembre 1813). Tous les peuples que l'Empire avait groupés ou absorbés reprenaient leurs libertés et leurs droits. La guerre des peuples, de l'aveu de Metternich, était terminée. Celle des rois ne l'était pas. Ils n'avaient pas touché le prix des services rendus à l'Europe, que leur ambition escomptait depuis un an. C'était à Paris qu'ils allaient pour dicter à l'Europe leurs conditions. Outre que le tsar voulait par l'occupation de Paris faire oublier la profanation de Moscou, et les Prussiens venger les misères de leur patrie, il leur fallait surtout être assurés de la France, pour régler à leur guise le sort de l'Europe. D'ailleurs sur la façon de se procurer cette sûreté, ils différaient d'avis : le tsar Alexandre se flattait de réduire les Français par l'effet de sa gloire et de sa bonne grâce, par un appel adroit à leurs passions révolutionnaires. Blücher

et son maître voulaient tout bonnement les écraser, les terroriser. « L'entreprise n'était pas facile d'adopter une même ligne de conduite. » Metternich, qui faisait cette remarque, trouva une méthode intermédiaire, en donna la formule et la fit accepter.

La guerre de 1814 devait être, comme le voulait la Prusse, une guerre inexpiable, mais à Napoléon, non aux Français. L'Empire était abattu : pour se le partager, on porterait à l'Empereur des coups décisifs, en expliquant aux nations que leur sécurité n'avait pas paru conciliable avec le maintien de Napoléon. La continuation de la guerre se trouverait ainsi justifiée par une dernière prévoyance de leurs sauveurs. Ce plan adopté, il ne re-tait plus qu'à trouver, qu'à forger au besoin une preuve concluante du caractère intraitable de Napoléon, de son entêtement à refuser la paix. Ce fut l'objet des *négociations de Francfort*.

Un diplomate français, prisonnier des Alliés, Saint-Aignan, fut chargé de porter à Paris des propositions de paix assez acceptables pour que l'Empereur pût être accusé à souhait, s'il les rejetait, d'avoir voulu la guerre jusqu'au bout : on lui offrait la France réduite et ramenée aux frontières de 1795, au Rhin, aux Alpes, aux Pyrénées, à ses frontières naturelles enfin. Le 13 novembre 1813, Napoléon recevait ces ouvertures : le jour même Bassano, qui les jugeait inespérées, présentait à son maître une réponse immédiate, un projet d'acceptation formelle. Par une faute suprême, Napoléon substitua au projet de Maret une réponse vague : il acceptait de négocier, sans indiquer les bases, nommait un plénipotentiaire et demandait un Congrès à Mannheim. Eut-il, à cette heure encore, l'espoir de soustraire Alexandre à ses alliés? Ce qui semblerait l'indiquer, c'est qu'il offrit la paix « sur la base de l'indépendance des nations, au point de vue continental et maritime ». On eût dit qu'il prenait les formules du tsar pour le détacher de l'Angleterre. Assurément il ne refusait pas de traiter : mais au point où il était réduit, c'était une méthode funeste que d'avoir l'air seulement d'hésiter. Il fallait

saisir l'occasion au vol : les Alliés eux-mêmes avaient redouté qu'il ne le fît. Ils eussent été fort embarrassés d'être pris au mot. « Si dès l'instant, écrivaient à la fois Talleyrand et Metternich, qu'on lui fit cette proposition, il eût fait partir un plénipotentiaire avec pouvoir de signer, les Alliés ont depuis avoué qu'ils n'auraient su comment se rétracter. » Ses hésitations, quoique très courtes, le perdirent.

La trahison s'en mêla, achevant sa perte comme elle l'avait préparée. En même temps que sa réponse, les souverains reçurent des avis de Paris envoyés par deux hauts fonctionnaires de l'Empire qui encourageaient l'ennemi à compter sur les Français contre leur maître. Le 1er décembre 1813, le conseil des alliés à Francfort décidait la guerre contre Napoléon. A défaut d'un refus formel, ses lenteurs pouvaient servir de prétexte. Il fallait le saisir sans délai : le lendemain, en effet, l'Empereur, appelant Caulaincourt au ministère, l'autorisait à souscrire sans réserve aux conditions de ses vainqueurs. Cette note ne leur parvint à Francfort que le 7 décembre. Depuis huit jours, l'Europe avait appris par un manifeste que Napoléon s'était refusé à la paix et qu'il était légitime et nécessaire de lui faire la guerre. Quinze jours après, les troupes de la coalition franchissaient le Rhin (21 décembre 1813) : l'aile droite, composée des forces prussiennes sous les ordres de Blücher, de Mayence se dirigeait sur les Ardennes; le gros de l'armée, Russes et Autrichiens, dirigé par Schwarzenberg de Bâle sur Mulhouse (janvier 1814), atteignait Langres par Colmar et par la Franche-Comté; l'aile droite confiée au comte Bubna, de Schaffouse jusqu'à Lyon et Genève qu'il occupa vite, devait couper les communications de la France avec l'Italie.

Le plan militaire et diplomatique des Autrichiens avait prévalu et s'exécutait à leur gré. Si les armées de la coalition faisaient ce détour par la Suisse, au mépris de sa neutralité, malgré les désirs opposés d'Alexandre et de Blücher, c'était évidemment pour garantir avant tout à l'Autriche sa part, l'Italie, défendue encore par le prince Eugène qui se

trouvait désormais isolé et cerné. La guerre des rois contre Napoléon se faisait au gré de l'Autriche qui en avait dicté le plan.

Si l'Empereur avait disposé à temps de forces suffisantes, l'ambition de l'Autriche aurait pu être fatale à la coalition. Les Prussiens isolés pouvaient être écrasés comme en 1792 : Brienne, où Blücher éprouva une sanglante défaite, parut rappeler Valmy (31 janvier). Mais Napoléon manquait de troupes pour achever sa victoire, en poursuivant Blücher : 170000 hommes étaient restés dans les places allemandes, dispersés ; 30000 se trouvaient isolés au delà des Alpes, 20000 retenus sur les Pyrénées. L'Empereur disposait à peine de 40000 hommes, en attendant que les conscrits appelés dès son retour à Paris eussent reçu quelque instruction et des armes. Il ne put empêcher les Prussiens, après leur défaite, de rejoindre l'armée de Schwarzenberg à Bar-sur-Aube, et fut réduit à se défendre le lendemain de sa victoire. A la Rothière, le 1er février 1814, la coalition remportait sur Napoléon son premier succès, en terre française. Elle le crut décisif : les officiers se donnaient rendez-vous dans huit jours à Paris. Le tsar se préparait à partir pour la capitale d'où il donnerait la paix au monde. Un conseil de guerre, tenu à Brienne le 2 février 1814, régla la marche en avant des coalisés. Blücher gagnait, le 4 février, la vallée de la Marne, Schwarzenberg descendait par Troyes celle de la Seine. Napoléon se retirait sur Nogent le 6 février 1814.

Tandis que les armées commençaient ces opérations décisives, un congrès de diplomates, le dernier où Napoléon devait être représenté, s'ouvrait à Châtillon le 4 février 1814. C'était la réponse tardive à la proposition que l'Empereur avait faite de négocier à Mannheim : pourquoi cette réponse et ce congrès? Pourquoi les alliés, après s'être arrangés pour esquiver en décembre le congrès de Mannheim, l'acceptaient-ils en janvier, l'ouvraient-ils au lendemain d'une victoire qui paraissait le couronnement de leurs efforts? On sait que le tsar Alexandre Ier désapprouva et

combattit cette concession apparente. C'était Metternich, appuyé par Castelreagh, qui la lui avait imposée.

La décision commune en avait été prise à Langres, le 29 janvier 1814, sur la menace qu'avait faite l'Autriche de retirer immédiatement ses armées. C'était la suite du plan que Metternich avait proposé et fait approuver à Francfort, un moyen suprême de prouver à l'Europe et aux Français que Napoléon seul obligeait les Alliés à la guerre et aux conquêtes. Au lendemain d'une invasion, les vainqueurs avaient le droit de fixer au vaincu des conditions plus dures, l'abandon des frontières naturelles cette fois, inacceptable pourtant à un souverain issu de la Révolution qui lui avait remis la France plus glorieuse et plus grande. Le refus de Napoléon, à peu près certain, permettrait de rejeter sur lui la responsabilité de la guerre : « Je lisais dans la pensée de Napoléon, a dit depuis Metternich, et je n'avais pas l'intention de risquer un accommodement intempestif. » Toutes ses mesures étaient prises pour qu'à la dernière heure encore, un congrès offrît la preuve des intentions pacifiques des Alliés, de l'obligation où ils étaient de continuer la guerre à outrance.

Il est clair qu'à ce moment déjà Napoléon était acculé à la nécessité ou d'abdiquer, ou d'accepter une paix qui l'eût laissé sur le trône sans autorité et sans prestige. « Je ne tiens pas au trône, écrivait-il à Caulaincourt. Je n'avilirai ni la nation, ni moi, en souscrivant à des conditions honteuses (4 janvier 1814). Les alliés, ajoutait-il, ne sont pas de bonne foi. Je doute qu'ils veuillent la paix. » On peut s'étonner que, forcé de combattre, Napoléon ait pourtant donné dans le piège que Metternich lui tendait, et accepté de négocier à Châtillon.

Il ne l'aurait pas fait s'il eût été le maître. Quoique la France lui restât fortement attachée encore, lui donnât ses derniers hommes, ses dernières ressources avec résignation, une prière unanime des villes, des campagnes, des armées même, ruinées, lassées, arrivait au pied de son trône ébranlé par les défaites : en échange d'une longue

fidélité, les Français imploraient la paix. Si Napoléon n'y prenait garde, leur désir pouvait être exploité contre lui. Le nombre des fonctionnaires qui, dès 1808, conspiraient en faveur d'une paix durable s'était singulièrement accru : la mollesse des préfets à organiser la résistance, à réprimer les essais de révolte tentés par les royalistes en 1814 indiquait les progrès de la trahison dans l'administration impériale. Au Corps législatif, dans les salons, dans les cafés, partout où se réunissait encore pour causer la bourgeoisie libérale, des maires, des employés de préfecture, un procureur impérial parlaient de livrer l'empereur, en échange de la paix, à l'ennemi. Leurs propos ou leur silence voulu encourageaient les royalistes à répandre dans le peuple des placards séditieux, l'appel du comte de Provence aux Français (1er janvier 1814). Le duc de Berry s'installait à Jersey; tandis qu'à Paris, Anglès, le bras droit de Savary, Dalberg, le baron Louis, M. de Pradt conspiraient en faveur des Bourbons dans le salon de Talleyrand.

Dans tout ce monde de fonctionnaires, de libéraux préparés à une restauration, on exploitait avec art « la conduite insensée de l'Empereur, sa résolution de ne pas conclure la paix ». Quel argument pour cette opposition que les offres de paix persistantes des alliés, et leurs déclarations à Francfort, à Lorrach, soigneusement rédigées par Metternich, répandues par milliers pour persuader aux Français de se sauver en perdant Napoléon ! « Il n'y a que Metternich qui puisse écrire cela, il faut connaître la France aussi bien que lui, » disait Napoléon. « Les proclamations des Alliés, écrivait Caulaincourt le 8 janvier, nous font plus de mal que leurs armes. » Ce fut ce mal que l'Empereur résolut d'enrayer, en chargeant le duc de Vicence de négocier : résolu à disputer le sol de la France avec une armée improvisée, il acceptait le Congrès pour disputer son esprit, son dévouement aux calculs, aux insinuations de l'ennemi.

Il n'y a pas de doute qu'il ne voulait pas la paix aux conditions que dès le premier jour on lui fit. Unanimement les

plénipotentiaires, Razoumowski, Stadion, le baron de Humboldt et Stewart, le 5 février, annoncèrent leur intention d'enlever à la France ses frontières naturelles, et donnèrent à Caulaincourt deux jours de réflexion. Dans l'intervalle, celui-ci avait reçu de Troyes deux lettres, l'une du duc de Bassano qui lui donnait « carte blanche pour conclure », l'autre de l'Empereur, moins nette, lui prescrivant d'accepter les conditions de l'ennemi, « *si elles étaient acceptables* ». Cette réserve, de la main de l'Empereur, modifiait singulièrement la portée des instructions transmises par Bassano. Peut-être n'était-elle pas le dernier mot du maître : il a plus tard écrit dans ses *Mémoires* qu'il « n'aurait pas été assez fort contre la situation des choses, et contre l'opinion pour refuser le traité ». Sans doute, il voulut se donner auprès des Français les apparences d'être contraint par son envoyé à signer leur humiliation.

Caulaincourt eut donc entre ses mains, le 6 février 1814, le sort de la France et de Napoléon. Encore une fois, les Alliés eussent été fort embarrassés, si, par une acceptation immédiate, le duc de Vicence les eût pris au piège de leurs propositions pacifiques. L'*homme de la paix*, comme on l'appelait alors, n'osa pas. Le jour même il réclamait à l'Empereur, qui reçut sa lettre à Nogent le 7, l'ordre précis de ce qu'il devait céder. Et le 7, il apportait aux diplomates de Châtillon, au lieu d'une réponse ferme, des demandes indiscrètes sur l'usage qu'ils prétendaient faire des provinces arrachées à la France. C'était un moyen surtout de gagner du temps : il espérait, le lendemain, recevoir les ordres de Napoléon. Le 7 février, en effet, au quartier général, Maret, le maréchal Bertrand avaient supplié leur empereur, toute la journée, une partie de la nuit d'accepter le sacrifice de la Belgique et de la rive gauche du Rhin. Las de ces conférences orageuses, « plus que convaincu, Napoléon avait fini par rédiger et dicter sa propre humiliation ». Mais, le 8 au matin, il refusa de signer la dépêche : la marche de flanc audacieuse exécutée par Blücher pour atteindre la vallée de la Marne lui offrait une occasion inespérée de

l'atteindre et de l'écraser isolément. Que lui parle-t-on de s'humilier quand il peut vaincre? Champaubert (10 février), Montmirail (11 février), Vauchamps (14 février), l'armée prussienne, coupée au centre, et décimée par tronçons, voilà ses réponses aux plénipotentiaires de Châtillon.

Ceux-ci ne les avaient pas attendues : le 10 février une note fort sèche, rédigée par le plénipotentiaire russe depuis le 8 février, apprit à Caulaincourt que « les conférences de Châtillon étaient suspendues jusqu'à nouvel ordre ». Le Congrès prenait fin par ordre de l'empereur Alexandre comme il avait commencé contre son gré. Le tsar aurait été désolé d'avoir la paix en ce moment. Il n'avait pu refuser à ses alliés d'en parler comme eux à Châtillon : il était trop heureux de trouver le moindre prétexte pour cesser la conversation. Depuis deux mois, il poursuivait par vengeance et par calcul un plan invariable : arriver le plus tôt possible à Paris, se mettre en contact avec les Français, mériter enfin leur gratitude, en leur laissant un gouvernement de leur choix : les Bourbons s'ils en veulent, Napoléon s'ils y tiennent, Bernadotte ou tel autre, pourvu que le tsar leur apparaisse comme un libérateur, respectueux de leurs droits et de leurs vœux. Car il a besoin d'eux pour imposer à l'Europe les conditions du partage qu'il espère et attend depuis 1813. Après avoir, le 13 février, dicté dans une note précieuse ses intentions à ses alliés, blâmé le retard de leurs opérations « qui ont fait le malheur de Blucher », Alexandre Ier se rendait à Pont-sur-Seine pour presser l'invasion (14 février 1814).

Ces négociations de Châtillon n'ont paru qu'une comédie, à côté du drame singulièrement émouvant qui se joua, du 31 janvier au 31 mars, sur les champs de bataille de Brienne, de Montmirail, de Craonne, de Laon (9 mars), de Reims (13 mars), d'Arcis-sur-Aube (20 mars), de Fère-Champenoise (25 mars). Ces pourparlers diplomatiques semblaient plus secondaires encore quand ils reprirent une deuxième fois, du 17 au 28 février, une troisième fois, du 8 au 10 mars, une quatrième, du 13 au 19 mars,

suivant et subissant les alternatives de la lutte autrement décisive par laquelle Napoléon disputa aux Alliés les seules conditions qui lui permissent encore de régner. Ce n'était plus un Congrès, mais la force qui devait régler la liquidation impériale; après le sort de l'Empire, celui de l'Empereur.

Et cependant, l'avenir de l'Europe, de la France même, sinon celui de Napoléon, va dépendre de ces conférences. Elles indiquent aux Français le prix auquel ils retrouveront la paix, aux nations européennes entraînées au delà du Rhin, des Alpes et des Pyrénées, le sort qui les attend au lendemain de leur effort.

Ce qu'il faut d'abord remarquer, c'est que, virtuellement rompu le 10 février, le Congrès de Châtillon fut repris le 17, par un acte d'initiative qui appartint en propre au duc de Vicence. N'ayant pas reçu de Napoléon l'ordre qu'il attendait, le 9 février il avait pris sur lui de proposer aux Alliés un armistice garanti par la cession immédiate des places de la rive gauche du Rhin. Et, protestant contre la rupture des négociations, il supplia Metternich et les Anglais de les rouvrir. Comme il resta sans instructions depuis le 8 jusqu'au 12 février, qu'à cette date l'Empereur lui fit dire par Bassano : « La paix, mais sur les bases de Francfort, avec les frontières naturelles », sa démarche était toute personnelle. Elle obligea pourtant son maître à discuter au moins huit jours les conditions d'un armistice. Caulaincourt avait agi, non pas en ministre de l'Empereur, mais en Français, désireux de la paix : « Est-il juste, écrivait-il à Maret le 14 février, que je sois seul à la brèche? » Il se trompait : Maret, Bertrand auprès de l'Empereur, Joseph, son lieutenant à Paris, le baron Louis, Cambacérès, suppliaient Napoléon de céder même au prix des frontières naturelles. Le 2 mars, le Conseil de régence proposait à l'unanimité cette solution. Les choses même allèrent si loin que Joseph imagina quelques jours après de faire signer par tous les grands corps de l'Etat une adresse à son frère l'invitant à la paix. « Je la regarderais comme une rébellion, » répondit le

12 mars l'Empereur à Meneval, qui avait été chargé par prudence de le consulter. Les conférences de Châtillon n'auraient été ni reprises, ni suivies au milieu du fracas des batailles, si tous ces hommes qui, après Napoléon, représentaient la France, n'en avaient pas malgré lui demandé et décidé parfois la continuation.

Napoléon fut jusqu'à la fin obligé de compter avec eux. Au lendemain de ses victoires de Brie, il se décidait de Montereau à écrire le 21 février une lettre à l'Empereur d'Autriche pour lui offrir la paix. Il laissait Caulaincourt au Congrès, et le 17 mars, de Reims, encore il l'autorisait à faire les concessions indispensables, Anvers, la Belgique. Un jeune sous-préfet qui arriva trop tard, Frochot, fut envoyé ainsi au duc de Vicence. Dans cette guerre sans trêve, l'Empereur fut contraint par l'opinion de ses conseillers, du public, jusqu'à la dernière heure où cette opinion devait être décisive, à parler de la paix.

Il fallait que cette opinion fût bien forte pour obliger aussi Metternich et l'Angleterre. Autrement leur attitude du 10 février au 17 mars ne se comprendrait pas, ni leurs efforts pour convaincre Alexandre Ier de traiter avec le prince qu'ils étaient, plus que lui, résolus à renverser. Ils ne voulurent cesser le Congrès que quand ils purent annoncer, le 18 mars 1814, « les négociations terminées par le gouvernement français ». Ils retardèrent jusque-là, et pour lui donner toute sa valeur, le manifeste des *puissances coalisées à la France* : « C'est de la volonté générale de la nation que dépend le terme des maux dont elle souffre *par la seule faute de son gouvernement*. » Rendre Napoléon responsable des misères de l'invasion, des violences des Cosaques, des pillages de l'armée prussienne, c'était la tactique adoptée depuis le mois de décembre 1813, le seul moyen pour les puissances de s'excuser auprès des Français si elles allaient se partager l'Europe, en démembrant la France. Il fallait aussi leur faire accepter la restauration des Bourbons : Metternich et Castelreagh s'étaient mis d'accord sur ce *point fondamental que la légitimité*

était la seule garantie du retour de la France à ses anciennes limites.

Les intrigues de Vitrolles, dépêché par les royalistes au quartier général de Troyes (10 mars 1814), avaient pu y contribuer : l'essentiel était que les alliés attendaient de la royauté restaurée des sacrifices que la nation aurait peut-être consentis à regret. Toutes les manœuvres de l'Autriche consistèrent à rendre cette royauté et ces sacrifices acceptables aux Français. C'était pour eux que Metternich écrivait le 18 mars à Caulaincourt : « Je vous parle avec franchise comme l'homme de la paix. Je serai toujours sur la même ligne. Vous devez connaître nos vues, nos principes, nos vœux. Les premières sont toutes européennes, et par conséquent toutes françaises. Les seconds portent à avoir l'Autriche comme intéressée au bien-être de la France. »

Jusqu'à la fin de la crise le tsar adoptait et suivait une tactique tout à fait contraire. Il refusa de traiter avec Napoléon pour traiter directement avec les Français à Paris. Metternich considérait son plan comme une chimère : Alexandre voulait plaire aux Français et ne pas leur imposer les Bourbons. Il songeait à Bernadotte, qui s'obstinait à réclamer comme Napoléon les limites du Rhin. Il pensa à Eugène Beauharnais. Son entêtement à laisser aux vaincus le choix de leur gouvernement ne venait pas, comme l'a dit Metternich, de l'influence de Laharpe et des révolutionnaires : c'était l'exécution d'un plan poursuivi depuis la Vistule jusqu'au Rhin avec une rare patience. Comment, sinon avec le concours de la France, faire accepter à l'Europe, ce qu'il avait préparé en Allemagne, en Pologne, au nom du principe des nationalités? Et comment obtenir ce consentement, si la Russie ne respectait pas ce principe, au moment où elle avait l'occasion de l'appliquer à la France? « Que deviendra l'Europe, s'écriait alors Metternich, par suite de l'invocation de ces maximes? »

Et plus tard il a écrit : « Au Congrès de Châtillon, il y avait entre les puissances des divergences secrètes sur plusieurs points d'une importance considérable et décisive. » Légiti-

mité, pour régler à la convenance de l'Autriche le partage prochain de l'Europe, ou droit des nationalités utile au règlement que préférait la Russie; négociations avec Napoléon pour rejeter sur lui la responsabilité des conditions que Metternich allait faire à la France, ou marche rapide sur Paris pour négocier avec les Français directement, voilà le tableau des méthodes contraires, qui se heurtèrent au camp des Alliés dans les trois premiers mois de 1814. Les chocs furent parfois si violents, que l'Angleterre, intéressée à ne pas laisser la coalition se dissoudre, le 1er mars 1814, mit aux alliés le marché à la main pour les obliger de rester unis. Ils étaient pauvres : elle était riche. A Chaumont, elle leur offrit 150 millions de subside annuel, contre un engagement formel de rester liés pour vingt ans dans la paix comme dans la guerre, et d'écarter la France de leurs débats quand ils l'auraient vaincue.

Le pacte de Chaumont, véritable conclusion du Congrès de Châtillon qui se traîna encore quelques semaines, en éclaire l'histoire, la portée. La fortune de Napoléon se réglait par les armes, celle de la France et de l'Europe par les négociations. Si l'Angleterre alors crut nécessaire d'exclure les Français du règlement délicat des affaires européennes, ce fut pour mettre fin aux intrigues, aux querelles des rois, ses alliés, à leur désir évident de se disputer le concours de la France. On put déjà constater ce que la ruine de l'Empire désormais inévitable, ce que l'épuisement de la France laissaient encore aux Français, dans le monde divisé par des ambitions contraires, de puissance morale.

On le vit mieux encore aux négociations décisives de Talleyrand avec les alliés. Dans son hôtel de la rue Saint-Florentin (31 mars-1er avril), tandis que Napoléon, s'arrêtant à Fontainebleau, envoyait le duc de Vicence à ses vainqueurs, le prince de Bénévent couronnait sa longue carrière d'opposition et de trahison, et négociait seul avec l'ennemi. Napoléon était vaincu, les Bourbons n'étaient pas encore restaurés. L'armée tenait encore pour l'Empire; les royalistes se remuaient, essayaient de convertir les

Parisiens à la royauté. Le peuple hésitait, heureux seulement de la paix retrouvée, de la sécurité garantie par la capitulation de Paris. Il n'y avait plus de gouvernement. Talleyrand, le premier de tous ces fonctionnaires, de ces hommes qui, depuis 1807, intriguaient avec l'étranger, Dalberg, de Pradt, le baron Louis, traita réellement au nom de la France. Son autorité ne lui vint alors que de l'irrésolution et des rivalités sourdes des alliés. Le tsar ne voulait pas des Bourbons, qu'il jugeait incapables, faute de popularité, de lui procurer une alliance utile. Les Anglais, s'ils laissaient à Napoléon une régence au profit de son fils, ou la France à Bernadotte, redoutaient au contraire un gouvernement trop populaire, condamné fatalement à revendiquer la Belgique. La paix qu'ils exigeaient ne leur paraissait compatible qu'avec une restauration de la royauté légitime : ils la réclamaient, et l'Autriche avec eux.

L'avis que soutint Talleyrand prévalut : les souverains déclarèrent qu'ils ne traiteraient plus avec Napoléon, ni avec aucun membre de sa famille. Le lendemain de cette réunion où princes et ministres étrangers avaient délibéré chez le prince de Bénévent, comme chez le médiateur de la paix entre l'Europe et la France, le 31 mars, les principaux sénateurs, toute la noblesse impériale étaient convoqués rue Saint-Florentin : ils acceptaient la déchéance de Napoléon comme un ordre des vainqueurs, certains de n'être pas exposés à ses vengeances, satisfaits de garder, avec la paix, leur grande situation. Le 4 avril, les maréchaux Ney, Lefebvre, Oudinot, Macdonald, imitant leur exemple, obligeaient Napoléon à la paix : le 5, la trahison de Marmont l'empêchait de conserver ce que les autres maréchaux lui avaient au moins laissé espérer, une régence en faveur de son fils. Le 6 avril, les souverains, le Sénat, toujours dirigés par Talleyrand, lui présentaient un acte d'abdication, et le même jour proclamaient Louis XVIII.

L'Empereur tenta de s'empoisonner : après une longue attente dans son palais désert, il quittait Fontainebleau (20 avril 1814), échangeait la France pour l'île d'Elbe.

Huit jours après, le comte d'Artois, désigné comme lieutenant général du royaume, venait prendre possession au nom de son frère, et recevait le Sénat aux Tuileries. Louis XVIII ne débarqua à Calais que le lendemain du jour où Talleyrand, devenu ministre des affaires étrangères, et en réalité jusqu'à son retour le chef véritable du gouvernement, eût signé les préliminaires de la paix (23 avril 1814). La guerre et le règne impérial étaient, en même temps, terminés : la longue querelle de Napoléon et d'Alexandre Ier, les jalousies et les ambitions des Alliés avaient remis définitivement aux mains de Talleyrand les destinées de la France.

BIBLIOGRAPHIE

La guerre des peuples. — Rambaud. *L'Allemagne sous Napoléon Ier*, 1874.

Denis. *L'Allemagne*, 1789-1810. Paris, Quantin, 1896.

Cavaignac. *Formation de la Prusse contemporaine*. tome II, 1898.

Lefebvre. *Soulèvement de l'Allemagne après la campagne de Russie*. (*Revue des Deux-Mondes*, 1er janvier-1er février 1857.)

Thiers. *L'Empire*, tomes XIV et XV.

Oncken. *Oesterreich und Preussen im Befreiungskriege*. Berlin, 1876-1879.

Pertz. *Stein's Leben*.

Seeley. *Life and times of Stein*, 3 vol., 1878.

Lehmann. *Scharnhorst*, tome II, 1887.

Treitschke. *Deutschland im XIXten Iahrhundert*. tome Ier, 1882.

Comte V. Hogendorp. *Mémoires du général Dirk V. Hogendorp* Paris, 1887.

Häusser. *Deutsche Geschichte*, tome IV.

Documents : Fain, *Histoire de* 1813. Paris, 1824. — Davout, *Correspondance*, 4 vol. Paris, 1885. — Vaudoncourt, *Campagne de* 1813. — Napoléon. *Correspondance*, tome XXV. — Steffens, *Was ich erlebte* (VII), 1843.

L'Autriche et les négociations de Dresde, de Prague et de Francfort. — Bignon. *Histoire de France sous Napoléon*. Paris, 1845, tome XI.

Lefebvre. *Histoire des cabinets européens*, tome V.

Ernouf. *Maret, duc de Bassano*. Paris, 1878.

Thiers. *Histoire de l'Empire*, tome XVI (d'après Metternich).

Le Prince Napoléon. *Napoléon et ses détracteurs*, 1887. Paris.

Sorel. *Essais d'histoire et de critique* (Metternich). 1883. Paris.

D'Haussonville. *Dernières négociations de l'Empire.* (*Revue des Deux-Mondes*, 15 janvier 1861.)

Angeberg-Capefigue. *Le Congrès de Vienne.* Paris, 1863, tome Ier.

Debidour. *Etudes critiques sur la Révolution, l'Empire.* Paris, Charpentier, 1886.

Oncken. *Die Krisis der letzten Friedensverhandlungen mit Napoleon I.* (*Hist. Taschenbuch*, VIe série, II.)

Metternich. *Theilnahme Œsterreichs an den Befreiungskriegen.* Vienne, 1887.

Oncken. *Oesterreich und Preussen*, tome Ier (nombreux documents).

Documents : Metternich, *Mémoires*, tomes I et II. — Napoléon, *Correspondance*, tomes XXV et XXVI ; — *Correspondance inédite* (éd. Lecestre). — Castelreagh, *Corresp. of. Robert secound marquis of Londonderry*, tomes IV et V. Londres, 1851. — Gentz, *Dépêches inédites aux hospodars de Valachie*, 1813 à 1828. Paris, 1862.

Le Congrès de Châtillon. — Mêmes ouvrages (moins Lefebvre : *Histoire des cabinets européens*). Ajouter : Pons de l'Hérault. *le Congrès de Châtillon.* Paris, 1825. — Henri Houssaye, *1814*. Paris, 1893, page 86 surtout. Ajouter aux documents précédents les nombreux documents utilisés par cet auteur, et enfin Napoléon, *Correspondance*, tome XXVII. — Talleyrand, *Lettres inédites.* (*Revue d'histoire diplomatique*, 1887.)

XIX

LE CONGRÈS DE VIENNE

(1814-1815)

LES TRAITÉS DE FONTAINEBLEAU ET DE PARIS

Du 11 avril au 30 mai 1814, trois actes diplomatiques réglèrent le compte de l'Europe avec Napoléon, avec la Révolution, avec la France.

Le traité de Fontainebleau, signé le 10 avril entre les plénipotentiaires de l'Empereur et ceux des alliés, entre Caulaincourt, Ney, Macdonald d'une part, Metternich, Castelreagh, Hardenberg, Nesselrode de l'autre, déterminaient en échange de l'abdication de Napoléon (art. 1), le sort de la dynastie impériale. Elle perdait les couronnes et les droits que le chef de cette maison s'était donnés ou lui avait créés : elle conservait les titres et qualités. Comme Napoléon abandonnait, outre l'Empire, tous ses domaines (art. 9), on lui laissait à lui et aux siens le moyen de soutenir le rang princier, et le titre impérial qui leur étaient conservés : à lui-même, l'île d'Elbe en toute souveraineté et deux millions de rentes, inscrites au grand-livre de France, réversibles par moitié à l'Impératrice ; à celle-ci les duchés de Plaisance, Parme et Guastalla, réversibles sur son fils qui, de roi de Rome, devenait prince de Parme ; à Madame Mère, au roi Joseph et à sa femme, au roi Louis, à la reine Hortense et à ses enfants, à Jérôme, à sa femme, aux prin-

cesses Pauline, Elisa, deux millions et demi de rentes sur le grand-livre, sans compter celles qu'ils possédaient déjà à titre privé, leurs biens meubles et immeubles. Eugène, par l'article 8, avait la promesse d'un « établissement convenable hors de France » et obtint peu de temps après, de son beau-père le roi de Bavière, le duché de Leuchtenberg et la principauté d'Eichstedt. Murat, de tous le mieux traité parce qu'il avait trahi la famille, s'était fait garantir depuis le 11 janvier par l'Angleterre et l'Autriche le royaume de Naples. Après la famille, enfin, les serviteurs : un capital de deux millions était mis à la disposition de l'Empereur, pour être employé en gratifications. Les puissances alliées, qui dans leur seul intérêt imposaient à la France cette charge, l'entretien d'une famille princière détrônée, s'engageaient par le dernier article du traité à contraindre les Français, s'il le fallait. C'était le prix de l'abdication impériale et de la Restauration des Bourbons. Deux déclarations, l'une du gouvernement provisoire (11 avril), l'autre de Louis XVIII (30 mai 1814), confirmèrent les engagements pris par l'Europe, les obligations de la France envers Napoléon et sa famille.

Dans l'intervalle, un acte diplomatique, au moins aussi important, réglait les comptes de l'Europe avec la Révolution française. Avant que Louis XVIII ne fût encore débarqué à Calais (24 avril 1814), la veille, une convention passée entre le comte d'Artois, son lieutenant général et les alliés, négociée par Talleyrand, terminait le long conflit de l'Europe et des armées révolutionnaires. Si les troupes alliées occupaient le territoire français, cinquante-trois forteresses européennes, Hambourg, Anvers, Mantoue, Huningue, les places du Piémont, de la Belgique et du Rhin, véritables camps retranchés où tenaient encore des garnisons françaises, boulevards maritimes pourvus d'artillerie et de marine, témoignaient des ressources énormes que la Révolution avait mises pendant vingt ans au service de la conquête française.

Après Napoléon, la Révolution conquérante, dont il

avait été l'héritier, dut à son tour abdiquer. La convention du 23 avril enregistra cette abdication; plus défavorable à coup sûr que ne l'était pour la dynastie napoléonienne la renonciation à l'Empire. De tout ce que les Français avaient acquis en Flandre, sur le Rhin, en Italie, il ne leur restait rien : la frontière de la France était ramenée au point où l'avait trouvée la République, aux limites du 1er janvier 1792 (art. 11). Sans coup férir et sans indemnité, les alliés recouvraient l'Allemagne rhénane; en dix jours l'Italie; en quinze jours l'Europe au 1er juin, et, moyennant la liberté laissée aux garnisons françaises, l'artillerie, les magasins des places qu'elles évacuaient.

La défaite de la Révolution eût été plus complète encore, si l'initiative du Sénat (6 avril) appelant au trône les Bourbons, si l'intervention du tsar n'avaient obligé Louis XVIII à consacrer dans une charte ses conquêtes civiles, à défaut de ses conquêtes extérieures. Dès cette époque, et depuis bien des fois, le reproche fut fait aux Bourbons d'avoir sacrifié à leur intérêt personnel la grandeur de la France révolutionnaire, lorsqu'elle était encore attestée, et peut-être préservée d'une ruine totale par les forteresses demeurées entre ses mains. La haine du lieutenant général, le comte d'Artois, contre les hommes et l'œuvre de 1792, la proclamation de Saint-Ouen, datée avec intention de l'an XIX du règne de Louis XVIII, les relations de ce prince avec les Anglais, les plus intéressés à l'évacuation de la Belgique et du Rhin, semblaient autant de preuves d'un complot formé entre la Restauration et l'étranger.

Le négociateur principal de la convention du 23 avril, Talleyrand, s'est toujours défendu contre cette accusation. S'il se donnait les apparences, après avoir trahi Napoléon, de trahir la Révolution, il invoquait encore la nécessité. Il revendiquait avec orgueil l'honneur de servir toujours la France dans ses intérêts essentiels, méconnus ou compromis par les défenseurs impénitents des frontières naturelles. La paix, au prix où on pourrait l'obtenir des vainqueurs, lui parut alors le premier besoin de la France. Cette seule

considération l'avait, disait-il, alors déterminé aux sacrifices qu'il consentit.

Que la paix fût à ce moment un bienfait pour une nation épuisée, c'est ce dont témoignaient les vœux unanimes du pays. Qu'elle fût une nécessité, voilà ce qui peut et doit être discuté. Napoléon voulait encore la lutte et la croyait possible, le 4 avril, même après la trahison de ses maréchaux. Ses partisans, ses admirateurs, l'armée et les adversaires des Bourbons ont dit lors, et plus d'un historien répété qu'on pouvait attendre et réclamer une paix moins onéreuse. Talleyrand a depuis répondu que l'état de guerre p olongé exposait la France déjà envahie aux pires désastres. Ce qui l'effrayait, c'était la présence sur le territoire de peuples entiers, animés par l'esprit de haine et de vengeance, par leurs propres victoires, excités par les appels des souverains, heureux de faire payer aux Français la rançon de leurs pays pillés, ravagés. Soustraire la France à ces passions haineuses, les contenir par une négociation immédiate, au lieu de les provoquer par une plus longue résistance, voilà le plan et les arguments de Talleyrand. On peut les discuter, si l'on a du goût à refaire l'histoire; on n'en pourra jamais nier la force et la vraisemblance.

Ce qui est, en tout cas, certain, c'est qu'ayant résolu de conclure une paix immédiate, le gouvernement provisoire et les Bourbons ne pouvaient l'obtenir qu'en sacrifiant les conquêtes de la Révolution, sinon au dedans, du moins au dehors. Sur ce point Talleyrand a victorieusement répondu que Napoléon lui-même, à Châtillon, s'était résigné un instant à ce qui était inévitable. Les temps étaient loin où les politiques de l'Europe considéraient la Révolution comme une cause de faiblesse pour la France. Ils avaient vu, ils avaient senti l'effet des énergies nationales et conquérantes qu'elle suscitait. Dans le langage de Metternich, Révolution était devenu synonyme de conquête. Pour les Anglais, elle signifiait l'occupation fatale de la Belgique; pour les Allemands, un éternel désir d'interven-

tion dans leurs affaires. Le seul moyen que la France eût de se procurer la paix, à moins de combattre, c'était de renoncer, de manière à ce qu'on ne doutât plus de ses intentions pacifiques, aux profits, au programme de la Révolution. Le traité du 30 mai 1814 confirma cette renonciation.

Les quatre grandes puissances, affirmant leur droit de directoire européen, signaient avec la France cet acte de pacification, dont les traités particuliers entre chaque Etat, Prusse, Autriche, Russie, Grande-Bretagne, Portugal, Suède, Espagne, ne furent, à quelques clauses près, que la reproduction intégrale. « Il y aura à partir de ce jour, paix et amitié », tel était l'article 1er : on accordait à la France la paix en échange de ce que par les articles 2 et 3 elle ramenait sa frontière à celle du 1er janvier 1792. Partant de la mer du Nord entre Dunkerque et Nieuport, la limite nouvelle depuis Condé jusqu'à Dinant, de l'Escaut à la Meuse, suivait au lieu du coin qu'elle forme aujourd'hui une ligne droite, entre Dour et Pâturages, Thuin et Merbes le Château, au nord de Walcourt, Florennes, avec la Lesse comme ligne orientale. La limite allemande ensuite allait de Perl sur la Moselle, par la vallée de la Saar qui nous restait avec Saarbruck et Saarlouis, selon une ligne tirée entre Tholey au nord, Lebach et Ottweiler au sud, vers la vallée de la Nahe, d'où elle gagnait le Rhin entre Pirmasens et Weissembourg, nous laissant Landau et la Queich pour frontière. Le Rhin ensuite séparait la France de l'Empire. Une rectification de limites avec la Suisse nous laissait Montbéliard; une autre nous donnait près de Genève une partie des cantons de Saint-Julien, Hangy, Reynier et la Roche, dans la Haute-Savoie, où nous retenions aussi Annecy et son territoire jusqu'à Thônes et Faverges, Chambéry sauf la vallée de l'Isère. Depuis là jusqu'à la mer et sur toute la ligne des Pyrénées, la situation restait comme en 1792. L'Alsace acquise sans contestation, une frontière presque droite au nord, les deux principales villes et le tiers de la Savoie, Avignon, le Comtat et Montbéliard annexés définitivement, c'était peu, sans doute, en échange des

conquêtes que la monarchie restaurée abandonnait aux vainqueurs.

C'était moins encore, en comparaison de ce que ces vainqueurs se disposaient à prendre et à partager de nos dépouilles. Les alliés annonçaient dans l'article 1er du traité de Paris l'intention de « rétablir en Europe la bonne harmonie des Etats », de procurer le repos à toutes les nations comme à la France. Les Français avaient le droit de se défier de ces promesses pacifiques. Si la guerre générale devait se terminer par un remaniement des Etats favorables au Directoire Européen qui le régl erait, la France se trouvait diminuée non seulement de ce qu'on lui enlevait, mais de ce que ses voisins, Anglais, Prussiens, Autrichiens acquerraient. Ce n'était plus alors une défaite présentement inévitable, une liquidation nécessaire des conquêtes passées de la Révolution : c'était l'impuissance pour la France à se relever jamais de cette défaite, à se refaire un avenir dans une Europe accaparée et partagée par ses rivaux. Voilà la question redoutable qui se posait à Talleyrand en 1814, en présence des ambitions déchaînées par la victoire. « J'attends avec confiance, a-t-il dit, le jugement de la postérité. » Le traité de Paris, en effet, régla la situation de la France vaincue de manière à lui réserver encore, en Europe, un avenir et une place.

En lisant les articles 7, 8 de cet acte, on est frappé des concessions maritimes et coloniales que les Français firent alors à l'Angleterre : l'île de Malte, les îles de Tabago, de Sainte-Lucie, l'île de France, Rodrigue, les Séchelles, Saint-Domingue, presque tous les débris de son empire colonial. Il est vrai que la Suède leur restituait la Guadeloupe (art. 9) et le Portugal, la Guyane française (art. 10), avec cette réserve reproduite dans le traité particulier du Portugal que ce pays maintenait son droit à réclamer pour limite du Brésil l'Oyapock : « soit comme droit légitime reconnu par le traité d'Utrecht, soit comme dédommagement pour les réclamations du Portugal contre la France. » Ce qui prouvait, entre parenthèse, que le Portugal semblait

douter de son droit sur l'Oyapock qui n'était pas la rivière Vincent Pinson désigné par le traité d'Utrecht, et qu'à défaut de droit, il invoquait, sans y réussir, la force et la victoire. Pour prendre nos colonies, l'Angleterre ne pouvait invoquer d'autre motif, lorsqu'elle nous obligeait à la restitution de nos conquêtes et exigeait par l'article 6, confirmé par le troisième des articles secrets, la cession des Pays-Bas à la Hollande. Sans délai, elle touchait immédiatement le prix de ses victoires. Et, seule, elle entamait le domaine de la France monarchique, celui du moins « qu'elle possédait encore en 1792 dans les mers et sur les continents d'Amérique, d'Afrique, d'Asie ».

Par le traité public du 30 mai, l'Autriche, son alliée, n'obtenait, la différence était sensible, que des *promesses* de cession en Italie, et sous une forme détournée. « L'Italie, disait l'article 6, *hors des pays qui reviendront à l'Autriche*, sera composée d'Etats souverains. » C'était aux articles secrets (art. 2) qu'étaient renvoyées des stipulations plus précises en faveur des Habsbourg : « Les possessions de Sa Majesté Impériale et Royale en Italie seront limitées par le Pô, le Tésin, le lac Majeur. » Dans ce même article, le roi de Sardaigne était dédommagé de ce qu'il perdait en Savoie.

Entre l'Angleterre et la Prusse la différence était plus grande encore. Que recueillerait la Prusse de ses prétentions anciennes sur le Rhin, de ses projets sur la Saxe? « Les Etats de l'Allemagne seront indépendants et unis par un lien fédératif, » disait l'article 6 du traité public Ce n'était pas même en faveur des Hohenzollern une promesse. C'était une offre bien vague encore que l'article 4 secret, plus net cependant. « Les pays allemands sur la rive gauche du Rhin serviront à l'agrandissement de la Hollande, et à des compensations pour la Prusse et autres Etats allemands. » A un Etat ambitieux qui avait rêvé le démembrement de la France, qui méditait déjà la conquête de l'Allemagne du Nord, une part indéterminée des provinces rhénanes : la satisfaction était maigre et douteuse.

Et pas un mot d'espérance au tsar, le chef de la coalition, à celui qui avait renversé la puissance de la France, rien qui l'autorisât à réaliser son projet concerté à Kalisch et à Reichenbach d'agrandir à l'ouest Hohenzollern et Habsbourg pour leur reprendre à l'est toute la Pologne.

Lorsqu'on lit attentivement et de près ce règlement des affaires européennes accepté par les puissances victorieuses et par la France, on y découvre une gradation si évidente des cessions immédiates et publiques faites à l'Angleterre, des cessions immédiates mais secrètes à l'Autriche, de promesses plus vagues et secrètes consenties à la Prusse, du silence total observé enfin à l'égard de la Russie dans les articles publics et secrets, que le plan et l'esprit de la négociation s'éclairent à la lumière de ces nuances successives. C'est avec l'Angleterre que Talleyrand, à cette heure décisive, a traité : il a payé comptant, au prix fixé par elle, le service essentiel qu'elle rendait à la France en limitant les ambitions des puissances continentales. La médiation à coup sûr était fructueuse pour les Anglais; elle était de plus conforme à leur politique. S'agrandir sur les mers en interdisant au tsar de s'agrandir en Orient, c'était double profit. Les frères Castelreagh, négociateurs et signataires de cette paix, en expliquaient ainsi la portée au chef des torys anglais, Liverpool, qui réclamait à la France, par esprit de vengeance, des sacrifices plus lourds. « Si l'on tient compte de l'agrandissement de certaines puissances et particulièrement de la Russie, je ne suis pas bien convaincu que la France, dans ses dimensions actuelles, ne demeure pas un membre plutôt utile que dangereux du système européen. » L'Angleterre gagnait plus à ménager la France qu'à l'écraser tout à fait.

Exploiter auprès du cabinet anglais la crainte de la Russie, satisfaire ses ambitions coloniales; par la cession aux Allemands des provinces rhénanes, aux Hollandais de la Belgique échangée par l'Autriche contre la Lombardie et la Vénétie rassurer l'Europe contre un retour offensif des Français sur le Rhin, telle fut la tactique imaginée, pra-

tiquée avec succès par Talleyrand pour garder à la France un rôle, une action dignes d'elle dans le système européen. Puisque une paix nécessaire l'obligeait à s'amoindrir, elle tombait moins bas, si ses voisins d'Allemagne ne s'agrandissaient pas.

Résultat négatif, a-t-on dit, et souvent reproché au négociateur du traité de Paris. Sans doute il eût mieux valu convaincre les Alliés, comme le disait Caulaincourt le 10 mars 1813 à Châtillon, que « l'Europe avait changé depuis vingt ans », que l'Angleterre aux Indes avait doublé sa puissance, la Russie beaucoup acquis sur la Baltique et la mer Noire, l'Autriche sur l'Adriatique, et la Prusse avec elles en Pologne. La déclaration de Caulaincourt était « un *mémorandum* pour la postérité » qui ne pouvait rien rapporter à la France, surtout la paix. Etait-ce un motif, si la paix entraînait la perte des conquêtes françaises, pour ne pas empêcher du moins qu'elle devînt au profit des puissances victorieuses le signal de conquêtes plus complètes encore? En ce cas, une action diplomatique, la seule ressource des nations vaincues, valait mieux que des revendications inutiles : un résultat, même négatif, était un profit.

Au 30 mai 1814, c'était, d'ailleurs, un résultat encore précaire; il pouvait être annulé par un retour offensif des puissances intéressées à disputer leur part à qui s'efforçait de la leur retirer. A défaut des batailles que le traité du moins leur interdisait, il leur restait la ressource des efforts diplomatiques. Et la diplomatie est puissante quand elle s'appuie sur la force et la victoire. Le dernier article du traité public (32) stipulait que « dans l'intervalle de deux mois un Congrès général se réunirait à Vienne entre toutes les puissances engagées dans la guerre pour régler les arrangements destinés à compléter le traité de Paris. »

La porte ainsi restait ouverte aux revendications de la Russie et de la Prusse : au Congrès, elles pouvaient garder l'espérance de remanier, sous prétexte de négociations additionnelles, les conditions principales de la pacification européenne inscrites dans le traité du 30 mai. Il y avait là

« un vaste champ ouvert à des discussions dont il était difficile de prévoir l'issue ». Le compte définitif de la France et de l'Europe ne serait réglé que par la bataille décisive qui allait s'engager à Vienne entre les cabinets.

Cependant Talleyrand, chargé par Louis XVIII d'aller à Vienne consolider son œuvre, n'était point aussi désarmé qu'on l'a dit en ce moment devant les adversaires qui s'apprêtaient à la détruire. L'article premier, séparé et secret, paraissait une menace de nature à paralyser l'action de sa diplomatie au Congrès, faite pour lui interdire à Vienne le système qui lui avait permis d'exploiter à Paris les jalousies et les craintes réciproques des vainqueurs. La menace n'avait pas la portée cependant qu'on lui a donnée. Cet article stipulait que « le partage des *territoires cédés par la France serait réglé au Congrès* » : des délibérations relatives à ce partage il n'excluait pas les diplomates français, ou espagnols admis par l'article XXXII du traité public au Congrès. Il est vrai que la suite de cet article contenait une restriction grave : « ce partage aura lieu sur les bases arrêtées *par les puissances alliées entre elles.* » Quel avantage pour la France et les Etats secondaires de discuter un partage dont l'Autriche, la Russie, la Prusse et l'Angleterre auraient, d'avance et sans les consulter, réglé les termes et les conditions? Quel moyen pour elles de protester contre le fait accompli par la volonté des plus forts? Mais l'article continuait par une réserve apportée à cette restriction même. « Le règlement se fera sur ces bases, et d'*après les dispositions générales contenues dans les articles suivants,* » d'après le remaniement des territoires que nous avons indiqué en Belgique, sur le Rhin, sur le Pô. Cette dernière partie de l'article n'était-elle pas de nature à corriger le sens, à restreindre l'étendue du droit que les Alliés semblaient se réserver de concerter entre eux seuls un remaniement général de l'Europe contraire à l'esprit, aux termes du traité de Paris?

C'est un tort de juger l'ensemble de cet article comme on l'a fait, sur un membre de phrase particulier dont la portée

se trouvait restreinte par ce qui le précède et le suit. La vérité était que d'avance l'action et les délibérations du Congrès, pour certaines puissances, et la France surtout, se trouvaient limitées par les articles 2 à 6 secrets du traité de Paris. Sur ces articles, l'accord s'était fait isolément dans le Directoire des quatre puissances : il s'imposait comme une condition préalable aux autres Etats. La France y avait consenti : elle gardait la ressource et le droit de discuter le reste, et le reste, c'était le remaniement plus complet de l'Europe qu'avaient escompté la Russie et la Prusse.

Autrement, l'effort diplomatique de ces deux Etats ne se comprendrait pas, au lendemain de ce traité. Alexandre Ier et les Prussiens travaillèrent sans relâche à faire comprendre dans les articles que l'on ne discuterait pas au Congrès les satisfactions réclamées par eux en Pologne et en Saxe. Le traité n'en parlait pas, et de plus une première décision prise le 31 mai entre les plénipotentiaires les gênait : on avait décidé « d'ajourner jusqu'au séjour de Vienne toute discussion sur les arrangements définitifs pour les pays cédés par la France, pour ceux qui en Allemagne restaient à la disposition des alliés ». Attendre le Congrès pour régler le sort de l'Allemagne, c'était pour la Russie et la Prusse risquer la discussion qu'ils voulaient éviter, permettre à la France d'y intervenir et de diviser encore, non pour régner, mais pour empêcher le règne de ses vainqueurs.

Alexandre Ier quitta Paris, en compagnie du roi de Prusse et partit pour Londres, avec l'espoir d'obtenir des torys, du Régent, par la haine de la France, les avantages sur elle que Castelreagh venait à Paris de compromettre. Si le tsar n'obtint pas un désaveu formel des plénipotentiaires anglais, il eut la satisfaction de renouveler le 29 juin le pacte de Chaumont. Comme Talleyrand le dit plus tard au Congrès, ce pacte, conclu contre Napoléon, aurait dû cesser de plein droit avec le traité de Paris. Mais c'était pour Alexandre une manière de faire savoir à la France que ce traité incom-

plet la laissait exposée, tant qu'elle ne l'achèverait pas au gré de tous les Alliés, à leur vengeance et à la guerre. Le tsar comptait sur l'effet de sa menace. En retardant le Congrès au 1er septembre, puis au 1er octobre, il en faisait une autre du même genre : prolonger cette paix incertaine, et faire mine de renouveler la guerre, intriguer à Paris avec les libéraux contre la royauté, autant de moyens imaginés par Alexandre pour imposer aux Français la crainte et le repentir nécessaires à ses projets. C'était, malgré tout, rendre hommage au gouvernement qui lui faisait échec. L'emploi de la force, de l'intrigue prouvait que la Russie se méfiait du droit, des traités, du Congrès pour assurer sa victoire. Ces préparatifs de revanche n'étaient-ils pas le demi-aveu d'une défaite?

Louis XVIII et Talleyrand, de leur côté, se disposaient à cette lutte diplomatique. Le roi avait laissé à son ministre le soin de rédiger lui-même ses propres instructions, et le choix de ses collaborateurs, le comte Alexis de Noailles, le marquis de la Tour du Pin, le duc de Dalberg et de la Besnardière. La mission partit au début de septembre pour Vienne; les instructions étaient rédigées dès le mois d'août.

Ce fut tout le programme de Talleyrand, un plan de campagne en vue du Congrès, la formule d'une politique réglée sur les nécessités et la situation de la France en 1814, une doctrine générale enfin de politique extérieure conforme aux traditions bien entendues du passé, aux intérêts nationaux dans l'avenir.

Le premier point était, puisqu'il fallait combattre, de reconnaître la position des adversaires, de choisir un terrain sur lequel on fût assuré de déconcerter leur stratégie. Les Alliés étaient formés en deux camps, depuis le traité du 30 mai qui aux uns avait procuré leur satisfaction, aux autres l'avait seulement fait espérer. Si la France se glissait entre les deux camps, elle paralysait leur action. Elle devait craindre qu'on ne l'en empêchât, et tâcher d'y réussir. Le moyen était évidemment de ne pas éveiller les

inquiétudes : elle devait se présenter au Congrès modeste, résignée au fait accompli, à la perte de ses conquêtes, et rassurer l'Europe en la persuadant de sa modération.

Ap ès avoir forcé ainsi les lignes de l'adversaire, au centre de l'action qui allait s'engager, il fallait choisir une position dont la force, en face d'une coalition d'intérêts et d'ambitions, suffît à compenser la faiblesse de la France : c'était le second point. D'un coup d'œil sûr Talleyrand l'avait fixé. Le terrain qu'il avait choisi, c'était la justice « qui est l'utilité de tous ». Quoi de plus conforme au droit, à la lettre du traité, à l'intérêt des puissances secondaires, puisqu'elles avaient été engagées dans la guerre, « que leurs plénipotentiaires sans distinction de faiblesse ou d· force fussent admis au Congrès; que leurs voix fussent comptées »? Si la France réussissait à prendre cette position élevée de protectrice des petits Etats menacés comme elle, si, désintéressée, elle garantissait l'intérêt des autres, l'autorité de s· parole se trouverait décuplée d· toutes les voix qu'elle aurait groupées autour d'elle.

Et alors elle parlerait assez haut, assez ferme pour obliger les Alliés à renoncer à leurs projets de conquête. Ce serait le troisième temps de la négociation; et le moment s·rait venu alors de protester résolument contre le système des partages introduit depuis quarante années dans la politique européenne, étendu de l'Orient à l'Europe par les traités de Kalisch et Reichenbach. A ce système, la France devait en opposer un autre, fondé non sur le droit, mais *sur le droit public* que l'Europe s'était donné, « à défaut de loi morale qui eût manqué de sanction, pour ne pas rester à l'état de nature ».

Quand on dit que Talleyrand à Vienne invoqua surtout le principe de la légitimité, on interprète, on ne traduit pas exactement sa pensée. C'est une autre règle qui allait être son arme résistante dans ce combat inégal. « La souveraineté ne peut être acquise par le simple fait de la co quête, ni passer au conquérant, si le souverain ne la lui cède. Toute souveraineté autrement acquise n'a aucune réalité pour les

autres États. » La force en un mot ne légitime pas la conquête. A plus forte raison, ce que la conquête ne peut donner à un seul, elle ne peut le donner à plusieurs. Et si plusieurs « conquérants s'attribuent ou se donnent réciproquement ce qu'ils ont conquis, ils font un acte que le droit public désavoue et annule. » Talleyrand était trop bon diplomate et trop sceptique pour se payer de ces mots, de cette théorie, si pratiquement ils ne devaient servir sa politique.

C'est ainsi qu'il déclarait légitimes les conquêtes qu'il avait promis le 30 mai de ne plus discuter, l'île de Malte, la Belgique cédée à la Hollande, Gênes au roi de Sardaigne, l'Italie du Nord à l'Autriche, la rive gauche du Rhin aux Allemands. Il opposait au contraire le droit public à toute autre conquête non inscrite dans les articles publics ou secrets du traité de Paris : point d'agrandissement pour la Prusse en Saxe, ni pour la Russie en Pologne, ni pour l'Autriche en Italie aux dépens du Pape ou du roi de Sardaigne, ni pour Murat à Naples.

Trois traités de partage, véritables pactes de convoitises, menaçaient alors l'Europe du même sort que les pactes de 1772, 1793 et 1795 avaient fait subir à la Pologne : l'alliance de Kalisch préparait le partage des plaines du Nord entre les Hohenzollern installés à Dresde et les Romanoff à Varsovie et à Posen; l'alliance de Reichenbach, en échange de la Galicie ajoutée à l'Empire russe, livrait aux Habsbourg l'Italie du Nord; l'accord enfin de ceux-ci avec Murat constituait un partage de l'Italie centrale entre l'Autriche et le lieutenant infidèle et ambitieux de Napoléon. Dans cette Europe ainsi partagée entre l'Autriche, la Russie et la Prusse, quelle place resterait à la France après qu'elle avait cédé, le 30 mai, « pour échapper à la destruction »[1] toutes les conquêtes de la République réalisées au moment du dernier partage de la Pologne? Comment « reprendrait-elle jamais dans le système de la politique générale son rang », si elle devait encore assister impuissante et résignée à un partage presque complet de

l'Europe? Voilà pourquoi, afin d'empêcher cet acte fatal à l'avenir de la France, Talleyrand invoquait le droit public.

Si à leur tour Alexandre I[er] et la Prusse se préparaient à invoquer le vœu national des Polonais, des Saxons soi-disant désireux de retrouver ou de conserver, sous la domination de l'étranger, l'unité de leur patrie, à ce prétendu désir des nations le plénipotentiaire de Louis XVIII devait opposer le droit encore, celui des souverains, propriétaires de la Saxe, des Légations italiennes, des Deux-Siciles, de la Sardaigne, la *légitimité*, sa seule sauvegarde avec le droit public contre ce remaniement général dicté par la communauté des convoitises.

Sous l'appareil des formules que Talleyrand se réserve d'apporter au Congrès, ses seules armes contre des ambitions masquées, et appuyées également sur des principes, ce que l'on découvre dans les instructions et le programme de la diplomatie française, c'est un dessein très ferme, très net, singulièrement approprié à cette crise décisive. « En Italie, il faut empêcher l'Autriche de dominer en opposant à son influence des influences contraires; en Allemagne, la Prusse. Dans toute l'Europe centrale, de l'Elbe au Tibre, l'état de possession des grandes puissances allemandes doit être restreint par la conservation de tous les petits Etats, et par l'agrandissement des Etats moyens. » Qu'était-ce donc en effet que cette dernière bataille diplomatique, où le sort de la France et son avenir étaient remis aux mains de Talleyrand, sinon la suite et l'acte final de la lutte engagée, poursuivie entre la Révolution, Napoléon et les puissances allemandes pour la possession de l'Allemagne et de l'Italie. L'enjeu avait échappé aux Français, perdu dans l'écroulement des entreprises napoléoniennes : la seule revanche qui leur fût encore permise, consolation à la fois et sauvegarde pour l'avenir, c'était d'arracher cet enjeu à leurs rivaux, de le rendre ou de le distribuer par morceaux à ses possesseurs légitimes, à des Etats secondaires fortifiés ainsi contre l'Autriche et la Prusse, inoffensifs pour la France.

En fait de précision et d'opportunité, rien ne manquait

à ce plan : il s'agissait de ramener les Allemands, autant que possible, aux conditions où ils étaient après Valmy, puisque l'Europe exigeait que la France y revînt. Et le moyen, c'était, en 1814 comme alors, de rompre leur concert avec la Russie. Le règlement des affaires germaniques, italiennes, le sort de l'Europe plus que jamais étaient liées à la solution des affaires d'Orient.

Si, pour se réserver la Pologne et la Turquie, les tsars distribuent l'Europe par morceaux aux puissances allemandes, « malheureuse Europe, s'écriera Talleyrand, malheureuse France surtout! » Il eût alors mieux valu que le partage se fût fait à Tilsitt entre Napoléon et Alexandre. Au Congrès, comme dans les longues guerres qu'il doit terminer, le nœud de tout, c'était la question de la Pologne, la question de l'Orient. Dans la Révolution, les partages de l'Est avaient sauvé la France : sous l'Empire, ils avaient affranchi l'Allemagne de la puissance napoléonienne. La Restauration devait chercher dans les affaires orientales encore le salut du royaume. Obliger la Russie à rendre Posen à la Prusse, les deux Galicies à l'Autriche, c'était interdire aux Allemands de réclamer la Saxe, l'Allemagne du Nord et l'Italie à titre de compensation. Voilà le dernier mot de Talleyrand, et pratiquement, avec l'espoir d'être soutenu par l'Angleterre, « puissance conquérante hors d'Europe, conservatrice en Europe, en Orient surtout, » l'effort principal, sous des formes légales, le combat décisif dont il a revendiqué la charge, et plus tard l'honneur.

Cet honneur lui a été fortement contesté. Nul parmi les juges les plus sévères de Talleyrand ne doute après lui que la question d'Orient ne fût en effet le nœud de l'affaire. Mais on lui reproche de n'avoir pas servi les ambitions de la Russie en Pologne, de la Prusse, sa complice dans l'Allemagne du Nord, en un mot de ne pas s'être associé aux forts, pour rendre à la France sa force. Sa justification est dans la suite et la liaison étroite de son système que les circonstances lui ont imposé. « Tout se tient et s'enchaîne,

a dit M. Sorel, dans cette œuvre diplomatique et la discussion se ramène au point de départ. » On peut imaginer en effet un roi et un ministre refusant de signer le traité de Paris, résignés aux risques d'un démembrement plutôt qu'à l'aveu de leur faiblesse : mais on ne peut leur rien reprocher d'autre que de l'avoir signé. Une fois signé, ce traité leur imposait une politique, celle précisément que Talleyrand a magistralement exposée dans ses propres instructions.

Pour s'en être écarté, au dix-neuvième siècle, la France a vu son territoire entamé par la Prusse, les deux grandes puissances germaniques unies, dominant l'Allemagne et l'Italie, lui fermer l'Europe centrale, tout ce que Talleyrand avait su empêcher et prévenir. Sa situation, après 1870, a été la conséquence de cet oubli des traditions anciennes qui servirent encore à la diplomatie de Louis XVIII de règles et de modèles. Lorsqu'au début du dix-septième siècle Richelieu avait à préserver la France de l'Espagne envahissante, appuyée, comme la Prusse aujourd'hui, sur l'Europe centrale et l'Italie, sa méthode avait été la défense des faibles menacés comme elle, et non pas une entente avec les forts à leurs dépens, à son profit. C'est par le très grand nombre de ses voisins peu puissants et divisés, plutôt que par les conquêtes que la France avait réglé au temps de Louis XIII les conditions de sa grandeur et de sa sûreté. A cette politique féconde en résultats Talleyrand demeurait fidèle lorsque l'esprit de conquête développé par la Révolution, l'amour de la gloire entretenu par Napoléon, portaient les Français à maudire son œuvre, au nom de traditions faussées, déformées par un patriotisme mal éclairé.

CONGRÈS DE VIENNE

A Vienne, l'affaire s'engagea exactement comme Talleyrand l'avait prévu. Les plénipotentiaires, Metternich pour l'Autriche, Nesselrode pour la Russie, Humboldt et Har-

denberg pour la Prusse, Castelreagh et son frère Charles Stewart pour l'Angleterre avaient devancé leurs souverains. Ces représentants des *Quatre* voulaient surtout prévenir l'envoyé de la France, et lui imposer comme un fait accompli leur entente sur « d'autres bases que celles du traité de Paris ». Le 16 septembre, Humboldt apportait un projet; le 18, ses collègues décidaient de régler entre eux seuls les affaires de Pologne, d'Italie et d'Allemagne. L'Europe serait partagée sans être consultée. La seule concession que fit le 22 septembre ce *Directoire* en renouvelant son entente fut accordée à la demande de Castelreagh : « On devait permettre à la France et à l'Espagne de faire connaître leurs opinions et leurs vœux. » Ainsi avant le Congrès les positions étaient prises par les Alliés pour exclure à peu près la France, pour partager l'Europe quand Talleyrand arriva le 23 septembre, deux jours avant les souverains.

S'il n'avait pas connu l'arrêt de leurs ministres, il l'aurait deviné à l'accueil qu'il reçut. Sa personne y était pour quelque chose : l'ancien collaborateur de Danton et le confident de Napoléon ne pouvait guère à première vue inspirer confiance. Sans quelque complaisance des Anglais et de Gagern, ministre du roi des Pays-Bas, Talleyrand eût fait triste figure dans son hôtel délaissé. Mais cela même servit son plan et, dès le début, en prouva la valeur. Cet abandon lui permit de paraître ce qu'il voulait être, le représentant modeste d'une grande puissance résignée. « Il ne se plaignit point. » Il se montra « moins Français que bon Européen modéré ». A le voir, à l'entendre, les représentants des petites puissances, atteintes dans leurs intérêts et leur dignité par une injure commune, peu à peu se persuadèrent du désintéressement de la France : elles se rapprochèrent de Talleyrand. « La volonté de la paix est la seule occasion de force pour la France, » disait-il à Gagern, bien résolu à ne pas la laisser perdre.

C'est ainsi qu'il arriva le 30 septembre sur le champ de bataille, à la première réunion du Congrès, accompagné de

l'ambassadeur d'Espagne, Labrador. Deux jours avant, Alexandre et Frédéric-Guillaume avaient renouvelé le pacte de Kalisch. Leur ambition exigeait, comme l'avait pensé Talleyrand, que la question de Pologne décidât de toutes les autres : il se garda bien de l'aborder. Sa première déclaration fut une déclaration pacifique. « Je suis le seul qui ne demande rien. Je ne veux rien, je vous le répète. » La seconde fut en faveur des puissances secondaires qui avaient le droit d'être représentées au Congrès, et que l'on n'en pouvait exclure sans un mandat formel conféré par elles-mêmes. Cette double position assurée, Talleyrand fit alors, contre les conquêtes qui se préparaient, nettement entendre sa protestation : « Le premier besoin de l'Europe, dit-il, est de bannir à jamais l'opinion qu'on peut acquérir des droits par la seule conquête : il faut faire revivre le principe de la légitimité. » Le lendemain, il rédigeait une note pour réclamer l'admission au Congrès de l'Espagne, de la France, du Portugal, de la Suède, signataires du traité de Paris (1er octobre 1814).

En cette première passe, l'Espagne avait fortement aidé Talleyrand : l'Angleterre avait d'autant plus intérêt à la ménager qu'entre Bourbons de Paris et de Madrid le rapprochement était indiqué. L'effet de cette première démarche a été traduit aussitôt par Gentz, le confident de Metternich. « L'intervention de Talleyrand et de Labrador a furieusement dérangé nos plans. » Tout de suite, la France s'était glissée au milieu des Alliés et paralysait leur entente. Si bien que, le 1er octobre déjà, Alexandre Ier était obligé, pour la déloger, de commencer le feu.

L'escarmouche eut lieu dans l'audience que Talleyrand avait hardiment sollicitée. L'impatience du tsar, calculant depuis un an et demi le prix de sa peine, se marqua aux premiers mots : « Il faut que nous finissions ici nos affaires. — Elles finiront promptement si Votre Majesté y porte la même grandeur d'âme que dans celles de France, » répliqua Talleyrand. Cet appel au désintéressement allait atteindre Alexandre au point sensible. « Il me faut mes convenances.

Je garderai ce que j'occupe. » — « Je mets le droit d'abord et les convenances après. » — « Les convenances de l'Europe sont le droit. Plutôt la guerre, s'écriait Alexandre en sortant furieux, que de renoncer à ma conquête. » Comme à Erfurt autrefois entre Napoléon et Talleyrand, ici, entre Alexandre et le diplomate passé au rang de ses adversaires, deux systèmes ont été en présence : celui qui consistait à étendre à l'Europe les bouleversements de l'Orient ; d'autre part, le système destiné à l'en préserver : la conquête perpétuelle ou l'équilibre relatif. « Notre position est difficile, écrivait alors Talleyrand à Louis XVIII, elle n'est pas désespérée. »

Ni les menaces du tsar, ni l'insistance de Metternich, qui voulait obliger le plénipotentiaire français à retirer sa note du 1er octobre, ne le décidèrent à reculer. Il eut raison : une seconde réunion chez Metternich, le 8 octobre, lui donna gain de cause. Il dut son succès, comme il l'avait prévu, aux dissentiments des Alliés.

Le 4 octobre, l'Angleterre venait le retrouver sur le terrain qu'il avait habilement choisi. Castelreagh opposait au projet russe d'annexion de la Pologne un refus absolu, fondé « sur les sentiments contraires et unanimes de la France, de l'Espagne et de tous les autres États de l'Europe, grands et petits. » Il est vrai qu'en rendant cet hommage aux principes de Talleyrand, l'Angleterre se réservait le droit d'y apporter un démenti. Elle eût consenti encore à laisser la Saxe à la Prusse, et l'Italie peut-être à l'Autriche. Elle rêvait d'agrandir les puissances allemandes que la France voulait diminuer, pour contenir à la fois la Russie en Orient, les Français sur le Rhin et en Belgique. Le remède pouvait être pire que le mal pour la monarchie de Louis XVIII.

Heureusement ce remède ne pouvait pas convenir aux Habsbourg plus qu'aux Bourbons. A la rigueur ils auraient laissé au tsar la Pologne en prenant l'Italie pour compensation : mais livrer aux Hohenzollern l'Allemagne du Nord, Mayence, Luxembourg ou la Saxe! La peur de la Prusse,

favorisée à la fois par les Anglais et par Alexandre Ier, ramena Metternich à son tour au programme de Talleyrand. L'Autriche essaya bien de se faire payer par la France cette prétendue concession, que l'intérêt seul lui dictait. Elle offrit son concours pour rétablir à Naples les Bourbons, si en leur nom Louis XVIII promettait ce qu'avait promis Murat. « Ecrivez-lui, répondit Talleyrand, que la France ne demande rien, je suis prêt à signer. »

En une semaine à peine, les Anglais, pour ruiner le dessein du tsar, l'Autriche, pour limiter l'ambition de la Prusse, par la force des choses, se groupaient autour de Talleyrand. Ils lui permirent de grouper autour de la France les puissances secondaires. Cette première victoire fut consacrée par le protocole du 8 octobre, qui ajourna le Congrès au 1er novembre, mais en régla la forme, contraire aux protocoles rédigés par les *Quatre* le 18 et le 22 septembre. Il fut convenu que les délibérations se prendraient non plus entre *Quatre*, mais entre *Huit*, entre tous les signataires du traité de Paris. La France, ainsi, n'était plus écartée d'un partage de l'Europe. En fait, elle n'était plus seule à l'empêcher. En droit, elle avait commencé à l'interdire. Le protocole stipulait que les arrangements « seraient conformes aux principes du droit public ». Cette phrase à elle seule était la condamnation des partages. Aussi fût-ce l'envoyé de Prusse, Humboldt qui la releva : « Que fait ici le droit public ? » s'écria-t-il. « Il fait que vous y êtes, » répliqua Talleyrand. Il était bon de rappeler à ces vainqueurs Iéna et Tilsitt. La France haussait le ton. « Talleyrand fait ici le ministre de Louis XIV, » disait Alexandre Ier avec humeur. C'était un bel hommage qu'il rendait aux progrès de sa diplomatie victorieuse.

La victoire pourtant était loin d'être complète encore : un triomphe du droit était peu de chose, tant que les faits ne l'auraient pas consacré. Dans les trois semaines qui vont précéder l'ouverture définitive du Congrès les événements se précipitent. Les intrigues se croisent, préfaces des violences prochaines. L'Angleterre autorise, le 11 octobre,

les Prussiens à prendre la Saxe : elle décide même l'Autriche à consentir à une occupation provisoire. Pour armer les Allemands contre la Russie, elle leur laisse en Orient, sur le Rhin, sur le Pô, tout ce qu'ils peuvent souhaiter. En vain Talleyrand se plaint à Castelreagh. « Ah ! s'il ne vous était resté aucune vue sur le Rhin, » répliqua le ministre anglais. Cette intrigue anglaise n'était pas moins dangereuse que les colères du tsar, qui se traduisaient le 23 octobre par cette apostrophe : « J'ai deux cent mille hommes en Pologne, qu'on m'en chasse. » Si Metternich soutient cette intrigue, c'est qu'il travaille les cours allemandes, la Bavière, le Hanovre, le Wurtemberg, dans les conférences où l'on étudie la reconstitution de l'Allemagne. Il escompte leur alliance pour refuser aux Hohenzollern ce qu'il paraît leur accorder : dans l'intervalle, il espère avoir acquis de l'Angleterre la direction de l'Europe centrale. C'est la dernière poussée de cette fièvre de conquête. Talleyrand la surveille : il recueille alors le prix de sa sollicitude pour les Etats secondaires.

Désormais ce sont ces Etats, groupés autour de la France, qui combattent pour elle et pour le droit : à la commission des affaires germaniques, l'Angleterre et l'Autriche rencontrent la résistance de la Bavière, du Wurtemberg, hostiles à toute conquête des Hohenzollern, même provisoire. Ces princes réclament en faveur de la Saxe. La Hesse et le duché de Nassau exigent que la ville de Mayence leur soit attribuée et refusée à la Prusse. La Bavière même, sur les conseils de la France, arma. Louis XVIII enfin déclarait, le 25 octobre, qu'il était prêt à fournir sa coopération militaire aux Etats allemands, à l'Autriche elle-même, si elle se décidait à combattre les ambitions de la Prusse. La peur d'une nouvelle guerre commençait à ébranler le cabinet autrichien, quand le Congrès se réunit de nouveau le 2 novembre. Talleyrand y vint, sans manquer, lire un *mémoire raisonné sur la Saxe*, destiné beaucoup moins à convaincre les vainqueurs qu'à exciter l'opinion en Allemagne. A dessein, il propageait des bruits

de guerre. L'émotion qu'il entretenait fut à son comble, lorsqu'on apprit, le 10 novembre, l'occupation de la Saxe par les troupes prussiennes, à qui Repnin et l'armée russe avaient fait place pour aller occuper Varsovie.

Ce fut à Vienne surtout que la colère fut grande. Cet échange par la force n'était pas seulement contraire aux droits du Congrès. C'était une rude leçon pour Metternich. S'il avait consenti à laisser les Prussiens en Saxe, c'était avec l'espoir de chasser d'abord les Russes de Pologne et l'arrière-pensée de refuser Dresde ultérieurement. Que devenait tout ce système savant, devant le fait accompli le 10 novembre 1814? Le plus grave était que cet échange brutal et subit avait eu lieu, disaient les Prussiens et les Russes, « du consentement de leurs alliés ». L'Autriche était jouée : l'on entendit Schwarzenberg regretter amèrement la guerre de 1813, le concours si mal payé et décisif que son armée avait apporté aux alliés de Kalisch. Ce fut à ce moment que Talleyrand offrit à Metternich l'aide militaire de la France pour se venger. Le 7 décembre, les cours allemandes protestaient plus haut que jamais contre l'occupation de la Saxe. Deux jours avant, le *Moniteur* français avait inséré la note suivante : « La maison d'Autriche n'abandonnera point sans les motifs les plus pressants les droits d'hérédité de la maison de Saxe. » Le 10, en effet, Metternich adressait une note à Hardenberg et déclarait « l'incorporation de la Saxe à la Prusse comme un obstacle insurmontable à l'union des deux grands États allemands ».

La bataille décisive était engagée : au moment d'en venir au fait, on put juger ce que la conduite désintéressée de la France, l'adresse de son envoyé, avaient depuis deux mois apporté d'autorité à leur système. Le droit qu'ils représentaient, violé en Saxe d'une manière si brutale, avait désormais des défenseurs, l'Autriche, les puissances allemandes et la France. « La justice commençait à paraître, selon le vœu de Talleyrand, l'utilité de tous. » Au même moment, le roi de Sardaigne se voyait en Italie confirmer ses droits et la possession de Gênes (10 décembre) par le Congrès.

Soutenues, enhardies, défendues par la France et désormais par l'Autriche, les puissances secondaires se concertaient contre les grands Etats impuissants à les anéantir. La vieille Europe renaissait des ruines accumulées par la complicité de la Prusse et des Romanoff.

On le vit à l'hommage forcé et détourné qu'Alexandre Ier dut rendre aussitôt au droit, à ce droit qui « *n'était que les convenances* ». Le 26 novembre, hésitant à employer la force, le tsar proposa de rétablir le roi de Saxe. Il n'était plus question « de le conduire en Russie, pour qu'il y meure comme un autre roi de Pologne ». Du 1er octobre au mois de décembre, l'ambition moscovite avait fait beaucoup de chemin en arrière. Elle n'avait pas désarmé d'ailleurs: pour fixer les indemnités que le roi de Saxe, rétabli en Allemagne, devrait fournir à la Prusse, si elle cédait Varsovie aux Russes, les complices s'entendirent avec l'Angleterre afin d'exclure encore Talleyrand des délibérations. Le 23 décembre 1814, le plénipotentiaire français menaça de quitter Vienne et fut admis. Les alliés de Kalisch avaient encore réservé une dernière ruse, celle sans doute qu'ils s'étaient ménagée à défaut de la force. Sous prétexte de ne pas démembrer la Saxe, ils proposèrent de l'attribuer à la Prusse tout entière et de transporter son roi sur la rive gauche du Rhin. Cette ruse se retourna contre eux.

Jusque-là deux raisons avaient empêché l'Angleterre de se joindre à la France, à l'Autriche, pour repousser définitivement les prétentions de la Russie et de la Prusse : la crainte d'abord de mécontenter les Hohenzollern, à qui elle demandait de garder fortement la frontière du Rhin ; puis, la difficulté de renouveler une guerre en Europe, avant d'avoir achevé sa guerre avec les Etats-Unis. L'intérêt qu'elle avait à soutenir la Prusse disparaissait par ce nouveau projet d'établir sur le Rhin un prince faible, parent de Louis XVIII, ami de la France. C'était comme une trahison des Hohenzollern. « L'Angleterre, s'écriait Castelreagh, n'a à recevoir la loi de personne. » Le 1er janvier, d'autre part, il recevait la nouvelle de la paix en Amérique.

Le 3, il préparait et signait avec Metternich et Talleyrand un traité secret qui, dans la forme et par le fond, consacra le triomphe de la diplomatie française.

Deux principes s'y lisaient clairement : d'abord l'engagement réciproque des nouveaux alliés, contraire à celui des Quatre, de prendre les arrangements nécessaires « *avec le plus parfait désintéressement et la plus complète bonne foi* ». La modération et la justice l'emportaient sur les convoitises. L'article secret unique, qui invitait la Bavière, la Hollande et le Hanovre à chercher dans l'alliance la sauvegarde de leurs intérêts, proclamait la réconciliation des grands et des petits Etats. « La coalition, écrivait Talleyrand à Louis XVIII, est dissoute. La France marche de concert avec deux des plus grandes puissances de l'Europe, trois Etats de second ordre, bientôt tous ceux qui suivent d'autres principes et d'autres maximes que les principes révolutionnaires. Elle est le chef et l'âme de cette union formée pour la défense des principes qu'elle a été la première à proclamer. »

Et la conséquence, c'était le second engagement « d'appliquer le traité de Paris selon son but et son esprit », de restreindre le plus possible le remaniement de l'Europe aux conquêtes fixées par ce traité. Cette fois, l'heure semblait définitivement passée des sacrifices pour la France. Il y avait là mieux qu'une satisfaction de vanité pour son roi restauré, plus qu'un succès de métier pour son ministre, un résultat de fait, une garantie d'une portée considérable. Dans une large mesure, Talleyrand avait réparé le mal de ses intrigues contre Napoléon, et Louis XVIII mérité le pardon de ses complots avec l'étranger. Ils avaient servi la France en Français.

Pour détruire leur œuvre, sans doute, la Russie et la Prusse pouvaient encore recourir à la force. Mais c'eût été une nouvelle, une grosse partie à jouer contre les 500000 hommes que s'étaient promis mutuellement les trois puissances, contre ceux que leur fourniraient encore tous leurs alliés. A supposer qu'on tentât l'entreprise, com-

ment la justifier, comment l'expliquer au peuple russe surtout, aux Allemands, lassés de la guerre? Les alliés de Kalisch préférèrent éviter ces risques et ces explications. Ils cédèrent.

Talleyrand et Metternich tenaient trop à la paix pour ne pas leur faciliter le repentir. Talleyrand lui-même gardait le moyen en réserve depuis un mois, l'offre à la Prusse de certains districts saxons : 800000 habitants de la Saxe septentrionale. La Prusse voulut Leipzig. Un ultimatum du 28 février l'obligea à la raison. L'Autriche de son côté abandonnait à la Russie la Galicie occidentale : ce n'était pas toute la Pologne comme le tsar l'avait rêvé, avec Varsovie et ses environs; c'était du moins l'extension de la frontière russe jusqu'à la Vistule. Le 11 février 1815, l'affaire qui avait occupé le Congrès depuis quatre mois, au risque d'un renouvellement de la guerre, était pacifiquement réglée. Tout s'acheminait ainsi vers la conclusion définitive, lentement, lorsque, le 5 mars, M. de Metternich connut brusquement et apprit aux membres du Congrès le départ de Napoléon de l'île d'Elbe (28 février 1815). A quinze jours près, le *réveil du Lion* coïncidait donc avec le succès de Talleyrand, avec le triomphe de sa politique qu'il devait compromettre.

Il y a eu dans cette diplomatie française de la première Restauration, en général si prudente, si avisée, une part de passion, de rancune qui a fait tort à son œuvre de pacification générale. Louis XVIII, personnellement, en fut responsable. On sait qu'il se refusait à écrire même le nom de Napoléon : il écrivait B. P. Le traité de Fontainebleau avec l'usurpateur fut toujours à ses yeux une convention inacceptable. Il oublia de payer au souverain de l'île d'Elbe les rentes qu'il lui devait. Il n'acceptait même pas cette souveraineté si modeste dont Napoléon semblait se contenter, le faisait surveiller par son consul de Livourne, négociait avec l'Angleterre et Metternich pour qu'on lui trouvât une prison dans l'Océan ou aux îles Sainte-Marguerite.

C'était à la fois de la peur et de la haine, un système de vengeance qui s'étendait à tous les membres, à tous les associés de la famille impériale. Si le roi Joseph demeurait en Suisse, on exigeait son renvoi à l'autre bout de l'Europe. Soutenue par Louis XVIII, l'ancienne reine d'Etrurie disputait à l'Impératrice Marie-Louise les duchés de Parme et de Guastalla. A la prière du tsar, Talleyrand refusait la souveraineté formellement promise au prince Eugène. Le roi de Rome était retenu comme prisonnier à Vienne. Le roi de France ne pouvait accepter l'idée que Bernadotte s'établirait en Suède; il fallut les supplications de Talleyrand pour l'y faire consentir. En revanche, dès les premiers jours, Talleyrand travailla pour plaire aux Bourbons à détrôner Murat, à rétablir Ferdinand IV en Sicile. « Mon opinion se confirme, écrivait-il le 7 décembre, qu'il faut nous débarrasser de l'homme de l'île d'Elbe et de Murat. » Entre le roi et son ministre, ce fut, durant tout le Congrès, un système de guerre déclarée à Napoléon, à sa famille, à ses lieutenants. Ils le formulaient comme un axiome : « *Delenda est Carthago.* » Le principe de la légitimité, au lieu d'un instrument de paix, était ici une arme de guerre.

Tandis que l'alliance du 3 janvier 1815 se formait pour garantir le traité de Paris, elle devenait par des intrigues louches et sourdes, entre Bombelles, agent de l'Autriche, Blacas, confident de Louis XVIII, et Wellington, le signal d'une prise d'armes générale contre Murat, un démenti secret aux maximes officielles du cabinet français. Les Bourbons payaient le concours des Anglais de l'abandon des îles Ioniennes qui, dans le plan de Talleyrand, avaient dû servir d'indemnité à Murat. La Valteline et la Toscane seraient le salaire de l'Autriche. Qu'était-ce donc sinon un partage en vue d'une conquête, l'effet de l'intrigue et de la violence? Après Murat, viendrait le tour de Napoléon : « il faut tout finir d'abord, » annonçait Talleyrand.

Le 25 janvier 1815, Murat, invoquant le bénéfice de son traité avec l'Autriche, adressait au Congrès une protesta-

tion très fondée en droit. Il disait que, dans le traité de Paris, la paix lui avait été implicitement garantie, comme à tous les alliés de l'Autriche. Il concluait que les Bourbons n'étaient pas justifiés à rappeler la paix de Paris quand elle les servait, à l'enfreindre si elle les gênait. « Leurs convenances seraient-elles le droit? » Le roi de Naples ne se faisait pas d'illusion sur sa protestation. A l'intrigue, il opposait l'intrigue; contre les violences, il se réservait d'employer la force. On le voit alors en correspondance suivie avec Napoléon, menacé par le même complot. Le patriotisme italien, effrayé des conquêtes autrichiennes, attaché désormais à l'idée de l'unité, lui fournit des alliés dans les rangs du carbonarisme et de l'armée, le chef de la police milanaise, Luini, le général Pino. Au début de février, Murat somma le roi de France de déclarer au Congrès s'il était en état de guerre ou de paix avec lui. Dans le courant du mois, Louis XVIII répondit à cette sommation par la mobilisation de son armée, par un traité secret avec l'Angleterre et l'Autriche. Le cabinet de Vienne, le 24 février, faisait passer 150000 hommes en Italie, résolu à agir lui-même, pour empêcher les troupes françaises de passer les Alpes.

Le lendemain du jour où cet ordre fut donné, Napoléon quittait l'île d'Elbe. La première pensée des diplomates fut qu'il débarquerait en Italie pour profiter de ces complications. Mais c'étaient les Français qui l'appelaient, comme le prouvèrent son retour triomphal et la facilité de sa restauration. Il lui fallait une force qu'il ne pouvait trouver ailleurs. Les entreprises des royalistes en faveur de l'ancien régime, le mécontentement de l'armée, des fonctionnaires sacrifiés aux ultras, la fidélité de la nation aux souvenirs récents des gloires impériales, promettaient à Napoléon une revanche, alors qu'à Vienne on lui destinait une prison. Cependant l'appel que l'empereur adressait à Murat de l'île d'Elbe, avant son départ, la réponse de Murat qui au premier signal mobilisa son armée toute prête (15 mars), occupa en un mois Rome et la Toscane, et de Rimini essaya de

soulever le peuple italien, indiquaient nettement que les provocations et les intrigues des Bourbons avaient une part d'influence sur sa décision.

A la nouvelle de son retour, Louis XVIII envoya l'ordre à Talleyrand de proposer que Bonaparte « fût *mis hors du droit des gens de l'Europe* ». « Je l'en ferai repentir, » écrivait-il à son ministre. L'Europe ratifia cet accès de colère, comme elle avait servi la vengeance des Bourbons. Une déclaration du 13 mars, signée des huit puissances, plaça « Napoléon hors des relations civiles et sociales, comme ennemi et perturbateur du repos du monde ». Une semaine après, le 20 mars, Napoléon rentrait aux Tuileries, porté sur les épaules de ses vieux soldats; Louis XVIII était en fuite à Gand. Dans la guerre qu'il avait déclarée aux Bonaparte, il n'avait ni l'avantage ni surtout le beau rôle. Il redevenait, malgré les conseils de Jaucourt et de Talleyrand, un émigré sous la protection de l'étranger. La Restauration avait perdu le bénéfice de la situation acquise en 1814, des services qu'elle avait rendus à la France en la sauvant de l'occupation et du démembrement, de son attitude, enfin de son autorité au Congrès de Vienne. « Talleyrand n'était plus le ministre de Louis XIV. Il n'était plus que le ministre de Jacques II. »

Si le retour de Napoléon rejeta ainsi l'Europe dans la politique de fait et de force, la faute en fut d'abord à Louis XVIII qui, par peur et par vengeance, avait invité toute l'Europe à la guerre, malgré le droit et les traités, contre Napoléon et ses pareils. D'un coup et d'une main, il avait détruit l'édifice savant et fragile que de l'autre il avait longuement dressé à Vienne. En vain, prétendait-il que ses efforts pour sauver le roi de Saxe et perdre Murat procédaient du même principe. La vérité stricte était que ce principe servit à une œuvre de paix conforme aux intérêts de la France, à une œuvre de guerre, nuisible et réglée par des intérêts et des vengeances de famille. Tandis qu'au nom de la tradition, les ennemis des Bourbons maudissaient les traités de Vienne, ces mêmes Bourbons,

leurs serviteurs et leurs amis, par leurs menées contre les Bonaparte, en ruinaient le principe et l'effet.

A toutes les époques de l'histoire révolutionnaire, de 1792 à 1814, c'est toujours le même mal combiné de la tradition et de l'intrigue. Napoléon n'a pas seul détruit, pour le malheur de la France, les traités de Fontainebleau et de Paris : Louis XVIII y a autant contribué par sa politique étrangère, mélange, comme son inspirateur le prince de Bénévent, de sagesse et de clairvoyance patriotiques, d'intérêt personnel et de machinations louches.

LES CENT JOURS. — L'ACTE FINAL DE VIENNE

Il avait suffi de la présence de Napoléon aux Tuileries pour armer de nouveau toute l'Europe contre la France. En quelques heures la décision fut prise par les Alliés de mobiliser leurs armées. Leur déclaration du 25 mars 1815 disait assez haut leur intention commune de ruiner, avec Napoléon, la France si elle le soutenait. Pourtant ils ne se mirent réellement à l'œuvre qu'à la fin de mai. Ces deux mois parurent interminables à Louis XVIII, inquiet de l'autorité que son rival pouvait reprendre en France.

Les puissances les employèrent à se mettre d'accord non pas sur le principe, mais sur les profits de la guerre. Le 13 mars, les souverains s'étaient engagés sans restriction à maintenir intacts les traités de Paris. Le 25 mars ils l'avaient répété ; ils promettaient en outre « de respecter les stipulations du Congrès de Vienne ». Ce double engagement semblait une garantie pour la France et pour l'Europe, de liberté, d'indépendance, d'intégrité. Comme toujours, ces protestations d'accord et de parfait désintéressement traduisaient bien mal l'ardeur et l'opposition très vive des convoitises. Au premier signal de guerre, chacun des grands Etats revenait à ses desseins particuliers de conquête, à son souci d'interdire les conquêtes du voisin.

Alexandre Ier faisait bonne mine à Talleyrand. Mais il se réjouissait de voir s'écrouler « la Légitimité » avec son cortège de conséquences gênantes. Il parlait d'une monarchie constitutionnelle en France au profit du duc d'Orléans, comme il avait en 1814 proposé Bernadotte. Il lui fallait un instrument de ses projets sur l'Orient, un prince docile, incapable de lui reprendre, à l'exemple de Louis XVIII, une conquête toute faite. La Prusse faisait les mêmes calculs. « Ce n'est pas pour rendre à la France des princes qu'elle ne veut pas que nous armons, c'est pour nous indemniser par un juste partage de ses provinces. » Louis XVIII avait trop bien défendu l'intégrité de son royaume pour que les Alliés acceptassent encore sa collaboration. Point de partage possible avec lui, ni de l'Orient, ni de la France, ni de l'Europe.

Si le tsar excluait les Bourbons, raison de plus pour les Anglais de les soutenir. Ce fut l'occasion de fréquentes disputes entre Clancarty, qui avait remplacé Castelreagh à Vienne, Alexandre Ier et ses ministres. « Il ne faut pas ouvrir la porte aux Jacobins, » disaient les Anglais. « Il faut détacher les Français de Napoléon, répondaient les Russes, par une monarc ie constitutionnelle, sincère et durable. » Au fond, les interlocuteurs se souciaient assez peu de l'avenir de la France. Ce qui les intéressait au plus haut point, c'était l'avenir qu'une guerre nouvelle ferait à leurs ambitions rivales. La dispute dura jusqu'au 12 mai 1815. Elle se termina par un accord dont la France eut à payer les frais, auquel Talleyrand dut souscrire.

Metternich ménagea, semble-t-il, cet accord comme et quand il le jugea opportun. Le retard de la coalition avait d'abord servi les intérêts de l'Autriche, qui préférait régler son compte avec Murat avant d'attaquer Napoléon. L'affaire lui prit un mois : le 9 avril 1815 Murat reculait devant l'armée de Neipperg, le 3 mai il était battu à Tolentino, et en fuite. Aussitôt Metternich se déclara comme les Anglais pour les Bourbons : mais il fit comprendre à Louis XVIII que pour décider ses adversaires il devait y mettre le prix

nécessaire. Un rapport, rédigé par Gentz, approuvé par les puissances, inséré dans les protocoles, modifiait les conditions des premières déclarations du 13 et 25 mars. « Il ne s'agit plus aujourd'hui de maintenir le traité du 30 mai. Les puissances *se trouvent rétablies envers la France dans la position où elles étaient le* 31 *mars* 1814. » Et Talleyrand avait signé cela au nom de son maître, très heureux encore que l'Europe voulût bien « ne pas *présenter cette guerre comme une entreprise en faveur de Louis XVIII* ». « Il ne faut pas, écrivait-il de Vienne à son maître, que les Français puissent jamais attribuer à Votre Majesté les maux de cette guerre. »

Quoi qu'il dît et qu'il fît plus tard pour réparer ces maux, la France ne devait jamais les pardonner à Louis XVIII. Le roi de Gand traitait, comme l'émigré de Coblentz, avec la coalition, d'un démembrement de la France. Il consentait à fournir aux Anglais, ses patrons et ses défenseurs, les arguments nécessaires pour refaire sur son nom l'accord de la coalition. C'est alors seulement que les armées s'ébranlèrent, de la Pologne, de l'Allemagne, de l'Italie, contre les trois cent mille hommes, la dernière ressource dont disposât l'Empereur pour garder ses frontières. Napoléon voulut profiter de ces deux mois pour désarmer, tout au moins pour désunir ses adversaires. Il avait fait mettre sous les yeux d'Alexandre le traité conclu le 3 janvier 1815 contre lui. Sa diplomatie jusqu'à la dernière heure rêva de Tilsitt et rencontrait toujours Erfurt, avec Talleyrand au premier rang de ses adversaires. Il ne lui restait plus qu'à *nationaliser* la guerre, avec plus de motifs, cette fois, que dans ses entreprises précédentes. Ce ne fut pas sa fortune qui se joua dans les plaines de Waterloo le 18 juin : ce fut le sort de la France elle-même.

Tandis qu'un vaisseau anglais emportait Napoléon, prisonnier volontaire à Sainte-Hélène, un million de soldats étrangers campaient à Paris, menaçaient ses habitants, se répandaient dans les provinces, rançonnaient, pillaient. Les horreurs de la guerre civile avec la Terreur Blanche

s'ajoutaient aux malheurs de l'invasion. Déchirée par les vengeances des factions, souillée par des exécutions sanglantes, la France était, au mois de juillet 1815, comme Napoléon, prisonnière, sans ressource, de la coalition.

On put croire, du 11 au 18 juillet, qu'elle allait être partagée. Les haines nationales, dont Talleyrand avait reconnu le danger en 1814 déjà, exaspérées par cette nouvelle lutte, grondaient autour d'elle : les politiques, vainqueurs, prenaient leurs mesures : « L'idée dominante en Angleterre, écrivait Liverpool le 14 juillet aux envoyés du ministère à Paris, est que les alliés sont autorisés à profiter de l'occasion pour ôter à la France les principales conquêtes de Louis XIV. » « L'Alsace me paraît le point capital, » disait Gagern, récemment encore l'ami de la France à Vienne, maintenant l'interprète des rancunes et des appétits germaniques. Ce n'étaient plus les Prussiens seulement « qui voulaient partager la France en deux, » c'était le peuple allemand : Badois, Wurtembergeois, Bavarois unis par la communauté des convoitises ou des vengeances. On eut toutes les peines du monde à les empêcher de faire sauter le 15 juillet le pont d'Iéna, monument de leurs défaites.

En vain Louis XVIII voulut se présenter comme un médiateur entre son peuple et l'étranger. Il était à la discrétion des vainqueurs, parce qu'il était sans autorité sur ses sujets. Il n'avait pas voulu suivre les conseils de Talleyrand qui, de Vienne, était accouru à Mons pour le prier de quitter l'armée anglaise, de ne pas se présenter à la France dans les rangs de ses vainqueurs, de ménager l'amour-propre national. Le prince de Bénévent sentait la gravité des engagements pris par les Bourbons contre la France : la nécessité les avait dictés. Napoléon vaincu, son désir était de les éluder. Il avait formé un plan qui consistait à installer le gouvernement royal à Lyon, de manière à en faire une sorte de gouvernement de la défense nationale, étranger à l'invasion, populaire et au besoin armé contre les exigences des alliés. L'entourage de Louis XVIII avait si peur de ne plus revoir Paris, tellement hâte de s'y re-

trouver, que Talleyrand ne fut pas écouté, que le roi avec lui rentra « dans les bagages de l'armée anglaise » (25 juin 1815). Personne ne se trouvait plus en mesure de protéger la France : « La patrie, écrivait Joseph de Maistre, est menacée dans son intégrité et son indépendance, à moins d'un désintéressement miraculeux des alliés. »

Ce fut alors que le tsar Alexandre Ier, obstiné à sauver les Français pour s'en faire des instruments, apporta une déclaration de principes décisive, le 28 juillet 1815. « Il ne faut pas traiter la France en ennemie. Les puissances ne peuvent y exercer le droit de conquête. Car l'essentiel est, en la traitant avec justice, d'y établir l'autorité du roi, d'éviter le retour des révolutions, d'assurer la paix et le bonheur des peuples. » Ce langage noble et élevé dont la France a longtemps gardé le souvenir, cette intervention, ressource inespérée dans sa détresse, n'étaient, de la part de son sauveur, qu'un calcul : « La Russie a intérêt à laisser la France forte, disait Capo d'Istria à Stein, afin que d'autres puissances ne puissent disposer de toutes ses forces contre elle. »

Les Anglais aperçurent vite le dessein masqué de cette ambition tenace : Castelreagh le signalait à Liverpool pour qu'il abandonnât les vengeances réclamées par le peuple anglais. Bientôt ils se mirent d'accord pour déclarer que « la réduction de la France était une chimère », bonne tout au plus à favoriser les projets de la Russie en Orient. Cinquante ans d'avance leur prévoyance calculait l'avantage de la guerre de Crimée. Immédiatement, la France trouva en eux de nouveaux défenseurs, intéressés d'ailleurs comme le premier. Pendant le mois d'août encore, les Prussiens et Metternich, pour ne pas laisser aux Hohenzollern la cause du patriotisme allemand, réclamèrent obstinément le démembrement de la France. Le 2 septembre 1815, elle était sauvée par un ultimatum menaçant de l'Angleterre aux Allemands.

Dès qu'il n'y eut plus d'autre hostilité contre les Français que celle de l'Allemagne, le principe de leur ruine fut

écarté. Les ambitions rivales de la Russie et de l'Angleterre leur devenaient une sauvegarde, et, non pas seulement, comme on l'a dit, la protection désintéressée du tsar. Le pardon accordé aux vaincus n'était qu'un défaut d'entente entre les vainqueurs.

Aux nations, dont il fallait pourtant calmer les haines après les avoir appelées à la curée, les Anglais jetèrent quelques os à ronger. Ils obligèrent Louis XVIII à rendre les chefs-d'œuvre, « dépouilles des autres pays, que la Révolution avait enlevées aux temples, aux galeries étrangères ». (11 septembre 1815.) Ils se vantaient ainsi « de donner aux Francais une grande leçon de morale ». Aux souverains, l'on offrit comme satisfaction, le 15 septembre, les deux tiers du territoire que le traité de Paris avait ajouté à la vieille France : la Savoie rendue au roi de Sardaigne, Condé, Philippeville, Marienbourg, Givet ajoutés à la monarchie hollandaise, Sarrebrück, Sarrelouis cédés au roi de Prusse et Landau au roi de Bavière, plus une indemnité de guerre de 700 millions. Si l'on avait adopté les propositions du tsar, les alliés se seraient contentés de l'indemnité. Obligés par l'opinion publique à des rigueurs plus grandes, dont l'odieux en France retomba sur eux, les plénipotentiaires anglais réclamaient au moins les objets d'art et cette diminution de territoire.

Ce fut en vain que Talleyrand essaya d'invoquer, en faveur de la monarchie, le principe de l'alliance contractée à Vienne avec les souverains. Ses arguments contre la conquête, ses appels au droit avaient perdu leur valeur. On trouva « qu'il abusait des idées abstraites », que sa façon de tout réduire à la personne du monarque avait fait leur temps. Il était seul à parler ainsi : au mois de septembre 1815, on ne pouvait plus écouter qu'un prince qui, après avoir passé la revue de ses sept corps d'armée dans la plaine de Vertus, faisait le serment de sauver la France. Louis XVIII le comprit : il accepta la démission du prince de Bénévent, le principal obstacle à une réconciliation des Bourbons et de la Russie (26 septembre 1815). Il consentit

à recevoir du tsar un premier ministre, lieutenant général russe pendant l'émigration, le duc de Richelieu, plus capable de « lui fournir les lumières et l'appui de ce prince ». Son calcul se trouva juste : huit jours après, Alexandre Ier, soutenu par l'Angleterre (2 octobre), imposait définitivement aux alliés une conquête de la France aussi réduite que possible. Il lui conservait dans les préliminaires du traité de Paris, définitivement signé le 20 novembre 1815, Condé et Givet, les forts de Joux et de l'Ecluse. Il « avait travaillé sous main » à réduire les charges des Français et leurs pertes, escomptant leur gratitude et leur docilité.

Le règlement définitif du compte redoutable que la Révolution, l'Empire et les maladresses des Bourbons avaient ouvert entre l'Europe et la France se terminait ainsi sans autre dommage que les charges causées par de longues guerres et une occupation étrangère de cinq années, dernier souvenir de ces guerres.

Tour à tour les affaires d'Orient, où désormais toute l'Europe était intéressée, avaient depuis vingt ans désarmé, armé, et définitivement divisé les adversaires de la Révolution. La France y avait trouvé avec Napoléon sa perte; avec les Bourbons son salut, deux fois à six mois de distance. A Vienne, les ambitions d'Alexandre Ier lui avaient valu le concours de l'Angleterre et de l'Autriche; à Paris elles lui avaient procuré l'appui presque inespéré de la Russie. Richelieu avait complété l'œuvre de Talleyrand.

Car cette œuvre n'avait pas été entièrement compromise par les modifications que le second traité de Paris apporta au premier; à celui du 30 mai 1814. Après ces modifications, elle n'en devenait même que plus précieuse, et de plus de portée. Le principe que Talleyrand avait fait triompher à Vienne, de refuser aux grands Etats des conquêtes nouvelles, funestes pour la France qu'on obligeait à rendre les siennes, son effort pour limiter leur influence par l'accroissement des Etats secondaires ne reçurent aucune atteinte dans cette crise provoquée par le retour de Napoléon.

La coalition du 25 mars 1815 avait trop d'intérêt à

s'unir, trop d'occasions de se diviser dans une dernière campagne contre Napoléon pour s'exposer à discuter de nouveau un partage de l'Europe. Si Talleyrand alors souscrivit aux mesures des Alliés contre la France, ce fut pour le profit qu'il réservait à son maître, au royaume, après la guerre. Il laissait l'Europe organisée contre l'ambition des grands Etats. Il n'avait quitté Vienne qu'après avoir vu l'Autriche, la Prusse et la Russie signer leur accord dans les affaires de Pologne (3 mai), la Prusse et la Saxe se réconcilier (18 mai), l'Autriche reconnaître les limites de la Sardaigne (20 mai 1815), la Prusse celles de la Suède (7 juin), et toutes deux établir le 8 juin la Confédération germanique. Il emportait, de Vienne, paraphé et signé l'acte final du Congrès (9 juin 1815), consécration dernière de sa politique.

Le tableau de l'Europe, telle que cet acte la fit, ressemblait, sauf les retouches nécessaires, à l'esquisse qu'il avait apportée en septembre 1814 avec ses instructions.

Ce n'était point en Europe d'abord que l'on pouvait calculer les vrais profits de l'*Angleterre*. Héligoland, Malte et les îles Ioniennes formaient de grandes positions stratégiques, mais des conquêtes moindres que les dépenses et les efforts de sa lutte acharnée contre Napoléon. Le prix véritable de cette lutte, le salaire du concours qu'elle avait apporté à la France étaient ailleurs, hors d'Europe, sur mer et dans les colonies : l'île Maurice, les Seychelles, Sainte-Lucie, Tabago, la Trinité, surtout Ceylan et le Cap (13 août 1814) : encore ces dernières acquisitions étaient-elles l'effet d'un contrat particulier entre l'Angleterre et la Hollande. La paix de Vienne n'avait que fort peu augmenté la puissance coloniale des Anglais. C'était par un effet de leurs ambitions traditionnelles en Belgique que les Hollandais sacrifiaient leurs plus belles colonies au plaisir de s'agrandir dans les Flandres et d'agrandir l'Angleterre.

De même les acquisitions de la *Russie* qui lui conservaient en Orient, comme à l'Angleterre sur les mers, le premier rang, étaient antérieures au traité de Vienne, et fixées la

plupart par des conventions particulières : par exemple, la Finlande, cédée par la Suède en 1809, la Bessarabie, par la Turquie en 1812. Le tsar avait restitué les provinces danubiennes : le traité de Vienne l'obligeait à rendre à la Prusse une partie de la Pologne qu'elle aurait voulu conserver tout entière. Elle ne gardait du duché de Varsovie que Varsovie et les palatinats de Plock. Kalisch. Biélostock jusqu'à la limite de Thorn et du duché de Posen. Elle ne faisait qu'échanger les pays galiciens de Tarnopol, Brezzan et Zloczow obtenus en 1809 de Napoléon, contre les cercles occidentaux de Sandomirs et de Radom abandonnés définitivement par l'Autriche. Et elle devait renoncer à Cracovie constituée en République libre et neutre (art. 1 à 9). En somme, Alexandre Ier reprenait aux Allemands ce que Catherine II leur avait laissé de la Pologne aux deuxième et troisième partages : la règle et les conditions du premier partage subsistaient. C'était un fort recul pour son ambition : en principe, sinon en fait, c'en était la condamnation.

L'arrêt porté contre la *Prusse* à Vienne, malgré ses protestations et ses colères, était aussi décisif : de la Saxe qu'elle avait souhaitée tout entière pour accaparer l'Allemagne du Nord. elle recevait seulement les cercles de Gőrlitz, Torgau. Wittemberg. Zeitz (art. 15-16). L'acquisition qu'elle faisait de pays catholiques éloignés de Berlin, exposés aux atteintes de la France. de Cologne, Coblentz, Aix-la-Chapelle, Trèves, Sarrelouis, du grand-duché de Berg. de Siegen et de Dietz. catholiques aussi, et de la Poméranie suédoise (art. 24-25), toutes ces annexions dispersées ne valaient pas aux yeux des Prussiens la somme de leurs efforts, ce qu'eût été l'incorporation d'un grand Etat compact, protestant, ou de l'Alsace. Ils calculaient la perte d'Anspach et Bayreuth, de la Frise orientale cédés à la Bavière, au Hanovre. de leurs provinces polonaises surtout, 2600 lieues carrées de territoires abandonnés, 2300 lieues seulement d'acquisition. bref le *statu quo*. plutôt moins.

L'*Autriche*, pas davantage, n'avait réalisé son rêve. Elle renonçait volontiers à ces Pays-Bas lointains, toujours dif-

ficiles à défendre (art. 65). Ce n'en était pas moins une perte de 2231 lieues carrées et de 3 millions d'habitants. Le sacrifice lui paraissait à peine compensé par l'acquisition de Venise et de ses provinces maritimes d'Istrie et de Dalmatie, de Raguse, de la Lombardie jusqu'au lac Majeur et de la Valteline (art. 93 et 94) : 2000 lieues carrées seulement. Ce n'était pas l'Italie entière, dont l'Autriche avait voulu faire sa terre et sa chose, malgré la restauration de l'archiduc Ferdinand en Toscane, de François d'Este à Modène et Reggio, de Marie-Louise à Parme et Guastalla. Sur ces duchés, où sans doute elle avait de l'influence, elle n'obtenait que des droits de reversion nuls ou douteux. Enfin, si en Allemagne elle reprenait ou acquérait de la Bavière le Tyrol, le Vorarlberg et Salzburg, c'était au prix de l'abandon à celle-ci de ses domaines souabes, du Brisgau et de l'Ortenau au grand-duc de Bade. Par ces échanges, l'Autriche acquérait un domaine plus centralisé et plus compact, une physionomie mieux dessinée : tandis que la Prusse se dispersait, elle se concentrait. C'était enfin un profit qu'elle appréciait de n'être plus en contact avec la France, d'exposer les Hohenzollern à des conflits dont elle se voyait elle-même protégée. Néanmoins, qu'avait-elle gagné à ces guerres sans trêve qu'elle n'eût à la paix de Lunéville : la Lombardie et la Valteline seulement, au lieu de l'Italie, péniblement arrachée aux Français, rendue aux souverains italiens? Comme la Russie en Pologne, la Prusse dans l'Allemagne du Nord, l'Autriche dans la péninsule n'avait pas réalisé ses ambitions.

Tous ces grands États s'étaient accrus sans doute, moins qu'ils ne l'avaient espéré. S'ils avaient refusé à la France vaincue des agrandissements proportionnels aux leurs, que leur intérêt bien entendu, à défaut de générosité et le souci d'une paix durable auraient dû peut-être leur dicter, les avantages accordés aux États secondaires compensaient, réduisaient l'importance de leurs acquisitions. Ils avaient obligé la France au désintéressement : elle s'en était fait une politique contre leurs ambitions. Ainsi avaient grandi

les Etats secondaires, au moment où ils étaient menacés d'être réduits.

Dans le Nord, la *Suède* avait perdu définitivement ses provinces baltiques de Finlande et de Poméranie antérieure, enclavés dans les domaines des Romanoff et des Hohenzollern, difficiles à défendre. Elle avait acquis la Norvège tout entière, un territoire à peu près égal au sien (16680 lieues carrées : 22051 lieues) : elle s'était presque doublée d'un domaine qui lui donnait un large accès sur l'Océan, une unité plus solide, plus naturelle que l'empire baltique constitué par ses rois au dix-septième siècle (traité du 14 janvier 1814).

Le *Danemark* semblait perdre ce que la Suède avait acquis : dépouillé de la Norvège par Bernadotte, il cédait à la Prusse la Poméranie orientale, Stralsund, Rugen, que les Suédois lui avaient laissé en échange (traité du 4 juin 1815). Tout n'était pas cependant sacrifice dans ces déplacements de souveraineté. Au lieu des Norvégiens qui, dans le Nord surtout, échappaient à son autorité, le Danemark recevait en Holstein quatre cent mille sujets sur sa frontière même, et le comté de Lauenbourg qui formait avec le Holstein une masse compacte. Toute la péninsule du Jutland, entre l'Elbe et le golfe de Lubeck, avec Altona rivale de Hambourg et Kiel qui valait bien Stralsund, appartenait au Danemark, comme la Scandinavie aux Suédois. Ainsi les Etats secondaires dans le nord de l'Europe, en face de la Russie et de la Prusse formaient des barrières autour du Sund, plus résistantes que ne l'étaient autrefois la Suède et le Danemark avec leurs provinces séparées par la mer de Poméranie, de Finlande ou de Norvège.

Contre la Prusse et l'Autriche, c'était le même régime de concentration en Allemagne des puissances moyennes. Le *Hanovre* devenu désormais un royaume (26 octobre 1814), toujours rattaché à l'Angleterre qui le soutenait, ajoutait aux sécularisations d'Osnabruck et de Dienholz qui de l'Elbe le portèrent jusqu'à l'Ems, la Frise orientale, l'évêché

de Munster, le comté de Lingen, tout le pays de l'Ems au Rhin, Goslar et Hildesheim, la vallée tout entière de la Leine. La Prusse lui cédait tout cela, en échange du comté de Lauenbourg qu'elle employa à obtenir du Danemark la Poméranie suédoise (art 27, 28). Du pied du Harz à la mer, et de l'Elbe aux frontières de Hollande, le Hanovre si longtemps morcelé par des partages de famille dont le duché de Brunswick (197 lieues carrées) était la dernière trace, prenait une forme compacte qu'il n'avait jamais eue. Sans les enclaves de Brême et du grand-duché d'Oldenbourg, c'eût été une barrière d'un seul tenant, entre les deux grandes parties de la monarchie prussienne.

Quoique diminuée des deux cinquièmes, la *Saxe* subsistait indépendante avec de très grandes villes, Dresde et Leipzig que la Prusse n'avait pu lui arracher. Elle trouvait un point d'appui dans les duchés saxons de Thuringe, où la principauté de Saxe-Weimar s'agrandissait de 100000 habitants cédés par la Prusse (art. 38, 39). Elle leur servait en retour de centre et de défense.

Les grands-duchés de *Hesse-Cassel et de Hesse-Darmstadt* furent, de tous les petits Etats du Rhin et de la Franconie où le morcellement était le plus accentué, les plus agrandis. Juxtaposés, ils pouvaient un jour constituer un État de Hesse analogue au Hanovre, au grand-duché de Bade qui les limitaient au nord et au sud. La *Hesse-Cassel*, fermée au nord par la province prussienne de Minden, s'ouvrait et s'assurait la route du Mein par la vallée de la Fulda, Fulde et Hanau. — La *Hesse-Darmstadt* échangeait avec la Prusse le duché de Westphalie, éloigné de sa capitale, contre un territoire contigu sur la rive gauche du Rhin : Mayence, Worms et Kreuznach.

La *Bavière* se trouvait également très agrandie, contre la Prusse, sur le Mein et le Rhin ; contre l'Autriche sur le Danube : 20000 kilomètres carrés constituaient en vingt ans ses acquisitions. A tout ce que les sécularisations lui avaient rapporté dans la vallée du Mein et du Danube, Würzburg, Freising, Passau, Ratisbonne, Nuremberg, elle ajoutait les

margraviats d'Anspach et Bayreuth, le Palatinat rhénan, des baillages de la Sarre. Elle aurait voulu achever la conquête du Mein et réunir ses possessions du Danube et du Rhin. Son roi, à cet effet, avait fait accepter à l'Autriche une convention (23 avril 1815) qui, à son grand regret, ne fut pas ratifiée. La Bavière n'en formait pas moins en 1815 un grand royaume unifié, centralisé, la troisième puissance de l'Allemagne, si forte qu'unie à l'Espagne elle avait procuré à Talleyrand contre les grands Etats une victoire décisive (art. 44, traité de 1816).

La fortune du *grand-duché de Bade* n'était pas moins caractéristique : il gardait par la protection de la Russie tout ce que son Margrave, après avoir réuni les petits domaines de Baden-Baden et de Bade-Durlach, y avait ajouté, grâce à Napoléon, depuis Constance jusqu'à Spire, Mannheim, Heidelberg. Il annexait les enclaves autrichiennes du Brisgau, de l'Ortenau, de Baar (Villingen); en tout, 8000 kilomètres carrés de gain qui constituaient au grand-duc une souveraineté fortement assise sur le Rhin et les deux versants de la forêt Noire.

La *Constitution fédérale allemande* du 8 juin 1814, insérée dans l'acte final (articles 52 à 55), fut la confirmation éclatante des droits et des garanties que les Etats secondaires avaient pu se réserver en Allemagne. La nouvelle confédération ressemblait fort à celle que Napoléon avait constituée pour dominer au delà du Rhin. Mais l'Autriche, que les Allemands, pour écarter la Prusse trop ambitieuse, avaient appelé à la Présidence (art. 57) n'avait plus l'autorité de Napoléon. Le véritable pouvoir appartenait à la Diète qui se réunirait à Francfort d'une manière permanente (1[er] septembre 1815). Deux sortes d'assemblées, ordinaires, extraordinaires, devaient y décider des affaires communes. Dans la première, composée de dix-sept plénipotentiaires, les petits Etats, groupés pour une voix, pouvaient aider l'Autriche et la Prusse à faire triompher leur influence sur celle de la Bavière, de la Saxe et du Hanovre. Dans la seconde assemblée, maîtresse « des

changements à faire dans l'acte fondamental, gardienne « des institutions organiques », la Prusse et l'Autriche avaient seulement huit voix, quatre voix chacune, les Etats secondaires, les principaux quatre également, les moindres trois ou deux, en tout trente-sept voix, la majorité assurée sur les soixante-neuf voix dont se composait la Diète. Pour plus de sûreté encore les Etats secondaires avaient fait stipuler que « la pluralité des voix ne suffirait dans aucune des deux assemblées, lorsqu'il s'agirait de lois fondamentales ou d'institutions organiques. » La Diète ainsi dans aucun cas, sous prétexte d'unité, ne pouvait servir d'instrument aux grandes puissances allemandes : elle était au contraire une ressource contre leurs empiétements.

Les souverains allemands s'en étaient réservé une autre : « Il y aura, disait l'article 13 de la confédération, des assemblées d'Etat dans tous les pays. » Par cette concession habile aux revendications de leurs sujets, les princes se ménageaient l'appui de populations plus éprises encore d'indépendance locale, de particularisme que de liberté en général. Attachés à leurs traditions, à leurs droits, ils exploitaient habilement le mouvement que la Révolution française avait provoqué chez toutes les nations, réclamaient l'indépendance au nom de la liberté pour se garantir contre les entreprises de la Prusse et de l'Autriche.

Hors d'Allemagne, les rois de *Hollande*, de *Sardaigne* et d'*Espagne* étaient chargés de fonctions analogues contre la France, encore considérée comme une grande puissance entreprenante. Ce fut à ce titre que les deux premiers furent agrandis, et acquirent des Etats fort importants. Le *royaume des Pays-Bas* par l'acquisition des Flandres (19000^{km^2}), de l'évêché de Liège en partie, par l'annexion de ceux de Trêves et d'Aix-la-Chapelle (3 000 kilom.), du Luxembourg (6000), de la principauté de Bouillon (art. 65 à 69), était plus que doublé, presque égal à la monarchie bavaroise. Comme son chef, pour le duché de Luxembourg, était membre de la confédération germanique, et chargé de garder cette grande forteresse fédérale, il avait le droit

de faire appel à l'Allemagne pour se défendre (art. 63).

Le roi *de Sardaigne* s'ouvrit vers la mer un accès par le port de Gênes, trait d'union nécessaire entre ses provinces maritimes et son domaine continental étendu jusqu'au Tesin et aux frontières du Parmesan. Il avait la garde des Alpes avec la Savoie dont il avait cédé, en la recouvrant sur la France, une petite partie à la *Suisse*. La neutralité de la Confédération helvétique reconstituée, accrue du Jura bernois, était placée, sous la garantie des puissances qui l'avaient violée en 1813 : la Suisse servait ainsi de barrière à l'Europe contre la France sur le Jura.

On a dit de l'Italie après 1815 qu'elle n'était qu'une *expression géographique*. Ce n'est pas absolument juste : au delà des possessions autrichiennes, dans un rayon limité sur les deux versants de l'Apennin, de nombreux petits Etats, que les Habsbourg dominaient et voulaient incorporer, donnaient cette impression d'éparpillement à l'infini; le *duché de Parme*, à Marie-Louise; celui *de Modène*, à Ferdinand IV; la *principauté de Massa*, à sa mère, Béatrice d'Este; celle *de Lucques*, à l'ancienne reine d'Etrurie; une partie de l'*île d'Elbe* et *Piombino*, au prince Buoncompagni. La *république de Saint-Marin*, *Ferrare* et *Comacchio*, garnisons autrichiennes, le *grand-duché de Toscane* enfin (art. 98 à 102).

Mais, dans l'Italie centrale, les Etats du Saint-Siège entièrement reconstitués (art. 103), les Bourbons rentrés en possession de toute l'Italie méridionale (art. 104), au nord-est, la maison de Savoie fortement appuyée sur les Alpes et sur la mer, étaient de force à disputer à l'Autriche leur indépendance, avec le concours surtout de la France royaliste, alliée naturelle des Bourbons de Naples et du Saint-Siège.

Tel était en 1815 le tableau général de l'Europe que Talleyrand avait en grande partie composé, et qu'il fut très fier de signer le 9 juin. Il y avait, en effet, déployé à un haut degré « le génie propre à se faire honneur de la nécessité, qui est une des qualités les plus indispensables

à un ministre », selon les expressions du cardinal de Retz, excellent juge en ces matières. Les Français se détournèrent pourtant avec horreur de cette œuvre et maudirent obstinément son auteur. Ils le maudissent parfois encore aujourd'hui, malgré le cours du temps et les leçons des événements qui disposent au pardon et à la justice. Leurs colères, leur amour de la tradition et de la gloire, sources exclusives de leurs jugements et de leur conduite politiques, alors comme depuis, ne leur ont pas permis d'envisager avec sang-froid leur état réel en 1815, leurs maux et le succès véritable des efforts dépensés par Talleyrand pour en limiter l'étendue et la durée.

C'est une autre question de savoir si leurs vainqueurs, alors, n'auraient pas eu intérêt à ménager la France quand ils accablaient Napoléon. Il semble bien que la passion leur ait inspiré de faux calculs : la peur d'un retour de la fortune, l'ambition des conquêtes faciles les ont amenés à tirer des Français une vengeance disproportionnée avec les profits qu'ils avaient réalisés. Plus d'une fois la Révolution et Napoléon leur avaient justement objecté que la France, au risque de déchoir, ne pouvait, sans équivalent, laisser s'agrandir ses voisins. Si la tradition lui prescrivait avant 1789, à tort peut-être, l'acquisition de la frontière du Rhin, son intérêt présent, les progrès des Allemands, de la Russie en Orient et ailleurs, pouvaient en faire, en 1815, un devoir national. Mais qu'était-ce qu'une nation et ses vœux pour les souverains de ce temps enrichis des dépouilles de la Pologne, de Venise, de la Norvège, du Holstein, de la Saxe, de la Belgique? Et puis, les Français étaient-ils fondés à invoquer ce droit après avoir partagé avec eux et opprimé les peuples? Talleyrand comprit fort bien qu'il ne trouverait à Vienne aucune ressource : il s'efforça seulement de faire oublier les violences de la Révolution; il chercha l'équilibre nécessaire à la France dans le salut des États secondaires et des souverains fortifiés contre les appétits de leurs voisins. Il y réussit : l'Europe n'en parut pas moins faire aux Français une nécessité de la revanche, d'une alliance avec les

nations qui s'insurgeraient contre ses décrets, d'une haine tenace et patriotique contre les Bourbons associés à ces injustices.

A la dernière heure, le tsar Alexandre Ier sembla, du moins, mieux que ses alliés, comprendre ces exigences patriotiques, écouter, à travers le fracas des batailles et le bruit des conversations diplomatiques, les plaintes et les vœux des nations. On le vit épargner aux Français après Waterloo les humiliations et les partages, prodiguer aux Polonais des promesses d'indépendance, laisser aux Finlandais la liberté. C'est qu'il avait, de son côté, comme les nations, une revanche à prendre sur les souverains d'Europe, sur leurs ministres.

Cependant, le tort que Metternich et les Anglais avaient fait à ses ambitions n'était pas de même nature que l'injure ou les violences faites aux nations. Celles-ci n'avaient point d'intérêt à lui servir de dupes ou d'instruments. On le vit bien, lorsque la Russie proposa au Congrès de protéger les chrétiens de l'Empire ottoman, comme l'Europe protégeait les nègres, en proclamant l'abolition de la traite. Ce que le tsar réclamait, sous prétexte de générosité, c'était un mandat qui lui confiât à titre exclusif le protectorat des chrétiens grecs dans les Balkans, et le droit « d'intervenir contre les arrêtés de la Porte ». S'il voulait préciser, faire reconnaître par les puissances les clauses obscures du traité de Kainardji, c'était pour avoir, sans l'avouer, les moyens de rouvrir, quand il lui plairait, la question d'Orient. Talleyrand et Metternich auraient peut-être accepté une transaction adroite, le droit de l'Europe dans les Balkans, sinon celui des Russes : ils se rangèrent à l'avis des Anglais qui préférèrent opposer par le silence un refus absolu. Bientôt, sensible au langage, aux bienfaits intéressés d'Alexandre Ier, touchée du malheur des Grecs, la France allait joindre ses efforts à ceux de la Russie pour détruire en Orient et ailleurs ces traités de Vienne. Elle les maudissait, et leur ruine pourtant devait être pour elle le signal d'une nouvelle défaite plus cruelle encore, d'une atteinte profonde, au moins évitée en 1815, à son intégrité.

BIBLIOGRAPHIE

Traités de Fontainebleau et de Paris. — Thiers. *Histoire de l'Empire*. tome XVIII.
Vielcastel. *Histoire de la Restauration*, tome I. Paris, 1860.
Henri Houssaye. *1815*. Paris, 1893.
Pasquier. *Mémoires*, tome II.
Debidour. *Histoire diplomatique de l'Europe*, tome I. Paris. 1891.
Poullet. *La Belgique et la chute de Napoléon*. Bruxelles, 1893.
Congrès de Vienne. — A. Sorel. *Talleyrand au Congrès de Vienne* (Essais de critique et d'histoire). Paris, 1883.
A. Sorel. *Metternich au Congrès de Vienne* (Essais de critique et d'histoire). Paris. 1883.
A. Sorel. *Le Congrès de Vienne* (Histoire générale. Paris, Colin, 1898, tome X).
Pallain. *Préface à la correspondance inédite de Talleyrand*. Paris, 1881.
Lytton Bulwer. *Talleyrand* (trad. Perrot). Paris, 1868.
d'Haussonville. *Souvenirs*. Paris, 1878.
Sassenay. *Les derniers mois de Murat*. Paris, 1896.
Treitschke. *Deutsche Geschichte im XIXten Iahrhundert*. Leipzig, 1882.
Gervinus. *Histoire du XIXe siècle* (trad. fr.). 1864, tome I.
Deventer. *Cinquante ans d'histoire fédérale de l'Allemagne*. Bruxelles, 1870.
Flassan. *Histoire du Congrès de Vienne*, 2 vol. Paris, 1829.
Vielcastel. *Histoire de la Restauration*, tome II. Paris, 1860.
Bianchi. *Storia della diplomazia in Europa*, tome I. Turin, 1865.
Oncken. *Œsterreich und Preussen im Befreiungskriege*, tome II. Berlin, 1876-1879.
Lord Castelreagh et *la politique anglaise de* 1812 *à* 1822 (*Revue des Deux-Mondes*, 15 mars 1854).

Documents :

Comte d'Angeberg, *Le Congrès de Vienne*, 4 vol. Paris, 1864. — F. de Martens, *Traités de la Russie* (tome III, Autriche; tome VII, Allemagne; tome XI, Angleterre). Pétersbourg, 1876, 1885, 1895. — Talleyrand, *Mémoires*, tomes II et III. — Talleyrand, *Correspondance avec Louis XVIII* (édition Pallain). Paris, 1881. — de Pradt, *Du Congrès de Vienne*, 2 vol. Paris, 1815. — Chancelier Pasquier, *Mémoires*, tome III. Paris, 1894. — Wellington, *Despatsches*. Londres, 1858, 8 vol. — Castelreagh, *Correspondance*, 4 vol. Londres, 1852. — Metternich, *Mémoires*, 1861, tome II. — Pozzo di Borgo, *Correspondance diplomatique*, tome I. — Von Gagern, *Mein Antheil an der Politik*, tome II. Leipzig, 1845. — Gentz, *Tagebücher*, tome I. Leipzig, 1861; *Dépêches inédites aux hospodars*. Paris, 1876, tome I. — V. Munster, *Depeschen vom Wiener Congress*. Paris, 1867.

Traité de Paris, ajouter aux sources et livres précédents :

Sorel, *Le traité de Paris*. Paris, 1873.
Pons de l'Hérault. *Napoléon à l'île d'Elbe* (édition Pellissier), 1897.
Henri Houssaye. *1815*. Paris, 1893.
Duvergier de Hauranne. *Histoire du gouvernement parlementaire*, tome II. Paris, 1857.
Bernhardi. *Geschichte Russlands*, tome II. Leipzig, 1863.
Marmont. *Mémoires*, tome V. Paris, 9 vol., 1856.
Baron de Gagern. *Der zweite Pariser Friede*. Leipzig, 1845.

XX

LA SAINTE-ALLIANCE

(1815-1818)

LA SAINTE-ALLIANCE ET LA QUESTION D'ORIENT.

« En 1815, l'Europe était assurée, disait Metternich, par les traités de Vienne autant que possible, d'une paix durable. » Cet éloge que le ministre autrichien faisait de son œuvre a été généralement accepté. En revanche, l'histoire a depuis reproché à Metternich d'avoir par la *Sainte-Alliance* déclaré la guerre, dans l'intérieur des Etats pacifiés ou sur leurs frontières, aux libéraux et combattu la Révolution dans des Congrès où les souverains dociles à ses conseils auraient concerté leurs efforts. C'est l'opinion générale que l'on trouve résumée dans cette phrase de Gervinus. « Le début du dix-neuvième siècle est la description d'une période de paix rarement interrompue. Une aveugle réaction contre toutes les tendances qui avaient été le résultat naturel de l'époque révolutionnaire devint le trait caractéristique de l'époque qui commençait alors. » S'il ne s'agissait que de l'histoire de France, alors qu'épuisée par les guerres, et menacée par le retour des émigrés, la nation se reconstitua dans la paix en défendant ses libertés, l'explication pourrait suffire. Mais elle est, comme la formule trop longtemps acceptée pour les rapports de l'Europe avec la Révolution, un cadre trop étroit encore pour cette histoire

après 1815. La *Sainte-Alliance* ne rend pas compte de tous les événements européens qui ont suivi les traités de Vienne : elle n'est pas l'œuvre de Metternich, et n'a point toujours eu les effets pacifiques qu'il se plaisait à lui attribuer.

Ce fut, à la fin de 1814, quand les alliés discutèrent entre eux les conditions du partage de l'Europe qu'Alexandre Ier fit pour la première fois entendre le langage de la *Sainte-Alliance*, un langage « *amphigourique* » selon le mot de Talleyrand. Il rencontrait alors l'opposition des diplomates à son projet, longuement caressé depuis Kalisch, d'incorporer la Pologne, et de donner la Saxe au roi de Prusse : il invoqua, dans une note célèbre du 31 décembre 1814 les devoirs des souverains envers les peuples. Des diplomates qui le gênaient, il en appela aux rois. Le temps était arrivé, « où faisant taire leurs ministres et laissant parler leur conscience, les souverains européens devaient régler le sort des peuples. »

Ce langage, nouveau pour les diplomates habitués aux pratiques et aux formules de la raison d'Etat, avait sans doute été inspiré au tsar par les idées et les sentiments de Mme de Krudener. Mais, il laissait apercevoir des desseins pratiques et une politique. Les hommes d'Etat refusaient la Pologne tout entière et la Saxe aux alliés de Kalisch ; ils prétendaient, pour écarter la Russie de la Vistule et la Prusse de la Bohême, maintenir les partages de la Pologne, et distraire de la Saxe quelques districts seulement : alors Alexandre Ier, alliant le mysticisme religieux de sa nouvelle inspiratrice aux théories libérales et mystiques aussi du lyonnais Bergasse, déclarait que des souverains élus de Dieu pour le bonheur des peuples ne devaient pas partager des nations contre leur gré et leur intérêt. « Dans le temps actuel, disait-il à l'empereur François, nous autres souverains, nous devons nous conformer au vœu des peuples. Le vœu du peuple saxon est de n'être pas partagé. Le partage de la Pologne n'est pas du fait de la Russie : elle le réparera. » Etrange théorie, en vérité, du bonheur des peuples

et du devoir des souverains : l'annexion considérée comme un bienfait, et l'antidote des partages; la conquête totale d'une nation, le triomphe de la raison d'Etat assimilées à un triomphe de la justice, présentées aux souverains comme une obligation, une tâche presque divine.

Ce fut pourtant là en 1814 l'origine et déjà le langage de la *Sainte-Alliance*. Le traité de Vienne condamna ces doctrines et ces espérances ambitieuses. La restauration et la chute de Napoléon les ranimèrent. Au lendemain de Waterloo, quand Paris eut capitulé devant les alliés le 25 juillet 1815, tandis que les armées étrangères campaient en France, le tsar proclama de nouveau, son épée victorieuse à la main, la formule mystique de son Evangile politique. Mme de Krudener l'avait approuvée. Elle surprit les diplomates. L'auteur leur déclarait d'ailleurs qu'elle n'était point faite pour eux. « La chose est d'un ordre tel que les ministres ne peuvent m'être d'aucun secours. » La *Sainte-Alliance* fut, le 18 septembre 1815, proposée directement aux souverains de l'Autriche, de la Prusse et de l'Angleterre dans une forme qui jurait avec le langage ordinaire des chancelleries. Le préambule célébrait le Dieu des armées qui avait donné la victoire, et invoquait la Providence à l'heure de la paix réparatrice : action de grâce et prière à la fois. Les deux premiers articles formaient les réponses venues d'en haut par la bouche d'Alexandre qui, nouveau Moïse, apportait les tables de la loi. L'un de ces articles invitait les souverains à s'unir, en *frères* selon les Saintes-Ecritures, en *compatriotes* selon un verbe plus récent. L'autre déclarait, avec la Révolution, les peuples *frères* aussi : « trois branches d'une même famille », et confiés, pour leur bonheur, à des souverains désignés par la Providence.

Ce mélange de droit divin et de religion révolutionnaire a frappé, quand ils le connurent, tous les contemporains. « C'était, disait Stourdza, sous l'égide des princes et des principes chrétiens, la fraternité des peuples. » Castelreagh protesta contre cette déclaration de principes bibliques qui auraient reporté l'Angleterre à l'époque des Saints,

de Cromwell et des Têtes Rondes. Metternich, qui la définissait à merveille, y vit « des aspirations philanthropiques déguisées sous le manteau de la religion ». Et son confident Gentz s'écria d'abord : « c'est une nullité politique », jugegement auquel les politiques semblent s'être d'abord rangés, en souriant presque, en laissant faire. On a cru depuis à un accès de manie religieuse du prince qui, après avoir vaincu Napoléon, s'était laissé conquérir par une mystique, sincère, à n'en point douter, mais nerveuse, impressionnable et sensible à l'excès.

Cependant, comme la sincérité d'Alexandre Ier a toujours été plus que discutable, que c'était pour lui une habitude de prodiguer les phrases sentimentales à Napoléon, aux Polonais, à toutes les nations, qu'on l'a entendu invoquer la *morale publique* pour garder la Pologne et s'écrier ensuite : « J'y ai deux cent mille hommes, qu'on m'en chasse, » il importe de savoir si la *Sainte-Alliance* ne cachait pas sous sa forme apocalyptique des arrière-pensées précises. N'était-elle pas, avec ses apparences de haute morale, une manœuvre politique? « Derrière l'abandon apparent de l'Empereur, écrivait un jour la Ferronnays à Châteaubriand, il y a toujours de la ruse et du calcul. » Et Gentz, qui ne s'est jamais payé de formules, devait bientôt, dès 1816, éveiller l'attention de Metternich sur le prétendu mysticisme du tsar. « Ce n'est pas seulement une manifestation morale, c'est un instrument pour Alexandre Ier au service de l'influence que rêve son ambition. Il s'en sert jusqu'au jour où il croira devoir le remplacer par quelque chose de plus efficace. »

Par sa date, en effet, par les circonstances qui la préparent, par le caractère de son auteur, et les faits qui ont accompagné sa naissance, la *Sainte-Alliance* se précise : elle fut une œuvre de circonstances et un calcul. Deux ou trois jours avant de porter à l'approbation de Mme de Krudener la loi nouvelle qu'il allait offrir aux souverains, Alexandre Ier, le 11 septembre, « pleurant au pied de la croix, avait demandé à Dieu le salut de la France ».

C'était à la fin d'une journée qu'il avait consacrée, dans la plaine de Vertus, à passer seul la revue de l'armée russe, pour faire comprendre à ses alliés la force qu'il pouvait mettre au service de cette cause, pour leur faire sentir le poids de son épée.

Ces prières et ces menaces n'étaient point inutiles. Jamais la France ne courut plus de danger qu'au lendemain de Waterloo. Souverains, ministres et généraux se préparaient à la démembrer, soi-disant parce qu'elle avait rappelé Napoléon, en réalité parce que l'occasion était belle. Seul, d'abord, Alexandre Ier prit sa défense. « Il faut, disait-il, le 28 juillet 1815, avec son ministre Capo d'Istria traiter la France avec justice pour y soutenir l'autorité légitime du roi, éviter le retour des révolutions, assurer la paix et le bonheur des peuples. » Aux appétits déchaînés des vainqueurs, le tsar, pendant le mois d'août, opposa sa volonté et menaça, s'il le fallait, de rompre avec la coalition, de tirer l'épée enfin. Il écarta les diplomates qui ne savaient parler que de conquêtes au nom de la raison d'Etat. Il invita les souverains à traiter Louis XVIII en frère, à lui permettre de faire le bonheur de la nation française, pour que sa puissance restaurée par les décrets de Dieu se soutînt par la gratitude de ses sujets. Au traité du 25 mars, qui avait mis la France en interdit, et auquel Louis XVIII n'avait pas reçu le droit de souscrire, Alexandre Ier résolut, le 18 septembre, de substituer la *Sainte-Alliance*, et d'y admettre la France et les Bourbons.

Les Français n'ont pas vu le calcul que cet acte de générosité et les déclarations morales du tsar recouvraient; plus crûment, Capo d'Istria disait alors à Stein : « La Russie avait intérêt à laisser la France forte, pour que d'autres puissances ne puissent disposer de toutes leurs forces contre elle. » Les politiques anglais, Wellington et Castelreagh, plus prévoyants que les Allemands aveuglés par la perspective d'une belle proie, pénétrèrent les desseins du tsar : « il fallait rivaliser de générosité avec Alexandre. S'il a du penchant à se lier avec la France, c'est pour

étendre ses conquêtes du côté de l'est et du sud. » Et bientôt la France se trouva défendue par l'Angleterre autant que par la Russie contre les convoitises des Allemands. A travers les formules mystiques du tsar que les Anglais plus tard allaient traiter de fourberies, les politiques de Londres démêlaient déjà en 1815 et démasquaient ses ambitions. Le rapprochement de la Russie et des Bourbons, la *Sainte-Alliance* leur apparurent comme le prélude d'une politique destinée à servir les desseins d'Alexandre Ier en Orient.

Le Congrès de Vienne avait été pour ce prince une grande déception. En quelques mois, la diplomatie européenne lui fit perdre le fruit de trois années de négociations, de deux années de guerre. A combattre Napoléon, il avait moins gagné qu'à l'alliance de Tilsitt. Il avait abandonné les provinces danubiennes qu'il occupait, avec l'espoir d'acquérir la Pologne sur les puissances allemandes qui en gardaient leur part. En opposant les principes de la légitimité au droit des peuples que le tsar invoquait et espérait exploiter, l'Angleterre, l'Autriche unies aux Bourbons restaurés avaient fixé à Vienne une limite à ses ambitions : elles l'obligaient à rendre sa proie.

Cette proie, il la guettait encore, au lendemain du Congrès, attentif toujours à masquer ses plans de conquête par des apparences de libéralisme réglées sur les aspirations des peuples.

A la Pologne, dont il avait réveillé le patriotisme, Alexandre Ier se présentait le 25 mai 1815, en occupant Varsovie, comme un libérateur. Il rétablissait l'usage de la langue polonaise, constituait une armée et une administration nationales où les Russes n'étaient plus admis. Il promulguait enfin, quand l'année s'acheva, une Constitution qui faisait espérer la prochaine réunion d'une diète (15 novembre 1815). En se voyant d'ailleurs gouverné non par un des leurs comme Czartoriski, mais par le frère du tsar, le grand-duc Constantin, les Polonais gardaient des doutes et des préventions contre la conquête russe : l'aristocratie polonaise

surtout, qui ne partageait pas les illusions du prince Adam. Les puissances européennes regardaient avec la même défiance les entreprises d'Alexandre en Pologne. De Paris, le ministre Rayneval écrivait à la Ferronays. « Par des idées et des sentiments que la philosophie approuverait, mais que la politique peut difficilement partager, l'Empereur prépare-t-il l'indépendance réelle de la Pologne ou aurait-il conçu un plan plus dangereux pour ses voisins? Chercherait-il à donner une apparence passagère d'indépendance nationale à ce qu'il possède de ce pays, pour gagner les esprits des habitants des provinces soumises à l'Autriche et à la Prusse? »

La réponse à cette question délicate se trouvait formulée dans la politique que le tsar pratiquait depuis 1812, et accentua après 1815 en Finlande. Le peuple finlandais, par sa longue association avec la Suède, le nombre des Suédois qui avec le temps s'étaient mêlés à lui, était mal disposé à la conquête russe, et l'avait repoussée de toutes ses forces. S'il s'assimilait à la Russie, il couvrait Saint-Pétersbourg; rebelle ou maltraité, dans une crise, il menacerait gravement la capitale. Comme la Pologne, la Finlande avait été partagée au dix-huitième siècle. Elle retrouva son unité, quand elle fut tout entière aux Russes : le tsar lui rendit une capitale, Helsingfors (1817), bientôt une université nationale. Elle eut sa langue particulière, ses monnaies. Les éléments finnois de sa population furent groupés, encouragés. Au lieu de rester partagé entre une colonie suédoise et une province russe, ce pays petit, mais vivace, par les bienfaits d'Alexandre Ier, « redevint une nation » et parut digne de l'être. Ainsi se trouvèrent réalisées les offres qu'Elisabeth en 1742, Catherine II en 1773 par l'intermédiaire de Sprengporten, avaient faites aux Finlandais pour les détacher de la Suède. En invoquant le droit des peuples, leur successeur achevait cette œuvre d'annexion intelligente et constituait à l'empire un boulevard solide dans la Baltique.

C'est là ce qu'il eût voulu faire aussi en Pologne. C'est

ce qu'il préparait dans les Balkans. La paix de Bukarest avait depuis 1812 suspendu son action sur le Danube. Mais sa pensée y demeurait attachée. « Faisons bien, écrivait-il à cette époque au général Tschitshagow, nos affaires contre Napoléon. Alors nous pourrons reprendre notre plan contre les Turcs. L'affaire de Constantinople pourra être remise en train. » Le moyen, c'était encore de prendre les intérêts des nations soumises par la force aux Ottomans, impatientes du joug. Son ambassadeur à Constantinople, Strogonow, reçut l'ordre d'appuyer les réclamations des Serbes, entra en relations suivies avec Milosch Obrenović, et l'aida à réorganiser son pays. Il recueillait les plaintes aussi des Valaques qui protestaient contre l'impôt turc. Diplomatie réservée qui avait le double avantage de fortifier les positions acquises par la Russie, entre la Baltique et la mer Noire, et de préparer le chemin à de nouvelles conquêtes justifiées par des motifs désintéressés, dans ce domaine où l'ambition d'Alexandre et de son peuple ne connaissait pas de limites.

Mais partout, dans cet Orient qu'il convoitait, le tsar rencontrait les résistances de l'Autriche et de l'Angleterre unies, résolues à le lui interdire comme à Napoléon. « La rivalité des cours de Londres et de Pétersbourg, depuis la chute du pouvoir qui accablait l'Europe, est le grand point sur lequel il faut porter l'attention, écrivait un ministre de Louis XVIII. L'Autriche a servi longtemps d'auxiliaire aux Russes, elle leur a frayé le chemin de la Pologne et accru leur puissance par une faute irréparable. Devenue craintive, elle se fortifie contre eux par une alliance avec l'Angleterre. » A cette alliance, en vain Alexandre à Vienne avait opposé celle de la Prusse. Il avait pu remarquer et retenir la cause principale de sa défaite : c'étaient les Bourbons à peine restaurés qui, en se portant vers l'Autriche, avaient fait pencher la balance du côté opposé à ses projets. Ils y avaient jeté le poids d'un principe qui soutenait leur faiblesse et qui avait triomphé de sa force, la légitimité.

Après la seconde campagne de France, dans la détresse

plus profonde des Bourbons et des Français, Alexandre vit une occasion de réparer son échec. S'offrir aux vaincus comme un libérateur, restaurer les souverains légitimes, épargner à un peuple les tristesses d'un démembrement, se mériter enfin leur reconnaissance, et les gouverner au besoin, pour retirer aux alliés de Vienne le concours de cette alliance et se le procurer, telles furent les raisons qui déterminèrent le tsar à proclamer la *Sainte-Alliance*. Le 26 septembre, il plaçait à la tête du ministère français un émigré qui lui devait beaucoup, en état de faire partager sa propre gratitude à ses concitoyens, le duc de Richelieu. La Révolution était définitivement vaincue, la France restituée aux Bourbons, ramenée à ses anciennes limites. C'était le moment de reprendre avec le successeur de Louis XVI les plans de conquête en Orient que Louis XVI avait rejetés : la France de Richelieu serait peut-être plus docile que celle de Vergennes.

Par l'esprit comme par la lettre, la Sainte-Alliance s'adaptait si bien à cette évolution de la politique russe qu'on n'en peut ailleurs chercher l'origine et l'inspiration. L'entente fraternelle des souverains ne permettrait plus à des ministres comme Metternich d'invoquer la légitimité contre les desseins d'Alexandre Ier. Et la fraternité des peuples proclamée à la fois lui permettrait encore de poursuivre avec l'appui de la nation française son programme en Pologne, dans les Balkans surtout, où le langage mystique et libéral du tsar semblait annoncer une croisade prochaine. La Turquie s'émut de ces déclarations menaçantes, quand elle les connut au début de 1816 et demanda presque avec colère des explications que l'Autriche inquiète l'engagea à réclamer plus doucement. N'était-ce pas la preuve qu'en s'attachant la France, en la sauvant « *au pied de la croix* », Alexandre Ier se préparait simplement une revanche sur les diplomates de Vienne et sur les Turcs ?

L'Europe railla ce projet mystique de pacification générale, et prit fort au sérieux le programme de conquête qu'il dissimulait mal. Lorsque, pour débuter, Alexandre Ier pro-

posa de faire une croisade contre les Barbaresques (avril 1816) « nécessaire à la grande famille chrétienne », il essuya un refus. « La Russie, dit Gentz, cachait ses intentions secrètes. Les autres qui les devinaient se tinrent sur la défensive. » Puis, à son tour, l'Angleterre prit l'initiative d'un projet de croisade maritime concerté entre les nations chrétiennes, exécutée par elles sous la direction d'un amiral anglais. Elle eut même l'art de lier ce projet à la question de la traite des noirs qui n'était pas réglée (septembre 1816). « Cette puissance insulaire, disait avec dépit le tsar à notre envoyé, n'exprime des sentiments philanthropiques que pour mieux masquer sa profonde personnalité. » Il s'irritait de se voir payé de la monnaie qu'il avait servie à ses rivaux. C'était un premier échec.

Le second, plus décisif, fut la situation intérieure de la France au lendemain du traité de Paris qui ne répondit guère aux calculs d'Alexandre Ier. Pour que Louis XVIII lui devînt un instrument utile, il fallait une réconciliation complète des Bourbons et des Français.

Il se trouva, au contraire, que l'entourage de la royauté, le comte d'Artois et ses amis les Ultras, revenus d'exil sans avoir rien appris, reprirent auprès de Louis XVIII les intrigues avec lesquelles ils avaient perdu Louis XVI. « Si le roi, écrivait Richelieu au tsar (janvier 1816), veut montrer de la fermeté, s'il veut être le maître surtout dans sa famille. il n'y a pas de doutes qu'on peut encore sauver la France. » Les provocations de la Chambre Introuvable (1815) n'étaient rien auprès des efforts de ce parti occulte que les ministres se sentaient incapables de contenir dans les formes constitutionnelles. « Ce sont les véritables ministres, » disait Gentz.

Et, d'autre part, toute une partie de la nation, peut-être la majorité, composée en tout cas d'hommes aigris, actifs, qui n'était point représentée au Parlement par les monarchistes libéraux, demeurait résolument hostile aux Bourbons. « La plus grande partie de la nation, élevée, dit Gentz, sous les auspices de la Révolution, a la haine des

Bourbons. » Et Richelieu ajoute : « Par sa force numérique et intellectuelle elle est en possession du présent. »

Ni Louis XVIII, ni les Chambres entre lesquelles les ministres préparaient pour la paix un accord constitutionnel ne se trouvaient en mesure d'établir l'harmonie entre le peuple lui-même et la monarchie. Il aurait fallu, suivant le mot de B. Constant qui caractérise bien cette époque, « nationaliser la royauté et royaliser la nation ».

Dans ces conditions, ce n'était qu'avec la plus grande prudence que Richelieu pouvait travailler aux desseins d'Alexandre I[er] sur la France. « En ayant l'air de me faire appuyer du dehors, je risque de perdre tout crédit au dedans. » (Richelieu à Alexandre.) Sa politique, secrètement du moins, était docile aux ordres que Pozzo di Borgo lui transmettait de Saint-Pétersbourg. Nesselrode lui prescrivait de renvoyer la Chambre Introuvable et d'en composer une dans un meilleur esprit. Richelieu et Louis XVIII s'y appliquaient : ils prièrent Alexandre de ramener le comte d'Artois à plus de modération, sinon par la raison à laquelle il n'était pas accessible, du moins par la crainte. « C'est un service que vous nous rendrez après tant d'autres. » Après avoir sauvé la France, le tsar était invité à la gouverner. Le malheur, à son point de vue, c'est que le roi, les ministres, les Chambres même ne lui fournissaient pas les moyens d'en être maître.

Dès le début de 1817, Alexandre I[er] manifesta son regret de n'avoir pas mieux réussi, de trouver les Bourbons si peu solides, si mal unis à leurs sujets. Il se croyait obligé de ne pas donner à la Sainte-Alliance le caractère et les suites qu'il s'était proposés. « L'union avec la France, écrit alors Richelieu, c'est le grand but. Mais tant qu'il n'en sera pas autrement à Paris, l'Empereur sera tenu de garder ce rêve secret. » « L'opinion qu'il s'est formée de Monsieur met une sorte d'obstacle au développement de ses sentiments bienveillants sur notre pays, » écrit un mois après notre ambassadeur de Noailles. L'intransigeance des Ultras, les haines populaires contre les Bourbons divisaient profondément

la France, et ces divisions réduisaient Louis XVIII à l'impuissance, Alexandre Ier à l'immobilité. Bornée à ses préambules mystiques, privée des effets pratiques que la monarchie des Bourbons restaurée et forte eût aidé le tsar à lui faire produire, la Sainte-Alliance paraissait destinée en 1817 à n'être qu' « une *nullité politique* », comme l'avait prédit Gentz. Et le confident de Metternich se réjouissait de voir la paix assurée en Orient par l'impuissance de la Russie : « Le parti qui pousse à la guerre à Pétersbourg travaillera longtemps sans fruit. Je n'ai jamais douté qu'une expédition contre la Porte ne fût du goût d'une grande partie de l'armée russe et des entours de l'Empereur. Mais tant que le système politique restera ce qu'il a été jusqu'à présent, je regarde cette guerre comme impossible. »

La vigilance de l'Angleterre, mise en éveil par les projets du tsar, la résistance de l'Autriche qui avait réussi à détourner de lui la Prusse, la perspicacité des diplomates qui avaient deviné dans la Sainte-Alliance la menace d'une nouvelle guerre, l'impuissance enfin de Louis XVIII formaient une barrière infranchissable pour la diplomatie désintéressée en apparence, agressive d'Alexandre Ier. Ce fut alors que le tsar saisit, dans des événements qui se développaient à l'autre bout du monde, l'occasion de tourner l'obstacle que lui opposaient les diplomates.

LA SAINTE-ALLIANCE ET LES COLONIES D'AMÉRIQUE

Bien des faits de l'histoire générale de l'Europe ont échappé à l'examen des contemporains qui, à tort, ont limité cette histoire aux vieux Etats du continent. Depuis le début du dix-neuvième siècle, la politique européenne s'est singulièrement étendue. Par la fatalité des choses, par les ambitions de Napoléon et celles d'Alexandre Ier, la question d'Orient est devenue et demeure après 1815 une

des grandes questions, la plus grande peut-être qui s'impose à l'attention des hommes d'Etat. Par la révolte des colonies espagnoles de l'Amérique du Sud, l'extension de l'Empire anglais et la constitution, les développements des Etats-Unis, l'Amérique, à son tour, devient décidément un facteur essentiel de la politique européenne.

Lorsque la paix de Paris est définitivement réglée, Alexandre Ier médite des conquêtes en Orient, l'Amérique est en feu.

Depuis longtemps les hommes d'Etat européens prévoyaient que la révolte heureuse des colonies anglaises du Nord serait un exemple et une leçon pour les colonies espagnoles du Sud. La première de ces colonies, en effet, qui secoua le joug, fut la plus voisine des Etats-Unis, le Mexique. insurgé depuis le mois de septembre 1810 à la voix d'un curé indigène, Hidalgo. Mais, dès le début, l'insurrection s'annonçait très différente dans le continent méridional, de ce qu'elle avait été à Boston et à New-York. Et cela tint surtout à la différence des régimes et des populations.

Au premier temps de la conquête espagnole, l'Amérique du Sud était très peuplée : les rigueurs de l'invasion, l'exploitation à outrance des indigènes et même les procédés plus doux de l'Eglise espagnole qui, en modifiant leur genre de vie, les exposa à des épidémies de variole, fréquentes et meurtrières, avaient fait d'énormes trouées dans les peuples vaincus. Ils ne disparurent pas cependant. Les conquérants vinrent en petit nombre, rarement avec leurs familles, demeurèrent en général sur les côtes. Ils se mêlèrent peu à peu à la race indigène, dont les femmes en s'unissant à eux firent prévaloir le type. Si bien qu'en trois siècles une population mélangée s'était formée ou reconstituée, plus blanche sur les côtes de l'Atlantique, beaucoup moins sur celles du Pacifique, au Chili, moins encore au Pérou et en Bolivie, presque entièrement noire à l'Equateur et dans les grandes et hautes vallées des Andes.

Le gouvernement de la conquête, comme les conquérants, avait subi cette pression des races indigènes.

L'empire espagnol, avec son siège unique à Lima, au dix-huitième siècle s'était scindé en vice-royautés ou capitaineries générales, qui se trouvèrent correspondre aux grandes divisions des peuples et des empires vaincus. La Nouvelle-Grenade, créée en 1718, était ce grand plateau de Colombie, où les Espagnols avaient trouvé les Muysca, constitués et assez civilisés pour connaître le travail de l'or, la construction en pierre, entre Bogota et Socorre. La vice-royauté de Buenos-Ayres (1778) représentait une autre région, aussi délimitée. Le Vénézuéla (1797), c'était le domaine de la race caraïbe, moins les terres des Guyanes qui en font partie, mais avec les races refoulées et vaincues par les Caraïbes, les Guarannos aux embouchures de l'Orénoque, et les Arawak. Le Chili enfin (1797) se séparait de l'empire des Incas, du Pérou, pays des *Quichua* établis entre Cuzco et Quito, parce que étranger à sa civilisation il avait été seulement une conquête de cet empire, le domaine des Araucans ou *rebelles*.

Ce morcellement administratif de la conquête espagnole était un signe de l'action lente, mais puissante, que les vieilles races, en s'assimilant leurs vainqueurs, produisaient sur leurs mœurs, leur nature, leurs institutions même. Les premières révoltes coïncidèrent avec ces transformations et en accentuèrent la portée. En 1770, un créole, descendant à la fois du marquis d'Oropesa et des Incas, Tupac Amaric, inquiéta l'Espagne, en appelant aux armes sur une étendue de trois cents lieues les Indiens et les gens de couleur. L'insurrection évoqua le souvenir des Incas et dura dix ans. Elle eut son équivalent, au même moment, dans la Nouvelle-Grenade. Quinze ans après, la révolte d'Hidalgo au Mexique, violente, sauvage comme le peuple à demi civilisé dont elle était l'éveil, fut la secousse décisive. Elle n'avait rien de commun avec la résistance légale des Anglais aux Anglais dans l'Amérique du Nord. Mais bientôt également elle devait entraîner à leur exemple les colons espagnols sur qui le gouvernement des Bourbons aurait eu intérêt à s'appuyer.

Avec le désir très louable de transformer en une colonie utile à l'Espagne ce pays d'Amérique qui était demeuré, après la disparition des seigneurs féodaux de la conquête, le domaine des fonctionnaires, vice-rois, corrégidores, alcades, les Bourbons avaient, au dix-huitième siècle, remplacé tous ces fonctionnaires par d'autres, intendants et subdélégués. Ils avaient fait des mécontents de leurs serviteurs au moment où leurs sujets tendaient à la révolte. De même, l'expulsion des jésuites, si puissants dans toute l'Amérique du Sud, apôtres, propriétaires et parfois souverains comme au Paraguay, atteignit, diminua l'autorité des Européens sur les indigènes, inquiéta les uns, encouragea les aut es. Puis ce fut à la cour de Madrid, sous le règne de Charles IV, un trafic perpétuel des dignités et des revenus ecclésiastiques qui acheva cette œuvre de désorganisation.

Ce qui devenait fatal à la métropole, ce ne fut pas, comme on l'a dit, le maintien de l'ancien régime colonial, ce fut sa transformation sous la pression des indigènes, et par l'influence d'idées nouvelles qui brisaient les cadres et les fonctionnaires de l'administration précédente. Délivrés du monopole qui sacrifiait le commerce à l'exploitation des mines et du joug des prêtres, les colons de la côte, s'instruisant dans les maisons d'instruction que les Bourbons ouvrirent au dix-huitième siècle à Caracas, Bogota, Buenos-Ayres, en relation avec les insurgés d'Amérique, bientôt acquis aux idées de la Révolution française, les *Portenos*, comme on les appelait, riches, actifs, réclamèrent à l'Espagne des libertés, avec plus de mesure d'abord que les indigènes, et sans la pensée de rompre avec elle. C'étaient des hommes comme Miranda, originaire, ainsi que Bolivar, de Caracas, de race purement espagnole, riches, en relation avec les Anglais, puis avec les Girondins, Brissot, Dumouriez. Ou encore les libéraux de la Plata, Moreno, le Burke espagnol; Casteli, Belgrano, ces négociants de la Guaira qui, en 1797, poussés par l'Angleterre, préparaient la liberté du Vénézuéla.

Parmi eux, les *Moderados* dominaient : des gouverne-

ments constitutionnels leur eussent suffi, si Ferdinand VII les eût accordés en échange du concours patriotique que leurs députés aux Cortès lui apportèrent à Cadix de 1809 à 1810. Pour les obtenir ces Libéraux organisèrent, avec les municipalités, les seuls éléments vivants des provinces intérieures, des Juntes à Buenos-Ayres, Caracas, Santa-Fé, Quito, la Paz, Potosi (juin-octobre 1810). Dans l'étendue de l'empire espagnol, ils formaient une minorité, et le sentaient. Ils étaient une aristocratie, intermédiaire entre l'Espagne et les indigènes, dont ils méprisaient la sauvagerie et la brutalité, la soumission à leurs prêtres.

Au Mexique, ils ne soutinrent pas l'entreprise d'Hidalgo dont les cruautés dégoûtaient les créoles eux-mêmes : ils n'en blâmaient pas moins les représailles sanglantes et l'aveuglement du général Calléja. Lorsque le mouvement fut continué par le curé Morellos, un aborigène qui essaya de faire une république théocratique, l'avocat Raujon, réclama au nom des modérés un gouvernement constitutionnel seulement, et le maintien de l'union avec l'Espagne. Cette différence profonde d'attitude entre ces deux partis de rebelles, indigènes et constitutionnels qui préparaient chacun à leur façon l'insurrection des colonies, explique comment il suffit à un nouveau vice-roi de proclamer la charte libérale de 1812 pour ramener la paix presque complète au Mexique en 1817. C'était une indication pour les fonctionnaires de Ferdinand VII.

Ils n'en tinrent pas compte : pour avoir raison au Vénézuéla de la Junte modérée de Caracas qui, fatiguée de réclamer des libertés, voulait rompre avec l'Espagne, Monteverde excita les indigènes contre les libéraux; la Constitution locale du 5 juillet 1811 leur imposait le service militaire, inquiétait les prêtres. A l'appel du clergé, les indigènes se soulevèrent, aidèrent le capitaine général à prendre Caracas, à enfermer Miranda, à expulser Bolivar, à rejeter leurs partisans sur Cumana. Un effort, d'abord heureux de Bolivar sur Caracas, vint se briser contre les sauvages des savanès, les *Llaneros*, que le général Bove n'avait pas craint d'en-

rôler. Quand Morillo parvint à soumettre le Vénézuéla, ce fut par les mêmes moyens, régime de terreur contre les Espagnols, alliance avec les indigènes (1816).

Morillo revenait de la Nouvelle-Grenade, où ces moyens lui avaient réussi pour réduire au silence les juntes locales de Bogota, de Carthagène, de Santa-Maria, de Quito, qui demandaient, en majorité, une constitution, non une révolution. A Quito, pendant l'année 1812, les Indiens, les métis, conduits par les prêtres, encouragés par l'Espagne, eurent raison des libéraux. Ils auraient triomphé d'eux à Carthagène sans la résistance de Bolivar, qui tint tête deux ans (1812 à 1814) à cette coalition. En 1815, Morillo la resserra, et en deux années, par elle, rétablit l'autorité absolue de son maître.

Au Chili, comme au Mexique, les libéraux avaient servi, au contraire, la métropole : la Junte de Santiago était modérée, tenait à la royauté, avait blâmé celle de la Conception de s'appuyer sur les populations du Midi que le colonel Rosas avait appelées à lui en promettant la liberté aux Indiens pour les séparer de l'Espagne. Un instant, le Congrès avait paru donner raison aux séparatistes (1812) : mais les modérés, encore puissants à la Conception, le clergé avaient triomphé de Rosas par la révolte d'un soldat de fortune, Carrera, et restitué le pouvoir aux autorités légales (1814).

A la Plata enfin, si les Portenos, irrités de se voir refuser des libertés commerciales et politiques, avaient d'abord constitué une république (Congrès des Provinces-Unies de la Plata, 31 janvier 1813), cette république était dès le premier jour condamnée à l'impuissance. Les populations moins civilisées de l'intérieur, les Gauchos des pampas, vrais sauvages aux yeux des commerçants de la côte, se refusaient à subir l'influence d'un Président de Buenos-Ayres. Le docteur Francia, pontife et souverain au Paraguay, apportait aux indigènes élevés à l'école des jésuites un gouvernement plus primitif, plus conforme à leurs habitudes (1812-1817). La Banda orientale, Monte-

vidéo, Corrientes, Santa-Fé, étaient en 1814 en pleine révolte contre la nouvelle République. Un chef de bandes, vrai chef de Gauchos, Artigas, organisait une armée d'indigènes, se déclarait Protecteur, et créait plutôt un système de brigandages odieux que de gouvernement. Si Francia et Artigas eussent réussi à s'unir, c'en était fait de Buenos-Ayres même. Les fondateurs de la République se sentaient impuissants : ils essayèrent de regagner à Tucuman les hommes de l'intérieur qu'ils méprisaient. Puis, voyant que les Portugais du Brésil entreprenaient la conquête de l'Uruguay (décembre 1817), ils commencèrent à penser qu'une royauté constitutionnelle, soit des Bragance, soit des Bourbons de France, pouvait seule les sauver. L'occasion était bonne pour Ferdinand VII, en pardonnant, en négociant, de rétablir l'ordre, d'arracher ce pays, le plus beau peut-être et le plus riche de son empire colonial, à l'anarchie, à la brutalité des populations de l'intérieur.

Mais, malgré les services que les colons espagnols lui avaient rendus au Mexique, au Chili, qu'il en pouvait attendre à la Plata, le roi d'Espagne ne pouvait accorder à l'Amérique ce qu'il refusait après 1815 à ses défenseurs de Cadix ou de Madrid. Comment accepter des juntes coloniales, quand il détruisait les Cortès à qui il devait tout, et faire par esprit politique ce que le cœur même à Madrid ne lui dictait pas? Ferdinand VII y était d'autant moins disposé qu'il s'imaginait triompher des *jacobins* d'Amérique avec le concours des populations indigènes et ramener aisément celles-ci. Cette illusion le poussait à la résistance. Il crut qu'il n'avait plus qu'un effort à faire en 1817 contre les libéraux de la Plata, et l'organisa.

C'est alors qu'Alexandre I[er] lui apporta des encouragements intéressés. On le vit dès 1817 négocier avec Ferdinand VII et lui offrir le Portugal, en compensation de ce qu'il pourrait perdre en Amérique par la faute des Bragance. En échange, il demandait Port-Mahon pour prendre pied dans la Méditerranée. L'Angleterre, appelant l'Autriche à son aide, rompit la négociation. Le tsar allait la

reprendre sous une autre forme. Aider le roi d'Espagne à ressaisir ses colonies, c'était très directement menacer et atteindre les Anglais.

Depuis le dix-huitième siècle, cette nation avait dirigé ses ambitions sur l'Amérique du Sud. Elle avait cru la tenir et l'exploiter : mais un beau jour les Bourbons, supprimant le système des galions, ouvrant les colonies au commerce de leurs sujets, avaient ruiné la contrebande et décuplé de 1778 à 1788 les relations de l'Espagne avec l'Amérique.

Alors la Révolution française était venue éveiller les espérances des libéraux de Caracas et de Buenos-Ayres, et cela servit les desseins de l'Angleterre. Elle avait fait de la contrebande politique, prenant parti dès 1790 pour Miranda, lui donnant en 1806 une flotte et un amiral, lord Cochrane. Le 27 juin de la même année, l'expédition de Popham allait exciter la révolte de Buenos-Ayres : sans l'intervention de Liniers, la Plata passait aux Anglais. Le 30 octobre 1806, le général Crawfurt reçut l'ordre d'occuper le Chili, et au début de 1807, une expédition se préparait sous le commandement de Wellesley pour la conquête du Mexique. Toutes ces entreprises se trouvèrent suspendues par l'alliance que l'Angleterre offrit en 1808 à l'Espagne contre Napoléon. Mais, à la paix, elles reprirent de plus belle, par une entente secrète avec les insurgés. Tous les hommes que la politique conservatrice des torys à Londres mécontentaient trouvèrent leur emploi dans l'Amérique du Sud : aventuriers, matelots licenciés, officiers à la demi-solde, lord Cochrane en tête, ce député radical, officier insubordonné de la marine royale, que le cabinet était heureux d'éloigner et de fournir aux colons rebelles. Comme depuis l'insurrection, les relations se rompirent entre les marchés espagnols et les acheteurs de Caracas, de Buenos-Ayres, ce fut un coup de fortune pour le commerce anglais. Les libéraux de la Plata installèrent à Londres un agent de commerce, d'enrôlement, Rivadavia. Ceux du Vénézuéla s'approvisionnèrent à la Jamaïque. Des maisons anglaises se fondèrent librement dans tous les

ports de l'Amérique : la durée de l'insurrection devint la base de leurs spéculations. Si l'on songe qu'à la même époque les Bragance, Jean VI et sa femme Carlotta, demeurés au Brésil, alliés intimement à l'Angleterre qui administrait en leur nom le Portugal, conquéraient l'Uruguay, exploitaient les fautes des Bourbons, on conçoit l'importance décisive de la revanche que les Anglais chassés de New-York se ménageaient dans l'Amérique du Sud. Le cabinet tory ne faisait pas, ne voulait pas la guerre, après 1815, en Europe. Mais il l'entretenait avec soin dans les colonies espagnoles, comme le tsar aurait souhaité la porter dans les Balkans. Si, réunis à l'Autriche, les torys obligeaient Alexandre Ier à la paix en Orient, celui-ci à son tour, s'alliant à l'Espagne, allait s'efforcer de la leur imposer en Amérique. C'était entre eux un duel engagé d'un bout du monde à l'autre.

Un dernier calcul avait déterminé le tsar : dénoncer à l'Europe les insurgés de Buenos-Ayres, comme des Jacobins, comme les héritiers impénitents de cette Révolution française que Catherine II, pour se trouver libre en Orient, avait mise aux prises avec les puissances allemandes, c'était pour son successeur un moyen tout trouvé de reprendre la même tactique. En appelant les souverains au secours de Ferdinand VII, en jetant leurs troupes sur l'Amérique, leur attention et leurs forces se détourneraient des Balkans, mieux encore qu'au temps où les Allemands et la Révolution se disputaient le Rhin. De la Sainte-Alliance, qui avait sauvé la France, et ne servait qu'imparfaitement la Russie en Orient, Alexandre Ier s'efforça en 1817 de faire une ligue des souverains contre les insurgés d'Amérique.

Le point décisif était d'amener l'Autriche d'abord à ce projet. Il n'y a plus, déclarait Alexandre Ier, de possible qu'une union étroite entre l'Autriche et la Russie. « Endormir la vigilance de Metternich, engager l'empereur François dans une sorte d'alliance fondée sur les bases les plus sacrées », tel fut, selon Gentz, le travail du tsar à partir

de ce moment (décembre 1816). Au mois de mars 1817, il invitait l'empereur d'Autriche à une entrevue, où l'on discuterait les mesures à prendre contre *les Jacobins*. L'offre pouvait être séduisante : il n'y avait pas que Ferdinand VII qui rencontrât en Amérique des rebelles. L'Autriche, en confisquant l'Italie, pour se payer de la guerre soutenue quinze ans contre la France, se heurta aux résistances d'une nation qui avait désormais repris conscience d'elle-même. Metternich, qui la visita en 1817, y constatait le travail des sectes libérales et de la propagande nationale. N'avait-il pas intérêt à les combattre, comme le roi d'Espagne voulait soumettre les rebelles d'Amérique, en invoquant, comme la Russie l'y invitait, des principes supérieurs qui masqueraient un nouveau plan de conquête?

Dans ces conditions, Alexandre Ier réclama un congrès de souverains. Il prépara au mois de juin 1818 un long mémoire, rédigé par ses soins, sous ses yeux, au sujet des colonies espagnoles. L'œuvre était dans la forme de la Sainte-Alliance, « vague, obscure, mystérieuse », dit Gentz, un cours de droit divin et de théorie politique, plutôt qu'une pièce diplomatique. Mais la théorie n'était plus celle qui avait servi depuis 1815, alors que, pour relever la France et s'attacher les peuples en Orient, le tsar confondait les devoirs des souverains, les droits de leurs sujets au bonheur. Cette fois, c'était surtout des devoirs des peuples, des droits des souverains qu'il s'agissait. Pour justifier cette évolution qui allait faire de la Sainte-Alliance une arme de despotisme, au lieu d'un instrument de liberté, Alexandre Ier invoquait un nouveau principe : le droit des grandes puissances à régler ensemble les conditions intérieures d'un État particulier, « comme, dans une nation, les individus égaux en droit sont soumis cependant aux décisions de la communauté ». C'était toujours, selon la remarque de Gentz, un melange des dogmes de la *Religion* et du *Contrat social*, une adaptation de la politique tirée de l'Ecriture à la philosophie de Rousseau. Mais l'art était assez grand, et les formules assez vagues pour que l'auteur de la

Sainte-Alliance pût l'employer tour à tour à restaurer, en ouvrant la diète de Varsovie (janvier 1818), la liberté des Polonais, à persuader l'Europe de s'unir contre les insurgés d'Amérique. « Voilà le mot de l'énigme, écrivait Gentz. L'Autriche et la Prusse s'étaient déclarées étrangères au grand procès américain. Elles s'en remettaient à l'avis et à la direction du cabinet britannique. Le tsar a voulu y mettre du sien. Son affection secrète pour l'Espagne lui a fourni un motif de donner à la délibération une nouvelle tournure. »

Sous sa seconde forme, la Sainte-Alliance devait paraître, quand elle se préciserait par des actes, une ligue des rois contre la liberté des peuples; une œuvre de doctrine monarchique. Malgré tout, dans cette transformation comme à son origine, elle demeurait un acte de circonstances, un instrument de la politique russe, conçu, réglé pour les desseins d'Alexandre Ier sur l'Orient. Sous cette forme nouvelle, l'Angleterre ne s'y trompa pas et reconnut la même main; les peuples plus tard et l'histoire devaient l'attribuer à Metternich. Les Anglais dès le premier jour en signalèrent le danger à l'Autriche : torys cependant et conservateurs, mais Anglais d'abord, les ministres de Georges IV, dans ce nouveau manifeste reconnurent l'ambition tenace de la Russie. L'Autriche ellemême se prépara « à mettre le tsar dans l'impossibilité de viser à l'extension de ses frontières ». Même transformée, la Sainte-Alliance venait si peu de Metternich qu'il prenait ses mesures contre elle.

Enfin, si elle parut inaugurer à Aix-la-Chapelle le régime des Congrès européens dont Metternich s'attribua l'honneur, un régime de discussion pacifique entre les Etats et les souverains, les propositions de la Russie à ce premier congrès n'étaient rien moins que pacifiques. La réunion d'Aix-la-Chapelle, comme les suivantes, fut une bataille, un champ clos diplomatique où la Sainte-Alliance, telle que l'avait conçue son auteur pour la guerre en Amérique et la guerre en Orient, fut réduite, paralysée par des adversaires à la fois résolus et adroits.

BIBLIOGRAPHIE

Outre les ouvrages cités au chapitre précédent, consulter :

MÜHLENBECK. *Etude sur les origines de la Sainte-Alliance.* Paris, sans date.

CAPEFIGUE. *La baronne de Krudener.* Paris, 1866.

V. NADLER. *L'empereur Alexandre et l'idée de la Sainte-Alliance.* Riga, 1886, 2 vol.

ALEXANDRE I[er] et M[me] DE STAEL, *Revue de Paris*, 1897, janvier.

MILOVANOVITCH. *Les traités de garantie au dix-neuvième siècle.* Paris.

D'HAUSSONVILLE. *Alexandre I[er] et Metternich* (*Revue des Deux-Mondes*, 15 mai 1862).

RAMBAUD. *Le duc de Richelieu en Russie et en France* (*Revue des Deux-Mondes*, 1[er] déc. 1887).

Pour la révolte des colonies espagnoles, voir *Bibliographie* du chapitre XXIV.

XXI

LE RÈGNE DE METTERNICH

LES CONGRÈS D'AIX-LA-CHAPELLE ET DE TROPPAU

AIX-LA-CHAPELLE (1818).

Lorsque Alexandre Ier invita Metternich et son maître à proclamer les principes de la *Sainte-Alliance* dans une réunion de souverains, il reçut l'accueil le plus encourageant. « Cette noble et grande fraternité des souverains, écrivait le 20 août 1817 le chef du cabinet autrichien à Nesselrode, vaut mieux que tous les traités. Elle établira pour longtemps ce que le bon abbé de Saint-Pierre avait voulu établir pour toujours. » Dans le projet russe que l'Angleterre avait jugé dangereux et repoussait, l'Autriche pouvait trouver des avantages, fixer et consolider par la paix sa puissance en Italie et en Allemagne, se *faire honneur* et profiter de ces conférences solennelles. A les refuser en bloc, elle pouvait au contraire se créer une situation difficile. Sans compter que Metternich « espérait paraître et agir comme une sorte de puissance morale pour l'Allemagne, pour l'Europe même ». Son rôle devint en effet considérable : il mania la *Sainte-Alliance* qu'il n'avait pas créée de telle sorte qu'on pût l'en croire l'auteur, et qu'elle lui servît.

Dès le début, l'Autriche stipula que la question de l'Espagne et de ses colonies ne serait point traitée à Aix-la-Chapelle. L'Angleterre eût refusé, sans cette condition, d'y

paraître. Pour plus de sûreté, la circulaire du 25 mai 1818, adressée par les quatre puissances à leurs agents, spécifia qu'elles n'entendaient point « tenir un Congrès et permettre l'intervention d'autres princes ou cabinets ». Il ne s'agissait que de conférences entre les Etats signataires du traité de Paris limitées à un seul objet, l'évacuation immédiate et anticipée du territoire français. Rien de plus : le tsar serait satisfait si on l'aidait, en ayant l'air de servir son amitié pour la France, à la libérer plus tôt. Richelieu, à la première nouvelle, félicita et remercia son protecteur « d'avoir réconcilié les souverains et posé par la *Sainte-Alliance* les bases d'un édifice nouveau de paix et de concorde ». Cette concession à la politique russe était sans danger : elle offrait même plus d'avantages que d'inconvénients. L'Autriche, la Prusse et l'Angleterre se créaient des titres à la gratitude des Français et, rappelant leurs troupes, leur évitaient un trop long commerce avec une nation dont le libéralisme était contagieux. Dans cette voie, essentiellement pacifique, Metternich alla plus loin encore : il décida les alliés à recevoir aux conférences les représentants de Louis XVIII. Mais, ce fut à la condition que les affaires d'Amérique ou d'Orient, les seules importantes pour la Russie, ne seraient pas abordées. Il exigea que « cette obligation fût solennellement reconnue longtemps avant l'ouverture des conférences par les quatre cours. Ainsi rien ne serait changé à l'ordre de choses existant. » Point de guerre par la *Sainte-Alliance*, au profit des ambitions russes; mais dans cette union des souverains destinée, limitée à la paix, « le *plus beau triomphe* pour l'Autriche » dont la prudence, sans heurter le tsar, l'enchaînerait.

On pourrait s'étonner qu'Alexandre Ier eût accepté ces conditions, si l'on ne connaissait ses arrière-pensées. Il espérait qu'en dépit des précautions de Metternich, sa politique et son programme ne pourraient plus être écartés des conférences. Que la réunion eût lieu, c'était l'essentiel. Le reste viendrait bien par surcroît, nécessairement. Capo d'Istria, son conseiller, qui le poussait à s'occuper

des Balkans, « plus grec que russe », laissait voir ses espérances à Metternich lui-même. Nesselrode disait à Malvirade, envoyé de la France à Pétersbourg, le 12 juin déjà : « Les conférences d'Aix-la-Chapelle obtiendront une véritable extension : on ne s'y occupera pas que de la France. »

La réunion fixée au 20 septembre 1818, entre les ministres des cinq puissances, Metternich pour l'Autriche, Castelreagh et Wellington pour l'Angleterre, Hardenberg et Bernstorff pour la Prusse, Nesselrode et Capo d'Istria pour la Russie, le duc de Richelieu et le baron Mounier pour la France, par les projets différents qu'ils y apportaient, n'était pas un terrain d'entente, mais de discussions. La guerre en pouvait sortir aussi bien que la paix, selon la portée qu'aurait la *Sainte-Alliance :* Metternich avait déclaré lui-même d'avance à son maître qu'il préparait à la Russie une défaite, à l'Autriche un triomphe.

Le conflit n'apparut point aux premières conférences. Dès le 1er octobre, les plénipotentiaires se mirent rapidement d'accord sur la libération anticipée du territoire français. Ils avaient des ordres de leurs cours : le principe fut inscrit dans un protocole que rédigea Gentz (2 octobre). Dans le détail, l'application se trouva cependant retardée jusqu'au 9 octobre, par la difficulté de régler le paiement des sommes dues par la France selon le traité du 20 novembre 1815. Il fallut calmer les exigences de la Prusse, avide d'argent autant que de territoire. On convint que les troupes alliées quitteraient le territoire le 30 novembre, et que les gouvernements, n'ayant plus à pourvoir leur entretien, recevraient au lieu des 700 millions prévus, 265 millions seulement. Les ratifications de cette convention, que Louis XVIII annonça à ses sujets comme un grand bienfait de la monarchie, furent fixées au 18 octobre.

Dans cet intervalle, que les fêtes données aux souverains et aux ministres ne pouvaient suffire à remplir, des discussions surgirent, la bataille diplomatique commença dès le 10 octobre. L'Angleterre ouvrit le feu : le tsar releva le défi. Metternich se prépara.

Exploitant le service qu'il venait de rendre à la France, à défaut de l'Espagne que Metternich tenait avec soin à l'écart, Alexandre I[er] comptait sur Louis XVIII pour faire accepter à l'Europe la *Sainte-Alliance*. Il avait maudit plus d'une fois les royalistes enragés, les ultras, Vitrolles et le comte d'Artois, qui l'empêchaient en 1816 de réconcilier les peuples et les souverains : il attendait maintenant qu'ils l'aidassent à imposer la *Sainte-Alliance* désormais dirigée contre les révolutionnaires. S'ils lui livraient les jacobins d'Amérique, il leur livrerait ceux de France. Leur ardeur était toujours la même : la veille des conférences, une note, que signait Vitrolles, invitait les puissances à maintenir les troupes étrangères en France contre la Révolution. La passion des ultras aveuglait leur patriotisme.

Le gouvernement de Louis XVIII, le roi, ses ministres, n'entraient pas dans ces calculs du tsar. Les exigences des ultras les indignaient. « Mon âme est attristée de voir éternellement les obstacles au bonheur de la France venir des Français et de ceux des Français avec qui mes rapports sont le plus intimement établis. » (7 octobre.) Ces fâcheux amis de la monarchie semblaient prendre à tâche, quand elle réparait les désastres de la guerre, de lui retirer aux yeux des Français le bénéfice de ses efforts. Le principal reproche, la haine de la nation contre les Bourbons, venaient de leur restauration par le concours des étrangers. Et c'était quand le grief tombait par la libération de la France, que la famille et les amis de Louis XVIII le relevaient, le prolongeaient à plaisir.

Mieux inspiré, Richelieu avait cherché le moyen de servir la royauté de Louis XVIII auprès des Français. Obtenir non seulement que la France fût libre de fait, mais en droit, à jamais affranchie de la menace que les alliés de Chaumont tenaient suspendue sur elle, admise de nouveau au rang des grandes puissances, c'était à ses yeux rompre « l'isolement du roi et de la nation », faire du lieutenant des vainqueurs un vrai roi de France, leur égal, indépendant et respecté. « Il est temps que la France

rentre, disait Richelieu aux Russes, dans la communion de la grande famille européenne (17 juillet 1818). » Constituée pour sauver les Bourbons et leur peuple en 1815, la *Sainte-Alliance* pouvait leur rendre, après la sécurité, l'honneur. Mais pour cela, il ne fallait pas qu'elle fût une œuvre de combat, une ligue des souverains contre les peuples, humiliante, offensante pour les Français. En arrivant à Aix-la-Chapelle, Richelieu apprit du tsar les intentions de sa politique. « Il était de son devoir, et de l'intérêt du roi, contre la nation française, penseurs, militaires, employés attachés toujours au passé, de provoquer un rapprochement plus grand entre les puissances et de prouver aux peuples que toute tentative pour renverser le gouvernement royal serait suivie d'une croisade comme celle de 1815. » Ce programme de la Russie, Louis XVIII et son ministre ne pouvaient le servir.

Ils ne pouvaient davantage approuver les desseins du tsar sur l'Amérique espagnole. Leur programme était justement le contraire : c'était au roi de France, pour éviter la guerre extérieure, à régler seul pacifiquement entre les Bourbons d'Espagne et leurs sujets le différend. Au lieu d'intervention européenne, ils demandaient « une négociation française, d'un caractère très élevé où Louis XVIII parlerait, non comme roi, mais comme parent, au nom de tous les souverains » : la *Sainte-Alliance* rêvée par la Russie, moins la guerre. C'était plus sans doute que Metternich, et surtout l'Angleterre, résolues à écarter des débats la question américaine, ne laissaient espérer au tsar ; c'était cependant tout autre chose que le concours docile, absolu de la royauté française aux projets d'Alexandre Ier, une médiation, au lieu d'une intervention à main armée, des propositions pacifiques, au lieu de la déclaration de guerre qui aurait facilité les entreprises russes sur l'Orient.

Ce désaccord devait, dès le 15 octobre, ruiner toute la diplomatie du tsar. Le 10 octobre, l'Angleterre avait proposé aux diplomates prêts à se séparer le renouvellement du pacte de Chaumont contre la France, « dans le cas où la

France serait en proie à de nouvelles révolutions ». Obliger la Russie à faire cette injure aux Français, c'était lui retirer le bénéfice de la gratitude qu'ils pouvaient lui garder de la libération de leur territoire. C'était du même coup affaiblir la royauté de Louis XVIII, la condamner à l'impuissance, l'empêcher pour longtemps de servir les intérêts de la diplomatie russe. Quatre jours après, Alexandre Ier ripostait, de manière à confondre les Anglais. Il engageait résolument la bataille et démasquait ses batteries. Dans un mémoire rédigé par Capo d'Istria, il se déclarait prêt à renouveler le pacte de Chaumont, à condition qu'il ne fût pas dirigé contre les jacobins de France seulement, mais contre tous les rebelles en général, insurgés d'Amérique, révoltés d'Italie ou d'Allemagne.

L'Angleterre, gouvernement de libertés et de constitutions, intéressée au succès des colonies américaines, ne pouvait accepter le programme de cette *Sainte-Alliance*. Mais l'Autriche avait-elle le même intérêt à rejeter le concours que le tsar lui offrait en Italie, en Allemagne? En le rejetant, elle encourageait les nations à se lever contre elle. Que la France, satisfaite de reprendre par là son rang au milieu des grandes puissances, ratifiât ce plan à son tour, l'Angleterre se trouvait isolée et l'Europe entraînée où le tsar avait voulu la conduire, très loin, dans une guerre contre les Américains, une nouvelle affaire des souverains contre la Révolution. En vain Metternich avait voulu écarter du Congrès la question américaine. Elle y prenait, sous la forme d'une vieille affaire renouvelée, du pacte de Chaumont transformé en *Sainte-Alliance*, la première place. Le tsar crut enfin toucher au succès. « Il y a eu un beau moment, écrivait plus tard Capo d'Istria, où cette grande entreprise aurait pu être exécutée en un coup de main. Ce moment a été sacrifié, je ne dirai pas à qui..., je n'aime pas à revenir sur les circonstances qui nous ont tant tourmentés à Aix-la-Chapelle. »

Ce langage de la diplomatie russe était l'aveu d'une dé-

faite qui se produisit, en effet, quand Alexandre Ier croyait tenir la victoire décisive. Le tsar avait connu par Richelieu les résistances de la royauté française à ses projets. Mais il tenait à Aix-la-Chapelle le premier ministre sous sa main; par l'amitié et les menaces il l'inclinait à ses volontés. Dès le 30 septembre, Richelieu conseillait à Lainé de suspendre une mesure libérale qu'ils avaient concertée sur la garde nationale. Il poussait Louis XVIII à sacrifier les libéraux aux profits que la royauté retirerait de l'*union des cabinets*, de l'entente avec le tsar. « L'Empereur Alexandre pourrait bien avoir raison, » écrivait-il le 7 octobre. Tout d'un coup, secrètement, Louis XVIII échappa à son principal conseiller. Il se livrait à Decazes, aux doctrinaires, et se rapprochait de l'Autriche, en s'éloignant de la Russie. Partisan résolu de la paix avec son peuple et au dehors, Louis XVIII négociait en secret avec Metternich par l'intermédiaire du comte de Caraman, son envoyé à Vienne. Désormais pour résister aux mesures belliqueuses du tsar, Metternich avait un point d'appui, le roi de France. Pour ne pas s'associer à la politique antilibérale d'Alexandre Ier, Louis XVIII avait une ressource : les avis de l'Autriche. Decazes et Caraman, envoyé à Paris pour régler l'évacuation du territoire, confident de Metternich, représentaient cet accord aux Tuileries. Tandis que Richelieu était loin, ils travaillèrent chaque jour à éloigner le roi de la Russie, « à *brider celle-ci* », comme le désirait Metternich. Et celui-ci de son côté employa ses bons offices à calmer le parti des ultras. Son agent à Paris, le baron de Vincent, regardait cette question comme la *plus importante du jour*, prêchait comme le tsar deux ans avant la modération aux royalistes, au comte d'Artois, et y réussissait. Louis XVIII procurait à l'Autriche la paix extérieure, l'Autriche lui donnait la paix intérieure.

Les lettres que chaque jour Decazes transmit à Richelieu éclairèrent vite celui-ci sur la perte de son influence. Il parla de se retirer. Le tsar, combattu comme lui, se risqua à une démarche décisive. Il vint à Paris le 18 octobre, en apparence pour recevoir les remerciements des

Français, en réalité pour reconquérir Louis XVIII à ses desseins, ressaisir la victoire qui lui échappait. L'entrevue entre les deux souverains fut cordiale, mais inutile. L'Empereur agita le spectre révolutionnaire, exposa les avantages de la Sainte-Alliance en général, le profit particulier et l'honneur que les Bourbons trouveraient à reprendre par elle leur situation en Europe. Le roi remercia et refusa : la France était calme. Il n'offrit que sa médiation pour régler la querelle de Ferdinand VII et des Américains. Lorsque Alexandre quitta Paris, il sentit la partie perdue. En détournant de lui la France, Metternich avait fait échouer ses plans. Le dernier mot à Aix-la-Chapelle allait être dit par l'Autriche. Le Congrès tournait à la paix et écartait la guerre que le tsar avait préparée. Metternich y déploya un art extrême à mettre d'accord les puissances sans les satisfaire. Il fut aidé et servi à souhait par son collaborateur Gentz, qui s'entendait très bien à émousser les traits agressifs de la diplomatie anglaise et russe, le *grand protocoliste du Congrès.*

L'Angleterre parut d'abord recevoir satisfaction. Elle voulait affaiblir la royauté française en proclamant que la France demeurait soumise au pacte de Chaumont, à ses menaces. On maintint ce pacte et la convention du 20 novembre 1815, mais l'Autriche demanda et obtint qu'on ne les proclamât pas. Le rappel de la quadruple alliance n'avait plus d'effet réel, il perdait même sa valeur, du moment qu'on décida de le garder secret, inscrit dans un protocole confidentiel réservé aux seules chancelleries.

La France, en revanche, reçut, outre cet avantage, une satisfaction très réelle. Metternich invita les puissances à l'admettre à ses délibérations (1er novembre 1818); c'était la récompense de l'appui qu'elle avait fourni au moment décisif à l'Autriche. Sans s'obliger à une guerre qui pouvait la mener loin, à des déclarations qui l'auraient brouillée avec les libéraux et humiliée, la royauté de Louis XVIII allait rapporter d'Aix-la-Chapelle un double profit pour elle et la France, la libération du territoire, et

une place longtemps disputée dans le concert des grandes puissances. Toute trace des anciennes défaites était solennellement effacée. En fait et en droit, la monarchie et la nation reprenaient l'autorité et le rang qu'elles avaient eus au Congrès de Vienne.

Il est vrai que la note du 12 novembre 1818, destinée à marquer la rentrée de la France dans le concert diplomatique, avait l'air de constituer un accord des souverains contre les peuples et leurs libertés. La France semblait reprendre son rang en souscrivant à la Sainte-Alliance. « Les cinq cours, disait le protocole, sont décidées à ne point s'écarter dans leurs relations mutuelles ni dans celles qui les lient aux autres États du principe d'union intime qui a présidé jusqu'ici à leurs relations communes, union devenue plus forte et indissoluble par les liens de fraternité que les souverains ont formée entre eux » (art. 1). Les libéraux en France, en Angleterre s'indignèrent de ces formules et y virent une menace. En réalité, c'étaient des formules vides avec lesquelles Metternich et les diplomates payaient le tsar. Pour toute satisfaction, on lui accordait quelques phrases empruntées à ses circulaires. « Si nous voulons marcher quelque temps encore avec la Russie, nous devons prendre, écrivait Castelreagh, notre parti de son langage tant soit peu anormal. » On flattait l'amour-propre de l'auteur pour ruiner les calculs du politique.

Les choses furent arrangées de manière à ne laisser rien passer de son système dans les faits. Les puissances qui avaient signé le protocole s'expliquèrent aussitôt le 15 novembre sur la portée de leurs engagements. Elles rassuraient les États et les nations. « Jamais on ne s'écarterait de l'observation stricte du droit des gens qui peut seul garantir l'indépendance de chaque gouvernement. » « Le concert diplomatique formé à Aix-la-Chapelle, disait Metternich, ne s'arrogeait pas le droit de discuter une question placée hors es intérêts directs des souverains. » Les puissances avaient décidé, contrairement aux conseils de la Russie, de ne pas intervenir, ni en Angleterre, ni en France, ni sur-

tout en Amérique entre les gouvernements et leurs peuples. Ces questions ne les regardaient pas : elles se refusèrent à la guerre européenne à laquelle le tsar les avait conviées. « Il dut, écrivait alors l'un de nos diplomates présents au Congrès, de Rayneval, renoncer au projet qu'il avait fortement conçu d'intervenir dans les affaires coloniales de l'Espagne. S'il n'avait pas senti la nécessité de ménager les autres puissances, il eût sans doute travaillé à le réaliser. » On ne peut pas dire plus nettement que les protocoles d'Aix-la-Chapelle constituaient pour Alexandre Ier une défaite totale. Rédigés dans le langage de la Sainte-Alliance, ils lui ôtaient, en fait, sa valeur.

Metternich était tout à la joie d'avoir maintenu son alliance avec l'Angleterre sans se brouiller avec la Russie, d'avoir conservé la paix, en paraissant adopter un système qui allait à la guerre. « Je n'ai jamais vu un plus joli petit Congrès. Il ne me fera pas de mauvais sang. Tout est arrangé à merveille : cela nous fera honneur en Europe. Nos affaires les plus scabreuses comme les plus faciles ont coulé comme d'elles mêmes. » S'il tenait le succès, il le devait au concours de Louis XVIII, à sa perspicacité, à ses résolutions pacifiques.

Les Français, les libéraux de toute l'Europe, et encore aujourd'hui les historiens qui, sans voir les actes et les textes, ont jugé cette époque, protestèrent et protestent encore contre l'entente formée alors entre Metternich et les Bourbons. Elle leur parut inaugurer un complot contre l'indépendance des peuples, ourdi par le cabinet autrichien, servi par Louis XVIII, heureux d'avoir repris sa place, même au prix d'une trahison, parmi les grands souverains. Ils auraient été moins violents et plus justes s'ils avaient connu la résistance du roi aux desseins réellement formés par le tsar contre les peuples d'Amérique et d'Europe, s'ils avaient pu mesurer l'art avec lequel Metternich éluda, annula, *brida* la diplomatie russe. Qu'auraient dit les libéraux français, si Louis XVIII avait cédé, comme Richelieu, aux sollicitations d'Alexandre Ier et livré, comme on le lui de-

mandait, ses sujets aux ultras, au comte d'Artois? Et quel reproche n'auraient pas fait à l'Autriche les partisans du droit des nations, si Metternich, au lieu de défendre la France contre les ultras, avait consenti à porter tout l'effort de l'Europe contre les insurgés d'Amérique? N'était-ce rien que d'avoir laissé aux colonies américaines le droit de s'affranchir et refusé de bouleverser l'Europe pour ne pas permettre au tsar de bouleverser l'Orient. Impartiale, l'histoire ne doit pas mesurer son jugement par les critiques passionnées que les partis ont portées sur cette œuvre, mais par les colères d'Alexandre Ier au lendemain du Congrès.

De retour à Saint-Pétersbourg, le tsar repartit presque aussitôt pour Vienne rendre visite au souverain dont la diplomatie l'avait vaincu. Il y allait, animé d'un désir extrême de vengeance contre les Français, « nation turbulente, corrompue, ingrate. Il n'était resté que quelques heures à Paris pour leur marquer son mépris. » Il voulait le leur marquer plus brutalement encore : en causant avec l'empereur François, il lui proposa, comme une mesure qui pourrait imposer aux factieux, de faire rentrer des troupes en France. La France s'était crue délivrée : le tsar lui apprendrait qu'à lui donner un démenti, elle avait risqué sa liberté à peine reconquise. « Les actes d'Aix-la-Chapelle, écrivait Capo d'Istria à Richelieu, nous ont laissé des moyens. Nous y aurons recours au premier signal. Ce signal sera donné. Je ne vous menace pas d'un *casus fœderis et belli*. Mais je vous préviens que ce *casus fœderis* devient chaque jour plus salutaire dans l'opinion des cabinets. Mille et mille pardons, si j'ajoute ces indications à vos peines, mais je vous dois la vérité tout entière » (13 décembre 1818).

Richelieu s'indigna que son ancien ami voulût faire de lui un instrument de vengeance contre sa patrie. Quoique docile jusque-là et mécontent de l'influence que Decazes avait prise, le ministre, dont l'honneur était d'avoir délivré la France des armées étrangères, ne voulut pas accepter la honte de les y ramener. Il préféra se retirer noblement le 23 décembre 1818, en plaidant auprès d'Alexandre Ier la

cause de ses adversaires et de ses concitoyens. En même temps, l'Empereur d'Autriche refusa net à la Russie son concours contre la France. Il ne resta plus à Alexandre Ier provisoirement d'autre ressource que de passer sa colère sur notre chargé d'affaires, qui fut mis par ordre en quarantaine à sa cour. La colère est mauvaise conseillère : notre diplomate maltraité apprit à connaître ce souverain si fort dans l'art de la dissimulation. Il comprit pourquoi, au pied de la croix, Alexandre Ier avait juré de sauver la France, pourquoi seul, en Europe, il voulait, après Aix-la-Chapelle, brutalement la perdre. Il démêla le secret de ses bienfaits et de ses colères, « *l'arrière-pensée constante de disposer d'elle au service de ses ambitions* ».

Peu de Français ont su, alors et depuis, ce qu'était le Congrès d'Aix-la Chapelle, les intentions du tsar qui l'avait provoqué, la défaite de ses calculs et de son ambition, la victoire du parti de la paix, le service rendu par Metternich à la France, au ministère libéral Dessolles-Decazes. Ce ministère seul le sut, aux injures qu'il recevait de Saint-Pétersbourg, aux embarras que la Russie lui créait. On le représentait à l'Europe comme une bande de révolutionnaires. L'envoyé du tsar Pozzo di Borgo colportait ces calomnies dans les salons de Paris, cabalait avec les royalistes enragés. Un jour, au mois d'avril 1819, Alexandre Ier adressait à Louis XVIII Capo d'Istria, porteur encore d'une menace d'intervention. Humilier la France, compromettre le roi, lui rendre le gouvernement impossible, telle était la vengeance du cabinet russe, son calcul quand les autres lui manquaient.

Louis XVIII, qui démêla ce dessein, aurait souhaité une réconciliation. Mais comment l'obtenir, à moins d'appuyer les projets du tsar sur l'Amérique espagnole? En avril 1819, un moyen sembla s'offrir. La France avait reçu la visite d'un délégué des rebelles de Buenos-Ayres, le chanoine Valenziano. De Buenos-Ayres, les modérés demandaient un souverain à Louis XVIII, le duc d'Orléans par exemple. Si le roi refusait aux insurgés leur demande avantageuse pour

lui et pour ses successeurs, honorable, utile même à la nation, n'était-ce pas une preuve de ses sentiments monarchistes? La Russie lui faisait un grief de n'avoir pas voulu les combattre : elle serait obligée de convenir que ce n'était point cependant son dessein de les soutenir, de les favoriser. Le 1er mai 1819, en grand secret, sous prétexte d'acheter des chevaux pour les haras, le comte Hulot d'Osery, beau-frère de Moreau, reçut l'ordre de partir pour Saint-Pétersbourg et d'y plaider cette cause.

Il devait en outre offrir des excuses du départ de Richelieu : « C'est lui d'ailleurs qui m'a abandonné, » disait Louis XVIII. Pour sceller la réconciliation, Louis XVIII offrit à son allié irrité de choisir l'ambassadeur qu'il désignerait pour Saint-Pétersbourg. Pour toutes ces concessions, la France demandait au tsar d'unir ses efforts aux siens, et d'imposer à Ferdinand VII la seule solution acceptable, en dehors de la force, de la question américaine : la constitution d'une royauté coloniale, au profit du prince de Parme.

Si le tsar n'avait vraiment voulu en Amérique que restaurer l'autorité monarchique, et rien au delà, cette offre eût du lui plaire. Il répondit sèchement qu'il ne réglerait cela qu'avec les grandes puissances. Aucune concession aux rebelles : tout ou rien, parce que tout, c'était le prix pour lui dans cette affaire, l'Orient libre à son gré, si toute l'Europe s'embarquait dans l'affaire d'Amérique. « Votre Majesté, répondit-il, me trouvera toujours sur la ligne tracée par les actes d'Aix-la-Chapelle. » Avec la même hauteur, il refusa les excuses du roi au sujet de Richelieu : « J'ai été entièrement étranger à son choix. C'est pour vous être agréable que je l'avais prié de renoncer à ses projets de retraite. » Bref, le 25 juin 1819, la mission Hulot eût totalement échoué, si elle n'avait au moins décidé le tsar à recevoir du cabinet libéral un ambassadeur, M. de la Ferronays (25 juin 1819).

Ainsi toutes les relations ne furent pas rompues, mais qu'elles demeuraient froides! Après quatre mois de séjour,

la Ferronays déclarait sa position « insupportable » (25 décembre 1819). Ce n'étaient que plaintes d'Alexandre I[er] sur un ton très haut, puis de longs intervalles de silence, de réserve, entrecoupées de menaces de tenir la *France mineure*, pour la rendre docile. Avec cette obstination et cette suite qui ont toujours fait la force de la politique russe, le tsar travaillait à renverser Decazes, l'auteur de sa déception : il mettait Louis XVIII entre des menaces et cet ordre que la Ferronays ne pouvait cependant pas transmettre. Decazes ruiné, Alexandre entendait bien ramener la France à sa volonté, reprendre la partie perdue et la gagner.

En vain des changements se produisirent dans le ministère de nature à lui donner satisfaction ainsi qu'aux ultras. Les généraux Dessolles et Gouvion Saint-Cyr, par leurs attaches avec le parti bonapartiste souvent allié aux démocrates, furent écartés. Depuis le mois de septembre le duc Pasquier ménageait, pour en avoir sa part, cette concession à la droite. Le succès d'un conventionnel, l'abbé Grégoire, auprès des électeurs de l'Isère fut le prétexte : l'armée aussitôt fut réorganisée (nov. 1819) aux dépens des officiers bonapartistes, au profit des ultras. « Il était vraiment temps, » s'écriait Alexandre I[er] (11 déc. 1819). Le nouveau ministère lui donnait donc des gages, mais Decazes y restait. C'était quelque chose : ce n'était pas la vengeance et le succès complet.

Le hasard s'en chargea. Le duc de Berry mourut, le 13 février 1820, assassiné. Peu s'en fallut qu'on n'accusât Decazes du crime. En tous cas, on l'en fit responsable. Le déchaînement des passions fut tel que Louis XVIII dut l'abandonner et reprendre Richelieu. Les libéraux écrasés, Richelieu au pouvoir (20 février 1820), c'était un triomphe pour le tsar, avec l'espoir de réparer son échec. Tandis que le nouveau ministère suspendait la liberté de la presse, et par la loi du double vote composait une chambre analogue à la *Chambre introuvable* dévouée aux ultra-royalistes, la Russie se chargea de lui dicter son programme extérieur. « Sa Majesté Impériale, écrivait Capo d'Istria à Richelieu,

dit à la France ce que vos prédécesseurs auraient bien des fois désiré entendre et ce qu'ils n'ont jamais entendu, *Sapienti pauca.* » C'était le pardon, en échange de la docilité. « La France a des devoirs pour sauver l'Europe, en prenant avec la Russie les mesures nécessaires pour aider l'Espagne par l'action noble et désintéressée d'une alliance générale, ayant un caractère européen. En dehors de cette combinaison tutélaire, tout rentrerait dans le désordre. » Il ne fallait plus que *la leçon de 1818* fût perdue. Le mot est d'Alexandre, et significatif. Il éclaire son langage diplomatique, à dessein toujours vague. Ce que la Russie attendait du second ministère de Richelieu, c'était, au lieu d'une politique pacifique au dedans, au dehors un effort énergique contre les insurgés de France et d'Espagne, la Sainte-Alliance en action, vraiment européenne, et non plus réduite aux frontières de chaque État, ou limitée par le droit des gens : des actes enfin, au lieu de paroles ; l'Europe tout entière en guerre contre l'Amérique.

L'heure était venue où Alexandre Ier se jugeait maître de la France, et lui parlait en maître. Les événements l'avaient servi de même contre l'Autriche, tandis qu'il s'appliquait à lui créer des embarras.

Au lendemain d'Aix-la-Chapelle, tout avait paru d'abord réussir à Metternich. L'autorité que lui donna le succès lui fournit le moyen d'affermir son autorité en Italie. Il y fit un voyage au début de 1819, heureux de retrouver ce climat qu'il aimait, de procurer à son maître qu'il accompagnait « tous les genres de succès », escorté de l'ambassadeur de France, son collaborateur, M. de Caraman. Il était bien aise de montrer aux Italiens que leur nationalité n'avait plus à compter sur l'appui des Français. Tandis qu'il jouissait de sa victoire, la fortune avait paru le combler. Elle lui offrit un moyen d'étendre à l'Allemagne l'autorité dont il était investi.

Après les traités de Vienne, le désir qu'avait l'Autriche de mettre la main sur les princes allemands s'était trouvé limité par le particularisme des souverains et des sujets.

L'acte fédéral de la constitution germanique avait promis des libertés aux peuples, pour les récompenser de leurs efforts contre Napoléon. Ces libertés armaient les Allemands contre leurs princes, mais les défendaient aussi contre la politique autrichienne. On comprend que Metternich les trouvât gênantes. Il s'était réjoui de voir les rois de Prusse, de Saxe, de Hanovre, les ducs de Melklembourg, d'Oldembourg, de Hesse ajourner ou refuser les constitutions promises. Mais il s'inquiétait de trouver les ducs de Nassau et de Bade, le roi de Bavière, plus complaisants pour leurs sujets, favorisant les idées libérales, cherchant dans les constitutions qu'ils octroyaient (1814-1818 un moyen de défendre et d'étendre leur souveraineté. L'assassinat de Kotzebue par un de ces étudiants que les Universités formaient au libéralisme sous l'œil bienveillant du grand-duc de Weimar, Maurice Sand (23 mars 1819), fournit à Metternich l'occasion qu'il attendait de mettre au ban de l'Allemagne et à la raison les souverains libéraux. « Je ne serai pas le dernier à en tirer un bon parti. J'agirai énergiquement. »

Aussitôt, de Rome où il était encore, il ouvrit le feu contre le libéralisme et les souverains coupables « de troubler le repos public ». Il attaquait la Révolution, pour vaincre le particularisme. « Il faut faire de l'Allemagne, disait-il à Gentz le 17 juin 1819, *un corps unique et compact.* » A Teplitz, le 30 juillet 1819, Metternich avait trouvé le roi de Prusse disposé à cette tactique, à cette entreprise : avec un tel concours, il croyait la partie gagnée, quand il partit pour Carlsbad le 1er août 1819. C'était « l'heure la plus importante pour l'Allemagne entière », le moment où les ministres des cours allemandes, convoqués par l'Autriche, se décideraient par crainte de la Révolution à subir ses lois.

Le succès de Metternich à Carlsbad fut complet. Malgré l'opposition très vive du ministre de Wurtemberg, Wintzigerode, il obtint, en réclamant des enquêtes sur la presse et les Universités, qu'on nommât une commission fédérale

contre la démagogie, armée pour intervenir dans les affaires des Etats. De plus, le huitième protocole de la réunion enlevait aux Chambres particulières le droit de prendre part aux discussions des souverains avec la Diète. Ces décisions consacrées par la Diète de Francfort le 20 septembre 1819 brisaient le particularisme; le gouvernement fédéral, l'Autriche pourraient intervenir légalement dans chaque Etat allemand. Les peuples étaient exclus des affaires fédérales. Metternich avait réussi « à médiatiser, à supprimer les petits Etats sous prétexte d'y poursuivre la démocratie », disait alors un de nos ministres.

Il ne lui restait plus, en octobre 1819, pour achever la conquête de l'Allemagne, qu'à détruire, après les avoir annulés, les gouvernements constitutionnels, refuges et soutiens de l'esprit particulariste. Le moyen, c'était d'effacer l'article 13 du pacte fédéral, où se trouvait inscrite la garantie des constitutions locales. Metternich à Carlsbad offrit aux cours allemandes « la coopération de l'Autriche pour sauver, en supprimant cet article, la confédération germanique ». Il leur donna rendez-vous à Vienne le 20 novembre, avec l'espoir de leur arracher les concessions décisives sur lesquelles il voulait fonder l'hégémonie de l'Autriche.

C'est alors et dans cet intervalle que la diplomatie russe, inquiète de ses progrès, qu'Alexandre Ier, armé par sa rancune, se mirent à l'œuvre contre Metternich. Le tsar était le beau-frère du roi de Wurtemberg, qui refusait de se laisser absorber et défendait ses droits constitutionnels. Une entrevue eut lieu entre eux à Varsovie : et le lendemain, le 18 octobre 1819, la Russie adressait une note aux cabinets européens contre les empiétements de l'Autriche. Cette note encouragea aussitôt la résistance de la Bavière, dont le roi jugeait aussi *sa souveraineté compromise*.

Un orage se forma ainsi, au moment où le ministre autrichien espérait toucher au port : « La mer est houleuse, on peut encore sombrer, » écrivait-il le 18 octobre. Tous les moyens de suivre son plan lui parurent bons. Pour ramener la Bavière, il affirmait à Munich qu'elle allait

se brouiller avec Alexandre Ier : le mensonge était si gros qu'au même moment l'Autriche s'efforçait de paralyser la politique russe, hostile à ses desseins, en lui opposant le roi d'Angleterre, électeur de Hanovre. La complicité du Hanovre et le concours de la Prusse, dont l'Autriche était assurée, lui auraient peut-être permis de renverser l'obstacle que le tsar venait de former. Mais pouvait-on attendre d'un roi d'Angleterre qu'il consentît à détruire des souverainetés constitutionnelles? « Une telle déviation de l'esprit de la confédération est impossible, » lui écrivit alors (6 décembre 1819) Castelreagh. A la veille des conférences de Vienne, Metternich « se sentit brusquement arrêté en plein succès ». Il disait le 13 octobre : « L'enfant auquel je donnerai naissance à Vienne sera sage, mais horriblement ennuyeux. » On célébra cette naissance, le 15 mai 1820, en promulguant l'acte final du Congrès de Vienne avec autant de joie que la victoire de Leipzig. En réalité, la Russie avait réussi à faire de ce prétendu succès un demi-échec pour l'Autriche. « J'attends, avouait Metternich le 4 mai, une nouvelle tempête pour reprendre, en l'arrêtant, ce que j'ai perdu. » Ce que le tsar lui avait enlevé, au moment décisif, c'était l'enjeu même de la partie qu'il avait jouée vivement, avec toutes les chances d'abord de gagner. A Vienne, il n'avait pas même osé demander la suppression de l'article 13. Les articles 57 et 58 de l'acte final dont il avait dû se contenter stipulèrent seulement que le pouvoir des Chambres, maintenues et publiques, ne pourrait plus être opposé à celui des princes dans leurs rapports avec les autorités fédérales. Metternich n'avait pas réussi à détruire les bases solides sur lesquelles s'appuyaient les particularistes de l'Allemagne du Sud. Alexandre Ier avait pris sa revanche : si l'Autriche lui fermait obstinément l'Orient, il avait réussi à lui fermer l'Allemagne.

Brusquement la tempête qu'attendait Metternich éclata, mais de manière encore à servir Alexandre Ier. L'Europe l'avait empêché de secourir Ferdinand VII : elle s'était refusée à une guerre avec l'Amérique. Le 1er jan-

vier 1820, une nouvelle révolution venait disputer au roi d'Espagne non plus ses colonies, mais son royaume même. Restauré, Ferdinand avait oublié ce qu'il devait à l'armée libérale, aux juntes provinciales, ses seuls soutiens quand tout en 1810 paraissait perdu. Il avait détruit la constitution, maltraité les officiers et les troupes. Le jour où ses peuples d'Amérique s'insurgèrent, il avait eu de nouveau besoin de l'armée, la réunit à Cadix et, faute de vaisseaux, dut l'y laisser. Elle se révolta, et son exemple détermina dans le Nord surtout une insurrection générale. Pour le roi d'Espagne, cela semblait le dernier coup. Pour le tsar, son protecteur intéressé, c'était une aubaine, l'occasion d'entraîner l'Europe contre une révolution qui éclatait dans l'Europe même. Pourrait-on cette fois, comme à Aix-la-Chapelle, lui objecter la distance, prétendre que ces événements étaient étrangers aux intérêts des souverains européens?

Tout alors semblait concourir aux désirs d'Alexandre I[er], les événements et les hommes. L'assassinat du duc de Berry avait ramené en France aux affaires un cabinet qui comptait, avec Richelieu, des chefs énergiques du parti royaliste, Corbière, Villèle, Lainé, appuyés par des Chambres animées du même esprit. Ce ministère, en outre, à la différence de tous ceux qui l'avaient précédé, voulait la guerre, la cherchait. C'était l'effet d'abord de la fierté très légitime que la Restauration ressentait d'avoir en 1818 rendu à la France son rang. C'était surtout le résultat des conseils que certains royalistes, Chateaubriand et le comte Marcellus, son ami, prodiguaient à leur parti. Les poètes ne sont pas nécessairement de mauvais politiques. Plus en contact avec la nation que les parlementaires, ils peuvent sentir ses aspirations, traduire ses vœux. Chateaubriand ne s'en faisait pas faute : il répétait que les Français pourraient oublier la liberté, si on leur donnait la gloire, et que des expéditions militaires, des victoires les réconcilieraient plutôt avec la royauté que des chartes. Son langage enthousiaste trouvait de l'écho dans les Chambres et séduisait au ministère le collaborateur du duc de Richelieu aux affaires étran-

gères, le baron Pasquier, ancien bonapartiste, plus épris lui-même de gloire que de liberté.

La révolution d'Espagne était à peine connue que le ministère français envoya à Madrid son agent de la Haye, la Tour du Pin, pour offrir en secret à Ferdinand VII, découragé d'abord jusqu'à subir toutes les conditions de ses sujets rebelles, les moyens de leur résister, « une intervention militaire, dès qu'elle pourrait être utile ». Pasquier a lui-même révélé cette démarche secrète. Elle coïncida avec une déclaration de la Russie qui, dès le 6 mai 1820, faisait connaître ses intentions.

A Zea Bermudez, ministre d'Espagne auprès de lui, le tsar, dès le premier jour, avait dit : « Je persiste dans mon opinion. Mes vœux n'ont pas changé. » Il exigea des Espagnols comme des Américains le désaveu de leur insurrection. Il demanda aux cinq souverains, signataires de la Sainte-Alliance, de leur imposer cette capitulation par l'unanimité de leurs reproches, par la force ensuite, par ce qu'il appelait l'*action de l'alliance européenne*. Il espérait bien cette fois qu'en France une politique d'action viendrait soutenir aussitôt ses demandes.

Et il eût réussi en effet sans l'intervention de l'Angleterre. Les ministres torys tenaient à la paix pour deux raisons, d'abord parce qu'ils voulaient restaurer les finances de l'Angleterre, sans rien demander aux libéraux, surtout parce qu'ils avaient découvert les motifs secrets du zèle que la Russie déployait en faveur du roi d'Espagne. A la déclaration russe, ils répondirent par une contre-déclaration. Tout en déplorant les événements d'Espagne, comme il convenait à un cabinet conservateur, ils jugeaient inutile une démarche qui ne pourrait être continuée avec honneur que par une intervention militaire. Ils refusaient *brutalement* l'emploi de la force. Et pour être plus sûr que la France, agissant sans eux, ne les contraindrait pas à agir, ils la mirent dans l'embarras. Leur agent à Madrid communiqua aux ministres constitutionnels de Ferdinand VII le secret de la mission envoyée au roi par Louis XVIII.

Sir Henri Wellesley excita le patriotisme espagnol contre ces Français toujours prêts, qu'ils fussent Bonaparte ou Bourbons, à troubler la monarchie, à confisquer la liberté. Il y réussit si bien qu'en septembre le baron Pasquier se trouvait réduit à « un rôle d'observation inactif ».

L'attitude de l'Angleterre fit hésiter l'Autriche : au début, Metternich s'était réjoui de pouvoir satisfaire la Russie et d'achever alors sa politique allemande. Mais prendre parti contre l'Angleterre lui parut scabreux : l'alliance des torys pacifiques lui avait servi depuis 1815 de garantie contre les vues ambitieuses de la Russie. S'ils avaient consenti à l'intervention au delà des Pyrénées, Metternich l'aurait acceptée. Il fit tous ses efforts pour les y décider, mais refusa de leur déplaire. « Pourquoi donc, disait-il, l'Angleterre n'a-t-elle plus M. Pitt, M. Burke, pour faire la guerre à la Révolution? Il ne lui restait que ce que Dieu lui avait laissé, des hommes qui, dans les malheurs de l'Espagne, ne voyaient pas la belle chance à courir, des compensations magnifiques en Amérique. » Il aurait bien donné aux Anglais toutes les colonies espagnoles s'ils lui avaient permis de prendre l'Allemagne. Leur refus obstiné lui fut certainement pénible. Il s'inclina cependant et déclina les offres du tsar.

La révolution d'Espagne, au mois de juillet 1820, n'avait donc pas encore donné à la politique russe les avantages qu'elle en avait d'abord espéré. La mauvaise volonté de l'Angleterre avait paralysé la docilité de la France, la bonne volonté de l'Autriche. Une nouvelle révolution éclata tout d'un coup à Naples le 2 et le 9 juillet : la nouvelle en fut reçue avec joie à Pétersbourg. « Enfin, disait Capo d'Istria à Richelieu huit jours après, nous allons pouvoir accorder les avis sur la question d'Espagne, mettre à exécution, *d'une manière moins diplomatique mais plus réelle*, les actes du 15 novembre 1818. » En face de cette nouvelle explosion, l'Autriche resterait-elle impassible, comme elle l'avait été dans l'affaire d'Amérique, dans celle d'Espagne? Pour plaire à l'Angleterre, détournerait elle encore la Sainte-

Alliance de son véritable objet, de la guerre que la Russie voulait allumer, quand cette guerre commençait à la porte de ses domaines italiens.

C'était une conjuration militaire qui avait forcé le roi des Deux-Siciles, Ferdinand Ier, à rétablir, en prenant son fils pour vicaire, un gouvernement libéral. Le général Pepe avait imité les généraux de Cadix et imposé la « Constitution d'Espagne ». Mais le coup atteignait plus directement l'Autriche que le réveil de la Révolution à Madrid ne menaçait la Restauration. Ferdinand Ier, véritable lieutenant de l'Autriche, par la façon dont il s'était engagé en 1815 à supprimer toute constitution, succombait à une révolte qui n'était pas libérale seulement, mais nationale. Organisés d'abord contre la conquête française, les *carbonari* se groupaient maintenant à Naples, à Milan, dans tous les domaines de l'empereur François, contre lui ou ses lieutenants de Toscane, de Modène, ou de Lombardie. Chasser les étrangers, et acquérir l'unité avec la liberté, tel était le programme des révolutionnaires à Naples, conçu et formé pour l'Italie tout entière. « Depuis que je connais le prince de Metternich, disait Gentz, jamais je ne l'ai vu frappé d'aucun événement autant qu'il le fut avant-hier. » Quand le chancelier se croyait maître de l'Italie et à la veille d'accaparer l'Allemagne, l'édifice de ses combinaisons, de ses conquêtes après et depuis 1815 menaçait ruine. Si l'Autriche n'éteignait pas au plus tôt l'incendie à Naples, il se propagerait. Et comment intervenir au sud de l'Italie, en refusant à la France d'intervenir au sud des Pyrénées? Que deviendraient alors l'alliance avec l'Angleterre et les barrières opposées depuis cinq ans aux ambitions du tsar, et la paix générale, garantie de la paix en Orient? « Les difficultés sont grandes. Le sort décidera si nous devons vaincre, » écrivait Metternich le 26 juillet.

A Saint-Pétersbourg, le tsar se considérait déjà comme victorieux. La France, cette fois, intimement unie à sa pensée, prévenant ses désirs, se chargea de la démarche décisive qui devait lui livrer l'Europe et réaliser dans toute

son étendue la Sainte-Alliance. « Ne serait-ce pas le cas d'une de ces réunions prévues à Aix-la-Chapelle? » écrivit Richelieu à Metternich le 9 août. Et aussitôt il lui adressa le comte de Caraman demeuré en congé et resté son ami. Pozzo di Borgo recevait le même appel. « Cette réunion, disait Richelieu à Capo d'Istria, va me permettre de revoir mes amis de Russie. Le roi a fait choix de moi. » Ce serait d'ailleurs reproduire sans fondement des calomnies contemporaines que d'accuser le duc, pour cette démarche, de complaisance excessive et surtout de servilité. Il s'en est défendu au moment même. Ses intentions étaient plus hautes : l'alliance russe, si la quintuple alliance venait à lui manquer, pour garder à la France le rang qu'elle avait repris. « L'occasion était belle, pour la maison de Bourbon, disait un mémoire lu au conseil du Roi, d'acquérir dans l'Europe et surtout dans *l'esprit de la nation française* une grande prépondérance par l'honneur que lui ferait un Congrès provoqué et réuni sous ses auspices. »

Cette préoccupation légitime n'était cependant pas la seule qui décidât le cabinet français : du Congrès qu'il sollicitait pour armer les Autrichiens contre les rebelles de Naples, il espérait revenir armé lui-même contre les insurgés d'Espagne. « C'est un sacrifice que la France va faire à l'Autriche de lui abandonner l'Italie, disait un des collaborateurs de Pasquier. Il lui eût suffi de jeter trente mille hommes au delà des Alpes pour que les libéraux la missent à leur tête. » Elle y renonçait : ne lui devait-on pas des compensations au delà des Pyrénées? Il ne fallait pas que l'Autriche fît seule la police de l'Europe, seule mît ses armées sur pied. Plus qu'elle, la royauté avait besoin en France d'une démonstration militaire. Elle provoqua le Congrès, pour y plaider cette cause et la gagner avec l'aide du tsar.

Metternich le savait bien : la demande ne l'étonna pas. « Pas de réunion, » dit-il à Richelieu, qui lui riposta : « *C'est la base de notre plan.* » L'Autriche allégua la nécessité d'agir vite. Dès le 8 août 1820, elle avait massé cinquante

mille hommes dans l'Italie centrale. Elle s'entendait avec l'Angleterre, plus intéressée qu'elle encore à ne pas laisser discuter l'affaire d'Espagne, puis celle des colonies américaines. Les ministres anglais, occupés par le gros scandale de leur pays, le procès intenté par le roi à la reine, pouvaient-ils s'éloigner de Londres? Mais d'autre part les demandes de la France étaient trop conformes aux vues du tsar pour qu'il ne les fît pas siennes. Son autorité s'imposa cette fois à l'Europe : à Metternich, pressé d'agir à Naples, il mit le marché à la main. Point d'action en Italie sans congrès; point de congrès sans un examen des affaires d'Espagne. « Aux mêmes maux les mêmes remèdes. La question de Naples ne se sépare point de celle de Madrid. Il faut en Espagne remonter à la source du mal » (août-sept. 1820). Metternich céda : les événements étaient plus forts que sa diplomatie, à ce moment du moins. Le 3 septembre 1820, les souverains décidèrent de se réunir à Troppau.

« Nous allons enfin livrer bataille à l'égoïsme. » Ce fut à Pétersbourg un cri de triomphe dans le langage singulier qu'Alexandre Ier excellait à parler depuis 1815. Le tsar ajoutait : « La bataille, espérons-le, sera plus heureuse qu'à Aix-la-Chapelle. » « Vaincre l'égoïsme » signifiait tout simplement qu'il comptait imposer sa volonté, son système à des intérêts ligués contre sa politique depuis plus de cinq ans. Quand on considère les origines de ce nouveau congrès, l'insistance d'Alexandre Ier, sa joie de l'avoir obtenu, on ne peut que constater l'erreur si souvent commise sur la portée, la nature, les auteurs de ces réunions de la Sainte-Alliance. Comme la Sainte-Alliance elle-même et comme le congrès d'Aix-la-Chapelle, le congrès de Troppau fut l'œuvre d'Alexandre Ier et de Richelieu, non de Metternich qui eût préféré le remplacer par une déclaration commune des envoyés de l'Europe à Vienne. La Russie qu'on représente alors comme hésitante, ou enchaînée à l'Autriche, venait à Troppau, aussi résolue qu'en 1818, pour livrer bataille aux diplomates égoïstes autant qu'aux révolutionnaires, pour chercher en somme le moyen de les mettre aux

prises en Italie, en Espagne et jusqu'en Amérique. Sous prétexte de maintenir l'ordre en Europe, elle se prépara à y déchaîner la guerre, espérant que cette fois les Bourbons, pour fournir aux Français l'illusion de la gloire, les Habsbourg, pour mettre la main sur l'Italie et l'Allemagne, lui serviraient d'instruments et de complices. C'était moins, en définitive, contre la Révolution que contre la paix que les puissances à Troppau allaient conspirer, sur la demande intéressée du tsar Alexandre I[er].

TROPPAU (1820).

« Il y a cinquante ans, dit un contemporain, un congrès comme celui de Troppau aurait certainement abouti à une guerre générale. » C'était bien l'espoir que nourrissait Alexandre I[er] lorsqu'il arriva en Silésie le 20 octobre, accompagné de Nesselrode et de Capo d'Istria. L'empereur d'Autriche l'y attendait depuis le 18 octobre avec ses conseillers Metternich, Gentz, Mercy, Lebzeltern, très décidé à limiter aux affaires de Naples l'incendie que la Russie voulait allumer dans toute l'Europe. Les conférences qui s'ouvrirent le 23 octobre, avant l'arrivée du roi de Prusse, sans cérémonial ni étiquette, devaient être une bataille diplomatique, préface ou obstacle, selon l'issue du duel, à la guerre générale. L'Autriche pouvait compter sur le concours docile du cabinet prussien, d'Hardenberg et de Bernstorff. L'Angleterre l'approuvait secrètement : mais craignant, si elle envoyait des plénipotentiaires à Troppau d'être engagée plus loin qu'elle ne voulait, elle s'était contentée de déléguer en Silésie son ambassadeur à Vienne, lord Stewart. Quoiqu'elle eût réussi, au Congrès précédent, à tenir en échec les ambitions du tsar, elle se méfia de n'y pas réussir une seconde fois. Elle préféra s'abstenir et attendre. Dans cet état, Alexandre I[er] se faisait fort de vaincre Metternich. « Sa haine contre lui était plus forte que jamais. »

Il éprouva en route cependant une surprise très désa-

gréable. C'était la France qui avait demandé cette réunion : elle paraissait, lorsqu'elle l'avait proposée, animée d'intentions belliqueuses, favorables aux desseins de la Russie. A défaut de Louis XVIII, son principal ministre, l'ami du tsar, le duc de Richelieu, avait promis sa présence et son concours. Tout d'un coup, le 29 août 1820, il retira sa promesse. « Il faut y renoncer. » Comme les ministres anglais, il allégua des difficultés, des embarras de politique intérieure. Et au lieu de véritables plénipotentiaires, Louis XVIII se borna à déléguer, comme l'Angleterre, ses ambassadeurs de Vienne et de Saint-Pétersbourg, les comtes de Caraman et de La Ferronays. La mauvaise humeur du tsar éclata : « Si la France se tait, tant pis pour elle. » La désignation du comte de Caraman, « très lié à Metternich, grand admirateur des actes de ce ministre, l'auteur de la trahison de 1818 », irrita particulièrement Alexandre Ier. Il devina un nouvel abandon des Bourbons. « Quand on a de ça, dit-il à La Ferronays, en plaçant la main sur son cœur, on veut le bien en toute franchise, sans arrière-pensée, sans finasserie. »

Les instructions que Louis XVIII donna le 5 octobre à ses ambassadeurs justifiaient les soupçons de son allié. Elles marquèrent un recul subit de la politique qui avait donné au tsar l'espérance de la victoire décisive. Au lieu d'une démarche retentissante, collective contre tous les révolutionnaires de France, d'Italie, d'Espagne et d'Amérique, la France ne proposait plus qu'une déclaration relative aux affaires de Naples, « un *mezzo termine* tout local », ce que souhaitait Metternich, juste le contraire de ce qu'Alexandre Ier venait chercher à Troppau.

Cette défection subite, analogue à celle de 1818, eut les mêmes causes, le même auteur. Le conseiller favori du roi, le représentant des libéraux, Decazes, écarté par la mort du duc de Berry, n'était pas en disgrâce. Duc et pair, envoyé à l'ambassade de Londres, il gardait sur son maître une influence presque égale à celle qu'il avait aux Tuileries. Lorsqu'il avait été chargé, le 9 août, de trans-

mettre à Castelreagh les décisions du Conseil royal, d'obtenir l'adhésion de l'Angleterre au Congrès, il se heurta à un refus : aussitôt il avait engagé Louis XVIII à modifier ses plans. Fallait-il qu'un pays constitutionnel comme la France, pour plaire aux ultras, à la Russie, laissât à l'Angleterre l'honneur et le profit de paraître en Europe, par l'absence de Castelreagh à Troppau, le seul royaume libéral? Etait-il de l'intérêt des Bourbons de heurter à ce point l'opinion de leurs sujets? Decazes « ne négligea rien pour inquiéter, pour ramener Louis XVIII ». Il plaida si chaleureusement que le 19 août, le roi, obligeant le conseil à se déjuger à huit jours d'intervalle, résolut de s'abstenir à moitié d'un Congrès qu'il avait lui-même convoqué.

C'est alors que Richelieu s'était décidé à ne pas quitter Paris. Ses amis politiques lui en firent un devoir. « Il ne faut pas que la leçon que nous avons reçue en 1818 soit perdue. Son absence laisserait le champ libre à l'intrigue. » Si de Londres, Decazes, et à Paris les libéraux conservaient tant d'autorité sur le roi, que ne feraient-ils pas lorsque le premier ministre serait loin, au fond de la Silésie? Pasquier, en donnant ces conseils à Richelieu, lui proposa un moyen terme, une intrigue secrète, comme celle qui venait de paralyser sa politique. Si le Congrès, par l'abstention de l'Angleterre, était réduit à une forme vaine, pourquoi le ministère en dehors, en dessous, ne poursuivrait-il pas en Italie, en Espagne, les desseins qu'il avait formés de concert avec la Russie, par une alliance à deux qui tromperait l'Angleterre et les libéraux? Richelieu approuva et transmit à Capo d'Istria. Il choisit La Ferronays, dont il était assuré, pour nouer et poursuivre à Troppau cette affaire (6 octobre 1820). Il fut convenu qu'on ne la ferait pas connaître au comte de Caraman. « La délibération commune des cinq cours, concluait le ministère français, est moins importante que l'intelligence à établir entre nous et l'Empereur Alexandre, intelligence sur laquelle repose la seule espérance d'une heureuse issue. »

Le procédé ne plut pas à la Russie. « Pourquoi aban-

donner une marche ouverte? » ripostait Capo d'Istria (15 octobre 1820). Cette entente secrète entre les deux cours paraîtrait à l'Autriche une ligue formée contre elle. Il ne pouvait convenir au tsar de la mécontenter à ce point, de l'écarter et de se trouver seul un jour en Europe, ayant pour tout allié un cabinet sans autorité sur le roi, sans courage contre la Révolution. En marquant son dépit de la défection de Louis XVIII, Alexandre préféra se passer de lui et livrer seul à Troppau un combat inégal.

Metternich engagea l'affaire par une note du 23 octobre qu'il avait préparée avec soin depuis deux mois. Il demanda le droit d'intervenir à Naples et déclina toute intervention en Espagne. Les deux affaires n'étaient point les mêmes. « A Madrid, deux fois, le roi avait accepté la constitution, en 1812, 1820. Pouvait-on prétendre que, s'étant abandonné, il avait droit au concours, à la sympathie des puissances? La révolution de Naples, au contraire, justifiait leur intervention, fondée sur les sollicitations d'un roi qui avait refusé, dès 1815, des libertés à ses sujets, énergique, ferme, vaincu par la force seulement, et résolu, si on le sauvait, à se défendre. »

Les Russes n'avaient pas moins bien préparé leur riposte. Ils s'apprêtaient à répondre que l'Europe ne pouvait soutenir un prince décidé autant que le roi des Deux-Siciles à refuser à ses sujets toute liberté. C'était la raison qu'ils allaient opposer au désir de Metternich d'intervenir à Naples, et à Naples seulement. L'argument était sans doute un peu gênant pour un tsar qui parlait sans cesse de frapper partout « la Révolution au cœur ». Ses diplomates mirent la politique russe à l'aise, en laissant aux Français le soin de se présenter les premiers. Ils « firent rompre la glace par les autres ». La Ferronays « déclara qu'un gouvernement représentatif comme celui de son maître ne pouvait soutenir un roi absolu et décidé à le rester » (27 octobre). Comment établir sur de tels principes le droit d'une façon durable? « Vous n'êtes pas un ministre français. Ici vous êtes un ministre européen, »

s'écrièrent les Autrichiens indignés. Nesselrode feignit aussi l'indignation : mais la glace était rompue. Et le 3 novembre Capo d'Istria déclara que l'Europe ne devait pas soutenir Ferdinand Ier s'il n'accordait une constitution raisonnable. Il résumait ainsi sa réponse : « Des conseils et des coups de canon après. » — « Des coups de canon tout de suite, » répliqua Metternich, pressé d'intervenir.

Au fond, la première passe se terminait contre lui. Le 6 novembre il avoua son embarras au plénipotentiaire prussien, le comte de Bernstorff. Il avait voulu interdire à ses adversaires une intervention en Espagne. Ceux-ci, invoquant les droits des peuples, les vœux de la partie saine de la nation que ni l'Angleterre, ni la France ne pouvaient contester, l'obligeaient à ne pas intervenir à Naples. Le congrès de Troppau menaçait de ne pas satisfaire l'Autriche plus que la Russie. Quel échec pour Metternich, si cette réunion des souverains annoncée depuis trois mois avec éclat avait pour seul résultat de lui lier les mains en Italie, d'encourager contre la puissance de l'Autriche les patriotes et les libéraux de la péninsule !

Heureusement le premier ministre autrichien excellait dans ces luttes diplomatiques. « Cette forme des conférences est de mon invention, » disait-il fièrement. Et il faut avouer qu'il les maniait en inventeur, supérieurement. La Russie l'avait mis dans une impasse : à ce moment, l'Angleterre et la France étaient avec elle contre lui. Il trouva un moyen ingénieux de les désunir. Et, en les divisant, il retrouva son influence.

Il y réussit par le même moyen qu'Alexandre Ier. Il connaissait, quoiqu'on l'eût caché à Caraman, le désir du cabinet français de travailler, sans se brouiller publiquement avec les libéraux, contre eux secrètement, d'offrir la médiation de Louis XVIII aux Bourbons. Il souffla à Caraman l'idée que ses chefs ne lui avaient pas communiquée. Quel beau rôle pour Louis XVIII de venir en aide à ses cousins de Naples et de Madrid, lorsque l'Europe était à la veille de les abandonner, quel honneur pour

son ministre, s'il réussissait à lui procurer cette mission! Très humblement, l'Autriche avait l'air de ne plus rien demander. Caraman, séduit, confiant, le 9 novembre, proposa la médiation de son maître. La Ferronays, tout en soupçonnant que l'initiative venait de Metternich, ne flaira pas le piège. Un mois après, les souverains d'Autriche et de Russie réconciliés brusquement répondirent à la proposition de Caraman par un ajournement à trois semaines. Ils se donnaient rendez-vous à Laybach. Le tour était joué : Metternich avait triomphé de la Russie.

La démarche de la France avait violemment irrité Alexandre Ier. Il avait cru y voir un mauvais procédé, plus accusé encore que les précédents, de Louis XVIII et de ses ministres. Après avoir refusé leur concours, et donné au Congrès une autre tournure que celle qui avait été prévue d'un commun accord, voilà qu'ils avaient l'air de vouloir intervenir en médiateurs, entre les souverains et les peuples, pour dérober à la Russie le premier rôle. Au tsar, l'odieux des mesures contre la Révolution. A son allié, le bénéfice moral d'une politique plus conciliante et destinée peut-être à rétablir la paix en Europe. Ces Bourbons de France qui devaient à la Russie leur couronne, puis leur royaume, leur place en Europe, en le trahissant, reprendraient le rôle que déjà contre elle ils avaient tenu en 1815 à Vienne. Metternich veillait sur ces colères qu'il avait allumées : il en recueillit le profit. Le 10 novembre il constata « la grande bienveillance de l'empereur Alexandre. C'est un retour à l'année 1813. » Une fois de plus et à peu de frais, par sa ruse d'abord, puis avec de simples espérances et de belles paroles, il faisait d'Alexandre Ier son instrument. Il employait et limitait à la fois ses ambitions.

Le premier protocole de Troppau, signé le 19 novembre 1820 entre eux, parut un hommage flatteur rendu par l'Autriche à la Sainte-Alliance, à son auteur. Il proclamait la communauté d'origine des Révolutions en Italie, en Espagne, en Amérique, dénonçait leurs effets comme un mal général, affirmait le bienfait des actes d'Aix-la-Cha-

nelle, et le droit, sans aucune réserve, pour tous les gouvernements réguliers de se défendre en s'unissant. Le 2 décembre 1820, Metternich, la main sur le cœur, présentait au tsar une profession de foi qui occupe plus de vingt pages dans ses Mémoires. Ce n'était plus même un *document diplomatique*, mais le langage d'un apôtre fervent de la Sainte-Alliance, ennemi des révolutions en tout temps, en tout lieu, depuis l'époque grecque jusqu'à la Réforme. Contre les *maux des sociétés*, individualisme, esprit de révolte, passions nationales, il appelait à l'aide le souverain russe, « juste mais fort, bienveillant mais sévère ». Il se faisait à la lettre son disciple : en réalité il demeurait son maître.

Comme l'Autriche l'avait souhaité, le congrès de Troppau, après toutes ces phrases générales, ne concluait qu'à une seule intervention, la sienne, à Naples. Les souverains invitèrent Ferdinand Ier, point d'autre, à se rendre à Laybach « pour l'affranchir de toute contrainte extérieure et se faire donner mandat par lui d'agir soit par la médiation, soit par les armes contre son peuple égaré ». En formulant des principes agréables au tsar, Metternich l'écartait doucement de l'Espagne et de l'Amérique, et le conduisait, à sa suite, à Naples. « Le décompte de notre influence réciproque, disait Metternich à propos de la politique russe, s'établit de la façon suivante. Je remporte 85 p. 100 de la victoire ; avec le reste, elle ferait perdre au monde son repos. » C'était donc bien un succès que Metternich venait encore d'obtenir sur la Russie, à Troppau. Les protocoles rédigés par lui au nom de la Sainte-Alliance enregistrèrent la défaite du tsar, réduit à des satisfactions de style. Cette fois encore la Sainte-Alliance était si peu l'œuvre de Metternich et tellement une œuvre de guerre que l'Autriche se réjouit en faveur de la paix de lui avoir retiré les quatre cinquièmes de sa valeur.

Le congrès de Laybach devait cependant ouvrir les hostilités en Italie. Ce fut le point faible de la politique autrichienne que, réprouvant la guerre, elle la fit pour ses inté-

rêts particuliers. Plus conséquents, les ministres anglais refusèrent cette concession « à des principes qui ne pouvaient être admis avec sûreté comme système de loi entre les nations ». (Circ. du 19 janvier 1821.) Metternich sentit les inconvénients de s'être lié, plus que par le passé, quoique le moins possible, à la Sainte-Alliance. Mais il escomptait les profits de sa victoire, la conquête totale et définitive de l'Italie. Il les recueillit en effet pendant l'année 1821, aussi complets qu'il l'espérait.

LAYBACH (1821).

Ce congrès ne fut d'abord en principe que la suite et la conclusion de celui de Troppau. De la vallée de l'Oder, l'empereur d'Autriche se transporta rapidement le 4 janvier dans celle de la Save pour recevoir le 7 Alexandre Ier; le 8, le vieux roi de Naples. Les sujets de Ferdinand Ier, invité à Laybach comme médiateur entre les Deux-Siciles et l'Europe, croyant à cette médiation qu'il avait solennellement promise, l'avaient laissé partir, pour faire preuve de leurs intentions conciliantes. Dès qu'il avait été hors de leurs prises, Ferdinand, débarqué à Livourne le 16 décembre, s'était hâté de désavouer ses promesses. Il comptait sur le Congrès qui écarta en effet et relégua à Gőrz le représentant des pouvoirs constitutionnels, le comte de Gallo. « Tristes protestations, triste allié, » disait le confident de Metternich, Gentz. Mais ses mensonges servaient l'Autriche, décidée à ne pas traiter avec les libéraux. Peu lui importait que le roi les trahît : Metternich était résolu « à leur marcher sur les pieds exprès ». Il avait hâte d'en finir : la France et l'Angleterre blâmaient son intervention. Qu'arriverait-il si le tsar lui manquait?

Un instant, l'Autriche put craindre cette défaillance de son allié. Alexandre Ier, peut-être à l'instigation de la France qui ne suivait plus Metternich, eut l'idée de confier au pape une médiation entre le roi de Naples et ses sujets.

La diplomatie autrichienne para le coup : un de ses agents, M. de Lebzeltern, partit en hâte pour Rome, fit part au pape de sa résolution et le décida à refuser sa protection aux libéraux. Si le Saint-Siège n'avait été docile, les calculs de Metternich étaient déjoués. Il n'en fut que plus pressé de les réaliser. La première conférence de Laybach (12 janvier 1821) lui permit d'agir : la constitution nouvelle de Naples fut annulée, une armée autrichienne chargée, le 3 février, par la Sainte-Alliance de l'exécution, aux frais des Napolitains soumis pour trois ans à une occupation étrangère. Le lendemain même (4 février), le général de Frémont commença sa campagne contre les insurgés de Naples, vaincus aussitôt à Rieti. La facilité de cette victoire, préparée de longue main, consolidait l'autorité et le prestige de l'Autriche en Italie. La diplomatie de Metternich fit le reste.

« A Laybach, nous n'avons fait que continuer ce que nous avions fait à Carlsbad, » a-t-il dit lui-même, en ajoutant que c'était un plan formé entre lui et son maître depuis 1819. « C'est à Pérouse qu'a été décidé le grand œuvre dont nous suivons l'exécution. Une lettre que je reçus en juin dans cette ville me montra que le moment d'agir était venu. » Vaincre le particularisme, en Italie, en Allemagne, pour établir définitivement l'unité de la conquête autrichienne; et le vaincre par la ruine des institutions libres, tel était le programme que Metternich avait appliqué, en deçà des Alpes, après Aix-la-Chapelle, qu'il voulut à Troppau et à Laybach réaliser en Italie. C'était à ses yeux le complément et le profit de son intervention à Naples.

Le 20 décembre 1820, les gouvernements italiens étaient invités à envoyer des représentants à Laybach. « Cela va devenir un congrès italien, l'amorce d'une confédération italienne sur le modèle de la Germanique sous la direction de l'Autriche, » disaient avec inquiétude nos diplomates, et ils s'efforcèrent à Turin ou à Rome d'avertir les princes menacés. Plus effrayés par la Révolution que par les desseins de l'Autriche ou alliés par le sang à l'Empereur, les

petits souverains, Victor Emmanuel Ier de Sardaigne, les ducs de Modène et de Toscane, négligèrent nos conseils, envoyèrent leurs agents, le 26 janvier, au Congrès. La France assistait impuissante à ce spectacle. Elle demanda du moins, pour n'être pas engagée dans cette politique, à ne pas signer de protocole. Elle protesta contre la circulaire du 12 février 1821, où, sous prétexte de châtier les rebelles de Naples, le Congrès annonçait son intention de délivrer les souverains d'Italie des institutions libres qui leur déplaisaient. Sa protestation du 20 février, note verbale analogue à celle de l'Angleterre, était applaudie dans l'Allemagne du Sud. Elle ne fit aucune impression sur les princes italiens. Ils se livraient chaque jour davantage à Metternich.

La fin du Congrès coïncida avec le triomphe complet de l'Autriche, assuré par les événements du Piémont. Le 12 mars 1821, les patriotes italiens, officiers surtout et carbonari, arboraient à Alexandrie le drapeau italien, proclamaient la liberté et l'unité nationale. Abdiquant en faveur de son frère Charles-Félix, et déshéritant son fils le prince de Carignan, Victor-Emmanuel réclama une intervention que l'Autriche exécuta surtout à la prière de Charles-Félix. Ce fut l'affaire de quelques jours, d'une escarmouche à Novare (8 avril). « L'Autriche, écrivait tristement le ministre Rayneval, se fait largement payer le concours qu'elle prête à la cause royale. Elle occupe militairement les plus fortes positions de l'Italie, le Piémont, Rome et Naples. » A Milan, à Modène, des commissions extraordinaires brisaient toutes les résistances des patriotes. Les souverains, avant de se quitter, à Laybach, le 12 mai 1821, proclamèrent que « le salut de l'Italie avait été réalisé par la confiance réciproque établie entre eux et les gouvernements de la Péninsule. » Ils laissaient en somme les Italiens, princes et peuples, à la discrétion des généraux et des diplomates autrichiens. Mais c'était de « l'aveu de ces princes ». Metternich pouvait dire fièrement : « La bataille diplomatique est gagnée. Le bon sens a vaincu. »

Il ajoutait : « Personne ne croit à la parfaite entente entre l'empereur Alexandre et moi. Elle est pourtant bien réelle. L'influence des derniers mois a triomphé. C'est le plus fort qui a entraîné le plus faible. » Le congrès de Laybach consolidait la victoire diplomatique de Metternich : il avait eu l'art d'endormir le tsar, flatté de passer pour le chef de cette croisade; il avait fini par se l'attacher. Alexandre Ier escomptait le profit qu'il croyait trouver plus tard à laisser l'Autriche affirmer et pratiquer le principe général d'intervention. Son ambassadeur à Paris, le comte Pozzo di Borgo, était venu exprès à Laybach pour l'engager dans cette voie. Très lié avec les ultras, en correspondance avec le comte d'Artois, il intriguait avec eux contre les collègues du duc de Richelieu, contre Pasquier surtout, le ministre indocile des affaires étrangères. A Laybach, Pozzo rapprocha ses amis de France et son maître, leur persuadant à tous qu'il fallait donner carte blanche à Metternich et l'imiter aussitôt en Espagne. Le ministre de François II reconnut lui-même l'importance de ces conseils sur l'esprit d'Alexandre Ier : il devinait les motifs du crédit qu'il lui faisait. Il y parut à une conversation que le tsar eut alors avec l'ambassadeur de France, la Ferronays. « Croyez-vous que le seul but de la réunion et des efforts des grandes puissances soit uniquement de châtier quelques carbonari : Naples n'est qu'un incident. Entraîné par le mouvement de l'Espagne, Naples doit à son tour lui servir d'exemple. Lorsque ce premier point de la tâche qui nous est imposée sera atteint, peut-être alors sera-ce le moment pour la France de s'emparer à l'égard de l'Espagne du rôle que l'Autriche remplit vis-à-vis de Naples. »

Au duc de Richelieu de même, Pozzo di Borgo donnait à choisir entre l'alliance russe, la Sainte-Alliance et la solidarité des souverains, utile à toutes les branches de la maison de Bourbons, ou l'alliance de l'Angleterre : « Ne comptez pas sur l'Angleterre, écrivait-il : le lot de la France ne serait pas digne d'envie. » (13 février.) En escomptant l'avenir et la complaisance de Louis XVIII, le

tsar se croyait assuré du succès définitif. Ce fut le secret de ses complaisances avec l'Autriche.

S'il lui donnait en Italie des satisfactions, il attendait les siennes de France et d'Espagne. Son agent à Madrid n'était pas moins actif que Pozzo di Borgo. C'était un certain Bulgary, très écouté de Ferdinand VII, auteur avoué d'une intrigue que le roi forma contre ses ministres. Le chapelain de la cour, les officiers de la garde négocièrent, préparèrent alors le renversement d'un ministère modéré dont le seul tort était d'appliquer sagement la Constitution. Le 8 février 1821, Ferdinand VII accusa au conseil d'Arguellès et ses collègues de le présenter au public comme traître à ses serments. Il demanda leur déposition. Les ministres se défendirent en donnant des preuves de la trahison royale. Dans une grande colère, feinte à ce qu'il parut, Ferdinand ordonna à son secrétaire la Puebla de faire appel à l'Europe, à la Sainte-Alliance. « Le coup, disait notre envoyé, M. de Laval, avait été monté, et bien monté par M. de Bulgary. » C'était le signal que la Russie attendait pour entrer à son tour en campagne, pour y entraîner la France.

Si le ministère français avait été plus docile, et son roi moins prudent, c'était la guerre en Espagne, après les expéditions d'Italie, selon le vœu et les calculs d'Alexandre Ier. Son envoyé Pozzo di Borgo excitait le parti des ultras à réclamer une intervention, la guerre pour l'honneur de la nation. Les ultras la réclamèrent avec la même ardeur que de leur côté les membres de la gauche apportaient à la demander en faveur des peuples. Seul, malgré l'avis unanime de la Chambre, le ministère repoussait la guerre. Il y avait quelque mérite : les uns lui reprochèrent de ne pas s'associer à la Sainte-Alliance, les autres de ne pas la combattre. Dans le ministère même, l'accord était loin d'être complet. Le chef, le duc de Richelieu, hésitait entre les représentants des ultras, Villèle, Corbière, Lainé qui, au mois de juillet, l'abandonnèrent pour reprendre leur liberté, et le ministre des affaires étrangères,

le baron Pasquier, soutenu par ses collègues Siméon et Portal, autrefois décidé, maintenant hostile à une intervention en Espagne. Ce furent ces hommes, et un diplomate éprouvé, élevé par Pasquier au rang de sous-secrétaire d'État, Gérard de Rayneval, qui, pendant toute l'année 1821, appuyés par le roi, malgré les entreprises de l'Autriche, les excitations de la Russie, les colères des Chambres, les exigences des royalistes, conservèrent à la France les avantages de la paix.

Dans un mémoire présenté au conseil royal le 6 janvier 1821, Rayneval et Pasquier ont laissé à l'histoire leur justification. Les observations que le duc de Richelieu y ajouta de sa main le représentent à cette heure décisive comme un avocat discret de la politique russe, des vœux du parti royaliste. Justification et plaidoyer font sentir l'importance du rôle que la France joua, comme un véritable arbitre, entre les cabinets de l'Europe à cette époque. « C'est le cas de délibérer, disait Rayneval. Les événements présents ouvrent en quelque sorte à la politique française une ère nouvelle. La position de l'Europe est très grave, placée entre les fureurs révolutionnaires d'Espagne, de Naples, de Livourne et le système des grandes puissances. » Ce système de la Sainte-Alliance, Rayneval le jugeait comme un instrument de guerre et d'ambition. Il reprochait au tsar, « séduit par la perspective d'un noble protectorat de la paix du monde et du maintien de l'ordre, des protocoles qui entraîneraient la guerre en Europe. » Richelieu, lui-même, convenait que la Sainte-Alliance était bien un instrument de guerre. Mais il niait que le tsar et Capo d'Istria, « ses seuls auteurs », s'en servissent pour leur intérêt. Il invoquait « leur désir amical d'avoir la France pour coopératrice. Ce n'était pas en s'isolant que Louis XVIII maintiendrait la paix. » Rayneval alors, ancien élève de Vergennes, son collaborateur, s'éleva de toutes ses forces en faveur d'une politique qui avait valu à la monarchie ses derniers succès au dix-huitième siècle, qui lui procurait ses premiers avantages en ce siècle depuis le Congrès

de Vienne. « La France n'a rien à demander à personne. Elle n'a besoin d'aucune alliance particulière ni de l'Angleterre, ni de la Russie. En se tenant tranquille chez elle, en ne lésant les droits de personne et continuant d'améliorer ses finances, elle est la seule de toutes les puissances qui puisse regarder l'avenir sans trop d'effroi. Qu'elle garde son indépendance, avec sa prospérité! La guerre lui serait inutile et dangereuse. »

A l'alliance russe, à la quadruple alliance qui allait faire du royaume le satellite de l'Autriche et de la Russie, détestable par son caractère de combat, Rayneval opposait les intérêts vrais, pacifiques de la Restauration. Ce n'étaient pas seulement les conseils de Vergennes qu'il apportait dans le débat. Il invoquait avec une certaine grandeur de vues et de langage « la politique naturelle : l'heureux effet de la protection que la France pourrait offrir aux Etats secondaires, la tradition nationale, la ligne politique de Richelieu. » Si le chef du cabinet lui répondait alors : « Le système était bon autrefois, » le sous-secrétaire d'Etat pouvait montrer les résultats de ce système au Congrès de Vienne et depuis, la France sauvée d'abord, libérée contre toute espérance, parvenue en deux ans à un tel degré d'influence et de considération que les premières puissances de l'Europe sollicitaient son concours, se le disputaient même. Louis XVIII lui donna raison, meilleur juge après tout de ce débat que Pozzo di Borgo. Si celui-ci s'acharnait en effet à présenter Rayneval et Pasquier « comme de mauvais serviteurs du roi », par son dépit et ses colères il trahissait, selon le langage même de Rayneval, l'ambition de son maître.

Cette ambition explique, de l'aveu des contemporains, la Sainte-Alliance et les congrès qui se tinrent en son nom de 1815 à 1821, à Aix-la-Chapelle, à Troppau, batailles diplomatiques utiles à préserver l'Europe de l'incendie qu'Alexandre Ier aurait allumé aux quatre coins du monde. L'Angleterre n'aurait pas suffi à faire triompher la cause de la paix. Obligée à des ménagements envers le tsar qui

lui livrait l'Allemagne et l'Italie, l'Autriche avait fini par mettre sur pied la première armée qu'on eût vu mobiliser depuis cinq ans. Elle tenait, il est vrai, Carlsbad et Laybach : Alexandre Ier n'avait encore reçu d'elle que des promesses. Mais si la France, trahissant par deux fois les espérances de la diplomatie russe, n'avait fait contre elle alliance avec l'Autriche à Aix-la-Chapelle, à Troppau avec l'Angleterre, ces congrès eussent été des préfaces de guerre, au lieu d'une digue opposée avec art aux entreprises de la Russie. En ce sens, mais en ce sens seulement, et pour ce motif, ils maintinrent l'œuvre du Congrès de Vienne : pour d'autres motifs, les Français mal instruits maudissaient l'œuvre de 1815 et des Congrès. La paix et ses bienfaits n'offraient pas à leur amour-propre humilié une revanche assez éclatante.

Loin d'être à leurs yeux une ère nouvelle, la situation en 1821 ne leur parut que le retour d'un passé douloureux. C'était pourtant, selon Rayneval, le cas de délibérer : le moment était venu de choisir entre une tradition qui, bien entendue, avait fait ses preuves avec Vergennes, Talleyrand et Louis XVIII, et l'amour de la gloire si chèrement payé avec Napoléon. Comme au temps de la Révolution, les intrigues seules et les passions populaires, une tradition mal entendue de conquête et de croisade allaient pousser la France à une guerre qu'elle appelait de tous ses vœux.

BIBLIOGRAPHIE

Bignon. *Les cabinets et les peuples de* 1815 *à* 1822. Paris, 1823.
Bignon. *Etude sur le Congrès de Troppau*. Paris, 1821.
Gervinus. *Histoire du dix-neuvième siècle* (trad. fr.), tomes II, III, IV ; *Etude sur les Congrès* (même histoire), tome XI.
de Pradt. *L'Europe après le Congrès d'Aix-la-Chapelle*. Paris, 1819.
Debidour. *Histoire diplomatique de l'Europe*, tome I.
A. Stern. *Geschichte Europas* (1815-1870), tome I. 1894.
Bianchi. *Storia della diplomazia europea in Italia*. Turin, 1865.
d'Angeberg. *Le Congrès de Vienne et les traités de* 1815, tome IV.
Lesur. *Annuaire historique*, 1817-1822. Paris, Fantin.

France. — Richelieu (duc de), *Correspondance avec l'empereur Alexandre, Pozzo di Borgo*, etc. (mém. de la Société impériale d'histoire de Russie, tome LIV). — *Correspondance pendant le Congrès d'Aix-la-Chapelle*, édit. Cisterne (Revue Cosmopolis), 15 mars 1897. — Pasquier, *Mémoires*, tome III. — E. Daudet, *Correspondance du duc Decazes avec Louis XVIII* (*Revue des Deux-Mondes*, 15 juin 1898). — de Serre *Correspondance*, 6 vol., 1876, 1877. Paris. — Vitrolles, *Mémoires*. — Rambaud, *le duc de Richelieu* (*Revue des Deux-Mondes*, 1er déc. 1888). — de Mazade, *le comte de Serre*. Paris, 1879. — Vielcastel, *Histoire de la Restauration* (nombreux documents), tomes IV à VIII. — Vaulabelle, *Histoire des deux restaurations*, tomes III à V. — Thureau-Dangin, *Royalistes et républicains*. Paris, Plon, 1888. — Id., *Le parti libéral sous la Restauration*. Paris, 1876.

Russie. — Adam Czartoriski, *Correspondance avec l'empereur Alexandre*, tome II. Paris, 1887. — Bernhardi, *Geschichte Russlands*. Leipzig, 1863, tome III. — Gervinus, *Histoire du dix-neuvième siècle*, tome V. — S. Solovief, *Alexandre Ier, politique et diplomatie*, Pétersbourg, 1877. — Pozzo di Borgo, *Correspondance diplomatique*, 1897. — Danielson, *Finland's Vereinigung mit dem russischen Reich*. Helsingfors, 1892.

Angleterre. — Wellington, *Despatches*, supplem. series, tomes XII et XIII. — Castelreagh, *Mémoires et correspondance*, tomes X à XII. 1853. — Pauli, *Geschichte Englands in dem Friedensschlusse*. Leipzig, 1864. — Brosch, *Geschichte Englands*. Gotha, 1895.

Autriche. — Metternich, *Mémoires*, tome III. — Gentz, *Dépêches aux hospodars*, tome III. — Gervinus, *Histoire du dix-neuvième siècle*, tome VIII. — Springer, *Geschichte Oesterreichs seit dem Wiener Frieden*, 2 vol. Leipzig, 1863.

XXII

LA GUERRE DE 1823

LE CONGRÈS DE VÉRONE : GRÈCE OU ESPAGNE

LE RÉVEIL DE LA NATION FRANÇAISE EN 1823.

« Malgré la chute de Napoléon, écrivait au mois d'août 1821, le sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Rayneval, la France par sa position et l'ardeur militaire de son peuple, l'accroissement de son industrie, sa prospérité financière a une force réelle qui n'attend qu'une occasion pour se développer. » Ainsi, tandis que Napoléon mourait à Sainte-Hélène (5 mai 1821), les Français, guéris du mal qu'il leur avait fait, se reprenaient à regretter la gloire qu'il leur avait donnée. Les débats des Chambres, où les libéraux défendaient avec éloquence contre une majorité enragée de royalisme les principes de la Constituante, ne traduisaient qu'à demi les sentiments, les vœux d'une nation avide de revanche plus que de liberté. Travaillé par les vieux soldats de l'Empire, et les nombreux officiers que la Restauration avait dû mettre en congé, le peuple oubliait vite les bienfaits de la paix, s'indignait de ce qu'il en appelait les hontes, la perte de ces frontières naturelles acquises un instant par la République, fixées par l'Empire, sacrifiées en 1815.

Dans ce courant de haine qui se forma contre les Bourbons et leur politique, il est difficile, au premier abord, de

démêler la nature et la puissance des instincts qui agitaient et poussaient les Français en général. La presse n'était point libre, et les électeurs en nombre restreint ne représentaient pas la nation. L'histoire, mal renseignée, a pu croire qu'elle était surtout préoccupée de défendre ses libertés. En réalité, si les Français invoquèrent, à partir de 1820, les souvenirs de la Révolution, en revendiquèrent l'héritage, ce fut par regret surtout des frontières qu'elle leur avait données en Europe. Ils avaient hâte de reprendre une politique étrangère d'action, de combat et de gloire dont la Révolution était à leurs yeux le symbole et la condition. Des politiques comme Rayneval, des poètes comme Chateaubriand signalaient ce réveil et cette fièvre. « La France, écrivait Metternich, se place dans la direction des conquêtes. Les mobiles qui ont lancé la République et l'Empire dans une aussi dangereuse carrière viennent de nouveau se réunir dans le sentiment prédominant. » La conquête autrichienne, autorisée par le Congrès de Laybach, ne justifiait-elle pas d'ailleurs, aux yeux de la France et à son profit, une conquête analogue? Metternich avait cependant raison : la Révolution pour la guerre, et la guerre indistinctement par la Révolution ou par l'Empire, voilà les grandes lignes du programme que, depuis 1820 et pour de longues années, les Français se sont donné. — L'intérêt, le calcul n'y ont qu'une faible part : c'est affaire de sentiment et de tradition.

Et comme au dix-huitième siècle, comme sous la Révolution et sous l'Empire, l'intrigue s'en mêla. Elle détermina les entreprises que les passions et la tradition préparaient. S'il y eut jamais une intrigue, ce fut celle qui plaça auprès du vieux roi Louis XVIII une jeune femme, fort belle, ancienne maîtresse de Savary et séparée de son mari, Mme du Cayla. Il fallait aux royalistes ultras qui rêvaient d'un retour à l'ancien régime, masqué par leur zèle pour la religion, une influence capable d'arracher Louis XVIII à son indifférence, et aux conseils du duc Decazes. Groupés autour du duc d'Artois, excités par les discours de Chateau-

briand et le V[te] S. de la Rochefoucauld, les ultras étaient impatients de procurer à la nation la guerre qu'elle souhaitait, « de lui donner la gloire en échange de leurs privilèges restaurés ». Si le roi obligeait Richelieu à une politique pacifique, Villèle et Corbière quittaient bruyamment le ministère où il les avait appelés. Il s'agissait donc de conquérir le roi lui-même. Du pavillon de Marsan aux Tuileries l'intrigue, en 1821, fut incessante, appuyée par la Russie, servie par M[me] du Cayla. Transfuge de l'Empire, le maréchal Victor, s'en préparait le bénéfice et l'honneur. Placer un serviteur de Napoléon à la tête des armées royalistes et les conduire à la gloire semblait aux royalistes un coup de parti; atteindre et effacer l'œuvre de la Révolution, en la dépouillant du prestige exclusif que les victoires des armées républicaines lui conservaient aux yeux d'une nation militaire : tel était le calcul que l'ancien parti des émigrés, décidément incorrigibles, faisait dans les antichambres et le cabinet où Louis XVIII s'enfermait avec sa confidente. L'inspirateur du parti, Chateaubriand, en décembre 1820 obtenait une ambassade à Berlin, présage d'un prochain ministère. Et Monsieur recevait de Saint-Pétersbourg cette lettre flatteuse du tsar lui-même : « Il est aisé de voir la place que V. A. R. occupe en France et celle qui l'attend. Les affaires de France sont dans une direction salutaire. On verra des miracles. »

Jusque-là, l'empereur Alexandre, enchaîné par les promesses de l'Autriche, gêné par les défiances de l'Angleterre, avait poursuivi seul, sans aboutir, son rêve de guerre européenne et d'agrandissement oriental. Le réveil d'une grande nation militaire comme la France, les intrigues formées autour du roi pour le ramener à une politique d'action qui répugnait à sa prudente vieillesse, c'étaient là pour les desseins ambitieux de la Russie de belles promesses. La nation française, tout ce qu'elle compte d'intrigants, royalistes ou républicains, a mis l'action et la gloire à son ordre du jour pour longtemps.

Justement, la guerre, à peine commencée par l'Autriche

contre les patriotes italiens vient d'éclater dans l'empire turc. Les Grecs réclament, défendent leur indépendance : ils font appel à l'Europe. Ils ne poseront plus les armes : les Français ont hâte de saisir les leurs. Traditions, passions, intrigues, conseils de la Russie, occasions, tout les y pousse.

L'INDÉPENDANCE DE LA GRÈCE

Le réveil du peuple grec, en 1821, fut beaucoup moins, à trente ans de distance, un résultat de la propagande révolutionnaire qu'un effet de la lente désorganisation de l'empire turc. En dépit des efforts que fit Sélim III au prix de sa vie pour corriger le mal, l'anarchie perdait la Turquie. Depuis le début du siècle, les souverains et les Etats la guettaient comme une proie, qu'ils ne s'accordaient pas d'ailleurs à s'entrepartager. Cette rivalité, qui avait protégé les Ottomans contre les entreprises de Napoléon ou d'Alexandre Ier leur donnait peut-être l'illusion de la résistance et de la durée. Aux premiers efforts de la Grèce, l'illusion se dissipa.

Ce qu'un ministre turc disait de la Porte au dix-huitième siècle, quand il comparait son état intérieur à celui d'une République ayant les apparences du despotisme, était devenu de plus en plus fondé ; aux mains des janissaires, la Turquie, nominalement soumise au Sultan, constituait une sorte de république féodale qui se morcelait chaque jour. On se fait des janissaires une idée incomplète et fausse, si l'on ne voit en eux que la troupe de la capitale, instrument des révolutions sanglantes du Palais. Les *janissaires* s'étaient répandus dans tout l'Empire, où ils possédaient des fiefs héréditaires, défiant l'autorité des Pachas, écrasant les indigènes de corvées et d'impôts. Une vaste organisation, dont les moines mendiants de l'Islam, les Bektaschi étaient les intermédiaires, reliait cette féodalité provinciale aux janissaires de Constantinople, recrutés, depuis que les vrais soldats étaient installés dans les pro-

vinces, parmi les vagabonds, vivant de rapines, au service des ulémas qui les payaient, prêts à s'insurger au premier appel.

En outre, au temps de la conquête, l'aristocratie chrétienne, en Bosnie, en Bulgarie, en Albanie s'était convertie à l'Islam pour garder ses propriétés, ses privilèges, son autorité sur les populations indigènes. Ces deux sortes de gens, janissaires et chrétiens convertis, formaient ainsi une féodalité guerrière, qui avait sa juridiction spéciale, son indépendance vis-à-vis des sultans réduits à trembler devant elle dans leur propre capitale. Contre eux elle s'appuyait encore sur une autre aristocratie, religieuse celle-là, aux ordres du mufti de Stamboul élu à vie par elle, sur les *Ulémas*, maîtres de la justice et de la législation qu'ils administraient comme des charges héréditaires, plus puissants, plus redoutés que les ministres et le grand vizir lui-même. C'était en cet état que les Turcs passaient de la vie nomade, des habitudes primitives de la migration et de la croisade à la vie sédentaire, à l'occupation des pays de l'Empire, et se débandaient au milieu de cette transition pourtant nécessaire.

Pour rallier leurs sujets, autour d'un pouvoir central qui en droit n'avait pas cessé d'être fort, les Sultans avaient dû faire appel aux gouverneurs provinciaux, *pachas et ayans* des villes. Mais leur concours était onéreux et devait l'être : achetant pour une année seulement leur charge avec l'aide de banquiers arméniens, et pour de grosses commissions, obligés de payer de forts tributs à chaque renouvellement, exposés, s'ils étaient riches, aux intrigues du sérail, s'ils étaient pauvres, à la destitution, ces agents pillaient le trésor, gardaient les revenus de la province, se donnaient de petites armées, intriguaient autour du Palais de peur d'être victimes. Enfin, comme l'aristocratie qu'ils devaient gouverner était fière, indépendante, toujours en révolte ou en complot avec les ulémas, pour lui résister et la dominer, les gouverneurs travaillaient à se constituer de grands domaines, de véritables souverainetés : ainsi le pachalik

de Scutari aux mains de Kara-Mahmoud en 1786; celui de Widdin pour Pasvan-Oglou vingt ans après; celui de Janina pour Ali; la vice-royauté d'Egypte, en 1811, pour Méhémet-Ali; celle de Routschouk pour Baraicktar; ainsi les domaines que se taillèrent en Asie les familles de Tschapvan-Oglou, de Kara-Osman, en Valachie les hospodars, en Serbie Milosch (1808). Car il faut remarquer que ces fonctionnaires, comme les féodaux et les sous-gouverneurs de districts et de villes n'étaient pas toujours des musulmans, mais souvent des chrétiens convertis ou non.

Ainsi le pouvoir du Sultan ne se maintenait plus dans les provinces que par l'opposition et les rivalités des janissaires et des pachas. S'il voulait ou reprendre la tradition de la guerre sainte, ou organiser l'Etat pour la paix, il était impuissant contre les janissaires et les ulémas, dont la résistance, les intérêts précipitaient la ruine de la Turquie. Il se trouva vers la fin du dix-huitième siècle plus désarmé encore contre les pachas dont la politique réalisa dans leurs provinces ce qu'il ne pouvait lui-même accomplir. Dès que certains gouverneurs réussirent à vaincre et à absorber les féodaux de leur ressort, l'Empire se morcela. Le partage sur lequel l'Europe n'avait pu s'entendre, s'accomplissait de lui-même au profit des serviteurs mêmes de la Porte. Ce que Napoléon n'avait point obtenu se trouva en 1820 réalisé sur place par des hommes nouveaux qui se vantaient de s'être mis à son école.

En Epire, Ali, après avoir soumis les possesseurs de fiefs turcs et les beys, ses pareils, était vite devenu un chef d'Etat plutôt qu'un gouverneur. Il avait réuni entre ses mains tous les pouvoirs, justice, finance, armée. Il exigeait de ses agents l'obéissance qu'il refusait à son chef nominal. Pour s'ouvrir un accès à la mer, il combattit les Français, les chassa de Prevesa et de Butrinto, s'installa dans le pays des Souliotes, à Parga, sur le golfe de Corinthe (1803-1813). L'Etat qu'il constituait ainsi fut un Etat moderne, appuyé sur une armée que des instructeurs formaient à l'Européenne, pourvu d'écoles, destiné à s'enrichir

sous la direction d'ingénieurs français par l'industrie et le commerce.

En Egypte, un autre Albanais reprenait, pour accomplir une œuvre semblable, la tradition française, de plus près encore, et s'inspirait des leçons de Napoléon. Méhémet-Ali, après avoir conspiré avec les mamelucks contre le pacha d'Egypte, Chosrew-Pacha, qu'il remplaça (1806), détruisit à son tour l'aristocratie locale des beys (1811). Par cette manœuvre, maître de l'Egypte comme Ali de l'Epire, il l'organisa aussi fortement. Une centralisation étroite qui lui répondait du zèle de ses agents, de l'obéissance aveugle de ses sujets, une armée encadrée, exercée par des Français, de Selves et Marin, pourvue d'une bonne artillerie, une flotte enfin, assuraient au pacha d'Egypte l'indépendance, la souveraineté complètes. Il en disposa intelligemment : il créa des écoles, des hôpitaux, ouvrit des canaux, renouvela l'agriculture dans la vallée du Nil, despote cruel d'abord, mais, comme on eût dit au dix-huitième siècle, despote éclairé, vrai créateur d'Etat.

C'est de cette époque aussi que date l'Etat serbe, obtenu, quoique avec des apparences différentes, par les mêmes moyens. Fils de paysan serbe, Miloch Obrenovitch, enrichi par l'industrie de son frère Milan, s'était élevé au rang d'abord des seigneurs chrétiens qui entretenaient les meilleures relations avec les beys musulmans, puis des fonctionnaires turcs, lorsqu'il devint Knaz de Rudniz. Un instant il eut l'idée de soulever les Serbes, et vainqueur à Takovo en 1815 réussit d'abord. Mais le sentiment de sa faiblesse, devant les Turcs qui se préparaient à l'accabler, lui inspira vite une tout autre politique. En se déclarant à Belgrade vassal du Grand Seigneur, il obtint de la Porte une sorte de lieutenance sur la Serbie qui lui appartint comme un domaine princier. La justice, les finances, l'armée lui furent presque totalement confiées ; les Serbes soumis au point qu'il pouvait faire arrêter en pleine assemblée de la Skuptchina le président, P. Moler, puis l'évêque Niktschich, et les livrer aux vengeances du pacha de Bel-

grade. Rien ne lui résistait, pas même le parti du héros de l'indépendance, Kara Georges. La délégation de pouvoir qu'il avait reçue du sultan lui servait à réduire entièrement l'aristocratie serbe. Les vœux de la nation, à qui il procurait une première monarchie indigène, l'autorisaient à s'affranchir de la hiérarchie ottomane. D'une façon moins généreuse, plus brutale et plus insidieuse à la fois, mais plus durable que les chefs de la Serbie révoltée en 1808, Miloch Obrenovitch, à partir de 1818, fondait, dans l'enceinte de l'empire turc, une dynastie et un Etat.

Au delà du Danube, les hospodars, phanariotes des provinces roumaines avaient tenté depuis la fin du dix-huitième siècle une œuvre analogue. Ils y étaient venus, au même titre que les autres gouverneurs dans toutes les provinces de l'Empire. Riches, influents à Constantinople, ils s'étaient fait donner, en les payant fort cher, les gouvernements de Moldavie ou de Valachie, lorsqu'au dix-septième siècle les Turcs avaient repris aux Roumains le droit de nommer leurs chefs indigènes. Installés à Jassy, quand la capitale sainte, Targowitz était délaissée, les Phanariotes, Cantacuzène, Mavrocordato, Kallimachi, ne pouvaient qu'être odieux à des peuples pour lesquels ils représentaient le joug de l'étranger et de l'Infidèle. On eût dit que par leurs exactions et des trafics de toute sorte, ils voulaient se faire encore plus haïr. Mais un jour l'un d'eux, Alexandre Ypsilanti, imagina de chercher au contraire une ressource dans l'affection de ses administrés contre les sultans. Il rêva de se constituer ainsi une province durable. Le traité de Jassy confirma cette politique et donna un pouvoir de sept années aux hospodars. Et l'on vit alors le fils d'Ypsilanti, Constantin, appelé tour à tour en 1802 et en 18 6, au gouvernement de la Valachie et de la Moldavie. Entre ces Phanariotes et leur peuple il y avait un lien, la religion grecque, des intérêts et des sentiments communs contre le musulman.

Cependant l'œuvre demeura fragile, parce qu'elle ne reposait point comme en Serbie sur des souvenirs natio-

naux, comme en Egypte sur une organisation solide de l'Etat et de l'armée. Aux yeux des Roumains, les cours de Bukharest et de Jassy étaient des colonies grecques, dirigées par le métropolitain Ignatios, ouvertes depuis la Révolution française aux idées d'émancipation nationale par des lettrés, Anthymios Gazis, fondateur du *Mercure savant* (1811), et surtout par Rhigas, l'ami d'Alexandre Ypsilanti, le disciple de la France en Orient. Quant à la force, les Grecs du Danube l'avaient cherchée dans une ligue formée de tous les chrétiens des Balkans, définitivement constituée à Odessa en 1814, l'*Hétairie*, dont la puissance dépendait surtout du concours de la Russie. Pour affranchir les provinces roumaines, les chefs de l'Hétairie comptaient moins sur les populations de ces provinces qu'ils méprisaient que sur les tsars. Ce fut la grande erreur et la cause de l'infériorité des Ypsilanti lorsqu'ils engagèrent en 1820 la lutte décisive contre les Turcs.

Ainsi l'empire ottoman s'en allait par morceaux : sur toutes ses frontières des provinces se détachaient : Egypte, Epire, Serbie, Valachie, Roumanie; des Etats se constituaient qui, à peine nés, s'agrandissaient de nouvelles provinces encore, l'Egypte de l'Hedjaz, pays des Wahabites, soumis par Mehemet-Ali en 1818; l'Epire, de la Grèce et de la Morée. Et ce n'était point un mal passager : les chefs de ces Etats détachés de l'Empire travaillaient à consolider par l'hérédité le pouvoir viager qu'ils avaient su s'attribuer : Ali de Janina réservait sa succession à son fils installé en Morée; Méhémet-Ali s'était préparé un successeur digne de lui, Ibrahim. Et, dans le Nord, Milosch et Ypsilanti constituaient déjà comme des dynasties nationales. Sans aucune atteinte du dehors, au bout de trente années d'une paix que l'Europe avait à peine troublée, les Turcs étaient obligés d'abandonner leurs frontières, leurs domaines. Leur impuissance à s'organiser éclata, au moment précis où leurs chefs firent des efforts désespérés pour regagner le temps perdu.

Ce fut alors, en effet, que leur empire eut peut-être la

meilleure direction qu'il ait eue jamais, des sultans préoccupés de leurs devoirs, soucieux de leur tâche, Sélim III (1792-1808), Mahmoud II (1809-1839); des grands vizirs, actifs, entièrement dévoués au relèvement de la Turquie, Hassein-Pacha, Baraïcktar, Kurchid-Pacha. Le mal qu'ils voulurent corriger était si profond, si ancien, qu'ils l'aggravèrent en essayant d'appliquer des remèdes énergiques. Le démembrement de la Turquie se précipita, lorsque Mahmoud II résolut de reprendre et de reconstituer son autorité.

Il avait d'abord réussi, de 1813 à 1818, après la paix de Bukarest qui lui avait restitué les provinces danubiennes, à réduire en Asie les gouverneurs, les Tchapvan-Oglou, les Kara-Osman. Au mois de février 1820, il entreprenait résolument une plus grande tâche, la lutte contre Ali de Janina, devenu *romili valici*, presque souverain maître de toute la Turquie européenne par ce titre qui lui donnait le troisième rang dans l'Empire. L'étendue, la difficulté de cette entreprise déterminèrent une crise qui rouvrit, lorsque l'Europe s'appliquait à la retarder, la question d'Orient. Mahmoud réunissait en Macédoine, en Thrace, en Thessalie, une grande armée, envoyait une flotte sur les côtes de l'Epire : il lui fallut six mois pour être prêt (juillet 1820). Ali profita de ce délai pour organiser sa résistance. Il fit appel aux Grecs et s'offrit à eux comme le chef d'une croisade nationale. L'appel et la prétention étaient singulières de la part du despote brutal qui avait cruellement chassé les Souliotes de leur pays. Les généraux turcs n'eurent pas de peine à détourner de lui les Grecs du Pinde, à s'attacher Botzaris et les Souliotes. Avec leur concours, Ismaïl-Pacha s'empara de Janina, de Parga, de Prevesa (septembre 1820). Mais il leur marchanda le salaire après la victoire : à un second appel d'Ali (décembre 1820), vaincu et humilié, plus traitable, les chrétiens mécontents se tournèrent de son côté. Le 11 février 1821, l'insurrection grecque était proclamée à Patras, et s'étendait assez vite au nord en Elide, au sud en Morée (avril).

Voilà la nation hellène en armes, avant qu'officiellement, pompeusement, le chef de l'Hétairie, Alexandre Ypsilanti, n'eût sur les frontières du Pruth appelé au combat les descendants de Miltiade et de Thémistocle (7 mars 1821). Sans doute, depuis le milieu de 1820, l'Hétairie avait dans ses conseils agité le projet d'une insurrection, et dans les montagnes de Morée des échos de ces délibérations étaient parvenus. Mais en réalité, c'était l'occasion qui avait déterminé les montagnards grecs, sollicités par le sultan et son rival, « à agir par eux-mêmes et pour eux seuls, » selon le programme tracé par le primat de Patras, Germanos, à l'assemblée du mont Erymanthe (18 mars 1821). Rien ne ressemblait moins aux créateurs, aux fondateurs de l'Hétairie, aux Ypsilanti, Capo d'Istria, Soutzo, Callimachi, que ces rudes soldats de la première heure, réserve de l'hellénisme, préparée à toutes les escarmouches, depuis le jour où les Turcs avaient cessé d'enrôler dans leurs armées les enfants des chrétiens. Le type de ces hommes a été l'un de leurs chefs, Kolokotronis, qui a laissé de curieux mémoires où se peignent ses pareils : *Klephtes*, affranchis des Turcs depuis le seizième siècle dans les montagnes de Morée ou de l'Olympe, *corsaires*, qui inquiètent leurs flottes à l'abri des îles ou des baies du Péloponèse; *armatoles*, chargés de faire pour les sultans contre leurs frères la police du pays et la faisant à leur manière qui ne différait guère des procédés de leurs adversaires, brigands et gendarmes tour à tour, et, dans les deux cas, à peu près rois de leurs montagnes. Ils ont écouté les appels des Russes en 1770, ceux de la Révolution, de Napoléon en qui ils ont vu le dieu de la guerre. Mais c'est la religion surtout, plus que les doctrines nouvelles ou les conseils de l'étranger, qui a tenu leur patriotisme en éveil : ils n'étaient ni des savants, ni des philosophes, mais des croyants habitués dans leur longue lutte contre l'Islam à compter sur la Providence, la protection de la Vierge et les occasions qu'elles devaient leur fournir.

Tout autre est l'Hétairie, telle qu'elle apparaît définiti-

vement constituée à la veille de la lutte. Créée par les élèves, inspirée par les doctrines de la Révolution française, par l'apostolat de Rhigas et de Coraï en terre étrangère, à Bukarest, à Odessa, à Moscou même, elle a pris dans les Balkans un rôle, un caractère cosmopolite. Son programme, c'est « l'union armée des chrétiens de l'Empire », l'expulsion des Turcs d'Europe par le soulèvement général des races indigènes. Ses moyens d'action, ce sont surtout les ressources qu'elle attend de l'étranger, des Philhellènes recrutés par sa propagande, de la Russie surtout. Ses chefs, Capo d'Istria, Ypsilanti, sont des serviteurs d'Alexandre Ier : pour la diriger, ils n'ont pas quitté l'armée ou la diplomatie russes. Ce caractère cosmopolite est encore plus accentué dans la société des *Philomuses*, création savante des étrangers qui viennent à Athènes retrouver la Grèce antique, servir la Grèce moderne, intéressent à son sort l'aristocratie et les souverains européens et offrent aux Hellènes des îles et de la Méditerranée, enrichis des dépouilles du commerce français en Orient, cultivés et patriotes, l'aide de l'Europe.

Quand les Hétairistes prirent les armes, leurs visées étaient aussi larges que leur programme : avec le concours des chrétiens de l'empire, ils devaient détruire la flotte turque, les arsenaux du sultan. « Les Turcs effrayés, s'écriait l'un d'entre eux, gisent effrayés à Constantinople, sur un volcan prêt à les engloutir. » En réalité, les secours qu'ils attendaient des sujets du Sultan leur manquèrent : ils avaient décidé de prendre pour centre d'attaque les provinces roumaines, au lieu de se relier, comme le conseillaient certains membres de l'Hetairie, plus clairvoyants, Paparrigopoulos, Dicœos, à l'insurrection de Morée. Ils comptaient plus sur les princes chrétiens du Nord que sur les pauvres montagnards du Sud : Michel Soutzo mit deux mois à se décider pour eux et ne se décida que par la menace. Et quand il l'eut fait, on vit la faiblesse de ces deux gouvernements phanariotes, étrangers au peuple qu'ils prétendaient affranchir. Les appels de l'Hétairie aux Daces

furent sans effet. Les Hétairistes se défiaient des Roumains et ne les admettaient point à leurs conseils. Les Valaques se soulevèrent, mais pour se grouper autour d'un de leurs concitoyens, Théodore Vladimiresco, qui leur promit surtout de les affranchir des Phanariotes, et entra en correspondance avec les Turcs à l'arrivée des hétairistes (avril 1821).

Si Miloch Obrenovitch l'avait voulu, les Serbes du moins auraient docilement appuyé l'Hétairie. Mais le *chef illustre* ne leur donna pas cet ordre : il paya Ypsilanti d'espérances et de belles paroles. Les Grecs enfin du Phanar, imitant sa prudence, se bornèrent à des vœux qui ne compromettaient ni leurs biens, ni leur vie. Et bientôt le patriarche et le synode de Stamboul, par ordre du Sultan, excommuniaient l'Hétairie. Telle était en définitive la reponse des chrétiens de l'Empire à ses appels. Réduit à combattre avec une poignée d'hommes, au milieu de populations plutôt hostiles, Ypsilanti fut vaincu par les Turcs à Dragatschan (19 juin 1821). Il s'enfuit impuissant sur le territoire de l'Autriche, qui le garda dans une étroite prison. Ce fut la suprême déception. Les souverains de l'Europe, réunis alors à Laybach, désavouèrent l'Hétairie, emprisonnèrent son chef, se déclarèrent pour le Sultan Les Klephtes de Morée avaient mieux calculé en ne comptant que sur leurs armes, leur bon droit, et les querelles de leurs oppresseurs. Ils sauvèrent la Grèce, quand l'Europe prenait parti contre elle.

Dans sa proclamation de Jassy (5 mars), Ypsilanti leur avait fait cette promesse : « Une grande puissance paraîtra sur la scène pour défendre nos droits. » Pour tenir parole, il appelait désespérément les Russes; il avait crié au tsar : « Sire, délivrez-nous. » Il avait sollicité son ami Capo d'Istria qui lui répondit : « Vos compatriotes verront la Russie immobile. Les armées du tsar ne bougeront pas. Il ne veut pas rompre avec la Turquie. » Officiellement, l'agent russe à Constantinople, Strogonoff, offrit le 26 mars 1821 aux Ottomans une déclaration de son maître « pour désa-

vouer une révolte contraire à la morale qu'il professait et au respect des gouvernements établis ». Alexandre Ier avait pu être favorable à l'Hétairie; trop précipitée, la prise d'armes d'Ypsilanti dérangeait les calculs qu'il avait formés de concert avec l'Autriche. Metternich l'enchaînait: il immobilisait la Russie et l'Europe.

Depuis cinq ans, toute la politique du cabinet autrichien n'avait pas d'autre objet que de prévenir une crise des Balkans. « Les Turcs, disait-on à Vienne, sont les voisins les plus sûrs, les plus commodes. Ils nous inspirent une telle sécurité que leurs possessions sur nos frontières sont pour nous comme la mer. » Appuyé sur l'Angleterre, qui n'attachait pas moins de prix à l'intégrité de l'empire ottoman, sur Louis XVIII qui voulait la paix, Metternich se sentit de force depuis Aix-la-Chapelle, tout en flattant le tsar, à lui barrer la route des Balkans. Allait-il la lui ouvrir, en secourant les Grecs? La déclaration de Strogonoff, puis, le 12 mai, une circulaire des puissances réunies à Laybach, qui proclamèrent au nom des souverains d'Europe soucieux de la paix « la nécessité de conserver ce qui est légalement établi », c'est-à-dire la domination des Turcs sur les chrétiens furent des victoires décisives de la diplomatie autrichienne.

Si les Hétairistes avaient lu un avis que Capo d'Istria adressa aux Grecs de Corfou, le 18 avril 1819, « sur les moyens d'améliorer leur sort », ils auraient appris avant leur aventure que le tsar renonçait à fonder la civilisation, l'indépendance sur les doctrines de la Révolution, les priait d'envoyer leurs enfants en Russie et d'attendre docilement de sa volonté et du temps le signal et l'heure de leur liberté. Il leur prédisait l'abandon qui les surprit, s'ils devançaient le moment où sa politique ne serait plus obligée, pour les secourir, de compter avec l'Europe.

Le vieux Kolokotronis n'eut pas cette déception. Il avait répondu fièrement au gouverneur russe de Xanthe qui, en 1812, s'offrait à l'enrôler : « Je vous fournirai des soldats, si vous en voulez, pour affranchir mon pays. » Peu lui

importait que l'Europe ne le voulût pas : ses soldats s'étaient levés Ils avaient vaincu.

Avec eux, aidé de Mavromichalis, Kolokotronis avait pris Kalamata le 5 avril, formé le conseil de *Messénie* « pour relever la Grèce malheureuse », et rejeté les Turcs en un mois de la montagne dans les villes, dans Tripolitza, Modon, Nauplie, Patras (9-30 avril). La défaite totale que le lieutenant de Kurchid-Pacha, Moustapha, subit à Valtetsi (24-25 mai) précéda d'un mois la défaite des Hétairistes. Et ce mois fut employé au soulèvement de l'Archipel qui éclata le 29 avril à Hydra, et gagna Samos : bientôt les exploits des corsaires, ces Klephtes de la mer, forcèrent les flottes turques à évacuer la mer Egée. Au mois de juin, non seulement le Péloponèse était libre par l'effort de ses montagnards : mais par le concours des Grecs des îles, aventuriers ou riches, il devenait comme la forteresse, isolée dans les mers du Levant, de l'indépendance hellénique.

Metternich, que le courage des Hellènes allait bientôt déconcerter, affecta de ne pas les prendre au sérieux. « Les Turcs sont de fort bonnes gens, disait-il. — Ils égorgent les Grecs, les Grecs leur coupent la tête, voilà les nouvelles les plus agréables que j'ai apprises. C'est une question hors de la civilisation. Que cela se passe là-bas ou à Saint-Domingue, c'est la même chose. » Traiter les belligérants en barbares, et la Grèce comme une quantité négligeable, c'eût été de la part de Metternich un grand aveuglement, si ce n'avait été une tactique. C'était celle de Salaberry qui, en Angleterre, pour tromper l'opinion publique, affecta de réduire tout l'effort de la Grèce à l'entreprise mal concertée et stérile d'Ypsilanti et des Hétairistes.

Les événements les forcèrent à changer de ton : le Sultan avait ses raisons pour prendre plus qu'eux au sérieux des insurgés qui détruisaient ses armées et ses flottes. Contre une révolte formée, soutenue par l'enthousiasme religieux, il eut recours à la ressource suprême, au fanatisme musulman. Proclamant contre la croisade grecque la guerre sainte

(31 mars 1821), Mahmoud l'inaugura par d'épouvantables massacres de prêtres chrétiens : le patriarche lui-même, trois archevêques, quatre évêques, des fidèles à Stamboul et dans les provinces furent sacrifiés systématiquement pour réveiller les énergies des musulmans et paralyser celles des Grecs par la terreur. Ces cruautés firent plus pour les Grecs que n'avait fait leur succès. Dans des pays rattachés comme la Russie à la foi des martyrs, on n'envisagea pas avec le même sang-froid que Metternich « le sort de 400000 individus pris ou pendus, peu de chose ». Lorsque Alexandre Iᵉʳ revint de Laybach à Pétersbourg, au mois de juin 1821, il trouva son peuple soulevé contre les Turcs, prêt à lui rappeler qu'il était le protecteur des chrétiens et que de telles violences lui créaient des devoirs. Les Russes, à leur tour, demandaient la guerre sainte : c'était, suivant les propres paroles du tsar, « un *vœu national* », dans ce pays où depuis deux siècles surtout la religion réglait et inspirait le patriotisme.

On l'a dit souvent : les gouvernements les plus absolus sont parfois ceux qui ont le plus à compter avec ces grands courants d'opinion. Le tsar s'inclina : il ne pouvait plus rester fidèle aux engagements de Laybach. « Il lui aurait fallu, de l'aveu de Metternich, une trop grande force d'âme. » « Notre position à l'égard du Grand-Turc a changé, écrivit Nesselrode le 22 juin, depuis qu'il a déclaré la guerre à la religion que professe la Russie et voué à une destruction totale un peuple auquel l'unité de culte et des stipulations positives assurent le constant intérêt de l'Empereur. » Le 26 juin 1821, Alexandre menaça par un ultimatum pressant la Turquie de la guerre si, dans un délai de huit jours, elle ne relevait pas les églises, ne protégeait pas les chrétiens, n'évacuait pas les principautés, et ne retenait pas les passions de l'Islam déchaînées. Un mois après avoir signé la circulaire de Metternich, et traité comme lui « les Grecs de rebelles à désavouer, à flétrir », le tsar se déclarait leur protecteur et les appelait des martyrs. C'était la Turquie qu'il accusait maintenant en termes formels de

troubler la paix du monde chrétien, du monde civilisé. Au nom de l'Europe encore, et comme s'il eût oublié le langage tout contraire qu'on lui avait fait tenir à Laybach, Alexandre Ier menaça le Sultan de lui retirer un pouvoir qui déshonorait les souverains et les peuples. Contre les Ottomans, il invoqua la Sainte-Alliance après l'avoir armée contre les Grecs.

Ce fut à ce titre même que le 4 et le 11 juillet 1821 le tsar s'adressa à l'Empereur d'Autriche pour être autorisé à poursuivre ses menaces. N'était-ce pas le cas « d'appliquer à l'Orient les forces de l'union qui avait vaincu à Naples et à Turin ? » Le mandat que l'Autriche s'était fait délivrer en Italie, la Russie le réclama dans les Balkans : elle se déclara obligée pour ainsi dire par le traité de Kaïnardji d'intervenir, promettant de n'y pas « poursuivre un but exclusif ». Capo d'Istria avait, en outre, rédigé un programme des conditions d'existence que la Sainte-Alliance et les souverains dans leur commune sagesse devraient faire, après la ruine des Turcs, à ces belles contrées, un groupement de protectorats chrétiens confiés à la garantie des puissances.

L'heure était donc venue où la Sainte-Alliance allait peut-être rapporter à son auteur les profits pour lesquels il l'avait imaginée, le droit d'étendre et d'exercer les pouvoirs que lui avait donnés le traité de Kaïnardji sur l'empire turc, sans mériter de l'Europe le reproche d'ambition, sans rencontrer sur son chemin la jalousie et les intrigues des cabinets. Par prudence, et « pour se donner le mérite de la modération », le tsar depuis six ans avait commandé à son ambition, aux conseils de son entourage, et retardé cette heure. Elle avait sonné, presque malgré lui. Son peuple, le prestige et le crédit de la Russie en Orient l'obligeaient à se déclarer. Le 8 août, son ambassadeur, Strogonoff, quitta Constantinople. La guerre était presque ouverte.

Metternich, à l'approche de cette crise que sa diplomatie depuis 1815 travaillait à conjurer, ne devait plus l'envisager comme une affaire secondaire. Cela se sentit

au ton embarrassé de la réponse qu'il dicta le 22 août à son maître, pour Saint-Pétersbourg, au retard même de cette réponse : l'Autriche sans doute avait donné à la Sainte-Alliance son adhésion, mais une adhésion limitée, « portant sur des positions morales ». Elle avait parlé le langage du tsar et accepté son programme : mais quand il s'agissait de faits considérables, « liés à une foule de chances possibles hors de la volonté et de la prévoyance des hommes », d'actes qui pouvaient la mener où elle n'entendait point aller, elle refusait d'agir. L'excuse était détestable : François II et son ministre pouvaient-ils soutenir que l'exécution des décrets de l'Alliance en Allemagne, en Italie surtout, n'était qu'un succès théorique, une simple affirmation de principes? Il était trop aisé en vérité d'invoquer la Sainte-Alliance quand elle leur servait, de la rejeter au moment où elle pouvait servir la Russie. Sans doute l'Autriche se sentait appuyée par l'Angleterre, dont le ministère tory avait nettement répondu à Alexandre, le 16 juillet 1821 : « La Turquie est en dehors de l'Europe : c'est dans son système un mal nécessaire auquel les remèdes imaginés pour maintenir l'ordre dans le reste du continent ne pourraient être appliqués. C'est une excroissance qui ne fait pas partie de son organisme, et pour cette seule raison essayer d'introduire par des influences étrangères l'harmonie dans ses éléments discordants peut exposer le reste de notre système au hasard. »

On peut imaginer l'effet de ces réponses, de ces arguments plus ou moins spécieux sur l'esprit d'Alexandre Ier : il parut disposé d'abord à passer outre. Plus complaisante que l'Autriche, la Prusse, par la plume d'Ancillon, avait formulé un programme d'intervention européenne contre les Turcs (27 juillet). Le principal encouragement surtout que le tsar reçut lui vint de France. Royalistes ultras, excités par Monsieur et son confident Pozzo di Borgo, libéraux irrités par l'inaction de la France en Italie, toute la nation respirant la vengeance et la guerre amenaient au mois de juillet le ministère Richelieu et Pasquier à en-

gager la guerre en Orient pour désarmer l'opposition. Des confidences très actives s'échangèrent entre Paris et Saint-Pétersbourg par l'intermédiaire de la Ferronays de juillet à octobre 1821 : on parut décidé à partager l'empire ottoman : « Ouvrez, disait le tsar, un compas de Gibraltar aux Dardanelles. Voyez ce qui est à votre convenance et comptez sur l'assistance amicale de la Russie. »

Le ministère français décidait alors d'équiper une forte escadre « pour être à même de régler le sort des pays enlevés au joug ottoman ». « Jamais, disait de la Ferronays, la Russie n'avait eu une telle occasion d'accomplir ses destinées, de terminer celles de l'empire turc. » Il semblait que les souvenirs de l'alliance de Tilsitt se fussent tout d'un coup réveillés en France : chrétiens et royalistes, le *Journal des Débats*, le *Journal de Paris*, *le Drapeau blanc*, Bonald et Jouffroy se déclarèrent pour la Grèce, en faveur du tsar et contre les Turcs. Les libéraux et les bonapartistes applaudirent à cette guerre nationale. Tous approuvaient le ministère « d'unir la fortune de la France à celle de la Russie ». Appuyé par la France, par la Prusse, Alexandre Ier pouvait braver les colères de ses alliés de Vienne et de Londres, et sur les Turcs se venger de leurs trahisons. Chaque jour apportait la nouvelle d'un progrès, d'une victoire des Grecs : le 7 juin, ils s'étaient donné au couvent de Kaltezi, sous la présidence de Mavromichali, un gouvernement régulier. Le 7 septembre, Kolokotronis battait Bairam-Pacha à Platania et occupait Tripolitza, la dernière place qui restât aux Turcs en Morée.

Pour ruiner l'empire ottoman, la Russie avait là des alliés qui avaient fait leur preuve, une nation en armes, prête à se constituer définitivement, dans l'assemblée d'Argos (décembre 1821). Capo d'Istria entre le tsar et les Grecs servait de trait d'union, avocat résolu désormais d'une croisade orthodoxe qui consacrerait l'indépendance de son pays et conduirait les Russes à Sainte-Sophie. Selon le mot d'un contemporain, « juge et partie », il suppliait Alexandre Ier de relever le défi du sultan. Il ne dépendait que de lui de

déchaîner la guerre : la France l'eût suivi avec enthousiasme. Louis XVIII cédait aux conseils de ses ministres ; ses ministres à l'opinion publique. La Restauration, après six années de paix, revenait par l'alliance russe et la guerre à la politique de Napoléon. Le philhellénisme était le prétexte : la frontière du Rhin, la revanche sur l'Allemagne, la ruine des traités de Vienne l'espoir secret et l'objet des Français.

Et cependant cet enthousiasme national, qui semblait concourir aux desseins du tsar, fut justement l'écueil où vint échouer sa politique. Lorsqu'il avait parlé à la Ferronays de nous donner une part de l'empire ottoman, « des colonies en Troade et en Anatolie » : « faibles amorces », avait répondu notre ambassadeur. Il connaissait les vœux de son parti et des Français : Villèle les disait à Richelieu qui l'interrogeait discrètement pour renseigner la Russie. « Rien en Orient, la Belgique et la rive gauche du Rhin. » Voilà ce qu'il fallait à la France. C'était la politique aussi de Chateaubriand d'assurer à la monarchie le profit moral d'une conquête qui avait fait la gloire de la République et de l'Empire. Il le laissa trop voir à Berlin, où on l'avait envoyé, et très maladroitement. Le roi de Prusse qui avait visité les forteresses et les garnisons de ses provinces rhénanes et senti, dans les Universités passionnées pour la cause des Grecs (juillet 1821), comme le souffle menaçant des idées et de la propagande française commençait à se défier d'un bouleversement en Orient qui servirait les entreprises de la France sur le Rhin. Après avoir encouragé le tsar, il revint insensiblement à Metternich.

« Le sort en est jeté, écrivait le diplomate autrichien (21 août 1821). Strogonoff a quitté Constantinople. Ce n'est pas la guerre encore, mais c'est un combat diplomatique. Je provoquerai de nouveau la réunion d'un Congrès. » Quoique en pleine crise, Metternich ne désespérait pas de vaincre sur le terrain qui lui avait toujours été favorable. L'Angleterre le lui prépara avec complaisance. Le 21 octobre 1821, le roi d'Angleterre vint à Hanovre accompagné

de Castelreagh. Des conférences entre les ministres d'Autriche, d'Angleterre et le roi se tinrent durant trois jours. La présence d'un ministre prussien, M. de Bulow, donna à cette réunion une portée singulière : les fonds publics haussèrent sur toutes les bourses de l'Europe. Des quatre grandes puissances, signataires du pacte de Chaumont, trois se montraient résolues « à refuser leur concours à des plans de la Russie qui auraient compromis la paix non seulement en Orient, mais en Europe ». Les menaces de la France sur le Rhin reformaient l'alliance qui l'avait vaincue en 1815. Alexandre constatait ce revirement de la Prusse avec tristesse : son « âme généreuse » exhalait sa plainte. Le cabinet prussien désavouait Ancillon et son noble programme, traitait de révolutionnaires les philhellènes et parlait dans ses journaux, au sujet de l'Orient, le langage des polémistes de Vienne aux gages de Metternich. Bref, s'il attaquait les Turcs, après ce retour décisif de la Prusse à la politique pacifique de l'Autriche, Alexandre n'avait plus à compter que sur la France, entraîné dans une aventure qui le brouillerait avec l'Europe. Il hésita à soutenir contre ses anciens alliés, non plus la cause des Grecs seulement, mais la revanche de la France révolutionnaire.

LA GRÈCE ABANDONNÉE. LES ULTRAS ET L'ESPAGNE

Notre envoyé à Pétersbourg vit nettement à la fin de l'année 1821 l'embarras de la Russie. Il le décrivait avec une précision qui ne laisse rien à désirer : « L'Empereur ne calcule pas sans inquiétude toutes les chances possibles d'une guerre qui dans ses conséquences peut amener des combinaisons d'autant plus compliquées (un conflit sur le Rhin) qu'il ne peut plus se flatter d'avoir la coopération, l'assentiment même de ses alliés. » En vain, Richelieu, Pasquier, tout le ministère de Paris supplièrent-ils Alexandre de prendre un parti : « La nation française était lasse de

l'inaction. Les gouvernements, ajoutaient-ils, ne sont jamais si près de leur chute que quand ils sont méprisés de ceux de qui ils doivent se faire obéir. » Il fallait lui donner la gloire qu'elle voulait ou se déshonorer. Que le tsar se prononçât : à Paris on était prêt. Kotchoubey répondit le 15 novembre que le tsar ne ferait pas la guerre, mais que cette guerre était possible. Son ambition, en effet, cachée sous le voile de la religion, servie par les circonstances, irritée de l'opposition de l'Autriche qui dénonçait la Sainte-Alliance après l'avoir exploitée, ne se consolait pas de perdre cette occasion. Sa prudence, après la désertion de la Prusse, n'osait risquer la partie.

La France ne comprit rien à ces calculs qui paralysaient ses espérances. Elle accusa Pasquier de trahison, Richelieu de servilité à l'égard de la Russie, Louis XVIII de faiblesse. Lorsque les Chambres se réunirent le 21 novembre, la discussion de l'adresse au roi provoqua une attaque de la double opposition de droite et de gauche qui réclamait la guerre. Des ultras comme la Bourdonnaye, de Castel-Bajac ou Vaublanc, l'orateur des libéraux, le général Foy, félicitèrent, avec une ironie qui décelait leur rancune, le roi de ses relations « amicales » avec les puissances, de la paix, « pourvu qu'elle ne fût pas incompatible avec l'honneur de la nation et la dignité de la couronne ». On reprochait au ministère son abstention dans les affaires d'Espagne, d'Italie, de Grèce. « Que pouvions-nous faire? riposta habilement de Serre, le général Foy nous accuse de ne pas soutenir les peuples, M. de la Bourdonnaye de ne pas avoir agi contre eux. » La réplique était juste : elle aurait porté, si la coalition qui vota malgré tout l'adresse, interprète du vœu général, avait été capable de discuter de sang-froid.

Comme toujours, la nation française et ses mandataires ne raisonnaient pas; ils sentaient un vif besoin de gloire et de conquête. Ils prenaient pour du patriotisme leur désir de voir la France commander à l'Europe, aux souverains et aux peuples ; sur ce terrain, ils étaient unis. « Cette adresse, disait M. de Chauvelin, va permettre au

ministre d'influer avec plus de poids, au nom de la France, dans la balance politique. Il devait arriver le jour où la France cessant d'être divisée par des dissensions, tous les hommes qui ont quelque attachement à leur pays réuniront leurs talents et leurs efforts pour le salut de la patrie. » Dans ce langage d'un royaliste, on retrouvait les théories des hommes de la Révolution, cette confusion des intérêts de la France et de sa gloire qui pour de longues années devait former, avec le dogme ancien des frontières naturelles, le dogme essentiel du patriotisme français.

Une intrigue préparée depuis six mois acheva la défaite du ministère, et le triomphe de cette politique étrangère. Le ministère Richelieu, mis en minorité dans les Chambres, fut combattu auprès du roi par la comtesse du Chayla, par le comte d'Artois et les ultras. En vain Richelieu rappela à Monsieur la promesse qu'il lui avait faite de le soutenir. Il dut démissionner le 15 décembre 1821, et le roi laissa à son frère le soin de dresser la liste de ses successeurs : Villèle aux finances, Corbière à l'intérieur, Montmorency aux affaires étrangères, le duc de Bellune à la guerre, Clermont-Tonnerre à la marine, bref un ministère de combat au dedans contre les libéraux, au dehors contre l'Europe. Le remplacement de Decazes à l'ambassade de Londres par Chateaubriand ne fut pas un acte moins significatif : depuis un an, le grand écrivain rappelait aux Bourbons, à son parti la nécessité de la guerre et depuis trois ans, c'était d'Angleterre toujours qu'étaient venus à Louis XVIII des conseils contraires. Belle réponse à l'hostilité de la Prusse et des Anglais que le crédit donné à Chateaubriand, et leçon excellente pour le tsar irrésolu que la chute de son ami Richelieu. Malgré l'Europe, qui intimidait Alexandre, la France seule, s'il le fallait, affirmait sa volonté d'agir.

Mais brusquement le nouveau ministère lui proposa, pour la satisfaire, un autre objet que les affaires d'Orient et l'indépendance de la Grèce. La tâche était délicate pour une coterie d'ultras qui commençait une campagne acharnée contre les libéraux et les libertés, qui niait les principes

de 1789, de soutenir au dehors une nation armée au nom de ces principes. La Grèce, en effet, au congrès d'Epidaure qui se forma le 1er janvier 1822, sous la présidence de Mavrocordato, par la réunion des sénats particuliers de l'Hellade orientale et occidentale (Missolonghi et Salone) proclamait le 13 janvier son indépendance. Le parti national, les Grecs éclairés des îles, unis aux patriotes rudes et religieux du Péloponèse, se donnaient une constitution (6 mars 1822) où les idées et les doctrines de Montesquieu sur la balance des pouvoirs, la vertu et l'honneur des Républiques remplaçaient peu à peu, sans les exclure, les déclarations de foi orthodoxe. Des hommes, comme le Président, ses amis Trikoupis, Th. Negris, Kondouriotis, élèves des Universités d'Europe, invoquaient un autre évangile que les premiers soldats de l'indépendance. « Nous ne pouvons, écrivait de Londres Chateaubriand, les soutenir pour enfler les révolutionnaires » (22 avril 1822).

Puisqu'il fallait la guerre, au moins devait-on la régler selon les principes que le cabinet voulait à l'intérieur faire triompher. « L'Espagne parut le vrai champ de bataille où nous pouvions restaurer la puissance politique de la France et donner aux Bourbons une force militaire. » Dès le 20 décembre, Montmorency, ministre depuis trois jours à peine, signala la nécessité de cette évolution. Quelques jours après il faisait passer des secours d'argent à Ferdinand VII et sans doute des promesses d'aide plus complète (janvier 1822). Des troupes françaises se massaient aux Pyrénées, pour former et renforcer le cordon sanitaire que justifiait au delà une violente épidémie de fièvre jaune. Elles appuyaient les intrigues et les recrues que formait à Bayonne un royaliste espagnol intransigeant, le général Francisco Egisia, impatient d'affranchir son roi de la Constitution de 1820. Il n'y avait pas si longtemps que le roi d'Espagne avait conspiré, en avril 1821, contre ses ministres et les Cortès : l'appui seul de la France lui avait alors manqué. Le lui promettre, c'était l'encourager à un nouveau coup d'État, détourner ainsi l'attention de la

France des affaires d'Orient, lui donner enfin par une intervention au delà des Pyrénées la satisfaction militaire qu'elle attendait.

Le plus difficile pour les amis du comte d'Artois fut de faire accepter à la Russie cette solution du problème de la guerre. La chute de Richelieu avait péniblement impressionné Alexandre Ier. Après l'abandon de la Prusse, celui de la France. Son dépit hautement exprimé avait averti le ministère Villèle qui protesta de sa fidélité : et le tsar semblait revenir au projet de régler par la guerre l'affaire de Grèce. Des notes fort aigres s'échangèrent en décembre 1821 et janvier 1822 entre Saint-Pétersbourg, Vienne et Londres. La Turquie n'avait pas encore satisfait à l'ultimatum russe : elle avait, à la prière de l'Autriche, rapporté, depuis le 31 août, le décret qui proclamait la guerre sainte. Les janissaires cependant demeuraient menaçants. Le Sultan surtout se refusait à rappeler ses troupes des principautés danubiennes. « Fort de mes intentions, malgré le refus des cabinets, je me chargerai seul de la tâche qu'il plaira à la Providence de m'imposer », disait Alexandre Ier, le 14 janvier 1822, à M. de la Ferronays. Que valait donc la parole de la France si elle ne l'aidait plus, dans cette entreprise à laquelle trois mois auparavant elle le sollicitait ?

L'embarras de Montmorency et de ses amis eût été grand, si en février 1822 brusquement le tsar n'eût enfin pris son parti et renoncé à la guerre d'Orient. « Je connais comme vous, dit-il alors à l'envoyé autrichien, les dangers de la Révolution. Je souhaite la paix par-dessus tout. » Dès lors Alexandre n'écouta plus les conseils de Capo d'Istria : une dernière déception l'avait décidé à battre en retraite. La Grèce, pour qui il aurait seul peut-être livré la bataille, en se constituant faisait un acte d'indépendance et presque d'hostilité envers lui. A l'assemblée d'Épidaure, elle rejeta le concours, les idées, les armes mêmes de l'Hétairie qu'elle accusait d'être l'instrument des secrets desseins du tsar. Elle refusa la présidence à Démétrius Ypsilanti qui était

venu combattre pour elle, en prenant des airs et un ton de dictateur. Elle lui reprochait sa *tête russe :* elle voulait bien être l'alliée des Russes, mais non l'instrument de leur politique ambitieuse. Sur tous les points, à Épidaure comme à Hanovre et à Paris, Alexandre Ier sentit le terrain qui lui manquait. Il ne pouvait plus être question d'action immédiate : il se rapprocha de Metternich et lui dépêcha au mois de mars un diplomate qui traita secrètement avec lui en dehors de Capo d'Istria et de son ami Golovkin, l'ambassadeur russe à Vienne.

Était-ce à dessein qu'Alexandre Ier avait choisi pour cette mission un de ses serviteurs qui connaissait le mieux l'Espagne pour y avoir résidé, Tatischeff. Adoptait-il déjà l'idée du cabinet français, et avec lui abandonnant l'Orient, inclinait-il à une guerre au delà des Pyrénées? Revenait-il à ses précédentes méthodes de précipiter l'Europe au loin dans des conflits avec les Révolutions pour avoir enfin les mains libres. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'après avoir demandé la constitution d'un protectorat russe en Morée (14 mars 1822), Tatischeff céda à l'opposition de Metternich et consentit à l'ouverture d'un congrès où l'on examinerait l'état de l'Europe en général. Ce fut le 20 avril, seulement, que l'envoyé d'Alexandre reçut l'ordre officiel de proposer à l'Autriche une intervention en Espagne. Un courrier de Nesselrode le lui apporta en route. Tatischeff ne jugea pas nécessaire de revenir à Vienne : n'était-ce pas la preuve qu'il avait dans ses conversations avec Metternich traité déjà la question espagnole et devancé la décision officielle de son maître? Quelques jours après, son collègue Pozzo di Borgo informait le cabinet français de cette décision et le pressait de venir en aide à Ferdinand VII. De Madrid, de Naples, les Bourbons invoquaient (8 et 26 février 1822) le concours de Louis XVIII : le roi de France pouvait le donner non seulement sans déplaire à la Russie, mais de façon à resserrer son alliance avec elle. Le cabinet français aurait la guerre qu'il lui fallait, comme il la voulait. Pour ses débuts, c'était un beau succès. Il avait l'air de dicter

des lois à l'Europe. Il conduisait les souverains européens qui, quelques années avant, tenaient la France humiliée, à une campagne glorieuse et utile pour la monarchie.

Pour le moment, Metternich se félicita de la paix assurée en Orient. C'était pour l'Autriche un succès de très grande portée. Alexandre Ier renonçait à la guerre dans les Balkans, satisfait de la décision que les Turcs prirent le 25 avril 1822 d'évacuer les principautés roumaines et d'y installer deux hospodars indigènes. Cette concession des Turcs marqua la défaite de son ambition déçue et couvrit sa retraite. « C'est la victoire la plus complète, s'écriait joyeusement Metternich, que jamais cabinet ait remporté sur un autre. Capo d'Istria est complètement battu. » Au mois de juillet, il allait être en effet disgracié, tandis que l'empereur François adressait à son serviteur cet éloge : « La victoire que vous venez de remporter est peut-être la plus belle et la plus difficile qui ait signalé votre ministère. » La joie du souverain et de son ministre révéla l'étendue de leurs craintes. La paix de l'Orient assurée leur semblait un succès presque inespéré. Ils le payaient d'une promesse assez vague en faveur des Grecs, non pas d'indépendance, mais d'amélioration de leur sort. Tout concourait à en atténuer la portée : la résistance d'Ali, qui immobilisait au profit de la Grèce les troupes turques, était brisée, et le pacha assassiné le 5 février 1822. Mavrocordato, qui voulut courir au secours des Souliotes, fut alors battu à Péra complètement (14 juillet 1822), tandis que la grande armée de Dram-Ali envahissait (25 juillet) le Péloponèse, cerné par les flottes turques, menacé par la flotte égyptienne. Il semblait que la soumission de l'Hellade ne fût plus qu'une question de mois. L'Europe l'abandonnait : l'incendie que la révolte des Grecs avait failli allumer, en mettant aux prises les alliés de Laybach, parut définitivement étouffé. Les souverains, de nouveau d'accord, se donnèrent au mois de septembre rendez-vous à Vérone pour consacrer par de nouvelles déclarations leur entente, au nom de la Sainte-Alliance.

La France s'apprêtait à venir y réclamer le prix de la victoire qu'elle avait, comme à Aix-la-Chapelle, procurée à l'Autriche. Il fallait qu'on lui donnât en Espagne le mandat qu'on avait refusé à la Russie dans les Balkans. « Nous sommes prêts à seconder la France par tous les moyens, avait dit Metternich, le 13 juin 1822, à notre envoyé, son ami le comte de Caraman. Qu'elle nous dise ce qu'elle veut : elle est en première ligne dans cette question. » Au fond, l'Autriche eût préféré la paix totale en Europe, de Gibraltar à Constantinople : mais le roi d'Espagne était devenu un instrument au service de la politique française. L'ambassadeur Lagarde complotait pour qu'il prît contre les libéraux exagérés la direction de son parti et de ses troupes, et lui fournissait de l'argent (juin). L'insurrection royaliste éclatait à la même date en Navarre et en Catalogne, conduite par le général Quesada qui s'installa à la Seu d'Urgel comme en une forteresse. La France resserra auprès des Pyrénées son cordon sanitaire qui devint une armée d'observation. Le 2 juillet enfin, la garde de Ferdinand VII se souleva contre les Cortès, et le 7 juillet la guerre civile commençait dans les rues de Madrid, « pour le roi absolu ». Si Ferdinand avait montré plus de décision et de courage, l'insurrection de la capitale, appuyée par la révolte des provinces, aurait peut-être triomphé. Il capitula devant le chef des radicaux, Riego, abandonna ses partisans : prisonnier des *exaltados*, il dut alors invoquer l'aide de l'Europe et l'intervention de la France. Ces nouvelles exaspérèrent Metternich : « Elles réagiront, disait-il, sur toute l'Europe. » « Elles sont, disait son maître, à la honte du roi. Avec un peu plus de courage, il n'aurait pas eu besoin de l'étranger. » Désormais, l'action de la France était inévitable. Le cabinet Montmorency s'y était pris de manière que le congrès de Vérone ne pût la lui interdire.

Ainsi à la fin de 1822, la guerre d'Orient devenait décidément la guerre d'Espagne. Il faut prendre à ses origines cette expédition pour s'en expliquer la portée, la nature et les suites. Dans leurs luttes de parti, les Français la

considérèrent comme une œuvre imposée par la Sainte-Alliance, par Metternich au gouvernement de Louis XVIII. Il est établi aujourd'hui que Metternich l'aurait empêchée, s'il eût été le maître. Quant aux motifs qui la dictèrent au cabinet de 1822, c'étaient en grande partie les mêmes que ceux qui, au mois d'août, déterminaient le ministère Richelieu à combattre en faveur des Grecs et de la liberté : traditions, passion de gloire et de conquêtes, intrigues, comme au temps de la Révolution, poussaient la nation et la royauté qui voulait se faire pardonner l'émigration à la guerre, quelle qu'elle fût. Pourvu que les armées françaises reparussent sur les frontières, peu importait que ce fût sur le Rhin ou sur les Pyrénées, pour affranchir des peuples, ou pour les remettre sous le joug. Toute occasion était bonne à la diplomatie de la Restauration, inspirée désormais par Chateaubriand qui allait se tailler à Vérone un premier rôle, si elle donnait à la France le moyen de prouver sa force et d'effacer les hontes de l'invasion,

---

LE CONGRÈS DE VÉRONE

20 octobre-14 décembre 1822.

Un drame qui émut toute l'Europe précéda et retarda le congrès de Vérone. Lord Londonderry, le chef et l'inspirateur des torys anglais, à la veille de partir pour le continent (12 août 1822), se tuait à sa campagne de North Cray. On attribua ce suicide aux soucis que donnait au marquis depuis un an l'opposition dans le Parlement et surtout l'approche d'un congrès destiné à favoriser le réveil belliqueux des Français. Le fait est que cette mort fut en Angleterre le signal d'un changement décisif de politique à l'intérieur et au dehors.

Pour apprécier l'importance de ce changement, il faut se rappeler les desseins et les méthodes du cabinet tory de 1815 à 1822. C'était lui qui avait recueilli l'hon-

neur des conquêtes maritimes et coloniales reconnues par les traités de Vienne aux Anglais. Mais il avait eu aussi à liquider les charges de cette longue guerre, une dette passée de 269 à 861 millions, dont l'intérêt et l'amortissement, 46 millions, venaient s'ajouter aux 30 millions nécessaires en tout temps aux besoins de l'administration publique. Tant que la guerre avait duré, le peuple anglais, quoiqu'il se fût peu accru, de 14 à 19 millions d'habitants, avait fait face à ces obligations : malgré le blocus de Napoléon, le continent ruiné par les armées avait recours à l'industrie et même à l'agriculture anglaises. Le blé était cher alors, et le paysan rémunéré. Les grandes villes industrielles se développaient, attirant les travailleurs : Birmingham, Liverpool, Manchester, Glasgow dépassaient 100000 habitants. Près de trois millions d'ouvriers déjà se groupaient dans ces centres et donnaient à l'Angleterre sa physionomie moderne. Enfin ses flottes de guerre et de commerce occupaient près de cent mille hommes. Malgré ces profits, la paix créa aux torys un problème redoutable : le continent, reprenant sa vie normale, se ferma aux importations anglaises. Les marchandises et le blé tombèrent à des prix très bas. Les ouvriers furent sans travail, au moment où on licenciait soixante-dix mille matelots.

Et c'était justement sur ce peuple de malheureux que le poids des impôts portait. La propriété rurale appartenait à la *gentry*, classe privilégiée depuis qu'au dix-huitième siècle elle avait dans le Parlement et le pays accaparé le gouvernement de l'Angleterre et absorbé les terres des petits paysans, des Yeomen. Par son autorité sur le Parlement, la gentry trouva le moyen de se protéger contre l'ouverture et la renaissance des marchés étrangers. Contre l'importation étrangère, la loi sur les céréales (*corn law* 1815) maintint le blé de ses propriétés à une valeur de 80 shellings. Pour que la crise de la paix n'atteignît pas les propriétaires ruraux, le peuple, qui supportait les impôts presque tous indirects, l'accise entre autres, paya encore sa nourriture plus cher. Il se révolta aussitôt en 1816 à Londres : un meeting

populaire reprocha à Pitt ses conquêtes dont le poids se faisait alors sentir, et voulut détruire au Guildhall son monument. En décembre, le peuple pillait les boutiques d'armuriers. En 1817, la révolte gagnait les provinces, le Derbyshire, le Lancashire, Manchester, Birmingham.

Des théoriciens d'ailleurs, et des politiques encourageaient ces revendications. Le cosmopolitisme de la Révolution française, ses excès avaient détourné d'elle et effrayé les Anglais. Mais beaucoup, en suivant Bentham qui devait leur plaire par sa façon de substituer au sentiment le calcul, étaient revenus aux doctrines démocratiques. En attendant qu'elles se répandissent par l'action de la *Westminter Rewiew*, Cobbett, tempérament de tribun populaire, prêchait avec succès dans les milieux populaires, créait pour eux la presse à 2 pences. Fils d'un fermier du Surrey, disciple et familier des républicains d'Amérique, il était déjà un redoutable adversaire pour cette gentry qui avait dépossédé ses ancêtres, et exploitait à son profit l'Angleterre. « Le gouvernement anglais, disait-on autour d'eux, sert les intérêts du petit nombre, de ceux qui appartiennent à la coalition du monarque, des légistes et des prêtres. » Ainsi la crise de la paix dévoilait les vices de la constitution anglaise. « La forme de la société était menacée de bouleversement. »

Le danger était d'autant plus grand que les plaintes du peuple faisaient écho aux revendications des Irlandais. Ils avaient été trompés et dupes, lorsqu'on les avait appelés en 1799 au Parlement anglais sans permettre aux catholiques, c'est-à-dire à la majorité d'entre eux, d'y venir. Ils avaient perdu, pour des vaines promesses, leur droit national. Ils n'étaient plus Irlandais : on ne les traitait pas en Anglais, mais en vaincus. Le roi et la gentry, malgré les avis de Sydney Smith, auraient cru la royauté et l'Angleterre perdues, s'ils avaient fait droit aux justes réclamations d'O'Connell, naturellement amené à s'entendre contre eux avec les démocrates et Cobbett.

Si les whigs avaient incliné vers ces doctrines et en-

couragé ces plaintes, le ministère tory se fût trouvé très ébranlé. Mais dans la fusion qui s'était faite par la nécessité de la lutte contre la Révolution et l'Empire entre ces deux grands partis du Parlement, par le fait surtout que les électeurs, whigs ou torys, tous de la gentry, étaient également conservateurs, les députés des communes et les lords étaient presque unanimes à maintenir le *statu quo*. La royauté le désirait plus encore. Le ministère tory qui avait signé les traités de Vienne était donc assuré, à défaut de la nation, des pouvoirs publics.

En cet état, il résolut, ne voulant pas employer contre le mal des remèdes radicaux, de trouver du moins des palliatifs. Il avait le temps devant lui : il recourut aux expédients. Son premier effort, en ce genre de traitement, fut d'éviter le retour des causes qui avaient préparé la crise : les torys s'appliquèrent à éviter, à prévenir la guerre. En 1814, ils ménagèrent la France, de crainte qu'humiliée à l'excès, elle ne reprît les armes contre les Bourbons et l'Europe. Même après Waterloo, ils refusèrent à la royauté anglaise le droit de se venger sur les Français du retour de Napoléon. C'était Castelreagh surtout, appuyé par Wellington, qui avait fait triompher cette politique prudente qu'il formulait ainsi : « Il faut essayer de ramener le monde à des habitudes pacifiques, et ce but ne se concilierait pas avec la pensée d'altérer moralement et matériellement la situation de la France. » S'ils s'efforçaient d'ailleurs de lui épargner les affronts, ils s'arrangeaient aussi pour lui interdire les coups de tête et un réveil trop brusque. La même pensée les rendait attentifs aux menées de la Russie et les disposait à s'unir à l'Autriche pour empêcher son extension en Pologne et dans les Balkans. Ce qu'ils acceptèrent de la Sainte-Alliance, entendue au sens de Metternich, ce fut moins des armes contre les révolutionnaires anglais qu'une ressource pour imposer la paix à l'Europe et au tsar.

D'ailleurs, ce système tout pacifique n'était point une politique d'abdication totale au dehors. La révolte des colonies espagnoles vint à point pour procurer aux torys le moyen

d'agir sans compromettre la paix européenne, et de ressaisir dans l'Amérique du Sud un domaine que l'Espagne à la fin du dix-huitième siècle avait interdit à l'Angleterre. Les colons ouvrirent les ports de Caracas, de Buenos-Ayres, de la Guayra au commerce anglais qui y fonda de nombreux comptoirs, et y envoya librement ses flottes. Ils laissèrent explorer les mines par des sociétés de Londres : le nombre des livres qui parut alors en Angleterre sur les pays d'Amérique témoigne de l'activité des explorateurs qui allaient reconnaître ces domaines nouveaux. Les insurgés du Vénézuéla se fournirent à la Jamaïque : les Argentins avaient à Londres un agent commercial, Rivadavia. La crise économique dont la paix avait été le signal fut atténuée par la création subite de nouveaux débouchés. Les manufactures écoulèrent leurs produits, eurent du travail à offrir aux classes ouvrières. Dès 1818, la situation intérieure de l'Angleterre s'améliorait. Les mécontents, aventuriers, matelots, officiers inoccupés, comme lord Cochrane allaient combattre en Amérique et débarrassaient les torys de leurs plaintes. Bref, l'aristocratie anglaise avait là tous les bénéfices des guerres précédentes, sans que le peuple eût à en subir plus longtemps les charges.

Aussi était-ce pour le cabinet de Wellington et de Castelreagh une maxime absolue d'empêcher que l'Espagne ne réprimât cette révolte. Point de secours de l'Europe à Ferdinand VII contre ses colonies rebelles, ni de médiation pacifique telle que Louis XVIII en offrit à son cousin de Madrid, rien qui pût rétablir la paix en Amérique soit par une victoire décisive, soit par des concessions de l'Espagne. Lorsqu'en 1817, la domination de Ferdinand parut à la veille d'être rétablie, grâce aux divisions des colons et des indigènes, avec le concours des races encore à demi sauvages que fanatisaient les prêtres, l'Angleterre manifestement releva les forces de l'opposition au moment utile. Ses agents de Washington encouragèrent les réfugiés du Vénézuela. Bolivar recruta sans être troublé une armée à la Jamaïque. Londres, où il avait un représentant, Mendez, lui fournit

les cadres nécessaires, officiers et soldats instructeurs, artillerie et chevaux. On poussait à une nouvelle prise d'armes les Argentins à qui Rivadavia adressait des bords de la Tamise des proclamations enflammées (mars 1817). Bientôt, pour le plus grand profit des Anglais, la guerre se ralluma acharnée dans l'Amérique du Sud.

Saint-Martin, officier en révolte, quittant la province de Mendoza qu'il était chargé de gouverner, passait les Andes (janvier 1817), et par une seule victoire, celle de Maïpu affranchissait le Chili (5 avril 1818). Bolivar reprenait la campagne de son camp d'Angostura (août 1817) et remportait en 1818 des victoires qui lui donnèrent la Bolivie (10 août 1819), bientôt le Vénézuela reconquis. — Le 21 août 1820, une armée chilienne, transportée par lord Cochrane, bloquait et occupait le Pérou. — Peu de jours après, l'accord du général Martin Rodriguez et de Rivadavia constituait définitivement (28 septembre 1820-février 1821) la République Argentine. L'insurrection des Espagnols eux-mêmes à Madrid contre leur roi (1820) fut le dernier coup pour leur domination en Amérique, qui s'écroula le jour où Yturbide enfin, à son camp d'Yguala, eut proclamé (21 février 1821) l'indépendance du Mexique.

Ce grand mouvement s'était accompli dans d'autres formes que le premier, par un accord entre les indigènes américains, métis et mulâtres, représentants des races primitives et sauvages qui disposaient du nombre et de la force, et les Espagnols épris de liberté, riches, mais impuissants à vaincre par eux-mêmes. C'était avec des Indiens que Saint-Martin avait commencé sa première campagne : maître du Chili, du Pérou, il ne s'était pas préoccupé de constitution, disant que « la liberté viendrait après l'indépendance ». Il faisait un gouvernement conforme aux auxiliaires qu'il s'était donnés. Au nord, Bolivar avait vaincu avec l'aide des Llaneros embrigadés par des métis et des mulâtres, Paez et Piaz, et il organisait la Bolivie en chef de bandes. Au sud, l'accord de Rivadavia et de Rodriguez représentait la même entente entre les Portenos,

les Espagnols et les gens plus rudes des Pampas. Yturbide enfin était un créole qui avait formé son parti indistinctement d'Espagnols, de patriotes, d'indigènes et de prêtres. Sans doute l'Amérique du Sud devait longtemps ressentir l'effet des conditions dans lesquelles se fit son indépendance : ce ne fut point impunément qu'elle acquit sa liberté par la force brutale et le concours onéreux des masses indigènes, à demi sauvages. Les gouvernements qu'elle reçut à la suite portèrent la marque de leurs origines, toujours. Et comme l'accord des indigènes et des colons s'était scellé non dans les villes, ni dans les juntes, mais dans les camps, par la volonté des soldats, la vie politique des Américains du Sud resta subordonnée aux habitudes des camps, aux coups de main des officiers, instable et irrégulière.

Cela n'était pas d'ailleurs pour déplaire aux Anglais, qui, à la faveur des troubles, prenaient pied dans les républiques nouvelles. Ainsi, dans ces années difficiles où le ministère tory avait à faire accepter sa politique économique, il avait trouvé un pays immense, presque un empire commercial qui, selon le mot d'Hyde de Neuville, « était pour ainsi dire en train de devenir un second Indoustan ». Il pouvait en 1821 s'applaudir de sa politique et des circonstances qui l'avaient si heureusement servie. L'accroissement de la population, deux millions en six ans, le haut prix de la main-d'œuvre soutenu par une exportation de plus de soixante millions, la diminution progressive de la taxe des pauvres, tout concordait à prouver que le peuple anglais, grâce à la paix continentale et aux guerres coloniales, payait sans effort et sans souffrance la rançon de sa grande fortune.

Mais tout à coup, en 1821, les calculs des torys se trouvèrent renversés par les événements qui se développaient en Orient et en France. A Laybach, ils réussirent avec Metternich à prévenir un conflit dans les Balkans qui eût servi les ambitions d'Alexandre Ier ; et leur envoyé à Constantinople, lord Strangford, fut assez heureux pour convaincre les Turcs de leur intérêt véritable, pour les décider

à désarmer le tsar par des concessions. Mais leur succès n'était pas complet : Castelreagh blâmait l'Autriche de faire la guerre en Italie, de la promettre aux Français et à la Russie en Espagne. Pour soutenir son système, il ne fallait de guerre nulle part, ailleurs que dans l'Amérique du Sud, et en secret : et le projet de la Russie était de pousser l'Europe à une lutte générale contre la Révolution, d'accabler les insurgés de Madrid, du Vénézuela et de la Plata de toutes ses forces réunies.

L'embarras fut d'autant plus grand pour le ministère tory que sa situation auprès du Parlement et de la royauté, en même temps, se retrouva de nouveau en 1821 ébranlée. Les villes industrielles et commerciales de l'Angleterre, accrues, enrichies, commencèrent à réclamer une part d'influence égale à leur prospérité, à leur nombre, une politique plus conforme à leurs intérêts, à leur population que celle de la gentry appuyée sur ses propriétés et sur ses bourgs pourris. Elles prirent leur point d'appui sur les whigs qui se transformaient pour les servir ; sur les Irlandais et les catholiques, sur les colonies mêmes, sur tous ceux enfin que lésaient, dans leurs intérêts et leurs droits, les théories économiques et l'égoïsme de l'aristocratie foncière. Le combat avait commencé en 1819 à propos de la suspension des paiements en espèces de la banque d'Angleterre. Cette mesure, provoquée par les nécessités de la guerre, avait fait sortir l'or de l'Angleterre : les commerçants n'en avaient plus pour leurs transactions à l'étranger ; ils perdaient sur le papier de la banque, leur seule ressource. Les seigneurs propriétaires, au contraire, se réjouissaient que les achats de blés, au dehors, fussent ainsi entravés et sans motif prolongeaient cette situation. Le député de Liverpool, Huskisson, appuyé par Brougham, le chef des whigs, engagea la bataille sur cette question décisive et l'emporta (23 juin 1819). Puis on fit la guerre aux bourgs pourris : Birmingham qui, avec ses 100000 habitants, n'avait pas de député, s'en donna un, sir Wolseley. Encouragé, le peuple des grands centres s'agita de nouveau, fit des

émeutes à Londres, à Manchester (16 août 1819), à Glasgow (avril 1820). Il réclamait la diminution du prix du pain par le libre commerce des blés.

En même temps que le Parlement se divisait, la royauté était atteinte par les discordes de la famille royale. La rupture de Georges IV et de sa femme Caroline de Brunswick, qu'après un an de mariage il avait chassée du royaume, avait pu être acceptée, tant que le prince de Galles ne fut que régent. Quand il fut roi (21 janvier 1820) et que sa femme réclama ses droits de reine, le peuple, les chefs des grandes villes, l'alderman de Londres, Wood, prirent parti pour la reine, par mépris surtout pour un prince dont la conduite était scandaleuse. Et comme il semblait y avoir accord entre la royauté et les torys, ce fut un motif d'atteindre les uns en humiliant l'autre, l'occasion de débats plus violents en 1820 qu'on n'en avait vus depuis longtemps.

Peu à peu l'opposition grandissait ainsi d'année en année. Elle critiquait la politique étrangère de Castelreagh. Elle devint tout à fait redoutable en 1821, le jour où, dans son propre parti, le ministère tory trouva des rivaux et des dissidents. Au début de 1821, deux hommes qui avaient été jusque-là des torys résolus, l'avenir de leur parti, Peel et Canning, l'abandonnaient avec éclat. Déjà Peel avait, en 1819, comme chancelier de l'Échiquier, soutenu les motions d'Huskisson. Canning, très intime avec les marchands de Londres, élu par ceux de Liverpool, estimait que le temps était venu de faire place à cette nouvelle aristocratie que l'évolution économique de la nation formait à côté de la gentry rurale. Caractérisant le système auquel il s'était jusque-là associé, il ne voulait plus « d'expédients ». Il fallait élargir, à ses yeux, les cadres et l'autorité du Parlement, le rapprocher d'une nation dont il s'isolait ; ce schisme du parti tory préparait à l'Angleterre de nouvelles destinées. Mais il marquait le terme de la politique de temporisation qu'avaient pratiquée Castelreagh et ses amis.

L'approche du Congrès de Vérone devait paraître redoutable. Que diraient les Anglais de cette prétendue sagesse des torys obstinés à la paix, quand ils verraient la France conduire au delà des Pyrénées ses armées chassées autrefois d'Espagne, après sept ans d'efforts inouïs, par les armées anglaises? N'applaudiraient-ils pas cette thèse soutenue par les whigs depuis 1819, par Brougham et lord Russell, que le cabinet avait réduit le royaume « au rang d'une puissance de second ordre ». Et si, après avoir soutenu Ferdinand VII à Madrid, la Sainte-Alliance lui donnait en outre son concours aux colonies, quelle colère dans la nation, quel écroulement pour le ministère abandonné de ses amis! Il fallait bien suivre Metternich à Vérone, pour l'aider à conclure en Orient la paix, pour l'imposer au tsar. Mais quelle paix que celle qu'on allait acheter au prix d'un réveil d'une action militaire de la France en Espagne, de l'Europe peut-être en Amérique! Ces perspectives hâtèrent certainement la mort de Castelreagh : il ne put survivre à la ruine prochaine, totale, de son système. Les affaires étrangères passèrent aux mains de Canning : Wellington partit pour le Congrès qui se trouva retardé jusqu'au mois d'octobre. Malgré leur intention formelle de n'y traiter que la question d'Orient, ils furent obligés de subir la loi générale. « L'Espagne, selon le mot de Gentz, occupa presque entièrement l'assemblée. » Canning n'eut qu'une ressource, déclarer que Metternich « était le plus grand coquin, le plus effronté menteur qu'il y eût sur le continent. » Metternich eut tout le profit et tout l'honneur encore des décisions de Vérone.

Dès le début, la Russie se montra aussi docile qu'il le pouvait souhaiter dans les Balkans. Elle accorda même qu'on ne discutât pas officiellement les affaires d'Orient. On les régla confidentiellement entre ministres et souverains d'Autriche et de Russie, Tatischeff, Metternich, Nessélrode, de manière à rétablir la paix entre le tsar et le sultan. Grâce à ce système, « pas une voix ne put s'élever au Congrès en faveur des Grecs. » Le 6 décembre, Fran-

çois et son ministre se flattaient d'avoir étouffé cette affaire dangereuse, réduit au silence et au calme ce peuple gênant.

En même temps, le 3 décembre, ils convoquaient les princes italiens, les détachaient de la France, les décidaient à garder les troupes autrichiennes et, sous prétexte de combattre la Révolution italienne, proposaient d'établir à Plaisance une commission centrale, analogue à celle de Mayence. L'unité de l'Italie se préparait sous le joug et au profit de l'Autriche.

D'Alexandre Ier, Metternich avait obtenu une concession plus grande encore. Il connaissait son désir de lier la question des colonies espagnoles à une intervention en faveur de Ferdinand VII. Il lui persuada qu'il ne fallait pas pousser l'Angleterre à bout par cette menace : c'était toujours le même art de limiter, pour le succès présent de ses desseins, le terrain des ambitions dont il excellait à jouer. Et il fut assuré, du moins pour quelque temps, de n'être pas entraîné à une rupture avec l'Angleterre.

Tout lui réussissait : sans le concours d'Alexandre, ce n'eût pas été chose aisée que de faire accepter à la France cette décision. Les plénipotentiaires de Louis XVIII, Montmorency et Chateaubriand, avaient reçu à ce sujet des instructions formelles, datées du 31 août 1822. Plus prudent qu'eux, moins belliqueux aussi, le ministre Villèle craignait qu'une action de la France au delà des Pyrénées ne fournît aux Anglais l'occasion d'envahir les colonies de l'Amérique du Sud. Il aimait mieux renoncer à la guerre en Espagne que de livrer un monde à l'Angleterre, « en lui procurant le moyen d'y prendre des avantages pour son commerce, aux dépens des autres nations ». L'ordre fut donné à nos envoyés de « refuser toute intervention avant que l'Angleterre, toujours adroite à tirer son épingle du jeu, n'eût pris l'engagement de ne rien chercher, de ne rien acquérir en Amérique. » « Mais, s'écriait Metternich, dès le 25 octobre, ce serait lier la question des colonies à celle d'Espagne, et cela était impossible. »

Chateaubriand s'est vanté d'avoir dépassé les instructions qu'il avait reçues. Montmorency était venu à Vérone furieux d'avoir vu la présidence du Conseil donnée à Villèle, résolu à désobéir à un chef qu'il n'acceptait pas. Tous deux étaient d'ailleurs convaincus « qu'il suffirait d'une armée de cinquante mille Français sur l'Ebre pour arracher l'Amérique elle-même aux Anglais et aux insurgés. » Ils oublièrent parfaitement les réserves qu'on les avait chargés de formuler, et, loin de subordonner l'action de la France en Espagne à un règlement des affaires coloniales, ils la voulurent immédiate : ils demandèrent au Congrès de Vérone un mandat d'exécution contre les insurgés espagnols. Ils n'attendirent même pas qu'on le leur offrît (20 octobre 1822). Ils se privaient du droit d'en discuter les conditions.

Mais aussi à leurs yeux quel honneur pour la France d'être prise comme arbitre par l'Europe au même titre que l'Autriche en Italie ! « Bien conduite, elle dictera encore des lois », écrivait Chateaubriand, et il se flattait de la conduire ainsi à la gloire par la guerre. Les flatteries dont le tsar, aussitôt après son arrivée, l'avait entouré, lui et son collègue, n'étaient pas étrangères à la joie de l'écrivain vaniteux, fier « d'être traité d'égal et d'ami par ce puissant de la terre ». « Les âmes, écrivait Chateaubriand, sont égales entre elles. » Il y avait chez ce royaliste de génie décidément tout ce qu'il fallait pour engager la Restauration dans une politique analogue à celle de la Révolution : la passion de la liberté, de la gloire et même de l'égalité. Au moment où il proposait de combattre pour Ferdinand VII, il demanda au tsar d'effacer le partage de la Pologne, d'affranchir « notre chère Athènes ». Tout était bien, pourvu qu'on eût la guerre et la gloire. Alexandre Ier, protestant de son désintéressement, de son amour de la paix et de l'ordre, conduisit où il voulut ce Danton de la monarchie, tandis que celui-ci s'imaginait conduire l'Europe. « L'Autriche nous sert, la Russie est à merveille, » écrivait Chateaubriand, le 31 octobre 1822.

En réalité Metternich triomphait : pour ménager les Anglais, il avait écarté la question des colonies espagnoles. Pour enchaîner le tsar, il lançait la France docile contre les insurgés d'Espagne. Le 30 octobre, les souverains « se déclaraient prêts à appuyer l'action diplomatique et militaire de Louis XVIII » à Madrid : le 17 novembre, ils adressèrent une sorte d'ultimatum, sous forme de remontrances, aux Cortès espagnoles. Huit jours après, ils ordonnaient à leurs envoyés de Madrid de se retirer, aussitôt que l'ambassadeur de France aurait reçu ses passeports. La guerre ne dépendait plus que de la France. La Russie était payée, Metternich satisfait.

A la fin de cette année, Villèle fit tous ses efforts pour réparer la désobéissance de ses collaborateurs. L'attitude de l'Angleterre qui refusa de s'associer aux décisions du Congrès (20 novembre 1822) l'inquiétait sur les suites de cette guerre. « Malheureuse affaire, » disait-il sans ménager le blâme dès le 4 novembre à Montmorency. Quand le ministre des affaires étrangères revint à Paris, avant la fin du Congrès, Villèle l'endoctrina, le prêcha tant et si bien que celui-ci, d'abord tellement pressé, supplia les souverains de ne pas remettre leur ultimatum aux Cortès (5 décembre). Vingt jours après, Villèle s'obstinait encore à ne pas rappeler de Madrid M. de Lagarde. Alexandre Ier se fâcha : et ses colères émurent Metternich. Le tsar déclarait à M. de la Ferronays que, si la crainte de l'Angleterre paralysait l'action de la France, il lui rendrait courage en s'offrant de combattre les Anglais. La fin du Congrès approchait : il se sépara le 14 décembre. Villèle refusait toujours d'agir, malgré la circulaire des trois cours qui annonçait le rappel de leurs envoyés de Madrid, la mise de l'Espagne en interdit. Le 25 décembre, il décidait même Louis XVIII à retirer les affaires étrangères à Montmorency qu'il accusait de complicité avec la Russie.

Le choix que l'on fit de Chateaubriand pour le remplacer (28 décembre) détruisit en un mois toutes ces mesures pacifiques. Le 18 janvier 1823, l'ambassadeur de France

à Madrid recevait ses passeports et le roi venait aux Chambres annoncer que « cent mille Français étaient prêts à marcher pour conserver le trône d'Espagne à un petit-fils de Henri IV, et conquérir la paix que l'état de ce royaume rendait impossible » (28 janvier). Et la France accepta la guerre avec une majorité de cinquante-trois voix à la Chambre des pairs, de cent voix à l'autre Chambre.

Ce jour-là, Talleyrand prit la parole pour mettre en garde les Français et la royauté contre l'abandon de son ouvrage, de sa politique de sagesse et de justice, favorable au relèvement de la France depuis 1815. Il dénonça cette entreprise comme une œuvre de parti : « C'est une revanche qu'on veut prendre, s'écria-t-il, sur les hauteurs des Pyrénées. » Mais les ultras et Alexandre I[er] à qui Chateaubriand avait enfin procuré la guerre n'étaient pas les seuls à se réjouir : « Nous sommes enfin affranchis de la tutelle du malheur, nous avons repris notre rang militaire en Europe. »

La nation salua presque unanimement les premières victoires d'une armée conduite par les généraux de l'Empire, Bellune, Reggio, Molitor, Moncey, Bordessoulle, sous la direction du duc d'Angoulême (avril 1823). Le 24 mai, les Français étaient entrés à Madrid. En deux mois, par la victoire décisive de Campillo d'Arenas (26 juillet), ils avaient soumis toute l'Espagne, et deux mois plus tard le duc d'Angoulême, poursuivant à Cadix le gouvernement insurrectionnel, lui dicta la paix au Trocadéro (31 août 1823). Les Cortès qui avaient entraîné le roi Ferdinand VII prisonnier à Cadix faisaient leur soumission (28 septembre). Le 13 novembre, Ferdinand rentrait dans sa capitale et, au milieu des fêtes données à l'armée française, il rétablissait le gouvernement absolu.

Le 2 décembre, à son tour, le duc d'Angoulême revenait à Paris entouré de son état-major d'officiers de l'Empire, suivi des bataillons qui avaient vaincu au Trocadéro « comparables aux plus beaux corps de la Grande Armée ». Cette entrée, qui fut le signal d'une série de banquets, d'illumi-

nations, avait été véritablement « *une fête nationale* ». Sincèrement et sans examiner le but de cette expédition, la France sut gré à la Restauration d'avoir effacé les défaites de l'Empire en Espagne. Elle se complut à la pensée d'avoir retrouvé dans cette guerre « toute sa gloire militaire et son influence diplomatique anciennes », une bonne armée désormais acquise à la monarchie. A cette heure, seulement, « la Restauration lui parut accomplie, » selon le terme dont se servait un témoin de ces événements. La royauté n'avait pas, dans cette guerre stérile et onéreuse, rendu plus de service assurément qu'en donnant à la France la paix, la considération de l'étranger et de bonnes finances. Elle en recueillit, suivant le calcul de Chateaubriand, plus de profit que de ses véritables services. Tant il est vrai qu'alors, la politique étrangère, comme au temps de la Révolution, décidait des partis et des gouvernements à l'intérieur. Et cette politique était toujours réglée par les intrigues, des traditions, un besoin de gloire qui tenaient lieu aux Français de calculs établis sur les intérêts de tous, dans le temps présent.

« La guerre et les victoires des Français en Espagne, écrivait Metternich à Gentz, son confident, ne me donnent pas beaucoup d'inquiétude. Elles n'entraîneront pas la guerre générale. » La satisfaction d'amour-propre qu'il avait procurée à une nation belliqueuse, cette concession offerte à Alexandre lui paraissaient de bien légers sacrifices en comparaison de ce qu'il obtenait : « la pacification de l'Orient totalement irrévocablement terminée, » disait-il au mois d'octobre 1823. Il venait de recevoir à Czernovitz où il avait revu Alexandre I[er] l'assurance qu'un ambassadeur russe remplacerait à Constantinople, le 5 novembre, le consul déjà réinstallé. Quant aux Grecs, dont l'envoyé Metaxa n'avait pas été admis à Vérone, leur défense était belle, mais désespérée : que pouvaient leur servir la prise de Missolonghi, l'héroïsme de Marco Botzaris bientôt tué, le

jour où il détruisait encore une armée turque à Karpenis (2 juillet 1823)? Mahmoud et son vassal d'Egypte se préparaient à écraser leur dernière résistance. C'était la paix prochaine, définitive en Orient après les alarmes très chaudes de 1821 ; la paix en Espagne, après le retour immédiat du duc d'Angoulême, au lendemain de sa victoire : le triomphe du système du chancelier autrichien enfin. Le Congrès de Vérone était le couronnement de sa diplomatie.

Il le croyait du moins : la France et l'Angleterre lui réservaient des surprises. Metternich se trompait en s'imaginant la France satisfaite par la guerre d'Espagne. Cette affaire lui avait simplement donné confiance dans ses forces, et envie de les employer encore. Une anecdote qui nous a été conservée des premiers temps du ministère de Chateaubriand donne la mesure des espérances que le poète formait et encourageait. Louis XVIII aimait à causer avec ses ministres gaiement en parlant d'affaires. A propos de vaudevilles et de chansons, Chateaubriand, un jour lui « glissa en commentant les succès d'Espagne, *la frontière du Rhin* sous la protection de Babet ». Et le vieux roi de pousser un petit souffle et de sourire sans répondre en levant un doigt à la hauteur de son œil. Il connaissait le rêve de son peuple, et ne l'écartait point en principe. Chateaubriand et son parti se préparaient à le réaliser : toute occasion pouvait servir, la révolte des colonies espagnoles contre laquelle le roi d'Espagne demanda après sa délivrance du secours, la révolte des Grecs, un appel de la Russie. A Berlin, notre envoyé Rayneval notait un entretien avec M. d'Alopœus, le ministre russe : « une alliance permettrait d'agir s'il en était besoin. » « Voilà des germes qui se développeront, » écrivait bien vite Chateaubriand à son ami de Serres, ambassadeur à Naples. Et de Serres lui adressa cette réponse menaçante pour la paix générale, avec une apologie de son œuvre, tout un programme destiné à l'étendre : « Vous avez rendu à la France cette vie, cette action extérieure nécessaire à un grand peuple. Dans cette carrière, les grandes affaires s'appellent : ce n'est pas seu-

lement la question de l'Espagne, ce n'est pas seulement la question plus épineuse encore des colonies espagnoles. Les cabinets sont timides, endettés, mais les peuples sont reposés et les armées nombreuses. Cela n'est pas d'un pacifique augure. » Et de Serres concluait, avec une assurance qui était celle des Français depuis un an : « La jalousie de la France que vous voyez poindre grandira. Le plus sûr moyen de calmer la jalousie, c'est d'être fort. On est fort par les lois, par les armes. »

Le réveil militaire du peuple qui se vantait déjà, dix ans à peine après la paix de Vienne, de dicter des lois à l'Europe, venait de provoquer depuis la guerre d'Espagne chez ses rivaux de Londres des colères, et un réveil presque analogue. Pendant les discussions de Vérone, Wellington et Canning, sans être écoutés, avaient protesté contre l'intervention de l'armée française. Avant de revenir, le 20 décembre, Wellington avait tenté à Paris auprès de Villèle une démarche d'intimidation qui avait failli réussir. Lorsque l'armée française passa les Pyrénées, ce fut un déchaînement, dans le Parlement et dans la nation, de colères et de reproches contre Louis XVIII et le cabinet tory. Le même élan parut emporter les Anglais qu'au temps où la Révolution menaçait les Flandres. « Si le canon retentit sur la Bidassoa, nous ne resterons pas neutres, » s'écria Brougham, le chef des whigs, et dans des lettres contre Chateaubriand et les torys le démocrate Cobbett formula les griefs et les passions du peuple : « De vous voir embarqués, disait-il aux Français, dans une entreprise qui vous promet tant d'avantages est une très bonne raison pour que nous tâchions de vous en empêcher. Dès le moment où vous avez placé votre cordon sur les Pyrénées, j'aurais attaqué votre commerce, vos colonies, vos ports. Nous, sous les ailes de qui les premières Cortès ont été organisés, nous qui avons dépensé 150 millions pour chasser les Français d'Espagne, laisserons-nous nos armes se rouiller? Ce n'est pas à vous de répondre. C'est une question entre le gouvernement et le peuple anglais. »

Ces derniers mots, comme cet appel aux armes, marquaient l'étendue de la crise où s'abîmait le ministère des torys, les dangers de cette crise pour la paix européenne. Dès le mois de décembre 1822, Canning avait essayé de la prévenir en inaugurant un nouveau système de politique intérieure. Au lieu de laisser le Parlement s'isoler de la nation pour servir une caste, il prêchait aux torys « l'entente cordiale du peuple et du gouvernement ». Il les engageait à rallier les mécontents, grands commerçants, industriels, les catholiques et même les Irlandais. Le roi le laissait dire parce qu'il le craignait, mais en le désapprouvant. Georges IV encourageait les torys à lui résister, et Peel, son rival autorisé dans le cabinet, lui opposait son talent et le mépris des lords. Mais le peuple était avec Canning et le soutenait, pourvu qu'il écoutât et traduisît ses revendications. En matière de politique extérieure, puisqu'il en avait la charge, Canning s'efforça de satisfaire la nation. Aux paroles belliqueuses de Chateaubriand, il répondit le 14 février 1823 par des menaces : « L'Angleterre, dit-il à Marcellus, notre chargé d'affaires, est prête à soutenir la guerre. » En public, à l'Opéra même, il provoquait les Français, après avoir essayé de les arrêter en offrant à l'Espagne sa médiation. Le 25 février 1823, il avait même proposé au conseil d'armer pour aider les Cortès. La résistance de Peel, la volonté du roi, et surtout une note menaçante de la Russie, datée du 3 mars, qui promit à Louis XVIII son appui, obligèrent Canning à la patience. Malgré lui, malgré le peuple anglais, le 18 mars 1823, Georges IV et le ministère « publièrent une déclaration de neutralité ».

Pour se venger, pour ménager sa popularité, Canning affecta de maltraiter alors l'envoyé de France, Marcellus, et cessa presque les relations avec lui. A la Chambre des communes, il souhaitait le 14 avril la victoire à l'Espagne sur un ton de chaleur qui prouvait son impatience d'être réduit à l'inaction. Il laissait les Anglais organiser des bals, des souscriptions en faveur des Cortès réfugiées à Cadix : il encouragea ses amis, Robert Wilson, lord Nugent à s'en-

rôler à leur service (mai, juin 1823). Il essaya même une dernière fois d'arrêter les victoires du duc d'Angoulême par une forme de médiation *in extremis*. S'il n'eût tenu qu'à lui et à la nation dont il voulait servir les colères, la guerre de 1823 eût été le signal probable d'une guerre plus générale, plus redoutable qui aurait rappelé aux Français si épris des souvenirs de la Révolution et de l'Empire les luttes de Pitt et de Napoléon. Obligé par ses collègues à la patience, à la neutralité quand il eût souhaité la guerre, Canning du moins se donna pour programme de limiter ailleurs, si là il n'avait pas réussi, les espérances ambitieuses de la France encouragées par la Russie. Appuyé par les rancunes et l'orgueil du peuple anglais, retenu par le roi et l'aristocratie qui ne lui permettaient pas l'audace et les violences, il y réussit par un système diplomatique dont il a trouvé la formule et le nom. Pendant trois ans, sa politique de *non-intervention* conserva la paix à l'Europe, en obligeant la France et la Russie par la menace et par la force à modérer les ardeurs que la guerre d'Espagne avait excitées. Il voulut de plus, et il fit que cette paix, au lieu de servir l'Autriche, en Italie, en Allemagne, servît le peuple anglais, sa grandeur et ses intérêts dans le monde. Et ce fut la fin du règne de Metternich.

BIBLIOGRAPHIE

Affaires d'Orient et Grèce. — JUCHEREAU DE SAINT-DENIS. *Tableau de l'Empire ottoman*. Paris, 1844.

MAVROCORDATO. *Coup d'œil sur la Turquie (dans Prokesch-Osten: Geschichte des Abfal's der Griechen*, tome III).

POUQUEVILLE. *Vie d'Ali Pacha*. Paris, 1822.

POUQUEVILLE. *Histoire de la Régénération de la Grèce* Paris, 1826

A. SOUTZO. *Histoire de la Révolution grecque*, 1829.

BIKÉLAS. *La Grèce byzantine et moderne*. Paris, Didot, 1893.

GERVINUS. *Histoire du dix-neuvième siècle*, tomes XI et XII; *Histoire de l'indépendance grecque*. Paris, 1863.

MERRUAU. *L'Egypte contemporaine*. Paris, 1858.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER. *Kara Georges et Milosch*, 1 vol. Paris, 1875.

J. EMERSON. *Tableau de la Grèce en* 1825 (trad. Cohen). Paris, 1827.

MENDELSOHN-BARTHOLDY. *Geschichte Griechenlands seit* 1453, 2 vol. 1870-1874, tome II.

MENDELSOHN-BARTHOLDY. *Die Hetärie* (*Historische Zeitschrift*, 1866); *Ali-pacha* (*Historisches Taschenbuch*, 1866, 1re série, tome VI).
ZINKEISEN. *Geschichte des osmanischen Reichs*. Leipzig, 1869.

Documents :

PROKESCH-OSTEN. *Geschichte des Abfalls der Griechen von dem türkischen Reich*. Vienne, 1867, 5 vol. — COLOKOTRONIS. *The Klepht and the varrior : Mémoires* (trad. anglaise). Londres, 1892. — DE GENTZ. *Dépêches aux hospodars de Valachie*, 1876, tome II. — LESUR. *Annuaire historique*, 1818-1823. — CAPO D'ISTRIA. *Moyens d'améliorer le sort des Grecs, Corfou*, 1819. — WILKINSON. *Tableau historique de la Valachie*. Paris, 1821.

Politique européenne et Congrès de Vérone. — GERVINUS. *Histoire du dix-neuvième siècle*, tomes II, III, IV à XI.
DEBIDOUR. *Hist. diplomatique*, tome Ier.
VAULABELLE. *Histoire des Deux Restaurations*, III, IV, V.
VIELCASTEL. *Histoire de la Restauration*, tomes VIII à X.
THUREAU-DANGIN. Ouvrages cités.
CROUSAZ-CRETET : *le duc de Richelieu en Russie et en France*. Paris, 1897.
DE MAZADE. *Villèle*.
DE GABRIAC. *Chateaubriand au Congrès de Vérone* (*Revue des Deux-Mondes*, 1er octobre 1897).
SAINT-MARC GIRARDIN. *Les Origines de la question d'Orient*. (*Revue des Deux-Mondes*), mai 1864.
MENDELSOHN, *Die orientalische Politik des Fürsten Metternich*, (*Hist. Zeitschr.*), 1867.
BEER. *Die orientalische Politik Metternichs*. Leipzig, 1883.

Documents :

CHATEAUBRIAND. *Le Congrès de Vérone*, 2 vol. Paris. 1838. — VILLÈLE. *Mémoires et correspondances*. Paris, 1888, tomes I à III. — PASQUIER. *Mémoires*, tome III, 1898. — RICHELIEU. *Mémoire sur son second ministère*. (*Rev. Hist.*), tome XXXVII, (mai-août 1888). — LESUR. *Annuaire historique*, 1822-1823. — METTERNICH. Tomes III et IV. — CASTELREAGH, WELLINGTON. Mémoires cités. — Comte DE MARCELLUS. *Souvenirs diplomatiques*. — ID. *Correspondance de M. de Chateaubriand*, 1822-1823. — DE SERRE. Correspondance déjà citée.

Guerre et affaires d'Espagne. — GERVINUS. *Histoire du dix-neuvième siècle*, tome XII.
MARTIGNAC. *Essai historique sur la Révolution d'Espagne*, 1823.
HUBBARD. *Histoire contemporaine de l'Espagne*. Paris, 1867.
BAUMGARTEN. *Geschichte Spaniens*, 1865-1871.
DIERCKS. *Geschichte Spaniens*, 2 vol. 1895.
A. STERN. *Geschichte Europa's*, tome II. Berlin, 1897.
DE GABRIAC. *Chateaubriand ministre*. (*Revue des Deux-Mondes*). 1er nov. 1897.

Documents :

CHATEAUBRIAND. *Congrès de Vérone*, tome II, 1838. — Abel HUGO. *Histoire de la guerre d'Espagne*, 2 vol. in-8° 1823 et les *ouvrages précédemment cités*.

XXIII

LA SAINTE-ALLIANCE

ET LA

POLITIQUE DE NON-INTERVENTION

(1824)

CANNING ET L'AMÉRIQUE

A la Sainte-Alliance, ce prétendu concert des souverains, dont l'objet aurait été de conserver la paix à l'Europe en faisant la guerre aux libertés des peuples, on oppose généralement le système de la *non-intervention*, soi-disant imaginé par l'Angleterre pour protéger, au risque d'une guerre générale, les nations contre les rois.

L'histoire de la Sainte-Alliance de 1815 à 1822, étudiée dans les congrès et le secret des chancelleries, montre ce qu'il faut penser de l'intimité des souverains et de leur entente contre les peuples. Comment retrouver une direction unique et d'autres motifs que l'ambition dans cette ligue, d'abord destinée à favoriser au profit de la Russie l'affranchissement des chrétiens d'Orient, transformée par les soins de Metternich en un moyen de domination contre les peuples d'Italie, d'Espagne, d'Allemagne et des Balkans, obligée pourtant par l'Angleterre à ne pas entraver les efforts des Américains vers la liberté? Singulières assises pacifiques que ces Congrès où des intérêts contraires se heurtent, se combinent, puis se heurtent encore, champs clos diplomatiques plutôt, où chaque cabinet attaque, dupe et

combat les autres cabinets, dont le résultat est de prévenir la guerre sur un point de l'Europe pour la déchaîner ailleurs. Au dernier de ces Congrès à Vérone, Alexandre I[er] disait à Chateaubriand : « Auriez-vous cru que l'alliance est un mot qui ne sert qu'à couvrir des ambitions : il n'y a plus de politique anglaise, russe, autrichienne? il n'y a plus qu'une politique générale qui doit être admise par tous les rois et tous les peuples. Je n'ai pas besoin d'accroître mon empire. » Il définissait la Sainte-Alliance par les contraires : car il suffit de prendre le contre-pied de son discours, au moment où il entraînait la France à la guerre, pour savoir ce qu'elle valait, à quoi elle servait.

Depuis l'origine, et à la différence des vraies alliances fondées sur des intérêts communs et un mutuel désir de conservation, la Sainte-Alliance a été une coalition d'ambitions contraires, un système établi comme celui de 1772 sur l'opposition de convoitises toujours prêtes à se déchaîner. Jamais plus qu'alors il n'y eut une politique russe, ardente à s'ouvrir les Balkans, une politique autrichienne résolue à la conquête de l'Allemagne et de l'Italie, une politique anglaise attentive à confisquer la mer et les marchés coloniaux. Mais la Russie disputait l'Allemagne à l'Autriche qui lui fermait les Balkans; et l'Angleterre refusait au tsar à Constantinople les conquêtes que celui-ci voulait lui interdire dans l'Amérique du Sud. Pour un partage du monde, l'accord était moins facile entre grands Etats que pour un partage de la Pologne. Et le désaccord aboutit, en somme, après dix ans de lutte annoncée, proclamée contre les peuples, à un réveil des nations excitées par les intrigues, favorisées par les rivalités des Etats soi-disant unis pour les écraser.

Ainsi, c'était un réveil national que celui de la France, quoique exploité par les ultras. La nation tenant plus à la gloire qu'à la liberté, l'entreprise d'Espagne lui fournissait satisfactions et promesses. Il n'eût tenu, en 1824, qu'à Louis XVIII de l'entraîner au delà de l'Atlantique : la Russie, l'Autriche même l'y poussaient, « rêvant, dit Chateau-

briand, une nouvelle intervention de la France, une conquête de l'Amérique à main armée. » Sans la crainte de l'Angleterre, les Français auraient peut-être risqué l'affaire. — Quoique si longtemps associés à la Sainte-Alliance, les Anglais de leur côté avaient favorisé là-bas la naissance de plusieurs nations : à la fin de 1823, le Pérou, qui restait encore aux Espagnols, était reconquis par Bolivar, qui reprenait la tentative de Saint-Martin et réparait son échec avec le concours du général Sucre. Les Américains du Sud devaient leur liberté autant aux rivalités des Etats européens qu'à leurs propres efforts, à la Sainte-Alliance et à ses congrès. Les Grecs enfin, cette nation qui dans la décadence de l'empire turc avait trouvé l'occasion de reprendre ses titres, ne devaient pas perdre encore les espérances qu'ils avaient fondées sur la Russie et sur la France. Le 9 janvier 1824, Alexandre I[er] invoquait la Sainte-Alliance ; il lui proposait en apparence une œuvre conforme à ses déclarations, « la ruine des révolutionnaires en Grèce ». Mais comme il demandait d'ailleurs, pour réduire les insurgés, à constituer dans les Balkans trois principautés chrétiennes, et menaçait la Turquie si elle refusait, c'était en réalité une manière déguisée de revenir encore au secours de la Grèce. La nation russe l'en priait : la Sainte-Alliance en cette occasion aurait servi la nation grecque, comme elle avait aidé la France à reprendre son rang.

Quand on compare en somme le tableau du monde en 1815 et en 1824, les modifications, que dans cet intervalle y apportèrent la diplomatie ou la guerre, paraissent en somme avoir plus profité aux nations qu'aux Etats, si bien coalisés contre elles. Seule l'Autriche avait trouvé le moyen, dans cette période, de restreindre à son profit les libertés de l'Allemagne et de l'Italie. Ce fut le fait d'un habile homme heureusement servi par les circonstances. Au milieu des rivalités des puissances, et malgré les vœux des nations qu'elles encourageaient, Metternich avait joué avec adresse des Congrès, de leurs déclarations pour procurer à son maître la paix et des profits. Il avait exploité

les discordes de la Sainte-Alliance pour retirer à ses associés leur bénéfice ; il en avait maintenu et parfois resserré les liens, pour donner à ses affaires la garantie de l'Europe. Il avait condamné les peuples, s'ils le gênaient ou l'inquiétaient ; il avait permis d'autre part la renaissance de la France et l'émancipation de l'Amérique. Il avait fait ou laissé faire la guerre en Italie ou en Espagne ; il avait réussi à l'empêcher toujours dans les Balkans. Quand il écrivait en 1824 : « c'est le triomphe complet des principes éternels sur le génie du mal. La convalescence de l'Europe avance », ces belles phrases empruntées aux formules de la Sainte-Alliance signifiaient simplement que l'Autriche se félicitait d'avoir maintenu la paix en Orient « *par miracle*, » et d'en avoir profité. Dans l'état de l'Europe, en 1824, on chercherait vainement les traces d'un succès général remporté au nom de la Sainte-Alliance par les rois sur les peuples, d'une entente cordiale entre les souverains et leurs ministres contre la Révolution et pour la paix.

Il est par conséquent très difficile de croire que la politique inaugurée par Canning, en 1824, et son système de *non-intervention* puissent s'expliquer d'un mot, par un refus de continuer la Sainte-Alliance, par un principe contraire, par une action isolée de l'Angleterre en faveur des peuples. Ce qui est clair, c'est que la diplomatie de Canning, dès le début, s'opposa à celle de Metternich. La mort de Castelreagh fut le terme de la collaboration précieuse que le chancelier autrichien avait trouvée dans le parti tory. « Quelle terrible nouvelle ! s'écria-t-il. C'est une des catastrophes les plus terribles qui aient pu me frapper. Cet homme m'était dévoué corps et âme. C'était un autre moi-même. » Les relations de Canning et de Metternich commencèrent par la défiance, les injures, et aboutirent à une rupture. Mais Metternich n'était point la Sainte-Alliance : il représentait seulement l'Autriche, exploitant à son profit, à l'aide des phrases générales qu'on y trouvait, ce prétendu concert des souverains. De l'hostilité de Canning contre la politique autrichienne, il ne résulte pas que la politique anglaise ait

alors poursuivi une croisade populaire et libérale, ni proclamé la *non-intervention* pour mettre un terme à la Sainte-Alliance.

La première fois que la formule et le nom de ce nouveau système ont paru dans un document politique, ce ne fut ni dans un document anglais, ni même européen, mais dans des instructions que le secrétaire américain des affaires étrangères, Adams, envoyait au député de sa nation à Londres, Bagot. C'était en 1818 : le tsar Alexandre Ier au nom de la Sainte-Alliance conviait, en janvier, l'Europe à s'unir contre les insurgés américains. Au mémoire russe les diplomates de Philadelphie répondaient, prenant le contre-pied : *Aucune intervention des puissances européennes ne sera heureuse* que si elle décide l'Espagne à reconnaître l'indépendance des colonies américaines. » Au moment où la Russie lançait en Europe l'idée d'une intervention commune au delà de l'Atlantique, les Etats-Unis déclaraient qu'ils n'en permettraient d'autre aux puissances que celle qui obligerait l'Espagne à capituler devant ses colons rebelles. A la Sainte-Alliance, invoquée par Alexandre Ier, les Etats-Unis opposèrent dès le premier jour le système de la non-intervention de l'Europe.

On s'étonnerait peut-être qu'un peuple tout nouveau, isolé par un Océan de l'Europe influât ainsi, après 1815, sur la politique générale des vieilles puissances, si l'on ne savait la puissance d'expansion et les ambitions de cette nation jeune, à qui s'ouvraient déjà de grandes destinées. Tandis que l'Europe était bouleversée par les guerres de la Révolution et le conflit de Napoléon, des politiques et des nations, l'Amérique du Nord traversait aussi des crises décisives.

Au lendemain de la paix de Versailles, on avait pu se demander si les colons anglais, affranchis de la métropole, réussiraient à se constituer un gouvernement national. Le parti *fédéraliste*, celui d'Hamilton et de Washington y travaillait : mais les tendances de ce parti, ses procédés et ses façons, qui semblaient rappeler le gouvernement anglais,

déplaisaient à une nation jalouse de ses franchises locales qu'elle identifiait avec la liberté en général. Le *parti républicain* plus populaire repoussait, au nom des Etats particuliers, le principe d'un gouvernement fédéral. Il réussit à faire accepter la clause de *nullification* (décembre 1798), qui laissait chaque Etat juge en dernier ressort des mesures décidées par le Congrès : désormais il sembla impossible d'unir pour la paix comme pendant la guerre les provinces résolues à défendre leur indépendance contre l'Union autant que contre l'Angleterre. Lorsque, arrivés au pouvoir avec Jefferson, et victorieux, les républicains furent obligés par les nécessités du gouvernement d'être fédéralistes à leur tour, on vit leurs anciens adversaires retourner contre eux en 1808 leur tactique, et pour les vaincre comme ils avaient été vaincus, invoquer la nullification et le droit souverain des Etats particuliers.

Ce fut là pendant vingt années pour la jeune République une crise redoutable : la guerre seule qui l'avait constituée pouvait l'en délivrer. Pendant la lutte, la nécessité d'un gouvernement s'imposait, et le patriotisme des citoyens effaçait les rancunes, les divisions et les revendications des Etats. La guerre de 1812 entre les Anglais et les Américains rétablit la paix intérieure. Ce fut l'ère de la bonne entente : *era of good feeling*. Par les effets moraux et matériels de cette nouvelle prise d'armes contre l'Angleterre, on se crut ramené au temps de l'Indépendance, et l'on dit : « voilà la deuxième guerre d'Indépendance ».

Ce n'était pas en réalité d'indépendance qu'il s'agissait, mais de conquête et de puissance. Aucun Etat en Europe, et l'Angleterre moins que les autres, n'aurait songé en 1812 à disputer leur liberté aux Américains du Nord. Mais eux, en revanche, avaient de très bonne heure pensé à élargir leur domaine aux dépens des colonies que l'Europe conservait encore, l'Espagne au Sud, la Grande-Bretagne au Nord. C'était là une ambition naturelle, presque fatale, pour une nation naissante qui avait besoin d'air et d'espace pour s'accroître. Elle unissait les différents mem-

bres de l'Union quand la question de la forme et des pouvoirs du gouvernement les divisait. Ce fut le chef du parti républicain, Jefferson, qui en 1784 offrit de lui-même, au nom de la Virginie, l'abandon à l'Union des droits particuliers qu'elle pouvait prétendre sur les territoires intérieurs de l'Ouest. Et, dès 1787, l'entente s'était faite sans difficulté sur les conditions et le mode d'extension du domaine fédéral commun à tous les États.

Jefferson, en 1803, acquit sans autorisation du Congrès la Louisiane de la France, au prix de 16 millions de dollars prélevés contre tout droit sur le trésor fédéral : personne pourtant en Amérique ne songea à lui reprocher une illégalité qu'il avouait, mais qui pour ses adversaires même était un acte de patriotisme, au-dessus de toute discussion. Des chiffres, en cette matière, prouvent avec plus d'éclat cette force d'expansion nationale que des actes ou des lois. Le Kentucky ajouté en 1791 à l'Union avait bientôt, au dix-neuvième siècle, près de 600000 habitants; le Tennessee, admis en 1796, 422000 habitants; l'Ohio, créé en 1802, près de 800000 habitants; la Louisiane, 152000 habitants. Près de deux millions d'hommes se précipitèrent en dix ans des côtes vers l'intérieur et déjà débordaient sur le Canada et les Florides. Ce fut la véritable cause de la guerre engagée par le parti républicain contre l'Angleterre (18 juin 1812), terminée par la paix de Gand (24 décembre 1814) : elle rallia à ce parti toute l'Union, et fit mettre hors la loi les fédéralistes qui disputaient au gouvernement les moyens de vaincre. Et les Américains ne s'aperçurent plus qu'elle avait été sans résultat quand Jackson, un officier volontaire du Tennessee, eut conquis sur les Indiens l'Alabama et, sous prétexte de poursuivre les sauvages, inaugura la présidence de Monroë, en 1817-1818, par la conquête de la Floride espagnole définitivement acquise en 1819.

Tandis que les États du vieux continent se disputaient l'Europe avec acharnement, les États de l'Union constituée au delà de l'Atlantique en 1774 se détournaient des querelles qui faillirent en 1804, trente ans après, rompre cette

Union, pour conquérir à frais communs toute l'Amérique sur ses anciens maîtres. Lorsque l'Amérique du Sud se souleva à son tour contre les Espagnols, un grand courant de sympathie s'établit d'une côte à l'autre de la mer des Antilles. Les insurgés du Sud avaient besoin d'alliés, d'avocats au moins. Les ambitieux du Nord, empressés, intéressés à conquérir toujours sur l'Europe, pour demeurer unis, regardaient avec envie des domaines qui allaient échapper aux nations coloniales. « Les expéditions pour le sud, disait un de nos agents, Hyde de Neuville, sont dans le goût de cette nation entreprenante. » N'était-ce pas l'effet d'une action presque fatale qui poussait l'un des Etats les plus récemment créés, le Kentucky, à réclamer l'intervention du Congrès en faveur des insurgés (décembre 1817), la proclamation officielle de leur liberté? « Ce peuple ressemble aux grands fleuves de son territoire : chaque jour il mine autour de lui. Plus on tarde à lui opposer une digue, plus on perd de son propre terrain. » Le Congrès américain, quoique secrètement allié aux colons espagnols, ne se déclara pas d'abord pour eux officiellement. Il voulait prudemment éliminer l'Europe sans la provoquer. La Russie invitait à ce moment même les puissances coloniales à unir leurs efforts pour rompre ces intrigues, pour opposer une digue aux ambitions du peuple américain.

Alors on put saisir l'évolution qui, depuis un siècle, avait transformé la politique des États et des nations. Presque à la même date, 1772-1774, en Orient un peuple avait été démembré, un autre était né sur les bords occidentaux de l'Océan. La ruine de l'un avait précipité vers la Baltique et la Méditerranée, comme fait la rupture d'une digue emportée par un courant naturel, l'extension de la puissance russe; l'éveil et les efforts de l'autre ruinaient ou menaçaient d'un égal danger les domaines coloniaux des nations européennes qui, depuis le seizième siècle, avaient réussi à faire de l'Atlantique une autre Méditerranée. Et l'Europe, trente ans après, se trouva placée devant ce dilemme : ou de perdre, si elle allait combattre en Amé-

rique, la Méditerranée orientale guettée par la Russie, ou, si elle se dérobait à l'appel de l'Espagne et aux conseils intéressés d'Alexandre Ier, d'abandonner les domaines atlantiques aux Américains. Dès ce jour, et par la puissance de ce dilemme, le monde tout entier entra forcément dans ses calculs de la politique européenne, en élargit le cadre et parfois le brisa.

Si le tsar invoquait contre les sujets rebelles de l'Espagne la légitimité du droit monarchique, la diplomatie américaine, hésitant encore à proclamer en leur faveur le droit des peuples, demandait du moins que l'Europe n'intervînt pas contre leur liberté. Au fond, de Pétersbourg ou de New-York, on voulait également la voie libre aux entreprises que l'on préparait dans les Balkans, dans l'Amérique du Sud. Légitimité ou liberté, Sainte-Alliance ou non-intervention, sous leur forme et dans leurs formules différentes mais contemporaines, dissimulent des calculs et des ambitions très analogues. Le public, libéral ou monarchique, pouvait se méprendre sur la portée apparente de ces programmes. Ils étaient faits pour le tromper. Les diplomates qui nous éclairent sur leur valeur ont rectifié, dès cette époque, les opinions qu'ils ne pouvaient pas partager. Ce que nos agents à la cour de Russie disaient d'Alexandre Ier, de sa dissimulation et des intentions détournées de la Sainte-Alliance, Hyde de Neuville à Philadelphie l'écrivait du peuple américain : « Cette nation voit encore moins la liberté des autres peuples que l'intérêt de son commerce et de sa grandeur. »

Parmi ces diplomates, les plus intéressés à veiller sur les ambitions des États-Unis, c'étaient assurément les hommes politiques de l'Angleterre. Après l'Espagne, nulle puissance n'était plus exposée aux dangers de l'extension américaine que la Grande-Bretagne au Canada, aux Antilles. Elle se trouvait dans la nécessité de protéger ses frontières coloniales, comme l'Autriche dans l'obligation de fermer les Balkans à la Russie pour défendre les siennes. Dans la politique de non-intervention que proclamait l'Amé-

rique, Castelreagh avait reconnu le dessein des États-Unis d'intervenir, et d'arracher à l'Espagne, en écartant l'Europe, la liberté de ses colonies. Sollicité par Adams d'accepter l'indépendance des États insurgés, Castelreagh s'y refusa obstinément de 1819 à 1822 : il espérait d'autre part que la Sainte-Alliance russe contenue par Metternich à Aix-la-Chapelle, à Troppau, n'aiderait pas le roi d'Espagne contre ses sujets rebelles. C'était des deux côtés conserver une stricte neutralité, limiter en Orient, en Occident les ambitions du tsar Alexandre Ier et celles de l'Union américaine. Le cabinet tory s'attacha à cette politique pacifique pour préserver l'Angleterre des dangers qui menaçaient son domaine aux deux extrémités du monde, depuis le Canada jusqu'aux Indes.

Mais il parut en 1822 que ce moyen ne suffisait plus. Le 8 mars 1822, le Président de l'Union, Monroë, venait annoncer aux Chambres son intention formelle de reconnaître comme États indépendants et libres les colonies espagnoles. Vingt jours après, le Congrès sanctionnait cette décision. En vain affirma-t-on encore que cette déclaration était conforme à la plus stricte neutralité, que les Etats-Unis, refusant à l'Europe le droit d'intervenir, n'intervenaient pas. Un nouveau message du Président, à la fin de l'année, fit entendre qu'au besoin les États-Unis emploieraient la force pour soutenir les insurgés : leur programme de non-intervention dissimulait mal une alliance effective.

Et voilà qu'au même instant, le Congrès de Vérone encouragea le réveil militaire de la France, lui donna mandat de rétablir Ferdinand VII en Espagne, laissa enfin espérer à la Russie une intervention de la Sainte-Alliance en Amérique. Entre toutes ces ambitions déchaînées qui risquaient de se heurter au delà de l'Atlantique, que devenait la politique pacifique de l'Angleterre et quel serait son rôle, si elle s'obstinait à demeurer neutre, le jour où la crise éclaterait?

Dès le milieu de 1822, l'opinion anglaise s'émut de ces

menaces. Les marchands de Londres surtout appelèrent l'attention du gouvernement sur le risque qu'ils couraient de perdre un monde colonial convoité sous prétexte de non-intervention par les États-Unis, par la France au nom de la Sainte-Alliance. « Si le pouvoir de l'Espagne est ruiné en Amérique, à quel système politique, à quels intérêts obéissons-nous? demandait à Londonderry Lowe, interprète de l'opinion anglaise. « Il faut reconnaître ces nouveaux États. Il n'y a pas à hésiter entre la gloriole de gagner la palme de fidélité à de vieux principes et l'ennui d'être privé de grands avantages. Il est heureux sans doute que nos intérêts s'accordent avec les progrès d'un peuple vers la conquête de ses droits. Mais ce n'est pas là une politique qui prend sa source dans des sentiments ou des doctrines de parti. Regardez la côte et la position de la Colombie qui commande à l'Atlantique et au Pacifique. »

Un mois après avoir reçu cet appel, Castelreagh se tuait. Ce fut le grand mérite de Canning, aussitôt qu'il le remplaça, d'avoir entendu ces avis : il inaugura une politique capable de sauvegarder les intérêts de l'Angleterre dans cette crise redoutable. Il eut la vision très nette de l'étendue et de l'importance de la question qui allait se régler entre l'Europe et l'Amérique. Dès le 8 novembre 1822, il écrivait à Wellington : « Chaque jour me persuade que dans l'état présent du monde, de la péninsule espagnole, de l'Angleterre, les questions américaines sont, sans aucune proportion, de beaucoup plus importantes pour nous que celles d'Europe, et que si nous ne les saisissons pas d'une main ferme, pour notre avantage, l'occasion perdue ne se retrouvera plus. » Quatre ans plus tard et son œuvre accomplie, il répétait au Parlement, à la veille de sa mort : « J'ai regardé l'Europe sous un autre angle que mes contemporains. J'ai vu l'Espagne et l'Amérique. »

C'est sous cet angle qu'il faut, pour le comprendre et l'expliquer, examiner son système. Le problème américain que Canning devait résoudre au profit de l'Angleterre était d'une solution malaisée et dangereuse. S'il se déclarait

avec les États-Unis pour les colonies espagnoles, il rompait avec la Sainte-Alliance; il risquait de jeter l'Espagne entre les mains de la Russie et de la France, et de provoquer une intervention de l'Europe favorable à cette dernière. Si, d'autre part, il laissait les États-Unis intervenir seuls en faveur des insurgés, l'Amérique du Sud ne leur appartiendrait-elle pas en fin de compte, et de droit?

Canning avait d'abord cherché à retarder les progrès de la Sainte-Alliance et de la France au delà des Pyrénées. C'eût été, si le cabinet dont il faisait partie lui avait permis des mesures hostiles et efficaces, supprimer peut-être un des deux termes du problème. Puis, en secret, il avait envoyé l'ordre aux consuls anglais d'aider les insurgés dans leur œuvre d'indépendance, de rivaliser de zèle avec les agents des États-Unis. Ce n'étaient encore que des demi-mesures insuffisantes.

A la fin de l'année 1823, la crise s'aggrava. Les termes du problème se resserraient par les victoires des Français en Espagne, les exigences de la Russie, les proclamations de Monroë. Le 26 décembre 1823, sur les conseils du cabinet français, Ferdinand VII adressa à l'Europe une demande de médiation avec ses sujets rebelles d'Amérique: il sollicitait en sa faveur les décisions d'un Congrès de la Sainte-Alliance. Presque à la même date, le Congrès américain entendit une déclaration capitale de Monroë (2 décembre 1823), résumé de l'histoire de l'Union depuis trente ans où se trouvait proclamé ce principe que « le moyen de vaincre les préjugés locaux et les jalousies était de rendre l'Union attentive à ses grands intérêts en Amérique. » Le Président comparait fièrement la situation des Etats-Unis en 1783, en 1823 : « En élargissant la base de notre système et nos domaines, nous avons rendu impraticable la dissolution de l'Union et du Pacte fédéral. » Pour prévenir à jamais le retour des maux qui avaient à l'intérieur menacé l'Union, Monroë préconisait l'emploi des mêmes remèdes, l'exploitation de l'Amérique du Sud, indépendante et libre, fermée à l'influence des Européens. Il déclarait enfin pu-

bliquement l'alliance conclue entre les Etats-Unis et les colonies espagnoles : il était prêt à défendre celle-ci contre toute attaque. Cet acte célèbre, déclaration de guerre à la Sainte-Alliance, si elle intervenait dans l'Amérique du Sud, quand l'Union y était formellement intervenue, régla définitivement et sans délai l'attitude et le système politique de Canning.

« Il apparaît clairement, dit-il le 1er février 1824, que si une grande partie du globe restait plus longtemps sans existence reconnue et sans relations politiques avec les gouvernements établis d'Europe, la conséquence serait très dangereuse pour les intérêts des nations européennes. » Contre les doctrines de Monroë, il fallait agir au plus vite. En proclamant le droit de non-intervention, les Etats-Unis se réservaient le droit d'intervenir seuls dans l'Amérique du Sud. Résolument, pour leur retirer ce privilège, Canning leur emprunta leur langage, leurs formules, refusa à l'Autriche et à la Russie le pouvoir d'intervenir contre les peuples libres, afin que l'Angleterre pût les défendre au delà de l'Atlantique. Il invita, au mois de juin 1824, la France à l'imiter « car, disait-il, ce n'étaient pas seulement les intérêts essentiels de l'Angleterre, mais les intérêts du vieux et du nouveau monde qui étaient en jeu. » On le voit alors, pour rompre avec la Sainte-Alliance, injurier Metternich, flatter à Londres l'agent de Monroë, Rush, affecter de ne plus traiter qu'avec lui, proclamer la non-intervention, pour s'en réserver la direction et le profit. Depuis le mois de septembre 1823, il y pensait. Le message de Monroë, les menaces de la Russie l'y décidèrent.

Notre agent à Londres, au mois de juin 1824, reçut ses confidences : elles éclairent la portée de l'adhésion que Canning donnait alors aux doctrines formulées pour la première fois en Amérique. « Les raisons, lui dit-il, que les puissances invoquaient en faveur de leur intervention en Espagne, il les aperçoit dans l'autre hémisphère. Il transporte aux Etats-Unis les considérations de voisinage et de

gouvernement que les puissances continentales ont fait valoir en Europe. » Ainsi la non-intervention au delà de l'Atlantique, c'était la même chose que la Sainte-Alliance en deçà. Et Canning ajoutait : « Il faut y faire entrer la France et l'Angleterre parce que leur commerce les rapproche, et que l'Atlantique n'est pas une barrière : » mot très profond et digne d'un grand politique qui voyait, comme un historien dégagé des petites choses par le recul du temps, les développements généraux de l'humanité. Cela même effrayait un peu notre agent qui termina le récit de cette conversation par cette conclusion : « En suivant cette métaphysique, on irait à substituer un système d'intervention à un autre, l'alliance maritime à la Sainte-Alliance, le nouveau monde à l'ancien. »

Cette critique demeure pourtant le jugement qui éclaire le mieux la politique de Canning, dans ses origines et par ses vrais motifs. On se tromperait si d'après les invectives de Canning contre Metternich, ou par les reproches du chancelier autrichien au nouveau ministre anglais, on les considérait comme les champions opposés du droit des peuples et des souverains. Autrichiens ou Anglais, ils employaient au fond les mêmes moyens au service de leur pays. « M. Canning, disait Metternich, appartient à cette classe d'hommes qui parfois entrent dans une association sans pour cela attacher leurs vœux sincères à son succès ; spéculent sur les profits du moment, et ne tâchent pas moins d'assurer leur capital en dehors de l'entreprise. » Qu'avait donc fait d'autre Metternich en adoptant la Sainte-Alliance, en prenant ses formules, en parlant son langage plus haut parfois que la Russie? Il avait donné l'exemple à Canning; le jour où celui-ci vit la nécessité de parler le même langage que les Etats-Unis, de leur emprunter leurs formules de non-intervention, il feignit d'entrer dans leur système. Il en fit celui de l'Angleterre, pour qu'elle en retirât le bénéfice comme le profit de la Sainte-Alliance avait été pour l'Autriche.

De la politique de Metternich, celle de Canning ne diffé-

rait donc que par la forme et l'objet. Les procédés étaient les mêmes, et la tactique semblable : refuser aux Etats-Unis les avantages exclusifs qu'ils exigeaient dans l'Amérique du Sud, en se posant avec eux comme le champion des peuples insurgés, et procurer à l'Angleterre aussi le bénéfice des principes de Monroë, c'était exactement ce qu'avait fait, pour fermer aux Russes les Balkans, Metternich, habile à parler le langage d'Alexandre Ier, à tirer parti pour l'Autriche seule de ce programme. C'est une grande erreur d'opposer le système anglais de non-intervention à la Sainte-Alliance. Il faut les rapprocher : ils ne se contredisent point, ils se succèdent et se remplacent.

La liberté des peuples, que Canning va invoquer, comme l'Autriche a joué de la légitimité, simple prétexte pour l'Angleterre comme pour les Etats-Unis. Aucune de ces deux nations, répètent tous nos envoyés à l'étranger, ne se soucie d'appuyer des révolutionnaires : elles recherchent leur intérêt. Ni Alexandre Ier ni Metternich n'avaient attendu autre chose de leurs déclarations en faveur des souverains.

La vérité fut que le système proclamé, pratiqué par l'Angleterre à partir de 1824 fut ce qu'avait été la Sainte-Alliance aux mains de Metternich : un moyen de prévenir, de régler même avantageusement le conflit redoutable pour l'Europe que les ambitions des États-Unis soulevaient alors sur les frontières de l'empire britannique. Les déclarations de Monroë coïncidèrent avec l'exécution qui semblait prochaine des promesses faites depuis deux ans par l'Autriche à Alexandre Ier. Pour détourner le tsar de l'Orient, les alliés de Vérone lui avaient promis une action en Amérique, à contre-cœur. Ils étaient pris à leurs offres, « M. de Metternich, écrivait alors M. de Villèle, a ville gagnée quand il a levé l'obstacle aux dépens de ceux qu'il accumule pour le lendemain. Dieu veuille que l'orage entassé par l'abus d'un tel système ne finisse par éclater! Les ravages en seront incalculables. » Entre l'Europe et l'Union américaine, l'orage en effet s'amassait, lorsque Canning prit la

direction de la politique anglaise. Il pouvait être fatal à l'Angleterre surtout, autant que des commotions orientales devaient l'être pour l'Autriche. En face de ce danger, « la guerre frappant à droite, à gauche sur son chemin », Canning enleva à Metternich pendant trois ans la direction des affaires européennes, pour maintenir la *paix du monde.* Il fit en sorte que l'Angleterre, après l'Autriche, eut l'honneur et le bénéfice de cette œuvre. Par un jeu de bascule, il *régla la balance entre l'ancien monde et le nouveau*, entre l'Europe et l'Angleterre. Son règne dura moins que celui de Metternich : il s'appuyait sur les mêmes principes, sur un emploi adroit de formules empruntées aux Etats-Unis, sur une coalition d'ambitions contraires, sur l'opposition des convoitises. Après une nouvelle période de paix, il était condamné à disparaître dans la mêlée de ces convoitises.

BIBLIOGRAPHIE

Les indications de livres, pour cette étude, sont les mêmes que celles qui seront données à la fin du chapitre suivant.

XXIV

L'ŒUVRE DE CANNING

AMÉRIQUE ET ORIENT (1824-1827)

CANNING : L'ANGLETERRE, LES ÉTATS-UNIS ET L'ATLANTIQUE

Le jour où Canning se résolut à régler pacifiquement le différend qui risquait de mettre aux prises l'Europe et l'Amérique, il eut aussitôt l'idée d'employer la méthode qui avait permis à Metternich de prévenir la crise orientale. Plus de ces Congrès européens, que l'Autriche eût limités à des affaires continentales et exploités à son profit. Un Congrès encore, mais entre les puissances coloniales et maritimes, réservé à l'examen de la question américaine et que l'Angleterre dirigerait à son gré (24 juin 1824).

Il s'agissait donc d'établir une entente préalable entre l'Angleterre et les deux puissances maritimes disposées à intervenir dans l'Amérique du Sud : les Etats-Unis qui invoquaient le principe de non-intervention, la France armée par la Sainte-Alliance. Du moment que Canning se ralliait au principe proclamé par Monroë, il ne lui fut pas difficile d'obtenir de l'Union américaine les délais et l'accord nécessaires. Une motion violente contre l'Europe apportée à la tribune du Congrès au mois de mars 1824 fut écartée par l'influence du Président. Jusqu'à la fin de l'année, il suffit à Monroë de déclarer aux représentants que l'Angleterre adhérait à la politique des Etats-Unis pour retarder tout éclat. D'autre part, à défaut de l'intervention armée

qu'il était résolu à refuser à la France, Canning lui laissa espérer le succès d'une intervention diplomatique dont elle aurait l'honneur. Comme garantie de sa promesse, l'Angleterre recula d'un an la reconnaissance qu'elle semblait d'abord prête à accorder aux colonies espagnoles. N'était-ce pas la preuve qu'elle voulait permettre à Louis XVIII de pratiquer entre Ferdinand VII et ses sujets une médiation honorable et utile ?

Le succès de ce plan habilement concerté était subordonné à l'attitude du cabinet français. Et Canning avait le droit d'espérer qu'elle serait favorable à ses projets. Si le tsar Alexandre, et Metternich pour le satisfaire poussaient la France à une guerre en Amérique, la France ne s'en souciait guère, même les royalistes qui avaient applaudi à l'expédition de 1823. « L'opinion générale, même l'opinion royaliste est fort tiède, écrivait Chateaubriand, sur la question des colonies espagnoles. Il n'y a point de ministère qui ne fût écrasé s'il s'engageait dans une pareille affaire. »

Villèle, qui aurait empêché la guerre d'Espagne s'il l'avait pu, se trouvait ainsi fort à son aise pour limiter du moins cette guerre à la Péninsule. La question des colonies espagnoles le préoccupait : comme Canning, il désirait la régler pacifiquement. Il n'était pas éloigné de reconnaître les gouvernements nouveaux de l'Amérique du Sud, parlait même de donner l'exemple en émancipant Saint-Domingue ; il conseillait à Ferdinand VII d'établir au delà de l'Amérique des infants et des royautés indépendantes, quoique le projet heurtât l'intransigeance des Espagnols et leur idée enracinée de ne rien modifier à l'état de leur empire colonial. Peu importait d'ailleurs à Villèle : dans tous les cas il avait le ferme dessein, aussi arrêté que pouvait l'être celui des Espagnols encouragés par la Sainte-Alliance, de « s'entendre avec l'Angleterre sur la question américaine ». Il l'avait dit à Montmorency, dès le 6 novembre 1822. Il le répéta à Polignac qu'il envoya en octobre 1823 remplacer le comte de Marcellus à Londres. Et Polignac, accueilli d'une façon particulièrement aimable

par le roi et la société anglaise, s'employa tout de suite à rapprocher la France et l'Angleterre sur cette affaire qui avait menacé de les diviser. Un mémorandum qu'il échangea avec Canning le 9 octobre 1823, publié au mois de mars 1824, fit connaître à l'Europe l'entente des deux puissances sur deux points essentiels : l'impossibilité de ramener l'Amérique à son ancien état ; la volonté de ne point agir contre les colonies par la force des armes.

Ainsi la France, le ministère Villèle, son ambassadeur à Londres adhéraient au principe de non-intervention. Les puissances maritimes se groupaient autour de l'Angleterre pour le faire triompher. Canning avait établi son système sur des bases solides.

La Russie et l'Autriche firent tous leurs efforts pour les ébranler. Après Vérone, Alexandre Ier avait compté disposer de la France au moins par Chateaubriand. Dans son parti, dans la nation le grand écrivain avait de l'autorité. La guerre d'Espagne l'avait fait ministre des affaires étrangères. Pour l'encourager et donner un avertissement à Villèle et au roi, le tsar lui envoya à la fin de décembre 1823 une décoration de ses ordres, sans rien donner au Président du conseil. « Toute la situation reposait sur lui seul, » disait-il à la Ferronays. Et son intention était de le faire savoir aux Français. L'effet ne répondit pas à la menace. Louis XVIII fut piqué au vif. « C'est un soufflet que l'empereur Alexandre vient de me donner sur votre joue, dit-il à Villèle. Je vous fais chevalier de mes ordres. Ils valent bien les siens. » Le résultat fut que l'autorité de Villèle s'accrut, que celle de Chateaubriand diminua en proportion, et que l'on vit Polignac traiter en dehors de lui avec le Président du conseil.

En vain, Chateaubriand, plus avisé que le tsar, engageait-il ce souverain à la prudence. S'il se déclarait impuissant à faire accepter à la France une guerre, dans laquelle l'Europe ne la soutiendrait pas, ses objections augmentaient le dépit d'Alexandre. Ses avis n'étaient pas écoutés. Et pourtant, ils étaient singulièrement éloquents et justes :

« Si l'on veut tout précipiter, si l'on nous pousse, en comptant pour rien les obstacles que présentent nos intérêts nationaux et les formes de notre gouvernement, mal à propos, on brisera mon système, on m'obligera à me retirer et tout changera avec ma retraite. »

Une manœuvre de l'Autriche, calculée pour plaire au tsar quand la France se montrait indocile et pour obliger Louis XVIII à se soumettre, justifia sa prévision. A la fin de 1823, sur les conseils de Metternich, le ministre des affaires étrangères d'Espagne, Ofalia, demandait aux puissances signataires de la Sainte-Alliance la réunion à Paris d'un Congrès européen, analogue aux conférences de Vérone. Canning ne se trompait pas en disant qu'il reconnaissait dans cette note jusqu'à la main de Metternich. Le chancelier autrichien mettait ainsi la France en demeure de choisir entre les conférences de non-intervention, et celles où la Sainte-Alliance pourrait décider une coopération armée, entre les puissances maritimes et continentales, entre Canning et lui.

La situation de Chateaubriand devenait chaque jour plus difficile. Rompre avec la Sainte-Alliance, c'était perdre le profit des victoires qu'il attendait de son entente avec le tsar. Et la suivre jusqu'en Amérique, c'était se perdre en France. Le 5 juin 1824, les instances de l'ambassadeur d'Autriche, Vincent, décidèrent Chateaubriand à tenter une démarche au nom de la Sainte-Alliance auprès de Canning. Il se fit à Londres l'avocat du Congrès que réclamait l'Espagne. Canning, deux fois à huit jours d'intervalle, refusa de l'entendre (11-18 juin). N'était-il pas en droit de se plaindre des contradictions du gouvernement français qui six mois auparavant approuvait ses plans, et les désapprouvait ensuite? « *Démarche intempestive*, » disait Polignac lui-même qui avait quitté son poste le 28 mai pour n'y être pas associé. « Il aurait fallu, écrivait Villèle, apporter plus de réserve et n'avoir pas l'air de dicter à l'Angleterre un ultimatum de la Sainte-Alliance. » Ce n'était ni le rôle, ni l'intérêt de la France. »

Décidés plus que jamais à s'entendre avec le cabinet de Londres, Villèle et Polignac, incapables d'ailleurs de désavouer leur collègue ou leur chef, prirent le parti de l'obliger à la retraite. Ils saisirent la première occasion, une discussion d'affaires et de finances. Chateaubriand, aigri par l'opposition que Villèle lui faisait dans son propre ministère, lui rendait la pareille en désavouant sa politique financière, et ses faveurs aux émigrés. Sa réserve dans les discussions que le cabinet eut à soutenir contre les Chambres pour ses projets de conversion ou de septennalité des assemblées parut d'autant plus une rupture avec Villèle qu'il avait dans le conseil approuvé ces mesures. Le prétexte fut saisi par les adversaires de sa politique étrangère qui voulaient se débarrasser de lui : on le représenta au roi comme un ministre indocile, un mauvais serviteur. Le 6 juin 1824, Louis XVIII lui donnait assez durement son congé, et chargeait par intérim Villèle de la politique extérieure. La conclusion de cette lutte intestine dans le Cabinet en marqua le caractère et la portée. Ce n'était pas un désaccord sur la direction des affaires intérieures qui rejetait Chateaubriand dans l'opposition : il était en réalité vaincu par Canning, renvoyé pour son refus d'adhérer à la politique de non-intervention, adoptée déjà par Villèle.

Metternich crut avoir lieu d'abord de se féliciter de son départ : n'était ce pas lui qui prêchait la guerre aux Français, à la Restauration, calculant avec Pozzo di Borgo les chances d'une revanche sur le Rhin? Sa chute parut à l'Autriche comme une nouvelle victoire sur la fièvre révolutionnaire que l'écrivain avait réussi à inoculer aux royalistes. « Elle ne fera sensation, disait-il, qu'à Saint-Pétersbourg. » Elle devait faire à Londres une sensation au moins égale et réjouir Canning singulièrement. Metternich avait pensé que le ministère tory, avec Liverpool et Wellesley, obligerait ensuite Canning comme Chateaubriand à la retraite. « Il est au fond en lutte avec ses collègues, » écrivait-il avec confiance, s'imaginant avoir fait coup double.

Metternich fut vite désabusé : l'opinion publique soutenait Canning. Le ministère à qui il avait rendu la popularité ne se fût pas privé de ses services. Torys, whigs et radicaux se réconciliaient à sa voix ; son système emprunté à l'Amérique produisait en Angleterre comme au delà de l'Atlantique une ère de bonne entente qui lui assurait une autorité incontestée. Lorsque le 18 juin 1824, Villèle lui adressa un désaveu des démarches de Chateaubriand, et de la Sainte-Alliance, quand il déclara renoncer à l'action combinée des puissances contre les colonies espagnoles, le chancelier autrichien sentit l'étendue de sa défaite. « Villèle, disait-il avec amertume, pose pour être de l'alliance. » C'en était fait des Congrès où la politique autrichienne s'affirmait victorieusement : « Personne ne veut m'entendre. Je suis en plein chaos, comme un homme qui à l'approche du déluge se trouverait seul dans une île déserte. » Tandis que Metternich se désolait ainsi de son impuissance, et que le tsar maudissait une fois de plus la légèreté des Français, le système de Canning, la nouvelle forme de Congrès qu'il avait conçue pour satisfaire les Etats-Unis, et régler en paix au profit de l'Angleterre les affaires d'Amérique, acceptée par la France, ne rencontrait plus d'obstacles.

Tout à coup cependant des nuages passèrent au mois de juillet 1824 sur les relations excellentes de Villèle et de Canning. Un orage qui s'était formé depuis 1820 au Brésil menaça d'éclater à Lisbonne, et de bouleverser la diplomatie anglaise.

Le souverain portugais qui avait fui, en 1808, à Rio de Janeiro l'invasion française, avait été à la fin de novembre 1820 rappelé à Lisbonne par l'émeute libérale et nationale qui mit fin à la régence anglaise de Beresford, et au gouvernement absolu. Jean VI, réinstallé dans son royaume, à la condition d'accepter une constitution promulguée le 23 septembre et le 3 novembre 1821, avait eu soin de donner les mêmes droits au Brésil qu'il avait dû quitter, le laissant à un régent, son fils Don Pedro (22 avril, 3 juillet 1821). Les Bragance étaient plus souples décidé-

ment, plus avisés que les Bourbons d'Espagne. Ils avaient rencontré les mêmes difficultés, et s'en tiraient avec prudence.

Malheureusement leurs sujets, les Portugais, ne les aidèrent pas dans cette tâche. Le Brésil, s'il était traité sur le même pied que la métropole, ne leur paraissait plus une colonie. A la fin de l'année 1821, les Cortès de Lisbonne entreprirent de le *recoloniser*. Déjà au mois d'avril, ils avaient invité des Brésiliens à venir siéger dans leur assemblée; mais l'invitation formulée comme un ordre « *de se placer sous la direction du gouvernement de Lisbonne* » valait une menace. C'était le point de départ d'un système qui devait en octobre resserrer et rétablir le joug du Portugal : rappel du régent, suppression de tout pouvoir central à Rio de Janeiro, nomination de gouverneurs et de juntes dans les provinces.

Détaché de la métropole pendant douze ans, le Brésil avait pris conscience de son unité : on la détruisait. Au contact ensuite des colons espagnols qui s'émancipaient, les Brésiliens avaient appris la liberté : un parti républicain déjà très fort dans les provinces du nord et de l'intérieur, à Pernambuc surtout, songeait et travaillait à l'indépendance. Maladroitement, le Portugal lui fournissait une occasion, qu'il ne laissa pas échapper, de s'affranchir et de rallier les Brésiliens.

Il est probable que sans la présence de Don Pedro à Rio, le lien se fût rompu immédiatement entre le Brésil et le Portugal. Mais ce prince à la tête d'un parti que dirigeait un homme politique de valeur, José Bonifacio d'Andrada, parti composé des propriétaires et des Portenos les plus riches, hostile à une république dont ils voyaient les excès et les dangers à Buenos-Ayres, offrit aux Portugais un compromis : la constitution du Brésil en un Etat relié au Portugal par l'union personnelle, sous le sceptre des Bragance, une association, au lieu du despotisme ou de l'indépendance. Les Cortès de Lisbonne repoussèrent l'offre de don Pedro avec indignation, accusèrent de trahison le parti qui

le soutenait dans la province de San Paulo (juillet-décembre 1822). La rupture désormais fut fatale : sollicité par les modérés de ne pas abandonner la colonie à une république démocratique, le régent, après s'être débarrassé d'une escadre envoyée pour le ramener en Europe (mars 1823), prit l'initiative de convoquer une Constituante (juin 1823). « Un Etat de premier ordre ne pouvait pas, écrivit-il à son père, accepter l'esclavage d'un Etat de quatrième ordre, des despotes Lusitano-Espagnols. » Dans cette déclaration de principe, il y avait une grande part de vérité. Les prétentions des Portugais étaient insoutenables : leur entêtement égalait celui de leurs voisins de Madrid. Il eut les mêmes effets. Le 13 août 1823, dans la province de San Paulo, l'indépendance du Brésil était proclamée, confirmée à Rio de Janeiro le 12 octobre. Empereur constitutionnel, couronné le 1er octobre 1823, Don Pedro Ier arrachait le Brésil à la Révolution, le conservait à sa famille et déclarait la guerre aux Portugais, exclus du nouvel Empire. Sa flotte, confiée à l'amiral Cochrane, occupait Bahia, Maranhao, Para. Comme l'Espagne, à son tour le Portugal avait perdu l'Amérique du Sud : sa situation intérieure lui laissait peu de ressources pour réparer cette perte.

Le second fils du roi, Don Miguel, la femme de Jean VI, sœur de Ferdinand VII, s'étaient mis à conspirer contre les Cortès avec l'espoir d'être soutenus par les Français entrés en Espagne et par le peuple à qui la Révolution de 1820 avait paru faire perdre le Brésil. Le comte d'Amarante, qui avait combattu en 1820 les libéraux, reprit les armes en province, fit acclamer Don Miguel par son armée (29 mai 1823). Si Jean VI ne s'était pas déclaré contre les Cortès, il risquait de perdre la couronne de Portugal, au moment où son fils aîné prenait celle du Brésil. Il n'hésita point, se mit à la tête des rebelles, renvoya les Cortès, avec l'intention d'ailleurs très arrêtée de ne pas pousser la réaction jusqu'au bout, de la modérer en feignant de la servir. Les ministres dont il fit choix, Palmella aux affaires étrangères,

le général Pamplona à la guerre, lui répondaient que ses intentions seraient suivies : il annonçait une charte. Mais le parti extrême avec qui il a dû faire alliance, appuyé sur Don Miguel et la reine, encouragé par ce qui se passait à Madrid, ne lui rendait pas la tâche facile. Il s'était gardé une place avec Oliveira dans le ministère. Le résultat de toutes ces intrigues fut, en 1824, un gouvernement incohérent, impuissant, l'anarchie dans la famille royale, dans le ministère et la nation misérable, livrée par ses malheurs à toutes les excitations, à tous les complots.

La querelle du Brésil et du Portugal, dès la première heure, avait été pour l'Angleterre un grave embarras. Les partisans de l'indépendance brésilienne, un an avant de la proclamer, avaient sollicité de Canning (30 novembr 1822) une déclaration en faveur de Don Pedro. Une réponse favorable exposait les Anglais à la perte de l'influence séculaire qu'ils avaient acquise à Lisbonne; un refus pouvait compromettre les profits qu'ils faisaient au Brésil. Canning disait vrai lorsqu'il déclarait à l'envoyé brésilien « professer un égal intérêt pour la prospérité des deux royaumes, commun quand ils étaient unis, égal depuis leur séparation ». Mais l'envoyé du Brésil avait espéré mieux que la stricte neutralité entre le Portugal et le Brésil, une amitié moins prudente, plus active. La déception des Brésiliens n'échappa point à Canning; elle accrut son embarras.

Alors il avait imaginé une solution, à coup sûr ingénieuse. L'Angleterre, au moment où l'Empire brésilien fut proclamé, s'offrit à le reconnaître, si le nouvel Empereur inaugurait son règne par l'abolition de la traite des nègres. Un pareil service rendu à la cause de l'humanité ferait éclater le désintéressement de l'Angleterre : il lui fournirait surtout une belle excuse auprès de l'Europe et du Portugal. Lord Armherst, qui partait en février 1824 pour son gouvernement de l'Inde, prit la route de Rio de Janeiro pour négocier à cette condition la reconnaissance de Don Pedro : « qu'à ce prix, le Brésil choisît de rester une colonie ou de devenir un Etat. » Peu importait à Canning que cette

mesure humanitaire parût aux Brésiliens prématurée, qu'elle fût capable de produire dans le nouvel Empire un bouleversement des conditions sociales et économiques. Ce serait de leur faute, après cela, si l'Angleterre ne leur venait pas en aide : si elle les aidait, le Portugal aurait mauvaise grâce à se plaindre.

La diplomatie de Canning ne se dépensait pas moins d'ailleurs à Lisbonne qu'à Rio de Janeiro. Il voulait convaincre les Portugais (4 décembre 1823) de renoncer à la souveraineté du Brésil. Les raisons qu'il donnait à Palmella étaient celles qui inspiraient alors toute sa politique en Amérique, le besoin surtout où l'Angleterre se trouvait de favoriser l'indépendance des colonies espagnoles pour paralyser les ambitions des Etats-Unis. « Il ne pouvait risquer tout son système sur un seul point. » Ses menaces, ses conseils, l'offre d'ouvrir une conférence à Londres, ne persuadaient pas des hommes qui se voyaient d'avance, s'ils cédaient, condamnés par tous les Portugais sans distinction de parti. Canning rédigea, cependant, un projet de médiation et l'envoya à Lisbonne : « Ce serait un déshonneur national. » Cette réponse, digne des Castillans, ne le découragea pas : tout ce qu'il espérait, c'était gagner du temps, ne pas déplaire au Brésil qui répétait « indépendance », au Portugal qui répliquait « soumission ». Arbitre entre ces deux puissances maritimes, comme il l'était entre la France, les Républiques de l'Amérique et les Etats-Unis, sur tous les rivages de l'Atlantique, il s'appliquait avec patience et souplesse à dissiper des orages, dangereux seulement s'ils éclataient.

Or, il arriva qu'à Lisbonne la trame délicate de ses négociations faillit être brutalement déchirée par un diplomate français, ennemi juré de l'Angleterre, un royaliste de l'école de Chateaubriand, Hyde de Neuville. Quand il était encore ministre, et tout fier d'avoir réduit les Anglais à subir notre intervention en Espagne, Chateaubriand avait choisi ce député, dont les discours à la Chambre contre Canning avaient fait sensation, estimé

d'ailleurs de Louis XVIII. « Il le chargea de disputer à Lisbonne le Portugal à l'Angleterre » (août 1823).

L'occasion paraissait bonne d'exploiter les colères des Portugais contre la diplomatie anglaise trop favorable aux Brésiliens. « Cela va donner, disait Chateaubriand, un bel accès d'humeur à Canning. » Dès le premier jour, les insinuations qu'Hyde de Neuville fit au ministre de la guerre, au duc de Subserra devenu tout de suite son ami, étaient venus détruire l'effet de la politique anglaise. Plus Canning prêchait la modération, plus l'ambassadeur de France prêchait la résistance, l'intransigeance. « *Il excitait les bons Portugais* » : il annonçait avec joie que le Brésil à la fois cesserait d'être une colonie du Portugal, et le Portugal une colonie de l'Angleterre. Son zèle bientôt l'emporta plus loin encore.

Il dépassa ses instructions, pour offrir à Jean VI l'appui des troupes françaises qui venaient de terminer l'expédition d'Espagne : en les amenant à Lisbonne, le roi pourrait expédier sa propre armée au Brésil contre les insurgés. Un Congrès réuni à Paris au nom de la Sainte-Alliance, le même que le ministre Ofalia sollicitait alors pour le roi d'Espagne, légitimerait cette entreprise de la France sur le Portugal, et sur le Brésil à la fois (17 décembre 1823). Des mariages enfin entre les Bourbons et les Bragance, celui de don Miguel avec la duchesse de Berry, du prince de Condé avec la fille du roi scelleraient cette entente.

Ce plan, qui se développa vers la fin de l'année 1823, renversait tous les desseins de Canning. A la faveur de son abstention, la France menaçait de lui dérober le Portugal et le Brésil. Seul le ministre des affaires étrangères Palmella restait fidèle aux Anglais : il rejetait les offres faites par Hyde de Neuville au nom de la Sainte-Alliance. Canning, en retour, consentit à proposer aux Brésiliens la médiation de l'empereur d'Autriche, beau-père de Don Pedro Ier. Mais le crédit de l'envoyé de France augmentait chaque jour, avec son zèle; rien ne le diminuait, ni l'assassinat du chef du parti français, le marquis de Loulé

(29 février 1824). ni l'émeute militaire dirigée contre le duc de Subserra par Don Miguel. Ce prince, royaliste intransigeant, aurait dû favoriser de Neuville, mais il se laissait circonvenir par les intrigues anglaises et les rancunes de l'ancien régent Beresford. Le dessein des conjurés de déposer le roi, l'énergie de Hyde de Neuville qui sauva les ministres, protégea Jean VI et lui donna asile sur un vaisseau anglais, perdirent Don Miguel qui fut exilé (13 mai) : la France eut plus de crédit que jamais.

Le gouvernement français applaudit à la décision et au succès de son envoyé. L'un des derniers actes de Chateaubriand au ministère fut de féliciter son ami et pour sa peine de lui donner carte blanche (24 mai 1824). Ce fut un motif de plus pour Villèle de forcer l'écrivain à la retraite. Mais il était trop tard pour retenir Hyde de Neuville. « Nous sommes trop timides avec les Anglais, » écrivait-il de Lisbonne le 30 mai. Et, joignant l'acte au précepte, l'envoyé de France régla tout pour faire entrer des Français à Badajoz. Il s'y prit fort adroitement : il avait conseillé à Jean VI de solliciter le concours de troupes anglaises, espérant que cette demande ne serait pas suivie d'effet et justifierait l'exécution de son plan. Canning reçut cette proposition, au moment où il se croyait assuré de la France : Hyde de Neuville avait engagé le cabinet malgré lui. Il était maître de Lisbonne, si les Anglais n'y venaient point. Et s'ils y venaient, ce pouvait être avec Villèle une rupture qui déconcertait tout le système de la non-intervention. Canning essaya de faire accepter une demi-mesure, l'envoi de troupes hanovriennes. Elle fut à Paris très mal accueillie : pendant quelques jours les deux cours furent à deux doigts d'une rupture (3-10 juillet 1824). Toute l'habileté de Canning ne l'aurait pas empêchée, si la France et Polignac à Londres n'avaient pas désavoué Hyde de Neuville, blâmé ses andaces, et laissé la place libre à l'Angleterre. Au mois de septembre, A'Court, l'adversaire toujours résolu de la France dans la péninsule, passa en Portugal, exigea de Jean VI le renvoi

de ses ministres, le duc de Subserra « de cœur tout français ». Hyde de Neuville livra auprès du roi une dernière bataille : mais Villèle le rappela d'autorité (décembre 1824). La crise se terminait à l'avantage des Anglais par la démission de Subserra (15 janvier 1825).

Elle avait cependant duré six mois, pendant lesquels l'entente des deux cours fut soumise à une rude épreuve. Hyde de Neuville avait ainsi prolongé la résistance et la politique de Chateaubriand après sa retraite. Dans l'ensemble, pour Canning, depuis le jour où Polignac lui avait apporté l'adhésion de Villèle à son système, c'était une année perdue. Louis XVIII était mort le 16 septembre 1824 : le changement de règne avait encore apporté de nouveaux retards. Le Congrès que Canning aurait rêvé de réunir à Londres, retardé de mois en mois, risquait, au train dont les choses allèrent en Amérique en 1824, de n'avoir plus ni autorité, ni effet.

Un autre Congrès, d'un caractère tout différent, et d'une portée considérable, était annoncé à la fin de 1824 pour le milieu de 1825 ; un Congrès exclusivement américain. L'idée en était venue à Bolivar, après ses dernières victoires dans le Pérou et le Haut Pérou (Ayacucho, 1824). Le *Libérateur* de l'Amérique du Sud devait songer à en être l'organisateur : constituer des Etats-Unis, au Sud comme au Nord, devint alors son rêve et son objet. Il disposait d'une partie considérable de ces Etats : il s'adressa à la République Argentine, au Brésil, au Mexique, les invitant à envoyer des délégués à Panama. Le lieu avait été choisi à dessein, à la jonction des deux Amériques, pour que les députés de l'Union du Nord pussent y venir affirmer la doctrine de Monroë, et contribuer de leur autorité, de leur exemple à l'établissement de l'Union du Sud. Des négociations engagées entre Bolivar et le nouveau Président des Etats-Unis, Quincy Adams, laissaient prévoir le succès de ce grand Congrès américain, l'exclusion définitive de l'Espagne, de l'Europe elle-même du Nouveau Monde. Le danger que Canning avait voulu prévenir, par une entente des nations

maritimes, devenait menaçant. Aux Congrès de la Sainte-Alliance européenne allait s'opposer le Congrès américain de la non-intervention : l'Angleterre n'aurait pas le temps de former à Londres, aux limites de l'Europe et du Nouveau Monde, le Congrès maritime, destiné à empêcher cette rupture irrémédiable.

Alors Canning résolut de renoncer à ces conférences, pour réaliser sans tarder son système. Il annonça au Parlement l'intention de reconnaître le Mexique, la Colombie, la République Argentine (janvier 1825) ; cette initiative pourrait déplaire à l'Europe, mais elle était nécessaire à l'Angleterre : « Nous froisserons bien des intérêts, nous causerons bien des colères, mais nous aurons gagné la partie : le repos de l'Europe ne sera pas troublé ! » C'était une partie scabreuse que jouait en effet l'homme d'Etat anglais : elle pouvait le perdre ou le consacrer.

A Londres même, Metternich avait d'abord excité contre lui tous ses collègues du cabinet, Wellington, Peel, Westmoreland, lord Eldon, les torys alarmés de ce qu'ils considéraient comme une rupture décidée avec leur politique et leurs alliances antérieures. Le roi lui-même, Georges IV, servait leur résistance et s'efforcait d'arrêter Canning (9 janvier 1825). L'autorité de lord Liverpool, satisfait et certain de la popularité que Canning avait rendue au cabinet tory, le soutint à cette heure décisive. Le ministère passa outre aux menaces de l'Autriche; il approuva les traités de commerce négociés ou déjà conclus avec les Etats américains, préfaces d'une reconnaissance officielle (février 1825).

Contre ces colères et ces intrigues, la grande ressource de Canning fut surtout son adresse à escompter, à ménager le consentement du cabinet français. Qu'avait-il à craindre des puissances continentales, si la France n'appuyait pas leurs réclamations? Nul besoin d'un Congrès, si elle lui donnait carte blanche. L'attitude de Villèle dans les affaires du Portugal l'encourageait à espérer la même condescendance. Après quelques regrets « qui s'évaporèrent

en paroles », Villèle, le 1er février 1825, chargeait en effet Polignac de la déclaration suivante : « L'Angleterre a plus d'intérêts que nous à l'émancipation des Américains du Sud. » Il la laissait libre de les sauvegarder à sa guise.

De la politique étrangère, Villèle se faisait une tout autre idée que Chateaubriand. « La France, disait-il, n'est pas dans une situation simple ; elle a un pied sur terre, et l'autre sur mer, pas assez forte pour résister à l'Angleterre sur mer, ni pour lutter sur le continent avec l'alliance formidable qui y existe. Que doit-elle faire ? défendre son honneur et sa sûreté, renoncer à la prétention d'imposer aux autres des lois que nous ne sommes pas en mesure de faire exécuter, et attendre. » Rien ne ressemblait moins à l'initiative hardie, presque révolutionnaire, conseillée et pratiquée par Chateaubriand, que ces calculs et cette réserve conformes peut-être à la prudence et à la sagesse. Rien ne pouvait mieux servir Canning que ce recul des ambitions et des exigences françaises. C'était l'adhésion volontaire, ou contrainte, de toute l'Europe à ses desseins. Il avait le champ libre en Amérique.

Au mois de mars 1825, assuré de la cour de Portugal, il envoyait à Lisbonne sir Ch. Stuart, qui arrachait le consentement du roi à la reconnaissance du Brésil (13 mai 1825). Pour ménager l'amour-propre portugais, Jean VI aurait voulu rester du moins le premier empereur en titre des Brésiliens. Cette concession que deux ans plus tôt il eût obtenue lui fut refusée : l'Angleterre, pour se créer des droits sans réserve à la gratitude du Brésil, obtint même que son agent sir Ch. Stuart eût l'honneur de porter à Rio de Janeiro la bonne nouvelle de la capitulation de la Métropole. Il y arriva en juillet 1825, accueilli triomphalement, chargé par le roi de Portugal de proclamer l'indépendance du Brésil (29 août 1825). Deux mois après le nouvel Empire, reconnu par l'Angleterre, lui accordait des avantages commerciaux de premier ordre et promettait d'abolir la traite des nègres (10 octobre 1825).

Le commerce, le crédit de la Grande-Bretagne auprès

de tous ces États nouveaux se ressentirent aussitôt de l'initiative que Canning avait su prendre, de son art et de son audace tout ensemble. Bientôt les Anglais se virent en possession des mines du Mexique et de la Colombie. Le Pérou qui n'exportait pas 30000 francs de marchandises en Espagne, en fit passer pour plus de 30 millions à l'Angleterre. En peu de temps, 3000 Anglais s'installèrent à Valparaiso. Le port de la Plata, Buenos-Ayres, celui de l'Uruguay, Montevideo expédièrent à Londres pour plus de vingt millions de dollars en laines. Et dans tous les ports du Sud, le chiffre total des opérations commerciales s'éleva jusqu'à 220 millions de francs, un chiffre qui avant représentait les transactions de l'Espagne avec l'Amérique en général. Lorsque un an après, le 12 décembre 1826, Canning vint triomphalement annoncer au Parlement le succès de sa politique, il parla de la liberté procurée à des peuples nouveaux : « Je les ai appelés à la vie. » Il parla surtout de ce monde colonial ouvert à l'Angleterre : « Mes paroles, dit-il, auront pour les oreilles et les cœurs anglais un son dix mille fois plus agréable que la nouvelle de n'importe quel succès politique. » Il y a en effet des victoires pacifiques, qui valent pour des Anglais largement les plus nobles causes, les plus beaux faits d'armes : c'était une de ces victoires que le système de Canning leur avait procurée. Après les profits de l'Autriche, ceux de l'Angleterre, plus solides, plus lucratifs.

Le ministre anglais ajoutait : « J'ai réglé la balance entre l'ancien monde et le nouveau. » Par là il marquait la portée plus haute, plus large, véritablement européenne de sa politique. « La reconnaissance des colonies espagnoles, a dit l'annaliste Lesur à cette époque même, est un des actes les plus mémorables des temps modernes. » Elle a réglé en effet le rapport des deux mondes et apporté à l'Europe trop attachée à ses querelles intérieures la solution d'un problème redoutable pour son avenir.

Le Congrès européen à qui Canning avait voulu soumettre ce problème s'était trouvé retardé, tandis que s'annonçait

celui de Panama. Mais à son tour le Congrès de Panama fut renvoyé jusqu'au 22 juin 1826. Quand il s'ouvrit, par l'enthousiasme des Américains du Nord et du Sud on put voir que la doctrine de Monroë s'était propagée du Saint-Laurent à la Plata : c'était l'intervention effective des Etats-Unis dans le continent du Sud, préparée, réglée par le système américain de la *non-intervention*, le recul de l'Europe en deçà de l'Atlantique. Celle-ci s'en apercevait, un peu tard. « Quel sera le Congrès européen qu'on opposera à celui de Panama? » demandaient les journaux en France (juillet 1826). « Mon sang se fige à la pensée que la République des païens de l'Amérique va devenir l'idéal suprême, » écrivait Gentz à Adolphe Muller. D'une côte à l'autre de l'Atlantique des cris de guerre s'échangeaient entre « la Sainte-Alliance de la liberté et la Sainte-Alliance des despotes ».

En n'attendant pas ces extrémités, l'Angleterre avait pris pied depuis 1825 dans l'Amérique du Sud. Son influence à Rio de Janeiro, à Buenos-Ayres, empêcha le Brésil et la République Argentine de se faire représenter au Congrès de Panama, comme ils l'avaient promis. Les riches commerçants de ces villes avaient tout intérêt à ne pas provoquer l'Europe : ils en vivaient. La Colombie, le Guatemala, le Mexique et le Pérou se trouvèrent ainsi réduits à un Congrès incomplet que les fièvres dispersèrent dès le mois de septembre.

Même aux Etats-Unis, un grand parti d'opposition, excité par l'Angleterre, se forma contre le gouvernement et blâma son adhésion au Congrès de Panama. L'un des principaux motifs de cette résistance fut la crainte que ce Congrès ne favorisât les entreprises communes de la Colombie et du Mexique sur les îles de Cuba et de Porto-Rico. L'esprit de conquête amenait déjà les deux Amériques à se séparer avant de s'être unies. Le 4 mars 1826, après cinq mois de débats, l'Union affirma son intention formelle « de ne contracter avec aucune nation aucune alliance ni offensive, ni défensive ». C'était la guerre avec l'Europe désormais

éloignée, les ambitions de l'Amérique du Sud neutralisées par celles des Et ts-Unis. En se déclarant pour la politique de non intervention, Canning l'avait mieux enchaînée que l'Europe et la Sainte-Alliance par une hostilité trop déclarée. La paix était assurée; le vieux monde préservé de l'orage qui l'avait menacé si rudement dans ses intérêts, dans sa vie même.

Le grand mérite de l'homme d'Etat anglais avait été de voir, avant tout autre, l'étendue de cet orage, sa puissance presque fatale, ses limites aussi. Les victoires de Bolivar ne l'avaient pas aveuglé sur la fragilité de son œuvre. Le *Libérateur* avait dû recourir, comme tous les généraux qui détruisirent la domination espagnole à la force, à l'alliance brutale avec les indigènes, les gens de couleur. Dans la guerre et par sa volonté, l'union des races s'était imposée. Dans la paix, elle redevint aussi malaisée qu'elle l'avait été aux premiers temps de la révolte. Les indigènes réclamaient leur salaire et l'obtinrent : la Colombie, le Vénézuéla firent d'eux des citoyens, des propriétaires (juillet 1821); le Pérou leur distribua des terres et des droits. Outre que l'embarras était grand de gouverner avec ces hommes tenus si longtemps à l'écart de la civilisation, livrés d'avance à toutes les dictatures, les Européens réclamaient une part d'influence égale à leur supériorité. En Colombie même, où Bolivar était si puissant, les bourgeois de Bogota, le vice-président Santander organisaient contre lui et son œuvre trop favorable aux indigènes la résistance. Pendant le Congrès de Panama même, le général Paez sépara le Vénézuéla de la Colombie pour le rendre aux Espagnols de Caracas et de Valencia (novembre 1826). Bolivar fut réduit, pour défendre son autorité, à des coups d'Etat perpétuels.

En faisant son pouvoir instable et violent, cette lutte des races momentanément unies contre l'Espagne condamnait aussi ses projets de fédération américaine.

Si le Brésil et la Plata refusèrent leur concours au moment décisif, ce fut surtout parce que les colons, les blancs, cultivés et riches de ces provinces, menacés par la pous-

sée des races indigènes, ne voulaient pas de la politique pratiquée au Pérou et en Colombie. « Pour consolider la puissance de la bourgeoisie des blancs, ils avaient, au contraire, escompté l'émigration européenne. » « Dites adieu à la domination de vos ancêtres, misérables débris de la race primitive, » disait un Argentin qui appelait d'autre part les colons d'Europe. Il est remarquable encore que l'opposition de l'Union américaine au Congrès de Panama se recruta surtout parmi les propriétaires, les orateurs de la Virginie, les politiques des États du Sud. Un accord avec Bolivar leur parut une menace de l'émancipation des nègres dans les Antilles, bientôt dans leurs domaines. Intérêts et préjugés de race, à Washington comme à Buenos-Ayres, déterminèrent la résistance de la moitié au moins des États-Unis. « Je voudrais voir les députés que nous recevrons de ces pays-là, dit le sénateur de la Virginie, M. John Randolph, quel sera leur caractère, *quelle est leur couleur.* »

Ainsi, le grand problème qui devait quarante ans plus tard compromettre l'Union du Nord, se posait déjà pour rendre impossible l'Union des deux continents. On ne s'entendait pas sur le sens à donner à la formule de Monroë : « L'Amérique aux Américains. » Qu'était-ce que les Américains, Européens établis dans le Nouveau-Monde, ou habitants de l'Amérique en général? Plus d'une guerre civile au nord et au sud des Antilles devait encore surgir de ce débat, avant que l'Europe eût à redouter une déclaration de guerre générale de toutes les Républiques échappées à son joug. C'étaient ces germes de discorde que Canning avait su reconnaître et développer. Sa diplomatie avait ruiné le Congrès de Panama : écoutée à Washington, à Rio-de-Janeiro, à Montevideo, parce qu'elle flattait les aspirations des peuples et des gouvernements, elle précisa les rivalités et les haines qui les divisait. Intervention pacifique et adroite qui valait mieux que l'intervention brutale recommandée par la Sainte-Alliance de 1818 à 1826. L'exemple de l'Espagne aurait pu instruire l'Europe : là où elle avait opposé aux blancs les gens de couleur, exploité

les haines de races, sa domination n'avait pas été détruite. Elle disparut pour jamais, quand ses violences eurent réuni tous ses sujets dans les camps de Saint-Martin et de Bolivar. Si la Sainte-Alliance avait réussi à déterminer une croisade européenne contre l'Amérique, Bolivar fût devenu à Panama le champion accepté par tous d'une croisade contre l'Europe. Les violences, que Canning réussit à prévenir, auraient certainement causé la ruine de toutes les puissances coloniales au delà de l'Atlantique. C'est en ce sens que peu de temps avant sa mort celui-ci pouvait s'applaudir avec raison d'avoir rétabli l'équilibre entre l'ancien monde et le nouveau. Le triomphe de sa politique était une belle victoire, non seulement pour l'Angleterre, mais pour l'Europe.

CANNING : L'ANGLETERRE ET LA QUESTION DE LA MÉDITERRANÉE

Dans une conversation qu'il eut peu de temps après son arrivée à Londres avec Canning, Polignac rapporte que le ministre eut dès cette époque « l'idée de jouer un nouveau rôle en Orient ». L'Angleterre repoussait les moyens proposés par Metternich pour détourner sur l'Amérique la fièvre de guerre et de conquêtes encouragée par les ministres de France et de Russie : il fallait qu'elle en trouvât d'autres pour préserver les Balkans. Elle ne tenait pas moins que l'Autriche à la durée de l'empire ottoman ; elle préférait son intégrité à l'établissement des Français dans la Méditerranée ou des Russes à Constantinople.

Or, jamais l'opinion française ne s'était plus fortement prononcée qu'en 1823 en faveur des Grecs. Le réveil militaire de la nation, les succès de la royauté, la politique de Chateaubriand encourageaient ces manifestations philhellènes. De toutes parts, des comités s'organisaient pour envoyer aux insurgés de l'argent, des armes, des munitions. Des volontaires s'enrôlaient. Un Français négociait

un emprunt à Paris pour la république grecque. Le marquis de Noailles, à la Chambre, sollicitait Louis XVIII de lui venir en aide, réclamait la croisade contre les musulmans. Le parti libéral exigeait l'intervention au nom du droit.

Au même moment les puissances européennes étaient convoquées à Saint-Pétersbourg par le tsar Alexandre Ier pour donner leur adhésion au plan qu'il avait formé de constituer trois nouvelles provinces sous son protectorat sur les rivages de la mer Egée.

Cette double conquête, par mer et par terre, semblait enfin préparée, fatalement amenée par l'action intérieure et extérieure de la nation hellène. La dispute personnelle qui s'était élevée entre le représentant des Klephtes, Kolokotronis et le chef des constitutionnels, Mavrocordato, divisait tous les Grecs. A l'heure du péril, les hommes et les partis s'étaient unis. Le péril passé, ils ne s'entendaient plus sur la forme du gouvernement : les uns, incapables de se plier aux habitudes légales, à demi sauvages, favorisaient les dictatures militaires ; les autres, plus civilisés, invoquaient les libertés de la Grèce antique. Kolokotronis chassait de Nauplie l'assemblée qui, réfugiée à Astro (mars 1823), le condamnait solennellement. Le vieux général espérait avec le concours du pouvoir exécutif triompher du Sénat. Il tenta contre lui un coup d'Etat le 15 décembre. Les constitutionnels échappèrent, s'enfuirent à Kranidi ; appuyés sur les îles d'Hydra, de Spezzia, dont la richesse et la marine, étaient considérables, ils reprirent la lutte. Kolokotronis et ses lieutenants gardèrent les places fortes de terre ferme, Nauplie, l'Acrocorinthe, Tripolitza, Athènes. La guerre civile déchirait la Grèce. Et c'était l'heure, où les flottes de Méhémet-Ali, occupant la Crète (septembre 1823), se disposaient à débarquer en Morée une armée de vingt mille hommes, une artillerie puissante. En cet état, les patriotes hellènes, dans les deux camps, plus que jamais recouraient à l'Europe, lui demandaient son arbitrage et son appui. Une négociation s'ébaucha entre

Mavrocordato et la famille d'Orléans pour transformer la République en une monarchie protégée par la France, appuyée sur ses finances et sur ses armées.

L'intervention de la France dans la mer Egée n'était pas moins fâcheuse pour l'Angleterre que celle des Russes dans les Balkans pour l'Autriche. Et cependant Canning, en rejetant la note espagnole d'Ofalia (décembre 1823), imaginée par Metternich comme une dernière tentative de diversion au delà de l'Atlantique, s'était lui-même obligé à trouver d'autres remèdes. « La politique anglaise ne représente plus rien du tout, écrivait Metternich le 23 janvier 1824. L'incertitude et le néant ne constituent pas la politique. » Il ne suffisait pas, en effet, que l'Angleterre refusât de prendre part aux conférences de Saint-Pétersbourg et blâmât les projets de la Russie, pour les empêcher. Metternich avait du moins trouvé une diversion : puisqu'elle n'était pas du goût de Canning, à lui, d'après son langage même, « de prendre la queue de la poële » et de faire mieux.

L'histoire a dit de lui qu'il avait été un opportuniste de génie. Elle ne l'a jugé que par son rôle dans les affaires d'Orient, où les intérêts généraux de l'Angleterre et sa façon de les servir ne comportaient pas d'autre méthode.

Les Anglais, dans les conflits qui pouvaient ruiner l'empire ottoman, ou détruire les espérances de la Grèce, n'avaient point à prendre parti. « Cette guerre ne nous regarde pas, » disait, le 1er décembre 1824 encore, Canning au gouvernement de Nauplie, qui sollicitait son appui. Liée à la Porte par des relations amicales et des traités, intéressée à sa durée, la Grande-Bretagne lui devait, comme l'Autriche, au moins la neutralité, si elle ne souhaitait pas sa victoire. Cela eût été, de la part de Canning, conforme à ses déclarations de non-intervention.

Mais alors c'était laisser le champ libre à l'intervention, aux ambitions de la Russie et de la France, leur livrer la Turquie abattue, la Grèce reconnaissante. Les événements pendant l'année 1824 se précipitèrent en ce sens : après d'épouvantables massacres dans l'île d'Ypsara et une attaque

inutile contre Samos, la flotte turque du Capitan-Pacha joignit l'escadre égyptienne (septembre 1824). Il semblait que devant ce nouvel ennemi les Grecs eux-mêmes perdissent courage. Leur désespoir, leurs misères et les cruautés de leurs adversaires appelaient les sympathies de l'Europe. Déjà au mois de juin 1824 la Russie faisait accepter à l'Europe, comme une nécessité, l'intervention des puissances en faveur des Grecs. La forme de la coopération n'était pas encore fixée : mais pour que Metternich en admît le principe, il fallait que l'opinion publique se fût fortement prononcée en Russie surtout et en France contre les Ottomans. D'un jour à l'autre le duc de Nemours pouvait être appelé au trône de Grèce.

Canning dut alors chercher le moyen de prévenir cette intervention, en intervenant lui-même, mais le moins possible. Il laissa les comités philhellènes se développer à Londres, envoyer de l'argent et des volontaires en Grèce. Au mois d'octobre 1824 enfin, il formula son plan. « Le moment était venu, déclara-t-il, d'imposer aux belligérants des conditions de paix acceptables pour tous deux ; le maintien de la souveraineté ottomane, modifiée de façon à procurer aux Grecs une indépendance relative. » Limiter à la fois le pouvoir des Turcs et la liberté des Grecs, en les proclamant également, tel fut l'expédient que Canning proposa à l'Europe pour terminer le conflit, pour prévenir surtout le démembrement de l'empire ottoman par la Russie et par la France. Il refusa de discuter le projet russe à Saint-Pétersbourg ; les colères du tsar ne l'effrayaient pas : il ne voulait pas d'un congrès qui permettrait l'action de la Russie. Il offrit une intervention diplomatique, une médiation dont la base serait la proclamation de la liberté grecque. Son plan était alors « d'accorder aux Grecs le bénéfice de l'émancipation pour empêcher les Russes ou la France d'établir leur protectorat ».

Ce plan devait séduire Metternich : n'était-ce pas son désir et son œuvre d'écarter ainsi, depuis dix années, la Russie des Balkans, d'y maintenir la paix ? A son tour, il

proposa, le 15 janvier 1825, de négocier avec la Porte pour lui faire admettre l'indépendance des Grecs, sinon comme un droit, du moins comme une *mesure de fait*. « Les cabinets, disait-il, seront peut-être surpris de nous entendre énoncer cette idée. » A coup sûr ce n'était plus le langage du chancelier à Vérone : « Les Grecs n'étaient donc plus des insurgés, comme ceux d'Espagne et d'Italie, ils étaient une nation soupirant après l'indépendance politique. » Metternich ne se trompait pas en prévoyant que cet hommage rendu aux droits des nations par l'Autriche provoquerait en Europe quelque surprise.

A Saint-Pétersbourg, ce fut de la colère : « Une idée pareille naître sur le sol autrichien ! s'écria Alexandre Ier, et la voir admise par un cabinet qui s'était de tout temps déclaré le défenseur des principes, l'ennemi des révolutions. » A cet arrangement, il reconnut l'influence de l'Angleterre. « MM. de Metternich et Canning, disait-il à notre envoyé, ne peuvent se souffrir. C'est affaire d'inimitié personnelle. Il n'y a pas d'inconvénients à ce qu'ils disent du mal l'un de l'autre, cela n'ira pas loin. » Au fond, il les voyait d'accord et résolus à substituer une médiation pacifique à son intervention, à émanciper les Grecs, pour l'empêcher de régler l'affaire à son profit.

A leur entente, le tsar opposa ce qui faisait sa force, les engagements de la Sainte-Alliance. L'Autriche pouvait-elle oublier ce qu'elle devait à cette alliance en Italie, en Allemagne, Carlsbad, Laybach et Vérone? Le 12 janvier 1825, il saisit ses alliés infidèles d'une demande formelle d'intervention dans les Balkans : il avait droit à des mesures coercitives analogues à celles qu'il avait lui-même permises dans les autres péninsules.

L'embarras de Metternich, en effet, fut alors très grand. L'heure paraissait venue d'acquitter une dette solennellement contractée, de régler le compte des belles paroles et des promesses prodiguées à la Russie. « Nous soutiendrons, disait-il, la cause de la Russie avec une correction aussi active qu'entière. » C'étaient là encore des mots : le

tsar lui demandait des actes. Déterminé à un refus, Metternich imagina d'y associer la France. Dans les Congrès, la chose lui avait plus d'une fois réussi. Sa femme était malade, mourante, en traitement à Paris. Sous prétexte d'aller lui fermer les yeux, le chancelier s'en fut passer un mois en France. Il trouva Villèle, Charles X et son nouveau ministre des affaires étrangères, le baron de Damas, disposés à l'entendre : « des éponges avides d'absorber ses idées. » L'influence de Pozzo di Borgo, ce grand agent de l'alliance franco-russe, n'existait plus : « La France sera, écrivait-il, dans l'affaire d'Orient, entièrement avec nous. » Ordre fut donné en effet conjointement par Charles X, par François d'Autriche à leurs plénipotentiaires aux conférences de Saint-Pétersbourg, enfin ouvertes (février-avril 1825), de repousser *toute idée de coercition*, de refuser en un mot l'intervention de la Russie. Canning ne pouvait désirer mieux. Au moment critique, la Sainte-Alliance faisait banqueroute à l'empereur Alexandre. Elle avait donné l'Italie et l'Allemagne à Metternich, l'Espagne à la France : elle refusait les Balkans à la Russie.

Après dix ans de négociations et d'efforts, Alexandre Ier se trouvait plus isolé encore qu'au congrès de Vienne. Après un dernier appel à la bonne volonté de ses alliés sur lesquels il ne comptait plus, il rompit et laissa là le 17 avril 1825 les conférences de Saint-Pétersbourg. Le 20 mai, l'Autriche et la France officiellement lui refusaient le droit de régler, par la voie des armes, la question d'Orient. On conçoit que la déception du tsar fut profonde et ses réflexions plutôt tristes : « Il avait entrevu la vérité, » constaté comme Metternich l'avait joué par des promesses qui n'étaient que mensonges. Le chancelier avait bien essayé encore de lui offrir une de ces satisfactions qui ne lui avaient jamais rien coûté : un effort commun de l'Europe pour conserver au roi d'Espagne les îles des Antilles, les seules de ses colonies qui ne fussent pas désormais perdues, une intervention à Cuba, à défaut d'une action dans les Balkans. Mais il avait trouvé Villèle, le

28 mars, aussi résolument opposé à l'une qu'à l'autre. Il ne lui resta qu'à constater « qu'on était très monté contre l'Autriche à Saint-Pétersbourg ».

Etait-il surprenant qu'après tant de sacrifices à ses alliés, le tsar ne se consolât pas « d'avoir manqué l'affaire », comme le disait son chancelier Nesselrode? Un instant, le dépit, la colère semblèrent pousser Alexandre Ier aux mesures extrêmes. Pozzo di Borgo, après Capo d'Istria, lui conseillait, le 16 octobre 1825, de mettre à l'Autriche le marché à la main, de commencer, avec elle ou contre elle, la guerre dans les Principautés. Après Capo d'Istria, Pozzo fut sacrifié au dessein permanent de son maître de n'engager l'affaire d'Orient qu'avec la complicité ou l'abstention forcée de l'Europe. Alexandre Ier se résignait à sa défaite : il s'en alla tristement contempler les rivages de cette mer Noire où sa grand'mère, inspiratrice de sa politique, avait conduit les Russes, qu'il avait, avec Napoléon d'abord, puis contre lui et avec ses vainqueurs, espéré couvrir de ses flottes et de ses armées jusqu'à Constantinople. Il succombait le 1er décembre à la ruine de ses espérances : « Mes nerfs, disait-il avant sa mort, sont dans un désordre épouvantable. Ah! j'ai sujet dans les temps actuels d'être bien malade. »

Un de ses derniers actes avait été d'envoyer son ministre à Londres (24 octobre 1825), le comte Lieven, exprimer à Canning le désir qu'il se chargeât désormais des affaires d'Orient. Réduit à l'impuissance par la trahison de la France et de l'Autriche et pourtant pressé par son peuple de secourir les Grecs, le tsar ne voyait plus de ressource que d'accepter le projet anglais d'une intervention diplomatique réclamée par tous les peuples chrétiens. Ibrahim-Pacha, malgré les exploits de Canaris et de Miaoulis, arrachait aux Grecs la Morée, et l'occupait avec des renforts incessamment renouvelés. Reschid-Pacha s'acharnait contre Missolonghi dont la possession devait lui donner la Grèce continentale (1825). Si l'Europe tardait, sourde aux appels des Grecs et des philhellènes chaque jour plus nombreux

et plus éloquents, les gouvernements s'exposaient aux reproches redoutables du public. « Les désastres de l'Hellade seraient nos désastres, » s'écriaient le général Foy et Chateaubriand, libéraux ou royalistes à la tribune de la Chambre. Pour les satisfaire, le prince de Polignac pria Canning à son tour, comme l'ambassadeur russe, de prendre l'affaire en mains. L'envoyé d'Autriche faisait de même. « Un membre après l'autre de la Sainte-Alliance venait lui déclarer, écrivait-il alors à lord Granville, que l'Angleterre seule pouvait les tirer de ces difficultés. » Son triomphe aurait été plus grand encore, s'il avait pu lire cette confidence contemporaine de Metternich (8 novembre 1825) : « Le dénouement de la question grecque n'est plus à Pétersbourg ou à Constantinople : *il est à Londres.* »

Ce fut alors la grande époque du ministère de Canning : les torys qui l'avaient combattu, le roi, son principal ennemi, avaient désarmé devant son génie auquel l'Angleterre tout entière rendait hommage. Son autorité rappelait celle de Pitt : elle était assez grande pour lui permettre de reprendre entre l'Irlande catholique et les protestants l'œuvre de pacification religieuse et nationale où ce grand ministre avait échoué, l'*émancipation des catholiques* (mars 1826). On était prêt à accepter comme un acte de bonne politique l'effort de l'homme d'État qui avait sauvegardé et fortifié la situation de la nation dans le Nouveau-Monde. En Orient on s'attendait à le voir de même concilier les sympathies religieuses et libérales de l'Angleterre pour le peuple grec avec ses intérêts dans la mer Egée. C'était là cependant la partie la plus délicate de son œuvre : point de système qui fût bon à servir Grecs et Turcs à la fois. Canning dut s'en tenir à une politique de médiation et d'expédients qui, au milieu de ses succès, lui ménageait bien des déceptions.

A l'entendre, le départ de son cousin Strattford-Canning pour l'Orient « allait y créer une époque toute nouvelle ». C'était la première fois, depuis la révolte de 1821, qu'un diplomate européen venait trouver les Grecs et

leur offrir de plaider leur cause : mais la grande nouveauté eût été qu'à la veille d'écraser les chrétiens avec l'aide de l'Egypte, le Sultan à la prière de l'Angleterre leur pardonnât. C'était cette prière que Strattford-Canning allait porter à ses pieds : pour fléchir la Turquie et lui faciliter le pardon, il avait obtenu en passant par Nauplie que la Grèce se contentât de la Morée, des îles et d'une indépendance de fait qui laisserait subsister la suzeraineté de la Porte. Ainsi les Grecs eussent été affranchis, et l'intégrité de la Turquie en droit maintenue. Mais il fallait convaincre le Divan : Canning eût manqué de prévoyance, s'il n'avait compté que sur l'éloquence de son cousin. Entre Etats, les meilleurs arguments sont, le plus souvent, la force. L'Angleterre avait interdit à la Russie de s'en servir : ne pouvait-elle pas faire craindre aux Turcs qu'on l'emploierait, et joindre la menace aux conseils? Par l'intervention russe qu'on avait évitée ne réussirait-elle pas à appuyer, à faire accepter une intervention diplomatique, honorable, avantageuse pour les Anglais. Canning le pensa et s'y employa.

Tandis que son parent allait à Constantinople et en Grèce tenter le principal effort, Strangford, à Saint-Pétersbourg où on l'envoya, fut chargé de lui procurer les arguments, les menaces nécessaires. Ancien ambassadeur à Constantinople, il y avait travaillé pour la Sainte-Alliance. Sa présence devait être agréable à Alexandre Ier. Nul n'avait plus d'autorité pour invoquer encore les *principes conservateurs de la Sainte-Alliance européenne*, pour faire entendre en Russie des paroles qui feraient à Constantinople un effet salutaire : Canning lui avait bien recommandé d'ailleurs d'obtenir à tout prix le rétablissement définitif des relations entre la Turquie et le tsar, le retour d'un ambassadeur russe auprès du Divan, M. de Ribeaupierre. La paix assurée, on pourrait sans danger menacer la Porte d'une guerre européenne si elle ne cédait point. Déjà même Canning prenait ses dispositions avec l'amirauté pour envoyer dans la Méditerranée une flotte anglaise, russe,

française : autant de moyens secondaires, mais efficaces, de persuader les Turcs que l'Angleterre avait la volonté d'être écoutée.

La mort d'Alexandre Ier ne modifia rien à ce plan général. Wellington reçut la mission d'aller (février 1826) féliciter de son avènement le nouveau tsar Nicolas Ier. Ce choix était un dernier calcul de Canning. « Il y a un an, dit-il, il ne m'aurait nullement convenu. Mais aujourd'hui que j'espère sauver la Grèce par le seul effort du nom russe sur la Porte, j'envoie le duc de Wellington. Je n'ai pas peur que l'autocrate lui mette en tête le rêve d'une nouvelle Sainte-Alliance. » La présence à Saint-Pétersbourg de l'homme d'Etat anglais qui pour toute l'Europe représentait les principes de 1815, la complaisance de l'Angleterre aux desseins de l'Autriche et du tsar n'étaient encore qu'une nouvelle mesure d'intimidation à l'adresse des Turcs.

Telle fut la série d'expédients, ils ne méritent pas d'autre nom, que Canning avait imaginés au début de 1826, pour faire accepter aux belligérants sa médiation. « Depuis le jour, disait justement un de nos diplomates, où Canning a senti la nécessité de se mêler aux affaires d'Orient, embarrassé par son principe de non-intervention, il a cherché et cru trouver des combinaisons pour violer ce principe en lui conservant sa valeur. » Comment secourir les Grecs sans intervenir, et comment intervenir, sans violer le principe de non-intervention qui formait la garantie précieuse de l'intégrité de l'empire ottoman? Le moyen qu'avait imaginé le ministre anglais ressemblait fort aux procédés de Metternich, contradictoires comme les siens : même système, depuis 1818, d'intervention en Italie, en Espagne ou en Grèce, sauf en Turquie. Même coquetterie avec le tsar pour s'en servir comme d'un instrument de menace à l'égard des Allemands ou des Grecs. Même danger de jouer avec les ambitions d'une puissance fortement attachée à la poursuite de ses desseins séculaires, d'ouvrir les digues d'un torrent avec l'espoir de le contenir et de le diriger.

Canning ne tarda pas à en faire l'expérience : le nouveau tsar à qui s'adressaient ses coquetteries avait besoin de prouver sa force et de conquérir l'affection de ses sujets. Troisième fils de Paul Ier, il était monté sur le trône à la place de son frère aîné, le grand-duc Constantin (24 décembre 1825). Quoique pendant un mois les deux frères eussent paru rivaliser de désintéressement et refusé à tour de rôle la couronne, ce changement dans l'ordre de succession, cet interrègne avaient ébranlé l'autorité souveraine. Une révolte militaire qui paraît avoir eu son origine dans un effort des Polonais pour retrouver quelque liberté dans une réconciliation des Slaves vainqueurs et vaincus sous le sceptre de Constantin, leur gouverneur, éclata le 26 décembre et ne fut réprimée que par la force. Occuper les Russes par la guerre, les séduire par des conquêtes, que l'Europe les permît ou ne les permît point, telle devait être la pensée d'un souverain jeune, belliqueux de tempérament et par politique. Nicolas ne cacha pas qu'il blâmait les hésitations de son frère. Tout ou rien paraissait avoir été la devise d'Alexandre Ier, et rien le résultat de sa longue et stérile activité. Nicolas Ier était prêt à faire une part à toutes les ambitions pour satisfaire les siennes. Il le dit à Wellington dès le premier jour : « *La Turquie était atteinte d'une maladie incurable.* » Au premier jour, il donnait la formule de son règne, toute différente de celle de son père, le fameux programme de l'*homme malade*, dont il appelait les forts « *à se partager l'héritage* ». A Catherine II, la grande impératrice encore, il empruntait son système, la leçon du partage de la Pologne, au lieu de la méthode qu'Alexandre Ier avait cru bon de pratiquer comme elle, pour acquérir l'Orient tout entier en écartant, en divisant l'Europe.

Le tsar déclara donc qu'il entendait régler seul sa querelle avec les Turcs, laissant bien volontiers à l'Angleterre le soin de régler la querelle des Grecs avec la Porte. Le 24 mars, il adressait à Constantinople un ultimatum : « après cinq années d'une longanimité sans exemple », la Russie récla-

mait que l'indépendance des provinces roumaines et de la Serbie fût proclamée dans les six semaines. Elle ne disait pas un mot des Grecs. Ces déclarations et le silence de Nicolas Ier indiquaient nettement les conditions du partage qu'il offrait. Libre aux Anglais de choisir : il n'attendait pas leur réponse pour se nantir. Il n'entendait pas jouer le rôle que lui réservait Canning d'un instrument que l'Angleterre saurait rejeter, comme Metternich avait fait de son frère, d'un épouvantail inerte.

Cette attitude résolue déconcerta tous les plans de Canning. Que devenait la trame ingénieusement tissée de ses expédients ? Et le maintien de l'empire ottoman, « de cette puissance malade, répliquait Wellington, depuis quatre siècles, dont il fallait ménager les maladies longtemps encore ? » Et la paix en Orient, ce principe fondamental de la politique anglaise ? Des hommes d'Etat précis et pratiques ne pouvaient se prendre à ces rêves d'un partage fatal à Napoléon, impossible : « Il faudrait deux Constantinople, » disait Wellington. Le dépit de Canning s'exprima dans des notes violentes qu'il adressa et dicta au *Times*, le 6 et le 8 avril 1826, sur l'ambition des Russes. A quoi bon ? Sa politique le condamnait à accepter ce qu'il ne pouvait empêcher. Devant toute l'Europe, devant l'Angleterre, il avait assumé la tâche périlleuse et l'honneur de régler l'affaire d'Orient, de protéger les Grecs et la paix. Rompre avec la Russie, c'était décliner sa mission, avouer son impuissance. « Il fallait sauver la médiation. » Le 4 avril, Wellington signait avec Nesselrode un projet que l'ambassadeur russe avait élaboré à Londres et apporté au tsar, le premier acte européen qui reconnut dans la Grèce nouvelle une nation.

Ce protocole, en apparence, était le triomphe de Canning : liberté pour la Grèce de se gouverner à sa guise, de pratiquer sa religion, de commercer, sollicitée de la Porte par l'Angleterre et la Russie unies, garantie dans l'avenir par l'Europe, — maintien de la souveraineté turque précisée par ces termes de l'article 1er : « La Grèce est une dépen-

dance de l'Empire » et par le paiement d'un tribut annuel. Il ne restait qu'à obtenir l'aveu de la Porte : et tout était fini.

Mais à quel prix, en réalité! Le protocole ne le disait pas : l'Angleterre donnait son adhésion secrète à l'ultimatum du tsar. Ce qu'elle acceptait ainsi, c'était l'établissement d'un protectorat russe en Moldavie, en Serbie, le fait considérable et grave d'un démembrement de la Turquie. Aux armes de Nicolas Ier, si les Turcs résistaient, elle s'était engagée à ne rien opposer. Et de l'incendie que la guerre risquait d'allumer en Orient, elle ne pourrait sauver que la partie de l'empire abandonnée aux Grecs. Le protocole, à l'article 5, portait cette clause redoutable : « Quels que soient les rapports de Sa Majesté Russe et du gouvernement turc, les puissances contractantes s'engagent à considérer le présent arrangement comme la base de la réconciliation entre la Porte et les Grecs, opérée par elles de concert, ou séparément. » Pour obtenir cette garantie essentielle en faveur de la Grèce, et l'arracher aux Russes, Canning se résignait au programme de Nicolas Ier contre la Turquie. « Le fait est, disait alors le ministère français (26 avril), qu'il a cédé à une nécessité que nous lui avions signalée. Il cache la concession sous la forme d'un arrangement spécial. » La concession était grave : du partage de la Pologne, l'Angleterre venait au partage de l'Empire turc malgré elle, et contrairement à ses intérêts. En Orient, comme en Amérique, l'action de Canning marquait une époque nouvelle, suivant les paroles de Metternich : « une ligne tirée entre le passé et l'avenir. » Au delà de l'Atlantique, le règlement pacifique avantageux pour la Grande-Bretagne et l'Europe de la crise américaine. Dans les Balkans, la porte ouverte aux ambitions de la Russie, le partage de la Turquie admis sinon en droit, du moins en fait, le point de départ de crises perpétuelles, menaçantes pour la sécurité de toute l'Europe.

Réduit à une politique d'expédients, Canning comptait du moins sur la fertilité de son génie pour atténuer les conséquences de ce système dangereux. Il crut y réussir,

en prévenant la guerre des Turcs et des Russes. Sur ses instances, appuyées par les conseils de l'Autriche, le Divan accepta le 14 mai l'ultimatum russe, et nomma des plénipotentiaires pour régler à Ackerman sa querelle, sans guerre, avec Nicolas Ier. Les concessions que fit Mahmoud à la Russie n'étaient cependant pas désintéressées : très sagement, le Sultan avait calculé qu'il ne pouvait abattre la Grèce s'il provoquait la Russie. De jour en jour, il avait attendu la nouvelle de la prise de Missolonghi, cernée par les armées et les flottes de Reschid et d'Ibrahim-Pacha. Elle lui parvint au début de mai : la ruine des Grecs, prochaine, presque certaine, valait bien les sacrifices que le Sultan avait résolu de faire à la Russie. Le traité d'Ackerman (7 octobre 1826) confirma ces sacrifices, livra les principautés roumaines, et la Serbie au tsar. C'était du moins la paix souhaitée par Canning ; ce n'était pas, comme il l'avait espéré, la fin de ses embarras. Libre de tourner toutes ses forces contre les Grecs, le Sultan Mahmoud était bien résolu à ne rien leur abandonner. Après six mois d'efforts, la médiation anglaise était, à la fin de juillet 1826, aussi mal reçue des Turcs qu'en janvier. La *crainte du nom russe,* le grand moyen sur lequel Canning avait spéculé, au lieu de servir sa diplomatie, n'avait fait en définitive que procurer à la Russie de gros bénéfices.

Le moment arrivait où il allait se trouver pris dans ses propres filets, et, d'expédient en expédient, conduit à ce qu'il avait voulu éviter : au renversement de tout son système, à une défaite. Au mois de septembre 1826, l'ambassadeur russe Lieven lui demanda d'employer contre les Turcs, en faveur des Grecs, la violence et la force, ces *mesures coërcitives* que toujours l'Angleterre avait repoussées. Comment les lui refuser désormais, après le protocole du 4 avril que Nicolas Ier avait eu soin de publier? Quel rôle ridicule, odieux pour le gouvernement anglais, si après avoir pris en main officiellement la cause des Grecs, il se déclarait impuissant à la soutenir contre les Turcs ! Et quel résultat pour ses intérêts qu'une guerre en Orient, une in-

tervention russe, provoquée, sanctionnée par ses propres actes?

En face de cette dernière difficulté, inévitable, Canning eut recours à un moyen suprême, une entente avec la France qui lui permît du moins de limiter l'intervention russe à de simples menaces collectives contre la Porte. Il dépensa dans cette négociation décisive toutes les ressources de son génie. Introduire la France en Grèce n'était pas une mesure à prendre sans les réserves nécessaires. N'y resterait-elle pas, sous le nom du duc de Nemours, proposé par les philhellènes, par Fabvier et Roche à l'assemblée de Mégare (avril 1825) acclamé par les Grecs, recommandé par Charles X et par Villèle (avril 1826 ? Wellington avait refusé d'admettre les Français à la convention de Saint-Pétersbourg. Canning espérait contenir leurs ambitions, et s'en servir pour enchaîner celles de la Russie. Le 10 août 1826, les ambassadeurs russes et anglais à Paris, Pozzo de Borgo et Granville invitèrent le ministère Villèle à souscrire à l'acte du 4 avril.

Le procédé de Canning eût été bon, si l'occasion avait été propice à une entente avec la France. Or, de même que la querelle du Brésil et du Portugal avait troublé l'accord prêt à se conclure de Canning et de Villèle sur les questions américaines, une nouvelle querelle sur les mêmes lieux semblait le rendre encore en 1826 impossible. Au mois de mars 1826, le roi de Portugal Jean VI était mort. Cette mort faillit remettre en question tout ce que Canning avait tenté pour régler les nouveaux rapports du Portugal et du Brésil. Si Don Pedro, le fils aîné, réclamait ses droits et les faisait reconnaître à Lisbonne, ne serait-ce pas la réunion du Brésil à la métropole, l'occasion de nouveaux troubles en Amérique? Si son frère Don Miguel prenait la couronne, son nom, son caractère, ses relations avec la cour d'Espagne provoqueraient les libéraux du Portugal à réclamer le retour de Don Pedro : des deux côtés, c'était la guerre civile au Brésil, au Portugal, un conflit certain entre les deux pays. L'Angleterre

avait prévu et essayé de résoudre le dilemme. Ses diplomates à Rio de Janeiro et à Lisbonne. Court et sir Ch. Stuart imaginèrent et combinèrent un accommodement : Don Pedro renonçait au Portugal en faveur de sa fille aînée, Maria da Gloria, née en 1819, dont la régence serait confiée à sa tante Isabelle. Il donnait en même temps une charte aux Portugais et la promesse à Don Miguel d'épouser sa fille, quand elle serait nubile et majeure (2 mai 1826).

Cette attente de huit ans, ce rôle de prince consort présentés à Don Miguel, ne devaient guère lui plaire. Mais l'arrangement déplut surtout à la reine douairière qui avait déjà conspiré contre son mari vivant, et prétendait au moins gouverner à sa mort le Portugal. Elle comptait surtout sur l'appui de son frère Ferdinand VII. C'était en somme une querelle de famille qui n'aurait pas eu de suite, si, de son chef, le marquis de Moustiers, représentant de la France à Madrid, n'y avait pas vu l'occasion de reprendre sur l'Angleterre une revanche de la défaite subie par son ami Hyde de Neuville. Don Miguel avait fini par consentir au pacte matrimonial qui lui promettait une couronne. Mais sa mère et Ferdinand VII excités, encouragés par Moustiers, tenaient tête et contestaient la légitimité de la Régence. « Il faut montrer les dents à ces Anglais, » écrivait notre envoyé à Villèle. « Que l'Angleterre soit née géant, s'écriait Chateaubriand à la Chambre, je ne lui dispute point la taille qu'elle se donne, mais ce géant ne fait aucune frayeur à la Chambre. »

De telles paroles et de tels actes n'étaient pas faits pour disposer le cabinet français, s'il redoutait les colères des patriotes royalistes, à une entente avec Canning : celui-ci eut cependant l'art de l'obtenir. Le ministre des affaires étrangères, le baron de Damas, était un militaire qui n'entendait pas grand'chose à ces problèmes délicats, et de nature d'ailleurs assez indifférent. « Ici, écrivait un de ces agents, on n'est ému de rien. On va sans méthode. M. de Damas n'y est que de la main. Il est guidé par des influences subalternes. » Un jour, ces influences le portaient (8 juillet 1826)

à proposer au roi une intervention énergique de la station navale du Levant en Grèce. la guerre sans délai. Le lendemain, Villèle disposait de lui. comme d'un agent soumis, pour recommander la paix. Et Villèle croyait bien faire de se concerter avec l'Angleterre pour maintenir la France et l'Europe à l'abri de toutes complications.

Canning vint le trouver à Paris et négocia tout un long mois (18 septembre-20 octobre). La France désavoua son ambassadeur à Madrid et bientôt le rappela comme elle avait fait d'Hyde de Neuville, laissant aux Anglais le soin de mettre Ferdinand VII à la raison, ce qu'ils firent en débarquant (décembre 1826) dix mille soldats à Lisbonne. Charles X promit à Canning de ne pas laisser écraser les Grecs, ni toucher cependant à l'intégrité de la Porte. Villèle ne demandait qu'une concession de forme : pour ménager l'amour-propre des Français, il souhaitait ne pas donner son adhésion au protocole du 4 avril, comme le ministre d'une puissance secondaire consulté après coup. Il exigea et il obtint qu'un acte nouveau, un traité concerté entre les trois puissances parût une mesure souveraine de la royauté française en faveur des Grecs. Canning pouvait lui faire ce plaisir, en échange de celui qu'il éprouvait à l'entendre dire : « Nos démarches n'ont aucun caractère d'hostilités contre la Porte. » C'était un tout autre langage que celui du tsar Nicolas : « Si l'on veut la pacification de la Grèce, il faut des mesures énergiques » (janvier 1827).

Après tant d'efforts, Canning espérait encore que les menaces des Russes mettraient la Turquie à la raison. Et, pour contenir les Russes eux-mêmes, il comptait sur la France. Sans doute, la prise d'Athènes (juin 1827) encouragea le sultan à rejeter la médiation de l'Europe. Mais le 6 juillet 1827, les trois cours se décidèrent à publier le traité de Londres, le protocole d'avril transformé par l'adhésion et l'initiative de la France, pour imposer la paix et leurs conditions à la Porte. Canning avait raison de dire que sa politique inaugurait à Constantinople une ère nouvelle. Il l'avait fait approuver des Anglais qui le voyaient

avec joie premier ministre (avril 1827). On lui savait gré d'avoir procuré à son pays, enlevé à la Russie le bénéfice de la défense des Grecs : il se flattait d'avoir réussi, sans toucher au principe essentiel de l'intégrité de l'Empire turc. Car, si l'acte du 6 juillet contenait un article secret sur les mesures coërcitives à prendre en commun pour imposer un armistice, Canning et Villèle s'accordaient depuis six mois à considérer cet acte comme un procédé diplomatique. Ce n'était pas, selon eux, une déclaration de guerre à la Porte, mais simplement une dernière menace décisive, la préface de la paix en Orient. Pour assurer cette paix, malgré les intentions différentes du tsar Nicolas, Canning comptait sur les promesses et la volonté, conforme à la sienne, du ministère français.

Il mourut le 8 août 1827, brusquement, emportant cette espérance : huit jours après, les Turcs la démentaient, en refusant de céder aux menaces de l'Europe, une fois de plus.

Deux mois après, le 20 octobre 1827, l'Europe, l'Angleterre elle-même détruisaient, à Navarin, les flottes du Sultan et du vice-roi d'Egypte. A la grande joie des Russes, la France, chargée de les contenir, avait commencé la guerre d'Orient, dans l'espoir d'une guerre plus générale encore. Le dernier expédient imaginé par Canning pour le triomphe d'un système qu'il avait dû étayer par des expédients successifs tournait contre ce système et le renversait au profit de la France et de la Russie. Il avait voulu et cherché, dans la Méditerranée comme en Amérique, une paix avantageuse à l'Angleterre. Il mourait, croyant avoir cause gagnée, à temps pour ne pas voir son échec, le succès de la nation française en Grèce, et du tsar Nicolas dans les Balkans. Metternich avait depuis le mois de mars pressenti ces résultats et savouré le plaisir d'une vengeance qui n'était pas exempte d'inquiétudes. « Voilà, écrivait-il, la crise la plus forte qu'il y ait eu dans le cours de ces dernières années. L'époque des facilités est passée pour Canning. Il se sentira bientôt affaissé sous le poids de ses prétendus succès. »

BIBLIOGRAPHIE

Angleterre. — Gervinus. *Histoire du dix-neuvieme siècle* (trad. fr.). t. VIII.

Boutmy. *Développement de la constitution anglaise*, 2e édition. Paris, 1897.

Spencer Walpole. *History of England from 1815*, tomes II à V, 1890, 2e édit.

L. Stephen. *Dictionary of National Biography*. London, Smith, 1886-1898.

Stapleton. *Canning and his time*. Londres, 1831, tome II.

Castelreagh. *Mémoires*, tomes XI et XII.

Hansard. *Parlement. op.* New serie, tome XVI.

Therry. *Speechs of Canning*, 6 vol., 1828.

Amérique du Nord. — Moireau. *L'Amérique du Nord.* (*Hist. générale*, tome IX, X.) Paris, 1898.

D. Von Holst. *Verfassungsgeschichte der Vereinigten Staaten*, 5 vol. Berlin, 1873-1885.

Channing. *The united States of America*. Cambridge, 1896.

Documents. — B. J. Lossing, *The Statesman's manual*. (Recueil des messages présidentiels.) New-York, 4 vol., 1858. — Quincy Adams. *Mémoires*. Philadelphie, 1874. — Lesur. *Annuaire historique*. 1818-1825. — Hyde de Neuville. *Mémoires*, tomes I et II. Paris, 1892.

Amérique du Sud. — Coxe. *Histoire des Bourbons d'Espagne* (trad. Muriel), tome III, ch. iii.

Walton. *Present state of the Spanish colonies*. Londres, 1810.

Humboldt. *Essai politique sur le royaume de la nouvelle Espagne*. Paris 1817.

Gervinus. *Histoire du dix-neuvième siècle*. tomes VI, VIII, IX, X.

Claude Cay. *Historia fisica e politica de Chile*. Paris, 1849, 5 vol.

Brossard. *Considérations historiques et politiques sur la République de la Plata*. Paris, 1850.

Robertson. *Le docteur Francia*. Quedlinburg, 1839.

Eyzaguine. *Histoire du Chili*. Lille, 1855, 2 vol.

Kottenkampf. *Die Unabhängigkeit der spanischen amerikanischen Colonien*. Stuttgart, 1838.

Alberdi. *Organisation de la Confédéracion Argentina*. Besançon, 1856.

Markham. *History of Peru*. Londres, 1892.

Catalogo da historia do Brazil. Rio de Janeiro, 2 vol., 1881-1883.

Saint-Hilaire. *Histoire des révolutions du Brésil*, 1832.

Armitage. *History of Brazil*. Londres, 1836, 2 vol.

Pereira da Silva. *Historia da Fundaçao do Imperio Brasileiro*. Paris, 3 vol. 1870.

Martens. *Nouveau recueil des traités*. Gœttingen, tomes V, VI, VII.

Simon Bolivar. *Colecion de documentos relativos a su vida publica*, 22 vol., 1826-1833.

Idem. *Correspondance générale*, 2 vol. New-York, 1866.

Restreppo. *Historia de la Republica de Columbia*. Besançon, 1858.

M. G. L. *L'Amérique et l'Europe en* 1826. (Congrès de Panama.) Bruxelles, 1826.

De Pradt. *Le Congrès de Panama*. Paris, 1825.

Canning et la question d'Orient. — Aux ouvrages cités au chapitre xxii, ajoutez :

Vielcastel. *Histoire de la Restauration*, tomes XII à XV.

Hyde de Neuville. *Mémoires*, tomes II et III. Plon, 1892.

Prokesch-Osten. Tomes IV et V.

Gervinus. Trad. française, tome XV. *La Grèce entre les mains des diplomates*.

Thomas Erskine Holland. *The European concert in the Eastern question*. Oxford, 1885. (Recueil de traités et d'actes publics.)

XXV

NAVARIN ET ALGER

LA RÉVOLUTION ET LA CONQUÊTE FRANÇAISES

(1827-1830)

Le 9 novembre 1827 Charles X écrivait à Villèle son opinion sur la bataille de Navarin : « J'aimerais mieux que les Turcs eussent cédé sans combat. Je vous renvoie toutes les lettres de Rigny. Il faut faire connaître la principale, en *retranchant cependant que ce sont ses avis qui ont décidé l'affaire.* Nous devons agir collectivement avec les alliés. » Le roi de France déclinait la responsabilité du coup de main décisif qui engageait le conflit de l'Europe et des Turcs. L'histoire l'a fait longtemps porter à l'amiral anglais Codrington, à Canning, sans remarquer que cette attaque brutale était contraire au programme de cet homme d'Etat, aux intérêts de l'Angleterre, soucieuse de défendre contre la Russie l'intégrité des Ottomans.

L'aveu de Charles X, les récits de l'amiral de Rigny chargé d'imposer au sultan le traité de Londres, expliquent Navarin et en éclairent singulièrement la portée. Henri Gauthier, comte de Rigny, était un de ces officiers à qui Napoléon avait confié le soin de relever la marine française en 1809. Ancien serviteur de l'Empire, gendre du baron Louis, envoyé en 1822 à la tête de la station du Levant, il s'était vite lassé du rôle de *juge de paix* que la Restaura-

tion lui prescrivit entre les Grecs et les Turcs. Non pas qu'il fût très chaud philhellène : mais il s'irritait de voir les Anglais en 1826 se créer un parti et une influence dans la mer Egée. Il voulait leur reprendre « la tutelle des Hellènes, véritables enfants ». Dès le mois de juin 1826, il réclamait au ministère le droit d'employer la force à faire cesser en Orient les hostilités : « Ce serait pour la France une attitude très noble. » C'était de gloire qu'il s'agissait, d'une action glorieuse à disputer aux Anglais. Le souffle de l'Empire animait l'ancien aide de camp de Bessières. Un instant le baron de Damas se laissa gagner par cet enthousiasme : on a conservé un projet d'intervention qu'il porta au Conseil le 8 juillet 1826 et que Villèle fit écarter. De Rigny ne se découragea pas : le traité de Londres qui mobilisait les escadres européennes contre les Turcs lui apporta l'espoir « d'une action navale combinée » : il la réclamait depuis le mois de septembre 1826.

Dans la pensée des diplomates cependant, cette action devait rester une action pacifique; l'amiral russe Heyden, quand il quitta Cronstadt le 10 juin, avait reçu du tsar ces instructions, il est vrai : « en cas d'opérations militaires, traiter l'ennemi à la russe. » Mais en arrivant dans les eaux du Levant, il dut se soumettre au plus ancien des amiraux, Codrington, qui réussit à le modérer. Fidèle observateur de ses instructions, l'amiral anglais s'était donné pour tâche de faire céder les Turcs sans les combattre. Il réunit les trois flottes de l'Europe autour des îles Ioniennes; et, dès le 5 septembre, il négocia avec le fils de Méhémet-Ali, Ibrahim, qui avait groupé l'escadre turque et l'escadre égyptienne dans la baie de Navarin. Il lui demandait un armistice, pour laisser à l'Europe le temps d'imposer au sultan une paix définitive.

Ces négociations, ces délais, ne faisaient pas l'affaire de Rigny : « Il n'a pas la patience, disait Codrington, qui, depuis la dernière guerre, est devenue l'attribut distinctif de la marine et qui est nécessaire à la tâche actuelle. » Les deux amiraux n'entendaient pas leur tâche de la même

manière. Si, dans une entrevue qu'ils eurent avec Ibrahim le 25 septembre, Codrington traitait sérieusement de l'armistice, de Rigny, à ses côtés, sur un ton provocant, parlait d'échanger des balles et de la poudre. Ibrahim releva la provocation, et, tout en laissant ses flottes immobiles, il envoya des troupes dévaster la Morée. « Au point où en sont les choses, il n'y a plus de ménagements à garder, » s'écria de Rigny, dont l'escadre mouillait à Zante (14 octobre).

La décision de l'amiral français est prise ce jour-là : « Il faut faire entrer les trois escadres dans Navarin même et, la mèche à la main, signifier aux flottes de se disloquer, ou sinon les attaquer immédiatement. » Pour sauver les Grecs, la France doit agir. Le lendemain, de Rigny soumit son projet aux amiraux, le leur fit adopter, rédigea le protocole de la conférence, l'ultimatum que les flottes combinées portèrent le 20 octobre, à l'entrée de la rade de Navarin. Deux jours avant, il avait averti Charles X, qui l'avait déjà félicité « de ne pas s'endormir et de prévenir ses désirs ». Ce ne fut pas un hasard si la frégate amirale, *la Sirène*, reçut la première le feu de l'ennemi : Ibrahim prenait l'offensive contre la France qui l'attaquait. Les Français, au service de l'Egypte depuis le 10 octobre, avaient reçu une lettre de l'amiral de Rigny, « les invitant à ne pas combattre le drapeau national ». La destruction de la flotte ottomane, le 20 octobre, ne fut donc pas un accident : c'était une déclaration de guerre préméditée, approuvée en secret par Charles X, réglée par son amiral, de la France au sultan, en faveur des Grecs. Et cette guerre allait être, à Paris, le signal d'une évolution décisive des partis et de l'opinion publique.

« Le canon de Navarin a commencé une ère nouvelle et annoncé l'avènement triomphal de l'opinion publique qui est au-dessus des trônes, étant pour la première fois véritablement reine, disposant des flottes et des canons, commandant aux amiraux. » Ce langage de Pierre Lebrun, poète pensionné par le premier Empire, libéral sous la Restauration et philhellène, parce que l'émancipation des

peuples représente la liberté et la gloire tout ensemble, traduit exactement la poussée confuse des sentiments qui allaient entraîner la France vers une guerre et la Révolution.

Dans l'année 1827, on ne voit d'ordinaire, avec Vielcastel, que le triomphe du libéralisme, et Navarin s'est effacé dans la défaite du ministère Villèle battu aux élections du 17 novembre. L'effort tenté par ce ministère pour préparer la restauration de l'ancien régime, en restituant à l'Eglise son autorité d'autrefois, ses lois sur le sacrilège (1825) et contre la presse (1827), ses mesures en faveur des émigrés et contre les détenteurs des biens nationaux, le rétablissement déguisé du droit d'aînesse (31 janvier 1826) avaient ému la France, aussi hostile à la domination du clergé qu'à toute tentative contre les institutions de 1789.

L'impopularité de Villèle tenait encore à d'autres causes, au moins aussi profondes. Il avait oublié dans quelles conditions la France lui avait fait crédit d'un si long ministère, le plus long de la Restauration. La popularité de la royauté à la veille et au lendemain de la guerre d'Espagne, la réconciliation des Bourbons et de la nation dans une gloire commune, étaient de trop fraîche date pour n'avoir pas besoin de ménagements et d'entretien. Villèle ne le comprit pas : l'opposition le surprit sans qu'il pût se l'expliquer. « Les produits indirects augmentent. La rente monte. Jamais plus de prospérité. N'importe : demain on détrônerait le roi et l'on me poignarderait. » Il se fût moins étonné, s'il eût pris des leçons auprès de Chateaubriand. « Les opérations de finances, disait celui-ci, les associations commerciales, le mouvement industriel, bref, une société matérielle qui n'a de passions que pour la paix, qui ne veut faire de l'avenir qu'un perpétuel devenir, dans cet ordre de choses, M. de Villèle eût été roi. Mais on sentait sous ses pieds remuer dans la terre des révolutions armées qui venaient s'offrir pour des destinées extraordinaires. M. de Villèle voulait retenir cette nation au sol, l'attacher en bas ; il n'en eut pas la force. »

La *Révolution armée* pour des destinées extraordinaires, avec le regret de l'épopée abolie et la rancune de la paix imposée en 1815, maintenue par la volonté de l'étranger et la complicité de Villèle, telles étaient, en 1827, les forces et alors les griefs de l'opposition. Le nouveau mouvement qui se dessina dans le royaume ne fut pas, comme celui de 1789, l'effet de la détresse financière de l'Etat monarchique. Ce n'était pas la France de Mirabeau, réclamant dans la paix le droit au bonheur et le contrôle de sa vie nationale : c'était la France du Directoire et de l'empire exigeant de la royauté et de l'Europe son droit à la gloire, le premier rang qu'elle avait un instant occupé dans le monde. Que lui parlait-on d'intérêt, quand elle rêvait victoires et propagande !

Aussi ses interprètes et ses guides alors, qu'elle écoute se défiant des politiques, ce sont les artistes, écrivains, historiens, poètes et orateurs, en communion d'idéal avec elle, qui lui donnent en attendant mieux l'illusion et l'avant-goût des révolutions glorieuses, la consolation des grandeurs évanouies. Si les maréchaux de Napoléon souffrent une insulte à l'ambassade d'Autriche, c'est Casimir Périer qui vient réclamer à la tribune « pour leurs titres gagnés dans vingt batailles ». Victor Hugo lance dans le public son *Ode à la colonne*, témoignage retentissant de sa conversion au culte de la gloire. Sainte-Beuve est gagné à cet enthousiasme. Casimir Delavigne revient d'Italie, oubliant qu'il a flétri l'Empire après l'avoir servi, pour célébrer la Grèce héroïque et l'épopée française. Le poète d'Eloa, après la guerre d'Espagne, satisfaction insuffisante à ses rêves de gloire, quittait l'armée en 1827, las déjà d'une inaction que la poésie ne lui fit jamais accepter. Il allait écrire *Chatterton*, cette revanche de l'idéal sur la société matérialiste de M. de Villèle. Peut-on parler de Scribe après cela : c'était pourtant l'époque où, au Gymnase, il se faisait applaudir en choisissant des héros de l'empire comme les types de la noblesse et de la vertu. La même année, Thiers achève son histoire de la Révolution française; de Norvins paraît lui retirer l'honneur d'écrire celle de

Napoléon et s'en charge, historiens dont la popularité si grande égale à peine celle de leurs rivaux en histoire, de Charlet, de Raffet. Puis la chanson, après l'image, cette chanson, dont Béranger, malgré son envie, aurait eu peine à faire une « sorte d'épopée », si la passion de l'épopée n'eût alors été dans toutes les âmes et ses souvenirs sur toutes les lèvres. « Nous venions reconnaître en lui l'esprit du temps », a dit Sainte-Beuve. De ce chœur d'artistes, avec Chateaubriand, Béranger est déjà presque le coryphée reconnu : il est le trait d'union entre la littérature et le peuple, à égale distance de l'une et de l'autre. Il résume ce qu'il y avait parmi les Français de 1827 de haine contre le parti prêtre, d'aspirations libérales, de souvenirs et de rêves de gloire surtout.

Voilà qui marque bien les différences profondes entre la Révolution prochaine et celle dont Thiers vient de redire l'histoire. Par certains côtés, Béranger rappelle Voltaire, et Chateaubriand Rousseau. Cependant ce n'est plus ni la raison ni la dialectique, c'est la poésie, c'est l'idéal, qui entraînent les Français. La politique étrangère, pacifique du ministère Villèle, les choqua autant que ses complaisances à l'intérieur pour la Congrégation. Si bien que Navarin fut à la fois un désastre des Turcs et une victoire de la nation en France sur ses ministres, une sorte de 14 juillet d'un nouveau genre, préface et signal d'une Révolution destinée à emporter la royauté si elle ne s'y associait pas. On en a plus d'un témoignage à la veille de cette journée, et après : celui du général Montholon, le rédacteur du *Mémorial*, qui offre à Charles X l'appui de son nom ou à Villèle, avant sa chute, son crédit sur les masses. C'est Clermont-Tonnerre, ministre de la guerre, qui demande en 1827 une expédition glorieuse contre Alger, « une guerre capable d'éviter, comme elle l'eût fait en 1789, la Révolution » : conseil dont le roi se souviendra, trop tard, quand la Révolution sera venue. Enfin, de tous les jugements, le plus décisif, celui de Metternich après Navarin : « Tous les partis en France se rencontrent aujourd'hui dans un même objet. Cet objet,

c'est l'extension des frontières. La France se place dans la direction des conquêtes, et les mobiles qui ont lancé la République et l'Empire dans une aussi dangereuse carrière viennent se réunir dans le sentiment prédominant. » Charles X, à la fin de décembre 1827, dut renvoyer Villèle : seul des ministres déchus, celui de la marine, Chabrol, conserva son portefeuille et bientôt organisa le ministère. Il voulait y mettre Chateaubriand : le roi refusa. La Ferronays eut cette place. Avec le Dauphin et Decaux à la guerre, Martignac, pour représenter les libéraux vainqueurs, d'ailleurs fort engagé dans l'expédition d'Espagne, c'était un ministère d'action. Chabrol disposait de la politique intérieure, parce que Rigny avait déterminé à Navarin la politique étrangère (janvier 1828).

Un instant, Charles X eut l'idée d'essayer une sorte de gouvernement personnel. Il voulait appeler déjà à la présidence du conseil Polignac « un homme tout à fait à lui avec qui il ne se gênerait pas ». Le jeu pouvait être dangereux : Charles s'imaginait être très populaire ; il accusait Villèle de maladresse et prétendait apprendre à ses ministres à gouverner. Bien lui en prit de ne s'être pas découvert : à la rentrée des Chambres, les rancunes se manifestèrent si fortement contre la politique précédente que Chabrol dut à son tour se retirer. Son successeur à la marine fut encore un homme d'action, de ceux qui prenaient leur mot d'ordre auprès de Chateaubriand, son ami Hyde de Neuville. Si l'écrivain, à défaut d'un ministère, avait dû se contenter de l'ambassade de Rome, il eut du moins la satisfaction de voir triompher ses idées : le cabinet Martignac libéral sans doute, très royaliste aussi, semblait investi du pouvoir pour les appliquer. La première fois que le roi et son ministre des affaires étrangères prirent la parole devant les Chambres, ils célébrèrent à l'envi Navarin, « une occasion de gloire pour nos armes ». La Ferronays parla le langage qu'aurait tenu à sa place Chateaubriand : « C'était de la gloire. »

Il ajoutait : « ce n'est pas la guerre encore. » — On en

était bien près cependant. L'Angleterre qui la redoutait pour la Turquie fit porter aux collègues de Canning, après sa mort, le poids de ce qu'elle considérait comme une faute et un échec. Elle reprit brusquement un ministère tory pour réparer « *l'accident sinistre* » auquel était venue aboutir la politique précédente, la ruine de la puissance turque. Au même moment, le tsar Nicolas réclamait à l'Europe (6 janvier 1828) le droit d'occuper les provinces roumaines, le blocus d'Alexandrie et de Constantinople, des secours pour Capo d'Istria et la Grèce, une guerre en règle à la Turquie. Le sultan Mahmoud, « pour laver l'honneur de l'Islam outragé », proclama de son côté la guerre sainte, malgré les instances de l'internonce autrichien, et l'organisa (janvier 1828). Les ambassadeurs d'Europe se retirèrent à Corfou. Le 27 avril, la Russie envoyait à la Porte sa déclaration de guerre. D'un ministre qui avait pendant six ans représenté la France à Saint-Pétersbourg, de La Ferronays, le tsar attendait le concours décisif dont Navarin semblait la préface et la promesse. L'Angleterre et l'Autriche regrettaient Navarin et déploraient ses conséquences. Les efforts de Metternich et de Canning en faveur de la paix en Orient, de l'intégrité de la Turquie semblaient condamnés. La France était l'arbitre de cette situation qu'elle avait créée. Si le ministère eût alors écouté l'appel de la Russie et les vœux de la nation qui salua avec joie son avènement, il n'avait qu'un mot à dire pour déchaîner la guerre en Europe.

Cette parole décisive, La Ferronays refusa de la prononcer. Sans doute cet homme d'Etat avait longtemps vécu en Russie et mérité les éloges des tsars et de leurs ministres. Mais justement ce long séjour lui avait révélé les dessous de la politique russe, ses appétits, ses exigences égoïstes. Il s'en défiait, au point que pendant toute l'année 1827 il demanda son rappel. On le lui accorda : il s'arrêta pour causer avec Metternich (septembre 1827), à Teplitz. Avant l'éclat de Navarin qui le fit ministre, La Ferronays avait ébauché là un projet d'entente avec l'Au-

triche pour le maintien de la paix. « Trop longtemps, disait-il alors, la Russie et Pozzo di Borgo ont gouverné la France pour le succès de leurs desseins particuliers. » Il profita du pouvoir que le cabinet Martignac lui confiait pour affranchir les Français de cette tutelle. Libre au tsar de se mettre à la tête de son armée et de menacer la Porte. Libre aussi à la France de concevoir et de pratiquer une politique différente, mais conforme à ses intérêts en Orient.

Il se trouva ainsi que le successeur de Villèle, dans la direction de nos affaires étrangères, reprenait le programme dont le caractère pacifique avait fait tort à son auteur. « La politique de la France, disait Sébastiani, confident de La Ferronays à la commission de la Chambre, c'est le maintien de la paix. L'audace guerrière s'est éteinte par la réciprocité des désastres. De nouvelles luttes ont commencé sur d'autres théâtres, luttes de perfectionnement d'industrie. Aucune vue d'ambition ne tourmente cette nation naguère si puissante. » La Ferronays prenait peut-être les intérêts de la France : à coup sûr il ne comprenait, ni ne partageait ses passions. Et loin de favoriser les ambitions russes, il faisait cette déclaration : « L'agrandissement de la Russie est un danger. Il ne faut pas que d'antiques nations soient la proie de voisins avides. » Pour lui, comme pour l'Angleterre, l'intégrité de l'Empire ottoman devait, en cette crise que la France elle-même avait ouverte, lui servir de règle et de sauvegarde.

Sans expédients, La Ferronays aurait fait difficilement accepter aux Français la paix et ces principes si contraires à leurs vœux. Il y réussit par des procédés qui rappelaient ceux de Canning : à défaut d'une guerre qui aurait bouleversé l'Europe et l'Orient, il offrit à la nation l'honneur et la satisfaction d'un arbitrage glorieux. L'Angleterre dut y consentir et le faire accepter à Metternich. Elle comprit que l'avantage était trop grand d'avoir à Paris un ministre résolu à contenir les ambitions russes et les passions

françaises. Cela valait bien quelque concession d'amour-propre : Wellington rappela de Lisbonne les troupes anglaises et y laissa rentrer Don Miguel, allié de Ferdinand VII, protégé du roi de France. Hyde de Neuville et les royalistes avaient leur revanche. En Orient, pour limiter l'intervention de la Russie et lui arracher la Grèce, les puissances signataires du traité de Londres rappelèrent au tsar qu'il n'avait pas le droit de régler sans elles le sort de l'Hellade. Et bientôt des conférences se rouvrirent à Londres le 15 juin 1828 : la France demanda et reçut de l'Europe le mandat de protéger la Grèce contre les Turcs. Elle était le soldat du droit, tandis que « la Russie se voyait obligée de déposer dans la Méditerranée son caractère de belligérant ». Point de démembrement, point de conquête en Orient, mais l'honneur pour les Français d'y faire triompher la justice et la liberté, d'y rétablir la paix. La Russie était enchaînée, et la France satisfaite.

La Ferronays du moins l'espérait. Il s'efforça de la convaincre par des discours et par des actes. « Il y a, disait-il le 14 juin, entre les prétentions exagérées de domination qui ont occasionné tant de désastres à notre patrie et l'abnégation à laquelle elle a été réduite quelque temps par les conséquences mêmes de ces désastres, une juste mesure dont il ne faut plus s'écarter, celle d'une influence modérée comme la justice, puissante comme la raison. La sagesse de nos rois, l'empire de nos mœurs, et la situation de notre pays nous assignent ce rôle. Il convient de le remplir. La prospérité de tous les Etats est aujourd'hui solidaire. La France en est en quelque sorte le point central et le lien commun. » Certes, il devait être agréable à des oreilles françaises d'entendre dire, douze ans après Waterloo, que la France d'abord affranchie en 1818, réintroduite en 1820 dans le concert des grandes puissances, reprenait en 1828 la direction de l'Europe, pour la liberté et pour le droit.

N'était-ce pas d'ailleurs une réalité? On vit, le 17 août 1828, un corps d'armée de quatorze mille Français, ou

s'étaient enrôlés des volontaires anglais, s'embarquer à Toulon pour la Morée sous le commandement du général Maison et, en deux mois, restituer à la Grèce toutes les villes du Péloponèse (octobre 1828) : l'expédition de Grèce, après l'expédition d'Espagne, digne d'un ministère libéral ; la révolution armée au service des nations, et cette fois investie d'un mandat formel de l'Europe.

Lorsqu'on lit pourtant à cette époque les journaux et les débats parlementaires, on reconnaît que ces satisfactions d'amour-propre ne suffirent pas à la nation. La Ferronays et ses collègues furent sans cesse sur la brèche pour se défendre contre leurs amis de la gauche. A la Chambre, dans la presse toujours le même reproche : « Martignac a repris la succession de M. de Villèle. » « Il serait de votre intérêt, lui crie Benjamin Constant, de mettre un mur d'airain entre vous et vos prédécesseurs. » « Malgré vos meilleurs sentiments il tombe sur ce cabinet, dit Bignon, un reflet triste de la conduite du cabinet précédent. » Comparer la tenue de ce ministère libéral à celle de Villèle qui au même moment conspirait contre lui avec Charles X, la critique était singulière. Elle était juste, s'il s'agissait de sa politique extérieure. Les actes, les dehors différaient : le fond demeurait le même.

Ce que l'opposition appelait une docilité excessive à l'égard des Anglais et de l'Autriche, c'était l'accord véritablement scellé entre La Ferronays, les torys et Metternich pour maintenir en Europe l'œuvre pacifique du Chancelier autrichien et de Canning en Orient. En vain, à ses contradicteurs le ministère répondait-il qu'il était glorieux pour la France d'être l'arbitre des puissances. Elle n'était leur arbitre qu'autant qu'elle les servait. On l'employait en se défiant d'elle. Le jour où fut décidée l'expédition de Morée, l'amiral Codrington s'en alla bien vite à Alexandrie et obtint de Mehemet-Ali qu'il rappelât ses troupes de Grèce (août 1828). Si bien que l'évacuation de la Morée par les Egyptiens, décidée avant l'arrivée des Français, rendait leur présence à peu près inutile. Quand le général Maison

voulut affranchir l'Attique et la Grèce, pousser plus loin que l'isthme de Corinthe, les Anglais exigèrent et obtinrent son rappel (novembre 1828). La France avait armé : ses alliés, que soi-disant elle dirigeait, la forçaient à demeurer l'arme au pied.

Et, en même temps, les soldats de Nicolas Ier envahissaient les Principautés d'une part, la Caucasie et l'Arménie de l'autre. En une campagne, les Russes avaient franchi le Danube, assiégé Silistrie et Routschouk : ils étaient en juillet 1828 au pied des Balkans, devant Varna et Schoumla. Paskievitch, d'autre part, occupait Kars, Poti, Ardahan, Erzeroum et toujours victorieux marchait sur Trébizonde. Pour des Français avides de gloire et de combats, là était la vraie guerre. La Ferronays ne leur en offrait que le simulacre.

Le contraste était instructif : il suggéra aux adversaires du ministère, à ses amis de droite et de gauche des réflexions et un programme tout différents de ceux qu'il s'efforçait vainement de leur faire accepter. Au lieu de maintenir la paix en Orient, n'était-ce pas le moment de s'associer à l'entreprise de Nicolas Ier, de l'étendre à l'Europe tout entière? A la France donner le Rhin, et, pour payer les complaisances de la Prusse, lui laisser des morceaux de l'Autriche abattue, de la Saxe encore dépouillée, du Hanovre sacrifié : « Savez-vous, disait Sébastiani à Palmerston en janvier 1829, le moyen d'acquérir l'amitié des Français : la rive gauche du Rhin. » C'était le plan que de Rome Chateaubriand envoyait à ses amis de la droite et qu'il nous a conservé dans ses mémoires. « L'union de la France et de la Russie doit dicter des lois au monde. » Langage digne de Tilsitt, fait pour plaire, dans la bouche de ce royaliste, aux républicains et aux bonapartistes. « Disons au tsar : si vous voulez aller à Constantinople, entrez dans un partage équitable de la Turquie, donnez-nous l'Archipel. Les puissances qui ne seront pas placées de manière à s'agrandir (la Prusse) recevront ailleurs des dédommagements. Nous, nous vou-

lons avoir la ligne du Rhin de Strasbourg à Cologne. » Voilà le thème *national* exposé à La Ferronays par l'ancien ennemi de Villèle, opposé, au nom de la France, à un ministère qui par ses efforts pacifiques semblait trahir les aspirations et sacrifier les droits de la nation. Plus d'expédients enfin; mais deux systèmes en présence: celui de la Révolution ou de l'Empire, celui de Talleyrand à Vienne; la guerre pour la conquête des frontières naturelles et les partages, ou la paix, avec l'interdiction des conquêtes étrangères et la condamnation des partages.

Par les événements d'Orient, la politique française se trouvait ramenée à refaire le choix que successivement elle avait fait de 1795 à 1826, de deux façons très opposées, avec des conséquences aussi différentes que possible. La conquête, le partage de l'Europe et de l'Orient, en dix ans avaient laissé en 1815 la France diminuée de tout ce que ses voisins avaient acquis. La renonciation de Louis XVIII aux conquêtes, son opposition à Vienne aux partages, n'avaient-ils pas du moins rendu à la France sa prospérité, son rang, des alliances, réprimé surtout des convoitises qui risquaient d'agrandir ses vainqueurs? Sacrifier les Etats faibles à la nécessité de s'accroître comme les plus forts, ou les sauver pour s'en faire un appui, et maintenir l'équilibre entre tous. Laisser dans la paix les nations revendiquer leurs titres et les conquérir, ou les exposer sous prétexte de progrès plus rapides aux risques de la guerre, aux violences et aux intrigues de la raison d'Etat. Conquérir pour ne pas déchoir, ou déchoir après avoir tenté de conquérir, telles étaient les conditions du problème que les événements de 1828 obligeaient la France à résoudre avec La Ferronays ou contre lui. Et toujours la question d'Orient dominant la politique de l'Europe, foyer d'où jaillit l'étincelle, où s'allument des convoitises impossibles à satisfaire sans un bouleversement général, et qu'un bouleversement n'éteindrait peut-être pas. Tant il est difficile de régler le sort de la Turquie sans remanier l'Europe, et de le régler même après l'avoir remaniée!

Eh bien, malgré les risques, malgré l'étendue du problème, les Français n'admettaient qu'une solution et la réclamaient, celle de Navarin, la guerre dans la Méditerranée et sur le Rhin : les libéraux surtout pour qui la Révolution et ses suites avaient créé une tradition au dehors comme au dedans. Leurs assauts contre le ministère au début de 1829 furent incessants. « Au lieu de nous allier à la Russie, nous cédons à l'Angleterre, s'écria Lamarque le 6 février, en faisant une expédition futile et incomplète. » « Le monde nous observe, poursuit Laffitte : il faut déployer, pour répondre à son attente, la vigueur que notre gloire exige. » Les royalistes applaudissaient de leur côté à ces *aspirations de patriotisme*. C'était à qui, dans les deux camps, se disputerait les gloires du passé et l'honneur de les restaurer.

Comme Canning était disparu dans l'effondrement de sa politique, La Ferronays succombait à la tâche. Une première crise de fatigue et de santé l'avait éloigné du ministère de juillet à octobre 1828 : l'intérim fut fait par de Rayneval, élevé à l'école de cette diplomatie que son chef représentait après Talleyrand et Vergennes. Une seconde fois, en janvier 1829, La Ferronays tomba malade. Il fallut encore un intérimaire. Chateaubriand sollicita la place. « Je me chargerais encore de donner une grande gloire à la France. Mais me ferait-on table rase? Me dirait-on : soyez le maître? » Un maître, c'était précisément ce qu'il fallait le moins à Charles X, au moment où il proposait au ministère, pour le dominer, M. de Polignac, son instrument, sa créature. Le cabinet libéral ne voulait ni de l'un ni de l'autre. Charles X lui insinua par un détour le ministre qu'il avait choisi. Les affaires étrangères furent confiées par intérim à Portalis, garde des sceaux, de février à mai 1829, puis définitivement. Et comme Portalis avait en poche sa nomination de Premier à la Cour de cassation, il garda la place à M. de Polignac, qui vint enfin l'occuper au mois d'août 1829.

Ces six mois pendant lesquels la France n'eut, pour ainsi

dire, pas de ministre des affaires étrangères fut pour le cabinet Martignac une crise où il devait fatalement succomber. S'il avait pu vivre après la chute du ministère Villèle, c'était par une coalition formée pour une politique d'action et de gloire entre des libéraux comme Martignac et des royalistes comme Hyde de Neuville : coalition fragile que les questions de politique intérieure, le souci de la liberté ou de la prérogative royale chaque jour compromettaient. Elle se brisa surtout, en l'absence de La Ferronays, par les hésitations de la politique étrangère.

La Russie, pendant ces six mois, procédait à la conquête de l'Empire ottoman. En octobre 1828, elle avait dû reculer devant les Turcs, fortement campés à Schoumla. Mais au début de 1829, elle avait repris vigoureusement l'offensive en Bulgarie, tandis que Paskievitch entamait, après l'Arménie, l'Asie Mineure. Les flottes russes croisaient sans obstacle de la mer Noire à la mer Egée. Le cercle se resserrait autour de Constantinople. Le 11 juin, le général Diebitsch infligea à Kulewtscha une telle défaite à l'armée de Reschid-Pacha qu'il l'obligea à fuir derrière les Balkans.

Enfin le tsar Nicolas, pour lequel la liberté des Grecs n'avait jamais été qu'un prétexte, s'arrangeait alors pour mettre la main sur l'Hellade, malgré ses promesses solennelles de n'y toucher qu'avec l'Europe. « La Russie, disait Pozzo di Borgo, doit se dégager de l'amalgame européen » (10 décembre). Capo d'Istria, serviteur docile et ambitieux de ces desseins, annonça le 28 décembre l'intention de se créer en Grèce une principauté avec le concours et pour le service du tsar : « Pas de souveraineté populaire, pas de constitution, mais un chef héréditaire dont le titre serait à choisir, et dans des familles autres que celles des monarchies qui avaient signé le traité de Londres, » c'est-à-dire dans la sienne. Pour faire accepter aux Grecs, après huit ans d'efforts, cette confiscation, Capo d'Istria flattait leurs désirs d'émanciper tous les pays de population grecque. Il leur préparait une Hellade plus grande, pour la

faire plus docile. Malgré les puissances, il s'attaquait à la Crète au mois d'août 1829. Ypsilanti affranchissait la Phocide, la Béotie, occupait Arta, Vonitza, Makrinoro. Les dernières places occupées par les Turcs, Missolonghi, Anatoliko se rendaient le 14 mai 1829 aux officiers de l'Hétairie. La capitulation de Pétra, près de l'Hélikon, achevait la liberté de la Grèce continentale (14 septembre 1829). Mais le moment n'était pas éloigné où cette liberté reconquise par tant d'efforts sur les Turcs, risquait, sous la présidence de Capo d'Istria, de se confondre avec un protectorat à peine déguisé de la Russie.

L'Europe assistait impuissante à ce développement de la conquête russe, la Grèce à la confiscation de son indépendance. Dans l'hiver de 1828, Metternich eût voulu arrêter le tsar par la réunion d'un Congrès. C'eût été le vœu de Wellington. Mais la France pouvait-elle se joindre à eux ? « Le roi ne se prêtera jamais à une démarche collective contre le tsar. » L'opposition ne l'eût pas permis à Charles X. C'était déjà trop que la France n'entrât pas en guerre à côté des Russes, et leur laissât des conquêtes dont elle aurait pu profiter. L'Autriche en fut pour les frais de sa démarche : le tsar, qui ne l'ignora pas, lui en fit un grief, demanda à Vienne des explications sur un ton de menace provocante. Metternich fut obligé de se démentir et supplia ses alliés de Londres et de Paris de confirmer, pour le tirer d'affaire, son désaveu. On rit en Europe de cette faiblesse. Le Chancelier autrichien était à bout de mensonges ; l'Europe à bout d'expédients contre le débordement de la conquête russe.

Elle fit au moins ses efforts pour dérober au tsar l'Hellade. Au mois de novembre 1828, la conférence de Londres s'y employa. Elle s'efforça d'arracher aux Turcs la reconnaissance de l'indépendance grecque. Les diplomates, pour y réussir, prirent le contrepied de la politique de Capo d'Istria. Ils ne demandèrent à la Turquie qu'une Grèce très limitée, réduite à la Morée et aux Cyclades, soumise encore à la Porte, comme les Principautés roumaines (protocole du

16 novembre 1828), bref, peu de chose, le moins possible, avec l'espoir de l'obtenir.

L'opinion publique en Europe n'eût pas compris la paix sans la liberté de la Grèce. Il s'agissait de la faire accepter aux Turcs. Le tsar et Capo d'Istria découvrirent la manœuvre. Ils la déjouèrent en forçant la conférence de Londres à demander pour les Grecs des avantages plus décisifs, l'extension de leur patrie jusqu'aux golfes d'Arta et de Volo : les conditions que l'on offrit ainsi aux Turcs n'étaient plus au mois de mars ce qu'elles avaient été en novembre (protocole du 22 mars 1829). Elles avaient donc moins de chances d'être acceptées. La médiation de l'Europe était condamnée : Capo d'Istria s'imposait aux puissances comme aux Grecs. Il négociait avec leurs ambassadeurs à Poros, les obligeait à lui réserver le principat de la Grèce affranchie qu'il continua d'agrandir par la guerre, malgré les Anglais et pour le tsar.

Cette défaite presque totale de l'Europe, sa prétention insoutenable de limiter la ruine, de maintenir l'intégrité de l'empire ottoman contre la Russie, les Grecs et les chrétiens victorieux, n'étaient-elles pas, aux yeux des Français, la preuve que leur roi et ses ministres avaient eu tort de se ranger du côté des vaincus, de ne pas s'associer aux vainqueurs? A quoi bon toute cette diplomatie stérile, quand une grande entreprise, une action énergique, auraient pu être si lucratives?

Enfin, le 8 août 1829, Charles X appelait aux affaires étrangères le prince de Polignac, un ministre qui parut disposé à répondre aux vœux des Français. Il n'était que temps d'agir pour les satisfaire. Les Russes franchissaient les Balkans : Diebich concentrait le 20 août son armée à Andrinople, aux portes de Constantinople. La France n'avait que quelques jours devant elle, pour intervenir dans le règlement des affaires orientales et décider celles qu'elle désirait y joindre.

Ce fut l'avis de Polignac : heureux que le tsar voulût bien encore l'y inviter et le dire à notre ambassadeur, de Mor-

temart, il avait, dès le mois d'août 1829, arrêté et proposé au roi son programme. Le plan était vaste, mais complet : un remaniement total de l'Europe. Le soin de l'établir avait été confié à un jeune diplomate, dont Polignac venait de faire la fortune en l'appelant à la direction principale de son ministère, M. de Bois-le-Comte. Ce royaliste n'hésita pas à reprendre les traditions de Sieyès : il vit et fit grand. D'abord un partage de la Turquie : la Moldavie, la Valachie et l'Arménie au tsar; à l'Autriche la Dalmatie, la Bosnie, la Serbie, l'Herzégovine; Constantinople et ses environs refusés aux deux également et donnés au roi de Hollande. Pourquoi le roi de Hollande? C'était pourtant la trouvaille et le nœud du projet. L'Etat hollandais était la proie destinée aux puissances qui n'auraient pas leur part dans les Balkans. On lui prenait ses colonies pour l'Angleterre; la Belgique, le Luxembourg et le Brabant pour la France: on l'enlevait aux Nassau pour y installer le roi de Saxe, qui cédait à la Prusse ses Etats, en échange des provinces rhénanes, « le tout dominé par l'intérêt de la France abaissée, humiliée au Congrès de Vienne ».

Il n'était pas possible de voir un projet qui ressemblât moins, en effet, à l'œuvre et aux maximes de Talleyrand. Les principes dont il était inspiré, c'étaient précisément ceux qu'avait combattus la diplomatie française en 1815: le sacrifice des Etats faibles, Turquie, Hollande, Saxe; leur partage, après celui de la Pologne, entre les forts; le mépris, le bouleversement des souverainetés légitimes. Lequel de ces systèmes opposés représentait le mieux l'intérêt de la France, de cette œuvre de Vienne qu'on maudissait, ou de celle qu'on voulait lui substituer : le système des partages, en un mot, ou la défense et la sauvegarde du droit? Depuis la Révolution, et dans les conditions où les règlements successifs de la question d'Orient avaient placé l'Europe, c'était toujours la double alternative offerte aux Français.

Epris de gloire et de conquête, avides de revanche, et persuadés que les traditions de la République et de l'Empire

étaient au dehors comme au dedans les plus sûres garanties de leur avenir, les sujets de Charles X avaient depuis sept années réclamé les frontières du Rhin. Ce qui peut surprendre, c'est que son ministre le plus cher, le plus fidèle soutien de sa prérogative royale, reprit les projets de Sieyès et de Napoléon. Rien dans son passé ne le destinait à cette initiative révolutionnaire. Ambassadeur à Londres depuis six ans, poussé au ministère par Wellington qui comptait sur lui, il paraissait, de tous les royalistes, le moins préparé à une alliance franco-russe. Les libéraux à Paris se défiaient de lui et faisaient bien. Les royalistes eux-mêmes le jugeaient compromettant et ne se trompaient pas. Mais si les Français se plaignaient depuis Villèle d'avoir une politique hésitante ou de n'en avoir pas, de perdre toutes les bonnes occasions, au moins Polignac leur apportait un programme qui ne péchait pas par la prudence et l'excès de calcul. Et c'est là-dessus qu'il avait compté pour servir Charles X.

Charles X était un maître exigeant. Il avait fait venir Polignac, disait Chabrol son collègue, « non pour discuter avec lui, mais pour lui donner des ordres qu'il recevait comme un petit garçon ». Las du gouvernement parlementaire, persuadé que les Chambres empiétaient sur son autorité et que des concessions le perdraient, Charles X provoquait la Révolution en s'imaginant être fort et l'écarter. La politique des deux frères éclate dans les jugements qu'ils ont portés l'un sur l'autre. « Je crois, disait Louis XVIII à Hartwell, que nous remonterons sur le trône. J'en viendrai à bout, je l'espère, mais mon frère y succombera. » — « C'est pour avoir montré trop de faiblesse que mon malheureux frère est venu où il a été conduit, disait Charles X à d'Argout le 10 mars 1830 : un roi qui ne sait pas se faire obéir est perdu. » Pour se sauver, le dernier des Bourbons inaugurait le régime de provocations et d'exigences royales dont il devait être victime. Docile, mais embarrassé, son ministre eut recours à l'intrigue pour faire accepter aux Français ce complot contre la Charte. Flatter

la Révolution dans ses ambitions de conquête, pour l'endormir et enchaîner ses résistances, tel fut le programme de Polignac. En composant son ministère, il offrit la marine au vainqueur de Navarin, à l'amiral de Rigny. La manœuvre était claire, « un hypocrite hommage à la gloire nationale ». Rigny refusa de mettre le ministère de combat, choisi par Charles X, « à l'abri des lauriers de Navarin ».

Polignac ne se découragea pas. Son projet de partage de l'Europe lui parut de nature à procurer bien d'autres lauriers que la maigre palme de l'expédition de Morée. Le Dauphin, au conseil, enthousiasmé, demandait mieux que la Belgique : il voulait offrir à ses futurs sujets la conquête du Rhin. Polignac craignit de mécontenter et d'alarmer la Prusse et combattit cet excès d'enthousiasme.

Il avait raison : la Prusse fit échouer ses plans. Au moment même où Mortemart les recevait à Pétersbourg pour les soumettre au tsar, celui-ci signait la paix à Andrinople avec les Turcs (le 15 septembre 1829). Le roi Frédéric-Guillaume, son beau-père, avait été le médiateur de cette paix qui payait largement Nicolas Ier de ses efforts.

Le traité d'Andrinople fut en effet pour la politique russe un succès éclatant. Peu de conquêtes effectives en apparence, autres que des places d'Asie, Anapa, Poti, Akhaltzick ou des îles à l'embouchure du Danube. Tout ce que l'Empire ottoman abandonna semblait donné à des nations nouvelles, aux Roumains, aux Grecs, aux Serbes. Mais en réalité la façon dont ces nations étaient constituées marqua un progrès de la puissance russe tel qu'il ne s'en était pas vu en Orient depuis le traité de Kaïnardji.

Garant de l'indépendance des Roumains, le tsar leur imposait un hospodar de son choix et à vie. Il démolissait leurs forteresses au Nord, les surveillait sur le bas Danube et occupait leur territoire jusqu'au jour où la Turquie lui verserait une forte indemnité de guerre. Pendant cinq ans, de 1829 à 1834, le vrai souverain de ces provinces allait être son lieutenant Kisselef. « C'était un protectorat qui devait peu à peu accoutumer l'Europe à la présence de

la Russie sur le Danube. » Kisselef s'attacha à le faire aimer des Roumains par un système d'administration excellent.

Si d'autre part Milosch, en Serbie, recouvrait par l'article 6 du traité et le Hatti-Chérif du 29 novembre 1829 son Etat et sa souveraineté, la Russie s'arrangea de manière à ce que cette souveraineté ne devînt pas héréditaire. « Il fallait que le Kniaz se souvînt de ses obligations envers le tsar. » On ne le savait que trop porté à les oublier, à invoquer, pour échapper aux Russes, ses devoirs envers le Sultan, son suzerain. Il était vieux : en ne lui laissant qu'un pouvoir viager, la Russie se gardait le moyen d'exiger de son successeur plus de docilité. Elle ne prévit pas qu'un an plus tard, le Sultan accorderait à Milosch l'hérédité (6 août 1830), pour lui enlever ce protectorat qu'elle convoitait. Elle crut se l'être assuré.

En Grèce enfin, ses mesures étaient mieux prises. Capo d'Istria lui donnait ce pays tel qu'il l'avait obtenu des puissances européennes au protocole du 22 mars. Au Président et à la Russie revenaient l'honneur de fixer l'indépendance des Grecs, et le profit. Ils s'arrangèrent pour que l'administration « ressemblât le plus possible à des institutions monarchiques ». Le 18 août 1829, Capo d'Istria avait pris soin de se faire céder par l'assemblée constituante d'Argos le droit de régler l'avenir de la Grèce à sa guise avec un Sénat nommé par lui et à sa discrétion. Le traité d'Andrinople confirma ses pouvoirs : la certitude que le souverain futur ne serait un prince ni français, ni russe, ni anglais, était de nature à en assurer la durée. L'Europe, sans doute, et l'Angleterre cinq mois après, allaient essayer, en désignant le prince Léopold de Cobourg au trône de Grèce, d'écarter d'Athènes le dictateur qui se le réservait (3 février 1830). Capo d'Istria manœuvra très habilement pour effrayer Léopold : celui-ci pouvait aspirer au rôle plus aisé de Prince Consort en Angleterre auprès de la reine Charlotte; il renonça à la couronne de Grèce (mai 1830). Après avoir aboli la constitution

hellénique sans le moindre scrupule, Capo d'Istria avait su l'invoquer contre le souverain désigné par l'Europe : le Sénat, à sa discrétion, réclama de la conférence de Londres des institutions moins monarchiques et la conversion du roi à l'orthodoxie (10 avril 1830). Bref un an après le traité d'Andrinople, Capo d'Istria disposait toujours de la Grèce souverainement. Sa situation à Athènes était celle de Kisselef à Bukarest. Au sud comme au nord, les provinces démembrées de l'Empire ottoman, remises en apparence par la paix d'Andrinople à leurs possesseurs légitimes, devenaient des protectorats russes administrés par des lieutenants du tsar. Les Etats nouveaux qui paraissaient naître dans les Balkans par l'effort des nationalités victorieuses et l'affaissement graduel de la Turquie se trouvèrent à leur naissance accaparés par la Russie, comme la Pologne, à la veille de sa mort.

Certes pour la politique russe la revanche était belle de l'échec qu'elle avait subi en 1815 à Vienne. Ce qui avait échappé alors à Alexandre Ier sur la Vistule, Nicolas Ier le ressaisissait dans les Balkans. « Pour ne pas éveiller les jalousies de l'Europe, il avait l'air de ne rien prendre aux Turcs; il gardait ainsi pour lui seul tout ce qu'ils abandonnaient. » Là, point de partage comme en Pologne, autrefois et depuis 1772, avec les Allemands et les Anglais, mais un système de protectorats qui peu à peu s'étendrait à tout l'Empire ottoman, obligé d'ouvrir le Bosphore aux flottes russes et ses provinces au commerce des sujets du tsar : « bref une position où la Porte elle-même ne pourrait vivre que par la protection de la Russie. » Tel était le commentaire que Nesselrode, au lendemain de cette victoire, donna du traité d'Andrinople.

« Cela ne peut durer, » s'écria Metternich qui au dernier moment avait offert à Nicolas Ier un partage de la Turquie. « Il va falloir, disait Wellington, procéder au remplacement de la Porte (octobre 1829) : elle est frappée à mort. » Pour que ces deux champions obstinés de l'intégrité des Ottomans tout d'un coup réclamassent une

part de leurs dépouilles, il fallait que leurs craintes fussent bien vives de n'en avoir aucune. La politique qui leur avait servi, à Vienne et depuis, à « enchaîner la Russie » parut en 1829 condamnée.

Pour les Français, le dépit fut égal d'apprendre que la Russie secouait les chaînes dont la diplomatie autrichienne l'avait chargée depuis 1815, sans avoir pu délier les leurs. Le roi de Prusse avait ruiné leurs espérances, un instant éveillées. Oubliée depuis 1815, et presque humiliée, la Prusse avait repris soudain dans ce règlement un premier rôle. Les événements, ses rancunes contre l'Autriche et la crainte de voir les Français sur le Rhin l'y avaient peu à peu conduite. C'était elle déjà qui en 1821, aux conférences de Hanovre, avait refusé sa signature à un partage de la Turquie, dont les conquêtes françaises eussent été la condition et la conséquence. Elle avait alors empêché ce remaniement de l'Europe au gré de l'Autriche, au risque de déplaire à Alexandre Ier. Huit ans après elle l'empêchait encore, mais de tout autre façon : la Turquie n'était pas démembrée; l'agent prussien envoyé à Constantinople, le général Muffling (juillet 1829), par ses menaces avait décidé le Sultan à se soumettre au joug de Nicolas Ier. Six mois avant, Metternich se refusait à croire à cette évolution de la politique prussienne. Elle fut décisive.

Elle s'explique par plusieurs causes : la sympathie très vive d'un prince prussien qui devait jouer un grand rôle dans l'histoire de la monarchie, du futur empereur Guillaume, pour le mari de sa sœur, Nicolas Ier. Le tsar exploita cette amitié : ce fut en assistant à Berlin au mariage de Guillaume avec la princesse de Saxe-Weimar (11 juin 1829) qu'il décida l'envoi de Muffling à Constantinople. Il s'était fait en outre un changement considérable dans l'orientation de la monarchie prussienne, depuis la mort d'Hardenberg (1822). Les patriotes souffraient à Berlin de se voir enchaînés à l'Autriche, de lui laisser l'hégémonie de l'Allemagne. Metternich, depuis Carlsbad, avait pris la

direction politique de la Confédération : les Prussiens se préparèrent à en saisir la direction économique, premier effort vers l'émancipation et l'unité de l'Allemagne au profit des Hohenzollern. La Convention initiale du Zollverein est de 1829.

Dans cette voie qui devait aboutir trente ans plus tard au conflit de l'Autriche et de la Prusse, les politiques de Berlin s'engageaient déjà par des chemins détournés, avec prudence : si leurs prédécesseurs s'étaient liés à Metternich, c'était par le besoin de protéger contre les ambitions de la France les provinces rhénanes, éloignées de leur centre, exposées. La Prusse ne pouvait échapper à l'Autriche qu'en se procurant ailleurs des garanties et une alliance équivalentes. Elle les chercha à Pétersbourg sur les conseils d'un diplomate entreprenant, patriote et royaliste fougueux, M. de Bulow. Elle les paya le prix nécessaire : à un partage, le tsar préférait la domination exclusive de l'Orient. Peu importait aux Prussiens : ils donnèrent à la Russie les Balkans pour être délivrés de l'Autriche et garantis contre la France. Ministres et souverain, guidés par des raisons politiques, déterminés par les affections du prince Guillaume, scellèrent à Andrinople l'alliance dont celui-ci recueillit les avantages en 1866 et en 1870, dont le tsar Nicolas put se flatter d'avoir touché le prix immédiatement.

Lorsqu'un an après les Français renversèrent Charles X, ils se félicitèrent surtout d'avoir détruit l'œuvre maudite du Congrès de Vienne. Ils se trompaient : l'œuvre était détruite, avant la chute des Bourbons, par le tsar et les Hohenzollern à Andrinople. En annulant le pacte de Kalisch, l'Europe en 1815 avait arraché l'Allemagne à la Prusse et l'Orient à la Russie. Le traité d'Andrinople et la diplomatie dont il était l'effet reconstituèrent ce pacte funeste pour la paix, pour les Etats secondaires, pour les nations elles-mêmes sacrifiées aux appétits des Romanow, livrées aux ambitions des Hohenzollern. Tandis que la France s'imaginait toujours faire à l'Europe ses destinées

d'après les siennes, en 1830 comme 1793, ce fut en réalité la question d'Orient qui réglait et modifiait encore, après quatorze ans de paix, les rapports et les conditions des Etats et des nations.

Ces modifications n'inquiétèrent pas M. de Polignac : à voir la Russie s'agrandir, il se réjouit. Il espéra qu'elle favoriserait l'agrandissement de la France. Le programme qu'il lui avait soumis en septembre 1829 n'était plus conforme aux derniers événements; mais les ambitions russes étaient-elles jamais satisfaites? Nicolas Ier avait promis d'évacuer la Roumélie qu'il occupait encore. Il fit des avances à Charles X pour obtenir la permission d'y rester (novembre 1829). Là-dessus Polignac s'enflamme : il faut saisir l'occasion. On envoie à notre ambassadeur Mortemart dépêches sur dépêches, chiffrées, très secrètes, dont on a soin de détruire le chiffre. Mortemart était favorable à une alliance franco-russe, à un mariage entre les Bourbons et les Romanow. Pourtant, livrer Constantinople au tsar, sans autorisation suffisante et sans garantie, la partie lui sembla risquée : « Me lancer, s'écriait-il, sur un pareil terrain, sans autre secours que mon patriotisme, sans autre appui que quelques chiffres anéantis de votre part. Cela m'effraie. » Que fallait-il demander pour la France en échange? Mortemart sollicita la permission de venir à Paris consulter le roi et ses ministres.

Polignac n'était pas si embarrassé; l'objet d'échange était tout trouvé : la Belgique. Avant la révolution de juillet, la Belgique se mettait déjà en pleine insurrection contre ses maîtres, les Hollandais : révolte légale, dont l'émeute du 25 août 1830 ne fut que la conséquence fatale, préparée par cinquante ans d'histoire et de luttes. Contre les Nassau protestants, comme autrefois contre le Directoire, le peuple belge avait depuis 1815 à l'appel du clergé et du parti catholique revendiqué et défendu les droits de sa conscience. « La liberté de l'Eglise, disait, en 1826, le chef de ce parti, M. de Gerlache, est le signal de toutes les libertés. » L'année 1828, tout d'un coup, vit se grouper autour des catho-

liques les libéraux, de Potter, Rogier, Devaux : « Ils veulent la liberté, dirent-ils, comme nous la voulons. » L'*Union* avait rallié catholiques et libéraux, les deux fractions du peuple belge à un même programme. Et la guerre commençait entre les *Annexés*, fatigués d'être méconnus et privés de leurs droits, sacrifiés dans leur conscience et dans leurs intérêts, et la Hollande, résolue à maintenir une conquête poursuivie depuis un siècle avec obstination. D'abord, en 1829, des escarmouches autour des pétitions que les Belges signent en masse pour le redressement de leurs griefs et que les prêtres et les moines colportent dans les campagnes. Puis en avril 1830, la mise en accusation des libéraux belges, de Potter, Thielmans qui réclament l'indépendance belge; la foule enfin les accompagnant en triomphe à leur prison, les députés annonçant au Parlement « les orages et les tempêtes pour l'émancipation » : c'était la guerre déclarée entre les deux pays, et pour jamais. Le bruit courut, à la fin de 1829, que pour s'assurer la victoire, le roi de Hollande avait sollicité et obtenu le concours de l'armée prussienne.

Là, comme en Grèce, c'était on le voit, une révolte antérieure aux journées de juillet, encouragée sans doute par les troubles de la France ensuite, mais très distincte par sa nature, ses origines et la portée de ces troubles. Pour les Français fidèles aux souvenirs de 1793, l'occasion parut belle de rentrer en Belgique. La royauté de Charles X n'était pas dans les conditions de détresse qui avaient interdit à Louis XVI une intervention de ce genre en 1788. Polignac se montra aussi empressé que Montmorin avait été hésitant alors. En échange de la Charte que Charles X voulait remplacer par les Ordonnances, il aurait le moyen de procurer à la nation la frontière du Rhin, la gloire à la place de la liberté. Il mettrait son intrigue à l'abri de la tradition nationale, la contre-révolution sous la sauvegarde des ambitions révolutionnaires.

En servant la gloire de la France, Napoléon n'avait-il pas eu le droit d'être absolu? Et comme Napoléon, Charles X

n'avait-il pas à sa portée l'alliance franco-russe? Mieux que lui, même, puisqu'on était prêt à céder à Nicolas Ier la Roumélie, les portes de Constantinople, en échange de la Belgique. La négociation se poursuivit, de décembre 1829 à mai 1830, entre les deux souverains, entre Polignac et Mortemart. Elle échoua, comme avait échoué la grande entreprise de septembre 1829, par la volonté de la Prusse et son opposition obstinée. « Il ne tint qu'à elle, disait à Berlin le ministre de la cour, Guillaume Bernstorff, que ces violences ne s'accomplissent pas. » Le 3 janvier 1830, le roi de Prusse signifiait à Pétersbourg et à Paris « qu'à aucun prix il ne céderait à la France la rive gauche du Rhin. *Sa résolution était irrévocable.* »

La Belgique devait échapper à la Hollande : mais elle ne devait pas appartenir à la France. La garantie que le roi de Prusse s'était procurée de la Russie sur le Rhin au prix de ses complaisances en Orient ruina le plan de Polignac et les espérances de la France. En Belgique comme en Orient, ou en Allemagne, l'œuvre du Congrès de Vienne allait être détruite : les Français qui se vantèrent d'y avoir contribué n'en purent pas profiter.

C'est alors que pour leur laisser une dernière illusion, pour flatter leur amour-propre et leur goût conquérant, le gouvernement de Charles X leur offrit l'expédition d'Alger. Le dey d'Alger, en 1827, avait insulté notre consul : occupé de l'Orient et de l'Europe tout entière, le roi n'avait répondu à l'insulte que par un blocus prolongé depuis trois ans sans résultats. L'opposition lui reprochait chaque année ses hésitations et réclamait une vengeance plus complète. Le comte de Bourmont affirmait au Conseil qu'on la désarmerait, à défaut de guerre en Europe, par cette guerre africaine. « C'était bien peu de chose, remarquait Polignac, que cette entreprise contre un repaire de corsaires, » quand on avait peut-être chance d'acquérir la Belgique et le Rhin. Il avait proposé, le 24 octobre 1829, au Conseil de confier cette vengeance et cette conquête secondaire au vice-roi d'Egypte. Si le Conseil n'eût rejeté cette proposition comme « indigne

de la France », Alger ne serait peut-être pas aujourd'hui terre française.

Tant que Polignac garda l'espoir d'acquérir mieux, jusqu'au mois de février 1830, jusqu'au refus catégorique de la Prusse, il fit écarter, par l'influence du Dauphin, l'expédition d'Afrique. Ensuite, il fut bien obligé de s'en contenter (mars 1830). « Il prépara, dit un contemporain, l'affaire alors, avec une prodigalité de moyens et une surabondance de précautions telles qu'elles trahissaient un intérêt plus puissant aux yeux du ministère et de la cour que l'honneur national ou l'avantage de la conquête. » Une flotte considérable, cent vingt-sept vaisseaux, quarante mille hommes de troupes, avec un amiral, Duperré et le ministre de la guerre pour les commander, un tel déploiement de forces pour un objet qui paraissait si petit, eut l'air d'une manœuvre politique : on disait que le prince de Polignac voulait donner au peuple l'illusion de la gloire et de la guerre à défaut de la réalité.

Et de fait, la prise d'Alger, occupée en un mois à peine (13 juin-5 juillet 1830), fut plutôt une victoire diplomatique qu'un succès militaire éclatant. L'habileté du général Bourmont a plus fait pour cette conquête que ses dispositions stratégiques ou la valeur de ses troupes. Le dey fut moins difficile à vaincre que les jalousies de l'Angleterre : elle faillit nous interdire cette colonie que les Algériens ne furent pas de force à nous disputer. Polignac était assuré du consentement de la Russie. « Alger vous regarde, disait le tsar dès le mois d'octobre 1829. Terminez votre querelle. Je vous approuve et vous appuierai de mon influence. » Malgré cette promesse et toutes sortes d'explications fournies au cabinet Wellington, l'Angleterre était peu disposée à laisser la France s'installer en Afrique. « Que fera la France de la régence après le châtiment de son injure, une colonie ? » Les craintes des Anglais leur inspirèrent, pour nous interdire la guerre et la conquête, une tactique analogue à celle qui leur avait réussi à la veille de l'expédition de Morée. Pendant nos préparatifs, Wellington

se hâta d'arracher au sultan la nomination d'un autre dey, Tahir-Pacha. Celui-ci quitta Constantinople bien vite, le 25 avril 1830 : il avait l'ordre d'étrangler le dey, pour empêcher la guerre en offrant à la France cette solution sanglante mais pacifique de l'injure qu'elle avait reçue. L'officier chargé de bloquer Alger arrêta le vaisseau turc : ce fut pour la mission de Tahir-Pacha un premier retard. Il exigea qu'on le conduisît à Toulon ; il arriva en vue du port le 26 mai et rencontra la flotte française qui aurait dû partir le 25, mais que le gros temps avait retardé. Le général Bourmont fit rendre à l'envoyé du sultan toutes sortes d'honneurs : il lui conseilla d'entrer à Toulon et de faire connaître au roi ses instructions au plus tôt. Mais il cingla lui-même sur Alger, sans tarder. Tahir-Pacha, pour son malheur, n'avait pas une patente de santé suffisante : il dut se soumettre à une quarantaine. Sa mission n'avait plus d'objet, quand les Français eurent occupé Alger à sa place et vengé eux-mêmes leurs querelles.

« Si cette entreprise d'Alger est un expédient pour faciliter quelque direction dans l'intérieur, on se trompe beaucoup, » écrivait Talleyrand le 20 mai 1830. Ce n'était pas la faute de Polignac, s'il n'avait pas mieux à offrir aux Français. Mais, après avoir entrevu la Belgique et le Rhin, ceux-ci n'étaient pas gens à se contenter d'Alger, revanche trop faible des traités de Vienne. Cette manœuvre ne les disposa que plus mal à recevoir les Ordonnances (26 juillet 1830). Le 27 juillet la Révolution commença. Le 29 elle était victorieuse. Le peuple se vengea sur la monarchie d'un coup d'Etat qu'il attribuait aux ministres, de la longue politique de paix qui, depuis quinze ans, lui imposait comme définitifs les arrêts humiliants de l'Europe. Il voulait, cette fois, la Révolution tout entière, glorieuse au dehors, comme il la voyait victorieuse au dedans. « Quelle est votre opinion sur les traités de 1815 ? disait l'un de ses chefs, Cavaignac, à Louis-Philippe, le soir du 31 juillet. Ce n'est pas une révolution libérale, prenez-y garde, c'est une révolution nationale. La vue du drapeau

tricolore, voilà ce qui a soulevé le peuple, et il serait certainement plus facile de pousser de Paris sur le Rhin que sur Saint-Cloud. »

En un sens, Cavaignac avait largement raison. Les combattants, les vainqueurs des journées de juillet n'avaient pas fait une émeute analogue à celles de 1789. Ils avaient pris les armes contre l'Europe au moins autant que contre Charles X, et rêvé surtout de la République conquérante ou de l'Empire. Et l'Europe ne s'y trompa pas puisqu'elle arma elle aussi à la première nouvelle, toute prête à signer de nouveau contre la France le pacte de Chaumont.

Mais en un autre sens Cavaignac se trompait : la nation n'était pas à l'unanimité pour la République, ni pour la conquête. Autant, avec les souvenirs de la Terreur, la République effrayait les campagnes, autant la guerre effrayait la bourgeoisie. Et les craintes de la classe moyenne, presque seule représentée dans les Chambres, devaient triompher des aspirations de ceux qui avaient fait la Révolution. « Tous les Français, écrivait Palmerston six mois avant, déraisonnent; tous se déclarent prêts à se laisser couper les deux mains pour ravoir le Rhin, les Alpes et les Pyrénées. Heureusement qu'ils ont des Chambres qui doivent voter les impôts pour faire la guerre. » Le 30 juillet, une proclamation rédigée par Guizot, signée par quatre-vingt-onze députés, annonça qu'un lieutenant général, roi le lendemain, le duc d'Orléans, était substitué, sans autre mandat que le leur, à la République encore incertaine.

L'avènement de Louis-Philippe, ce fut la paix tout de suite, au lieu de la guerre. Sans qu'on puisse préciser encore le rôle de Talleyrand dans la création de la monarchie orléaniste, le choix que le nouveau roi fit de lui comme ambassadeur à Londres marqua, dès le premier jour, l'étendue de son autorité. Il partit dès le 25 septembre, persuadé que le « nouveau gouvernement ne pouvait acquérir de stabilité que par le maintien de la paix. Son premier devoir était d'empêcher une guerre révolutionnaire et universelle ». A Londres, Talleyrand allait être, sans en avoir le titre, le

premier ministre de Louis-Philippe. Conseils secrets à Louis-Philippe, lettres politiques et intimes à Mme Adélaïde, adressées à la cour en dehors des ministres, négociations avec les envoyés de l'Europe groupés à Londres autour du prince comme à Vienne autrefois, tels furent les moyens principaux par lesquels le nouveau régime s'affermit en 1830. En France ou en Europe, le parti « du mouvement » qui jusqu'en 1831 eut ses représentants dans le ministère même de Louis-Philippe fut enchaîné par l'autorité de Talleyrand.

La conférence de Londres fit aux traités de Vienne les retouches que le réveil de la Grèce et de la Belgique avaient rendues nécessaires. Mais loin de détruire ces traités, elle adopta les principes que Talleyrand avait fait triompher au Congrès de 1814 : le respect, la défense des Etats ou des nations secondaires contre les ambitions de leurs voisins. Ce fut un nouveau bail de paix entre la France et l'Europe ; entre Louis-Philippe et les Français un accord imparfait qui reposa sur l'intrigue du roi et de son principal conseiller. La France songeait toujours à Navarin ; Louis-Philippe lui donna l'Algérie, une colonie au lieu d'une action glorieuse en Orient, en Europe.

La monarchie de juillet vécut péniblement de ce malentendu dissimulé avec soin par le gouvernement, de cette paix avec l'Europe qui avait manqué à la Révolution, qui fut pendant dix ans la ressource principale de Louis-Philippe et parut en 1840 à la nation irritée une faiblesse coupable.

A travers toute l'histoire, telle qu'elle s'est faite pour la France révolutionnaire de 1789 à 1830, à travers les grandeurs et les épreuves, c'est toujours la même opposition entre les sentiments et les calculs, entre les apôtres de la propagande et Mirabeau ; entre les serviteurs de la gloire française tels que le Directoire et Napoléon, et Carnot avec les partisans des anciennes limites ou Talleyrand ; entre Chateaubriand et Villèle, entre les auteurs et les adversaires des traités de Vienne. Etendre la frontière de la nation jusqu'au

Rhin, dicter aux souverains et aux peuples des lois, à la façon de Louis XIV et de Napoléon, voilà pour les Français la tradition, la gloire et l'avenir, l'intérêt national par conséquent. Les politiques l'entendent autrement. Ils calculent comment depuis un siècle les cadres de la vieille Europe ont été élargis, combien de mondes et d'intérêts différents, de puissances et d'habitudes nouvelles sont intervenus dans le règlement des affaires européennes et en modifient l'orientation. Ils s'efforcent de faire accepter aux Français une politique conforme à cette évolution décisive.

Intérêts d'Etat et sentiments nationaux se heurtent en France, ou ne s'accordent que dans le silence et l'intrigue. Les gouvernements s'écroulent tour à tour : la nation poursuit, sans les fixer jamais. des rêves qui l'épuisent. Elle ne s'aperçoit pas que des traditions condamnées, l'orgueil de l'énergie révolutionnaire, le souvenir des gloires impériales lui procurent ces rêves : elle ferme toujours les yeux au temps présent. Elle croit avoir une politique étrangère; elle n'en a pas : elle souffre de ce mal profondément, mais elle ne cherche point le remède. L'Empire la séduit; la Révolution « *armée* » l'aveugle.

BIBLIOGRAPHIE

Question d'Orient. — DEBIDOUR. *Histoire diplomatique de l'Europe*. Paris, 1891, tome I.

VIELCASTEL. *Histoire de la Restauration*, tomes XVI à XX.

Lord BULWER. *Palmerston*.

SOREL. *Essais de critique et d'histoire*. Paris, 1883 (*l'Alliance russe et la Restauration*).

A. SOUTZO. *Histoire de la révolution grecque*.

DEBIDOUR. *L'expédition de Chio et le général Fabvier* (*Revue Bleue*, mars 1897).

DEBIDOUR. *Le général Fabvier, sa vie, ses écrits*.

SAINT-MARC GIRARDIN. *Etudes sur la question d'Orient* (*Revue des Deux-Mondes*, mai 1864-1869).

GERVINUS. *Histoire du dix-neuvième siècle*, tomes XV et XX.

DE MOLTKE. *Lettres sur la Turquie* (camp. des Russes, 1828-1829).

BULGARIS. *Etude sur Capo d'Istria* (trad. fr.). Paris, 1832.

DRIAULT. *La question d'Orient*. Paris, 1898. (Ce volume important nous est parvenu au moment où nous mettions sous presse ce dernier

chapitre. Nous aurions voulu pouvoir l'employer et nous y renvoyons le lecteur pour tous les chapitres précédents.)

Documents. — METTERNICH, *Mémoires*, tomes IV et V. — CHATEAUBRIAND, *Mémoires*, tomes IX et X. — VILLÈLE, *Mémoires*, tome V. — POLIGNAC, *Études*, tome II. — CAPO D'ISTRIA, *Correspondance* (édit. Betant). Genève, 1839. — WELLINGTON, *Civil and political correspondance*. — LESUR, *Annuaire historique*, 1827-1830. — PROKESCH-OSTEN, ouvrage cité, tomes V et VI. *Correspondance manuscrite aux affaires étrangères de Rigny, Mortemart*, etc.

France. — THUREAU-DANGIN, *Le parti libéral sous la Restauration*. Paris, 1888. — THUREAU-DANGIN, *Histoire de la monarchie de juillet*, tome Ier. Paris, 1884. — NOUVION, *Histoire de Louis-Philippe*, tome Ier. — VIELCASTEL, tome XX. — VAULABELLE, *Histoire des deux Restaurations*, tomes VII et VIII. Paris, 1858, 4e édit. — DUVERGIER DE HAURANNE, *Histoire du gouvernement parlementaire*, tomes IX et X.

Documents. — Outre les mémoires cités précédemment, consulter D'ARGOUT, *Extraits des Mémoires*, par G. Monod (*Débats*, avril 1894). — D'HAUSSEZ, *Mémoires*. — BÉRANGER, *Ma biographie*. — SAINTE-BEUVE, *Portraits contemporains*, tome II.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Etats et nations.

CHAPITRE Ier

Premiers rapports de l'Europe et de la Révolution française.

CHAPITRE II

Les origines du conflit entre la Révolution française et l'Europe. Traditions. Intrigues et propagande.

CHAPITRE III

La guerre de 1792.

CHAPITRE IV

La guerre de 1793.

CHAPITRE V

La paix de Bâle et ses effets (1795-1796).

CHAPITRE VI

La politique étrangère du Directoire.

CHAPITRE VII

La Campagne d'Égypte et la question d'Orient à la fin du dix-huitième siècle.

CHAPITRE VIII

La France et l'Europe (1800-1802).

LE CONSULAT : RÉTABLISSEMENT ET CONDITIONS DE LA PAIX GÉNÉRALE.

CHAPITRE IX

Le Secret du Premier Consul.

RUPTURE DE LA PAIX D'AMIENS.

CHAPITRE X

Le Secret de l'Empereur.

Austerlitz et Presbourg.

CHAPITRE XI

La conquête de l'Allemagne et de la Prusse.

La Paix de Tilsitt.

CHAPITRE XII

L'alliance de Tilsitt. La révolution d'Espagne (1808).

CHAPITRE XIII

Les nations européennes de 1789 à 1809.

CHAPITRE XIV

L'Entrevue d'Erfurt et le Secret de Talleyrand.

CHAPITRE XV

La guerre de 1809. La paix de Vienne et le réveil de la Pologne.

CHAPITRE XVI

L'année 1810.

Expansion extérieure et crise intérieure de l'Empire.

CHAPITRE XVII

Le duel de Napoléon et d'Alexandre Ier.

CHAPITRE XVIII

La liquidation impériale (1813-1814).

CHAPITRE XIX

Le Congrès de Vienne (1814-1815).

CHAPITRE XX

La Sainte-Alliance (1815-1818).

CHAPITRE XXI

Le règne de Metternich.

Les congrès d'Aix-la-Chapelle et de Troppau.

CHAPITRE XXII

La guerre de 1823.

Le congrès de Vérone : Grèce ou Espagne.

CHAPITRE XXIII

La Sainte-Alliance et la Politique de non-intervention (1824).

CHAPITRE XXIV

L'œuvre de Canning.

Amérique et Orient (1824-1827).

CHAPITRE XXV

Navarin et Alger.

La Révolution et la conquête françaises (1827-1830).

SAINT-CLOUD. — IMPRIMERIE BELIN FRÈRES.

